

**LES INTERETS
PRESENS ET LES
PRETENSIONS DES
PUISSANCES DE
L'EUROPE, FONDEZ...**





7. 2. 130

7. I. 2. 130.

11

T

PREUVES
DES
INTERÊTS PRÉSENTS
ET
DES PRÉTENSIONS
DES
PUISSANCES
DE
L'EUROPE,

Fondées sur les Traitez depuis la Paix d'Utrecht inclusivement :

Par Mr. J. ROUSSET,

Membre de la Société Royale des Sciences de Berlin, &c.

SECONDE EDITION.
TOME TROISIEME.



A LA HAYE,
Chez ADRIEN MOETJENS, Libraire,
M D C C. X X X V I.

T A B L E CHRONOLOGIQUE

D E S

T R A I T E Z & A C T E S,

Contenus dans ce Volume III. & qui servent de Preuves
aux Intérêts des Puissances.

1356.	[KKKK.]	L A Bulle d'Or, Publiée par l'Empereur Charles IV.	695
1552.	[ZZZZ.]	Paix Publique, ou Transaction de Passau, du 2. Août	868
1555.	[AAAAA.]	Paix de Religion, ou Recès de la Diète d'Augsbourg; avec la Déclaration de l'Empereur Ferdinand au Sujet de la Religion.	872
1642.	[HHHH.]	Traité de Commerce entre les Roiaumes de la Grande Bretagne & de Portugal, conclu à Londres le 24 No- vembre.	678
1648.	[BBBB.]	- - - de Munster entre la Couronne d'Espagne & la République des Provinces-Unies, conclu le 30 Jan- vier.	561
1648.	[EEEE.]	- - - d'Osnabruck entre l'Empire, la Suede, & la France, conclu le 24 Octobre.	593
1650.	[DDDD.]	- - - de Marine entre la Couronne d'Espagne & L. H. P., conclu en Decembre.	588
1660.	[FFFF.]	- - - d'Oliva, conclu le 23 Avril, 3 Mars, entre le Roi de Pologne, le Roi de Suede, & leurs Alliez, sous la Médiation du Roi de France.	647
1661.	[CCCC.]	- - - de Partage des trois Quartiers de Dalem, Fal- quemont, Rolle-Duc, & Pais d'Outre-Meuse, entre L. H. P. & le Roi d'Espagne, en consequence dudit Traité de Munster, conclu le 26 Decembre	577
1661.	[IIII.]	- - - entre la Couronne de Portugal & les Etats Généraux des Provinces-Unies, conclu à la Haye le 6 Août.	684

TABLE CHRONOLOGIQUE.

1667.	[GGGG.]	Traité de Commerce entre la Grande Bretagne & l'Espagne, conclu à Madrid le 23 May.	666
1667.	[YYYY.]	- - - de Commerce entre le Roi d'Angleterre, & les Etats Généraux, conclu à Breda, le 31. Juillet	840
1701.	[XXXX.]	- - - d'Alliance entre le Roi de Dannemarck, & les Etats Généraux, conclu à Copenhague, le 15. Juin.	828
1702.	[NNNN.]	Recès d'Association entre cinq des Cercles, en Mars.	770
1703.	[OOOO.]	Traité d'Alliance entre l'Empereur, & le Duc de Savoye, conclu à Turin le 25 Octobre	778
1705.	[QQQQ.]	- - - entre l'Empereur Joseph, & Charles XII. Roi de Suède, touchant l'Exercice de la Religion dans la Silésie, conclu à Alt-Ranstad, en Août	796
1706.	[PPPP.]	- - - Traité d'Union entre l'Ecosse & l'Angleterre, conclu à Londres le ²² Juillet ₁ Août	785
1711.	[LLLL.]	Capitulation de l'Empereur Charles VI.	727
1712.	[RRRR.]	Traité de Paix entre la Porte Ottomane, & le Czar de Moscovie, conclu à Constantinople, le 5. Avril	807
1712.		Renonciation du Roi d'Espagne à la Couronne de France.	6
1712.	[B.]	- - - du Duc d'Orléans à la Couronne d'Espagne.	20
1713.		Lettres Patentes de Louis XIV. pour confirmer la Renonciation de Philippe V.	9
1713.	[A.]	Traité de Paix entre la France & la Grande Bretagne, conclu à Utrecht.	3
1713.	[C.]	- - - de Paix entre l'Espagne & la Grande Bretagne, conclu à Utrecht.	23
1713.	[D.]	- - - de Paix entre les Etats Généraux & la France, conclu à Utrecht.	34
1713.	[F.]	- - - de Paix entre l'Espagne & le Duc de Savoye, conclu à Utrecht.]	63
1713.	[G.]	- - - de Paix entre la France & le Duc de Savoye, conclu à Utrecht.	74
1713.	[I.]	- - - de Paix entre la France & le Portugal, conclu à Utrecht.	96
1713.	[L.]	Traité de Paix entre la France, & le Roi de Prusse, conclu à Utrecht.	107
			1713.

TABLE CHRONOLOGIQUE.

1713.	[M.]	Traité entre l'Empereur & le Roi de Prusse, conclu à Utrecht.	113
1713.	[N.]	- - - de Garantie pour la Succession Britannique d'une part, & de la Barrière d'autre part, entre Sa Majesté Britannique & L. H. P.	115
1713.	[MMM.]	- - - de Navigation & de Commerce entre la France & la Grande Bretagne, conclu à Utrecht.	449
1713.	[NNN.]	- - - de Navigation entre la France & les Etats Généraux des Provinces-Unies, conclu à Utrecht.	469
1713.	[OOO.]	- - - de Navigation entre la Grande Bretagne & l'Espagne, conclu à Utrecht.	483
1713.	[RRR.]	Contrat de l'Assento en faveur de la Grande Bretagne, signé à Madrid.	498
1713.	[SSSS.]	Traité d'Alliance entre les Etats Généraux, & les Ligues Grises, conclu à la Haye, le 19. Avril	811
1713.	[TTTT.]	Convention touchant le Commerce des Pais-Bas Espagnols, entre la Grande Bretagne, & les Etats Généraux des Provinces-Unies, dressée à Utrecht le 11 Juillet.	815
1714.	[E.]	Traité de Paix entre les Etats Généraux & l'Espagne, conclu à Utrecht.	50
1714.	[H.]	- - - de Paix entre l'Empereur & la France, conclu à Radstadt & Bada.	81
1714.	[VVVV.]	- - - d'Alliance entre les Etats Généraux & le Canton de Berne, conclu à la Haye le 8 Juin.	816
1715.	[Q.]	Renouvellement d'Alliance entre la France & les Cantons Catholiques Suisses, conclu à Soleure.	178
1715.	[PPP.]	Traité de Commerce entre la Grande Bretagne & l'Espagne, conclu à Madrid.	495
1715.	[K.]	- - - de Paix entre l'Espagne & le Portugal, conclu à Utrecht en 1715.	100
1715.	[N.2.]	- - - de la Barrière, conclu à Anvers entre l'Empereur, le Roi de la Grande Bretagne, & les Etats Généraux des Provinces-Unies en 1715.	122
1716.	[T.]	- - - de la Triple Alliance, entre la Grande Bretagne, la France, & les Provinces-Unies, conclu à Londres, &c.	206
1716.	[SSS.]	- - - de Commerce entre la France & les Villes Anseatiques, conclu à Paris.	515
1718.	[O.]	Convention de la Haye sur le Traité de la Barrière.	142

TABLE CHRONOLOGIQUE.

1718.	[P.]	Traité d'Amitié & de Règlement de Limites entre la France & la Lorraine, conclu à Paris en 1718.	153
1718.	[R.]	- - - de Paix entre l'Empereur des Romains & l'Empereur Ottoman, conclu à Passarowitz.	187
1718.	[S.]	- - - de Paix entre l'Empereur Ottoman & la République de Venise, conclu à Passarowitz, tiré de l'Europäische Rube.	196
1718.	[V.]	- - - de la Quadruple Alliance, conclu à Londres, entre l'Empereur, la France, & la Grande Bretagne.	213
1718.	[DD.]	Renonciation de l'Empereur à la Couronne d'Espagne, tiré de l'Europäische Rube.	253
1718.	[FF.]	Traité de Paix fait entre les deux Cantons Protestants Zurich & Berne, & les cinq Cantons Catholiques, Lucerne, Uri, Schweiz, Unterwalde, & Zug.	260
1718.	[TTT.]	- - - de Commerce & de Navigation entre l'Empereur des Romains & le Sultan des Turcs, conclu à Passarowitz.	325
1719.	[YY.]	Traité d'Alliance entre l'Empereur & les Electorats de Saxe & de Hanovre, conclu à Vienne.	356
1719.	[CCC.]	- - - entre la Suede & l'Electorat de Hanovre, conclu à Stokholm.	381
1720.	[X.]	Accession du Roi d'Espagne au Traité de la Quadruple Alliance.	432
1720.	[BB.]	Renonciation du Roi d'Espagne aux Etats démembrés de sa Couronne, & possédés par l'Empereur.	448
1720.	[EE.]	Cession de la Sardaigne faite par l'Empereur au Roy de Sicile, Duc de Savoye.	256
1720.	[DDD.]	Traité d'Alliance entre la Suede & la Grande Bretagne, conclu à Stokholm.	386
1720.	[EEE.]	- - - de Paix entre la Suede & le Roy de Prusse conclu à Stokholm.	396
1720.	[FFF.]	- - - de Paix entre la Suede & le Dannemark, conclu à Stokholm.	409
1721.	[CC.]	Garantie de la Renonciation [BB] par la France & la Gr. Bretagne.	251
1721.	[GG.]	Traité d'Alliance entre la France, l'Espagne, & la Grande Bretagne, conclu à Madrid, tiré du Corps Diplomatique.	275
1721.	[GGG.]	- - - de Paix entre la Russie & la Suede, conclu à Neustadt.	421
			1721.

TABLE CHRONOLOGIQUE.

1721.	[QQQ.]	Traité sur le Commerce entre la Gr. Br. & l'Espagne, conclu à Madrid.	495
1723.	[Y.]	Lettres d'Investiture Eventuelle des Etats de Parme, Plaisance, & Toscane, en faveur de l'Infant D. Carlos.	235
1723.	[KKK.]	Traité d'Alliance entre la Russie & la Perse, conclu à St. Petersbourg.	439
1724.	[Z.]	Copie des Reversales accordées par le Roi d'Espagne, par rapport aux Lettres d'Investiture avec les Garanties de l'Investiture.	238
1724.	[HH]	Traité entre l'Empereur & le St. Siege, pour la Restitution de Comacchio, conclu à Rome.	280
1724.	[HHH]	Traité d'Alliance entre la Russie & la Suède, conclu à Stockholm.	432
1725.	[II]	- - - de Paix entre l'Empereur & le Roi d'Espagne, conclu à Vienne.	285
1725.	[KK.]	- - - de Paix entre l'Empereur & l'Empire d'une part, & le Roy d'Espagne d'autre part, conclu à Vienne.	293
1725.	[LL.]	- - - d'Alliance entre l'Empereur & l'Espagne, conclu à Vienne.	297
1725.	[MM.]	- - - d'Alliance entre les Rois de France, de la Grande Bretagne, & de Prusse, conclu à Hanovre.	300
1725.	[VVV.]	- - - de Commerce & de Navigation, entre l'Empereur & la Couronne d'Espagne, conclu à Vienne.	532
1725.	[YYY.]	- - - de Navigation entre l'Empereur & la Regence de Tunis, conclu à Tunis.	551
1726.	[NN.]	Accession des Etats Généraux des Provinces-Unies au Traité de Hanovre.	305
1726.	[III.]	Accession de l'Empereur des Romains au précédent Traité.	437
1726.	[LLL.]	Traité d'Alliance entre l'Empereur des Romains & l'Impératrice de Russie, conclu à Vienne.	442
1726.	[XXX.]	- - - entre les Etats Généraux des Provinces-Unies & la Regence d'Alger, conclu à Alger.	544
1726.	[ZZZ.]	- - - de Navigation, entre l'Empereur & la Regence de Tripoli en Barbarie,	553
			1727:

TABLE CHRONOLOGIQUE.

1717.	[AAAA.]	Traité entre l'Empereur & la Regence d'Alger, conclu à Constantinople.	555
1727.	[OO.]	Accession de la Suède au Traité de Hanovre.	311
1727.	[PP.]	Traité d'Alliance entre les Rois de France, de la Grande Bretagne, & de Dannemark, conclu à Copenhague.	315
1727.	[ZZ.]	Convention signée le 13. Janvier entre Mr. le Marquis de Femelon, Ambassadeur de France, & les Deputez des Etats Généraux, pour terminer les Differents de la Compagnie des Indes de France avec la Compagnie des Indes Occidentales de Hollande.	361
1729.	[QQ.]	Traité de Paix, d'Union, & d'Amitié, entre les Rois de France, d'Espagne, & de la Grande Bretagne, conclu à Seville.	320
1729.	[RR.]	Accession des Etats Généraux des Provinces-Unies au Traité de Seville.	326
1731.	[AA.]	Traité de Famille entre le Grand Duc de Toscane & sa Majesté Catholique, conclu à Florence, tiré du Mercure Historique.	244
1731.	[SS.]	- - - d'Alliance, entre l'Empereur, le Roi de la Grande Bretagne, & les Esats Généraux des Provinces-Unies, conclu à Vienne.	318
1731.	[VV.]	Acte de Réhabilitation dans le Traité de Seville, accordé par la Couronne d'Espagne à celle de la Gr. Bretagne.	347
1731.	[XX.]	Traité d'Alliance entre l'Empereur, la Grande Bretagne, & l'Espagne, conclu à Vienne.	348
1731.	[AAA.]	- - - d'Alliance entre les Electorats de Saxe & de Hanovre, conclu à Dresde.	366
1732.	[TT.]	Accession des Etats Généraux des Provinces-Unies au Traité de Vienne.	318
1732.	[BBB.]	Traité de Partage & d'Accommodement sur la Succession de la Maison d'Orange, conclu entre sa Majesté le Roi de Prusse, & son Altesse Sérénissime le Prince d'Orange & de Nassau.	370
1732.	[MMMM.]	- - - d'Alliance & de Garantie, entre l'Empereur des Romains, l'Imperatrice de Russie, & le Roi de Dannemark, conclu à Copenhague.	764

PREUVES
DES
INTÉRÊTS PRÉSENTS
ET
DES PRÉTENSIONS
DES
PUISSANCES
DE
L'EUROPE.

TOME III.

A



LES INTÉRÊTS PRÉSENTS ET LES PRÉTENSIONS DES PUISSANCES DE L'EUROPE.



[A.]

1713. *TRAITE' de Paix entre la France & la Grande-Bretagne, conclu à Utrecht en 1713. tiré des Actes de la Paix d'Utrecht.*



Quoniam visum est Deo Optimo Maximo, pro Nominis sui Gloria & Salute universa, ad miseras desolati Orbis in suo in tempore medendas, ita Regum animos dirigere, ut mutuo Pacis conciliandae studio erga se invicem ferantur: Notum fit itaque omnibus & singulis, quorum interest, quod sub his Divinis Auspiciis, Serenissima ac Potentissima Princeps & Domina ANNA, *Lei Gratiâ, Magna Britanniae, Franciae, & Hiberniae Regina*, & Serenissimus ac Potentissimus Princeps & Dominus LUDOVICUS XIV., *Dei Gratia, Rex Christianissimus*, tam consentientes Utilitati Subditorum suorum, quam perpetuae, quantum Mortalibus perarratur, totius Christiani Orbis Tranquillitati prospicientes, Bello infelice accenso, & obstinate in Decennium plusquam producto, propter Prae-horum frequentiam, & Effusionem Christiani Sanguinis, crudeli & exitioso, nunc demum finem statuere decreverunt. Et ad hoc Regum suum Propositum promovendum, suo proprio motu, & paterna ea cura, quam erga Subditos suos & Republicam Christianam exercere amant, Nobilissimos, Illustri-

Illustrissimos & Excellentissimos Dominos Regiarum suarum Majestatum respective Legatos Extraordinarios & Plenipotentarios nominaverunt & constituerunt, scilicet, Sacra Regia Majestas Magnae Britanniae, Reverendum admodum Johannem, permissione Divina, Episcopum Bristoliensem, Privatum Angliae Sigilli Custodem, Regiae Majestati a Consiliis Intimis, Decanum Windesoriensem, & Nobilissimi Ordinis Periscelidis Registrarium, Ut & Nobilissimum, Illustrissimum atque Excellentissimum Dominum, Dominum Thomam Comitem de Strafford, Vice-Comitem Wentworth de Wentworth-Woodhouse, & de Stainborough, Baronem de Raby, Regiae suae Majestati a Consiliis Intimis, Ipsidem Legatum Extraordinarium & Plenipotentiarium ad Cellos & Praepotentes Dominos Ordines Generales Uniti Belgii, Regiae suae Majestatis Dimacharum Legionis (vulgo *Regimens*) Tribunum, & Exercituum Regionum Locum-Tenentem Generalem, Primarium Admiraltatus Magnae Britanniae & Hiberniae Dominum Commissarium, ut & Nobilissimi Ordinis Periscelidis Equitem & Sacra Regia Majestas Christianissima, Nobilissimos, Illustrissimos atque Excellentissimos, Dominos, Dominum Nicolaum Marchionem d'Huxelles, Marschallum Franciae, Regionum Ordinum Equitem torquatum, & Locum-Tenentem Generalem in Ducatu Burgundiae, Et Dominum Nicolaum Menager, Regii Ordinis Sancti Michaelis Equitem, eisdemque Legatos Extraordinarios ampla & plena potestate induerunt, de Pace firma & stabili inter Regias suas Majestates tractandi, conveniendi & concludendi. Dicti igitur Legati, post varias & arduas Consultationes in Conventu Trajecti ad Rhenum cum in finem instituto habitas, superatis tandem, absque ulla Interventione conciliatricis, obstaculis quibuscunque, Consilii tam salutis Scopo advertantibus, invocataque Ope Divina, ut hoc suum Opus usque ad seram posteritatem integrum & inviolatum conservare ac pertinere velit, post communicatas mutuo ac rite commutatas Plenipotentiarum Tabulas, quarum Apographa sub finem hujus Instrumenti verbotenus inserta sunt, in mutuum Pacem & Amicitiae Leges inter alie memoratis Regias suas Majestates, Populosque & Subditos suos conveniunt, prout sequitur.

A R T. I.

Pax sit universalis, perpetua, veraque & sincera Amicitia inter Serenissimam ac Potentissimam Principem, ANNAM, *Magnae Britanniae Regnam*, ac Serenissimum ac Potentissimum Principem LUDOVICUM XIV., *Regem Christianissimum*, eorumque Haeredes ac Successores, nec non utriusque Regna, Status & Subditos, tam extra quam intra Europam, eaque ita sincere & inviolate servetur & colatur, ut alter alterius Utilitatem, Honorem ac Commodum promoveat, omnique ex parte fida Vicinitas & secunda Pax atque Amicitiae cultura reviviscat indies, atque augeatur.

II Omnes Inimicitiae, Hostilitates, Discordiae & Bella, inter dictam Dominam Regnam Magnae Britanniae, & dictum Dominum Regem Christianissimum, eorumque Subditos, cessent, & aboleantur, ita, ut utrinque ab
omni

DES PUISSANCES DE L'EUROPE. 7

omni Dilectione, Depravatione, Læſione, Injuria, ac Infectione quacunque, tam terra, quam mari, & aquis dulcibus, ubivis gentium, ac maxime per omnes alienigenas, Regnorum, Regionum, ac Ditionum Tractus, Dominia & Loca, cujuscunque ſint conditionis, temperetur proſus, & abſtineatur.

III Omnes Offenſa, Injuria, Læſiones & Damna, quæ prædictæ Domina Regina Magnæ Britannæ, ejusque Subditi, vel prædictus Dominus Rex Chriſtianiffimus, ejusque Subditi, durante hoc Bello alter ab altero perſulerint, oblivioni tradentur, ita ut nec eorum, nec ullius alterius rei cauſa vel prætextu, alter alteri, aut alterutriuſque Subditi poſthac quicquam Hoſtilitatis, Inimicitie, Moleſtiæ, vel Impedimenti, per ſe vel per alios, clam vel palam, directe vel indirecte, ſpecie Juriſ, vel via Facti, inferant, vel inferri faciant, aut patiſantur.

IV Ad majorem inſuper Paci reſtitutæ, ſolidæque, & non temerandæ amicitiæ firmitatem conciliandam, præcedendæque omnes Diſſidentie occaſiones, quæ oriri ullo tempore poſſent ex ſtabiliſſimo Succeſſionis Hereditariæ ad Regnum Magnæ Britannæ Jure & Ordine, ejusque Limitatione, per Leges Magnæ Britannæ regnantibus tum nupero, glorioſiſſimæ Memoræ Regi, GUILLIELMO III, tum hodierna Domina Regina' ſatis & ſancitæ, ad hæc memoratæ Domine Regine Progeniem, eaque deficiente, ad Sereniſſimam Principem SOPHIAM BRANSFORD HANOVERI DUCIAM, & ejusdem Hæredes in Linea Proteſtantiſſimæ Hanoveriæ. Ut igitur dicta Succeſſio ſancta teſta maneat, Rex Chriſtianiffimus ſupradictam Succeſſionem ad Regnum Britannæ Limitationem ſuæcere & ſolenneri agnovit, eandemque gratam & acceptam ſibi, atque Hæredibus ac Succeſſoribus ſuis eſſe, ac in perpetuum fore, ſub Fide & verbo Regis, oppignerato ſuo & Succeſſorum Honore, declarat ſpondetque. Sub eodem quoque Verbo Regis ac Honori vinculo promittit Rex Chriſtianiffimus, neminem unquam, præter ipſam Domnam Reginam, ejusque Succeſſores, ſecundum dictæ Limitationis ſeriem, pro Rege aut Regina Magnæ Britannæ, per ſe, vel Hæredes aut Succeſſores ſuos, agratum in aut habitum. Ad fidem vero dictæ Agnitioni & Promiſſi uberius faciendam, ſpondet Rex Chriſtianiffimus, quod cum e Regno Gallie ſponte nuper, alibi commoraturus, eſſent ille, qui vivente nupero Rege JACOBO II, *Princeps d'Albe*, eodem vero defuncto, Regi Magnæ Britannæ Titulum aſſumpſit, curam omnem per prædictum Regem Chriſtianiffimum, Hæredes ac Succeſſores ſuos datum iri, de in Regnum Gallie, aut aliquas ejusdem Ditiones ullo dehinc tempore, ullore ſub prætextu in poſterum revertatur.

V Promittit porro Rex Chriſtianiffimus, tam ſuo, quam Hæredum ac Succeſſorum ſuorum nomine, nullo unquam tempore ſe dictam Magnæ Britannæ Regnam, Hæredes, Succeſſorūque ejus prædictæ Proteſtantiſſimæ Gentis oriundos, Magnæ Britannæ Coronam, Ditionēque eidem ſubjectā, poſſidentes turbaturos, vel moleſtis aliquis affecturos, neque ulum ullo tempore Auxilium, Suppetias, Favorem, aut Conſilium præſtabit Rex Chriſtianiffimus antedictus, ejusque Succeſſorum aliquis, directe vel indirecte, terra

marive, Pecunia, Armis, Munitionibus, Apparatu Bellico, Navibus, Milite, Nautis aliove quovis modo, cuicunque personæ aut personis, si quæ fuerint, quæ quacunque de causa, aut prætextu, dictæ Successioni sese in posterum opponere molirentur, sive aperto Marte, sive Seditiones alendo, Conjurationesque consilando, contratalem Principem aut Principes, Magnæ Britannicæ Solium, Actorum Parliamenti antedictorum vigore, occupantes, sive contra illum aut illam Principem, cui, secundum dicta Parliamenti Acta, ad Coronam Magnæ Britannicæ Successio patebit.

VI. Quemadmodum funestissima Belli Flamma, hac Pace restinguenda, exinde præprimis orta sit, quod Europæ Securitas & Libertates, Unionem Regnorum Gallicæ & Hispanicæ, sub uno eodem Rege, omnino ferre nequiverint, idque tandem Divini Numinis Auxilio effectum sit, instante plurimum Sacra Regia Majestate Magnæ Britannicæ, & consentientibus tam Christianissimum, quam Catholicum Rege, quo huic malo obviam omni tempore in posterum eatur, per Renunciationes optima forma conceptas, & modo quam maxime solenni perfectas, quarum Tenor sequitur.

RENONCIATION du Roi d'Espagne à la Couronne de France, traduite de l'Espagnol

LE ROI;

Comme le 5. Novembre de la presente année 1712., J'ai passé, juré & signé par devant D. Manuel Vadiello y Velasco, mon Secrétaire d'Etat, & Grand Notaire des Royaumes de Castille & Leon, & en présence des Temoins, l'Acte public, dont la teneur s'ensuit mot à mot.

DON PHILIPPE, par la Grace de Dieu, Roi de Castille, de Leon, d'Aragon, des deux Siciles, de Jerusalem, de Navarre, de Grenade, de Tolède, de Valence, de Gallice, de Majorque, de Seville, de Sardaigne, de Cordoue, de Corfou, de Murcie, de Jaen, des Algarbes, d'Alger, d'Algerie, de Gibraltar, des Iles des Canaries, des Indes Orientales & Occidentales, Iles & Terres fermes de la Mer Océane, Archiduc d'Autriche, Duc de Bourgogne, de Brabant & de Milan, Comte de Habsbourg, de Flandre, de Tyrol & de Barcelone, Seigneur de Biscaye, & de Maluxes, &c.

PAR la teneur & l'exposé de cet Acte de Renonciation & de Desistement, & afin que la Memoire en demeure à jamais, soit notoire & manifeste aux Rois, Princes, Potentats, Republiques, Communautés, & Personnes particulieres qui sont & qui seront dans les Siècles à venir, que l'un des principaux Fondemens des Traitez de Paix, à faire entre la Couronne d'Espagne & celle de France d'une part, & celle d'Angleterre de l'autre, pour la cimen-
ter

ser & la rendre ferme & permanente, & pour parvenir à la Paix Générale, étant d'assurer pour toujours le bien universel & le repos de l'Europe, & d'établir un équilibre entre les Puissances, en sorte qu'il ne puisse pas arriver, que plusieurs étant réunies en une leur, la balance de l'égalité qu'on veut assurer, penche à l'avantage de l'une de ces Puissances, au risque & dommage des autres; il a été proposé & fait instance par l'Angleterre, & il a été convenu de ma part, & de celle du Roi mon Grand Père

Que pour éviter, en quelque sens que ce soit, l'Union de cette Monarchie à celle de France, & pour empêcher qu'elle ne puisse arriver en aucun cas, il se fit des Renonciations réciproques pour Moi & tous mes Descendants, à la Succession de la Monarchie de France, le cas venant, & de la part des Princes de France, & de toute leur Ligne prétendue & à venir, à la Succession de la Monarchie d'Espagne, faisant réciproquement Abolition volontaire de tous les Droits que les deux Maisons Royales d'Espagne & de France, pourroient avoir de se succéder mutuellement, leparant par ces moyens justes de ma Renonciation, ma Branche de la Tige Royale de France, toutes les Branches de France de la Tige du sang Royal d'Espagne, prennent aussi des mesures suivant la maxime fondamentale & perpétuelle de l'équilibre des Puissances de l'Europe, afin que pendant qu'il est établi & justifié par cet Acte, que l'on évite en tous les cas imaginables, l'Union de la Monarchie d'Espagne avec celle de France, l'on prévienne l'inconvénient qui arriveroit, si au défaut de ma Descendance, le cas venant que la Monarchie d'Espagne pût tomber à la Maison d'Autriche, dont les Etats & leurs Dependances, même sans l'Union de l'Empire, la rendroient formidable. Motif qui a donné lieu avec raison, en d'autres termes, à la separation des Etats Hereditaires de la Maison d'Autriche, du corps de la Monarchie Espagnole

Pour cet effet, il a été convenu & accordé par l'Angleterre, avec Moi & avec le Roi, mon Grand Père, qu'à mon défaut & à celui de mes Descendants, le Duc de Savoie seroit appelé à la Succession de cette Monarchie, Lui, les Enfants & Descendants mâles, nés en légitime Mariage, & au défaut de ses Lignes masculines, le Prince Amédée de Carignan, & les Enfants & Descendants mâles, nés en légitime Mariage, & au défaut de ses Lignes, le Prince THOMAS, Frère du Prince de Carignan, les Enfants & Descendants mâles, nés en légitime Mariage, qui comme Descendants de l'Infante Catherine, Fille de PHILIPPE II, & étant expressément appelés, ont un Droit clair & connu, supposant l'Amitié & l'Alliance perpétuelle que le Duc de Savoie & les Descendants doivent rechercher & entretenir avec cette Couronne, & l'on doit croire qu'avec cette espérance perpétuelle & continue, il sera le Centre invariable de la Balance, qui assure volontiers remette l'équilibre entre toutes les Puissances fatiguées de la Guerre, & de l'incertitude de ses événements, & il ne sera au pouvoir d'aucune des Parties d'altérer cet équilibre par aucun Contrat de Renonciation ni de Retrocession, puisque la même raison qui porte à établir cet équilibre, doit le rendre permanent, formant une Constitution fondamentale qui règle par une Loi inaltérable la Succession pour l'avenir.

B LES INTERETS PRESENTS

J'ai résolu en conséquence de ce qui est ci-dessus exposé, par l'amour que j'ai pour les Espagnols, par la connoissance que j'ai de ce que je dois au leur, par les frequentes experiences que j'ai faites de leur fidelité, & pour rendre grace à la Divine Providence, avec une entière resignation à ses volontés, de la grande faveur qu'elle m'a faite, en me plaçant & en me maintenant sur le Trône, & en m'élevant sur tant d'Illustres Sujets, qui m'ont si bien servi, d'obliquer pour Moi & pour tous mes Descendans le Droit de succéder à la Couronne de France, desirant de vivre & de mourir avec mes aimes & fideles Espagnols, laissant à toute ma Descendance le lien inseparable de leur fidelité & de leur amour.

Afin que cette deliberation ait l'effet qu'elle doit avoir, & pour faire cesser ce qui a été considéré comme un des Principaux Motifs de la Guerre, qui a jusqu'à présent affligé l'Europe, de mon propre mouvement, de ma libre, franche & pure volonté, Moi, DON PHILIPPE, par la Grace de Dieu, Roi de Castille, &c. Je renonce par le présent Acte, pour toujours & à jamais, pour Moi même, & pour mes Heritiers & successeurs, à toutes Pretentions, Droits & Titres, que Moi, ou quelques autres de mes Descendans que ce soit, aient dès à présent, ou puissent avoir en quelque temps que ce puisse être à l'avenir, à la Succession de la Couronne de France. Je les abandonne & m'en desiste pour Moi & pour eux, & je me declare & me tiens pour exclus & separé, Moi & mes Enfants, Heritiers & Descendans à perpetuelle, pour exclus, & inhabiles absolument & sans limitation, différence, ni distinction de personnes, de degré, sexe, & temps, de l'Action & du Droit de succéder à la Couronne de France. Et je veux & consens pour Moi & mesdits Descendans, que dès à présent, comme alors, Moi & mes Descendans étant exclus, inhabiles & incapables, l'on regarde ce Droit comme passé & transféré à celui qui se trouvera suivre en degré immédiat au Roi, par la mort duquel la vacance arrivera, & auquel Successeur immédiat on déférera la Succession de ladite Couronne de France, en quelque temps & en quelque cas que ce soit, afin qu'il l'ait & la possède comme legitime & véritable Successeur, de même que si Moi & mes Descendans n'eussions pas été nez, ni ne fussions pas au Monde, parce que si nous devons être tenus & réputés pour nez, ni qu'en ma Personne, ni en celle de mes Descendans, on ne puisse prétendre, ni faire fondement de représentation active ou passive, comme représentant, ni continuation de Ligne effective, ou contemplative, de quelque degré de la g., ou de qualité, ni dériver de la Descendance, ou en compte les degrés. Personnes du Roi Tres-Chrétien, Mon Seigneur & Grand Pere, & du Duc de Guy Dauphin, mon Pere ni des glorieux Rois leurs Ancêtres, ni par aucun autre effet, entrer dans la Succession, ni prendre le degré de proximité & en exclure la Personne, qui, comme il a été dit, suivra en degré. Je veux & consens, pour Moi même & pour mes Descendans, que dès à présent, comme alors, ce Droit soit regardé & considéré comme passé & transféré au Duc de Berry, mon Frere, & à ses Enfants & Descendans mâles, nez en legitime mariage, & au défaut de ses Lignes masculines, au Duc d'Orléans, mon Oncle, & à ses Enfants & Descendans mâles.

DES PUISSANCES DE L'EUROPE. 7

les, nez en legitime mariage, & au défaut de ses Lignes masculines, au Duc d'Orléans, mon Oncle, & à ses Enfants & Descendans mâles, nez en legitime mariage, & au défaut de ses Lignes, à mon Cousin le Duc de Bourbon, & à ses Enfants mâles, nez en legitime mariage, & ainsi successivement à tous les Princes du Sang de France, leurs Enfants & Descendans mâles, pour toujours & à jamais, selon le rang & l'ordre, dans lesquels ils seront appellez à la Couronne, par le Droit de leur Naissance, & par conséquent à celui desdits Princes, qui, comme il est dit, Moi & tous mesdits Descendans étant exclus, inhabiles & incapables, se pourra trouver le plus proche en degré immediat du Roi, par la mort duquel arrivera la vacance de la Couronne de France, & à qui devra appartenir la Succession, en quelque tems & en quelque cas, que ce puisse être, afin qu'il la possede comme véritable & legitime Successeur, de la même manière que si Moi & mes Descendans nous n'étions pas nez.

Et pour plus grande stabilité de l'acte d'abdication de tous les Droits & Titres qui m'appartiennent & à tous mes Enfants & Descendans, à la Succession de ladite Couronne de France, Je me depouille & desiste spécialement des Droits qui pourroient m'appartenir par les Lettres Patentes ou Actes, par lesquels le Roi, mon Grand-Pere, me conserve, me reserve & habilite le Droit de Succession à la Couronne de France, lesquelles Lettres Patentes furent données à Versailles, au mois de Decembre de l'année 1700. * & passées, approuvées & enregistrées au Parlement. Je veux qu'el-

** Cette Renonciation a été confirmée par Les Lettres Patentes expédies de Louis XII^e enregistrées au Parlement.*

LOUIS, &c Dans les différentes revolutions d'une Guerre, où Nous n'avons combattu que pour soutenir la justice des Droits du Roi notre tres-cher & aimé Frere & Petit-Fils sur la Monarchie d'Espagne, Nous n'avons jamais cessé de desirer la Paix. Les succès les plus heureux ne Nous ont point égarés, & les événements contraires dont la main de Dieu s'est servie pour Nous éprouver, plutôt que pour Nous perdre, ont trouvé ce desir en Nous & ne l'y ont pas fait naître, mais les tems marqués par la Providence D'y ne pour le repos de l'Europe, n'étoient pas encore arrivés. La crainte éloignée de voir un jour notre Couronne & celle d'Espagne portées par un même Prince, faisoit toujours une égale impression sur les Puissances qui s'étoient unies contre Nous, & cette crainte, qui avoit été la principale cause de la Guerre, sembloit mettre aussi un obstacle insurmontable à la Paix.

Enfin, après plusieurs Negotiations malles, Dieu, touché des maux & des gemissemens de tant de Peuples, a daigné ouvrir un chemin plus sûr pour parvenir à une Paix si difficile. Mais ces mêmes alarmes subsistant toujours, la premiere & principale condition qui Nous a été proposée par notre tres-cher & tres-aimée Sœur, la Reine de la Grande Bretagne, comme le fondement essentiel & nécessaire des Traitez, a été que le Roi d'Espagne notre digne Frere & Petit-Fils, conservant la Monarchie d'Espagne & des Indes, renonçât pour lui & pour ses Descendans à perpétuité, aux Droits que sa Naissance pouvoit jamais donner, à lui & à eux sur notre Couronne, Que reciproquement notre tres-cher & aimé Petit-Fils le Duc de Berry, & notre tres-cher & aimé Neveu le Duc d'Orléans, renonçassent aussi pour eux & pour leurs Descen-

comme conciliées de sorte à peine elles n'avoient été données. Je prou-
vois à m'oblige en l'un de l'autre de l'un, que de une part de de celle de
mê-

[illegible][illegible][illegible]

Et en conséquence ton cos. à entendre que toutes Lettres Primitives du mois de

D. 4

De.

mesdits Enfans & Descendans, nez & à naître, je procurerai l'observation & l'accomplissement de cet Acte, sans permettre ni consentir qu'il y soit contrevenu, directement, ou indirectement, en tout ou en partie, & je desiste & me sépare de tous & chascuns les moyens connus & inconnus, ordinaires ou extraordinaires, & qui de Droit commun, ou par Privilege special, peuvent nous appartenir, à mes Enfans & Descendans, pour réclamer, dire & alleguer contre ce qui est ci-dessus dit. Je renonce à tous lesdits moyens, & spécialement à celui de la lésion évidente, énorme & très-énorme, que l'on pourroit trouver dans la Renonciation du Droit, de pouvoir en aucun tems succéder à ladite Couronne; & je veux qu'aucun desdits moyens, ni autres de quelque nom, ministère, importance, ou qualité, qu'ils soient, ne nous serve, ni nous puisse valoir.

Et si de fait, ou sous quelque prétexte, nous voulions nous emparer dedit

Decembre 1700. furent & demeurent nulles & comme non avenues, qu'e'les Nous soient rapportées, & qu'à la marge des Registres de notre dite Cour de Parlement & de notre dite Chambre des Comptes, ou est l'enregistrement de l'ies Lettres l'insertes, l'Extrait des presentes y soit mis & inséré, pour nous marquer nos intentions sur la revocation & nullité de l'ies Lettres. Vu ou' que conformément audit Acte de Renonciation de notre dit Frere & Petit Fils le Roi d'Espagne, il fut désormais regardé & considéré comme exclus de notre Succession, que les Héritiers, Successeurs & Descendans en soient aussi exclus à perpétuité & regardés comme inhabiles & à recueillir.

Entendons que, à cet égard, tous Droits qui pourroient en quelque tems que ce soit leur competer & appartenir sur notre dite Couronne & Succession de nos États, soient & demeurent transférés à notre très cher & très aimé Petit Fils le Duc de Berry, & ses Enfans & Descendans Mâles, nez en loyal Mariage, & successivement à leur défaut, & à ceux des Princes de notre Maison Royale & leurs Descendans, qui par le Droit de leur Naissance & par l'ordre établi depuis la fondation de notre Monarchie, doivent succéder à notre Couronne.

Ainsi de nous en Mandement à nos Amis & Feset Conseillers les Gens tenans notre Cour de Parlement à Paris, que ces Presentes avec es Actes de Renonciation faits par notre dit Frere & Petit Fils le Duc de Berry, & par notre dit Neveu le Duc d'Orléans, ils ayent à faire lire, publier & registrer, & à contraindre en leur garde, observer & faire exécuter selon leur forme & teneur, pleinement, paisiblement & perpétuellement, cessant & faisant cesser tous troubles & empêchemens, nonobstant toutes les Loix, Statuts, Us, Coutumes, Arrêts, Reglemens & autres choses à ce contraires, auxquelles & aux derogatoires des derogatoires y contenues, Nous avons derogé & dérogeons par ces presentes, pour ce regard seulement & sans effet à conséquence, Car tel est notre plaisir. Et afin que ce soit chose ferme & stable à toujours. Nous avons fait mettre notre Seal à cesdites Presentes. Donné à Versailles, au mois de Mars, l'An de Grâce 1713 & de notre Règne le septantième.

Signé,

LOUIS.

Et plus bas: Par le Roi,

PHILIPPEAU.

dit Royaume par la force des Armes, faisant ou excitant une Guerre Offensive ou Défensive, Je veux dès à présent, comme alors, qu'elle soit tenue jugée & déclarée pour illicite, injuste, mal entreprise, & pour violence, invasion, & usurpation faite contre la raison & contre la conscience, & qu'au contraire, l'on juge & qualifie pour juste, licite & permise celle qui sera faite ou excitée par celui qui, au moyen de mon exclusion & de celle de mesdits Enfants & Descendants, devra succéder à ladite Couronne de France. Que les Sujets & Naturels aient à le recevoir, à lui obéir, à lui prêter le serment & hommage de fidélité, comme à leur Roi & Seigneur légitime, & à le servir : Et ce Désistement & Renonciation pour moi & mesdits Enfants & Descendants, doit être ferme, stable, valide & irrévocable, perpétuellement & à jamais. Et je dis & promets, que je n'ai point fait & que je ne ferai point au contraire, de protestation ou de réclamation, en public ou en secret, qui puisse empêcher ou diminuer la force de ce qui est contenu en cet Acte. Et que si j'en faisais, encore que ce fût avec Serment, elle ne vaudra, ni ne pourra avoir de force.

Et pour plus grande stabilité & sûreté de ce qui est contenu en cette Renonciation, & de ce qui est statué & promis de ma part, J'engage de nouveau ma Foi & Parole Royale, & je jure solennellement par les Evangiles contenus en ce Missel, sur lequel je pose la main droite, que j'observerai, maintiendrai & accomplirai le présent Ecrit & Acte de Renonciation, tant pour Moi que pour tous mes Successeurs, Héritiers & Descendants, dans toutes les Clauses qui y sont contenues, selon la construction & le sens le plus naturel, le plus littéral, & le plus évident ; Que je n'ai point demandé, ni ne demanderai point d'être relevé de ce Serment, & que si quelque Personne particulière le demandait, ou que si cette dispense m'étoit donnée *mea proprio*, Je ne m'en servirai ni ne m'en prévaudrai. mais plutôt en ce cas, Je fais un autre Serment, tel qu'il soit, & j'entends qu'il demeure entier, notwithstanding toutes dispenses qui m'auroient été accordées.

Et je passe cet Acte devant le présent Secrétaire & Notaire de ce Royaume, & je le signe, & ordonne qu'il soit scellé de mon Scel Royal, étant témoins requis & appelés, le Cardinal Don Francisco del Giudice, Inquisiteur General, & Archevêque de Montreal, de mon Conseil d'Etat ; Don Joseph Tin de Velasco y Tobar, Conoetable de Castille, Duc de Trias, Gentilhomme de ma Chambre, mon Major-domme Major, Grand Sommelier & Grand Veneur ; Don Juan Carlos Alfonso Perez de Guzman el Bueno, Duc de Medina Sidonia, Chevalier de l'Ordre du St. Esprit, mon Grand Ecuyer, Gentilhomme de ma Chambre, & de mon Conseil d'Etat ; Don Francisco Andreas de Venavides, Comte de Saint-Istevan, de mon Conseil d'Etat, & Major-domme Major de la Reine, Don Carlos Homedes Lasso de la Vega, Marquis d'Almonaci & Comte de Calapalma, Gentilhomme de ma Chambre, de mon Conseil d'Etat, & Grand Ecuyer de la Reine, Don Rostano Canielmo, Duc de Popoli, Chevalier de l'Ordre du St. Esprit, Gen-
 B 3 talhom-

gentilhomme de ma Chambre, & Capitaine de mes Gardes du Corps Italiens; Don Fernando d'Aragon y Moncada, Duc de Montalme, Marquis de Los Velez, Commandeur de Silla y Benazul dans l'Ordre de Montesa, Gentilhomme de ma Chambre, & de mon Conseil d'Etat; Don Antonio Sevastian de Toledo, Marquis de Mancera, Gentilhomme de ma Chambre, de mon Conseil d'Etat, & President du Conseil d'Italie; Don Juan Domingo de Haro y Gusman, Grand Commandeur de l'Ordre de St. Jacques, de mon Conseil d'Etat; Don Juachin Ponce de Leon, Duc d'Arco, Gentilhomme de ma Chambre, Grand Commandeur de l'Ordre de Calatrava, de mon Conseil d'Etat; Don Domingo del Guadice, Duc de Jovenazo, de mon Conseil d'Etat; Don Manuel Coloma, Marquis de Canales, Gentilhomme de ma Chambre, de mon Conseil d'Etat, & Capitaine General de l'Artillerie d'Espagne; Don Joseph de Solis, Duc de Montellano, de mon Conseil d'Etat; Don Rodrigo Manuel Manrique de Lara, Comte de Triguilana, Gentilhomme de ma Chambre, de mon Conseil d'Etat, & President du Conseil des Indes; Don Ilydro de la Cueva, Marquis de Bedmar, Chevalier de l'Ordre du St. Esprit, Gentilhomme de ma Chambre, de mon Conseil d'Etat, President du Conseil des Ordres, & premier Ministre de la Guerre; Don Francisco Ronquillo Briseno, Comte de Gramedo, Gouverneur de mon Conseil de Castille; Don Lorenzo Armanqual, Eveque de Gironne, de mon Conseil & Chambre de Castille, & Gouverneur du Conseil de Finance; Don Carlos Barja y Gentellus, Patriarche des Indes, de mon Conseil des Ordres, mon Grand Aumonier, & Vicaire General de mes Armees; Don Martin de Guzman, Marquis de Monte Argre, Gentilhomme de ma Chambre, & Capitaine de ma Garde des Halbardiers; Don Pedro de Toledo Sarmiento, Comte de Gondomar, de mon Conseil & Chambre de Castille; Don Francisco Rodriguez de Mendozaqueza, Commissaire General de la Croisade, & Don Melchior de Abellaneda, Marquis de Valdecanas, de mon Conseil de Guerre, & Directeur General de l'Infanterie d'Espagne. Moi, le Roi; Moi, Don Manuel de Vadillo y Velasco, Chevalier de l'Ordre de St. Jacques, Commandeur de Pozzuolo, de celui de Calatrava, Secrétaire d'Etat de Sa Majeste, Notaire & Ecrivain Public en ses Royaumes & Seigneuries, qui y a été present à la stipulation & à tout ce qui est ci-dessus contenu, je le certifie, & en temoignage de verite, je l'ai signé de mon licaeu, à Madrid le 5 Novembre 1712. Don Manuel Vadillo y Velasco.

C'est par lequel, par la consideration des convenances dont il est fait mention dans ledit Acte ci intere, & afin qu'il paroisse authentiquement à toutes les Parties ou il conviendra, & qui pretendent se prevaloir de ce qui y est contenu, aussi-bien que pour tous les effets qui doivent avoir lieu en droit, & qui peuvent deriver de la stipulation sous les Clauses, Conditions & Suppositions qui y sont tenues, j'ai ordonné l'expedition de la presente, signée de ma main, scellée du Sceau de mes Armes Royales, &c

Et contre-signée de mon Secrétaire d'Etat & Grand Notaire de ces Royaumes *.

Signé,

MOI, LE ROI.

Et plus bas,

MANUEL VADILLO Y VELAICO.

A Madrid le 7 Mars 1713.

Cum itaque per præcedentem Renunciationem, quæ Legi Pragmaticæ, fundamentalis & inviolabilis vim semper habere debet, cautum provisumque sit, ne unquam ullo tempore, aut ipse Rex Catholicus, aut de stirpe sua quispiam, Coronam Galliarum ambuat, aut Thronum ejusdem ascendat, atque per reciprocas ex parte Galliarum Renunciationes, Successionis ibidem hereditariæ constitutiones, ad eundem finem tendentes, ita Gallia & Hispaniarum Coronæ ab invicem separatæ & sejunctæ sint, ut subsistentibus in suo vigore, & bona fide observatis antedictis Renunciationibus, aliisque ex spectantibus Transactionibus, in unum coalescere nunquam poterunt. Proinde Serenissima Regina Magnæ Britanniarum, & Serenissimus Rex Christianissimus, sibi invicem solenniter & verbo Regio spondent, nihil unquam ab ipsis, eorumve Heredibus & Successoribus factum, vel ut ab aliis fiat permillum iri, quo minus prædictæ Renunciationes, cæteræque Transactiones antememoratæ, effectum plenarie sortiantur; quinimo e contra, conjunctis consiliis viribusque, Regiæ Suae Majestates eam semper sincerè curam agent, & anntentur, quo dicta Salutis publicæ Fundamenta inconcussa in perpetuum mantant & inviolata conserventur.

Consentit insuper Rex Christianissimus, spondetque, nolle se ad Subditorum tantum commodum alium in Hispania, ut & Indiis Hispanicis, Navigationis & Commercioꝝ usum in posterum expectare, aut acceptare, quam qui Regnante in Hispania nupero Rege Carolo Secundo ibidem obtinuit, aut quam qui aut quoque Nationibus & Populis, Commercia exercentibus, plenarie pariter indultus & concessus fuerit.

VII Liber sit Usus Navigationis & Commercioꝝ inter Subditos utriusque Regiæ Majestatis, prout jam olim erat tempore Pacis, & ante nuperrimi Belli Denunciationem, prout etiam per Tractatum Commercioꝝ, hodie initum, inter ambas Nationes conventum ac concordatum est.

VIII Rodeat ac sperietur ordinaria Dispositio Justitiæ per Regna & Dominia alicuius Regiæ Majestatis, ita ut liberum sit omnibus utroque Subditis allegare & obviare Jura, Præensiones, & Actiones suas, secundum Leges, Constitutiones, & Statuta utriusque Regni.

IX Curabit Rex Christianissimus, ut Munimenta omnia civitatis Dun-

* Cette Renonciation a été signée par les Rois, par un Acte solennel qu'on peut lire dans le Grand Corps Diplomatique, Tome VIII. page 313.

quæquæ solo æquentur, Portus compleatur, Aggeres aut Moles, dicto Portui cluendo intervenientes, deruantur, idque propriis dicti Regni Impensib., intra spatium quinque Mensium post conclusas signatæque Pacis conditiones, id est, Monumenta Maritima, intra spatium bimestre, Terrena vero una cum dictis Aggeribus, intra trimestre, ea insuper Lege, ne dicta Monumenta, Portus, Moles, aut Aggeres demum unquam reficiantur. Quorum tamen omnium hæcvisio non inchoabitur, nisi postquam Regi Christianissimi no traditum fuerit ad omne, quod eorum loco, sive Aequalem, rati debet.

X Dicitur Rex Christianissimus, Sinum & Fretum de Hudson, una cum omnibus Terris, Mariibus, Oris Maritimis, Fluvii, Locisque, in dicto Sinu & Fretis suis, & ad eadem spectantibus, nullis sive Terra, sive Marii spatio exceptis, quæ a Subditis Gallicis impresentiarum possessa sunt, Regno & Regine Magnæ Britannię pleno Jure in perpetuum possidenda, restituit. Quæ quidem omnia, uti & ædificia quævis ibidem constructa, quo nunc sunt in Scatu, & fortalitia pariter quæcunque, sive ante, sive post Gallicum occupationem, ibidem erecta, integra, & non demota, una cum omnibus in eadem existentibus Tormentis, ac Globis, ut & Pulverem nitratum quæ hanc Colubis proportionata, si ibidem detur, alioque Apparatu bellico, qui Tormentis interesse solet, Subditis Britannicis, commissionem ad eadem repetenda & recipienda a Domina Magna Britannię Regina habentibus, intra sex Menses a Ratificatione præsentis Tractatus, vel citius si fieri potest, bona fide tradentur. Cautum tamen esto, quod Societas Quæbecensis, aliisque quibuscunque Regi Christianissimi Subditi, ex dicto Sinu Terris, cum Bonis, Merimoniis, Armi, & Rebus suis omnibus cujuscunque naturæ aut conditionis, præter ea quæ hoc in Articulo superius excepta sunt, exire quoque verum ipsi placeant, terrestri, vel maritimo itinere, liberum erit. Ex utraque autem parte contentum est de finibus, inter dictum Sinum de Hudson, & loca ad Gallos spectantia statuendis, per Commissarios, utrinque quantocyus nominandos, intra annum decernere, quos quidem Limites Subditi tam Britannici quam Gallici pertransire, aut alterius sive Terra adire, prohibetur omnino erit. Idem quoque Commissarius in Mundum erit datum, ut Limites pariter inter alias Britannicas Colonias quæ in Oceano Atlantico deturbant, statuereque.

XI Dicitur Rectorum Rex Christianissimus Societati Anglicæ, in Sinum de Hudson Mercuriorum, Lærenti, de Damno omnibus & Spoliis, Colonis ipsorum, Navibus, Portibus, & Bonis, per hostiles Gallicorum Incursiones & Depredationes, vigetie Pace illas, eorum æ limitatione factis per Commissarios, ad utriusque partis Regulationem nominandos, juxta normam Justitiæ & Equitatis firmis curabit. Idem Commissarii in Querimoniis insuper inquirant, tam Subditorum Britannicorum super Navibus, tempore Pacis per Gallos captis, ut & super Damno Anno præterito in Insula, Montibus, sivecupota perperis, aliisque, quoniam de iis quæ queruntur Subditis Gallicis meritis compositionis in Insula Nevisiana & Arce Gambienis, ut & de eorundem Navibus, si quæ fortis Gallicis per Subditos Britannicos tempore Pacis

capite fuerint, & similiter de cunctis hujusmodi Locis, quæ inter utrumque Gentem exorta, nec dum composuit, inveniri possunt, & bona utrique Justitia absque mora fiet.

XII Dominus Rex Christianissimus eodem quo Pacis presentis Ratificationes commutabuntur die, Dominæ Regiæ Magnæ Britannæ Literas Tabularum solennes & authenticas tradendas curabit, quarum vigore, Insulam Sancti Christophori, per Subditos Britannicos sigillatim dehinc possidendam, Novam Scotiam quoque, sive Acadiam totam Limitibus suis antiquis comprehensam, ut & Portus Regii Urbem, nunc Annapolim Regiam dictam, cæteraque omnia in illi Regionibus quæ ab eadem Terra & Insula pendent, una cum earundem Insularum, Terrarum, & Locorum Dominio, Proprietate, Possessione, & quocunque Jure sive per Pacta, sive alio modo quæsito, quod Rex Christianissimus, Corona Gallie, aut ejusdem Subditi quocunque ad dictas Insulas, Terras & Loca, eorumque Incolas, hætenus habuerunt, Regiæ Magnæ Britannæ & ejusdemque Coronæ in perpetuum cedi constabit & transferri, prout eadem omnia nunc cedit ac transferri Rex Christianissimus, idque tam amplis modo & forme, ut Regis Christianissimi Subditi in dictis Maribus, Sinibus, aliisque Locis ad Litora Novæ Scotiæ, ex oceano quæ Earum respiciunt, intra triginta Leucas, incipiendo ab Insula, vulgo *Saint Pierre* dicta, eaque inclusa & Africum versus pergendo, omni Piscatura in posterum interdiciatur.

XIII Insula, Terra-Nova dicta, una cum insulis adjacentibus Jura Britannici ex nunc in posterum omnino erit, cumque in formam Placentiæ Urbis & Fortalitium, & si quæ alia Loca in dicta Insula per Gallos possessa sint, per Regem Christianissimum, Commissionem ex in parte, a Regina Magnæ Britannæ habentibus, intra Septem Menses a commutatis hujus Tractatus Ratificationum Tabulis, aut citius, si fieri potest, cedentur, & tradentur, Neque aliquid Juris ad dictam Insulam & Insulas ultimasve illius aut earumque partem, Rex Christianissimus, hæredes ejus, & Successores aut Subditi aliqui, ullo dehinc tempore in posterum sibi vindicabunt. Quin etiam nec Locum aliquem in dicta Insula de Terra-Nova munire, nec ulla ibidem Ædificia, præter Contabulationes, & Tuguriola, Piscibus siccandis necessaria & conluta, construere, neque dictam Insulam ultra tempus, Piscationibus & Piscibus siccandis necessarium, frequentare Subditi Gallici licitum erit. In eis autem tantummodo, nec ulla alia dictæ Insulæ de Terra-Nova parte, quæ a Loco, Cap-Bonavilla nuncupato, usque ad extremitatem ejusdem Insulæ Septentrionalem proceditur, indeque ad latus Occidentale recurrendo usque ad Locum, *Pont-Ruby* appellatum, procedit, Subditi Gallici Piscaturam exercere, & Pisces in Terra exsiccare permissum erit. Insula vero Cap-Bonaville dicta, in & alia quævis, tam in Ostio Fluvii Sancti Laurentii, quam in Sinu ejusdem nominis sita, Gallici Jura in posterum erunt, ibique Loca, seu Loca, munendi facultatem omnimodam habebit Rex Christianissimus.

XIV In dictis omnibus Locis & Colonis per hunc Tractatum a Rege Christianissimo cedendis, & restituentis, expresse cautum est, ut Subditi dic-

LES INTERETS PRESENTS

11
 ti Regia facultatem habeant, seiplos intra Annum, una cum Bonis omnibus suis Mobilibus, alio, prout ipsis visum fuerit, transferendi. Ibidem vero permanere, & Regno Magnæ Britanniae subesse volentes, Religionis suæ Libertate, secundum usum Ecclesiæ Romanæ, gaudere debent, in quantum Leges Magnæ Britanniae id ferunt.

XV. Gallici Subditi, Canadam incolentes, aliquæ, Nationes, five Cantones Indorum Magnæ Britanniae Imperio subjectas, ut & cæteros Americæ Indigenas eidem Amicitia conjunctos nullo in posterum Impedimento aut Molestia afficiant; Pariter Magnæ Britanniae Subditi cum Americanis Galliae vel Subditis vel Amicis, pacificè se gerent, & utrique Commercio causa frequentandi Libertate plena gaudebunt. Sicut pari cum Libertate Regionum istarum Indigenæ Colonias Britannicas & Gallicas, ad promovendum hinc inde Commmercium, pro lubitu adibunt, absque ulla ex parte Subditorum Britannicorum seu Gallicorum Molestia aut Impedimento. Quinam vero Britanniae, qui Galliae Subditi & Amici censeantur ac censi debeant, id per Commissarios accuratè distinctèque describendum erit.

XVI. Omnes Litteræ, tam Repressaliarum, quam Marcæ & Contra-Marcæ, quæ hæcenus quavis de causa utrinque concessæ fuerint, nullæ, cassæ, & irritæ maneant & habeantur, nec ullæ in posterum hujusmodi Litteræ ab alterutra dictarum Regiarum Majestatum adversus alterius Subditos concedantur, nisi prius de Juri Denegatione, aut Dilatione injusta manifeste confiterit; nisi & illius, qui Repressaliarum Litteras sibi concedi petit, Libellus Supplex Ministro Principis illius nomine, contra cujus Subditos illæ Litteræ postulantur, ibidem degenti, editus ac ostensus fuerit, ut is intra quatuor Mensium Spatium, aut citius, in contrarium inquirere possit, aut procurare, ut ex parte Rei Actori quam primum satisfiat. Si vero Principis illius, contra cujus Subditos Repressaliæ postulantur, nullus Minister ibi degat, Repressaliarum Litteræ non concedantur, nisi post spatium quatuor Mensium, computandorum à die, quo Libellus Supplex Principi contra cujus Subditos Repressaliæ petuntur, aut Privato ipsius Consilio editus ac oblatus fuerit.

XVII. Quandoquidem inter conditiones Armistitii, die (undecimo) vigesimo secundo Augusti proxime præteritæ inter alteramemoratas paciscentes initæ, & ad quatuor alios Menles deinde prorogati, expressè stipulatum fuerit, quibus in casibus Naves, Merces, aliaque Bona Mobilia, hinc inde capta, aut in Prædam occupanti cederent, aut priori Domino restituerentur, conventum ideo est, quod illis in casibus antedictæ Armistitii Leges in pleno vigore manebunt, omniaque istiusmodi capturas, five in Maribus Britannicis & Septentrionalibus, aut alibi locorum factas concernentia, ad eandem tenorem bona fide fiant.

XVIII. Si vero accadat per Incogitantiam, aut Imprudentiam, aut aliam quamlibet causam, ut quivis Subditus prædictarum Regiarum Majestatum, faciat aut committat aliquid, Terra, Mari, aut Aquis dulcibus, ubi vis gentium, quo minus observetur præsens Tractatus, aut quo particularis aliquis Articulus ejusdem effectum suum non fortatur, hæc Pax & bona Correspondentia,

dicta, inter Dominum Regem Magnæ Britannie & Dominum Regem Christianissimum, non idcirco interruptatur, aut infringatur, sed in pristino suo robore, firmitate & vigore manebit. Subditus autem iste solennitudo de suo proprio facto respondit, & potius persolvere iudicatus per Leges & Prescripta Jura Gentium.

XIX. Sin autem (quod Omnis Deus Optimus Maximus avertat) sopitas Similitudines, inter dictas Regias Majestates, earumque Successores, aliquando renoventur, & in apertum Bellum erumpant, Subditorum utriusque Partis Navis, Mercés, ac Bona quævis mobilia atque immobilia, quæ in Portibus, atque in Ditione Partis adversæ hærent atque extare deprehendantur, Fisco ne addicantur aut ullo Incommodo affectantur, sed dictis Subditis alterutrum Regiarum Suarum Majestatum Semestre spatium integrum, à die Rapturæ numerandum, dabitur, quo res prædictas, ac aliud quodvis ex suis Facultatibus vendant, vel quo libitum erit, citra ullam molestiam, inde arthas ac transferant, sequæ ipsos rede recipiant.

XX. Omnibus & singulis Celsæ Regiæ Magnæ Britannicæ Confederatus, super his, quæ à Gallis jure postulanda habent, æquæ & justa satisfactio fiet.

XXI. Amicitia Dominæ Magnæ Magnæ Britannicæ Regiæ debet Dominus Rex Christianissimus, quod in Tractatu cum Imperio munda, concessurus sit, ut omnia in eodem Imperio, quæ Religionis Statum concernant, ad tenorem Pactorum Westphalicorum conformentur, ita ut manifeste appareat, nolle & noluisset Regem Christianissimum in dictis quodquam esse mutatum.

XXII. Spondet insuper Rex Christianissimus, quod Genui Hamiltonianæ super Ducatu de Chateaur, Duci de Richmond super his quæ in Gallis petenda habet, ut & Domino Carolo de Drogda, circa Pondera quorundam ab ipso rependendos, aliisque, post Pacem mutuum, jus quoniam primum scilicet.

XXIII. Ex mutuo Dominæ Regiæ Magnæ Britannicæ, & Domini Regis Christianissimi consensu, pars utriusque Subditi, qui Dollo capti sunt, atque ulla distinctione, vel Redemptionis pretio, soluti, quæ durante captivitate contraxerint, Debitis, Libertatem adipiscantur.

XXIV. Convenit mutuo est, quod Pacis hodie conclusæ inter S. Regiam Majestatem Christianissimam, & S. Regiam Majestatem Lusitanæ, Conditiones omnes & singulæ huius Pacis confirmabuntur, earumque Sponsionem seu Guarantiam in se recipit S. Regia Majestas Magnæ Britannicæ, quo tantum inviolatusque observetur.

XXV. Tractatus Pacis hodie mutus inter S. Regiam Majestatem Christianissimam, & Regiam suam Celsitudinem Sabaudæ Ducem, in hoc Tractatu specialiter, tanquam pars ejus essentialis, inclusus est & confirmatus, prout ac si eidem verbatenus insertus esset, declarant per expressum Regiam suam Majestatem Magnæ Britannicæ, Seise ad promissas in eodem Assertionis & Guarantiæ stipulationes, pariter ac illas quæ ipsa in se tota suscepit, tenere velle.

XXVI. Serenissimus Rex Sueciæ cum suis Regnis, Ditionibus, Provinciis, ac Juribus, ut & Magnus Dux Hetruriæ, Respublica Genuens, & Dux Parmæ, huic Tractatus omni meliori modo inclusi sunt.

XXVII. In hoc quoque Tractatu Regiæ suæ Majestates Civitates Hanseaticas, nominatim Lubecam, Bremam, & Hamburgum, civitatemque Gedanensem, comprehendere voluerunt, eo cum effectu, ut simul ac Pax Generalis conclusa fuerit, Civitates Hanseaticæ & Gedanensis pristinis Emolumentis, quibus in re Commerciorum sive per Tractatus, sive per vetustam consuetudinem in utroque Regno antehac usæ sunt, usdem quoque in posterum, tanquam communes Amicæ, gaudere queant.

XXVIII. Sub hoc præsentis Pacis Tractatu comprehendentur illi, qui ante Ratihabitionum permutationem, vel intra sex Menses postea, ab una alteraque Parte ex communi consensu nominabuntur.

XXIX. Denique hujus præsentis Tractatus solennes ac rite confectæ Ratihabitiones, intra quatuor Hebdomadum Spatium, à Die Subscriptionis computandum, vel citius si fieri possit, Trajecti ad Rhenum utrinque exhibeantur, & reciprocè ritèque commutentur.

XXX. In quorum fidem nos infra scripti S. Mag. Brit. Regiæ & S. Regis Christianissimi Legati Extraord. & Plenipotentarii præsentis manibus nostris munivimus, Trajecti ad Rhenum, die (31. Martii) 11. Aprilis Annæ Millefimi Septingentesimi decimi tertii.

(L. S.) JOH. BRISTOL.

(L. S.) HUXELLER.

C. P. S.

(L. S.) STRAFFORD.

(L. S.) MENAGER.

Ce Traité a été ratifié par Sa Majesté Très-Chrétienne, le 18. Avril 1713. & par Sa Majesté Britannique le 7. du même mois. Et par trois Actes différens, signez à Kinsington le 28. Avril (p. Mai) 1713. Le Roi de Prusse, les Cantons Suisses Protestans, & la Republique de Venise, ont été compris dans ce Traité, de la part de Sa Majesté Britannique.

[B.]

1712. RENONCIATION du Duc d'Orleans à la Couronne d'Espagne.

PHILIPPE,

Petit-Fils de France, Duc d'Orleans, de Valois, de Chartres, & de Nemours :

A Tous Rois, Princes, Républiques, Potentats, Communautés, & à toutes Personnes, tant présentes, que futures, Faisons Savoir par ces Præfentes,

finies, que la Crainte de l'Union des Couronnes de France & d'Espagne, ayant été le principal motif de la présente Guerre, & les autres Puissances de l'Europe ayant toujours appréhendé, que ces deux Couronnes ne fussent sur une même Tête, on a posé pour fondement de la Paix que l'on traite présentement, & qu'on espère cimenter de plus en plus, pour le repos de tant d'États qui se sont sacrifiés, comme autant de victimes, pour s'opposer au péril dont ils se croyoient menacés, qu'il falloit établir une espèce d'égalité & d'équilibre entre les Princes qui étoient en dispute, & séparer pour toujours, d'une manière irrévocable, les Droits qu'ils prétendent avoir, & qu'ils défendoient, les Armes à la main, avec un carnage réciproque de part & d'autre.

Que dans la vûe d'établir cette égalité, la Reine de la Grande-Bretagne a proposé, & sur ses instances, il a été convenu par le Roi, notre très-honoré Seigneur & Oncle, & par le Roi Catholique, notre très-cher Neveu, que pour éviter, en quelque tems que ce soit, l'Union des Couronnes de France & d'Espagne, il seroit fait des Renonciations réciproques savoir, par le Roi Catholique, Philippe V, notre Neveu, pour lui & pour tous ses Descendants, à la Succession de la Couronne de France, comme aussi par le Duc de Berry, notre très-cher Neveu, & par Nous, pour nous, & pour tous nos Descendants, à la Couronne d'Espagne, à condition aussi que la Maison d'Autriche, ou aucun de ses Descendants, ne pourront succéder à la Couronne d'Espagne, parceque cette Maison, même sans l'union de l'Empire, seroit formidable, & elle ajoutoit une nouvelle Puissance à ses anciens Domaines, & par conséquent cet équilibre, qu'on veut établir pour le bien de tous les Princes & États de l'Europe, cesseroit. Or il est certain que sans cet équilibre, les États souffrent du poids de leur propre grandeur, ou que l'envie engage leurs voisins à faire des Alliances pour les attaquer & pour les réduire au point, que ces grandes Puissances inspirent moins de crainte, & ne puissent aspirer à la Monarchie universelle.

Pour arriver à la fin qu'on se propose, & au moyen de ce que Sa Majesté Catholique a, de la part, fait la Renonciation le 5. du présent mois: Nous consentons qu'au défaut de Philippe V, notre Neveu, & de ses Descendants, la Couronne d'Espagne passe à la Maison du Duc de Savoye dont les droits son clairs & connus, d'autant qu'il descend de l'Infante Catherine, Fille de Philippe II, & qu'il est appelé par les autres Rois, les Successeurs, de sorte que son Droit à la Succession d'Espagne est incontestable.

Et desirant de notre côté concourir à la glorieuse fin qu'on se propose, de rétablir la tranquillité publique, & prévenir les craintes que pourroient causer les Droits de notre Naissance, ou tous autres qui pourroient nous appartenir. Nous avons résolu de faire ce Désistement, cette Abdication, & cette Renonciation de tous nos Droits, pour nous & au nom de tous nos Successeurs & Descendants. Et pour l'accomplissement de cette résolution, que nous avons prise, de notre pure, libre, & franche volonté, Nous nous déclarons & nous tenons dès à présent, Nous, nos Enfants & Descendants,

pour exclus & inhabiles, absolument & à jamais, & sans limitation, ni distinction de personnes, de degrez, & de Sexe, de toute action & de tout droit à la Succession de la Couronne d'Espagne. Nous voulons & consentons pour nous & nos Descendans, que des maintenant & pour toujours, on Nous tienne, Nous & les nôtres, pour exclus, inhabiles, & incapables, en quelque degre que Nous nous trouvions, & de quelque manière que la Succession puisse arriver à notre Ligne, & à toutes les autres, soit de la Maison de France, soit de celle d'Autriche, & de tous les Descendans de l'une & de l'autre Maison, qui, comme il est dit & supposé, doivent aussi se tenir pour retranchées & exclues; & que pour cette raison, la Succession de ladite Couronne d'Espagne soit tenue devolue & transférée à celui à qui la Succession d'Espagne doit être transférée, en tel cas, & en quelque temps que ce soit, en sorte que nous l'avouons & tenons pour legitime & véritable Successeur, parceque ni Nous, ni nos Descendans, ne devons plus être considerez comme ayant aucun fondement de representation active, ou passive, ou faisant une continuation de Ligne effective ou contentieuse; de substance de sang ou qualité, ni tirer Droit de notre Descendance; ou de compter les degrez de la Reine ANNE d'Autriche, notre très-honorée Dame & Ayeule, ni des glorieux Rois, ses Ancêtres; Au contraire, nous ratifions la Renonciation que ladite Dame Reine ANNE a faite, & toutes les clauses que les Rois, PHILIPPE III & PHILIPPE IV ont insérées dans leurs Testaments. Nous renonçons pareillement à tout le Droit qui nous peut appartenir & à nos Enfans & Descendans, en vertu de la Declaration faite à Madrid le 29. Octobre 1703, par Philippe V, Roi d'Espagne, notre Neveu, & quelque Droit qui nous puisse appartenir pour Nous & nos Descendans, Nous en desistons & y renonçons pour nous & pour Eux. Promettons & Nous obligeons pour Nous, nosdits Enfans & Descendans, presens & à venir, de nous employer de tout notre pouvoir pour faire observer & accomplir ces presentes, sans permettre ni souffrir que directement, ou indirectement, on revienne contre, soit en tout, soit en partie. Et nous desistons de tous moyens ordinaires, ou extraordinaires, qui de droit commun, ou par quelque privilege special, pourroit nous appartenir, à Nous, nos Enfans & Descendans, auxquels moyens Nous renonçons absolument, & en particulier à celui de la lésion evidente, enorme qui se peut trouver en la Renonciation à la Succession de ladite Couronne d'Espagne; & voulons qu'aucuns desdits moyens ne nous servent, ni puissent nous valoir; & que si sous ce pretexte, ou sous toute autre couleur, nous voulions nous emparer dudit Royaume d'Espagne à force d'Armes, la Guerre, que nous ferions ou exciterions, soit tenue pour injuste, illicite & indûment entreprise; & qu'au contraire celle, que nous feront celui qui, en vertu de cette Renonciation, auroit Droit de succeder à la Couronne d'Espagne, soit tenue pour permise & juste, & que tous les Sujets & Peuples d'Espagne le reconnoissent, lui fassent Hommage, & lui prêtent Serment de foy & fidelité, comme à leur Roi & legitime Seigneur.

Et pour plus grande assurance & sureté de tout ce que nous disons & promettons

mettons pour Nous & au Nom de nos Successeurs & Descendans, Nous jurons solennellement sur les Saints Évangiles contenus en ce Missel, sur lequel nous mettons la main droite, que nous le garderons, maintiendrons & accomplirons en tout & par tout, & que nous ne demanderons jamais de nous en faire relever: Et que si quelque personne le demande, ou qu'il nous soit accordé, *proprio motu*, Nous ne nous en servirons, ni prévendrons. Bien plus, en cas qu'on Nous l'accordât, nous faisons un autre Serment, que celui-ci subsistera & demeurera toujours, quelque dispense qu'on puisse nous accorder. Nous jurons & promettons encore que Nous n'avons fait, ni ne ferons, ni en public, ni en secret, aucune protestation, ni réclamation contraire, qui puisse empêcher ce qui est contenu en ces Présentes, ou en diminuer la force: & que si nous en faisons, de quelque Serment qu'elles fussent accompagnées, elles ne pourroient avoir ni force, ni vertu, ni produire aucun effet. Et pour plus grande sûreté nous avons passé & passé le présent Acte de Renonciation, d'Abdication, & de Desistement, par devant Maître Antoine le Moine & Alexandre le Fèvre, Conseillers du Roi, Notaires, Gardes-Note & Gardes-Scel au Châtelet de Paris, soussignez en notre Palais Royal, à Paris l'an 1712. le 19. Novembre avant midi. Et pour faire insinuer & enregistrer ces Présentes par tout où il appartiendra, Nous avons constitué pour notre Procureur le porteur, & avons signé ces Présentes & leur Minute demeurée en la possession dudit le Fèvre, Notaire.

Signé,

PHILIPPE D'ORLEANS, LE MOINE, DE FEVRE, &c.

[C.]

1713. *TRAITE de Paix entre l'Espagne & la Grande-Bretagne, conclu à Utrecht en 1713. Actes de la Paix d'Utrecht.*

CUM Supremo Rerum omnium Moderatori placuerit, post Bellum gravissimum, quod universum quasi Christianum Orbem tot per Annos cæde & sanguine funestavit, pro Divina sua Clementia, Principum beligerantium animos, Armorum contentione diu exaguitos, ad Pacis tantæ & Concordiæ Studia deflexos componere; Cumque Serenissima ac Potentissima Princeps & Domina, Anna, Dei Gratia, Magnæ Britanniæ, Franciæ, & Hiberniæ Regina, &c. & Serenissimus ac Potentissimus Princeps & Dominus, Philippus Quintus, Dei Gratia, Hispaniarum Rex Catholicus, &c. nihil opera vehementiori, assequi conitantur, quàm ut perantiqua Fœderum atque Amicitia inter Britannos, Hispanosque vincula non solum reficiantur,

ciantur, verum etiam novis necessitudinum commodorumque hinc inde Firmamentis fortius astringantur, atque ad longissimam usque Posteritatem nexu quasi indissolubili transmittantur; ad Negotium tam salutare ac tot nominibus exoptatum feliciter tandem conficiendam, Legatos Extraordinarios ac Plenipotentarios utrinque suos nominaverunt & Mandatis sufficientibus instruxerunt, Scilicet a parte sua Regina Magnæ Britannæ, Reverendum virum Johannem, permissione Divina Episcopum Bristolensem, Privatum Angliæ S. g. lli. Custodem, Regiæ Majestati a Consiliis Intimis, Decanum Windesorem, & Nobilissimum Ordinis Pericendens Registrarium; ut & Nobilissimum, Illustrissimum, atque Excellentissimum Dominum, Dominum Thomam Comitem de Strafford, Vice Comitem Wentworth de Wentworth-Woodhouse, & de Staineborough, Baronem de Raby, Regiæ Sux Majestati a Consiliis Intimis, ejusdem Legatum Extraordinarium & Plenipotentiarium ad Cellos & Præpotentes Dominos Ordines Generales Unit. Belgii, Regiæ Sux Majestatis Dimachorum Legionis, (vulgo *Regiment*) Tribunalum, & Exercituum Regionum Locum tenentem Generalem, Primarium Admirantatus Magnæ Britannia & Hibernia. Dominum Commissarium, ut & Nobilissimum Ordinis Pericendens Equitem. A parte autem sua Rex Catholicus, Illustrissimum atque Excellentissimum, Dominum Franciscum Mariam de Paula, Tellez & Giron, Ducem de Ossuna, Comitem de Urueña, Marchionem de Pennafiel, Magnum Hispania primæ Classis, Majorem Regiæ Cubicularium, in Castellæ Regni Notarium Majorem, Ordinis Calatravæ Commendatorem, & Majorem in Clavibus, similiterque in Divi Jacobi Ordine Commendatorem. Unum ex Granibus Regi Catholico Philippo Quinto in Cubiculo assistentibus, in Regiæ Exercitibus Ducem Generalem, & in Regalibus Corporis Custodibus Ducem Primum; ut & Illustrissimum atque Excellentissimum Dominum Isidolum Cázido de Azevedo de Rosales, Marcellonem de Monteleone, Vice-Comitem de Alcazar Real, in Supremo Indiarum Consilio Sux Regiæ Catholice Majestatis Senatorem, & unum ex Nobilibus Regiæ Cubiculariis. Qui quidem Legati Extraordinarii ac Plenipotentarii, ad tenorem eorum, quæ facta sunt, & de quibus in Aulis tam Londini quam Madritæ per Ministros utrinque conventum est, in Pacis atque Amicitie Leges in sequentes consenserunt, conveneruntque.

I. Pax sit Christiana, Universalis, & perpetua, veraque Amicitia inter Serenissimam ac Potentissimam Principem, Annam Magnæ Britannæ Reginam, & Serenissimum ac Potentissimum Principem, Philippum Quintum Hispaniarum Regem Catholicum, eorumque Hæredes & Successores, nec non utriusque Partis Reges, Status, Ditiones, & Provincias ubicunque sitas, Eorumque Subditos, eaque ita sincerè servetur & colatur, ut neutra Pars alterius perniciem, vel detrimentum, sub quolibet colore, quidquam molatur, aut molientibus, seu quodvis damnum inferre volentibus, ullum auxilium, quocunque nomine veniat, præstare, aut juvare quavis ratione possit aut debeat. E contra autem tenebuntur Regiæ Sux Majestates alter alterius utilitatem, honorem, ac commodum promovere, eoque omni studio

dro Confilia sua dirigere, quo mutua Amicitiae Documentis Paci dunc initae nova indices accedant firmamenta.

II. Quandoquidem vero Bellum, cui finis Pace hac feliciter à Deo impositus est, ab initio susceptum, & tot per Annos, vi summa, immensus Sump-
tibus, & occisione prope infinita gestum fuerit, propter ingens periculum quod Libertati, Salutique totius Europæ, ex nimis arcta Regnorum Hispaniæ, Galliarumque Conjunctione, impenderet; Cumque ad evellendam ex animis hominum sollicitudinem omnem, suspicionemque, de istiusmodi conjunctione, & ad firmandam stabiliendamque Pacem ac Tranquillitatem Christianis Orbis, iusto Potentiarum Equilibrio (quod optimum & maxime solidum mutua Amicitiae & duraturæ undique Concordiæ fundamentum est) tam Rex Catholicus quam Rex Christianissimus, satis iustis cautelis provisum esse voluerint, ne Regna Hispaniæ & Galliarum unquam sub eodem Imperio veniant & uniantur, nec unquam unus & idem utriusque Regni Rex fiat, atque cum in finem Maiestatis Suae Catholicae, pro Se, Haereditibus & Successoribus suis, Juris, Titulo, Præfensioneque omnique omnimodæ ad Coronam Galliarum solemnissimè renuncierint.

Fiat insertio Renuntiationum. (a)

Dicta Sua Maiestas Catholica solemnissimè Renuntiationem ex parte sua superius memoratam huic renovat & confirmat; Cumque Legis Pragmaticæ & Fundamentalis vim obtinuerit, spondet denuo, modo, quantum fieri potest, sanctissimo, sese illam inviolabiliter observaturam, observarique curaturam, operamque adeo daturam impensissimam, omnique studio provisoriam, ut Renuntiationes antedictæ irrevocabiliter observentur, & executioni mandentur, tam ex parte Hispaniæ, quàm ex parte Galliarum, quibus nimirum in pleno vigore subsistentibus, & bona fide utrinque observatis, una cum aliis transactionibus, Coronæ Hispaniæ & Galliarum ab invicem ita separatæ erunt, & separatæ, ut in unum posthac coalescere nunquam poterint.

III. Sit perpetua utrinque Amnestia, & oblivio eorum omnium, quæ, durante nupero Bello, quocunque loco modove ultro citroque hostiliter facta sunt, ita ut nec eorum, nec ullius alterius rei causa, vel prætextu, alter alteri quidquam inimicitiae, aut molestiæ, directæ vel indirectæ, specie Juris, aut via Facti, uspiam inferat, aut inferri patiatur.

IV. Captivi utrinque omnes & singuli cujuscunque status sint, aut Conditionis, statim à Ratificatione præsentis Tractatus, absque omni redemptionis pretio, soluti tantummodo debitis quæ durante Captivitate contraxerint, Libertati pristinae restituentur.

V. Ad Majorem insuper Paci restitutæ, fidæque, & non temerandæ amicitiae firmitatem conciliandam, præcedendasque omnes dissidentiarum occasiones, quæ oriri ullo tempore possent, ex stabilito Successionis Hereditariæ ad Regnum Magnæ Britanniae Jure & Ordine, ejusque Limitatione

per

(a) On les trouve ci-dessus pag. 4. & seq.

per Leges Magnæ Britanniae (regnantibus tum nupero Gloriosissimæ Memoriaræ Rege Guillelmo Tertio, tum hodierna Domina Regina, latas & sanctas, ad alteramemoratæ Dominae Reginae Progenem, eaque deficientem, ad Serenissimam Principem Sophiam Electricem Brunswici-Dovariam, & ejusdem Hæredes in Linea Protestantium Hannoverana. Ut igitur dicta Successio, secundum Leges Magnæ Britanniae facta recta maneat, Rex Catholicus supramemoratam Successionis ad Regnum Magnæ Britanniae Limitationem sincerè & solenniter agnoscit, eandemque gratam & acceptam sibi atque Hæredibus ac Successoribus suis esse, ac in perpetuum fore, sub Fide & Verbo Regis, oppignorato suo & Successorum Honore, declarat, spondetque. Sub eodem quoque Verbi Regis, ac Honoris vinculo promittit Rex Catholicus, neminem unquam præter ipsam Dominam Reginam, ejusque Successores secundam Limitationis seriem, Legibus, & Statutis Magnæ Britanniae stabilitam, pro Rege, aut Regina Magnæ Britanniae, per Se, vel per Hæredes, ac Successores tuos, agnatum in aut habitum.

VI. Promittit porro Rex Catholicus, tam suo, quam Hæredum & Successorum suorum nomine, nullo unquam tempore, sese dictam Magnæ Britanniae Coronam, Ditionesque eidem subjectas, possidentes, turbaturos, vel molestia aliqua effecturos, neque ullo tempore auxilium, suppetias, favorem, aut consilium præstabit Rex Catholicus antedictus, ejusve Successorum aliquis, directe vel indirecte, Terra, Maris, Pecunia, Armis, Munitionibus, Milite, Nautis, aliove quovis modo, cuicunque Personæ, aut Personis, si quæ fuerint, quæ quacunque de causa aut prætextu, diste Successioni se in posterum opponere molirentur, siue aperto Marte, siue Seditionem alendo, conjurationesque consilando contra talem Principem, ac Principes, Magnæ Britanniae Solum, Actorum Parliamenti ibidem sanctorum vigore occupantes, siue contra illum, aut illam Principem, cui secundum Parliamenti Acta, ut supradictum est, ad Coronam Magnæ Britanniae Successio patebit.

VII. Redeat & aperiatur ordinaria dispositio Justitiæ per Regna & Domina alterutrius Regiæ Majestatis, ita ut liberum sit omnibus utrinque Subditis, allegare & obtinere Jura, Præteniones, & Actiones suas, secundum Leges, Constitutiones, & Statuta utriusque Regni. Speciatim vero si quæ Querimonia sint de Injuriis, aut Gravaminibus, vel Tempore Pacis, vel sub Initium Belli nuperrime confecti, contra Tractatum tenorem illatis, curabitur quamprimum, ut secundum Justitiæ normam damna refarciantur.

VIII. Liber sit Usus Navigationis & Commerciorum inter utriusque Regni Subditos, prout jam olim erat tempore Pacis, & ante nuperrimi Belli denunciationem, regnante Catholico Hispaniarum Rege Carolo Secundo, Gloriosæ Memoriaræ, secundum Amicitia, Confœderationis & Commerciorum Pacta, quæ quondam inita erant inter utramque Nationem, secundum Consuetudines antiquas, Litteras Patentes, Schedulas, aliæque Acta speciatim facta, atque etiam secundum Tractatum, vel Tractatus Commerciorum, qui Madriti jam nunc confecti, aut mox conficiendi sunt. Cum vero inter alias condiciones Pacis Generalis, præcipua quedam & Funda-

mentales Regula communis consensu stabilita sit, ut Navigationis & Commer-
ciorum Utes ad Indias Occidentales Hispanici Jura eodem in statu maneant,
quo sunt tempore prefati Regis Catholici Caroli Secundi, Quo igitur Re-
gula hæc, fide inviolabili, & modo non temerando in posterum observetur,
adeoque præveniantur, amoveanturque, omnes circa illos negotium Dissi-
dentur, suspitionumque causæ, conventum speciatim statutumque est,
quod siue Gallia, seu Nationi cuilibetque, quovis nomine, sit quocun-
que sub pretextu, directe vel indirecte, nulla unquam licentia, nullaque
omnino facultas dabitur navigandi, Mercaturam exercendi, aut Nigritas,
Bona, Mercimonia, vel Res quæcunque in Ditiones Americanas Coronæ
Hispanicæ parentem introducendi, præterquam quod Tractatu, vel Trac-
tamentis Commerciorum supradictis, & Juribus ac Privilegiis in Pactione
quodam concessis, vulgo *el Asiento de Negros* nuncupatis, cujus Articulo
Duodecimo mentio facta est. concordatum fuerit. Excepto etiam quid-
quid Rex Catholicus prædictus, vel Hæredes, Successoresque ejus Pacto
seu Pactis quibuscumque de Introductione Nigritarum in Indias Occidentales
Hispanicæ obtemperantes, in eunda spondebunt, postquam Pactio, siue *el
Asiento de Negros* supradicta, determinata fuerit. Utque de Navigatione &
Commercio ad Indias Occidentales, ut supradictum est, firmus, & ubi-
tius undiqueque præcæptum sit, hæc præterea conventum concordatumque
est quod neque Rex Catholicus, neque Hæredes, Successoresque ejus
quibetque, ullam Ditionem, Dominam, siue Territoria in America His-
panici Jura, vel ullam eorundem partem, seu Gallia, siue Nationi alie
cuiusque vendent, cedent, oppignorabunt, transferent, aut ullo modo,
ullove sub nomine, ab se & Corona Hispanica alienabunt. Et contra au-
tem, quo Ditiones Americane Hispanicæ obtemperantes serie usque con-
serventur, spondet Regna Magnæ Britannicæ sese operam daturam, opem-
que laturam Hispaniæ, ut Limites antiqui Ditionum suarum Americanarum
restituantur, figanturque, prout Regis Catholici Caroli Secundi supradicti
tempore steterant, si quidem compertum fuerit, ullo modo, ullove sub præ-
textu eodem in parte quacunque effractus, imminutione esse, ex quo ante-
dictus Rex Catholicus Carolus Secundus mortem obiit.

IX. Conventum insuper & statutum est pro regula generali, quod omnes
& singuli utriusque Regni Subditi, in omnibus Terris & Locis utrinque circa
omnia Jura, Impositiones, aut Vectigalia quæcunque, Personas, Merces,
& Mercimonia, Naves, Navalia, Nautas, Navigationem, & Commercia con-
currentes, iisdem ad minimum Privilegiis, Libertatibus, & Immunitatibus
utuntur, fruuntur, parique favore in omnibus gaudebunt, quibus Galliarum
Subditi, aut universalia quæcumque Gens externa, utuntur, fruuntur, gaudent-
que, aut ullo dehinc tempore uti, frui, aut gaudere possint.

X. Rex Catholicus pro se, Hæredibus, & Successoribus suis, hæc cedit
Coronæ Magnæ Britannicæ, plenam, integramque Proprietatem Urbis & Ara-
cis Gibraltaris nuncupatæ, una cum Portu, Munitionibus, Fortalitiisque eo-
dem pertinentibus, dictamque Proprietatem habendam, fruendamque hæc
absolutè, cum Jure omnimodo in perpetuum, sine ulla exceptione, vel im-

pedimento quolibetunque Quo vero Abusus, Fraudisque in Mercimoniis quibuscunque importandis, evitentur, vult Rex Catholicus, atque intelligendum ceniet, ut Proprietas supranominata Magna Britannia cedatur, sine Jurisdictione quavis Territoriali, & absque Communicatione aliqua aperta cum Regione circumvicina Terram versus Quandoquidem vero Communicatio cum Ora Hispanica maximo luere omnino tempore nec tuta, neque aperta esse possit, enjunctum sit, ut Milites Praesidii, alique Incolae dictae Urbis Gibraltariae Mercium importationes, ut praedictum est, Communicatione Terrestris impediantur, provium igitur est, ut Commodatum, resque necessariae in usum Copiarum Praesidiarum, Incolarum, Naviumque in Portu Ratum pecunia numerata in Ditione Hispanica circumvicina, in in casibus emere liceat. Sin vero deprehendantur Mercimonia per Gibraltariam, vel permutationes ad victum conquirendum, vel alio quocunque nomine ad vestra, eadem licet addicentur, & quicquid ex de se habita, illi qui contra Foederis hujusce fidei commiserint, severe punientur Majestas autem Sua Britannica, rogatu Regis Catholici, consentit, convenitque, ut nec Judaei, neque Mauri, facultas concedatur in dicta Urbe Gibraltaria, sub quocunque praetextu commorandi, aut Domus habendi, utque nullum Perfidium, neque receptaculum pateat Maurorum Navibus bellicis quibuscunque in Portu dictae Urbis, quo Communicatio ab Hispania ad Septentrionem impediatur, aut Ora Hispaniae Maurorum excursionibus infesta reddantur Cum vero Amicitiae Tractatus, & commerciorum Libertas ac frequentia intercedant inter Britannos, Ditionesque quaedam in Ora Africana sitae, intelligendum semper est, quod Mauri, eorumque Navigia, Mercatura solum exercenda gratis, licentia in Portum Gibraltarium a Subditis Britannicis denegari nequit Promittit insuper Majestas Sua Regina Magnae Britanniae, ut locola praefatae Urbis Romano Catholicis, Religiosisque ubi ulus indulgetur Quod si vero Corona Magnae Britanniae commodum olim vitum fuerit, donare, vendere, aut quoquo modo ab se alienare, dictae Urbis Gibraltariae proprietatem, conventum hunc concordatumque est, ut prius ante alios ejus redimende optio Corona Hispanicae tempore deferatur

XI Rex porro Catholicus, pro se, Heredibus, & Successoribus suis, cedit pariter Corona Magnae Britanniae, totam Insulam Minorcae, ad eamque transfert in perpetuum Jus omne, Domusque plenissimum, super dictam Insulam, speciatim vero super Urbem Arcem, Portum, & Munitiones Sinus Minoricensis, vulgo *Port Mahon* una cum suis Portibus, Locis, Oppidisque, in praefata Insula sitis Provium tamen est, ut in Articulo supraprecepto, quod nullum Perfidium, neque Receptaculum patebit Maurorum Navibus bellicis quibuscunque in Portu Mahonis, aut in alio quovis Portu dictae Insulae Minorcae, quo Ora Hispanicae ipsorum Excursionibus infesta reddantur, quinimo commercandi solummodo causa, secundum Pacti Conventioni, Mauri eorumque Navigia introitus in Insulam praefatam permittentur Promittit etiam ex sua parte Regina Magnae Britanniae, quod si quando Insulam Minorcae, & Portum, Oppida, Locaque in eadem sita a Corona Regnorum suorum quovis modo alienari in posterum contigerit, dabitur Co-

nonne Hispânicæ, nec Nationem aliam quamcunque, prima optio possessionem, & proprietatem præmemoratae Insulae revivenda. Spondet insuper Regia Sua Majestâs Magnæ Britannia, ite facturam, ut incolæ omnes Insulae præfatæ, tam Ecclesiastici quam Seculares, Bonis suis universis & Honoribus tuto, pacatque fruantur, atque Religio Romano Catholica liber uti ut permittatur. Uique etiam ejusmodi rationes intendantur ad tuendam Religionem prædictam in eadem Insula, quæ à Gubernatione Civili, atque à Legibus Magnæ Britannia, penitus abhorreere non videantur. Pixerunt etiam suis Honoribus & Bonis sui, qui nunc Sae Catholicae Majestatis servitio addicti sunt, etiam si in eodem permanserint, & licet cuicumque, qui præfatam Insulam relinquere voluerit, Bonis sua vendere, & libere in Hispaniam transire.

XII. Rex Catholicus hinc dat porro, conceditque Majestati Suae Britannicae, & Societati Subditorum suorum, ad id construere, exclusis tam Subditis Hispânicis, quam aliis omnibus, Pactiorem de introducendis Nigritiis in partes diversas Ditionum Majestatis suae Catholicae in America, vulgo *el Pacto de el Asiento de Negros*, per triungula Annorum spatium, continuata serie, initio facti à primo die Mensis Maii, Anno millesimo septingentesimo decimo tertio, inde sub conditionibus quibus eadem fructuantur Galli, aut ullo tempore frui poterunt, vel debuerunt, una cum Tractu, siue Tractibus Terræ à dicto Rege Catholico designandis, & Societati præfatæ, vulgo *la Compania de el Asiento* tribuendis, in Locis quidam commodis ad Fluvium *Rio de la Plata* nominatum (nullis Vrectigulibus Redituve à dicta Societate, durante Pactiomm supramemoratae tempore, huiusmodi diutiori, eo nomine pendendis,) Quinetiam in Societatis prædictæ Sedes, siue Tractus Terræ, idonei erunt, sufficientique, ut ibi colatur, lesaturque, & pecora pascantur, ad nutriendos etiam, qui dictæ Societati servant, eorumque Nigritas, utque ibidem in tuto custodiantur dicti Nigritæ, quoad vendendi fuerint, atque insuper ut ibi Naves ad dictam Societatem spectantes prope ad Terram appellant, & ab omni periculo recte conserventur. Regi autem Catholico fas semper sit in dicto Loco, seu Sede Officiarium constituere, qui ne quid admittatur, tracteturve, Regis suis Commodis contrarium, observet, omnesque qui eo Loci res dictæ Societatis curæ habent, aut qui ad eam pertinent, prædicti Officii Inspectioni subiecti erunt, quoad ea omnia, quæ ad Terræ Tractus supramemoratos spectant. Sin autem Dubia quædam, Difficultates, siue Controversiae laborantur inter dictum Officiarium, & rerum Societatis sæpe memoratae Curatores, ad Urbem *Barcelonæ* Agros dictæ Præfectum deferantur, ab eodem judicanda. Voluit præterea Rex Catholicus alia quædam Comoda etiam dictæ Societati concedere, quæ plenius, fusiusque explicantur in Pactiome illa *el Asiento de Negros* nuncupata, quæ tracta & conclusa sunt Madriti, vigesimo tertio die Mensis Martii Anno præsentis, 1713. Quæ quidem Pactio, siue *el Asiento de Negros* omnesque Clausulae, Conditiones, Privilegia, atque Immunitates in eadem continentur, quæque huic Articulo haudquaquam contrariae sunt, consentitur ac censentur pars esse hujusce Tractatus, eodem modo ac si ad verbum hic insertæ fuissent.

XIII Quandoquidem Regius Magnæ Britanniae summo cum studio instaret, neque vigere non desisset, ut Incole omnes Principatus Catalauniae, cumcunque illius aut conditionis sint, non tantum plenam perpetuamque eorum omniumque, si grante nupero Bello, acta sunt, oblivione contingerentur, et per intermissa Bonorum suorum omnium, ac Honorum possessione fruerentur, verum etiam Privilegia sua antiqua, intacta, intactaque, conservarent, Rex Catholicus in gratiam dictæ Suae Majestatis Britannicæ hunc concedit Catalauniae Incolis quibuscunque, confirmatque non solum Antiquitatem desideratam, una cum plena perfectione Bonorum suorum omnium Honorumque, sed etiam Privilegia ex omni in eis concedenda, quibus Castellis utriusque Incolæ, et cunctis Hispaniarum Populi Regi Catholico imprimis directi, fruuntur, ac gaudere possint.

XIV Quandoquidem etiam Rex Catholicus, rogatu Regis Suae Majestatis Britannicæ, Regnum Siciliae Celsitudinis sue Victori Amedeo Duci Sabaudiae cedere voluerit, neque per Tractatum inter dictam Regiam Catholicam Majestatem, & Regiam Celsitudinem Sabaudiae, hodie initum, dictum Regnum cedere, amicta Suae Regis Majestatis Magnæ Britannicæ, promittit, spondetque se totum studio curaturum, ut defunctibus ex Domino Sabaudiae Heredibus Manculis, præteritæ Siciliae Regni possessio ad Coronam Hispanicam denuo revertatur, contentaque præterea antememorata Suae Regis Majestatis Britannicæ, ut Regnum Siciliae, nullo sub prætextu, nulloque prorsus modo alienari, dominare possit Principi, aut Statui cuiuscunque præterquam Regi Hispaniæ Catholico, & Heredibus ac Successoribus suis Cum vero Rex Catholicus Regis Suae Majestatis testatum fecerit, & rationi contentantem, & sibi acceptum fore, ut non solum Regni Siciliae Subditi, quanquam in Ditionibus Hispaniæ degant, & dictæ Majestatis Suae Catholicae servitio se addixerint, sed etiam Hispani, alique Subditi Hispanici, qui Bona sorte & Honores in præterito Siciliae Regno habuerint, dictis suis Bonis Honoribusque, absque ulla diminutione perfruantur, & nullatenus sub prætextu personarum abeant a Regno sæpe memorato veniant, inquietentur. Cumque ex sua etiam parte supradictus Rex Catholicus libenter promittit, se vicissim contenturum, ut dicti Regni Siciliae, aliqui præfata Suae Regis Celsitudinis Subditi, si forte Bona Honoresque habuerint in Hispania, aut in Ditionibus Hispaniæ parentibus, eadem præter aliæque ulla diminutione perfruantur, & nullatenus sub prætextu personarum abeant veniant, inquietentur. Spondet itaque Regis Suae Majestatis Britannicæ, se operam colaturum, sumque Legatæ ad Rhenum agentibus Legati Extraordinarii & Plenipotentiarii in mandatis daturum, ut officia sua efficacissima interponant, quo Rex Catholicus & Regis seu Celsitudinis super hac re inter se mutuo conveniant, & modo utriusque quam commodissima de eadem caveant, providentque.

XV Regis Suae Majestatis utriusque renovant, confirmantque Tractatus omnes Pacis, Amicitiae, Confœderationis, & Commerciorum, inter Coronam Magnæ Britannicæ atque Hispaniæ inter hæc & conclusus, ac præteritum hoc Fœdus renovantur, confirmanturque dicti Tractatus modo

non tam amplo explicationeque, ac & jam nunc sigillatim inferri iussent, in quantum scilicet Tractatibus Pacis ac Commercio novissime factis, signatisque contrariis huiusmodi repetuntur. Præteritum vero hoc Pacis Tractatu confirmantur, corroboranturque Pacta, Fœdera, Conventionesque, tum quæ Commercio & Navigationi utrum in Europa, alibi, ut, quam quæ Navigationis Introductionem in Americam Hispanicam spectant, quæque Mandata, inter utramque Nationem aut jam inita sunt, aut quancumque incundæ. Quandoquidem vero ex parte Hispaniæ urgetur, Jura quædam Pictæ ad Insulam Terræ Novæ exercenda. ad Cantabros, aliove Regis Catholici Subditos pertinere, consentit, convenitque Majestas Sua Britannica, ut Privilegia omnia quæ Cantabris, aliove Hispaniæ Populo, Jure sibi vindicare poterunt, ipsa facta recta conferrentur.

XVI. Quandoquidem in Conventione de Armistitio instituendo a die (undecimo) vigesimo secundo Mensis Augusti proxime præteriti, inter Regem S. Maj. Magnæ Brit., & Regem Christianissimum, in quatuor menses facta; quam quidem Rex quoque Catholicus assensu suo comprobavit, atque huic porro comprobat, quæque alio quodam Pacto in diem usque (undecimum) vigesimum secundum Mensis Aprilis anni præsentis prorogata fuit, inter alias Conditiones expressè stipulatum sit, quibus in Casibus, Naves, Merces, aliæque Bona mobilia hinc inde capta, aut in prædam occupanti cederent, aut priori Domino restituerentur; Convenit adeo, quod illis in Casibus antedicti Armistitii Leges in pleno vigore manebunt, omniaque istiusmodi Capturæ, sive in Maribus Britannicis & Septentrionalibus, sive alibi locorum factas, concitantes, ad eandem tenorem bona fide fient.

XVII. Si vero accidat per incogitantiam, aut imprudentiam, aut aliam quamlibet causam, ut quisvis Subditus alterutrius prædictarum Regiarum Majestatum, faciat, aut committat aliquid Terra, Mari, aut Aquis Dulcibus, ubique Gentium, quominus observetur præsens Tractatus, aut quo particularis aliquis Articulus ejusdem effectum suum non sortitur, hæc Pax & bona Correspondentia inter Dominam Regiam Magnæ Britanniæ, & Dominum Regem Catholicum non ideo interruptetur, aut infringetur, sed in pristino suo robore, firmitate, & vigore manebit. Subditus autem ille solummodo de suo proprio facto respondebit, & poenæ persolvet instittas per Leges & Præscripta Juris Gentium.

XVIII. Sin autem (quod Omen Deus Optimus avertat!) sopitæ Similitudines inter dictas Regias Majestates aliquando renoventur, & in apertum bellum erumpant, Subditorum utriusque Partis Naves, Merces, ac Bona quævis mobilia atque immobilia, quæ in Portubus atque in Ditione Partis adversæ hærent, atque extare deprehendantur, Fisco ne addicantur, aut illo incommodo afficiantur, sed dictis Subditis alterutrius dictarum Regiarum Majestatum semestris Spatium integrum hinc inde concedatur, quo Res prædictas, ac aliud quidvis ex suis Facultatibus vendant, aut quo libitum erit, extra ullam molestiam inde avehant, ac transferant, sequæ ipsas inde recipiant.

XIX. Re-

XIX. Reges, Principes, & Statusq; Articulis sequentibus indigenti, ut & alii, qui ante Ratificationum permutationem, vel intra sex menses postea ab una alteraque Parte, ex communi consensu nominabuntur, libi persuasum habentibus altermemoratis Regis Majestatibus eam dispositiones per hunc Tractatum factas & stabilitas agnuros, in eodem pro Amicitiae reciprocae Testimonio, includentur, & comprehenduntur.

XX. Quidquid in Compositione Pacis, inter Sacram Regiam Majestatem Hispaniae, & Sacram Regiam Majestatem Lusitaniae, proximè incundae, contentum fuerit, praevis Sacrae Regiae Majestatis Magnae Britanniae Approbatione, hujus Tractatus pars essentialis esse censetur, perinde atque hic transcriptum esset ad verbum. S. insuper Regis Majestatis Magnae Britanniae sese offert Sponsorem, sive Garantem fore praedictae Pacis Compositionis, quod illa reapse, conceptisque verbis praestare spondet, cum in finem ut inviolatus, sanctiusque servetur.

XXI. Tractatus Pacis hodie initus inter S. Regiam Majestatem Catholicam, & Regiam suam Celsitudinem Sabaudiae Ducem, in hoc Tractu specialiter, tanquam pars ejus essentialis, inclusus est & confirmatus, perinde ac si eidem verbatenus insertus esset, declarante per expressum Regis S. Majestatis Magnae Britanniae, sese ad promissas in eodem Assertionis & Garantiae Sepultiones teneri velle.

XXII. Serenissimus Rex Sueciae cum suis Regnis, Ditionibus, Provinciis, & Juribus, ut & Serenissimi Principes, Magnus Dux Hettruriae, & Dux Parmae, una cum eorundem Populis & Subditis, atque Subditorumque re Commercialium Libertatibus & Compendis, hunc Tractatum omni meliori modo inclusi sunt.

XXIII. Serenissima Respublica Veneta, ob aequalitatis Foedera durante hoc Bello inter Partes belligerantes exactè servata, & ob plurima humanitatis officia praestita, inviolata semper manente sua, Statuumque ac Dominiorum suorum Dignitate, Potestate, & Securitate, tanquam communis Amica, & cui Regiae Suae Majestates sinceræ Amicitiae vices, prout res ejusdem exegerint, omni tempore referre cupiunt, in hoc Tractu specialiter, optimo, quo fieri potest, modo, comprehensa & inclusa sit.

XXIV. Serenissimam Rempublicam Genuensem, quae constanti Neutralitate durante hoc Bello observatâ, utriusque Coronae Britannicae, & Hispanicae Amicitiam coluit & nexuit antiquam, in praesenti Tractu comprehendendi placuit, ut hujusce Pacis beneficium, ad id omne quod sua interest, extendatur, ejusque Subditi, qui jampridem, & vivente Carolo Secundo Hispaniarum Rege Catholico, eadem in posterum Commercialium libertate in omnibus, & ubique integre perfruantur.

XXV. Civitas it dem Gedanensis huic pactis eo cum effectu includitur, ut pristinas em. lumentis, quibus in re Commercialium, sive per Tractatus, sive per vetustam Consuetudinem in utroque Regno antehac usa fuerit, in posterum, jureque gaudere queat.

XXVI. Praesentes Tractatus solennes & rite confectae Ratificationes, intra sex Hebdomadarum spatium, a die Subscriptionis computandum, vel citius

tius si fieri poterit, utrinque exhibentur, & reciprocè debitèque commutentur.

In quorum omnium fidem, Legati Extraordinarii ac Plenipotentarii supramemorati, exhibitis utrinque ac ritè commutatis Plenipotentiarum suarum Tabulis, præsentem hunc Tractatum subscripserunt, & Sigillis suis muniverunt, Trajecti ad Rhenum, Die (secundo) decimo tertio Mensis Julii, Anno Domini millesimo septingentesimo decimo tertio.

(L. S.) JOH. BRISTOL.

(L. S.) D. DE OSIUNA.

(L. S.) STRAFFORD.

(L. S.) EL MARQUES DE
MONTELEONE.

Articulus separatus primus.

PRÆTER ea quæ per Tractatum Madriti die 27. Martii nuper primè elapsi, inter Dominum Baronem de Lexington, ex parte Regiæ Majestatis Magnæ Britannicæ, & Dominum Marchionem de Bedmar, ex parte Regiæ Majestatis Catholicæ, conventa sunt & stipulata, hoc insuper Articulo separato, qui ejusdem roboris erit, ac si Tractatui, inter Regias suas Majestates hodie inito, verbotenus esset insertus, conventum & concordatum est, quod cum S. Regia Majestas Catholica omnino sibi propositum habeat, & per præsentem ex parte sua solenniter spondeat, se in ullarum cujuscunque generis, aut ubicunque sitarum Ditionum, Provinciarum, aut Terrarum, ad Coronam Hispaniæ spectantium, alienationem ulteriorem non esse consensuram, proinde S. Regia Majestas Magnæ Britannicæ, ex parte quoque sua reciprocè spondet, velle se, iis in rationibus & consiliis persistere, quibus ab ipsa provisum cautumque est, ne quis ex Partibus beligerantibus, in Pace incunda ulteriorem partis alicujus Monarchiæ Hispaniæ avulsionem a Regia sua Majestate Catholica exigat, aut adipiscatur, quin postulata istiusmodi nova denegante Sua Majestate Catholica, eo istud Negotium directurum Regiam Majestatem Magnæ Britannicæ, ut ab eisdem penitus desistatur.

Et cum Regiæ Majestati Magnæ Britannicæ e re communi visum sit, ut inter Majestatem Suam Britannicam, Regem Catholicum, & Regem Lusitanicæ, novum incatur Fœdus, quo Coronæ Lusitanicæ Securitati provideatur, consensum suum ad opus tam salutare per præsentem præbet Sua Majestas Catholica, & contestatum facit.

Hic Articulus ratum habebitur, & Ratificationum permutatio fiet Trajecti ad Rhenum intra sex Hebdomadas, & citius, si fieri potest.

In quorum fidem, Nos Legati Extraordinarii, & Plenipotentarii Regiarum Majestatum Britannicæ, & Catholicæ, vigore Plenipotentiarum hodie commutarum, præsentem Articulum subscripsimus, & Sigillis Nostri com-

munivimus, Trajecti ad Rhenum die (secundo) decimo tertio Mensis Julii, Anno Domini millesimo septingentesimo decimo tertio.

(L. S.) JON. BRISTOL.
C. P. S.

(L. S.) D. DE OSSUNA

(L. S.) STRAFFORD.

(L. S.) EL MARQUEZ DE
MONTALEONE.

Ce Traité a été ratifié par Sa Majesté Britannique & par Sa Majesté Catholique. On avoit aussi signé & ratifié un Article séparé touchant le Transport du Duché de Limbourg à la Princesse des Ursins, mais cette Transaction n'a pas eu lieu, ainsi cet Article est resté sans force.

[D.]

1713. *TRAITE' de Paix entre la France & les Etats Generaux des Provinces-Unies, conclu à Utrecht en 1713.*
Actes de la Paix d'Utrecht.

Au nom de la Très-Sainte Trinité.

A Tous presens & à venir soit notoire, que pendant le cours de la plus sanglante Guerre, dont l'Europe ait été affligée depuis long-tems, il a plu à la Divine Providence de préparer à la Chrétienté la fin de ses maux, en conservant un ardent désir de la Paix dans le cœur de Très-Excellent, & Très-Puissant Prince Louis XIV, par la Grace de Dieu, Roy Très-Chrétien de France & de Navarre, Sa Majesté Très-Chrétienne, n'ayant d'ailleurs en vûe que de la rendre solide & perpétuelle par l'équité de ses conditions, & les Seigneurs Etats Generaux des Provinces-Unies des Pais-Bas, souhaitant de concourir de bonne foy, & autant qu'il est en eux, au rétablissement de la tranquillité publique, & de rentrer dans l'ancienne amitié & affection de Sa Majesté Très-Chrétienne, ont consenti que la Ville d'Utrecht fut choisie pour y traiter de Paix, & que pour y parvenir Sa Majesté Très-Chrétienne auroit nommé pour ses Ambassadeurs Extraordinaires, & Plenipotentiaires, le Sieur Nicolas, Marquis d'Huxelles, Marechal de France, Chevalier de ses Ordres, & son Lieutenant General au Gouvernement de Bourgogne, & le Sieur Nicolas Mesnager, Chevalier de l'Ordre de St. Michel; & les Seigneurs Etats Generaux, les Sieurs Jacques de Randwyck, Seigneur de Rossum, Burggrave de l'Empire, & Juge de la Ville de Nimegue, Guillaume Buys, Conseiller Pensionnaire de la Ville d'Amsterdam, Bruno vander Dussen, ancien Bourguemestre, Sénateur, & Conseiller Pensionnaire de la Ville de Gouda, Assesseur au Conseil des Hemrades de Schiedlandt,

lands, Dyckgraef du Crumpenerwaard, Cornelie van Gheel, Seigneur de Spanbroek & Bulkestein, Grand Bailly du Franc & de la Ville de l'Escluse, Surintendant des Fiefs relevant du Bourg de Bruges, du ressort de l'Etat, Frederic Adrien Baron de Rhede, Seigneur de Renswoude, d'Emminkhuyzen & Moeskerken, Président de la Noblesse de la Province d'Utrecht, Sieco de Gollinga, Grietman de Franekeradeel, Curateur de l'Université de Francoer, & Charles Ferdinand, Comte de Inghoven & de Kimpshoven, Seigneur de Wreodewold, & Deputés dans leur Assemblée de la part des Etats de Gueldre, de Hollande & Westfrise, de Zelande, d'Utrecht, de Frise, de Groningue & Ommelanden. Lesquels après le cours d'une longue Négociation, dans laquelle les Ambassadeurs Extraordinaires & Plénipotentiaires de la très-Haute, très-Puissante, & très-Excellente Princesse, La Reine de la Grande-Bretagne, n'ont point cessé d'employer leurs loins infatigables pour l'amener au point d'une conclusion de l'un générale, l'ayant le désir que cette Princesse a toujours eu de procurer le rétablissement de la tranquillité de l'Europe, sont enfin parvenus à convenir des conditions dont ils tiennent l'essence, ce qu'ils ont fait après avoir imploré l'Assistance Divine, & s'être communiqué respectivement leurs Pleins-pouvoirs, dont les Copies seront inferées de mot à mot à la fin du présent Traité, & en avoir dûment fait l'échange.

I. Il y aura à l'avenir entre Sa Majesté Très-Chrétienne, & les Successeurs Rois de France & de Navarre, & les Royaumes, d'une part, & les Seigneurs Etats Generaux des Provinces Unies du Pays-Bas, d'autre, une Paix bonne, ferme, stable & inviolable, & cessera ensuite & sera délaissée tous actes d'hostilité, de quelque façon qu'ils soient, entre ledit Seigneur Roy, & lesdits Seigneurs Etats Generaux, tant par Mer, & autres Eaux, que par Terre, en tous leurs Royaumes Pays, Terres, Provinces & Seigneuries, & pour tous leurs Sujets & Habitans, de quelque qualité ou condition qu'ils soient, sans exception de Lieux ou de Personnes.

II. Il y aura un Oubli & Amnistie générale de tout ce qui a été commis de part & d'autre à l'occasion de la dernière Guerre, soit par ceux qui étant nés Sujets de la France, & engagés au service du Roy Très-Chrétien par les Emplois & Biens qu'ils possédoient dans l'étendue de la France, sont entrés & demeurent au service des Seigneurs Etats Generaux des Provinces Unies, ou par ceux qui étant nés Sujets desdits Seigneurs Etats Generaux, ou engagés à leur service, par les emplois & biens qu'ils possédoient dans l'étendue des Provinces-Unies, sont entrés ou demeurent au service de Sa Majesté Très-Chrétienne, & les dites Personnes de quelque qualité & condition qu'elles soient, sans nul excepter, pourront rentrer, rentreront, & seront effectivement laissés & rétablis en la possession & jouissance paisible de tous leurs Biens, Honneurs, Dignités, Privilèges, Franchises, Droits, Exemptions, Constitutions & Libertés, sans pouvoir être recherchés, troubés, ni inquiétés en général, ni en particulier, pour quelque cause ou prétexte que ce soit, pour raison de ce qui s'est passé depuis la naissance de ladite Guerre, & en consé-

conséquence du présent Traité, & après qu'il aura été misie tant par Sa Majesté Très-Chrétienne, que par lesdits Seigneurs Etats Generaux, leur sera permis à tous & à chacun en particulier, sans avoir besoin de Lettre d'abolition & de pardon, de retourner en personne dans leurs Maisons, en la jouissance de leurs Terres, & de tous leurs autres Biens, ou d'en disposer de telle manière que bon leur semblera.

III Et si quelques prises se font de part & d'autre dans la Mer Baltique, ou celle du Nord, depuis Ternuile jusqu'au bout de la Manche, dans l'espace de quatre semaines, ou du bout de ladite Manche jusqu'au Cap de St. Vincent, dans l'espace de six semaines, & de là dans la Mer Méditerranée & jusqu'à la Ligne dans l'espace de dix semaines, & au de-là de la Ligne & en tous les autres endroits du Monde dans l'espace de huit mois, à compter du jour que se fera la Publication de la Paix à Paris & à la Haye, lesdites prises & les dommages, qui se feront de part ou d'autre après le terme préfix, seront portés en compte, & tout ce qui aura été pris sera rendu avec compensation de tous les dommages, qui en seront provenus.

IV Il y aura de plus entre le dit Seigneur Roi, & lesdits Etats Generaux, & leurs Sujets & Habitans réciproquement, une sincère, ferme & perpétuelle amitié & bonne correspondance, tant par Mer que par Terre, en tout & par tout, tant dedans que dehors l'Europe, sans se ressentir des offenses ou dommages, qu'ils ont reçus, tant par le passé qu'à l'occasion desdites Guerres.

V Et en vertu de cette amitié & correspondance, tant Sa Majesté que les Seigneurs Etats Generaux, procureront & avanceront fidèlement le bien & la prospérité l'un de l'autre, par tout support, aide, conseil & assistance réelles, en toutes occasions & en tous tems, & ne consentiront à l'avenir à aucuns Traites ou Negotiations, qui pourroient apporter du dommage à l'un ou à l'autre, mais les rompront & en donneront avis réciproquement avec soin & sincérité aussi tôt qu'ils en auront connoissance.

VI Ceux sur lesquels quelques biens ont été saisis & confisqués à l'occasion de ladite Guerre, leurs Héritiers ou ayant cause, de quelque Condition ou Religion qu'ils puissent être, jouiront d'eux biens, & en prendront la possession de leur autorité privée, & en vertu du présent Traité, sans qu'il leur soit besoin d'avoir recours à la Justice, nonobstant toutes Incorporations au Fief, Engagemens, Dons en fief, Sentences préparatoires ou définitives données par défaut & contumace en l'absence des Parties, & icelles non vuides, Traites, Accords & Transactions, quelques Renonciations qui aient été mises esdites Transactions pour exclusion de partie desdits biens ceux à qui ils doivent appartenir, & tous & chacune Biens & Droits, qui conformément au présent Traité seront restitués, ou doivent être restitués réciproquement aux premiers Propriétaires, leurs Hoirs ou ayant cause, pourront être vendus par lesdits Propriétaires, sans qu'il soit besoin d'impetrer pour ce, consentement particulier, & ensuite les Propriétaires des Rentes qui de la part des Fiefs seront constitués en lieu des biens vendus, comme aussi des terres & actions, etant à la charge des Fiefs respectivement, pourront dis-

passer

poset de la propriété d'icelles par vente ou autrement, comme de leurs autres propres biens.

VII En contemplation de cette Paix, Sa Majesté Très-Chrétienne remettra & fera remettre aux Seigneurs États Généraux en faveur de la Maison d'Autriche tout ce que Sa Majesté Très-Chrétienne, ou le Prince, ou les Princes les Alliés, possèdent encore des Pays-Bas communément appelés Espagnols, tels que feu le Roi Catholique Charles II les a possédés, ou dû posséder, conformément au Traité de Ryswick, sans que Sa Majesté Très-Chrétienne, ni le Prince, ou les Princes les Alliés, s'en réservent aucuns Droits, ou prétentions directement, mais que la Maison d'Autriche entrera en la possession desdits Pays-Bas Espagnols pour en jouir désormais & à toujours pleinement & paisiblement selon l'ordre de succession de ladite Maison, aussi tôt que les Seigneurs États en seront convenus avec Elle, de manière dont lesdits Pays-Bas Espagnols leur serviront de Barrière & de sécurité.

Bien entendu que du haut Quartier de Gueldre, le Seigneur Roy de Prusse se retiendra tout ce qu'il possède & occupe actuellement, savoir la Ville de Gueldre, la Préfecture, le Bailliage, & le Bas Bailliage de Gueldre, avec tout ce qui y appartient & en dépend, comme aussi spécialement les Villes, Baillages, & Seigneuries de Strahlen, Wachtendonck, Middelaar, Walbeek, Aerssen, Asserden & de Weel, de même que Racy & Kieyn Kavelier, avec toutes leurs appartenances & dépendances. De plus il sera remis à Sa Majesté le Roi de Prusse, l'Ammanie de Krichenbeck, avec tout ce qui y appartient & le Pays de Hessel, pareillement avec toutes les appartenances & dépendances, & généralement tout ce que contient ladite Ammanie & ledit district, sans en rien excepter, si ce n'est Erkelenz, avec ses appartenances & dépendances, pour le tout appartenir à Sa Majesté Prussienne, & aux Princes, ou Princesses les Héritiers ou Successeurs, avec tous les Droits, Prerogatives, Revenus, & Avantages de quelque nom qu'ils puissent être appelés, en la même quantité & de la même manière, que la Maison d'Autriche, & particulièrement le feu Roi d'Espagne les a possédés, toutefois avec les Charges & Hypothèques, & en conséquence les États Généraux retireront leurs Troupes des endroits ci-dessus nommés, où il y en pourroit avoir, & déchargeront du serment de fidélité les Officiers tant civils, que des Comptours des Peages & autres, au moment de l'évacuation, qui se fera aussi-tôt après la Ratification du présent Traité.

Il a été encore convenu qu'il sera réservé dans le Duché de Luxembourg, ou dans celui de Limbourg, une Terre de la valeur de trente mille écus de revenu par an, qui sera érigée en Principauté, en faveur de la Princesse des Ursins & de ses Héritiers.

VIII En conséquence de cela, Sa Majesté Très-Chrétienne remettra & fera remettre aux Seigneurs États Généraux, en faveur comme ci-dessus, immédiatement après la Paix & au plus tard en quinze jours, après l'échange des Ratifications, le Duché, Ville, & Forteresse du Luxembourg avec le Comté de Chinoy, le Comté, Ville, & Châteaux de Namur, comme aussi les Villes de Charlaroy & de Namport avec toutes leurs appartenances, dépen-

dances, annexes & enclavemens, & tout ce qui outre cela pourroit encore appartenir auxdits Pais-Bas Espagnols, définis comme cy-dessus, en l'état auquel le tout se trouve à présent, avec les Fortifications, sans en rien changer, qui s'y trouvent actuellement, & avec tous les Papiers, Lettres, Documents & Archives, qui concernent lesdits Pais-Bas, ou quelque partie d'iceux.

IX Et comme Sa Majesté Catholique a cédé & transporté en pleine Souveraineté & propriété sans aucune réserve ni retour, à Son Altesse Electorale de Bavière lesdits Pais-Bas Espagnols, Sa Majesté Très Chrétienne promet & s'engage de faire donner un Acte de Sadite Altesse Electorale dans la meilleure forme, par lequel, Elle, tant pour Elle-même, que pour les Princes ses Hôrs, & Successeurs nés & à naître, cède & transporte aux Seigneurs États Généraux en faveur de la Maison d'Autriche, tout le Droit que son Altesse Electorale peut avoir, ou prétendre sur lesdits Pais-Bas Espagnols, soit en tout, ou en partie, tant en vertu de la cession de Sa Majesté Catholique, qu'en vertu de quelque autre Acte, Titre, ou prétention que ce puisse être, & par lequel Acte Sadite Altesse Electorale reconnait la Maison d'Autriche pour légitimes & Souverains Princes desdits Pais-Bas, sans aucune restriction, ou réserve, & de charge, & dispose absolument tous & un chacun des Supers desdits Pais-Bas, qui lui ont prêté serment de fidélité, ou fait hommage, lequel Acte de cession de son Altesse Electorale sera remis, comme l'on en est convenu, à la Reine de la Grande-Bretagne, le même jour que les Ratifications du présent Traité doivent être échangées.

Bien entendu que l'Electeur de Bavière retiendra la Souveraineté & les revenus du Duché & Ville de Luxembourg, de la Ville & Comté de Namur, de la Ville de Charleroy, & de leurs dépendances, appartenances, annexes & enclavemens (sauf le paiement des rentes constituées & hypothèques sur lesdits revenus) jusqu'à ce que Son Altesse Electorale ait été rétablie dans tous les États qu'elle possédait dans l'Empire avant la Guerre présente, à l'exception du haut Palatinat, & qu'elle aura été mise dans le rang du neuvième Electeur, & en possession du Royaume de Sardaigne, du titre de Roy, comme aussi son Altesse Electorale, & pendant le temps qu'elle gardera la Souveraineté des saids Pais, pourra tenir ses Troupes dans les dépendances du Duché de Luxembourg, lesquelles Troupes n'excéderont pas le nombre de sept mille hommes, & qu'aucunes Troupes des Seigneurs États Généraux, ou de leurs Altes, excepté celles que lesdits États Généraux enverront pour les Garnisons des Places de Luxembourg, Namur, & Charleroy, ne pourront passer, loger, ni séjourner dans les dépendances des Pais, dont son Altesse Electorale doit garder la Souveraineté, comme il est dit cy-dessus, il sera cependant permis aux États Généraux de faire voiturer, sans aucun empêchement ni opposition quelconque, toutes sortes de Munitions de bouche & de guerre dans la Ville de Luxembourg, qu'ils trouveront nécessaires. On est aussi convenu que l'Electeur de Bavière conservera la Souveraineté & les revenus de la Ville &

Et Duché de Luxembourg & de leurs dépendances, appartenances, annexes & enclavemens, jusqu'à ce qu'il ait été dédommagé de ses prétentions à l'égard du Traité d'Innsbrouck, & l'on est convenu que ce dédommagement sera réglé par les Arbitres, dont on conviendra & du nombre des-quels la Reine de la Grande Bretagne a consenti d'être. Et ce règlement se fera par lesdits Arbitres le plutôt qu'il sera possible. Sa Majesté Très-Chrétienne fera l'Acte de Cession de Son Altesse Electorale son plein & entier effet, & pour encore plus de sûreté, Sa Majesté Très-Chrétienne promet de faire en sorte, que Sa Majesté Catholique approuvera, autant que de besoin, ladite cession de Son Altesse Electorale dans son Traité, tant avec Sa Majesté Britannique, qu'avec les Seigneurs Etats Generaux.

X Cependant quoique l'Electeur de Baviere demeure en possession de la Souveraineté, & des Revenus de la Ville & Duché de Luxembourg, de la Ville & Comté de Namur, de la Ville de Charleroy, & de leurs dépendances, comme il est dit cy-dessus, on est convenu que Sa Majesté Très-Chrétienne retirera toutes ses Troupes de la Ville & Duché de Luxembourg, de la Ville & Comté de Namur, de la Ville de Charleroy, & de toutes leurs dépendances, immédiatement après la Paix, & au plutôt en quinze jours après l'échange des Ratifications du présent Traité, qu'Elle sera en sorte que Sa dite Altesse Electorale en retirera aussi en même tems toutes les siennes (excepté des dépendances du Duché de Luxembourg) & celles qu'il pourroit y avoir de l'Electeur de Cologne son Frere, sans aucune exception, & que la Ville & Forteresse de Luxembourg, la Ville & Chateau de Namur, comme aussi la Ville de Charleroy, seront cependant gardés par les Troupes des Seigneurs Etats Generaux, les-quelles y entreront immédiatement après la Paix, & au plutôt en quinze jours après l'échange des Ratifications. On est convenu aussi que les Troupes des-dits Seigneurs Etats y seront logées & traitées conformément au règlement fait sur ce sujet, après la Paix de Ryswick avec Sa dite Altesse Electorale, alors Gouverneur General desdits Pays Bas, comme aussi que la Ville & Duché de Luxembourg, la Ville & Comté de Namur, & la Ville de Charleroy, & leurs dépendances, contribueront leur quote-part d'un million de florins monnoie de Hollande, qui doit être assigné par an aux-dits Seigneurs Etats Generaux sur les meilleurs, & les plus chers revenus des-dits Pays Bas Espagnols pour l'entretien de leurs Troupes, & des Fortifications des Villes & Places de leurs Barrières, les Etats Generaux de leur côté s'engagent & promettent que leurs Troupes ne troubleront en aucune manière l'Electeur de Baviere dans la possession de la Souveraineté, & des revenus des-dites Villes & Pays pour tout le tems qu'il en doit jouir.

XI Sa Majesté Très-Chrétienne cede aux Seigneurs Etats Generaux, tant pour Elle même que pour les Princes ses Hoirs & Successeurs, nés & à naître, & ce en faveur de la Maison d'Autriche, tout le Droit qu'Elle a eu, ou pourroit avoir, sur la Ville de Menin avec toutes ses Fortifications, &c

& avec la Verge, sur la Ville & Citadelle de Tournay, avec tout le Tournaisis, sans se rien réserver de son Droit la-dessus, ni sur aucune de ses dépendances, appartenances, annexes ou enclavemens, mais cede absolument ces Villes & Places avec tous leurs territoires, dépendances, appartenances, annexes & enclavemens, & avec tous les mêmes Droits en tout que Sa Majesté Très-Chrétienne les a possédées avant cette Guerre, excepté que St. Amant avec ses dépendances, & Mortagne sans dépendances, reviendront & demeureront à Sa Majesté Très-Chrétienne; à condition néanmoins qu'il ne sera pas permis de faire à Mortagne aucune Fortifications, ni Ecluses de quelque nature qu'elles puissent être. On est aussi convenu que le Prince d'Epinoï rentrera en possession de la Terre d'Antoing en vertu du présent Traité, à condition que la Maison de Ligne pourra poursuivre ses Droits ou prétentions sur la-dite Terre devant les Juges compétens. Les Seigneurs Etats Generaux promettent qu'ils rendront les Villes, Places, Territoires, dépendances, appartenances, annexes & enclavemens, que Sa Majesté Très-Chrétienne leur cede par cet Article, à la Maison d'Autriche, aussi-tôt que les Seigneurs Etats en seront convenus avec ladite Maison, laquelle en jouira alors irrévocablement & à toujours.

XII. Sa Majesté Très-Chrétienne, tant pour Elle-même que pour les Princes ses Heritiers & Successeurs nés, & à naître, cede aussi en faveur de la Maison d'Autriche, tout le Droit qu'elle a sur Furnes, Furner Ambagt, y compris les huit Paroisses & le Fort de Knoque, les Villes de Loo & Dixmuyden avec leurs Dépendances, Ypres avec sa Chastellenie, (Rousselaet y compris) & avec les autres dépendances, qui seront désormais Popperingue, Warneton, Commynes, Warwich, ces trois dernières Places pour autant qu'elles sont situées du côté de la Lys vers Ypres, & ce qui dépend des Lieux cy dessus exprimes, sans que Sa Majesté Très-Chrétienne se réserve aucun Droit sur les-dites Villes, Places, Forts, & Pais, ni sur aucune de leurs appartenances, dépendances, annexes, ou enclavemens.

Aussi fera Sa Majesté Très-Chrétienne, immédiatement après la Paix, & au plutôt en quinze jours après l'échange des Ratifications, évacuer & remettre aux Seigneurs Etats Generaux toutes les-dites Villes, Places, Forts, & Pais avec toutes leurs appartenances, dépendances, annexes & enclavemens, sans en rien excepter, le tout de la même manière que Sa Majesté Très-Chrétienne les possède maintenant avec les Fortifications, comme elles sont, sans y rien changer, & avec tous les Papiers, Lettres, Archives, & Documens, qui concernent lesdites Villes, Places, Forts, leurs dépendances, appartenances, & enclavemens, afin que lesdits Seigneurs Etats puissent rendre toutes ces Villes, Places, Forts, & Pais, avec toutes leurs appartenances, annexes, & enclavemens, à la Maison d'Autriche aussi-tôt qu'ils en seront convenus avec Elle, laquelle en jouira irrévocablement, & à toujours.

XIII. La Navigation de la Lys, depuis l'embouchure de la Deule en remontant, sera libre, & il ne s'y établira aucun Péage, ni imposition.

XIV. On

XIV. On est aussi convenu qu'aucune Province, Ville, Fort ou Place desdits Pais-Bas Espagnols, ni de ceux qui sont cedés par Sa Majesté Très-Chrétienne, soient jamais cedés, transportés, ni donnés, ni puissent échouer à la Couronne de France, ni à aucun Prince, ou Princesse de la Maison ou Ligne de France, soit en vertu de quelque don, vente, échange, convention Matrimoniale, succession par Testament, ou *ab intestat*, ou sous quelque autre titre que ce puisse être, ni être mu, de quelque manière que ce soit, au pouvoir, ni sous l'autorité du Roy Très-Chrétien, ni de quelque Prince ou Princesse de la Maison, ou Ligne de France.

XV. Lesdits Seigneurs Etats Generaux remettront à Sa Majesté Très-Chrétienne la Ville & Citadelle de Lille avec toute Sa Châtellenie, sans aucune exception, Orchies, le Pais de Laleu, & le Bourg de la Gourgue, les Villes & Places d'Aire, Bethune, & St Venant, avec le Fort François, leurs Baillages, Gouvernances, appartenances, dependances, enclavements, & annexes, le tout ainsi qu'il a été possédé par le Roy Très-Chrétien avant la présente guerre, lesquelles Villes, Places, & Forts, seront évacués immédiatement après la Paix, & au plutôt en quinze jours après l'échange des Ratifications du présent Traité, avec toutes les Fortifications, dans l'état où elles se trouvent à présent, sans en rien changer, & avec tous les Papiers, Lettres, Documents, Archives, & particulièrement avec ceux de la Chambre des Comptes de Lille, & s'il y en avoit eu quelques-uns de detournés, on les rapportera de bonne foi, bien entendu que lesdits Seigneurs Etats Generaux ne seront point tenus à aucun dédommagement pour ce dont le Roy Très-Chrétien pourroit déjà être en possession desdits Pais, ni à faire reparer ce qui se trouvera avoir été détruit par la guerre. On est aussi convenu que le Prince d'Épinoy rentrera en possession des Terres de Ciloing & de Roubaix, & autres biens situés dans lesdits Pais de Lille, en vertu du présent Traité, à condition que la Maison de Ligne pourra poursuivre ses Droits ou Pretensions sur lesdites Terres & Biens devant des Juges compétans.

XVI. Quant à la restitution des Canons, Artillerie, Boulets, Armes & Munitions de guerre de part & d'autre, on est convenu que la Ville & Forteresse de Luxembourg, la Ville & Château de Namur, la Ville de Charleroy & celle de Nieuport, & généralement toutes Places, Forts, & Places possédés par Sa Majesté Très-Chrétienne, ou ses Allies, les Electeurs de Cologne & de Baviere, seront remis avec les Canons, Artillerie, Boulets, Armes, & Munitions de guerre qui y étoient au tems du décès du feu Roy Catholique Charles II, suivant les Inventaires qui en seront fournis, que la Ville & Citadelle de Lille, la Ville d'Aire, avec le Fort François, Bethune, & St Venant, seront rendus avec les Canons, Artillerie, Boulets, Armes, & Munitions de guerre, qui y ont été au tems de la prise, suivant les Inventaires qui en seront délivrés de part & d'autre bien entendu, qu'à l'égard des pièces d'Artillerie, qui ayant été endommagées pendant les sièges, ont été transportées ailleurs pour les refondre, les Ser-

gner les Etats Generaux les feront remplacer par un pueil nombre de même calibre. Que la Ville d'Ypres sera remise avec cinquante pieces de Canon de fonte de toutes sortes de calibre & avec la moitié des Munitions de guerre qui s'y trouvent presentement, & finalement que la Ville de Furnes sera remise avec les Canons, Artillerie, Boulets, Armes, & Munitions de guerre, qui s'y sont trouvés au commencement de l'année courante, suivant les Inventaires qui en seront delivrés de la part de Sa Majesté Très-Chrétienne.

XVII Les Troupes de part & d'autre se retireront, aussi tôt après l'échange des Ratifications du présent Traité, sur les Terres & Pais de leurs propres Souverains, & dans les Places & Lieux qui leur doivent reciproquement demeurer & appartenir suivant le présent Traité, sans pouvoir rester, sous quelque pretexte que ce soit, dans le Pais de l'autre Souverain, ni dans les Lieux qui lui doivent pareillement cy-après demeurer ou appartenir, & il y aura aussi tôt après la signature de ce même Traité cessation d'armes & d'hostilités, non pas seulement en tous endroits de la domination de Sa Majesté Très-Chrétienne & des Seigneurs Etats, tant par Mer, & autres Eaux, que par Terre, comme il est dit cy-dessus, mais aussi de part & d'autre, dans les Pais-Bas entre les Pais, Sujets, & Troupes de quelque Puissance que ce soit.

XVIII Il a été aussi accordé que la perception des Aides, Subsidés, & autres Droits, dont le Roy Très-Chrétien & les Seigneurs Etats sont en possession, sur tous les Pais qui viennent d'être cedés de part & d'autre, sera continuée jusqu'au jour de l'échange des Ratifications, & que ce qui en restera dû, lors dudit échange des Ratifications, sera payé de bonne-foy à celui, ou ceux, qui y auront droit, comme aussi que dans le même temps les Propriétaires des Bous confisqués dans les dependances des Places, qui doivent être remis de part & d'autre, rentreront en la possession de leurs biens, & de tous les Bois qui se trouveront sur le lieu : bien entendu que du jour de la signature du présent Traité, toutes les coupes de Bois cesseront de part & d'autre.

XIX. Il y aura de part & d'autre un oubly & une amnistie perpetuelle de tous les torts, injures, & offenses, qui auront été commis de fait & de parole, ou en quelque manière que ce soit, pendant le cours de la presente Guerre, par les Sujets des Pais Bas Espagnols, & des Places & Pais cedés ou restitués par Sa Majesté Très-Chrétienne, ou par les Seigneurs Etats Generaux, sans qu'ils puissent être exposés à quelque recherche que ce soit, & l'on est convenu que tout le contenu en l'Article second du présent Traité est rappelle pour être aussi executé entre les Sujets de Sa Majesté Très-Chrétienne & ceux dedit Pais-Bas Espagnols, & Pais cedés, ou restitués, de la manière qu'il le sera entre lesdits Sujets de Sa Majesté Très-Chrétienne & ceux des Seigneurs Etats Generaux.

XX. Par le moyen de cette Paix les Sujets de Sa Majesté Très-Chrétienne & des Places cedées par Sadite Majesté Très-Chrétienne, pourront, en gardant les Loix, usages, & coutumes des Pais, aller, venir, demeurer, trafiquer,

enligner, séjourner, traiter, négocier ensemble, comme bons Marchands, même vendre, changer, aliéner, & autrement disposer des biens, effets, meubles & immeubles, qu'ils ont, ou auront, situés respectivement de part & d'autre, & chacun les y pourra acheter, sujet ou non sujet, sans que pour cette vente, ou achat, ils aient besoin de part ni d'autre de permission autre que le présent Traité; il sera aussi permis aux Sujets des Places & Pais cédés ou restitués par le Roy Très-Christien, & par les Seigneurs Etats Generaux, comme aussi à tous les Sujets desdits Pais-Bas Espagnols, de sortir desdits Places & Pais-Bas Espagnols, pour aller demeurer où bon leur semblera dans l'espace d'un an, avec la faculté de vendre à qui il leur plura, ou de disposer autrement de leurs effets, biens meubles & immeubles, avant & après leur sortie, sans qu'ils puissent en être empêchés directement ou indirectement.

XXI Les mêmes Sujets de part & d'autre, Ecclesiastiques & Seculiers, Corps, Communautés, Universités, & Colleges, seront rétablis, tant en la jouissance des Honneurs, Dignités, & Benefices, dont ils étoient pourvus avant la Guerre, qu'en celle de tous & chacun leurs Droits, Biens meubles & immeubles, rentes fautes, ou occupées à l'occasion de la présente Guerre, ensemble leurs Droits, actions & successions, à eux survenus, même depuis la Guerre commencée, sans toutefois pouvoir rien demander des fruits & revenus perçus & échus pendant le cours de la présente Guerre jusqu'au jour de la publication du présent Traité; lesquels rétablissements se feront réciproquement, nonobstant toutes Donations, Concessions, Declarations, Confiscations, Sentences données par contumace, les Parties non ouies, qui seront nulles & de nul effet, avec une liberté entière auxdites Parties de revenir dans les Pais d'où elles se sont retirées, pour & à cause de la Guerre, pour jouir de leurs biens & rentes, en Personne, ou par Procureur, conformément aux Loix & Coutumes des Pais & Etats. Dans lesquels rétablissements sont aussi compris ceux, qui dans la dernière guerre, ou à son occasion, auront suivi le parti contraire néanmoins les Arrêts, & Jugemens rendus dans les Parlemens, Conscils, & autres Cours supérieures ou inférieures, & auxquels il n'aura pas été expressément derogé par le présent Traité, auront lieu & sortiront leur plein & entier effet, & ceux qui en vertu desdits Arrêts & Jugemens se trouveront en possession de Terres, Seigneuries, & autres Biens, y seront maintenus, sans prejudice toutefois aux Parties, qui se croiront lésées par les-dits Jugemens & Arrêts, de se pourvoir par les voyes ordinaires & devant les Juges compétens.

XXII A l'égard des rentes affectées sur la Generalité de quelques Provinces des Pais-Bas, dont une partie se trouvera possédée par Sa Majesté Très-Christienne, & l'autre par lesdits Seigneurs Etats Generaux, ou par la Maison d'Autriche, à laquelle les Pais-Bas Espagnols doivent appartenir, il a été convenu & accordé que chacun payera la quote part, & seront nommés des Commissaires pour regler la portion qui se payera de part & d'autre.

XXIII Dans les dits Pays, Villes & Places cedées par le présent Traité, les Benefices vacans & les dignités contreyes aux Personnes capables, pourvu qu'ils ne soient pas de la Cour de Rome, seront laides à ceux qui les possèdent à présent, & qui ont des titres chrestiens, qui en ont eu de la Region Catholique Romaine & d'ailleurs, y seront laides & conservées de la part des dits Seigneurs Etats Generaux, & de sa Majesté d'Autriche, à laquelle les dits Benefices appartiennent, ou le sont ou elles sont, ou qu'elles étoient de la part d'Autriche, ou d'un autre, tant au regard des Majestés, qu'à reporter en ce que Catholiques Romains, comme par le passé, qu'à l'égard des Religieuses, Couvents, Monasteres, l'Ordre de Malthe pour le dits Pays, & d'ailleurs dans les Pays-Bas Espagnols, & dans les Pays cedés & restitués de part & d'autre par le présent Traité) & autres, & généralement au regard de tout le Charge, qui seront tous maintenus & toutes dignités avec leurs, Libertés, Franchises, Immunités, Droits, Prerogatives, & Honneurs, ainsi qu'ils l'ont été sous les Seigneurs Catholiques Romains, & que tous & un chacun dudit Clergé pourvu de quelque bien Ecclesiastique, Communier, Canonier, Portier, Prevost, & autres Benefices quelconques, y demeurent, sans en pouvoir être dépouillés, & jouissent des biens & revenus en possession, & les puissent administrer & percevoir, comme auparavant, comme aussi les Benefices jouissent, comme par le passé, de leurs possessions assignées par les Benefices, soit qu'ils soient créés en Cour de Rome, ou par les Brevets de leurs Majestés Tres-Chrestienne & Catholique avant le commencement de la présente Guerre, sans qu'ils en puissent être privés pour quelque cause ou prétexte que ce soit.

XXIV Quant à l'exercice de la Religion Protestante par les Troupes que les Etats Generaux auront dans les Places cedées Pays-Bas Espagnols, & dans celles cedées par le Roi Tres-Chrestien, il s'y fera conformément au Reglement fait avec l'Electeur de Baviere, Gouverneur des Pays-Bas Espagnols, sous le regne du Roi Charles II.

XXV On est convenu que les Communautés & Habritans de toutes les Places, Villes & Pays, que Sa Majesté Tres-Chrestienne cede par le présent Traité, seront conservés & maintenus dans la libre jouissance de tous leurs Privileges, Prerogatives, Coutumes, Exemptions, Droits, Octrois communs & particuliers, Charges & Offices hereditaires avec les mêmes honneurs, rangs, gages, emolumens, & exemptions, ainsi qu'ils en ont jouis sous la Domination de Sa Majesté Tres-Chrestienne, & tout ce qui est porté dans le présent Acte aura aussi lieu pour les Villes & Places restituées à Sa Majesté Tres-Chrestienne par les Seigneurs Etats Generaux, pourvu qu'il ne s'y soit point fait d'innovations dans le Gouvernement civil.

XXVI On est convenu que les Garnisons, qui se trouvent ou se trouveront cy après de la part des Seigneurs Etats dans la Ville, Chateau, & Forts de Huy, comme aussi dans la Citadelle de Liège, y resteront aux depens desdits Seigneurs Etats, & que Sa Majesté fera en sorte que l'Electeur de Colo-

Cologne en qualité d'Evêque & Prince de Liege y consente, Et Sadite Majesté sera aussi en sorte que toutes les Fortifications de la Ville de Bonn soient rasées trois mois après le rétablissement dudit Electeur.

XXVII Tous Prisonniers de guerre seront delivrez de part & d'autre sans distinction ou reserve, & sans payer aucune rançon, mais les dettes qu'ils ont contractées ou faites de part & d'autre seront payées, celles des François de par Sa Majesté Tres-Chrétienne, & celles de ceux de l'Etat de par les Seigneurs Etats, respectivement, dans le terme de trois mois après l'échange desdites Ratifications, à quelle fin seront nommés, immédiatement après cet échange, des Commissaires de part & d'autre, qui feront la Liste de ces dettes, les liquideront, & feront donner caution valable pour l'assurance du paiement qui sera dû, & qu'il le sera dans ledit terme.

XXVIII La levée des Contributions demandées & accordées de part & d'autre sera continuée pour tout ce qui restera dû, jusques au jour de l'échange des Ratifications du présent Traité, & les arretages, qui resteront dûs lors de l'échange des Ratifications seront payés dans l'espace de trois mois après le terme susdit, Et aucune execution ne se pourra faire pour raison de ce, pendant ledit tems, contre les Chastellenies, Baillages, Communautés, & autres redevables, pourvu qu'elles aient donné bonne & valable caution restant dans une Ville de la domination de Sa Majesté Tres-Chrétienne, ou des Seigneurs Etats, à qui lesdites Contributions seront dûes. La même stipulation aura lieu à l'égard des Contributions demandées de la part de Sa Majesté Tres-Chrétienne & accordées par les Pau-Bas Espagnols.

XXIX Pour affermir d'autant plus & faire subsister ce Traité, on est de plus convenu entre Sa Majesté & les Seigneurs Etats Generaux, qu'étant satisfait à ce Traité, il se fera, comme se fait par celui-ci, une Renonciation tant generale que particuliere sur toutes sortes de prétentions tant du tems passé, que du present, quelles qu'elles puissent être, que l'un parti pourroit tenter contre l'autre, pour ôter à l'avenir toutes les occasions que l'on pourroit susciter, & faire parvenir à de nouvelles dissensions.

XXX. Les voyes de la Justice ordinaire seront ouvertes, & le cours en sera libre reciproquement, & les Sujets de part & d'autre pourront faire valoir leurs Droits, actions & prétentions, suivant les Loix & les Statuts de chaque Pais, & y obtenir les uns contre les autres sans distinction toute la satisfaction, qui leur pourra legitiement appartenir, & s'il y a eu des Lettres de repesailles accordées de part ou d'autre, soit devant ou après la declaration de la dernière Guerre, elles demeureront revoquées & annullées, sauf aux Parties, en faveur desquelles elles auront été accordées, à se pourvoir par les voyes ordinaires de la Justice.

XXXI. Puisque l'on convient qu'il est absolument necessaire d'empêcher que les Couronnes de France & d'Espagne ne puissent jamais être unies sur la tête d'un même Roy, & de pourvoir par ce moyen à la sécurité & à la

liberté de l'Europe, & que sur les instances très-fortes de la Reine de la Grande-Bretagne, & du consentement, tant du Roy Tres-Chrétien, que du Roy Catholique, ont été trouve les moyens d'empêcher cette union pour toujours par des Renonciations faites dans les termes les plus forts, & passées à Madrid dans le mois de Novembre dernier, de la manière la plus solennelle, & par la Declaration des Cortes d'Espagne la-dessus.

Et puisque par lesdites Renonciations & Declarations, qui doivent toujours avoir la force de Loy pragmatique, fondamentale, & inviolable, il y a été arrêté & pourvu, que ni le Roy Catholique lui-même, ni aucun de ses Descendans, puisse à l'avenir prétendre à la Couronne, moins encore monter sur le Trône de France.

Et autant que par des Renonciations réciproques de la part de la France & par des Constitutions sur la succession héréditaire à la Couronne de France qui tendent au même but, les deux Couronnes de France & d'Espagne sont tellement séparées & desunies l'une d'avec l'autre, que (lesdites Renonciations, Transactions, & tout ce qui y a rapport demeurant dans leur vigueur & étant observées de bonne foy) lesdites deux Couronnes ne pourront jamais être unies. C'est pourquoy le Roy Tres-Chrétien & lesdits Seigneurs Etats se promettent & s'engagent mutuellement & de la manière la plus forte, qu'il ne sera jamais rien fait, ni par Sa Majesté Tres-Chrétienne, les Héritiers & Successeurs, ni par lesdits Seigneurs Etats, ni permis, ou souffert que d'autres fassent, que lesdites Renonciations, Transactions, & tout ce qui y a rapport, ne sortent leur plein & entier effet, mais au contraire, Sa Majesté Tres-Chrétienne & les Seigneurs Etats prendront toujours soin, & joindront leurs conseils & leurs forces, afin que lesdits fondemens du salut public demeurent toujours inébranlables & soient observés inviolablement.

XXXII Le Roy Tres-Chrétien consent aussi & promet qu'il ne prétendra, ni n'acceptera aucun autre avantage, ni pour lui-même, ni pour ses Sujets, dans le Commerce & la Navigation, soit en Espagne, ou dans les Indes Espagnoles, que celui dont on a joui pendant le Règne du feu Roy Charles II, ou qui seroit pareillement accordé à toute autre Nation trafiquante.

Et qu'aussi long tems que les Rois d'Espagne n'accordent pas d'autres avantages à toutes les Nations trafiquantes, le Commerce & la Navigation en Espagne, & dans les Indes Espagnoles, se feront précisément & en tout de la même manière qu'ils se faisoient sous le Règne & jusques à la mort dudit Roy Catholique Charles II.

Sa Majesté Tres-Chrétienne & lesdits Seigneurs Etats se promettent réciproquement que leurs Sujets seront assujettis, comme toutes les autres Nations, aux anciennes Loix & Règlemens faits par les Rois Predecesseurs de Sa Majesté Catholique au sujet dudit Commerce & de ladite Navigation.

XXXIII Les Seigneurs Etats Generaux considerant que pour leur sûreté il est nécessaire que rien ne puisse troubler la tranquillité de l'Empire, le Roy Tres-Chrétien consentira que dans le Traité à faire avec l'Empire, tout ce qui regarde dans ledit Empire l'état de Religion soit conforme à la teneur des Traitez de Westphalie, en sorte qu'il paroisse manifestement que l'in-

l'intention de Sa Majesté Très-Chrétienne n'est point & n'a point été qu'il y ait rien de changé auxdits Traites tant à l'Ecclesiastique qu'au Temporel.

XXXIV Si Majesté Très-Chrétienne consent aussi que dans le même Traite avec l'Empire, la Forteresse de Rhinfels & la Ville de St. Goar avec tout ce qui en dépend, demeurent au Landgrave de Hesse-Cassel, & à ses Successeurs, moyennant un équivalent raisonnable à payer aux Princes de Hesse-Rhinels, à condition que la Religion Catholique Romaine, de la manière qu'elle s'y trouve établie, y soit exercée sans aucune alteration.

XXXV Si par inadvertance ou autrement il survenoit quelque inobservation ou inconvenient au présent Traite de la part de Sadite Majesté ou desdits Seigneurs Etats Generaux & leurs Successeurs, cette Paix & Alliance ne laissera pas de subsister en toute sa force, sans que pour cela on en vienne à la rupture de l'amitié & de la bonne correspondance, mais on reparera promptement lesdites contraventions, & si elles procedent de la faute de quelques Particuliers Sujets, ils en seront seuls punis & châtiés.

XXXVI Et pour mieux assurer à l'avenir le Commerce & l'Amitié entre les Sujets dudit Seigneur Roy & ceux desdits Seigneurs Etats Generaux des Provinces-Unies des Pays-Bas, il a été accorde & convenu, qu'arrivant cy-après quelque interruption d'amitié ou rupture entre la Couronne de France & lesdits Seigneurs Etats desdites Provinces-Unies (ce qu'à Dieu ne plaise,) il sera toujours donné neuf mois de tems après ladite rupture aux Sujets de part & d'autre pour se retirer avec leurs effets & les transporter où bon leur semblera, ce qu'il leur sera permis de faire, comme aussi de vendre ou transporter leur biens & meubles en toute liberté, sans qu'on leur puisse donner aucun empêchement, ni proceder pendant ledit tems de neuf mois à aucune saisie de leurs effets, moins encore à l'arrêt de leurs Personnes.

XXXVII. En ce présent Traite de Paix & d'Alliance seront compris de la part dudit Seigneur Roy Très-Chrétien tous ceux qui seront nommés avant l'échange des Ratifications & dans l'espace de six mois après qu'elles auront été échangées.

Et de la part des Seigneurs Etats Generaux, la Reyne de Grande-Bretagne, & tous leurs autres Allies, qui dans le tems de six semaines, à compter depuis l'échange des Ratifications, declareront accepter la Paix, comme aussi les treize Invariables Cantons des Ligues Suisses & leurs Allies & Confédérés, & particulièrement en la meilleure forme & manière, que faire se peut, les Republiques & Cantons Evangeliques, Zurich, Berne, Glaris, Bâle, Schatthouse, & Appenzel, avec tous leurs Allies & Considérés, nommément la Republique de Genève, la Ville & Comte de Neuf-châtel, les Villes de St. Gal, Mihausen, & Bienne, item les Ligues Grises & dépendances, les Villes de Bremen & d'Embsen, & de plus tous Rois, Princes, & Etats, Villes, Personnes particulieres à qui les Seigneurs Etats Generaux, sur la requisition qui leur en sera faite, accorderont d'y être compris.

XXXVIII. Et pour plus grande sureté de ce Traite de Paix, & de tous les Points & Articles y contenus, sera ledit présent Traite publié,

blié, vérifié, & enregistré en la Cour du Parlement de Paris, & de tous autres Parlemens du Royaume de France & Chambre des Comptes dudit Paris; comme aussi semblablement ledit Traité sera publié, vérifié, & enregistré par les Seigneurs Etats Généraux dans les Cours & autres Places là où l'on a accoutumé de faire les publications, vérifications, & enregistrements.

XXXIX. Le présent Traité sera ratifié & approuvé par le Seigneur Roy & les Seigneurs Etats Généraux, & les Lettres de Ratification seront délivrées dans le terme de trois semaines, ou plutôt si faire se peut, à compter du jour de la signature.

En foy de quoy nous Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires de Sa dite Majesté, & des Seigneurs Etats Généraux, en vertu de nos Pouvoirs respectifs, avons ésdits noms signé ces présentes de nos Seings ordinaires & à icelles fait apposer les Cachets de nos Armes, à Utrecht l'onzième Avril 1713.

Signé,

(L. S.) HUXELLES.

(L. S.) J. V. RANDWYCK.

(L. S.) MESNAGER.

(L. S.) WILLEM BUYS.

(L. S.) B. V. DUSSEN.

(L. S.) C. V. GHEEL VAN
SPANBROECK.

(L. S.) F. A. BARONDE REE-
DEDE RENSWOUD.

(L. S.) S. V. GOSLINGA.

(L. S.) GRAEF VAN KNIP-
HUYSEN.

P R E M I E R A R T I C L E S E P A R E'.

L Es Traités de Paix & de Commerce étant conclus ce jourd'hui onzième Avril mil sept cent treize, entre Sa Majesté Très-Chrétienne & les Seigneurs Etats Generaux des Provinces-Unies, & Sa Majesté voulant contribuer de plus au rétablissement de la Paix generale, particulièrement aussi de celle entre le Roi d'Espagne & les Seigneurs Etats Generaux, promet & s'engage, pour & au nom de Sa Majesté Catholique, que la Paix se fera aussi entre Elle & les Seigneurs Etats Generaux, & que par le Traité de cette Paix tous les avantages & utilités de Commerce & de Navigation & autres, portés par le Traité de Munster, leur seront accordés, & que l'extension s'en fera en forme de Traité, aussi-tôt que les Ambassadeurs Plenipotentiaires du Roi d'Espagne seront arrivés dans cette Ville d'Utrecht.

Cet Article séparé aura la même force que ledit Traité de Paix, & comme s'il

s'il y étoit inféré de mot à mot, & sera ratifié dans le même tems que ce Traité.

En foi de quoi nous Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires du Roi Très-Chrétien, & des Seigneurs Etats Generaux, avons signé le présent Article, & y avons fait apposer les Cachets de nos Armes, à Utrecht l'onzième Avril 1713.

Signé,

(L. S.) HUXELLES.
(L. S.) MESNAGER.

(L. S.) J. V. RANDWYCK.
(L. S.) WILLEM BUYS.
(L. S.) B. V. DUSSEN.
(L. S.) C. VAN GHEEL VAN
SPANBROECK.
(L. S.) F. A. BARON DE RHEEDE
DE RENSWOUDE.
(L. S.) S. VAN GOSLINGA.
(L. S.) GRAAF VAN KNIPHUYSEN.

SECONDE ARTICLE SEPARÉ.

Comme les Pais-Bas Espagnols, & les Villes & Places cedées par le Roi Très-Chrétien, par le Traité conclu ce jourd'hui entre Sa dite Majesté & les Seigneurs Etats Generaux, doivent appartenir à la Maison d'Autriche, lesdits Seigneurs Etats Generaux s'engagent & promettent que ladite Maison d'Autriche executera toutes les Conditions stipulées dans ledit Traité par rapport aux Pais-Bas Espagnols & Villes & Places cedées par le Roi Très-Chrétien, après qu'Elle en aura été mise en possession.

Cet Article séparé aura la même force que s'il étoit inféré dans le Traité, & sera ratifié en même tems que ledit Traité.

En foi de quoi nous Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires du Roi Très-Chrétien, & des Seigneurs Etats Generaux, avons signé le présent Article, & y avons fait apposer les Cachets de nos Armes, à Utrecht l'onzième Avril 1713.

Signé,

(L. S.) HUXELLES.
(L. S.) MESNAGER.

(L. S.) J. V. RANDWYCK.
(L. S.) WILLEM BUYS.
(L. S.) B. V. DUSSEN.
(L. S.) C. VAN GHEEL VAN
SPANBROECK.
(L. S.) F. A. BARON DE RHEEDE
DE RENSWOUDE.
(L. S.) S. V. GOSLINGA.
(L. S.) GRAAF V. KNIPHUYSEN.

Ce Traité a été ratifié par Sa Majesté Très-Chrétienne le 18. Avril, & par Leurs Hautes Puissances le 29. du même mois 1713.

[E.]

1714. *TRAITÉ de Paix entre l'Espagne & les Etats Generaux des Provinces-Unies, conclû à Utrecht en 1714. Actes de la Paix d'Utrecht.*

AU nom & à la gloire de Dieu, soit notoire à tous, qu'après une longue & sanglante Guerre, qui a affligé les Peuples, Sujets, Royaumes, & Pais de l'obéissance des Seigneurs Roi d'Espagne & Etats Generaux des Provinces Unies des Pays-Bas, Eux Seigneurs Roi & Etats, touchés de compassion Chrétienne, & desirans de mettre fin aux calamités publiques, d'arrêter les suites déplorables, que la continuation ultérieure de ladite Guerre pourroit causer, & de les changer en des effets agréables d'une bonne & sincere Paix, & en des fruits doux d'un enier & ferme repos, & desirans aussi de rétablir, conserver, & augmenter la bonne intelligence, qui avoit si longtemps, & si heureusement subsisté entre la Couronne d'Espagne & l'Etat des Provinces Unies, & dont les Sujets de part & d'autre, par leur Commerce & Navigation, ont tant profité, lesdits Seigneurs Roi d'Espagne Don Philippe V. & Etats Generaux des Provinces Unies, pour parvenir à une si bonne fin, & à un but tant desirable, ont commis & depute pour leurs Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires, savoir ledit Seigneur Roi, Don François Marie de Paula, Tellez & Giron, Duc d'Osuna, Comte de Vuerma, Marquis de Pensafiel, Grand d'Espagne de la premiere classe, Grand Chambellan du Roi Catholique, Grand Notaire dans les Royaumes de Castille, Commandeur de l'Ordre de Calatrava, & Grand Commandeur aux Clesi & dans l'Ordre de St. Jacques, un des Grands assistans à la Chambre du Roi Catholique, General dans ses Armées, Capitaine de la premiere Compagnie de ses Gardes du Corps, Et Don Isidore Calado de Azevedo de Rosales, Marquis de Moncelon, Vicomte de Alcazar Real, Sénateur au Conseil Souverain des Indes de Sa Majesté Catholique, un des Gentilhommes de la Chambre de Sadite Majesté. Et lesdits Seigneurs Etats Generaux, les Sieurs Jaques de Randwyck, Seigneur de Rossem, &c. Burgrave de l'Empire & Juge de la Ville de Nimègue, Guillaume Buys, Conseiller Pensionnaire de la Ville d'Amsterdam, Bruno vander Dussen, Bourguemestre, Sénateur & Conseiller Pensionnaire de la Ville de Gouda, Assesseur au Conseil des Heemrades de Schiedam, Dyckgraef de Crispenerwaerd, Corneille van Gheel, Seigneur de Spanbroek, Bulkestem, &c. Grand Baillif du Franc & de la Ville de l'Ecluse, Surintendant des Facs relevant du Bourg de Bruges

ges du ressort de l'Etat, Frederic-Adrien Baron de Rhee, Seigneur de Renwoude, d'Emminkhuysen, & Moerkerken, &c. President de la Noblesse dans les Etats de la Province d'Utrecht, Sicco van Gollinga, Grietman de Franekeradeel, & Curateur de l'Université à Franeker, & Charles Ferdinand, Comte de Inhuysen & de Kniphuisen, Seigneur de Vredekwoold &c. Deputés dans leur Assemblée de la part des Etats de Gueldres, de Hollande & de Westsise, de Zelande, d'Utrecht, de Frise, & de la Ville de Groningue & Ommelandes lesquels Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires, munis respectivement des Pleinpouvoirs (dont les Copies sont inferées de mot à mot à la fin du présent Traité) & assemblés en cette Ville d'Utrecht, destinée aux Negotiations d'une Paix generale, en vertu de leursdits Pleinpouvoirs, pour & au nom desdits Seigneurs Roi & Etats, ont fait, conclu, & accordé les Articles qui s'ensuivent.

I. Il y aura à l'avenir entre ledit Seigneur Roi & ses Successeurs Rois d'Espagne, & ses Royaumes d'une part, & lesdits Seigneurs Etats Generaux de l'autre, une Paix bonne, ferme, fidelle, & inviolable, & cesseront ensuite, & seront delaisés, immédiatement apres la signature de ce Traité, tous actes d'hostilité, de quelque nature qu'ils soient, entre lesdits Seigneurs Roi & Etats Generaux, tant par Mer & autres Eaux, que par Terre, & tous leurs Royaumes, Pais, Terres, & Seigneuries, & pour tous leurs Sujets & Habitans, de quelque qualité ou condition qu'ils soient, sans exception de Lieux ou de Personnes.

II. Il y aura un Oubli & Amnistie generale de tout ce qui a été commis de part & d'autre, à l'occasion de la dernière Guerre, & ainsi tous les Sujets desdits Seigneurs Roi & Etats Generaux, de quelque qualité ou condition qu'ils soient, sans nul excepter, pourront rentrer, rentreront, & seront effectivement laissés & retablis en la possession, & jouissance paisible de tous leurs biens, honneurs, dignités, privileges, franchises, droits, exemptions, Constitutions, & Libertés, sans pouvoir être recherchés, troubles, ni inquiétés, en general ni en particulier, pour quelque cause ou pretexte que ce soit, pour raison de ce qui s'est passé depuis la naissance de ladite Guerre, & en consequence du présent Traité, & apres qu'il aura été ratifié, il leur sera permis à tous & à chacun en particulier, sans avoir besoin de Lettres d'abolition & de pardon, de retourner en personne dans leurs Maisons, en la jouissance de leurs Terres, & de tous leurs autres Biens, ou d'en disposer de telle maniere, que bon leur semblera.

III. De même ceux, sur lesquels quelques biens ont été saisis, & confisqués, à l'occasion de ladite Guerre, leurs heritiers, ou ayans cause, de quelque condition qu'ils puissent être, jouiront d'iceux biens, & en prendront la possession de leur autorité privée, & en vertu du présent Traité, sans qu'il leur soit besoin d'avoir recours à la Justice, nonobstant incorporation au Fisc, engagement, dons en faits, Traites, Accords, & Transactions, quelques Renonciations qui aient été mises esdites Transactions, pour exclusion de partie desdits Biens ceux à qui ils doivent appartenir, & tous & cha-

cuns Biens & Droits, qui conformément au présent Traité seront restitués, ou devront être restitués réciproquement aux premiers Propriétaires, leurs Hôirs, ou ayans cause, pourront être vendus par lesdits Propriétaires, sans qu'il soit besoin d'impetrer pour cela consentement particulier, & ensuite les Propriétaires des rentes, qui de la part des Fisco seront constitués en lieu des biens vendus, comme aussi des rentes & actions constituées à la charge des Fisco respectivement, pourront disposer de la propriété d'icelles par vente ou autrement, comme de leurs autres Biens

IV. Les Sujets & Habitans, de part & d'autre, pourront aussi réclamer leurs Biens & Effets, qui ont été détenus à l'occasion de la Guerre, soit par leurs correspondans ou autres, qui que ce soit. & en cas que ces Biens & Effets soient vendus, par qui que ce puisse être, ils en pourront demander le provenu, & en cas de dispute la-dessus, il leur sera permis d'y contraindre les détenteurs de leurs biens & effets, ou leur debtours, par les voyes de Justice, & les Juges seront obligés de leur rendre prompte & bonne Justice, & dans l'examen de tels proces, avoir seulement attention aux merites de la cause, sans réfléchir aucunement sur la Guerre passée

V. Les Sujets dudit Seigneur Roi ne pourront prendre aucune Commission pour des Armemens particuliers, ou Lettres de représailles des Princes ou Etats, Ennemis desdits Seigneurs Etats Generaux, moins les troubler, ni endommager en aucune maniere, en vertu de telles Commissions ou Lettres de représailles, ni aller en course avec elles, sous peine d'être poursuivis & châtiés, comme des Pirates, ce qui sera pareillement observé par les Sujets des Provinces-Unies, à l'égard des Sujets dudit Seigneur Roi & seront à cette fin, toutes & quantes fois que cela sera requis, de part & d'autre, dans les Terres de l'obéissance desdits Seigneurs Roi & Etats Generaux, publiées, & renouvelles, defenses très-expreses & très-precises de se servir en aucune maniere de telles Commissions ou Lettres de représailles, sous la peine susmentionnée, qui sera executée severement contre les contrevenans, outre la restitution entière, à la quelle ils seront tenus envers ceux auxquels ils auront causé dommage

VI. Et pour obvier d'autant plus à tous inconveniens, qui pourroient survenir par les prises faites par ignorance de cette Paix, & principalement dans les Lieux éloignés, il a été convenu & accordé, que si quelques prises se font de part ou d'autre dans la Mer Baltique, ou dans celle du Nord, depuis Terreuse en Norvegue, jusques au bout de la Manche, après l'espace de douze jours, ou du bout de ladite Manche, jusqu'au Cap de St. Vincent, après l'espace de quatre semaines, & de-la dans la mer Méditerranée, & jusqu'à la ligne, après l'espace de six semaines, & au de-la de la Ligne, & en tous les autres endroits du Monde, après l'espace de six mois, à compter respectivement du jour de la signature du présent Traité de Paix, lesdites Prises, & les dommages, qui se feroient après ces termes, comme aussi les Prises, & les dommages qui se feroient dans lesdits termes, par ceux qui auroient eu connoissance de la conclusion de cette Paix,

Paix, seront portés en compte, & tout ce qui aura été pris sera rendu avec compensation de tous les dommages qui en seront provenus.

VII. Toutes Lettres de marque & de représailles, qui pourroient avoir été cy-devant accordées pour quelque cause que ce soit, sont déclarées nulles, & n'en pourront être cy-apres données par l'un des hauts Contractans au prejudice des Sujets de l'autre, si ce n'est seulement en cas de manifeste deny de justice, lequel ne pourra pas être tenu pour verifié, si la Requête de celui qui demande les représailles n'est communiquée au Ministre qui se trouvera sur les Lieux de la part de l'Etat contre les Sujets duquel elles doivent être données, afin que dans le terme de six mois, ou plutôt, s'il se peut, il puisse s'informer du contraire, ou procurer l'accomplissement de justice qui sera dû.

VIII. Ne pourront aussi les particuliers Sujets dudit Seigneur Roi être mis en action ou arrêté, en leurs Personnes ou Biens pour aucune chose, que Sa Majesté Catholique peut devoir, ni les particuliers, Sujets desdits Seigneurs Etats, pour les dettes publiques de l'Etat.

IX. La Paix & la bonne amitié & correspondance étant ainsi rétablie entre lesdits Seigneurs Roi & Etats Generaux, comme aussi entre leurs Sujets, & Habitans reciproquement, & même ayant été pourveu, que rien de ce qui pourroit avoir entretenu ou causé quelque inimitié n'arrive, lesdits Seigneurs Roi & Etats Generaux procureront & avanceront fidèlement le bien & la prospérité l'un de l'autre, par tout support, aide, conseil, & assistances, en toutes occasions, & en tout temps, & ne consentiront à l'avenir à aucun Traité ou Negotiations, qui pourroient apporter du dommage à l'un ou à l'autre, mais les rompront, & donneront avis reciproquement avec soin & sincerité, aussi-tôt qu'ils en auront connoissance.

X. Le Traité de Munster du trentieme Janvier mille six cent quarante huit, fait entre le feu Roi Philippe IV., & les Seigneurs Etats Generaux, servira de base au present Traité & aura lieu en tout autant qu'il ne sera pas changé par les Articles suivans, & pour autant qu'il est applicable. Et pour ce qui regarde les Articles V & XVI. de ladite Paix de Munster, ils n'auront lieu qu'en ce qui concerne lesdites deux Hautes Puissances Contractantes, & leurs Sujets.

XI. Les Sujets & Habitans des Pais desdits Seigneurs Roi & Etats auront toute bonne correspondance & amitié par ensemble, & pourront frequenter, séjourner, & demeurer es Pays l'un de l'autre, & y exercer leur trafic & commerce, tant par Mer & autres Eaux que par Terre, le tout respectivement en toute sûreté & liberté & sans aucun empêchement.

XII. Pourront aussi avoir dans les Terres & Etats de l'un & de l'autre leurs propres Maisons pour y demeurer, & leurs Magazins & Celliers, pour y mettre leurs Marchandises, & en jouir reciproquement en toute liberté & sûreté, comme un effet de la Paix, & ne seront sujets à de plus grands Droits ou Impositions, que les Sujets de l'un & de l'autre, & ne pourront être recherchés, visités, ni inquiétés, à cru-

se de leur negoce ou trafic dans leurs Maisons, Magazins & Celliers, soit qu'ils les tiennent à loyer, ou qu'ils leur appartiennent, si ce n'est sur des avis & indices suffisans, de fraude, ou de Commerce de contrebande, auquel cas, les Commis & Facteurs des Fermiers pourront faire telle visite qui conviendra, avec la permission du Juge Conservateur des Douanes & autres revenus, & pourra le Commerçant, qui sera visité, appeler le Juge Conservateur, ou le Conseil de la Nation, pour assister à la visite, lequel pourra seul servir de témoin, & sans qu'il soit permis de faire aucun déplaisir au Commerçant, ni à son Commerce: toujours entendu, que si les propres Sujets dudit Seigneur Roi, ou de quelque autre Prince, Etat, Nation, ou Villes fussent déjà, ou seroient cy-après traités plus favorablement à cet égard, les Sujets d'icelle Seigneurs Etats Generaux seront traités de même.

XIII Lesdits Sujets de part & d'autre pourront aussi frequenter avec leurs Marchandises & Navires, les Paus, Terres, Villes, Ports, Places, & Rivières de l'un & de l'autre Etat, y porter & vendre à toutes personnes indistinctement, acheter, trafiquer, & transporter toutes sortes de Marchandises, dont l'entrée & sortie ne sera defendue generalement & universellement à tous, tant Sujets qu'Etrangers, par les Loix & Ordonnances des Etats de l'un & de l'autre, en payant les Droits d'entrée ou sortie, & autres qui se payeront par les propres Sujets, & autres Nations amies les plus favorisées; & ainsi l'on facilitera reciproquement l'entrée & la sortie de leurs Vaisseaux, sans autre retardement, n'y empêchement.

XIV. Lesdits Sujets de part & d'autre ne seront pas aussi tenus de payer plus grands, ou autres Droits, charges, gabelles, ou impositions quelconques sur leurs Personnes, Biens, Marchandises, Denrées, Navires, ou frets d'iceux, directement ou indirectement, sous quelque nom, titre ou pretexte que ce puisse être, que ceux qui seront payés par les propres & naturels Sujets de l'un & de l'autre.

XV Et afin que les Officiers & Ministres ne puissent demander, ni prendre des Marchands & Sujets respectifs, de plus grandes taxes, Droits, ni salaires, que ce qu'ils en doivent prendre en vertu de ce Traité, & que lesdits Marchands & Sujets puissent savoir avec certitude ce qui est ordonné là-dessus, il a été accordé, qu'il y aura des Pancartes ou Listes par tout, où ces Droits sont ordinairement payez, dans lesquelles sera exprimé combien on doit payer de Droits d'entrée & de sortie, & sur ce qui a été représenté à Sa Majesté Catholique, que les Inspecteurs, communement appelés *Vissas*, favorisent trop les Fermiers de la Douane, particulièrement par des estimations excessives des Marchandises, qui ne sont pas assés spécifiées dans lesdites Listes, & que cela seroit extrêmement prejudiciable au Commerce & Trafic, Sa Majesté, voulant y remedier, donnera les ordres necessaires, à ce que ces plaintes cessent entierement.

XVI Lesdits Sujets de part & d'autre ayant une fois payé les Droits d'entrée, compris dans les Tarifs & autres Loix, ne seront pas obligés d'en

d'en payer encore d'autres, quoiqu'ils transportent par terre leurs Marchandises ou Denrées d'un Royaume ou Province à l'autre, en Espagne : & cela s'observera de même dans l'Etat des Provinces-Unies, & pour les autres Droits, on payera respectivement les mêmes, que les propres Sujets, ou les autres Nations les plus favorisées payent.

XVII. Les Sujets desdits Seigneurs Etats Generaux ne pourront aussi être traités en Espagne, ni dans les Royaumes & Etats en dependans, autrement, ou moins favorablement, que la Nation la plus favorisée, mais ils y jouiront au fait de Commerce & de Navigation, & généralement en tout, sans aucune exception, ni réserve, des mêmes privilèges, franchises, exemptions, immunités & sûretés, dont ils ont joui avant cette Guerre, & dont d'autres Nations ou Villes trafiquantes les plus favorisées pouvoient, ou pourroient encore cy-après jouir par dessus, soit en vertu des Traités de Paix ou de Commerce, ou par des Contrats, Ordonnances, ou Actes particuliers, tellement que les mêmes privilèges, franchises, exemptions, immunités & sûretés, qui ont été accordés, ou seroient accordés au Roy de France, à la Reine de la Grande-Bretagne, ou à quelque autre Royaume, Etat, Nation, ou Villes, quelles qu'elles soient, ou à leurs Sujets, seront pareillement accordés auxdits Seigneurs Etats, ou à leurs Sujets, avec toutes les clauses & circonstances avantageuses, qui y soient ajoutées, la même chose aura aussi lieu à l'égard des Sujets dudit Seigneur Roi, qui dans toute l'étendue des Pays de l'obéissance desdits Seigneurs Etats seront traités aussi favorablement que la Nation la plus favorisée.

XVIII Ne pourroient les Marchands, Maîtres des Navires, Pilotes, Matelots, leurs Navires, Marchandises, Denrées, & autres Biens à eux appartenans, être saisis & arrêtés, soit en vertu de quelque Mandement general ou particulier, & pour quelque cause que ce soit de Guerre, ou autrement, ny même sous prétexte de s'en vouloir servir pour la conservation & défense du Pais : on n'entend pas néanmoins en ce comprendre les saisies & arrêts de justice par les voyes ordinaires, à cause des dettes propres, Obligations, & Contrats valables de ceux, sur qui lesdites saisies auroient été faites, en quoi il sera procédé, selon qu'il est accoutumé par Droit & raison.

XIX Les Navires chargés par les Sujets de l'un des Hauts Contractans, passans devant les côtes de l'autre, & relâchant dans les Rades ou Ports par tempête ou autrement, ne seront contraints d'y décharger, ou debiter leurs Marchandises, en tout ou en partie, ni tenus d'y payer aucuns Droits, à moins qu'ils ne les y déchargent de leur bon gre, & qu'ils en vendent quelque partie. il sera cependant libre, après en avoir obtenu la permission de ceux qui ont la direction des Affaires maritimes, de décharger & de vendre une petite partie du chargement, seulement pour acheter les vivres, ou les choses nécessaires pour le radoub du Vaisseau, & dans ce cas on ne pourra exiger des Droits pour tout le chargement, mais seulement pour la petite partie qui aura été déchargée ou vendue, mais en cas qu'ils dé-
char-

chargent davantage que la permission donnée ne porte, ils payeront pour tout le chargement.

XXI. Les Navires de Guerre de l'un & de l'autre trouveront les Rades, Rivières, Ports, & Havres libres & ouverts pour entrer, sortir, demeurer à l'ancre, tant qu'il leur sera nécessaire, sans pouvoir être visités, à la charge qu'ils seront néanmoins obligés d'en user avec discrétion, & de ne donner aucun sujet de jalousie par un trop grand nombre de Vaisseaux, par un trop long & affecté séjour, ni autrement, aux Gouverneurs desdites Places & Ports, auxquels les Capitaines desdits Navires seront savoir la cause de leur arrivée, & de leur séjour, mais à l'égard des Vaisseaux Marchands des Sujets de l'un & de l'autre, il sera permis aux Fermiers ou Officiers de la Douane d'y mettre des gardes aussi-tôt qu'ils seront entrés dans lesdits Ports ou Havres.

XXI Les Navires de guerre desdits Seigneurs Roi & Etats Generaux, & ceux de leurs Sujets, qui auront été armés en Guerre, pourront en toute liberté conduire les prises, qu'ils auront faites sur leurs ennemis, où bon leur semblera, sans être obligés à aucuns Droits des Amiraux, ou de l'Amirauté, ou d'aucune autre, en cas que lesdites prises ne déchargent pas, lequel sera pourtant permis, après en avoir obtenu permission, & en ce cas les Droits d'entrée en seront payés respectivement selon les Loix du Lieu, bien entendu, qu'il ne sera pas permis de décharger des Marchandises de contrebande, ou défendues. aussi lesdits Navires, ou lesdites prises, entrant dans les Havres ou Ports dudit Seigneur Roi, ou desdits Seigneurs Etats Generaux, ne pourront être arrêtées ou saisies, ni les Officiers des Lieux ne pourront prendre aucune connoissance de la validité des prises, lesquelles pourront sortir, & être conduites si rochement & en toute liberté, aux Lieux portés par les Commissions, dont les Capitaines desdits Navires seront obligés de faire aparoir & au contraire ne sera donné azile ni retraite dans leurs Ports ou Havres à ceux qui auront fait des prises sur les Sujets de Sa Majesté Catholique, ou des Seigneurs Etats Generaux, mais y étant entrés par nécessité de Tempête, ou peril de la Mer, on les fera sortir le plutôt qu'il sera possible.

XXII Les Consuls que lesdits Seigneurs Etats constitueront dans les Royaumes & Etats dudit Seigneur Roi, pour le Secours & la Protection de leurs Sujets, y auront & jouiront du même pouvoir & autorité, dans l'exercice de leur charge, comme aussi des mêmes exemptions, & immunités, qu'aucun autre Consul ait eu cy-devant, ou pourroit avoir cy-après, dans lesdits Royaumes; & les Consuls Espagnols qui demeureront dans les Provinces-Unies, y auront, & jouiront de tout ce qu'aucun Consul, de quelque autre Nation que ce soit, ait eu jusques icy, ou pourroit avoir cy-après, dans lesdites Provinces.

XXIII. Les Sujets & Habitans des Pais-Bas pourront par tout, dans les Terres de l'obéissance dudit Seigneur Roi, se faire servir de tels Avocats, Procureurs, Notaires Solliciteurs, & Exécuteurs que bon leur semblera, à quoi aussi ils seront commis par les Juges ordinaires, quand il sera besoin, &

Et que ces Juges en seront requus, & reciproquement les Sujets & Habitans dudit Seigneur Roi, venant aux Pais d'audits Seigneurs Etats, pourront de la même assistance.

XXIV Les mêmes Sujets & Habitans de part & d'autre ne seront point contraincts de montrer, ni représenter, leurs registres, & livres de compte, à qui que ce soit, si ce n'est pour faire preuve, pour éviter les procès & les contestations, & ils ne pourront être embarqués, retenus, ni pris d'entre leurs mains, sous quelque prétexte que ce soit, & il sera permis auxdits Sujets de part & d'autre, dans les Lieux respectifs où ils demeureront, de tenir leurs livres de compte, de negoce, & correspondance, en telle Langue, qu'il leur plaira, en Espagnol, Flamand, ou telle autre Langue que ce soit, pour raison de quoi ils ne seront point molestés, ni sujets à quelque recherche, de qui que ce soit, & quelque autre chose, qui ait été accordée par l'un ou l'autre des Hauts Contractans, à aucune autre Nation sur ce Point, sera entendue pareillement avoir été accordée ici.

XXV Les Sujets & Habitans des Pays d'audits Seigneurs Roi & Etats Generaux de quelque qualité ou condition qu'ils soient, sont déclarés capables de succéder respectivement les uns aux autres, tant par Testament, que sans Testament, selon les Coutumes des Lieux, & si quelques successions étoient cy-devant échues à quelques-uns d'eux, ils y seront maintenus & conservés.

XXVI Les Biens, Marchandises, Papiers, Ecritures, Livres de compte, & tout ce qui pourroit appartenir aux Sujets d'audits Seigneurs Etats, morts en Espagne, appartiendront immédiatement à leurs Héritiers, qui étant présents & majeurs, ou bien les Exécuteurs ou Tuteurs Testamentaires, ou leurs autorisés, selon l'exigence du cas, en pourront aussi d'abord prendre possession, les administrer, & en disposer librement comme de Droit. Mais en cas, que d'audits Sujets, morts en Espagne, les héritiers fussent absens ou Mineurs, & que les Héritiers absens, qui seroient majeurs n'y eussent pas encore pourvu, par eux ou par leur Procuration, les Biens, Marchandises, Papiers, Ecritures, Livres de compte, & tout le reste du defunt, seront alors inventoriés par un Notaire public, en présence du Juge Conservateur de la Nation, ou en cas qu'il n'y en ait pas, en présence du Juge ordinaire accompagné du Consul ou autre Ministre d'audits Seigneurs Etats, & de deux Marchands de la Nation, & déposés entre les mains de deux ou trois Marchands, qui seront nommés par ledit Consul ou Ministre, pour être gardés & conservés pour les propriétaires & les créanciers, & dans les Lieux, où il n'y a ni Conseil, ni autre Ministre, tout cela se fera en présence de deux ou trois Marchands de la même Nation, qui y seront commis à la pluralité des voix, ce qui s'observera en pareil cas, à l'égard des Sujets du Roy Catholique dans les Provinces-Unies.

XXVII Comme il a déjà été assigné à Cadix un lieu convenable pour l'enterrement des Corps de ceux des Sujets d'audits Seigneurs Etats, qui y meurent, ledit Seigneur Roi donnera au plutôt l'ordre nécessaire à ce que dans d'autres Villes Marchandes soient aussi ordonnées des Places honorables,

pour y exercer les Corps de ceux, qui du côté desdits Seigneurs Etats viendront à decider sous l'obissance dudit Seigneur Roi.

XXVIII Et afin que les Loix de Commerce, qui ont été obtenues par la Paix, ne puissent demeurer infructueuses, comme il arriveroit, si les Sujets desdits Seigneurs Etats fussent molestés pour le cas de conscience, quand ils vont & viennent ou demeurent dans les Etats dudit Seigneur Roi, pour y exercer le Commerce ou autrement, pour cette cause, afin que le Commerce soit sûr, & sans danger, tant par Mer que par Terre, ledit Seigneur Roi donnera les ordres nécessaires, à ce que les Sujets desdits Seigneurs Etats ne soient pas molestés, contre & au prejudice des Loix de Commerce, & que pas un d'eux soit inquiet, ni trouble pour la conscience, aussi long-temps, qu'ils ne donneront point de scandale, & ne commettront point d'offense publique, dont ledits Sujets seront obligés de s'abstenir, & se gouverner & comporter en toute modestie. le même sera fait & observé à l'égard des Sujets dudit Seigneur Roi, qui seront ou demeureront dans les Provinces-Unies.

XXIX Ledit Seigneur Roi conservera aux Sujets des Seigneurs Etats Generaux, dans les Villes Marchandes de son Royaume, où ils ont eu des Juges Conservateurs du tems du feu Roi Charles second, la même faculté, & ils en jouiront aussi dans les autres Villes, où d'autres Nations en jouissent, ou pourroient encore jouir ci apres, le tout de la même maniere, & avec la même autorité, dont les Juges Conservateurs ont usé, durant le Regne du feu Roi Charles second, & l'appel des Sentences de ces Juges Conservateurs pourra aussi être interjeté & poursuivi selon ce qui en a été pratiqué durant le même Regne, & tout cela s'observera, à moins qu'on n'en convienne autrement.

XXX Les Droits impoles sur les Marchandises & Manufactures des Sujets des Provinces-Unies, pendant & à cause de la guerre, au dessus de ceux portés par les Tarifs du tems du Roi Charles II, cesseront incontinent après la signature de la Paix, comme aussi ceux, qui pourroient avoir été mis pendant & à cause de ladite Guerre, sur les Marchandises & Manufactures sortant d'Espagne, & dorénavant ledits Sujets des Provinces-Unies payeront les mêmes Droits, comme ceux des autres Nations les plus favorisées.

XXXI. Sa Majesté Catholique promet de ne pas permettre qu'aucune Nation étrangere, quelle qu'elle puisse être, & pour quelque raison, ou sous quelque pretexte que ce soit, envoie des Vaisseaux, ou aille commercer dans les Indes Espagnoles, mais au contraire, Sa Majesté s'engage de retabliir & les maintenir ci-apres la Navigation & le Commerce dans ces Indes, de la maniere que tout cela étoit pendant le Regne du feu Roi Charles II. & conformément aux Loix fondamentales d'Espagne, qui defendent absolument à toutes les Nations étrangères l'entrée & le Commerce dans ces Indes, & reservent l'un & l'autre uniquement aux Espagnols, Sujets de Sadite Majesté Catholique. & pour l'accomplissement de cet Article, les Seigneurs Etats Generaux promettent aussi d'aider Sa Majesté Catholique, bien entendu que
cette

cette règle ne donnera pas de préjudice au contenu de Contrat de l'*Affaire des Nègres*, fait en dernier lieu avec Sa Majesté la Reine de la Grande-Bretagne.

XXXII Tous Prisonniers de guerre seront délivrés de part & d'autre sans payer aucune rançon, & sans distinction des Lieux, ni des Drapeaux ou Estandards, où, & sous lesquels ils ayent servi, pour autant que ces Prisonniers sont au pouvoir desdits Seigneurs Roi & Etats Généraux; & les dettes, que lesdits Prisonniers de guerre ont contractées ou faites de part & d'autre, seront payées, celles des Espagnols de par Sa Majesté Catholique, & celles de ceux des Seigneurs Etats de par l'Etat, respectivement dans le terme de trois mois après l'échange des Ratifications de ce Traité.

XXXIII Et pour rendre le Commerce & la Navigation de part & d'autre encore plus libres & sûrs, on est convenu de confirmer le Traité de Mariage fait à la Haye le dix-septième Décembre mille six cent cinquante, entre le feu Roi Philippe IV & les Seigneurs Etats Généraux, & que ce Traité sera observé & exécuté en tout, comme s'il étoit inséré ici de mot à mot, excepté que la défense, comprise dans les Articles III. & IV. de ce Traité, n'aura aucun lieu.

XXXIV Quoy qu'il soit dit dans plusieurs des Articles précédens, que les Sujets de part & d'autre pourront librement aller, fréquenter, demeurer, naviger, & trafiquer dans les Pays Terres, Villes, Ports, Places, & Rivières de l'un & de l'autre des Hauts Contractans, on entend néanmoins, que lesdits Sujets ne pourront de cette liberté, que dans les Etats de l'un & de l'autre en Europe, puisque l'on est expressément convenu, que pour ce qui regarde les Indes Espagnoles, la Navigation & le Commerce ne s'y feront, que conformément à l'Article XXXI de ce Traité, & que dans les Indes, tant Orientales, qu'Occidentales, qui sont sous la domination des Seigneurs Etats Généraux, la Navigation & le Commerce se feront, comme ils s'y sont faits jufques à présent, & que pour ce qui regarde les Isles Canaries, la Navigation & le Commerce des Sujets des Seigneurs Etats s'y feront de la même manière, que sous le Règne du feu Roi Charles II.

XXXV Si par inadvertance ou autrement, il survenoit quelque inobservation ou inconvenant au présent Traité, de la part desdits Seigneurs Roi ou Etats, ou leurs Successeurs, cette Paix & Alliance ne laissera pas de subsister en toute sa force, sans que pour cela on en vienne à la rupture de l'amitié, & de la bonne correspondance, mais on réparera promptement lesdites contraventions, & si elles procedent de la faute de quelques particuliers Sujets, ils en seront seuls châtiés, & le dommage sera réparé au même lieu où la contravention aura été faite, s'ils y sont surpris, ou bien en celui de leur domicile, sans qu'ils puissent être poursuivis ailleurs en leurs Corps, ni Biens, de quelque manière que ce soit.

XXXVI Et pour mieux assurer à l'avenir le Commerce & l'Amitié entre les Sujets dudit Seigneur Roi & ceux desdits Seigneurs Etats, il a été accordé, qu'arrivant ci-après quelque interruption d'amitié ou rupture en-

tre la Couronne d'Espagne, & lesdits Seigneurs Etats (ce qu'à Dieu ne plaise) il sera toujours donné un terme d'un an & d'un jour, après ladite rupture aux Sujets de part & d'autre, pour le retirer avec leurs effets, & les transporter où bon leur semblera, ce qui leur sera permis de faire, comme aussi de vendre ou transporter leurs Biens & meubles en toute liberté, sans qu'on leur puisse donner aucun empêchement, ni procéder pendant ledit terme d'un an & d'un jour à aucune saisie de leurs effets, moins encore à l'arrêt de leurs personnes.

XXXVII Puisque l'heureuse continuation de Paix, aussi bien que le repos & la sûreté de l'Europe dependent entr'autres principalement aussi de ce que les deux Couronnes d'Espagne & de France demeurent toujours indépendantes l'une de l'autre, & qu'elles ne puissent jamais être unies sur la tête d'un même Roi, & que Sa Majesté Catholique à cette fin, & du consentement du Roi Très-Chrétien, a renoncé le cinquième Novembre de l'année mil sept cent douze, pour Elle-même, ses Héritiers, & Successeurs à perpétuité, & dans les termes les plus forts, à tout Droit, titre & prétensions, quelle qu'elle puisse être, à la Couronne de France, & que de l'autre côté, les Princes de la Maison Royale de France ont aussi renoncé pour eux-mêmes, leurs Héritiers & Successeurs à perpétuité, & dans les termes les plus forts, à tout Droit, titre ou prétension, quelle qu'elle puisse être, à la Couronne d'Espagne, & puisque ces Renoncations & les Déclarations, qui s'en sont ensuivies en Espagne, & en France, sont aussi devenues des Loix fondamentales & inviolables de l'un & de l'autre Royaume, Sa Majesté Catholique confirme encore par ce Traité, de la manière la plus forte, ladite Renoncation à la Couronne de France, & elle promet & s'engage tant pour Elle-même, que pour ses Héritiers & Successeurs, d'accomplir religieusement, & de faire accomplir cette Renoncation, sans permettre, ni souffrir que directement ni indirectement, on en vienne contre, soit en tout, soit en partie, comme aussi d'employer tout son pouvoir à ce que lesdites Renoncations des Princes de la Maison Royale de France, sortent leur plein & entier effet, & qu'ainsi les deux Couronnes d'Espagne & de France demeurent toujours tellement séparées l'une de l'autre, qu'elles ne puissent jamais être unies.

XXXVIII En ce présent Traité de Paix & d'Alliance seront compris tous les Rois, Princes, & Etats, qui seront nommés d'un commun & réciproque consentement & satisfaction de part & d'autre dans un tems convenable.

XXXIX Et pour plus grande sûreté de ce Traité, & de tous les Points & Articles y contenus, sera ledit Traité publié, vérifié, & enregistré de part & d'autre, dans les Conseils, Cours, & autres Places où l'on a accoutumé de faire les publications, vérifications, & enregistrements.

XL Sera le présent Traité ratifié & approuvé par les Seigneurs Roi & Etats Generaux, & les Lettres de Ratification seront échangées dans le terme de six semaines, ou plutôt, si faire se peut, à compter du jour de la signature

En

En foy de quoi nous Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires de Sadite Majesté & des Seigneurs Etats Generaux, en vertu de nos Pouvoirs respectifs, avons esdits noms signé ces presentes de nos seings ordinaires, & à icelles fait apposer les Cachets de nos Armes. A Utrecht le vingt sixième Juin, l'an mil sept cent quatorze.

Signé,

(L. S.) F. M. DUCQUE
D'OSSUNA.

(L. S.) EL MARQUES DE
MONTELBONE.

(L. S.) B. V. DUSSEN.

(L. S.) C. V. GHEEL VAN
SPANBROECK.

(L. S.) F. A. BARON DE RHEE-
DE DE RENSWOUDE.

(L. S.) GRAEF VAN KNIP-
HUYSEN.

ARTICLE SEPARÉ.

NOUS Ambassadeurs Extraordinaires, & Plenipotentiaires des Etats Generaux des Provinces-Unies, ayant remis entre les mains de nous Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires de Sa Majesté Catholique le compte des debtes & pretensions des Colléges de l'Amirauté dans les Provinces-Unies à la charge de la Couronne d'Espagne, resultantes de plusieurs Equipages faits par lesdits Colléges pour ladite Couronne, dans les années mil six cent soixante quinze, mil six cent soixante seize, mil six cent soixante dix sept, & mil six cent soixante dix huit, lesquelles dettes, & pretensions (deduction faite de ce qui en avoit été payé) monteroient encore à quatre millions cent mille trois cent cinquante deux francs monnoye de Hollande, outre les interêts de cette somme, depuis le premier Janvier mille six cent quatre vingt deux, jusques au payement entier & effectif, comme aussi la liquidation qui en a été faite, en partie à Bruxelles le vingt cinq Novembre mil six cent quatre vingt un, avec le Prince de Parme, pour lors Gouverneur des Pais-Bas Espagnols, & ayant demandé & fortement insisté pour le payement desdites dettes, & nous Ambassadeurs & Plenipotentiaires de Sa Majesté Catholique, ne nous trouvant point autorisés à ajuster cette affaire, nous promettons de remettre lesdits Papiers à Sa Majesté Catholique, afin qu'elle rende la Justice aux Colléges de l'Amirauté, comme il sera de raison.

En foy de quoy nous Ambassadeurs Extraordinaires du Roi Catholique, & des Seigneurs Etats Generaux avons signé le present Article, & y avons
H 3 fait.

fait apposer les Cachets de nos Armes. A Utrecht ce vingt sixieme Juin, mil sept cent quatorze.

Signé,

(L. S.) DUCQUE D'OS-
SUNA.

(L. S.) EL MARQUE DE
MONTELEONE.

(L. S.) B. V. DUSSEN.

(L. S.) C. V. GHEEL VAN
SPANBROECK.

(L. S.) F. A. BARON DE REE-
DE DE RENWOUDE.

(L. S.) GRAEF VAN KNIP-
HUYSEN.

AUTRE ARTICLE SEPARÉ.

COMME les Seigneurs Etats Generaux des Provinces-Unies des Pais-Bas, en qualité d'Executeurs du Testament de Sa Majesté le feu Roi de la Grande-Bretagne, de très-glorieuse memoire, ont fait donner un Memoire en Latin aux Sieurs Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires de Sa Majesté Catholique par nous soussignés Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires desdits Seigneurs Etats Generaux, contenant ledit Memoire ce que Leurs Hautes Puissances souvennent appartenir legitiment à la Succession de feu Sa Majesté le Roi de la Grande-Bretagne, à la charge de la Couronne d'Espagne, suivant le Traité de Transaction passé & conclu le vingt six Decembre mil six cent quatre vingt sept, entre feu Sa Majesté Catholique, de glorieuse memoire, d'une part, & Sadite Majesté le Roi de la Grande-Bretagne, alors Prince d'Orange, de l'autre, consistant en trois Rentes distinctes, savoir une de quatre vingt mille Livres annuelle, une de vingt mille Livres annuelle, ces deux hypothéquées sur les Douanes de la Meuse, & de l'Escaut, & qui n'ont point été payées depuis l'année mil six cent quatre vingt seize : & une de cinquante mille Livres annuelle, qui n'a pas été non plus payée, comme dessus, outre un restant de trente sept mille quatre cent quatre vingt douze Livres pour l'année mil six cent quatre vingt quinze, & encore une somme de cent vingt mille écus, payable une fois, qui devoit avoir été payée un mois après la Ratification du susdit Traité, & que les Seigneurs Etats Generaux, après avoir donné ladite representation, ont encore fait donner, par nous leurs Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires, une Copie du susdit Traité de Transaction, & des autres, qui y sont relatifs, afin que les susdits arrérages, & la susdite somme de cent vingt mille écus, avec les interêts, qui en sont dûs, du jour du retardement, soient payés promptement à ladite Succession Royale par Sa Majesté Catholique ou de sa part : & que l'on continue le payement desdites Rentes respectives, savoir le payement absolu de celle desdites cinquante mil-

mille Livres, de celle de quatre vingt mille Livres, & de celle de vingt mille Livres, en cas que les présens ou futurs Possesseurs des fonds hypothéqués & engagés, vinssent, en quelque tems que ce soit, à manquer au paiement desdites deux dernières Rentes ci-dessus mentionnées. Et comme d'un côté nous Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires des Seigneurs Etats Generaux avons insisté, que ces paiements fussent promis par Sa Majesté Catholique ou en son nom, & que cette promesse fût comprise & insérée dans un Article séparé du présent Traité de Paix; mais, que de l'autre, nous Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires de Sa Majesté Catholique avons allegué de n'avoir point de pouvoir à cet égard, & que l'on a jugé le plus convenable, de ne point retarder pour cela la conclusion du Traité de Paix; on est tombé d'accord, de part & d'autre, qu'il sera réservé à ladite Succession Royale, de poursuivre la satisfaction des prétentions susdites, de la manière que les intéressés à ladite Succession le trouveront convenable & à propos: sauf aussi les raisons que Sa Majesté Catholique pourroit alleguer au contraire.

En foi de quoi nous Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires du Roi Catholique, & des Seigneurs Etats Generaux, avons signé le présent Article, & y avons fait apposer les Cachets de nos Armes. A Utrecht ce vingt sixieme Juin mil sept cent quatorze.

Signé,

(L. S.) F. M. DUCQUE
D'OSSUNA.

(L. S.) B. V. DUSSEN.

(L. S.) EL MARQUES DE
MONTELEONE.

(L. S.) C. V. GHEEL VAN
SPANBROECK.

(L. S.) F. A. BARON DE REE-
DE DE RENSWOUDE.

(L. S.) GRAAF VAN KNIP-
HUYSEN.

Ce Traité a été ratifié par le Roi d'Espagne le 27. Juillet & par Leurs Hautes Puissances le 6. Août 1714.

[F.]

1713. *TRAITÉ de Paix entre l'Espagne & le Duc de Savoie, conclu à Utrecht en 1713. Actes de la Paix d'Utrecht.*

AU nom de la très-Sainte Trinité, sçachent tous présens & à venir, qu'ayant plu à Dieu, après une si longue & si sanglante Guerre, qui a causé l'effusion de tant de sang Chrestien, & la désolation de tant d'Etats, d'in-

à inspirer aux Puissances, qui y étoient engagées un desir sincere de la Paix, & du retablissemment de la tranquillite publique, & les Negociations commencées pour cette fin à Utrecht, par la vigilance de la Serenissime & Très-Puissante Princesse Anne, par la Grace de Dieu, Reyne de la Grande-Bretagne, étant, par la prudente conduite, parvenues au point de la Conclusion d'une Paix, afin de la rendre perpetuelle, le Serenissime & Tres-Puissant Prince Philippe V. par la Grace de Dieu, Roi Catholique d'Espagne &c. qui a toujours recherche avec soin les moyens de retablir le Repos general de l'Europe & la Tranquillite de l'Espagne, & son Altesse Royale Victor Amedee II par la Grace de Dieu, Duc de Savoye, Roi de Chypre, qui de même a desiré de concourir a une œuvre si salutaire, & toujours ardemment souhaité de reserrer de nouveau, par une Paix & perpetuelle Alliance, les precieux nœuds qui unissent si glorieusement son Altesse Royale & la Maison de Sa Majeste Catholique, ont donné pour cette fin d'amples Pouvoirs, pour traiter, signer, & conclure le Traite de Paix & d'Alliance, c'est à savoir Sa Majeste Catholique aux Excellentissimes Seigneurs Don François Marie de Paule, Telles, Giron, Venades, Carillo, & Toledo, Ponce de Leon, Duc d'Osune, Comte de Vrueni, Marquis de Penafiel, Gentilhomme de la Chambre de Sa Majeste Catholique, Chambellan & Grand Echanfon, Grand Notaire des Royaumes de Castille, Chevalier de l'Ordre de Calatrava, Grand Clavier & Commandeur du même Ordre & Chevalerie, & de Ulagre en celui de Saint Jacques, Capitaine de la Premiere Compagnie Espagnole des Gardes du Corps, & Don Hidore Casado de Asevedo & Rosales, Marquis de Monteleon, du Conseil des Indes, les Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires audit Congrez d'Utrecht & Son Altesse Royale de Savoye a leurs Excellences le Seigneur Annibal Comte de Maffei Gentilhomme de la Chambre, & Premier Ecuyer de Son Altesse Royale, Chevalier Grand Croix de l'Ordre de St Maurice & de S. Lazare, Colonel de son Regiment d'Infanterie, General de Bataille de ses Armees, son Envoyé Extraordinaire aupres de Sa Majeste Britannique, au Seigneur Ignace Solar de Moretta, Marquis del Borgo, Gentilhomme de la Chambre de Son Altesse Royale, Chevalier Grand Croix de l'Ordre de S. Maurice & de S. Lazare, son Envoyé Extraordinaire aupres des Seigneurs Etats Generaux des Provinces Unies du Pais-Bas, & au Seigneur Pierre Mellaredo, Seigneur de la Maison forte de Jordan, Conseiller d'Etat de Son Altesse Royale, les Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires audit Congrez d'Utrecht lesquels, apres s'estre communiqué lesdits Plein-pouvoirs, dont les copies mot a mot seront inserées à la fin de ce Traité, & les avoir echangés, sont convenus de Articles suivans, en presence de Leurs Excellences le Seigneur Evêque de Bristol & le Seigneur Comte de Strafford, Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires de la Reyne de la Grande-Bretagne, & en consequence de ce qui a été arrêté, & dont on est convenu, tant a la Cour de Madrid, qu'à celle de Londres, par le moyen des Ministres respectifs.

I. Il y aura désormais une bonne, ferme, & durable Paix, Confédération, & perpétuelle Alliance & Amitié entre Sa Majesté Catholique, ses Enfants, nés & à naître, les Descendants, & les Royaumes d'une part, & Son Altesse Royale de Savoye les Enfants nés & à naître, les Successeurs & États de l'autre, l'un procurant de tout son pouvoir le bien, l'honneur, & l'avantage de l'autre, & évitant réciproquement, autant qu'il leur sera possible, ce qui pourroit leur causer quelque dommage.

II. En conséquence de cette Paix & bonne union, tous actes d'hostilité cesseront par Mer & par Terre, sans exception de Lieux, ni de Personnes, & toutes les raisons de mauvaise intelligence demeureront éteintes & abolies pour toujours. Il y aura, de part & d'autre, un oubli & pardon perpétuel de tout ce qui s'est fait durant la présente Guerre, ou à son occasion, sans qu'on puisse en faire aucune recherche à l'avenir, directement, ni indirectement, par quelque voye, ou sous quelque prétexte que ce soit, ni en faire paroître aucun ressentiment, ni prétendre aucune sorte de réparation.

III. Par les mêmes raisons & motifs du Bien public, du Repos & de l'Equilibre de l'Europe & de la Tranquillité du Royaume d'Espagne en particulier, par lesquels Sa Majesté Catholique a fait, pour soi, & pour tous ses Descendants à toujours la Renonciation à la Couronne de France, le 7 Novembre 1712 & la Reconnoissance & Déclaration que Sa Majesté Catholique a fait par le même Acte passé pour Loi, le 8 de Mars dernier, qu'au défaut de ses Descendants elle assure la succession de la Couronne d'Espagne & des Indes à Son Altesse Royale de Savoye, & à ses Descendants Males nés de constant & légitime Mariage, & successivement aux Males de la Maison de Savoye & à leurs Descendants Males nés de constant & légitime Mariage, excluant toute autre Maison, par les mêmes raisons & motifs qui sont censés être exprimés ici, il est convenu & stipulé expressément, que ledit Acte du 7 Novembre doit être tenu, comme il est tenu, pour une partie du présent Traité, aussi bien que l'Acte du 9 dudit Mois de Novembre, fait par les Cortes d'Espagne, qui ont passé, approuvé, & confirmé ledit Acte de Sa Majesté Catholique. Et ladite Loi faite en conséquence, le 8 Mars dernier, & publiée le même jour, sera tout de même une partie essentielle du présent Traité, le tout selon les clauses spécifiées & expliquées dans ledits Actes, auxquels le Roi Catholique fera délivrer des Expéditions authentiques à Son Altesse Royale, dans l'espace de trois mois, avec les Enregistrements faits en tous les Conseils d'Etat, de Guerre, d'Inquisition, d'Italie, des Indes, des Ordres, des Finances, & de la Croisade, & cependant ledits Actes de Sa Majesté Catholique, & des Cortes, des 7 & 9 Novembre 1712 & ladite Loi du 8 Mars de la présente Année, seront mis, selon leur teneur, à la fin du présent Traité, avec les Actes de Renonciation à la Couronne d'Espagne, faites par le Seigneur Duc de Berry, du 14 du dit Mois de Novembre, & par le Seigneur Duc d'Orléans, le 19 du même mois, comme pareillement les Lettres Patentes de Sa Majesté Très-Chrétienne du Mois de Mars dernier, qui admettent ledits Renoncements, & suppriment les Lettres Patentes du Mois de Décembre 1700. Tous lesquels Actes de Ren-

association & Lettres Patentes font, & feront pour toujours, une partie essentielle du présent Traité, & Sa Majesté Catholique reconnoissant les motifs desdites Reconnoissances, Déclarations, Renonciations, & Actes, & qu'ils sont le fondement & l'assurance de la durée de la Paix de la Chrétienté, elle promet, pour soi, & pour les Descendants, que tout le contenu dans lesdits Actes sera inviolable, & ponctuellement observé, selon la forme & teneur, sans jamais y contrevenir, ni permettre qu'il y soit contrevenu, ni en tout, ni en partie, de quelque manière, ou par quelque voye que ce soit, mais au contraire d'empêcher qu'il n'y soit contrevenu par qui que ce soit, en aucun temps, ou par quelque cause ou motif que ce puisse être, & Sa Majesté Catholique s'engage expressément, pour soi, & pour ses Descendants, à maintenir contre tous, sans exception d'aucun, le Droit de Succession de Son Altesse Royale de Savoye & des Princes de la Maison de Savoye, à la Couronne d'Espagne & des Indes, conformément & en la manière établie par lesdits Actes de Sa Majesté, & des Cortès des 5 & 9 Novembre 1712. reconnus par les Actes faits par les Seigneurs Ducs de Berry, & d'Orléans, des 19 & 24 dudit mois de Novembre, par les Lettres Patentes du Roi Très-Chrétien du mois de Marsdenier, & par ladite Loi du 8 dudit mois, Sa Majesté Catholique suppliant à tous les défauts & omissions de Fait, de Droit, de Style, & de Coutume qu'il y pourroit avoir, confirme & approuve tous lesdits Actes, & veut qu'ils aient force & vigueur de Loi & de Pragmatique Sanction, & qu'ils soient reçus, gardés, observés, & exécutés comme tels en les Royaumes par les Vassaux & Sujets, auxquels elle ordonne présentement comme pour lors, en cas que la Descendance de Sa Majesté vienne à manquer, (ce que Dieu ne veuille) de reconnoître pour leur Roi & légitime Souverain le Prince de la Maison de Savoye à qui appartiendra la succession à la Couronne d'Espagne & des Indes, selon l'ordre établi dans lesdits Actes de Sa Majesté, & des Cortès, des 5 & 9 Novembre 1712. & de ladite Loi du 8 Mars, & de le recevoir, & lui prêter à cette fin serment de fidélité de lui obéir, selon leur devoir, comme à leur Roi, le maintenir & défendre contre tous, prohibant auxdits Vassaux d'en reconnoître aucun autre, & déclarant Usurpateur tout autre Prince qui voudroit monter sur le Trône d'Espagne, & que la Guerre qu'il entreprendra dans ce dessein sera injuste. Au contraire, Sa Majesté Catholique déclare juste & légitime la Guerre que ledit Prince de la Maison de Savoye fera obligé d'entreprendre pour occuper ledit Trône, ou pour s'y maintenir. Pour cet effet, Sa dite Majesté Catholique révoque de nouveau, & en tant que de besoin, rompt & annule expressément la Déclaration que Sa Majesté fit à Madrid, le 29 Novembre 1703. en faveur du Seigneur Duc d'Orléans, ses Fils & Descendants, & Sa Majesté veut & entend, que ladite Déclaration soit & demeure nulle, & comme non avenue, confirmant en conséquence, le Désistement & la Renonciation que le Seigneur Duc d'Orléans a fait par ledit Acte du 19 Novembre, & tous Actes qui pourroient ou peuvent avoir été faits contraires auxdites Déclarations, Renonciations, & Actes, & au contenu du présent Article, & aux Droits qui y sont reconnus & établis, sont de-

declarés par le présent Article, nuls & de nul effet, à toujours, comme contraires à la sûreté de la Paix, & à la tranquillité de l'Europe.

IV Pareillement en exécution de ce qui a été contenu en traitant de la Paix avec Sa Majesté la Reine de la Grande-Bretagne, & par les mêmes raisons du Repos & de l'Equilibre de l'Europe, comme aussi de la tranquillité de l'Espagne, Sa Majesté Catholique Philippe V. Roi des Espagnes, & des Indes &c. a donné, cédé, & transporté, comme par le présent Traité elle donne, cède, & transporte purement, simplement & irrévocablement à Son Altesse Royale Victor Amédée II. Duc de Savoie &c. pour lui, & pour les Princes ses Fils, & leurs Descendants Males, & successivement pour les mâles de la maison de Savoie, d'Aine, en Aine, le Royaume de Sicile & Isles dépendantes, leurs appartenances, dépendances, & annexes, en toute Propriété & Souveraineté, avec tous les Droits de Marché, Jurisdiction, Patronat, Nomination, les Prerogatives, Prerogatives, & Privileges, Regales, & autres acquisitions quelconques de Droit, de Coutume, d'Usage, de Possession, ou par Cession faite aux Rois & au Royaume de Sicile, & généralement tout ce qui a appartenu, ou pû appartenir, à Sa Majesté Catholique & aux Rois les Predecesseurs, sans en rien réserver, ni restituer, comme il est contenu dans l'Acte de Cession que Sa Majesté a fait le 20 Juin dernier, lequel Acte dans toutes les Clauses est tenu, & sera tenu pour toujours, faire une partie essentielle du présent Traité, & comme tel mis en la teneur à la fin de ce dit Traité. Et Sa Majesté Catholique reconnaissant les motifs & Clauses de ladite Cession comme un des fondemens de la Paix, promet pour soi & ses Descendants, que tout le contenu en sera inviolablement & ponctuellement observé en la forme & teneur, afin que Sa dite Altesse Royale, & les Successeurs, jouissent, comme il est dit ci-dessus, des Droits & autres choses ici cédées, aussi, & de la même manière que Sa Majesté Catholique & les Rois les Predecesseurs en ont joui, pu & dû jouir, & ledit Seigneur Roi d'Espagne le pare, en tant que de besoin, ledit Royaume de Sicile & Isles dépendantes de la Couronne d'Espagne, de lare, consent, veut, & entend qu'ils demeurent le pare & ont qu'il y aura des Males de la Maison de Savoie, & jusqu'à ce que la Couronne d'Espagne tombe à un Prince de la Maison de Savoie, selon le contenu du présent Article, & pour cet effet, Sa Majesté s'oblige, que Son Altesse Royale rachant le présent Traité, & d'abord après l'échange des Ratifications, elle recevra Son Altesse Royale du dit Royaume de Sicile, & Isles dépendantes, avec les Appartenances, Dépendances & Annexes, & lui en donnera la pleine, réelle & actuelle possession, déclarant dès à présent, qu'en vertu du présent Traité, Sa Majesté a délaissé & s'est dépouillée, délaissé & se dépouille du dit Royaume de Sicile & Isles dépendantes avec ses Appartenances, Dépendances & Annexes, & que du tout elle en a revetu & revet Son Altesse Royale, pour se tenir plus Sa Majesté, des l'échange des dites Ratifications, le dit Royaume de Sicile, ni Isles dépendantes & Appartenances, Dépendances & Annexes en son nom, mais qu'ils seront tenus alors au nom de son Altesse Royale, par le Marquis de los Balbases, qui est actuellement Viceroy du dit Royaume,

me, & qui le livrera à Son Altesse Royale ou à son ordre, quand Son Altesse Royale jugera à propos de faire prendre possession dudit Royaume de Sicile, Sa Majesté reconnoissant ledit Duc de Savoye pour seul & legitime Roi de Sicile, en ratifiant de sa part le présent Traité, & après l'échange des Ratifications reciproques, & cependant les Fruits, Tributs, & Rentes de ce Royaume, les Dependances & Annexes, seront perçus, par les mêmes Ministres & Fermiers qui les perçoivent actuellement, tous les ordres & à la disposition dudit Viceroy, pour servir à la subsistance & entretien des Troupes que Sa Majesté a dans ce Royaume, pendant le temps qu'elles y demeureront, en attendant que Son Altesse Royale y en envoie d'autres, comme aussi pour les fraix de leur embarquement & transport en Espagne. Et pour l'exécution de ladite Cession, Sa Majesté a libéré, discharge & dispense, libéré, discharge & dispense tous les Archevêques, Evêques, Abbés, Prelats, & autres Ecclesiastiques, Ducs, Princes, Marquis, Comtes, Barons, Gouverneurs, Amiraux, Commandans, Capitaines & autres Officiers & Gens de Guerre & de Marine, qui sont nés en Sicile, & tous les Supérieurs, dans le Gouvernement, Prélats, Magistrats & autres Membres de les Conseils, Chancelleries & Justices, ceux des Finances, Chambres des Comptes, Ministres & Officiers de Justice, Capitaines, Lieutenans & Soldats de les Ports & Châteaux, & autres employés à son service par Mer ou par Terre, qui sont Siciliens de Naissance, Chevaliers, Gentilshommes, & Vassaux, Habitans & Dependans des Villes, Bourgs & Villages, & généralement tous & chacun des Sujets dudit Royaume de Sicile & Isles dependantes, chacun en ce qui le concerne, du serment de fidelité qu'ils ont prêté à Sa Majesté, & de la foy & obéissance qu'ils lui doivent, leur ordonnant expressément & peremptoirement, que quand, en vertu du présent Traité & de l'échange des Ratifications d'icelui, Son Altesse Royale prendra possession dudit Royaume, ils y ont, sans attendre autre Disposition ni Ordre, à reconnoître tout ledit Seigneur Duc de Savoye pour leur seul & legitime Roi, à lui obéir, le défendre, & lui prêter serment de fidelité, foy & obéissance, tel & semblable à ceux qu'ils ont prêté ou qu'ils ont été obligés de prêter jusqu'à présent à Sa Majesté, laquelle supplée toutes les fautes & erreurs de Droit, ou de Fait, qui pourroient se trouver dans la présente Donation, Cession, ou Transport du Royaume de Sicile & Isles dependantes, les Appartenances, Dependances & Annexes, pour lequel effet Sa Majesté renonce à toutes les Loix, Statuts, Conventions, Constitutions & Coutumes qui pourroient être contraires, & qui même auroient été confirmées par serment, auxquelles, & aux derogatoires desquelles elle déroge expressément par le présent Traité, pour l'effet desdites Donations, Cessions, & Transport, qui vaudront & auront lieu, sans que l'expression ou specification particuliere déroge à la Generale, ni la generale à la particuliere, excluant toutes exceptions qui pourroient se fonder sous quelques Titres, Droits, Causes, & Pretextes que ce soit. Ordonne en même temps expressément & peremptoirement Sa Majesté au Viceroy de Sicile, de configner & remettre à Sadis

Al-

Altesse Royale, ou à celui qu'elle députera, ledit Royaume de Sicile, les Iles dépendantes, les Appartenances, Dependances & Annexes, & de lui en bailler la réelle possession, dès que Son Altesse Royale enverra pour la prendre, après l'échange des Ratifications du présent Traité, sans attendre aucuns autres Ordres ni Dispositions, & de faire remettre à Sa dite Altesse Royale, ou à ceux qu'elle députera, ou au Viceroy qu'elle établira, les Villes, Ports, Châteaux, Places, Ports, & Fortereses qui sont dans ledit Etat, dans lesquels se trouvent présentement l'Artillerie, les Arsenaux & Munitions de Guerre & de bouche, les Galeres & leur Chourme, les Bâtimens, avec leurs Equipages & Matelots, généralement tout ce qui appartient audit Royaume de Sicile, & Iles dépendantes, sans en rien échanger, déplacer, ou retenir; bien entendu que toutes ces Galeres & leurs Chourmes, les Bâtimens avec leurs Equipages & Matelots, demeureront à la disposition dudit Marquis de los Balbales actuellement Viceroy, jusqu'à l'entier & parfait transport de toutes les Troupes que Sa Majesté y tient, & qu'il embarquera pour le passage dedit Troupes, autant de ces Munitions de Guerre & de bouche qu'il sera nécessaire, & en conformité de ce que dessus, Sa Majesté ordonne expressément & perem de ses Lettres aux Gouverneurs, Commandans, Capitaines & autres Officiers, de composer & délivrer à ceux qui seront députés par Son Altesse Royale ou par le Viceroy, & elle y enverra, ledites Villes, Ports, Châteaux, Places, Ports, & Fortereses, leurs Galeres & autres Bâtimens où ils le trouveront, soit dans les Ports de Sicile, soit ailleurs, avec tout ce qui en dépend, sans remuer, ni changer, aucune chose, sinon pour ce qui regarde les Galeres, Bâtimens, Matelots & Munitions, dont Sa Majesté se réserve expressément la disposition, seulement pour le Transport de les Troupes de Sicile en Espagne, & ce nonobstant tous les sermens qu'ils ont prêtés ou pu prêter, dequels ils demeurent & sont dispensés. Sa Majesté Catholique s'oblige aussi par le présent Traité de bailler, & faire remettre par diplomas, en faisant l'échange du présent Traité, lesdits Ordres aux Viceroy, Amiraux, Gouverneurs, Commandans, Capitaines & autres Officiers, comme aussi à tous les habitans dudit Royaume, de quelque qualité & condition qu'ils soient, avec ses Lettres les plus peremptoires, & qui épargnent la nécessité d'en demander d'autres plus amples & d'autres dispositions reiterées, & de faire remettre les Contre lettres, s'il y en a, afin que l'exécution des Donations, Cessions, & Transports, ci dessus mentionnés, ne souffrent aucune difficulté ni retardement, & qu'au contraire, ils soient exécutés d'abord après l'échange des Ratifications de ce Traité, & que ledits Viceroy, Officiers, & Soldats, évacuent, & partent de Sicile & de ses Dependances, par le moyen dedit Galeres, Bâtimens, & Matelots, & avec ledites Munitions nécessaires à leur Transport, comme Sa Majesté le leur ordonne expressément, & comme il a déjà été dit, d'abord après, & au moment que Son Altesse Royale prendra la possession.

V Sa Majesté Catholique & Son Altesse Royale promettent & s'obligent réciproquement, pour eux & pour leurs Descendans, à observer & maintenir tout le contenu du présent Traité, soit de la part du Roy d'Espagne, pour

maintenir ladite Donation, Cession, & Transport du Royaume de Sicile, fait de la part de Son Altesse Royale, pour maintenir Sa Majesté dans les États, & de n'y contrerévenir jamais ni l'un, ni l'autre, ni permettre qu'il y soit contrerévenu, pour aucune cause, & par quelque prétexte, ou motif que ce soit, ni par aucune personne, & de s'y opposer l'un & l'autre de toutes leurs forces, ainsi que ce présent Traité soit son plein & entier effet. Ledit Seigneur Roi Catholique promet de remettre à ceux qui sera envoyé par Sa dite Altesse Royale, dans l'espace de trois mois après l'échange de Ratifications du présent Traité, tous les Titres, Papiers, & Documents qui concernent ledit Royaume de Sicile & les Dependances, qui sont, & se pourront trouver dans les Archives Royales d'Espagne, ou en celles de ses Conseils & Cours, ou de ses Ministres, Contre-maîtres, & Officiers.

VI Selon ce qui a été convenu ci dessus, il est aussi expressément convenu & stipulé ici entre Sa Majesté Catholique & Son Altesse Royale, qu'en cas que les Descendans Males dudit Seigneur Duc de Savoie, & tous les Males de la Maison de Savoie, viennent à manquer (ce que Dieu ne veuille) en ce cas de défaut de Males de ladite Maison de Savoie, le Royaume de Sicile, & Isles dependantes, les Appartenances, Dependances & Annexes ici cedées, retourneront de plein Droit à la Couronne d'Espagne, & de même Son Altesse Royale s'oblige & s'engage pour soi & les Descendans Males, & pour tous les Males de Sa Maison, de ne pouvoir jamais vendre, céder, engager, échanger, ni donner, sous quelque prétexte de subrogation ou autres, ni en quelque manière que ce soit, engager en tout, ou en partie, ledit Royaume de Sicile & Isles dependantes, les Appartenances, Dependances ou Annexes à autres qu'aux Rois d'Espagne, ce qui doit être observé conformément audit Acte de Cession dudit Royaume de Sicile fait par Sa Majesté le 12 de Juin dernier, & jusqu'à ce que la Couronne d'Espagne tombe à un Prince de la Maison de Savoie, & qu'il soit Roi d'Espagne.

VII Son Altesse Royale étant obligée, par la Cession & Clauses particulières qui y sont stipulées, d'approuver, confirmer, & ratifier tous les Privilèges, Immunités, Exemptions, Libertés, Statuts, & autres Coutumes dont ledit Royaume jouit ou a joui ci devant expliqués en détail dans ladite Cession, Son Altesse Royale approuve, confirme, & ratifie le tout, & s'oblige à les maintenir selon qu'il a été stipulé en ladite Cession, & en même temps, Sa Majesté Catholique durant donner à ses Vassaux Espagnols, Seigneurs & autres, qui ont perle dans son obéissance, & qui ont des Biens dans ledit Royaume de Sicile, des preuves de la satisfaction qu'elle a de leur fidélité & service, déclare, qu'en cas que le Fils ait procédé civilement, ou criminellement contre ledits Biens, ou partie d'iceux, ou pretende prendre sous quelque prétexte, ou pour quelque fait déjà jugé, Sa Majesté Catholique le remet & pardonne dès à présent, & pour cet effet, casse & annulle lesdites Procédures, en sorte que pour tout ce qui a été fait pendant la Domination, & par le passé, ledits Vassaux ne puissent être inquiétés ni troubles en leurs Biens, & Possessions, comme de son côté, Son Altesse Royale promet que ses Ministres & Fideles ne les troubleront ni inquiéteront.

teront pour ce qui s'est passé, avant que Son Altesse Royale entre en réelle Possession dudit Royaume, le tout sans préjudice d'autrui, à quoi Sa Majesté ne prétend déroger.

VIII. Les Espagnols & autres Sujets de Sa Majesté Catholique & de ses Successeurs, comme les Siciliens qui sont & veulent demeurer dans les Etats de Sa Majesté Catholique, ou à son service, pourront & devront, voir, & pourront effectivement & librement des Fiefs, Seigneuries, Biens, Rentes, Regales, Droit de Patronat, & autres Droits que ce soit, qu'ils ont dans le Royaume de Sicile, ou qu'ils puissent avoir à l'avenir par Succession, Héritage, Fideicommissus, Legs, Adjudications ou autre Droit, ou Titre que ce soit, & pourront, en payant les Droits comme les Regnicoles, retirer leurs Rentes, finances & fruits, ou en deniers, comme il leur semblera plus convenable, sans qu'ils puissent être arrêtés, & commettre pour l'administration de leurs Biens & Droits, & pour exiger leurs Rentes, ceux qui s'y trouveront à propos, sans pouvoir être obligés d'habiter & vivre dans ledit Royaume de Sicile, ni être chargés, en leurs Personnes, pour cause d'absence, plus que les Habitans & Regnicoles dudit Royaume, mais au contraire, seront traités à tous égards, comme lesdits Regnicoles, tant pour ce qui est des Impositions, Contributions, Tributs, Vasselages, & autres Obligations, qu'en l'administration de la Justice, qu'on leur rendra sans partialité, & la plus brièvement qu'il sera possible. Il leur sera aussi permis, comme il leur est permis, dans la forme la plus ample, en vertu de ce Traité, & des Clauses plus étendues, contenues dans l'Acte de Cession du Royaume, de vendre, aliéner ou troquer, en tout, ou en partie, à une, ou plusieurs fois, lesdits Biens qu'ils tiennent, ou pourront tenir ci-après dans ledit Royaume de Sicile, à qui & avec qui ils voudront, soit Regnicoles ou Etrangers, & d'en retirer le prix à une ou plusieurs fois, & le faire transporter où il leur plaira, sans distinction de Biens Francs, Libres, Allodiaux, Fideicommissus ou Majoratques, sans préjudice du Droit d'autrui, & avec cette réserve, que pour ce qui est des Fideicommissus & Majoratques on entendra ceux qui y sont appelés de Droit, pour la sûreté de ce qui les regarde, & les prix desdits Fideicommissus & Majoratques seront employés à l'acquisition d'autres Biens libres & firs dans le Royaume d'Espagne, pour être subrogés auxdits Fideicommissus & Majoratques, ce qui sera observé tout de même par Sa Majesté Catholique en ce qui regarde les Siciliens & autres qui n'ont point passé ni ne passeront, ni ne le trouvent dans le parti opposé à Sa Majesté, & qui ont des Biens & Fiefs, Patronats, & autres Droits en Espagne, & qui habiteront, ou voudront habiter en Sicile, ou autres Etats de Son Altesse Royale, & pour tout ce qui vient d'être dit, Sa Majesté Catholique & Son Altesse Royale donneront, sans aucune difficulté ni retardement, les Confirmations & Ordres nécessaires, sans préjudice de leurs Droits de Regale, de Fief, & de Vasselage.

IX. Les Sujets des Puissances Amies de la Couronne d'Espagne & de Son Altesse Royale auront à l'avenir un Commerce libre en Sicile, comme ils l'ont eu par le passé, & jouiront des mêmes avantages dont jouissent les Su-

Sujets de Sa Majesté la Reine de la Grande-Bretagne, & seront également favorisés.

X Tous les Privilèges, Franchises, & Immunités qui ont été accordés à l'illustre Ordre de Malthe par l'Empereur Charles V. & par les Rois ses Successeurs de glorieuse Mémoire sont confirmés par le présent Traité, de la manière dont ledit très illustre Ordre en a joui jusqu'à présent, tant par le Traité qui regarde la traite des Bleds, du bled, & des chairs de la Sicile, comme pour le produit des Biens qu'il possède en Sicile en espèce, & en celles du Pais, & pour autres choses, quoi qu'elles ne soient pas ici spécifiées, moyennant que satisfaisant ledit très illustre Ordre, il satisfasse aux engagements ou il est envers le Roy & le Royaume de Sicile.

XI Pour assurer le repos public, & en particulier celui de l'Italie, il a été convenu, que les Cessions faites par le feu Empereur Leopold à Son Altesse Royale de Savoye, par le Traité stipulé entre les deux, le 8 Novembre 1703 de la part du Duché de Montserrat, qui a été possédée par le feu Duc de Mantoue, des Provinces d'Alexandrie & de Valence, avec toutes les Terres qui sont entre le Po & le Tenare, de la Lombellie, de la Val de Sesia, & Droit ou Exercice de Droit sur les Fiefs des Langos, & ce qui dans ledit Traité, concerne le Vigevanous, ou l'Equivalent, & les Appartenances & Dependances desdites Cessions, demeureront, comme Sa Majesté y consent par le présent Traité, fermes & stables, & dans leur force & vigueur, & auront leur entier effet irrevocable, nonobstant tous Rescripts, Droits, & Actes contraires, sans que Son Altesse Royale & ses Successeurs puissent être troubles ou molestés en la possession des choses & Droits dessus dits pour quelque cause & prétention, Droit, Traité, & Conventions que ce puisse être par aucune Personne, non seulement pour ce qui regarde le Duché de Montserrat, par ceux qui possèdent avoir Droit, ou Prétention sur ledit Duché, lesquels Prétendants seront indemnisés, conformément au contenu dudit Traité du 8 Novembre 1703, promettant ledit Roi Catholique, pour lui, & ses Successeurs, de n'y point contrevenir, ni assister directement ou indirectement aucun Prince ou autre personne que ce soit, qui veuille contrevenir auxdites Cessions, au contraire, offre Sa Majesté d'entier, conjointement & réciproquement avec Son Altesse Royale, dans l'union & garantie, qui se concertera avec la France & l'Angleterre, pour maintenir tous les Traités, dont il sera convenu entre ces quatre Puissances, pour la maintenance & sûreté des présentes Pais, dans laquelle Garantie sera comprise, contre tous, celle de la Ville & Province de Vigevano, pour ce qui la regarde, ou ce que Son Altesse Royale pourra convenir de recevoir en equivalent, comme aussi pour ce qui est des Provinces, Villes, Terres, Droits, ou Exercice de Droit, qui ont dépendu de l'Etat de Milan, & ont été cédés audit Seigneur Duc de Savoye, Sa Majesté Catholique se désiste & se sépare, purement, simplement, & irrevocablement, pour lui & pour ses Successeurs, de tous Droits, Noms, Actions, & Prétentions qui lui appartiennent, ou peuvent appartenir, les cédant, comme il est nécessaire, les rendant & transférant,

fina

sans s'en rien réserver, afin que Son Altesse Royale possède lesdits lieux sans aucun trouble ni empêchement, & jouisse des Droits ci-dessus mentionnés, & de plus, Sa Majesté promet de faire délivrer à Son Altesse Royale ou à celui qu'elle commettra, dans trois mois après la Ratification du présent Traité, tous les Titres, Papiers, & Documents, qu'elle trouveront en Espagne concernant les Pays & Droits ci-dessus exprimés.

XII. Le Traité de Turin de 1696 & les Articles des Traités de Monster, des Pyrénées, de Nimegue, & de Rytwick, qui regardent Son Altesse Royale, seront gardés & observés réciproquement, en tout ce en quoi il n'y est pas dérogé par le présent Traité, comme s'ils y étoient stipulés, & inferes mot à mot, & particulièrement pour ce qui est des Faits exprimés dans lesdits Traités qui regardent Son Altesse Royale, nonobstant tous Rescripts & Actes au contraire; tout de même le Traité fait entre Sa Majesté Très-Chrétienne & Son Altesse Royale, le 11 Avril de cette présente Année, est compris & confirmé par le présent, comme s'il y étoit transcrit, Sa Majesté offrant pour cet effet d'entrer réciproquement avec Son Altesse Royale en l'union pour la garantie de tout ce qui a été stipulé dans les Paix qui viennent d'être faites entre les quatre Puissances, d'Espagne, France, Angleterre, & Savoye, afin qu'il ait son plein & entier effet, & soit observé à toujours.

XIII. Tous ceux qui seront nommés par Sa Majesté Catholique & par Son Altesse Royale de Savoye dans l'espace de six mois seront compris dans le présent Traité, comme l'étant d'un commun contentement.

XIV. Afin que le présent Traité soit inviolablement observé, Sa Majesté Catholique, & Son Altesse Royale, promettent, de ne faire, ni souffrir qu'il soit rien fait au préjudice d'icelui, directement ni indirectement, & si cela arrivoit, de le faire réparer, sans difficulté ni délai, & tous les deux s'obligent respectivement à son entière observation, & le présent Traité sera confirmé en termes convenables en tous ceux que Sa Majesté Catholique fera avec les autres Puissances, auprès desquelles elle emploiera ses officiers les plus efficaces, conjointement avec Sa Majesté Très-Chrétienne & Sa Majesté Britannique, pour faire reconnoître Son Altesse Royale Roy de Sicile, & que ces Puissances entrent dans l'engagement d'assurer & maintenir à Son Altesse Royale & à ses Héritiers la possession pacifique & permanente dudit Royaume & de ses Dépendances, & Sa Majesté ne comprendra en ces Traités, aucune autre Puissance, qu'elle n'ait fait, ou promis de faire, ladite Reconnoissance, & elle s'intéressera vivement auprès des Puissances chés qui elle tient des Ministres, afin qu'elles reconnoissent Son Altesse Royale pour Roi de Sicile.

XV. Le présent Traité sera approuvé & ratifié par Sa Majesté Catholique & par Son Altesse Royale, & les Ratifications en seront échangées & délivrées respectivement par les Plenipotentiaires de l'un & de l'autre Prince, dans le terme de six semaines, ou plutôt, s'il est possible, à Utrecht.

En foi dequoi nous Ambassadeurs Extraordinaires & Plénipotentiaires de Sa Majesté Catholique, & de Son Altesse Royale de Savoye, avons signé le présent Traité, & y avons fait apposer les cachets de nos Armes.

Fait à Utrecht le 13. Août 1713.

(L. S.) M. D. D'OSUNE.
(L. S.) EL MARQUE DE
MONTELEON.

(L. S.) LE C. MAFFEI.
(L. S.) SOLAR DU BOURG.
(L. S.) P. MELLAREDA.

[G.]

1713. *TRAITE' de Paix entre la France & le Duc de Savoye, conclu à Utrecht en 1713. Actes de la Paix d'Utrecht.*

Soit notoire à tous présens, & à venir, qu'ayant plu à Dieu après une très-longue, & très-sanglante Guerre, d'inspirer à toutes les Puissances qui y sont intéressées, un sincere désir de la Paix, & du rétablissement de la tranquillité publique, les Négociations commencées à Utrecht par les soins de la Serenissime & très-Puissante Princesse Anne, par la grace de Dieu, Reine de Grande-Bretagne, ont été par la prudente conduite de cette Princesse amenées au point de la conclusion d'une Paix generale, à quoi désirant de contribuer, le Serenissime & tres-Puissant Prince, Louis XIV par la grace de Dieu, Roi Très-Chrétien de France, & de Navarre, qui, durant la présente Guerre, a toujours cherché les moyens de rétablir le repos general de l'Europe, & Son Altesse Royale Victor Amédée second, par la grace de Dieu Duc de Savoye, & de Monferrat, Prince de Piémont, Roi de Cypre, &c. souhaitant de concourir à un ouvrage si salutaire, de rentrer dans l'amitié, & l'affection du Roi Très-Chrétien, toujours disposé à reprendre les sentimens de bonté, qu'il a eu ci-devant pour Son Altesse Royale, & de resserrer les liens du sang, qui l'unissent & sa Maison, à la Royale Maison de France, ont donné leurs Plein-Pouvoirs pour traiter, conclure, & signer la Paix : sçavoir, Sa Majesté Tres-Chrétienne au Sieur Nicolas Marquis d'Huxelles, Maréchal de France, Chevalier des Ordres du Roi, Lieutenant General au Gouvernement du Duché de Bourgogne, & au Sieur Nicolas Meunager, Chevalier de l'Ordre de St. Michel, les Ambassadeurs Extraordinaires & Plénipotentiaires au Congrès d'Utrecht : & Son Altesse Royale de Savoye au Sieur Annibal Comte de Maffei, Gentilhomme de la Chambre, & premier Ecuyer de Sadite Altesse Royale, Chevalier de l'Ordre des Saints Maurice & Lazare, Colonel d'un Regiment d'Infanterie, General de Bataille dans ses Armées, Son Envoyé Extraordinaire auprès de Sa Majesté Britannique, au Sieur Ignace Solar de Morette Marquis du Bourg, Gentilhomme de la Chambre de Sadite Altesse Royale, Chevalier Grand Croix de l'Ordre

dre des Saints Maurice & Lazare, Son Envoyé Extraordinaire auprès de Messieurs les Etats des Provinces-Unies des Pays-Bas, & au Sieur Pierre Mellaredo, Seigneur de la Maison Forte de Jordane, Conseiller d'Etat de Sa dite Altesse Royale, ses Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires audit Congres d'Utrecht: lesquels après s'être communiqué respectivement leursdits Plein-pouvoirs, dont les Copies sont insérées mot à mot à la fin de ce présent Traité, & après avoir fait l'Echange des Copies Authentiques d'iceux, sont convenus des Articles suivans, en présence du Sieur Evêque de Bristol, & du Sieur Comte de Strafford, Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires de la Reine de la Grande-Bretagne.

I. Il y aura à l'avenir, & pour toujours, une bonne, ferme, & inviolable Paix entre le Roi Très-Chrétien, ses Héritiers, Successeurs, & son Royaume d'une part, & Son Altesse Royale de Savoye, ses Héritiers, Successeurs, & Etats de l'autre, & une cessation de tous Actes d'Hostilités par Terre, & par Mer, sans exception de lieux, ni de personnes.

II. Il y aura de part & d'autre un oubli, & une amnistie perpétuelle de toutes les Hostilités réciproquement commises pendant la présente Guerre, ou à son occasion, sans qu'on puisse à l'avenir directement, ou indirectement en faire aucune recherche, par quelque voye ou sous quelque prétexte que ce soit, ni en témoigner du ressentiment, ni en prétendre aucune sorte de réparation.

III. Le Roi Très-Chrétien immédiatement après la Ratification du présent Traité restituera à Son Altesse Royale de Savoye le Duché de Savoye, & le Comté de Nice avec leurs appartenances, dépendances, & annexes, pour les posséder à l'avenir comme Elle a fait avant cette Guerre, & généralement tous les Etats, & Lieux que les armes de Sa Majesté ont occupé sur Son Altesse Royale pendant cette Guerre sans aucune réserve, & les Places & Forts seront délivrés dans l'état où ils se trouvent présentement, ceux qui existent, avec toute l'Artillerie, & la quantité de Munitions de Guerre, qui s'y sont trouvées lors qu'ils ont été occupés.

IV. Sa Majesté Très-Chrétienne, pour Elle, ses Héritiers, & Successeurs cede, & transporte à Son Altesse Royale de Savoye, à ses Héritiers, & Successeurs, irrévocablement, & à toujours, les Vallées qui suivent, savoir la Vallée de Pragelas, avec les Forts d'Exilles, & de Fenestrelles, & les Vallées d'Oulx, de Sezine, de Bardonnache, de Chateau Dauphin, & tout ce qui est à l'Eau pendant des Alpes du côté du Piémont. Réciproquement Son Altesse Royale cede à Sa Majesté Très-Chrétienne & à ses Héritiers & Successeurs, irrévocablement, & à toujours, la Vallée de Barcelonnnette, & ses dépendances, de manière que les Sommités des Alpes, & Montagnes, serviront à l'avenir de limites entre la France, le Piémont, & le Comte de Nice, & que les plumes qui se trouveront sur lesdites sommités & hauteurs seront partagées, & la moitié avec les Eaux pendantes du côté du Dauphiné, & de la Provence, appartiendront à Sa

Majesté Très-Chrétienne, & celles du costé du Piémont, & du Comté de Nice, appartiendront à Son Altesse Royale de Savoye.

Pour estre à l'avenir les choses ci dessus cedées, tenues, & possédées par Sa Majesté Très-Chrétienne, & par Son Altesse Royale de Savoye, leurs Heritiers, & Successeurs, en toute propriété & Souveraineté, Regies, actions, juridiction, droit de patronage, nominations, prérogatives, & généralement tous autres Droits quelconques, sans rien réserver, & de la même manière en tout, & avec les mêmes privilèges que Sa Majesté Très-Chrétienne & Son Altesse Royale de Savoye les ont possédés au commencement de cette Guerre. Derogent pour cet effet de part & d'autre, à toutes Loix, Coutumes, Statuts, Constitutions, & Conventions, qui pourroient estre contraires, même à celles qui auroient été confirmées par serment, comme si elles estoient ici exprimées, auxquelles, & aux chartes derogatoires, il est expressement derogé par le présent Traité pour l'entier accomplissement desdites cessions, lesquelles vaudront, & auront lieu, pour exclure à perpétuité toutes exceptions quelconques, sous quelque titre, cause, prétexte qu'elles puissent être fondées. Et à ce sujet, les Habitans & Sujets desdites Vallées, & lieux ci-dessus reciproquement cedés, sont dispensés par le présent Traité des sermens de fidelité, foi & hommage qu'ils ont ci-devant prêtés à leurs Souverains respectifs avant la présente cession, lesquels sermens demeurent nuls, & de nulle valeur. Les Sujets des lieux reciproquement cedés, ou qui y ont des Biens ou Droits, en auront la libre possession & jouissance en quelques lieux qu'ils habitent, ou du Royaume de France, ou des Etats de Son Altesse Royale, & auront la liberté d'en pouvoir percevoir les revenus, qu'ils pourront transporter où bon leur semblera, & de disposer & contracter desdits Biens & Droits entre vifs ou à cause de mort, & ils retiendront tous les mêmes Droits de succession, & autres qu'ils ont eu jusques à présent. Et pour plus grande validité des présentes cessions, elles seront vérifiées, & enregistrées reciproquement dans les Cours de Parlements, & Chambres des Comptes de Paris, & du Dauphiné, comme aussi dans le Senat, & Chambre des Comptes de Turin & Senat de Nice, & les expéditions en seront délivrées 3 mois après, à compter du jour de la Ratification du présent Traité.

Et comme il n'a point été possible de regler par le présent Traité les limites, & dépendances des cessions reciproquement faites ci-dessus, on a trouvé bon, de part & d'autre, de renvoyer ce Règlement aux Commissaires, que les Parties nommeront dans l'espace de quatre mois du jour de la signature du présent Traité, pour en convenir à l'amiable sur les lieux.

V. Comme en conséquence de ce qui a été convenu, & accordé entre leurs Majestés Très-Chrétienne & Catholique d'une part, & Sa Majesté Britannique de l'autre, pour une des conditions essentielles de la Paix, le Serenissime & très-puissant Prince Philippe V., par la grace de Dieu, Roi Catholique des Espagnes & des Indes, a cédé & transporté à Son Altesse Royale de Savoye, & à ses Successeurs, l'Isle & Royaume de Sicile, & Isles en dépendantes, avec les appartenan-

ces & dépendances, nulle exceptée, en toute Souveraineté, en la forme, & manière qui sera spécifiée dans le Traité qui sera conclu entre Sa Majesté Catholique, & Son Altesse Royale de Savoye, le Roi Très-Christien reconnait, & déclare que ladite cession de l'Isle, & Royaume de Sicile les appartenances & dépendances, faite par le Roi Catholique son Petit-Fils à Son Altesse Royale de Savoye, est une des conditions de la Paix, & Sa Majesté Très-Christienne consent, & veut qu'elle fasse partie du présent Traité, & ait la même force, & vigueur, que si elle étoit insérée mot à mot, & qu'elle eût été stipulée par lui. Reconnaissant dès à présent en vertu de ce Traité Son Altesse Royale de Savoye pour seul & légitime Roi de Sicile, & pour mieux assurer l'effet de ladite cession, Sa Majesté Très-Christienne promet en son, & parole de Roi, tant pour Elle que pour les Successeurs, de ne s'opposer jamais, ni faire aucune chose contraire à ladite cession, ni son exécution, sous quelque prétexte, ou raison que ce puisse être, mais au contraire de l'observer, & faire observer inviolablement, promettant tout aide & secours, envers & contre tous pour cet effet, & pour ladite exécution, comme aussi pour maintenir & garantir Son Altesse Royale de Savoye, & ses Successeurs en la paisible possession dudit Royaume, conformément aux clauses qui seront stipulées dans ledit Traité entre Sa Majesté Catholique, & Son Altesse Royale de Savoye.

VI Le Roi Très-Christien consent pareillement, & veut, que la reconnaissance, & la déclaration du Roi d'Espagne, qui au défaut des descendants de Sa Majesté Catholique, assure la succession de la Couronne d'Espagne & des Indes à Son Altesse Royale de Savoye, à ses descendants mâles nés en constant & légitime mariage aux Princes de la Maison de Savoye, & à leurs descendants mâles nés en constant & légitime mariage, à l'exclusion de tous autres, fasse, & soit tenue pour une partie essentielle de ce Traité suivant toutes les clauses spécifiées, & exprimées dans l'Acte fait par Sa Majesté Catholique le 5 de Novembre 1711 passé, approuvé, & confirmé par les États ou Cortes d'Espagne par Acte du 9 dudit mois de Novembre, lesquels Actes du Roy d'Espagne & des Cortes seront insérés dans le Traité qui sera conclu entre Sa Majesté Catholique, & Son Altesse Royale de Savoye, & doivent être tenus pour exprimés ici comme s'ils y étoient insérés mot à mot. Les Renonciations que Monseigneur le Duc de Berry, & Monseigneur le Duc d'Orléans, ont faites pour eux, & leurs descendants pour toujours à tous Droits & espérance de succession à la Monarchie & Couronne d'Espagne & des Indes, pour les raisons, causes, & motifs contenus dans les Actes qu'ils ont passé le 19 & 24 Novembre 1711 & dont la teneur & les Lettres patentes du Roy Très-Christien du mois de Mars dernier seront insérées à la fin du présent Traité, sont, & seront de même à perpétuité partie essentielle de ce Traité. Sa Majesté Très-Christienne connaissant les motifs des susdites Reconnaissances, Déclarations, Renonciations, & Actes, & qu'ils sont le fondement & la base de la durée de la Paix, promet pour Elle, ses Successeurs, & les Princes, qui ont fait lesdites Renonciations, & leurs Descendants, qu'ils seront inviolablement observés, & de n'y ja-

mais contrevient, ni permettre qu'il y soit contrevenu directement, ou indirectement, en tout ou en partie, de quelque manière, ou par quelque voie que ce soit, mais au contraire d'empêcher, qu'il n'y soit contrevenu par qui que ce soit, en quelque temps que ce soit, & pour quelque cause, raisons, ou motifs que ce puisse être. Sa Majesté Très-Chrétienne s'engageant pour Elle, & ses Successeurs, de maintenir envers & contre tous, nul excepté, le Droit de succession de Son Altesse Royale de Savoie, & des Princes de la Maison de Savoie à la Couronne d'Espagne & des Indes, conformément à la manière dont il est établi par l'Acte fait par le Roi d'Espagne le 5 Novembre 1712., par celui des États ou Cortes d'Espagne du 9. Novembre 1712., & par les Renonciations de Monseigneur le Duc de Berry, & de Monseigneur le Duc d'Orléans, & autres Actes susdits, comme aussi d'employer (le cas arrivant) les forces, étant que besoin sera, pour mettre en possession de ladite succession le Prince de la Maison de Savoie, à qui elle appartiendra suivant l'ordre de vocation, envers & contre tous ceux qui voudroient s'y opposer. Tous Actes, & Protestations qui pourroient avoir été ou être faits contraires aux susdites Déclarations, Renonciations, & Actes, & aux Droits reconnus, & établis en ceux, devant être tenus & repues contraires à la sûreté de la Paix & à la tranquillité de l'Europe, sont par le présent Traité déclarés nuls, & de nul effet à jamais.

VII Pour assurer davantage le repos public, & en particulier celui de l'Italie, il a été convenu, que les cessions faites par le feu Empereur Leopold à Son Altesse Royale de Savoie, par le Traité fait entre eux le 8 Novembre 1703, de la partie du Duché de Monferrat qui a été possédée par le feu Duc de Mantoue, des Provinces d'Alexandrie, & de Valence, avec toutes les Terres entre le Po & le Tanaro, de la Lunelme, de la Vallée de Sesia, & du Droit ou exercice de Droit sur les Fiefs des Langhes, & ce qui concerne dans ledit Traité du 8 Novembre 1703 le Vigevanasco, ou son équivalent, & les appartenances, & dépendances desdites cessions resteront dans leur force, & vigueur, fermes, & stables, & auront leur entier effet irrévocablement, nonobstant tous Revers, Décrets, & Actes contraires, sans que Son Altesse Royale, & ses Successeurs puissent être troubles, ni molestés dans la possession, & Droits, Traités, & Conventions que ce puisse être, & par qui que ce soit, non pas même par rapport au Duché de Monferrat par ceux qui pourroient avoir Droit ou prétention sur ledit Duché, lesquels prétendants seront indemnisés conformément à ce qui est porté par ledit Traité du 8 Novembre 1703.) Sa Majesté Très-Chrétienne promettant pour Elle, & ses Successeurs, de ne point assister, ni favoriser directement, ou indirectement aucun Prince, ou autre personne qui voudroit contrevient auxdites cessions, s'obligeant au contraire, d'employer conjointement avec le Roi de la Grande-Bretagne les offices, & ses forces pour le maintien, & la garantie du contenu au présent Article, y comprise la Province de Vigevano. La Sentence arbitrale rendue par les Arbitres Compromissaires le 27 Juin 1712. de-

durant ou surplus rester dans sa force, & vigueur, & les mesures être prises dans six mois par l'Arbitrage des Puissances garantes du Traité du 1 Novembre 1703. pour le paiement des créances de Son Altesse Royale de Savoye.

VIII. Comme par les incidents, & le sort de la Guerre, les États de Son Altesse Royale de Savoye sont ouverts de toutes parts, Il a été trouvé bon que les choses n'étant plus dans l'état, où elles étoient lors de. précédens Traites de Paix & d'Alliance, Sadite Altesse Royale puisse fortifier les Frontières pour la sûreté de ses biens, qui peut beaucoup contribuer à la sûreté, & à la tranquillité de l'Italie; & il sera libre à Son Altesse Royale de faire telles Fortifications que bon lui semblera dans tous les Lieux, & endroits qui lui ont été cédés de part & d'autre par lesdits Traites, nonobstant toutes Conventions, & promesses précédentes à ce contraire.

IX. Son Altesse Royale de Savoye ayant demandé que le Prince de Monaco reconnût tenir de son Domaine direct Menton, & Rocabrana, & qu'il en prenne les Investitures d'Eglise, de la manière que Son Altesse Royale prétend que l'ont fait les Prédécesseurs de ce Prince, Il a été convenu que l'on s'en rapportera respectivement à l'Arbitrage de leurs Majestés Très-Chrétiennes, & Britanniques, qu'Elles donneront six mois après la signature du présent Traité. Et pour cet effet les Parties représenteront leurs raisons, & leurs titres, dans l'espace de 3 mois, à ceux qui seront députés par leursdites Majestés à Paris.

X. Le Commerce ordinaire d'Italie se fera, & maintiendra, comme il étoit établi du temps de Charles Emmanuel II. Pere de Son Altesse Royale, & l'on sera observer, & pratiquer, en tout & par tout, entre le Royaume, & toutes les parties des États de Sa Majesté, & ceux de Son Altesse Royale, ce qui se faisoit, observoit, & pratiquoit en tout du vivant dudit Charles Emmanuel II. par le Chemin de Suze, la Savoye & Pont de Beauvoisin, & par Ville-Franche, chacun suivant les Droits & Domaines, de part & d'autre. Les Bastimens François paieront aussi l'ancien Dace (communément appelé Droit de Ville-Franche) comme il se pratiquoit du temps du Duc Charles Emmanuel, à quoi il ne sera plus fait aucune opposition par qui que ce soit, comme l'on en pourroit avoir fait jusqu'à présent. Les Couriers & les Ordinares de France passeront comme auparavant par les États de Son Altesse Royale, & en observant le Règlement paieront les Droits pour les Marchandises dont ils seront chargés.

XI. Le Roi Très-Chrétien acquiesçant à la demande que son Altesse Royale lui a fait faire, & pour lui donner en tout des preuves de sa sincère amitié, consent que Son Altesse Royale puisse vendre les Terres, Biens, & Effets qu'Elle a dans le Royaume de France en Poitou, & en Bugey, sans qu'il y puisse être forme aucun empêchement de sa part, ni par ses Officiers, Sadite Majesté se départant à ces fins en faveur de Sadite Altesse Royale, & de ses Successeurs, ou de leurs acquereurs, de tous les Droits qu'Elle pourroit avoir, & prétendre à l'avenir sur lesdites Terres qui sont en Bugey, & qui appartiennent de présent à Son Altesse Royale, à laquelle

le au besoin Sa Majesté cede la propriété irrevocable desdites Terres pour Elle, & ses Successeurs Ducs de Savoye, & leurs acquireurs, qui auront une pleine sûreté à l'égard de Sa Majesté, sans autre Patente, & en vertu seulement de ce présent Traité.

XII Main levée est respectivement accordée des Biens & Effets saisis, & confisqués à l'occasion de la Guerre sur les Vassaux, & Sujets respectifs en quelques lieux qu'ils soient situés, & à cet effet toutes reprises, saisies, & confiscations, & les dons, & concessions d'icelles sont & demeureront anéantis, de même que les arrentements desdits biens, & les Fermes échues après la signature de ce Traité seront payées aux Propriétaires.

XIII Les Jugemens rendus en contradictoire des Parties qui ont reconnu des Juges, & ont été légitimement défendues, tiendront, & ne seront les Condamnés requis à les contredire, sinon par les voies ordinaires.

XIV Les Sujets de Son Altesse Royale qui ont fait des fournitures, prêts, avances pour le service de Sa Majesté, ou à ses Entrepreneurs, Particuliers, Commis, ou employés à son service, ou pour l'entretien de ses Troupes, Officiers, & Soldats, seront payés en brief terme sur les recepissés, ou obligations qu'ils représenteront, & Sa Majesté leur fera à cet égard rendre bonne, & briève Justice, Son Altesse Royale en fera user de même en tout à l'égard des Sujets de Sa Majesté.

XV Tous les Prisonniers de Guerre, & les Sujets respectifs détenus en quelque lieu que ce soit pour cause de la Guerre, seront de part & d'autre, en vertu de la Paix, des aussi-tôt mis en liberté.

XVI Les Articles des Traités de Munster, des Pyrénées, de Nimègue, de Ryswick, & autres qui regardent Son Altesse Royale de Savoye, & celui de Turin de 1696., seront gardés, & observés, autant qu'il n'y est point dérogé par le présent Traité, comme s'ils étoient stipulés, & insérés ici mot à mot, & notamment à l'égard des Fiefs qui regardent Son Altesse Royale, nonobstant tous Réscriis, Decrets, & Provisions donnés au contraire.

XVII Tous ceux qui seront nommés dans l'espace de 6. mois par le Roy Très-Chrétien, & par Son Altesse Royale de Savoye, seront compris dans le présent Traité, pourvu que ce soit d'un commun consentement.

XVIII Et afin que le présent Traité soit inviolablement observé, Sa Majesté Très-Chrétienne, & Son Altesse Royale, promettent de ne rien faire contre, & au préjudice d'icelui, ni souffrir être fait directement, ou indirectement, & si fait étoit, de le faire reparer sans aucune difficulté, ni remède, & Elles s'obligent respectivement à son entière observation, & sera le présent Traité confirmé avec des termes convenables, & efficaces, dans tous ceux que Sa Majesté Très-Chrétienne fera avec les Puissances Alliées.

XIX Sera le présent Traité approuvé, & ratifié, par Sa Majesté Très-Chrétienne, & par Son Altesse Royale, & les Lettres de Ratification seront échangées & délivrées respectivement dans le terme d'un mois, ou plutôt

s'il est possible, à Utrecht; cependant toutes hostilités cesseront de part & d'autre dès à présent.

*Ici doivent être insérées de mot à mot les * Renonciations du Duc de Berri, du 19. Novembre 1712. & du Duc d'Orléans, du 24. du même Mois, avec les Lettres patentes du Roi T. C. du Mois de Mars 1713.*

En foi de quoi nous Ambassadeurs Extraordinaires, & Plénipotentiaires du Roi Très-Chrétien & de Son Altesse Royale de Savoye, & en vertu de nos Plein-Pouvoirs, avons signé le présent Traité, & avons fait apposer les Cachets de nos Armes. Fait à Utrecht le 11. d'Avril 1713.

(L. S.) HUXELLES.

(L. S.) MESNAGER.

(L. S.) LE C. MAFFEI.

(L. S.) SOLAR DU BOURG.

(L. S.) P. MELLAREDE.

Ce Traité a été ratifié par Sa Majesté Très-Chrétienne le 18 Avril, & par le Duc de Savoye le 25 du même mois 1713.

[H.]

1714. *Traité de Paix entre l'Empereur & la France, conclû à Radstadt & Bade en 1714. tiré de l'Europæische Ruhe.*

In nomine Sacrosanctæ Trinitatis, Patris, & Filii, & Spiritus sancti.

NOTUM sit universis, cum alma Pace per summi Numinis benignitatem feliciter instaurata Radstadi sexta die nuper præteriti mensis Martii inter Serenissimum & Potentissimum Principem ac Dominum, Dominum Carolum sextum Electum Romanorum Imperatorem semper Augustum, ac Regem Germaniæ, Castellæ, Aragoniæ, Legionis, utriusque Siciliæ, Hierusalem, Hungariæ, Bohemiæ, Dalmatiæ, Croatiæ, Sclavoniæ, Navarræ, Granatæ, Toleti, Valentiniæ, Gallitiæ, Majoricarum, Sevilie, Sardinie, Cordubæ, Corsicæ, Murciæ, Giennæ, Algarbiæ, Algeziræ, Gibraltaris, Insularum Canariæ & Indiarum, ac Terræ firmæ, Maris Oceani, Archiducem Austriæ, Ducem Burgundiæ, Brabantie, Mediolani, Styriæ, Carinthiæ, Carniolæ, Limburgiæ, Luxemburgiæ, Geldriæ, Wirtembergæ, superioris & inferioris Silesiæ, Calabriæ, Athenarum & Neopatriæ, Principem Sueviæ, Catahuniæ, & Asturiæ, Marchionem Sacri Romani Imperii Burgoviæ, Moraviæ, superioris & inferioris Lusatiæ, Comitem Habsburgi, Flandriæ, Tyrolis, Ferretis, Kyburgi, Goritiæ & Arthesiæ, Marchio-

nem

* Voyez ci-devant à la page 20. & suiv. On les omet ici pour éviter la Répétition.

sem Oriskani, Comitem Gorium, Namurei, Russilionis & Ceritanie, Dominum Marchie Salavonicæ Portus Mauris, Biscanie, Molins, Salinarum, Tripoli, & Mechlinie &c ac Sacrum Romanum Imperium ab una, & Serenissimum ac Potentissimum Principem ac Dominum, Dominum Ludovicum decimum quartum, Franciæ & Navarre Regem Christianissimum ab altera parte convenit, ut quæ duc, opera tam salutaria magis accelerandi gratia, vel citra omnem, quæ observari debuisset, solemnitatem acta, vel in aliud tempus dilata fuerunt, aliunde addenda essent, novo solemniori & generaliore in Helvetiæ partibus instituendo Congressu recepto more perficerentur, id tunc Divinis rursus aspirante favore completum esse. Comparescentes quippe Balte Burgavie Inco utrinque delecto Legati Extraord. narii & Plenipotentissimi nomine Sacræ Cæsareæ Majestatis, & Sacri Romani Imperii, Celsissimi Principis ac Domini Egeravi, Sabaudie & Piedemontium Principis, auri Velleris Eques, Sacræ Cæsareæ Majestatis Consiliarius Status intimus, Consil. Aulico-Belici, Præter Locumtenens Generalis, ac Sacri Romani Imperii Campi Martialis, nec non Illustrissimi & Excellentissimi Domini, Dominus Petrus Comes de Gode in Carlsberg, Sacræ Cæsareæ Majestatis Consiliarius Status, Camerarius, & Cantuariæ supremus Capitaneus Provincialis, & Dominus Joannes Fredericus Comes a Sierm & Alpeng, Sacræ Cæsareæ Majestatis Consiliarius Aulicus, & Cancellaria secretorum Aulicæ Austriacæ Assessor. Nomine vero Sacræ Regiæ Majestatis Christianissimæ, Celsissimus & Excellentissimus Dominus Ludovicus Hector Dux de Villars, Par & Marchallus Franciæ, Maritimi Princeps, Melodum Vice-Comes, Exercituum Regionum in Germania Dux supremus, Regionum Ordinum ut & auri Velleris Eques, & in Ditione & Comitatu Provincie Gubernator & Locumtenens Generalis, nec non Illustrissimus & Excellentissimus Domini, Dominus Franciscus Carolus de Ventimilia ex Comitibus Massiliæ Comes du Luc, Marchio de la Marche, pro Rege in Provincia Locumtenens, Ordinis sancti Ludovici Commendator, Intularum de Porquerolles Gubernator, atque Sacræ Regiæ Majestatis Christianissimæ in Helvetos, Rhetos, & Rempublicam Valsianam Legatus, & Dominus Dominicus de Barberis Eques, Dominus de Saint Correst, Regi Christianissimo a Sanctioribus Consiliis, Libellorum supplicum in Audi Regiæ Magister, atque judicant civis & ætatis, nec non bellicæ per Districtus Metensem, Tullensem, & Viromontensem, ut & Regionum Exercituum in Confinitis Campaniæ & ad Sarram Molellanque Præfectus, post invocatum excellentem opem & committatur eis Mandatorum in calce hujus Instrumenti descriptorum tabulas quas, inter jam Pacis Leges confirmarunt, ausurunt, & in solemnem formam redegerunt tenore sequenti.

I. Pax Christiana Rastadii sexta Marti Anno currentis conclusa, sit & maneat perpetua ac universalis, concilietque ac propaget veram amicitiam inter Sacram Cæsaream Majestatem ejusque Successores, treum Sacrum Romanum Imperium, Regna & Ditiones hæreditarias, Clientes ac Subditos ab una, & Sacram Regiam Majestatem Christianissimam ejusque Soc-

enlites, Clientes, & Subditos ab altera parte, eoque ita sincere serventur & coluntur, ut neutra Pars in alterius perniciem vel detrimentum sub quolibet colore quicquam molatur, aut molentibus seu quodvis damnum inferre volentibus ullum auxilium quocunque nomine veniat, prestare, alternatim Subditos rebelles seu refractarios recipere, protegere aut juvare quavis ratione possit, aut debeat, sed potius utraque Pars alterius utilitatem, honorem ac commodum serui promoveat non obstantibus quibuscunque in contrarium facientibus promissionibus, Tractatibus, & Fœderibus quomodocunque factis aut faciendis.

II. Sit perpetua utrinque Amnestia & Oblivio omnium eorum, quæ ob causam vel occasione præteriti Belli quocunque loco modove ultro citroque hostiliter facta sunt, ita ut nec eorum, nec ullius alterius rei causa vel pretextu alter alteri quicquam inimicitie, directe vel indirecte, specie juris aut via facti, neque intra, neque extra Sacrum Romanum Imperium, Regna & Ditiones Sacræ Cæsareæ Majestatis hereditariæ, Regnumque Galliarum inferat, aut inferri patiarur, sed omnes & singulæ hinc inde verbum, scriptum, aut factis illarum injuriarum & violentiarum abique omni personarum rerumve respectu ita penitus abolitæ sint, ut quidquid eo nomine alter adversus alterum prætendere possit, perpetua sit oblivione sepultum.

III. Pacis hujus basis & fundamentum sit Pax Westphalica, Neomagen-sis & Ryswicensis, harum statim a commutatis Ratificationum formulis in sacris & profanis plene executioni mandentur, & inviolabiliter in posterum serventur, nisi quatenus nunc aliter conveniunt. Hanc in finem omnia tam quod mutationes, quæ durante ultimo Bello vel ante illud factæ, quam quæ executioni vel plene non, vel imperfecte datæ, vel post factam executionem rursus immutatae fuere, & quid re ipsa tale reperitur cum in statum in Sacro Romano Imperio, Ejusque appartenentis reponantur, qui per supradictum Tractatum Ryswicensem præscriptus fuit.

IV. Restituet Sacra Regia Majestas Christianissima secundum hanc & Pacem Ryswicensem Sacræ Cæsareæ Majestati, & Serenissimæ Domus Austriacæ, Brisacum vetus integrum in moderno statu cum granariis, armamentariis, munimentis, vallis, mœni, Turribus, aliisque ædificiis publicis & privatis, atque omnibus dependentiis in dextra parte Rheni sitis, in, quæ in sinistra parte Rheni sunt, interque ex Fortalitio *le Mortier* dicto, Regi Christianissimo relictis, omnia ad normam & sub conditionibus Articuli vigesimi dictæ Pacis Ryswicensis mente Nobis 1697 inter Imperatorem Leopoldum inclyticæ Memoræ, & Regem Christianissimum conclusæ.

V. Reddet quoque Sacra Regia Majestas Christianissima Sacræ Cæsareæ Majestati & Serenissimæ Domus Austriacæ Urbem & Arcem Friburgensem, nec non Fortalitium sancti Petri, Fortalitium item Stelis nuncupatum, & quæcunque alia munimenta ibi aut alibi per sylvam Herciniam, vel reliquum Brisgoviarum Districtum erecta aut restaurata, in statu, quo nunc sunt, absque ulla demolitione aut deterioratione cum Villis Lehen, Merchausen, & Kirchzarth, omniq. jure, cum Archivis item omnibusque Scripturis & Documentis literariis tempore ultimæ occupationis repertis, siue ibi adhuc

erent, siue aliorum tradita, sint Jure Diocesano aliisque juribus & redditibus Episcopatus Constantiensis semper salvis.

VI Restituet pariter Sacrae Caesaris Majestati & Imperio Sacra Regia Majestas Christianissima munimentum Kehl a se exstructum, in dextra Rheno parte ad pontem Argentinensem situm, integrum cum omnibus Juribus & dependentiis, munimentum vero *de la Pile*, ceteraque in ipso Rheno, seu Mhem Insulis prope Argentinarum jacentibus exstructa sumptibus Regis Christi animum solo plane aequabuntur, a neutra Parte posthac reedificanda, quae conventae Requisitiones & Destructiones Locorum & Munimentorum supradictorum post Ratificationem hujus Tractatus termino Articuli sequentibus expresso executioni dabuntur. Fluminis autem Navigatio, aliive usus utriusque Partis Subditis, aut qui alias illac commercare, navigare, aut merces transichere volent, aequo patet, nec quicquam ab alterutra Parte illuc aut alibi unquam fiet, quo Flumen divertatur, aut ejus cursus seu navigatio, aliive usus difficilius quavis ratione reddatur, multo minus nova Tollonia, Portoria, aut Pedagia exigantur, aut vetera augbuntur, Navofque, quae transiunt ad unam magis quam alteram ripam appellere, aut onera seu merces exponere vel recipere cogentur, sed ad libero cujusque arbitrio relinqui semper debebit.

VII Nominata loca, Urbes, Castra & Fortalitia Brisacum, Friburgum & Kehl rediuntur Sacrae Caesaris Majestati & Imperio cum omni Districtu, Jurisdictione, appertinentiis & dependentiis, cum omnibus nem tempore postremae occupationis ibi reperti tormentis, apparatu & ammunitionibus bellicis, quae ex Inventariis exhibenda apparebunt, absque reservatione, exceptione aut retentione, bona fide si sine dilatione, impedimento vel pretextu, is, qui post commutatas Ratificationum tabulas a Sacra Caesaris Majestate & Imperio ad id constitutus & specialiter deputatus fuerint, eaque de locorum evacuandorum Praefectis, Gubernatoribus aut Officialibus Galicis fidem fecerint, ita ut dictae Urbes, Arces, Fortalitia & loca cum omnibus praerogativis, utilitatibus, proventus, & emolumentis, ne quibuscunque ibidem comprehensis in Jus, possessionem actualem & omnimodam potestatem ac superioritatem Sacrae Caesaris Majestatis, Imperii & Domus Austriacae redeant, quemadmodum antehac ad Ipsos spectarunt, & a Sacra Regia Majestate Christianissima haecenus possessa fuisse, nihilque omnino Juri aut pretensionis in loca praefata, aut eorum Districtus Sacrae Regiae Majestati Christianissimae Coronaeque Galliae remansisse, aut reservatum fuisse intelligatur, nec quidquam porro exigatur pro sumptibus & impensis in munimenta, aut alia aedificia publica vel privata insumptis, nec alia quacunque de causa retardetur restitutio plenaria intra triginta dies a commutatis Pacis Ratificationibus executioni demandanda, adeo ut Praesidia Gallica inde protinus abducantur absque omni molestia, damno vel gravamine Civibus & Incolis, aut aliis quibuscunque Sacrae Caesaris Majestatis & Imperii Subditis ex causa debitorum aut quarumlibet pretensionum inferendo. Neque fas sit Militum Gallicorum in loca evacuanda aut alii quibuscunque ad Sacram Regiam Majestatem Christianissimam non spectantibus

bus ultra terminos infra præscriptos commorari, hyberna vel stationes figere, sed in proprias Coronæ Gallicæ Ditiones illico abire teneantur.

VIII. Curavit Rex Christianissimus suis impensis solo æquæ munimenta è regione Hunningæ in dextra ripa & Insula Rheni extructa, similiter &, qui illic est, pontem Rheni, fundo cum ædificiis Domui Badensi reduendo. Destructur eadem ratione munimenta cum Selligense tum alia in Insulis inter illud & Fortalitium Ludovicianum sitis facta, uti & Pontis pars, quæ ducit à Selligenfis ad Ludovicianum, & quod è regione Ludoviciani in dextra Rheni ripa constructum est, à neutra Parte deinceps reparanda, fundo pariter cum ædificiis Domui Badensi restituendo. Fortalitium Ludovicianum vero & Insula penes Regem Christianissimum permanebit. Generaliter Sacra Regia Majestas Christianissima suis expensis destrui faciet omnia cujuscunque generis Fortalia, munimenta, fossas, propugnacula, Valla & Pontes, siue eo sine in Tractatu Ryswicensi expressa, siue post illum à Regia Sua Majestate Christianissima ad ripam Rheni vel in ipso Rheno, aut alibi in Imperio, seu Terris ac Ditionibus ad Imperium quomodolibet spectantibus extructa, quæ reparari non poterunt.

IX. Evacuabit quoque Sacra Regia Majestas Christianissima Castrum *Bitzch* cum omnibus pertinentiis, uti & Castrum *Hamburg*, destructis prius munimentis amplius non reparandis, ita tamen ut ipsis Castris, &, quæ illis juncta sunt, Oppidia nullum damnum inferatur, sed ea omnia illata conserventur.

X. Tringentidierum spatium post commutatas hujus Tractatus Rationum tabulas tam Civitates & loca munita, quam universim omnia loca, quæ secundum hunc & Rastadiensem, adeoque & Ryswicensem Tractatum, cujus omnes & singuli Articuli pro insertis in hoc Tractatu habentur, & perinde effectui dabuntur, ac si eorum tenor de verbo ad verbum repetitus fuisset, reddi debent, extradentur is, qui ad hunc effectum à Sacra Cæsarea Majestate & Imperio, aut Principibus particularibus, aliisve, qui ea secundum dictam Pacem Ryswicensem possidere debent, plena Potestate muniti erunt, absque demolitione Munimentorum & Fortificationum, aut destructione ædificiorum publicorum & particularium, & absque deterioratione status, in quo nunc sunt, nec quicquam pro impensis in ea, aut eorum occasione factis, petetur. Eodem pariter tempore reddentur omnia Archiva & Literarum Documenta, quæ vel ad Sacram Cæsaream Majestatem, vel ad Imperii Principes & Status aut Civitates & loca, quæ Sacra Regia Majestas Christianissima restituere promittit, pertinent.

XI. Cum Sacræ Regiæ Majestatis Christianissimæ mens sit atque intentio adimplere Tractatum hunc, quantocius id fieri poterit, Sua Regia Majestas promittit, munimenta & loca à se demolenda majoris momenti ad summum spatium duorum Mensium, minoris vero momenti spatium unius Mensis, utroque post commutatas Ratificationum tabulas computando, Regiæ Sux Majestatis impensis eo, quo conditum est, modo destructum soloque æquatum in.

XII. Sacra Regia Majestas Christianissima promittit non minus Sacræ

Cæsareæ Majestati & Imperio se se restitutorum omnibus Imperii Membris, Clientibus & Vallis Ecclesiasticis & Secularibus, nominatim Domino Electori Trevirensi, Domino Electori Palatino, Domino Ordinis Teutonici magno Magistro, & Episcopo Wormaticensi, atque Inclyto Ordini, Domino Episcopo Spirensi, Domui Wirtembergicæ, & sigillatim Domino Duci Mompelgardensi, utrique Domui Badensi, & generaliter omnibus Pace Ryswicensi comprehensis, licet hic speciatim expressi non fuerint, quæcunque Territoria, Civitates, loca & bona, quæ proxime præterito Bello, aut ejus occasione sive armis, sive confiscatione, aut alio quocunque modo Pacis Ryswicensi contrario, occupaverit, quantum hoc Tractatu nominata non fiat, uti & plenarie & accurate executuram omnes condiciones & clausulas Pacis Ryswicensis, quibus per præsentem Tractatum expresse derogatum non est, si quæ post conclusionem dictam Pacem Ryswicensem executione caruerint, vel postea mutatae fuerint.

Spondet eadem ratione Sacra Regia Majestas Christianissima quantocumque bona fide executioni mandaturam omnes & singulos Pacis Ryswicensis Articulos Dominum Ducem Lotharingæ concernentes, quibus hic plenarium robur suum confirmatur.

Vicissim Sacra Cæsarea Majestas & Imperium promittunt omnes condiciones & clausulas Pacis Ryswicensis, quæ ad istas restitutiones ex eadem Pace faciendas, nominatim ad Dominum Cardinalem de Rohan ratum Episcopus Argentoratensis spectant, impletum iri.

XIII Collatam quoque a Sacra Cæsarea Majestate cum Sacri Imperii Romani consensu, Domui Brunwico-Hannoverensæ Electoralem Dignitatem Rex Christianissimus & per præcedentem Tractatum agnovit, & imposterum agnoscat.

XIV. Vicissim Sacra Cæsarea Majestas atque Imperium restitui cupientes pronum suum erga Sacram Regiam Majestatem Christianissimam, colendamque cum illa imposterum amicitia, concordiaque sincera atque temperduraturæ affectum, ut & vigore Pacis Ryswicensis hoc in Tractatu restaurare, consentiunt, ut Landavia Urbs cum suis dependentiis, quæ in Pagis Nurdorff, Danheim, & Queicheim, eorumque Bannus consistunt, prout in Rex Christianissimus ante Bellum frustus fuit, munita penes Sacram Majestatem Christianissimam maneat.

XV. Domum Bavaricam quod concernit, tranquillitatis publicæ universum restabundæ gratia annuit Sacra Cæsarea Majestas & Imperium, ut virtute hujus Pacis Dominus Josephus Clemens Archi-Episcopus Colonienfis, & Dominus Maximilianus Emanuel a Bavaria generaliter & integre restituantur in omnes Ditiones, gradus honorum, prærogativas, regalia, bona, Dignitates Electorales, alique, ut & in omnia Jura, quibus ante præteritum Bellum frusti sunt, vel trui potuerunt, & quæ ad eundem Archi-Episcopatum Coloniensem, externæque Ecclesias mox nominandas, aut Domum Bavaricam mediate vel immediate pertinerunt.

Redduntur quoque utriusque bona sive Archiva, Documenta literaria, omnia suppellectilia, Gallice armis, lapides pretiosi, gemmae, alique hujus generis

ris res, sicut & tormenta, apparatus, & armationes bellicæ in Inventariis fide dignis utriusque producentur enumeratæ; illæ omnes nimirum, quæ ex aliorum Palatiis, Arcibus, Urbibus, Munimentis & quibuscunque aliis locis restituendæ, post Bavaricæ occupationem Sacræ Cæsareæ Majestatis, quæque inclitæ Memoræ Antecessorum Mandato ablatae fuerunt, exceptis illis machinis bellicis, quæ ad vicinos Status aut Urbes pertinebant, usque restitutæ sunt; utque pro deficientibus, vel in aliam formam commutatis, aut difficulter conquirendis cæteri rebus sic ablatæ, quæ alias restituendæ forent, æquum pretium parata pecunia solvatur, aut de his aliter conveniatur.

Restituetur quoque Dominus Archiepiscopus Coloniensis in suum Archiepiscopatum Coloniensem, Episcopatus Ratisbonensem, Leodiensem, & in Præposituram Berchtolsgadeniensem. Capiet etiam speciatim possessionem Episcopatus Hildesheimiensi cum omnibus prærogativis, Juribus & Bonis ad dictum Episcopatum & Ecclesiam spectantibus, uti ea ante præteritum Bellum Episcopi sui Prædecessores & Ecclesia possederunt, aut possidere debeverunt, ita ut nulla litis aut prætensionis ratio à quocunque mota aut movenda integram ejus restitutionem impedire possit, salvo tamen manente jure, quod alii competere poterit via judicaria in competentibus Imperii Tribunalibus persequendam, postquam ambo Ellectores actis restituti fuerint; salvis etiam & illæsi manentibus Capitulorum & Statuum Archiepiscopatus Coloniensis & reliquarum Ecclesiarum privilegia, uti per Uniones, Tractatus, & Constitutiones stabilita sunt.

Præterea ratione Urbis Bonnæ conventum est, ut tempore Pacis nullum ibi Præsidium militare imponatur, sed ejus custodia sola Civibus committatur. de necessario vero Militum Prætorumque ad custodiam Corporis & Palatii Archiepiscopalis destinandorum numero cum Sacra Cæsareæ Majestate & Imperio transigatur tempore vero Belli aut ingruente ejus periculo integrum, sit Sacræ Cæsareæ Majestati & Imperio, Urbis huc tantum Præsidii imponere, quantum ratio belli requisiverit, idque secundum Leges & Constitutiones Imperii.

Per hæc plenariam restitutionem præfati duo Domini Fratres à domo Bavarica oriundi renuntiare tenebuntur in perpetuum omnibus prætensionibus, satisfactionibus, & quorumlibet damnorum reparationibus, quæ propter hoc ultimum Bellum à Sacra Cæsareæ Majestate, Imperio, & Domo Austriacæ potere vellent, earque adeo universæ & singulæ jam nunc præabolutæ haberi debent, cassæque inanes & nullæ sunt & semper manebunt, quæ nihilominus renuntiatione nullo modo derogatum erit antiquis prætensionibus vel juribus, quæ ante hoc ultimum bellum habere potuerunt, earque per jura transmissa in Imperio receptum persequi sua erit, ita tamen ut illis nullum jus novum adversus quoscunque per hanc integram restitutionem tribuatur. Similiter etiam contra dictos Dominos Josephum Clementem Archiepiscopum Coloniensem & Maximilianum Emanuelum cessabunt & abolebuntur, ac pro jam abolutis, cassis & nullis reputabuntur, nullæque, inanes, & cassæ erunt, ac sunt omnes prætensiones, satisfactiones & indemnitas petitiones, propter hoc bellum contra Dominum Bavaricam, & supradictos Archiepiscopos.

copatum, Episcopatum, & Præposituram à quibuscunque motæ aut movendæ

Vi hujus totalis restitutionis præfati Domini Josephus Clemens Archi-Episcopus Colonienſis & Maximilianus Emanuel à Bavaria obedientiam præſtabunt Sacræ Cæſaræ Majestati uti cæteri Imperii Electores ac Principes, & in fidelitate perſeverabunt, tenebunturque petere & accipere renovationem Inveſtiturarum ſuorum Electoratum, Principatum, Feudorum, titularum & Jurium modo & tempore per Imperii Leges præſcriptis, omniaque, quæ durante hoc Bello hinc inde contigerunt, æterna manebunt oblivioni tradita.

XVI Miniſtri & Officiales tam Eccleſiaſtici quam militares, politici, & civiles cuilibet conditionis ſint qui uni alterive Parti ſervierunt, etiam illi qui Subditi & Vaſalli Sacræ Cæſaræ Majestati, Imperii, & Domus Auſtriacæ ſunt, omnes quoque Domus Bavaricæ & Domini Archi-Epiſcopi Colonienſis domeſtici reſtituentur ſimiliter in poſſeſſionem omnium Bonorum, Officiorum, Honorum & Dignitatum, quibus ante Bellum gaviſi ſunt, fruſturque generali amneſtia omnium illorum, quæ Belli occasione patrata ſunt, ſub ea expreſſa conditione, ut ejundem amneſtiæ fruſtus, ſicut eſſe debet reciproci, ad illos etiam pertineat Bavaricæ & Domini Archi-Epiſcopi Subditi, Vaſallos, Miniſtros, ac domeſticos, qui hoc Bello partem Sacræ Cæſaræ Majestati, Imperii, & Domus Auſtriacæ ſecuti ſunt, nec ea de cauſa illis quicquam moleſtiæ aut incommodi unquam inferatur.

XVII Temporis ratione, intra quod reſtitutio integra præcedentibus duobus Articulis contenta fieri debebit, idem ſtatui triginta dies ſunt poſt conmutatas Ratificationes prædictas, qui de locis Sacræ Cæſaræ Majestati & Imperio à Sacra Regia Majestate Chriſtianiffima reſtituendis ſupra deſignati fuerunt, ita ut ambæ utrinque reſtitutiones, ſicut & reſtitutio Partis, quam Domus Bavarica nunc in Belgio poſſidet, & Sacræ Cæſaræ Majestati redere tenetur, eodem pariter tempore perſiciantur.

XVIII Si Domus Bavarica à ſua integra reſtitutione aliquam Statuum ſuorum cum aliis permutationem rebus ſuis convenire autumaret, & cum Sacra Regia Majestate Chriſtianiffima nihil obſtaculi inſinceret.

XIX Cum Sacra Regia Majestas Chriſtianiffima Statibus Generalibus Fœderati Belgii loco & in commodum Sereniſſimæ Domus Auſtriacæ poſſidendum conceſſiſſet, ſeu concedi ſeciſſet, quidquid Sacra Regia Majestas, Ipſiusve Fœderati, adhuc poſſidebant in Belgio vulgo Hiſpanico appellato, prout ad quondam Rex Carolus Secundus poſſederat, vel virtute Pacis Ryſwicensis poſſidere poterat, Eadem Sacra Regia Majestas conſentit, ut Sacra Cæſaræ Majestas poſſeſſionem ingreditur hujus Belgii Hiſpanici eodem ceptis & in perpetuum plene & quiete futura Ipſa illiusque Hæredes & Succeſſores jura ſucceſſionis ordinem in Domo Auſtriaca receptum, ſalvo, quem Imperator cum iſdem Statibus generalibus de eorum Repagulo, vulgo *BAYERN*, dictorumque locorum redditione initurus eſt, Conſervatione.

Retinebit miniſtrorum Rex Boruſſiæ ex ſuperiori Tetrarchia Geldræ, quodquid illuc actu poſſidet, nimirum Urbem Geldræ, Præſidentemque,
Haj-

Balliviam, & Balliviam inferiorem Geldrensem cum omnibus pertinentiis & dependentiis, ut, & Urbes, Præfecturas, & Dynastias Stralam, Wachten-doncam, Middelaram, Walbecam, Aertkenam, Afferdenam, & Wicam, pariter quoque Racym, & minorem Kercklarum, cum omnibus pertinentiis & dependentiis. Traderetur præterea dicto Borussiae Regi Præfectura Pagina, vulgo Ammania, Krikenbecana cum omnibus, quæ eo pertinent indeque dependent. Præfectura item seu Ducio Castellensis, sive Keileiana, similiter cum pertinentiis, & dependentiis, & generaliter omnia data Præfectura & Districtu contenta sine ulla exceptione, nisi solus Civitas Hirculani seu Ickela cum pertinentiis & dependentiis, ita ut omnia pertineant ad dictum Regem, Principique utriusque Ipsiuses Harodes & Successores cum omnibus Juribus, prærogativis, proveniuntibus, & commodis ejusdemque generis sui nomini eadem qualitate & ratione, quæ Domus Austriacæ, & præceterum Rex quondam Hispaniarum Carolus secundus ea possedit, cum oneribus tantis & hypothecis, conservandaque perpetuo juxta eum, qui sub eodem Regi Carolo fuerat, statum, Religionem Catholicam Apostolicam Romanam, & privilegia Statuum illius.

XX Cumque præter Provincias, Urbes, loca & monumenta possessa a quondam Hispaniarum Rege Carolo secundo sui decessus tempore, Rex Christianissimus pro se & Principibus suis, Heredibus & Successoribus natis & nascituris cessent Statibus Generalibus vice & in utilitatem Domus Austriacæ omnia jura, quod habuit aut habere possit in & super Urbem Mene-nam seu Menham cum omnibus monumentis & Præfectura alia s'erge appellata, præterea super & in Urbem & Arcem Tornacensem cum omni Ditione Tornacensi, nulla super eam ullave dependentiis, annexa, territoriis & inclatis, jure reservato, Sacra Majestas Christianissima continet, ut Statibus Generalibus Unitarum Provinciarum reddant dictas Urbes, loca, territoria, dependentiis, pertinentiis, annexa & inclata Sacra Cæsaræ Majestati statum atque illi cum Statibus Generalibus, uti Articulus precedenti decimo nono dictum est, convenierit, fructuarie Ipsi illa quæ Heredibus & Successoribus plene, pacate, & perpetuo, non secus ac Belgio Hispanico, quod ad quondam Hispaniarum Regem Carolum secundum die obitus sui spectavit, ea tamen mente, ut isthæc redditus Belgii Hispanici, Urbiumque, locorum & monumentorum a Rege Christianissimo ceterorum a Statibus Generalibus non ante huius possit, quam Ratificationes Pacis inter Sacram Cæsaræ Majestatem, Imperium, & Sacram Regiam Majestatem Christianissimam conclusæ fuerint, eo præterea tenore, ut Farum Dni Armandi cum suis dependentiis & Mortuaria sine dependentiis penes Sacram Majestatem Christianissimam permaneant, sub ea nihilominus conditione, nec illic licet aliquod cujusvis generis monumentum aut catractum, seu obicem construere ullatenus fas aut permissum sit.

XXI Corfi mar pariter Rex Christianissimus in commodum Sacræ Cæsaræ Majestatis & Domus Austriacæ cessionem, quam eodem modo & sine fecit Statibus Generalibus pro se Principibus suis Heredibus & Successoribus natis & nascituris omnium Jurum in & super Farum & Præfecturam

Furnensem, communiter *Furnambrecht* dictam, comprehensis octo Parochiis & Portaliis Knockiano. in & super Loam & Dixmudam cum dependentiis. in & super Urbem Ipsas & Castellaniam Iprentem comprehensa Rosselara & cum reliquis dependentiis, quæ impoliterum erunt Popperinga, Wartena Flandrice *Varneton*, Communum, Viroviacum, patriæ lingua *Wierwick*, quatenus scilicet hæc tria loca sita sunt ex latere Lysæ versus Ipsas spectante, & quidquid a locis supra expressis dependet, ex quibus Juribus sic Sacræ Cæsareæ Majestati, Ejusque Haeredibus & Successoribus celsis Sacra Regia Majestas Christianissima nihil sibi reservat juris neque in, seu super dictas Urbes, loca, munimenta & Provincias, neque in, seu super earum pertinentiis, dependentiis, annexa aut inclula, consentiens, ut Status Generales ea omnia redhibeant Domui Austriacæ fructuræ deinceps irrevocabiliter & in perpetuum illico, postquam ratione Repaguli sui, vulgo *Barricte*, cum Sacra Cæsareæ Majestate convenerint & Ratificationes Pacis inter Ipsam, Imperium, & Sacram Majestatem Christianissimam commutæ fuerint.

XXII. Navigatio Lysæ ab Ostio Dilæ adverso Flumine libera manebit, nec ullum illi Vestigium, aut aliud quid oneris imponere licitum erit.

XXIII. Quæ Articulo secundo hujus Tractatus de Amnestia in genere cautæ sunt, hic speciatim repetita censeantur atque adeo reciproce oblivioni dentur omnes injuria & offensiones verbus & factis præterito Bello quocunque modo per Subditos Belgii Hispanici & Civitatum ac locorum restitutorum aut cessorum, aliosque Sacræ Regiæ Majestatis Christianissimæ Subditos vicissim illatæ, ita ut nemo eam ob causam conveniri, aut quavis alia ratione inquietari possit aut debeat.

XXIV. Hujus Pacis vigore poterunt utrinque Majestatis Christianissimæ Belgii, locorumque per Sacram Regiam Majestatem Christianissimam cessorum subditi, observatis Regionum seu locorum Legibus, Consuetudinibus & Uibus, ire, venire, manere, redire, tractare, & commercari jussu Mercatorum more, porro & vendere, permutare, alienare, aut alio modo administrare bona, rei mobiles & immobiles, quas apud alterutram Partem habent aut habebunt, omnesque sive subditi sint, sive alii ea emere poterunt, nullo alio privilegio aut permissu præter præsentem Tractatum requisito: Subditi etiam locorum ac territoriorum hinc inde cessorum aut restitutorum, uti & Subditi dicti Belgii Hispanici non minus liberum erit, intra unius anni spatium habitationem transferre, quocunque ipsis visum fuerit, plena facultate concessa vendendi, quibuscunque placuerit, bona sua mobilia & immobilia aut aliter de iis disponendi ante & post ipsorum discessum absque ullo impedimento directo vel indirecto. Postremo pro confirmatis singulariter habebuntur, & perpetuo observabuntur quæcunque de abolito, vicissim ratione Gallicorum, & Belgicorum Subditorum, Albinus seu Albinagii jure prioribus pacificationibus, regulisque Decretis seu Edictis statuta, & juri utrinque usu hæctenus recepta fuerunt, non secus, ac si expresse integra hic relata essent.

XXV,

XXV. Idem quoque utriusque Partis Vasalli & Subditi Ecclesiastici & Seculares, Corpora, Communitates, Universitates, & Collegia Honoribus, Dignitatibus, & Beneficiis, quibus ante Bellum gaudebant, uti & in omnia & singula Jura, Bonis mobilia & immobilia, census quoque seu redditus tempore & occasione præteriti Belli occupatos seu detentos una cum Juribus, actionibus & successione, quæ ipsis durante Bello evenerint, hinc inde ubique restituentur, ita tamen, ut nihil ratione fructuum seu proventuum perceptorum, & tempore præteriti Belli usque ad diem publicationis Tractatus Rastadiensis cessorum petere possint, non obstantibus ullis Donationibus, Concessionibus, Declarationibus, Confiscationibus, Sententiis in contumaciam latis, Partibus non auditis, quæ nulla erunt, & perinde habebuntur, ac si judicatae aut pronunciate non essent, plena libertate & integra manente iis omnibus in Patriam Regionemve redeundi, e quibus occasione belli exierunt, utque bonis & redditibus suis secundum Regionum, Locorum, & Statuum Leges & Consuetudines hæc ad eos quoque extendentur, qui hoc bello vel ejus occasione ad unas vel alteras nunc Paciscentium Partes conversi easque secuti sunt, alia nihilominus Sententiæ relique in summis Tribunalibus vulgo *Parlements*, Dicasteriis & aliis Curis superioribus vel inferioribus judicatae, quibus per præsentem Tractatum expresse derogatum non est, locum habebunt, plenumque effectum sortientur; Illi quoque, qui virtute dictarum Sententiarum rerumque judicarum in possessione Terrarum, Dominiorum aliorumque honorum erunt, in iis manu tenebuntur, absque præjudicio tamen eorum qui per dictas Sententias & res judicatas se laesos credunt, qui per viam ordinariam & coram Judice competente prospicere sibi poterunt.

XXVI. De redditibus seu censibus a tota aliqua Belgii Provincia pendendis, quæ demceps partim a Majestate Christianissima aut aliis possidebitur, convenit, ut quælibet Pars suam ratam portionem solvat, utque ad eam determinandam juxta & ad quasvis alias controversias seu difficultates tollendas, quæ circa loca Belgica utrinque possidenda, eorumve limites vel jam ortæ sunt, vel in executione hujus Pacis qualibet ratione oriri possint, ab utraque Parte Commissarii in Urbem, de qua conveniet, intra duos post Tractatus hujus conclusionem menses delegentur, omnem ei fini quam primum assequendo diligentiam absque intermissione adhibitori.

XXVII. Cum in territoriis, Civitatibus & locis Belgii, quæ Rex Christianissimus Imperatori cedit, plura Beneficia Ecclesiastica à Sacra Majestate Christianissima collata fuerint personis capacibus, ea modernis possessoribus relinquentur, sicut & omnia, quæ Religionem Catholicam Apostolicam Romanam concernunt, in statu quo ante bellum fuerant, immutata custodientur: Magistratus etiam non nisi Catholici esse poterunt, & ut antea fuere, permanebunt. Episcopi imprimis & Capitula, Monasteria, Bona Ordinis Melitensis, & generaliter universus Clerus conservabuntur in omnibus Ecclesiis Libertatibus, Immunitatibus, Juribus, Prærogativis, & Honoribus, quæ sub præcedentibus Regibus Romano-Catholicis habuere,

et, si quavis ratione deflueri fuerint, in ea restituuntur. Omnes denique & singuli dictorum Clericorum boni Ecclesiastica, Commendae, Canoniciatus, Personatus, Praeposituras, & alia Beneficia quaecunque possidentes ea retinebunt, nec eis privari poterunt, percipientque redditus inde provenientes cum facultate ea administrandi, & in ea, ut ante praeteritum Bellum, fruendi fruuntur &que Pensionaria, sicut antea fructu sunt pensionibus sibi super beneficiis assignatis, sive in Curia Romana obtineant, vel per Breve ante praeteritum Bellum expolita fuerint, ita ut in sub nulla causa vel praetextu privari possint.

XXVIII. Communitates & Incolae omnium Civitatum, Locorum & Regionum, quae Sacra Majestas Christianissima in Belgio per praesentem Tractatum cessat, conservantur & defenduntur in possessione omnium Privilegiolorum, praerogativarum, Concessionum, Exemptionum, Jurium, Concessionum communium & particularium, Munerum & Officiorum hereditariorum cum omni honore, stipendiis, emolumentis, & exemptionibus, quae sub dominatione Majestatis Sacrae Christianissimae habuerunt, hoc tamen solum intelligi debet de Communitatibus & Incolis locorum, Civitatum, & Territorium, quae Majestas sua immediate post Conclusionem Tractatus Ryswicensis possidet, & non de locis, Civitatibus & Territoriis, quae quondam Rex Carolus secundus Hispaniarum tempore obitum tenuit, quorum Communitates & Incolae in possessione Privilegiolorum, Praerogativarum, Concessionum, Exemptionum, Jurium, Concessionum communium & particularium, Munerum & Officiorum hereditariorum permanent, ut ea tempore mortis dicti Hispaniarum Regis habuerint.

XXIX. Similiter si extra Belgica a Sacra Regia Majestate Christianissima cessat de quibus supra Articulo vigesimo tertio cautum est, aliqua Beneficia Ecclesiastica mediata vel immediate durante hoc Bello ab una alterave parte in terris seu locis sibi tunc subiectis juxta primariam Institutionem ac generalium, vel particularium de his actuum Statutorum legitimorum normam, aut aliam quamvis a summo Pontifice, aut alio modo canonice factam dispositionem & Provisionem capacibus collata fuerint, ea non minus atque illa Beneficia Ecclesiastica, quae ante praeteritum Bellum in locis ex hac Pace restituenda tali modo collata fuerant praesentibus possessoribus relinquuntur, ita ut nec in illorum possessione vel legitima administratione, nec in fructuum perceptione a quocunque turbati aut impediti, vel eorum nomine seu causa praesentia aut praesentis in jus vocari, convecturi, aut quavis ratione inquietari seu molestari unquam possint aut debeant, ut tamen ea praesentia, quae sibi ratione illorum Beneficiorum incumbunt.

XXX. Sacra Caesaris Majestas & Sacra Regia Majestas Christianissima non poterunt ex quacunque causa Pacem per praesentem Tractatum firmatam impoſitum interrumpere, arma resumere, ullumve actum hostilitatis sub quocunque praetextu committere, omni studio potius & bona fide ut veri Amici intuitum hanc Amicitiam & Concordiam rei Christianae adeo necessariam firmiorem reddere adhibebunt, & cum Sacra Regia Majestas Christianissima Sacrae Caesaris Majestatis sincere reconciliata nolit ipsum ullatenus turbare, aut

ut illi quodlibet præjudicium creare, **Majestas** Sua Christianissima promittit & se obstringit, quod Suam Cæsaream Majestatem relinquet in tranquilla & pacifica possessione omnium Statuum & locorum, quæ in Italia modo tenet, & quæ antea a Regibus Domus Austriacæ possessa erant, videlicet Regni Neapolitani, ut ad Sacra Cæsarea Majestas possidet, Ducatus similiter Mediolanensis, ut eum Majestas Sua Cæsarea actu possidet, Regni insuper & Insulæ Sardinæ, nec non Portuum ac locorum ad Hetruræ litora sitorum, quæ Majestas Cæsarea nunc possidet, & quæ antea per Reges Hispaniæ Domus Austriacæ possessa fuerunt, cum omni jure, quod dictis Statibus Italie a Sacra Cæsarea possessus adheret, quodque Reges Hispaniæ a Philippo primo usque ad Regem ultimo defunctum exercuere, promittit etiam Sacra Majestas Christianissima verbo Regi, quod Imperatorem & Domum Austriacam in hac possessione neque directe neque indirecte unquam turbare, aut sub quocunque prætextu, vel quocunque modo inquietare velit, nec possessionem ullatenus impedire, quam Sua Sacra Cæsarea Majestas & Domus Austriacæ habet, aut impotestum per Negotiationem, Tractatum, aut aliam viam legitimam & pacificam acquirere poterit, ita tamen, ut Neutralitas Italiæ non turbetur. Vicissim Sacra Cæsarea Majestas verbo Cæsareo pollicetur, & se obstringit, quod tandem neutralitatem & quietem Italiæ turbare nolit, & consequenter nec armorum viam pro quacunque re & quacunque occasione adhibere, sed è contrario religiose implere promissam in Tractatu Neutralitatis Trajectu ad Rhenum die decima quarta Martii Anno millesimo septingentesimo decimo tertio facta, qui Tractatus hic pro repetito habebatur, & per Majestatem Suam Cæsaream exactè observabitur, dum & altera Pars idem faciat, neque Sacram Cæsaream Majestatem aggrediatur ad eundem finem recepti Sacra Cæsarea Majestas, quod relinquere velit omnes Principes in Italia in tranquilla possessione Statuum, quos modo possident, eo temper intelligenda necessaria conditione, ne ad Juribus cujusunque obesse aut præjudicare quavis ratione possit.

XXXI Ut tanto magis Principes & Status Italiæ fructibus Pacis Imperatorem inter & Regem Christianissimum iuxta gaudere possint, non solum, ut Articulus præcedens complectitur, Neutralitas exactè ibidem observabitur, sed etiam a Sacra Cæsarea Majestate bona & prompta iustitia administrabitur Imperii Principibus & Vassallis ob cæteras Ditiones & loca Italiæ a Regibus Hispaniæ e Domu Austriacæ oriundis non possessa, & in quæ dicti Principes legitimam quandam prætensionem seu ætionem habere possent, scilicet Duci Guallæ, Pico Mirandolenti, & Principi Castiglioniensi, sic tamen, ne hoc Pacem & Neutralitatem Italiæ labellare, aut occasionem novo Bello dare possit.

XXXII Cum Sacre Cæsareæ Majestati, & Sacre Regiæ Majestati Christianissimæ nihil magis cordi sit, quam ut publica tranquillitas quietius stabilatur, & ad finem tam salutarem, qui omnem aliam rationem superare debet, promptius assequendum, certum Tractatus hunc perficiendo terminum præfixissent, jam vero compertum sit, quod terminus iste ad examinandas

& complandas res per Articulum trigessimum secundum Pacis Rastadiensis ad hunc Congressum mutuo remissas nequaquam sufficere posse, ulterius convenit, quod paribus in dicto Articulo nominatis fas erit, titulos, rationes, iuraque sua ante Sacram Cæsaream Majestatem & Sacram Regiam Majestatem Christianissimam suo quæque loco producere. Earque denuo promittunt, illorum se rationes habituras esse, uti æquum fuerit, quæ tamen mora penariam Pacis executionem nec differre, vel immutare, aut ullius Juri quicquam præjudicii asserere poterit aut debet.

XXXIII Quemadmodum vigore Pacis Rastadiensis cujuscunque generis hostilitates ac violentiæ a subscripta Pacis tempore, contributiones vero & exactiones quæcumque tam pecuniæ quam pabuli a die commutatarum ejusdem Pacis Ratificationum non minus ac aliar cujuscunque generis impositiones occasione præteriti Belli, cum ex parte Sacræ Cæsareæ Majestatis, tum Sacræ Regiæ Majestatis Christianissimæ factæ penitus cessare debuerent, ita etiam omnia ea imposterum non solum cessent, & nulla ex causa vel prætextu quidquam exigatur, verum etiam quæcumque exactiones pecuniæ, pabuli aut alterius cujuscunque rei, sub quocunque prætextu ab alterutro Partis Subdito a die ratihabitiæ Pacis Rastadiensis contra ejundem Tractatus Articuli trigessimum quintum expressum tenorem factæ fuerint, ea omnia bona fide & absque mora ut, qui sufficientibus Documentis hac de re fidem fecerint, restituantur, obsidesque illa aut alia quæcumque ex causa dati vel abducti absque ære protinus reddantur, libereque in patriam dimittantur. Quod vero de contributionibus ab alterutra Parte usque ad statutum in Tractatu Rastadiensi tempus residuum debetur, id intra spatium trium mensium a die commutatarum Ratificationum præteritis Tractatus computandum exsolvetur, ita tamen ut intra istud spatium fas non sit contra morosos debitores via executionis uti, dummodo de solutione cautio sufficiens data sit.

Captivi quoque tam militares quam Status præterito Bello facti, qui necdum libertati restituti deprehenduntur, aut indicantur, hinc inde quantocius absque lytro dimittantur, libertate relicta se, quocunque velint, recipendi.

Copiar militares quoque, quæ virtute præfati Articuli trigessimum quintum quindecim dies post ratihabitam Rastadu conclusam Pacem e locis non munitis in utriusque Partis proprias Ditiones deduci debuerent, si quædam præter ipsam necdum deductæ forent, protinus & absque ulteriori mora abducantur, ut eo citius omnes & singuli utriusque Partis Incolæ fructibus Pacis & quietis reple gaudere possint, quemadmodum & Sacra Cæsarea Majestas & Imperium Copias suas e locis non munitis Archi-Episcopatus Colonienfis & Bavarie educere debuerunt, & si quæ forsan restarent, eas quantocius educi curabunt, quarum Provinciarum præterea & locorum restitutio juxta formam & tempus in Articulis decimo quinto, decimo sexto, decimo septimo, & decimo octavo præscriptum, limitata maneto.

XXXIV Redcant quoque mox a subscripta Pace Commercia inter Sacram Cæsaream Majestatem Imperique & Sacram Regiam Majestatem Christianissimam Regniq; Galliar Subditos durante Bello prohibita, in eam, quæ ante Bel-

Bellum fuit, libertatem, fruanturque utrinque omnes & singuli, nominatim Urbium Imperialium, & Emporiorum Hanseaticorum Cives & Incolæ, terra marique plenissima securitate, pristinis Juribus, Immunitatibus, Privilegiis, & Emolumentis per solennes Tractatus aut vetustam consuetudinem obtentis, ulteriori Conventione post ratihabitam Pacem remissa.

XXXV. Omnia per hanc Pacem conventa valeant, ac perpetua firmitate nitantur, observenturque & executioni mandentur, non obstantibus, sed abrogatis & cassatis omnibus, quæ contraria credi, allegari aut excogitari unquam possint, & si talia sint, ut eorum specialior seu amplior mentio fieri debeat, aut abrogatio seu annullatio nulla seu invalida dici posse videatur.

XXXVI. Includentur huc Paci omnes illi, qui post permutationem Ratihabitionum intra sex menses ab una vel altera parte ex communi consensu nominabuntur.

XXXVII. Pacem hoc modo conclusam promittunt utriusque Partis Legati extraordinarii & Plenipotentarii respective ab Imperatore & Imperio & Rege Christianissimo ad formam hic mutuo placitam ratihabitionum iri, sequique infallibiliter præstituros, ut solennia Ratihabitionum Instrumenta intra spatium sex septimanarum a die subscriptionis computandum, aut citius, si id fieri poterit, hic reciproce, riteque commutentur.

XXXVIII. Et cum Sacra Cæsarea Majestas ab Electoribus, Principibus, & Statibus Imperii, vigore conclusi die vigesima tertia Aprilis Anni currentis Legatus Gallicus sub Sigillo Cancellariæ Moguntinæ extraditi decenter requisita fuerit, ut dictorum Electorum, Principum, & Statuum Imperii rem per suam Cæsaream Legationem in hoc Congressu agi curaret, tam Cæsarei quam Regii Legati nominibus supradictis præsens Pacis Instrumentum in omnium & singulorum eo contentorum fidem majusque robur subscriptionibus Sigillisque propriis munierunt, & competentes ratificationes, formula conventa, termino supra constituto se se extradituros pollicenti sunt, nec ulla contra hunc Tractatum recipiatur aut valeat protestatio vel contradictio. Acta hæc sunt Badæ-Ergoviz die septima mensis Septembris anno Domini millesimo septingentesimo decimo quarto.

(L. S.) EUGENIUS A SA-
BAUDIA.

(L. S.) PETRUS COMES
DE GOES.

(L. S.) JOH. FRID. C. A
SEILERN.

(L. S.) LE M. DUC DE
VILLARS.

(L. S.) LE COMTE DU LUC.

(L. S.) DE BARBERIE DE
SAINT CONTEST.

ARTICULUS SEPARATUS.

CUM titolorum aliqui, quibus Sacra Cæsarea Majestas sive in Plenipotentis, sive in Proœmio Tractatus hodie subscribendi utitur, per Sacram Regiam Majestatem Christianissimam agnosci haud possint, per hunc Articulum separatum & ante Tractatum subscriptum conventum est, ne Tituli hoc aut

aut Rastadiensi Tractatu adhibiti aut omitti ab una & altera Parte ullum jus tribuere, vel uni alterive Contrahentium parti ullum præjudicium inferre unquam censeantur; hujusque Articuli idem vigor erit, ac si de verbo ad verbum Pacis hujus Tractatus insertus foret. Actum est Badae Ergoviae die septima mensis Septembris, Anno Domini millesimo septingentesimo, decimo quarto.

(L. S.) EUGENIUS A SA-
BAUDIA.

(L. S.) PETRUS COMES
DE GOES

(L. S.) JOH. FRID. C.
A DEILERN.

(L. S.) LE M. DUC DE
VILLARS.

(L. S.) LE COMTE DU LUG.

(L. S.) DE BARBERIE DE
SAINT CONTEST.

CE Traité a été ratifié par Sa Majesté Impériale le 15. Octobre, par Sa Majesté Très-Chrétienne le 13 Septembre, & par l'Empire le 9 Octobre 1714.

[I.]

1713. *TRAITÉ de Paix entre la France & le Portugal, conclu à Utrecht en 1713. Actes de la Paix d'Utrecht.*

LA Providence Divine ayant porté les cœurs du très-Haut & très-Puissant Prince *Louis XIV.* par la grace de Dieu, Roi T. C. de France & de Navarre, & du très-Haut & très-Puissant Prince Dom *Jean V.* par la grace de Dieu Roi de Portugal & des Algarbes, à contribuer au repos de l'Europe en faisant cesser la guerre entre leurs Sujets. Et leurs Majestés souhaitant non seulement de rétablir, mais encore d'affermir davantage l'ancienne Paix & Amitié qu'il y a toujours eu entre la Couronne de France & la Couronne de Portugal. A cette fin ils ont donné leurs Pleins-pouvoirs à leurs Ambassadeurs Extraordinaires & Plénipotentiaires; sçavoir : Sa Majesté T. C. au Sieur *Nicolas Marquis d'Huxelles*, Maréchal de France, Chevalier des Ordres du Roi, Lieutenant Général au Gouvernement de Bourgogne, & au Sieur *Nicolas Menager*, Chevalier de l'Ordre de Saint Michel. Et Sa Majesté Portugaise au Sieur *Jean Gomes da Silva*, Comte de *Tarouca*, Seigneur des Villes de *Tarouca*, *Lalim*, *Lazarim*, *Penalva*, *Gulfar*, & leurs dépendances, Commandeur de *Villa Cova*, du Conseil de Sa Majesté, & Mestre de Camp Général de ses Armées; & au Sieur *Don Louis da Cunha*, Commandeur de *Sainte Marie d'Almendra*, & du Conseil de Sa Majesté. Lesquels s'étant trouvés au Congrès d'Utrecht, & après avoir imploré l'assistance Divine, & avoir examiné réciproquement leids Plein-pouvoirs, dont les Copies seront insérées à la fin de ce Traité, sont convenus des Articles qui s'ensuivent.

I. Il y aura à l'avenir une Paix perpétuelle, une vraie amitié, & une fer-

ferme & bonne correspondance entre Sa Majesté T. C. les Hoirs, Successeurs & Héritiers, tous les États & Sujets d'une part, & Sa Majesté Portugaise, les Hoirs, Successeurs, & Héritiers, tous les États & Sujets de l'autre, laquelle sera sincèrement & inviolablement observée, sans permettre que de part & d'autre on y exerce aucune hostilité en quelque lieu & sous quelque prétexte que ce soit. Et s'il arrivoit que par quelque accident même imprévu on vint à faire la moindre contravention à ce Traité, elle se réparera de part & d'autre de bonne foy, sans delay, ni difficulté, & les agresseurs en seront punis, le présent Traité ne laissant pas de subsister dans toute sa force.

II. Il y aura de part & d'autre un entier oubli de toute les hostilités commises jusqu'icy, en sorte que tous & chacun des Sujets de la Couronne de France & de la Couronne de Portugal ne puissent alléguer réciproquement les pertes & dommages soufferts pendant cette Guerre, ni en demander satisfaction par voie de justice, ou autrement.

III. Tous les prisonniers de Guerre faits de part & d'autre, seront promptement rendus & mis en liberté, sans exception, & sans qu'on demande aucune chose pour leur rançon, ni pour leur dépense.

IV. S'il étoit arrivé que dans les Colonies, ou autres Domaines de leursdites Majestés hors de l'Europe, on y eût pris de côté ou d'autre, quelque Place, occupé quelque Poste, & basti quelque Fort, dont on n'en sçauroit être assuré présentement à cause d'un si grand éloignement, lesdites Places ou Postes seront incessamment rendus entre les mains du premier Possesseur dans l'état, où ils seront trouvés au tems de la Publication de la Paix, & les nouveaux Forts en seront démolis, en sorte que les choses restent sur le même pied, où elles étoient avant le commencement de cette Guerre.

V. Le Commerce se fera dans le Continent de France & de Portugal de la même manière qu'il se faisoit avant la présente Guerre, bien entendu que chacune des Parties se réserve par cet Article la liberté de régler les conditions dudit Commerce par un Traité particulier qu'on pourra faire pour ce sujet.

VI. Les mêmes privilèges & exemptions, dont les Sujets de Sa Majesté T. C. jouiront en Portugal, seront accordés aux Sujets de Sa Majesté Portugaise en France. Et afin de mieux pourvoir à l'avancement & à la sûreté des Marchands des deux Nations, on leur accordera réciproquement des Consuls avec les mêmes privilèges & exemptions, dont ceux de France avoient coutume de jouir en Portugal.

VII. Il sera permis réciproquement aux Vaisseaux tant marchands que de guerre d'entrer librement dans les Ports de la Couronne de France & dans ceux de la Couronne de Portugal, où ils avoient coutume d'entrer par le passé, pourvu que ceux-ci n'excedent pas tous ensemble le nombre de six à l'égard des Ports d'une grande capacité, & le nombre de trois à l'égard des Ports qui sont moindres. En cas qu'un plus grand nombre de Vaisseaux de guerre de l'une des deux Nations se présente devant quelque Port

de l'autre, ils n'y pourront pas entrer sans avoir demandé permission au Gouverneur, ou bien au Magistrat. Et si il arrivoit que lesdits Vaisseaux poussés par le tems, ou contraints par quelque autre nécessité pressante vinssent à entrer dans quelque Port, sans en avoir demandé permission, ils seront obligés de faire part d'abord au Gouverneur, ou au Magistrat de leur arrivée, & ils n'y pourront pas séjourner au delà du tems qui leur sera permis, s'abstenant cependant de faire la moindre chose, dont ledit Port puisse être endommagé.

VIII Afin de prévenir toute occasion de discorde, qui pourroit naître entre les Sujets de la Couronne de France, & ceux de la Couronne de Portugal, Sa Majesté T. C. se désiste pour toujours, comme Elle se désiste dès à présent par ce Traité, dans les termes les plus forts, & les plus authentiques, & avec toutes les clauses requises, comme si elles étoient insérées ici, tant en son nom, qu'en celui de ses Hoirs, Successeurs, & Héritiers, de tous Droits & Prétentions, qu'elle peut & pourra prétendre sur la propriété des Terres appelées du *Cap du Nord*, & situées entre la Rivière des *Amazones* & celle de *Japur*, ou de *Vincent Pinçon*, sans se réserver ou retenir aucune portion d'icelles Terres, afin qu'elles soient désormais possédées par Sa Majesté Portugaise, les Hoirs, Successeurs, & Héritiers avec tous les Droits de Souveraineté, d'absolue Puissance, & d'entier Domaine, comme faisant partie de ses Etats, & qu'elles lui demeurent à perpétuité, sans que Sédite Majesté Portugaise, les Hoirs, Successeurs, & Héritiers puissent jamais être troublés dans ladite possession par Sa Majesté T. C. ni par ses Hoirs, Successeurs, & Héritiers.

IX En conséquence de l'Article précédent, Sa Majesté Portugaise pourra faire rebâtir les Forts d'*Araguari*, & de *Camau*, ou *Massapá*, aussi-bien que tous les autres, qui ont été démolis en exécution du Traité provisionnel fait à Lisbonne le 4. Mars 1705 entre Sa Majesté T. C. & Sa Majesté Portugaise, P I S A N A I I de glorieuse mémoire, ledit Traité provisionnel restant nul & de nulle vigueur en vertu de celui-ci. Comme aussi il sera libre à Sa Majesté Portugaise de faire bâtir dans les Terres mentionnées au précédent Article autant de nouveaux Forts qu'Elle trouvera à propos, & de les pourvoir de tout ce qui sera nécessaire pour la défense d'icelles Terres.

X. Sa Majesté T. C. reconnoît par le présent Traité que les deux bords de la Rivière des *Amazones*, tant le *Méridional* que le *Séptentrional*, appartiennent en toute Propriété, Domaine, & Souveraineté à Sa Majesté Portugaise, & promet tant pour Elle, que pour tous ses Hoirs, Successeurs, & Héritiers, de ne former jamais aucune prétension sur la Navigation & l'Usage de ladite Rivière, sous quelque prétexte que ce soit.

XI. De la même manière que Sa Majesté T. C. se départ en son nom, & en celui de ses Hoirs, Successeurs, & Héritiers, de toute prétension sur la Navigation & l'Usage de la Rivière des *Amazones*, elle se désiste de tout Droit, qu'elle pourroit avoir sur quelque autre Domaine de Sa Majesté Portugaise tant en Amérique, que dans toute autre partie du Monde.

XII.

XII. Et comme il est à craindre qu'il y ait de nouvelles dissensions entre les Sujets de la Couronne de France & les Sujets de la Couronne de Portugal à l'occasion du Commerce que les habitants de *Cayenne* pourroient entreprendre de faire dans le *Maragnan*, & dans l'embouchure de la Rivière des *Amasous*. Sa Majesté T. C. promet tant pour Elle, que pour tous ses Hoirs, Successeurs, & Héritiers, de ne point consentir que lesdits habitants de *Cayenne*, ni aucuns autres Sujets de Sa dite Majesté, aillent commercer dans les endroits susmentionnés, & qu'il leur sera absolument défendu de passer la Rivière de *Vincent Pinçon* pour y négocier, & pour acheter des esclaves dans les terres du *Cap du Nord*, comme aussi Sa Majesté Portugaise promet tant pour Elle que pour ses Hoirs, Successeurs, & Héritiers, qu'aucuns de ses Sujets n'iront commercer à *Cayenne*.

XIII. Sa Majesté T. C. promet aussi en son nom, & en celui de ses Hoirs, Successeurs, & Héritiers, d'empêcher qu'il y ait des Missionnaires François, ou autres sous sa protection, dans toutes lesdites Terres, censées appartenir incontestablement par ce Traité à la Couronne de Portugal, la direction spirituelle de ces Peuples restant entièrement entre les mains des Missionnaires Portugais, ou de ceux qu'on y enverra de Portugal.

XIV. Sa Majesté T. C. & Sa Majesté Portugaise n'ayant rien tant à cœur, que le prompt accomplissement de ce Traité d'où s'ensuit le repos de leurs Sujets, on est convenu qu'il aura toute la force, & vigueur, immédiatement après la publication de la Paix.

XV. S'il arrivoit par quelque accident (ce qu'à Dieu ne plaise) qu'il y eût quelque interruption d'amitié, ou quelque rupture entre la Couronne de France, & la Couronne de Portugal, on accordera toujours le terme de six mois aux Sujets de part & d'autre après ladite rupture, pour venir, ou transporter tous leurs effets, & autres biens, & retirer leurs personnes où bon leur semblera.

XVI. Et parce que la très-Haute & très-Puissante Princesse, la *Reine de la Grande-Bretagne*, offre d'être Garante de l'exécution de ce Traité, de sa validité, & de sa durée : Sa Majesté T. C. & Sa Majesté Portugaise acceptent la susdite garantie dans toute la force & vigueur, pour tous & chacun des Articles stipulés par le présent Traité.

XVII. Lesdits Seigneurs Roi T. C. & Roi de Portugal consentent aussi que tous Rois, Princes, & Républiques, qui voudront entrer dans la même garantie, puissent donner à leurs Majestés leurs promesses & obligations pour l'exécution de tout ce qui est contenu dans ce Traité.

XVIII. Tous les Articles ci-dessus énoncés, ensemble le contenu en chacun d'eux, ont été traités, accordés, passés, & stipulés entre les susdits Ambassadeurs Extraordinaires, & Plénipotentiaires desdits Seigneurs, Roi Très-Chrétien, & Roi de Portugal, au nom de leurs Majestés, & ils promettent en vertu de leurs Plein-pouvoirs, que lesdits Articles en général, & chacun en particulier, seront inviolablement observés & accomplis par les susdits Seigneurs Rois, leurs Maîtres.

XIX. Les Ratifications du présent Traité, données en bonne & dûe forme, seront échangées de part & d'autre dans le terme de 50. jours, à compter du jour de la signature, ou plutôt si faire se peut.

En foi de quoi, & en vertu des Ordres & Pleins-pouvoirs, que nous soussignés avons reçus de nos Maîtres le Roi T. C., & le Roi de Portugal, avons signé le présent Traité, & y avons fait apposer les Sceaux de nos Armes.

(L. S.) HUXELLES.

(L. S.) COMTE DE TAROUCA.

(L. S.) MESNAGER.

(L. S.) DOM LOUIS DA CUNHA.

Fait à Utrecht le 11. Avril. 1713.

[K.]

1715. *TRAITÉ de Paix entre l'Espagne & le Portugal, conclu à Utrecht en 1715. tiré de l'Europæsche Ruhe.*

Au nom de la Sainte Trinité.

QU'IL soit notoire à tous les présens & à venir, que la plus grande partie de la Chrétienté se trouvant affligée par une longue & sanglante guerre, il a plu à Dieu de porter les cœurs du très-Haut, & très-Puissant Prince Dom Jean V. par la grace de Dieu Roi de Portugal, & du très-Haut, & très-Puissant Prince Dom Philippe V. par la grace de Dieu Roi Catholique d'Espagne, à un sincère & ardent desir de contribuer au repos universel, & d'assurer la tranquillité de leurs Sujets, en renouvellant & rétablissant la Paix & bonne Correspondance, qu'il y avoit auparavant entre les Couronnes de Portugal & d'Espagne, pour lequel effect leursdites Majestés ont donné leurs Pleins-pouvoirs à leurs Ambassadeurs Extraordinaires, & Plenipotentiaires: sçavoir Sa Majesté Portugaise au très-Excellent Seigneur Jean Gomes da Silva, Comte de Tarouca, Seigneur des Villes de Tarouca, Lalin, Lazarim, Penalva, Galfar, & leurs dependances, Commandeur de Villa-Cova, du Conseil de Sa Majesté, & Mestre de Camp General de ses Armées; & au très-Excellent Seigneur Don Louis da Cunha, Commandeur de Sainte Marie d'Almendra, & du Conseil de Sa Majesté. Et Sa Majesté Catholique au très-Excellent Seigneur Dom François Marie de Paula, Telles, Giron, Benavides, Carrillo, & Toledo, Ponce de Leon, Duc d'Ossunc, Comte d'Uregna, Marquis de Pegnafiel, Grand d'Espagne de la premiere Classe, Grand Chambellan & Grand Echançon de Sa Majesté Catholique, Grand Notaire du Royaume de Castille, Grand Clavier de l'Ordre de Calatrava, Commandeur en celui-ci, & d'Ulagre en celui de St. Jacques, General des Armées de Sa Majesté, Gentilhomme de la Chambre, &

& Capitaine de la première Compagnie Espagnole de les Gardes du Corps, lesquels s'étant rendus à Utrecht, lieu destiné pour le Congrès, & ayant examiné réciproquement leurs Pleins-pouvoirs, dont les copies seront insérées à la fin de ce Traité, après avoir imploré l'assistance Divine, sont convenus des Articles suivans.

I. Il y aura une Paix solide & perpétuelle, & une vraie & sincère amitié entre Sa Majesté Portugaise, ses Descendans, Successeurs, & Héritiers, tous ses États & Sujets d'une part, & Sa Majesté Catholique, ses Descendans, Successeurs, & Héritiers, tous ses États & Sujets de l'autre part; laquelle Paix sera observée fermement & inviolablement, tant par terre, que par mer, sans permettre qu'il soit commis aucune hostilité entre les deux Nations en tel endroit, & sous quelque prétexte que ce soit. Et s'il arrivoit contre toute attente, que l'on contrivait en quelque chose au présent Traité, il demeurera toutetous dans la vigueur, & ladite contravention sera réparée de bonne foi, sans delay, ni difficulté, en punissant rigoureusement les contrevenans, & en remettant tout en son premier état.

II. En conséquence de cette Paix on mettra en entier oubli toutes les hostilités commises jusqu'à présent, en sorte qu'aucun des Sujets des deux Couronnes n'ait droit de prétendre satisfaction des dommages soufferts, ni par les voyes de Justice, ni par toute autre. Ils ne pourront pas non plus alléguer réciproquement les pertes qu'ils auront faites pendant la présente Guerre, mais on oubliera le passé tout comme s'il n'y avoit eu aucune interruption en l'amitié qu'on rétablit présentement.

III. Il y aura une Amnistie pour toutes les personnes, tant Officiers, que Soldats, & autres, qui pendant cette Guerre, ou à son occasion, auront changé de service, excepté pour ceux qui auront pris parti, ou qui se seront engagés au service d'un autre Prince que celui de Sa Majesté Portugaise, ou de Sa Majesté Catholique, & il n'y aura que ceux, qui auront servi Sa Majesté Portugaise, ou Sa Majesté Catholique, qui seront compris dans cet Article, lesquels le seront aussi dans l'Article XI de ce Traité.

IV. Tous les Prisonniers & Otages seront promptement rendus, & mis en liberté de part & d'autre, sans exception, & sans qu'on demande aucune chose pour leur échange, ni pour la dépense, qu'ils auront faite, pourvu qu'ils satisfassent aux dettes particulières, qu'ils auront contractées.

V. Les Places, Châteaux, Villes, Villages, Territoires, & Campagnes appartenant aux deux Couronnes tant en Europe, qu'en toute autre partie du Monde, seront entièrement restitués, & sans réserve aucune, en sorte que les Limites & Coûtes des deux Monarchies demeureront dans le même état, où ils étoient avant la présente Guerre, & on rendra particulièrement à la Couronne de Portugal le Château de Noudar avec son territoire, l'Isle du Verdejo, & le Territoire & Colonie du Sacremento, & à la Couronne d'Espagne les Places d'Aibuquerque & de Puebla, avec leurs territoires dans l'état où elles sont à présent, sans que le Roi de Portugal puisse rien demander à la Couronne d'Espagne pour les nouvelles fortifications, qu'on y a fait ajouter.

VI. Sa Majesté Catholique ne rendra pas seulement à Sa Majesté Portugaise le Territoire & Colonie du Sacrement, située sur le bord Septentrional de la Rivière de la Plata, mais elle cèdera aussi en son nom, & en celui de tous les Descendans, Successeurs, & Héritiers, toute Action & Droit qu'elle prétendait avoir sur ledit Territoire & Colonie, faisant ladite Cession dans les termes les plus forts, & les plus authentiques, & avec toutes les clauses requises, comme si elles étoient insérées ici, afin que ledit Territoire & Colonie demeurent compris dans le Domaine de la Couronne de Portugal, & appartenant à Sa Majesté Portugaise, les Descendans, Successeurs, & Héritiers, comme faisant partie de les États, avec tous les Droits de Souveraineté, d'absolue Puissance, & d'entier Domaine. Sans que Sa Majesté Catholique, les Descendans, Successeurs, & Héritiers puissent jamais troubler Sa Majesté Portugaise, les Descendans, Successeurs, & Héritiers dans ladite Possession, & en vertu de cette Cession le Traité Provisionnel conclu entre les deux Couronnes le 7 May 1681 restera sans aucun effet, ni vigueur. Sa Majesté Portugaise s'engage cependant à ne point consentir qu'aucune autre Nation de l'Europe, excepte la Portugaise, puisse s'établir, ou commercer en ladite Colonie directement, ni indirectement, sous quelque prétexte que ce soit, & bien plus encore elle s'engage en outre à ne point prêter la main, ni donner assistance, à aucune Nation Etrangère, afin qu'elle puisse introduire quelque Commerce dans les Terres de la Domination de la Couronne d'Espagne, ce qui est pareillement défendu aux propres Sujets de Sa Majesté Portugaise.

VII. Quoique Sa Majesté Catholique cède dès à présent à Sa Majesté Portugaise ledit Territoire & Colonie du Sacrement, suivant la teneur de l'Article précédent, Sa dite Majesté Catholique pourra néanmoins offrir un équivalent pour ladite Colonie, qui soit au gré & à la satisfaction de Sa Majesté Portugaise, & on limite pour cet offre le terme d'un An & demi à commencer du jour de la Ratification de ce Traité, avec cette Déclaration, que si ledit Equivalent vient à être approuvé & accepté par Sa Majesté Portugaise, les susdits Territoire & Colonie appartiendront à Sa Majesté Catholique, comme si elle ne l'avait jamais rendu, ni cédé, mais si ledit Equivalent vient à n'être pas accepté par Sa Majesté Portugaise, elle demeurera en possession dudit Territoire & Colonie, comme il est déclaré dans l'Article précédent.

VIII. On expédiera des Ordres aux Officiers, & autres personnes, à qui il appartiendra, pour la reddition réciproque des Places, tant en Europe, qu'en Amérique, mentionnées en Article V & à l'égard de la Colonie du Sacrement Sa Majesté Catholique n'envoyera pas seulement les Ordres en droiture au Gouverneur de Buenos Ayres, pour en faire la reddition, mais elle donnera aussi un Duplicata desdits ordres avec une recommandation si précise au susdit Gouverneur, qu'il ne puisse sous aucun prétexte, ou cas même imprévu, en différer l'exécution, quoi qu'il n'ait pas encore reçu les premiers. Ce Duplicata, aussi bien que les Ordres, qui regardent Noudar, & l'Isle du Verdoyo, seront échangés contre ceux de Sa Majesté Por-

Portugaise pour la reddition d'Albuquerque & de Puebla par des Commissaires, qui se trouveront pour cet effet aux confins des deux Royaumes, & on fera la reddition desdites Places, tant en Europe, qu'en Amérique dans le terme de 4. mois, à commencer du jour de l'Echange reciproque desdits Ordres.

IX. Les Places d'Albuquerque & de Puebla seront rendues dans le même état, où elles sont, & avec autant de Munitions de guerre, & le même nombre de Canons, & du même Calibre, qu'elles avoient lors qu'elles furent prises, suivant les Inventaires, qui en ont été faits. Les autres Canons, Munitions de guerre, & provisions de bouche, qu'on y trouvera de plus, devant être transportes en Portugal. Tout ce qui vient d'être dit touchant la restitution des Munitions de Guerre, & des Canons, s'entend également à l'égard du Chateau de Noudar, & de la Colonie du Sacrement.

X. Les Habitans desdites Places, & de tous les autres Lieux, occupés pendant la présente Guerre, qui ne voudront point y demeurer, auront la liberté de se retirer, & de vendre, & disposer à leur gré de tous leurs biens meubles & immeubles, & ils jouiront de tous les fruits, qu'ils auront cultivés & semés, quoique les Terres & les Metairies soient transférées à d'autres Possesseurs.

XI. Les biens confisqués reciproquement à l'occasion de la présente Guerre sont restitués à leurs anciens possesseurs, ou à leurs Héritiers: ceux-ci devant payer les améliorations utiles, qu'on y aura faites, mais ils ne pourront jamais prétendre des personnes, qui ont joui jusqu'ici des susdits Biens la valeur de leurs revenus depuis le temps de la Confiscation jusqu'au jour de la Publication de la Paix, & afin que la restitution de la Propriété desdits Biens confisqués puisse être exécutée, les Parties intéressées seront obligées de se présenter dans le terme d'une année devant les Tribunaux à qui il appartiendra, où elles plaideront leurs Droits, & leurs Causes seront jugées dans le terme d'une autre Année.

XII. Toutes les prises faites de part & d'autre pendant le cours de la présente Guerre, ou à son occasion, seront jugées bonnes, & il ne restera aux Sujets des deux Nations aucun Droit, ni Action, pour demander en aucun temps qu'elles leurs soient rendues, attendu que les deux Majestés reconnoissent les raisons qu'il y a eû pour faire lesdites prises.

XIII. Pour une plus grande sécurité & validité du présent Traité, on confirme derechef celui qui a été fait entre les deux Couronnes le 13. Février 1668. lequel demeure valide en tout ce qui ne sera pas révoqué par le présent Traité, & l'on confirme particulièrement l'Article 8. dudit Traité du 13. Février 1668. comme s'il étoit inséré ici mot à mot, & leurs Majestés Portugaise & Catholique offrent reciproquement de donner leurs ordres, pour que l'on fasse une prompte & entière justice aux parties intéressées.

XIV. On confirme de même, & l'on comprend dans le présent Traité les XIV. Articles contenus dans le Traité de Transaction fait entre les deux Couronnes le 18. Juin 1701. Lesquels demeureront tous dans leur force, & vigueur, comme s'ils étoient insérés ici mot à mot.

XV. En

XV En vertu de tout ce qui a été stipulé dans la susdite Transaction de l'Asiento pour l'Introduction des Negres, Sa Majesté Catholique doit aux Intereffés dans ledit Asiento la somme de deux cent mille écus d'Anticipation, que les Intereffés prêtèrent à Sa Majesté Catholique avec les intérêts à 8 pour cent dès le jour de l'emprunt jusqu'à l'entier remboursement, ce qui fait à compter depuis le 7 Juillet 1696 jusqu'au 6 Janvier 1715 la somme de deux cent quarantevingt dix mille écus, comme aussi la somme de trois cent mille Cruzades (monnoye Portugaise,) dont la réduction monte à cent soixante mille écus. Ces trois sommes sont réduites par le présent Traité à la seule somme de six cents mille écus que Sa Majesté Catholique promet de payer en trois payemens égaux & consécutifs, de deux cent mille écus chacun. Le premier payement se fera à l'arrivée de la premiere Flotte, Flotille, ou Galions, qui arriveront en Espagne après l'échange des Ratifications du présent Traité; & ce premier payement sera imputé sur les intérêts dus pour le Capital des deux cents mille écus d'Anticipation. Le second payement à l'arrivée de la seconde Flotte, Flotille, Galions, & ce sera pour le Capital des deux cents mille écus d'Anticipation. Et le troisieme payement se fera à l'arrivée de la troisieme Flotte, Flotille, ou Galions pour les trois cents mille Cruzades, évalués à cent soixante mille écus, & le restant des quarante mille écus d'intérêt. Les sommes nécessaires pour ces trois payemens pourront être transportées en Portugal en argent monnoyé, ou en Lingots d'or, ou d'argent. Moyennant quoi la somme de deux cents mille écus d'Anticipation ne portera point d'intérêt depuis le jour de la Signature du présent Traité, mais si Sa Majesté Catholique ne paye pas ladite somme à l'arrivée de la seconde Flotte, Flotille, ou Galions, les deux cent mille écus d'Anticipation porteront intérêt à 8 pour cent depuis l'arrivée de la seconde Flotte, Flotille, ou Galions, jusqu'à l'entier payement de cette somme.

XVI Sa Majesté Portugaise cede par le présent Traité & promet de faire ceder à Sa Majesté Catholique toutes les sommes, qui sont dues par Sa Majesté Catholique dans l'Indes d'Espagne à la Compagnie Portugaise de l'Asiento de l'Introduction des Negres, excepte les six cents mille écus mentionnés dans l'Article XV. de ce Traité. Sa Majesté Portugaise cede encore à Sa Majesté Catholique ce que les susdits Intereffés pourroient prétendre de l'héritage de Dom Bernard François Marin.

XVII Le Commerce sera généralement ouvert entre les Sujets des deux Majestés avec la même Liberté & Sécurité qu'il y avoit avant la presente Guerre; en temoignage de la sincere amitié, qu'on souhaite non seulement de rétablir, mais d'augmenter même entre les Sujets des deux Couronnes, Sa Majesté Portugaise accorde à la Nation, Espagnole, & Sa Majesté Catholique à la Nation Portugaise, tous les avantages dans le Commerce, & tous les Privileges, Libertés, & Exemptions, qu'elle a ont accordées jusqu'ici ou qu'elle accorderont à l'avenir à la Nation la plus favorisée, & la plus privilégiée de toutes celles, qui trafiquent dans les Terres de la Domination de Portugal & d'Espagne, ce qui ne doit cependant être entendu qu'à

qu'à l'égard des Terres situées en Europe, puisque le Commerce & la Navigation des Indes est uniquement réservé aux deux seules Nations dans les Terres de leur Domination respective en Amérique, excepté ce qui a été stipulé dernièrement dans le Contrat de l'Affiento des Nègres, conclu entre Sa Majesté Catholique, & Sa Majesté Britannique.

XVIII. Et parce que dans la bonne Correspondance qu'on établit, on doit prévenir les dommages, qui peuvent être reciproques, vu que dans le Concordat fait entre les deux Couronnes du rein du Roi Don Sebastien de glorieuse memoire, ayant déclaré les cas dans lesquels les Crimiels devoient être rendus de part & d'autre, & la restitution des Vols, on n'y pouvoit pas comprendre le Tabac, qu'on ne connoissoit pas lors qu'on fit le Concordat, & qui cependant est devenu apres si en vogue tant en Portugal, qu'en Espagne, qu'on tire un gros revenu de ses fermes. Sa Majesté Catholique s'engage à faire qu'on ne puisse introduire dans aucune terre des Royaumes d'Espagne, ou toutes autres de la Domination, le Tabac de Portugal, soit qu'il ait été travaillé, ou broyé dans lesdites Terres, ou Royaumes, ou ailleurs, & à donner ses ordres, afin que toutes les Fabriques du Tabac Portugais, qu'on trouvera dans les Royaumes & Terres de la susdite Domination, soient détruites, aussi bien que celles, qu'on y pourroit faire de nouveau, imitant de grosses peines aux contrevenans, & chargeant non seulement les Officiers de Justice, mais aussi ceux de Guerre, de faire observer & executer ce qui vient d'être dit ci dessus, & Sa Majesté Portugaise s'engage pareillement à faire la même défense, & avec les mêmes circonstances que Sa Majesté Catholique, par rapport au Tabac d'Espagne dans les Terres de Portugal, & toutes autres de la Domination.

XIX. Les Vaisseaux tant de Guerre, que Marchands des deux Nations pourroient entrer reciproquement dans les Ports de la Domination des deux Couronnes, ou ils avoient coutume d'entrer par le passé, pourvu que dans les plus grands Ports il n'y ait en même temps plus de six Vaisseaux de Guerre, & plus de trois dans les Ports qui sont moindres. Et en cas qu'un plus grand nombre de Vaisseaux de Guerre d'une des deux Nations arrive devant quelque Port de l'autre, ils n'y pourroient pas entrer sans la permission du Gouverneur, ou du Magistrat. Si cependant contraints par le gros temps, ou par quelque autre nécessité pressante, ils viennent y entrer sans en avoir demandé la permission, ils seront tenus de faire d'abord part de leur arrivée, & ils n'y demeureront qu'autant de temps qu'il leur sera permis, ayant grand soin de ne faire aucun dommage ou prejudice audit Port.

XX. Leurs Majestés Portugaise & Catholique souhaitant le prompt accomplissement de ce Traité pour le repos de leurs Sujets, on est convenu qu'il aura toute la force & vigueur immédiatement apres la Publication de la Paix, & qu'on fera ladite Publication dans les lieux de la Domination des deux Majestés le plutôt qu'il sera possible, & si depuis la suspension d'Armes il s'est fait quelque Contrevenion, il en sera reciproquement fait raison.

XXI. S'il arrivoit par quelque accident (ce qu'à Dieu ne plaise) qu'il y eût quelque interruption d'amitié, ou quelque rupture entre les Couron-

nes de Portugal & d'Espagne: en ce cas-là on accordera aux Sujets des susdites deux Couronnes le Terme de six mois après ladite rupture, pour se retirer, & vendre leurs biens & effets, ou les transporter où bon leur semblera.

XXII. Et parce que la Reine d'Angleterre de très-glorieuse Mémoire avoit offert d'être garante de l'entière exécution de ce Traité, de sa validité & de sa durée, Leurs Majestés Portugaise & Catholique acceptent la susdite Garantie en toute sa force & vigueur pour tous les présents Articles en général, & pour chacun en particulier.

XXIII. Les mêmes Majestés Portugaise & Catholique accepteront aussi la Garantie de tous les autres Rois, Princes, & Républiques, qui dans le terme de six mois voudront être Garantis de l'Exécution de ce Traité, pourvu que ce soit à la satisfaction des deux Majestés.

XXIV. Tous les Articles écrits cy-dessus ont été traités, accordés, & stipulés entre les susdits Ambassadeurs Extraordinaires & Plénipotentiaires des Seigneurs Rois de Portugal & d'Espagne au nom de leurs Majestés; & ils promettent en vertu de leurs Pleins-pouvoirs que lesdits Articles en général, & chacun en particulier, seront inviolablement observés, accomplis, & exécutés par les Seigneurs Rois leurs Maîtres.

XXV. Les Ratifications du présent Traité, données en bonne & due forme seront échangées de part & d'autre dans le terme de cinquante jours, à commencer du jour de la Signature, ou plutôt, si faire se peut.

En foi de quoi, & en vertu des Ordres & Pleins-pouvoirs, que nous soussignés avons reçus de Nos Maîtres le Roi de Portugal, & le Roi Catholique d'Espagne, Nous avons signé le présent Traité, & y avons fait apposer les sceux de nos Armes.

Fait à Utrecht le 6. Février. 1719.

(L. S.) CONDE DE TA-
ROUCA.

(L. S.) D. LUIS DA CUNHA.

(L. S.) EL DUQUE D'OS-
SUNA.

ARTICLE SEPARÉ.

PAR le présent Article séparé, qui aura la même force & vigueur comme s'il étoit compris dans le Traité de Paix, conclu aujourd'hui entre Leurs Majestés Portugaise & Catholique, & qui doit être ratifié comme ledit Traité, il a été convenu par les Ambassadeurs Extraordinaires & Plénipotentiaires des deux Majestés, que le Commerce réciproque des deux Nations soit rétabli, & continué dans la même forme, & avec les mêmes Sécurités, Libertés, Exemptions, Franchises, Droits d'entrée & sortie, & toutes ses autres dépendances, avec lesquelles on le faisoit avant la présente Guer-

Guerre, tandis qu'on en dispose autrement, & qu'on ne déclare pas la forme, avec laquelle doit continuer le Commerce entre les deux Nations.

En foi de quoi, & en vertu des Ordres & Pleins-pouvoirs, que Nous soussignés avons reçus de nos Maîtres le Roi de Portugal, & le Roi Catholique d'Espagne, Nous avons signé le présent Article & y avons fait apposer les seals de nos Armes. Fait à Utrecht, le 6. Février 1715.

(L. S.) CONDE DE TAROUCA.

(L. S.) EL DUQUE D'OSUNA.

(L. S.) D. LUIS DA CUNHA.

[L]

1713. *TRAITE de Paix entre la France & le Roi de Prusse ; conclu à Utrecht en 1713. Actes de la Paix d'Utrecht.*

In nomina Sacrosanctæ Trinitatis.

NOTUM testatumque sit omnibus quorum interest, vel interesse potest, præsentibus ac futuris, quod cum post cruentum & atrox, quo Europa per tot annos afflicta fuit, bellum, Divinæ Providentiæ placuerit, Orbi Christiano calamitatum inde enatarum finem parare, conservato ardenti Pacis desiderio in animis Serenissimi & Potentissimi Principis ac Domini, Domini Ludovici XIV. Dei gratia Franciæ & Navarræ Regis Christianissimi, atque Serenissimi & Potentissimi Principis ac Domini, Domini FridERICI Guillelmi, Dei gratia Regis Borussia, Marggravi Brandenburgensis, Sacri Romani Imperii Archi-Camerarii & Principis Electoris, supremi Principis Araussonensis, Neo-Castri & Vallangiae, Magdeburgi, Clivie, Juliaci, Montium, Srethini, Pomeraniæ, Cassuborum, Vandalorum, & Megapolis, nec non in Silesia & Crostæ Ducis, Burggravi Norimbergensis, Principis Halberstadii, Mindæ, Camini, Vandaliæ, Suerini, Razeburgi, & Mursi; Comitis Hohenzolleræ, Ruppini, Martæ, Ravensbergæ, Hohenstemii, Tecklenburgi, Lingæ, Suerini, Buhæ, & Leerdami; Marchionis Veræ & Vlissingæ; Domini Ravensteinii, Rostochi, Stargardæ, Lawenburgi, Butoviæ, & Bredæ: ambo pari studio cupientes, bona fide, quantumque in ipsis est, restituendæ tranquillitatis publicæ rationem ire, in Concilio eum in finem Trajecti ad Rhenum instituto, Legatis suis Extraordinariis & Plenipotentiaris ibidem id negotii dederint, & Sacra Regia Majestas Christianissima quidem Illustrissimo & Excellentissimo Domino Nicolao, Marchioni d'Huxelles, Franciæ Mareschallo, Regionum Ordinum Equiti tor-

quoque, Generali Locum tenenti Regis in Ducatu Burgundico &c. & Perillustri atque Excellentissimo Domino Nicolao Meisinger, Equiti Ordinis Sancti Michaelis, Sacra Regia Majestas Borussiae vero Illustrissimo & Excellentissimo Domino Ottone Magno, Sacri Romani Imperii Comiti à Donhoff, Majestatis suae Ministro Status & Belli intimo, Copiarum pedestrium Generali Locumtenenti, Equiti Aquilae Nigrae Borussiae, Gubernatori ac Satrapae Memmelli, Dynastae Friderichsteinii, Wencesfeldae, & Schomord &c. & Perillustri atque Excellentissimo Domino, Joanni Augusto Marschale de Biberstein, Regiae suae Majestatis Borussiae Ministri Status intimi, Collegii Heraldici Praefecti, Praefecto Giebuchenslemii, & Castri Sancti Mauricii, Aquilae nigrae Borussiae, & Sancti Johannis Ordinum Equiti &c. qui, invocato Divini Numinis auxilio, & communicatis utrinque ac rite inter se commutatis Mandatorum Tabulis, quorum apographa sub finem hujus Instrumenti inserta erunt, in Dei gloriam, reique Christianae commodum, in sequentes Pacis & Amicitiae leges convenerunt.

I. Pax sit firma atque sincera inter Sacram Regiam Majestatem Christianissimam ejusque Successores ex una parte, & Sacram Regiam Majestatem Borussiae ejusque Successores ex altera parte, nulla in posterum via aut ratione habenda, ita ut ex hoc die omnis hostilitas ab utraque parte Terra Marique penitus cesset, & pristina vera amicitia inter Sacram Regiam Majestatem Christianissimam & Sacram Regiam Majestatem Borussiae restauretur, eo effectu, ut alter alterius damna avertere, quaevis vero commoda & honores promovere modis omnibus studeat.

II. Vi hujus reintegrationis amicitiae mutuae, Dominus Rex Borussiae, statim post commutationem Ratificationum praesentis Tractatus factam, bona fide Copias suas tam ex Belgio, quam aliunde, ubi merent, deducet, spondetque se minime facturum, ut durante hoc Bello ullibi contra Dominum Regem Christianissimum, sub quocunque praetextu militent, ultra ratam quam cum Membris Imperii conferre tenetur.

III. Quicquid hostiliter hinc inde toto hujus belli tempore quocunque modo actum est, id omne utrinque perpetuae oblivioni mandatum esto, nulla ratione ullave specie unquam in memoriam revocandum, nedum vindicandum.

IV. Gaudeant hac Amicitia Vasalli & Subditi utriusque Partis, ab omni molestia ac ultione tuti futuri.

V. Omnes Bello capti, indistincte & sine exceptione utrinque absque lytro libertati restituantur.

VI. Quandoquidem Regia seu Majestas Christianissima Pacem Westphalicam semper spectaverit, tanquam firmissimum fundamentum tranquillitatis publicae, amicitiaeque mutuae inter se & Electores, Principes ac Status Imperii, quos inter Dominus Rex Borussiae, intuitu Dionum quas in eo possidet, ut Membrum valde illustre eminet, Dominus Rex Christianissimus hanc sibi mentem esse declarat, ut praedicta Pax Westphalica, tam in sacris, quam in profanis facta testaque permaneat, perinde ac si hic ad verbum inserta esset.

VII Par Geldria superioris, hactenus Hispaniarum dictarum quam tenet & possidet Dominus Rex Borussiarum, nominatim Urbs Geldria, Praefectura, Opida, Vici, Feuda, cum omnibus pradiis, agris, censibus, redditibus, emolumentis, telonibus, aliisque vestigalibus, subsidis, tributis, & collectis, fructibus nem Jurisdictionis feudalis, Juribus Dominialibus, aliisque quibuscunque, & in genere quicquid in illa parte Geldriae superioris, quam Regia sua Majestas Borussiarum tenet ac possidet, continetur, cum omnibus quae eo pertinent aut inde dependent nullo prorsus excepto, ea omnia & singula eidem à Regia sua Majestate Christianissima, vigore Potestatis à Domino Rege Catholico sibi concessa, in perpetuum cedentur, ac Domino Regi Borussiarum ejusque Haereditibus ac Successoribus utriusque Sexus perpetuo tempore cum plena proprietate omnique supremo Dominio maneat, eo plane modo quo Reges Hispaniarum, interque eos Carolus II gloriosissimae memoriae, praedictam Geldriae partem omniaque suprema memorata possederunt, Basilis omnibus exceptionibus, praetensionibus, motu vel movenda ad tuendam quietam Domini Regis Borussiarum possessionem supradictae partis cessat, cassatisque & annullatis aliis quibuscunque Pactis, Conventionibus aut dispositionibus, quaequo modo huic Article contrariae Cessione huic tamen expressa haec Clausula adhibetur, quod Religio Catholica in praedictis locis cessa ubique in eodem statu per omnia permanebit, in quo ante occupationem Domini Regis Borussiarum, & sub imperio Regum Hispaniarum erat ut Dominus Rex Borussiarum nihil in eo mutare queat.

VIII Pariter Sacra Regia Majestas Christianissima, vigore facultatis à Domino Rege Catholico sibi permittit, Sacrae Regiae Majestati Borussiarum, in superiori parte Geldriae in perpetuum cedit, atque in eandem ejusque Haerediti ac Successores utriusque Sexus transfert Tractum Kesselanum & Praefecturam Krakenbecensem cum supremo Dominio omnique proprietate, ita ut eas Ditiones eodem plane modo possideant, quo Reges Hispaniarum eas tenebant, & Rex Carolus II inclitae Memoriae eas possedit, cum omnibus accessionibus, & dependentiis, Urbibus, Oppidis, Vicis, Feudis, pradiis, agris, censibus, redditibus, emolumentis, telonibus, aliisque vestigalibus, subsidis, tributis, & collectis, fructibus Jurisdictionis feudalis, Juribus dominialibus, & aliis quibuscunque ac generaliter, quicquid sub nomine praedictarum Ditionum venit ac comprehenditur Huic cessione, prout facta est, nullae obstat exceptiones, praetensiones aliaeque disceptiones motus vel movenda, omniaque Pacta, Conventiones aut dispositiones praeterius Article quacunque ratione contrariae, pro nullis & invalidis habeantur. Servetur tamen Status Religio Catholicae in praedicto Tractu ac Praefectura, atque ac in Regione supra nominata cessa per omnia, plane uti fuit sub dominatione Regum Hispaniarum, nec Domino Regi Borussiarum quicquam in eo innovare liceat. Promittit quoque Regia sua Majestas Christianissima se futurum, ut praeterius Articulus praecedens septimus cessionem partis superiorum Geldriae, in favorem Regiae suae Majestatis Borussiarum factam continens, intra duos Menses à die subscriptionis Tractatus hujus computandos, à Rege Catholico ratihabentur, ejusque Ratihabitu rite extrahatur.

IX. Agnoscat Dominus Rex Christianissimus Dominum Regem Borussiae, pro supremo Domino Principatus Neo-Castrî & Vallengiae, promittit etiam ac spondet pro se ac successoribus suis, se minime turbaturum, siue directe, siue indirecte, Domini Regis Borussiae, ejusque Haeredum & Successorum tranquillam possessionem hujus Principatus, omniumque, quae ad illum pertinent, aut ab eo dependent, tum etiam Incolis ejusdem permitturum facultatem, per universum Galliae Regnum, & Terras Ditioni Domini Regis Christianissimi subjectas, usdem Juribus, Immunitatibus, Privilegiis & commodis fruendi, quibus Incolae ceterarum Regionum Helvetiae, & reliqui Nationis Helveticae gaudent, quibusque ipsi gavisi sunt, antequam Dominus Rex Borussiae possessionem dicti Principatus Neo-Castrî & Vallengiae nactus esset.

Porro Dominus Rex Christianissimus sese obstringit, se nullam prorsus opem aut adjumentum, siue directe, siue indirecte, cuiquam e Subditis suis suppeditaturum esse, ad turbandum Regiae suae Majestatis Borussiae, Ejusve Haeredum & Successorum quietam dicti Principatus Neo-Castrî & Vallengiae possessionem.

X Cum Dominus Rex Borussiae nihil magis optet, quam ut omnis, quae quidem praevideri potest, dissensionem materia atque occasio praescindatur ac tollatur, ipse pro se, Haeredibus, ac Successoribus suis, in favorem Domini Regis Christianissimi ejusque Successorum in perpetuum renunciat omni juri in Principatum Arausionensem, Dynastias & loca Successionis Cabillonensis & Chateaubelicensis, in Gallia & Comitatu Burgundiae sita, cum oneribus aeque ac emolumentis omnibus, praesentibus ac futuris, absque ulla exceptione, eo effectu, ut cuncta in posterum ad Regiam suam Majestatem Christianissimam, ejus Haeredes, ac Successores absque causa habentes pertineant.

Et ut majus robur huic Renunciationi accedat, Dominus Rex Borussiae in se recipit, ac promittit sub fide & verbo Regis, se haeredibus defuncti Principis Nassovio-Frisii circa praetensionem eorum in dictum principatum & bona superius memorata, per aequipollens satisfacturum, ita ut Dominus Rex Christianissimus per dictos Haeredes defuncti Principis Nassovio-Frisii in proprietate & tranquilla possessione ac usu dicti Principatus Arausionensis ac bonorum memoratorum turbari aut inquietari nequeat. Iis qui inde emigrare volent, liberum sit, domicilium suum alio, quocunque libebit, cum omnibus suis Bonis mobilibus, intra unius anni spatium, à die Ratificationis praesentis Tractatus computandum, absque ullo impedimento transferre. Quod vero ad Bona eorum immobilia attinet, siue in dicto Principatu Arausionensi, siue alibi sita sint, ea vendendi observato locorum usu, aut retinendi, & per Procuratores suos, donec vendita fuerint, administrandi libera ipsis facultas sit. Idem quoque illis, qui jam inde emigraverunt, permittum esto, nec ullum dictis venditionibus impedimentum adferatur.

Libertum sit denique Domino Regi Borussiae, nomen Principatus Arausionensis ei parti Geldriae, quae ipsi per Tractatum hunc cessa est, indere, atque Insignia Titulumque ejus retinere.

XI. Consentunt Dominus Rex Christianissimus & Dominus Rex Borussiae, & Regina Magnae Britanniae, quae per operam indefessam Legatorum suorum Extraordinariorum & Plenipotentiariorum, qui Conventui Ultrajectino interfuerunt tantum momenti ad Pacis opus attulit, omnesque alii Reges ac Principes, quibus amicus erit par se vinculo obstringendi, Regiae suae Majestati Christianissimae, & Regiae suae Majestati Borussiae promittere ac sese obligare queant ad fidejussionem hujus Tractatus praestandam, quae omnia & singula, quae in eo continentur, executioni dentur ac religioso observentur.

XII. Praesenti hoc Pacis Tractatu tam ex Majestatis suae Christianissimae, quam ex Majestatis suae Borussiae parte comprehenduntur omnes tredecim pagi Helvetiae, cum omnibus eorum Sociis ac Foederatis, singulatum Principatu Neo-Castrum & Valengiae, Republica & Civitate Genevarum cum iis quae ab ea dependent, Civitatibus item Sancti Galli, Mulhausiae, & Biennae, & septem Jurisdictionibus seu Decimis Valesianis, tum etiam Tres Ligae Rhodicae seu Grisones cum eorum dependentiis.

XIII. Pacem hoc modo conclusam promittunt infra scripti Legati Extraordinarii & Plenipotentarii, à Sacra Regia Majestate Christianissima & Sacra Regia Majestate Borussiae ratihabiti, & Ratihabitionum rite confectarum Tabulas intra quatuor hebdomadarum spatium, ab hodierna subscriptionis die computandum, aut si fieri potest, citius, hic reciproce itaque commutatum iri.

In quorum omnium & singulorum supra memoratorum fidem roburque, infra scripti, Regii Legati Extraordinarii & Plenipotentarii praesens Instrumentum Pacis suis manibus subscripserunt, Sigillisque propriis muniverunt. Acta haec sunt Trajecti ad Rhenum die undecimo Aprilis, Anno Domini supra millesimum septingentesimum decimo tertio.

(L. S.) HUXELLES.
(L. S.) MESNAGER.

(L. S.) O. M. C. DE DONHOFF.
(L. S.) J. A. *Marshall* DE
BIBERSTEIN.

ARTICULUS SEPARATUS.

QUANDOQUIDEM Dominus Rex Christianissimus agnovit habetque pro Rege Dominum Regem Borussiae, cujus omnes honores cum Regia Dignitate conjunctos impertire cupit, in majus argumentum prolixi, quo in Regem Borussiae fertur, affectus, ac testaturus, quanti hoc incrementum Dignitatis in ejusdem persona faciat, Dominus Rex Christianissimus peculiari hoc Article declarat, promittit, ac ipondet, tam sua & Successorum suorum, quam Serenissimi & Potentissimi Principis, Domini Philippi V. Regis Hispaniarum, ejusque Successorum vice, vi facultatis sibi ab hoc datae, se Regemque Catholicum ab hinc & in perpetuum Domino Regi Borussiae, ejusque Haeredibus & Successoribus Regibus Borussiae, Titulum Majestatis tributuros.

buturos esse, nulla unquam sub specie, nullave occasione mutandum aut minuendum; Ministris etiam Regum Borussiae primi & secundi ordinis, eodem ubique honores, sive pridem usitatos, sive noviter introductos, perinde ac aliorum Regum Ministri, nullo prorsus discrimine faciendo, exhibituros esse cæterum hic Articulus Separatus, cujus Ratificationem ex parte Domini Regis Catholici Dominus Rex Christianissimus recepit se intra duos menses curaturum, eandem vim habebit ac si de verbo ad verbum Instrumento Pacis hac die conclusæ insertus esset, & Ratificationes ejus utrinque intra idem tempus, quo ipsius Tractatus, sequentur.

In cujus fidem Legati Extraordinarii & Plenipotentarii præsentem Articulum suis manibus subscripserunt, Sigillisque suis muniri curaverunt.

Actum Trajecti ad Rhenum die undecimo Aprilis Anno supra millesimum septingentesimum decimo tertio.

(L. S.) HUXELLES.
(L. S.) MEINAGER.

(L. S.) O. M. C. DE DÖNNOF.
(L. S.) J. A. *Marschalck* DE
BIBERSTEIN.

ARTICULUS SEPARATUS SECUNDUS.

CUM Legati Extraordinarii & Plenipotentarii Regis Christianissimi insisterint vi conditionis, in quam conventum est Articulo secundo Tractatus hac ipsa die nomine Regiæ Suae Majestatis Christianissimæ ex una & Regiæ Suae Majestatis Borussiae ex altera parte subscripti, ut Dominus Rex Borussiae pariter copias suas ex urbe Rhenoberga intra tempus dicto Articulo præfatum removeret, Legati Extraordinarii & Plenipotentarii Regis Borussiae rati, se ejusmodi stipulationem singularem haud posse inire eo quod ex parte Imperii nondum Pax ita sit, præsentibus hisce declarant, prædictis Legatis Extraordinariis & Plenipotentariis Franciæ, Regem Borussiae præsidium suum ex dicta Civitate Rhenoberga post conclusionem Pacis proxime ab Imperio faciendæ deducturum esse, salvis omnino prætensionibus Regiæ Suae Majestatis Borussiae contra Archi-Episcopum Colonensem competentibus, qui eodem tempore æstimationem earum cum Regia sua Majestate expedire, eidemque satisfacere tenebitur. Præsens hic Articulus eandem auctoritatem habebit, ac si de verbo ad verbum ipsius Pacis Tabulis insertus esset, ac Ratificationes ei utrinque eodem tempore, quo ipsi Tractatus, accederent, in cujus fidem Legati Extraordinarii & Plenipotentarii præsentem Articulum suis Subscriptionibus ac Sigillis muniverunt. Actum Ultrajecti die 11. Aprilis 1713.

(L. S.) HUXELLES.
(L. S.) MEINAGER.

(L. S.) O. M. C. DE DÖNNOF.
(L. S.) J. A. *Marschalck* DE
BIBERSTEIN.

Ce Traité fut ratifié par Sa Majesté Très-Chrétienne le 18 Avril, par Sa
Ma-

Majesté Prussienne le 17. du même mois d'Avril, & par le Roi d'Espagne pour ce qui le concernoit le 2. Mai 1713.

[M.]

1713. *TRAITÉ entre l'Empereur & le Roi de Prusse, conclu à Utrecht en 1713* Traduit de l'Original Allemand.

CERTIFIONS à tous qu'il appartiendra, que Sa Majesté Impériale de Glorieuse Mémoire, Léopold I. ayant promis d'une certaine façon, & sous certaines conditions, qu'il se chargerait des prétentions dont le feu Roi d'Espagne Charles II. étoit redevable au Roi de Prusse d'heureuse Mémoire, de quoi Sa Majesté le Roi de Prusse a demandé satisfaction, étant à cet effet retenu une grande & considérable partie de la Gueldre Espagnole: Il a été convenu & accordé ce qui suit entre les Ministres Plenipotentiaires de leurs Majestés, au Congrès de Paix, pour l'Etablissement & le maintien d'une bonne intelligence, & sur-tout en considération des services très-grands & distingués par lesquels le feu Roi a obligé la Maison d'Autriche, & tout l'Etat, & dont le Successeur aujourd'hui regnant ne promet pas moins de zèle pour le bien de l'Empire, savoir de la part de Sa Majesté Impériale, Philippe Louis, Thésorier du St. Empire, Comte de Sinzen-dorff & Thanhausen, Baron d'Embruna, Seigneur de Gfoll, & Grand Se-lowitz premier Plenipotentiaire au présent Congrès de Paix, &c. & Michel Achaz Baron de Kirchner, Seigneur de Gerales, Humpoleten, Pollers-kirchen, Rothenthurn & Quittenau, Conseiller au Conseil privé de Sa Majesté Impériale, & de la part de Sa Majesté le Roi de Prusse, Otto Magnus de Doenhoff Seigneur de Friedrichstein, Wencfeld, & Schoenmorn, &c. premier Plenipotentiaire au présent Traité de Paix, & Jean Auguste Maréchal de Biberstein, Conseiller d'Etat.

I Sa Majesté le Roi de Prusse se desiste de toutes les prétentions & y renonce entièrement, se réservant cependant celles pour les Provinces des Pays Bas qui lui ont été engagées. Elle promet de retirer les troupes de la Forteresse de Venlo, & du Fort St. Michel, d'abord que l'on aura cédé la possession des lieux soumentionnez.

II En conséquence de quoi Sa Majesté Impériale cède, suivant toutes les formes du Droit, à Sa Majesté Frédéric Guillaume Roi de Prusse & ses Héritiers Males & Femelles, la Part du haut Quartier de Gueldre, que le Roi de Prusse possède actuellement, dans la même qualité, que la Maison d'Autriche l'a possédée, avec les mêmes Droits de Souveraineté, Juradiction, & Revenus, de quelque nature qu'ils puissent être, & avec les mêmes Droits, que la Maison d'Autriche & principalement le feu Roi d'Espagne les ont possédés, cependant avec toutes les Charges & Redevances, qui y sont atta-

chés, Savoir, la Ville de Gueldre, la Jurisdiction & Baillage de Gueldre, avec toutes les Dependances, & particulièrement les Villes, Baillages, & & Seigneuries de Strahlen, Wachendonk, Middelier, Waubek, Acrien, Asterdem, & Weel, de même que Racy, & petit Kevelaer avec tout ce qui en depend, Kirckenbeek avec toutes ses dependances, pareillement aussi les Pais de Kessel, avec ses appartenances, réservé cependant & excepté Erkeken & ce qui y appartient. Sa Majesté Impériale metant Sa Majesté le Roi de Prusse dans la pleine & réelle possession, de toutes les places cédées, d'abord après l'échange des Ratifications du présent Traité.

III. Quant aux Mouvançes, qui sont comprises dans les Districts susmentionnés, le Droit de Domaine avec tout ce qui en depend, appartenant au Roi de Prusse sans aucune exception; Sa Majesté Impériale cependant se réserve tous les Droits Feodaux & Seigneuriaux, dans les lieux qui lui appartiennent, soit dans les places cédées, soit dans les autres parties de Gueldre, ou dans quelque endroit que ce puisse être.

IV. La Religion Catholique Romaine restera par tout dans le même état où elle a été du temps de Charles II sans faire ni directement, ni indirectement aucun changement ou innovation dans les Processions, Pèlerinages, Enterremens, & autres ceremonies publiques & usitées, sous quelque prétexte que ce puisse être.

V. Et quoique, sans cela, il reste à Sa Majesté Impériale la disposition & la Nomination de l'Evêque de Ruremonde. on laissera cependant audit Evêque & à ses Successeurs la Jurisdiction spirituelle, & le Droit du Diocèse dans tout son District, de la manière qu'il a été exercé du temps de Charles II.

VI. De même que les Monastères, Eglises, Hopitaux, Ecoles, Seminaires, & toutes les autres fondations Ecclesiastiques qui resteront dans le même état qu'elles étoient auparavant, sans en changer la moindre chose. D'ailleurs elles demeureront sous la Jurisdiction & Inspection de l'Evêque de Ruremonde, sans le consentement duquel aucun des Benefices Ecclesiastiques ne sera conféré.

VII. Quant aux Privileges & Immunités des Pays, des Etats, & des Sujets, Sa Majesté le Roi de Prusse s'engage de les faire confirmer par serment, suivant les Us & Coutumes, & en conséquence du Traité de Venlo, en 1741 promettant de maintenir inviolablement les Etats dans leurs Droits & Privileges, sans permettre à qui que ce soit d'en agir au contraire.

VIII. En vertu de ces Privileges on doit remplir toutes les Dignités de Gouvernement, dans les Villes, Magistratures, & Juridictions, de personnes prises sous serment, d'être de la Religion Catholique Romaine.

IX. De plus on ordonnera un Tribunal propre & particulier à chaque lieu, afin que les Etats & Sujets ne soient pas contraints d'aller comparaître devant le Tribunal d'un autre Pays, à moins que par rapport à cela il n'y eut des difficultés trop grandes qui obligeroient à conférer sur cela avec les Etats.

X. Et comme le Règlement des Affaires du Pays demande un examen particulier, pour voir de quelle manière on pourra faire payer les dettes qui ont

ont été contractées en général sur toutes les Provinces sans pourtant faire tort à personne : On choisira d'abord des deux côtes des Commissaires, pour agir en cela, comme dans toutes autres choses, selon toute équité.

XI. Les deux Parties se sont aussi engagées, à ne point élever de nouvelles Fortifications sur la Meuse dans le District de Gueldre.

XII. Quant aux Rentes annuelles de quatre-vingt mille florins, que l'on tire des Douanes de la Meuse, lesquelles Frederic-Henry, Prince d'Orange d'heureuse mémoire, retiroit : de même quant à Daesberg, St. Vlier, Vianden, & Bertgenbach, & à l'égard de tous les autres lieux appartenans à la Succession du Prince d'Orange, & compris dans les Pais-Bas Espagnols, sa Majesté le Roi de Prusse aura ses Droits réservés.

XIII. La présente convention sera ratifiée, par Sa Majesté Imperiale & par Sa Majesté le Roi de Prusse, dans l'espace de six semaines, à compter du jour de la Signature, ou plutôt si faire se peut. En foi de quoi lesdits Plenipotentiaires ont signé & fait apposer le cachet de leurs Armes. Fait à Utrecht le 2. Avril 1713.

(L. S.) PHILIPPE LOUIS,
COMTE DE SIN-
ZENDORFF.

(L. S.) MICHAEL ACHAZ
BARON DE KIRCH-
NER.

(L. S.) O. M. G. DÖNHOF.
(L. S.) Q. H. MARSHAL DE
BIBERSTEIN.

ARTICLE SEPARÉ.

COMME la Convention présente a été acceptée de Sa Maj. le Roi de Prusse en toute reconnoissance, Elle promet reciproquement, en vertu des présentes, soit que la paix subsiste, ou que la Guerre se rallume, d'entrer, outre ses Alliances, & Traitez faits déjà entre eux, dans une si étroite union, par laquelle les Pais-Bas, & les autres lieux restans encore dans les hauts Quartiers de Gueldre seront confirmés à la Maison d'Autriche & pourront à l'avenir être à couvert de toutes les attaques des Ennemis, & conséquemment le repos & tranquillité publique être de plus en plus affermis.

[N.]

1713 *TRAITÉ de Garantie pour la Succession Britannique d'une part, & la Barrière d'autre part, entre Sa Majesté Britannique & Leurs Hautes Puissances, Actes de la Paix d'Utrecht.*

QUANDOQUIDEM in Tractatu qui super Successionem ad Coronam Magnæ Brit. atque Obicem sive Repagulum, vulgo *Barrière*, Unitarum Belgii

Provinciarum 29. die Octob. 1709. inter Serenissimam Principem Dominam Annam Mag. Brit. Fran. & Hiber. Reginam, Fidei Defensorem, & Celsos ac Præpotentes Dominos Ordines Generales Federati Belgii conclusus fuit, complures Articuli Clausulæque continentur quæ ampliore explicationem desiderant, quæque, nisi emendationes aliquæ ex æquo adhibeantur, jam nunc damna & proinde ex his quæ hinc cum æqui poterint, commodis rationibusque Subditorum dictæ suæ Regiæ Majestatis periculum allaturi videantur; abique porro extent qui posteaquam Tractatus supradictus initus est, diutius nec necessari neque apti sunt. Cumque Art. XVII præd. Tractatus provisum fuerit, ut Conventio quædam separata sit et de conditionibus quibus prædicta Regia Sua Majestas, Dominæque Ordini Gen. promitterent sponderentque, se subministraturos auxilia, quorum usus foret ad Fideiussiones, vulgo *Guarantias*, mutuo præstandas, quæ quidem Conventio haudquaquam facta est, Antedicta Regia Maj. Mag. Brit. & Dom. Ord. Gen. Fed. Belgii serio perpendentes quantum intersit, ut nihil imperfectum, nihil obscurum restaret in Tractatu qui utrique Nationi ~~periculi~~ adeo momenti est, quodque nulla incunda sit Pactio quæ Subditis alterutrius Partis gravis esse videatur, in Fœdere cujus scopus propositumque fuerit ut Amicitiae vincula arctius utrinque adstringerentur & de mutua securitate melius efficaciusque præcautum esset, e re fore existimaverunt novum Tractatum conficere, ceteris Tractatibus Fœderibusque quæ inter ipsos nunc vigent addendum. Atque cum denuque in finem Regia Sua Maj. Brit. mandatis suis atque auctoritate sufficiente instruxit N. N. . . .

Dominæ vero Ordines Generales a sua parte Mandatis atque Auctoritate sufficiente muniverunt N. N. . . .

Qui quidem Ministri plenarius Potestatibus instructi monitique vi eandem in Articulos subsequentes convenerunt.

I. Tractatus ille vulgo de Successione & de Obice sive *Barriers*, nominatus qui 29 die Mensis Octobris Anno Dom. 1709 Hagæ-Comitum inter Sereniss. Reginam Mag. Brit. & Dom. Ordini Gen. Uti Belgii conclusus fuit, unâ cum duobus Articulis separatis eodem die signatis, nullius abhinc vigoris virtutisve esse censetur. Dictusque Tractatus Articuli duo præfati rescinduntur jam irritique declarantur, eodem modo ac si nunquam facti & ratihabiti fuissent. Omnes autem alii Pacis Amicitie, Unionis, Confœderationis Tractatus inter præmemorata Regiam suam Maj. & Dom. Ordines Generales conclusi, hiæ comprobantur confirmanturque, atque eandem vim virtutemque obtinere debent ac si in præfatis hoc Tractatu inserti fuissent.

II. Cum Lege quadam in Parlamento Angliæ lata anno 12. Regni nuperi Sereniss. Regis Guilielmi III. cui Titulus est *Actum de Ulteriori Corona limitatione & meliore securitate Jurium Libertatumque Subditorum* &c. sancitum declaratumque fuerit, quod post obitum prædicti Regis, Regiæ jam regnantis, quæ tum Princeps Anna Danicæ vocabatur, & deficiente Prole, ex Regina & etiam ex Rege supra memoratus oriunda, Corona Regaliq; Guber-

hereditio Angliæ Franciæ atque Hiberniæ & Ditionum eo spectantium, deveniret pertinereque ad Excellentissimam Principem Sophiam Electricam Ducissam viduam Hannoveranæ & hæredes ejus Protestantæ. Cumque eo tempore in pluribus cum Angliæ, tum Scotiæ Parliamentis itatum fuerit, ut Successio ad Monarchiam Regni uniti Mag. Brit. & Ditionum eo spectantium post dictæ Sereniss. Regine obitum & tubale ab eadem deficiente, deveniret & pertinere ad Excellentissimam Principem Sophiam Hæredesque ipsius Protestantæ ut Pontifici omnes, atque it. cave, qui cum Pontificis matrimonium contraxerint, excluderentur a Corona Mag. Brit. & Ditionum eo spectantium, atque in perpetuum hereditatem, possessionem, vel usum fructum eorundem habendi incapaces redderentur, Quæ quidem provisio diversis Parliamenti Actis constituta, super Successionem antedictam postea stabilita, firmataque fuit Lege quadam in Parlamento Magnæ Britanniæ, lata anno 6. Regine nunc regnantis, cui titulus est *Actum de securitate personæ, & gubernatione Regiæ sue Maj. Sue. Jam, que, ad Coronam Mag. Brit. in stirpe Protestantum*. Cumque nulla Potestas extranea, neque Persona una quæcunque jas habere recedendi in dubiam Constitutionem a Parlamento Mag. Brit. factam, aut late eidem opponendi, quoad devolutionem, limitationem, hereditatemve, Coronæ ejusdem Regni. Si autem contingeret, ut Potestas aliqua extranea, vel Status, seu Personæve quæcunque, sub specie quolibet, directe vel indirecte bello aperto, vel conspiratione, proditorie seu perfide se opponere vel ita in Successionis Hæreditat. Majestati sue Regiæ post obitum ipsius, vel eorum hujusmodi Hæreditat. post Successionem ipsius, ad ipsam Principem Sophiam, ut Hæreditat. eam perveniret, ad quæ vel Successio tunc spectaret, secundum Leges & Statuta Magnæ Brit. DD. Ordines Generales Federatarum Belg. Provinciarum præsunt, ac respondent se e omni parte tempore, vivere Seren. Regina antea memorata, ipsi opulari, ad pugnandum pro jure successionis ad Coronam Regiam Mag. Brit. prout per Leges, & Statuta ejusdem Regni stabilita determinataque est; & post obitum antedictæ Serenissimæ Regine sele opem litum Hæreditat. ejus de corpore suo nata, hujusmodi Hæreditat. Principi Sophiæ ipsa memorata, aut talibus ejus Hæreditatibus, quos, ut præfatum est, Successio ad Coronam Regiam Mag. Brit. post obitum Sereniss. Regine nunc regnantis, egeritve spectaverit, ut veniant in eadem possessionem, eandemque conditionem, obitatis autem personæ eundemque, per personam eandem ante dictam, ejusque conservationi impedimentum aliquod illere vovent, seu unum e alimoda requisitionem, atque ad ea tempora, eoque modo, ac eorum proportionem, terra marique, sicuti Artic. 13. hujusmodi Tractatus explicatius dictum est.

III. Quandoquidem Art. V. Fœderis inter Serenissimum Romanorum Imperatorem Leopoldum, Serenissimum Regem Mag. Brit. Guilhel. III. gloriolæ memoriæ, & DD. Ord. Gen. Federatarum Belgii, Hagæ Comitum, die 7. Sept. Anni 1701. confecti, cautum prorsumque fuerit, ut dicti Federati omnes nervos intendant, quo recuperent Provincias Hispano-Belgicas, ut

fit obex & repagulum, vulgo *Barriere*, Galliam a Belgio Federato removens, & separans, pro securitate Ord. General. : quemadmodum ab omni tempore, inservierunt, donec Rex Christianissimus eas Milite suo occupaverit, conventum iam, concordatumque est, ut Regia Sua Majestas Mag. Brit. omni ope atque opera emittatur in Tractatu Pacis intendo, non solum ut Provincie Hispano-Belgicae, verum Urbes, Oppidaque alia quae opus esse vadeantur, seu bello parata, live nondum capta, formando Ord. General. repagulo, live *Barriere* inserviant.

IV. Eum itaque in finem pactum constitutumque est, ut DD. Ordines Generales Praesidia collocare, conservare, augere, live diminuire possint, prout ipsis visum erit, in locis sequentibus, scil. Furnes, Fortalitio Knock dicto, Ipres, Menucino, live Menin, in Urbe & Arce; Tornacea, in Montibus, Caroloregia, in Urbe & Arce Namurca, in Arce Gandavenis, in Fortalitio la Perle, Philippe, & Damme, appellatis, nec non Fortalitio St. Donati, munitionibus Clusensibus penitus annexo, cujus proprietates Ordinibus Generalibus conceditur, & Fortalitium Rodenhuyseij appellatum, cu Gandavum diruetur.

V. Si autem evenierit, ut dicti Ordines Generales bello re ipsa implicati fuerint contra Gallum aut aperte paruerit, Galliam ipsos aggressuram esse, eo casu iidem licitum erit, talem Copiarum numerum, quem e re sua esse judicaverint, in eas Urbes, Oppida, & Fortalitia, Provinciarum Hispano-Belgarum mittere, quas belli ratio, & necessitas postulaverint.

VI. Licitum porro ipsis erit, in Urbes, Oppida, & Fortalitia, ubi Praesidia habuerint, commearum, apparatus bellicos, arma, tormenta grandiora, munitionum construendarum materiam, quodcunque denique Praesidius supradictis, & munitionibus idoneum, aut necessarium fuerit, sine impedimento atque omni Vestigali seu portione subrehere.

VII. Atque memorati Dni. Ordines Generales in Urbibus Oppidis, & Fortalitiis Art. IV. recensitis, ubi Praesidia habuerint, tales Gubernatores, Praefectos, Majores, aliosque Officiarios instituire possunt, prout ipsis visum erit, adeo ut nullius omnino Imperio, quoad securitatem locorum supradictorum, & Leges live Consuetudines militares, subiciantur, praeter solos uncolque Ordines Generales. Salvis tamen in Juribus, & Libertatibus, cum Ecclesiasticis, tum Politicu Serenissimi Imperatoris Caroli Sexti.

VIII. Licitum autem erit praefatis DD. Ordin. Generali dictas Urbes, Oppida, & Fortalitia eodem pertinentia muniri, munitionesque reficere, eo modo, quem necessariam duxerint, adeoque omnia facere, quae eorundem defensionem conducere posse videantur.

IX. Conventum vero cum sit, quod Provinciarum Hispano-Belgarum, proprium & supremum Dominium ad Caesaream Suam Majestatem pertineat, tam earum quae a nupto Hispaniarum Rege Carolo secundo tempore mortis suae possessa fuerant, quam earum, quae in ejus possessionem non venerant, quaeque a Gallia Pacis futura Transactione cedi contingeret, necesse itaque erit, ut stipulatio fiat, atque adeo fiat ut pactum concordatumque est, ut om-

omnes reditus, præter eos quibus opus erit ad sustinendam Gubernationem Civilem, Urbium, Oppidorum, Castellorumque, atque locorum ab eis dependentium, quæ præsentis hoc Tractatu Repagil, hoc *Barriere*, pars fieri debeant, quique ad nuperum Hispanicum Regem Carolum secundum tempore mortis suæ nequaquam pertinebant, in posterum ad DD. Ord. Gen. attinere censebuntur, atque ab eis semper congerentur in eam sustentationemque Militum prædianorum, & aliarum impensarum, Apothecarum, aliarumque rerum suppeditandos: ab ea autem speciali conditione, ne Ordines Generales virtute hujus Articuli, vel quocunque alio nomine, potestatem sibi unquam sumant: nova Vætigalia in locis prædictis imponendi, vel antiqua augendi, diminuendive. Convenitum porro conclusumque est sub eadem conditione, haudquaquam vero aliter, ut ad impensas supra memoratas subministrandas, decies centum mille Florenorum quotannis, sive centum mille Imperiales tertio quoque mense, DD. Ord. Generalibus numerentur ex certissimis optimisque Proventibus earum partium Provinciarum Hispano-Belgicarum, quæ a nupero Hispanicarum Rege tempore mortis suæ possessas fuerant.

X. Nulla Urbs, Oppidum, Fortalitium, sive Territorium, in Provinciis Hispano-Belgicis cedi, transferri, donari, aut devenire potest ad Coronam Gallicam, vel ad quemquam ex stirpe Gallica, sive id fiat virtute doni aliquid, seu venditionis, commutationis conventionis matrimonialis, hereditatis, successionis ex Testamento, ab intestato quocunque demum titulo, vel quocunque sit modo nulla ex prædictis Provinciis potestati, autoritative Regis Christianissimi, aut cujusquam ex stirpe Gallica unquam subijci potest.

XI. Quandoquidem vero Articulo IX. Fœderis supradicti 7 die Sept. anno 1701 facti, constitutum est, ut tempore, quo Tractatio vel Pax fieret, Fœderati inter se convenirent præter alias, res, de modo, quo DD. Ord. Generales per Obicem antedictam vulgo *Barriere* dictam, securi reddantur, Regis suæ Majestatis Mag. Brit. vi hujusce Pactionis promittit sese omnem operam collaturam, ut Cæsaream suam Majestatem perducatur ad ineundum cum Dominis Ord. Gen. Tractatum, in omnibus, quæ superius de Obice sive *Barriere* concordata sunt, consentaneum dictæque suæ Regiæ Majestatis promittit insuper, se studio omni & officio continuo enixuram, donec Tractatus antememoratus conclusus fuerit, eodemque confecto Fidejussionem suam sive Guarantiam daturam esse.

XII. Quandoquidem suprema autoritas in Provinciis Hispano-Belgicis, ex quo ab hoste illas recuperari contigerit, in Regis suæ Majestatis Mag. Brit. & in DD. Ordin. Generalibus collocata fuerit, Copiæque dictæ suæ Regiæ Majest. & DD. Ord. General. maximam partem Urbium, Oppidorum, Fortalitiorumque, ad ea pertinentium, jam nunc prædianis occupant. Convenitum hodie concordatumque est, quod neque Provinciarum antememoratarum gubernatio mutabitur, neque de quapiam ex Urbibus, Oppidis, aut Fortalitiis prædianis deducantur præfati milites, donec commercia utilitatesque Subditorum Mag. Brit. ad mentem Regis suæ Majestatis atque eundem

com-

commercii & utilitates Subditorum Unitarum Belgu Provinciarum ad mentem DD Ordin. Generalium accommodatae fuerint, utque Obex sive *Barriers* DD Ordinum Generalium modo supra designato constituta fuerint ac firmata.

XIII Cum vero usu compertum sit, summe necessarium esse non solum omnem obstructionem, interruptionemque, aut alia quaecunque gravamina praevetire, quae commercio Britannico oriri possunt, ex eo quod ius praesidi DD Ordin. Generalibus, in illis locis quae Fluvii, & Canalibus imposita sunt, atque in aliis Provinciarum Hispano-Belgicarum partibus conceditur, verum etiam, omnes fraudes & collusiones praecidere, quae excitari queant ex abusu privilegii, sive immunitatis Articulo VI hujus Tractatus ipsius concessae, pactum & conventum est, ut Subditi Serenae Reginae Mag Brit in posterum tam Belli, quam Pacis tempore, in omnibus locis Provinciarum Hispano-Belgicarum atque Obicis seu *Barriers*, dictis Ordinibus General. cedendis, Privilegiis, Exemptionibus, Libertatibus, facilitatibusque universis quoad Commercia, tam quae importationem, quam quae exportationem spectant, fruantur, quibus unquam olim gravati sunt aut gaudere debuerunt, ut omnibus porro Privilegiis, Exemptionibus, Libertatibus, facilitatibusque fruantur, quae Subditi Ord Gen. in Provinciis Hispano Belgicis & in locis ad Obicem sive *Barriers* attinentibus, vel iam concessae fuerint, vel in posterum unquam concedentur, eo quidem modo, ut nulli omnino Officiario, seu Militari, Mercimoniis ad dictos Mag Brit. Subditos pertinentium, transitum impedire, vel tardare unquam permittatur, Spondentibus praefatus Ordin Gen. se lege praesens, quantum in eis situm erit, illi ubique interrogatos, qui mentem hujusce Articuli quovis modo in contrarium egisse coarguentur. Antedicti Ord Gen. se porro obstringunt, Mandata sedulo, & efficaciter daturos, eademque strictè observari curaturos, ne commercia, apparatus Hellicorum, & ceterorum, quorum in dicto Art V mentio facta est, sub chendorum nomine, fraudes ullae committantur, quoad vestigalia rebus mercatoris imposita, quae quidem res mercatoriae in navigiis isdem, aliisve vehiculis, una cum dicto comitatu, apparatus bellicis scilicet, non onerabuntur unquam nec transportabuntur. Quo tamen leges & conditiones singulae instituantur, quae generali huius Articuli melius & plenius observando necessariae esse queant, hisce insuper conclusum est, ut Commissarii ab utraque parte nominentur, qui intra 15 dierum spatium a Ratificatione hujus Tractatus convenient, ad statucndum & perficiendum inter se, & cum Commissariis Caesaris Majestatis, si quos ipse a sua parte nominare voluerit, omnes res rationesque, quae ad Commercia in Provinciis Hispano-Belgicis, & in locis ad Obicem sive *Barriers* pertinentibus, habenda spectant, secundum verum sensum mentemque explicatissimum hujus Articuli.

XIV Quo vero Fidejussionem sive Guarantiam vi hujus Tractatus mutuò suscepta melius certiusque executioni mandentur, pactum conventumque est, ut Serenissima Regina Magnae Britanniae, ejusdemque Haeredes, vel Successores, requisitione facta a parte DD. Ordin. Gen. & non aliter, auxilia

illa inferius expressa subministrabant, ad præstandam Obiciis sive *Barrière* Fidejussionem vulgò Guarantiam: similiter DD. Ord. Generales requisitione facta ex parte Regiæ Majestatis, aut post obitum ipsius, Hæredum proximi ex illa nati, aut eo ipse deficientibus, Successoris proximi Protestantis, qui titulum ad Coronam tunc temporis habuerit, virtute Actorum Statutorumque Mag. Britannicæ, & non aliter, auxilia inferius designata subministrabunt, ad præstandam ipsorum Fidejussionem sive Guarantiam super successione ad Coronam Mag. Brit. pactum ulterius conventumque est, ut casu existente, quo Partium contrahentium alterutra requisita fuerit modo supra dicto, auxilia quæ subministranda erunt, secundum proportionem insequentem mittentur: scilicet Serenissima Regina Magnæ Britannicæ ejus Hæredes & Successores, in auxilium DD. Ord. Gen. 10000 pedites mittent, & vicissim DD. Ord. Gen. in auxilium Regiæ suæ Majest. ejusve Hæredum Successorumque 6000 peditum mittent armis bene instructorum sub ejusmodi Præfectis aliisque Officiariis atque in tales Legiones vulgò *Regiments* atque Cohortes distributorum, prout Regiæ Majestatis suæ ejusque Hæredibus & Successoribus, si ipsa ipseve auxilia miserint, visum erit, & quemadmodum DD. Ordines Generales opportunum esse duxerint, si ab ipsis auxilia submittenda fuerint. Tenebitur etiam Pars alterutra 10. Naves Bellicas expedire, probe rebus omnibus ornatas munitasque, atque auxilia ante dicta, impensis Partis quæ illa offerit, ~~instaurare~~ instruunturque, in opem, & usum Partis, quæ eadem requisiverit. Sin autem acciderit, ut periculum adeo repentinum imminet, ut nihil temporis reliquum sit officiosis intercessionibus adhibendus, adeoque magnum majorem Copiarum numerum Naviumque bellicarum postulat, tenebitur jam Pars utraque ab altera requisita, auxiliorum vim adaugere; Pacem cum aggressore dimittere Copiasque suas omnes Terra Marique cum Copiis Partis bello impetratæ conjungere.

XV. Conventum porro est, ut Reges, Principes, Statusque, qui huic Tractatui accedere cupiunt, eo invitentur admittanturque, illo tamen modo, ut dicta invitatio atque admissio junctim, & non separatim, a Sereniss. Regia Majestate Mag. Brit. & a DD. Ord. General. proficiantur.

XVI. Regia Sua Majestas Mag. Brit. & DD. Ord. Gen. omnia & singula, quæ in præsentis Tractatu continentur, confirmabunt, ratihabebuntque intra spatium 4. hebdomadarum a die subscriptionis, vel citius si fieri poterit.

In quorum fidem &c.

ARTICLE SEPARÉ

QUANDOQUIDEM Domini Ordines Generales Uniti Belgii proposuerunt, quod Ducum suorum I nites in Flandria tam arcte & tam incongruè constituti sint, ut nonnulli in locis Terrarum alterius Landricæ ad ipsa ibidem Dominorum Ordinum Fortalia pertingat, unde plurima oriuntur incommoda, uti ex eo patuit quod sub initium Belli præsentis eve-

nit, quum Fortalitii constructio sub ipsis munimentis loci vulgo *Sas de Genet* appellati tentata fuit, eo nempe pretextu, quod illud in alterius Domini Territorio fieret: Et cum proinde ad ejusmodi aliisque incommoda evitanda necessarium sit, ut Territorium Dominorum Ordinum ibidem ita protendatur, ut Loca, Urbes, & Fortalitia ea in parte Ditionem suarum satis in tuto sint, Regia sua Majestas Magnae Britanniae ista rationum momenta probans, per hunc Articulum separatim qui ejusdem, ac Tractatus hodie conclusus, vigoris erit, promittit spondetque, se se in Pactis, Caesarem suam Majestatem inter & Dominos Ordines Generales incundis, Operam & Officia collaturam esse, quo per Caesarem suam Majestatem Dominis Ordinibus Generalibus talis Territorii Flandrici pars in proprietatem perpetuam cedatur, quae praedictis aliisque incommodis evitandis & limitibus ibidem amplificandis, meliusque constituendis, omnino sufficiat.

In quorum fidem supra memorati Plenipotentiani commutatis hinc inde Plenipotentiarum suarum Tabulis, hunc Articulum manu quisque sua signarunt & Sigillis suis confirmarunt. Ultrajecti die (decimo nono) trigesimo mensis Januarii anni à Christo nati 1713.

Signatum,

(L. S.) JOH. BRISTOL.

C. P. S.

(L. S.) STRAFFORD.

(L. S.) J. V. RANDWYCK.

(L. S.) W. BUYT.

(L. S.) B. VANDER DUSSEN.

(L. S.) J. A. VAN RHEEDE,
VRYHEER VAN RENSWOUD.

(L. S.) SICCO VAN GOSLINGA.

(L. S.) GRAAF VAN KNIP-
HUYSEN.

[N. 2.]

1715. TRAITE' DE LA BARRIERE, conclu à Anvers, entre l'Empereur, le Roy de la Grande Bretagne, & les Etats Generaux des Provinces-Unies en 1715. de l'Imprimerie des Etats de Hollande & West-Frise.

COMME il a plu au Tout-Puissant de rendre depuis quelque tems la Paix à l'Europe, & que rien n'est plus desirable, & necessaire, que de retablir, & assurer par tout, autant que se peut, la securité, & la tranquillité commune, & publique, & que les Seigneurs Etats Generaux des Provinces

ces-Unies se sont engagés de remettre les Pays-Bas à Sa Majesté Impériale & Catholique Charles VI selon qu'il a été stipulé, & arrêté par le Traité fait à la Haye le sept de Septembre mille sept cents & un, entre Sa Majesté Impériale Leopold de glorieuse mémoire, Sa Majesté Britannique Guillaume III aussi de glorieuse mémoire & lesdits Etats Generaux, que lesdites Puissances conviendroient ensemble sur ce qui regarderoit leurs intérêts reciproques, particulièrement par rapport à la manière, dont on pourroit établir la sécurité des Pays Bas pour servir de Barrière à la Grande-Bretagne, & aux Provinces-Unies, & par rapport au Commerce des Habitans desdits Pays-Bas, de la Grande-Bretagne, & de ceux des Provinces-Unies & qu'à présent Sa Majesté Impériale, & Catholique Charles VI à qui lesdits Pays-Bas seront remis par ce présent Traité, Sa Majesté Britannique George, tous deux aujourd'hui Régnants, & tous deux Héritiers & Successeurs légitimes desdits Empereurs, & Rois, & les Seigneurs Etats Generaux des Provinces-Unies, agissant en cela par les mêmes Principes d'Amitié, & dans la même intention de procurer, & d'établir ladite Sécurité mutuelle & d'affermir de plus en plus une étroite Union, ont nommé, comme, & établi pour cette fin pour Leurs Ministres Plénipotentiaires (çavoir Sa Majesté Impériale & Catholique, le Sieur Joseph Lothaire Comte de Königsegg, Son Chambellan, Conseiller de Guerre, & Lieutenant General de ses Armées Sa Majesté Britannique le Sieur Guillaume Cadogan Ecuyer, son Envoye Extraordinaire auprès de Leurs Hautes Puissances les Seigneurs Etats Generaux des Provinces-Unies, Deputé au Parlement de la Grande-Bretagne, Maître de la Garderobe, Lieutenant General de ses Armées & Colonel du second Regiment de les Gardes Et les Etats Generaux, les Sieurs Brunnvander Dussen, ancien Bourguemestre, Sénateur, & Conseiller Pensionnaire de la Ville de Gouda, Assesseur au Conseil des Hérminades de Schiedam, Dykgraaf du Crampenerwaerde, Adolph Henry Comte de Rechteren, Seigneur d'Almelo, & de Vrielevreen &c. Président des Seigneurs Etats de la Province d'Overijssel, Drossard du Quartier de Zalland, Scen de Gokingen, Sénateur de la Ville de Groningue & Adrien de Borstelle Seigneur de Geldermalsen &c. Sénateur de la Ville de Flissingue Les trois premiers, Deputés à l'Assemblée des Seigneurs Etats Generaux de la part des Provinces d'Hollande & Westsrie, d'Overijssel, & de Groningue, & Omme-landen & le quatrième Deputé au Conseil d'Etat des Provinces-Unies.

Lesquels étant assembles dans la Ville d'Amers, qui d'un commun consentement avoit été nommée pour le lieu du Congrès, & ayant échangés leurs Plein pouvoirs, dont les Copies sont insérées à la fin de ce Traité, après plusieurs Conférences sont convenus pour, & au Nom de Sa Majesté Impériale & Catholique, de Sa Majesté Britannique, & des Seigneurs Etats Generaux, de la manière comme il s'ensuit.

I Les Etats Generaux des Provinces-Unies remettront à Sa Majesté Impériale & Catholique, au vertu de la Grande Alliance de l'Année mille sept cents & un, & des engagements dans lesquels ils sont entrés du depuis,

immédiatement après l'échange des Ratifications du présent Traité, toutes les Provinces, & Villes de Pais-Bas, & dependances, tant celles qui ont été possédées par le feu Roi d'Espagne Charles II. de Glorieuse Memoire, que celles qui viennent d'être cedées par feu Sa Majesté le Roi T. es-Christien aussi de Glor. Memoire, lesquelles Provinces, & Villes ensemble, tant celles qu'on remettra par ce présent Traité, que celles qui ont déjà été remises, ne seront désormais, & ne composeront en tout, ou en partie, qu'un seul, & indivisible, inalienable, & incommutable Domaine, qui sera inséparable des Etats de la Maison d'Autriche en Allemagne, pour en jouir Sa Majesté Imperiale & Catholique, les Successeurs & Heritiers, en pleine irrevocable Souveraineté & Propriété, Sçavoir à l'égard des premières Provinces, comme en a joui, ou du jour le feu Roi Charles II. de Glorieuse Memoire conformément au Traité de Ryswick, & à l'égard des autres Provinces, de la maniere, & aux conditions, qu'elles ont été cedées, & remises auxdits Seigneurs Etats Generaux par le feu Roi Tres-Christien de Glorieuse Memoire en faveur de la Tres-Auguste Maison d'Autriche, & sans autres Charges ou Hypothecations constituées de la part des Etats Generaux, & à leur profit.

II Sa Majesté Imperiale & Catholique promet & s'engage, qu'aucune Province, Ville, Place, Forteresse, ou Territoire desdits Pais-Bas ne pourra être cédé, transféré, donné, ou echouir à la Couronne de France, ni à aucun Prince ou Princesse de la Maison, & Lignée de France, ni à autre, qui ne sera pas Successeur, Heritier, & Possesseur des Etats de la Maison d'Autriche en Allemagne, soit par Donation, vente, échange, Contrat de Mariage, Heredite, Succession testamentaire, ou *ab intestato*, ni sous quelque autre titre, ou pretexte, que ce puisse être, de sorte qu'aucune Province, Ville, Place, Forteresse, ni Territoire desdits Pais-Bas, ne pourra jamais être soumis à aucun autre Prince, qu'aux seuls Successeurs desdits Etats de la Maison d'Autriche, à la reserve de ce qui déjà a été cédé au Roi de Prusse, & de ce qui sera cédé par le présent Traité auxdits Seigneurs Etats Generaux.

III Comme la seureté des Pais-Bas Autrichiens dependra principalement du nombre des Troupes, qu'on pourra avoir dans lesdits Pais, & dans les Places, qui formeront la Barriere, qui a été promise aux Seigneurs Etats Generaux par la Grande-Alliance. Sa Majesté Imperiale & Catholique, & Leurs Hautes Puissances, sont convenus, d'y entretenir, chacun à leurs propres frais, toujours un Corps de trente à trente cinq mille Hommes, desquels Sa Majesté Imperiale & Catholique donnera trois cinquiemes & les Etats Generaux deux cinquiemes. bien entendu que si Sa Majesté Imperiale & Catholique diminue son contingent, il sera au pouvoir desdits Etats Generaux de diminuer le leur à proportion; & lorsqu'il y aura apparence de Guerre, ou d'Attaque, on augmentera ledit Corps, jusques à quarante mille hommes suivant la même proportion; & en cas de Guerre effective, on contribuera ultérieurement des Forces, qui se trouveront necessaires. La repartition desdites Troupes en temps de Paix, pour autant qu'elle concerne

les Places commises à la garde des Troupes de Leurs Hautes Puissances sera faite par Elles seules ; & la repartition du reste par le Gouverneur des Pais-Bas, en se donnant part reciproquement des dispositions, qu'ils auront ait.

IV. Sa Majesté Imperiale & Catholique accorde aux Etats Generaux Garnison privative de leurs Troupes dans les Villes & Chateaux de Namur & Tournay, & dans les Villes de Menin, Furnes, Warneton, Ypres, & le Fort de Knoque, & s'engageant les Etats Generaux de ne pas employer dans lesdites Places des Troupes, qui bien qu'à leur Solde pourroient être d'un Prince, ou d'une Nation, qui soit en Guerre, ou suspecte d'être dans des engagements contraires aux intérêts de Sa Majesté Imperiale & Catholique.

V. On est convenu qu'il y aura dans la Ville de Dendermonde Garnison commune, qui sera composée pour le present d'un Bataillon des Troupes Imperiales, & d'un Bataillon de celles des Etats Generaux : & que si dans la suite il pourroit être necessaire d'augmenter ledite Garnison, cette augmentation le fera également des Troupes de part & d'autre, & de commun concert.

Le Gouverneur sera mis de la part de Sa Majesté Imperiale & Catholique, lequel aussi bien que les Subalternes prêteront Serment aux Etats Generaux de ne jamais rien faire, n'y permettre, dans ladite Ville, qui puisse être prejudiciable à leur service par rapport à la conservation de la Ville & de la Garnison ; & il sera obligé par ledit Serment de donner libre passage à leurs Troupes, toutes & quantes fois qu'ils le souhaiteront, pourvu qu'il en soit requis préalablement, & que ce ne soit, que pour un nombre modique à la fois. Le tout selon le Formulaire, dont on est convenu, & qui sera inséré à la fin de ce Traité.

VI. Sa Majesté Imperiale & Catholique consent aussi, que dans les Places ci-dessus accordées aux Etats Generaux, pour y tenir leurs Garnisons privatives, ils y puissent mettre tels Gouverneurs, Commandans, & autres Officiers, qui composent l'Etat Major, qu'ils jugeront à propos, à condition, qu'ils ne seront pas à la charge de Sa Majesté Imperiale & Catholique, ni aux Villes, & Provinces, si ce n'est pour Logement convenable, & les émolumens provenant des Fortifications, & que ce ne soient pas des Personnes, qui pourroient être déagreables, ou suspectes à Sa dite Majesté, pour des raisons particulieres à alléguer.

VII. Lesquels Gouverneurs, Commandans, & Officiers seront entièrement, & privativement, dependans & soumis aux seuls Ordres, & à la seule Judicature des Etats Generaux, pour tout ce qui regarde la Defense, Garde, Sécurité, & toute autre affaire militaire de leurs Places. Mais seront obliges lesdits Gouverneurs, aussi bien que leurs Subalternes à prêter Serment à Sa Majesté Imperiale & Catholique de garder lesdites Places fidelement à la Souveraineté de la Maison d'Autriche, & de ne se point ingerer dans aucune autre affaire, selon le Formulaire, dont on est convenu, & qui est inséré à la fin de ce Traité.

VIII Les Generaux se rendront reciproquement, tant dans les Villes, où il y aura Garnison de Sa Majesté Imperiale & Catholique, que dans celles qui sont confiees à la garde des Troupes de Leurs Hautes Puissances, les Honneurs accoutumés, selon leurs caracteres & la maniere de chaque Service, & au cas, que le Gouverneur General des Pays Bas soit dans les Places commises à la garde des Troupes des Etats Generaux, on lui rendra les honneurs, qu'il est accoutumé de recevoir dans les Places des Garnisons de Sa Majesté Imperiale & Catholique, & pourra même y donner la parole: le tout sans prejudice de l'Article IV & les Gouverneurs, & en leur absence les Commandans, donneront par audit Gouverneur General des dispositions par eux faites, pour la sûreté, & garde des Places confiees à leurs soins, & ils auront des egards convenables pour les changemens que ledit Gouverneur General pourroit juger y devoir être faits.

IX Sa Majesté Imperiale & Catholique accorde l'exercice de la Religion aux Troupes des Etats Generaux, par tout où elles se trouveront en Garnison, mais cela dans des endroits particuliers, convenables, & proportionnés au nombre de la Garnison, que les Magistrats assigneront, entretiendront dans chaque Ville, & Place, ou il n'y en a pas déjà d'assignés, & auxquels endroits on ne pourra donner aucune marque extérieure d'Eglise, & on enjoindra severement de part & d'autre aux Officiers Politiques, & Militaires, comme aussi aux Ecclesiastiques, & à tous autres qu'il appartient, d'empêcher toute occasion de scandale, & de contestations, qui pourroient naître sur le sujet de la religion, & quand il naîtra quelque dispute, ou difficulté, on les applanira à l'amiable de part & d'autre. Et quant à la Religion par rapport aux Habitans des Pays Bas Autrichiens, toutes choses resteront & demeureront sur le même pied, qu'elles étoient pendant le Règne de Charles II de Glorieuse Memoire.

X. Toutes les Munitions de Guerre, Artilles, Armes des Etats Generaux, comme aussi les matériaux pour les Fortifications, les Grains en temps de disette, les Vivres pour mettre en Magazins, lorsqu'il y aura apparence de Guerre, & de plus les Draps & Fournitures pour l'habillement des Soldats, que l'on vérifiera devoir être employes à cet usage, passeront librement, & sans payer aucuns Droits, ou Péages, aux moyens des Passports, qui seront demandés, & accordés sur la Specification signée, à condition néanmoins, qu'au premier Bureau de Sa Majesté Imperiale & Catholique ou lesdites Provisions, Matériaux, Armes, & Montures entreront, qu'à l'endroit où elles devront être déchargées, les Bâtimens & autres Voitures pourront être dûment visités pour empêcher, qu'on n'y mêle d'autres Marchandises, & pour éviter toute fraude, & abus contre lesquels il sera toujours libre de prendre telles précautions, que la suite du temps, & l'expérience, seront juger nécessaires, sans qu'il soit permis aux Gouverneurs, & leurs Subalternes, d'empêcher en quelque façon, l'effet de cet Article.

XI. Les Etats Generaux pourront changer leurs Garnisons, & les dispositions des troupes dans les Villes & Places commises à leur Garde
 pri-

privative, selon qu'ils le trouveront à propos, sans qu'on puisse empêcher, ou arrêter le Passage des Troupes, qu'ils enverront de tems à autre, ou celles qu'ils en tireront, sous quelque pretexte que ce puisse être. Pourront même lesdites Troupes, quand le cas le requerrait, passer par toutes les Villes de Brabant, & de Flandre, & par tout le plat Pais, faire des Ponts, tant sur le Canal entre Brugges & Gand, que sur tous les autres Canaux, & sur toutes les Rivières, qu'elles trouveront dans leurs routes, à condition neantmoins, que ce seront des Troupes d'un Prince, ou d'une Nation non en Guerre avec Sa Majesté Imperiale & Catholique, ni suspectes d'aucun engagement, ou liaison contraire à ses intérêts, comme il est dit ci-dessus en l'Article quatrième, & que préalablement il en sera donné connoissance, & requisition faite au Gouverneur General des Pais-Bas, avec lequel on reglera les routes, & les autres besoins, par quelqu'un, qui en aura la Commission de Leurs Hautes Puissances.

On observera le Reglement fait par les Etats Generaux sur le Passage des Troupes, comme il est observé dans leur propre Pais.

Et les Etats Generaux tâcheront de faire lesdits changemens des Garnisons, ainsi que les dispositions necessaires pour cela, de la maniere qu'elles soient, le moins qu'il se pourra, à charge & incommodité des Habitans.

XII. Comme la seureté commune demande en tems de Guerre, ou dans un imminent danger de Guerre, que les Etats Generaux envoient leurs Troupes dans les Places, qui se trouveront les plus exposées au peril d'être attaquées, ou d'être surprises, il est convenu entre Sa Majesté Imperiale & Catholique, & les Etats Generaux, que leurs Troupes seront reçues dans lesdites Places, autant qu'il sera necessaire pour leur defense, quand le cas viendra évidemment à exister, bien entendu que cela se fasse d'accord & de concert avec le Gouverneur General des Pais-Bas.

XIII. Les Etats Generaux pourront, à leurs fraix & depens, faire fortifier les susdites Villes, & Places, soit par de nouveaux Ouvrages, ou en faisant reparer les vieux, les entretenir, & generalement pourvoir à tout ce qu'ils trouveront necessaire, pour la seureté, & defense desdites Villes, & Places, à la reserve qu'ils ne pourront pas faire construire de nouvelles Fortifications, sans en avoir donné connoissance préalable au Gouverneur General des Pais-Bas, & avoir entendu son avis, & ses considerations là-dessus, & sans qu'on puisse les porter à la charge de Sa Majesté Imperiale & Catholique, ou du Pais, qu'avec le consentement de Sa dite Majesté.

XIV. Pour la seureté de la Communication entre les Provinces-Unies & Places de Barriere, Sa Majesté Imperiale & Catholique aura soin de faire en sorte, que les Lettres & Messagers, tant ordinaires qu'extraordinaires, pourront passer librement, pour aller & venir dans les Villes & Places de la Barriere, & par celles des autres Pais, à condition que lesdits Messagers ne se chargeront pas de Lettres ou des Paquets des Marchands, ou au-

tres Particuliers, lesquels, tant pour les Places de la Barrière, que pour tout autre Pais, devront être remis aux Bureaux des Postes de Sa Majesté Impériale & Catholique.

XV. Pour ce qui regarde l'Artillerie, Magazins, & Provisions de Guerre, que Leurs Hautes Puissances ont dans les Villes, & Places, qu'Elles remettent à Sa Majesté Impériale & Catholique, il leur sera permis de les faire transporter sans aucun empêchement, & sans payer aucuns Droits, ou Peages, tant celles, qu'Elles y ont fait conduire Elles-mêmes, que l'Artillerie marquée de leurs Armes, perdue dans la dernière guerre, & leur appartenant d'ailleurs, qu'Elles auront trouvé dans lesdites Places, à moins que Sa Majesté Impériale & Catholique ne souhaite de prendre ladite Artillerie & Munitions de Guerre pour son compte, & ne convenir du prix avec Leurs Hautes Puissances avant la reddition des Places & quant à l'Artillerie & Munitions, qui sont présentement dans les Places commises à la garde des Troupes des Etats Generaux, elles seront laissées à leur Garde & Direction, suivant les Inventaires qui en seront dressés & signés de part & d'autre, avant l'échange des Ratifications du présent Traité, sans qu'il soit permis de les faire transporter ailleurs, que d'un commun consentement, & restera la Propriété à Sa Majesté Impériale & Catholique, pour autant qu'il en est trouvé dans lesdites Places au temps de leur cession, ou reddition.

XVI. En cas que les Provinces des Pais-Bas Autrichiens fussent attaquées, & qu'il arrivât (ce qu'à Dieu ne plaise) que les Armées des Ennemis entraissent dans le Brabant, pour y agir, & de faire le Siege de quelque Place dans ladite Province, ou de quelque une de celles qui en font la Barrière, il sera permis à Leurs Hautes Puissances, de faire occuper, & prendre poste par Leurs Troupes dans les Villes, & endroits sur le Demourant depuis l'Escaut jusques à la Meuse, comme aussi d'y faire des Retranchemens, des Lignes, & des Inondations, pour empêcher les progrès ultérieurs des Ennemis, autant que la raison de Guerre le pourra demander, pourvu que le tout se fasse de concert avec le Gouverneur General des Pais-Bas.

XVII. Comme il consiste par l'expérience de la Guerre passée, que pour mettre en sécurité les Frontières des Etats Generaux en Flandre, il falloit y laisser plusieurs Corps des Troupes si considérables, que l'Armée se trouvoit beaucoup affoiblie par-là. pour prévenir cet inconvenient & pour mieux assurer lesdites Frontières à l'avenir. Sa Majesté Impériale & Catholique cede aux Etats Generaux tels Forts, & autant de Territoire de la Flandre Autrichienne Limierose de leursdites Frontières, qu'on aura besoin pour faire les Inondations nécessaires, & pour les bien couvrir depuis l'Escaut jusques à la Mer, dans les endroits où elles ne sont pas déjà suffisamment assurées, & où elles ne sauraient l'être par des inondations sur les seules Terres déjà appartenantes aux Etats Generaux.

Pour cette fin, Sa Majesté Impériale & Catholique agré, & approuve, que pour l'avenir les Limites des Etats Generaux en Flandre commenceront à la Mer, entre Binnichberg & Hylste, à l'endroit où il n'y a point de

de Dunes, moyennant qu'ils n'y feront pas bâtir, ni ne permettront pas qu'on bâtit des Villages ou des Maisons auprès dudit Poste, ni ne souffriront point aucun établissement des Pêcheurs, ou d'y faire des Ecluses à la Mer.

Et promettent de plus Leurs Hautes Puissances que, si Elles trouvent bon de faire construire quelques Fortifications à la tête de leurs nouvelles Limites, Elles auront soin de ne pas diminuer la force de la Digue, & non seulement se chargeront des fraix extraordinaires, qui pourroient être causés à l'occasion dedites Fortifications, mais même dédommageront les Habitans de la Flandre Autrichienne de toutes pertes, qu'ils pourroient souffrir, au cas que la Mer vint à faire des inondations par les Fortifications susdites.

On tirera du Poste susnommé une Ligne droite sur le Grootewege, d'où la Ligne continuera vers Heyste, de Heyste elle ira sur le Drie-hoeck, & Swarte Sluys, de-là sur le Fort de St. Donas, lequel Sa Majesté Impériale & Catholique cède en Propriété & Souveraineté à Leurs Hautes Puissances (moyennant que les portes des Ecluses audit Fort seront, & resteront ôtées en tems de Paix) & cède pareillement le Terrain situé au Nord de la Ligne ci-dessus marquée.

Du Fort St. Donas les nouvelles Limites des Etats Généraux s'étendront jusques au Fort de St. Job d'où on regagnera les anciennes, près de la Ville de Middelbourg, lesquelles limites on suivra le long du Zydelingsdyk jusques à l'endroit où Eccheloofse, Watergang, & le Waterloop se rencontrent à une écluse.

Ensuite de quoy on suivra le Graaf-Jaansdyck jusques au Village de Bouchout (aux Intéressés des écluses duquel, on permet de les remettre ou elles ont été ci-devant) & dudit Bouchout on continuera la Ligne droite pour regagner les anciennes Limites des Etats Généraux.

Sa Majesté Impériale & Catholique cède aussi, en pleine & entière Souveraineté, aux Etats Généraux le Territoire situé au Nord de ladite Ligne.

Et comme pour leur entière sécurité il est nécessaire, que l'inondation soit continuée de Bouchout jusques au Canal du Sas de Gand le long du Graaf-Jaansdyck, il sera permis en tems de Guerre à Leurs Hautes Puissances d'occuper, & faire fortifier toutes les Ecluses qui se trouveront dans le Graaf-Jaansdyck & Zydelingsdyck.

A l'égard de la Ville du Sas de Gand, les Limites seront étendues jusques à la distance de deux mille pas Geometriques, pourvu qu'il n'y ait point de Villages compris dans cette étendue.

Et pour la conservation du bas Elicaut, & la Communication entre le Brabant, & la Flandre des Etats Généraux, Sa Majesté Impériale & Catholique cède, en pleine & entière Propriété & Souveraineté, aux Etats Généraux, le Village & Polder de Doel, comme aussi les Polders de Ste. Anne, & Kezenisse.

Et comme en tems de Guerre il sera besoin pour plus de sécurité de for-

mer des inondations par les écluses entre les Forts de la Marie, & de la Perle, Sa Majesté Impériale & Catholique remettra, aussi-tôt que la Barrière sera attaquée ou la Guerre commencée, la Garde du Port de la Perle à Leurs Hautes Puissances, & celle des Ecluses: bien entendu, que la Guerre venant à cesser, Elles remettront ces Ecluses & ledit Fort de la Perle à Sa Majesté Impériale & Catholique, comme aussi celles qu'Elles auront occupées dans le Graaf-Jaansdyck & Zydelingsdyck. Les Etats Generaux ne pourront faire aucune inondation en tems de Paix, & le croyant obligés d'en former en tems de Guerre, ils en donneront connoissance préalable au Gouverneur General des Pais-Bas, & en concerteront avec les Generaux Commandans les Armées aux Pais-Bas.

Promettant de plus, que, si à l'occasion de la Cession de quelques écluses (dont les Habitans de la Flandre Autrichienne conserveront le libre usage en tems de Paix) ils vinssent à souffrir quelque dommage, ou préjudice, tant par les Commandans, que par d'autres Officiers Militaires, que non seulement les Etats Generaux y remedieront incessamment, mais qu'ils dedomageront les Intereffés.

Et puisque par cette nouvelle situation des Limites, il faudra changer les Bureaux, pour prevenir les fraudes, en quoi Sa Majesté Impériale & Catholique, & Leurs Hautes Puissances sont également interessés, on conviendra des lieux pour l'establissement desdits Bureaux, & des précautions ultérieures qu'on jugera convenir de prendre.

Il est de plus stipulé par cet Article, qu'une juste Evaluation sera faite avant la Ratification du present Traité, des revenus que le Souverain tire des Terres, qui se trouveront cédées à Leurs Hautes Puissances par cet Article, comme aussi de ce que le Souverain a profité par le renouvellement des Octrois sur le pied, qu'ils ont été accordés depuis trente ans en deçà, à être deduits, & defalqués sur le Subside annuel de cinq cent mille Ecus.

Et la Religion Catholique Romaine sera conservée & maintenue dans les Lieux ci-dessus cédés, en tout sur le pied qu'elle y est exercée actuellement, & qu'elle l'a été du tems du Roy Charles II. de Glorieuse Memoire, & seront de même conservés, & maintenus tous les Privileges des Habitans.

Le Fort de Rodenhuysen sera rasé, & les differens touchant le Canal de Brugges seront remis à la décision d'Arbitres neutres à choisir de part & d'autre: bien entendu que par la Cession du Fort de St. Donas, ceux de la Ville de l'Ecluse n'auront pas plus de Droit sur ledit Canal qu'avant cette Cession.

XVIII. Sa Majesté Impériale & Catholique cède à Leurs Hautes Puissances les Etats Generaux à perpetuité, en pleine Souveraineté & Propriété, dans le Haut-Quartier de Gueldre, la Ville de Venlo, avec la Banlieue & le Fort de St. Michel, de plus le Fort de Stevenavert avec son Territoire ou Banlieue, comme aussi autant de Terrain qu'il faudra, pour augmenter leurs Fortifications en deçà de la Meuse, & promet Sadite Majesté de

de ne faire jamais bâtir, ou permettre qu'on autre bâtisse, aucune Fortification de quelque nom que ce soit à la distance d'une demi lieue de ladite Forteresse.

Sa Majesté Imperiale & Catholique cede de plus aux Etats Generaux l'Ammanie de Montfort consistant (à l'exception des Villages de Swalm, & Elmt, qu'Elle se reserve) dans les petites Villes de Neulbdt & d'Echt, avec les Villages suivants, sçavoir Ohe, & Lack, Roosteren, Braght, Bersel, Belsien, Vladorp, Postert, Berg, Lin, & Montfort, pour estre possédés par lesdits Etats Generaux, de la maniere que les a possédés, & en a joui Sa Majesté le Roi Charles II. de Glorieuse Memoire, avec les Prestobures, Bourgs, Fiefs, Terres, Fonds, Cens, Rentes, Revenus, Peages, de quelque nature qu'ils soient, Subsidés, Contributions, & Colloctes, Droits Fodaux, Domaniaux, & autres quelconques appartenants auxdits Lieux cedés ci-dessus. Le tout pourtant sans prejudice, & sur tous les Droits, qui pourront competer à Sa Majesté le Roi de Prusse: & ce nonobstant toutes exceptions, pretensions, ou contradictions faites, ou à faire pour troubler les Etats Generaux dans la paisible possession de Lieux cedés par le present Article; tous Pactes, Conventions, ou Dispositions contraires au present Article étant censés nulles, & de nulle valeur.

Bien entendu, que cette Cession se fait avec cette Clause expresse, que les Status, anciennes Coutumes, & generalement tous les Privilèges Civils, & Ecclesiastiques, tant à l'égard des Magistrats, & des Particuliers, que des Eglises, Convents, Monasteres, Ecoles, Seminaires, Hôpitaux, & autres Lieux publics, avec toutes leurs appartenances & dependances, de meme que le Droit diocésain de l'Evêque de Ruremonde, & generalement tout ce qui regarde les Droits, Libertés, Immunités, Fonctions, Usages, Ceremonies, & l'Exercice de la Religion Catholique, seront conservés, & subsisteront, sans y apporter changement ou innovation, ni directement, ni indirectement, dans tous les Lieux ci-dessus cedés, de la maniere que du tems du Roi Charles II. de Glor. Memoire, & selon qu'on l'expliquera de part & d'autre plus amplement, en cas qu'il arrive quelque dispute sur ce sujet: & ne pourront être données les Charges de Magistratures. & telles autres de Police, qu'à des Personnes qui soient de la Religion Catholique.

Le Droit de Collation des Benefices, qui a été jusques ici au Souverain, appartiendra d'oresnavant à l'Evêque de Ruremonde; à condition que lesdits Benefices ne pourront être donnés, qu'à des Personnes, qui ne seront pas desagréables aux Etats Generaux pour raisons particulieres à alleguer.

Il est aussi stipulé, que les Etats Generaux ne pretendront pas d'avoir acquis par la Cession de la Ville d'Echt aucun Droit de Judicature, ou d'Appel, par rapport au Chapitre des Thoen, ou autres Terres de l'Empire; & il sera libre à Sa Majesté Imperiale & Catholique de nommer tel endroit qu'il conviendra pour ladite Judicature, ou Appel.

Et puisque les Habitans de la partie du Haut-Quartier qui vient d'être cédée ne pourront plus porter leurs Procès en cas d'Appel à la Cour de Ruremonde, il sera libre à Leurs Hautes Puissances, d'établir une Cour d'Appel pour Leurs Sujets dans un tel Lieu de la Province, qu'Elles trouveront convenir.

On est convenu de plus, que les Droits d'Entrée, & de Sortie, qui se lèvent tout le long de la Meuse, ne pourront être haussés n'y baissés, en tout ou en partie, que d'un commun consentement, desquels Droits Sa Majesté Imperiale & Catholique tirera à son profit ceux qui se lèvent à Ruremonde & à Navagne, & les Seigneurs Etats Generaux ceux qui se lèvent à Venlo & comme ledits Droits sur la Meuse en general, comme aussi ceux sur l'Escaut subsidiairement sont affectés au paiement de deux Rentes distinctes, sçavoir une de quatre vingt mille Florins par an en vertu de Transaction passée & conclue le vingt-six de Décembre mille six cent quatre vingt-sept avec feu Sa Majesté de la Grande-Bretagne Guillaume III., on est convenu, que Leurs Hautes Puissances, à cause de la Cession susmentionnée, subviendront à Sa Majesté Imperiale & Catholique, dans le paiement desdites Rentes, & autres dettes, qui pourront y être hypothéquées, annuellement & à proportion du produit des Droits d'Entrée, & de Sortie, qu'Elles recevront. le tout suivant les Constitutions mêmes dedites Rentes.

Et quant aux dettes & charges contractées & constituées sur la Generalité du Haut-Quartier de Gueldre, Les Etats Generaux concourront dans le paiement d'icelles pour leur quote part, selon la proportion portée par la Matricule de tout ledit Haut Quartier. Tous les Documents & Papiers, qui concernent le Haut-Quartier de Gueldre resteront comme ci-devant dans les Archives à Ruremonde. Mais on est convenu, qu'il en sera formé un Inventaire, ou Registre, à l'intervention des Commissaires de Sa Majesté Imperiale & Catholique, de Sa Majesté de Prusse, & des Seigneurs Etats Generaux, & Copie authentique sera donnée dudit Inventaire à chacune des trois Puissances, pour avoir toujours libre accès à tous les Papiers, & Documents, dont Elles pourroient avoir besoin, pour la partie qu'Elles possèdent dans ledit Haut-Quartier de Gueldre, & dont Copie authentique leur sera delivrée à la premiere requisition.

XIX En consideration des grands fraix, & dépenses extraordinaires, auxquelles les Etats Generaux sont indispensablement obligés, tant pour entretenir le grand nombre de Troupes qu'ils se sont engagés, par le present Traité, de tenir dans les Villes ci-dessus nommées, que pour subvenir aux grosses charges absolument nécessaires pour l'entretien & réparation des Fortifications dedites Places & pour les pourvoir des Munitions de Guerre, & de bouche, Sa Majesté Imperiale & Catholique s'engage, & promet, de faire payer annuellement aux Etats Generaux la somme de cinq cent mille ecus, ou douze cent cinquante mille Florins Monnoye de Hollande, par dessus le revenu de la partie du Haut-Quartier de Gueldre, cédé en propriété par Sa Majesté Imperiale & Catholique aux Etats Generaux

par

par le XVIII. Article du présent Traité, comme aussi par dessus les fraix pour le Logement des Troupes selon le Règlement fait en l'année mille six cent quatre-vingt dix-huit, de la manière que l'on en conviendra en detail : laquelle Somme de cinq cent mille écus, ou douze cent cinquante mille Florins Monnoye de Hollande, sera assurée, & hypothéquée, comme elle est assurée & hypothéquée par cet Article, généralement sur tous les revenus des Pais-Bas Autrichiens, y compris les Pais cédés par la France, & spécialement sur les revenus les plus clairs & liquides des Provinces de Brabant, & de Flandre, & sur ceux du Pais, Villes, Châtellenies, & dependances cédés par la France, selon qu'on est convenu plus spécifiquement par un Article separé, tant pour l'Hypothèque, que pour les moyens, & termes de les percevoir.

Et commencera ledit paiement du Subside des cinq cens mille écus, ou douze cent cinquante mille Florins Monnoye de Hollande, du jour de la signature du présent Traité, sur quoy seront deduits, au *pro rata* du tems, les revenus des Villes, Châtellenies, & dependances cédés par la France, échus depuis ledit jour, jusques au jour, que ledits Pais seront remis à Sa Majesté Imperiale & Catholique, pour autant que les Etats Generaux les auront receus.

XX. Sa Majesté Imperiale & Catholique confirme & ratifie par cet Article les Capitulations accordées aux Provinces, & Villes des Pais-Bas ci-devant appelées Espagnols, du tems de leur reduction sous l'obéissance de Sa dite Majesté, ainsi que l'Administration generale dudit Pais y exercée par la Grande Bretagne, & les Etats Generaux des Provinces-Unies, ayant représentés le legitime Souverain, par Leurs Ministres, qui ont residé à Bruxelles, & par le Conseil d'Etat commis au Gouvernement general dedsits Pais-Bas, ensuite du Pouvoir, & des Instructions qui lui ont été données, & des requisitions faites, de la part des deux Puissances tant en matiere de Regale, de Justice, de Police, que des Finances, comme aussi l'Administration particuliere des Etats, des Provinces, des Collèges, des Villes, & des Communautés au plat Pais, de même que des Cours Souveraines de Justice & d'autres Cours, & Juges subalternes.

Lesquels actes de Police, Regale, Justice, & Finances subsisteront, & sortiront leur plein & entier effet, selon la teneur dedsits actes, & des Sentences rendues, le tout de la même manière, comme s'ils avoient été faits par le Souverain legitime du Pais, & sous son Gouvernement.

XXI. Tout ce qui est compris dans l'Article precedent sera aussi observé, ratifié, & maintenu de la part de Sa Majesté Imperiale & Catholique à l'égard du Haut-Quartier de Gueldre, & des Pais conquis sur la France (dont le Roi Charles II. de Glorieuse Memoire n'étoit pas en possession à son decés) pour toutes les dispositions faites au Nom, & de la part des Etats Generaux des Provinces-Unies.

Et pour ce qui est des Benefices, & Dignités Ecclesiastiques, ceux qui en ont été pourvus, & qui se trouvent en possession, ne pourront être depouillés : & ceux qui ne sont pas encore en possession, y seront admis, sans

qu'on puisse s'y opposer, que par les voyes & dans l'ordre de la Justice, selon les Loix & Coutumes du Pais.

XXII Sa Majesté Imperiale & Catholique reconnoît & promet de satisfaire les Obligations, qui ont été passées de la part de Sa Majesté Catholique Charles II. de Glorieuse Memoire, pour les Levées d'Argent que Leurs Hautes Puissances ont fait negocier, pour Sadite Majesté, dont la Liste est jointe au bas de cet Article, & comme on n'a point encore remis aux Etats Generaux les Obligations des Pais-Bas Espagnols pour la Somme de deux cent mille Florins par an, à fournir par eux pour le payement des interêts, & pour remboursement d'un Capital de quatorze cent mille Florins levés à interêt l'an mille six cent quatre-vingt & dix-huit pour être employé aux necessités des Frontieres desdits Pais-Bas Espagnols, & de quatre Années d'interêt, portant la Somme de deux cent vingt-quatre mille Florins, dont ledit Capital de quatorze cent mille Florins est augmenté, lesquelles Obligations ledit Roi Charles II. de Glorieuse Memoire avoit promis de faire tenir, sans que cela se soit fait, Sa Majesté Imperiale & Catholique promet par cette, de faire passer les Obligations par les Etats des Provinces desdits Pais-Bas, & de les faire delivrer incessamment après auxdits Etats Generaux, conformément à la teneur de ladite Obligation de Sa Majesté Catholique du trente de May mille six cent quatre-vingt & dix-huit, à la premiere Convocation des Etats, ou au plus tard dans le terme de deux mois après l'échange des Ratifications de ce Traité.

Memoire des Negotiations faites à la requisition de Sa Majesté Catholique CHARLES II. de Glorieuse Memoire.

L a premiere negociation a été d'un Million cinq cent soixante quinze mille Florins sur les Droits d'entrée, & de sortie, de la Mer, à cinq pour cent, faite par Acte du treize de Decembre de l'an mille six cent quatre-vingt dix.	1575000.
La seconde a été de cinq cent vingt cinq mille Florins, à cinq pour cent, sur le même fonds, levés par Acte du vingt-un de Mars l'an mille six cent quatre-vingt & un	525000.
La troisieme a été de cinq cent soixante & sept mille Florins, à cinq pour cent, sur les revenus du Haut-Quartier de Gueldre faite par Acte du quinze de Janvier l'an mille six cent quatre vingt & douze	567000.
La quatrième & cinquieme negociation de cinq cent mille Florins, & de deux cent mille Florins, ont été faites conformément à deux Actes du quatrième & vingt deuxieme de May mille six cent quatre vingt & treize sur les Droits d'entrée, & de sortie, de la Mer, à six pour cent	700000.
La sixieme a été de six cent soixante & cinq mille Florins sur le même fonds & à cinq pour cent, levée le onze d'Avril mille six cent quatre vingt & quinze.	665000.
	La

La septieme a été de quatorze cens quarante mille Florins, sur le même fonds à cinq pour cent, levée par Acte du vingtquatre de Novembre, mille six cent quatre vingt & quinze. - - - 1440000.

La huitieme, neuvieme, & dixieme Sommes de quatre cent mille, cent mille, & trois cent mille Florins, ont été levées par Acte du dix Decembre mille six cent quatre vingt & quinze, du douze de Septembre mille six cent quatre vingt & seize, & du sixieme de Mars mille six cent quatre vingt & dix-sept, à cinq pour cent sur les Revenus de la Province de Namur, & subsidiairement sur les revenus de la Marie, & les Domaines de la Province de Luxembourg, portant ensemble. - - - 800000.

L'onzieme Somme de cinq cent mille Florins a été levée par Acte du trente d'Avril mille six cent quatre vingt & seize à six pour cent sur les revenus de la Prévoité de Mons - - - 500000.

La douzieme Somme de quatorze cent mille Florins à quatre pour cent a été levée sur les Subsidies des Provinces des Pais-Bas, sur les remises d'Espagne, & subsidiairement sur les revenus de la Marie. Item deux cent & vingt quatre mille Florins pour quatre années d'interêts du Capital conformément à la teneur de l'Obligation du trente de May mille six cent quatre vingt & dix huit, portant ainsi la Somme totale. - - - 1624000.

XXIII. Partiellement Sa Majesté Imperiale & Catholique reconnoît, approuve, & confirme, toutes les Levées d'argent dont la Liste est jointe au bas de cet Article, qu'on a été obligé de faire pour le payement de plusieurs nécessités indispensables pour la Conservation des Pais-Bas Espagnols & pour l'entretien des Troupes de Sa Majesté Imperiale & Catholique pendant le Gouvernement provisionel de la Grande-Bretagne, & des Etats Generaux des Provinces-Unies, & faites par Leurs Hautes Puissances de concert avec Sa Majesté Britannique: Promettant Sa Majesté Imperiale & Catholique d'y satisfaire, & de faire dûment enregistrer lesdites Negotiations dans les Chambres des Finances, & des Comptes, & d'en faire délivrer Acte en forme à Leurs Hautes Puissances, & de faire payer le Capital & les interêts hors des Fonds & Hypotheques tant principales que subsidiaires affectées pour cette fin, sans que Sa Majesté Imperiale & Catholique puisse apporter, si ce n'est de l'aveu des Etats Generaux, aucun changement à la direction, ou à l'Administration des Hypotheques, sur lesquelles les Negotiations ont été faites, mais qu'Elle les laissera à Leurs Hautes Puissances conformément à la teneur des Obligations, & si ces Fonds n'étoient point suffisans, ce qu'il y manquera sera suppléé par les Etats des Provinces desdits Pais-Bas Autrichiens.

Memoire des Negociations faites pendant le Gouvernement provisoire de Sa Majesté Britannique, & de Leurs Hautes Puissances, aux Pais-Bas.

DANS l'Année mille sept cent & sept ont été levés trois cent mille Florins à cinq pour cent sur la Posterie, & destinés à être envoyés au Roi à Barcelone :

Encore quatre cent mille Florins à cinq pour cent sur les Droits d'entrée & de sortie en Flandre, destinés à des nécessités aux Pais-Bas, les intérêts desdits quatre cent mille Florins ont été assignés sur la Posterie.

700000.

Au Mois de Février de l'Année mille sept cent & neuf ont été levés deux cent cinquante mille Florins à cinq pour cent sur les Droits de la Marie pour l'entretien des Troupes Imperiales & Palatines.

250000.

Au Mois de May mille sept cent neuf a été levée une Somme de cinq cent mille Florins à cinq pour cent, aux mêmes conditions, sur les mêmes Fonds, & au même usage.

500000.

Au Mois d'Août a été encore levée une Somme d'un million de Florins aux mêmes conditions, sur les mêmes Fonds, & au même usage.

1000000.

Dans l'Année mille sept cent & dix a été négociée une Somme de trois cent mille Florins à six pour cent sur le revenu de la Posterie pour subvenir aux fraix des Troupes Imperiales & Palatines, au Service de Sa Majesté Imperiale & Catholique.

300000.

Item sur les Droits d'entrée & de sortie en Flandre, une Somme de quatre cent mille Florins pour subvenir aux fraix des Troupes Imperiales, à six pour cent, savoir cinq pour cent à trouver sur les Droits en Flandres, & un pour cent sur les revenus de la Marie.

400000.

Item sur les mêmes fonds, & à six pour cent, savoir cinq pour cent, à trouver sur les Droits d'entrée & de sortie en Flandre, & un pour cent sur les revenus de la Marie, une Somme de trois cent mille Florins pour subvenir aux fraix des Troupes Imperiales.

300000.

Item sur les mêmes fonds, & à six pour cent, savoir cinq pour cent à trouver sur les Droits d'entrée & de sortie en Flandre, & un pour cent sur les revenus de la Marie une Somme de trois cent quarante mille six cent vingt cinq Florins, pour subvenir aux fraix des Troupes Imperiales.

340625.

Item sur les revenus de la Marie à cinq pour cent une Somme de trois cent mille Florins pour subvenir aux fraix des Troupes Imperiales.

300000.

Au

Au Mois de Mars mille sept cent & onze a été levée une Somme de trois cent mille Florins à six pour cent sur le revenu de la Poste, pour subvenir aux frais des Troupes Impériales.

300000.

Au mois de Mars mille sept cent & onze a été levée une Somme de trois cent mille Florins à six pour cent sur le revenu de la Poste, pour subvenir aux frais des Troupes Impériales.

300000.

En Decembre de l'Année mille sept cent & douze ont été négociés sur la Marie deux cent vingt-huit mille trois cent & trente Florins à cinq pour cent, pour pourvoir aux necessités, & aux Fortifications de Mons, St. Ghilain, & Ath.

228130.

Faisant les sùldites levées ensemble la Somme de quatre Millions six cent dix-huit mille neuf cent cinquante & cinq Florins, l'employ de laquelle, aussi bien que de la Somme de cinq cent cinquante mille Florins, que les Receveurs des Droits d'entrée & de sortie en Flandre ont fournis en Lettres de Change aux Etats Generaux en l'an mille sept cent & dix, de cent mille Florins, qu'ils ont reçu du Receveur des Medianates, & de cent cinq mille Florins *sans erreur calculé*, qu'ils ont reçu de la troisième Chambre du Conseil de Flandre, a été verifié au Ministre Plenipotentiaire de Sa Majesté Impériale & Catholique, de la maniere que cela est expliqué plus particulièrement par la Declaration mise au bas de l'état des Negotiations, & argent fourni, & de l'employ desdits Deniers, signé ce même jour.

XXIV. On procedera, aussi-tôt que faire se pourra, à la Liquidation du paiement fait des interêts, & du Capital des emprunts mentionnés dans les deux Articles precedents, dans laquelle Liquidation ne sera portée à la charge de Leurs Hautes Puissances, que tout ce qui se trouvera payé effectivement & réellement en vertu desdites Obligations, & sans que de la part de Sa Majesté Impériale & Catholique on puisse faire contre le paiement desdits interêts, quelque difficulté ou pretensions de rabbat, ou diminution à cause de non-possession des Hypotheques, confiscation en tems de Guerre, depravation des Hypotheques à cause des diminutions des Droits d'entrée & de sortie, ou autre cause, ou pretexte quelconque, & sans qu'à cause de cette Liquidation on puisse de la part de Sa Majesté Impériale & Catholique discontinuer le paiement pour le recouvrement des interêts & termes de remboursement, dans lequel il sera continué conformément aux Conditions portées par les Obligations jusques à ce qu'il consiera que tous les emprunts, & interêts d'iceux seront entièrement acquités & remboursés. après quoi les Hypotheques seront dûement déchargées, & restituées.

XXV. De plus sont ratifiés, & confirmés par le present Article tous les Contrats pour le Pain, Charbons, & Fourrages des Troupes Impériales & Palatines, faits par les Ministres de deux Puissances à Bruxelles, ou par le Conseil d'Etat commun au Gouvernement des Pays-Bas sur la requisition des-

des Ministres, & sont pareillement confirmés, & ratifiés tous les paiements déjà faits à ce sujet par le Conseil des Finances, & les ordres donnés par ledit Conseil pour assigner le restant de ce qui est dû, pour ledit Pain, Fourrages, & Chariots, sur les Droits d'exercence de quatre espèces, ensuite des requisitions du Conseil d'Etat, sans que lesdits Droits d'exercence puissent être divertis à d'autres usages, sous quelque prétexte que ce puisse être, avant que les Entrepreneurs qui ont livré ledit pain, fourrages, & chariots, soient entièrement satisfaits selon la teneur de leurs Contrats, coluite des requisitions des Ministres de deux Puissances, & des Ordres du Conseil d'Etat & de celui des Finances.

XXVI. Pour ce qui regarde le Commerce on est convenu que les Navires, Marchandises, & Denrées, venant de la Grande-Bretagne, & des Provinces-Unies, & entrant dans les Pais-Bas Autrichiens, de même que les Navires, Marchandises, & Denrées, sortant de dits Pais Bas vers la Grande-Bretagne, & les Provinces-Unies ne payeront les Droits d'entree & de sortie, que sur le même pied qu'on les leve à présent, & particulièrement tels qu'ils ont été réglés, avant la signature du présent Traité, selon la requisiion faite au Conseil d'Etat à Bruxelles par les Ministres des deux Puissances en date du six de Novembre, & qu'aussi le tout restera, continuera, & subsistera généralement sur ledit pied, sans qu'on y puisse faire aucun changement, innovation, diminution, ou augmentation, sous quelque prétexte que ce puisse être, jusques à ce que Sa Majesté Imperiale & Catholique, Sa Majesté Britannique, & les Seigneurs Etats Generaux en conviendront autrement, par un Traité de Commerce à faire le plutôt qu'il se pourra, demeurant au reste le Commerce, & tout ce qui en dépend, entre les Sujets de Sa Majesté Imperiale & Catholique dans les Pais Bas Autrichiens, & ceux des Provinces Unies, en tout & en partie sur le pied établi, & de la maniere portée par les Articles du Traité fait à Munster le treize de Janvier mille six cent quarante huit entre Sa Majesté le Roi Philippe IV de Glorieuse Memoire, & lesdits Seigneurs Etats Generaux des Provinces-Unies concernant le Commerce, lesquels Article viennent d'être confirmés par le présent Article.

XXVII. Que les Fortifications, & tous les Ouvrages de la Citadelle de Liege, de même que celles du Château de Huy aussi avec tous les Forts, & Ouvrages seront rasés, & démolis, sans qu'ils puissent être jamais rebâties, ou rétablis, bien entendu, que ladite demolition se fera aux dépens des Etats du Pais de Liege, à qui les matériaux resteront pour être vendus, & transportés ailleurs. Le tout aux Ordres, & sous la Direction des Etats Generaux, qui enverront pour cette fin des Personnes capables pour avoir la direction desdites demolitions, auxquelles on commencera de travailler immédiatement apres la signature du présent Traité, & que l'on achevera dans trois mois, ou plutôt s'il se peut, & que cependant les Garnisons des Etats Generaux des Provinces-Unies ne sortiront desdites Places avant que la demolition en soit achevée.

XXVIII. Et pour plus grande sécurité, & exécution du présent Traité pro-

promet, & s'engage Sa Majesté Britannique de le confirmer & de le garantir dans tous ses Points & Articles, comme Elle le confirme, & le garantit par celui-ci.

XXIX. Le présent Traité sera ratifié, & approuvé par Sa Majesté Impériale & Catholique, par Sa Majesté Britannique, & par les Seigneurs Etats Generaux des Provinces-Unies, & les Lettres de Ratification seront délivrées dans le terme de six Semaines, ou plutôt si faire se peut, à compter du jour de la signature. En foi de quoi Nous Ministres Plénipotentiaires de Sa Majesté Impériale & Catholique, de Sa Majesté Britannique, & des Seigneurs Etats Generaux, en vertu des nos Pouvoirs respectifs avons esdits Noms signé ces Présentes de nos Seings ordinaires, & à icelles fait apposer les Cachets de nos Armes. Fait à Anvers ce quinze du Mois de Novembre de l'Année mille sept cent & quinze.

(L. S.) J. L. C. A KO. (L. S.) W. CADOGAN. (L. S.) B. V. DUSSEN.
NIGSEGG. GAN.

(L. S.) LE COMTE DE RECHTEREN.

(L. S.) S. L. GOCKINGA.

(L. S.) ADR. V. BORSSELE,
SEG. V. GELDERMALEN.

Formulaire du Serment pour le Gouverneur de Dendermonde.

JE N. N. établi Gouverneur par Sa Majesté Impériale & Catholique à Dendermonde promets, & jure, que je ne ferai jamais rien, ni ne permettrai pas qu'il se fasse quelque chose dans ladite Ville, qui puisse être préjudiciable au Service de Leurs Hautes Puissances les Etats Generaux des Provinces-Unies, par rapport à la conservation de la Ville, & de la Garnison: & que je donnerai libre passage à leurs Troupes toutes & quantes fois qu'ils le souhaiteront, moyennant une requisition préalable, & que lesdites Troupes ne passent, que pour un nombre modique à la fois, le tout conformément à l'Article cinq du Traité de la Barrière, dont Copie m'a été communiquée: Ainsi Dieu me soit en aide.

Formulaire du Serment pour les Gouverneurs des Places.

N. N. Je jure, & promets de garder fidèlement à la Souveraineté, & Propriété de Sa Majesté Impériale & Catholique - - - qui m'a été confiée, & de ne la remettre jamais à aucune autre Puissance, & que je ne me mêlerai pas, directement ni indirectement, ni ne souffrirai pas, que qui que ce soit sous mon Commandement, se mêle d'aucune affaire concernant le Gouvernement Politique, Religion, & choses Ecclesiastiques, Justice & Finance, ni même en quoi que ce soit contre

les Droits, Privilèges, & Immunités des Habitans tant Ecclesiastiques, que Laiques, ou aucune autre affaire, n'ayant pas relation directe à la conservation de la Place qui m'a été confiée, & pour le maintien de la Garnison commise à mes soins; mais que je laisserai tout cela à Sa Majesté Imperiale & Catholique comme légitime Souverain & aux Etats, & Magistrats tant Ecclesiastiques que Laiques, pour autant qu'il en appartient à chacun d'eux; promettant au contraire de les assister de main forte, toutes & quantes fois que j'en serai requis pour le maintien des Ordres politiques, & la conservation de la tranquillité, contre tous ceux, qui voudroient s'y opposer. Bien entendu, qu'il me sera permis d'exécuter les Ordres que les Etats Generaux me donneront conformément, & en exécution du Traité entre Sa Majesté Imperiale & Catholique & Leurs Hautes Puissances: ainsi Dieu me soit en aide.

ARTICLE SEPARÉ.

COMME dans l'Article dix-neuf du Traité de la Barrière pour les Etats Generaux des Provinces-Unies dans les Pais-Bas Autrichiens, conclu ce jour-d'huy quinze de Novembre mille sept cens & quinze entre Sa Majesté Imperiale & Catholique, Sa Majesté Britannique, & lesdits Seigneurs Etats Generaux, on est convenu de s'expliquer plus spécifiquement par un Article séparé, au sujet des Hypotheques & des moyens de percevoir le subside y mentionné, Sa Majesté Imperiale & Catholique pour assurer & faciliter d'autant plus le payement dudit subside de cinq cent mille Ecus ou douze cens cinquante mille Florins monnoye de Hollande par an accordé & stipulé, par ledit Article, assigné spécialement sur les Pais, Villes, Chateaux & Dépendances cédées par la France, annuellement la somme de six cents & dix mille Florins monnoye d'Hollande, selon la repartition suivante, à sçavoir: Sur la Ville de Tournay, cinquante & cinq mille Florins, sur la Châtelaine de Tournay dit le Tournes, vingt & cinq mille Florins, sur la Ville, & Verge de Menin quatre vingt dix mille Florins, & sur la partie de la Flandre Occidentale, qui a été cédée par la France, à répartir sur les Villes, Châtelaines, & Dépendances, suivant le transport de Flandre, quatre cent quarante mille Florins, & le restant sur les Subsidés de la Province de Brabant, un tiers faisant la somme de deux cent treize mille deux cent trente & trois & un tiers de Florin & sur ceux de la Province de Flandre deux tiers, faisant la somme de quatre cent vingt & six mille six cens soixante six & deux tiers de Flor. faisant lesdites sommes respectives ensemble la susdite Somme totale de cinq cents mille écus ou douze cent cinquante mille Florins monnoye de Hollande.

La portion de la Province de Brabant est assignée sur le contingent des sept Quartiers d'Anvers, & des autres Districts de Brabant dans les Subsidés de cette Province.

Et la portion de la Province de Flandre sur le contingent du Pais de Waës, y compris, Beveren, du Pais d'Ondenbourg du Franc de Bruges, du

du Pais d'Alost, & de la Ville, & Pais de Dendermonde dans les Subsidies de cette Province. Et pour assurer d'autant plus le paiement regulier des susdites Sommes respectives, Sa Majesté Imperiale & Catholique promet & s'engage, que le paiement se fera de trois en trois mois, à commencer du jour de la Signature du présent Traité, à payer à l'échéance du terme, & au défaut dudit paiement à la fin desdits trois mois. Ordonne Sa Majesté Imperiale & Catholique, dès à présent, & par ce Traité, aux Etats des Provinces, & départemens & les Receveurs des subsides tant ordinaires qu'extraordinaires, de même que ceux de ses Droits & Domaines, hors desquels le paiement se doit faire, conformément à la repartition ci-dessus, qu'en vertu de cet Article, & sur une Copie d'icelui, ils auront à payer incessamment à chaque échéance, & sans delay au Receveur General desdits Etats Generaux, ou à ses Ordres, les Sommes ci-dessus marquées, & sans attendre autre ordre, ou assignation; ce présent Article leur devant servir d'ordre, & d'assignation dès à présent, & pour lors.

Et ledit paiement leur sera passé en compte à la charge de Sa Majesté Imperiale & Catholique, comme s'il avoit été fait à Elle même.

Faute de quoy, ou bien, en cas que lesdits Etats n'accordassent pas, avec la promptitude nécessaire, les subsides, pourriont les Etats Generaux proceder aux moyens de contrainte, & d'exécution, & même par voye de fait, contre les Receveurs, Etats, & Domaines desdites Provinces, & Départemens, lesquels Sa Majesté Imperiale & Catholique y soumet en vertu de cet Article. Le tout sans prejudice du Droit de Leurs Hautes Puissances sur les autres revenus du Souverain par dessus le subsidie des Provinces, comme sont les Droits d'entrée, & de sortie, impots, tailles, péages, & autres Domaines.

De plus on est convenu, que le paiement dudit subsidie ne pourra être retardé, moins refusé, sous pretexte de compensation, liquidation, ou autres pretensions, de quelque nom, ou nature, qu'elles puissent être.

Et aura cet Article Separé la même force que ledit Traité de la Barriere, & tout comme s'il y étoit inséré de mot à mot, & sera ratifié dans le même tems que ce Traité.

En foy de quoy Nous Ministres Plenipotentiaires de Sa Majesté Imperiale & Catholique, de Sa Majesté Britannique, & des Seigneurs Etats Generaux avons signé le présent Article, & y avons fait apposer le cachet de Nos Armes. Fait à Anvers ce quinze de Novembre mille sept cent quinze.

(L. S.) J. L. C. A KO- (L. S.) W. CADOGAN. (L. S.) B. V. DUSSEN.
NIGBLOGG. GAN.

(L. S.) LE COMTE DE RECHTEREN.

(L. S.) S. L. GOCKINGA.

(L. S.) ADR. V. BORSELE,
SEG. V. GELDERMALEN.

Ce Traité fut ratifié par l'Empereur le 21. Decembre, par Sa Majesté Britannique le 30. Novembre 1715., & par Leurs Hautes Puissances le 14. Juin 1716.

[O]

1718. CONVENTION de la Haye sur le Traité de la Barrière, dressée en 1718. De l'imprimerie des Etats de Hollande & West-Inde.

LE Traité de Barrière, conclu le 15. de Novembre 1715. entre Sa Majesté Impériale & Catholique, Sa Majesté le Roi de la Grande-Bretagne, & les Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies, n'ayant pu avoir son exécution à l'égard de quelques Articles, à cause des difficultés, qu'on y a rencontrées, & Sa Majesté le Roi de la Grande-Bretagne & Leurs Hautes Puissances, étant également portées à lever ces difficultés par les moyens les plus convenables, afin de parvenir au but qu'on s'est proposé par ledit Traité, & pour établir d'autant mieux les fondemens d'une solide amitié & bonne intelligence, à laquelle on est porté de part & d'autre, Sa Majesté Impériale & Catholique, Sa Majesté le Roi de la Grande-Bretagne, & Leurs Hautes Puissances, ont nommé, & commis pour traiter & en convenir, à savoir, Sa Majesté Impériale & Catholique, le Sieur Hercule Joseph Louis Turnetti Marquis de Prie & de Pancasier, Comte de Mitebourg & de Castillon, Seigneur de Saint Servolo & Castelnovo en Carniole, de Fridaw & Rahonstein en Autriche, de Schiurge, Belvar, & Saint Michel en Hongrie, Grand d'Espagne, Chevalier de l'Ordre de l'Annonciade, Conseiller intime d'Etat de Sa Majesté Impériale & Catholique, son Ministre Plenipotentiaire pour le Gouvernement des Pais-Bas, & son Ambassadeur Plenipotentiaire pour la conclusion & signature du présent Traité, pour l'exécution de celui de la Barrière. Sa Majesté Britannique, le Sieur Guillaume Comte de Cadogan, Vicomte de Cauversham, Baron de Reding & d'Oukley, General d'Infanterie, Colonel du second Regiment des Gardes à pied, Gouverneur de l'Isle de Wight, Maître de la Garderobe, Conseiller d'Etat, Chevalier du tres-ancien Ordre de St. André, & son Ambassadeur Extraordinaire & Plenipotentiaire auprès des Seigneurs Etats Généraux des Provinces Unies & Leurs Hautes Puissances les Sieurs Jean van Wynbergen, Seigneur de Glinthorst, du Corps de la Noblesse du quartier de Gueldre, Wigbolt vander Does, Seigneur de Noortwyck, de l'Ordre de la Noblesse de Hollande & Westfrise, Grand Baillif & Dyckgrave de Rhynland, Antoine Heinsius, Conseiller Pensionnaire, Garde du grand Sceau, & Surintendant des Finances de la Province de Hollande & Westfrise, Adriaen Velters, ci-devant Echevin, Sénateur, & Pensionnaire de la

la Ville de Middelbourg de Zeelande; Gerard Godart Taats van Amerongen, Chanoine du Chapitre de St Jean à Utrecht, Assesseur dans le Conseil des Ecluzes composant le premier Membre des Etats de la Province d'Utrecht, Grand Veneur de la même Province, & Assesseur au Conseil des Heemrades de la Riviere de Leck; Dancker de Kempenaar, Senateur de la Ville de Harlinge en Frise; Everhard Rouse, Bourguemestre de la Ville de Deventer en Overysse; & Eger Tamminga, Seigneur en Zeeryp, Enum, Leerumus & t'Zandt, tous respectivement Deputés en notre Assemblée de la part des Etats de Gueldre, de Hollande & West Frise, d'Overysse, & de Groningue & Ommelandes; lesquels en vertu de leurs Plein-pouvoirs respectifs, apres avoir conféré plusieurs fois ensemble, sont convenus de la manière suivante.

Comme il est survenu des difficultez au sujet de l'Article XVII dudit Traité de la Barriere, qui regarde la sureté des Frontieres, & l'extension des limites de Leurs Hautes Puissances en Flandre, dont il pourroit résulter des inconveniens, qu'on souhaite de part & d'autre de prevenir, on est convenu de substituer le présent Article au lieu dudit Article XVII.

Sa Majesté Imperiale & Catholique agree, & aprouve, que pour l'avenir les Limites des Etats Generaux en Flandre, commenceront à la Mer au Nord-Ouest du Fort de St Paul, à présent démolí, lequel Sa Majesté leur cede avec dix verges de terrain, de quatorze pieds la verge, autour de l'Avant-fosse du côté de l'Ouest, & au Sud. & l'on tirera une ligne droite depuis la Digue, qui est au Sud dudit Fort, marquée par la lettre A sur la Carte figurative, qui en a été formée & signée de part & d'autre, à travers le Polder nommé Hasegras, jusques à la jonction de la Digue de Crommendyck, marquée B, en allant le long d'un Fosse, qui se trouve à l'Ouest de haute Digue démolie, & ensuite au Canal nommé Neerwghedelft, marquée C, lequel on suivra jusques à Neerwghedelft Dychoeck, marqué D, de là les nouvelles limites iront le long d'un Watergang, & Fosse, marqué E, jusques à la ligne marquée F, lesquels Watergang & Fosse demeureront à Sa Majesté. De la lettre F l'on continuera le long de la dite Ligne jusques au delà du Bureau de Sa Majesté Imperiale & Catholique, marquée G, dans un Angle rentrant de la Digue duquel on traversera le petit Polder sur l'alignement d'un Fosse jusques au coulant d'Eau de l'Ecluse noire, en le continuant sur la pointe d'une Redoute, ou Traverse, qui est sur la Digue, au delà des deux Canaux de Haute & de Basse, marquée H, près du Fort de S. Donas, lequel Sa Majesté Imperiale & Catholique cede en pleine Souveraineté & Propriété aux Etats Generaux, de même que la Souveraineté de tout le terrain situé au Nord de la ligne, marquée ci-dessus, moyennant que les portes des Ecluses audit Fort seront & resteront closes en tems de Paix, & qu'il sera permis aux Intéressés d'en baisser les Seuls au Niveau de celui de l'Ecluse noire, & d'en faire la visite quand ils le trouveront nécessaire, afin qu'en tems de Paix l'Eau ait toujours son libre coulant à la Mer.

Dudit poste les nouvelles limites retourneront le long du pied extérieur de la

la Digue, vers le Polder nommé le Bout du Monde, de-là le long de la Digue de Mer, comme il est marqué sur la Carte jusques aux anciennes limites à la coupure d'une Digue, qui ferme la Creeque de Lapschure, marquée I., & apartiendra à Leurs Hautes Puissances en Souveraineté le Terrain situé au Nord de cette ligne.

L'on suivra de-là les anciennes limites jusques au Barbara Polder, auquel les nouvelles limites entreront & commenceront au pied de la Digue, en allant le long de ce Polder, & de Lauraine Polder, jusques à la longue Rue, marquée K., en les continuant à la Ligne droite le long de la même Rue, jusques à la Digue, qui va de Bouckhoute au Havre de Bouckhoute, marquée L., & de-là elles entreront dans le Capelle Polder, & continueront en ligne droite, jusques à un Angle rentrant du Grave-jansdyck, marqué M., & iront de-là le long de la Digue, jusques au Polder rouge.

Sa Majesté Imperiale & Catholique cede en pleine Souveraineté à Leurs Hautes Puissances les Barbara Polder, Lauraine Polder, Capelle Polder, & le Polder rouge, excepté ce qui est réservé par la ligne marquée ci-dessus, dans le Capelle, & Lauraine Polder, qui restera à Sa Majesté Imperiale & Catholique.

Leurs Hautes Puissances permettent aux Interesseez des Ecluses de Bouckhoute, de les remettre où elles ont été ci-devant, & que lesdites Ecluses aient les coulans d'eau directement à la Mer, comme ils l'avoient avant la dernière Guerre.

Il sera permis à Leurs Hautes Puissances en tems de guerre, lorsque la nécessité de la défense & sûreté de leurs Frontières l'exigera, d'occuper & faire fortifier les postes nécessaires dans le Graaf-jansdyk & Zydlingsdyk.

A l'égard de la ville du Zu-de-Gand, les limites seront étendues jusques à distance de deux tiers de deux milles pas Géométriques autour de la Ville, en commençant aux Angles des Bastions, lesquels finiront du côté de Zelfate, sur le point de leurs anciennes limites au bord du Canal du Zu.

Et pour la conservation du bas Escaut, & la communication entre le Brabant & la Flandre des Etats Généraux, Sa Majesté Imperiale & Catholique cede en pleine & entière Souveraineté, aux Etats Généraux, le Village & Polder de Doel, comme aussi les Polders de Ste. Anne & Ketenisse; bien entendu, que le territoire de Leurs Hautes Puissances ne s'étendra entre les Forts de la Perle, & de Liefkenshoek, qu'à mi-chemin ou à distance égale des deux Forts.

Sa Majesté Imperiale & Catholique remettra, aussi-tôt que la Barrière sera attaquée, ou la guerre commencée, la garde du Fort de la Perle à Leurs Hautes Puissances, à condition néanmoins, que la guerre venant à cesser, Elles remettront le dit Fort de la Perle à Sa Majesté Imperiale & Catholique, comme aussi les Postes, qu'elles auront occupez dans le Graaf-jansdyk & Zydlingsdyk.

Leurs Hautes Puissances promettent de plus, que si à l'occasion de la cession

sion de quelques Ecluses (dont les Habitans de la Flandre Autrichienne conserveront le libre usage en tems de Paix) ils viussent à souffrir quelque dommage ou préjudice, tant par les Commandans, que par d'autres Officiers militaires, que non seulement les Etats Généraux y remédieront incessamment, mais aussi qu'ils dédommageront les intéressés.

Et puisque par cette nouvelle situation des limites, il faudra changer les Bureaux, pour prévenir les fraudes, à quoi Sa Majesté Impériale & Catholique, & Leurs Hautes Puissances, sont également intéressées, on conviendra des Lieux pour l'établissement desdits Bureaux, & des précautions ultérieures qu'on jugera convenir de prendre.

Il sera de plus stipulé, qu'une juste évaluation sera faite dans le terme de trois mois des revenus, que le Souverain tire des Terres qui se trouveront cédées à Leurs Hautes Puissances par cet Article, comme aussi de ce que le Souverain a profité par le renouvellement des Oustrou, sur le pied qu'ils ont été accordez depuis trente ans en deça, à être deduits & defalquez sur le subside annuel de cinq cens mille Ecus, sans que pour cette évaluation on pourra retarder le paiement dudit subside. Lesquelles Terres ne pourront être chargées d'impositions, ni d'autres taxes au de-là de ce qu'elles contribuent à présent dans les charges publiques, suivant ladite évaluation qui en sera faite.

La Religion Catholique Romaine sera conservée & maintenue aux Lieux ci-dessus comme à présent, & avec la même liberté d'exercice public, & dans la même étendue qu'on a stipulé cette liberté par l'Article dix-huit du Traité de la Barrière.

Les Propriétaires des Terres & autres Biens, situez dans l'étendue desdites cessions, en retiendront la pleine propriété, & jouissance, avec toutes les Prérogatives & Droits y attachez, nuls réservez, nuls' exceptez, & seront de plus les Seigneurs particuliers des mêmes Terres & Biens continuez, & maintenus dans la propriété & possession paisible des Juridictions, qui leur y appartiennent en tous degrés de Justice, haute, moyenne, & basse, comme les uns & les autres en ont joui jusques à présent.

Le Fort de Rodenhuyse sera rasé, & les différens touchant le Canal de Bruges seront remis à la décision d'Arbitres neutres, à choisir de part & d'autre, bien entendu que par la cession du Fort de St. Donas, ceux de la Ville de l'Ecluse n'auront pas plus de droit sur ledit Canal qu'avant cette cession.

Au moyen des cessions comprises dans cet Article, Leurs Hautes Puissances se desistent de toutes les autres Terres & Lieux, qui leur ont été cédés, par l'Article XVII. du Traité de Barrière, lesquels demeureront comme auparavant sous la Domination de Sa Majesté Impériale & Catholique.

II. Comme Sa Majesté Impériale & Catholique a promis par l'Article XIX du Traité de la Barrière, de faire payer annuellement à Leurs Hautes Puissances les Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies la somme de cinq cens mille Ecus, faisant un million deux cens cinquante mille florins de Hollande, aux termes marquez par ledit Traité, en considération des

grands fraix & depenses extraordinaires, auxquelles les Seigneurs Etats Generaux sont indispensablement obligez, tant pour entretenir le grand nombre de Troupes qu'ils se sont engagez, par ledit Traité, de tenir dans les Villes & Places de la Barriere, que pour subvenir aux grosses charges, abfolument necessaires pour l'entretien & reparation des Fortifications desdites Places, & pour les pourvoir de Munitions de guerre & de bouche.

Et Sa Majesté voulant que la promesse soit executée ponctuellement selon la teneur dudit Article XIX., ayant pour cet effet fait connoître à Leurs Hautes Puissances les difficultez, & les inconveniens, qui pourroient se rencontrer dans l'execution dudit Article, comme aussi de l'Article séparé dudit Traité, par raport aux assignations données sur les subsides des Provinces de Brabant & de Flandres, & les Quartiers, Districts, & Châtelains y énoncées, pour la somme de 640000. florins de Hollande.

Sa Majesté Imperiale & Catholique, & les Seigneurs Etats Generaux, sont convenus d'une autre forme de repartition, & d'une autre Hypothèque speciale, qui sera surrogée à la place des susdites Hypothèques, & assignations, sur le subside des Provinces de Brabant & de Flandres, par dessus l'Hypothèque generale sur tous les revenus des Pais-Bas Autrichiens, stipulé par ledit Traité.

Savoir, que Sa Majesté Imperiale & Catholique pour assurer & faciliter d'autant plus le payement dudit subside de cinq cens mille Ecus, ou un million deux cens cinquante mille florins monnoye de Hollande par an, assigne une somme de sept cens mille florins de Hollande, ou deux cens quatre-vingt mille Ecus, au lieu de celle de six cens dix mille Florins, repartie sur les Pais, les Villes & Châtelains, & Dependances retrocedées par la France, dont les revenus consistent dans les aides, & subsides desdites Villes & Châtelains, les moyens courans communement appelez les Droits des quatre Membres de Flandres, & autres Droits Dominiaux, les quatre Patars par Bonner, & autres impositions pour les Fortifications, le Rachat des Cantines Militaires, les émolumens, Utlencies, & autres gratifications, qui se payoient du tems que lesdites Villes & Châtelains étoient au pouvoir de la France, aux Intendans, Gouverneurs & autres Officiers de l'Etat Major des Places, & generalement tous les Droits & Impositions, dont Leurs Hautes Puissances ont joui jusques à present en tout, ou en partie, sans exception quelconque.

A condition qu'on n'y pourra faire aucune diminution, ni changement, qui puisse porter du prejudice à ladite Hypothèque.

L'adjudication de la ferme desdits Droits des quatre Membres de Flandres se fera en public, & aux plus offrans, bien entendu, qu'en cas d'insolvabilité des Fermiers & de leurs cautions, Sa Majesté Imperiale & Catholique y supplera des autres branches & revenus des Villes & Châtelains susmentionnés, ou de ses revenus Dominiaux dans les autres Pais-Bas Autrichiens, ce qui pourroit manquer par-là, à la somme de sept cens mille Florins par an.

Et lorsqu'il s'agira de quelque moderation par laquelle les revenus de ladite

dire Perme, ou des Aides, & autres Droits & Impositions, ci-dessus spécifiées, seroient hors d'état de produire la somme entière de sept cens mille Florins, on ne pourra l'accorder qu'après qu'on aura pourvu à cette modulation par quelque autre moyen suffisant, à leur contentement.

Assigne & affecte Sa Majesté Imperiale & Catholique, les cinq cens cinquante mille Florins de Hollande, ou deux cens vingt mille Ecus restans sur tous les revenus des Bureaux susmentionnez des Droits d'entrée & de sortie des Pais-Bas Autrichiens, qui ne sont engagés que subsidiairement à Leurs Hautes Puissances pour des levées d'argent, faites par Elles en plusieurs rencontres, ou pour des rentes constituées dans le Pais, & autres pareilles charges fixes.

Sçavoir les Bureaux de Bruxelles, de Burgerhout, de Tirlemont, de Charleroi, de Mons, d'Ath, de Beaumont, de Courtray, d'Ypres, de Tournay, de Nieupoort, de la Province de Luxembourg, & de celle de Malines, lesquels tous ensemble, & chacun en particulier, serviront d'Hypothèque speciale, pour ladite somme de cinq cens cinquante mille Florins de Hollande.

Et pour plus grande sûreté du paiement de ladite somme, engage Sa Majesté, sur le pied d'un fonds subsidiaire & suppletore, la somme de deux cens cinquante mille Florins de Hollande par an, du premier & du plus clair revenu des Droits d'entrée & de sortie de Gand, Bruges, & Ostende, promettant de les faire décharger entièrement dans cinq années, de ce qui reste à payer pour le remboursement & intérêts d'un million quarante mille six cens Florins, qui ont été levez en 1710. sur ces trois Bureaux.

Promet aussi Sa Majesté, qu'on ne fera aucun changement dans les Droits d'entrée & de sortie, qui pourroient en diminuer le revenu au préjudice de l'Hypothèque.

Et si Sa Majesté dans la suite du temps jugeoit nécessaire de faire quelque changement à la levée desdits Droits, par lequel ils seroient diminuez, on ne pourra établir ce changement qu'après qu'on aura assigné un fonds suffisant pour suppléer à cette diminution.

Ordonne Sa Majesté Imperiale & Catholique dès à présent, & par cette Convention, au Receveur Général des Finances de Sa Majesté, & à celui qui sera établi en chef pour les susdits Pais retrocedez, qu'en vertu de la présente, & sur une Copie d'icelle, ils ayent à payer de trois en trois mois, à commencer au premier de ce mois de Decembre de l'année mille sept cens dix-huit au Receveur General des Etats Généraux, sçavoir celui desdits Pais retrocedez en telles especes d'argent, ou telle monnoye qu'on reçoit aux Bureaux, & à la recette générale de Sa Majesté, un juste quartal de la somme de deux cens quatre-vingt mille Ecus, ou de sept cens mille Florins de Hollande, & le Receveur Général des Finances de Sa Majesté dans la Ville d'Anvers, aussi un juste quartal de la somme restante de cinq cens cinquante mille Florins, ou 200. vingt mille Ecus, sans attendre autre ordre ou assignation, la présente leur devant servir d'ordre ou d'assignation

dès à présent & pour lors, & lesdits payemens leur seront passés en compte à la charge de Sa Majesté Imperiale & Catholique, comme s'ils les avoient fait à Elle-même.

Quant aux arrearages dudit subside de cinq cens mille Ecus, ou un million deux cens cinquante mille Florins de Hollande par an, échus depuis le 15. du mois de Novembre 1715. jour de la signature du Traité de la Barrière, jusqu'au dernier du mois de Novembre passé, on est convenu, pour éviter toute discussion touchant le rapport pendant ledit terme, des revenus des Villes & Châtellenies retrocedées par la France, qui n'ont pas excédé trois cens mille Ecus par an, toutes charges deduites, comme Leurs Hautes Puissances l'ont fait voir par les Etats qu'Elles en ont fait dresser & communiquer, & qui ont été examinez par un des Commis des Finances de Sa Majesté Imperiale & Catholique. Et pour finir de même les contestations survenues à cause de l'inexécution de quelques Articles dudit Traité au sujet du paiement desdits arrearages, depuis le 15. de Novembre 1715., jusques au premier de Janvier 1718., que de la part des Etats Generaux on a fait monter au de-là de quatre cens mille Ecus, Leurs Hautes Puissances se contenteront pour tous ces arrearages depuis le 15. de Novembre 1715., jusqu'au dit premier Janvier 1718. de deux cens mille Ecus, ou de cinq cens mille Florins de Hollande, payables par vingt mille Ecus par an, jusques à l'extinction de cette somme totale, pourvu que le subside entier leur soit payé, depuis le commencement de la présente année de la maniere suivante.

Sçavoir que les arrearages des huit premiers mois de la présente année, faisant la somme de 333333. Florins 6. Sols 1. Deniers de Hollande, seront payez de la même maniere, par portions de 20000. Ecus par an, comme dit est, immédiatement après les payemens desdits arrearages des années précédentes.

Pour sùreté du paiement des uns & des autres, Sa Majesté Imperiale & Catholique engage & affecte, par forme d'Hypothèque speciale, les Droits d'entrée, & de sortie, des Bureaux de Gand, Bruges, & Ostende, par dessus & sans préjudice de l'engagement subsidiaire desdits Bureaux pour la somme de 250000. Florins de Hollande par an, stipulée par la présente Convention.

Pour plus grande sùreté de quoi les Administrateurs Généraux des Droits d'entrée & de sortie se chargeront par l'Acte de soumission qu'ils passeront pour le paiement annuel de cinq cens cinquante mille Florins de Hollande, pendant les six années de leur Administration, de celui des six premières portions ou termes desdits arrearages: & après l'expiration du tems de leur contrat ou recette, le reste sera payé par quartal, par les nouveaux Administrateurs, ou par ceux qui auront alors la regie & recette desdits Droits à Gand, Bruges, & Ostende, de la maniere & sous les engagements, stipulez pour l'assurance du paiement des cinq cens cinquante mille Florins.

Les surplus, ou les trois mois restans des arrearages de la présente année,

nee, faisant la somme de cent vingt-cinq mille Florins de Hollande, seront payés en mille sept cens vingt, Sa Majesté Imperiale & Catholique affectant spécialement a ce paiement le revenu des Villes & Châtelainies retrocedées par la France, par dessus & sans prejudice de l'affectation des sept cens mille Florins par an, faite par cette Convention.

Leurs Hautes Puissances pourront des revenus des Pais retrocedez, jusques au dernier du mois de Novem^rre passé, & les pourront proceder par voye d'exécution au recouvrement des arriérés des revenus d'icelles Villes & Châtelainies, & au cas & a echecor, jusques au dernier du mois de Novembre passé & se servir pour cet effet des mêmes moyens d'exécution contre les L^{rs} & a la reserve des Ecclesiastique, Magistrats, Villes, & Châtelainies, Fermiers & autres, qu'elles ont stipulez pour le recouvrement des sept cens mille Florins par an, assignez sur ledits revenus, & se pourront servir aussi des mêmes moyens a l'égard des cent vingt cinq mille Florins, qui leur sont assignez conformément a l'Article precedent.

Et comme Sa Majesté a donné les Droits d'entree & de sortie en Administration & direction, avec obligation aux Administrateurs Generaux, ou Directeurs d'icells Droits, de payer annuellement une somme fixe, au plus grand prin^{de} des Finances de Sa Majesté, les Administrateurs Generaux, ou Directeurs des dits Droits passeront un A^{cte}, par lequel ils s'obligeront, sous conlignation volontaire, laquelle sera decretée par le grand Conseil de Malines, & par ceux de Brabant & de Flandre, de payer de trois en trois mois, pendant le tems de leur Administration, ledit quartal de la somme de cinq cens cinquante mil Florins de Hollande, au Receveur General des Provinces Unies, ou a ses ordres, comme dit est, & le present Article suffira, pour la discharge d'icells Administrateurs ou Directeurs, avec la Quittance dudit Receveur General des Provinces Unies.

Ledits Administrateurs Generaux, ou Directeurs, obligeront par le même A^{cte} de rembourser dans cinq années en payemens égaux, ce qui restera a payer aux Etats Generaux en remboursement d'icells un million quarante mille six cens vingt cinq Florins, levez en mille sept cens dix, sur les Bureaux de Grand, Bruges, & Oude, avec les interets qui eschoieront chaque année, afin qu'au bout de cinq ans ces Bureaux soient entièrement déchargés de ladite levée.

Et au défaut du paiement de la maniere réglée ci-dessus, tant des sommes du subsidie de cinq cens mille leus, ou un million deux cens cinquante mille Florins, en un^{ve} de Hollande, que dudit remboursement, pourront les Seigneurs Etats Generaux, proceder aux moyens de contrainte & d'exécution, n'ém^{ant} par voye de fait, contre le Receveur General des Finances de Sa Majesté, & contre ceux des Pais retrocedez, qui seront l'un & l'autre responsables, & pourront être exécutez pour les Receveurs particuliers & subalternes, des fonds assignez dans leurs departemens, s'ils venoient, tant les uns premiers, que les autres a detourner quelque chose de leur recette generale, ou particuliere, au prejudice de ce qui est porte par la presente Convention, bien entendu, que cet Article n'aura lieu contre

tre le Receveur Général des Finances, qu'en cas de regie des Droits d'entrée & de sortie.

Sa Majesté accorde le même Droit d'exécution tant contre les Bureaux engagez ci-dessus par Hypothèque speciale, que contre les Bureaux engagez subsidiairement au défaut des premiers, & contre les fonds même dudit Pais retrocede, comme aussi contre les Etats (excepté contre les Ecclesiastiques) & contre les Magistrats des Villes & Châtelaines dudit Pais retrocede, s'ils venoient à faire difficulté, ou à porter de trop longs délais, à repartir & tourner les Impositions qu'ils doivent à Sa Majesté Imperiale & Catholique.

Et cette exécution contre lesdits Etats (excepté les Ecclesiastiques) & contre lesdits Magistrats, se fera au nom, & de la part de Sa Majesté, & de la maniere accoutumée, Sa Majesté autorisant à cet effet les Gouverneurs des Places de la Barriere, qui lui ont prêté serment, & y soumettant lesdits Etats (excepte les Ecclesiastiques) & lesdits Magistrats, en vertu de la présente Convention, aussi-bien que lesdits fonds, comme y étoient soumis ceux qui étoient hypothéqués spécialement, & assignés pour les sommes respectives du susdit subside, par les Articles XIX. & séparé du Traité de la Barriere.

Les Officiers de Justice, à qui il appartiendra, seront obligés de donner l'assistance nécessaire de leur office, lors que ceux qui seront Porteurs des condamnations volontaires, qui seront décrétées & expédiées en faveur de Leurs Hautes Puissances contre les Administrateurs des Droits d'entrée & de sortie de Sa Majesté, de même qu'à la charge de leurs associés, auront recours à eux, afin de proceder à l'exécution desdites condamnations volontaires, suivant l'usage reçu aux Tribunaux, où elles auront été expédiées, de la même maniere qu'on est accoutumé d'y exécuter les Sentences, que les Natifs, & autres Habitans des Pais-Bas Autrichiens y obtiennent. Et quant aux Etats des Pais-Bas retrocedez (à la reserve des Ecclesiastiques) Magistrats, Bureaux, & Fonds, on pourra les exécuter de la maniere qu'on en est convenu par le Traité de Barriere.

Et finalement outre l'Ordre que Sa Majesté donnera au Gouverneur Général des Pais Bas Autrichiens, la présente Convention servira d'Ordre & d'Instruction speciale & irrevocable, pour lui & ses Successeurs à venir, en vertu de laquelle ils seront obligés d'exécuter, & de faire exécuter, ce qui est porté par la présente Convention, avec défense expresse de ne divertir, ni permettre, que par le Conseil d'Etat & des Finances, le Directeur Général des Finances, ou tel autre que ce puisse être, soit divertie aucune somme des revenus susmentionnez, desdites Villes & Châtelaines, ni de ladite Administration, regie & recette des Droits d'entrée & de sortie, pour quelque besoin que ce puisse être, même le plus essentiel, & le plus pressant du service, si ce n'est de ce qui restera après le paiement des soldes quinquaux, lequel paiement ne pourra être retardé, moins refusé, sous prétexte des compensations, liquidations, ou autres prétentions, de quelque maniére ou nature qu'elles puissent être ; au moyen de quoi Leurs Hautes Puissances

Ence les Etats Généraux renoncent, & se départent entièrement en vertu de la présente Convention, de toute action & Hypothèque, qui avoient été stipulées par les Articles dix-neuvième & séparé du Traité de Barrière, à la charge des Provinces de Brabant & de Flandres, leurs Departemens, Châteleries, les sept Quartiers d'Anvers, & contre les Etats & Receveurs desdites Provinces.

III. Le paiement des intérêts des sommes levées sur le revenu des Postes aux Pays-Bas Autrichiens, étant fort en arrière, Sa Majesté Impériale & Catholique promet & s'engage, d'y remédier, en faisant le plutôt qu'il sera possible, le remboursement entier de ce qui est dû des Intérêts & du Capital : & en attendant que cela soit exécuté, Sa Majesté Impériale & Catholique donnera des ordres très-précis, pour que le revenu des Postes soit employé, conformément aux Obligations, & qu'il n'en soit rien détourné au préjudice de leur contenu.

IV. Les Seigneurs Etats Généraux ayant fait des avances considérables pour le paiement des intérêts des levées d'argent, spécifiées au Traité de la Barrière, il a été convenu & accordé, que la somme de sept cens cinq mille onze Florins, dix-huit Sols, dix deniers, que Sa Majesté Catholique doit à Leurs Hautes Puissances suivant la Liquidation, arrêtée ce jourd'hui 22. Decembre 1718., sera remboursée en portions égales de vingt mille Ecus, ou cinquante mille Florins de Hollande, par an, à commencer immédiatement après les six ans de la présente Administration générale, des Droits d'entrée & de sortie, Sa Majesté Impériale & Catholique engageant ledits Droits en Flandre, tels qu'on les leve a présent, & qu'on continuera de les lever après la fin de ladite Administration générale, pour le remboursement de ladite somme de sept cens cinq mille onze Florins, dix-huit Sols, dix deniers, par forme d'Hypothèque spéciale. & en attendant & jusqu'au remboursement effectif, elle sera payer les intérêts, à raison de deux & demi pour cent par an de ladite somme, ou de la partie qui n'en aura pas été remboursée.

Pour faciliter le paiement desdits intérêts de deux & demi pour cent par an, Leurs Hautes Puissances consentent, qu'ils soient pris sur le double Canon par an des huit cens mille Florins, levés sur les revenus de la Province de Namur, & subsidiairement sur ceux de la Mairie, & de la Province de Luxembourg, à condition, que ledit double Canon sera continué à proportion du tems, que le remboursement desdits huit cens mille Florins, sera retardé par cette diminution.

V. Pour terminer les différens, touchant l'Artillerie & les Magasins de guerre, & spécialement touchant la propriété de ceux de Venlo, St. Michel, & Sievenwaart, Places cedées aux Etats Généraux par le Traité de Barrière, Sa Majesté Impériale & Catholique renonce à cette Artillerie & ces Magasins, moyennant que Leurs Hautes Puissances se desistent, comme Elles font par la présente Convention, du paiement qui leur est dû, en vertu de l'Acte passé à Anvers le treizième du mois de Janvier mille sept cens seize, par le Sieur Comte de Königsegg, Plénipotentiaire de Sa Ma-
jesté

jesté Imperiale & Catholique, des Poudres, Plomb, & quelques autres Munitions de guerre, que les Commissaires de Sa Majesté Imperiale & Catholique ont prises pour son compte, conformément audit Acte, & aux Listes, signées par lesdits Commissaires, dont la valeur est au de-là de cent mille Florins; au reste Sa Majesté Imperiale & Catholique ne pretend rien à titre des Poudres, & autres Munitions qui furent trouvées, appartenantes, à la France, à la reduction d'Anvers, Malines, Gand, & autres Places des Pais-Bas Autrichiens.

VI. Les Etats Generaux remettront incessamment après l'échange des Ratifications de la presente Convention, à Sa Majesté Imperiale & Catholique, la possession & jouissance de toutes les Villes, Châtelaines, Districts, & Departemens retrocedez par la France; suivant la teneur du premier Article du Traité de Barrière. Et Sa Majesté Imperiale & Catholique remettra pareillement incessamment après ledit échange des Ratifications, à Leurs Hautes Puissances la possession du Terrain & des Polders qu'Elle leur a cedez en Flandre par l'Article premier de cette Convention.

VII. Au reste le Traité de Barrière, & l'Article séparé du quinzième de Novembre mille sept cens quinze, seront confirmez, comme ils ont confirmez par ces presentes, en tout & en chacun de leurs Articles de cette Convention.

VIII. Comme pour plus grande sureté & execution du Traité de la Barrière, Sa Majesté Britannique a confirmé & garanti ledit Traité, ainsi Sa dite Majesté promet, & s'engage de même, de confirmer & de garantir la presente Convention, comme elle la confirme & garantit par cet Article.

IX. Le present Traité sera ratifié & aprouvé par Sa Majesté Imperiale & Catholique, par Sa Majesté Britannique, & par les Seigneurs Etats Generaux des Provinces-Unies, & les Lettres de Ratification seront delivrées dans le terme de six semaines, ou plutôt si faire se peut, à compter du jour de la signature.

En foi de quoi nous Ambassadeurs & Plenipotentiaires de Sa Majesté Imperiale & Catholique, & de Sa Majesté Britannique, & Deputez & Plenipotentiaires des Seigneurs Etats Generaux, en vertu de nos Pouvoirs respectifs, avons esdits noms, signé ces presentes de nos seings ordinaires, & à icelles fait apposer les Cachets de nos Armes. Fait à la Haye le vingt-deuxième Decembre mille sept cens dix-huit.

Signé,

(L. S.) L. M. DE
PRIE.

(L. S.) CADOGAN.

(L. S.) J. B. V. WYBER-
GEN.

(L. S.) W. VANDER DOEL.

(L. S.) A. HEINSIUS.

(L. S.) G. G. TAETS VAN
AMERONGEN.

(L. S.) D. D. KEMPENAR.

(L. S.) EVERHARD ROUSE.

(L. S.) E. TAMMINGA.

1718. TRAS

[P.]

1718. *TRAITÉ d'Amitié & de Règlement de Limites entre la France & la Lorraine, conclu à Paris en 1718. Europäische Ruhe.*

LOUIS par la Grâce de Dieu, Roi de France & de Navarre : A tous ceux qui ces présentes Lettres verront, Salut. Comme notre amé & feul le Sieur Dominique de Barberie, Chevalier Seigneur de Saint-Contest & autres lieux, Conseiller en notre Conseil d'Etat, & notre amé & feul le Sieur Henri François de Paule le Fevre, Chevalier Seigneur d'Ormesson, Amboille & autres Lieux, Maître des Requêtes ordinaire de notre Hôtel, notre Conseiller en notre Conseil des Finances, nos Commissaires & Deputés aux Conférences qui se sont tenues pour régler & terminer tout ce qui restoit à exécuter à l'égard de notre très-cher & très-amié Frere le Duc de Lorraine, conformément & en exécution des Traitez de Paix de Ryswyck & de Baden, en vertu des Pleins-pouvoirs que Nous leur en avions donnez, avoient conclu, arrêté, & signé le 21 du présent mois de Janvier à Paris, avec le Sieur Jean-Baptiste Machuet, Chevalier, Baron de Drouville, Seigneur de Sancty & autres Lieux, Conseiller d'Etat, premier Président de la Cour Souveraine de notre dit Frere, & le Sieur François de Barrois, Chevalier, Baron de Manonville, Seigneur de Kocurs & autres Lieux, Conseiller d'Etat de notre dit Frere, ses Envoyés Extraordinaires pres de Nous, & les Commissaires aux dites Conférences, aussi munis de ses Pleins-pouvoirs, le Traité dont la teneur s'ensuit.

Le feu Roi de glorieuse mémoire ayant toujours eu à cœur de terminer & ajuster, avec Monsieur le Duc de Lorraine, tout ce qui restoit à exécuter à son égard en conséquence du Traité de Paix conclu à Ryswyck le 30. Octobre 1697. Sa Majesté peu après ce Traité avoit nommé des Commissaires, pour avec ceux dudit Duc examiner tous les Points, Articles, & Difficultés dont il s'agissoit, à quoi ils seroient respectivement employez pendant le peu de durée de cette Paix, mais la matière s'étant trouvée d'une longue discussion, la Guerre survenue entre les principales Puissances de l'Europe, n'auroit pas permis de continuer les Conférences tenues à ce sujet. La Paix n'eut pas plutôt reparu par le Traité fait à Baden en 1714. que le feu Roi continuant dans le même desir, & en exécution de l'Article XII de ce dernier Traité, auroit fait reprendre la Negociation en 1715. en la Ville de Metz. Les Commissaires du Roi & du Duc y travailloient depuis plusieurs mois, & selon toute apparence ils l'auroient heureusement terminée, mais ayant plu à Dieu, au mois de Septembre de la même année, d'appeller à soi le feu Roi, elle fut encore interrompue jusqu'au commence-

ment de l'année 1716 que le Roi auroit, à l'imitation du feu Roi son Bisayeul, & de l'avis de Son Altesse Royale Monsieur Philippe Duc d'Orléans, Petit-Fils de France, Oncle du Roi, Regent du Royaume, fut reprise & continuer les Conférences pendant le cours des années 1716 & 1717. Et comme par le XXVIII Article du Traité de Ryswyck, le Duc de Lorraine pour lui, ses Hoirs, & Successeurs, doit être rétabli dans la libre & pleine Possession des Etats, Lieux, & Biens, que le Duc Charles son grand Oncle paternel possédoit en 1670 lorsqu'ils furent occupez par les Armes du feu Roi, à l'exception néanmoins des Changemens portez audit Traité de Ryswyck. Qu'après une précédente & longue occupation du même Pais par les Armes de Sa Majesté, commencée vers l'année 1633 il avoit été passé à Vincennes un Traité entre le feu Roi & le feu Duc Charles, le dernier Février 1661 par le XIX Article duquel il avoit dû être rétabli dans tous les Etats & Seigneuries, même dans les Villes, Places, & Pais qu'il avoit autrefois possédés, dépendans des trois Evêchez de Metz, Toul, & Verdun, & généralement dans tout ce dont jouissoit son Predecesseur, le dernier Duc Henry lors de son décès arrivé en 1624. & qui pouvoit lui appartenir à titre de Succession, échange ou acquisition, à la réserve de ce qui par ce Traité de 1661 a été uni, incorporé, & doit demeurer à la Couronne de France. Que sur l'exécution de ce Traité, étant survenu plusieurs difficultés, il en fut arrêté, & signé un autre entre le feu Roi & ledit Duc Charles, le dernier Août 1663. par lequel il est porté qu'il seroit nommé au plutôt des Commissaires de part & d'autre pour régler les difficultés qui étoient survenues depuis la signature du Traité du dernier Février 1661. sur l'exécution d'icelui, & notamment touchant les Abbayes de Saint Eupre & de Saint Manthey, Phalsbourg, Marquifat de Nommev, & Saint-Avold, & autres Lieux, lesquelles difficultés n'ont cependant jamais pu être terminées à cause de la seconde occupation de la Lorraine par les Armes du Roi en 1670. tems auquel le Duc Charles faisoit solliciter, par ses Envoyez auprès du feu Roi, la décision d'icelles, & la pleine exécution de ce Traité, duquel & de celui de 1664. le Duc de Lorraine a toujours demandé l'exécution en vertu de celui de Ryswyck, comme représentant le feu Duc Charles son grand Oncle, & exerçant tous les Droits & Actions résultans de dits Traitez. A quoi les Commissaires du Roi ayant fait difficulté, prétendans opposer une fin de non recevoir tirée du Traité de Ryswyck contre ceux de 1661 & de 1663 en ce que ledit Duc ne pouvoit être rétabli en vertu & en conformité du Traité de Ryswyck, que purement & simplement, dans les Etats, Lieux, & Biens que le Duc Charles possédoit réellement & de fait en 1670. & la contestation ayant été portée au Conseil, il y auroit été reconnu que ledit Duc avoit droit d'exercer les Actions fondées sur les Traitez de 1661 & 1663 de même qu'auroit pu faire ledit Duc Charles, ensuite de quoi les Commissaires de Lorraine ayant continué de soutenir leurs Demandes, & produit leurs Titres, tant pour les restitutions des Villes, Pais, & Lieux, avec les fruits & jouissance d'iceux que par les Traitez de 1661. & 1663.

1663. devoient revenir au Duc Charles, que pour l'équivalent de la Ville & Prevoté de Longwy, avec restitution des jouissances & fruits de ladite Ville & Prevoté de Longwy, ensemble la restitution des autres Lieux dont le Duc de Lorraine étoit en possession avant & depuis l'année 1670. par Lui prétendus en vertu du Traité de Ryswyck & des fruits & jouissances d'iceux, & y ayant encore des abornemens à faire en exécution du même Traité & des adjudgemens pour la liberté du Commerce, & pour la reciproque entre les trois Evêchez & la Lorraine, suivant l'ancien usage interrompu en quelques endroits par les troubles & par les Guerres, les Commissaires du Roi y auroient répondu par différents Memoires & Titres, formé leurs demandes pour Sa Majesté & pour le soutien de ses Droits. Après plusieurs Conférences tenues entre les Commissaires respectifs, ou tous les Traitez ont été examinés, les difficultez discutées à fond, proposé respectivement les échanges & abornemens convenables, mesurés, calculés, & balancés l'étendue & la valeur des Pais & des Droits à céder & à retenir, & enfin si généralement pesé tout ce qui restoit à agiter pour l'entière exécution des Traitez. Et le Roi desirant que le tout soit réglé par les Commissaires qui de la part ont tenu lesdites Conférences avec ceux de Lorraine, auroit à cet effet & du même avis de Sa dite Altesse Royale Monsieur le Regent, donné Commission & Plein-pouvoir au Sieur Dominique de Barberie, Chevalier, Seigneur de Saint-Contest & autres Lieux, Contellier d'Etat de Sa Majesté, son Ambassadeur & Plenipotentiaire ci-devant pour la Paix conclue à Baden; & au Sieur Henry François de Paule le Ferre, Chevalier, Seigneur d'Ormesson, Ambassadeur & autres Lieux, Maître des Requêtes ordinaire de l'Hotel de Sa Majesté, Conseiller de Son Conseil des Finances.

Et Monsieur le Duc de Lorraine auroit pareillement donné ses Commissions & Plein-pouvoirs au Sieur Jean Baptiste de Machuet, Chevalier, Baron de Drouille, Seigneur de Sanley & autres Lieux, Contellier d'Etat, premier President de la Cour Souveraine, son Envoyé Extraordinaire, & au Sieur François de Barrois, Chevalier, Baron de Manonville, Seigneur de Kocurs & autres Lieux, Contellier d'Etat, & son Envoyé Extraordinaire, lesquels, après s'être communiquéz reciproquement leur dits Pleins-pouvoirs & Commissions, qui seront inserez à la fin du Present, sont convenus des Conditions & Articles qui suivent.

I. Les Traitez passés entre le feu Roi & le feu Duc Charles de Lorraine, le dernier Février 1663 & le dernier Août 1663 ensemble ceux passés entre le Roi & l'Empereur & l'Empire à Ryswyck, le 30 Octobre 1697. & à Baden le 7 Septembre 1714. en ce qui concerne le Duc de Lorraine, devant servir de baze & de Fondement au present Traité, seront pleinement exécutés, si ce n'est en tant qu'il y sera expressement derogé par celui ci.

II. Sa Majesté, par le XXXII. Article du Traité de Ryswyck, s'étant réservée la Forteresse de Sarlouis avec une demi-lieue de circuit à désigner par les Commissaires du Roi & du Duc, laquelle Forteresse & demi-lieue de circuit sont demeurées à Sa Majesté en plein Souveraineté à perpetuité, mais

au lieu d'un abornement par la demi-lieue portée, audit Traité, le Gouverneur de cette Place pour le Roi ayant, de concert avec les Officiers de Son Altesse Royale de Lorraine, conſervé depuis la Paix de Ryswyck juſqu'à préſent, & pour le ſervice de la Garniſon, les Villages de Liſtroff, Emſtroff, Frawlouzer, Roden, Beaumarais, avec l'emplacement de la Ville de Valdevrange, les Bâtimens qui y reſſent, avec tous leurs Bans & Finages, les Fiefs, Cens, Metairies, & généralement toutes les dépendances enclavées dans l'étendue des Bans & Finages deſdits Villages & Ville de Valdevrange aux environs de Sarralouis, il a été convenu après l'approbation du Conſeil, que ce qui a été fait en cela par proviſion, demeurera définitif, & en conſéquence que leſdits Villages, emplacement de Ville, Bâtimens, les Bans & Finages & leurs dépendances généralement quelconques, ſoit qu'ils excèdent la demi-lieue ou non, demeureront incommutablement à perpétuité en pleine Souveraineté au Roi, Son Altesſe Royale de Lorraine lui en faiſant ſurabondamment, & autant que beſoin ſeroit, toute ceſſion & tranſport, auquel effet il ſera procédé à l'abornement des Finages & dépendances deſdits Lieux, par des Commiſſaires de part & d'autre, pour les ſéparer d'avec les autres Lieux, Villages, Bans & Finages voiſins appartenans à la Lorraine, & qui doivent lui reſter, quand bien même quelque portion de ceux-ci rentreroit dans la demi-lieue de circonſérence de la Place, laquelle dernière Villages & Bans ſeront pareillement abornés, le tout ſans préjudice des Droits de parcours dont les Habitans deſdits Lieux ont d'ancienneté joui réciproquement pour le paſturage de leurs Beſtiaux ſur les Bans les uns des autres, dans lequel uſage ils ſont maintenus pour toujours, ſans pouvoir jamais y être troublés.

III La Ville & Prévôté de Longwy avec ſes appartenances & dépendances étant, conformément au XXXIII Article dudit Traité de Ryswyck, demeurées à perpétuité en toute Souveraineté & Propriété au Roi, les Hôrs & Successeurs, en échange de quoi Saſſe Majeſté a dû céder à Son Altesſe Royale une autre Prévôté dans l'un des trois Evêchés, de la même étendue & valeur, dont on a dû convenir par des Commiſſaires reſpectifs. Cet échange n'ayant pu juſqu'à préſent être conſommé, & le ſeu Roy ayant conſidéré qu'en vertu du même Traité, ſes Troupes qui vont dans les Places frontières, ou qui en reviennent, devant avoir le paſſage sûr & libre par les Etats du Duc. Que d'ailleurs les Pais des Evêchés & de la Lorraine étant non ſeulement limitrophes, mais préſque tous mutuellement enclavés, l'étendue en entier de la Prévôté de Longwy étoit non ſeulement de difficile échange, mais peu néceſſaire au ſervice de la Place, Saſſe Majeſté prit la réſolution de ne retenir que la Ville de Longwy & quelques Villages aux environs. A quoi Saſſe Altesſe Royale auroit conſenti, à la charge qu'il lui en ſeroit fourni l'équivalent, & la Propoſition ayant été portée au Conſeil & agréée, il a été convenu que ledit Article XXXIII du Traité de Ryswyck demeurera reſtraint par le Préſent, & n'aura lieu que pour les Villes haute & Baſſe de Longwy, & pour les Villages de Mexy, Herſerange, Longjumeau, Mont Saint-Martin, Glébo, Autry, Fremont, Romm, Lery, &c.

de Rehon, avec tous leurs Baux, Finages, & Dependances, & tout le terrain qui peut appartenir au Domaine du Duc dans l'étendue ou enclave desdits Baux & Finages, soit qu'ils excèdent ou non la demi-lieue de circonférence de la Place de Longwy, désignée au Plan & Carte Topographique qui en a été dressée. Le Duc cède pareillement la propriété franche, & déchargée de toutes dettes, engagements, & Hypothèques, de toutes les Seigneuries, Justices, Fiefs, Censives, Metairies, Moulins, Droits, Domaines, Bois, Forêts, revenus, & généralement de tout ce qui peut lui appartenir dans lesdites Villes & Villages, lesquels avec leurs appartenances, dependances, & annexes, demeureront incommutablement en toute Souveraineté & Propriété au Roi, tant en vertu dudit Traité de Ryswyck que du présent, pour en jouir par Sa Majesté & ses Successeurs, comme Sa dite Altesse Royale & ses Predecesseurs en ont joui, ou dû jouir, & dont l'échange ou l'équivalent sera fourni, ainsi qu'il sera dit dans la suite.

IV Le Bois nommé le Bois Mouchot, dont la Communauté des Habitans de Longwy est propriétaire, se trouvant situé sur le Territoire du Village de Sonm dans la partie de la même Prévôté qui sera rendue à la Lorraine, comme il sera dit en l'Article suivant, & Son Altesse Royale ayant une portion de son Bois nommé des Recruttes, qui entre dans la demi-lieue de circonférence de ladite Place désignée audit Plan & Carte, il a été arrêté, que pour la convenance respective ledit Bois de Mouchot demeurera au Duc, tant en Propriété que Souveraineté, & ladite portion de Bois des Recruttes restant dans ladite demi-lieue appartiendra en Propriété auxdits Habitans & Communauté de Longwy, pour en jouir sous la Souveraineté du Roi. A l'effet de quoi elle sera séparée du surplus de ladite Forêt des Recruttes, qui sera restituée à Son Altesse Royale, par un fosse & par des bornes qui y seront plantées par les mêmes Commissaires qui procéderont à l'abornement des Lieux cédés au Roi, contre ceux de ladite Prévôté qui seront restitués au Duc.

V Le surplus des Villages & Lieux de ladite Prévôté de Longwy, leurs Baux & Finages, appartenances, dependances, & annexes, quand même quelques uns rentreroient dans la ligne de la demi-lieue du circuit de la Place, seront remis à Son Altesse Royale, pour en jouir par elle, & les Ducs ses Successeurs, en tous Droits de Souveraineté & Propriété, comme ledit feu Duc Charles en jouissoit en 1670. Sa Majesté en fait ce besoin seroit lui en faisant toute retrocession, avec Renonciation à cet égard au bénéfice à elle acquis par ledit XXXIII Article du Traité de Ryswyck &, pour prévenir toute contestation au sujet de la Souveraineté & Propriété des Lieux de la même Prévôté de Longwy qui restent à la France, & de ceux qui retournent à la Lorraine, il en sera fait par des Commissaires de part & d'autre une désignation, séparation, & abornement sur les différens terrains, & sur le pied de ladite Carte Topographique, sans préjudice néanmoins du Droit de parcours pour le pâturage des bestiaux des Habitans desdits Villages de l'une & de l'autre Souveraineté, qui sera réciproquement entrete-
 tenu & conservé suivant leur ancien usage.

ne de l'autre Souveraineté demeureront déchargés. Sçavoir, ceux qui relèvent à la France de toutes Juridictions, Bannalitez, Servitudes, Corvées, & autres prestations généralement quelconques, envers le Domaine du Duc; & réciproquement tous les Lieux & Habitans de ladite Prevôté, qui doivent lui retourner, sont & demeurent affranchis, libres, & déchargés de toutes Juridictions, Bannalitez, Servitudes, Corvées, & autres prestations généralement quelconques, dont ils pourroient avoir été ci-devant tenus envers le Domaine du Roi, & notamment les Habitans des Villages de Gondrange, du Prieure de Brehan-lu-Cour, de la Magdelaine, Redrange, Athas, Alch, Batincourt, Bury la Ville, Houdlemont & autres, si aucuns y a, de l'obligation de faucher, faner, & voiturier les Foins des Prez nommez les Breuils du Château de Longwy, & en conséquence de la division ainsi faite de ladite Prevôté, il a été convenu que les Titres, Papiers, & Enseignemens qui peuvent concerner en particulier les Villages & Lieux de ladite Prevôté qui doivent revenir à Son Altesse Royale, lui seront restitués; & à l'égard des Titres qui peuvent concerner en commun la Ville & tous les Villages de ladite Prevôté, comme sont les Comptes du Domaine de la Grurie & autres, ils seront partagez en les divisant d'année à autres alternativement.

VI Le Roi ayant retenu & étant demeuré saisi par le VI Article du Traité de 1661 des Places & Postes de Kufman, Saarbourg, & Phalsbourg en Souveraineté & Propriété franche & déchargée de toutes dettes & Hypothèques, & étant survenu en la même année 1661 des difficultez sur l'exécution dudit Article, entre les Commissaires de Sa Majesté & ceux du Duc, au sujet des Villages de la dépendance dudit Phalsbourg, & de celui de Niderwiler dépendant de Saarbourg, faisant partie des difficultez que l'on est convenu de régler par Traité de 1663 en ce que Sa Majesté n'a dû avoir que lesdits Postes & Places de Kufman, Saarbourg, & de Phalsbourg, avec la demi-lieue de route & les Villages en dépendans nommez en l'Article XIII dudit Traité de 1661 ou qui le trouveroient enclavés dans la largeur de la demi-lieue qui devoit former ladite route, les Commissaires du Roi auroient prétendu prendre d'autres Villages dépendans dudit Phalsbourg, & au lieu de suivre la route par celui de Niderwiler, en auroient formé une autre qui emporte des Villages Lorrains non cédés, & néanmoins conserver toujours celui de Niderwiler, ce qui faisoit un double emploi. Il a été convenu par le présent, que ledit Village de Niderwiler, ensemble les autres pris dans la dépendance de Saarbourg, & de Phalsbourg, en ladite année 1661 demeureront au Roi, de même que les Villages de Hentzhoiff, Lutzelbourg, Dann, Hiltzhausen, Hassembourg, & Wilsperg, de la dépendance de Phalsbourg, en sorte, qu'avec les autres Villages dudit Phalsbourg, compris dans la route, la Principauté entière dudit Phalsbourg appartiendra à Sa Majesté, auquel effet Sa dite Altesse Royale lui en fait cession & transport en Propriété & Souveraineté déchargée de toutes dettes & hypothèques. Cede parillement ledit Duc toutes les Seigneuries, Fiefs, Justices, Domaines, Bois, Forests, Revenus, & généralement tout ce qui lui

lui appartient ou pourroit appartenir dans lesdites Places, & Pôsses de Sarrbourg & Phalsbourg, Villages en dependans, cedez par le Traité de 1661. & par le present, leurs Bans & Finages, appartenances & dependances & annexes généralement quelconques, dechargees de toutes dettes & hypothèques, pour demeurer uni & incorporé à la Couronne de France, en sorte que ledit Duc, les Hôrs, & Successeurs n'y puissent jamais rien pretendre sous quelque pretexte que ce soit.

VII Le Duc renoncera & renonce en faveur du Roy à tous Droits & Pretentions de Souveraineté, de Propriété, ou autres, sur les Villages, & Abbayes de S. Epre, & de S. Mansuy pres de Toul, leurs Bans & Finages, sur les appartenances & dependances desdits Bans & Finages, Droits & Domaines, si aucuns Sadite Altesse y en a. Elle renonce pareillement à tous Droits & Pretentions de Souveraineté, & autres, sur les Villages de Vaucromont, Stoncourt, Viller, & Auch, autrement Ongerange, composant le Ban de St. Pierre, & sur les Villages de Xoulle ou Xuisse, Thonville, & Brulange, composant le Ban de la Rotte, leurs Finages, appartenances & dependances, laquelle Souveraineté appartiendra à l'avenir sans contredit au Roy, tant suivant les anciens Droits & Pretensions, qu'en tant que besoin seroit en vertu de la presente renonciation & cession, au moyen de quoi toutes les difficultez & contestations à regler pour ce regard par ledit Traité de 1661. demeureront éteintes & terminées.

VIII Le Duc ayant la Propriété & Souveraineté de la Forest de Kalkenhoven, & par le V. Article du Traité de 1661. le Roy étant demeuré saisi de la Place de Sierk, & du nombre de trente Villages en dependans, dont quelques uns voisins de ladite Forest y ont de toute ancienneté des usages pour chauffage, marnage, & paturage. Il a été convenu pour prévenir toutes difficultez, que Sadite Altesse Royale cèdera & cede à Sa Majesté en Propriété & Souveraineté trois mille Arpens mesure ordinaire du Pais, à prendre dans ladite Forest, à commencer à l'extrémité extérieure du Canton du Bois nommé de la Zigelleray, ou de la Thuillerie, aboutissant du côté Septentrional aux Bans des Villages de Kerlingen, & de Frichingen, & rentrer depuis ladite extrémité dans le corps de ladite Forest, continuant jusqu'à l'endroit où finira le toise desdits trois mille Arpens cedez, lesquels seront bornez & separez du reste de ladite Forest par des bornes, & par un Fosse, qui seront plantez & fais en présence de Commissaires de part & d'autre, dans lesquels trois mille Arpens sont entendus compris les trois cens Arpens accordez par le feu Duc Charles à la Chartreuse de Rhétel, pour la moitié du chauffage d'icelle, & moyennant ladite cession Sa Majesté sera chargée dans ledits trois mille Arpens de fournir & laisser les usages anciens & accoutumez auxdits Villages dependans de Sierk, & à ladite Chartreuse de Rhétel, le surplus de ladite Forest Lorraine en demeurant exempt, en sorte que chaque Souverain ne sera chargé dans les Forests que des usages des Villages & Lieux de la Domination.

IX Et comme le Village de Frichingen dependant de la Lorraine, voisin de la Forest de Kalkenhoven, & du Canton du Bois de la Thuillerie, se-
trou-

trouve enclavé & mêlé avec d'autres Villages cédés au Roy en 1661. il a été convenu que ledit Village de Frichingen demeurera cédé à Sa Majesté en vertu du présent Traité, pour être joint aux autres Villages François de la dépendance de Sierk, & que ses Habitans jouiront de l'usage qui leur appartient dans la portion de ladite Forest abandonnée au Roy, en échange duquel Village Sa Majesté cède à Son Altesse Royale celui d'Ewendorff dépendant dudit Sierk, Domination de France, joignant d'autres Villages Lorrains, lesquels Villages de Frichingen & d'Ewendorff ainsi échangez avec leurs Bans, Finages & dépendances, ensemble leurs Domaines & Revenus appartiendront à l'avenir, le premier au Roy, & le second au Duc, qui sera tenu de fournir aux Habitans d'Ichuy, dans ladite Forest de Kallenhoven, l'usage qu'ils peuvent y avoir.

X. Les Villages d'Arnaville, Villery, Hageville, Jonville, & Olley, qui ont été retenus jusqu'à présent sous l'Autorité du Roy, ayant été reconnus être d'une Souveraineté indivise entre Sa Majesté à cause de la Terre de Gorze, & Son Altesse Royale, à cause du Bailliage de Nancy & de la Prévôté de la Chaussée, demeureront échangez & séparés en entier pour éviter toutes contestations, ainsi qu'il ensuit. Sçavoir, que les Villages de Villery, Hageville, & Jonville, resteront en entier en Souveraineté au Roy avec leurs dépendances, revenus, Droits, & Domaines particuliers, qui y appartiennent ci-devant au Duc de Lorraine & de Bar, Son Altesse Royale faisant à Sa Majesté, enant que besoin sera, toute cession & transport de ses Droits & Prétentions sur ledits Villages & dépendances, & en échange, la Souveraineté des Villages d'Arnaville & d'Olley, avec leurs dépendances, appartiendra en entier audit Duc, Sa Majesté lui faisant pareillement toute cession & transport des parts, portions, & Droits qui lui appartiennent dits Lieux. bien entendu, que le présent échange, & ajustement, ne pourra nuire ni préjudicier aux Droits, revenus, ni autres choses qui peuvent appartenir dans ledits Lieux à l'Abbe de Gorze ou autres Seigneurs particuliers.

XI. Le Duc cède au Roy tous les Droits qu'il peut avoir en la Souveraineté, Justice, & Domaine sur la Rue dite de Bar au Village de Kurerange, Prévôté de Thionville, lequel appartiendra en entier sans contestation à Sa Majesté en échange de quoy le Roy cède audit Duc le Droit de Souveraineté qu'il a sur l'emplacement du Château de Bauremont, situé dans le Village Lorrain du même nom.

XII. Son Altesse Royale, en considération du présent Traité, renonce à tous ses Droits & Prétentions sur les fruits & jouissances de tous les Lieux & Pais qui ont été retenus sous la domination de Sa Majesté, & contestés avant 1670. & depuis le Traité de Rytwyck jusqu'à présent, lesquels Lieux & Pais lui sont restitués, ou qu'elle abandonne par le présent Traité, & en fait toute cession & remise à Sa Majesté, à la réserve néanmoins des jouissances & fruits de la Ville & Prévôté de Longwy, dont elle sera indemnisée par Sa Majesté, suivant la Liquidation qui en sera faite par des Commisaires de part & d'autre, à compter depuis l'échange des Ratifications du Traité.

Traité de Ryſwyck juſqu'à celui des Ratifications du preſent Traité, pour parvenir à laquelle Liquidation, le Roy ſera communiquer aux Commiſſaires du Duc, les Comptes, Regiſtres, & autres Enſeignemens qui ont ſervi à la jouiſſance & perception des revenus de ladite Ville & Prévôté de Longwy.

XIII. Moyennant les Ceſſions, Renonciations du Duc, les ajuſtemens, précédens, & en conſideration de tout ce que deſſus, le Roy eſt pour remplir les échanges & équivalens de ladite Ville de Longwy & des Villages & Lieux en dépendans, énoncés en l'Article III du preſent Traité & des Villages dépendans de Phalbourg & Sarbourg, & autres ci-devant énoncés qu'autrement, cede & transporte au Duc tous les Droits de Souveraineté & autres qui peuvent appartenir à Sa Majeſté ſur la Ville & Faubourgs de Ramberviller, ſur les Lieux & Villages de Jeumenuil, Houffmou, Autrey, Saint-Benoît, Bru, Xaſſeviller, Doncières, Noſſoncourt, Menil, Sainte-Barbe, Anglemont, Baſien, & Mearmont, leurs Bars & Pinages, & ſur toutes les Centes, Fiefs, & Lignes y enclavés, leurs appartenances & dépendances compoſant la Châtellenie dudit Ramberviller, ſans en rien excepter, enſemble la Souveraineté ſur les Bois nommez le Grand Bois de la Châtellenie & de Fenne, dont la propriété appartient à l'Evêché de Metz dans l'étendue de ladite Châtellenie de Ramberviller, quoiqu'ils ne ſoient pas compris dans celle des Bars & Pinages des Villages & Lieux ci-devant nommez. Cede pareillement Sa dite Majeſté les Droits de Souveraineté ſur les Villages de Rouille, & Domtaille, avec tous leurs Bars & Pinages, appartenances, & dépendances, ſans en rien excepter, leſquels, quoiqu'ils ne ſoient pas originairement de ladite Châtellenie, y ſont ordinairement annexés, tous leſquels Lieux & Villages, ainſi qu'ils ſont ci-devant nommez & ſpécifiés, appartiendront, à l'avenir, à perpétuité, audit Duc, ſes Hoirs & Successeurs Ducs de Lorraine, en tous Droits de Souveraineté & autres quels qu'ils ſoient qui y appartenoiſſent ci-devant à Sa Majeſté à quelque titre que ce ſoit, enſorte qu'Elle & ſes Rois ſes Successeurs n'y puiſſent deſormais rien prétendre, ſans préjudice néanmoins aux droits de Propriété, Domaines, Revenus, Juſtices, Juſdiſdictions, qui appartiennent dans leſdits Lieux à l'Evêque de Metz & aux autres Vaiſſaux, leſquels leur ſont conſervés en leur entier, à la charge de faire exercer leſdites Juſtices & Juſdiſdictions dans l'étendue de ladite Châtellenie, & d'icelle Rouille & Domtaille, ſous le Reſſort des Cours Supérieures du Duché de Lorraine, par des Officiers réſidens ſous la domination.

XIV. Le Duc poſſédant en tous Droits de Supérieure Territoriale la portion du Marquisat de Nomény qui lui eſt reſtée après le Traité de 1661. & la Châtellenie entière de Hambourg, Saint Avold, Sa Majeſté a déchargé & décharge Sa dite Alteſſe Royale pour raiſon de ladite portion de ce Marquisat, & de ladite Châtellenie entière, leurs appartenances & dépendances, de tous leurs Droits de ſuprême Domaine, Juſdiſction, & autres, que la Couronne de France peut avoir acquis ſur icelles, tant par le Traité de Munſter en 1648. qu'autrement, même ſur les trois Moulins dudit

Saint-Avold & la Cense d'Oderfang dépendant de l'un desdits Moutils, & sur les Villages de Henriville & de haute Vigneulle, en Allemand Oberfilen, qui lui seront remis si fait n'a été, comme dépendans dudit Saint-Avold, desquels Droits de suprême Domaine, Juridictions & autres quels qu'ils puissent être, Sa dite Majesté fait cession & transport audit Duc, pour du tout en l'état qu'il le possède après le Traité de 1661. en jouir par ledit Duc, ses Hens & Successeurs, en toute Souveraineté, comme de son Duché de Lorraine, auquel il devra être incorporé.

XV. Sa Majesté a pareillement déchargé les Villages dépendans de la Terre & Seigneurie de Commercy, & l'Abbaye de Rieval qui y est située, du ressort du Bailliage & Siège Présidial de Vitry, & par appel au Parlement de Paris, auquel ressort ils ont soumis, & de tous autres Droits que Sa Majesté auroit pu y prétendre, dont autant que de besoin, Elle fait toute cession & transport à Sa dite Altesse, laquelle en jouira paisiblement à l'avenir en tous Droits de Souveraineté, comme elle jouit actuellement de la Ville de Commercy & des autres Lieux & Villages dépendans de ladite Terre & Seigneurie en vertu du Traité passé entre le feu Roy & ledit Duc, le 7 May 1707. qui sera au surplus suivi & exécuté comme s'il étoit inféré ici de mot à mot.

XVI Sa Majesté a encore cédé à Son Altesse Royale les Droits de Souveraineté & autres qui lui appartiennent à cause de son Château de Passavant, sur un Fief appartenant aux Sieurs de Grignoncourt & Consors dans le Village Lorrain de Martinville, & sur les dépendances dudit Fief dans ce Village, & sur son Ban & Finage, Sa Majesté déchargeant en outre les Habitans dudit Village de Martinville du Droit de Sauvegarde, de quatre Sols par ménage qu'ils lui doivent à cause de son Château de Passavant.

Demeurera de même cédé au Duc, le droit de Souveraineté appartenant au Roy sur quelques Maisons du Village Lorrain de Boccange, ensemble le Droit que Sa Majesté pourroit avoir sur partie du Territoire dudit Village, sans préjudice néanmoins des Droits qui peuvent appartenir au Seigneur du Village de Burthoucourt du Pais Messin, sur lesdites Maisons, sur les résidens en icelle & même sur ledit Territoire de Boccange si aucun droit il y a, lesquels Droits lui sont conservés en leur entier.

Le Village de Maxey sous Prieur, & la Rue dite la Rue du Fief, dans celui de Pagny sur Meuse, autrement la Blanchecoste, seront restitués au Duc, ayant été justifié que le Duc Charles les possédoit en tous droits de Souveraineté, Justice, & Domaine, en 1670. & longtems auparavant: lequel Village de Maxey, Sa Majesté décharge des Foy & Hommage qui lui en étoient dûs à cause de son Château de Montclair, & les Habitans du même Village, du droit de Sauvegarde de deux Sols par ménage qu'ils doivent audit Château.

Décharge pareillement ladite Rue du Fief de Pagny des Foy & Hommage dûs à Sa dite Majesté à cause de son Château de Vaucouleurs, à condition néanmoins que ladite Rue du Fief sera & demeurera une se
corps

corps dudit Village, faisant partie de la Prévôté de Gondrecourt dépendant du Barrois, & comme telle comprise dans l'Homage dû au Roy par ledit Duc, à cause de Barrois.

XVII. Sa Majesté fera restituer à Son Altesse Royale la Forest de Monderen & celle de Kallenhoven, ayant été justifié que lesdites Forests appartiennent en Souveraineté à la Lorraine, & ne sont dans aucune des dépendances des Villages de la Prévôté de Sierk, ceder à la France par le Traité de 1661, bien entendu que cette remise n'aura lieu qu'après la distraction au profit de Sa Majesté de trois mille Arpens à Elle ceder par l'Article VIII. du présent Traité, & que le Duc sera tenu de fournir, & laisser prendre dans ladite Forest de Monderen & autres de la Domination du Roy. les Usages & Affouages qu'ils peuvent y avoir, comme d'ancienneté suivant leurs Titres ou Possessions.

XVIII. Les Villages de Moulotte, de Mailly, de Leywiller, d'Arianee, & les Censees de Roza, de la Haute Voille, de Bouzonville, de Marien Flosfeldt, & la petite Seigneurie ou Cense de Saint-Martin, située près de Nomeny, qui appartenoient au Duc Charles & qu'il possédoit depuis le Traité de 1661. seront rendus en toute Souveraineté, à Sa dite Altesse Royale.

XIX. La Restitution provisoire que le Roy fit faire au Duc en l'année 1701. des Villages de Bulligny, Bagneux Creuille, Martemont, Aingerey, Tullay aux Grozeilles, Sexel aux Forges, Colombey, Allun aux Berufs, Viterne le Montrot, Crepey Selaincourt, & Manoncourt, dépendans de la Prévôté de Gondreville, & des Villages de Vaxy, l'utigny, Gerbecourt, & Lubecourt qui composent le Val de Vaxy, dépendant de la Prévôté d'Amance, lesquels avoient été retenus sous l'obéissance du Roy depuis le Traité de Paix de Rytwyck, vaudra & tiendra pour définitive, sans qu'à l'avenir Sa dite Altesse Royale doive, ni puisse plus être troublée en la possession de la Souveraineté desdits Lieux, sous quelque prétexte que ce soit.

XX. Sur la difficulté concernant l'état & sujétion personnelle des Curez des Villages ci-après qui restoit indécise depuis les Traitez passés le 2. Octobre 1704. & le 11 May 1705. entre le Sieur de Harrouys, Intendant en Champagne. Commissaire du Roy, & le Sieur de Surain, Conseiller d'Etat, Commissaire du Duc, par lesquels Traitez ils ont procédé conjointement dans les Villages de Burey en Vaux, Radonviller, Goussaincourt, Espiez, Lezeville, d'Airville, & Saint-Germain, dont la Souveraineté est indivise entre Sa Majesté, à cause de ses Prévôtés de Vaucouleurs, d'Antelot, & de Grand, & Sa dite Altesse Royale à cause de ses Prévôtés de Gondrecourt & de Foug, à la reconnaissance des Habitans qui y doivent être Sujets du Duc conformément aux anciens usages y observez. Il a été convenu que lesdits Traitez seront suivis & exécutés, & que pour terminer toute contestation sur le fait desdits Curez, ceux qui sont actuellement pourvus des Cures desdits Villages, sous quelque Domination & en quelque Pais qu'ils soient nés, seront tous réputés, & tenus Sujets du Roy, & que les Curez

qui leur succéderont immédiatement dans lesdites Cures, sous quelque dénomination & en quelque Pais qu'ils soient nés, appartiendront au Duc, & après la mort de ces derniers, leurs Successeurs seront Sujets du Roy, & ainsi alternativement à mesure que les Cures vaqueront, & seront remplies, les Cures appartiendront tantôt à Sa Majesté & tantôt à Son Altesse Royale.

XXI L'Abornement fait par le Gruyer de Coiffy es mois de Novembre & Decembre 1678. Janvier, Avril, & Juin 1679. de la Forest de Passavant en la partie de France, demeure nul & comme non advenu, par rapport aux Limites de ladite Forest vers le Sepcarnion, & en conséquence les bornes qu'il y fit planter sous les nombres 72. 73. 74. 75. 76. 77. 78. 79. 80 & 81 comme aussi celle du milieu de la Verrerie de Saint-Vaubert, autrement dit de Thomas, non désignée dans les Procès verbaux desdits mois, seront retirées & supprimées : ce faisant, le Duc demeurera maintenu en la possession de la Souveraineté de toute l'étendue du Territoire de ladite Verrerie, suivant l'enceinte des anciennes petites bornes marquées de Croix de Lorraine qui y sont jusqu'à l'alignement de la Chapelle de Saint-Vaubert. Ledit Duc demeurera pareillement en possession de la Souveraineté & Propriété du Terrain en nature de Forest qui est à l'Orient du Territoire de ladite Verrerie, jusqu'au Territoire de celle du Morillon, comme faisant ledit Terrain une partie de la Forest d'Attigny jusqu'aux huit anciennes grandes Bornes, commençant la première vers le milieu de l'alignement meridional du Territoire de la Verrerie de Saint-Vaubert, & la dernière à l'extrémité Occidentale du Territoire de la Verrerie du Morillon, laquelle dernière borne fait la separation des trois Provinces de Champagne, de Lorraine, & du Comte de Bourgogne, desquelles huit bornes, ensemble de celles qui separent le Territoire de la Verrerie de Saint-Vaubert du cote meridional, il sera fait visite & reconnaissance par des Commissaires respectifs, qui seront marquer les Armes de France sur lesdites bornes du cote qu'elles regardent la Forest de Passavant, en laissant celles de Lorraine qui se trouveront sur l'autre face, si mieux lesdits Commissaires n'estiment convenir d'y mettre de nouvelles bornes, qui soient parfaitement uniformes & semblables à celles qui furent plantées entre les deux portions de ladite Forest de Passavant par des Commissaires respectifs en 1584 pour servir de limites des Souverainetés.

XXII A l'égard de la partie de Forest appelée vulgairement le Bois du Differend qui ne fut point partagée en 1584 il est convenu que le partage en sera fait par les mêmes Commissaires en deux portions égales, & que celle qui sera joignante à la partie de la Forest de Passavant, tombée au lot de Sa Majesté en 1584. demeurera reunie tant en Souveraineté qu'en Propriété, & l'autre partie appartiendra à Sa dite Altesse Royale, tant en Souveraineté qu'en Propriété à l'effet de quoy il sera mis entre lesdites deux portions du Bois du Differend, des bornes conformes à celles qui furent plantées pour séparer les portions de la Forest de Passavant en 1584.

XXIII. Le Roy donnera ordre, pour faire remettre incessamment audit Duc

Duc, la Ville de Saint-Hypolite, avec ses appartenances & dépendances, comme elle fut remise au Duc Charles après le Traité de 1661. pour en jouir par Sa dite Altesse Royale en tous Droits de Souveraineté, Justice, & Domaine, de même qu'en jouissoit ledit Duc Charles en 1670. & que lui & ses Prédécesseurs en avoient joui auparavant.

XXIV La Forest située sur le penchant meridional du Val de Lièvre appelée Hynderwaldt par les Communautés de Berckheim, de Saint Hypolite, & d'Orschweiler, leur demeurera propre & commune depuis le confluent des deux ruisseaux de Bolembach, en suivant les bornes que l'on y trouve plantées jusqu'à la rencontre d'un Rocher qui est marque d'une Croix au confluent des deux ruisseaux de Watembach & en remontant sur la droite, & le long du ruisseau du grand Watembach, jusqu'à la rencontre du Grand Rocher nommé Reinolstein, autrement Ramelstein, qui est au sommet de la montagne appelée Denckel, autrement Hury, de toutes lesquelles bornes il sera fait une description, Procès verbal, & Carte Topographique, par des Commissaires qui seront nommez de part & d'autre, lesquels pourront encore en faire planter d'autres es Lieux où ils le trouveront à propos & même depuis le confluent des deux Watembachs, jusqu'audit Rocher de Ramelstein, sans préjudice néanmoins aux Droits de paturage que les Habitans de Lièvre ont dans ladite Forest, & à la propriété des Terres ou Prez qui y sont enclavés, lesquels ne sont pas en naturel de Forest, dont ils continueront de tirer librement les fruits, conformément à la Sentence arbitrale datée du Mercredi après le Dimanche de *Jubilato* de l'année 1516

XXV Lesdites trois Communautés de Berckheim, Saint-Hypolite, & Orschweiler jouiront de ladite Forest de Hynderwaldt par indivis, comme elles ont fait ci-devant & jusqu'à présent, & les Officiers de chacune desdites Communautés y auront Jurisdiction en première Instance par prévention les uns sur les autres. Ce faisant, ils auront droit de connoître des méfais, délits, & malversations dont leurs Forestiers auront fait rapport, ou dont ils auront les premiers dressé des Procès verbaux dans le cours de leurs visites. Et en cas d'appellations de leurs Jugemens, elles seront portées par devant les Juges Supérieurs de la Communauté dont les Officiers auront prevenu, en sorte que les appellations des Jugemens, rendus à Saint-Hypolite, seront portées par devant les Tribunaux Supérieurs de Lorraine : tous lesquels Juges supérieurs pourront indistinctement, esdits cas de Ressort, faire les descentes, vues de Lieux, enquêtes, & toutes autres procédures nécessaires dans ladite Forest que le cas requerra, sans pour ce acquies aucune Jurisdiction privative sur icelle, ni préjudicier aux Droits & autorité de l'autre Souveraineté

XXVI. Et en conséquence, la Montagne particulière appelée le Spiedmont par les Habitans de Lièvre, commençant depuis ledit Rocher qui est au confluent desdits deux ruisseaux de Watembach, en remontant l'Occident de celui du grand Watembach jusqu'à la rencontre dudit Rocher du Ramelstein, avec le terrain qui s'étend depuis cet alignement jusqu'aux

bornes séparatives du Ban de Sainte-Croix, Souveraineté de Lorraine, est déclaré appartenir & faire partie du Ban de Lièvre Souveraineté de Lorraine.

XXVII Sa Majesté se déporte des prétentions mises depuis peu sur Sainte-Marie-aux-Mines, & le Val de Lièvre en la partie appelée de Lorraine, sur la Seigneurie de Tanviller & dépendances, sur la Seigneurie du Dotal, & sur le Village de Manonviller, à l'exception de quelques maisons situées dans ce dernier Village, qui dépendent de la Seigneurie de Herbeviller Lanoy, Evêché de Metz, de tous lesquels Lieux Son Altesse Royale continuera de jouir comme ci-devant en tous Droits de Souveraineté, sans aucune réserve, & sans pouvoir Elle ni les Successeurs y être troublés à l'avenir sous quelque prétexte que ce soit, le tout néanmoins sans préjudice des Droits des Seigneurs particuliers sur quelques-uns d'entre Lieux, lesquels leur demeurent conférés en leur entier.

XXVIII Les Evêques de Metz, Toul, & Verdun, prétendant que les Ducs de Lorraine possèdent depuis long-temps plusieurs Terres & Fiefs situés dans les Etats d'entre Ducs, lesquels Fiefs & Terres proviennent originairement du temporel d'entre Evêchez, dont les anciens Ducs de Lorraine ont prêté foy & hommage auxdits Evêques, ils ont demandé la conservation d'entre dites foy & hommage, & Son Altesse Royale ayant soutenu que par le Traité du dernier Février 1661 Article XIX le Duc Charles ayant été remis & rétabli dans la possession & jouissance de tous les autres Etats & Seigneuries qui lui furent lors restitués, même des Villes, Places, & Paus qu'il avoit autrefois possédés dépendans d'entre trois Evêchez, & généralement tout ce dont le dernier Duc Henry jouissoit lors de son décès arrivé en 1644. & qui pouvoit lui appartenir à titre de Succession, échange, ou acquisition, à la réserve de ce qui par le même Traité a été incorporé à la Couronne de France, & ce pour en jouir par ledit Duc Charles en tous Droits de Souveraineté, Justice, & Domaine en la même manière que ledit Duc Henry en jouissoit, sans que ledit Duc Charles ny les Successeurs y puissent être troublés sous quelque prétexte que ce soit, & sous les autres conditions portées par ledit Article XIX. Qu'ainsi le Duc régnant ne pouvoit être tenu à cet égard que comme le Duc Charles son grand Oncle l'a été en vertu dudit Article XIX il a été convenu & arrêté par le présent, que ledit Duc & ses Successeurs Ducs de Lorraine seront seulement à l'avenir obligés & tenus de prêter & faire les foy & hommage auxdits Evêques pour les Terres & Fiefs situés dans les Etats qui peuvent provenir du temporel d'entre Evêchez, & dont ledits Evêques justifieront que le Duc Henry ou le Duc Charles leur auront rendu & prêté les foy & hommage, lesquels Sdite Altesse Royale, & les Ducs ses Successeurs seront tenus de rendre, comme les Ducs Henry & Charles ont fait.

XXIX En conformité de l'Article XXXV. du Traité de Ryswyck, les Bénéfices Ecclesiastiques qui ont été conférés par Sa Majesté jusqu'au jour de la signature du présent Traité dans les Lieux que Sa Majesté fera remettre à la Lorraine, comme étant de son ancienne dépendance, seront laissés

aux Possesseurs modernes qui les ont obtenus. Il en sera usé de même & réciproquement dans les Lieux retenus, cédés, & incorporés à la Couronne de France, & dans ceux cédés à la Lorraine par le présent Traité, dans lesquels Sa Majesté & son Altesse Royale Royale de chacun dans la Domination respectivement, pourront exercer les Droits de Patronage, Nomination, & autres, que l'un ou l'autre des deux Souverains y ont exercés, lesquels leur demeureront transférés avec lesdits Pais, pour eux & leurs Successeurs.

XXX. Pour maintenir la tranquillité entre les Sujets des Pais & Lieux qui par le présent Traité doivent passer de la Domination de Sa Majesté sous celle de son Altesse Royale à titre de Restitution, il est convenu que l'Article XXXVI dudit Traité de Ryswyck sera exécuté à leur égard, ce faisant, que toutes les Procédures, Sentences, Decrets, & autres Actes faits & rendus par les Tribunaux, Juges, & autres Officiers de Sa Majesté au sujet des différends & actions jugés définitivement, tant entre les Sujets des deux Souverains qu'entre, du temps que Sa Majesté a possédé ledit Pais & Lieux jusqu'au jour des Ratifications du présent Traité, auront lieu & sortiront leur plein & entier effet, de même que si Sa Majesté en étoit restée en possession, & il ne sera point permis de révoquer en doute lesdits Actes, Sentences, & Decrets, de les annuler, ou d'en retarder ou empêcher l'exécution, mais il sera libre aux Parties d'avoir recours à la révision des Procès, selon l'ordre & la disposition des Loix & Ordonnances du Pais, les Sentences, & Jugemens n'en restant cependant en leur force & vigueur, de même que les Lettres de Justice & de Grace, même de Retrait féodal, que Sa Majesté peut avoir accordées.

XXXI. Et quant aux Procédures, Sentences, ou Jugemens qui pourroient avoir été faits & rendus, soit avant ou depuis le Traité de Ryswyck, à l'occasion des Lieux qui dépendoient ci devant des Etats du Duc, & que Sa Majesté lui fait rendre, par lesquelles Procédures, Sentences, ou Jugemens, les Droits que ledit Duc peut avoir par devers lui en plusieurs Causes auroient été blessés, l'Article XLII dudit Traité de Ryswyck sera exécuté comme s'il étoit inséré ici de mot à mot.

XXXII. Dans tous les Pais, Villes, Villages, & Lieux cédés, échangés, ou rendus par le présent Traité, les Vassaux, Sujets, ou Habitans de quelque qualité & condition qu'ils soient, sans aucune réserve, demeureront du jour de l'échange des Ratifications du présent Traité déchargés, quittes, & absous des foy, hommage, serment de fidélité, obéissance, Services, Juridictions & Subjections dont ils étoient tenus précédemment envers celui des Souverains qui les cède, échange ou rend, & ils passeront immédiatement sous la foy, hommage, serment de fidélité, obéissance, service, Jurisdiction, & Domination de l'autre Souverain, sous lequel ils doivent rester par le présent Traité, & de ses Successeurs à perpétuité, sans que l'autre Souverain ni ses Successeurs y puissent à l'avenir rien prétendre, sous quelque prétexte que ce puisse être, dérogeant l'un & l'autre respectivement à cet effet à toutes Loix, Coutumes, Statuts, Constitutions, & Ordonnances, même qui au-

roient été confirmés par serment faisant au contraire, auxquelles & aux clauses dérogatoires, & aux dérogatoires des dérogatoires, il est expressement dérogé par le présent Traité, excluant à perpétuité toutes exceptions sous quelques raisons & prétexte quelles puissent être fondées, & en conséquence celui des deux Souverains auquel lesdits Lieux, Villes, Villages, & Pais, Vassaux, Sujets, & Habitans devront appartenir par le présent Traité, pourra, en vertu d'iceluy, s'en mettre en possession sans avoir besoin d'autre formalité, si bon luy semble; bien entendu néanmoins que tant à l'égard de Ramberviller, sa Châtellenie & dépendances, & autres Lieux, qui par le présent Traité passent sous la Domination dudit Duc, que des Lieux de l'ancienne dépendance de Lorraine qui sont restitués, l'Article XXXIV du Traité de Ryswyck aura lieu, & sera exécuté comme s'il étoit inséré ici de mot à mot; ce faisant, les Troupes de Sa Majesté qui vont dans les Places frontières, ou qui en reviennent, auront le passage sûr & libre dans lesdits Lieux & Pais, de même que dans le surplus des États de Sadite Altesse Royale, en la manière portée audit Article XXXIV.

XXXIII. Par l'Article XL du Traité de Ryswyck, ayant été stipulé que l'on conservera entre la Lorraine & les Evêchez de Metz, Toul, & Verdun, l'ancien usage & liberté de commerce qui doit dorénavant être exactement observé avec avantage réciproque des deux Parties, il a été jugé à propos, pour l'utilité commune desdits Evêchez & de la Lorraine, d'expliquer par le présent Traité plusieurs Points, & de régler les difficultez à l'occasion de l'ancien usage & liberté de commerce entre ces deux Pais, même d'ajouter audit Article du Traité de Ryswyck concernant cette manière, afin que la réciprocité qui a été l'objet desdits Usages & des Concordats, soit encore mieux entretenue, ainsi qu'il sera porté par les Articles suivans.

XXXIV. En exécution des mêmes Concordats & des Privilèges respectivement accordez pour le Commerce entre les Villes & Evêchez de Metz, Toul, & Verdun, & leurs Territoires, & les États de Lorraine, Terres & Pais appartenans au Duc, il y aura une entière liberté de commerce & de communication réciproque entre les deux Pais pour y faire entrer, vendre, & débiter, ou simplement passer, traverser, & sortir toute sortes de denrées, vivres & marchandises du cru ou de la fabrique desdits deux Pais, à la charge de satisfaire aux Péages anciens seulement, tels & en la manière déclarée es Articles suivans, sans qu'il puisse à l'avenir être demandé ny levé de part ny d'autre aucuns autres Droits, quels qu'ils puissent être, au préjudice de ladite liberté de Commerce pour le besoin & pour la consommation mutuelle desdits deux Pais.

XXXV. Les Habitans des mêmes Pais pourront encore réciproquement y faire entrer, vendre, & débiter, ou simplement passer, traverser, & sortir des denrées, vivres, & marchandises provenans des Manufactures & États Etrangers, en satisfaisant aux anciens Péages, comme en l'Article précédent. Et en cas de marchandises étrangères, dont l'entrée, l'usage, ou le Com-

merce

seroient prohibez, dans l'une ou dans l'autre des deux Dominations, elles y pourront passer debout, traverser, & sortir, observant les conditions & précautions exprimées es Articles 58. 59. 60. 61. 62. & 63. du présent Traité, & toujours en satisfaisant aux anciens Péages.

XXXVI Ce qui est porté par les deux Articles précédens sera observé pareillement pour & dans les Villes & Lieux faisant partie de la Généralité de Metz, qui ont été cédés à la Couronne de France, soit par l'Espagne dans le Traité des Pyrénées du 7 Novembre 1659. soit par le Duc Charles de Lorraine dans le Traité de Vincennes du dernier Février 1661 soit par Son Altesse Royale dans le Traité de Ryswyck du 30 Octobre 1697. & dans le présent, toutes lesquelles Villes & Lieux étant limitrophes, enclavés, ou voisins des Etats du Duc, participeront à la liberté, reciprocité, & mutuelle communication en la manière ci-devant énoncée : bien entendu que les Villes, Lieux, & Pais dépendant de l'Intendance de Champagne, qui sont pourtant de la Généralité de Metz pour le fait des Impositions ordinaires, demeurent exceptés, comme du passé, du bénéfice desdits réciprocaré & Concordats.

XXXVII Tous lesdits Sujets de part & d'autre pourront librement & en tout tems tirer & transporter les fruits, vivres, & denrées de leur cru & Commerce de l'un desdits Pais à l'autre, excepté en cas de disette si considérable, que si les Fermiers ou Cultivateurs des heritages payant à leurs Majestés en grains le prix de leurs baux ou administrations vulgairement appelée Canon, il ne rellat pas auxdits Fermiers des grains en suffisance pour réensemencer les Terres affermées. en ce cas les Propriétaires seront obligés de leur laisser les semences nécessaires, sauf à les reprendre par préférence & privilège à la recolte suivante.

XXXVIII Pourront aussi les Sujets des deux Pais, acheter, commercer, & transporter toutes espèces de fruits, vivres, & denrées autres que de leur cru & con cru reciproquement, comme bon leur semblera, à condition néanmoins qu'en cas de disette considérable, il ne leur sera pas permis de faire sortir desdits deux Pais les choses nécessaires à la vie, qu'ils y auront achetée ou commerce pour les envoyer dans aucuns autres Pais quels qu'ils soient, lesquels Pais, audit cas de disette, sont par le présent Traité, réputés étrangers par raport aux Pais de la Généralité de Metz, compris dans le présent Traité, & aux Etats de Sa dite Altesse Royale, l'intention de ce concert de Reciprocité, n'étant que pour subvenir en cas de disette aux besoins, & à la conformation naturelle desdits deux Pais.

XXXIX Les Habitans desdits Pais auront la faculté de transporter d'un Pais à l'autre franchement & librement en tout tems, même en cas de disette, les gerbes de grains, les foins, les raisins ou vendanges, & autres Fruits qu'ils recueilleront en espèce sur les heritages dont ils sont Propriétaires, Fermiers ou Cultivateurs, situés dans les Bans & Finages dépendans de l'un ou de l'autre Pais, lorsque lesdits heritages seront partie & seront dans la proximité des Metairies, Fermes, Gages, & Terres dont le corps ou le gros sera situé en celui de l'autre Etat ou Pais où reside le Sujet qui en voudra

dra faire le transport, sans que pour raison d'icelui, il puisse être assujéti à aucune sorte de droit.

XL. La même liberté & faculté subsistera pour tous les fruits, vivres, & denrées que les Sujets de chacun desdits Etats & Pais auront de leur cru & con cru es biens qui leur appartiennent, ou qu'ils tiendront à ferme ou à loyer dans le district du Territoire particulier où ils feront leurs résidences, lesquels fruits, vivres, & denrées ils pourront librement transporter d'un lieu dudit Pais à l'autre, quand bien même dans ce transport ils passeroient accidentellement sur quelques parties du Territoire de l'autre Etat & Pais, comme Territoire emprunté, sans que pour raison de ce passage, il puisse être exigé aucun droit quel qu'il soit.

XLI. Il a été convenu que les anciens Péages des Etats & Pais du Duc de Lorraine sont les droits de Haut-conduit spécifiés dans la Déclaration du mois d'Août 1704 fondée sur les anciennes Ordonnances, Règlemens, & Tarifs de ses Prédecesseurs, suivant laquelle Déclaration tous lesdits Sujets de la Généralité de Metz compris au présent Traité, payeront le Droit de Haut-conduit à la réserve de ceux qui seront compris dans les Articles 43. 44. 45. 46 & 47 ci-après, qui ne le payeront que suivant les modifications y énoncées, & en conséquence les Bureaux établis tant avant que depuis ladite Déclaration, & tous les autres que Sa dite Altesse Royale & ses Successeurs ou leurs Fermiers Généraux trouveront à propos d'établir ou de changer dans la suite pour la perception desdits Droits subsisteront, à condition toutefois que le Droit de Haut-conduit ne sera levé qu'une seule fois dans chacun des cinq Districts ou Departemens qui font la division de son Pais, conformément à ladite Déclaration, au moyen de quoi il ne sera donné aucun empêchement aux Voituriers ou Conducteurs de marchandises ou denrées sujettes à ce Droit, lorsqu'ils l'auront payé au premier Bureau du District où ils passeront, en représentant aux Commis des autres Bureaux du même District sur la route, l'acquit de paye du Bureau où ils auront acquitté le Droit.

XLII. Les acquits de paye de Haut-conduit seront expédiés sous les noms des Voituriers & Conducteurs desdites marchandises & denrées, & il ne sera délivré qu'un acquit pour toutes celles qui seront comprises dans une seule Lettre de Voiture, & sous la conduite d'un même Voiturier.

XLIII. Les Traitez & Conventions passés en 1614. 1615. & autres années entre les Evêques de Metz & les Ducs de Lorraine, sont confirmés, par le présent, & en conformité de ce qui y est porté, les Sujets & Habitans de l'Evêché de Metz, seront exempts des Droits de Haut conduit pour tous les grains, foin, pailles, & bois provenant de leur cru & con cru, soit en les transportant des Pais du Duc dans ledit Evêché, pour les y consommer, soit dudit Evêché dans les Pais de Sa dite Altesse Royale pour les y commercer, mais ils seront seulement assujétis au Droits de Haut-conduit pour les fruits, denrées, & effets qui leur proviendront d'achat, Commerce, Ferme, ou adjudication qu'ils auront faits tant dans lesdits Pais de

de l'Evêché & de Lorraine que hors d'iceux, suivant les Tarifs reglez par lesdits Traitez pour les Districts de Chateaulain, de Nancy & de Salin l'Étape, y énoncéz sous les dominations de Saône, Dinouville, & de Dompreure, & ce pour les choses marquées auxdits Tarifs seulement.

XLIV. Tous les Sujets & Habitans de la Ville de Châlons, des Villages & dependances de la Principauté dudit Phalibourg, cedez au Roi tant par ledit Traite du dernier Fevrier 1661 que par le present, les Habitans de la Ville de Saarbourg, des Villages de Niederwiler & autres compris dans la route de Metz audit Phalibourg, formee en execution du meme Traite de 1661. sont tous participants des distinctions & avantages acquis dans les Etats du Duc aux Sujets & Habitans de l'ancien Territoire de l'Evêché de Metz, par les Conventions d'entre les Evêques de Metz & les Ducs de Lorraine, moyennant quoi la reciprocité y stipulée en faveur des Sujets desdits Ducs, dans ledit Evêché de Metz, sera a leur egard pareillement pratiquée dans lesdites Villes & Lieux de Phalibourg, Saarbourg, Niederwiler, & autres énoncéz au present Article.

XLV. Les Bourgeois & Habitans de la Ville de Toul & Pais Toullois, demeureront exempts & déchargés des Droits de Haut-conduit, de Saint Epre, dont le Bureau est transferé a Gondreville dans tout son District pour toutes sortes de Fruits, Denrées, & Marchandises necessaires a leurs propres besoins, & consommation, dans ladite Ville & Pais Toullois. Seront encore lesdits Bourgeois & Habitans exempts de tout Droit de Haut-conduit dans les quatre autres Districts pour les Fruits & Denrées de leur cru, & concrets, qu'ils transporteront desdites Villes de Toul & Pais Toullois dans les Etats de Sa dite Altesse Royale, pour y être pareillement consommés mais les Bourgeois & Habitans de la Ville & Pais Toullois resteront comme du passé sujets au Droit de Haut-conduit pour les Fruits, Denrées, & Marchandises qu'ils feront passer par les Etats du Duc pour les transporter ailleurs que chez eux, & reciproquement les Sujets de Son Altesse Royale payeront les anciens Droits a Toul & Pais Toullois dans ce dernier & pareil cas.

XLVI. Il ne sera exigé ni perçu aucun Droit de Haut-conduit sur les menues Denrées qui seront portées en la Ville de Verdun pour y être consommées, soit qu'on les porte à bras ou à hottes, ou qu'elles y soient voiturees par Chersaux, Asnes, Chars, & Charettes, comme Branle, Charbon, Fagots, Bois de Chauffage, Volailles, Poissons, Pommes, Poires, & autres menues fruits qui paroîtront visiblement être destinez à l'usage des Bourgeois & Habitans de la même Ville.

XLVII. Et en ce qui concerne les anciens Droits, que les Sujets dudit Duc seront obligés & tenus de payer dans les trois Evêchez & autres Villes & Lieux de la Généralité de Metz, compris au present Traite, lesquels Droits il est necessaire de constater pour prevenir toutes difficultez tant par rapport aux origines & aux differens établissemens desdits Droits, qu'aux époques des anciens Concordats, il a été convenu que pour les Villes & Lieux des trois Evêchez & Terre de Gorze, ces Droits seront fixés & arrêtés sur le pied de l'usage de l'année 1600. dont on dressera des Tarifs par

Commissaires de part & d'autre sur les Titres, Documents, Registres, & Enseignemens ou usage à rapporter par les Villes & Lieux des trois Evêchez & de la Terre de Gorze

Et à l'égard des anciens Droits du Roi, ou des Villes dans les Pais & Lieux cedez par l'Espagne à la Couronne de France, & qui sont joints à la Généralité de Metz, ils seront fixés à l'époque de l'année 1642. sur les Titres, Registres, Tarifs, Enseignemens, & Usages à rapporter par les Fermiers du Roi, leurs Préposés ou Commis, & par les Officiers des Villes.

Au cas qu'il plaise au Roi de faire ci-après percevoir les anciens Péages de Lorraine dans lieux cedez à Sa Majesté par les Ducs, ils seront fixés comme il ensuit dans les Villes de Longwy, Marville, Saarlouis, & Sierck, & Villages & Lieux en dépendans, qui y sont sous la domination de France. Sçavoir que les Sujets de Lorraine résidans dans le District ou Département dud' Haut-conduit du Barrois, ne payeront point le Droit du Haut-conduit dans Longwy, Marville, & dépendances, & réciproquement les Sujets du Roi desdites Villes de Longwy, Marville, & dépendances, seront exempts du Haut-conduit du Barrois dans tout son District, mais le surplus des Sujets du Duc venant d'icelles Villes de Longwy, Marville, & dépendances, payeront le Haut conduit du Barrois.

Les Sujets de Sa dite Altesse Royale, résidans dans l'étendue du Haut-conduit de Châteaufalin, ne payeront pas le Droit d'icelui dans les Villes de Saarlouis, Sierck, & leurs dépendances, & réciproquement les Sujets du Roi desdites Villes de Saarlouis, Sierck, & dépendances seront exempts du Droit de Haut-conduit de Châteaufalin dans tout son District, mais le surplus des Sujets de Lorraine venant d'icelles Villes de Saarlouis, Sierck, & dépendances, payeront le Haut-conduit de Châteaufalin, le tout suivant que les Droits de Haut conduit du Barrois & de Châteaufalin sont énoncés dans la Déclaration de Lorraine du mois d'Août 1704. à l'exception néanmoins des cas portez aux Articles XXXIX. & XL. du présent Traité, pour lesquels les Sujets des deux Souverains demeurent réciproquement exempts de tous Péages & Droits.

XLVIII. Les Sujets de Son Altesse Royale, qui voudront déposer leurs Bois sur le Port de la Rivière de Moselle près la ville de Toul, y payeront les Droits de la Ville sur ledit Port, tant & si long-tems qu'il voudront s'en servir seulement.

XLIX. Outre les Droits anciens de Lorraine ci-devant spécifiés, que les Sujets des trois Evêchez & des Pais dépendans de la Généralité de Metz, compris dans le présent Traité, doivent payer dans les Etats du Duc, ils seront encore obligés de payer tous les autres Droits y établis, soit d'entrée & issue foraine, de traversée, & autres pour les vivres denrées & marchandises qui ne seront destinés à leurs besoins & consommations naturels, mais dont ils feront Commerce, & qu'ils voudront transporter ailleurs que dans ledits Pais de la Généralité de Metz.

L. Le Traité ou Concordat du 18. Juin 1674. subsistera selon sa forme & teneur, & demeurera commun avec tous ledits Sujets, lesquels en con-

sequence seront obligez de prendre des acquits à caution dans les Bureaux où ils chargeront s'il y en a d'établis, sinon au premier Bureau plus prochain de leur passage, pour les vires, denrées, & marchandises qu'ils destineront à l'usage, & consommation de l'un ou de l'autre desdits deux Pais, lesquels acquits à caution seront expédiez sans débail, sous le nom de chaque Propriétaire & Marchand qui sera entré, passer, ou sortir lesdits vires, denrées, & marchandises, & son sous le nom des Voituriers & Conducteurs d'icelles. Pour l'effet duquel acquit à caution, ils donneront p-ces ou caution de renvoyer dans quinze jours ou trois semaines au plus tard lesdits acquits, certifiés par l'un des Officiers qui sera commis à ce sujet dans chacun Hôtel de Ville desdits Etats & Pais, & par le Maire ou principal Officier des Bourgs, Villages, & autres Lieux où les déchargemens auront été faits, portant que les vires, denrées, & marchandises mentionnées & déclarées edits acquits à caution, y auront été déchargées pour y être distribuées sans fraude, & sera l'emolument des Commis des Bureaux fixé à quatre gros, faisant trois sols tournois pour la délivrance, réception, & décharges de chacun desdits acquits à caution.

LI Les Habitans de l'Evêché de Metz seront, suivant le Traité du 25. Septembre 1610 dispensés de prendre dans les Etats du Duc des acquits à caution en la forme portée en l'Article précédent, de même que ceux de la Principauté de Phalsbourg, de Saarbours, Niderswiller, & des Lieux compris en la route de Metz à Phalsbourg réglée en exécution du Traité de 1661 à la charge néanmoins de donner par les uns & par les autres aux Commis du premier Bureau des Etats de Lorraine où ils chargeront, ou dans le plus prochain de leur passage, un Certificat écrit & signé d'eux ou d'un Tabeillon, portant déclaration de la quantité & qualité des denrées & marchandises sujettes ausdits impôts qu'ils y auront chargées, ou fait passer pour les transporter dans les Terres de l'Evêché de Metz, Principauté de Phalsbourg, Saarbours, Niderswiller, & au res Lieux de ladite route, avec promesse de rapporter temoignage d'un Officier de l'Hôtel de Ville ou de Justice, dans quarante jours, d'y avoir conduit & déchargé lesdites denrées & marchandises, moyennant lequel Certificat le Commis du Bureau Lorrain leur délivrera un Passavant sans frais, qui sera renvoyé avec ledit Certificat & Temoignage de déchargement.

LII Les Sujets des trois Evêchez & des Pais de la Généralité de Metz, ci-devant désignez, qui seront embarquer au Croine de Nancy, & voiturier par eau dudit Nancy à Metz des effets, denrées, & marchandises, seront tenus, outre les Droits du Haut-conduit de Nancy & des autres Districts, selon les différens cas ci-devant expliqués & déterminés, de payer encore pour le Droit du Croine, ce qui est porté au Tarif de 1686 ainsi que le payent les propres Sujets du Duc & tous autres, moyennant quoi lesdits Sujets des trois Evêchez & des Pais de la Généralité, ne payeront pas le Haut-conduit du Barrois, en passant par eau es Villes & Lieux où la Rivière de Moselle touche aux Terres du Barrois entre Nancy & Metz.

LIII. Il en sera de même pour les effets, denrées, ou marchandises que

les mêmes Sujets feront embarquer à Metz pour les amener sur ladite Rivière à Nancy, pour lesquelles ils ne payeront rien en passant sur le District du Haut-conduit du Barrois, mais ils payeront le Haut-conduit de Nancy, & le Droit de Croise en y arrivant.

LIV A l'égard des effets, denrées, & marchandises, que les mêmes Sujets voudront embarquer sur la Moselle dans les Lieux du District du Haut-conduit du Barrois qui sont entre les Villes de Nancy & de Metz, ou qui après avoir été embarquez à Nancy ou à Metz seroient déchargés en chemin dans l'étendue du même District du Haut-conduit du Barrois, lesdits Sujets seront obligés de payer le Droit dudit Haut-conduit du Barrois par rapport aux Chars, Charettes, & chevaliers qui auront transporté ledits effets, denrées, & marchandises sur ou depuis les bords de ladite Rivière, à la réserve néanmoins que pour les denrées provenant du cru & con cru des Habitans de l'Evêché de Metz, Principauté de Phalsbourg, de Sarbourg, Niederwiller, & autres Lieux de la Route de Metz à Phalsbourg, destinées à leur consommation, pour lesquelles, suivant les articles 43. & 44 ci-devant, ils sont exempts de payer aucun Haut-conduit, ils seront au cas susdit pareillement dispensés de payer celui du Barrois, il en sera de même pour les Habitans des Villes de Longwy, Marville, & dépendances, lesquels suivant l'Article XLVII. ci-devant, sont exempts du Haut-conduit du Barrois.

LV La Situation des trois Evêchez & des Etats du Duc, leur voisinage & enclaves mutuels, les alliances des Familles, la conformité des mœurs & presque des Loix, & autres considérations, ayant ci-devant donné lieu à établir, de l'autorité & agrément des deux Souverains, une reciprocité d'Hypothèques des Actes publics passés dans l'un & dans l'autre Pais, qui subsiste entre plusieurs parties d'iceux à l'avantage des Sujets il a été convenu que cette reciprocité d'Hypothèques sera étendue pour l'avenir dans toutes les parties des Pais de la Generalité de Metz comprises en ce Traité, & dans toutes les parties des Etats dudit, & en conséquence que tous les Actes publics, soit Arrêts, Jugemens, Sentences, Contrats, & tous autres instrumens qui seront ci après passés par ou devant les Tribunaux & Officiers de Justice temporelle, Notaires, Tabellions, Gardiennotes, & Greffiers dedit deux Pais, emporteront reciproquement pareilles Hypothèques dans les mêmes Pais & villes qu'ils les auroient selon les Loix dans les Lieux ou ces Actes auroient dû être passés naturellement avant la présente Convention, à condition néanmoins que les Droits de Seaux, ou de Bullete, dûs pour les Contrats réels, seront payés dans les Lieux ou seront situés les héritages, & biens fonds qui auront donné lieu aux Contrats & Actes.

LVI Au surplus, tous les autres Traitez ou Concordats, ci-devant faits entre lesdits Etats & Pais, seront observés & exécutés en ce qui ne s'y trouvera pas de changé ou déroge par le présent.

LVII Les Sujets du Roi de la Prévôté de Vaucouleurs & dépendances, ne payeront aucun Droit, pas même de Haut-conduit, pour les denrées & marchandises provenant des Terres de la Domination de Sa Majesté,

jesté, qu'ils seront passer & traverser sur celles du Duc pour la consommation de ladite Prevôté & dépendances, non plus que pour celles qu'ils transporteront de ladite Prevôté & dépendances dans lesdites Terres du Roi, & réciproquement les Sujets de Son Altesse Royale ne seront tenus de payer aucun droit dans ladite Prevôté & dépendances pour le passage & la traversée qu'ils y feront de leurs denrées & marchandises provenant des États dudit Duc, & qu'ils y porteront pour leur consommation.

LVIII Les Sujets du Duc ou autres lesquels venant des Pais Etrangers dans ceux de Sa dite Altesse Royale, auront à emprunter les Terres des États & Pais de la Généralité de Metz compris en ce Traité, pour conduire & voiturier dans lesdits États du Duc des marchandises des Indes, de la Chine, du Levant, & autres Pais ou Manufactures Etrangères dont le Roi a jugé à propos de défendre l'entrée, le port, l'usage, débit, & Commerce dans ses États, par Arrêt de son Conseil du 2^e Aout 1709 & autres que Sa Majesté & ses Successeurs pourroient défendre à l'avenir, seront tenus de déclarer à la première Villon ou Lieu de la Domination de France sur leur passage au Bureau des Fermes, s'il y en a, & s'il n'y en a pas, au Commis ou Preposé dans chacun des Lieux ci-apres spécifiés, le nombre des Tonneaux, Balots, Caisses, ou Paquets contenant lesdites Marchandises qu'ils auront à faire passer, traverser, & passer sur lesdites Terres de la Généralité de Metz, & les y faire plomber, afin que pendant ledit transport, il ne puisse rien être tiré desdits Tonneaux, Balots, Caisses, ou Paquets. Ils seront en outre tenus d'y prendre un Acte ou Acquit à caution, par lequel le Marchand ou Voiturier desdites Marchandises s'obligera de rapporter ou renvoyer dans quarante jours au même Bureau, Preposé ou Commis, un Certificat écrit au dos dudit Acte ou Acquit à caution, par lequel le principal Officier de l'Hotel de Ville ou du Lieu des Pais du Duc pour lequel les Marchandises seront destinées, certifiera qu'elles y auront été déchargées avec les plombs entiers & en bon état, & à faute par les Marchands ou Voituriers de satisfaire aux formalités du présent Article, ils seront condamnés en cinq cents Livres d'amende, & lesdites Marchandises detainues, ensemble les Chevaux & équipages qui les auront conduits, déclarés acquis & confisqués au Roy.

LIX Lesdits Marchands ou Voituriers seront obligés, s'ils en sont requis, de représenter aux Commis des autres Bureaux de Sa Majesté, s'il y en a sur leur passage, lesdits Tonneaux, Balots, Caisses, ou Paquets plombés en bon état, & leur Acquit à caution sur lequel lesdits Commis mettront leur Visa, si bon leur semble. Lesdits Marchands ou Voituriers seront encore pareilles représentations, s'ils en sont requis en chemin par les Commis Ambulans ou Rouans en Campagne pour le service des Fermes de Sa Majesté, sans obligation néanmoins de prendre leur Visa.

LX Si par cas fortuit lesdits Marchands ou Voituriers se trouvent obligés de séjourner ou de décharger lesdites Marchandises en route, il leur sera permis de le faire, à condition de les déposer dans les Bureaux des Fermes du Roy, s'il y en a dans le lieu, sinon dans le poids des Villes & Lieux publics.

publics où l'on a accoustumé de déposer les Marchandises, & à défaut de Lieux publics destinez à cet effet, ils les déposeront chez un notable Habitant, & en feront sur le champ leur Déclaration aux Subdélégués de l'Intendance de Metz, dans les Villes où il y en aura, sinon au Syndic, Mayor, ou principal Officier du Lieu qui leur en donnera Acte.

LXI. Lesdits Marchands ou Voituriers ne seront obligés de payer aucune chose pour la fourniture des cordes ou ficelles, plombs, fabrication ou impression d'endits plombs, non plus que pour la confection, expédition, & réception d'endits Acquits à caution & Visa d'iceux, ni même pour lesdits Certificats ou Actes de dépôt en cas fortuit, à tout quoi les Commis des Bureaux de Sa Majesté & autres Préposés, ensemble les Officiers, seront obligés de fournir & vaquer incessamment avec diligence & de bonne foi, en sorte que lesdits Marchands & Voituriers n'en reçoivent aucun retardement ni intérêt par affectation.

LXII. Et pour plus ample explication de l'Article LVIII ci-devant, les Lieux, où lesdits Marchands & Voituriers devront faire leur Déclaration & plomber, seront quant à présent les ci-après nommez, savoir, dans la route de Verdun, le premier Bureau sera réputé à Coulonvoy, Mouzon, & Verdun, au choix d'endits Marchands & Voituriers, & comme la Ferme générale de France n'a aucun Bureau dans les routes ci après, il a été convenu que pour lesdites Routes, il sera établi par le Sieur Intendant de Metz des Commis ou Préposés, pour recevoir les Déclarations & plomber, savoir, pour la route d'Arlon, un en la Ville basse de Longwy; pour la route de Luxembourg, un dans la Ville de Thionville; pour la route par en sur la Saare, un à Valdevrange; pour la route de Sarbruck, par Saint-Avold & Pont de pierre, un, au Village de Theting; pour la route de Francfort à Metz, un en la Ville de Metz, & à l'égard de la route de Vic, pour la haute Lorraine, un en la Ville de Vic, sauf à fixer encore ci-après de concert d'autres lieux pour déclarer & plomber, ou à en changer par réilement quelques-uns de ceux ci-dessus énoncés, s'il est jugé nécessaire.

LXIII. Lesdits Marchands & Voituriers ne pourront être réputés en fraude avant que lesdits Bureaux ou Préposés soient établis, & en état de plomber, & après qu'ils l'auront été, lesdits Marchands & Voituriers ne seront censés être en fraude, quelques routes qu'ils aient tenues, qu'après qu'ils auront passé les detroits des Lieux de l'établissement d'endits Bureaux ou Préposés, sans y avoir fait Déclaration & plomber, mais s'ils sont rencontrés après en avoir passé le detroit, sans y avoir fait Déclaration & plomber leurs Tonneaux, Balots, Cussis, & Paquets de Marchandises défendues, ou si les plombs s'en trouvent altérés ou rompus, lesdits Marchands & Voituriers seront réputés en fraude & sujets aux peines déclarées en l'Article LVIII ci-devant.

LXIV. En cas que dans la suite Son Altesse Royale ou les Ducs ses Successeurs trouveroient à propos de défendre dans leurs Etats & Pais certaines espèces de Marchandises, les Marchands ou Voituriers Sujets du
Roy

Roy, ou autres qui voudroient y en faire passer & traverser seront obligés aux mêmes précautions que celles ci-devant énoncées, à l'effet de quoy l'on conviendra pour lors de bonne foy, par Commissaires respectifs, des Bureaux où elles seront déclarées & plombées, sous les mêmes peines.

LXV. Les délits & méfus commis es Bois & Forêts appartenans au Duc situés dans l'Evêché de Metz, seront, conformément aux Concordats passés entre les Ducs de Lorraine, & les Evêques de Metz, es années 1603 1615. 1611. & autres, poursuivis & jugés sans appel par devant les Juges communs du S^{eu}r Evêque de Metz, ou de ses Vassaux d'une part, & un Officier des Salines de Lorraine chacun dans son District, d'autre part, sans qu'aucun autre Tribunal supérieur ou inférieur, quel qu'il soit, puisse en connoître, sauf aux Parties, dans le cas de dény de Justice ou de nullité de Jugemens, à se pourvoir en recours par devant les Commissaires qui seront nommez par Sa Majesté & par Son Altesse Royale, pour connoître en dernier ressort desdits deux cas seulement.

LXVI La même chose sera observée pour les Bois & Forêts appartenans au Duc, situés sur les Lieux compris dans la route désignée en 1661 de Metz à Phalsbourg, dont les habitans par le présent Traité sont rendus participants des avantages particuliers acquis aux Sujets de l'Evêché de Metz dans les Pais de Lorraine, par les Conventions faites entre les Ducs de Lorraine & les Evêques de Metz. Et en conséquence, les délits & méfus, qui seront commis esdits Bois & Forêts, seront poursuivis & jugés sans appel par le Commissaire que Sa Majesté ou ses Vassaux Seigneurs desdits Lieux nommeront, & par l'un des Officiers des Salines de Lorraine, sauf les deux cas de recours qui seront exercés suivant qu'il est porté en l'Article précédent.

LXVII Pour maintenir le bon ordre public réciproquement entre les Pais de la Generalité de Metz compris dans ce présent Traité & ceux du Duc, il est convenu qu'à l'imitation de ce qui est porté au Concordat de 1615. entre l'Evêché de Metz & la Lorraine, les Juges respectifs desdits Pais de la Generalité de Metz, & des Etats de Sadite Altesse Royale, seront tenus d'accorder pareatis tant pour assigner les délinquans es Forêts de l'un desdits Etats & Pais, quoique résidans dans l'autre, dans le cas où la procédure ne sera poursuivie que civilement. Les mêmes pareatis seront aussi accordés sans difficulté pour l'exécution des Jugemens qui pourroient être rendus en conséquence, tant en première Instance qu'en Cause d'appel.

LXVIII Le présent Traité sera ratifié & approuvé par Sa Majesté & par Son Altesse Royale, & les Ratifications seront délivrées dans le terme de trois semaines, ou plutôt, si faire se peut, à compter du jour de la signature.

En foy de quoy Nous Commissaires de Sa Majesté & de Sadite Altesse Royale, & sous leurs bons plaisirs, en vertu de nos Commissions & Pleins-pou-

pouvoirs respectifs, avons esdits noms signé ces Presentes de nos Seings ordinaires, & à icelles fait apposer les cachets de nos Armes. A Paris le vingt-un Janvier mil sept cens dix huit.

(L. S.) DE BARBERIE DE
SAINT-CONTEST.

(L. S.) J. B. MACHUET.

(L. S.) F. BARROIS.

(L. S.) LE FEVRE D'OR-
MESSON.

Ce Traité fut ratifié par Sa Majesté Très-Chrétienne le 31. Janvier, & par S. A. R. le Duc de Lorraine le 24. du même mois 1718.

[Q.]

1715. *RENOUVELLEMENT d'Alliance entre la France & les Cantons Catholiques de Suisse, conclu à Soleure en 1715. tiré du Mercure Historique.*

Au Nom de la Très-Sainte Trinité.

COMME ainsi soit, que pendant la Diète tenue à *Lucerne* au mois de Decembre 1713., par les Louables Cantons Catholiques & la Louable République de Valais, Mrs. les Deputez auroient mûrement réfléchi sur l'état présent de l'Europe, sur celui du Louable Corps Helvetique en général, & sur le grand malheur arrivé à la France par la mort de Mr. le Dauphin: Et considéré, que par cette perte l'Alliance conclue en 1663. avec très-Excellent & très-Puissant Prince & Seigneur LOUIS XIV., par la Grace de Dieu Roi Très-Chrétien de France & de Navarre, Duc de Milan, Comte d'Assi, Seigneur de Genes, &c., glorieusement regnant, se trouvoit limitée à la vie, que Dieu veuille prolonger, & à huit ans après son décès. Après avoir attentivement examiné combien cette Alliance est utile, tant à la Couronne, qu'à tous les Membres qui composent le Louable Corps Helvetique, & en même tems reconnu le bien qui en resulteroit, en la portant le plus loin qu'il seroit possible, Ils crurent, pour la gloire de Dieu, & pour l'avantage commun, devoir communiquer leurs Idées à son Exc. Mr. le Comte du Luc, Ambassadeur du Roi en Suisse, qui, les ayant goûtées, convint qu'il en rendroit compte à Sa Majesté, & eux à leurs Supérieurs. La chose a été exécutée, & Dieu par sa miséricorde a voulu, que S. M., les Cantons & la République de Valais, ayent également agréé les mêmes Idées, en sorte que le Roi d'une part & les Cantons de *Lucerne, Uri, Schwitz, Undervalde haut & bas, Zug* avec les Offices extérieures, *Glaris Catholique, Fribourg, Soleure, Appenzel Catholique, République & Pais de Valais* de l'autre part, ayant

ayant donné leurs Pouvoirs réciproques, qui ont été communiqués & trouvés en bonne forme: Après avoir invoqué le Saint Nom de Dieu, on est convenu des Articles qui suivent, pour la sûreté, défense, & conservation de nos Personnes, Honneurs, Royaumes, Duchés, Principautés, Villes, Pays, Seigneuries, Droits, Terres, & Sujets, tels qu'ils soient, que nous avons & possédons, aurons ou posséderons, tant deçà que delà les Monts.

P R E M I E R E M E N T.

ON déclare expressément, que quoi que tous les Cantons & États qui composent le Corps Helvétique ne soient pas compris & dénommés dans le présent Traité, l'intention est de les inviter (autant qu'il sera convenable) à l'accepter, n'ayant pas lieu de douter, qu'y trouvant leur avantage, il n'y donnent volontiers les mains, puis qu'il est également glorieux à tous, & absolument nécessaire pour le maintien de la République en général.

II. Que les Traitez de Paix perpétuelle & d'Alliance, ci-devant conclus, seront regardez comme la base de celui-ci, & comme une preuve constante de l'ancienne Union entre les deux Nations: mais le tems apportant du changement en toutes choses, & pouvant arriver, que par des variations inevitables, ou par des explications différentes, les anciens Traitez ne soient pas religieusement observez dans tous leurs Points, nous avons trouvé bon de renouer de nouveau, par la présente Alliance, tous les Traitez ci-devant faits, & notamment la Paix perpétuelle, les Alliances des années 1521. & 1663., & toutes les Lettres Anciennes.

III. L'expérience ne permettant point de douter des avantages qu'on doit trouver dans la continuation d'une parfaite intelligence entre les deux Nations, le Roi Très-Chrétien, pour mieux marquer sa grande affection au Corps Helvétique, a bien voulu renouveler la présente Alliance, pour être continuée avec le Serenissime Dauphin Héritier présomptif de la Couronne, & avec tous les Rois Successeurs de Sa Majesté, qu'après le décès du premier Roi Successeur de Sadite Majesté, les autres Rois Très-Chrétiens qui succéderont, aussi bien que les Cantons, Républiques, & États, jureront & ratifieront l'exacte observation de la présente Alliance dans tous les Points, & remédieront aux cas qui n'auront pas été prévus dans ce Traité, ou auxquels le laps du tems auroit apporté quelque altération; ce qui se fera à chaque changement de Règne, par les Ambassadeurs pourvus des Pleins-pouvoirs nécessaires, & par les Deputés munis du Plein-pouvoir de chaque Canton de la Suisse, République, & État qui seront compris dans la présente Alliance. Cette précaution ayant pour objet de faire subsister les choses dans la même force & dans la même vigueur, qu'elles subsistent à présent.

IV. Les Alliances n'ont pour objet, que le bénéfice & l'avantage réciproques des Parties contractantes, & comme le Roi d'une part, & les L. Cantons, la République de Vaud, & autres Alliez compris dans le Corps Helvétique de l'autre, ont vu par une longue expérience, que rien n'est plus

avantageux de part & d'autre, qu'une union intime, & que l'inclination mutuelle des Peuples soumis à Sa Majesté & au Corps Helvetique, fait envisager le bénéfice qui en doit résulter, & ne donne aucun lieu de douter de la fidélité réciproque, avec laquelle on veut observer tout le contenu ci-après, on convient, ainsi qu'il est porté dans l'Alliance de 1663. : Que si (à Dieu ne plaise) le Royaume étoit attaqué intérieurement, soit par des Forces étrangères, ou par des divisions intestines, le Corps Helvetique en ces deux cas accordera, sans aucun délai, dix jours après avoir été demandée, une levée extraordinaire de Troupes, laquelle levée ne pourra être de plus de seize mille hommes. Et les Troupes Suisses ne pourront être employées que par terre, & non sur Mer, conformément à l'Article VII de l'Alliance de 1663. Cette levée se fera aux dépens du Roi alors régnant, qui choisira & nommera les Colonels & Capitaines de tous les Cantons, Républiques, & États dont on prendra le monde. Lorsque Sa Majesté aura tiré desdites Troupes des services désirés, Elle les renverra chez eux par des Routes, après leur avoir payé toutes les solides qui pourront leur être dûes, jusqu'à leur arrivée dans leurs Maisons.

V. Que si en échange le Corps Helvetique, ou quelque Canton ou État en particulier, étoit attaqué par quelque Puissance étrangère, ou qu'il fût troublé intérieurement. au premier cas, S. M. les aidera de ses Forces, suivant que la nécessité le demandera, & que les Cantons en prieront S. M. & dans le second cas, comme Ami & Allié commun, S. M. ou les Rois ses Successeurs emploieront, sur la requête de la Partie molestée & grevée, toutes sortes d'offices amiables, pour porter les Parties à se rendre une réciproque justice, & si cette voye n'avoit pas tout l'effet désiré, S. M. ainsi que les Rois ses Successeurs, sans rien faire qui détruise la présente Alliance, & au contraire, pour l'exécuter dans son véritable sens, emploiera à ses propres dépens les Forces que Dieu lui a mises entre les mains, pour obliger l'Agresseur de rentrer dans les règles prescrites par les Alliances que les Cantons & Alliez ont entr'eux. S. M. & les Rois ses Successeurs se déclareront Garants des Tranches qui pourroient se faire entre les L. Cantons, supposé que Dieu permît, qu'il arrivât quelque division entr'eux.

VI. Les Officiers, Soldats & autres, attachés au militaire & à la solde du Roi, seront exempts de toutes Taxes faites, ou à faire, soit Capitation, Dixième, ou autres impositions, quelque nom qu'on puisse leur donner, par rapport à leurs appointemens ou à leur solde.

Si les Suisses ont acquis, ou s'ils possèdent, des Biens fonciers en France, sans examiner s'ils les tiennent d'eux, de leurs Femmes, ou autrement, ils en jouiront leur vie durant, aussi-bien que leur Veuves pendant leur viduité, en la même manière que peuvent en jouir les Commerçans, ou les Nobles, en sorte que les Suisses Suisses n'aient à supporter que les Taxes, ou Charges, attachées à la nature du Bien qu'ils posséderont.

Mais si lesdits Soldats, quoi-qu'au service, entreprennent, par eux, ou par leurs Femmes, de faire quelque Commerce, ou d'exercer un Métier,

lequel Méner ne regardât point directement le service particulier des Compagnies Suisses & la solde de S. M., en ce cas, ils le trouveront confondu, & ne pourront prétendre d'autres prérogatives, que celles dont les Sujets du Roi jouiront.

VII. Les Troupes Suisses, qui seront en Garnison dans l'intérieur du Royaume, ou dans les Places frontières, jouiront de toutes les franchises, mais sans abus; & pour les prévenir, on règlera, suivant les anciens Traitez & Usages, ce que les Vivandiers pourront faire entrer dans les Villes par rapport au nombre des Troupes qui s'y trouveront, savoir en Vin, Viande, Tabac, Eau de vie, & autres Denrées nécessaires à leur subsistance; & si lesdits Vivandiers Suisses en abusent, & qu'ils fussent convaincus d'avoir été au delà de ce qui sera prescrit, ils seront soumis à la confiscation de ces Vivres, & à la Justice Suisse, pour être châtiés dûment.

VIII. La Solde, soit de Guerre, soit de Paix, subsistera sur le pié qu'elle est établie présentement; savoir en tems de Guerre, lorsque les Régimens seront destinés pour servir dans les Armées, & marcher en Campagne, 17 liv 8 s par homme par mois, & 1960 Liv. pour l'Etat Major aussi par mois; & en tems de Paix, ou lorsqu'ils seront destinés pour demeurer pendant la Campagne entière dans des Garnisons éloignées de la Frontière où la Guerre se fera, 16. liv. par homme par mois, & 1000 Liv. pour l'Etat Major, aussi par mois, à la réserve du Régiment des Gardes Suisses: Mais si les Troupes Suisses, qui n'auroient pas été destinées à servir en Campagne, ou dans les Places voisines de la Guerre, recevoient ordre d'y marcher, elles seroient payées comme si elles y avoient été destinées au commencement de la Campagne.

IX. Les Capitaines, qui auroient 150. hommes effectifs, seront reputés complets, & jouiront de 27 hommes de gratification, ainsi qu'il est porté par le Traité de 1671 par rapport à l'augmentation du nombre d'Officiers, que le Roi a bien voulu faire.

X. Lors que la Compagnie sera au dessous de 175. hommes, le Capitaine perdra de sa gratification, suivant l'usage qui s'observe dans les Troupes de la Nation, qui sont actuellement au service de S. M.

XI. Lors qu'étant en Campagne, les Capitaines auront le malheur de faire des pertes considérables par des Sieges ou des Défenses des Places, & par des Batailles, S. M. leur donnera un tems raisonnable de quatre ou de cinq mois, suivant qu'elle l'estimera juste, pour réparer leurs pertes, pendant lequel tems leur paiement sera ordonné, & le décompte leur sera fait sur le pié de la prochaine revue, qui sera faite après ledit tems de quatre ou de cinq mois expirés.

XII. Les Capitaines seront payés régulièrement tous les mois en argent, & ce douze mois de l'année, moyennant quoi ils seront obligés de tenir une bonne Compagnie, de bons Officiers & Soldats, & de payer toutes les hautes payes de la Compagnie, comme de Lieutenant, Sous-Lieutenant, Enseigne, & tous les autres bas Officiers.

XIII. Si le Roi fait de nouvelles levées, on donnera 6000. Liv. argent de

de France par Compagnie de deux cens hommes, & cette somme sera deduite sur la Solde dans les six derniers mois de la premiere année du service.

XIV. Le Roi fera donner aux nouvelles levées, & aux recues, des étapes à la sortie des Frontieres de la Suisse, jusqu'à aux lieux de leurs Garnisons, & suppose qu'il y ait des Troupes licenciées, le Roi leur fera pareillement donner des étapes jusqu'à aux Frontieres de la Suisse.

XV. Lors qu'il vaquera des Compagnies qui auront été levées, avec consentement du Canton d'ou sera le Capitaine, le Roi les donnera à des Officiers qui en seront, & si le Capitaine mort a des Parents, qui soient Officiers & capables, S. M. les preferera aux autres, & la recommandation du Canton sera écoutée, en cas qu'elle soit en faveur de Sujets capables d'exercer les Charges qui seront vacantes, bien entendu que ce Canton aura toujours permis, & continuera de permettre, les recrues pour la Compagnie qui sera vacante.

XVI. Lorsque les emplois des Subalternes seront vacans, les Capitaines proposeront des Sujets propres & capables pour les remplir.

XVII. Les Soldats malades, prisonniers, ou absens pour le service du Roi, desquels le Capitaine produira des Certificats valables, seront bonifiés dans les revues.

XVIII. Lors que quelque Capitaine, dont la Compagnie restera au service de Sa Majesté, sera congédié, ou cassé, on ne pourra point forcer les Soldats Suisses de la Nation de servir à d'autres Capitaines que de leur Canton, & si un Capitaine étoit congédié ou cassé avec la Compagnie, ledits Soldats Suisses de Nation ne pourront être forcez de servir sous qui que ce soit.

XIX. Comme il arrive souvent, que des Officiers ou Sergens, menant des recrues, sont obligez de passer dans differens Cantons de la Suisse, & que pour l'ordinaire les Peuples ou Officiers Subalternes, par des raisons formellement contraires à la Justice & aux Alliances de la Nation, debauchent les Soldats, en sorte qu'il ne reste personne desdites recrues, ou très-peu, au grand prejudice du service, & en même tems des Capitaines, il est convenu que l'Officier, qui conduira une recrue, prendra en partant de son Canton un Certificat des Seigneurs dudit Canton, & qu'il le communiquera dans les lieux d'un Canton different ou il passera, afin qu'il trouve la protection convenable, & si malgré cette precaution on ne laissent pas d'user de violence & de debaucher ladite recrue, en ce cas le Canton où la chose sera arrivée en rendra le Baili ou les Officiers subalternes responsables, sans faire aucune distinction de Religion en pareil cas.

XX. En conformité du VIII Article de la Paix perpetuelle, le Roi ne permettra point qu'aucun de ses Sujets serve aucune Puissance, ni aucun Prince, contre le Corps Helvetique, ses Confederés, Sujets, Terres, Paix, & Seigneuries, & si les Sujets de S. M. contreviennent à cet Article, ils seront rapellez diligemment, & punis selon leurs demerites.

Tout de même, les Cantons ni leurs Sujets ne pourront servir aucune Puissance ni aucun Prince contre le Roi, son Royaume, Etats, Duches, Prin-

Principautés, Villes, Châteaux, Seigneuries, Droits, Terres, & Sujets qu'il possède présentement ou possédera à l'avenir, & si les Sujets dudit Canton y contrevenaient, ils seront rappelés diligemment, & punis selon leurs demerites.

XXI. Lors que S. M. le Monseigneur le Dauphin, ou les Rois leurs Successeurs, commanderont en personne les Armées, les Troupes Suisses à leur solde les suivront, selon l'exemple de leurs Ancêtres, & en conformité de l'Article VI de l'Alliance de 1663, „ qui porte, que s'il avient durant la Guerre que S. M. T. C. ou son Successeur, se trouvat, ou voulut se trouver, en propre personne en quelque lieu ou endroit que ce fût à l'encontre de ses Ennemis, Llc. ou son dit Successeur, pourra lever à ses depens, tant de Capitaines & Soldats qu'il le voudra, & que bon lui semblera.

XXII. En conformité de l'Article XXII de l'Alliance de 1663. conçu en ces termes : „ Et d'autant que lesdites Terres & Seigneuries possédées par notre grand Oncle en l'An. 1721 ne sont en notre possession, cependant nous des Ligues refuserons tout secours, faveur, assistance, & aide, sans respect de qui que ce soit, & de quelque qualité & dignité que puissent être, ou soient, ceux qui voudroient ce requérir.

Il est convenu expressement, que si le Roi, M. le Dauphin, ou les Rois leurs Successeurs, vouloient rentrer dans la possession des Pays, Evêchés, Duchés, Principautés, Villes, Châteaux, Seigneuries, Droits, & Terres stipulés dans l'Alliance du Roi François I. de glorieuse mémoire conclue en 1721, le Corps Helvétique refusera tout secours, faveur, assistance, & aide, sans respect de qui que ce soit, & de quelque qualité & dignité que puissent être, ou soient, ceux qui voudroient requérir lesdits secours & assistance.

XXIII. S'il arrivoit que le Roi, M. le Dauphin, ou les Rois leurs Successeurs, & le Corps Helvétique, jugassent, pour le bien des Parties, devoir faire la Guerre de concert contre d'autres Puissances, on conviendra de la manière dont il faudra agir contre l'Ennemi commun, & lors qu'une fois la Guerre sera ouverte, on s'oblige réciproquement de n'entendre à aucune proposition de Paix, Trêve, ou Suspension d'Armes, que de concert, en sorte qu'il ne se fasse aucun Traité, qui ne soit également agréé par le Roi alors régnant, & par le Corps Helvétique.

XXIV. Les Suisses seront censés Régéncois, & comme tels seront exempts du Droit d'Aubaine dans les Royaumes & Etats de l'obéissance du Roi, en justifiant de leur naissance, & qu'ils seront sortis de leur Pays avec l'agrément de leurs Supérieurs. Ils pourront acquiescer comme les Nationaux, & s'ils ont quelque Métier ou Profession, ils pourront l'exercer en toute liberté, pourvu qu'ils se soumettent aux Regles établies dans les lieux où ils éliront leurs domiciles. Jouiront aussi de l'exemption du Droit de Traite toraire pour les effets des Successions de ceux de leur Nation décédés en France, pourvu qu'il en ait été fait inventaire par les Juges des lieux, suivant les regles & usages ordinaires, & seront traités en tout comme les propres Sujets du Sa Majesté.

Quam

Quant aux Suisses qui la servent actuellement dans les Troupes, à ses gages & solde, ils seront exempts de toutes charges, & n'en supporteront d'autres, que celles qui seront attachées à la nature des Biens qu'ils pourront acquérir comme les Nationaux dans les Royaumes & Etats de l'obéissance du Roi, jouissant au surplus de tous les Privilèges & exemptions qui leur ont été accordés par les Rois Prédecesseurs de Sa Majesté, & par Elle, en vertu des Traitez de Paix & d'Alliance. Les mêmes Privilèges & exemptions sont accordés à ceux de la Nation Suisse, qui auront été dans les Troupes de Sa Majesté à ses gages & solde, pourvu qu'ils y aient servi pendant trois années consecutives, & qu'ils en soient sortis de l'agrément, & par un conge en bonne forme de leurs Supérieurs.

XXV Les Sujets du Roi pourront aussi succéder en Suisse par Parentés, Testaments, Donations, ou tout autres Actes usitez, & seront protégés par les Magistrats & Juges établis, enforte qu'ils ne seront soumis à aucun Droit d'Aubaine, Trait forain, ou autres pour leurs propres biens. mais, pour ce qui est des Biens Suisses, qui leur pourroient échouer par mariages, ou autres Actes usitez dans le Pais, ils y seront maintenus de même que les Suisses, réservées pourtant les Regales & autres Droits usitez.

Les Marchands, Negocians, Messagers, Pelerins, & autres, pourront trafiquer & négocier librement, & sans aucun empêchement en corps & en biens, librement, & à leur volonté, aller, venir, séjourner, & demeurer en Suisse, sans fraude, ni deception, ainsi qu'il est expressément porté dans l'Alliance de 1663. Article XX.

XXVI Jouiront ceux de la Nation Suisse, sur le fait de leur Commerce dans le Royaume, de tous les Privilèges qui leur ont été accordés par les Rois Prédecesseurs de S M & par Elle, ainsi qu'ils ont dû jouir en conséquence desdits Traitez, dans lesquels Privilèges S M. les confirme de nouveau, & veut qu'ils soient confirmés, & maintenus sans aucun trouble ni empêchement. Les Marchands & Negocians de part & d'autre pourront transporter l'Or & l'Argent monnoyé, qu'ils auront reçu pour le prix de leurs Marchandises, pourvu qu'ils en fassent leurs déclarations, & qu'ils prennent les Passeports nécessaires, afin d'éviter les abus.

XXVII Comme un des principaux fruits d'une Alliance est de veiller réciproquement au bien, à la gloire, & au repos de son Allié, il est convenu de nouveau entre les Parties contractantes, ainsi qu'il est porté dans le VIII. Article de la Paix perpétuelle, & dans le XIV de l'Alliance de 1663, que de part & d'autre l'on ne souffrira point les Ennemis de son Allié, qu'on ne leur permette aucun passage, soit en Armes, ou sans Armes, & qu'on ne leur donne aucune assistance directe ou indirecte, & à cet effet que des Criminels d'Etat, Assassins & Perturbateurs du Repos public, déclarés tels par le Roi à l'égard des leurs, vinssent se réfugier dans le Royaume ou en Suisse, on s'oblige & on promet de les saisir ou de les remettre de bonne foi à la première requisiion, sans qu'il soit permis à celui qui sera requis d'examiner si le requérant sera bien ou mal fondé. prétexte qu'on veut prévenir, afin que cet Article ne soit jamais mal-interpreté & ludo.

XXVIII. S'il

XXVIII. S'il arrivoit aussi, que des Voleurs se réfugiassent en France ou en Suisse avec les choses volées, on les saisira, pour procurer de bonne foi la restitution, & si ces Voleurs étoient Domestiques, on livrera leurs personnes pour être punis sur les lieux où les vols se seront faits.

XXIX. On s'oblige de part & d'autre, en conformité du XIV Article de l'Alliance de 1661, d'accorder & de laisser un libre passage aux Troupes, Officiers, Soldats, Armes, Equipages, qui iront pour la défense des États, Pais, Places, Villes, Châteaux, & Seigneuries appartenans à l'une desdites Parties, & même pour le secours & assistance des Alliez & Amis d'une desdites Parties qui pourroit être molestée, & qui auroit besoin du secours & assistance de sondit Allié & Ami, à condition que dans ces passages il sera observé de payer régulièrement, & de n'apporter aucun dommage aux Peuples & aux lieux par où l'on passera & pour le maintien d'une bonne Police & Correspondance, il sera établi des Commissaires desdits lieux, qui régleront le prix des denrées, & pourvoiront tant à la sûreté des passans, qu'à celle des Pais & Peuples où la route sera marquée, bien entendu que les Parties seront convenues de la quantité & de la qualité des Troupes, aussi bien que de la route qu'elles devront tenir.

XXX. Comme il arrive que les Particuliers des deux Nations contractent des Sociétés, Obligations, & Alliances, par Mariages, Acquisitions, ou autrement, & qu'il en peut résulter dans la suite des contestations, procès, & litiges, il est convenu que toutes les fois que deux Parties de Nation différente auront quelques difficultez, & qu'elles ne pourront point les terminer à l'amiable, le Demandeur sera tenu de rechercher la partie par devant les Juges naturels, à moins que les deux Parties ne fussent présentes dans le même lieu, ou que par leurs Accords, Sociétés, ou Contrats, elles n'eussent convenu des Juges par devant lesquels elles se seroient obligées de discuter les contestations qui pourroient naître dans leurs Sociétés.

Le Roi & le Corps Helvétique s'obligent réciproquement, de faire rendre bonne & brieve justice à celui, ou à ceux des deux Nations qui auront recours à S. M. ou au Corps Helvétique.

XXXI. De plus S. M. d'une part, & le Corps Helvétique de l'autre, veulent que les Jugemens rendus en dernier ressort par les Juges des Cours Supérieures, ou revêtus de l'autorité suprême, soient exécutes dans les États dépendans de S. M. ou du Corps Helvétique, comme s'ils avoient été rendus dans le Pais où le condamné le trouvera après le Jugement, en sorte que si un François, pour frauder ses Créanciers ou Créditeurs, le réfugioit en Suisse, il sera poursuivi & saisi, afin de le nécessiter de satisfaire de bonne foi au Jugement rendu contre lui. La même chose se pratiquera en France à l'égard d'un Suisse.

Pour prévenir toutes les interprétations, qui pourroient affoiblir la teneur du présent Article, on le promet de part & d'autre, de s'en rapporter à la simple déclaration qui sera faite de la part du Souverain qui expliquera la qualité du Jugement rendu, & sur lequel on agira contre le défaillant.

XXXII. Toutes les Pensions, Contrats, & Obligations dont on est convenu

venu dans les Traitez, Actes particuliers, & Lettres Annexes, seront continués, & se payeront régulièrement tous les ans, ainsi que de coutume, dans la Ville de Salzerre, & en espèce ayant cours en Suisse.

XXXIII. En cette Alliance sont de la part du Roi, de Monseigneur le Dauphin, & des Rois leurs Successeurs, réservez.

Et de la part de nous les Cantons & République & Pais de Vallais sont réservez, le Pape, le St. Siege Apostolique, le Sacré Collège, le St. Empire, la Maison d'Autriche, la Seigneurie de Florence, & la Maison de Medici, aussi bien que toutes nos Franchises & Libertez, tous Droits de Bourgeoisie & Combourgeoisie entre nous les Cantons, tous nos Alliez & Coaliez, & toutes les anciennes Lettres & Seaux, Contrats, Intelles, & Confederations que nous avons entre nous, qui ont été réservez dans l'Alliance de 1663, & qui ne regardent que nous, & s'entend ladite réserve, au cas que quelqu'un d'entre nous desdites deux parties voulût endommager, envahir, ou molester par Guerre lesdits Reservez.

XXXIV. Et si aucuns des Reservez desdites deux Parties vouloient envahir, molester, endommager par Guerre ou autrement, directement, l'une ou l'autre partie dans les Royaumes, Etats, Pais, Duchez, Principautez, Villes, Châteaux, Seigneuries, Droits, Terres, & Sujets, qu'elle tient, possède, & à droit, tiendra, possèdera, & aura Droit, lors l'autre Partie sans egard, & sans consideration, donnera aide & secours à la Partie envahie, molestée, ou assaillie, contre les agresseurs, molesters, ou assaillans, quels qu'ils soient, ainsi que dessus est déclaré.

XXXV. Et d'autant que la présente Alliance est la plus ancienne, lesdits Cantons déclarent, qu'elle est & sera toujours purement & expressement réservée & préférée à toutes autres Alliances des autres Princes & Potentats, qui se trouvent postérieures à l'An 1511., depuis lequel temps celle de France a toujours été continuée, quels que soient lesdits Princes & Potentats, & quelque chose qu'il y puisse avoir au contraire. Et sur ce, le très-Excellent & très-Puissant Prince & Seigneur Louis XIV. Roi Très-Chrétien de France & de Navarre, Duc de Milan, Comte d'Als, Seigneur de Genes, &c., & les Cantons & République & Pais de Vallais ci dessus mentionnez, ont accepté, conclu, & arrêté cette susdite Alliance, Confederation, Obligation, Intelligence auxiliaire, ont juré & promis, juré & promettent, par la présente, pour eux, & pour leursdits Successeurs, de l'observer & exécuter de parole & d'effet, fermement & inviolablement, en tous ses Points & Articles, comme ils sont écrits ci-devant.

En foi dequoi nous l'Ambassadeur du Roi, & les Députez des Cantons & République ci-dessus mentionnez, avons signé le présent Traité, fait double en François & en Allemand, & y avons apôlé les cathets de nos Armes, après avoir promis que les Ratifications de S. M. & celles desdits Cantons & République seront fournies en bonne & due forme, & échangées respectivement dans l'espace de deux mois, à compter du jour de la signature du susdit Traité, & après être tombé d'accord, que le Roi pourra dans cinq ou six

fix mois, ou plutôt à sa volonté, déclarer ceux qu'il lui plaira de sa part, pour être ensuite insérez dans l'Article XXXIII.

Fait à Solure le 9. Mai 1715.

Signé,

Par le Comte du Luc, & par 30 Deputez.

[R.]

1718. *TRAITÉ de Paix entre l'Empereur des Romains & l'Empereur Ottoman, conclu à Passarowitz en 1718. tiré de l'Europäische Ruhe.*

CAROLUS Divina favente Clementia Electus Romanorum Imperator, semper Augustus, Germaniæ, Hispaniarum, Indiarum, nec non Hungariæ, Bohemiæ, Dalmatiæ, Croatia, Slavoniæ, & utriusque Siciliæ &c. Rex, Archidux Austriæ, Dux Burgundiæ, Brabantia, Mediolani, Styriæ, Carinthiæ, Carniolæ, Limburgiæ, Luxemburgiæ, Wirtenbergæ, Superioris & Inferioris Silesiæ, & Sueviæ, Sacri Romani Imperii Marchio Burgoviæ, Moraviæ, Superioris & Inferioris Lusatiæ, Comes Habsburgi, Flandriæ, Tyrolis, Goritiæ, Ferretis, Kyburgi &c. &c.

Recognoscimus, & memoriæ commendamus tenore præsentium, quibus expedit, universis, pro Nobis, Hæredibus, & Successoribus Nostri; quod cum D E O ita disponente inter Nos ab una: & Serenissimum ac Potentissimum Principem, Dominum Sultanum Ahmed Han, Ottomannorum, Asiæ, ac Græciæ Imperatorem, ex altera parte, interventu & opera mediatoris Serenissimi & Potentissimi Magnæ Britannia Regis, uti & Generalium Fœderati Belgii Ordinum, post colloquia sub tentoriis ad Passarovicium in Serviciæ Regno cum in finem instituta, per Legatos Extraordinarios & Plenipotentarios cum idoneis Mandatis & Facultatibus ad id utrinque deputatos Pax & Amicitia inita, & conclusa sit in viginti quatuor annos proximos lunares his, quæ sequuntur, conditionibus, forma, & tenore.

In Nomine Sanctissimæ, & Individuæ Trinitatis.

POSTQUAM duobus abhinc Annis infauste accidit, ut inter Augustissimum & Potentissimum Principem ac Dominum, CAROLUM VI. Electum Romanorum Imperatorem, semper Augustum, Germaniæ, Hispaniarum, Indiarum, nec non Hungariæ, Bohemiæ, Dalmatiæ, Croatia, Slavoniæ,

vonie, & utriusque Siciliæ, &c &c Regem, Archiducem Austriæ, Ducem Burgundiæ, Brabantæ, Mediolani, Styriæ, Carinthiæ, Carniolæ, Limburgiæ, Luxemburgiæ, Wirtenbergæ, Superioris & Inferioris Silesiæ, & Sueriæ, Sacri Romani Imperii Marchionem Burgoviæ, Moraviæ, Superioris & Inferioris Lusitiæ, Comitem Habsburgi, Flandriæ, Tyrolis, Gorturiæ, Ferretin, Kyburgi &c &c ab una & Serenissimum ac Potentissimum Principem, ac Dominum Sultanum, Ahmed Han, Ottomannorum, Asiæ & Græciæ Imperatorem, ab altera Parte Pax & Tranquillitas illa, quæ per Gloriosissimos amborum Magnorum Principum, ac Imperatorum Prædecessores Carolovic in Symio conclusa, & stabilita fuerat, tumtum in Eorundem Subditorum detrimentum, perturbationem, ac negotiorum jacturam per nova quædam dissidia ante elapsum terminum interrompebatur, exindeque cruentum ac exitiale bellum exortum sit, quod magnas Regnis & Provinciis devastaciones, & Populorum desolationes attulit, Divina tamen opitulante Clementia tam salutaria ambo Imperia receperunt consilia, ut de reconciliandis exacerbatiss animis, & evitanda humani sanguinis effusione, nec non prospicienda Subditorum salute & bono recogitaretur.

Ideo interpolitis Serenissimi ac Potentissimi Magnæ Britanniæ Regis, ac Alte-Potentium Dominorum Ordinum Generalium Unitarum Belgii Provinciarum officio co res perductæ sunt, ut ad tractandam & concludendam Pacem, ac renovandam pristinam amicitiam Legati Plenipotentiarii sit amplius instructi in certum locum mitterentur, ubi de æquis conditionibus convenirent.

Itaque ex parte Augustissimi, Potentissimi, ac Invictissimi Romanorum Imperatoris, Illustrissimus & Excellentissimus Dominus Damianus Hugo, Comes de Virmont, Primus, & Imperialis Aulico-Bellicus Consiliarius, Peditatus supremus Præfectus & constitutus Tribunus, ac Excellentissimus Dominus Michael a Tilmann, Imperialis Aulico-Bellicus Consiliarius, ex parte vero Serenissimi ac Potentissimi Magni Sultani, Ahmed Han, Ottomannorum, ac Asiæ & Græciæ Imperatoris, Illustrissimus ac Excellentissimus Dominus Ibrahim Aga, Aserii Ottomannici secundæ divisionis Præses, & Excellentissimus Dominus Mehmed Aga, ejusdem Aserii tertiæ divisionis Præses nec non nomine Serenissimi ac Potentissimi Magnæ Britanniæ Regis Excellentissimus Dominus Robertus Sutton, Eques Auratus, & Alte-Potentium Ordinum Generalium unitarum Belgii Provinciarum Illustrissimus ac Excellentissimus Dominus, Jacobus Comes Colyers, mox circa principium mensis Maii hic Possaroven comparuere, qui solemnî Congressu, & habitis quibusdam sub tentorio usitato more Colloquiis, exhibitisque mutuo Plenipotentiis ita felici successu hujus Pacis opus perfecerunt, ut in sequentes viginti mutuos Articulus convenirent.

I Provincie Moldaviæ & Valachiæ, partim Poloniæ & partim Transylvaniæ limitibus conterminæ, interjacentibus, ut ab antiquo, montibus distinguuntur & seprenantur, ita, ut ab omni Parte antiquorum consiniorum termini observentur, nullaque in his nec ultra, nec citra fiat mutatio, & cum par-

tes Valachiae cis Alutam fluvium sitae cum locis & Munimento Temerwarini in potestate, & possessione Sac. Romano-Cæsareæ Regiæque Majestatis sint, juxta acceptatum Fundamentum Pacis: *UT POSSIDETIS*, in ejusdem Potestate & Dominio permanent, ita, ut prædicti fluvii ripa Occidentalis ad Romanorum. ripa vero Orientalis ad Ottomannorum Imperatorem pertineat.

E Transylvania elabens fluvius Aluta usque ad locum, ubi in Danubium exoneratur. inde vero juxta ripas Danubii fluvii versus Orsavam usque ad locum, e cujus regione Timock fluvius in Danubium influit, constituantur confinia, atque, ut antehac circa fluvium Marusium observatum fuerat, Aluta, quoad potationem pecorum & piscationes, aliosque hujusmodi perquam necessarios usus, utriusque Partis Subditis communis sit.

Germanorum, eorundemque Subditorum Navibus onerariis e Transylvania in Danubium ultro citroque commercare liceat; Subditis vero Valachianavicularum piscationum, aliarumque Cymbarum absque impedimento usus permittitur; Naves tamen molendinarum in locis convenientibus, ubi Navigationi Mercatorum obesse non possunt, communi Gubernatorum in confinis existentium consensu collocentur.

Et, cum nonnulli Bojari, alique minoris conditionis ex Valachia Ottomannica tempore Belli ad Partes Romano-Cæsareas se receperint, in vigore hujus Pacis ad pristinos Latus revertere, & ibi commorando, ad instar aliorum, habitationibus, bonis, & terris suis pacificè frui poterunt.

II. A loco, ubi Timock in Danubium influit, circiter decem horas fursum utriusque Imperii confinium constituitur; Iperlek-Bania cum suis antiquis Territoriis sub Ottomannico Rassoia vero sub Romano Imperatorio Dominio permanentibus, & inde inter montes verius Parackin pergatur, ita ut, Parackin Romano-Cæsareæ, & Rasna Ottomannicæ Ditioni relictis, inter utriusque Medium per congruum litum progressio fiat in Istolaz, & ibi transcundo per parvam Moraviam juxta citeriorem ripam ad Schachak, & inter Schachak & Brilanam per Terram ad Bedka procedatur, inde flexendo circa Territorium Zockolense eatur Belinam ad ripam Drinæ fluvii sitam, Belgrado, seu Alba Græca, Parackin, Istolaz, Schachak, Bedka & Belina cum antiquis suis Territoriis Augustissimo Romanorum Imperatori, cum à Sua Majestate possessa sint; Zockol verò & Rasna cum suis etiam antiquis Territoriis Imperio Ottomannico permanentibus.

Timock fluvio cum suis emolumentis utriusque Subditi communiter gaudeant.

Cum à Drina fluvio usque ad Unnam in utraque ripa fluvii Savi sitae, sive apertæ sive occlusæ Arces & Palankæ Romanorum Imperatoris Milite munitæ sint, cum antiquis suis Territoriis juxta fundamentum Pacis in Eiusdem Sac. Cæs. Regiæque Majestatis potestate permanente, quare etiam integer fluvius Sava cum suis ripis ad Eandem pertinet.

IV. A loco, ubi fluvius Unna in Savum influit, usque ad Territorium Anzi-qui-Novî, quod Porta Ottomannica possidet, in ripa Orientali dicti fluvii

sum Jessenoviz & Dobiza, nec non aliquot Turres & Insulae, cum Praesidio Romano Caesareo-Regio inesse sint, juxta fundamentum Pacis cum antiquis suis Territoris Sacrae Suae Romano-Caesaris Regiaeque Majestati permanendo.

V. Quemadmodum Novi-Novae Territoria in Occidentali Unne ripa ex parte Croatiae sita, quae tum ad Augustissimum Romanorum Imperatorem pertinebant, post Tractatum Carlovicensem propter aliqua, quae tempore separationis limitum exorta sunt, dissidia, & controversias, destructa hoc nomine nuncupata Palanka, Imperio Ottomanico tradita fuere, ita iterum ad reconciliationem & satisfactionem Suae Sac. Caes. Regiaeque Majestati restituantur, & in Eiusdem potestatem cum omnibus inter antiquos suos limites existentibus Locis & Terris revertantur.

VI. Loca demum, quae in partibus Croatiae sita, a Sava flumine distantia, ab utraque Parte possessa, & Praesidia custodita juxta Carlovicensem Tractatum cum suis Territoris in utriusque potestate permanent, atque, si quaedam adhuc occupata fuerint, utriusque Imperii ad determinandos limites deputati Commissarii de controversiis decident, & usque ad extremitatem Croatiae, eorum locorum Territoria, quae in unus, aut alterius Imperii possessione mansura sunt, distinctis limitibus ac signis separent, & determinent.

Sicuti per Carlovicensem, ita etiam per praesentem Tractatum liberum & licitum esto ab utraque Parte possessa Munimenta & Arces pro securitate utriusque Partis reparare, munire, & fortificare, ad Incolarum vero commodas habitationes in extremis confinis apertos Pagos aedificare. ubique sine impedimento & exceptione utrique Partis fas esto, dummodo sub hoc praetextu nova Fortalitia non erigantur.

VII. Pax illa quamvis secundum praedictas Conditiones bona concordia conclusa sit, attamen, ut omnia, quae de confinis promissa & acceptata sunt, ex omni parte effectum nanciscantur, constituantur quamprimum ab utraque Parte experti, fidei, & pacifici Commissarii, iique loco opportuno, ubi illis visum fuerit, convenientes quieto comitatu & famulatio, intra spatium duorum mensium, & citius, si fieri poterit, Confines metiri & terminis manifestis per superiores Articulos designata distinguant & determinent, & Statuta utrinque accuratissime de & citissime executioni mandentur.

VIII. Definit tandem per hoc Tractatum & subsequuta, ubi opus fuerit, locali deputatorum Commissariorum separatione, stabiliti, siue deinceps, idoneo tempore per operam Commissariorum mutuo stabilendi confinium limitibus sancte utrinque & religiose observentur, ita, ut nulla ratione, aut praetextu extendi, transgredi, aut mutari possint, neque licet alicui Paciscentium Parti in alterius Partis Territorium ultra statutos semel terminos, aut lineas quidquam juri, aut potestatis praetendere, aut exercere, aut alterius Partis Subditos siue ad deditionem, siue ad pendendum Tributum quaecunque, siue praesentium, siue futurum, siue ad quamvis aliam humano ingenio excogitabilem exactionis, aut vexationis speciem adigere, aut molestandi, sed omnis altercatio ex integro amoveatur.

IX. Ad

IX. Ad tollendas penitus quascunque in Confiniis super aliquo Articulorum Armistitii hujus, aut quavis de re impoſſerum enaſcentes controverſias, differentias, aut diſcordias, ubi prompto & maturo remedio opus erit, ordinentur utrinque in Confiniis primo quoque tempore electi pari numero Commiſſarii, viri neutiquam avidi, ſed graves, probi, prudentes, experti, atque pacifici, hique loco opportuno convenientes ſine Exercentia cum æquali pacificarum perſonarum comitiva omnes & ſingulas huiusmodi controverſias emergentes audiant, cognoscant, decendant, & amicabilem componant, talem denique ordinem & modum conſtituant, quo utraque Pars ſuos homines & Subditos extra omnem tergiverſationem, vel prætextum graviffimæ poenæ ad ſinceram ac firmam Pacis obſervationem compellat. Quod ſi vero negotia tanti momenti occurrerent, quæ per Commiſſarios utriusque Partis componi & expedi non poſſent, tunc ad amboſ Potentiſſimos Imperatores remittantur, ut ipſi complanandis illis, ſedandis, & exſtinguendis modum & rationem invenire & adhibere valeant, ita, ut tales Controverſiæ, quam fieri poterit, intra breviffimum temporis ſpatium componantur, nec earum determinatio ulla ratione negligatur, aut protrahatur.

Cumque præterea in antecedentibus ſacris Capitulationibus duella & mutue ad certamen provocaciones fuerint vetitæ, impoſſerum etiam ſine illicitæ, & ſi qui ad ſingulare certamen venire auli fuerint, in illos ut tranſgreſſores graviffimè animadvertatur.

X. Incurſiones hoſtiles & occupationes, omneſque inſultus clam, aut ex improviſo facti, devaſtationes & depopulationes Territorii utriusque Domini omnino & ſeveriſſimis Mandatis prohibitiæ ſint ac illicitæ, Tranſgreſſores vero Articuli huius ubicunque deprehendi ſtixim incarcerentur, & per Jurisdictionem loci, ubi capti fuerint, pro merito puniantur abſque ulla remiſſione, & rapta, quæcunque ſint, diligentiſſimè perquiſita & adinventæ ſecundum omnem æquitatem Domini ſui reſtituantur, Capitanei quoque ipſimet, Commendantes, & Præfecti utriusque Partis ad Juſticiam nulla admiſſa incuria integerrimè adminiſtrandam ſub amiſſione officii non ſolum, ſed etiam vitæ & honoris, adſtricti ſint atque obligati.

XI. Pro Religioſis & Religionis Chriſtianæ exercitio juxta ritum Romano-Catholicæ Eccleſiæ, quæcunque præcedentes Glorioſiſſimi Ottomannorum Imperatores in Regni ſui, ſive per antecedentes ſacras Capitulationes, ſive per alia ſigna Imperalia, ſive per Ediſta & Mandata ſpecialia favorabiliter conceſſerunt, ea omnia Sereniſſimus Ottomannorum Imperator impoſſerum etiam obſervanda confirmabit, ita, ut Eccleſiæ ſuas præſati Religioſi reparare & reſurgere nec non functiones ſuas ab antiquo conſuetas exercere poſſint, & nemini permiſſum ſit, contra prioris Capitulationes, ac Leges aliquo genere moleſtiæ, aut pecuniariæ petitiones eoſdem Religioſos, cujuſcunque Ordinis & conditionis ſint, afficere, ſed conſuetæ Imperatoris pietate gaudeant & fruantur. Præterea Auguſtiſſimi & Potentiſſimi Romanorum Imperatoris ſolemnis ad Ottomannicam Portam Legato licitum ſit, commiſſis ſibi circa Religionem, & loca Chriſtianæ viſitationis in ſacra Ci-

vitae Jerusalem, aliisque in locis, ubi d. A. Religiosi Ecclesiae habuerint, exponere atque instantias suas facere.

XII. Publici Captivi antecedentis & praesentis Belli tempore ex utraque parte in captivitatem abacti, & in publicis carceribus adhuc detenti, consideratione illius almae Pacis liberationem sperent, nec possint diutius sine lachryae Imperatoriae Clementiae & laudatae Consuetudinis, ac Generositatis in eadem captivitatis miseria & calamitate relinquere, sed modo ab antiquo consueti cuncti Captivi a die hujus Tractatus Pacis ab utraque parte intra dies 61. in libertatem afferantur; Peculiariter, cum in paribus Transylvaniae captivitate detentus Nicolaus Scarlati Voivoda, ac filii & ejusdem domestici contra liberos Barones de Petrasch & Stein cum pones eos Constantinopoli in septem Turribus existentibus hominibus permutandi sint, quare & ii a data hujusce Pacis Tractatus intra dies 31. in confinis Valachiae invicem permutentur, & eliberentur.

Ceteris vero, qui in privatorem potestate, vel apud ipsos Tartaros sunt, licitum sit, liberationem suam honesto, & quam fieri poterit, mediocri lytro procurare, Quod si cum Captivi Domino honesta Conventio fieri non poterit, Judices locorum licet omnem per compositionem dirimant, Sin autem praedictis vis id etiam confici haud posset, Captivi pretis eorum, si-ve per testimonia, si-ve per Juramenta probatis, atque solutis, eliberentur, nec possint Domini aviditate majoris lucri scilicet redemptioni eorundem opponere; Et quandoquidem a parte Imperii Ottomanici homines non emittentur, qui taliter eliberandis Captivis operam adhibeant, spectabit ad probitatem Caesarum Praefectorum, ut ad dimittendum Ottomanos Captivos, quo empti sunt pretio, sincere comprobato, Dominos illorum adstringant, atque ita sanctum hoc opus pari utrinque pietate promoveatur.

Donec demum Captivi utraque praedicta ratione liberentur, Legati Plenipotentarii ex utraque Parte officia sua adhibebunt, ut interera mileri Captivi benigne tractentur.

XIII. Utriusque Partis Mercatores juxta antecedentes Capitulationes Pacis in Ditionibus utriusque Imperii rem mercatoriam libere, secure, & pacifice exerceant, Romanorum Imperatorum jam modo subiectarum, atque impofterum per Suam Majestatem a Christianae Religionis Statibus acquirendarum Provinciarum Mercatoribus & Subditis, cujuscunque sint Nationis, terra, marique, prout ad hanc rem destinati Commissarii convenerint, sub Signis & Literis patentibus Romano-Caesaris in Regnis & Provinciis Ottomanicis pacificus aditus & reditus pateat, emptioque & venditio libera sit, & solutis necessario pendendis Vestigalibus nequaquam molestentur, quinimo protegantur Consules & Interpretes, qui Mercatorum curabunt negotia, (uti praedicti Commissarii convenerint) in Ditionibus Ottomanicis constituantur, & reliquis Christianis a Tributo liberi Nationibus concessus favor etiam Romano-Caesaris Mercatoribus confirmetur & concedatur, eademque ipsi utilitate & securitate gaudeant & fruantur.

Algerini, Tunetani, & Tripolitani, aliisque, quibus inhiberi necesse est,

est, serio demandetur, ut impostorum Pacis Capitulationibus neutiquam contravenientes nullam prorsus Paci adversantem actionem perpetrent. Coerceantur quoque in ripa Maris sitæ Dulcinensis Arcis incolæ, ne deinceps Pyrraticam exercent, neve naves Mercatorum infestent, & damificent, eorum Lembis, seu Fregatis, & reliquis Navibus pyrraticis sublati alias exstruere prohibeantur, ita quidem, ut in tales Prædones, qui contra Imperiales Pacis Capitulationes Mercatorum Navibus damna invehere easque aggredi soliti fuerint, restituti omnibus in prædam ablatis rebus & bonis, resarcitiæque damnis & jacturis, ac in libertatem asserti Captivi, quos coperant, juxta Leges, ut Justitia exigit, ad aliorum exemplum animadvertatur, neque puniantur.

Ut autem Commerciæ res omnis fraudis experta sit, quidquid ab utraque Parte constituti, & de illis tractantes Commissarii concluderint ac determinaverint, ratum habeatur, in Capitulationibus inferatur & adjungatur.

XIV. Maneat porro etiam illicitum futuris quoque temporibus receptaculum, vel fomentum dæge malis hominibus, rebellibus Subditis, aut male contentis, sed ejusmodi homines & omnes Prædones, Raptores, etiam si alterius Partis Subditi sint, quos in Ditione sua deprehenderint, merito supplicio afficere utraque Pars adstricta sit, qui, si deprehendi nequeant, Capitaneis aut Præfectis eorum, siubi eos latitare compertum fuerit, indicentur, neque illos puniendi mandatum habeant, quod, si nec hi Officio suo in punitione talium Sceleratorum satisfecerint. Indignationem Imperatoris sui incurrant, aut Officiis exuantur, aut ipsimet pro Reis luant, quòque magis a Nefariorum hujusmodi petulantia cautum sit, Neutri Partium liceat intertenere & alere Haydones, quos liberos nuncupant, Plagiarios, Pribeck dictos, atque id genus facinorosorum hominum, qui non sunt alterius Principis stipendio conducti, sed rapto vivunt, tamque ii, quam qui eos aluerint, pro demerito puniantur, talesque Nefarii, etiam si consuetæ vitæ emendationem præ se ferant, nullam fidem mercantur, nec prope Confines tolerentur, sed ad alia remotiora loca transferantur.

XV. Ne tamen aliquo modo Confinium tranquillitas & Subditorum quies perturbari queat, loca, ubi Ragoczius, Berezenius, Antonius Esterhazy, Forgatsch, Adamus Vay, & Michael Czacky, alique Hungari, qui ab obedientia Augustissimi Romanorum Imperatoris desciverunt, & in Ottomannicis Ditionibus tempore Belli refugium quæsierunt, in Ottomannico Imperio ad libitum collocabuntur & disponentur, remota sint à limitaneis & confinariis partibus, & uxores tamen illorum non impediantur maritos suos sequi, & cum in inassignato districtu commorari.

XVI. Proponentibus Plenipotentiaris Suae Sacre Romano-Imperatoris Regiæque Majestatis ut Rex & Respublica Poloniæ in hocce Tractatu simul comprehendantur. Responsum est inter Regem Poloniæ ejusdemque dictam Rempublicam Pacem perpetuam & firmam & nullas cum Ottomannico Imperio controversias versari, si autem Poloni ratione Chozim, aut ob alia negotia, ad proferendam aliquid haberent, per Legatos, aut per litteras

apud Ottomannicam Portam notificare & exponere poterunt, quatenus equitate & iustitia determinabuntur.

XVII. Ut quoque tanto magis Amicitium hoc bonaque inter ambos Potentissimos Imperatores Amicitia firmetur, & coalescat, mutentur sollemnes utriusque Legati, ex æquo usitatis Ceremonialibus ab introitu in Consistia usque ad reditum in locum secundæ permutationis excipiendi, honorandi, tractandi, atque prosequendi qui in signum Amicitie Ipso tempore munus conveniens tamen, & utriusque Imperatoris Dignitati consentaneum afficiant deinde Æquinoctio verno mense Martio iter prævia mutua Correspondentia uniceodemque tempore suscipientes, in consistia more jam prædicto inter utrumque Imperium observato permittantur.

Solemibus porro Legatis in Imperatoris Aula, quidquid libuerit, petere liceat, atque permittatur.

XVIII. Regula & norma Curialium in recipiendis, receptisque pariter honorandis & tractandis Ministris utroque commensibus & commensibus juxta usitatum prioribus etiam temporibus modalitatem deinceps utriusque cum æquali decore & secundum distinctam characteris Ministrum prerogativam observetur. Legatis Romano-Cæsareis, & Residentibus, & quibusvis eorundem hominibus pro suo arbitrio, quibusque placuerit, vestibus nihil licitum sit, neve quicquam impedimento esse possit. Ministri porro Cæsareis, sive Oratores, sive Legati, sive Residentes, sive Agentes munere fungantur, quibus reliquorum Principum Ottomannicæ Portæ Amicorum Legati & Agentes immunitatibus & privilegiis perfruuntur, eadem libertate, imo ad distinguendam Cæsareæ Dignitatis prerogativam usitatis æquioribus modis fruuntur, habeantque liberam potestatem conducendi Interpretes, Cursores etiam & alii eorum homines, ab Aula Cæsareæ ad Ottomannicam Portam, atque iterum redeuntes, & utroque venientes salvo Passi tuto & secure permittent, atque, ut commode iter suum perficiant, omni favore adjuvantur.

XIX. Has vero Conditiones & Articulos ad formam hac mutuo placens in Majest. utriusque Imperatoris ratihabitu in, atque, ut sollemnes Ratificationis Diplomata intra spatium 30. dierum a die subscriptionis, vel citius in Consistis per Excellentissimos Legatos Plenipotentiariorum Mediatores reciproce, recteque commutentur, Legati Plenipotentiariorum utriusque Imperii sese invicibiliter præstuturos obligant, atque compromittunt.

XX. Dum Amicitium huic, & extendatur favore D. N. O. ad viginti, quatuor annos lunares, & continuo sequentes, à die qua ejusdem subscriptionis facta fuerit, quo annorum numero elapso, vel etiam medio tempore priusquam elabatur, liberum esto utriusque Partium, si ita placuerit, pactis hunc ad plures adhuc annos prorogare.

Itaque mutuo & libero consensu, quæcunque stabilita sunt, passim in Majestatem Augustissimam & Potentissimam Romanorum Imperatoris, & Majestatem Serenissimam & Potentissimam Ottomannorum Imperatoris, & Hæredes eorundem Imperia quoque & Regna ipsorum, Terra item Marique sine Regionibus, Civitates, Urbes, Subditi & Clientes, observentur sancte, religiose & inviolabiliter.

DES RUSSIANS DE L'EUROPE. 77

Et demandetur serio omnibus utriusque Partis Gubernatoribus, Præfectis Ducibus Exercituum, atque Copiis & quibuscumque in Eorundem clientela, obedientia & subjectione existentibus, ut illi quoque prædeclaratis Conditionibus, Clauulis, Pactis, & Articulis sese adæquate conformantes omnibus modis caveant, nec contra Pacem & Amicitiam hanc sub quocunque nomine aut pretextu se invicem offendant, aut damificent, sed quolibet prorsus inimicitia genere abstinendo bonam colant viciniam, certo scientes, quod si extenus admoniti morem non gesserint, severissimis in se poenis animadvertendum fore.

Ipse quoque Crimænsis Chamus & omnes Tartarorum Genes, quovis nomine vocatæ, ad Pacem hujus & bonæ vicinitatis & reconciliationis iura rite observanda adstricti sint, nec uldem contraveniendo hostilitates qualescunque exercenti erga qualvis Romano-Cæsareæ Provincias, earumque Subditos, aut Civitas, Porro sive ex aliis Exercituum generibus, sive ex Nationibus Tartarorum, si quis contra sacras Imperatoris hujus Capitulationem & contra Pacta & Articulos eorum quidpiam ausus fuerit, is poenis rigorosissimis coercetur.

Incipiat vero dicta modo Pax, quies, & societas Subditorum utriusque Imperii à superscra die subscriptionis, & cessent exinde, atque sustollantur omnes utriusque inimicitie, & Subd. utriusque Partis securitate & tranquillitate fruantur. Eoque flos, & quo magis per summam curam ac sollicitudinem hostilitatis inhibere possint, transmittantur quam celerime mandata, & edicta publicandæ Pacis ad omnes Confirmorum Præfectos, cumque spatium aliquod tempori requiratur, intra quod Officiales in remotioribus partibus præsertim confinis itam conclusæ Pacis notitiam obtinere valeant, statuantur viginti dies pro termino, post quem, si quis hostile quidpiam alterutra ex parte admittere præsumpsit, poenis superius declaratis irremissibiliter subiacent.

Ut demum Conditiones Pacis viginti hujus Articulis conclusæ, utriusque acceptæ, & debito summoque cum respectu inviolatæ observentur, siquidem Domini Plenipotentarii Ottomanici vi concessæ eisdem Facultatis Imperatoris Instrumentum Turcico sermone exaratum & subscriptum, legitimum & validum nobis exhibuerint, Nos quoque vi Mandati & Plenipotentis nostræ propriis manibus, & propriis Sigillis subscriptas hujus pactorum Literas in Latino Idiomaticè tanquam legitimum & validum Instrumentum extradjimus.

Acta hæc sunt in Congressu ad Passarovicium, in Servia, sub Tentoriis celebrato, die vigesima prima mensis Julii, Anno millesimo septingentesimo decimo octavo.

(L. S.) DANIAVUS HUGO COMES DE VIMONT.

(L. S.) MICHAEL DE TALMAN.

[S.]

1718. *TRAITE' de Paix entre l'Empereur Ottoman & la Republique de Venise, conclu à Passarowitz en 1718. tiré de l'Europäische Rube.*

In Nomine Sanctissime Trinitatis.

QUANDO QUIDEM Deus omnipotens indulget, inter Serenissimum, & Potentissimum Sultanum *AHMED HAN*, Ottomanorum, *Apa*, & Græciæ Imperatorem ac Serenissimam Rempublicam *Veniam* Bellum emergere; Divina quoque Misericordia dignata est, Belligerantium Animas Consilia Pacis inspirare. Quem in finem solennem Serenissimi, ac Potentissimi Principis, *GEORGI*, *Britanniarum Regis*, nec non Principum Dominorum, *Belgiæ federati* Statuum, Mediationis fervor conduxit, adeoque præfatus Rex Excellentissimum, & Illustrissimum Dominum, *Robertum SUTTON*, Equitem *Auratum* prædicti Domini, *Belgiæ Federati* Status, Excellentissimum, & Illustrissimum Dominum, *Jacobum COLLYERS*, *Canitem*, Plenipotentiariorum; humani Sanguinis Effusioni, Stragibus, & Desolationibus tot innocentium Subditorum finem facturos, atque pristinum Concordiam, & Amicitiam redintegraturos, delegaverunt. Cum igitur dicta Mediatio utrique partium accepta, & Congressus sollemnis in Consensibus, ad *Passarowitz*, in Regno *Servie*, fuerit destinatus, Excellentissimi, & Illustrissimi Domini, *Arabis EFFENDI*, secundus actualis *Camere Præses*. & *MEHEMED*, tertius *Camera Præses*, fulgidæ Portæ Plenipotentiariorum: ac Excellentissimus, & Illustrissimus Dominus *Carolus RUZZINI*, Equis, *Procurator*, & Plenipotentiariorum extraordinarius *Reipublicæ Venetæ*, comparuerunt; atque, post frequentes Congressus, interveniente Officio, & opera salutarum dictorum Dominorum Mediatorum, qui singulari Prudentia, & Industria suum Munus adimpleverunt, Ope Divina, tandem sequentes Articulos invicem pepigerunt.

ART. I. Munimentum *Inschi*, in *Erzegovina*, in *Dalmatia*, & *Albania* situm *Tiscovatz*, *Sirmizza*, *Uniso*, *Turtis Praloch*, *Erzano* & alia Propugnacula, *Aggeres*, *Arces*, *Loca* item *occlusa*, & *aperta*, quæ in manus *Reipublicæ Venetæ* cesserunt, in ejusdem possessione denuo permanent; atque, ut *Pines* sint *sepositi*, & *Limites* *separati*, ab uno alterum dictorum *Locorum Terminum* *linea* ducetur. Itaque quæ inter memoratam *lineam*, versus *Dominium Venetum*, & rectè versus *Mare* existunt, in possessione *Reipublicæ* permanent; quæ vero extra hanc *lineam*, *Excelsæ Imperio* remaneant; quemadmodum in *Tractatu Paris Carolinensi* est definitum. Mun-

mentis Reipublicæ restituta, & in prefata linea, rectè versus Mare, iuxta ac in fronte lineæ, sive semi-circulo, comprehensa, a destinatis Partibus utriusque Commissarius, pro exigentia, unus horæ spatium Terræ assignabitur. Si in vicinis memoratæ lineæ, aut extra eandem, reperitur Munimentum Excelso Imperio, eadem, cum omnibus Terris retrois, remanet, in fronte pariter per lineam semicircularem unus horæ spatium Terræ, infra circum, adjudicabitur.

II. Quemadmodum in Tractatu Pacis Carolovicensis pactum est: Territorium, & Districtus Dominorum *Ragusanorum* cum Territorio, & Districto Excelso Imperio continuantur; Eaque propter Locum *Papov*, cum suis Pagis, *Zarim*, *Ostovo*, & *Sabaz*, à Republica Veneta occupatus, cum omnibus ibidem existentibus, & communicationi nominis Territorii obstantibus, Excelso Imperio, quo modo statu inventus, restituitur; similiter à parte Arcis Novæ, & Rilanæ, communio Terræ *Ragusanæ* cum Excelso Imperio neutiquam interruptetur.

III. In Archipelago Græcæ, & Republicæ Venetæ oblate Insule de *Corys*, eidem redduntur, & octoginta dies post signatum Pacis Instrumentum, evacuantur, ac in possessionem restituantur.

IV. Munimentum *Barruto*, *Previsa*, & *Vonizza* in Ora Archipelagi, ac potestate Reipublicæ Venetæ, Tenore Fundamenti: *UTI POSSIDENTIS*, in ejusdem Reipublicæ Possessione denuo commemorantur; atque ab utriusque Partis Commissariis æqualiter dividendis Finibus unus horæ spatium Terræ assignabitur, cum positione Limitum, & Terminorum.

V. Ab utraque Parte Finibus in Dalmatia, Euzegovia, Albania, & Archipelago discernendis Commissarii periti, probi, benevoli, & pacifici destinabuntur, qui post tres menses, a signato Instrumento, Congressum cum pacifico, ac modesto Comitatu, aqualique numero, in loco competente inspicabuntur, & omnem operam navabunt Finibus utrinque statuendis ut brevissimi spatio, aut citius, si possibile fuerit, Munia sua exequantur.

VI. Quanto magis solida Amicitia, & Quies inter Subditos conciliande, tanto acrius sunt abominandi, qui reprobo genio, & ingenio, ipso etiam Pacis tempore, latrociniis, ac hostilibus machinationibus Tranquillitatem Finium disturbant; quam ob causam ejusmodi ha-legibus à neutra Parte tutamen, aut præsidium præstandum, sed indagandi, persequendi, & tradendi sunt, ut, alius in Exemplum, merita poena afficiantur; Quis & impossibile sit, similes nefarios adjuvare, aut tutari.

VII. Quoniam dissidia, æque Mari, ac Terra, remittunt, & motus benevolentia renascitur, hujus almae Pacis notitia Finium Præfectis insinuanda est; adeoque pro Bosnia, Albania, & Dalmatia terminus triginta dierum pro aliis, upote Insula Candia, aliisque Tribus tempus quadraginta dierum statutum est; intra quod tempus ab Excelso Imperio, sicut à Republica Veneta, quantum observari poterit, nec minus, hæc Articuli contrarium, pertrahendum.

Ceterum Subditis vera, & universalis conceditur Amnestia omnium, &

grante Bello, commissorum Factorum, etiam quorumcumque: quorum nomen jam, vel impotestum, arguetur, aut castigabitur

VIII Dispositus jam Finibus, & Terminis, in possessionem adjudicatis, omnia impotestum rata, sancta, & inviolata, observantur; & si quis Finem violare, seu Terminum transgredi præsumpserit, vel, si etiam Superiores hujusmodi Transgressores debito supplicio punire superederint, tam illi ipsi, quam delinquentes, severe puniantur. Si casu, Commissariis difficultates emergerent, super quibus æque convenire non possent, ab utraque Parte sincera causa novo iudicanda, ut subsidio, & officio Cæsarei, Anglici, & Hollandici, Dominorum Legatorum, apud Fulgidam Portam commorantium, Discrevitur rite, amiceque componantur; neque has, vel similes ob causas inimicitie exercendæ, neque Subditorum Concordia lædenda, neque stabilita Pax cum Excelso Imperio infringenda.

IX Municipia, Belli tempore capta, & in carceri composita, intuitu ultimæ Pacis, in fiduciam libertatis constituantur, ac, cum Libertatem, & Clementiam Imperatoriam dedecet, eadem in miserum squalore retineri, cuncta Municipia publica, spatio unius & sexaginta dierum, a signato Instrumento, in plenam libertatem invicem afferantur; interea, usque tempus eorum redemptionis affulserit, Plenipotentiarum utriusque Partis solidem curam gerent, quatenus interim benevole habeantur.

X Immunitatibus a Sultano quondam Nationi Præcarum concessis, congruenter, hi Ritus suos, ubicunque Ecclesiis suis, & Conventibus habuerint, exercitare, & frequentare poterunt, & si que restaurari indiguerint, vigore Cæsarei Mandati, & Equitatis, resarci poterunt. Nullus etiam ab hoc ipso illos impediet pecuniarum exactione, aut alio prætextu, contra Justitiam, & Excellentiam Capitulationem, alliget; Illi insuper Jerusalem, aliisque Loca sacra adire, & redire, absque omni impedimento, poterunt.

XI Si quis ex Venetis in Dominatu Ottomanico cum aliquo commercatus esset, qui solutione aliam fraudaret, & fugeret, quandoque de Excelso Mandato foret repertus, Merces Proprietario restituantur ac si quis ex Excelso Imperio cum Veneto commercatus esset, qui etiam solutionis loco aufugisset, & idem inveniretur, reperta pariter restituantur. Si quoque aliquis ex Imperio Ottomanico debita contraheret, vel alia ratione culpam incurreret, & effugeret, nullus alius innocens retentabitur, neque Venetiani, loco illius, postulabuntur. Quando talis in Dominium Venetum transmigrasset, & si debita probanda contraxisset, hæc eadem recuperabuntur, & Creditori redhibebuntur, atque, si quis Pœnam meruisset, ille juxta gravitatem sceleris, puniatur: pari etiam Talo, a parte Excelsi Imperii, procedendum.

XII. Licetum sit utrinque, receptis Munimenta resarcire, reparare, munire, non autem nova Munimina ad Fines construere, neque diruta a Venetis Propugnacula restaurare. In finibus Terræ firmæ, ubi expedit, fas est, Oppida, & Pagos undique moliri, pro excolenda mutua Necessitate, &

Ami-

Amicitia, & , emergente aliqua Differentia, Primum Præfetti, congregati, causam dissidii utraque ex parte, omni Justitia, & Concordia, decident.

XIII. Si Mercator ex Veneto in Dominatum Ottomanicum pervenerit, ob Æt alium non prematur, aut retineatur Nemo etiam Mercatorum Venetorum, si Bursam, vel alium ad locum proficisci voluerit, sine salvo conductu sui *Baili*, illuc permittatur, si aliqui pervicaces abs Indultu eo penetrare vellent, *Sabaiss Baili* assistat, illisque abire non permittat Servi Nautici Navium Venetorum ad Servitia Ottomanica nequaquam cogantur, sed, quo venerunt Cursu, Navibus suis remeare poterunt, neque ab illis, qui negotii gratia vel Venetis veniunt, vel inde redeunt, sive conjugati sint, sive caribes, quando in Statu Ottomanico non stabiluntur, & redire cogitant, ita dictum, *Coraze* non exigatur, Si inter Venetum, aliumque Christianum Tribunalium litigium nasceretur, & in flagrante disceptatione Testimonia Veneta producerentur, Adversarius autem, prætexendo, hos eundem Incolatus Christianos esse debere, Testimonia Christianorum Venetorum recusaret, & ita molestus esset, necessarium est, quoniam omnes Christiani unus Religionis sunt, ut, cum ipsorum lites contra alios Christianos incendantur, adigantur, Testimonia perhibere, & eadem, undecunque fuerint, assumi. & pro Æquitate rata haberi debent Si quis Mercator Venetus, in Dominatu Ottomanico itineri accinctus, in Pago aliquo invaderetur, rebus suis spoliaretur, vel in Aggressu trucidaretur, & omnia pessumarent, & , si ad hæc ipsi Hæredes, vel Curatores advenirent, causa eorum Justitia exaudiat, & executione mandetur Si quis Mercatorum Venetorum, ob negotia in Dominatum Ottomanicum venisset, & commercio suo immoratus, moreretur constituti Præfetti se ejus facultatibus non immisceant, sed eadem illius *Baili* tradantur.

XIV. Respublica poterit ex Placito suo mittere *Baili*, qui cum Familia sua, si voluerit, Constantinopoli cireiter Triennio habitare. & adhuc ante evolutum Triennium discedere poterit, si fortassis cum Familia venire nolit, id sine eadem facere pro exigentia Negotiorum suorum iterum ante Triennium migrare, atque alter in ipsius Munus succedere poterit. Hæque ultimo Honore observantur Ubi dissidium, non Rempublicam Venetam, sed solum *Baili* concernet, emerisset, illud memorato modo exponatur ad Negotia vero, à Republica illi non tradita, & commissa, non adstringantur, Quilacunque etiam hæc Negoria fuerint, dictus *Baili* obligatur, integre eadem Senatui Veneto exponere, si proinde Responsum, cum Commissionem, Facultatem, seu Potestatem, de super emanaverit, idem, potentem alio, contra Præscriptum, Facultatem, Capitulationem Imperialem, nequaquam vexetur, sed in quiete relinquatur. Pro omnibus, quæ *Baili*, Consules, Interpretes, eorumque Domestici, donandi gratia, Ære proprio coemerint, ut etiam pro eorum Victu, & Amictu, nullum Tributum, *Baz*, *Acet*, *Casside*, & *Alfettaræ* nuncupatum, postulabitur Consul Venetus, & per ipsorum Mercatorum Negotiationibus destinatis, ad idas Scias, ubi commorati sunt, possunt descendere, atque Hi illius Mo-

tione sunt. Et, quando mutare placuerit illos Consules, qui in Scalis Imperii Ottomanici resident. atque alios idoneos in vices illorum transmittere, id ipsum nullus impediat. Sin autem quis cum Consulibus, a Natione Veneta pro Ope, & Opera Venetorum Mercatorum consiliis, litigaret, illis manus impici non poterunt, neque illorum domus obsideri, sed diffidia, contra Consules, & Interpretes emicentia, a Fulgida Porta exaudiantur.

XV. Subditi utriusque Domini, tam Terra, quam Mari, in perenni quiete, securitate, ac omni procul impedimento, negotiari poterunt. Venetorum juxta, ac aliorum Principum Christianorum Subditi, Dominorum Venetorum Navibus vestri, incolumes, ac securi, venire, & redire possint, sine molestia, metuque Mancipatû, quapropter contra Milites Algerinos, Tunicanos, Tripolitanos, aliosque protestandum, atque insurgendum. ut Capitulationibus Cæsareis, & alia Paci contrarium nihil committant, quod ipsum etiam maritimi Litoris ad Arcem Dulcinentem Accolis mandandum est, ne Piraticam exercent, & ne damnum Mercatorum Navibus inferatur, illique omnis assultus impediatur, atque omnis molestia tollatur, Triremes ex illorum manibus extorqueantur, cum salvo jussu, imposterum alios non edificandi, hoc pacto ut ab illis, qui deinceps contra Capitulationes Cæsareas, aliamque Pacem Navis Mercatorum depredari presumpturi, Facultates, Merces, aliaque omnia direpta proprio Domino restituantur: Damnum reficiatur & Mancipia in Libertatem afferantur, quin etiam ejusmodi nefarii homines, quemadmodum Justitia postulat, ad Exemplum aliorum, quam severissime puniatur. & insuper Notæ Imperiales, & Excelle Mandata, quondam a Regnantibus Sultanis hac super re concessa, a parte Cæsarea ab integro renoventur, confirmentur, & ex Tenore suo, adimpleantur.

XVI Quando in Finibus, ob Homicidas, aliasve Causas, Dissidia & Inimicitie orientur, Arbitratu Praefectorum Finum illorum, secundum aequitatem, decidendum est, & discordias, quomodocunque exortis, obviandum, ne opus sit, Quæstus ad fulgidam Portam, & Senatum Venetum deferre Summa proinde Industria impendenda, ut Causæ in Loca decendantur. Partes non confundantur & si nullo hic modo discordiae possent componi, hac super Re omni integritate referendum.

XVII Si Mercatores Veneti ex venditione, vel emptione, aut mutuo accepto, Negotiatione, & Sygrapha, aliave iusta ratione debita, operam Justitiae repolcunt, & auxilium *Mahaffir*, vel Superintendentis, exagunt, ex Nummo exactu *Mahaffir*, vel *Zas*, Tributum, in Foris solvi solutum, pendatur scilicet duos *Aspri* pro cento, nec plus ex Summa postulare licet. Negotiatores, Consules, Interpretes, & alii Subditi Republicæ, ejusdemque subiectæ Provinciæ in Negotiationibus suis, sub Excelso Imperio exercendis, in emendo, vel vendendo, commodando, merces procurando, Tabulis debitorum, aliisque quibuscunque iustis petitiombus *Cadi* accedant: contractum Protocollo inferi faciant & *Covero*, vel aliam validam Scripturam recipiant, & oriente discordia, *Covero*, Scriptum, & Protocollum coele-

conferenda sunt, & conformitate horum procedendum, sin horum nihil esset producendum, æquitas tamen exigeret, Querelas discernere, Judices eisdem vigore Justitiæ, integre, & æqualiter excipiant Testimonia adducta decenti sedulitate examinent, & scrutentur, utrum a mendacibus, improbis, iniquis, & facinoribus obnoxii non perhibeantur, nec personæ, simili crimine, Testimonius perhibendis repugnante, infames audiantur, ne iniquitas, & injuria committatur, neque etiam super his iniquis, subdolis, & corruptis Testimoniis Sententia pronunciari potest & si quæ Sententia prolata foret, non obtineat, ut nullo modo injustitia subsequatur. Quod si aliqui Venetorum Mercatorum, vel Navicularum in Extremo Imperio Turcæ ficerent, & navigia, ac merces ibidem non essent illorum propria, sed, Justitia indagante, ad Mercatores Venetos, vel existentes sub Dominio Veneto Subditos pertinerent, a nullo veniant, nec exigantur, sed Venetus *Bailus*, aut Consules Navigia, & Merces e manibus eorum recipiant, ne penes illos remaneat, quod aliis, ex jure, & ratione, competit.

XVIII. Cum inter duos Venetos lis exoritur, illorum *Bails*, more solito, & absque impedimento, illos audiant, & si quis cum dicto *Bails*, in Urbe Constantinopolitana disideret, apud Fulgidam Portam in *Dromo* Imperiali, causa exaudiat. Si vero Sultanus foris moretur, venientes cum *Bails* licet a Præfecto, Custodia Urbis Constantinopolitanæ destinatio, ac Judice simul audiantur, & si quis dissidium, vel petium, negotiationem Venetorum Mercatorum concernent, haberet, *Cadi* accedat, & absente Veneto Interprete, *Cadi* illorum Querelas excipere non liceat. Verum tamen Litigantes nullam difficultatem cavilabunt, obtendendo. Interpretem non adesse, sed obligabuntur eisdem aducere, si autem Interpretes magni momenti negotium esset occupatus, usque ad ejus reditum expectandum est. *Bails*, nisi legitima Instrumenta adfuerint, ob alia Nomina non compellantur, nec ad solvendum coguntur, nisi, si Debitores se subdicerent, Creditores illos investigare poterunt, ubi, approbante Judice, vel Præfecto, jus suum postulare possunt si Debitor autem in Ora Republicæ Venetæ subiectus diffugerit, *Bails* Causam ad Rempublicam devolvat, ut diligenti animadversione Actor sua recuperet.

XIX. *Musulmani* ex Barbaria, & aliis ex Regionibus, Mercatores, qui Terra, Marique negotiantes, Dominum Venetum contingunt, consueto Mercum vestigali soluto, non impediuntur, nec damno afficiuntur, sed in Dominatum Ottomanicum, prout lubet, venire, & redire valcant Venetæ pariter, ac aliæ Naves, quæ in Sinum Adriæ penetrant, negotiorumque causa Venetis appellant, & remeant, neutiquam impediuntur, aut læduntur, si alioquin aliis non offecerint Naves Venetæ, secundum vetus Teloni Institutum, Constantinopoli perquisitæ, ubi ad Fierum Castellorum pervenerint, juxta vetus Vestigalis Edictum, rursus perquiratur, & tunc indulgeantur vela pandere, neque fas sit, eisdem Gallipoli amplius explorare, attamen, secundum veterem Vestigalis Canonem, duntaxat ante Oram Castellorum denuo lustrantur, tum velis iter prolequantur.

XX Si Mancipium, Venetus fugitivum, in Dominatum Ottomanicum

transgrediretur, & Turcs fieri, Domino, ipsum assecuto, mille *Aspri* solvantur si autem, non Dominus, sed ejusdem Procurator veniret, eidem pariter mille *Aspri* solvantur, verum, si Mancipium si adhuc Christianum, in quo status reperitur, restituitur Pari modo, si *Musulmani* ex Dominatu Ottomanico in Dominium Venetum transfugeret, fidemque suam celasset, in eodem statu restituitur, sed si Christianus factus esset, ejusdem Domino, vel Procuratori mille *Aspri* solvantur Si Remiges Piratarum Barbarorum ad Venetorum Insulas, aliasque eorum Ditiones Naves appellerent, eorundem Incolas in servitutem adigerent eisdemque, in Romeliam, Napolim, Barbariam, & alias in Terras abductos, venundarent, vel etiam suis usibus adhiberent, cuncti ejusmodi Mancipium in servitute etiam cujuscunque inveniretur, sine controversia, ex illius manibus eripitur, & Republicæ *Baili*, vel Locum tenenti, aut Procuratori tradatur pirata quoque coerceantur, & severe puniantur, sed si illud Mancipium *Musulmanus* factus esset, in libertatem restituitur Si contra Excellas Capitulationes, & aliam Pacem Subditi Veneti, ab aliquibus in servitutem redacti, de manu in manum traducerentur, & aniam discordie præberent, illi imprimis Veneti Tempore Pacis in servitutem abacti, ubicunque existerint, si *Musulmani* facti fuerint, liberentur. & si in fide sua perseveraverint, vigore præsentis Tractatus, *Baili* Veneto, vel alteri destinato, tradantur. Et, quia Decreto Imperiali cautum est ne imposterum dicti Veneti, contra Instrumentum alme Pacis, in servitutem abigantur, Nefarii, qui illos in servitutem abducturi essent, absque ulla difficultate, aut prætextu, puniantur, quo, sicut prius, Summa Mandati Cæsarei adimpleatur

XXI More antiquo, videlicet a triumphata per Excessum Imperium Arabia, Alexandriam ex Cairo duæ Classes mercatorum, & totidem ad Scalis Tripolitanis Soria, & Barutu, Damasco subjectas, Merces, Facultatesque suas opportune transportare poterunt, nec stato tempore retardabuntur. Præterea memoratæ duæ Classes cum grandiori Numero, minoribus, vel majoribus Navigiis, juxta receptam mercandi consuetudinem, sine reprobatore, valeant Negotia sua prosequi Adhuc in Scalis Constantinopoli, Barutu, Tripoli, aliisque Locis novata contra consuetum Tributa tam a Mercibus, quam Pecuniis sublevantur. & Stylo antiquo procedatur, neque permittatur contra vetus Vectigalis Institutum aliquid laxum facessere nec dictæ Classis Mercatorum, aliasque Naves, nec Mercatores, nec Merces, contra Morem veterem, a *Baili*, vel alio quibuscunque aggraventur, quin publica Securitate gaudeant, & ab omni Impetu sint tuti Quia, Bello confecto, & Pace, Imperante Sultano Selim Han, reintegrata, ter centum mille *Cechins* Summa intra Triennium dependenda, integre esset soluta, prout asservatus in Aërio Imperiali Tabellis insertum, & ideo Temporibus Sultanorum, Seliman Han, Selim Han, Amurad Han, Mohamed Han, Ahmed Han, nec non eorum Nepotum, Sultan Osman Han, & Amurat Han, Conditiones, & Pacta super memoratis *Cechinis* plene essent adimpleta, & Excessus Capitulationibus a præfato Parente defuncto concessis, de novo non includebatur, neque idcirco Molestia, aut Tumultus causabantur, et

Manda-

Mandata, a memoratis defunctis emissa, confirmabantur; quandoquidem Respublica Veneta, nec consilio, nec facto, Inimicis Excelli Imperii Terra vel Mari assultit, hæc æterna Pax jugiter observabitur.

XXII. Quoniam solennia Religionis Sacra secundum transactas Capitulationes observantur, Legato Veneto sit integrum, de hoc ulterius apud Solum Imperiale proponere, & exceptis Articulis, sensui præsentis Instrumenti contrarius, quod in Tractatu Pacis Carolovicensi sancitum, consolidabitur.

XXIII. *Sanzachi, Asi, Sabasi*, aliæ in excelso Imperio Officii Præfecti, Provincie, Munimenta, Oppida, & Incolis Republicæ Venetæ nullum damnum inferant; si quis ex subditi Majestati Imperiali *Basis*, vel Exercitu, prædictis Provinciis, Munimentis, Oppidis, & Incolis detrimentum allaturus esset, Excello Jussu resarciatur, & Rei puniantur Mercatores, & alii Republicæ Venetæ Subjecti Mari vel Terra Excellium Imperium ingressi, suis Classibus, Navibus, aliisque Lembit in Portum Constantinopoli, Galatæ, ac in Arabia Alexandriæ, in Carum, & Stationes Olliæque intra Gallipolim, non ex inopinato, sed salutis, & annuentibus Castellorum Præfectis, invitantur, nisi Tempestatum, vel Piratarum Injuria, & prout alii Litoribus jactati, appellere impellantur; tali Casu hoc subire poterunt, sed si fieri potuerit, prius renunciet, nec in proinde, citra Facultatem, progrediantur; imo Transgressores puniantur, Senatu Veneto inculpato. Si Naves, Copiæ, vel Classis Ottomanica Venetis occurreret, mutuam Amicitiam demonstrabit, nullumque pariet dispendium; pariter Classi, Copiæ, & Navibus Excelli Imperii, cum facultate Cæsareæ vellicantibus, obliquabuntur Vela, & Signa Humanitatis exhibebuntur; si illorum Navibus, Pecoribus, Hominibus, Mercibus, vel aliis Rebus incommodum causaretur, totum refundetur Eodem modo, si Navigia, & Classi Navibus ex instructu nautico Imperiali, vel mercatorio, obviant, sine omni Injuria, pacifice prætervehantur; si vero Navibus, Hominibus, Mercibus, aut Pecoribus detrimentum illatum foret, reparetur. Si forte in Piratarum Naves offenderetur, & hi Venetos, deinde Victores adorirentur, exceptis in conflictu occisis, reliquis Mancipia non trucidentur, sed salva ad fulgidam Portam adducantur, ut, ad aliud Exemplum, accerine puniantur. Si Naves classis Cæsareæ Excelli Imperii versus Oram, ad Veratos non pertinentem, Ratione Belli tenderet, Classis Veneta intra terminos Quietis, & Amicitie retulit, absque omni motu, ac subsidio, ex quo Ul filius Cæsareæ detrimentum capiat. Multo minus Veneti Naves, Excello Imperio inimicæ, intra litora recipiant, nec ullo Prætextu tueantur; si quis autem hoc Mandatum Imperiale violaverit, in flagrantem, alius ad Exemplum, castigetur; vagabundos aliarum quoque Provinciarum Pontones, Remigantes, aliasque Naves detestissima Republica Veneta in suis Propugnaculis, Munimentis, & Portibus non protegat, sed, si possibile sit, comprehendat, & sine mora puniat. Mandatum Imperiale, Piratas concernens, imperante Sultano Amurad Han concessum, & regnante Patre moderni Sultani renovatum, si recognoscatur, ratum habeatur.

XXIV. Si Navis Veneta, Itineri in Dominatum Ottomannicum accincta, ob Tempestatem Naufragium pateretur, Homines superstites omnes Libertati relinquantur, & Facultates salvata Domino proprio consignentur, nec a Praefectis, illorumque Domesticiis, vel aliis intestentur; similiter, si Navis Ottomannica, domum redox, Ventis contrariis pessum iret, superstites a Venetis non incommodabuntur, & opes illorum, sine Difficultate, vel Litigio, Domino proprio restituentur. Quibus ex Locis Excelsi Imperii Remiges, Celoces, aliaeque Naves, absente Naclero, solvunt, idonea Documenta a Dominis dictarum Navium conferant, quod non cogitent in Statum Venetum excurrere, ac damnum inferre; &, si sine Documentis exhibitis, excurrerint, Rei existimabuntur, & tales severissime punientur, ubi jam autem, exhibitis Documentis, damnum intulissent, illud ex eorum Chirographo refarcitur. Pari ratione, Naves Venetae, quae, sine Naclero evagantes, Documentis exhibitis, Ditioni Ottomannicae incommodum crearent, ex oppignoratione illud compensent; verum, si, sine his Documentis, Vela facerent, tanquam Rei, judicentur, ac puniantur. Quod si Tributarius, vel Operarius, ex Excelsio Imperio profugus, Munimentum, vel Propugnaculum Venetum inhabitare vellet, non assumatur, sed extra difficultatem in statu, quo constaret, personae delegatae tradatur; si insuper ille Homocidia, & Latrocinia perpetrasset, praedam existentem reponat, quod ipsum etiam Excelsio Imperio incumbit. ut, quando quis ibidem aliquem occidisset, vel spoliavisset, ille res direptas, in quo statu invenirentur, restituat.

XXV. Quoniam Negotiatio fructus est almae Pacis, & Cultura Statuum, ac Provinciarum, Veneti Terra, Marque in Dominatum Ottomannicum: Constantinopolim, Smirnam, in Cyprium, Tripolim in Syria, Alexandriam in Cairo, Aleppum, aliasque ad Scalas, pristina Quiete, proficisci poterunt; &, contributis, secundum aliarum Portarum amicarum Nationum consuetudinem, pro ibiatarum, clatarumque Mercium Vestigali, tribus *Aspro* pro cento, majori Tributo, vel novis gravioribus Expensis non onerabuntur; &, quindocidem debitum Tributum Moneta, in Dominatu Ottomannico, & Aetatio Imperiali usitata, exsolvent, praeteritum Mors veteris, & fraudulenta ad modernam Monetam additione non afflictabuntur. Quando saepius memorati Mercatores ad aliquam Scalam appulissent, Mercium suarum partem ibidem exoneraturi, Portitores duntaxat ex depositarum Mercium parte Vestigal exigant, nec cogant, cunctas Merces exonerare. Si Merces ex una Navi in aliam vellent transportare, ad Scalas alias traducturas, nullus obstat, nec Portitor, nisi illorum Merces exponerentur, Tributum exigat, vel eadem exonerare compellat Vestigalium Praefecti, qui Mercatoribus difficiles, adventantium Navigiorum Merces pluri taxatum essent, loco Vestigalis, tot merces, absque postulata pecunia, accipiant. Venetae Naves reduces, pro Aere Anchorario trecentos *Aspros*, aliis amicorum Principum Nationibus pendi solitos, sine majore Tributo exigendo, persolvant. Si Tributum transportatarum ad Scalas Mercium semel solutum, & Syngrapha solutionis allata. Merces autem in his Scalis nondum fuissent

distrahat, & alio forent transferendæ, nullus in his, aliisque Scalis repugnet, nec ultimo in loco Tributum novum exigatur. Portitores, accepto Vectigali, neminem retardent, aut impedian, sed Tessera Vectigalem reddant, quæ Tessera, in Telonis aliarum Sclarum exhibita, tantum valebit, ut novum Tributum exigere non valeant, atque, si alius in Scalis, ubi *Messetaria* repositur, eandem, secundum veterem Vectigalis Normam, solverint, contra solum, non aggraventur. Veneti, æque ac alii Mercatores Amici, necnon Excelso Imperio deferentes qualescunque ex omnibus Tributo subjectis Mercibus, in Navibus Venetis repositis, & sub Aplustis Divi *Marcæ* advectis, si Mercatores illi, ut dictum, qualescunque, intra Terminos se contineant, suis *Basis*, & Consulibus Tributum *Cottimo*, dictum *Consolato*, citra ullius oppositionem persolvant. In qualibet Scala Veneta, ubi ante hoc Bellum *Emmi* apud *Tesardar* Bosniæ morabantur, ad recipiendum ex transportatis huc illucque Mercibus, a Mercatoribus Tributum, Vectigal, eodem modo tales *Emmi* residebunt, qui juxta veterem postulandi Normam Tributa denuo recipient. Eaque propter Mercatores Veneti, ob expressum supra Tenorem, securi, & incolumes, negotiari poterunt, absque eo, quod, contra Jus, & æquum, ab aliquo incommodabuntur, vel perturbabuntur. quin imo potius protegantur, & defendantur, Quod ipsum, durante alia Pace inter Serenissimum, & Potentissimum *Musulmannorum* Imperatorem ac Serenissimam Rempubliam Venetam, per ejus universum Imperium, jugi Devotione perpetuum stabiliatur.

XXVI. Postquam igitur hæc Pactiones, & consignati Articuli quemadmodum in præsentiarum continentur, utraque ex Parte fuerint confirmati, & corroborati; statutum est, intra triginta dies, a signato Instrumento (aut prius etiam) Litteras Pacem ratam habentes præstolari, easdemque per manus præfatorum Dominorum Mediatorum Britanniarum, & Hollandiæ recipere, absque eo, quod ullo modo Pacta utrinque stabilita possint alterari.

Quum super omnibus his Articulis, ratas Capitulationes complexis, pro inviolata illorum Observatione, ac Confirmatione dicti Legati Plenipotentiarum Ottomannici Instrumentum, in Eorum Idiomate fideliter consignatum, sigillatum, & subscriptum, tradidissent, Legatus Plenipotentiarum Serenissimæ Reipublicæ Venetæ vigore Potestatis suæ, hoc Instrumentum, pari fide sigillatum, & subscriptum, reddidit. Actum sub Tentorio, ad Passarovitz. XXI. Jul. MDCCXVIII.

(L. S.) CAROLUS RUZZINI, Eques, Procurator, Legatus Plenipotentiarum Extraordinarius.

[T.]

1716. ✓ *TRAITÉ de la triple Alliance, entre la Grande Bretagne, la France, & les Provinces-Unies, con. lu à Londres en 1716. Recueil d'Actes, Negociation &c.*

LOUIS, par la Grace de Dieu, Roy de France & de Navarre . . . tous ceux qui ces presentes Lettres verront, Salut. Comme notre aimé & feal le Sieur Abbé du Bou, Conseiller ordinaire en notre Conseil d'Etat, & notre aimé & feal le Sieur de Châteauneuf, Marquis de Castaigne, Conseiller Honorable en notre Cour de Parlement de Paris, nos Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires, en vertu des Pleins-pouvoirs que nous leur en avons donné, auroient conclu, arrêté, & signé à la Haye le quatrieme du present mois de Janvier, avec le Sieur Guillaume Cadogan, Baron de Reading, Chevalier de l'Ordre de Saint-Andre, Maître de la Chambre de notre Tres-cher & tres-ami Frere le Roy de la Grande-Bretagne, Lieutenant-General de ses Armées, Colonel du second Regiment de ses Gardes, Gouverneur de l'Isle de Wight, & son Ambassadeur Extraordinaire & Plenipotentiaire, pareillement muni de ses Pleins-Pouvoirs, & avec les Sieurs Jean Van-Essen, Bourguemestre de la Ville de Zuerphen, Curateur de l'Université à Harderwick, Wigbold Vander-Does, Seigneur de Nortwick, de l'Ordre de la Noblesse de Hollande & Westsrie, Grand Bailly & Dyckgrave de Rhynlande, Antoine Heinsius, Conseiller-Pensionnaire, Garde du grand Sceau, & Surintendant des Fiefs de la Province de Hollande & de Westsrie, Samuel Comnck, Senateur de la Ville de Vreere, Frederick-Adrien, Baron de Rhede, Seigneur de Renswoude, Emmenckhuisen & Moerkerken, &c. President de la Noblesse de la Province d'Utrecht, Ube Aylus van Burmania, Grietman de Leeuwarderadeel, Antoine Eckout Bourguemestre de la Ville de Campen, & Wicher Wichers, Bourguemestre de la Ville de Groningue, Tous Deputés dans leur Assemblée de la part des Etats de Gueldres, de Hollande & Westsrie, de Zelande, d'Utrecht, de Frise, d'Overissel, & de Groningue & Ommelandes, en qualité de Plenipotentiaires de leurs Hautes Puissances, nos très-chers & grands amis les Etats-Generaux des Provinces Unies des Pays-Bas, pareillement munis de Pleins-Pouvoirs, le Traité d'Alliance défensive dont la teneur s'ensuit.

Comme le Sérénissime & très-Puissant Prince & Seigneur Louis XV. par la grace de Dieu, Roy très-Chrétien de France & de Navarre, le Sérénissime & très-Puissant Prince & Seigneur George, par la grace de Dieu Roy de la Grande-Bretagne, Duc de Brunswick & de Lunebourg, Electeur du Saint Empire Romain &c. & les Hauts & Puissans Seigneurs les Etats-Generaux

néraux des Provinces-Unies des Pais-Bas, desirant d'affermir de plus en plus la Paix établie entre leurs Royaumes & Etats respectivement, d'éloigner entièrement de part & d'autre tout sujet de soupçon qui pourroit en quelque manière, que ce soit troubler la tranquillité de leurs Etats, de resserrer plus fortement encore par de nouveaux nœuds l'amitié qui est entre eux, ils ont crû que pour parvenir à une fin si salutaire, il étoit nécessaire de convenir entre eux, Et pour cet effet leursdites Majestés & lefdits Seigneurs Etats Généraux ont nommé, savoir

Le Roy Très-Chrétien, ses Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires, le Sieur Guillaume du Bois, Abbé de Saint-Pierre, d'Airvault, de Saint-Just & de Nogent, ci-devant Precepteur de Son Altesse Royale Monseigneur le Duc d'Orléans, Regent du Royaume de France, Conseiller d'Etat ordinaire, & le Sieur Pierre-Antoine de Châteauneuf, Marquis de Castagnere, Conseiller Honoraire au Parlement de Paris, & Ambassadeur de Sa Majesté Très-Chrétienne auprès des Seigneurs Etats-Généraux des Provinces-Unies

Le Roy de la Grande-Bretagne, son Ambassadeur Extraordinaire & Plenipotentiaire le Sieur Guillaume Cadogan, Baron de Reading, Chevalier de l'Ordre de Saint-Andre, Maître de la Garderobe du Roy de la Grande-Bretagne, Lieutenant Général de ses Armées, Colonel du second Regiment de ses Gardes, Gouverneur de l'Isle de Wight

Et les Seigneurs Etats-Généraux, leurs Deputés & Plenipotentiaires, les Sieurs Jean Van-Essen, Bourguemestre de la Ville de Zutphen, Curateur de l'Université à Harderwik, Wigbold Vander-Does, Seigneur de Noortwick, de l'Ordre de la Noblesse de Hollande & Westfrise, Grand Bailly & Dyckgrave de Rhynlande, Antoine Heinsius, Conseiller Pensionnaire, Garde du Grand Sceau, & Surintendant des Fiefs de la Province de Hollande & Westfrise, Samuel Coninck, Sénateur de la Ville de Veere, Frederik-Adrien, Baron de Rheede, Seigneur de Renswoude, Emminkhuyzen, & Moerkerken, &c. Président de la Noblesse de la Province d'Utrecht, Ulbe Aylua van-Burmania, Grietman de Leeuwarderadeel, Antoine Eckhout, Bourguemestre de la Ville de Cimpén, & Wicher Wichers, Bourguemestre de la Ville de Groningue. Tous Députés dans leur Assemblée de la part des Etats de Gueldre, de Hollande & Westfrise, de Zelande, d'Utrecht, de Frise, d'Overijssel, & de Groningue, & Omme-landes.

Lesquels, après s'être communiqué réciproquement leurs Pleins-Pouvoirs, dont les Copies seront insérées mot à mot à la fin du présent Traité, & après en avoir fait l'échange en la manière accoutumée, sont convenus d'un Traité d'Alliance défensive entre le Roy Très-Chrétien, le Roy de la Grande Bretagne, & les Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies, leurs Royaumes, Etats, & Sujets, aux conditions qui suivent.

I. Qu'il

I. Qu'il y ait dès ce jour & à l'avenir pour toujours une Paix véritable, ferme & inviolable, une Amitié encore plus sincère & plus intime, une Alliance & une Union plus étroite entre lesdits Sérénissimes Rois, leurs Héritiers, & Successeurs, & les Seigneurs Etats Generaux, les Terres, Pays & Villes de leur obéissance respectivement, & leurs Sujets & Habitans, tant au dedans qu'au dehors de l'Europe, & qu'elle soit conservée & cultivée de manière, que les Parties contractantes le procurent réciproquement & fidèlement leur utilité & leurs avantages, & qu'elles détournent & empêchent par les moyens les plus convenables les pertes & dommages qui pourroient leur arriver.

II Et comme l'expérience a fait connoître, que la proximité du séjour de celui qui a pris le titre de Prince de Galles, pendant la vie du feu Roy Jacques II. & , après la mort dudit Roy, celui de Roy de la Grande-Bretagne, peut exciter des mouvemens & des troubles dans la Grande-Bretagne & dans les Etats qui en dependent, il a été convenu & arrêté que le Sérénissime Roy Très-Chrétien s'oblige par le présent Traité d'engager ladite personne de sortir du Comtat d'Avignon, & d'aller faire son Séjour, au delà des Alpes immédiatement après la signature du présent Traité, & avant l'échange des Ratifications Et le Roy Très Chrétien, afin de témoigner encore davantage le desir sincère qu'il a, non seulement d'observer religieusement & inviolablement tous les engagements que la Couronne de France a pris ci devant touchant ladite personne, mais aussi pour ôter à l'avenir tout sujet de soupçon & de défiance, promet & s'engage de nouveau pour Lui, ses Héritiers & Successeurs, de ne donner, ni fournir, en quelque tems que ce soit, directement ni indirectement, sur Mer ou sur Terre, aucun Conseil, secours ou assistance d'argent, Armes, Munitions, attirail de Guerre, Vaisseaux, Soldats, Matelots, ou de quelque autre manière que ce soit, à ladite Personne, qui prend le Titre ci-dessus exprimé, ou à d'autres quelles qu'elles soient, qui ayant commission d'elle pourroient dans la suite troubler la tranquillité de la Grande-Bretagne, par une Guerre ouverte, ou par des conjurations secrètes, ou des séditions, & des rebellions, & s'opposer au Gouvernement de Sa Majesté Britannique

De plus, le Roi Très-Chrétien promet, & s'engage, de ne permettre en aucun tems à l'avenir, à la Personne ci-dessus désignée, de revenir à Avignon, ou de passer par les Terres dépendantes de la Couronne de France, sous prétexte de retourner, ou à Avignon, ou en Lorraine, ou même de mettre le pie en aucun Lieu de la Domination de Sa Majesté Très-Chrétienne, & encore moins d'y demeurer, sous quelque nom ou sous quelque apparence que ce soit.

III Lesdits Sérénissimes Rois, & lesdits Seigneurs Etats Generaux, promettent encore, & s'engagent réciproquement, de refuser toute sorte d'aide & de retraite aux Sujets de l'un d'entre eux, qui auront esté, ou pourront être déclarés rebelles, aussi tôt que la requisiion en aura été faite par celui des Contractans, dont ces rebelles auront été reconnus pour Sujets & mé-

même de contraindre lesdits rebelles de sortir des Terres de leur obéissance dans l'espace de huit jours, après que le Ministre dudit Allié en aura fait la requiſition au nom de son Maître.

IV. Et le Roi Très-Chrétien deſirant ſincèrement exécuter pleinement tout ce dont il a été ci-devant convenu avec la Couronne de France, touchant la Ville de Dunkerque, & de ne rien omettre de ce que le Roi de la Grande-Bretagne peut croire neceſſaire pour l'entière deſtruction du port de Dunkerque, & pour ôter tout ſoupçon, qu'on ait intention de faire un nouveau Port au Canal de Mardick, & qu'on veuille le faire ſervir à autre uſage qu'à l'écoulement des eaux, qui inonderoient le Pais, & au Commerce neceſſaire pour la ſubſiſtance & l'entretien des Peuples de cette partie des Pais-Bas, qui ſera ſeulement fait par des Bâtimens, qui ne pourront avoir plus de ſeize pieds de largeur, Sa Majeſté Très-Chrétienne s'engage & promet de faire exécuter tout ce dont le Sieur d'Iberville, Envoyé du Roi Très-Chrétien, & muni de ſon Pourvoir, eſt convenu à Hamptoncourt, comme il eſt contenu dans le Memoire du (trentième) dix neuvième de Septembre de l'année mil ſept cens ſeize, ſigné par le Sieur d'Iberville, & par le Sieur Vicomte de Townſhend, & le Sieur Methwen, Secretaires d'Etat de la Grande-Bretagne, dont la teneur ſuit.

Explication de ce qui ſe doit inferer dans le quatrième Article du Traité touchant le Canal, & les Ecluſes de Mardick.

PREMIEREMENT. que le grand paſſage de la nouvelle Ecluſe de Mardick, qui a quarante-quatre pieds de largeur, ſera détruit de fond en comble, c'eſt-à-dire, en ôtant ſes Bajoyers, Planchers, Buſques, Longrines, & Traverſines, ſur toute ſa longueur, & en enlevant les portes, dont les bois & la ferrure ſeront deſaſſemblés, & tout ceci pourra être employé ailleurs à tels uſages que Sa Majeſté Très-Chrétienne jugera à propos, pourvû cependant, qu'on ne ſ'en ſerve jamais pour aucun Port, Havre, ou Ecluſe à Dunkerque, ou à Mardick, ou en quelque autre endroit que ce ſoit, à deux Lieues de diſtance d'aucune de ces deux Places: l'intention des Parties contractantes, & le but qu'on ſe propoſe par ce Traité, étant, qu'aucun Port, Havre, Fortification, Ecluſe, ou Baſſin, ne ſoient faits ou conſtruits à Dunkerque, à l'Ecluſe de Mardick, ou en quelque autre endroit que ce ſoit, ſur l'Eſtran, dans une telle diſtance ſur cette Côte.

Secondement: Que la petite Ecluſe reſtera à l'égard de ſa profondeur, comme elle eſt à préſent, pourvû que ſa largeur ſoit réduite à ſeize pieds, c'eſt-à-dire, en avançant de dix pieds du côté d'Occident le Bajoyer de la pile, après avoir ôté ſix pieds du Plancher, & Buſques du Radier de toute la longueur du même côté, les quatre pieds du Plancher reſtans, étant neceſſaires pour ſervir de fondement au nouveau Bajoyer, & comme on doit avancer ledit Bajoyer de dix pieds vers l'Orient, on détruira pareillement dix pieds de la même Pile du côté de l'Occident depuis ſa fondation,

afin que le présent Radier ne puisse jamais servir pour une Ecluse de la largeur de vingt-six pieds, comme celle-ci est à présent.

Troisièmement : Les Jettées & les Fascinages depuis les Dunes ou l'endroit où la Marée monte sur l'Éstran, quand elle est la plus haute, jusqu'à la plus basse Mer, seront rasés des deux côtés, le long du nouveau Chenal, par tout au niveau de l'Éstran, & les pierres, & les fascinages, qui sont au-dessus de ce niveau, pourront être emportés & employés à tel usage que Sa Majesté Très-Chrétienne jugera à propos, pourvu cependant, qu'on ne s'en serve jamais pour aucun Port ou Havre à Dunkerque, ou à Mardick, ou en quelque autre endroit que ce soit à deux lieues de distance d'aucune de ces deux Places, l'intention des Parties contractantes, & le but qu'on se propose par ce Traité, étant, qu'on ne fera jamais plus de jettées ou Fascinages dans cette distance sur chacun endroit de l'Éstran de cette côte.

Quatrièmement : il est encore stipulé qu'immédiatement après la Ratification du présent Traité, on emploiera un nombre suffisant d'Ouvriers à la destruction des susdites Jettées le long du nouveau Chenal, afin qu'elles soient rasées, & cet Ouvrage accompli dans deux mois après la Ratification s'il est possible. Mais comme il a été représenté, qu'à cause de la saison, on ne pourroit jusques au Printemps prochain commencer à retrécir le Radier du petit Passage, ni détruire le grand Radier, il est accordé que cet Ouvrage sera commencé le vingt-cinquième Mars (le cinquième d'Avril) & entièrement achevé de la manière ci-dessus spécifiée, s'il est possible, à la fin du mois de Juin mil sept cent dix sept.

Cinquièmement : la demolition des Diques ou Jettées des deux côtés du vieux Chenal, ou port de Dunkerque, sera entièrement achevée par tout au niveau de l'Éstran depuis la plus basse Mer jusques en dedans de la Ville de Dunkerque. Et s'il reste encore quelques morceaux du Fort Blanc & des Châteaux Vert & de Bonne Espérance, ils seront rasés totalement égaux avec l'Éstran.

Quand ce Traité sera ratifié, le Roi de la Grande-Bretagne, & les Seigneurs Etats-Generaux des Provinces-Unies, pourront envoyer des Commissaires sur les Lieux pour être témoins oculaires de l'exécution de cet Article.

Nous avons signé cet Article provisionnellement, & à condition qu'il soit approuvé par Sa Majesté Très-Chrétienne, Sa Majesté Britannique, & les Seigneurs Etats-Generaux des Provinces-Unies. A Hamptoncourt ce dix-neuvième (vingtième) de Septembre de l'année mil sept cent soixante. Signé, D'ISBAVILLE, TOWNSEND ET P. MATTHEW.

V. Comme l'objet & véritable but de cette Alliance entre lesdits Seigneurs Rois & Etats-Generaux, est de conserver & maintenir réciproquement la Paix & la Tranquillité de leurs Royaumes, Etats, & Provinces, établie par les derniers Traitez de Paix conclus & signés à Utrecht, entre le Sérénissime Roi Très-Chrétien, la Sérénissime Reine de la Grande-Bretagne, & lesdits Hauts & Puissans Seigneurs les Etats-Generaux des Provinces-Unies.

Tonzième d'Avril mil sept cent treize, on est convenu & demeuré d'accord que tous & chacun des Articles desdits Traitez de Paix, en tant qu'ils regardent les intérêts desdites trois Puissances respectivement, & de chacune d'icelles en particulier, & ensemble les Successions à la Couronne de la Grande-Bretagne dans la Ligne Protestante, & à la Couronne de France suivant les susdits Traitez, demeureront, dans toute leur force & vigueur, & que lesdits Sérénissimes Rois & lesdits Seigneurs Etats Généraux, promettent leur Garantie réciproque pour l'exécution de toutes les Conventions contenues dans lesdits Articles, en tant comme ci-dessus, qu'ils regardent les Successions, & les intérêts desdits Royaumes & Etats, & ensemble pour le maintien & défense de tous les Royaumes, Provinces, Etats, Droits, Immunités, & Avantages, que chacun desdits Alliez respectivement possèdera réellement au tems de la signature de cette Alliance Et à cette fin lesdits Seigneurs Rois & Etats Généraux sont convenus entre eux, & demurés d'accord que si quelqu'un desdits Alliez étoit attaqué par les Armes par quelque Prince ou Etat que ce fut, les autres Alliez interposeroient leurs offices auprès de l'Agresseur, pour procurer satisfaction à la Partie lésée, & engager l'Agresseur à s'abstenir entièrement de toute sorte d'Hostilités.

VI Mais si ces bons offices n'avoient pas l'effet que l'on se promet pour concilier l'Esprit des deux Parties, & pour obtenir une Satisfaction, & un dédommagement dans l'espace de deux mois, alors ceux des Contractans qui n'auront point été attaqués, seront tenus de secourir sans retardement leur Allié, & de lui fournir les secours ci dessous exprimés, savoir :

Le Roi Très-Chrétien huit mille hommes de pied & deux mille de Cavalerie.

Le Roi de la Grande-Bretagne, huit mille hommes de pied & deux mille de Cavalerie.

Les Etats-Généraux, quatre mille hommes de pied & mille de Cavalerie.

Que si l'Allié qui sera engagé dans la Guerre, comme il a été dit ci-dessus, veut plutôt avoir des secours par Mer, ou même préfère de l'argent aux Troupes de Terre ou de Mer, on lui en laissera le choix, en gardant cependant toujours une proportion entre les sommes qu'on donnera & le nombre des Troupes marqué ci-dessus.

Et afin qu'il n'y ait aucune contestation sur ce sujet, on est convenu que mille hommes de pied seront évalués à la somme de dix mille Livres par mois, & mille hommes de Cavalerie à celle de trente mille Livres, le tout monnoye de Hollande, & par mois, en comptant douze mois dans un an, & que les Secours par Mer seront évalués suivant la même proportion.

VII On est convenu pareillement, & il a été stipulé, que si les Royaumes, Pays, ou Provinces de quelqu'un des Alliez sont troublés par des dissensions intestines, ou par des rebellions au sujet desdites Successions, ou sous quelque autre prétexte que ce soit, celui des Alliez, qui se trouvera dans ces Troubles sera en droit de demander que ses Alliez lui fournissent les secours ci-dessus exprimés, ou telle partie d'iceux qu'il jugera être nécessaire,

& ce, aux frais & depens des Alliez, qui sont tenus de fournir ces Secours, qui seront envoyez dans l'espace de deux mois après que la requisition en aura été faite, sauf cependant le choix, comme on l'a dit ci-dessus à la Partie requérante, de demander qu'on lui fournisse des secours par terre ou par mer, & les Alliez seront remboursés dans l'espace d'un an, après que ces Troubles auront été calmez & apaisez, des dépenses qu'ils auront faites pour les Secours donnez en vertu de cet Article. Mais au cas que lesdits Secours ne fussent pas suffisans, lesdits Alliez conviendront de concert de se fournir de plus grands Secours, & même, si le cas le requeroit, déclareront la Guerre aux Agresseurs, & s'assisteront de toutes leurs forces.

VIII. Le présent Traité sera ratifié par Leurs Majestés Très-Chrétienne & Britannique, & les Seigneurs Etats-Généraux, & les Lettres de Ratification en bonne forme seront delivrées de part & d'autre dans l'espace de quatre semaines, ou plutôt si faire se peut, à compter du jour de la signature.

En foi de quoi, Nous soussignez, munis des Pleins-Pouvoirs de Leurs Majestés Très-Chrétienne & Britannique, & des Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies, avons esdits Noms signé le présent Traité & y avons fait apposer les Cachets de nos Armes. Fait à la Haye ce quatrième jour de Janvier de l'An mil sept cens dix-sept.

(L. S.) DU BOIS.
(L. S.) CASTAGNERE DE
CHASTEAUNEUF.

(L. S.) CADOGAN.
(L. S.) J. VAN-ESSEN.
(L. S.) V. V. VAND. DORS.
(L. S.) A. HEINSIUS.
(L. S.) S. CONNINCK.
(L. S.) LE BAR. DE REEDE
DE RENSWOUDE.
(L. S.) V. A. V. BURMANIA.
(L. S.) A. ECKHOUT.
(L. S.) W. WICHERS.

ARTICLE SEPARÉ.

COMME dans l'Article cinquième du Traité d'Alliance conclu ce jour d'hui entre le Sérenissime Roi Très-Chrétien, le Sérenissime Roi de la Grande-Bretagne, & les Hauts & Puissans Seigneurs les Etats Généraux des Provinces-Unies, on est convenu d'une Garantie réciproque pour l'exécution de toutes les Conventions mentionnées dans le même Article, & ensemble pour le maintien & défense de tous les Royaumes, Provinces, Etats, Droits, Immunités, & Avantages que chacun desdits Alliez respectivement possédera réellement au tems de la signature de cette Alliance, les soussignez Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires de S. M. T. C. & les Députés & Plenipotentiaires desdits Seigneurs Etats-Généraux, sont con-

convenus que sans déroger en aucune manière à l'Article premier de ladite Alliance, suivant lequel il y aura une Paix inviolable, & une étroite Alliance entre leursdites Majestés & lesdits Seigneurs Etats-Généraux, leurs Etats, & Sujets, tant au dedans qu'au dehors de l'Europe, la Garantie stipulée dans l'Article cinquième du même Traité n'aura lieu à l'égard de Sa Majesté Très-Chrétienne & des Seigneurs Etats Généraux, que pour les Etats & Possessions qu'ils ont respectivement dans l'Europe, ce qui s'entend aussi des Secours stipulez, & promis réciproquement dans l'Article sixième du Traité, lesquels secours seront aussi limités dans l'Europe par rapport à Sa Majesté Très-Chrétienne & aux Seigneurs Etats-Généraux.

Le présent Article séparé aura la même force que s'il étoit inséré mot pour mot dans le Traité, & sera ratifié dans le même tems que le Traité, & les Ratifications seront pareillement fournies avec celles du Traité.

En foi de quoi nous soussignez munis des Pleins-Pouvoirs de Sa Majesté Très-Chrétienne & des Seigneurs Etat-Généraux des Provinces-Unies, avons, esdits noms, signé le présent Article, & y avons fait apposer les cachets de nos Armes. Fait à la Haye ce quatrième jour de Janvier de l'an mil sept cens dix-sept.

(L. S.) DU BOIS.

(L. S.) CASTANGNERE DE
CHASTEAUNEUF.

(L. S.) J. VAN-ESSEN.

(L. S.) V. V. VAN-DER-DOES.

(L. S.) A. HEINSIUS.

(L. S.) S. CONINCK.

(L. S.) LE BARON DE REE-
DE DE RENSWOUD.

(L. S.) V. A. V. BURMANIA.

(L. S.) A. ECKHOUT.

(L. S.) W. WICHERS.

[V.]

1718. *TRAITE' de la Quadruple Alliance, conclu à Londres, entre l'Empereur, la France, la Gr. Bretagne, en 1718. imprimé à la Haye.*

In nomine Sanctissime & individue Trinitatis.

NO TUM perspectumque fit omnibus quorum interest aut interesse quomodocunque potest.

Postquam Serenissimus & Potentissimus Princeps Ludovicus decimus quintus,

tus, Franciæ, Navarraque Rex Christianissimus, & Serenissimus ac Potentissimus Princeps Georgius Magnæ Britannæ Rex, Dux Brunsvici 16s & Lunenburgensis, Sacri Romani Imperii Elector, &c. Necnon Celsi & Potentes Status Generales Unitarum Fœderati Belgii Provinciarum, conservandæ æternæ Paci jugiter intenti, probe animadverterunt, per Fœdus illud triplex sub quarto Januarii Anno 1717. inter se ictum, Regiis quidem suis atque Provinciis utcunque, non tamen undequaque, neque tam solide prospectum esse, ut nisi una & gliscentes adhuc inter nonnullos Europæ Principes similitudines, seu perpetua dissidiorum fomenta è medio tollerentur, tranquillitas publica vigere diù, aut constare posset, edocti videlicet experimento Belli anno superiori in Italia exorti, ad quod proinde tempestè se sopiendum per Tractatum die 18. Julii Anni 1718. initum, de certis inter se Pacificationis Articulis convenerunt, juxta quos Pax quoque inter Sacram Cæsaream Majestatem, & Hispaniarum Regem, necnon inter eandem, Regemque Siciliæ conciliari, stabiliri que posset, facta desuper amica invitatione, ut Sua Majestas Cæsarea, amore Pacis ac Quietis publicæ, istos Conventionum Articulos, suo quoque nomine amplecti ac probare, adeoque Tractatui inter se inito & ipsa accedere quoque vellet, quorum quidem tenor sequens est.

Conditionum Pacis, inter S. Maj. Cesar. & Regiam Cathol. Majest.

ARTICULUS PRIMUS.

AD reparanda ea, quæ contra Pacem Badensem die septima Septembris 1714. conclusam, prout & contra Neutralitatem, per Tractatum die decima quarta Martii 1713. pro Italia stabilitam, novissime turbata fuerunt, Sereniss. & Potentiss. Hispaniarum Rex obligat se ad restituendam Sux Majest. Cæsareæ, prout & idem, mox, vel ad summum duos post menses, à commutatione Ratificationum præsentis Tractatûs, actu restituet Insulam & Regnum Sardinia, in eo statu quo erat tunc, cum illud occupavit, renuntiabitque Sux Majestati Cæsareæ omnia jura, prætensiones, rationes, & actiones in dictum Regnum, ita ut Sua Majestas Cæsarea de illo, seu de re sua, plene libereque atque ad eum modum, juxta quem amore boni publici facere statuit, disponere possit.

II. Quandoquidem unica quæ excogitari potuit ratio ad constituendum duraturum in Europa æquilibrium ea visa fuerit, ut pro Regula statuantur, ne Regna Gallia & Hispania ullo unquam tempore, in unam eandemque Personam, nec in unum eandemque lineam, coalescere, univique possent, istæque duæ Monarchiæ, perpetuis retro temporibus separatæ remanerent, atque ad obfirmandam hanc Regulam tranquillitati publicæ adeo necessariam, ii Principes quibus natiuitatis prærogativa Jus in utroque Regno succedendi poterat, uni è duobus pro se, totaque sua posteritate sollemniter renunciaverint,

ant, adeo ut ista utriusque Monarchiæ separatio in Legem fundamentalem abiit, in Comitibus Generalibus, vulgo *Las Cortes*, Madriti die 9. Mensis Novembris 1712 receptam, & per Tractatus Trajectenses die 11. Aprilis 1713 consolidatam, Sua Majestas Cæsarea Legi ad ea necessaria & salutari, ultimum complementum datura, atque omnem sinistra suspitionis ansam tollere, tranquillitatiq; publicæ consulere volens, acceptas, & consentit in ea, quæ Tractatu Trajectensi super jure & ordine successionis in Regna Franciæ & Hispaniæ acta, sancita, & et rescripta fuerunt, renunciatque tam pro se, quam pro suis Hæredibus, Descendentibus, & Successoribus maribus, feminis, omnibus Juribus, omnibusque in universum prætensionibus quibuscunque, nulla penitus excepta, in quacunque Regna, Ditiones, & Provincias Monarchiæ Hispanicæ, quarum Rex Catholicus, per Tractatus Trajectenses agnitus fuit legitimus possessor, solemnesque desuper Renunciationis Actus, in omni meliore forma capendi, eoque publicari, & in Acta loco congruo referri curabit, ac super his Instrumenta solita Sui Majestati Catholicæ, Partibusque compaciscentibus, exhibituram se promittit.

III In via dictæ Renunciationis, quam Sua Majestas Cæsarea amore universæ Europæ securitatis, habita quoque ea ratione, fecit, quod Dominus Dux Aurelianensis, Juribus, & Rationibus suis in Regnum Hispaniæ, pro se & pro suis descendentiis, sub ea conditione renunciaverit, ne Imperator aut ullus ejusdem descendentiis in dicto Regno succedere unquam posset, Sua Majestas Cæsarea agnovit Regem Philippum V legitimum Hispaniarum & Indiarum Regem, eidemque tribuere promittit titulos & prærogativas Dignitati suæ, Regniq; suis debitas, sine præterea eundem, ejusque descendentes Hæredes, & Successores, masculos & feminas, pacifice frui cunctis in Ditionibus Monarchiæ Hispanicæ in Europa, in Indiis, & alibi, quarum possessio ipsi per Tractatus Trajectenses asserta fuit, neque eum in dicta possessione directe vel indirecte turbabit unquam, aut ullum Jus in dicta Regna & Provincias sibi sumet.

IV Pro Renunciatione atque Agnitione à Sua Majestate Cæsarea, in præcedentibus duobus Articulis facta, Rex Catholicus vicissim renunciat tam suo quam suorum Hæredum, Descendentium, & Successorum marium & feminarum nomine, Sui Majestati Cæsareæ, ejusque Successoribus Hæredibus, & Descendentibus masculis & feminis, cuncta Jura ac rationes quacunque, nulla penitus excepta, in omnia & qualibet Regna Provincias & Ditiones, quæ vel quas Sua Majestas Cæsarea in Italia vel in Belgio possidet, aut ei vigore præsentis Tractatus obvenient, abdicatque se universim omnibus Juribus, Regnis, & Provinciis in Italia, quæ olim ad Monarchiam Hispanicam pertinebant, quas inter Marchionatus Fionianensis, à Sua Majestate Cæsarea Republicæ Genuensi Anno 1711 cessus, diserte quoque comprehensius intelligatur, solemnesque desuper Renunciationis Actus in omni meliori forma expedire, eosque publicari, & loco congruo in Acta referri curabit, ac super his, Instrumenta conserta Sui Majestati Cæsareæ & Partibus compaciscentibus exhibituram se promittit. Sua Majestas Catholica renunciat pariter Ju-
st

ii reversionis ad Coronam Hispaniæ, sibi, super Regno Sicilia reservato, omnibusque aliis actionibus, & prætenſionibus, quarum prætextu Suae Majestatis Cæsareæ, ejus Heredes & Successores, directe vel indirecte, tam in supradictis Regnis & Provinciis, quam in cunctis aliis Ditionibus, quas actu in Belgio vel ubicunque alibi possidet, turbare possit.

V. Quia vero eo calu, quo Magnum Hetruræ Ducem, prout etiam Ducem Parmæ Placentiæque, eorumque Successores, absque liberis masculis decedere contingeret, ipsa ratio Successionis in Ditiones ab eis possessas, eorum tacite Bellum in Italia excitare posset, ob diversa videlicet Successionis Jura, quæ præsentis Hispaniarum Regina, nata Ducissa Parmensis, post decessum propriorum ante se Heredum, ex una, ex altera vero parte, Imperator & Imperium, in dictos Ducatus sibi competere utrinque obtendunt Quo itaque gravibus ejusmodi contentionibus, & in quæ inde nascerentur malis tempestive obviatur, conventum fuit, ut Status lea Ducatus, à præfata Magna Duce Hetruræ, Parmæque & Placentiæ Duce, modo possessi, futuris in perpetuum retro temporibus, ab omnibus Partibus contractantibus agnoscantur, & habeantur pro indubitatis Sacri Romani Imperii Feudis masculini Vicissim Sui Majestatis Cæsareæ, per se, seu Caput Imperii, consentit, ut si quando calus aperturæ dictorum Ducatuum, ob deficientiam Heredum masculorum, contingat, filius dictæ Hispaniarum Reginae primogenitus, hujusque Descendentes masculi, ex legitimo Matrimonio nati, sique deficientibus, secundus, aut aut postgeniti ejusdem Reginae filii, si qui nascuntur, pariter una cum eorum posteris masculis, ex legitimo Matrimonio nati, in omnibus dicta Provincia succedant Quem in finem cum & Imperii consensu opus sit, Sui Majestatis Cæsareæ, pro eo obtinendo, omnem operam impendat, eoque obtento Litteras expectativas, Investituram eventualem continentem, pro dictæ Reginae filio vel filio, eorumque descendens masculis legitimis, in debita forma expediri, easque Regi Catholico, mori, vel saltem post duos menses, à commutatis Ratificationum Tabulis, tradi curabit, absque ullo tamen damno aut præjudicio, salvaque per omnes Principum, qui dictos Ducatus in præsens obtinent, possessione

Conventum præterea, inter Sarcam Cæsaream Majestatem, Regemque Catholicum fuit, quod Oppidum Liburni in perpetuum sit & permanere debeat Portus liber, eo plane modo quo nunc est

Virtute Renunciationis ab Hispaniarum Rege, in universas Italiæ Ditiones, Regna, ac Provincias, quæ olim ad Reges Hispaniæ pertinebant, factæ, ipse illæ præfatus Principi suo filio, Urbem Portus Longi, una cum ea parte Insula Iliæ, quam in illa actum tenet, cedet, tradetque quamprimum dictus Princeps, extincta Magni Hetruræ Ducis posteritate masculina, in ususque ejusdem Ditionum possessionem, immittas fuerit

Transactum insuper, ac solemni stipulatione cautum fuit, quod nullus prædictorum Ducatum ac Ditionum, ullo unquam tempore aut calu possideri possit aut debeat, à Principe qui uno tempore Regnum Hispaniæ obtinet, & quod nullus unquam Hispaniarum Rex, tutelam ejusmodi Principi assumere possit, aut gerere valeat.

Dei-

Denique conventum est, & in ad omnes singulaque Partes contrahentes pariter sese obligarunt, nunquam in admissum, ut viventibus adhuc presentibus eorum Successoribus masculis, ullus unquam Miles, cujuscunque Nationis, siue proprius, siue conductitius, ab Imperatore, & Regibus Hispaniæ ac Galliarum, aut etiam à Principe, ad eam Successionem supra designato, in dictorum Ducatum Provincias & Terras induci, aut ullum ab eis Præsidium Urbibus, Portibus, Oppidis; & Fortalibus in eis fieri imponi possit.

Ut vero dictus Regniæ Hispaniæ filius, & Magni Ducis Hetruriæ, Parmæque & Placentiæ Ducis successionem, per hunc Tractatum designatus, contra omnes calus ubertiore securitate fruatur, certiorque de executione promissæ sibi successionis reddatur, necnon Imperatori & Imperio Fœdum desuper constitutum iibatum maneat, utrinque placuit, ut Miles Præsidarius, numerum tamen sex milium non excedens, in præcipuis ejusdem Oppidis, Liburnum scilicet, Portum Ferruam, Parmam, Placentiamque imponatur, ab Helvetiarum Pagis, vel ut vocant, Cantonibus, quibus Cantonibus hunc in finem subsidium solvent tres Partes contrahentes, Mediatoris vices gerentes, ac Miles ille ibidem continetur, usque dum calus dictæ Successionis, quo Oppida sibi commissa, dicto Principi ad eandem designato, tradere tenebitur, existat, absque ulla tamen molestia aut sumptu præsentium Possessorum, eorumque Successorum masculorum, quibus etiam dicti Milites Præsidarii juramentum fidelitatis sunt præstaturi, nec aliam ullam sibi assumant auctoritatem, præter solam Urbium tuitionem Custodiæ suæ commissurum.

Cùm autem donec de numero & stipendio & modo talis Militiæ instituendi, cum Helvetiorum Pagis conveniatur, longior forte, quam operi tam salutari expediat, mora efflagitari posset, Sacra Regia Majestas Britannica, pro singulari suo, in ad, tranquillitatemque publicam, studio, & scopo citius assequendo, interim, si reliquis Contrahentibus ita e re visum fuerit, proprium suum Militem ad supra memoratum usum præbere, haud denegabit, donec Miles in Helvetiorum Pagis contribuendus, tuitionem & custodiam dictarum Urbium assumere possit.

VI. Sua Majestas Catholica ad testificandam sincerum suum in tranquillitatem publicam voluntatem, consentit in quæ infra de Regno Sicilia in commodum Suae Majestatis Cæsareæ disponuntur, renunciatque, pro se suisque Hæredibus & Successoribus, manibus & sceminis, juri reversionis dicti Regni ad Coronam Hispaniæ, per Instrumentum cessionis die 10 Junii 1713. insertè eidem reservato, amoreque boni publici, dicto Actui 10 Junii 1713. in quantum opus est, Item & Articulo sexto Tractatus, se inter, Regiamque suam Celsitudinem Ducem Sabaudæ Trajecti miti, prout & generaliter omni ei derogat quod retrocessioni, dispositioni, & permutationi memorati Regni Sicilia, per præsentis Pacta stabilitæ, adversari posset, ea tamen conditione, ut juri reversionis Insulæ & Regni Sardinia ad eandem Coronam, eidem vicissim cedatur & assignetur, prout infra Articulo secundo Con-

ventionum inter Sacram Majestatem Cæsaream & Regem Siciliæ magis explicatur.

VII. Imperator, & Rex Catholicus, spondent mutuo, seseque obstringunt ad defensionem, seu guarantiam reciprocam omnium Regnorum & Provinciarum, quæ vel quas actu possident, aut quorum possessio ad illos, vigore hujus Tractatûs pervenire debet.

VIII. Sui Majestas Cæsarea, Suique Regia Catholica Majestas, executioni mandabunt, statim a commutatione Ratificationum præsentium Conventionum, omnes & singulas conditiones in eis comprehensas, idque intra spatium ad summum duorum mensium, Instrumentaque Ratificationum dictarum Conventionum commutabuntur Londini, intra terminum duorum mensium à die subscriptionis computandorum, aut citius si fieri potest. Quæ conditionum executione prævie factâ, eorum Ministri Plenipotentarii ab eis nominandi, in loco Congressus, de quo inter se convenerint, quantocumque contra Pacis suæ particularia Puncta sigillatim, sub mediatione trium Partium Compaciscentium, component atque definient.

Conventum præterea fuit, quod in Tractatu Pacis inter Imperatorem & Regem Hispaniarum peculiariter incundæ, concedetur Amnestia generalis, pro omnibus personis cujuscunque statûs, dignitatis, gradûs, aut sexûs sint, tam Ecclesiasticis quam Militaribus, Politicis & Civilibus, quæ durante ultimo Bello Partem unam aut alterius Principis secutæ sunt, vigore cujus, reversis & singulis dictis personis permittetur, licebitque recipere plenariam possessionem & usumfructum suorum bonorum, jurum, privilegiorum, honorum, dignitatum, & immunitatum, nique utentur, fruunturque æquè libere ac eis sub initium ultimi Belli, vel quo tempore uni alterive Parti ceperunt adherere, gavisæ & fructuæ fuerunt, non obstantibus Confiscationibus, Arrestis, & Sententiis sub Bello factis, latæ aut pronuntiatis, quæ pro nullis & eæ non factis habebuntur. Insuper virtute ejusdem Amnestiæ, omnibus & singulis dictis personis, quæ unam alteramve partem secutæ sunt, fas liberumque erit repetere Patriam suam, bonisque suis uti, frui, planè ac si Bellum nullum intervenisset, datâ eis commoda facultate, dicta bona sua, sive per se, si præsentia sint, sive per Procuratores, si abesse à Patria maluerint, administrandi, eaque vendendi, aut de illis, quocunque alio modo pro libitu suo disponendi, ad eam omnino modum quo ante ceptum Bellum, de eis disponere valuerint.

Conditiones Tractatûs concludendi, inter Suam Majestatem Cæsaream & Regem Siciliæ.

ARTICULUS I.

POSTQUEAM Cessio Siciliæ, Domui Sabaudicæ per Tractatus Tripartitos, unica consolidandæ Pacis causa, nulloque Regia Siciliæ in eis de-

bis jure, facta, testis universa Europa, ad scopum illum assequendum adeo nihil contulerit, ut magnum potius obstaculum efficeret, quominus Imperator eisdem Tractatibus accesserit, eo quod separatio Regnorum Neapolitanae & Siciliae sub uno eodemque Dominatu, vulgarique utriusque Siciliae appellatione, tam diu stare soluit, non modo communibus utriusque Regni rationibus, mutuaeque conservationi, verum etiam reliquae Italiae quieti adveniret, novae indies turbas paritura, dum vetus illa necessitudo & commercii inter utrumque Populum neque tolli, neque diversorum Principum rationes, tam facile conciliari se sinant, hinc est quod Principes, qui Tractatibus Trajectensibus primam manum admovère, licere sibi, etiam circa assensum eorum quorum interest, existimarent, unum illum Tractatum Trajectensis Articulum, qui Regnum Siciliae spectat, neque aliquam ejus adeo principalem partem facit, abrogare. In potissimum rationibus hinc, quod praefatus Tractatus, ab renunciatione Caesaris, incrementum, complementumque solum recipiat, & quod per commutationem Regni Siciliae, cum Regno Sardiniae, impendentis Italiae Bella praevenirentur, quando Imperator Siciliam, cui nunquam renuntiavit, armis, quod post fractam, occupata Sardinia, Italiae neutralitatem, jure potest, repeteret, Praeterea quod Regi Siciliae, beneficio Tractatus adeo sollemnis, cum Sua Majestate Caesarea, & à primis Europae Principibus garantigati, certus permanensque Status obtingeret. His tantis igitur rationibus permoti conveniunt, quod Rex Siciliae Insulam, Regnumque Siciliae cum omnibus suis dependentiis & annexis, Suae Majestati Caesareae in eo quo nunc sunt statu, more, vel ad summum, duos post menses à commutatione Ratificationum praefectis Tractatus, restitueret, renuncians Caesari ejusque Haeredibus & Successoribus utriusque sexus, in dictum Regnum jurebus & actionibus cujuscunque, tam pro se, quam pro suis Haeredibus & Successoribus masculinis & feminis, sublata penitus ejus ad Coronam Hispaniae reversione.

II Vicissim Sua Majestas Caesarea cedet Regi Siciliae, Insulam Regnumque Sardiniae, in eo quo illud à Rege Catholico receperit statu, renunciansque omnibus jurebus & actionibus in dictum Regnum, pro se, suis Haeredibus & Successoribus, utriusque sexus, in favorem Regni Siciliae, ejusque Haeredum & Successorum, ad illud deinceps, cum titulo Regni, cunctisque Regni axiomati annexis honoribus, perpetuo possidendum, prout Regnum Siciliae possederat, salva tamen, uti supra dicti Regni Sardiniae ad Coronam Hispaniae reversione, quando Regem Siciliae abique posteris masculis, & totam Domum Sabaudicam Successoribus masculinis destitui contingeret, ceterum ad eum plane modum, quo dicta reversio, per Tractatus Trajectenses, & per Actum cessionis consequenter à Rege Hispaniae facta, pro Siciliae Regni pacta & ordinata sunt.

III Sua Majestas Caesarea confirmabit Regi Siciliae, omnes, per Tractatum signatum Lutetiae 8 Novembris 1701 eidem factas cessiones, tam illius partis Ducatus Montiserrati, quam Provinciarum, Urbium, Oppidorum, Castellorum, Terrarum, Locorum, Jurium, & Redituum de Statu Mediolanensi, quas possidet, eo modo quo ea actu possidet, spondebitque pro se,

suos Descendentibus & Successoribus, nunquam se, neque illum, nec ejus Hæredes & Successores in dicta possessione esse turbaturam, ea tamen lege, quod omnes cæteræ actiones seu prætensiones, quæ dicto Regi Siciliae, virtute memorati Tractatus, competere forte possent, perpetuo peremptæ sint & maneant.

IV. Sua Majestas Cæsarea agnoscat jus Regis Siciliae, ejusque Domus, succedendi immediatè in Regno Hispaniæ & Indiarum, in casum, quando Rex Philippus V., ejusque posterì deficient, eo modo ac per Renunciationes Regis Catholici, Ducis Bururgum, Ducis Aurelianensis, & Tractatus Trajectenses stabilitum fuit, promittetque Sua Majestas Cæsarea, tam pro se, quam pro suis Successoribus & Descendentibus, quod nullo unquam tempore eidem se directè vel indirectè opponere, aut quidquam in contrarium obmovere velit; hac tamen declaratione adjunctâ, quod nullus Princeps è Domo Sabaudica, qui in Regno Hispaniæ succedet, ullam unquam Provinciam, seu Ditionem, uno tempore possidere in continenti Italiæ possit, & quod in eum casum istæ Provinciæ, devolventur, ad Principes collaterales istius Domus, quorum unus post alium secundum proximitatem sanguinis in iis succedet.

V. Sua Majestas Cæsarea, & Rex Siciliae, mutuum tutelam seu garantiam sibi præstabunt, pro Regnis & Provinciis universis, quas actu in Italia possident, aut vigore hujus Tractatus eis obvenient.

VI. Sua Majestas Cæsarea, & Rex Siciliae, statim à communicatione Ratificationum istarum Conventionum, executioni dabunt omnes & singulas conditiones in iis contentas, idque intra spatium ad summum duorum mensium, Ratificationumque Instrumenta dictarum Conventionum commutabuntur Londini, in termino duorum mensium à die subscriptionis, aut citius si fieri potest, & mox ab executione prævia dictarum conditionum, eorum Ministri Plenipotentarii ab iis nominandi in loco Congressus, de quo ipsi mutuo convenerint, sub mediatione trium Partium contractantium, cætera sigillatim Puncta Pacis suæ particularis component.

Quod aliè facta Sua Majestas Cæsarea Catholica, ad promovendum ejusmodi Pacis propositum, & ad avertenda dira Bellorum mala suapte promissa, præinseras Conventiones, omnesque & singulos earundem Articulos, ex sincero consolidandæ universalis Pacificationis desiderio, acceptaverit, prout hisce acceptat, ac proinde, cum præmemoratis tribus Potentis, Fœdus peculiare in sequentes condiciones pepigerit.

ARTICULUS I.

SIT, maneatque inter Sacram Cæsaream Catholicam Majestatem, Sacram Regiam Majestatem Christianissimam, Sacram Regiam Majestatem Magnæ Britanniae, Cæsarique ac Potentes Dominos, Status Generales Fœderati Belgii, eorumque Hæredes & Successores, Fœdus æquissimum, vigore ejus, singuli, Ditiones & Subditos aliorum tueri, nec non Pa-

Pacem manuteneré, propriisque ipsorum commoda, seu sua mutuo promoveré, damna vero & injuria cujuscunque generis prævenire, avertereque, teneantur.

II. Tractatus Trajecti, Badaque Helvetiorum initus, in suo vigore & robore firmi permanent, partemque istius efficiant, exceptis tamen us Articulis, quibus per præsentem Tractatum expresse derogare à Republica visum est, ut & us Tractatum Trajectensium Articulis, quibus per Tractatum Badaensem derogatum fuit. Attamen Tractatus Fœderis West-Monasterii sub 25. Mensis Maji anno 1716. inter Sacram Cæsaream Catholicam Majestatem, nec non inter Sacram Regiam Magnæ Britannia Majestatem, celebratus, prout & alter ille die quartâ Januarii anno 1717. Hagæ Comitum inter Christianissimum & Magnæ Britannia Reges, Statusque Generales Fœderati Belgii initus, plenum suum per omnia robur ac vim obtineant.

III. Sacra Majestas Christianissima, prout & Sacra Majestas Britannica, Dominique Status Generales Fœderati Belgii, pro se, suisque Hæredibus & Successoribus ipsonde, quod Sacram Majestatem Cæsaream Catholicam, ejusque Hæredes & Successores in nullo penitus suorum Regnorum, Ditionum & Provinciarum, quæ vel quas nunc possidet vigore Trajecti, Badaque Tractatum, aut quorum, quarumve possessionem vigore hujus Tractatus obtinebit, nec directe nec indirecte turbare unquam, quin potius ejusdem Provincias, Regna & Jura, quæ modo possidet, aut vi hujus Tractatus eidem obveniant, tam in Germania quam in Belgio & Italia, tutari, & ut ajunt, garantigare velint ac debeant, expromittentes sese dictæ Sacræ Cæsareæ Catholicæ Majestatis Regna & Provincias contra omnes & singulos, qui eas hostiliter invadere tentarent, defendere, eique, eveniente casu, submittere velint & debere auxilia quibus opus habebit juxta conditiones & partitionem, de quibus infra, inter eos convenit. Pariter utraque præfata Christianissima & Britannica Majestas Regia, ac Status Generales, discrete se obstringunt, quod nullam unquam protectionem aut asylum in ullo suarum Ditionum loco, dare, concedereve Subditis Sacræ Majestatis Cæsareæ Catholicæ, velint, qui actutum sunt, aut in futurum ab ea declarati fuerint rebelles, & casu quo ejusmodi fortè in eorum Regnis, Provinciis & Dominis existerent, ut à finibus suis, intra octo dies à facta interpellatione Cæsarea expellantur, serio se curaturos. Sincere pollicentur.

IV. Vicissim Sacra Majestas Cæsareæ Catholica, Sacra Regia Majestas Britannica, Fœderatique Belgii Status Generales, pro se, suisque Hæredibus & Successoribus promittunt, quod Sacram Majestatem Christianissimam, in nulla penitus suarum Ditionum ad Coronam Gallia nunc spectantium, nec directe nec indirecte turbare unquam, quin potius easdem contra omnes & singulos, qui illas hostiliter invadere tentarent, tueri ac defendere, eademque in eum casum auxilia submittere velint & debeant, quibus Rex Christianissimus opus habebit, juxta ac infra transactum est.

Pariter Sacra Majestas Cæsareæ Catholica, Sacra Majestas Regia Britannica, & Domini Status Generales, promittunt, seseque obligant, quod

maintenere, garantir, & défendre velint ac debeant Jui Successionis in Regno Franciæ, juxta tenorem Tractatum Trajecti 11. Aprilis anni 1713. initorum, obstringentes se, ad tutandam dictam Successionem, plane ad normam Renunciationis, quæ à Rege Hispaniarum 5. Novembri anni 1712. facta, & 9 ejusdem mensis & anni in Cortibus generalibus Hispaniæ per solemnem Actum acceptata fuit, quæ subinde die 8. Martii anni 1713. in legem abiit, & postremo per dictos Tractatus Trajecti stabilita & ordinata fuit, idque contra omnes quoscunque, qui ordinem dictæ Successionis contra præmissos Actus & subsecutivos Tractatus, turbare præsumerent, quem in finem, auxilia juxta partitionem infra conventionem suppeditabunt. Quin, ubi res postularet, omnibus viribus dictam Successionem ordinem propugnabunt, denunciato etiam Bello, ei qui eundem infringere, aut impugnare tentaret.

Insuper Sua Majestas Cæsarea Regio-Catholica, & Majestas Regni Britannica, Statuque Generales, pariter se obstringunt, quod nullum unquam tutamen aut asylum, in suis Ditionibus, dabunt aut concedent Subditis Majestatis Regiæ-Christianissimæ, qui actutum sunt, aut olim fuerint declarati rebelles, & casu quo ejusmodi forte in eorum Regni, Provinciæ, & Dominii existerent, eos e finibus suis, intra octo dierum spatium, a facta interpellatione Regis, exire jubebunt.

V. Sacra Majestas Cæsarea Regio-Catholica, nec non Regia Majestas Christianissima, Statuque Generales Fœderati Belgii, obligant se, pro se, suis Hæredibus & Successoribus, ad manutendam & garantigandam Successionem, in Regno Magnæ Britannicæ, quemadmodum ea per Leges Regni stabilita est, in Domo Suae Majestatis Britannicæ modo Regnantis, prout etiam ad defendendas universas Ditiones & Provinciæ à Sua Majestate possessas, nullumque asylum aut refugium, in ullo ipsorum Dominiorum loco, dabunt aut concedent, Personæ, ejusve descendens, si qui ei obstant, quæ vivente Jacobo II. Principi Walliæ, & post ejus excessum Regnum Magnæ Britannicæ Titulum assumpit, promittentes pariter pro se ipsis, suis Hæredibus & Successoribus, nullum se dictæ Personæ, ejusve descendens, directe vel indirecte, Terra, Marine, præbituros esse auxilium, consilium, aut opem quoscunque, siue in ære, armis, apparatu militari, navibus, milite, nautis, siue alio quocunque demum modo. Idem observentur intuitu eorum quibus, à dicta Personæ, ejusve descendens, forte mandatum aut commissum foret, regimen Suae Majestatis Britannicæ, aut tranquillitatem Regni sui, siue Bello aperto, siue clandestinis conspirationibus, suscitandis seditiones, & rebelliones, aut piraticam contra Subditos Suae Majestatis Britannicæ, exercendo turbare, quo postremo casu, Sacra Majestas Cæsarea Regio-Catholica promittit se minime permissuram, ut ejusmodi Piratis, ullum in Portibus Belgii sui detur receptaculum. Tandem spondent Sacra Majestas Christianissima, Statuque Generales Fœderati Belgii, pro Portibus sui Domini, prout vicissim Sua Majestas Regni Britannicæ refugium omne in Portibus Regni sui denegaturam promittit, Partis, dubitatos Sacræ Cæsareæ Majestatis Regio-Catholicæ, Sacræ Regiæ Majestatis

Sanctissimæ, aut Dominorum Statuum Generalium instantibus. Denique Sua Majestas Christianissima, Dominique Status Generales obstringunt sese, quod nullam unquam protectionem vel asylum, in ullo suorum Dominorum loco illis Regiæ Magnæ Britanniæ Majestatis Subditis dabunt, qui actutum sunt, vel aliquando fuerint declarati rebelles: Et casu quo ejusmodi forte in eorum Regnis, Provinciis, & Ditionibus existerent, eos, e finibus suis, intra octo dierum spatium, ab interpellatione Regiæ, exire jubebunt.

Quod si etiam Sacram Regiam Majestatem Britannicam in aliqua parte hostiliter invadi accideret. Sua Majestas Cæsarea Regio-Catholica, ut & Regia Majestas Christianissima, Fœderatique Belgii Status Generales, in eam casum obstringunt sese ad submitrenda auxilia infra determinata: idem facturus ejus descendens, si quando eos in Successione Regni Magnæ Britanniæ turbati contingeret.

VI. Sua Majestas Cæsarea Regio-Catholica, Regia Christianissima & Britannica, obligant se pro seipsis, suis Hæredibus & Successoribus, ad garantiam & tuitionem omnium Ditionum, Jorum, & Provinciarum, quas Domini Status Generales Fœderati Belgii actu possident, contra quolibet qui eas turbarent aut invaderent, promittentes eis, existente casu, auxilia infra enunciata. Sua Majestas Regi Cæsarea Regio Catholica, utraque quoque Majestas Regi Christianissima & Britannica æque se obstringunt, quod nullum unquam refugium vel asylum in ullo Regnorum suorum illis Statuum Generalium Subditis concedent, qui sunt, vel in futurum fuerint denunciati rebelles, & si forte ejusmodi in eorum Regnis, Ditionibus, & Provinciis existerent, eos e finibus suis, intra octo dierum spatium à facta Reipublicæ interpellatione exire curabunt.

VII. Ubi alterutrum ex prædictis quatuor Partibus contractantibus, à quocunque alio Principe, aut Statu invadi, aut etiam in possessione Regnorum Ditionumque suarum per violentam detentionem Subditorum, Navium, Rerum, aut Mercium, Terræ, Marique turbati contingeret, tunc superstites tres Officia sua, non ac de eo requisiti fuerint, impendent, quo, offenso, super illato damno, & injuria satisfiat, aggressorque a prosecutione hostilitatis abstineat.

Ast ubi amica hæc officia reconcilianda Partibus, atque ad procurandam debitam Parti læsæ satisfactionem, reparationemque haud sufficerent, eo casu Alii Contractantes submittent invadenti, intra biennium spatium à facta requisitione, auxilia sequentia unitim vel separatim, videlicet:

Sua Majestas Cæsarea Regio-Catholica, octo millia Pedum, & quatuor millia Equorum.

Sua Majestas Christianissima, octo millia Pedum & quatuor millia Equorum.

Sua Majestas Britannica, octo millia Pedum, & quatuor millia Equorum.

Et Domini Status Generales, quatuor millia Pedum, & duo millia Equorum.

Quod si Princeps, aut Potestas, pro Milite, Navis Bellicæ aut onerariæ,

rias, vel etiam subsidia pecuniaria, submitti sibi malet, quod in ejus arbitrium reponitur, eo casu, petita Naves, pecuniæve ei subministrabuntur, ad mensuram sumptuum in Militem impendendorum, & ut omnis ambiguitas circa calculum, seu æstimationem dictorum sumptuum tollatur, placuit mille Pedites, mensuratum ad valorem decem millium Florenorum Hollandicorum, mille vero Equites ad triginta mille Florenos Hollandicos, mensuratum æstimari, eadem intuitu Navium proportionem observatâ.

Ubi auxilia supra enumerata impendenti necessitati imparia forent, Partes contractantes de ferendis amplioribus suppetiis inditum convenient: quin exigente casu, Socium læsum, omnibus suis viribus adjuvabunt, Bellumque Aggressori denunciabunt.

VIII. Principes & Status de quibus Partes Contractantes unanimiter convenient, isti Tractatui accedere poterunt, nominatim vero Rex Lusitaniz.

Tractatus iste approbabitur & ratihabebitur à Sua Majestate Cæsarea, Regia Christianissima & Britannica, atque à Celsis & Potentibus Dominis Statibus Generalibus Uniti Belgii, Tabulæque Ratificationum commutabuntur Londini, extradenturque reciprocè intra spatium duorum mensium, aut citius si fieri potest.

In cujus rei fidem, Nos infra scripti, Plenipotentiarum Tabulis muniti, iisdemque invicem communicatis, quarum apographa cum archetypis ritè à Nobis collata & recognita, sub finem hujus Instrumenti, verbo tenus inserta sunt, præsentem hunc Tractatum subscripsimus, & Sigillis nostris communiavimus. Actum Londini die (vicesimo secundo Junii V. St.) secundo Augusti. N. St. anno Domini millesimo septingentesimo decimo octavo.

(L. S.) CHRISTOFF. PEN-
TENRIEDER
AB ADLSHAU-
SEN.

(L. S.) JOHES PHIL.
HOFFMANN.

(L. S.) DU BOIS.

(L. S.) W. CANT.

(L. S.) PARKER C.

(L. S.) SUNDERLAND P.

(L. S.) KINGSTON. C.P.S.

(L. S.) KENT.

(L. S.) HOLLES NEW-
CASTLE.

(L. S.) BOLTON.

(L. S.) ROXBURGHE.

(L. S.) BERKELEY.

(L. S.) J. CRAGGS.

ARTICULUS SEPARATUS.

QUOD si fortè Dominis Generalibus Uniti Belgii Ordinibus grave nimis foret, conferre ratam suam partem stipendi Helvetiorum Cantonibus, pro Liburni, Portus Ferræ, Parmæ & Placentiæ præfidiis solvendi, juxta conclusi hodie Tractatus Fœderis tenorem, Articulo isto separato expresse cautum, & inter quatuor Partes contrahentes convenit, quod eo casu

casu Rex Catholicus dictam Dominorum Statuum Generalium ratam in se recipere possit.

Articulus iste separatus eandem vim obtinebit, ac si ipsimet Tractatui hodie concluso, signatoque verbo tenus insertus fuerit, ratihabebiturque eodem modo, atque Ratihabitionem Tabulæ intra idem tempus cum ipso Tractatu extradentur.

In quorum fidem, Nos infra scripti vigore Plenipotentiarum hodie invicem exhibitarum, hunc Articulum separatum subscripsimus, & Sigillis nostris communivimus. Actum Londini die (vicemo-secundo Julii S. V.) secundo Augusti S. N. anno Domini millesimo septingentesimo decimo-octavo.

(L.S.) CHRISTOFF. PEN-
TENRIEDER AB
ADELSHAUSEN.
(L.S.) JOES 'PHIL.
HOFFMAN.

(L.S.) Du Bois.

(L.S.) W. CANT.
(L.S.) PARKER. C.
(L.S.) SUNDERLAND P.
(L.S.) KINGSTON. C. P. S.
(L.S.) KENT.
(L.S.) HOLLES NEW-
CASTLE.
(L.S.) BOLTON.
(L.S.) ROXBURGH.
(L.S.) BERKELEY.
(L.S.) J. CRAGGS.

ARTICULUS SEPARATUS.

QUUM in Tractatu Foederis cum Sac. Cæsarea Catholica Majestate hodie subscribendo, ut & conditionibus Pacis in eo insertis, Sacræ Regiæ Majestates Christianissima & Britannica, & Domini Status Generales Belgii Uniti, præsentem Hispaniarum & Indiarum possessorum Regem Catholicum, & Ducem Sabaudia Regem Sicilia, vel etiam Sardinia appellent: & vero Sacra Majestas Cæsarea Catholica, binos hos Principes pro Regibus agnoscere haud possit, antequam & ii ad hunc Tractatum accesserint; proinde Sacra Cæsarea Catholica Majestas, per Articulum istum separatum & ante Tractatum Foederis subscriptum, declarat & protestatur, quod per Titulos ibi adhibitos vel etiam omisos, sibi minimè præjudicare, neque dictis binis Principibus, Titulos Regios concedere aut adpicere intendat, nisi in eum dumtaxat casum, ubi & illi Tractatus hodie subscribendo accesserint, atque placitis in eo conditionibus Pacis pariter consenserint.

Articulus iste separatus eandem vim obtinebit, ac si ipsimet Tractatui hodie concluso signatoque, verbo tenus insertus fuerit, ratihabebiturque eodem modo, atque Ratihabitionem Tabulæ, intra idem tempus cum ipso Tractatu extradentur.

In quorum fidem, Nos infra scripti, vigore Plenipotentiarum hodie invi-

cem exhibitarum, hunc Articulum separatim subscripsimus & Sigillis nostris communivimus. Actum Londini die (vicesimo secundo Julii S. V.) secundo Augusti S. N. anno Domini millesimo septingentesimo decimo-octavo.

(L. S.) CHRISTOPH. PEN-
TENRIEDER AB
ADELSHAUSEN.
(L. S.) JOES PHIL.
HOFFMAN.

(L. S.) DU BOIS.

(L. S.) W. CANT.
(L. S.) PARKER C.
(L. S.) SUNDERLAND P.
(L. S.) KINGSTON C. P. S.
(L. S.) KENT.
(L. S.) HOLLES NEW-
CASTLE.
(L. S.) BOLTON.
(L. S.) ROXBURGHE.
(L. S.) BERKELEY
(L. S.) J. CRAGGS.

ARTICULUS SEPARATUS.

QUUM Titulorum aliqui, quibus Sac. Cæsarea Majestas, sive in Plenipotentiis, sive in Tractatu Fœderis hodie secum subscribendo, utitur, per Sacram Regiam Majestatem Christianissimam agnosci haud possint, per hunc Articulum separatim & ante Tractatum Fœderis subscriptum declarat & protestatur, quod per dictos hoc Tractatu adhibitos Titulos, aut sibi alterive præjudicare, aut Sacræ Cæsareæ Majestati jus ullum adjicere minime intendat.

Articulus iste separatus eandem vim obtinebit, ac si ipsimet Tractatu hodie concluso signatoque, verbo tenus insertus fuerit, ratihabebiturque eodem modo, atque Ratihabitionum Tabulæ intra idem tempus cum ipso Tractatu extradantur.

In quorum fidem, Nos infra scripti, vigore Plenipotentiarum hodie invicem exhibitarum, hunc Articulum separatim subscripsimus, & Sigillis nostris communivimus. Actum Londini die (vicesimo secundo Julii S. V.) secundo Augusti S. N. anno Domini millesimo septingentesimo decimo-octavo.

(L. S.) CHRISTOPH. PEN-
TENRIEDER AB
ADELSHAUSEN.
(L. S.) JOES PHIL.
HOFFMAN.

(L. S.) DU BOIS.

(L. S.) W. CANT.
(L. S.) PARKER C.
(L. S.) SUNDERLAND P.
(L. S.) KINGSTON C. P. S.
(L. S.) KENT.
(L. S.) HOLLES NEW-
CASTLE.
(L. S.) BOLTON.
(L. S.) ROXBURGHE.
(L. S.) BERKELEY.
(L. S.) J. CRAGGS.

Articuli Separati, & Secreti.

ARTICULUS PRIMUS.

POSTQUAM Serenissimus & Potentissimus Rex Christianissimus, & Serenissimus & Potentissimus Rex Magnæ Britanniae, necnon Celsi & Potentes Domini Status Generales Fœderati Belgii, vigore Tractatus, inter eos hodiernâ die conclusi & subscripti, super certis conditionibus conveniunt, secundum quas Pax inter Serenissimum & Potentissimum Romanorum Imperatorem atque Serenissimum & Potentissimum Regem Hispaniarum, item inter eandem Sacram Majestatem Cæsaream, Regemque Siciliæ (quem deinceps Regem Sardiniae nominare visum est) conciliari posset, quarum quidam conditionum copiam præfatis tribus Principibus fecerit, ut loco basis fixæ, stabiliscndæ inter eos Pacis forent, Sacra Majestas Cæsares, ex gravissimis rationibus, ob quas Rex Christianissimus & Rex Magnæ Britanniae, & supradicti Status Generales, hoc tantum tamque salutare opus susceperunt, permoti, deferensque circumspèctis urgentibusque eorum Consiliis & suasionibus, acceptare se declarat dictas conditiones, seu Articulos, nullo penitus eorum excepto, seu conditiones fixas & immutabiles, juxta quas Pacem perpetuam cum Rege Hispaniarum, atque cum Rege Sardiniae concludere consentit.

II. Quia vero Rex Hispaniarum & Rex Sardiniae dictis conditionibus necdum adhuc sunt assentiti, Sua Majestas Cæsares, prout & Suae Majestates Regiae Christianissimæ & Britannicæ, præfati que Status Generales, conveniunt de admittendo eis ad consentiendum spatio trium mensium, à die subscriptionis præsentis Tractatus computandorum sufficere existimantes hoc temporis intervallum, ut dictas conditiones rite perpendere possint, usque denum se determinent atque declarent, num conditiones fixas & immutabiles Pacificationis Suae, cum Sua Majestate Cæsares acceptare ipsi quoque velint, prout eos esse facturos ab eorum pietate & prudentia sperare licet, fore scilicet ut exemplum Suae Majestatis Cæsares secuti animi moribus moderari, habitaque humanitatis ratione tranquillitatem publicam privatis suis sensibus præhabere, unaque effusioni sanguinis Subditorum tuorum parcere, atque calamitates Belli à reliquis Europæ Nationibus avertere velint. In quem finem Suae Majestates Christianissima & Britannica, Statusque Generales Fœderati Belgii, officia sua quam efficacissima una simul & seorsum impendent, quo dictos Principes ad ejusmodi acceptationem permoveant.

III. Verùm, si contra omnem expectationem Alti-Contractantium, utraque unversæ Europæ, Rex Hispaniarum & Rex Sardiniae, post elapsum trium mensium terminum dictas conditiones pro eorum Pacificatione, cum Sua Majestate Cæsares propositas, acceptare abnuerint, cum tranquillitatem Europæ à sententiis vel moliminibus clandestinis dictorum duorum Prin-

cipum dependere æquum non sit, Sux Majestates Christianissima & Britannica, necnon Status Generales, suas cum viribus Sux Majestatis Cæsares jungere promittunt, quo illi ad acceptationem & executionem præfatarum conditionum adigantur. Quem in finem Cæsares Sux Majestati præbeant unitim & separatim eadem ipsa auxilia, de quibus, pro reciproca defensione mutua, Articulo septimo Tractatus Fœderis sub hodierno die subscripti conveniunt, unanimiter consentientes, ut Sux Majestas Christianissima subsidia loco militis præstet in ære. Quod si auxilia in dicto Articulo septimo enunciata, assequendo proposito scopo imparia forent, tum quatuor Partes contractantes de amphoribus auxilii Sux Majestati Cæsares submittendis absque mora conveniant, easque continuabunt, quousque Sux Majestas Cæsares Regnum Siciliae subegerit, ejusque Regna & Provincias in Italia plenè securitate gauderent.

Conventum insuper & quidem discretis verbis fuit, quod si ob causam superiorum quæ Sux Majestates Christianissima & Britannica, Dominique Status Generales, Sux Majestati Cæsares vi & in executionem præsentis Tractatus suppeditabunt, Reges Hispaniæ & Sardiniae, vel unus illorum, Bellum alterutri dictorum Contractantium declaret, aut inferret, sive cum in suis Ditionibus aggrendio, sive eorum Subditorum, aut Navis, res & merces, terrè marive violenter retinendo, in eum casum dum alix Potentiæ Contractantes illico Bellum præfatis Regibus Hispaniæ, & Sardiniae, vel ali bino eorum Regum, qui id alterutri dictarum Potentiarum contractantium denunciaverit aut intulerit, declarabunt, neque arma ante deponent, quam Imperator in possessione Siciliae & securus ratione suorum Regnorum & Provinciarum in Italia sit, satis æquumque pro pulsata fuerit illi, ex tribus Partibus Contractantibus, quæ occasione præsentis Tractatus, armis impetitis ut damnum ficitur fuerit.

IV. Ubi unus duxerat præfatorum Regum, qui Pacis conditionibus cum Sux Majestate Cæsares faciendæ, nec non assensiti sunt, eas acceptaret, in quoque quatuor Partibus contractantibus ad compellendum eum qui eas recusaverit, se conjurget, submittetque suam partem subsidiorum juxta distributionem desuper faciendam.

V. Si Rex Catholicus amore boni publici, & quod commutatio Regnorum Siciliae & Sardiniae, pro maintenance Pacis universalis necessaria sit, persuasus, in eam consentit, conditionesque Pacis cum Imperatore incutit, ut supra, amplectitur, & contra vero Rex Sardiniae, eà permutatione rejecti, Siciliam retinere persistat, in eo casu, Rex Hispaniæ Sardiniam Imperatori restituet, qui illius Regni custodiam, (salvo supremo suo in illud Dominio) Serenissimo Regi Britannico & Dominis Statibus Generalibus tandem committet, donec subacta Sicilia, Sardiniae Rex, supra recensitis conditionibus, Tractatus cum Imperatore incuti subscibat, atque in acceptationem, Regni Sardiniae loco, æquivalentis pro Regno Siciliae, consentiat, quo facto, in ejus possessionem, à Rege Magnæ Britanniae, Statibusque Generalibus mittetur. Si vero Sux Majestas Cæsares expugnare Siciliam, atque in suam potestatem redigere nequirit, in eum casum, Ma-

que Britannicæ Rex, Statumque Generale, Regnum Sardinie eidem restituit, fructurque interim Sua Majestas Cæsarea dicti Regni redditibus, qui sumptus in custodiam factos excedunt.

VI. At ubi Regem Sardinie in dictam Permutationem consentire, Regem vero Hispaniarum eandem reculare contingeret, in hoc casu, Imperator adjuvus reliquorum compacientium auxilio, Sardiniam oppugnabit, que tandiu ei submittet ipsam, atque ac Sua Majestas Cæsarea, arma minime deponere promittit, donec univertum Sardinie Regnum occupaverit, quod mox ab occupatione, Regi Sardinie cedit.

VII. Quod si uterque & Hispaniæ & Sardinie Rex, permutationi Siciliæ & Sardinie se opponeret, Imperator, una cum sociorum auxilio, primo loco Regnum Siciliæ adonetur, quo occupato, arma contra Sardiniam vertet, eo copiarum numero, quo præter auxilia sociorum ad utrumque expeditionem opus esse existimabat, subacta quoque Sardinia, ejus custodiam Sua Majestas Cæsarea Regi Britannico, Dominique Statibus Generalibus eo usque comittet, donec Sardinie Rex conditionibus Pacis cum Imperatore mundæ subscripserit, atque Regnum Sardinie, pro æquivalente Regni Siciliæ acceptare consentiat, sibi tunc a Sua Majestace Britannicæ. Statibusque Generalibus tradendum, fructurque interim Sua Majestas Cæsarea redditibus illius Regni, qui sumptus in custodiam factos imperabunt.

VIII. Casu quo Rex Catholicus, Sardinieque Rex, vel alteruter illorum, dictas conditiones Pacis illi propositas acceptare & exequi renuerent, ob eamque causam quatuor Partes compacientes via facti. contra eos vel alterutrum eorum procedere compellerentur, conventum dilerte fuit, Imperatorem (qualemcumque ejus arma progressum contra dictos duos Reges, aut eorum alterutrum habere possent, contentum esse & acquiescere debere evolvendum sibi in dictis conditionibus mutuo consensu designatus retinenda tamen Sui Majestati Cæsareæ potestate, Jura sua, que adversus Regem Sardinie, super ea parte Statûs Mediolanensis, quem iste nunc possidet, habere pretendit, arma, vel etiam per Tractatum Pacis tale Bellum subsecuturum, revindicandi, salva quoque cum tribus compacientibus, in casum, ubi ejusmodi Bellum contra Regem Hispaniæ & Regem Sardinie suscipiendum foret, facultate, cum Sua Majestace Cæsarea conveniendi, & designandi alium quemdam Principem, in cujus favorem, tunc Sua Majestas Cæsarea, de parte Ducatus Montisferatensis, a Rege Sardinie modo possessa, ad eundem exclusionem disponere, & quali alteri Principi, vel qualibet alio Principibus, Literas Expectavit, Investituram contingentes eventuales, Statuum, nunc à Magno Duce Hetruræ, & à Duce Parmæ Placentiæque possessorum, in exclusionem Filiorum præsentis Regniæ Hispaniæ, accedente consensu Imperii, concedere debeat, hæc Declaratione adjectâ, quod nullo unquam tempore aut casu, neque Sua Majestas Cæsarea, neque ullus Princeps e Domo Austriacæ, qui Regni, Ducatus, & Provincias Italiæ possidebat, dictos Ducatus Hetruræ & Parmæ asserere sibi aut attribuisse valeat.

IX. Verum, ubi Sua Majestas Cæsarea Siciliam, adhibito sufficienti Co-

piarum numero, Sociorumque, Auxilium & Medus, impensa quoque congrua diligentia, armis lubigare, aut in possessionem illius Regni stabilire se noquant, Partes compacilentes conveniunt declarantque, Suam Majestatem Cæsaream esse & fore in eum casum, omnino liberam & solutam ab omni Obligatione per hunc Tractatum assumpta, consentiendo in supradictas conditiones Pacis, se inter, Regesque Hispaniarum & Sardinie incundæ Salvis tamen reliquis prædictis Tractatus Articulis, qui Suam Majestatem Cæsaream, Sualque Majestates Regias Christianissimam & Magnæ Britanniarum, & Domini Status Generales Unius Belgii mutuo spectant.

X Attamen cum securitas & tranquillitas Europæ, finis, scopusque sit Renunciationum a Sua Majestate Cæsarea & Sua Majestate Catholica, pro se, suis Descendentibus & Successoribus, omnium prætensionum, super Regno Hispaniarum & Indiis, ex una, ex altera parte vero, super Regno, Dionisiis & Provinciis Italiæ & Belgio-Austriacis, faciendarum, memoratæ Renunciationes fient ab una & altera parte, eo modo & forma, uti Articulo secundo & quarto conditionum Pacis, inter Suam Majestatem Cæsaream & Regiam Catholicam Majestatem pangendæ convenitum fuit, & quamvis Rex Catholicus prædictas condiciones acceptare recusaret, Imperator nihilominus Instrumenta hujus Renunciationis expediri faciet, cujus tamen publicatio, in diem subscriptionis Pacis suæ cum Rege Catholico differetur, Et si Rex Catholicus in repudiendi dicta Pace constanter perleveraret, Sua Majestas Cæsarea nihilo secius Regi Britannico, eo tempore quo Ratificationes illius Tractatus commutabuntur, Actum solemnem dictarum Renunciationum extradet, quem Sua Majestas Britannica, juxta commune Contractantium Pactum, Regi Christianissimo ante non exhibendum promittit, quam Sua Majestas Cæsarea in possessionem Siciliæ pervenerit, qua adeptæ, tunc tam exhibitio, quam publicatio dicti Actus Renunciationum Cæsarearum, ad primam Regis Christianissimi requisitionem fiet, istæque Renunciationes locum habebunt, siue Rex Catholicus Paci cum Imperatore subscripserit, siue non, eo quod in hoc ultimo casu Guarantia Partium compacilentium Cæsari esse debeat loco securitatis quam aliquin ipsæ Renunciationes Regis Catholici, Sual Majestatis Cæsareæ, pro Siciliæ & ceteris Italiæ Statibus, Belgique Provinciis præstissent.

Sua Majestas Cæsarea promittit, nihil se moliri aut movere, nec contra Regem Catholicum, nec contra Regem Sardinie, & generaliter, contra Neutralitatem Italiæ velle, in termino illo immitti, qui in pro acceptandis conditionibus Pacis suæ cum Imperatore concessus est. Ad hincra dictum remous trum mensium, Rex Catholicus, loco dictas condiciones acceptandi, suis potius hostilitates, contra Suam Majestatem Cæsaream proloqui pergeat, vel si Rex Sardinie, Provincias quas Imperator in Italia possidet, armis aggredieretur, in eum casum, Sual Majestates Christianissimæ & Britannicæ, nec non Domini Status Generales obstringunt sese, ad submittendum loco Sual Majestatis Cæsareæ in iustitiam auxilia, quæ vi Fœderis hujus subscripser, pro reciproca suorum Statuum defensione invicem sibi præstare conveniunt, utque conjunctam vel separatim, neque etiam ex-

peccato duorum mensium ipsi, amicus officiis adhibendis, eas in dicto Fœdere præfixorum; & ubi auxilia in dicto Tractatu determinata fini proposito, haud sufficerent, quatuor Partes compaciscentes, mox inter se, de validiore ope Suae Majestati Cæsareæ ferenda, conveniunt.

XII. Præmissi undecim Articuli, apud Suam Majestatem Cæsaream, Suae Majestates Christianissimam & Britannicam, statimque Generales, per spatium trium mensium à die subscriptionis, secreti manento, nisi abbreviare terminum illum, aut producere, de communi eorum placito videretur; & quamvis præfati undecim Articuli sint à Tractatu Fœderis hodierna die, à quatuor dictis Partibus compaciscentibus subscripto, separati; eandem tamen vim ac robur habebunt, ac si illi, de verbo in verbum, inserti essent, cum ejus partem essentialem efficere censeantur. Porro Ratificationes eorum uno tempore, cum alteris illius Tractatus extradentur.

In quorum fidem, nos infra scripti, vigore Plenipotentiarum, hodie invicem exhibitarum, hos Articulos separatos & secretos subscripsimus & Sigillis nostris communicavimus. Actum Londini die (vicesimo secundo Julii S. V.) secundo Augusti S. N. Anno Domini 1718.

Subscriptiones eadem, ut supra.

ARTICULUS SEPARATUS.

QUUM Tractatus hodierno die, inter Majestatem Suam Cæsaream, Majestatem Suam Christianissimam, & Majestatem Suam Britannicam initus signatusque, ac in se complectens, tam conditiones, quæ acquissimæ, summeque aptæ judicatæ sunt, ad Pacem stabiliendam inter Imperatorem & Regem Catholicum, atque inter dictum Imperatorem Regemque Siciliæ; quam conditiones Fœderis, ad Pacem publicam conservandam inter prædictas Potentias contrahentes sanciti, cælis & præpotentibus Dominis Ordinibus Generalibus Unitarum Belgii Provinciarum, communicatus fuerit; cumque Articuli separati & secreti, hodie eodem signati, continentisque rationes quas ad Tractatum supra dictum executioni mandandum inire visum est, iidem Ordinibus Generalibus, mox proponendi sint, studium quod illa Respublica testatur, ad restituendam firmandamque tranquillitatem publicam, nullum dubitandi locum relinquit, quin ipsa eidem, animo perlubenti, accedere velit. Ideoque dicti Ordines Generales, tanquam Partes contrahentes, in ipso Tractatu nominatim inseruntur sub spe scilicet fidentissima, illos eidem sese tam cito adjuncturos, ac usitatas in statu suo formulæ ad pati possint.

Sin vero præter speciem & vota Partium contrahentium (quod tamen omnino non suspicandum est) præfati Domini Ordines Generales Tractatui supra dicto accedendi consilium haud ceperint, expresse conventum concordatumque

que est inter dictas Partes contrahentes, quod Tractatus sæpe nominatus, hodiernoque die signatus, effectum suum inter ipsas nihilominus sortietur, & in omnibus ejus Clausulis & Articulis executioni mandabitur, eodem modo quo ibidem constitutum est, ejusdemque Ratificationes temporibus præfinitis exhibebuntur.

Articulus iste separatus eandem vim obtinebit, ac si ipsimet Tractatui hodie concluso signatoque verbotenus insertus fuerit, ratihabebiturque eodem modo, atque Ratificationum Tabulæ intra idem tempus, cum ipso Tractatu extradentur.

In quorum fidem nos infra scripti, vigore Plenipotentiarum hodie invicem exhibitarum, hunc Articulum separatim subscripsimus & Sigillis nostris communivimus. Actum Londini die (vicefimo-secundo Julii S. V.) secundo Augusti S. N. Anno Domini 1718.

Subscriptiones eadem, ut supra.

Ce Traité fut ratifié par l'Empereur le 14. Septembre, par le Roy Très-Chrétien le 31. Août, & par Sa Majesté Britannique le 7. Août 1718. Et le Duc de Savoye y acceda le 8. Novembre 1718.

[X.]

1720. *ACCESSION du Roy d'Espagne au Traité de la Quadruple Alliance, Copie autentique.*

CUM per Conventionem Hagæ-Comitum signatam inter nos subscriptos Ministros Sacræ suæ Cæsareæ, Sacræ suæ Britannicæ, & Sacræ suæ Christianissimæ Majestatum conventum sit, ut Sua Majestas Catholica possit intra spatium trium Mensium à die subscriptionis dictæ Conventionis computandorum acceptare Tractatum Londini signatum secundo Augusti 1718. n. st. fruique commodis in ejus favorem per dictum Tractatum solemniter promissis; cumque dicta Sua Majestas Catholica purè & plenè acceptaverit, Actu Regiâ manu suâ subscripto 26. Januarii 1720. n. st. cujus Apographum in hoc Instrumento adjectum est, Conventionem Parisiis factam 18. Julii 1718. n. st. cujus Conditiones, atque Articuli omnes de verbo ad verbum iidem sunt ac illi, qui in Tractatu Londinensi continentur; & cum dicta Sua Majestas Catholica Marchionem de Beretti Landi suum Plenipotentiarum Tabulis sufficientibus ad hoc opus consummandum muniverit, quo itaque negotium tam salutare finem suum exoptatum consequatur; nos infra scripti Cæsareæ, Britannicæ, & Christianissimæ Majestatum Ministri Plenipotentiarum Tabulis muniti ad signandam præfatam Conventionem Hagæ-Comitum factam, per quam Regi Hispaniarum, intra terminum trium Mensium à die sub-

subscriptionis dictæ Conventionis computandorum purè & plenè conditionibus in Tractatu Londinensi expressis accedere liberum est, declaravimus & per presentes Majestatis suæ Catholicæ puram, simplicem, & plenam ad omnes & singulos Articulos præfati Tractatus Londinensis accessionem nos acceptare declaramus.

Ego autem infrascriptus Majestatis suæ Catholicæ Plenipotentarius à dicta Sua Majestate Plenipotentiarum Tabulis ad signandam cum Ministris Federatarum Potestatum Conventionem Parisiis factam 18. Mensis Julii 1718. n. st. cum sim instructus, observatumque fuerit Ministrum Majestatis suæ Cæsareæ dictam Conventionem Parisiis factam non subscripsisse, illam verò Conventionem per Tractatum Londinensem 2. Augusti 1719. n. st. à Ministro Majestatis suæ Cæsareæ subscriptam complementum suum accepisse, & Comitum à Windischgraz Majestatis suæ Cæsareæ Ministrum & Plenipotentiarium accessionem Majestatis suæ Catholicæ acceptandi potestatem non habiturum, si dicta Accessio ad Conventionem Parisiis factam tantummodo se referret. Cumque recognitis & perpenis dicta Conventione Parisiis facta, & dicto Tractatu Londini signato, compertum sit, utrumque de verbo ad verbum congruere, ita ut Conventio Parisiensis, Tractatusque Londinensis una eademque res omninò sint; ego necessaria auctoritate sum munitus ad signandum Tractatum Londinensem, quem Tractatum æque ac Conventionem Parisiensem in omnibus & singulis eorundem Articulis purè & plenè nullaque adhibita reservatione, ex parte & nomine Regis Hispaniarum Domini mei accepto.

Instrumentum hæc Accessionis Majestatis suæ Catholicæ ratihabebitur ab omnibus Partibus Compaciscentibus, & Ratificationum Tabulæ ritè confectæ intra spatium duorum Mensium à die subscriptionis computandorum aut citius si fieri poterit, Hagæ-Comitum commutabuntur & invicem extradentur. In quorum fidem nos Partium contrahentium Plenipotentarii supradictis Plenipotentiarum Tabulis mutuo exhibitis instructi hæc presentes manibus nostris subscripsimus, & sigillis nostris communivimus. Actum Hagæ-Comitum die decima septima Februarii anni millesimi septingentesimi vigesimi.

(L. S.) LEOPOLDUS COMES A WINDISCHGRAZ.

(L. S.) MARQUES BERETTI LANDI.

(L. S.) CADOGAN.

(L. S.) FLEURIAU DE MORVILLE.

PHILIPPUS, Dei gratiâ Rex Castiliæ, Legionis, Arragoniæ, utriusque Siciliæ, Hierosolymæ, Navarræ, Granatæ, Toledi, Valentis; Galitiæ, Majoricæ, Hispalis, Cordubæ, Corsicæ, Muriæ, Ciennæ, Algarbiæ, Algeziræ, Gibraltariæ, Canariarum, Indiarum Orientalium & Occidentalium, Insularum & Continentis Maris Oceani: Archidux Austriæ, Dux Burgundiæ, Brabantæ, & Mediolani, Comes Habsburgi, Flandriæ, Tyrolis, & Barcelonæ, Dominus Biscayæ & Molinæ, &c. Cum per Serenissimum

rum Principem Georgium Magnæ Britanniae Regem, atque Serenissimum Principem Ludovicum XV. Nepotem Nostrum Franciæ & Navarræ Regem propositus sit Nobis modus perpetuam in Europa tranquillitatem itabiliendi, & eo intuitu procurandi firmam Pacem & sinceram inter Potentias Belligerantes reconciliationem, atque cum hunc in finem memorati Serenissimi Reges Plenipotentiarum Tabulis instruxerint, nempe Magnæ Britanniae Rex Comes de Stairs, & de Stanhope, & Franciæ Rex Marchionem & Marscallum de Uxelles & Dominum Clermont Comitem de Cheverini, atque hi Ministri eò pervenerint, ut Tractatum concluderint, quem signarunt Parisiis 18. Julii 1718. in quo alios inter Articulos specificantur Conditiones Pacis, quam inter Principes, qui Bellum hucusque continuârunt, stabiliri in votis fuit, & cum memorati Domini Magnæ Britanniae & Franciæ Reges Nobis proposuerint hiæ adhærere conditionibus, licet hucusque eas admittere propter justas, quas habuimus rationes, distulerimus, nihilominus desiderantes ex parte Nostra implere vota memoratarum Majestatum Serenissimorum Magnæ Britanniae, & Franciæ Regum, atque efficere, ut Europa Pacis gaudeat beneficio, quamvis cum detrimento Nostro & diminutione cum Statuum tum Jurium, quibus renunciamus, ut eò peringamus: Decrevimus modò prædictum Tractatum acceptare, signatum 18. Julii 1718 a prædictis quatuor Plenipotentiariis Suarum Majestatum Britannicæ & Christianissimæ, atque ideò tenore Præsentium acceptamus hunc præfatum Tractatum, & in omnibus admittimus, quæ continet Punctis. & præcipue in eo quod spectat & concernit comprehensos octo Articulos & directe respicientes Pacem inter utramque Aulam Madritensem & Viennensem, & inter Principes utriusque Dominationis modò Regnantes. In cujus fidem commisimus Expeditionem præsentis Instrumenti manu Nostrâ muniti & Sigillo Nostro secreto, atque ab infra scripto primo Statûs Secretario subsignari. Datum Madriti 26 Januarii 1720. Signatum erat.

E G O R E X.

Et infra

JOSEPHUS DE GRIMALDO.

NOs infra scripti Ministri & Plenipotentarii declaramus Apographum supra insertum Archetypo collatum, & de Verbo ad Verbum consimile esse. Actum Hagæ-Comitum die decimâ septimâ Februarii Anni millesimi septingentesimi vigesimi.

(L. S.) LEOPOLDUS COMES à WINDISCHGRAZ

(L. S.) MARQUES BARETTI LANZI.

(L. S.) CADOGAN.

(L. S.) FLEURIAU DE MORVILLE.

. *Lib*

[Y.]

LETTERES d'Investiture Eventuelle des Etats de Parme,
Plaisance, & Toscane, en faveur de l'Infant D. Carlos.
Actes Manuscrits de Cambray.

CAROLUS SEXTUS Divina favente Clementia Electus Romanorum Imperator, semper Augustus, ac Germaniæ, Castellæ, Aragoniæ, Legionis, utriusque Siciliæ, Hierusalem, Hungariæ, Bohemiæ, Dalmatiæ, Croatia, Slavoniæ, Navarra, Gratiæ, Toloni, Valentini, Gallitiæ, Majoricarum, Sevilæ, Sardinie, Cordubæ, Corsicæ, Murtiæ, Ciennæ, Algarbiæ, Algeziriæ, Gibraltari, Insularum Canariæ & Indiarum, ac Terræ firmæ maris Oceani, Archidux Austriæ, Dux Burgundiæ, Brabantie, Mediolani, Styriæ, Carinthiæ, Carniolæ, Limburgiæ, Luxemburgiæ, Geldriæ, Wirtembergiæ, superioris ac inferioris Siliçiæ, Calabriæ, Athenarum & Neopatriæ, Princeps Sueviæ, Marchio Sacri Romani Imperii, Burgoviæ, Moraviæ, superioris & inferioris Lufitiæ, Comes Hapsburgi, Flandriæ, Tirolis, Ferretus, Kiburgi, Gornitiæ, & Arthesiæ, Landgravius Alsatii, Marchio Orissanæ, Comes Gothani, Namurci, Rossilonis & Ceritanæ, Marchio Slavoniæ, Portus Naronis, Biscayæ, Molinæ, Salinarum, Tripolis & Mechlinæ.

Agnoscamus & notum facimus tenore presentium universis, quod cum tanto sollicitudinis studio ad hunc promovere, qui Cameraci pendere noscitur congressum festinemus quanto amore pacis Tractatui quadruplicis foederis die 8. Augusti anno Christi 1718 inito & subscripto accessimus, & cum in eius articulo quinto convenum fuerit quod ad pristina superioritatis imperialis iura, Status seu Ducatus à Duce Hetruriæ, Parmæque & Placentiæ Duce modo possessi futuri in perpetuum temporibus ab omnibus partibus contractantibus agnoscantur & habeantur pro indubitatis Sacri Romani Imperii feudis masculinis, & nos quantum in nobis erit ceu caput Imperii insuper consenserimus, ut si quando casus aperturæ dictorum contingat, tunc presentis Serenissimæ principis Domine Eliabethæ Hispaniarum Reginiæ, natæ Ducis Parmæ & Placentiæ filii primogenitus Serenissimus Carolus Hispaniarum Infans consanguineus, & Parens noster charissimus huiusque descendentes Masculi ex legitimo Matrimonio nati, usque deficientibus secundo genitos, aut alii postgeniti ejusdem reginæ filii si qui nascantur, pariter una cum eorum posteris Masculis ex legitimo Matrimonio natis in omnibus dictis Provinciis succedant, & quod Nos solum Romani Imperii consensum desuper requisitum, eo obtento Litteras expectativæ Investituræ eventuales continentes prædictæ Reginiæ filio, vel filii eorumque deicendentibus masculis

legitimis in debita forma expedire easque Regi Catholico tradi curabimus, absque ullo tamen damno aut præjudicio, salvaque per omnia Principum qui dictos Ducatus in præsens obtinent possessione, & post nunc exhibitum Nobis Sacri Imperii Romano Germanici consensum, cum res in eo sit, ut si nobis nostrisque Successoribus Romanorum Imperatoribus, ac Regibus legitime interantibus, dictoque Romano Imperio præfatus Princeps Carolus, ceterique ejus descendentes, aut ipsius fratres, & eorum masculi antecessi, & omnia singula debite faciant & præsentent quæcunque fideles obedientisque Principes & Vassallos Italianos de jure aut consuetudine ex antiquis feudorum rationibus sub throno Imperiali constanter & per omnia præstare & facere debeat, nos in conformitate præmemorati integri articuli quinti, & non aliter, atque in sinceram ejusdem executionem gratæ expectativæ investituræ eventualem continentis iuxta ritum & stylum Cæsareum Diploma Imperiale, ea qua conventum est lege, modo, ac forma eidem Principi Carolo concedere & elargiri possimus & debeamus.

Proinde ex certa nostra scientia animo bene deliberato, ac sano accedente Consilio, deque Cæsareæ Nostræ Majestatis potestate nostro, nostrorumque in Diademate Imperiali legitimorum Successorum Romanorum Imperatorum ac Regum nomine, præfato Principi Carolo, ejusdem descendens nec non fratribus ex dicto Matrimonio modernæ Hispaniarum Reginae, eorumque Posteris uti supra legitime natis, aut nascuturis masculis, harum vigore litterarum benigne concessimus, ex hoc Decreto atque Diplomate Imperiali expectativam vim ac robur eventualis Investituræ continentem clementer elargiti sumus, ejusdem Principem Carolum pro se suisque Successoribus masculis legitimo ex matrimonio descendens, nec non pro omnibus ac singulis supra recensitis, ipsius fratribus & eorum masculis ex legitimo matrimonio natis aut nascuturis præfatis de Ducatibus ac Statibus tanquam veris aculis Imperatibus Italianis masculinis memoratum in eventum aperturæ, & caducitatis, quo scilicet fratres ex Domo Parmensi Possessores, sine prælo legitimæ naturalis masculinæ Successionis capace vivere deberent, de Cæsareâ potestate nostræ Plenitudinis juxta expressum, legeque Imperiali receptum ordinem primogenituræ abusive infeudaverimus, atque investiverimus, quemadmodum tenore præsentium hocce Decreto & Diplomate nostro Imperiali vim eventualis Investituræ habente de jure, lege, aut consuetudine Imperiali eundem Principem Carolum infeudamus ac investimus.

Nostris ceteroquin & Sacri Imperii nec non aliorum quibuscunque juribus semper salvis, ac nominatim hac diserta sub conditione, & in casu existentis realiter expectare, & quousque ille deinceps casus eveniret, veram propriamque Investituram a nobis, nostrisque Successoribus, Romanorum Imperatoribus ac Regibus memoratis Princeps ceterique ut supra ipsimet, ut per legitimos post dispensationem Imperialem validos & sufficientes Mandatarios, tempore, loco, styloque consueti, requirere debitum homagium facere, ac præstare quibuscunque penes Consilium Aubicum præstandum cum throno nostro Cæsareo recipere, & fidelitatis iuramentum præstare tenentur continenturque, prout in feudis ac homagiis Italico-Regni recepto Cæsareo

lrei Romano-Germanici juris & moris est. Secus verò in conformitate ejusdem totius Articuli quinti Foederis Londinensis hisce discretum & sub conditione *sine qua non* declarantes, nos, & Sacrum Romanum Imperium ad permittendam nominatorum Ducatum & Statuum possessionem teneri, nec velle nec posse.

Salvo porò, ut præfertur, nostro & dicto in Foedere Principum præsentium ac Ducum Metururæ, Parmæ, Placentinæque possessorum omnimodo jure.

Insuper & reliqua hujusdem Articuli quinti stipulatione per omnia, & semper salva, quod nempe nullus prædictorum Ducatum ac Statuum ullo unquam tempore aut casu a Principe, qui uno tempore Regnum Hispaniarum obtinet, possideri possit aut debeat, & quod nullus unquam Hispaniarum Rex tutelam ejusmodi Principis assumere possit ac gerere valeat.

Ac propterea mandamus & præcipimus omnibus & singulis nostris ac Imperii Sacri Electoribus, aliisque Principibus tam Ecclesiasticis quam Secularibus, Archiepiscopis, Episcopis, Abbatibus, Ducibus, Marchionibus, Comitibus, Baronibus, Militibus, Nobilibus, Clientibus, Capitaneis, Vice-Dominis, Locumtenentibus, Gubernatoribus, Præsidentibus, Præfectis, Castellanis, Rectoribus, Magistratibus, Venaliteris, Potestatibus Civium, Magistris Consulibus, Judicibus, ac generaliter omnibus nostris ac Sacri Romani Imperii Regnorumque ac Provinciarum nostrarum hereditariarum Subditis & fidelibus cujuscunque status, gradus, ordinis, dignitatis, aut præ eminentiæ fuerint, ut sæpè nominatum Principem Carolum, vel ejus Successores & Hæredes, aut ex eodem matrimonio fratres, ut supra, quod ad hanc Successionem & gratiam nostram Imperialem, nullatenus impediant vel turbent, sed potius defendant ac manteneant, idque etiam ab aliis, quantum in ipsis erit, fieri studeant ac caveant, nec turbari aut impediri sinant, si quis verò Edictum hoc nostrum ac Diploma Imperiale quondam temerariò transgredi vel violare præsumpserit, is præter gravissimam nostram & Sacri Romani Imperii indignationem, mulctam quoque quadringentarum marcarum auri puri pro dimidio, Fisco Cæsareo nostro Imperiali, & pro altero dimidio injuriam vel damnum patientibus, toties quoties in contrarium quidquam attentatum factumque fuerit, irremissibiliter pendendam noverit.

Harum Testimonio Litterarum manu nostrâ subscriptarum, & Sigilli nostri Cæsarei appensione munitarum, quæ dabuntur in Civitate nostrâ Viennæ anno Domini &c.

[Z.]

1724. *Copie des Reversales accordées par le Roi d'Espagne, par rapport aux Lettres d'Investiture précédentes, avec les Garanties de l'Investiture, Actes Manuscrits de Cambrai.*

LUDOVICUS Dei gratia Castellæ, Legionis, Arragoniæ, utriusque Siciliæ, Hierosolymarum, Navarræ, Græniæ, Toleti, Valentiniæ, Majoricarum, Hispalis, Sardinia, Cordubæ, Corsicæ, Muriciæ, Gienæ, Algarbuarum, Algezira, Gibraltari, Insularum Canariæ, Indiarum, Orientalium & Occidentalium, Insularum, & Continentis Oceani Rex, Archidux Austriæ, Dux Burgundiæ, Brabantia, & Mediolani, Comes Habsburgi, Flandriæ, Tyrolis, & Uarcinoris, Dominus Cantabriæ, & Molinæ &c. Cum Comes à Sanctislevan, nec non Marchio Beretti Landi, nostri in Cameracensi Congressu Ministri Plenipotentiarum, virtute Plenipotentiar, quæ nunc inveniebantur, & in Articuli quinti Quadruplici Fœderis die secundâ Mensis Augusti Anni millesimi septingentesimi decimi octavi Londini signati, dieque decimâ sextâ Mensis Februarii anni subsequenti millesimi septingentesimi vigesimi a Rege, & Patrie nostro Hæc-Comitum accepti Complementum & observantiam acceperint & admitterent Diploma Cæsareum, sive Litteras expectativæ eventuales de Ducatibus seu Statibus Hetruriæ, Parmæ & Placentiæ, Investituram pro Serenissimo Infante Domino Carolo, Fratre nostro, Serenissimæque Reginæ Dominiæ nostræ nunc Parmensis Ducissæ Filio, ipsiusque Descendentibus, & Successoribus Masculis ex Legitimo Matrimonio susceptis, & horum defectu pro cæteris universis ejusdem Reginæ Serenissimæ Dominiæ nostræ Filii, eorumque Descendentibus Masculis, continentes, quod quidem diploma ipsi à Ministris Plenipotentiarum Sacræ Cæsareæ Majestatis nostræ subscriptum, atque Sigillo firmatum traderant instrumentum quoddam, cujus tenor subsequens est.

Nos infrascripti Sacræ Regiæ Catholicæ Majestatis Ministri Plenipotentiarum recipimus in complementum & satisfactionem Articuli quinti Fœderis quadruplici die secundâ Augusti 1718 Londini subscripti, & decimâ sextâ Februarii 1725 à Rege Catholico Hæc-Comitum accepti Diploma Cæsareum, seu Litteras expectativæ Investituram eventuales Ducatum, seu Statuum Hetruriæ, Parmæ, & Placentiæ pro Serenissimo Infante Carolo Reginæ nunc Ducissæ Parmensis Filio, ejusque Descendentibus Masculis ex Legitimo Matrimonio natis, aut post decessum illorum pro cæteris ejusdem Reginæ Filii, eorumque Descendentibus Masculis, quod Nobis à Ministris Plenipotentiarum Sacræ Cæsareæ Majestatis hodie debita in forma coram Ministris Plenipotentiarum Regum Mediatorum ite extradi-

tum fuit, Promittimusque nomine Sacre Catholice Majestatis, omnes, & singulas in prædicto Diplomate expressas condiciones, juxta tenorem præfati quadruplicis Fœderis erga Sacram Cæsaream Majestatem, & Imperium à Sacra Regia Catholica Majestate, prout & à Serenissimo Infante Carolo, ejusque Hæredibus, & Successoribus Masculis, ibidemque recensitis ejus Fratribus sanctè & inviolatè executum & observatum iri, in cujus fidem præfens hoc Instrumentum virtute Plenipotentia à Sacra Regia Catholica Majestate nobis concessæ, cujus Apographum ad finem adjunctum est, manu propriâ, Sigilloque nostro firmavimus; quemadmodum, & in majus robur à Sacra Regia Catholica Majestate ratificationibus suis ritè confirmabitur, ratificationumque Tabulæ intra spatium sex septimanarum à die subscriptionis, aut citius, si fieri potest, Sacre Cæsareæ Majestatis Ministris Plenipotentiaris Cameraci extradentur. Actum Cameraci die vigesima quarta Januarii Anni millesimi septingentesimi vigesimi quarti.

(L. S.) El Comte de SANTISTEVAN.

(L. S.) El Marques BERETTI LANDI.

Cumque à prælibatis Comite de Santistevan, & Marchione Beretti Landi, præfati Instrumenti hic supra translati & inserti exemplar Nobis missum fuerit, postquam illud de verbo ad verbum percurrimus, atque maturè expendimus omne in illo contentum, & expressum probare atque ratificare decrevimus, ideoque promittimus universas & singulas condiciones juxta tenorem prædicti quadruplicis Fœderis expressas in præfato Diplomate quod uno & eodem tempore transmissum est Nobis, & à Nobis acceptatum prout pariter ratihabita Investitura eventualis in ipso contenta, adimplendas, & inviolabiliter observandas erga Sacram Cæsaream Majestatem, & Imperium tam à Nobis, quàm à Serenissimo Infante Domino Carolo, Fratre nostro, Hæredibus, atque Successoribus suis Masculis, ex Legitimo Matrimonio procreatis, & horum decessu ab ipsius Fratribus in ipsa præfata Investitura recensitis, ad quam Nos referimus, In cujus fidem & firmitatem præfentes Litteras expedire jussimus, manu nostra subscriptis, Sigillo nostro secreto firmatas, atque ab infrascripto, Sanctioris Consilii commentariensi nostro Chirographo adscriptas, datas Madridi die vigesima octavâ Februarii Anni millesimi septingentesimi vigesimi quarti.

Garantie du Roi de la Grande-Bretagne.

GEORGIVS Dei Gratia Magnæ Britanniae, Franciae, & Hiberniae Rex, Fidei Defensor, Dux Brunsvicensis, & Luneburgensis, Sacri Romani Imperii Archi-Thesaurarius & Princeps Elector, &c. omnibus & singulis, ad quos præfentes hæc Litteræ pervenerint, Salutem. Quandoquidem Instrumentum quoddam Guarantiæ, Romanorum Imperatori præstandæ, inter nos & bonum Fratrem nostrum Regem Christianissimum, per Ministros Plenipotentiaris

nipotentarios utrinque mandatos, & Autoritate sufficienter munitos Cetero rano die vigesimo quarto Mensis presentis Januarii, styli novi, conclusum signatumque fuerit, Formâ & verbis, quæ sequuntur Postquam in Tractatu quadruplicis Fœderis die secundâ Augusti anni millesimi septingentesimi decimi octavi Londini subscripti ac deinde Haga-Comitum die decimo sexti Februarii, Anno millesimo septingentesimo vicesimo a Rege Catholico solemnâ Ratificatione suâ acceptati, juxta tenorem Articuli quinti conditionum Pacis inter Imperatorem & Regem Catholicum communis Paciscentium consensu, pactum definitumque fuerit, ut Status seu Ducatus à Magno Duce Hetruriz, Parmæque ac Piacentiæ Duce modo possessi futuri in perpetuum temporibus ab omnibus Contractantibus agnoscantur & habeantur pro indubitatis Sacri Romani Imperii Feudis Masculinis, ac vicissim Sua Majestas Cæsarea per se seu Caput Imperii consenserit, ut si quando casus aperturæ dictorum Ducatum ob deficientiam Hæredum Masculorum contingat, tunc presentis Serenissimæ & Potentissimæ Hispaniarum Regina: Infans, hujusque Descendentes Masculi ex Legitimo Matrimonio nati, usque deficientibus secundo genitus, aut alii postgeniti ejusdem Regina: Filii, si qui nascentur, pariter una cum eorum posteris Masculis ex Legitimo Matrimonio natis, in omnibus dictis Provinciis succedant, eumque in finem Sua Cæsarea Majestas obtento Imperii consensu Litteras expectativæ Investituræ eventuales continentes pro dictæ Regina: Filio vel Filiis eorumque Descendentibus Masculis Legitimis in debita forma expeditas Regi Catholico tradi curaret, ita tunc in executionem & complementum dicti Fœderis à Sua Cæsarea Majestate reseriter id præstitum, ac tale desuper Infæudationis Instrumentum in debita forma Regibus Mediatoribus hodie extraditum, ab usque Regi Catholico transmissum fuit, cujus tenor hic sequitur.

Locus Instrumenti Infæudationis.

Agnoscentes igitur Reges Mediatores Imperatorem præfato quadruplicis Fœderis Tractatu sua ex parte, quoad expeditionem, exhibitionemque præfæctarum expectativarum Litterarum satisfecisse, ita vicissim erga Summâ Cæsaream Majestatem sese hac speciali sua Guarantiâ obstringunt, omnes & singulas in præfæctis Litteris Infæudationis expressas conditiones à Serenissimo Hispaniarum Principe Carolo Ixpefate Regina: Filio, ejusque in Feudis prædictis nominatis Successoribus religiose adimplere debere, ac præsertim, quod in casu existentis realiter aperturæ, & quoties deinceps ille casus eveniret ad summum intra annum & diem ab adepta possessione actualem ac propriam sic dictam Investituram à Sua Cæsarea Majestate, ejusque in Imperio Successoribus memoratis Princeps ceterique ut supra ipsimet, aut per sufficientes post Imperialem dispensationem Mandatarios coram Throno Imperiali præstandis recipere, ac solum desuper fidelitatis iurjurandum præstare teneatur, teneanturque

Proinde Sua Regis Majestas Britannica & Sua Regis Majestas Christianissi-

ma conjunctim & separatim pro se & inique in Regno Successoribus particulari hac Guarantia & sponfione promittunt, prout juxta tenorem supra memorati quadruplicis Foederis sese jam obligatas agnoscunt se impletionem omnium singularumque præsertim Infeudationis conditionum, dum casus evenierit, serió maintenir, & Feudum Cæsari & Imperio super præfatos Ducatus constitutum, illibatum conservere & défendre velle ac debere.

Præsens hoc Guarantie Instrumentum in majus robur à Sua Regia Majesté Britannica & à Sua Regia Majesté Christianissima Ratihabitionibus suis ritè confirmabitur, Ratihabitionumque Tabulæ intra spatium quatuor septimanarum à die subscriptionis, aut citius, si fieri possit, Sux Cæsareæ Majestatis Ministris Plenipotentiaris Cameraci extradentur.

In cujus rei fidem Nos infrascripti Sux Regiæ Majestatis Christianissimæ Ministri Plenipotentiaris, & Sux Regiæ Majestatis Christianissimæ Ministri Plenipotentiaris sufficientibus ad id Mandatis muniti, Instrumentum hoc duplex subscripsimus, ac Sigillis nostris communivimus. Actum Cameraci die vigesima quarta Mensis Januarii st. n. Anno millesimo septingentesimo vigesimo quarto.

(L. S.) POLWARTH.
(L. S.) WHITWORTH.

(L. S.) DE BARRERIE DE
SAINT CONTEST.
(L. S.) ROTTEMBOURG.

NOs viso & perpenso Instrumento Guarantie superscripto idem in omnibus & singulis ejus Articulis & Clausulis approbavimus, & ratum firmumque habuimus, sicut per præsentés pro Nobis, Hæredibus, & Successoribus nostris, idem approbamus, & ratum, firmumque habemus, spondentes & in verbo Regio promittentes, Nos prædictum Instrumentum Guarantie, omniaque & singula, quæ in eo continentur, sanctè atque inviolabiliter præstuturos & observaturos, neque passuros unquam, quantum in Nobis est, ut à quopiam violetur, aut ut eidem quocunque modo in contrarium eatur. In quorum majorem fidem ac robur, hisce præsentibus manu nostra Regia signatis, Magnum nostrum Magnæ Britannicæ Sigillum appendi jussimus. Dabantur in Palatio nostro Divi Jacobi die vicesimo tertio st. v. Mensis Januarii Anno Domini millesimo septingentesimo vigesimo quarto, Regni-que nostri decimo.

Garantie du Roi de France.

LOUIS par la grace de Dieu Roi de France & de Navarre à tous ceux qui ces présentes Lettres verront, Salut. Comme notre amé & feal le Sr. de St. Contest, Conseiller d'Etat ordinaire, & notre cher & bien amé le Sr. Comte de Rottembourg, Brigadier de nos Armées, nos Plenipotentiaires au Congrès de Cambrai, auroient en vertu des Pleins-pouvoirs, que nous leur en avons donné, conclu, arrêté, & signé en ladite Ville de Cambrai le 17

du présent Mois de Janvier avec le Comte Polwarch, & avec le Baron de Whitworth, Ministres Plenipotentiaires de notre très-cher & très-aimé Frere le Roi de la Grande Bretagne pareillement muni de ses Pleins-pouvoirs en bonne forme, l'Acte de Garantie, dont la teneur s'ensuit.

Postquam in Tractatu Quadruplicis Fœderis die secundâ Augusti Anni millesimi septingentesimi decimi octavi Londini subscripti, ac deinde Hæge-Comitum die decimâ sextâ Februarii Anno millesimo septingentesimo vigesimo à Rege Catholico solenni Ratificatione sua acceptati, juxta tenorem Articuli quinti Conditionum Pacis inter Imperatorem & Regem Catholicum, communi omnium Paciscentium consensu pactum dehitumque fuerit, ut Status seu Ducatus à Magno Duce Hetruriz, Parmæque ac Placentiæ Duce modo possessi, futuri in perpetuum temporibus ab omnibus Partibus Contractantibus agnoscantur & habeantur pro indubitatis Sacri Romani Imperii Feudis Masculinis, Ac vicissim Sua Majestas Cæsarea per se, seu Caput Imperii consenserit, ut, si quando casus aperturæ dictorum Ducatum ob deficientiam Hæredum Masculorum contingat, tunc præsentis Serenissimæ ac Potentissimæ Hispaniarum Reginæ natæ Ducissæ Parmensis Filius primogenitus, Serenissimus Carolus Hispaniarum Infans, hujusque Descendentes Masculi ex Legitimo Matrimonio nati, usque deficientibus secundo genitus, aut alii postgeniti ejusdem Reginæ Fili, si qui nascentur, pariter una cum eorum posteris Masculis ex legitimo Matrimonio nati, in omnibus dictis Provinciis succedant, eumque in finem Sua Cæsarea Majestas obtento Imperii consensu, Litteras Expectativæ Investituræ eventuales continentes, pro dictæ Reginæ Filio vel Filiis, eorumque Descendentibus Masculis legitime in debita forma expeditas Regi Catholico tradi curaret Ita nunc in executionem & complementum dicti Fœderis à Sua Cæsarea Majestate realiter id præstitum, ac tale desuper Infeudationis Instrumentum in debita forma Regibus Mediatoribus hodie extraditum, ab usque Regi Catholico transmissum fuit, cujusque tenor hic sequitur.

Locus Investituræ.

Agnoscentes igitur Reges Mediatores, Imperatorem præfato quadruplicis Fœderis Tractatu sua ex parte quoad expeditionem exhibitionemque præinsertarum expectativæ Litterarum satisfecisse, ita vicissim erga Suam Cæsaream Majestatem sese hac speciali sua Garantia obstringunt, omnes & singulas in præinsertis Litteris Infeudationis expressas condiciones à Serenissimo Hispaniarum Principe Carolo sæpèfatæ Reginæ Filio, ejusque in Feuda prædicta nominatus Successoribus religiose adimpleri debere, ac præsertim quod in casu existentis realiter aperturæ, & quoties deinceps ille casus eveniret, ad summum intra annum & diem ab adepta possessione, actualem & proprie sic dictam Investituram à Sua Cæsarea Majestate, ejusque in Imperio Successoribus memoratus Princeps, cæterique, ut supra, ipsimet, aut per sufficientes post Imperialem dispensationem Mandatarios coram Throno Imperia-

periali præstitis præstandis recipere, ac solitum desuper fidelitatis jusjurandum præstare teneatur, teneanturque.

Proinde Sua Regina Majestas Christianissima, & Sua Regia Majestas Britannica conjunctim & separatim, pro se, suisque in Regno Successoribus particulari hac Guarantia & sponfione promittunt, prout juxta tenorem supra memorati quadruplicis Fœderis sese jam obligatos agnoscunt, se implementationem omnium singularumque præinsertæ Infeudationis conditionum, dum casus evenit, serîo maintenir, & Feudum Cæsari & Imperio supra præfatos Ducatus constitutum illibatum conservere & défendre velle ac debere.

Præsens hoc Guarantiæ Instrumentum in majus robur à Sua Regia Majesté Britannicâ Ratificationibus suis ritè confirmabitur, Ratificationumque Tabulæ, intra spatium quatuor septimanarum à die subscriptionis, aut citius si fieri possit, Sux Cæsareæ Majestatis Ministris Plenipotentiaris Cameraci extrahentur.

In cujus rei fidem nos infra scripti Sux Regiæ Majestatis Christianissimæ, & Sux Regiæ Majestatis Magnæ Britannicæ Ministri Plenipotentiaris sufficientibus ad id Mandatis muniti Instrumentum hoc duplex subscripsimus, ac Sigillis nostris communivimus. Actum Cameraci die (vigesima quarta) decima tertia Mensis Januarii Anno millesimo septingentesimo vigesimo quarto.

(L. S.) DE BARBERIE DE
SAINT-CONTEST.

(L. S.) ROTTEMBOURG.

(L. S.) POLWARTH.

(L. S.) WHITWORTH.

NOUS ayant agréable le susdit Acte de Garantie en tous & chacun les points qui'y sont contenus, avons icelui tant pour nous, que pour nos Héritiers & Successeurs, Royaumes, Pais, Terres, Seigneurs & Sujets, accepté, approuvé, ratifié, & confirmé, & par ces présentes signées de nôtre main acceptons, approuvons, ratifions, & confirmons, & le tout promettons en foi & parole de Roi de garder & observer inviolablement sans jamais aller, ni venir au contraire, directement ou indirectement, en quelque sorte & manière que ce soit. En témoin dequoi nous avons fait mettre nôtre Sêel à ces présentes. Donné à Versailles le vingt-huitième jour de Janvier l'an de grace mille sept cent vingt-quatre, & de nôtre Règne le neuvième.

L O U I S.

Par le Roi,

F L E U R I A U.

Hh 2

1731. TRAI-

[AA.]

1731. *TRAITÉ de Famille entre le Grand Duc de Toscane & Sa Majesté Catholique, conclu à Florence en 1731. tiré du Mercure Historique*

An nom de la Sainte Trinité, Pere Fils & Saint Esprit.

LA Divine Providence ayant inspiré au Sérénissime Jean Gaston, Grand Duc de Toscane, & à la Sérénissime Anne Marie Louise, Electrice Douairière Palatine, le sincère & ardent desir, qu'a toujours eu le Sérénissime Grand Duc Cosme III leur Pere de Glorieuse Memoire, d'entrer dans les mesures qu'auroient prises les principales Puissances, pour pourvoir au défaut de successeurs dans leur Famille, dans la maniere qui seroit trouvée la plus efficace & la plus propre à conserver & à assurer contre tout événement la Tranquillité publique, & en particulier celle de leurs Etats, & procurer & affermir le bonheur & les avantages de leur Peuple, elles ont enfin résolu d'exécuter de si bonnes intentions, en engageant les principales Puissances à concourir à une si bonne œuvre, en réglant pacifiquement la succession à la Souveraineté desdits Etats en faveur d'un Prince, aussi étroitement uni à leur Sérénissime Maison par les liens du Sang, que l'est le Sérénissime Prince D Carlos, Infant d'Espagne, Fils aîné de Sa Majesté Catholique & de la présente Reine d'Espagne, que L. A. R. ont par cette raison toujours préféré à tout autre, & qui a toujours été l'objet des vœux de leurs Peuples, tant à cause de l'éclat de sa naissance que pour ses autres qualités personnelles, & Héritaires, qui sont avec raison esperer à toute la Toscane, sous le Gouvernement d'un si grand Prince, la continuation des prospérités, & du repos, dont elle a joui sous les Grands Ducs de la Sérénissime Maison régnante. Et comme pour mettre la dernière main à une affaire de cette importance, différée jusqu'à présent à cause de l'incertitude d'obtenir le concours de Sa Majesté Impériale & des autres principales Puissances de l'Europe, désiré également par S. M. C., par le Grand Duc, & par la Sérénissime Electrice Douairière Palatine, mais dont on est assuré présentement depuis que certaines difficultés ont été levées par les derniers Traitez, il a été trouvé à propos de négocier & conclure directement entre S. M. C. & L. A. R. un Traité ou Convention de Famille à Famille, où seroient réglés les divers intérêts concernant non seulement le plus heureux, & le plus convenable établissement de succession du Sérénissime Infant suadit aux dits Etats, pendant que le Sérénissime Grand Duc, que Dieu conserve longtemps, est encore en vie, en qualité de son Successeur immédiat, mais encore la conservation de la Souveraineté, Autorité, & Tranquillité de S. A. R.,

DES PUISSANCES DE L'EUROPE. 207

Il., de l'honneur, & des intérêts de la Sérénissime Eleftrice Palatine Douairière, & des avantages de leurs Etats & de leurs Peuples, pour cet effet Sa Majesté Catholique a jugé à propos de donner les pleins-pouvoirs au Rev. Pere Salvador Alcanio, de l'Ordre des Dominicains, son Ministre à la Cour de Toscane, & S. A. R. a commis avec les pleins-pouvoirs, le Chevalier & Prieur, le Marq Charles *Mazzini*, du Conseil d'Etat & Secrétaire de Guerre, & le Chevalier & Prieur Jacques *Grandi* du Conseil d'Etat, lesdits Ministres Plénipotentiaires, s'étant communiqué & ayant échangé leurs pleins-pouvoirs respectifs, & ayant tenu plusieurs conférences entr'eux, sont convenus d'un Traité de Famille comme il est dit ci-dessus, & d'une Alliance & Amitié perpétuelle entre S. M. C. ses Héritiers & Successeurs d'une part, & le Sérénissime Grand Duc, & ses Successeurs d'autre part, de la manière & aux conditions exprimées dans les Articles suivans.

ART. I. pour établir sur la base la plus solide & la plus inaltérable une Alliance perpétuelle, & une sincère Amitié entre la Famille Royale d'Espagne, & la Maison régnante de Toscane, les Royaumes & la Couronne de Sa Majesté & les Etats de S. A. R. tant le Sérénissime Grand Duc, que la Sérénissime Eleftrice Palatine, sa sœur, sont convenus pleinement, ont résolu & consenti que, nonobstant toute autre disposition quelconque, qui pourroit avoir été faite ci-devant en Toscane, par rapport à la succession sur-vent la situation d'alors des affaires publiques, le Grand Duc, que Dieu daigne conserver, venant à mourir sans laisser d'Enfants Mâles, le Sérénissime Prince Infant Don Carlos sera & devra être son Successeur immédiat à la Souveraineté de tous les Etats qui composent à présent le Grand Duché de Toscane, & successivement l'aîné des Enfants Mâles dudit Infant, & à leur défaut ladite succession passera de plein droit à l'aîné de ses Sérénissimes Freres, Fils de S. M. C. & de la présente Reine d'Espagne.

II S. A. R. & S. A. Eleftr. voulant que ce règlement de succession à la Souveraineté de leurs Etats ait l'effet le plus sûr & le plus tranquille qu'il se pourra, s'engagent de communiquer la présente Convention au Sénat, après l'échange des ratifications, & de lui en faire jurer la religieuse & inviolable observation, si le Roi Catholique le souhaite & le demande.

III. Leurs Majestés Catholiques promettent, au nom du Sérénissime Infant Don Carlos, & de ceux qui succéderont à ses droits, que les fonds, & dettes publiques, & les revenus destinés à cet effet, seront maintenus, & que l'ordre Militaire de S. Etienne, sera de même maintenu dans l'état & l'éclat où il est à présent.

IV Elles promettent pareillement, que la constitution du Gouvernement en Toscane sera maintenue, soit pour l'économique, le civil, & le juridique, que les Droits, Privilèges, & Prerogatives de la Ville de Florence, lui seront conservés & qu'elle sera la principale Residence du Sérénissime Infant Successeur, la même chose sera observée à l'égard de chacune des autres Villes, sur-tout à l'égard des Magistrats, on procurera aux sujets toutes sortes de facilités, & exemptions, dont ils ont joui sous la Regence de la Sérénissime

Maison Régnaute, enfin on ne conférera qu'aux naturels, les emplois civils & économiques, les Evêchez, & autres Benefices Ecclesiastiques.

V Que les personnes, effets, bâtimens, & Commerce des naturels de Toscane seront maintenus en Espagne dans la possession des mêmes Franchises & exemptions dont jouissent les Nations les plus amies & les plus favorisées de la Couronne dans le Commerce.

VI Que le Grand Duc Régnaute, en considération de ce qu'il fait & accorde pour assurer la succession immédiate au Sérénissime Infant, ne rencontrera aucun obstacle dans le libre exercice de la Souveraineté, & continuera à gouverner les Etats & son Peuple avec la même Puissance absolue & indépendante, avec laquelle il les a gouvernez jusqu'à présent, & Sa Majesté Catholique, pour témoigner l'affectionnée estime qu'elle a pour S. A. R. s'oblige de traiter à la Cour la personne & les Ministres du Grand Duc, & de ses Successeurs, de la même manière & avec les mêmes Titres que l'on a donnez à la Cour d'Espagne, à la personne & aux Ministres du Sérénissime Seigneur Duc de Savoye avant qu'il fût reconnu Roi de Sardaigne.

VII L. A. promettent que tous leurs biens meubles & immeubles tant Féodaux qu'Allodiaux leurs appartenans, & situez tant au dedans qu'au dehors de leurs Etats, & qu'ils se trouveront posséder à l'heure de leur mort, passeront au Sérénissime Infant comme Grand Duc de Toscane, & aux autres Grands Ducs les Successeurs, elles promettent de même de laisser au Sérénissime Infant & aux autres Grands Ducs tous les Patronats des Benefices Ecclesiastiques de leur Maison, & de leur Etat, dont elles pourront disposer en quelque manière que ce soit.

VIII Que tous les biens meubles & les meubles de quelque genre, prix, & valeur, qu'ils soient, & en quelque lieu qu'ils soient tenus, conservés, & placés restent & doivent rester dans le libre & absolu pouvoir de L. A. tant pour l'usage que pour la Propriété, pouvant en disposer librement tant pendant leur vie, qu'à leur mort, comme restent à leur disposition tous les effets & biens qu'elles se trouvent avoir & posséder hors des Etats de la Toscane, & notamment les Revenus de l'Héritage des Sérénissimes Gr. Duchesses de Toscane, Victoire d'Urbain, & Marguerite de France leurs Ayeule & Mere respectives, & toutes les sommes qui leur sont dues en quelque lieu que ce soit, à la réserve de l'Artillerie, & des Armes, munitions, & autres choses concernant le service de la Guerre & de la Marine.

IX L. A. s'obligent de céder, comme elles cedent dès à présent, au Sérénissime Infant, pour le temps qu'il sera Gr. Duc de Toscane, & aux Grands Ducs les Successeurs, toutes les autres dettes qui ne sont pas spécifiées ci-dessus, & que les ancêtres de leur Maison régnaute ont contractées avec les Puissances Etrangères, hormis avec la Couronne d'Espagne, & la faculté & le Droit qu'elles ont ou peuvent avoir de recouvrer & faire valoir leurs prétentions sur les Etats, effets, & biens qui ne sont pas possédés à présent par leur Maison, pour l'agrandissement des Etats, & Domaines de Toscane.

X. D'autre part L. M. C. sont contents & promettent au nom du Sérénissime

fine Prince Infant, & de ceux qui entreront dans ses Droits, que la Sérenissime Electrice survivante au Sérenissime Grand Duc, son Frere, elle pourra & devra prendre & garder, durant sa Vie, le Titre de Gr. Duchesse, & jouir des Honneurs & Prérogatives dont ont joui les autres Gr. Duchesses de Toscane, & particulièrement celle d'être entretenue avec la Cour des deniers publics.

XI. Que si à la mort du Sérenissime Grand Duc, le Sérenissime Prince Infant ne se trouve pas en Toscane, & que la Sérenissime Electrice survive, elle pourra & devra aussi-tôt prendre, avec le Titre de Regente, au nom du Sérenissime Infant alors Grand Duc, l'Administration du Gouvernement qu'elle gardera jusqu'à son arrivée dans lesdits Etats; Et S. A. E. aura avec le titre de Regente, & de Tutrice, le Gouvernement jusqu'à ce que le Prince Infant absent ou présent ait sa dix-huitième année accomplie, & même, après les dixhuit ans accomplis, si le Sérenissime Infant sortoit desdits Etats de Toscane.

XII. Que le Sérenissime Infant alors Grand Duc, étant devenu Majeur, il devra admettre la Sérenissime Electrice dans tous les Conseils d'Etat, de Grace & de Justice, & conférer à sa nomination les Charges civiles, & économiques, les Bénéfices, & Dignitez Ecclesiastiques, & laisser à S. A. E. la Surintendance des lieux pieux & de l'Academie de Pise.

XIII. On invitera & priera de la part de Sa Majesté Catholique & de S. A. R., Sa Majesté Impériale, Sa Majesté Très-Chrétienne, Sa Majesté Britannique, & les Seigneurs Etats-Généraux des Provinces-Unies des Pays-Bas, de garantir la présente convention que Sa Majesté Catholique, au nom du Sérenissime Infant & S. A. R. s'obligent de ratifier, & de faire échanger les Ratifications ici à Florence au bout de trois mois à compter du jour de la Signature, ou plutôt si faire se peut.

En foi de quoi nous les Ministres Plenipotentiaires souscripts de S. M. Catholique & de S. A. R. le Grand Duc, en vertu de nos Pleins-pouvoirs que nous nous sommes réciproquement communiqués, & dont Copie sera mise à la suite du présent Traité & Convention de Famille, nous avons signé & apposé le sceau de nos Armes; fait à Florence le 25. Juillet 1731.

Signé,

(L. S.) FRA SALVATORE
RE ASCANIO.

(L. S.) CARLO RINUCCINI.
(L. S.) JACOPO GIRALDI.

[BB.]

1710. *RENONCIATION du Roi d'Espagne aux Etats de-
membres de sa Couronne & possédés par l'Empereur,
tiré de l'Europäische Rulle.*

NOS PHILIPPUS, Dei gratia Rex Castiliæ, Legionis, Arragoniæ, utriusque Siciliæ, Hierosolymæ, Navaræ, Granatæ, Toleti, Valentiniæ, Galliciæ, Majoricæ, Hispali, Sardinæ, Cordubæ, Corsicæ, Murciæ, Cienæ, Algarbiæ, Algezuræ, Gibraltariæ, Canariarum, Indiarum Orientalium & Occidentalium, Insularum & Continentis Maris Oceani, Archidux Austriæ, Dux Burgundiæ, Brabantæ, & Mediolani, Comes Habsburgi, Flandriæ, Tyrolis, & Barcelonæ, Dominus Biscayæ & Molinæ, &c. Notum facimus omnibus præsentibus & futuris. Postquam, post immatura fata Serenissimi olim & Potentissimi Principis Caroli II Hispaniarum & Indiarum Regis recol. mem. ob causam Successionis in sua Regna, durum diuturnumque bellum ortum sit, quod universam penit Europam diu fœdique afflixit, neque componendi lingua, n. qui Trajecta ad Rhenum, Badaque Helvetiorum celebrati fuer. Conventus adeo ex integro susceperunt, quin recens in Italia bellum eruperit, Divinâ bonitate factum esse, ut collatis amicis consiliis, reque mature deliberata ac discussa, die secundâ mensis Augusti Anni 1713 Londini inter Serenissimum ac Potentissimum Gall. & Regem Ludovicum XV sub Tutela Serenissimi Principis Philippi Ducis Aurelianensis, Regni Galliæ pro tempore Regentis agentem, nec non Serenissimum ac Potentissimum Magnæ Britanniæ Regem Georgium, Ducem Brunsvico Lunenburgensem, Sacri Romani Imperii Electorem, certi Pacificationis Fœderumque Articuli conclusi, signatique fuerunt, eo unice collimantes, quo alia Pax inter Principes, quibus ea jam constat, magis semperque magis firmetur, inter eos verò qui adhuc dissident, quantocius revocetur ac reflorescat, atque adeo hoc tantum pacis beneficium, sublatu e medio simultatibus, universæ Europæ commune tandem reddatur ad assequendum vero tam salutarem scopum haud alia certior via visa sit, quam per ipsos hœc Tractatus ad mentem & normam præcedentium leparationem perpetuam Coronarum Hispaniæ & Galliæ denuo immutabili lege (cui salus totius Europæ innixa est) stabilire, atque statu inter Europæ Principes virum æquilibrio, iustaque commensuratione, unio plurium Coronarum in unum idemque Caput ac Lincam avertatur, providere, aliisque commoda & emolumenta Nobis, ac in Principibus, qui illius Pacificationis Fœderumque socii sunt, aut in accesserunt, asserere, prout latius in dictis Conventionum Articulis continetur.

Cum

Cum verò illorum Tractatum partem constituat renunciatio in Regna, Ditiones, & Provincias, quæ, vel quas Sua Majestas Cæsaræ in Italia & in Belgio jam possidet, aut ei vigore præsentis Tractatûs obveniant, abdicatioque universorum Jurium, Regnorum, & Provinciarum in Italiâ, quæ olim ad Monarchiam Hispanicam pertinuerunt, à Nobis facienda.

Quod Nos ob instum Nobis pacis studium atque in salutem tranquillitatemque publicam amorem omni alia ratione potentiores, utque omnem à Nobis sinistræ suspitionis animum removeremus, Juribus nostris in dicta Regna, Ditiones, & Provincias cedere decrevimus, dictumque Tractatum die 26 Januarii nuper Madridi cum ipsi acceptaverimus, tum à Plenipotentiario nostro Hagæ-Comitum subscribi mandaverimus, quod & die decimâ septima Februarii proxime clapsi solenniter factum fuit, scilicet statum Europæ luctuosissimum impendentemque tot Populi & Nationibus, ni votis amicorum Principum cederemus, stragem committerati, commoti quoque ut, quæ in præfato Tractatu constituta, continentis, in hanc Regnorum, Ditionum, Provinciarum, & Jurium cessionem & abdicacionem devenimus, præsertim, quod per Cæsaræ in Hispaniarum Indiarumque Regna renunciacionem jam ea per nos renunciacionem, quam Nos in Regnum & Coronam Gallie pro Nobis nostraque Posteris sub quinta Novembris Anno millesimo septingentesimo duodecimo, et hæc rem Serenissimi Ducis Aurelianensis facinus, atque in Hispania in Legem abiit, Renunciacionique Sux Cæsaræ Majestatis cum conditionibus annexæ est, plenum suum vigorem & effectum sortiat, pariterque per eam illæ Renunciaciones, quas Serenissimus olim Dux Batonicensis vigesimâ quarta die Mensis Novembris Anno millesimo septingentesimo duodecimo, Madridi, & præfatus Serenissimus Dux Aurelianensis die decima nona ejusdem Mensis & Anni Parisiis fecerunt, & per Tractatus Trajectenses undecima die Mensis Aprilis Anno millesimo septingentesimo decimo tertio confirmatæ fuere, convalidentur, atque adeo perpetua & immutabili jam lege statutum lancitumque permaneat, quod nullo unquam tempore Monarchiæ Gallie & Hispaniæ in unam eandemque Lineam coalescere valeant.

His igitur tantis rationum momentis inducti, neve optatissimam Pacem, universalem quietemque Europa, quæ in hac ita Renunciacione consistere censetur, diutius remorazemur, animo deliberato ac animo continuo, vigore præsentium cedimus, abdicamus, & renunciamus pro Nobis, Successoribus, Descendentibus, & Posteris Nostris, Viribus & Fortibus, omnibus rationibus, Juribus, Actibus, & Prærogativis, quæ Nobis in suprà dicta Regna, Ditiones ac Provincias a Sua Majestare Cæsaræ in Italia & Belgio in præsentem possessa, & vi præfati Tractatûs possidenda competunt, aut competere possent, quæ inter, præter Marchionatum Languedocum a Sua Majestate Cæsaræ Republica Genuensî Anno millesimo septingentesimo decimo tertio cæsum, ceteræ quoque Regni Siciliæ atque Sardinia, & alia in Tractatu expressas comprehensa continentur, videlicet, ut Regnum & Insula Siciliæ apud Suam Majestatem Cæsaræam ejusque Hæredes, Successores, ac Posterorū perpetuis futuris temporibus, sublati penitus omni Jure Rever-

bonis ad Coronam Hispaniæ, remanere. Regnum & Insula verò Sardinia ab eadem, mox ab occupatione in Regem Sardinia, Ducem Sabaudia retrocedi & tradi, reservato in illud, quando Posteritas atque Agnatio mox dicti Serenissimi Sardinia Regis deficere aliquando contingeret, ad Coronam Hispania Reversionis Jure, debet, adque omne Jus nostrum ad prædicta Regna, Ditiones, & Provincias olim ad Monarchiam Hispanicam pertinentes, nunc vero à Sua Majestatem Cæsaream possessa & possidenda, in modo dictum Suam Majestatem Cæsaream, ejusque Hæredes, Successores, ac Posteror, Mares & Feminas, ex certâ scientia, sponte, libereque harum vigore transferimus & abdicamus, renunciantes pro Nobis nostrisque Hæredibus, Descendentibus & Successoribus nostris, omnibus rationibus & juribus quæ Nobis, aut ipsi in dicta Regna, Ditiones, & Provincias quomodocunque, sive jure Sanguinis, sive ex Pactis antiquis & Legibus Regni competunt, aut competere quacunque ratione possent.

Confirmamus approbamusque istam à Nobis factam Renunciationem Regnorum, Insularum, Ditionum, ac Provinciarum in Italia & Belgio sitarum, volentes ac statuantes, Renunciationem istam habere vim Legis publicæ & Sanctionis Pragmaticæ, & ut ita ab omnibus Regnorum nostrorum & Provinciarum Subditis, & speciatim ab Ordinibus Regni, quas vulgo *les Cortes* appellant, recipiatur, executionique mandetur, non obstantibus quibuscunque Legibus, Sanctionibus, Pactis, & Consuetudinibus in contrarium facientibus, quibus omnibus, quantum ad hunc actum expresse derogamus, suppletes omnes, si qui forent, defectus Juri & Facti, Styli & Observantiæ, renunciantes quoque omnibus beneficiis Juri, in specie Restitutioni in integrum, prout & exceptionibus quibuscunque excogitabimus, etiam læsionis enormis & enormissimæ, cui & quibus omnibus deliberate, sponte, & ex certa scientia renunciamus, eisque pro repectis, nullam, renunciatisque habere volumus, letum sanctique spondentes nos Suam Majestatem Cæsaream, ejusque Posteror, Hæredes, ac Successores utriusque Sexus in tranquilla & pacifica possessione Regnorum, Principatuum, Ditionum, ac Provinciarum, quæ olim ad Coronam Hispaniæ pertinerunt, atque à Sua Majestatem Cæsaream actutum jam possidentur, vel quæ & quas vi Tractatûs ei cessimus, aut cedere debemus, esse permitturos, neque eos vi hujus Renunciationis ullo unquam tempore, sive armis, sive alio quocunque modo esse turbaturos aut molestaturos, quin bellum, quod ipsi pro revindicanda dictis Regnis, Ditionibus, ac Provinciis à Nobis aut Successoribus nostris inferretur, vel ex nunc illicitum & injustum, bellum e contra, quod Nobis ab ipsi, aut ipsi deficientibus, ab eis qui in istam Regnorum, Ditionum ac Provinciarum Successionem vocati sunt, defendendi sui causa inferretur, licitum ac justum pronunciamus. Quod si forte ad hunc Renunciationis nostræ actum aliquid amplius quam hic expressum est, desideraretur, id omne ex prædicto Tractatu Londini inito, qui unica basis, regula, ac norma hujus Nostræ Renunciationis est, ac per omnia esse debet, suppleri, ac pro suppleto haberi volumus, Verbo nostro Regio promittentes ea omnia quæ in hocce Cessione instrumentum continentur, sanctè religioseque observaturos, cum à nostris

nostris Posteris & Successoribus Subditisque nostris esse curaturos observari.

In cujus fidem, vim, majusque robur, hunc Cessionis & Renunciationis Actum fieri mandavimus, juramento corporali, tactis sanctis Evangelis, interposito, à quo absolutionem nec petemus Nos unquam, neque ab alio fortè petitam, aut etiam ultro oblatam admittimus. Præsenſque Renunciationis Instrumentum manu propria subscripsimus, coram infraſcripto nostro Statûs Secretario, & ad hunc Actum auctoritate Regiæ Notario Publico creato, Regioque nostro Sigillo munivimus, in præſentiâ Testium, ſcilicet; D. Caroli de Borza & Zentellas, Indiarum Patriarchæ, magnique nostri Capellani & Eleemoſinarii; D. Reſtayni Cantelmi Ducis de Popoli, Velleris Aurei inſignis Ordinis, nec non Sancti Spiritûs Equitis, noſtrorumque Exercituum Generalis, ac Regiæ Militiæ vulgò *Guardias de Corps* Præfecti; D. Alvari Bazan de Benavides, Marchionis Sanctæ Crucis, Regiæ noſtræ Cameræ intimi Cubicularii, ac Sereniſſimæ Regiæ Domûs Moderatoris; C. Ildefonſi Manriquez Ducis del Arco, pariter Regiæ noſtræ intimi Cubicularii, ac magni Venetoris; D. Viſtoris Amadei Ferreri Fieſchi Principis de Maſſerano, inſignis Aurei Velleris Ordinis Equitis, Regiæ noſtræ Cameræ intimi Cubicularii, ac noſtrorum Exercituum Generalis Locumtenentis. Hoc cum altero parli Renunciationis Instrumento Sux Cæſareæ Majestatis commutandum eſt. Datum in Monasterio Regio Sancti Laurentii die vigefimâ ſecunda Junii, Anno milieſimo ſeptingenteſimo vigefimo.

(L. S.) PHILIPPUS R.

[CC.]

4721. GARANTIE de la Renonciation précédente par la France & la Grande Bretagne, tirée de l'Europæiſche Ruhe.

Comme dans le Traité de la Quadruple Alliance conclu & ſigné à Londres le 2. Août 1718., il a été accordé & convenu, que Sa Majeſté Imperiale, d'une part, renonceroit à tous ſes Droits & Prétentions ſur la Couronne d'Eſpagne; & le Roi d'Eſpagne, d'autre part, renonceroit pareillement à tous ſes Droits & Prétentions ſur les Royaumes, Provinces, & Domaines, qui ont ci-devant appartenu à la Monarchie d'Eſpagne en Italie & dans les Pais-Bas, mais qui ſont préſentement poſſedez par S. M. Imp.; & qu'à cet effet, ils auront ſoin d'en faire expedier dans la meilleure forme des Actes ſolemnels de Renonciation, & de les faire remettre audit lieu convenable: Mais comme l'Instrument de Renonciation exhibé de la part de Sa M. Cath., exprime à la vérité, & ſtatue, que ladite Renonciation aura

force de Loi publique & de Pragmatique Sanction, & doit être ainsi reçue & mise à exécution par les Etats du Royaume d'Espagne, communément appellez les Cortes, & que néanmoins elle n'a point été acceptée & confirmée dans l'Assemblée des susdits Etats, ce que pourtant S. M. I. l'aurait dû être l'ut due rent & suivant la coutume. Afin donc que le manquement de cette solennité ne puisse à l'avenir, en quelque tems que ce puisse être, porter préjudice à Sainte M. I., & pareillement afin que le défaut de solennités quelconques qui pourroient manquer, pour confirmer la Renonciation de S. M. I., ne puisse à l'avenir porter du préjudice à S. M. Cath., Leurs Majestés Britannique & Très Chrétienne, pour remplir l'office d'Amis communs, pour obtenir le but qu'ils se sont toujours proposé d'affermir la tranquillité de l'Europe, & pour lever toutes les difficultés qui pourroient empêcher l'échange des susdits Instrumens de Renonciation, & s'opposer ou causer en quelque manière que ce soit du retardement à la Paix entre S. M. L. & le Roi d'Espagne, ils s'engagent par les Présentes à L. M. Imp. & Cath. & à leurs Successeurs aux Royaumes & Provinces réciproquement cédés par lesdites Renonciations, & ils le déclarent envers les mêmes pour Caution & Respondins, communément Garants, que si l'approbation & confirmation de la Renonciation de S. M. Cath. qui doit être faite par lesdits Etats du Royaume d'Espagne, de même, que si les solennitez qui peuvent être requises pour une plus grande confirmation & autorité de la Renonciation de S. M. I., ne s'ensuivent pas, ni S. M. I., ni le Roi d'Espagne, ni leurs Héritiers & Successeurs, ne pourront en aucuns tems à venir prétendre, objecter, ou alléguer la nullité de l'une ou de l'autre desdites Renonciations de part & d'autre, à raison ou sous prétexte de quelque défaut de formalité que ce soit, & en particulier à l'égard de la Renonciation du Roi d'Espagne, en ce qu'elle n'a point été approuvée & confirmée par les susdits Etats ou Cortes. Et au cas que contre toute attente de L. M. B. & T. C. cela vint à arriver, alors la présente Garantie en faveur de l'Empereur des Romains & du Roi d'Espagne doit tenir lieu de toute chose quelconque qui pourra être désirée pour la Perfection desdites Renonciations, & spécialement du manquement d'approbation des Etats d'Espagne, & quelque autre défaut que ce soit de l'une & de l'autre part desdites Renonciations doit être suppléé, & tenu pour suppléé, & par ladite Garantie, s'obligeant conjointement & en particulier en vertu des présentes, comme aussi elles s'y reconnoissent engagées suivant la teneur de la Quadruple Alliance, qu'en ce cas elles veulent & doivent maintenir, défendre, & garantir L. M. I. & Catholique, leurs Héritiers & Successeurs aux Royaumes & Domaines qu'ils se sont réciproquement cédés, contre toute violence ou empêchement, qu'elles & leurs Successeurs pourroient ou entreprendroient de se causer ou susciter l'un à l'autre, d'une & d'autre part, sous ledit prétexte de nullité ou de quelque autre manquement dans lesdites Renonciations.

Ce présent Instrument de Garantie sera pour plus grande force dûment confirmé par les Ratifications de Sa Roy. de M. B. & de Sa Royale M. I. C.
&

& dans le même tems que les Instrumens des Renonciations de S. M. I. & de S. R. M. Cath. seront échangés à Londres, les Actes des Ratifications seront aussi remis en même lieu aux Ministres de l'Empereur & du Roi Cath.

En foi dequoi, nous soussignez Ministres S. R. M. B. & de S. R. M. T. C. munis des ordres suffisans pour cet effet, avons signé ce double Instrument, & l'avons confirmé de nos Sceaux. *Fait à Paris le 27. du Mois de Septembre 1721.*

Signé,

ROBERT SUTTON.

LE BLANC.

[DD.]

1718. RENONCIATION de l'Empereur à la Couronne d'Espagne, tirée de l'Eupaische Ruhe.

NOS Carolus VI. Divina favente Clementia Electus Romanorum Imperator, semper Augustus, ac Germaniæ, Hispaniarum, Hungariæ, Bohemiæ, Dalmatiæ, Croatia, Slavoniæque Rex, Archidux Austriæ, Dux Burgundiæ, Brabantæ, Mediolani, Mantuæ, Styriæ, Carinthiæ, Carniolæ, Luxemburgi, Lothemburgi, Geldniæ, ac Superioris & Inferioris Silesiæ & Wurtembergæ, Princeps Sueviæ, Marchio Sacri Romani Imperii Burgoviæ, Moraviæ, Superioris & Inferioris Lusatæ, Comes Habsburgi, Flandriæ, Tyrolis, Ferrotis, Kyburgi, Gôritiæ, & Namurci, Landgravius Alsatæ, Dominus Marchiæ Slavoniæ, Portus Naonis & Salinarum, &c. &c. Notum facimus omnibus præsentibus & futuris. Postquam post immatura fata Serenissimi olim & Potentissimi Principis Caroli II Hispaniarum & Indiarum Regis recol. mem. ob causam successionis in sua Regna, durum, dururnumque Bellum ortum sit, quod universam pene Europam diu, feedèque afflixit, neque componendis litigis, ii, qui Trajecti ad Rhenum, Badæque Helvetiorum celebrati fuere conventus, adeo ex integro sufficerint, quin recens in Italia Bellum eruperit, Divina bonitate factum esse, ut collatis amicis consiliis, reque maturè deliberatâ ac discussâ, die secundâ mensis Augusti hujus anni 1718. Londini Nos inter & Serenissimum ac Potentissimum Galliarum Regem Ludovicum XV. sub Tutela Serenissimi Principis Philippi Ducis Aurelianensis, Regni Galliarum pro tempore Regentis agentem, nec non Serenissimum ac Potentissimum Magnæ Britanniarum Regem Georgium, Ducem Brunsvico-Luneburgensem, Sacri Romani Imperii Electorem, certi pacificationis, Fœderumque Articuli conclusi, signatique fuerint, eo unice col-

lunantes, quo alma pax inter Principes, quibus ea jam constat, magis firmetur, inter eos verò qui adhuc dissident, quantoocius revocetur, ac reslorescat, atque adeo hoc tantum pacis beneficium, sublatu e medio simultatibus, universæ Europæ commune tandem reddatur, ad assequendum verò tam salutarem scopum haud alia certior via visa sit, quam per ipsos huius Tractatus, ad mentem, & normam precedentium, separationem perpetuam Coronarum Galliar, & Hispaniar, itidem separationem perpetuam Hispaniarum & Indiarum a Statibus, quos nunc possidemus, & vi Tractatus possidere debemus, denuo immutabili Lege (cui salus totius Europæ innixa est) stabilire, atque ut stato inter Europæ Principes verum æquilibrium, justique commensuratione, uno plurium Coronarum in unum idemque Caput ac Lineam avertatur, providere ac alia commoda, & emolumenta Nobis, ac iis Principibus, qui istius pacificationis, Fœderumque Socii sunt, aut iis accedere vellent, asserere, prout latius in dictis conventionum Articulis continentur.

Cum verò istorum Tractatum partem constituat Renunciatio in Regna Hispaniarum & Indiarum à Nobis facienda. Quod Nos ob insitum nobis Pacis studium, atque in salutem tranquillitatemque publicam amorem omni aliâ ratione potentiorum, utque omnem à Nobis sinistra suspitionis ansam removeremus, juribus Nostri in dicta Hispaniarum ac Indiarum Regna cedere decreverimus, dictum Tractatum Londini per Plenipotentarios nostros subscribi mandaverimus, scilicet statum Europæ lustuosissimum, impendentemque toti Populo & Nationibus, in votis amicorum Principum cederemus, stragem commiserati, commoti quoque in quæ in præfato Tractatu continentur, emolumentis, in hanc Regnorum Hispaniarum & Indiarum cessionem & abdicationem devenimus, præsertim quod per illam ea quoque, quam Serenissimus & Potentissimus Princeps Philippus V. Hispaniarum & Indiarum Rex in Regnum & Coronam Galliar pro se suisque Posteris sub p. Nov. 1712. in favorem Serenissimi Ducis Aurelianensis fecit, atque in Hispaniâ in legem abiit, nostræque cœ conditioni innixa est, plenum suum vigorem & effectum sortiatur, pariterque per eum illæ Renunciationes, quas Serenissimus Dux Bituricensis 24. die mensis Novembris 1712. Marly, & præfatus Serenissimus Dux Aurelianensis die 19. ejusdem mensis & anni Parisiis fecerunt, & per Tractatus Trajectenses 11. die mensis Aprilis 1713. confirmatæ fuere, convalidentur, atque adeo perpetuâ & immutabili jam Lege statutum sancitumque permaneat, quod nullo unquam tempore Monarchiæ Galliar & Hispaniar, in unam eandemque Personam, nec in uno eandemque Lineam coalescere valeant.

Huius igitur tantis rationum momentis inducti, neve optatissimam Pacem universalem, quietemque Europæ, quæ in hinc istâ Renuntiatione consistere censetur, diutius remoraremur, animo deliberato ac maturo consilio, vigore præsentium cedimus, abdicamus, & renunciamus pro Nobis, Hæredibus, Descendentibus, & Successoribus nostris, Maribus & Fœminis, omnibus Rationibus, Juribus, Actionibus, & Præensionibus, quæ Nobis in Regna Hispaniarum & Indiarum, Ditionisque Coronæ Hispanicæ per Tractatus Tra-

justitiam, & per hos prefato Hispaniarum & Indiarum Regi concessas, competunt, aut competere possent, idque omne jus nostrum in modo dictum Serenissimum Principem Philippum, Hispaniarum ac Indiarum Regem, ejusque Posteror, Hæredes, ac Successores, Mariti & Feminas, his vero quomodocunque deficientibus, in Domum Sabaudicam, juxta prefati Tractatus tenorem, ac in eo statutum succedendi ordinem, videlicet in Serenissimum modernum Sardinæ Regem, Ducem Sabaudie, Pedemonti Principem, Victorem Amadeum, ejusque Filios & Descendentes Mæculos ex legitimo Matrimonio natos & deficiente ejus Progenie Mæculinâ, Principem Amadeum à Carignano, ejusque Filios & Descendentes Mæculos ex legitimo Matrimonio procreatos & deficiente quoque hujus Progenie Mæculinâ, in Principem Emanuelum de Sabaudiâ, ejusque Filios & Descendentes Mæculos ex legitimo Matrimonio natos, usque deficientibus in Principem Eugenum à Sabaudiâ, ejusque Filios & Descendentes Mæculos ex legitimo Matrimonio natos, seu ab Infante Catharinâ Regis Philippi II Filia oriundos, ex certâ scientiâ sponte libereque harum vigore transierimus & abdicamus, renunciantes pro Nobis, Nostri Hæredibus, Descendentibus, & Successoribus nostris omnibus rationibus & jure, quæ Nobis aut ipsis in dicta Regna quomodocunque, sive jure Sanguinis, sive ex Pactis antiquis & Legibus Regni competunt, aut competere quacunque ratione possent.

Confirmamus, approbamusque istam à Nobis factam Renunciationem Regnorum Hispaniarum ac Indiarum, volentes ac statuantes, eam habere vim Legis publicæ & Sanctionis pragmaticæ, & ut ita ab omnibus Regnorum nostrorum & Provinciarum Subditis recipiatur, executionique mandetur, non obstantibus quibuscunque Legibus, Sanctionibus, Pactis, & Consuetudinibus in contrarium facientibus, quibus omnibus, quantum ad hunc actum expresse derogamus, supplentes omnes, si qui forent, defectus juris & facti, styli, & observantiar, renunciantes quoque omnibus beneficiis juris, in specie Restitutionis in integrum, prout & exceptionibus quibuscunque excogitabilibus etiam læsionis enormis & enormissimæ, cui & quibus omnibus deliberate, sponte, & ex certâ scientiâ renunciamus, easque pro rejectis, nullis, renunciatisque haberi volumus, serio sanctique spondentes, Nos sæpe factum Principem modernum Hispaniarum & Indiarum Regem, ejusque Posteror, Hæredes, & Successores in tranquilla & pacifica possessione dictorum Regnorum esse permitturos, neque eos vi hujus Renunciationis ullo unquam tempore, sive armis, sive alio quocunque modo esse turbaturos aut molestaturos, quin Bellum, quod prius pro rivendicandâ dictis Regnis à Nobis aut Successoribus nostris inferretur, vel ex nunc incitum & injustum, bellum & contra quod Nobis ab ipsis, aut ipsis deficientibus ab eis, qui in istam Regnorum Successionem vocati sunt, defendendi sui causa inferretur, licitum ac justum pronunciamus. Quod si forte ad hunc Renunciæ actum nostræ Actum aliquid amplius desideraretur, id omne ex prefato Tractatu Londini novissimè facto, qui unica basis, regula, ac norma hujus nostræ Renunciationis est, ac per omnia esse debet, suppleri, ac pro suppleto haberi volumus. Verbo nostro Cæsareo Rege atque Archiducali promittentes, ea omnia, quæ in hocce

Suc-

Successionis, Abdicationis, & Renunciationis Instrumento continentur, sanctè, religioseque observaturos, cum Nos, tum à Nostris Posteris & Successoribus Subditique nostris esse curaturos observari. In cujus rei fidem, vim, majusque robur, hunc Cessionis, Abdicationis, & Renunciationis Actum juramento corporali, à quo absolutionem nec petemus nos unquam, nec ab alio forte petitam, aut etiam ultro oblatam admitemus, tactis SS. Evangelis in præsentia Testium infracriptorum firmavimus, præsensque Renunciationis Instrumentum manu propria subscriptum Cæsareo-Regio & Archiducali Sigillo munitum, ad manus præfati Serenissimi & Potentissimi Magnæ Britanniae Regis deposuimus, Serenissimo ac Potentissimo Hispaniarum Regi tempore & modo in ipso Tractatu præscriptis, extradendum. Acta hæc sunt Viennæ die 16. Septembris Anno 1718. Regnorum nostrorum Romani septimo, Hispaniarum decimo sexto, Hungarici verò & Bohemici octavo.

CAROLUS.

[E F.]

1720. *Cession de la Sardaigne faite par l'Empereur au Roi de Sicile, Duc de Savoye, Copie Authentique.*

Victor Amé, par la Grace de Dieu. Roi de Sardaigne, de Chypre, & de Hierusalem, Duc de Savoye, de Montferrat, d'Aoste, de Chablais, & de Genevois, Prince de Piemont & d'Onelle, Marquis d'Italie, de Saluces, de Suse, d'Ivrée, de Ceva & du Maro, d'Oristagno & de Sefane, Comte de Maurienne, de Geneve, de Nice, de Tende, & de Romont, d'Ast, d'Alexandrie, & de Gossiano, Baron de Vaud & de Fauffigni, Seigneur de Verceil, de Pignerol, & de Tarentaise, de la Lomelline & de la Valsesia, Prince & Vicaire perpetuel du St. Empire, en Italie, à tous ceux qui ces présentes verront, Salut. Ayant vû l'Acte de Cession & de Remission, fait par Monsieur le Prince d'Ortoiano, D. Joseph de Medicis, de Toscane, des Grands d'Espagne, Duc de Sarno &c. au nom de nôtre très-Cher & très-Amé Frere l'Empereur des Romains, en qualité de son Commissaire Plenipotentiaire, muni du Pleinpouvoir nécessaire, de l'Isle & Royaume de Sardaigne & dependances, & d'Acceptation de Louis des Partes Seigneur de Coinfin, Colonel d'un de nos Regimens d'Infanterie, & Lieutenant de Marechal dans nos Armées, en notre nom, & en qualité de notre Commissaire Plenipotentiaire, en vertu du Pleinpouvoir que nous lui en avons donné, de ladite Isle & Royaume de Sardaigne, & dépendances, duquel Acte, la teneur s'ensuit.

Nos D. Joseph de Medicis de Hetruria, Princeps de Ortoiano ex Processibus Hispaniarum, Dux de Sarno, Campi venusti Dominus, & in Regno Neapo-

Neapolitano unum militarium Cohortis Duxor, & in hac parte Commissarium & Plenipotentiarium à sua Majestate Cæsarea & Catholica, speculiter Deputatus, iussore presentium notum facimus, cum in Tractatu Pacificationis inter Sacram Cæsaream Catholicam Majestatem, nec non inter Christianissimum & Magnæ Britannię Reges die 2 Augusti anni 1718 Londini inter alios inter cetera conventum fuerit, ut quando Hispaniarum Indiarumque Rex Philippus V., Sardinieque Rex, dicto Tractatu intra tempus statutum accederent, Regnum Sardinie Sui Majestati Cæsareæ Catholicæ à Rege Hispaniarum Philippo V. restitui, id ipsam Regnum vero, cum ab eo dependentibus à Sua Majestate Cæsarea modo dicto Sardinie Regi pro se suisque heredibus & successoribus inculis in dicto Tractatu nominatim illico cessi, ac in ejus supremum Regium Dominium transferri debeat. Porro uterque modo præfatus Rex dicto Pacificationis Tractatu Londinensi, sub inde inter præfatum & respectivè de communis contrahentium consensu prorogatum terminum accesserit, quod sui nomine ac vice Sui Majestatis Cæsareæ Cath. vigore specialis mandati Commissionis, ac Plenipotentiar à sua Majestate nobis clementissime concessa, cujus tenor in hinc presentis Actus legitur, præfatum Regnum & Insulam Sardinie, unè cum suis omnibus, contrariis, & dependentibus, & eo pertinentibus, Sacræ Majestati Regis Sardinie, Cypri, Hierusalem &c Ducis Sabaudie & Monis Ferae &c Pedemontium Principis &c in vim & executionem dicti Tractatus Londinensis, pro se, suisque Heredibus & Successoribus inculis, ad manus Domini Ludovici Desportes Domini de Confi, unius Suius Legionum Tribun, locum tenentis Marchalli, in suis exercitibus & sui Regi Commissarii hic presentis & acceptantis, pro Sua Sacra Regia Majestate Regis Sardinie & sui Heredibus & Successoribus promissis ad acceptandum hoc ce Regnum plena potestate muniti, prout ex tenore ejus mandati, pariter in hinc hujus Actus oppositi constat per hunc solemnem Actum in perpetuum cum pleno, supremo, & absoluto Domino, & omni jure regio cedimus, tradimus, & absolute transferimus, declarantes propterea absoletes, pro ut vigore presentis actus absolvimus omnes Regni ordines, à quocunque fidelitatis & subjectionis juramento, Sui Majestati Cæsareæ præstito, cum assertione per dictum Dominum Ludovicum Desportes, nomine Sui Majestatis Regis Sardinie facta, quod idem Rex Sardinie, libenti animo confirmabit, & observabit, prout vigore presentis actus confirmat Leges, Privilegia, & Statuta, Regni prædicti, eodem modo & forma, quibus observantur & reperiebantur in usu, tempore Dominationis Sui Majestatis Cæsareæ, hæcque Cessionis, Traditionis, ac Translationis prout & acceptationis Actus, intra spatium duorum mensium, aut citius si fieri poterit, à Sua Majestate Cæsarea Catholica, Suique Majestate Regis Sardinie, ratificabitur, & Ratificationis Instrumenta mutuo extrahentur Datum Callari die octavo mensis Augusti, anno Domini millesimo septingentesimo vigesimo, presentibus Domini Archiepiscopo Callaritensi Bernardo de Carmena & Pons, Marchione de Alho, & Eusebio Aliquinto respect-

298 LES INTERETS PRESENTS
tivé primis vocibus Brachiarum Ecclesiastici, Militaris, & Realis.

(L.S.) IL PRINCIPE D'OTTAJANO Pla- (L.S.) DESFORTES Com-
nipotentiario & Commissario di S. M. missaire Plampo-
Cesarea Catholica. tentiaire.

Nous ayant agréable le susdit Acte de Cession, de Remission, & d'Acceptation, & un chacun des Points qui y sont contenus, avons icelui accepté, approuvé, ratifié, & confirmé, acceptons, approuvons, & confirmons, & le tout promettant, en foi & parole de Roi, garder & observer inviolablement, sans aller, ni venir au contraire, directement ou indirectement, ni permettre qu'il y soit contrevenu en quelque sorte, ou manière que ce soit, En témoin de quoi nous avons signé ces présentes de notre main, icelles fait contresigner par le Marquis del Borgo Secrétaire de notre Ordre & notre Ministre & premier Secrétaire, & à icelles fait apposer le sceau de nos Armes. Donné à Turin ce 24. d'Aoust 1720: & de notre Règne le septième signé.

(L.S.) V. AMEDEO.

(L.S.) Contre signé DEL BORG.

Plenipotentiarium Tabula a Sua Majestate Cesarea concessa Principi de Ottajano, pro receptione & remissione respectiva. Insula & Regni Sardinia.

N Os Carolus Sextus divina favente clementia electus Romanorum Imperator semper Augustus, Germaniarum, Hispaniarum, utriusque Siciliae, Hierusalem, Indiarum, nec non Hungariae, Bohemiae, Dalmatiae, Croatiae, Slavoniaeque Rex, Archi-Dux Austriae, Dux Burgundiae, Brabantiae, Styriae, Carinthiae, Carnioliae & Wirtembergae, Comes Habsburgi, Flandriae, Tyrolis & Goritiae, &c. vigore praesentium notum testatumque facimus universis quorum interest, aut interesse quodcumque potest quod nos Illustriss & Magni Domini Josepho de Medicis, de Ferraria Principi Ottajano, c Proceribus Hispaniarum, Duce de Sarno, Campi venusti Domino, & in Regno nostro Neapolitano unus militiarum Cohortis Ductor, potestatem plenam fecerimus, prout vigore praesentiarum facimus, ut is nomine ac de mandato nostro Regnum Sardiniae nobis a Rege Catholico Philippo V: vi Tractatus Londini die 2. Augusti anni 1718. initi, ac subinde à praefato Rege die 17. Februarii nuper solemniter acceptati restituendum, & cedendum ab eo, vel iis qui ad id a memorato Rege Cath facultate debita munitus, vel muniti, fuerint, in suas manus ac potestatem, atque in supremum Regnum nostrum Dominium, cum omnibus fidelissimis Regni Ordinibus, universisque, tam Ecclesiasticis, quam civilibus & militaribus subditis, ac Vassallis recipiat, eosque omnes & singulos, postquam ii prius à juramento, fide,

fide, ac subjectione Regi Catholico fortè antea præstitis absoluti fuerint, in nostram potestatem ac tutelam reassumat, fidemque nostram de conservandis earum juribus, statutis, ac privilegiis interponat, quod ubi peractum fuerit, potestatem ac facultatem supra eidem collatam, ulterius eatenus extendimus, & ampliamus, mandantes, ut Regni Ordines, Subditos, & Vassallos, denique Incolas ejusdem omnes, & singulos cujuscunque Sexus, dignitatis, status, & conditionis sint a fide & juramento nobis præstito quantocius absolvat, & pro absolutis promulget, dictumque Regnum, ac jam iterum memoratos Regni Ordines, Subditos, & Vassallos, nemine excepto, eo modo, & formâ ac in præcitato Tractatu Londinensi cautum, ac provitum est, in manus, potestatem, ac supremum Dominum, Serenissimi, ac Potentissimi Principis Victoris Amedei Sardinie Regis, Ducis Sabaudie, & Pedemontium Principis, pro se suisque Heredibus masculis, & Successoribus, de manu in manum tradat, jusque omne quod in dictum Regnum nobis competit aut competit, in præfatum Sardinie Regem, aut eum vel eos, qui ab eo ad id potestatem habent, sub expressâ tamen reservatione, Regni Regnicolarumque jurum, statutorum, ac privilegiorum, cedat, ac transferat, denique ea omnia agat, præstet, & perficiat, quæ ipsi nos in hocce solempni receptionis, cessionis, ac translationis actu agere, præstare ac perficere possemus, aut præstare vigore sæpius citati Tractatus Londinensis tenemur, volentes, ac mandantes, ut præfatus Commissarius noster, super hujusmodi receptionis, cessionis, ac Translationis actu plura instrumenta solempnia in perpetuum rei monumentum, & fidem confici jubeat, eorumque alterum nobis reservet, alterum Regni Sardinie & tertium ipsis Regni Ordinibus extradat, verbo Cæsareo, Regio, atque Archiducali pro Nobis, Heredibus, & Successoribus promittentes, Nos ejusmodi à Commissario nostro in Regem Sardinie factam Cessionem, ac Regni translationem pro se, suisque Heredibus, & Successoribus masculis, qui in sæpius repetito Tractatu Londinensi nominatim exprimuntur pro ritè, validèque facta habituros, ac perpetuo agnituos, nullum amplius jus, vel actiones in præfatum Regnum, unquam esse prætensturos, quibus utpotè virtute hujus cessionis ac Translationis, in perpetuum abdicamus, ac pro cessatis, abdicatis, & abolitis, habere declaramus, in quorum fidem, præsentis manu nostra subscripsimus, atque appenso nostro Sigillo, communari secimus. Datum in Arce nostra Luxemburgi die duodecima Mensis Junii anno millesimo septingentesimo vicesimo; Regnorum nostrorum Romani nono, Hispaniarum decimo septimo, Hungarici verò & Bohemici decimo.

CAROLUS,

PHIL. LUD. COMES A SINZENDORF.

*Ad mandatum Sacre Cæsaree & Cat. Regie
Majestatis proprium Johannes Buel Sacr.
Rom. Imp. Eques.*

Kk 2

1718. TRAITE

{ FF. }

1718. *TRAITE' de Paix fait entre les deux Cantons Protestans Zurich & Berne, & les cinq Cantons Catholiques Lucerne, Uri, Schwyz, Underwald, & Zug. Traduit de l'Allemand.*

SOit Notoire à tous & à un chacun, qu'ayant été conclu & réglé le 18 Juil. un véritable Traité de Paix entre les Cantons Protestans de Zurich & Berne d'une part, & ceux de Lucerne & Uri d'autre part, ainsi qu'il a été mis par écrit dans un acte séparé, dressé, signé, & scellé par les Députés & Plénipotentiaires, en vertu des Plénipouvoirs de leurs Seigneurs & Maîtres, les Cantons de Schwyz, Underwald, & Zug n'ont point voulu accepter ce Traité de Paix qui leur a été donné par écrit, en sorte que les affaires pendant cette incertitude ont donné lieu, ainsi qu'il est connu, à des hostilités & guerres plus grandes que jamais. C'est ce qui a fait prendre la résolution à Messieurs les Députés des XIII Cantons confédérés de se rassembler de nouveau à Arrau, où après avoir déclaré par écrit & s'étant communiqué les Plénipouvoirs reçus de leurs Seigneurs & Maîtres pour le Traité de Paix, ont tant fait, à force de soins & de peines, & un travail insurpassable, qu'à présent, grâce au ciel, tout sujet de méintelligence & de discord est levé accommodé & terminé, ainsi conclu & réglé tout, pour la conservation mutuelle.

I. Les Cantons interezés, de Zurich, Berne, Lucerne & Uri, qui ont véritablement accepté, souscrit, & signé le Traité de Paix du 18 Juil. Et les Cantons de Schwyz, Underwald, Haut- & Bas Kernwald Zug, & le Bailliage des Aargau, Aargau, qui pour lors ne l'ont point voulu agréer, déclarant à présent en vertu du Plénipouvoir susmentionné, qu'ils acceptent & ratifient unanimement le susdit Traité de Paix, promettant d'accomplir de bonne foi & en entier tous chacun des articles de cette convention.

II. Au lieu que la Ligne de la Frontière des Baillages libres étoit posée par ledit acte, de manière, qu'elle commençoit au dessous du Couvent d'Hermetwyl, allant par dessus Sarmenstorf jusqu'à Fahrwangen, elle sera présentement tirée depuis Lunckhofen jusqu'à Fahrwangen, ainsi que tout ce qui est au dessous de la Ligne, tout & réservé au Canton de Glaris les Droits & Préentions) demeurera aux deux Cantons de Zurich & de Berne, & ce qui reste au dessus de ladite Ligne sera aux VII. autres Cantons, de sorte que la Ligne, ainsi qu'elle a été marquée dans le premier Acte, ne désignera rien, mais qu'à un chacun demeureront ses droits comme auparavant. Et afin qu'il n'y ait plus de Disputes ou une fois de marquer & de régler ces limites le plutôt qu'on pourra.

III. On laissera aussi aux deux Cantons de Zurich & Berne la Ville de Rapperschwy, avec le Pont, Jurisdiction, Impôts, & tout ce qui en de-

pend, (cependant sans & réservé les Droits du Canton de Glaris) suivant la Teneur de la Capitulation faite le 1. d'Aout de cette année-ci, entre les Cantons de Zurich & Berne, & le Bailli & Magistrat du Rapperschwy, de même aussi on leur cèdera le Village de Hurdén qui est vis à vis, & avec cela encore de plus le District autour de trois mille pieds ordinaires, étant avec cela convenu, que ledit Village de Hurdén & les Habitans seront conservés & protégés sans qu'on les empêche aucunement dans le libre & paisible exercice de la Religion Catholique Romaine, & dans les Libertés, Droits, & Privilèges, tant Ecclesiastiques que Seculiers, les laissant comme auparavant jouir des Droits & de l'usufruit qu'ils ont dans le Territoire de Schweiz. Avec cela on est convenu qu'on n'élèvera de part & d'autre, ni des Fortifications, ni des Redoutes autour dudit Hurdén, & que celles même qui avoient été nouvellement élevées seront rasées, pour établir & pour confirmer d'autant plus une mutuelle & parfaite intelligence & confiance entre les deux voisins.

IV. On recevra le Canton de Berne comme associé au Gouvernement à Thourgouw, Rheintal, Sargans, & dans les autres Districts des Baillages libres, de la manière que ledit Canton aura l'administration des Baillages qui y sont, d'abord que le Terme d'Administration du Canton de Zurich sera écoulé.

V. Dans ce Traité seront compris tous les Confédérés, & tous ceux qui sont sous la Protection des Confédérés, & particulièrement aussi tous ceux, qui auront assisté l'un ou l'autre Parti de leurs conseils & de leurs armes.

VI. Tous les lieux intéressés déclarent, de vouloir laisser jouir d'une Amnistie véritable tous ceux, qui pendant le temps des troubles précédens peuvent avoir offensé l'un ou l'autre partie, soit en prenant les armes contre l'un, ou en négligeant de l'assister contre l'autre. De même aussi ceux, qui ont été obligés de se rendre aux deux Cantons, & qui se sont jetés sous leur Protection, ou qui ont voulu s'y mettre, & qui cependant sont à présent renvoyés à leurs premiers Magistrats & Maîtres, n'en seront ni responsables ni punis.

VII. Les prisonniers de Guerre seront échangés de part & d'autre, après l'enier paiement des depens qu'on a faits pour leur subsistance, & puisque les deux Cantons en ont grande quantité, tant par rapport au nombre qu'à leur qualité, ils promettent de les mettre en liberté sans aucune rançon, après qu'on leur aura seulement remboursé les depenses qui ont été faites pour leur subsistance, d'abord que le Traité de Paix sera publié, pour témoigner aux cinq Cantons leur amitié en qualité de Confédérés. Et en même temps ils rétablissent dans tous les lieux & endroits des Confédérés le libre Commerce comme auparavant. Partiellement on laissera de part & d'autre toutes les marchandises, Prétensions & dettes actives & passives, qui ont existées avant la Guerre sous la Jurisdiction de l'un ou de l'autre parti.

VIII. Quant au Prélat de St Gall, les choses resteront ainsi qu'on a pourvu dans le III. Art du Traité de la Paix du 18 Juil & comme les deux Cantons auront grand soin de terminer au plutôt cette affaire avec ce Prélat, ainsi les cinq Cantons Catholiques prendront à tâche d'appuyer cette Paix de

toutes leurs forces, tellement que ce différend puisse se vider à l'amiable, pour ramener ainsi dans leur commune Patrie la Paix & la tranquillité.

Enfin tous Actes d'hostilité, comme Contributions & autres Contrariétés cesseront, & les Troupes se retireront dans leurs Provinces, d'abord que la présente Ratification, qui a été demandée par les Exprès aux cinq Cantons, sera remise & échangée de part & d'autre.

Et pour plus grande sûreté de ce qui a été dit ci-dessus les Députés des Cantons intéressés ont signé le présent Traité, en vertu du Pleinpouvoir reçu, & ont apposé leurs Cachets ordinaires. Du reste les XIII. Cantons déclarent au nom & en vertu de l'amitié Confédérée, de vouloir garder observer & entretenir sincèrement & inviolablement l'Alliance qui est entre eux, étant résolu, que dans dix jours d'ici les précédens & le présent Traité seront recueillis & mis ensemble dans un Acte public & général, & comme les Confédérés ont justement à cœur d'entretenir une Paix durable, ils y mettront pour plus de sûreté chacun en particulier leurs Sceaux, fait & conclu à Arrau, ce 9. & 11. d'Aout 1712.

(L. S.) JEAN JACOB ESCHER.

(L. S.) JEAN JACOB ULRICH.

(L. S.) S. FRISCHING.

(L. S.) C. STEIGER.

(L. S.) A. TSCHARNER.

(L. S.) J. M. SWEIZER A BUCHNAS.

(L. S.) C. A. AM RYN.

(L. S.) J. H. PUNDTNER.

(L. S.) J. SEBASTIAN JAUCH.

(L. S.) JOSEPH FRANZ EZIER.

(L. S.) NICOLAUS IM FELD.

(L. S.) SEBASTIAN REMIGIUS KATZER.

(L. S.) JOSEPH IGNATIUS STULZ.

(L. S.) B. J. ZU LAUBER.

(L. S.) W. D. MULLER.

(L. S.) GALL LUTER.

(L. S.) OSWALD HEYLIN.

Traité de Paix & d'Amitié entre les deux Cantons Zurich & Berne d'une part, & son Altesse le Prélat de St. Gall, d'autre part, ainsi qu'il a été conclu à Ergau dans la Principauté de Baden par Messieurs les Pacificateurs, & signé en vertu de leur Pleinpouvoir, & enfin ratifié par les Souverains des XIII. Cantons le mois d'Aout passé l'an 1718.

AU nom de la très Sainte & indivisible Trinité, le Père, le Fils, & le St. Esprit, Amen.

Soit Notoire à tous & à chacun, comme quelques différends, mesintelli-

intelligences & discordes sont survenus entre les Cantons de Zurich & de Berne d'une part, & son Allié le Prince de St. Gall d'autre part, au sujet des Grisons de Toggenbourg, lesquels malgré toutes les peines & soins qu'on ait pris & employez, sont cependant allés si loin, que la Justice divine a permis, qu'on a non-seulement fait tous les appareils de Guerre dans les Provinces du Prélat de St. Gall, mais qu'on est venu aussi en effet plusieurs fois aux prises, les deux Partis susmentionnez portez par un penchant naturel & amour pour la paix, ont contenu, que quelques uns de leur corps s'assemblaient à Bade, quoiqu'au commencement sans caractère, lesquels avec l'aide de Dieu, & un travail infatigable, ont mené les affaires si loin, que, pour faciliter le rétablissement de l'union confédérée & paix durable, ils ont mis les Articles suivans par écrit, & les ont signés étant munis de Plein-pouvoirs, & ces Articles ont été ratifiés généralement de tous leurs Seigneurs & Maîtres

I. Le Prince & Prélat régnant de St. Gall sera nommé & reconnu pour juste & légitime Souverain de Toggenbourg. & les Habitans dudit Toggenbourg lui rendront hommage de fidélité & d'obéissance en cette qualité, cependant de manière, que lesdits Habitans de Toggenbourg resteront librement & constamment dans leurs anciens Droits & Privilèges. Du reste, quant à l'affaire qu'on a sur-tout débattue, on est convenu de la manière que les suivans Articles le font voir

II. Le Conseil de la Province sera composé de 60 Personnes, savoir 30. Catholiques & 30. de la Religion Protestante, lesquels seront choisis & appelés de tous les endroits du pays par les habitans mêmes, & ils resteront dans leurs charges si long temps qu'ils se comporteront bien, & qu'ils seront en état de les administrer. On leur accorde aussi d'élire un Juge supérieur & Vicaire, item un Bourlier & *Sindes* qu'ils choisiront de tous les endroits du pays & des deux Religions. Quant aux Clercs, Commis, & Officiers de la Justice, il dépendra du Juge d'en constituer le nombre nécessaire, & il gardera en même temps le Sceau de la Province, dont on se sert pour les affaires qui appartiendront au Conseil de la Province.

III. Le Conseil de la Province sera obligé d'avoir soin & de veiller sur les Droits, & Privilèges, & sur l'Intérêt commun du pays, & au cas qu'il eût des justes sujets de plaintes, il proposera l'affaire en tout respect au Prince Régnant, le suppliant d'y vouloir remédier mais, en cas qu'il n'en pût rien obtenir, ils demandera du secours où il appartiendra, sans d'autres circonstances. De même, son devoir sera d'imposer & de distribuer les Contributions, Charges, & Impôts établis pour les frais de la Guerre, & de débiter les comptes, & autres choses semblables qu'il pourra traiter. Du reste il ne s'arrogera aucune connoissance des choses, qui dépendent particulièrement du Prince, ou qui appartiendront aux autres Juridictions ordinaires.

IV. Le Serment des Conseillers sera tel qui suit. Ils promettent d'appuyer les Intérêts & le Bien du Prince aussi bien que celui du pays, d'a-
vertir

venir & de prévenir les dangers & dommages qui pourront arriver, d'être attentifs à la conservation des Droits Privilèges & Interêts du Pays, & de détourner par des voies douces & droits légitimes, tout ce qui y pourroit être contraire. De se rendre soigneusement au Conseil, chaque fois, qu'ils y seront demandez, de disposer des Contributions & Impôts d'une manière équitable en bonne conscience, & d'apporter dans toutes les affaires toute la fidélité, loia, & prudence nécessaire pour le bien & salut du pays.

V. Le Conseil Provincial s'assemblera ordinairement tous les ans en un certain jour, pour y traiter & pour deliberer sur les affaires du pays, & en cas qu'il y survint quelque chose, qui regardât le Prince, on le lui fera savoir, ou à son Bailli, avec tout Respect & Soumission, par deux ou trois Deputez du Conseil.

VI. Si durant l'année on trouve qu'il soit nécessaire d'assembler le Conseil du pays hors le temps ordinaire, cela se pourra faire sans aucun obstacle, néanmoins il faudra avertir le Bailli le jour d'au paravant que le Conseil Provincial a dessein de s'assembler le lendemain, & s'il survenoit alors quelque chose, qui regardât le Prince, on le lui notifiera, ou à son Bailli, avec le Respect accoutumé, par deux ou trois Conseillers Députez, comme il est dit ci-dessus.

VII. Outre cela, le Conseil Provincial sera obligé d'assigner au temps & jour marqué tous les cinq ans, ceux qui ont l'âge de quatorze ans passés & n'auront pas encore prêté le serment de fidélité, pour les obliger de faire ce serment accoutumé devant le Conseil, chaque fois aussi que selon la coutume la Communauté des habitans sera assemblée, on renouvellera solennellement ledit serment de fidélité. De même aussi doit-on conférer dans ce temps, suivant les anciens Us & Coutumes, la place de Panner-her, par suffrages de la Communauté.

VIII. Quant au Tribunal Provincial de Justice, il est réglé, qu'on prendra ordinairement le Bailli de Toggenbourg pour Président, & quant à l'Election des Juges, il appartiendra uniquement au Prélat de les commettre, & ils seront au nombre de 24 de tous les Endroits du pays, étant pris des 22. plus anciennes Paroisses, savoir un de chaque Paroisse, & quant à Lichtenstein & Wertwil, deux de chacune, en sorte qu'on choisira pour cela des gens de probité & de bonne réputation, savoir douze de la Religion Protestante, & douze de la Religion Catholique Romaine.

IX. Les Juges seront obligés conformément au serment de se rendre avec exactitude au Tribunal chaque fois & quantes ils en seront requis, de rendre justice à tous ceux qui s'y présentent, au pauvre comme au riche & au riche comme au pauvre, aux Etrangers comme aux Habitans, sans être portés ni plus ni moins pour l'un que pour l'autre, sans prendre ni loier ni présent, mais tout pour l'amour de Dieu, & en faveur de la Justice, sans distinction des personnes, & sans égard à la Religion, par-tout sans fraude & sans malice.

X. Le Tribunal sera pour jamais sous le pouvoir & la dépendance du Prélat & le tiendra en son nom.

XI. A.

XI. A ce Tribunal de Justice appartiendront tous les Procès criminels, pour y être jugez d'une manière digne d'un Juge, & suivant leur serment. Il sera composé uniquement du grand Bailli, des 24. Juges, & du Greffier de la Province, auquel Bailli & Juges, il appartiendra de faire & d'expédier toutes les Ordonnances, Statuts, & Constitutions du Pays, comme Conseil d'Etat du Prince.

XII. Aucun des habitans ne sera emprisonné pour des fautes & crimes, qui n'ont point mérité la mort & qu'on punit de peine pécuniaire, savoir si le criminel est en état de satisfaire à la Justice.

XIII. On prendra les informations des affaires criminelles en présence du Bailli, du Greffier Provincial, & de deux Juges du Tribunal, savoir l'un Catholique & l'autre Protestant, & on donnera au Prisonnier le nom de ceux qui déposeront contre lui avant qu'ils soient examinez sous serment, afin qu'il puisse faire ses justes & legitimes exceptions, en cas qu'il en eut contre les énonciations des témoins, qu'on lui communiquera de même, pour la raison ci-dessus alléguée; sur-tout, les Depositions des accusateurs dans leurs propres affaires ne seront point reçues pour preuves valables, excepté ceux qui, en vertu de serment juré, doivent être admis, ou qui ne sont point interessez dans l'affaire.

XIV. Toutes les Interrogatoires dans les affaires criminelles, soit qu'elles se fassent par les voies douces ou par la question, se doivent faire en présence des susdits Juges, qui de leur côté se contenteront d'un salaire modéré.

XV. En cas que des sentimens differens survinssent entre les Examineurs, & qu'on soit en doute, si les raisons seroient assez suffisantes, pour appliquer les criminels à la torture, on fera décider l'affaire devant la moitié des Juges, en observant de choisir six Juges Catholiques Romains & six Protestans.

XVI. Si quelqu'un ou plusieurs des Juges, à l'occasion d'une affaire criminelle, ne pouvoient assister au jugement, à cause qu'il y auroit de la parenté entre le criminel & eux, ou pour quelque raison qu'ils s'absentassent, on remplira les places par d'autres Juges, qui seront de la Religion de ceux qui sont absens, mais à la sentence définitive le nombre des 24. Juges doit être rempli.

XVII. Si à l'occasion d'une affaire criminelle les suffrages étoient partagez, & que le Bailli en décidant la cause tombât dans le sens des plus rigoureux, la Justice sera différée, & il sera permis au malfaiteur, ou à ceux auxquels il appartient, d'implorer la grace du Prince.

XVIII. Le Droit d'accorder la grace appartiendra uniquement & incontestablement au Prince.

XIX. Toutes les Amendes qui seront payées au Tribunal de Justice dans les affaires criminelles appartiendront au Prince; de même aussi les biens confisquez des malfaiteurs qui auront été exécutez, de ceux qui se tuent eux-mêmes par malice préméditée, & de tous les fugitifs, qui ont mérité le supplice, & qui avec justice seroient mis à mort, s'ils étoient présens, appartiendront au

Fisc du Prince; & au cas que quelqu'un des enfans du pays fut assez malheureux d'être dans le cas, S. A. le Prince par pure compassion & bonté paternelle, déclare, qu'Elle se contentera de la moitié des biens restez, après qu'on aura deduit les Fraix & Dépens, qui auront été consumez pour le Procès.

XX. Les Juges du Tribunal de Justice seront aux Gages du Prince, & comme ils composent le Conseil d'Etat du Prince, ils seront obligés de comparoitre à ses ordres en cas qu'il les demandât pour entendre leurs Avis sur quelques Incidens; & alors, pour récompense de leur peine, il sera assigné pour ceux qui demeurent au dessus de Krumenau, & pour ceux qui sont domiciliez au dessous de Gunzenbach, un florin par jour, & pour ceux qui demeurent plus près de Lichtenstein, un demi florin par jour.

XXI. Les Membres de ce Tribunal ne seront point changez à moins qu'il n'y eut certaines Dispositions du Corps & de l'Esprit, qui rendit quelqu'un incapable, ou qu'il eut mérité par sa mauvaise conduite qu'on le déposât.

XXII. On ne fera nulle Décision de Procès en cachette, mais tout ce qui pourroit survenir en Justice sera plaidé publiquement, à moins que quelqu'un ne le demande de son propre mouvement sans être recherché, se déclarant d'abord coupable, alors cette amende tombera au Prince.

XXIII. Les Juges inférieurs prêteront sermens, de la manière qu'il est dit ci-dessus dans l'Article des Juges de la Province.

XXIV. Quant au Droit de proposer & de commettre les Bourgmestres dans les Jurisdictions inférieures, il n'y aura point de changement, & on suivra la coutume auparavant établie, & que les privilèges exigent, & pour ce qui regarde l'Election d'un Bourgmestre, elle se doit faire, dans les lieux où les Habitans ont le Droit d'en proposer un au Prince, le jour même de la proposition, en sorte qu'au bout de 14. jours suive ou la ratification ou une proposition réciproque de la part du Prince.

XXV. Quant à l'Election des Juges, les choses resteront aussi sur l'ancien pié, ainsi que les anciens privilèges exigent, savoir le Prince choisira une moitié & les habitans l'autre, mais toujours également des deux religions.

XXVI. Et puisque le Fiscal est un Officier du Prince, étant particulièrement lié par serment à lui, étant obligé d'accuser & de rapporter en justice tout ce qui mérite punition & amende, on le proposera & l'établira comme de coutume.

XXVII. Quant au Greffier, il appartiendra au Prince d'en proposer deux, dont la capacité sera connue, & qui sont membres de cette communauté même, laquelle choisira l'un de ces deux, & ils prendront garde que celui qu'ils choisiront, soit de la Religion contraire à celle du Fiscal.

XXVIII,

XXVIII. Les Juges d'Yberg & de Schwarzenbach, à moins qu'ils ne soient natifs de Toggenbourg, ne se mêleront point des affaires judiciaires, & n'auront ni emploi ni séance dans la Justice.

XXIX. L'appel des Juridictions inférieures n'aura point de lieu, si dans les causes civiles la somme principale est au dessous de quinze florins, mais si la somme passe 15. florins, on ne pourra plus empêcher d'appeler.

XXX. Les Jugemens annuels se tiendront comme de coutume exactement, & les Juges inférieurs seront tenus, suivant la teneur des Placards, Loix, Mandemens, & Ordonnances, de condamner tous ceux, qu'ils trouveront punissables dans les Juridictions inférieures, à une amende pécuniaire, procédant avec équité & sans partialité, lesquelles amendes des Juridictions inférieures appartiendront au Prince.

XXXI. Toute Décision secrète des affaires qui surviendront dans ces Juridictions inférieures sera abolie, mais on plaidera publiquement en Justice comme de coutume tout ce qui se trouvera de criminel, ou digne d'amende, à moins que le coupable ne demandât cette Décision secrète de son propre mouvement, & sans en être recherché.

XXXII. On n'obligera personne, dans ces Juridictions inférieures, à l'égard de quelque faute commise, de rendre témoignage contre soi même, ou de se décharger par serment, à moins que le Juge n'eût des preuves suffisantes pour prononcer, en ce cas, de la sorte.

XXXIII. Les exécutoires dans les actions pour dettes se feront comme de coutume par estimation.

XXXIV. La Justice supérieure sera composée de 12. personnes, gens de bonnes mœurs & de bonne réputation, & qui sont domiciliés à Toggenbourg.

XXXV. Le Bailli de Toggenbourg sera Président de cette Justice supérieure, & il doit être compris dans son serment, qu'il agira dans toutes les affaires dépendantes du Président dans le Conseil supérieur de Justice, aussi bien que dans le Conseil de la Province, sans avoir égard ni à la personne ni à la Religion.

XXXVI. Quant à l'Election des Juges supérieurs, il appartiendra au Prince d'en choisir & de les commettre, de pleine autorité, 3. Catholique-Romains & 3. Protestans.

XXXVII. Le serment de ces Juges sera de la même teneur que celui des Juges de la Province, ainsi qu'il est dit ci-dessus.

XXXVIII. On donnera à un chacun des Juges supérieurs un florin pour récompense par jour, lequel sera fourni des épices des Juges.

XXXIX. Si longtemps que leur conduite ne sera point répréhensible, ils ne changeront point, comme il est dit dans l'article touchant les Juges de la Province.

XL. On appellera de toutes les Juridictions inférieures à cette Justice supérieure, qui prononcera définitivement dans l'affaire, en sorte qu'après

cela l'appel n'aura plus lieu, si ce n'est dans les affaires qui concernent les Domaines, le Droit Seigneurial, les Dîmes des Terres, & autres Droits & Privilèges considérables de cette nature, ou au cas que quelque Etranger qui n'est habitué dans le pays, tut Accusateur ou Accusé dans une affaire, ensuite dequoi il sera permis à la partie aggravante, soit que ce soit l'étranger ou l'habitant, d'appeller sans empêchement au Prince, lesquels appels seront décidés dans la Province même, une ou deux fois pendant l'année, sans d'autres frais & dépens que ce qu'on paie d'ordinaire pour les sentences d'appel, ainsi & de la manière, qu'au cas que le Prince par une maladie ou par quelque autre incident, fût empêché de venir en personne dans la Province, il sera expédier l'affaire par un ou deux Députés.

XLII. En cas que les voix fussent également partagées, alors le Président aura le Droit de décider.

XLIII. Le Prélat de St. Gall aura le pouvoir de commettre un Juge Provincial à Toggenbourg, n'importe qu'il soit habitant de Toggenbourg ou non.

XLIV. De même aussi le Prince commettra le Greffier Provincial & le Fiscal, lesquels il choisira selon qu'il voudra des Habitans de Toggenbourg, pourtant desorte que le Greffier & le Fiscal soient des deux différentes Religions, & au cas que le Greffier fut de la Religion Protestante, son Substitut sera de la Religion Catholique Romaine, & réciproquement, & en cas que le Greffier fut de la Religion Catholique Romaine on lui donne un Substitut de la Religion Protestante, qui cependant ne sera point au dépens du Prince. Lequel Substitut assistera au Conseil d'appel & au Tribunal Provincial de Justice, & y tiendra le Protocole en partie, & pour cette charge de Substitut, le Tribunal de la Province proposera trois hommes capables & de probité, desquels le Prince choisira ensuite celui qu'il voudra.

XLV. Quant aux Droits & Privilèges des Gens de service militaire, il n'en sera rien ni ôté ni ajouté par le présent Traité.

XLVI. On ne recevra point des nouveaux Bourgeois, qu'au temps qu'on prêterait Hommage à un nouveau Prince, & alors cette réception se fera avec le consentement du Prince, & pour le moins en présence de la moitié des habitans, de même aussi ceux qui prétendront d'être reçus seront présens, ou nommez publiquement.

XLVII. Les Communautés ne seront point chargées, contre leur gré, d'Habitans étrangers.

XLVIII. Le Droit de chasse & la pêche sera réservé au Prince, à moins que quelqu'un ne puisse produire des privilèges particuliers par lesquels il eut ce Droit à juste titre.

XLIX. Dans tout le Pays de la Comté de Toggenbourg il sera généralement permis d'exercer toute sorte de Commerce licite & qui n'est point dangereux, le Saunage y étant compris.

XLX. Il sera tout à fait aboli & défendu de vendre les biens fonds à gens

gens de main morte, & si par testament, exhéredation, donation, ou par Droit de succession, ou par d'autre moyen il leur vient quelque bien, le Droit de Retrait sera toujours permis aux Habitans, après une estimation Juridique. Mais au cas que S. A. le Prince voulut acheter quelque bien, il le pourra faire sans aucun empêchement, cependant à condition que ces biens achetez ne tomberont point, ni à l'Eglise de St. Jean, ni en d'autres mains mortes, ni pour les incorporer ou en faire un Fief, mais en sorte qu'il soit vendu en main séculière.

L. Son Alt. le Prince n'imposera point de nouveaux Droits de passage, ou de pontage, dans le pays de Toggenbourg, qui pourroient être à charge & porter préjudice aux Habitans de Toggenbourg.

LL. Un chacun pourra, en vertu des privilèges & libertez de Toggenbourg, aller avec ces biens meubles où il voudra, sans payer le Droit d'exue; mais quant aux biens ou héritages qui lui tomberont ensuite, on paiera le Droit d'exue, dont la moitié écherra au Prince & l'autre moitié à la Caisse du pays.

LII. De même aussi du Droit d'Entrée, que les nouveaux Habitans seront obligez de payer, une moitié écherra au Prince & l'autre à la Caisse du pays. Cependant, il sera toujours permis à la communauté dans laquelle le nouvel habitant voudra entrer, d'avoir ses prétentions du Droit d'Entrée en particulier.

LIII. Des revenus annuels de Toggenbourg une moitié appartiendra au Prince & l'autre à la Caisse du pays.

LIV. Les deux Religions ne se serviront point de l'argent qui tombe à la Caisse du pays pour leur usage particulier, mais il sera employé pour l'utilité & bien commun du pays.

LV. Pour ce qui regarde les empêchemens légitimes, on n'établira ni de nouveaux moulins, ni des forges, ni des Pressoirs à huile, ni des Etuves nouvelles, sans pressante nécessité. Mais, au cas que quelqu'un en prétendit établir, & que quelqu'autre s'y opposât ne croyant pas la chose de trop grande nécessité, ou prétendant en recevoir un grand Préjudice, on examinera fondamentalement en Justice l'importance de cette nécessité, ou du préjudice qui en pourroit revenir, & on donnera ensuite connoissance de la chose à S. A. le Prince, sous serment selon les circonstances, & il sera seul arbitre de ces empêchemens légitimes, cependant desorte que ces empêchemens légitimes ne soient point surchargés davantage.

LVI. Quant aux Auberges, le Juge & le Conseil Provincial examineront, combien & dans quels Endroits il en pourroit être nécessaires, aussi bien que ce qu'ils paieront annuellement au Prince, pour reconnaissance, laquelle redevance ne sera point haussée plus qu'il sera déterminé, & on ne fera aussi en cela aucune distinction de Religion.

LVII. Si en recevant l'Investiture d'un Fief qui ne demanderoit point de Lettre d'Investiture, on omettoit quelque chose qui seroit essentielle, cette Investiture ne sera point nulle pour cela, mais l'amende pour la

première fois sera fixée à un Ecu double, & ensuite, en cas de réitération, à proportion & selon la valeur du Pief, à un florin de chaque cent d'amende.

LVIII. Comme on réserve clairement dans toutes les affaires judiciaires ci-dessus mentionnées aux Justiciers particuliers de Moßtang, Eppenbergh, Magdenau, & Krynau, & à tous les autres qui pourroient être & qui ne seroient point compris dans ce Contrat, leurs Droits authentiques, & qu'on ne leur en ôte aucun, on veut pourtant qu'on l'entende d'une manière que dans toutes les Juridictions, où les deux Religions sont mêlées, les Droits Privilèges & l'égalité de ces deux Religions soient observez de la manière, qu'il a été dit & déterminé dans les précédens articles.

LIX. De même aussi on réserve tres-clairement à la ville de *Lichtenfels* tous les Droits qu'elle a par contrat ou par long usage, joint à cela que la place de Bailli sera conférée alternativement aux deux Religions, d'autant plus qu'on observera cette égalité de ces deux Religions, à l'égard de toutes les places & offices du Tribunal, & de la Judicature.

LX. De même, si quelques Communautés, ou quelques Particuliers pouvoient démontrer certains Droits & Privilèges, à l'égard desquels on n'auroit rien réglé dans les précédens Articles, ils y seront maintenus sans qu'on leur en ôte la moindre chose.

LXI. Aussi tous les Jugemens & Sentences, que les Tribunaux ordinaires ont donnez, conserveront leur force & vigueur, de la manière qu'ils ont été rendus par ceux qui jusqu'à présent ont composé le Conseil & administré la Justice, de même aussi toutes les conventions particulières avérées, ne seront nullement annulées ni changées, ainsi que tout ce qui sera terminé & décidé le sera pour jamais, à moins que le Juge n'eut touché les Droits & biens en fonds de l'Eglise. On ne reverra pas les Comptes de frais pour les affaires du pays, qui sans faire plus d'exception, & sans être examinés davantage, se feront selon les anciennes coutumes, & conformément aux Décisions de l'an 1513, & 1514.

LXII. On moiennera une amnistie entière qui sera acceptée de part & d'autre, & on mettra en oubli tout ce qui s'est passé depuis la naissance des démêlés & querelles jusqu'à ce jourd'hui, en sorte que pour ce sujet, on ne fera point de tort ni à la vie, ni à l'honneur, ni aux biens de qui que ce soit, sous quel prétexte que cela puisse être. Et quant aux Depens & à l'amende qui regardent les six personnes de Wattweyl touchant le Paeich & son fils Jacob Paeich, le Germann au sujet de l'héritage de Messieurs Kelleher, cette affaire sera cassée, annullée, & chaque Habitant retournera à son bien, femmes & enfans, en toute sûreté & repos, sans être molesté en aucune manière.

LXIII. Pour le repos public & la sûreté de la Religion, on est convenu qu'on exercera librement & sans empêchement dans tout le pays de Toggenbourg la Religion Catholique Romaine & la Religion Protestante, l'une comme l'autre, ainsi que les affectionnez à ces deux Religions auront le

le parfait & libre exercice de ces Religions dans toutes leurs parties & dans l'entier du culte divin & de tout ce qui en dépend, avec tous les Droits & Privilèges.

LXIV. Comme les Protestans de leur côté se garderont bien de prescrire aux Catholiques Romains des loix & bornes dans leur Religion, pour les rites, cérémonies, & autres choses qui en dépendent; ainsi ils prétendent d'un autre côté, qu'on ne les empêche point dans les Rites, Cérémonies, & tout ce qui dépend de leur Religion, sans leur vouloir prescrire aucunes loix & bornes, particulièrement à l'égard des fêtes, & ils tiendront au regard des maximes, à la confession de foi Evangelique, & conserveront la Discipline Ecclesiastique, ainsi qu'elle a été établie & observée jusqu'à présent dans les Cantons Confédérés.

LXV. Les Heures de l'Eglise seront réglées au plutôt, en cas qu'on ne l'ait point encore fait. Toutes manières d'injurier, diffamer, qui pourront animer & irriter les Esprits seront bannies de la Chaire & défendues par-tout, aussi punira-t-on très-rigoureusement ceux qui en seront coupables.

LXVI. Il sera permis aux Ministres Protestans & Anciens d'exercer la Discipline Ecclesiastique, consistant en Exhortations, Remontrances, & Sollicitations pour l'amendement de vie, sans s'arroger cependant aucune Jurisdiction. De même aussi il sera de leur devoir, d'avoir un œil assidu sur les Ecoles dans lesquelles on instruira la Jeunesse, non seulement à lire, à écrire, & à chanter, mais dans les principes de la Religion & des articles de la Foi.

LXVII. Les Ministres Protestans ne seront point visités de ceux qui ne sont point de leur Religion, ni obligés à résigner leurs Prébendes pour un autre, si long-temps qu'ils auront soin de leur troupeau en prêchant & en menant une vie édifiante. Le Terme, qu'on a mis autrefois dans leur serment de fidélité, savoir d'être obéissans au Prince en toute chose, sera omis & etc.

LXVIII. On donnera aux Veuves, & aux Orphelins, des Curateurs de la Religion qu'ils professent, auxquels, ou aux plus proches Parens, on remettra le soin de leur Education.

LXIX. Au cas que l'une ou l'autre Religion voulût bâtir de nouvelles Eglises, ou fonder quelques bénéfices de son propre, on ne l'en empêchera point. Mais auparavant les deux Religions s'accommoderont amiablement pour les vieilles Eglises, & si les parties ne pouvoient point s'accorder ensemble, elles se reporteront à des arbitres & choisiront pour cela deux hommes de probité connus; mais si les sentimens des deux Arbitres étoient partagez, les deux parties proposeront chacune un homme qui ne soit pas partial, dont l'un sera élu par le sort pour Arbitre, qui approuvera sous serment l'un des sentimens des deux autres, savoir celui qui lui paroîtra le plus raisonnable. Si outre cela l'une ou l'autre Religion vouloit élargir une Eglise commune, il lui sera permis de le faire à ses pro-

propres dépens, & sans porter préjudice, & sans causer du dommage à l'autre.

LXX. Puisque l'on a déjà fait le partage des Eglises dans la Province de Toggenbourg, on ne fera plus d'autre partage que celui qui a été fait pendant la Négociation de cette même affaire, mais on en demeurera-là.

LXXI. Si quelque personne Protestante étoit poursuivie pour Contrat de Mariage, ou qu'une personne mariée, pour des raisons légitimes, demandât le divorce; le Duc, savoir un Ministre, & les Affecteurs seculiers du Synode s'assembleront à l'occasion de ces poursuites pour Contrat de Mariage, ou de ces prétendus divorces, pour accommoder les parties à l'amiable, & en cas qu'il n'y ait point d'accommodement à faire, ils prononceront décisivement dans l'affaire. cependant, s'il y a des choses punissables ou dignes d'amende, l'affaire alors sera réservée aux Juges ordinaires.

LXXII. A l'égard des Amendes de dispense dans le troisième degré, elles seront réglées de la manière que ceux qui possèdent autour de 1000 fl. ou d'avantage paieront 50 fl. ceux qui possèdent depuis mil jusqu'à 5000. paieront 20. fl. & ceux qui possèdent moins de mil florins paieront arbitrairement à proportion qu'ils auront des biens, & avec ceux qui sont tout à fait destitués de biens, on agira d'une manière charitable.

LXXIII. Le Synode Protestant sera continué de la même manière qu'il est disposé à présent, on y traitera les affaires de la Religion & de l'Eglise, ainsi que les Statuts du Synode d'à présent ont disposé & réglé.

LXXIV. A l'égard de la manière de conférer les Prébendes, on se tiendra aux Anciens Contrats ainsi qu'ils ont été agréés de S. A. le Prince, & aux anciennes coutumes, à moins que les Catholiques Romains de Toggenbourg ne puissent dans 3 ans faire voir quelque chose de plus considérable, en quel cas ils en jouiront.

LXXV. Si quelque Prébende parmi les Protestans de Toggenbourg étoit vacante, l'Assemblée de l'Eglise en informera en tout respect le Prince ou son Juge Provincial, pouvant alors sans d'autre empêchement rechercher eux-mêmes, dans un des Cantons Protestans, un Ministre, lequel ils voudront, cependant qui ait été examiné dans une des quatre Villes des Cantons Protestans, & qui ait été admis au ministère, ayant bon témoignage d'avoir mené une vie honnête & pieuse on le présentera en suite au Prince ou au Juge Provincial, faisant voir en même temps les Témoignages, & lui le confirmera ensuite. Aussi on ne pourra jamais prendre davantage que trois Ministres de chaque endroit, & s'il y en avoit parmi les Habitans de Toggenbourg qui fussent capables de l'être, étant examinés de la susdite manière, & ayant été admis au ministère, ils seront quant au nombre, mis en équilibre avec les autres lieux susmentionnés.

LXXVI. Il est aussi très expressément accordé, que le présent Traité sera exécuté, & que l'on prêterà le serment de fidélité dessus, d'abord après la

la Ratification du même Traité. Mais en cas qu'il arrive, qu'après que ce Traité aura été mis en exécution, il survint contre toute espérance, quelque mésintelligence & différent à l'égard de ce Traité & de certains Articles qui y sont contenus, alors S. A. le Prince, ainsi que les Habitans de Toggenbourg, remettront les différens en question à six Arbitres, qui seront choisis des XIII. Cantons conféderez, pour trois pour chaque partie également des deux Religions, & qui agissant également des deux cotés, accommoderont l'affaire s'il est possible à l'amiable, ou en cas de contraire, la feront décider par sentence de Juge, suivant les Us & Coutumes des Cantons conféderez, avec cette expresse Disposition, que dans quelques différens qui pourroient survenir entre le Prince & les Habitans de Toggenbourg, on ne procédera point par voie de fait, mais qu'on mettra d'abord l'affaire en arbitres, ou qu'on la fera décider par sentence judiciaire, ainsi qu'il a été établi dans le présent Traité & observé ailleurs de tout temps.

LXXVII Pour ce qui regarde le Traité de Paix du pays à l'égard des Juridictions supérieures, & inférieures, que S. A. le Prince possède dans la Comté de Thurgau & dans le Rheynthal, il est réglé, que les choses resteront pour toujours ainsi qu'il a été établi & publié par le Traité de Paix du Pays à Arau de l'an 1712. & S. A. s'y conformera en sorte que tous & chacun des Articles, de la manière qu'ils ont été pour lors établis, seront observés sans aucune exception pour le présent & pour l'avenir.

LXXVIII. De même on ne demandera nulle restitution des frais de la Guerre auxdits Habitans sous quelque Prétexte que ce puisse être, sans préjudicier pourtant des Droits avérés des Créanciers légitimes. Avec cela on leur accordera une parfaite Amnistie de tout ce qui s'est passé depuis le commencement de la Guerre passée jusqu'à ce jourd'hui, & de toutes les fautes qu'ils pouvoient avoir commises de quelque nature qu'elles puissent être, en sorte qu'ils ne seront point affligés pour cela, ou traités avec rigueur.

LXXIX. Au regard des Baillages, qui sont situés autour des Juridictions susmentionnées, comme la Ville & Baillage de Wyl, les Baillages de Korchach, Hofsmeiler, & Grossau, on n'exigera point d'eux de même aucune restitution des frais de la Guerre, sous nul prétexte, & ils jouiront de cette même Amnistie parfaite; d'ailleurs sans préjudicier aux Droits des créanciers légitimes.

LXXX Toutes les sentences que les Intendans à Wyl & St. Gallen, ou les autres Tribunaux peuvent avoir décidées durant ce temps, & toutes les autres choses qu'ils ont traitées en Justice, garderont leur force & valeur pour jamais, puisqu'on est persuadé que les Droits & Biens en fonds de S. A. n'en auront été aucunement lésés; & à l'égard du Terrain qu'on a occupé sur un des Fiefs du Prince après en avoir payé la valeur, pour le bâtiment de l'Eglise Protestante à Schoenholzers Wylen & les appartenances. (sans préjudicier aux cens & rentes, qui doivent être levés sur les autres Terres) les choses resteront aussi comme auparavant.

LXXXI Après que le présent Traité aura été ratifié (pour quel effet

on donnera à chaque partie tout au plus deux mois pour terme) les deux Cantons cederont d'abord à S. A. le Prince la vieille Province, qu'ils avoient prise en possession, avec les Jurisdictions dans les Comtez de Turgbau & Rheynthal, avec toutes les Seigneuries, Droits, & Privilèges qui y appartiennent avec tous les revenus, cens, dixmes, rentes, & autres Droits, de la manière qu'ils l'ont prise en possession & la possèdent actuellement, à la réserve de ce dont on a disposé autrement par le présent Traité.

LXXXII Les Habitans de Toggenbourg laisseront prendre au Prince, convenablement aux Accords, la paisible possession du pays de Toggenbourg, d'abord qu'on aura rempli ce qu'on a réglé dans le présent Traité à leur occasion, savoir que les Habitans de Toggenbourg pourront nommer avant le serment de fidélité, les membres de leur Conseil Provincial & les Juges d'appellation, autant qu'ils l'ont en droit d'en nommer pour leur part, & que Son A. le Prince aussi aura fait la nomination de ses Officiers & des Juges provinciaux & d'appellations, dans les trois premiers jours après les cérémonies d'hommage, que S. A. pourra ordonner tout au plus 14. jours après la Ratification, ainsi qu'on fera hommage après que ce Traité avec la Ratification aurt été lu en présence de tous les Habitans du pays, après quoi les deux Cantons auront soin de le faire mettre dans la susdite possession.

LXXXIII Et pour plus grande sûreté & affermissement du présent Traité, pour qu'il ne soit point exposé à de nouveaux accidens, en cas qu'il en survint quelque nouveau sujet de mesintelligence, à l'égard des Cantons circonvoisins, (ce qu'à Dieu ne plaise) les deux Cantons, Appenzell, Usserthoven, S. A. le Prince & la Ville de St. Gall, se sont promis sous les engagements de la bonne foi de leur honneur & vraies paroles, qu'aucune des parties pour quelque sujet que ce puisse être, ou arriver, ou être nommé, n'attaquera point l'autre hostilement ou par voie de fait, & en cas qu'il naissoit ou arriveroit entr'eux quelque différent ou mesintelligence, qui regarderoient ou les Cantons mêmes, ou les Traitez entre eux établis, ou enfin quelques-uns des Droits contenus dans ces Traitez, ou qu'on auroit entendu quelques propositions d'une manière bien différente, la partie lésée donnera connoissance du tort qu'elle reçoit, à la partie aggravante, de bouche ou par écrit, suivant les circonstances des affaires, & demandera en considération de l'amitié confédérée de reparer cet abus, à quoi on satisfera par une juste & amiable Réponse, ainsi que ces prétentions étant faites, on ne procédera point par voie de fait, mais chaque partie sera renvoyée dans la première possession des Droits qu'elle avoit auparavant, & en cas qu'il arrive, que les deux parties ne puissent point s'accorder pour ces différens entre eux, elles seront décider l'Affaire juridiquement, ainsi & de la manière que chaque partie demandera, en nommant deux personnes Judiciaires des Cantons confédérés, pour décider cette affaire par proportions égales, ainsi que les deux parties se contenteront de cette Décision & en demeureront-là, pour terminer l'affaire. Les arbitres, choisis pour cette Décision, seront en droit d'obliger la partie qui voudroit procéder en quel-
que

que manière que cela puisse être, par voie de fait, & d'une manière contraire au précis de la Décision, par les voies de la douceur, & en cas qu'elle ne réussit point, par des moyens plus sérieux & plus violens, a dédommager la partie lésée du préjudice qu'elle a souffert.

LXXXIV. Tout ce qui s'est passé d'hostilité, pendant les derniers troubles entre les trois Cantons voisins susmentionnez, sera dès maintenant, & à l'avenir, aboli, & oublié, afin que l'amitié entre ces trois voisins soit rétablie de nouveau, entretenue, & cultivée plus que jamais, à quoi aussi chacun exhortera les siens très sérieusement.

LXXXV. Pour ce qui regarde l'abolition de la Douane à Lanquat, les choses resteront dans l'état où elles sont à présent, jusqu'à ce que l'affaire soit terminée à l'amiable, ce qui se fera dans l'espace d'un an; si donc les parties transigeantes, savoir les Deux Cantons de Zurich & Berne, & S. A. le Prélat, Doyen, & Chapitre de St. Gall observent & exécutent inviolablement dans tous ses points & articles le présent Traité, ils se donneront, tant pour eux que pour leurs Successeurs, la foi & promesse sous les engagements de leur Parole & Honneur, qu'ils s'y tiendront mutuellement, en vertu des Actes presens, dont on a composé trois de la même teneur, Messieurs les pacificateurs les aiant signez & apposé leurs Cachets, donné à Bade en Ergau, ce mercredi, 15. d'Oct. de l'an de notre Seigneur 1718.

(L. S.) JEAN JACOB ULRICH, Lieutenant & Conseiller de Berne.

(L. S.) JEAN HENRY HIRZEL, Lieutenant & Conseiller de Zurich.

(L. S.) J. F. WILLADING, Seigneur d'Urthener & Mattstedten & Bailli de Berne.

(L. S.) JEAN ANTOINE TILLIER, Venner & Conseiller du petit Conseil de Berne.

(L. S.) JOSEPH ANTOINE PUNDTNER, Conseiller & Chancelier du Prélat de St. Gall.

(L. S.) GALL ANTOINE, Baron de Thurn, Conseiller du Prélat & Juge suprême à Ranshorn.

[GG.]

1721. *TRAITE' d'Alliance entre la France, l'Espagne, & la Grande Bretagne, conclu à Madrid en 1721. tiré du Corps Diplomatique.*

LEs Différens qui sont survenus entre Leurs Majestez Britannique & Très-Chrétienne d'une part, & Sa Majesté Catholique de l'autre, n'ayant pas donné peu d'atteinte à l'amitié qu'ils se sont toujours portez l'un l'autre, ils

ont continuellement souhaité avec une pareille ardeur de rétablir la bonne correspondance & la sincère amitié qui devroient régner entr'eux, & qui seront toujours les plus fermes supports de la Grandeur à laquelle Dieu les a élevés, & les plus sûrs moyens de conserver la tranquillité publique, aussi bien que le bonheur & les avantages mutuels de leur Sujets. & c'est en vue de cimenter & fortifier encore davantage, s'il est possible, ces dispositions, qui ne sont pas moins propres à la gloire & à la sûreté mutuelle de leurs Couronnes, qu'elles sont conformes au bien & à la tranquillité de toute l'Europe, que Leurs Majestés Britannique, Très-Chrétienne, & Catholique, ont pris la résolution de s'unir d'une manière si étroite, qu'ils n'agissent dans la suite que comme s'ils n'avoient que la même vue & le même intérêt, & pour cette fin, le Sérénissime Roi de la Grande-Bretagne, &c. ayant donné Pleinpouvoir de traiter en son nom, à Mr Guillaume Stanhope, Colonel d'un Regiment de Dragons, Membre du Parlement de la Grande-Bretagne, & Ambassadeur Extraordinaire de Sa Majesté Britannique à la Cour du Roi Catholique, le Sérénissime Roi Très-Chrétien ayant donné Pleinpouvoir pour la même fin à Mr Jean Baptiste Louis Andrault de Langeron, Marquis de Maulevrier, Lieutenant Général de ses Armées, Commandeur & Grand Croix de l'Ordre Militaire de St. Louis, Son Envoye Extraordinaire à Sa Majesté Catholique, & le Sérénissime Roi d'Espagne ayant pareillement confié son Pleinpouvoir, pour obtenir la même fin, à Mr Joseph de Grimaldo, Chevalier de l'Ordre de St. Jacques, Commandeur de Rivers & d'Auzouche, Conseiller au Conseil des Indes, & son premier Secrétaire d'Etat & des Dépêches, ils ont convenu entr'eux des Articles suivans.

I. Il y aura d'oresnavant & pour toujours une exacte Union, & une sincère & permanente amitié entre le Sérénissime Roi de la Grande-Bretagne, le Sérénissime Roi Très-Chrétien, & le Sérénissime Roi d'Espagne, leurs Royaumes & leurs Sujets, & les Habitans des Pays qui sont sous leur Domination, en sorte que les injures, ou les dommages soufferts, durant la Guerre, laquelle a été terminée par l'accession du Sérénissime Roi d'Espagne aux Traitez de Londres du 2 Août 1713 demeureront dans un oubli éternel, & qu'à l'avenir on prendra le même soin, du bon état de la sûreté de l'un & l'autre que du sien, qu'on n'informera pas seulement son Allié du danger qui pourroit le menacer, mais même qu'on s'opposera de tout son pouvoir au tort qui pourroit lui être fait.

II Afin d'établir fermement cette Union & cette Correspondance, & de la rendre encore plus profitable aux Couronnes de leurs Majestés Britannique, Très-Chrétienne, & Catholique, ils promettent & s'engagent par le présent Traité d'Alliance défensive, de garantir mutuellement leurs Royaumes, leurs Provinces, leurs États, & les Pays qui sont sous leur Domination, en quelque Partie du monde qu'ils soient situés, de sorte que Leurs Majestés étant attaqués contre ce qui a été résolu aux Traitez d'Utrecht & de Bade, & contre les Traitez de Londres & les Stipulations qui se feront à Cambray, ils se secourront mutuellement l'un l'autre, jusqu'à ce que le trouble

trouble cessera, ou qu'ils seront satisfaits de la réparation des dommages qu'ils auront soufferts.

III. En conséquence de l'Article précédent, le maintien & l'observation des Traitez d'Utrecht, de Bade, de Londres, & de celui qui doit se faire à Cambray, pour terminer les différens qui sont à démêler entre le Sérénissime Roi d'Espagne & l'Empereur, seront la principale fin de la présente Alliance; & pour la fortifier davantage, le Sérénissime Roi de la Grande-Bretagne, le Sérénissime Roi Très-Chrétien, & le Sérénissime Roi d'Espagne, inviteront de concert les Puissances qu'ils jugeront à propos d'entrer dans le présent Traité, pour l'avantage commun & pour la conservation de la tranquillité générale.

IV. S'il arrivoit, ce qu'à Dieu ne plaise, que contre les susdits Traitez d'Utrecht, de Bade, de Londres, ou de ce qui sera stipulé dans ceux qui seront faits à Cambray, Leurs Majestés Britannique, Très-Chrétienne, & Catholique, fussent attaquées ou troublées en aucune manière, dans la possession de leurs Royaumes & Terres par aucune Puissance, ils promettent & s'engagent d'employer leurs bons offices aussi-tôt qu'ils en seront requis, pour procurer au Parti attaqué la satisfaction du tort qui lui sera fait, & pour empêcher que l'agresseur ne continue les hostilités; & s'il arrivoit que ses bons offices ne fussent pas suffisans pour procurer promptement cette réparation, leurs susdites Majestés promettent de fournir le Secours suivant, conjointement ou séparément, savoir,

Sa Majesté Britannique huit mille Hommes d'Infanterie & quatre mille de Cavallerie.

Sa Majesté Très-Chrétienne huit mille Hommes d'Infanterie & quatre mille de Cavallerie.

Sa Majesté Catholique huit mille Hommes d'Infanterie & quatre mille de Cavallerie.

Si la Partie attaquée, au lieu de Troupes demande des Vaisseaux de Guerre ou de transport, ou même des Subsidés en Argent comptant, en ce cas-là, elle sera en liberté de choisir, & ils lui fourniront lesdits Vaisseaux ou Argent, à proportion des dépenses des Troupes; & afin d'éloigner toute occasion de doute dans le compte desdits frais, Leurs Majestés conviennent, que mille Hommes d'Infanterie seront réglez à dix mille Florins de Hollande, & mille Hommes de Cavallerie à trente mille par Mois, gardant la même proportion eu égard aux Vaisseaux; Leursdites Majestés promettant de continuer & maintenir ledit Secours autant que le trouble continuera, & si le Secours n'est pas suffisant pour repousser les attaques de l'Ennemi, ils conviendront de l'augmenter, & s'il est nécessaire, leurs susdites Majestés s'assisteront mutuellement, même de toutes leurs forces, & déclareront la Guerre à l'agresseur.

V. Leurs Majestés Britannique, Très-Chrétienne, & Catholique, étant entièrement satisfaites des sentimens que Mr. le Duc de Parme a toujours témoigné à leur égard, & souhaitant de lui donner des marques de l'estime & de l'affection singulière qu'elles ont pour lui, Elles promettent & s'enga-

gent, en vertu de ce présent Traité, de lui accorder une protection particulière pour la conservation de ses Terres & de ses Droits, & pour le soutien de sa Dignité; de sorte que s'il est troublé, contre les Traitez de Paix, & contre ce qui sera stipulé dans ceux qui seront faits à Cambrai, ils uniront leurs bons offices & leurs efforts pour obtenir une juste satisfaction, & si elle est refusée, ils conviendront des mesures pour la lui procurer par tous les autres moyens qui seront en leur pouvoir.

VI. Sa Majesté Catholique, désirant donner à Sa Majesté Britannique & à Sa Majesté Très-Chrétienne une marque particulière de son Amitié, confirme, autant qu'il peut y avoir occasion, tous les Avantages & tous les Privilèges qui ont été accordez par les Rois ses Prédecesseurs à la Nation Angloise & à la Nation Française; de sorte que les Sujets negocians du Sérénissime Roi de la Grande-Bretagne, & du Sérénissime Roi Très-Chrétien, puissent toujours jouir en Espagne des mêmes Droits, Prérrogatives, Avantages & Privilèges pour leurs Personnes, leur Commerce, Marchandises, Biens & Effets, dont ils ont joui, ou dont ils devroient avoir joui en vertu des Traités ou Accords, ou en vertu de tous ceux qui ont été ou seront accordez en Espagne à la Nation la plus favorisée.

VII. Le présent Traité sera ratifié par Leurs Majestez Britannique, Très-Chrétienne, & Catholique; & les Lettres de Ratification seront mutuellement delivrées en bonne forme & échangées dans l'espace de six semaines à compter du jour de la Signature, ou plutôt, s'il est possible.

En témoignage de quoi, Nous soussignez Ministres Plénipotentiaires de Sa Majesté Britannique, de Sa Majesté Très-Chrétienne, & de Sa Majesté Catholique, ayant Pleins-pouvoirs, qui ont été mutuellement communiqués, & dont Copie a été insérée, avons signé le présent Traité, & y avons mis les Sceaux de nos Armes. Fait à Madrid le 13. Juin 1721.

Signé :

(L. S.) WILL. STAN-	(L. S.) LANGERON	(L. S.) EL MARQUES DE
HOPE.	MAULE-	GRIMALDO.
	VRIER.	

ARTICLE SEPARÉ.

LEs Ministres Plénipotentiaires de Leurs Majestez Britannique, Très-Chrétienne, & Catholique, ayant ce jourd'hui, en vertu de leurs Pleins-pouvoirs, signé un Traité d'Alliance Défensive entre Leursdites Majestez; ils ont en outre convenu que le Traité particulier, qui a été pareillement signé aujourd'hui entre Leurs Majestez Britannique & Catholique, dont la teneur s'ensuit, fera partie dudit Traité d'Alliance Défensive, conclu entre l'Angleterre, la France, & l'Espagne.

(les est inséré mot à mot le Traité entre la Grande-Bretagne & l'Espagne, conclu à Madrid le 31 Juin 1721. N. St.)

Le

LE susdit Traité particulier aura la même force, que s'il étoit inséré mot pour mot dans le Traité d'Alliance Défensive, signé ce-jourd'hui entre les trois Couronnes, & les Lettres de Ratification seront échangées à Madrid de la manière qu'on a accoutumé, dans l'espace de six semaines, à compter du jour de la Signature, ou plutôt, s'il est possible.

En témoignage de quoi nous avons signé ces Présentes en vertu de nos Pleins-pouvoirs & y avons mis les Sceaux de nos Armes. Fait à Madrid le 13. Juin 1721.

Signé,

(L.S.) WILL. STAN-
HOPE.

(L.S.) LANGERON
MAULE-
VRIER.

(L.S.) EL MARQUES DE
GRIMALDO.

AUTRE ARTICLE SEPARÉ.

LES Ministres Plénipotentiaires de Leurs Majestez Britannique & Très-Chrétienne, ayant ce jourd'hui signé avec les Ministres Plénipotentiaires du Roi d'Espagne, en vertu de leurs Pleins-pouvoirs particuliers, un Traité d'Alliance défensive; les susdits Ministres de Leurs Majestez Britannique & Très-Chrétienne ont aussi convenu entre eux, en vertu du même Pouvoir; que comme le principal but de cette Alliance est de maintenir & de conserver la Paix & la Tranquillité de l'Europe, auquel on ne sauroit douter que les Etats Généraux (des Provinces-Unies des Pais-Bas ne soient disposez de concourir & de donner leur assistance, l'on prendra de concert la première occasion convenable pour les y inviter; & Leursdites Majestez Britannique & Très-Chrétienne promettent & s'engagent en même tems de maintenir le Traité d'Alliance Défensive fait à la Haye entre le Roi Très-Chrétien & les Etats Généraux, le 4. Janvier 1717. N. St. & que rien ne se fera directement, ou indirectement, au préjudice d'icelui.

En témoignage de quoi nous avons signé ces Présentes, en vertu de nos Pleins-pouvoirs, & y avons fait mettre les Sceaux de nos Armes. Fait à Madrid le 13. Juin 1721.

Signé,

(L.S.) W. STANHOPE.

(L.S.) LANG. MAULEVRIER.

[HH.]

1724.

*Traité entre l'Empereur & le St. Siège, pour la
Restitution de Comacine; conclu à Rome en
1724 Copie Authentique.*

Cum salutis publicæ, & Orbi præsertim Christiano omnino conveniat, stabilem inter Pontificiam, & Cæsaream Aulam Concordiam servari, colique, & post occupatum casu Comacinum Summi nuper Pontifices per suos respectivè Ministros, & Nuntios continuo institerint, dictum Comacinum in eum in quo prius erat, statum restitui nec antea Pacem, Concordiamque futuram. Cumque his, aliisque gravissimis pro salute publica tandem mota rationibus Sacra Cæsarea Majestas Carolus Sextus Romanorum Imperator pro distinctissima sua, quæ in Sanctam Romanam Ecclesiam, & Apostolicam Sedem fertur, æquanimitate probe cognoverit rem hanc in eâ, quæ usque huc versata fuit conditione absque periculo publico perillere diutius non posse, ea propter momentulum hoc Negotium pro re interim componendâ Excellentissimo & Reverendissimo Domino Cardinali Alvaro Cænsuegos tandem committendum duxerit, qui vigore Imperiali Plenipotentis propriâ Sacræ Cæsareæ Majestatis manu, & Sigillo munitæ cum Plenipotentiaro Pontificio per Litteras in formâ Brevis expeditas munito rem ipsam susceperet.

Hinc prænominati Ministri Plenipotentiarum nomine, & plenâ facultate ut supra in Articulos sequentes circa demittendam possessionem Comacini, salvo cujuscunque Jure, convenerunt, videlicet

Primo, Promitti à Summo Pontifice pro se suisque Successoribus Romanæ Pontificiæ Sedesque Apostolicæ, se, eodemque nec ratione damnorum quæ occasione Comacini sive ante, sive per, sive etiam post apprehensionem à Copia Cæsareâ ejus Possessionem Territorio Sedis Apostolicæ, ejusque Subditis, quocunque demum modo illata fuissent, neque ratione fructuum ex Comacino hætenus perceptorum, ulli unquam tempore à Sacra Cæsareâ Majestate, Serenissimæque Domo Austriacâ quodpiam postulatuuros, neque etiam à Subditis, & Incolis Comacinentibus eo nomine ullos indemnitas, aut reparationis sumptus exacturos, quinoniam vi hujus Articuli omnes illas, aliasque ejusmodi prætensiones pro penitus sublatis perpetuo habendas esse.

Secundo, Possessionem Comacini à Sacra Cæsareâ Majestate eo tantaxat Pacto dimitti, ut in eandem Sedes Apostolica restitueretur ut prius, ita scilicet ut neque eadem Sedi Apostolicæ per hanc restitutionem aliquid novi Juris tributum, neque Imperio, vel Domui Austriacæ quodquam Jus sublatum esse censeatur, sed Sacræ Cæsareæ Majestatis, & Imperii, Domusque Austriacæ Jura omnia tam respectu Possessorum, quam Possessionis salva remaneant, neminiq; ex hoc actu præjudicium ullum irrogatum intelligatur usque dum cognitum fuerit, ad quem Comacinum pertineat.

Tertio

Tertio, Convenisse de Amnestia generali pro omnibus Subditis, & Incolis Comacensibus, & specialiter pro iis, qui à tempore prædictæ occupationis, vel etiam antea suam erga Cæsaream Majestatem, & Imperium devotionem peculiariter testati vel Comachi Politici, Civilibus, Oeconomicis, aut Militaribus Officiis functi vel etiam ex causis sive publicis, sive privatis ad Aulam Cæsaream ejusve Administratos ablegati fuerunt; ac proinde vigore hujus Amnestiæ prædictis Subditis, & Incolis Comacensibus nec quoad Personas neque quoad Bona, statum, vel securitatem ex præmemoratis, alijsve hujusmodi causis quidquam molestiæ, aut impedimenti directè, vel indirectè inferendum esse. Porro facta lecta servari omnia Jura, Privilegia, Immunitates, & Prærogativas, quibus Subditi, & Incolæ Comacenses ante supradictam occupationem usi, & potiti sunt, vel uti, aut potiri debuissent.

Cum verò Innocentius Decimus Tertius, priusquam stipulati hi Articuli plenum effectum sortiti erant, rebus humanis exemptus ejusdemque in Sede Pontificiâ Successor Benedictus Decimus Tertius eadem mente pariter sit, atque vigore lvarum requisitionum die 22. Julii nuperi insistat, ideoque suum nunc Ministrum plenè etiam cum facultate instruxerit, munierique, prout tenor appositus in fine hujus Conventionis exhibet.

Itaque Plenipotentarius Pontificius nomine Summi Pontificis, & Camere Pontificiæ recipit, & pro receptâ ex nunc haberi vult, restitutionem realis Possessionis dictæ Civitatis Comacensis, aliorumque Locorum occupatorum, & Pertinentiarum in eo, in quo prius erant, statu, juxta præsentis Conventionis modum, & Articulos præinsertos acceptat, eodem etiam nomine promittens ea, quæ à Summo Pontifice præstanda in prædictis Articulis continentur.

Insuper prædictus Excellentissimus & Reverendissimus D. Cardinalis Alvarus Cienfuegos nomine, quo supra, promittit pro pleno atque integro effectu dictæ dimissionis, & restitutionis, & Præsidia Cæsarea, eorumque Milites intra tres Menses à die Ratificationis computandos à dictâ Civitate Comacensi, Locisque occupatis recessuros, & tam Militares, quam Civiles cujuscunque generis Officiales juxta consuetum in hujusmodi evacuationibus modum, suppediatis tamen Navigiis, vel curribus, & jumentis pro locorum opportunitate necessariis ad alportanda Bellica, & propria eorum mobilia, adeò ut integrum, liberumque Summo Pontifici sit Præsidium suorum Militum inducere, & collocare, ibidemque potestatem libere, ut prius exercere.

Denique promittunt etiam memorati Eminentissimi & Reverendissimi D D. Cardinales, omnium & singulorum, quæ in præsentis Instrumenti Articulis contenta sunt, Ratificationem intra quadraginta dies ex Pontificiâ, & Cæsareâ Aulâ secuturam esse.

Pro quibus prædictis omnibus observandis, & implendis uterque ex dictis Eminentissimis & Reverendissimis D D. Cardinalibus Plenipotentarius tactâ Cruce Pectorali juravit, & manu propriâ duplex Exemplum præsentis Instrumenti mutux Conventionis subscripsit, & signavit, ut unum eorum penès præfatum Eminentissimum Plenipotentarium Pontificium, & alterum penès

dictum Eminentissimum Cienfuegos existat. Actum Romæ vigesima quinta Novembris Anno Millesimo septingentesimo quarto.

(L. S.) Ego Fabritius Episcopus
Portuensis S. R. E. Cardinalis Paulus
Sanctitatis Plenipotentarius as-
firmo, promitto, & juro, ut supra.

(L. S.) Ego Alvarus Tit. S. Bar-
tholomæ in Insula S. R. E. Cardina-
lis Cienfuegos, Sac. Caf. & Cathol.
Majestatis Plenipotentarius affirmo,
promitto, & juro, ut supra.

Tenor Plenipotentie Pontificiæ.

*Ven. Fratri Nostro Fabritio Episcopo Portuensi & S. Rufinæ S. R.
E. Cardinali Paulus nuncupato, Benedictus Papa Decimus
Tertius.*

VEN. FRATER NOSTER salutem &c. De Tuâ spectatâ fide, prudentiâ, integritate, & in rebus agendis dexteritate plenam in Domino fiduciam habentes motu proprio, & ex certâ scientiâ & maturâ deliberatione Nostri, deque Apostolicæ Potestatis Plenitudine Te ad incundam Conventionem per quam Sedes, seu Camera Nostra Apostolica dimissionem, & possessionem Comacini, ac Pertinentiarum, aliorumque locorum recipiat, in Nostrium, & Sedis prædictæ Plenipotentiarum tenore præsentium nominamus, constituimus, & deputamus. Tibique ut Nostro, & dictæ Sedis nomine cum Dilecto Filio Nostro Alvaro S. R. E. Presbytero Cardinali Cienfuegos nuncupato, quem Charissimus in Christo Filius Noster Carolus Hispaniarum Catholicus, & Romanorum Rex in Imperatorem Electus, laudabili causarum tollendarum studio ductus sufficienti ad id Mandato munivit, de dimissione ac receptione Possessionis Comacini ac Pertinentiarum aliorumque locorum hujusmodi agere, aliaque tractare & concludere liberè & licitè possis, & valeas, plenam, & amplam facultatem harum serie concedimus, & impertimur. Decernentes validum, & efficax fore, quidquid earumdem præsentium vigore Tu egeris, tractaveris, & concluseris, id omne acceptum & gratum, firmumque ac ratum habere, nec non observare, complere, & exsequi in Verbo Romani Pontificis promittentes. In contrarium faciendis non obstantibus quibuscunque. Datum apud S. Mariam Majorem sub annulo Piscatoris die primâ Septembris 1724. Pontificatus nostri anno primo.

(L. S.) FR. Cardinalis OLIVERIUS.

Tenor Plenipotentie Cæsareæ.

NOS CAROLUS Sextus Divinâ favente Clementiâ Electus Romanorum Imperator semper Augustus &c. *plene Tit.* Notum, testatumque facimus tenore præsentium Universis, quod Nos Reverendissimum in Christo Patrem D. Alvarum S. R. E. Cardinalem Cienfuegos, Episcopum Cata-

rica-

placitum S. Bartholomæi in Insulâ Presbyterum, ejus prudentia, & inter-
pretus. Nobis jam dudum, & continuo probatae sunt, in Plenipotentiarum
Nostrum Cæsareum constituenimus, prout eundem vigore harum constitui-
mus, dantes plenam ipsi facultatem cum Secretario Statûs Reverendissimo
in Christo Patre Domino Fabritio Episcopo Portuensi & S. Rufinæ Presby-
tero S. R. E. Cardinali Paulutio, quem Benedictus Decimus Tertius Sum-
mus Pontifex pro hac causâ, & Negotio destinavit, atque soltâ Plenipo-
tentiâ vigore Brevis de primâ Septembris nuperi munivit, super conficiendo
publico Instrumento, quo Camera Romana dimissionem, & possessum Co-
macli uti prius, recipiat, conveniendi, tractandi, Tractatum concludendi,
signandique, verbo nostra Cæsareo promittentes, quod Nos eandem Con-
ventionem, & Instrumentum omnino approbaturi, ratum, gratum, firmum-
que habituri simus, in quorum fidem, ac robur hasce manu Nostrâ subscrip-
tas, Sigilloque Nostro Imperiali muniri jussimus. Datum in Civitate Nostrâ
Viennæ die 21. Octobris Anno 1714. Regnorum Nostrorum, Romani Deci-
mo quarto, Hispanicorum vigesimo secundo, Hungarici & Boemici verò
pariter Decimo quarto.

(L. S.) CAROLUS.

Et JOHANNES GUILLIELMUS Comes de WURNBRANDT.

Ad Mandatum Sacre Cæsareæ Majestatis proprium
B. W. Nob. Dom. de GEORGETHAL.

Tenor Ratihabitionis Pontificiæ.

BENEDICTUS PP. XIII.

Ad perpetuam rei memoriam.

CUM nuper, nempe die vigesima quinta Mensis Novembris proximè præ-
teriti per Venerabilem Fratrem Nostrum Fabritium Episcopum Por-
tuentem & S. Rufinæ S. R. E. Cardinalem Paulutium nuncupatum, Nos-
trum, & Sedis Apostolicæ Plenipotentiarium, ac dilectum Filium Nostrum
Alvarum ejusdem S. R. E. Presbyterum Cardinalem Cienfuegos etiam nun-
cupatum Charissimi in Christo Filii Nostri Caroli Hispaniarum Catholicæ, &
Romanorum Regis in Imperatorem electi similiter Plenipotentiarium, quæ-
dam super Dimissione, ac respectivè receptione possessionis Comacli, ac Per-
tinentiarum, aliorumque locorum occupatorum Capitulationes conveni-
& subscriptæ fuerint, quarum, ac utriusque Plenipotentiarum hujusmodi tenor
est qui sequitur videlicet:

Cum Saluti publicæ &c. INSERATUR.

Hinc est, quod Nos Capitulationes hujusmodi stabili, perpetuâque firmi-

tate subsistere, & inviolabiliter servari cupientes motu proprio, ac ex certa scientiâ, & maturâ deliberatione Nostris, deque Apostolicæ Potestatis plenitudine Capitulationes præinsertas tenore præsentium perpetuò ratificamus, & ratas habemus, ac promissa per dictum Fabritium Cardinalem Nostrum, & prædictæ Sedis Plenipotentiarum in Capitulationibus prædictis sincere, & inviolabiliter ex Nostra, ejusdemque Sedis parte adimpletum, & servatum iri in verbo Romani Pontificis promittimus. Decernentes Præsentis Litteras nullo unquam tempore de subreptionis, aut nullitatis vitio, vel intentionis Nostræ, aut alio quocumque quantumvis magno, & inexcogitabili defectu notari, & impugnari posse, sed semper, & perpetuo firmas, validas, & efficaces existere, & fore suosque plenarios, & integros effectus sortiri, & obtinere, ac inviolabiliter servari debere. Non obstantibus quibuscumque Apostolicis, ac in Universalibus, Provincialibusque, & Synodalibus Conciliis editis generalibus, vel specialibus Constitutionibus, & Ordinacionibus, ac quatenus opus sit, Nostra, & Cancellariæ Apostolicæ Regula de Jure quæsito non tollendo, cæterisque contrariis quibuscumque. Quibus omnibus, & singulis illorum tenores præsentibus pro expressis & ad verbum insertis habentes, illis aliàs in suo robore permanentibus ad præmissorum effectum specialiter & expresse derogamus, cæterisque contrariis quibuscumque. Datum Romæ apud S. Petrum sub Annulo Piscatoris. Die prima Januarii 1725. Pontificatûs nostri Anno primo.

(L. A. P.) FR. Cardinalis OLIVERIA.

Sequitur Tenor Ratihabitionis Cæsareæ.

CAROLUS SEXTUS &c. *pleno Tit.* Notum, testatumque facimus omnibus & singulis, quorum interest, aut quomodolibet interesse poterit, quod cum inter Summi Pontificis, Benedicti Decimi Tertii, ac Cæsareum Nostrum Ministros Reverendissimum in Christo Patrem Dominum Fabritium Episcopum Portuensem & S. Rufinæ Presbyterum S. R. E. Cardinalem Paulotium & Statûs Secretarium, nec non Reverendissimum in Christo Patrem Dominum Alvarum S. R. E. Cardinalem Cienfuegos, Episcopum Cataniensem S. Bartholomæi in Insula Presbyterum plena cum facultate utrimque munitos, die vigesima quinta Novembris Anno millesimo septingentesimo vigesimo quarto sequens Conventio inita, & conclusa fuerit, quæ incipit.

Cum Saluti publicæ &c. INSERTUR.

Nos prædictam Conventionem sic initam, & conclusam, in omnibus ac singulis ejusdem Articulis laudaverimus, approbaverimus, confirmaverimus: & ratam habuerimus, quemadmodum eandem hisce laudamus, approbamus, confirmamus, & ratam habemus promittentes verbo nostro Imperiali,
Nos

Nos omnes, & singulos Articulos in dictâ Conventione expressos inviolabiliter observaturos, & adimpleturos, nec eisdem ullo modo contraventuros, aut quantum in Nobis erit, contraveniri passuros esse: in quorum maiorem fidem, & testimonium præsentibus ratificatorias manu Nostrâ subscriptas, Sigilli nostri Cæsarei appensione muniri iussimus. Quæ dabantur in Civitate nostrâ Viennæ die undecimâ Decembris Anno 1724. Regnorum Nostrorum Romani Decimo quarto, Hispanicorum vigesimo secundo, Hungarici & Boëmici verò pariter Decimo quarto.

C A R O L U S,

(L. S.) *Vt. Frus Car. Com. de SCHÖNBORN.*

Ad Mandatum Sacra Cæsarea Majestatis proprium.

B. W. Nob. Dom. de GEORGENTHAL.

[I I.]

1725. *TRAITÉ de Paix entre l'Empereur & le Roi d'Espagne, conclu à Vienne en 1725. tiré du Mercure Historique.*

IN NOMINE SACRO-SANCTÆ ET INDIVIDUÆ TRINITATIS; AMEN.

NOTUM sit universis & singulis, quorum interest, aut quomodocunque interesse potest.

Postquàm sub finem Anni Millesimi Septingentesimi, quo Rex Hispaniarum & Indiarum Catholicus CAROLUS Secundus, Inclytæ Memorix, improlis è vita decessit, cruentum, diuturnumque Bellum super Successione in ejusdem Regna, inter Serenissimum & Potentissimum Principem ac Dominum LEOPOLDUM, Romanorum Imperatorem, Hungariæ, Bohemiæque Regem, Archi-Ducem Austriæ, &c. Pientissimæ recordationis ex una: & inter Serenissimum ac Potentissimum Principem Dominum PHILIPPUM V. Hispaniarum & Indiarum Regem Catholicum, in assistentia Serenissimi & Potentissimi Principis Domini LUDOVICI XIV. Galliarum Regis, ex altera parte exortum est, cui subinde Sacrum Romanum Imperium, Serenissimus quoque & Potentissimus Magnæ Britanniæ Rex GUILLIELMUS, Ejusque in Regno Successor Serenissima & Potentissima Domina ANNA, Celsique ac Præpotentes Status Generales Fœderati Belgii, Socii accesserunt: Pace verò Anno 1713. Trajecti ad Rhenum inter Istos factâ, Bellum, quod tunc inter Serenissimum & Potentissimum Principem Dominum CAROLUM, Romanorum Imperatorem hujus Nominis Sextum, ac Imperium ex una, ac altcfatum Galliarum Regem ex altera parte adhuc perdurabat, per subsequutam Anno 1714. Pacem Badensem quoque deletum: Tandem & illi Belligerum motus, qui altcfatam inter Suam Majestatem Cæsaream Catholicam, & Regem

Hispaniarum Catholicum PHILIPPUM V. adhuc servebant, per Accessionem ad Tractatum Londini dñe (2 Aug St n.) 22 Julii St v. 1718 initum, acceptationemque Conditionum utriusque eorum, prout & Regni Sardiniae in eo propositarum felici quoque Numine sedati fuerunt, certis Articulis inter eos adhucdum controversis ad particularem Congressum subinde in Urbe Cameraci institutum remissa, sub Amici Mediatoris Officii Serenissimi & Potentissimi Regis Galliarum LUDOVICI XV ac Serenissimi & Potentissimi Regis Magnae Britanniae GEORGIJ definendis. Quo quidem in loco per Plenipotentarios ab omnibus Partibus eo missos sub praefata Mediatione & triennio abhinc operose quidem, verum ob varia impedimenta, absque fructu expectato allaboratum fuit, quod ipsum, cum & ipse nulla felicius in futurum successus affligeret, in causa erat, quod Serenissimus Hispaniarum Rex Catholicus Consilium cepit, dicta adhuc controversa Puncta cum Sua Majestate Caesarea & Catholica in ipsa Urbe Viennensi per Ministros utrumque ad id opus cum plena potestate munitos amice definendi, ad quod Sua Majestas Caesarea Catholica Celsissimum Principem ac Dominum Eugenium Sabaudiae & Pedemontium Principem, athenae Suae Majestatis Caesarem Catholicae Consilium actuale Intimum, Consilii Aulico-Bellici Praesidem suumque Locumtenentem Generalem, Sacri Romani Imperii Campi Marschallum, ac Eiusdem Statuum per Italiam Vicarium Generalem, Aurei Velleri Equitem nec non Illustrissimum & Excellentissimum Dominum Philippum Ludovicum Sacri Romani Imperii Thesaurarium Haereditarium Comitem a Sinzendorf, Liberum Baronem in Frosdbrunn, Dominum Dynastiarum Gioll, Superioris Sclaviz, Porliz, Sabor, Mulzig, Looz, Zaan, & Droskau, Burggravium in Reineck, supremum Haereditarium Scutiferum ac Praefectorem in Superiori & Interiori Austria, Haereditarium Pincernum in Austria ad Anatum, Aurei Velleri Equitem Sacrae Caesareae Catholicae Majestatis Camerarium, actuale Consilium Intimum, ac Primum Aulicæ Cancellarium, ac Illustrissimum & Excellentissimum Dominum Gundaccarum Thomam Sacri Romani Imperii Comitem de Starhenberg, in Schaumburg & Wazenberg, Dominum Ditionum Eschelberg Liechtenhag, Rosteneq, Freystatt, Haus, Oberwalke, Senffenberg, Bottendorf, Hatwan, Aurei Velleri Equitem, Sacrae Caesareae Catholicae Majestatis Consilium Intimum actuale, Archiducatus Austriae Superioris & Inferioris Marchallum Haereditarium. Sua Majestas vero Regia Catholica Illustrissimum & Excellentissimum Dominum Joannem Guillelmum Baronem de Ripperda, Dominum de Jenicma, Erglenburgh, Poelgeest, Koudekente, & Furwert, Judicem Haereditarium de Hamsterland & Campen, nominare. Qui habitu inter se colloquii tandem in sequentes Articulos & Conditiones convenere, commutatis prius Plenipotentis.

ARTICULUS PRIMUS.

PAX sit Christiana, universalis, perpetua, veraque amicitia inter Suam Caesaream Catholicam Majestatem, utrumque eorundem Haeredes, & Suc-

Successeurs, Regna Hereditaria, horum Subditi, & Provincias, eaque ita sincere servetur, & colatur, ut utraque Pars alterius utilitatem, honorem, & commodum promoveat, damna vero, & injurias avertat.

II. Basu, & Fundamentum, Regula, ac Norma istius Pacis est, & sit Tractatus Londinensis de die (2. Aug. St. n.) 22. Julii St. v. Anni 1718, propositæque in eo Pacis conditiones, à Sua Majest. te Cæsarea Catholica eidem ipsâ die, à Rege Catholico vero Madridi 20. Januarii, & die 17. Februarii Anno 1720. Hagæ-Comitum approbatæ, & in vim Pacis perpetui mutuò acceptatæ, vigore quarum præfatus Rex ad reparanda ea, quæ contra Pacem Badensem die 7. Septembris 1714. conclusum, prout & contra Neutralitatem per Tractatum die 14. Martii 1713. pro Italia stabilitum turbata fuerunt, actu restituit Sux Majestati Cæsareæ Insulam & Regnum Sardinie in eo statu, quo erat tunc, cum illud occupavit. Renuntiavitque Sux Majestati Cæsareæ omnia Jura, Præteniones, Rationes, & Actiones in dictum Regnum, ita, ut Sua Majestas Cæsarea de illo cetero de re sua plene libereque ad eum modum, juxta quem Amore boni publici fecit, disposuerit.

III. Quandoquidem unica, quæ excogitari potuit, ratio ad constituendum duraturum in Europa æquilibrium ea visa fuit, ut pro regula statueretur, ne Regna Galliæ & Hispaniæ, ullo unquam tempore in unam eandemque Personam, nec in unam eandemque Lineam coalescere, uniusque possent, istæque dux Monarchiæ perpetuis futuris temporibus separatæ remanerent, atque ad obfirmandam hanc Regulam, tranquillitati publicæ adeo necessariam, II. Principes, quibus Nativitatis prærogativa juxta in utroque Regno succedendi tribuere poterat, uni e duobus pro se, totaque sua Posteritate solenniter renuntiaverint, adeo ut ista utriusque Monarchiæ Separatio in Legem fundamentalem abierit in Comitibus Generalibus vulgo *Las Cortes*, Madridi die 9. Mensis Novembris 1712. receptam, & per Tractatum Trajectensem die 11. Aprilis 1713. consolidatam, Sua Majestas Cæsarea Legi ad eam necessariæ & salutari ultimum complementum datura, atque omnem similitæ suspitionis ansam tollere, tranquillitati publicæ consulere volens, acceptæ, & consentit in ea quæ in Tractu Trajectensi super jure, & Ordine Successionis in Regna Franciæ, & Hispaniæ acta, sancta, & transacta fuerunt, renuntiavitque tam pro se, quam pro suis Heredibus, Descendentibus, & Successoribus Maribus & Feminis, omnibus Juribus, omnibusque in universum Prætenionibus quibuscunque, nullâ penitus exceptâ, in quæcunque Regna, Ditiones, & Provincias Monarchiæ Hispanicæ, quarum Rex Catholicus per Tractatus Trajectenses agnitus fuit Legitimus Possessor, prout jam solennes desuper Renunciationis actus in omni meliore forma expediri, eisque publicari, & in acta loco congruo referri curavit, ac super his Instrumenta solita Sux Majestati Catholicæ, Patribusque Compaciscentibus actu jam extradidit.

IV. In vim dictæ Renunciationis, quam Sua Majestas Cæsarea amore Universalis Europæ Securitatis, habitâ quoque eâ ratione, fecit, quod Dominus Dux Archiducensis, Juribus, & Rationibus suis in Regnum Hispaniæ pro se & pro

pro suis Descendentibus, sub ea Conditione renunciaverit, ne Imperator, aut ulius ejusdem Descendentium in dicto Regno succedere unquam possit, Sua Majestas Cæsarea Catholica agnoscat Regem PHILIPPUM V. Legitimum Hispaniarum & Indiarum Regem, licet præterea eundem, ejusque Descendentes, Heredes, & Successores. Masculos & Feminas, pacifice frui cunctis in Ditionibus Monarchiæ Hispanicæ in Europa, in Indis, & alibi, quarum possessio ipsi per Tractatus Trajectenses asserta fuit, neque cum in dicta possessione directe vel indirecte turbabit unquam, aut ullum Jus in dicta Regna, & Provincias sibi sumet.

V. Pro Renunciatione, atque Agnitione à Sua Majestate Cæsarea in præcedentibus duobus Articulis facta, Rex Catholicus vicissim renunciat, cum suo, quam suorum Heredum, Descendentium, & Successorum Marum & Feminarum Nomine, Sux Majestati Cæsareæ, ejusque Successoribus, Heredibus, & Descendentibus Masculis & Feminis, cuncta Jura, ac Rationes quascunque, nullâ penitus exceptâ, in omnia & quælibet Regna, Provincias & Ditiones, quæ vel quas Sua Majestas Cæsarea in Italia, vel in Belgio actu possidet, eique vigore Tractatus Londinensis obveniunt, abdicatque se universim omnibus Juribus, Regnis, & Provinciis, quæ olim ad Monarchiam Hispanicam sive in Belgio, sive in Italia pertinerunt, quas inter Marchionatus Finaliensis à Sua Majestate Cæsarea Republicæ Genuensi Anno 1713 . . . cessus, dñerte quoque comprehensus intelligatur, super quo solennes Renunciationis actus in omni meliore forma jam expediti, eoque publicari, & loco congruo in acta referri actu curavit, ac super his Instrumenta condita Sux Majestati Cæsareæ, & Partibus compaciiscentibus extraxit. Sua Majestas Catholica renunciat pariter Juri reversionis ad Coronam Hispaniæ sibi super Regno Sicilia reservato, omnibusque aliis actionibus, & prætensionibus, quarum prætextu Sux Majestatem Cæsaream, ejus Heredes, & Successores, directe, vel indirecte tam in supradictis Regnis, & Provinciis, quam in cunctis aliis Ditionibus, quæ actu in Belgio, & Italia, vel ubicunque alibi possidet, turbare possent.

VI. Sua Majestas Cæsarea in contemplationem Serenissimæ Hispaniarum Regine consentit jam sub reservato Imperii consensu, eoque subinde obtento iterum consentit, ut, si quando Ducatum Hetruriæ, prout & Ducatus Parma & Placentiæ, seu agnita à Partibus compaciiscentibus in Tractatu Londinensi indubitata Imperii Feuda Masculina, ex deficientia sexus Masculini vacare unquam, atque Imperatori & Imperio speriri contingeret, is Filius præfatæ Regine Primogenitus, hujusque Descendentes Masculi ex Legitimo Matrimonio nati, atque deficientibus, secundo alique Post geniti ejusdem Regine Filius pariter cum eorum Posteris Masculis ex Legitimo Matrimonio nati Juri perpetuo Primogenituræ juxta Leges, ac Consuetudines Imperii Feudales in dictis Ducatibus, ac Terris ad eos in Hetruria pertinentibus succedant. In cujus rei securitatem Sua Majestas Cæsarea præfatis Principibus promissa Litteras Expectativas Eventualium Investiturarum continentes illo solito actutum expedire, Regique Catholico tradi curavit. Id tamen extra ullum dampnum, aut præjudicium eorum Principum,

puti, qui dictos Ducatus in præsent obtinent, salvâque illorum per omnia quæta possessione.

Placuit tamen Oppidum Laburni in perpetuum esse, & deinceps permanere, Portum Liberum, eo planè modo, quo nunc est.

Adpromittit insuper, obligatque scilicet Rex Catholicus, quod Oppidum Portus Longi una cum ea parte Insulæ Iliæ, quam in ea tenet, præfato Principi, suo & Reginae Filio cederet, traderetque, quamprimum ille tempore & ordine debito, ad actualem Hetruriae Ducatus possessionem pertingat.

Abdicatque a se, suisque Successoribus Hispaniarum Regibus, facultatem omnem, ex præfatis Ducatibus quidquam sibi asserendi, acquirendi, aut unquam possidendi: quin nec Tutelam Principis, cui illi Ducatus obveniant, suscipiendi, aut quocunque tempore gerendi.

Imperator, & Rex Hispaniarum, spondent, bonâ fide, se religiose observaturos, quæ in Fœdere Londinensi de non introducendo in dictos Ducatus, viventibus modernis eorum Possessoribus, proprio aut conductio militæ acta sunt, ita tamen, ut si quando casus aperturæ unus vel alterius Ducatus eveniat, Princeps Infans Don Carlos secundum Litteras Investituræ Eventualis ejusdem possessionem apprehendere possit.

VII. Sua Majestas Catholica renunciat pro se, suisque in Regno Successoribus, & Heredibus, Posteris item suis utriusque Sexûs in perpetuum Juri reversionis Regni Siciliæ ad Coronam Hispaniæ, Instrumento Cessionis de 10 Junii Anni 1713 erga Regem Sardiniae sibi reservato, Litterasque, ut vocant, Reversales de super contractas Suae Majestati Catholice una cum Instrumento Ratificationis istius Tractatus bonâ fide extradet salvo tamen Reversionis Jure in Insulam & Regnum Sardiniae juxta Art. II. Conventionum inter Imperatorem, & Regem Sardiniae sibi competente.

VIII. Imperator & Rex Catholicus spondent, mutuoque se obstringunt ad Detensibnem, seu Garantiam reciprocam omnium Regnorum, & Provinciarum, quæ, vel quas actu possident, aut quorum, quarumve possessio ad illos vigore Tractatus Londinensis per hoc Pacis Instrumentum confirmata jam pervenit.

IX. Ut utriusque perpetua oblivio, Amnestia, & generalis abolitio omnium eorum, quæ ab initio Belli moti verbis scriptis vel factis ab utriusque Subditi clam vel palam, directe seu indirecte, gesta, aut patrata fuerunt, Gaudeantque istâ generali Amnestia, & Abolitione omnes & singuli utriusque Subditi cujuscunque Status, Dignitatus, Gradus, Conditionis, aut Sexûs sint, tam Ecclesiastici, quam Militares, Politici, & Civiles, qui durante Bello Partes unius aut alterius Principis secuti sunt, vigore cujus universis & singulis permissum, & licitum sit, recipere plenariam Possessionem, & usufructum suorum Bonorum, Jurium, Privilegiorum, Honorum, Dignitatum, & Immunitatum, usque utantur, fruunturque æque libere ac in sub initium ultimi Belli, vel quo tempore uni alterive Parti adhaerere ceperunt, gavis, & fructi fuerunt, non obstantibus Confiscationibus, Arrestis, & Sententiis sub Bello factis, latis, aut publicatis, quæ pro nullis, & cœu non factis habeantur. Insuper virtute ejusdem Amnestiæ, & Abolitionis omnibus

& singulis Subditis, qui unam alteramve Partem secuti sunt, fas, liberumque esse, Patriam suam repetere, bonisque suis uti, frui, plant ac si Bellum de his disponere valere: Dignitas quoque Subditis durante Bello hinc inde collatur us pariter deinceps integrè permanendo, unumque agnoscantur.

X. Ad complanandas eas, quæ ratione Titulorum adhuc moere sunt, controversiæ, placuit, ut Sacra Cæsarea Catholica Majestas **CAROLUS VI.** Romanorum Imperator. & Sacra Regia Catholica Majestas Hispaniarum & Indiarum Rex **PHILIPPUS V.** Titulus utriusque assumptis unipositerum vitæ utriusque eorum durante utantur, Hæredes verò, & eorum Successores Titulos, dumtaxat eorum Regnorum, & Provinciarum, in quorum Possessione sunt, assument, alia vero abstant.

XI Dux Parmæ conservetur, & manuteneatur in Possessione omnium suorum Statuum, Jurum, & Actionum eo modo, quo tempore Signaturæ Tractatus Quadruplicis Fœderis fuit, Quæ vero cum sententiis Sæcæ Majestatis Cæsareæ Provincis subvertunt controversiæ, ex per Arbitros ab utraque Parte eligendos amicabilem decedantur.

XII Sua Majestas Cæsarea adpromittit, ordinem succedendi in Regno Hispaniæ receptum, atque per Tractatum Trajectensem, per Renunciationes item vi Quadruplicis Fœderis subiectum, nec non per pensum Pacis Instrumentum confirmatum, tueri se, Garantiamque decusque præstare, & quoties opus manuteneat velle, vicissim Rex Hispaniæ tueri, & garantiare quoque spondet, cum succedendi ordinem, quem Sæcæ Majestas Cæsarea ad mentem Majorum suorum in Serenissima sua Domo ex Pactis ejusdem antiquis, in forma Perpetui, Indivisibilibus, ac Inseparabilis Fidei-Commisii Primogenituræ affecti pro universis Sæcæ Majestatis utriusque Sexus Hæredibus, & Successoribus universorum Regnorum, Archiducatum, Ducatum, Principatum, Provinciarum, ac Ditionum, ad Serenissimam Domum Austriacam Jure Hæreditario spectantium, communi omnium voto susceptum, ac grato, submissoque animo agnitus, atque in vim Legis, Sanctionisque Pragmaticæ perpetuo valituræ in publica monumenta relatus fuit.

XIII. Super Dotibus, Serenissimarum Infantum **MARIÆ**, & **MARGARITÆ**, Romanorum Imperatricum, ita conventum est, ut constituta pro illa Hypotheca, Urbes videlicet, Oppida, & Terræ, ex quibus fructus, seu uluræ annuæ pro ratione sortis stipularæ percipiebantur, restituatur, vel loco illarum Dotium, & Hypothecæ sortis ipsa in ære parato semel pro semper una cum fructibus tam antè obitum Regis **CAROLI II.** quam post acceptatum Tractatum Londinensem ex us perceptis Sæcæ Majestatis Cæsareæ persolvantur.

XIV. Super Debitis hinc inde contractis ita convenit, ut quemadmodum Sæcæ Majestas Cæsarea Catholica Debita in Catalonia à se, vel ejus Nomine contracta, exolvit, & quæ adhuc liquido extant, persolvenda in se recipit, ita quoque Debita à Ministris Serenissimi Hispaniarum Regis **PHILIPPI V.** nomine Sæcæ Majestatis in Belgio, Mediolani, Neapoli, & in Sicilia contracta, Sæcæ Majestas Regia exolvit, vel Creditores contentos reddet.

Quem

Quem in faciem Commissarii ad separanda, liquidandaque dicta Debita intra bimestre à subscripta Pace ac utraque Parte constituentur.

XV. Cùm etiam super Restitutione Palatiorum Romæ, Viennæ, & Haga-Comitis existentium variè actum sit, tandem superius ita transactum fuit, ut Palatium Haga-Comitis extans cum Viennensi compensetur. Pro Palatio Romano verò Rex Catholicus Imperatori dimidium ejusdem pretium, seu valorem exsolvat.

XVI. Sub hoc presenti Pacis Tractatu comprehenduntur illi, qui intra unius anni spatium ab una, alteraque Parte ex communis consensu nominabuntur.

XVII. Pacem hoc modo conclusam promittunt Commissarii Cæsarei, & Regius Legatus, Plenipotentarii ab Imperatore, & Rege Catholico, ad formam hic mutuo placitam ratihabitum, & Ratificationum Instrumenta intra bimestre spatium, aut citius si fieri possit, hic reciprocè commutatum iri.

XVIII. Porro cùm Renunciationes hinc inde factæ, de quibus suprà frequentior mentio facta est, partem istius Tractatus inter cæteras præcipuam, integramque efficiant, quantumvis ex, utpote in solemni forma utrinque ratihabitæ plenum robur, vigoremque suum jamjam obtineant, attamen eas majoris confirmationis gratiâ huic Tractatui annexare placuit.

Fiat insertio.

XIX. In quorum fidem, roburque, tam Cæsarei Commissarii, quàm Regius Legatus, Plenipotentarii Tabulas has propriis manibus subscripserunt, & Sigillis suis muniverunt. Acta hæc sunt Viennæ Austriæ Trigesimâ Die Mensis Aprilis Anno Domini millesimo septingentesimo vigesimo quinto.

(L. S.) EUGENIUS à SABAUDIA.

(L. S.) J. G. BARO DE RIPPERDA.

(L. S.) PHILIPPUS LUDOVICUS COMES à SINZENDORF.

(L. S.) GUNDACCARUS COMES à STARHENBERG.

Declaratio Regis Hispaniæ.

PHILIPPUS Dei gratiâ Castellæ, Legionis, Aragoniæ, utriusque Siciliae, Hierosolymarum, Navarræ, Granatæ, Tolleti, Valentia, Galleitiæ, Majoricarum, Hispalis, Sardinia, Cordubæ, Corsicæ, Murcia, Giennæ, Algarbiæ, Algeciæ, Gibraltaris, Insularum Canariæ, Indiarum Orientalium, & Occidentalium, Insularum & Continentis Maris Oceani, Rex: Archidux Austriæ, Dux Burgundiæ, Brabantia, & Mediolani, Comes Hapsburgi, Flandriæ, Tyrolis, & Barcinonis, Dominus Biscagiæ, & Molinæ, &c. &c. Cùm per Articulum Septimum Tractatus Pacis, & Amicitia, inter Serenissimum, & Potentissimum Romanorum Imperatorem Dominum CAROLUM hujus Nominis Sextum, & Nos, paucis abhinc diebus solemner concludi, per utriusque Partis Ministros Oratores, Legatos Extraordinarios, & Plenipotentarios Viennæ in Austria die trigesimâ Aprilis Anno

inferius notato, percussu, atque subscripti, & à nobis novissimâ die vigesima quinta Mensis Maji, in Regia Nostra Aranjuez dicta secundum ipsius Tenorem, & formam ex animi sententiâ acceptati, approbati, & ratihabiti, Enuncietur, proponatur, & asseratur, quod Nos Rex Catholicus, pro Nobis, Nostrisque in Regno Successoribus & Hæredibus, Posteris item Nostris utriusque Sexus in perpetuum Juni Reversionis Regni Siciliæ ad Coronam Hispaniæ, in Instrumento Cessionis de 10. Junii Ann. 1713 erga Regem Sardiæ Nobis reservato, renunciavimus, Litteras, ut vocant, Reversales desuper confectas Suae Majestati Cæsareæ una cum Instrumento Ratihabitionis istius Tractatus bonâ fide extradituri, &c. Nobis plane necesse videtur, his presentibus notum facere, & aperire, sicut re ipsa notum facimus, aperimus, & declaramus, asserimus, & asseveramus, quod quantum Nos, cum Serenissimo Principi Sabaudæ Duci, nunc Sardiæ Regi, Regnum Siciliæ cessimus, sui ipsius Reversionis ad Coronam Hispaniæ Nobis reservavimus, nihilominus Litteras, ut vocant, Reversales, desuper conficiendas, & expediendas, confectas unquam, aut expeditas fuisse, prout in prædicto Articulo Septimo ponitur, asseritur, usque adhuc penitus uticimus, & ignoramus, & si recipie confectæ, absolutæ, & expeditæ fuerint, quod quidem prius Nobis latet, nunquam nobis traditæ sint, ipsæque nec accepimus, in potestate Nostra nec sunt, nec unquam fuerunt, quandoquidem vel etiam earum notitia Nos fugit, & præterit quapropter traditionem per prædictum Articulum Septimum conventam, quam ipsius rei promissæ defectus & inexistens adimplere vetat, prout fit Nobis est, excusationem haberi à Sua Cæsareæ Catholica Majestate ingenuè cupientes, quod in Nostra potestate est, sinceritas suggerit, candorque funder, lubenter exequimur, & continuo perficimus, testificando, spondendo, & promittendo, quod si quandoque præfatas Reversales Litteras, & Reversionis Instrumenta confectas seu confecta, & absoluta fuisse constaret, & confecta reperiri, aut detegere eveniret, si Nobis insens in nostra potestate sint, bonâ fide, objecta omni procrastinatione, restituemus, & extrademus Suae Cæsareæ Catholicæ Majestati, & si forte in aliena, restitui, & extradi eidem Majestati, omnibus viribus, & consibus Nostris curabimus, & ex nunc ad majorem firmitatem præfatum, de quo agitur, Instrumentorum annullantes, derogantes, & rescindentes, spondemus lubenter, atque promittimus, Sacramentum facientes in verbo, & fide Regia, cum pro Nobis tum pro Successoribus, Regnorum Nostrorum Hæredibus, id omne exequi, & perficere, atque adimplere, prout quomodocunque Nostræ voluntati subpaceat. In quorum fidem & validitatem præsentis Nostræ Declarationis Litteras, expediri mandavimus, manu Nostra subscriptas, Sigillique Nostræ Secreti appositione roboratas, & infrascripti Status Secretarii Nostræ refrendatis. Datum in Regia hac Nostra de Aranjuez nuncupata. Die Maji vigesima quinta Anno millesimo septingentesimo vigesimo quinto.

(L. S.) PHILIPPUS R.

JOHANNES AB OERNDATZ.

Ce Traité a été ratifié par l'Empereur le 16. Juin, & par S.M.C. le 29. Mai 1715.
1715. TRAITE

[KK.]

1725. *TRAITE' de Paix entre l'Empereur & l'Empire, d'une part, & le Roy d'Espagne d'autre part; conclu à Vienne en 1725. tiré du Mercure Historique.*

NOtum sit omnibus & singulis, quorum interest, aut quomodolibet interesse potest.

Cum Bello, quod præmatura Mors Serenissimi quondam Hispaniarum Regis Caroli Secundi per universam ferè Europam super Successione in ejus Regna, excitavit, cum Sacra Cæsarea Majestate Sacrum quoque Romanum Imperium accessissent; Pace porro per Tractatus, imprimis Trajectensem, deinde Badensem, tandem per eum, qui Londini (2 Augusti) Julii 12. Anno millesimo septingentesimo decimo octavo initus fuit, inter Partes Belligerantes majori ex parte reductâ id unum superesset, ut inspirante Deo, in cujus manu sunt corda Principum, Pax quoque inter Sacram Majestatem Cæsareo-Catholicam, & Sacrum Romanum Imperium ex una: Sacramque Majestatem Regio-Catholicam ex altera parte restabileretur, Tractatus verò Cameracensis, ob varias rerum vicissitudines ad optatum finem deduci hucusque non potuerit, ideoque modofatus Rex Hispaniarum ad conficiendum magnum hoc cum Majestate Cæsarea, Sacroque Romano Imperio Pacis negotium, Legatum suum Extraordinarium, & Plenipotentiarium Hispanicum sufficienter instructum, ad Aulam Imperialem misit, & in hunc finem, ac opus, Orbi Christiano tam salutarum, tamque necessarium Sacra Cæsarea Majestas Catholica pro sincero suo in communem Europæ salutem amore, ac studio promptas mox aures præbuit, atque suo Cæsareo, Sacrique Romani Imperii nomine in vim Plenipotentiar, ac requisitionis Statuum Imperii de die nonâ Decembris anni millesimi septingentesimi vigesimi secundi Consiliarios suos Statûs Intimos, nempe

Celsissimum Sacri Romani Imperii Principem Dominum Eugenium Sabaudia & Pedemontium Ducem, auræ Velleris Equitem, Consiliū sui Aulico-Bellici Præsidem, & Locumtenentem Generalem suum, ac Sacri Imperii Campi Marschallum, Regnorumque ac Statuum suorum Hæreditariorum per Italiam Vicarium Generalem.

Atque Illustrissimos, & Excellentissimos Dominos,

Philippum Ludovicum Sacri Romani Imperii Comitem à Seinsendorff, Sacri Romani Imperii Thesaurarium Hæreditarium, Liberum Baronem in Ernstbrunn, Dominum Dynastiarum Gfoll Superioris Seloviz, Porlitz, Sabor, Mulzig, Loos, Zaan, & Droskau, Burggravium in Rheinec, Supremum Hæreditarium Scutiferum, ac Dapicidam in Archiducatu Superioris & Inferio-

ferioris Austriæ, Hæreditarium Pincernam in Austria ad Anasum, auri Velleris Equitem, Sacræ Cæsareæ Majestatis Provinciarum Austriacarum Cancellarium Aulicum.

Gundaccarum Thomam Sacri Romani Imperii Comitem & Dominum de Starhenberg, in Schaumburg, & Waxenberg, Dominum Ditionum Eiseberg, Liechtenhag, Rotenegg, Freystadt, Haus, Oberwalsée, Scristenberg, Bodendorff, Hainwan, auri Velleris Equitem, Archiducatus Austriæ Superioris, & Inferioris Marschallum Hæreditarium Supremum.

Ernestum Fridericum Sacri Romani Imperii Comitem de Windischgraz, Liborum Baronem de Wallenstein & in Valle, Dominum Dominiorum Sancti Petri in Insulâ, Roten-Lotha, & Leopoldsdorff, Supremo-Hæreditarium per Ducatum Styriæ Stabuli Præfectum, auri Velleris Equitem, Consilii sui Imperialis Aulici Præsidentem, &c.

Fridericum Carolum Sacri Romani Imperii Consitem à Schönborn Borchemb, Wolffthal, Sacri Romani Imperii Dominum in Reichenberg, & Heppenheimb, & Comitem in Wisemheid, Dominum in Gölteradorff, Schonborn, Aspersdorff, Weirburg, & Parschenbrunn, Weiler, Geubach, & Pommersfelden &c. Supremum in Archiducatu Austriæ infra & supra Anasum, Hæreditarium Dapiferum, Imperialis Ecclesiæ Bambergensis Coadjutorem, Majestatis Cæsareæ, & Sacri Romani Imperii Pro-Cancellarium Aulicum.

Tanquam Legatos suos Extraordinarios, & Pleni-potentiarios Cæsareos cum sufficiente Mandato, atque Potentiâ plena agendi, tractandi, concludendi, signandique nominaverit, ac instruxerit :

Prout Sua Sacra Regia Catholica Majestas suum Hispanum Legatum Extraordinarium,

Illustrissimum & Excellentiissimum Dominum Joannem Guillelmum Baronem de Ripperda, Dominum de Jersesse, Enghelensburg, Polgeest, Koudokente, & Ferwert, Judicem Hæreditarium de Humilertum, & de Campen.

Itidem cum sufficiente Mandato, plenâque Potentiâ agendi, tractandi, concludendi, signandique nominavit, ac instruxit :

Ideo præfati Domini Legati Extraordinarii, & Pleni-potentiarii, communitis Mandatorum Tabulis, habuisque inter se colloquiis in Leges & Articulus alius Pacis, qui sequuntur, convenerunt.

Articulus Primus.

Pax sit constans, perpétua, & universalis, ac amicitia vera Inter Sacram Cæsaream, & Catholicam Majestatem, ejusque Successores, totum Sacrum Romanum Imperium, omnesque ejusdem ac singulos Electores, Principes, Status, & Ordines, Vassallos, Clientes, & Subditos ex una, & Sacram Regiam Majestatem Catholicam, ejusque Hæredes, Successores, Clientes, & Subditos ab alterâ parte : eaque ita sincerè fervetur, & colatur, ut neutra Pars in alterius injuriam, dispendium, vel detrimentum, sub qua-

licun-

homines per textum, vel pretensione, quidquam molatur, aut molientibus, seu quodvis damnum inferre conantibus, consilium ullum, vel auxilium, quocumque illud nomine aut colore eveniat, prestare possit, aut debeat; sed potius utraque Pars alterius honorem, utilitatem, ac commodum serio promoveat, non obstantibus quibuslibet in contrarium fortè Pactis, vel Federibus, quando & quomodocumque factis, aut deinceps faciendis.

Articulus Secundus.

Sit perpetua utrimque Amnestia, & oblivio omnium eorum, quæ ultro citroque durante Bello, vel occasione Belli hostiliter acta sunt, ita ut nec eorum, nec ullius alterius rei causâ alter alteri quicquam molestiæ directè, viâ facti, vel sub specie Juris uspiam inferat, aut inferri patiatur.

Gaudéant etiam hac amnestia, ejusque beneficio, & effectu omnes utriusque Partis Vassalli, Clientes, & Subditi, hac tamen addita declaratione, ut quæ in Tractatu Neutralitatis Hagæ-Comitum Anno millesimo septingentesimo decimo tertio ratione Principum, Vassallorum, & Subditorum Imperii in Italia statuta, & in Pace Badensi Articulo trigésimo cum Rege Galliarum inita confirmata fuerint, in præsentis Tractatu pro repetitis habeantur, ac ab utraque parte inviolatè observentur.

Articulus Tertius.

Virtute hujus Tractatus plenè restituantur, & restituta sunt à subscripta Pace, Comercia inter Sacræ Cæsareo-Catholicæ Majestatis, Imperique, & Sacræ Regio-Catholicæ Majestatis, Regnique Hispaniarum Subditos in eam, quæ ante Bellum fuit, libertatem, fruanturque utrinque omnes, & singuli, nominatim Urbium Imperialium, & Emporiorum Hanseaticorum Cives, & Incolæ Terra, Marique plenissima securitate, Juribus, Immunitatibus, Privilegiis, & Emolumentis, quibus ante Bellum frui solent.

Articulus Quartus.

Sacræ Cæsareæ Majestatis Catholica pro se, & Sacro Romano Imperio consentit, ut, si quando Ducatum Hetruriae aut Ducatus Parmæ, & Placentiae cum in Tractatu Londinensi Anno millesimo septingentesimo decimo octavo, ad pristina Superioritatis Imperialis Jura, ab omnibus Partibus compaciscentibus agnita iudubitate Imperii Feuda, ex defectu Posteritatis Masculinae vacare contingeret, Filius Serenissimi Hispaniarum Regis ex Regina vivente, nata Principe Parmensi Primogenitus, hujusque Descendentes Masculi ex Legitimo Matrimonio nati, usque deficientibus secundis, aut aliis postgennis ejusdem Regis, Reginaeque Filii pariter cum eorum Posteris Masculis ex Legitimo Matrimonio nati, aut nascaturi, in omnibus dictis Ducatibus,

catibus, & Provinciis, juxta datas jam Litteras Expectativæ, eventuales Investituram continentes succedant.

Oppido tamen Liburno Portu Libero, uti nunc est, perpetuò permanente.

Promittit insuper Rex Catholicus, quod eveniente præmemorato casu Urbem Portus Longi, unà cum Parte Insulæ Ilvæ, quam in illà possidet, Principi Infanti filio suo cedit.

Neque Ipse aut alius ejus in Regno Hispaniæ Successor Tutelam Principis, qui istos Ducatus omnes, vel alterutrum eorum possidebit, unquam gerere, aut ex prædictis Ducatibus vel in Italia quidquam sibi acquirere retinere, aut possidere valeat.

Et quæ de non introducendo, viventibus modernis Principibus, Milite proprio, aut conductitio in dictos Ducatus Articulo quinto Tractatus Londinensis cauta sunt, religiosè observare velit, ità tamen, ut si quando casus aperturæ unius, vel alterius Ducatus eveniat, Princeps Infans Don Carolus secundùm Litteras Investituræ Eventualis, quarum tenor in omnibus, & singulis Punctis, Articulis, Clausulis, & Conditionibus hic pro repetito, ac plenè inserto habetur, ejusdem possessionem apprehendere possit.

Articulus Quintus.

Huic Paci includentur omnes illi, qui post permutatas ejusdem Ratihabitionum Tabulas intra sex Menses ab unà vel alterà Parte ex communi consensu nominabuntur.

Articulus Sextus.

Pacem hoc modo conclusam promittunt Legati Cæsarei, & Regius Hispanus, ad formam hic mutuò conditam, à Sua Majestate Cæsareo-Catholica & à Sua Majestate Regio-Catholica ratihabitionum, & publica Ratificationum Instrumenta intra trium mensium spatium ab hodierna die computandorum, aut citius, si fieri queat, hic reciprocè commutatum.

In quorum omnium fidem, ac robur, supranominati Legati Plenipotentarii Cæsarei, & Regio-Hispanicus, Tabulas has propriis manibus subscripserunt, & Sigillis suis muniverunt. Acta hæc sunt Viennæ in Austria die septima Mensis Junii Anno millesimo septingentesimo vigesimo quinto.

(L. S.) EUGENIS à SABAUDIA. (L. S.) J. G. BARO de RIPPERRA.

(L. S.) PHILIPPUS LUDOVICUS COMES à SINZENDORFF.

(L. S.) GUNDACCARUS COMES à STARHENBERG.

(L. S.) ERNESTUS FRIDERICUS COMES à WINDISGHRAZ.

(L. S.) FRID. CAROL. COMES à SCHÖNBORN.

1735. TRAITE'

[LL.]

1725. *TRAITÉ d'Alliance entre l'Empereur & l'Espagne, conclu à Vienne en 1725. tiré du Mercure Historique.*

NOTUM sit Universis. Quamvis sincera Amicitia inter Serenissimum & Potentissimum Principem ac Dominum Dominum Carolum hujus Nominis Sextum, Romanorum Imperatorem semper Augustum, ac Germaniarum, Hispaniarum, utriusque Siciliae, Hungariae, Bohemiae, Dalmatiae, Croatiae, Slavoniaeque Regem, Archiducem Austriae, Ducem Burgundiae, Brabantiae, Mediolani, Mantuae, Styriae, Carinthiae, Carniolae, Limburgi, Luxemburgi, Geldriae, ac Superioris & Inferioris, Silesiae, & Wurttembergae, Principem Sueviae, Marchionem Sac. Rom. Imperii Burgundiae, Moraviae, Superioris & Inferioris Lusatiae, Comitem Habsburgi, Flandriae, Tyrolis, Ferretus, Kyburgi, Goritiae, & Namurci, Landgravium Alsatiae, Dominum Marchiae Slavonicae, Portus Naonis, & Salinarum &c. &c. Nec non Serenissimum & Potentissimum Principem ac Dominum Dominum Philippum hujus Nominis Quintum, Regem Castellae, Legionis, Arragoniae, utriusque Siciliae, Hierosolymae, Navarrae, Graeciae, Toleti, Valentiae, Galliciae, Majoricae, Hipulae, Sardiniae, Cordubae, Corsicae, Murciae, Genuinae, Algarbiae, Algeriae, Gibraltariae, Canariarum, Insularum Orientalium & Occidentalium, Insularum & Continuum Maris Oceani, Archiducem Austriae, Ducem Burgundiae, Brabantiae, & Mediolani, Comitem Habsburgi, Flandriae, Tyrolis, & Barcinonae, Dominum Biscayae & Molinae &c. &c. per Accessionem ad Tractatum Londinensem à Sua Majestate Madriti 30. Januarii & 17 Februarii 1725. Hagae-Comitis factam stabilita, & per solennem Pacis Tractatum hic Vienne die 30. Mensis Aprilis anno infra notato confectum & subscriptum magis adhuc corroborata, firmataque fuerit, ad stringendum nihilominus eò arctius hunc pro bono Christiani Orbis iam proficuum Concordiae nexum, per utraque eorum Ministros respective Commisarios, Legatos Extraordinarios & Plenipotentarios, videlicet pro parte Suae Majestatis Caesaris Catholici Celsissimum Principem ac Dominum Eugenium Sabaudiae & Pedemontium Principem, auctoritate Suae Majestatis Caesaris Catholici Consiliarium Actuale Inimam, Consiliarium Aulico Belgici Praesidem, saumque Locumtenentem Generalem, Sacri Romani Imperii Campi Marschallum ac Equidem Statum per Italiam Vicarium Generalem, Auri Velleris Equitem nec non Illustrissimum & Excelentissimum Dominum Philippum Ludovicum Sac. Rom. Imperii Thesaurarium Hereditarium Comitem à Sincendorff, Liberum Baronem in Frustbrunn, Dominum Dynastiarum Gtoll, Superioris Selowia, Porlia, Sabor, Mulzig, Loos, Zaan, & Droskau, Burgravium in Reineck & Supremum Hereditarium Scutiferum, ac Praefectorem in Superiori & Inferiori Austria Hereditarium

reditarium Pincernam in Austria ad Anasum, Aurei Velleris Equitem, Sacrae Caesaris Catholicae Majestatis Camerarium Actuale, Consiliarium Intimum, ac Primum Aulae Cancellarium, ac Illustrissimum & Excellentissimum Dominum Gundaccarum Thomam Sac. Rom. Imperii Comitem de Starbenberg, in Schaumburg & Waxenberg, Dominum Diononium Eschelberg, Liechtenhaug, Rottenegg, Freystat, Haus, Oberwallée, Senffenberg, Bottendorff, Hattwan, Aurei Velleris Equitem, Sacrae Caesaris Catholicae Majestatis Consiliarium Intimum actuale, Archiducatus Austriae Superioris & Inferioris Marschallum Hereditarium: hi pro parte Suae Majestatis Regiae Catholicae per Illustrissimum & Excellentissimum Dominum Joannem Guilelmum Baronem de Ripperda, Dominum de Jenzema, Engelenburg, Poelgeest, Koudekente, & Ferwert, Judicem Hereditarium de Humsterlant & Campen, in praesens peculiare Amicitiae Foedus juxta sequentes Articulos convenerunt, commutatis prius Plenipotentibus.

I. Sit maneatque Suae Majestatis Caesaris Catholicae inter & Suae Majestatis Regum Catholicam solida sinceraque Amicitia, eaque utriusque ita colatur, ut unus alterius commoda oculo suo promoveat, damna vero avertat.

II. Cum verò per Ministrum Serenissimi Hispaniarum Regis expositum fuerit, Restitutionem Gibraltaris cum Portu suo per Regem Magnae Britanniae promissam fuisse, & Regem Hispaniae insistere, ut Gibraltaris cum Portu suo & Insula Minorcae cum Portu suo Majori Majestati Suae Regiae Catholicae restituantur, ea Parte Sacrae Caesaris Catholicaeque Majestatis huic declaratur, huic Restitutioni, si amicabilem fieret, se non opposituram, & ubi utile videbitur, omnia bona Officia, & si Partes id desiderarent, etiam mediatorea adhibituram esse.

III. Ad contestandam magis sinceram Amicitiam Serenissimus Hispaniarum Rex Philippus V. promittit & spondet, Navibus Sacrae Caesaris Catholicaeque Majestatis, & ejus Subditorum eorum, securumque ingressum daturum in omnes suos Portus in Continenti Hispaniae sitos cujuscunque Nationis Imperatori subiectae sint, ita ut quæstum libertinum non solum in illis, sed etiam in omnibus Hispaniarum Regnis exercere possint, gaudebuntque omnibus Privilegiis & Prærogativis, quibus amicissima Natio (uti Gallibusque fuerunt & Angli adhuc sunt) gaudet ac fruitur, idque statim à die publicatae istius Pacis, quæ in omnibus Portibus & Locis congruis sine mora fiet, juxta ac in Tractatu Commerciorum hodie subscripto conventum est.

IV. Si Naves Subditorum Suae Majestatis Caesaris à quopiam tam eis, quam citrà Lineam hostiliter impeterentur, Rex Catholicus promittit, se in eo casu causam cum Sua Majestate Caesarea communem facturum ad vindicandas reparandasque illatas injurias & damna. Vicissim Suae Majestatis Caesaris Catholicae promittit, si Naves Subditorum Suae Regiae Catholicae Majestatis à quopiam tam eis, quam citrà Lineam hostiliter impeterentur se in eo casu pariter causam cum Sua Majestate Regia communem facturam, ad vindicandas reparandasque illatas injurias & damna.

V. Ca-

V. Cæterum cū per Quadruplex Fœdus securitas Regnorum, Dominiorum, & Provinciarum à Partibus compacentibus possessorum vicissim per Guarantiam stipulata sit, per hoc Fœdus nihilominus præfatam securitatem uberius explicare, Casibusque qui occurrere possunt, satius providere placuit. Idcirco ad obfirmandum eo magis & magis cœptum bonis auspiciis inter Sacram Cæsaream Catholicamque Majestatem, & Sacram Regiam Catholicam Majestatem Amicitia: studium, necessarium ac opportunum visum fuit de auxilio mutuò præstandis, ac per ea debitâ securitate magis firmandâ sequentia statuere. Nimirum si Imperator, ejus Regna & Provincie Hereditariæ ubicunque sitæ hostiliter impeterentur, aut Bellum alibi cœptum in illas transferri contingeret, in eum casum Rex Catholicus spondet, seseque obligat, quòd Sux Majestati Cæsareæ omnibus viribus Terrâ Marique opitulaturus, speciatim verò Classim quindecim ad minimum Navibus Bellicis majoribus, vulgò *Vaisseaux de Ligne*, instructam: insuperque viginti milium milia, & inter hos quindecim mille Pedites, & quinque mille Equites in auxilium submissurus sit, solitus Hybernus ab Imperatore providendus, hoc tamen pacto, ut Rex loco militum pecuniam solvere possit, computatis in singulos mille Pedites viginti quatuor mille Florens Rhenensibus per rates mensuales in Urbe Genuâ persolvendis.

Quoad Naves verò, si Rex Hispanie eam Imperatori non submitteret, poterit satisfacere mittendo Decem milia Militum: vel loco illorum pecuniam juxta calculum supra factum. Vicissim Sua Majestas Cæsareæ spondet ac se obligat, quòd Regi Hispaniarum Catholico, in casum hostilis Aggressionis in Provinciis in Europâ ubicunque sitis omnibus viribus Terrâ Marique opitulaturus, speciatim verò in auxilium submissurus sit triginta milia Militum, scilicet viginti mille Pedites, & Decem mille Equites, semper in naturâ suppeditandos, & solitus Hybernus à Rege providendos.

VI. Tractatum hunc peculiaris Amicitia: Fœderis promittunt utriusque Partis respectivè Commissarii & Legati Extraordinarii & Plenipotentarii à Sua Majestate Cæsareâ Catholica & à Regiâ Catholica Majestate ad formam hic mutuò placitam ratihabitu solennique Ratihabitionum Instrumenta interâ spaciū trium Mensum, aut citius si fieri queat, hic reciproce commutatum in. In quorum fidem roburque prætati Ministri Legati Extraordinarii & Plenipotentarii hoc peculiaris amicitia: Fœderis Instrumentum propriis manibus subscripserunt & sigillis suis muniverunt. Acta hæc Viennæ Austriæ die 30. Mensis Aprilis Anno Domini millesimo septingentesimo vigesimo quinto.

(L.S.) PHILIPPUS LUDOVICUS, Comes à SINZENDORFF.

(L.S.) EUGENIUS à SABAUDIA.

(L.S.) GUNDACCARUS, Comes à STARNENBERG.

[MM.]

1725.

TRAITÉ d'Alliance entre les Rois de France, de la Grande Bretagne, & de Prusse, conclu à Hanovre, en 1725.

LEURS MAJESTÉZ, le Roi de la Grande-Bretagne, le Roi Très-Chrétien, & le Roi de Prusse, ayant vû avec plaisir combien l'Union étroite qui subsiste entr'Elles a contribué, non-seulement au Bonheur de leurs propres Royaumes & Sujets, mais aussi au Bien & à la Tranquillité publique, étant persuadées en même tems, qu'il n'y a point de moyen plus propre à assurer & à affermir les mêmes Avantages contre tous les Evénemens qui pourroient naître, que de cultiver de plus en plus ladite Union & la rendre indissoluble; & ayant réfléchi mûrement sur tous les Traitez qui subsistent entre Leursdites Majestéz, (auxquels Elles déclarent qu'Elles ne veulent, par le présent Traité, déroger en aucune manière) Elles ont trouvé bon de prendre d'avance de nouvelles mesures pour les Cas où il pourroit arriver quelques Troubles dans l'Europe, en convenant entr'Elles de ce qui seroit nécessaire, non-seulement pour la Sécurité & les Intérêts les plus essentiels de leurs propres Royaumes, mais aussi par rapport au Bien & à la Tranquillité publique. Par ces Considérations, & dans cette vûe, Leursdites Majestéz Britannique, Très-Chrétienne, & Prussienne, ont donné leurs Plein-Pouvoirs, savoir, S. M. Britannique au Sieur Charles Vicomte de *TOWNSEND*, Baron de Lynn, son Lieutenant dans le Comté de Norfolk, Chevalier de l'Ordre de la Jarrière &c, & son Secrétaire d'Etat; S. M. Très-Chrétienne au Sieur François, Comte de *BROGLIO*, Lieutenant Général de ses Armées, Directeur-Général de sa Cavalerie & de ses Dragons, Gouverneur de Mont-Dauphin, & son Ambassadeur auprès dudit Sérénissime Roi de la Grande Bretagne; & S. M. Prussienne au Sieur Jean-Christophe de *WALLENRODT*, son Ministre d'Etat & son Envoyé Extraordinaire auprès dudit Sérénissime Roi de la Grande-Bretagne: Lesquels, en vertu desdits Plein-Pouvoirs, (dont les Copies sont insérées de mot à mot à la fin du présent Traité,) ayant pesé avec toute l'attention possible les mesures les plus propres pour parvenir au but que Leursdites Majestéz se proposent, sont convenus des Articles suivans.

ARTICLE PREMIER.

IL y aura dès à présent, & pour tous les tems à venir, une Paix véritable, ferme & inviolable, une Amitié la plus sincère & la plus intime, & une Alliance & Union la plus étroite, entre lesdits trois Sérénissimes Rois, leurs Héritiers & Successeurs, leurs Etats, Pais, & Villes situées sur leurs Ter-

res respectivement, & leurs Sujets & Habitans tant dedans que dehors l'Europe; & ils seront conservez & cultivez de maniere, que les Parties Contractantes puissent avancer fidellement leurs Interêts & Avantages reciproques, & prevenir & repousser tous les Torts & Dommages, par les moyens les plus convenables qu'Elles puissent trouver.

II. Comme c'est le veritable but & intention de cette Alliance entre lesdits Rois de conserver mutuellement la Paix & la Tranquillité de leurs Royaumes respectifs, Leurs Majestez susdites s'entrepromettent leur Garantie reciproque, pour proteger & maintenir généralement tous les Etats, Pais, & Villes, tant dedans que dehors l'Europe, dont chacun des Alliez sera effectivement en Possession au tems de la Signature de cette Alliance, aussi bien que les Droits, Immunités, & Avantages, & en particulier ceux qui regardent le Commerce, dont lesdits Alliez jouissent, ou doivent jouir respectivement: Et pour cette fin, lesdits Rois sont convenus que si en haine de cette Alliance, ou sous quelque autre prétexte, aucun desdits Alliez étoit attaqué hostilement, ou qu'il souffrit quelque tort dans les choses ci-dessus spécifiées, par aucun Prince ou Etat quel qu'il soit, les autres Alliez emploieront leurs bons Offices pour faire faire raison à la Partie lésée, & pour porter l'Agresseur à s'abstenir d'aucune hostilité ou tort ulterieur.

III. Et s'il arrivoit qu'aucune des Parties Contractantes fût attaquée ouvertement, ou qu'Elle fût troublée dans les Cas susdits, & que les bons Offices ci-dessus mentionnez ne fussent pas assez efficaces pour procurer une juste satisfaction & reparation pour les Torts & Dommages faits à la Partie lésée, alors les autres Parties, deux Mois après que la Requisition leur aura été faite, fourniront les Secours suivans: c'est-à-dire,

S. M. le Roi de la Grande-Bretagne donnera 8000. Hommes d'Infanterie, & 4000. Chevaux.

S. M. le Roi Très-Chrétien fournira en pareil cas 8000. Hommes d'Infanterie, & 4000. Chevaux.

Et S. M. le Roi de Prusse fournira aussi en pareil cas 3000. Hommes Infanterie, & 2000. Chevaux.

Mais, si la Partie attaquée aimoit mieux avoir des Vaisseaux de Guerre & de Transport, ou même des Subsidés en Argent, ce qu'on laissera toujours à son choix; alors, les autres Parties lui fourniront des Vaisseaux ou de l'Argent à proportion de la dépense des Troupes à donner comme ci-dessus: Et pour ôter toute sorte de doute par rapport à cette dépense, les Parties Contractantes conviennent que mille Hommes de pié seront évaluez à 10000. Florins de Hollande par Mois, & mille Chevaux à 30000. Florins de la même Monnoye, aussi par Mois, & l'on fera le calcul pour les Vaisseaux de Guerre & de Transport à proportion. Si les Secours ci-dessus spécifiés ne fussent pas pour faire faire Justice à la Partie lésée, alors les Parties Contractantes conviendront ensemble des Forces ultérieures à être fournies: Et enfin, en cas de nécessité lesdits Alliez assisteront la Partie lésée de toutes leurs Forces, & même déclareront la Guerre à l'Agresseur.

IV. Et comey lesdits trois Sérénissimes Rois sont résolus de resserer de

plus en plus l'étroite Union qui regne entr'Eux, par toutes les marques possibles d'une bonne Foi & d'une Confiance mutuelle, ils sont convenus réciproquement, non-seulement de n'entrer dans aucun Traité, Alliance, ou Engagement quelconque qui pourroit être contraire, en quelque manière que ce fût, aux Intérêts les uns des autres, mais même de s'entrecommuniquer fidèlement les Propositions qui pourroient leur être faites, & de ne prendre sur ce qui leur seroit proposé, aucune Résolution que de concert, & après avoir examiné conjointement ce qui seroit convenable à leurs Intérêts communs, & propre à maintenir l'Equilibre de l'Europe, qu'il est si nécessaire de conserver pour le bien de la Paix Générale.

V. Comme S. M. Très-Chrétienne, intéressée particulièrement par la qualité de Garant des Traitez de Westphalie, au maintien des Privilèges & Libertez du Corps Germanique, & Leurs Majestez Britannique & Prussienne, comme Membres de ce Corps, voyent avec peine égale des semences de Division, & des plaintes qui pourroient enfin éclater, & entraîner une Guerre qui embraseroit toute l'Europe par les suites funestes qui en résulteroient, Leursdites Majestez étant toujours attentives à ce qui pourroit un jour troubler la Tranquillité de l'Empire en particulier, & celle de l'Europe en général, s'engagent & promettent de s'entr'aider mutuellement pour le maintien & l'observation des susdits Traitez, & des autres Actes, qui ayant statué sur les Affaires de l'Empire, sont regardez comme la Base & le Fondement de la Tranquillité du Corps Germanique, & le soutien de ses Droits, Privilèges, & Immunitéz, auxquels Leurs susdites Majestez désirent véritablement de pourvoir d'une manière solide.

VI. La présente Alliance subsistera pendant l'espace de quinze ans, à compter du jour de la Signature du présent Traité.

VII. Leurs Majestez Britannique, Très-Chrétienne, & Prussienne, inviteront les Princes & Etats dont Elles conviendront entr'Elles, à accéder au présent Traité; & Elles sont convenues dès à présent d'y inviter nommément les Seigneurs Etats des Provinces-Unies.

VIII. Ce présent Traité sera approuvé & ratifié par L. M. le Roi de la Grande-Bretagne, le Roi Très-Chrétien, & le Roi de Prusse, & les Ratifications seront fournies dans l'espace de deux Mois du jour de la Signature du présent, ou plutôt, s'il est possible.

En foi de quoi nous, en vertu des Plein-Pouvoirs respectifs, avons signé le présent Traité, auquel nous avons fait apposer le Cachet de nos Armes. Fait à HANOVER le 3. Septembre 1715.

(L. S.) TOWNSEND. (L. S.) BRUGLIO. (L. S.) WALLENRODT.

PREMIER ARTICLE SEPARÉ.

COMME l'Affaire arrivée dernièrement dans la Ville de Thorn, & ce qui s'en est ensuivi, ont alarmé plusieurs Princes & Etats, qui craignent, qu'au préjudice du Traité d'Oliva, il n'arrive à cette occasion des Trou-

Troubles, non-seulement dans la Pologne, mais aussi dans les Païs voisins, Leurs Majestez Britannique, Très-Chrétienne, & Prussienne, qui, comme Garantés du susdit Traité d'Oliva, sont intéressées à ce qu'il soit maintenu & observé dans toute son étendue, s'engagent d'employer leurs Offices le plus efficacement qu'Elles pourront, pour faire réparer ce qui auroit pû être fait de contraire audit Traité d'Oliva; & pour cet effet, Leursdites Majestez s'instruiront, de concert, par leurs Ministres en Pologne des Infractions qui auroient pû être faites audit Traité d'Oliva, & des moyens d'y remédier d'une manière qui assure entièrement la Tranquillité publique contre les Dangers auxquels elle seroit exposée, si un Traité aussi solennel que celui d'Oliva souffroit quelque atteinte.

Cet Article séparé aura la même force que s'il avoit été inséré de mot à mot dans le Traité conclu & signé ce jourd'hui; il sera ratifié de la manière, & les Ratifications en seront échangées dans le même tems que le Traité.

En foi de quoi, nous Soussignez, en vertu des Plein-pouvoirs communi-
quez ce jourd'hui de part & d'autre, avons signé cet Article, & y avons
apposé les Cachez de nos armes. *Fait à HANOVER le 3. Septembre 1725.*

(S. L.) TOWNSHEND. (L. S.) BRUGLIO. (L. S.) WALLENRODT.

SECOND ARTICLE SEPARÉ.

SI en haine des Secours que S. M. Très-Chrétienne, donneroit à S. M. Britan-
nique & à S. M. Prussienne, pour les garantir du Trouble qu'Elles pour-
roient souffrir dans les États qu'Elles possèdent, l'Empire déclareroit la Guerre
à Sadite Maj. Très-Chrétienne, comme dans ce cas une pareille Déclara-
tion ne regarderoit pas moins le Sérénissime Roi de la Grande-Bret & le
Sérénissime Roi de Prusse, dont les Intérêts auroient été l'occasion de la Guer-
re, que S. M. Très-Chrétienne auroit à soutenir, non-seulement ils ne four-
niroient point leur Contingent en Troupes, ni en quelque autre nature de Se-
cours que ce pût être, quand même Leursdites Majestez Britannique & Prus-
sienne ne seroient pas comprises & nommées dans la Déclaration de Guerre
que l'Empire feroit à la France, mais Elles agiroient de concert avec S. M.
Très-Chrétienne, jusqu'à ce que la Paix troublée à cette occasion fut réta-
blie; Sadite Majesté Britannique promettant d'ailleurs spécialement d'exé-
cuter dans ce cas comme dans tous les autres, les Traitez qu'Elle a conclus
avec S. M. Très-Chrétienne, laquelle de son côté promet de les observer fi-
dèlement.

Cet Article Separé aura la même force que s'il avoit été inséré de mot
à mot dans le Traité conclu & signé ce jourd'hui; il sera ratifié de la même
manière, & les Ratifications en seront échangées dans le même tems que le
Traité.

En foi de quoi, nous Soussignez, en vertu des Plein-Pouvoirs commu-
niqués ce jourd'hui de part & d'autre, avons signé cet Article, & y avons
apposé

apposé les Cachets de nos Armes. Fait à HANNOVER le 3. Septembre 1725.

(L.S.) TOWNHEND. (L.S.) BRUGLIO. (L.S.) WALLENBRODT.

TROISIEME ARTICLE SEPARÉ.

S'il arrivoit que, nonobstant la ferme résolution dans laquelle est S. M. Très-Chrétienne d'observer exactement tous ses Traitez à l'égard de l'Empire, en ce à quoi il n'a point été déroge par le présent Traité, l'on voudrait, de la part dudit Empire, prendre quelque résolution contre la France, au préjudice de la Garantie générale des Possessions, telle qu'elle est stipulée par le Traité signé ce jourd'hui, S. M. Britannique & S. M. Prussienne promettent, dans ce cas, d'employer leurs bons offices, crédit, & autorité, le plus efficacement qu'Elles pourrout, soit par leurs voix & celles des Princes leurs Amis à la Diète, soit par tous les autres moyens convenables, pour empêcher qu'il ne se commette rien qui y soit contraire. Mais si, contre toute attente, & malgré tous leurs efforts, la Guerre étoit déclarée à la France de la part dudit Empire, quoiqu'en ce cas n'étant plus une défensive, Elles ne seroient pas obligées, suivant les Constitutions, de fournir aucun Contingent; Cependant, pour ôter tout doute entre Leursdites Majestez, si elles croyoient ne pouvoir se dispenser de remplir leurs devoirs de Membres de ce Corps, Leursdites Majestez Britannique & Prussienne se réservent la liberté de fournir leur Contingent en Infanterie ou en Cavalerie de leurs propres Troupes, ou de celles qu'Elles prendront à leur Solde de quelque autre Prince, à leur choix, sans que Leurs Majestez Britannique & Prussienne, à raison de leur Contingent ainsi fourni, soient censées avoir contrevenu au Traité signé ce jourd'hui, qui demeurera dans toute sa force. L. M. Britannique & Prussienne promettent de ne donner, en ce cas, autres, ni plus grand nombre de Troupes contre S. M. T. C., que celui qu'Elles sont obligées de donner pour leur Contingent, & qu'Elles rempliront d'ailleurs, dans le cas prévu, leurs Engagemens envers Saule Majesté Très-Chrétienne, laquelle de son côté ne pourra, pour raison dudit Contingent, exercer contre les Etats & Sujets dudit Sérénissime Roi d'Angleterre & dudit Sérénissime Roi de Prusse, dans l'Empire, ou ailleurs, aucune Hostilité, ni demander ou prétendre aucune Contribution, Fourage, Logemens de Gens de Guerre, Passages, ou autres choses à la charge dedits Prus & Etats, sous quelque prétexte que ce soit, & de même ledits Etats, Places, Lieux, & Sujets, ne pourront aussi fournir aucunes dedites choses aux Ennemis de S. M. Très-Chrétienne, laquelle s'oblige aussi & promet de son côté, que si dans l'Empire on venoit à prendre des Résolutions pareilles à celles dont il est parlé dans cet Article, au préjudice des Rois de la Grande-Bretagne & de Prusse, S. M. Très-Chrétienne prendra ouvertement leur parti, & ne manquera pas de les assister avec toute la vigueur nécessaire, en conformité de ce

ce Traité, jusqu'à ce que les Troubles, Torts, & Infractions cessent entièrement.

Cet Article séparé aura la même force que s'il avoit été inséré de mot à mot dans le Traité conclu & signé ce jourd'hui; il sera ratifié de la même manière, & les Ratifications en seront échangées dans le même tems que le Traité.

En foi de quoi, nous Souffignez, en vertu des Plein-Pouvoirs communiquez ce jourd'hui de part & d'autre, avons signé cet Article, & y avons apposé les Cachets de nos Armes. Fait à Hanovre le 3. Septembre 1725.

(L.S.) TOWNSHEND. (L.S.) BROGLIO. (L.S.) WALLENRODT.

[NN.]

1726. *Accession des Etats Generaux des Provinces-Unies au Traité de Hanovre. Copie Authentique.*

Comme Leurs Majestez, le Roi Très-Chrétien, le Roi de la Grande-Bretagne, & le Roi de Prusse, tant pour serrer les nœuds de l'étroite Union qui subsiste entre elles, que pour la sûreté de leurs propres Royaumes & Etats, aussi-bien que pour la Conservation de la Paix & de la Tranquillité publique, ont jugé à propos de faire entre eux une Alliance, dont le Traité a été conclu à Hanovre le 3. Septembre 1725. avec trois Articles séparés, lesquels ont été communiquez à Leurs Hautes Puissances les Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies des Pais-Bas, par le Sr. Marquis de Fencelon, Ambassadeur de France, par le Sr Finch, Envoyé Extraordinaire de la Grande-Bretagne, & par le Sr. Meynhertshagen, Envoyé Extraordinaire du Roi de Prusse, qui au nom des Rois leurs Maîtres conjointement ont invité lesdits Seigneurs Etats Généraux d'accéder à ce Traité & aux Articles séparés, conformément à ce dont ils étoient convenus dans le septième Article du même Traité, lequel avec les Articles séparés sont ici de mot à mot inserez.

Fiat insertio.

Et comme lesdits Seigneurs Etats Généraux, après avoir vû & examiné ce Traité & les Articles séparés, ont témoigné qu'ils sont entièrement sensibles à l'honneur que Leursdites Majestez leur ont fait par une invitation si prompte & si obligeante d'accéder à cette Alliance, & qu'ils reconnoissent en même tems les soins qu'elles ont eû en faisant ce Traité tant pour la conservation du repos public en general (sans lequel celui de leur Republique

ne peut être assuré) qu'en particulier pour le maintien de son Commerce, sans lequel elle ne peut point subsister. & comme ils ont ajouté qu'ils sont pleinement convaincus, que le but de cette Alliance ne tend nullement à donner la moindre atteinte à aucun Traité ou Alliance précédente contractée, soit par eux ou par l'un d'eux avec d'autres Princes ou États; mais que plutôt l'intention est de les corroborer, & que le grand but de cette Alliance tend uniquement à se lier plus étroitement ensemble, sans offense de qui que ce soit, pour la Garantie, la protection, & le maintien de tous les États, Pais, & Villes, tant en dedans que dehors de l'Europe, dont chacun des Alliez sera actuellement en possession au tems de la Signature de cette Alliance, aussi-bien que des Droits, Immunités, & Avantages, & en particulier ceux qui regardent le Commerce, tant dedans que dehors de l'Europe, dont chacun des Alliez jouit au tems de la Signature de cette Accession.

De plus, lesdits Seigneurs États Généraux étant dans une ferme persuasion, qu'en accédant audit Traité d'Hanovre, l'on n'exige pas d'eux de se charger de la Garantie Générale des Traitez de Westphalie & d'Oliva dont il est fait mention dans l'Article 5. du Traité d'Hanovre & dans le premier des Articles séparés, à laquelle Garantie générale ils ne se sont jamais engagés; mais que leur Garantie, à cet égard, s'étend uniquement aux Droits & Possessions que les Hauts Alliez ou quelqu'un d'eux ont acquis par ces Traitez & dont ils jouissent au tems de la Signature, & au cas du Traité desdits Possessions & Droits, & que c'est-là l'intention de Leurs Majestés.

Quant aux Affaires de Thorn dont il est fait mention dans le premier des Articles séparés du Traité d'Hanovre, ils s'engagent seulement d'employer conjointement avec les Hauts Contractans leurs offices amiables pour obtenir une raisonnable satisfaction & réparation des infractions qui pourroient être faites au Traité d'Oliva. & en cas que ces amiables offices fussent sans effet, & qu'on trouvât nécessaire de faire quelque chose de plus, alors ils auront en cela une pleine liberté dans leurs délibérations, sans être obligés à rien de plus qu'aux bons offices, à moins qu'ils n'y donnent un nouveau consentement.

Enfin, puisque cette Alliance entre'autres a pour but l'établissement d'une entière confiance entre les Parties Contractantes, les Seigneurs États Généraux supposant que les Alliez se communiqueront mutuellement en toute confiance leurs pensées sur les voyes & moyens qu'on jugera les plus efficaces en cas de besoin, pour conserver & maintenir les Possessions & Droits susmentionnez, tant par rapport au Commerce qu'autres, tant au dedans que dehors de l'Europe.

Et comme dans la persuasion & ferme Confiance que c'est-là le véritable but & intention de Leursdites Majestés, lesdits Seigneurs États Généraux, pour donner une marque de leur desir de s'unir étroitement avec elles & de la haute estime qu'ils ont pour leur Amitié & Alliance, ont résolu d'accéder au Traité & aux Articles séparés ci-dessus in'erez, & à cet effet ils ont nommé les Srs. Chrétien Charles Baron de Lintelo, Seigneur d'Esse, Bailif de Lochem, & Drossart de Bedvoren : Arnold de Zoylen de Nievel,

ancien

ancien Bourguemaitre & Sénateur de la Ville de Rotterdam, Ruart de la Terre de Putten, Baillif & Dyckgraaf de Schuylant: Isaac van Hoonbeeck, Conseiller-Pensionnaire des États de la Province de Hollande & de Westfrise, Garde du Grand Sceau & Sur-Intendant des Fiefs de la même Province; Nicolas Henri Noey, ancien Bourguemaitre de la Ville de Tholen: Gerart Godart Tats van Ameronge, Chevalier de l'Ordre Teutonique, Commandeur du même Ordre à Doesburgh, élu dans le premier Membre des États de la Province d'Utrecht, Grand Veneur de la même Province; Jean Abraham van Schurman, Bourguemaitre & Sénateur de la Ville de Slot; Everard Rouse, Bourguemaitre de la Ville de Deventer; & Lambert Henri Emmer, Sénateur de la Ville de Groningue. tous Deputés à l'Assemblée desdits Seigneurs États Généraux de la part des États de Gueldre, de Hollande & de Westfrise, de Zeelande, d'Utrecht, de Frise, d'Overijssel, de Groningue & Omme-Landen, & les ont munis d'un Pleinpouvoir pour convenir de cette Accession avec les Srs. Marquis de Fencelon, Plenipotentiaire de Sa Majesté Très-Chrétienne, Finch, Plenipotentiaire de Sa Majesté le Roi de la Grande-Bretagne, & de Meyabertzshagen, Plenipotentiaire de Sa Majesté le Roi de Prusse, pareillement munis de Pleins-pouvoirs.

Lesquels ayant conféré ensemble, sont convenus de la manière suivante. Que lesdits Seigneurs États Généraux accederoient (ainsi que lesdits Srs. Deputés & Plenipotentiaires ont déclaré d'accéder en leur nom & de leur part, audit Traité & Articles separez:) les obligens envers Leursdites Majestés à tout ce qui y est contenu tout de même comme s'ils avoient contracté avec elles dès le commencement. Et que Leurs Majestés avouant leur but & intention être tels qu'il est exprime ci-devant, accepteront l'Accession de Leurs Hautes Puissances, ainsi que lesdits Srs. Ambassadeurs, Ministres, & Plenipotentiaires ont déclaré d'accepter au nom & de la part de Leursdites Majestés cette Accession, les obligent envers Leurs Hautes Puissances à tout ce qui est contenu dans ledit Traité & Articles separez, tout de même comme si elles avoient contracté avec Leurs Majestés dès le commencement.

Le secours que donneront Leurs Hautes Puissances en cas de besoin n'ayant pu être réglé dans le Traité, on est convenu qu'il sera de 4. mille Hommes d'Infanterie, & de mille de Cavalerie. En elucidation de l'Article sixième du Traité, il est déclaré, qu'après l'expiration des quinze Annees y mentionnées, le tout retombera dans les termes des Traitez précédens qui subsisteront entre les Hauts Contractans, & spécialement dans les termes de la stipulée Alliance de l'an mille sept cent & dix-sept.

Ce présent Traité pour l'Accession des États Généraux sera approuvé & ratifié par Leurs Majestés, le Roi Très-Chrétien, le Roi de la Grande-Bretagne & le Roi de Prusse, & par les Seigneurs États Généraux des Provinces-Unies des Pays Bas; & les Ratifications seront fournies ici à la Haye dans l'espace de deux Mois du jour de la Signature du présent, ou plutôt s'il est possible. en foi de quoi nous soussignés, constitués Plenipotentiaires à l'effet des précédentes, & munis des Pleins-pouvoirs de Leurs Majestés, le Roi

Très-Chrétien, le Roi de la Grande-Bretagne, & le Roi de Prusse, & lesdits Seigneurs Etats Généraux, avons signé le présent Traité, & y avons fait apposer le Cachet de nos Armes. Fait à la Haye le 9. d'Août 1726.

Etoit signé,

(L.S.) LE MARQUIS DE FENELON. (L.S.) C. C. DE LINTULO.

(L.S.) W. FINCH.

(L.S.) A. V. ZUYLEN VAN NYVELT.

(L.S.) IS. VAN HOORNDEBROEK.

(L.S.) N. J. H. NOEY.

(L.S.) A. V. SCHURMAN.

(L.S.) EVERARD ROUSE.

(L.S.) L. H. EMMER.

ARTICLE SEPARE ET SECRET.

Les Seigneurs Etats Généraux ayant représenté qu'il pouvoit arriver des cas, où, en haine de l'Accession signée ce jourd'hui, ils pourroient être attaquez ou troublez de manière qu'ils seroient obligez d'avoir d'abord recours à la voye des Armes pour leur défense, & qu'alors le tems nécessaire pour attendre le succès des offices qui auront été employés, & après lesquels seulement leurs Alliez sont obligés de leur fournir les secours stipulez par l'Article troisième du Traité d'Hanovre, pouvoit leur causer un préjudice considerable & les laisser exposez aux attaques les plus vives sans les secours des Princes leurs Alliez, Leurs Majestez Très-Chrétienne, Britannique, & Prussienne, pour donner aux Seigneurs Etats Généraux une nouvelle preuve de l'intérêt qu'Elles prennent à la conservation de leur Republique, ont bien voulu s'engager & promettre que dans les cas susdits qui mettroient ladite Republique dans un danger évident, elles fourniront les secours stipulez par l'Article troisième sus-mentionné; même sans attendre le succès des offices & des instances qu'Elles auroient commencé à employer auprès de l'Agresseur pour procurer la satisfaction ou réparation requise.

Cet Article demeurera secret & aura la même force que s'il avoit été inséré de mot à mot dans le Traité conclu & signé aujourd'hui; il sera ratifié de la même manière, & les Ratifications en seront échangées dans le même tems que le Traité. En foi de quoi nous soussignez constituez Plenipotentiaires en vertu des Pleins-Pouvoirs de Leurs Majestez, le Roi Très-Chrétien, le Roi de Grande-Bretagne, & le Roi de Prusse, & les Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies, avons signé le présent Article, & y avons fait apposer le Cachet de nos Armes. Fait à la Haie le 9. d'Août 1726.

Signé comme ci-dessus.

DE-

D E C L A R A T I O N.

Comme dans le quatrième Article du Traité signé à Hanovre le 3. Septembre 1725. entre Leurs Majestez, le Roi Très-Chrétien, le Roi de la Grande-Bretagne, & le Roi de Prusse, il est parlé, entre autres cas y mentionnés, de l'examen de ce qui seroit propre à maintenir l'équilibre de l'Europe qu'il est nécessaire de conserver pour le bien de la Paix en général, les Deputez des Etats Généraux des Provinces-Unies, du consentement des Ministres de trois Puissances Contractantes, ont réservé que Leurs Majestez venant à juger nécessaire de concerter ensemble & avertir lesdits Seigneurs Etats Généraux sur des points qui auroient pour objet le maintien d'un équilibre dans l'Europe, les Seigneurs Etats Généraux conserveront, sur tout ce qui leur seroit proposé de concerter à cet égard, la même liberté qu'ils ont eue avant leur Accession audit Traité, sans que par leur Accession ils fussent tenus de prendre part aux mesures dont ils ne demeureront point d'accord.

Cette Declaration sera ratifiée de la même manière, & les Ratifications en seront échangées dans le même tems, que celles du Traité, de quoi nous soussignez, constitués Plenipotentiaires en vertu des Pleins-pouvoirs de Leurs Majestez, le Roi Très-Chrétien, le Roi de la Grande-Bretagne, & le Roi de Prusse, & les Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies, avons signé la présente Declaration, & y avons fait apposer les Cachets de nos Armes. Fait à la Haye le 9. d'Août 1726.

Signé comme ci-dessus.

Qui qu'il soit clair & incontestable, que Leurs Hautes Puissances les Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies des Pais-Bas, par le cinquième & sixième Articles du Traité de Munster de l'an 1647, entre l'Espagne & la Republique des Provinces-Unies, ont acquis un Droit qui exclut les Sujets des Pais Bas Autrichiens aussi-bien que de tout autre Pais, qui a fait alors partie de la Monarchie d'Espagne, de la Navigation, & du Commerce aux Indes, dans les limites des Privilèges ou Octroi que lesdits Seigneurs Etats Généraux ont accordez à leurs Compagnies des Indes d'Orient & d'Occident, & que par conséquent ce Droit tombe notoirement dans la Garantie des Droits à laquelle les Alliez se sont mutuellement obligez par l'Article deuxième du Traité conclu à Hanovre le 3. Septembre 1725. Néanmoins, pour ôter là dessus tout sujet de doute & de scrupule, les soussignez Ambassadeurs, Envoyez Extraordinaires, & Plenipotentiaires de Leurs Majestez Très-Chrétienne & Britannique, à la requisition des soussignez Deputez Plenipotentiaires de Leurs Hautes Puissances, ont bien voulu declarer, comme ils declarent par ces presentes au nom & de la part de leurs Maj, que le susdit Droit résultant des Articles cinquième & sixième du Traité de Mun-

ster, est compris sous les Droits que les Alliez garantissent dans l'Article second du Traité de Hanovre, & que si, à cause de l'exercice de ce Droit, ou en haine de cette Alliance, il arrivoit quelque brouillerie, & que Sa Majesté Imperiale, contre toute attente, voulût suspendre ou retenir le paiement des Subsidés dûs à la République pour l'entretien de ses Troupes dans les Places de la Barrière, ou le paiement des Interêts & Capitaux hypothéqués sur divers fonds assignés par Sa Majesté Imperiale pour la sûreté de ce paiement, ou voulût user de quelque sorte de représailles ou voyes de fait, que l'intention de Leursdites Majestez est, que les Alliez protégeront & maintiendront lesdits Seigneurs Etats Généraux, conformément à l'Alliance à laquelle ils ont accédé aujourd'hui, & se concerteront sans aucun retardement sur les moyens les plus efficaces & les plus propres à maintenir lesdits Seigneurs Etats Généraux dans ce Droit & dans l'exercice de ce Droit, & les garantiront de toutes les suites qui en pourroient résulter, sans pourtant que l'on puisse procéder aux voyes de fait contre la Compagnie d'Ortende dans les Indes ou ailleurs, avant que les Puissances Contractantes de cette Alliance se soient concertées là-dessus. Cet Article séparé aura la même force que s'il avoit été inséré de mot à mot dans le Traité conclu & signé ce jourd'hui. Il sera ratifié de la même manière, & les Ratifications en seront échangées dans le même-tems que le Traité. En foi de quoi, nous soussignez constitués Plenipotentiaires, en vertu des Pleinpouvoirs de Leurs Majestez, le Roi Très-Chrétien, & le Roi de la Grande-Bretagne, & des Seigneurs Etats Généraux, avons signé le présent Article, & y avons fait apposer les Cachets de nos Armes; Fait à la Haye le 9. d'Août 1726.

Signé comme ci-dessus.

DECLARATION.

LEs Deputez des Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies ayant communiqué aux Ministres de Leurs Majestez, le Roi Très-Chrétien, le Roi de la Grande-Bretagne, & le Roi de Prusse, la Résolution prise par Leurs Hautes Puissances d'accéder au Traité de Hanovre, sur l'invitation qui leur en avoit été faite par lesdits Ministres de la part de Leurs Majestez, & ayant ajouté qu'eux Srs Deputez étoient munis d'un Pleinpouvoir, & qu'ils étoient prêts à procéder à la Conclusion & à la Signature du Traité & des Articles séparés, dressés sur cette Accession. Le Sr. Marquis de Fencelon, Plenipotentiaire de Sa Majesté Très-Chrétienne, & le Sr. Finch, Plenipotentiaire de Sa Majesté Britannique, ont déclaré, que de même ils étoient munis des Pleinpouvoirs, & qu'ils étoient prêts à conclure & signer, mais, le Sr. de Meinertshagen, Ministre de Sa Majesté Prussienne, ayant dit qu'il n'avoit point encore reçu les ordres, ni le Pleinpouvoir du Roi son Maître au même effet, Les Ministres Plenipotentiaires de Leurs Majestez Très-Chrétienne & Britannique, comme aussi les Deputez & Plenipotentiaires des

des Seigneurs États Généraux, considérant qu'il n'y avoit plus de tems à perdre, & que tout ulterieur délai, qu'on apporteroit à perfectionner l'Accession de la République au Traité de Hanovre, ne pourroit être que très-désavantageux au but qu'on s'est proposé dans ce Traité, & en même tems n'ayant aucun lieu de douter que Sa Majesté le Roi de Prusse n'autorise aussi son Ministre pour la Signature du Traité de l'Accession & des Articles séparés : C'est par cette considération, & dans cette ferme confiance, qu'ils ont procédé à la Signature du présent Traité & des Articles séparés, laissant la Place ouverte pour le Ministre de Sa Majesté le Roi de Prusse pour signer de même, aussi-tôt qu'il aura reçu son Pleinpouvoir.

Cependant, il a été convenu & stipulé par cet Article séparé, que si, contre toute attente, Sa Majesté le Roi de Prusse ne prenoit pas cette Résolution, ledit Traité & les Articles séparés ne laisseroient pas d'avoir leur effet & d'être exécutez par les Puissances Contractantes dans toutes leurs Clauses, de la manière qu'il a été stipulé, & que les Ratifications en seront échangées dans le tems marqué.

En foi de quoi, nous soussignez, constituez Plenipotentiaires en vertu des Pleinpouvoirs de Leurs Majestez, le Roi Très-Chrétien, & le Roi de la Grande-Bretagne, & des Seigneurs États Généraux, avons signé le présent Article, & y avons fait apposer le Cachet de nos armes. Fait à la Haye le 9. d'Août 1726.

Signé comme ci-dessus.

[OO.]

1727. *ACCESSION de la Suede au Traité de Hanovre. Copie Autentique.*

NOtoire soit à tous & chacun, à qui il appartient, ou qu'il pourra appartenir. Sa Majesté le Sérénissime Roi de Suede, ayant été amiablement invité de la part de Leurs Majestez les Sérénissimes Rois de la Grande-Bretagne, Très-Chrétien, & de Prusse, par leurs Ministres, de vouloir bien accéder à l'Alliance Defensive que Leurs Majestez ont conclue à Hanovre le 3. Septembre 1725. & aux trois Articles séparés y joints, lesquels, aussi-bien que ladite Alliance, auroient uniquement pour objet le maintien & la conservation de la tranquillité publique, & en particulier de celle du Nord, & dont la teneur s'ensuit.

FIAT INSERTIO.

Et Sa Majesté le Sérénissime Roi de Suede, étant toujours disposé à concourir

courir à un but si salutaire, & voulant faire connoître combien cette invitation lui a été agréable, a muni de son Pleinpouvoir en forme due plus Commissaires les Senateurs du Royaume de Suède & Membres de la Chancellerie sousignez, pour entrer en conférence avec les sousignez Ministres de Leurs Majestez le Roi de la Grande-Bretagne & le Roi Très-Chrétien, munis de Pleinpouvoirs pareils, pour négocier & convenir de l'Accession de Sa Majesté le Roi & la Couronne de Suède audit Traité d'Alliance conclu à Hanovre, & pour en dresser & signer un Acte formel. Lesdits Commissaires & Ministres Plenipotentiaires ayant été sur ce sujet plusieurs fois en conférence, & ayant produit leurs Pleinpouvoirs de part & d'autre, sont convenus de ce qui suit.

Sa Majesté le Sérénissime Roi & la Couronne du Suède déclarent & promettent, que ladite Majesté, les Héritiers, & Successeurs, accèdent pleinement à l'Alliance Défensive conclue à Hanovre, & ci-dessus insérée de même qu'aux trois Articles séparés, qui s'y trouvent joints, & que Sa Majesté & la Couronne de Suède, en vertu de cette Accession, se joignent & s'associent, comme Partie principale Contractante, à Leurs Majestez les Sérénissimes Rois de la Grande-Bretagne & Très-Chrétien, s'obligeant & s'engageant lesdites Majestez leurs Héritiers, & Successeurs, conjointement & séparément, d'observer & de remplir de bonne foi & réellement toutes les Conditions & Clauses, comprises dans ledit Traité d'Alliance Défensive, & ses trois Articles séparés, & de fournir, quand le cas d'Alliance existera, un secours de trois mille Hommes d'Infanterie, & de deux mille Hommes de Cavalerie, conformément aux obligations du Traité, le tout de la manière & aussi fidèlement, comme si Sa Majesté & la Couronne de Suède avoient été, du commencement, Partie principale Contractante avec les susdits Sérénissimes Rois Alliez, & avoient conclu avec Leursdites Majestez conjointement ou séparément les Articles & Conditions exprimez dans cette Alliance Défensive, & les Articles séparés.

Leurs Majestez les Sérénissimes Rois de la Grande-Bretagne & Très-Chrétien admettent & associent Sa Majesté & la Couronne de Suède au susdit Traité de Hanovre, de même qu'aux trois Articles séparés, qui s'y trouvent joints, comme Partie principale Contractante, déclarent & promettent de leur côté, que Leurs Majestez, leurs Héritiers, & Successeurs, observeront & rempliront conjointement & séparément, de bonne foi & réellement, envers Sa Majesté le Sérénissime Roi & la Couronne de Suède toutes les Conditions & Clauses contenues dans ladite Alliance Défensive & ses Articles séparés.

Cet Acte d'Accession sera approuvé & ratifié de la part de Sa Majesté & de la Couronne de Suède, & de Leurs Majestez les Rois de la Grande-Bretagne & Très-Chrétien, & les Ratifications en seront fournies dans l'espace de deux Mois, à compter du jour de la Signature du présent Acte, ou plutôt si faire se peut.

En foi de quoi, Nous, en vertu de nos Pleinpouvoirs respectifs, avons
 signé

Signé ce présent Acte, & y avons apposé les Cachets de nos Armes. Fait à Stockholm le 14. Mars V. St. l'an 1717.

ARTICLES SEPARÉZ.

Quoique par l'Acte d'Accession & d'Admission, signé ce jourd'hui, Sa Majesté & la Couronne de Suede accèdent purement & simplement au Traité de Hanovre, les Commissaires de Sa Majesté sont néanmoins convenus avec les Ministres Plénipotentiaires de Leurs Majestez Britannique & Très-Chrétienne des Exceptions & Articles qui suivent.

I. Comme l'Alliance Défensive, conclue à Hanovre le 3. Septembre 1715. n'a pour but, que la Paix & la Tranquillité de l'Europe, & particulièrement celle du Nord, Sa Majesté le Roi & la Couronne de Suede, aussi bien que Leurs Majestez les Rois de la Grande-Bretagne & Très-Chrétienne déclarent, que n'étant point engagées par aucun Traité, ni Convention avec d'autres Puissances, qui seroient contraires à cette Alliance, lesdits Traitez & Conventions ne pourront être affoiblies par cette Accession, mais resteront dans leur entière vigueur, & Leurs Majestez déclarent en même tems, qu'Elles sont dès à présent, & seront toujours dans la ferme Résolution de garder & de remplir inviolablement tout ce qui est stipulé par la susdite Alliance de Hanovre, s'obligeant de part & d'autre, d'observer fidèlement tous les Engagemens pris par le présent Traité d'Accession & ses Articles séparés & secrets, sans y manquer ni contrevenir en aucune manière, sous prétexte des Traitez & Engagemens antérieurs, ni sous quelque autre que ce soit.

II. Sa Majesté & la Couronne de Suede, n'ayant point présentement des possessions hors de l'Europe, se réservent que leur Garantie ne s'étendra point hors des Limites de l'Europe.

III. Le Roi & la Couronne de Suede ayant témoigné, qu'ils souhaiteroient de n'être pas dans l'obligation d'envoyer les Troupes stipulées de leur part dans l'Acte d'Accession au Traité de Hanovre, & par l'Article secret du présent Traité d'Accession, dans des Pais trop éloignés, il est convenu entre les Parties Contractantes, que le cas du Traité arrivant, lesdites Troupes ne pourront être employées en Italie ni en Espagne, mais bien par tout ailleurs. Leurs Majestez Britannique & Très-Chrétienne conservant toujours le Droit d'exiger le contingent de cinq mille Hommes stipulé de la part du Roi & de la Couronne de Suede, dans l'Acte de leur Accession au Traité de Hanovre, en Argent ou Vaisseaux, conformément à ce qui est réglé dans ledit Traité de Hanovre.

IV. Sa Majesté & la Couronne de Suede, pour ôter toute possibilité de doute par rapport aux Actes mentionnez dans le cinquième Article du Traité de Hanovre, comme ayant statué sur les affaires de l'Empire, déclarèrent, que par lesdits Actes elles n'en entendent point d'autres que ceux qui ont

été acceptez & approuvez par les Etats de l'Empire de la manière accoutumée.

V. Sa Majesté le Roi & la Couronne de Suede déclarent qu'Elles accèdent aux deux derniers Articles séparés du Traité de Hanovre, n'y trouvant rien qui soit contraire aux obligations, dont Sadite Majesté est tenue envers l'Empereur & l'Empire en qualité de Prince de l'Empire.

VI. Comme par cette Accession Sa Majesté le Roi & la Couronne de Suede n'entrent en aucun engagement avec quelque autre Puissance que ce soit, hormis celles qui sont nommément comprises dans le Traité de Hanovre, & dont les Ministres signent à présent, Sadite Majesté & la Couronne, de même que Leurs Majestez le Roi de la Grande-Bretagne & le Roi Très-Chrétien, s'entrepromettent réciproquement de ne point entrer à l'insçu l'un de l'autre, & sans un concours mutuel d'engagement, avec quelque autre Puissance, qui puisse être contraire ou invalider en quelque manière ce Traité, ni ses Articles séparés & secrets.

VII. Leurs Majestez Suedoïse, Britannique, & Très-Chrétienne, sont convenues & s'entrepromettent réciproquement, que si, en suite du présent Traité, ou sous quelque autre prétexte également injuste, Elles venoient à être attaquées, troublées, ou infestées, conjointement ou séparément, par quelque Puissance que ce fût, Elles feront cause commune contre l'Agresseur, qu'Elles se secourront & s'entre-aideront mutuellement, de bonne foi, & de la manière la plus efficace, selon l'exigence du danger, & selon la situation de leurs affaires respectives, sans s'excuser sous le prétexte d'être Elles-mêmes en Guerre, ou sous quelque autre prétexte que ce puisse être.

ARTICLE SECRET.

Leurs Majestez Britannique & Très-Chrétienne, pour témoigner leur amitié envers le Roi & la Couronne de Suede, promettent & s'engagent, en vertu du présent Article secret, de payer à Hambourg, Amsterdam, ou Londres, au choix de la Suede, chacune pendant trois années consécutives, la Somme de cinquante mille Livres Sterling par an, ou leur valeur, suivant le change, payable en deux termes par an de six en six Mois d'avance, & dont le premier terme pour l'année courante sera payé d'abord après l'échange des Ratifications, & le second terme de la même année peu après & aussi-tôt que les arrangements nécessaires pour cela pourront être faits, le troisième, prenant son commencement un an après l'échange des Ratifications, & ainsi des autres de six en six Mois.

Sa Majesté & la Couronne de Suede s'obligent & promettent de leur côté par cet Article de tenir prêt, outre le secours, dont on est convenu par l'Acte de la présente Accession, encore un Corps de sept mille Hommes d'Infanterie, & trois mille Hommes de Cavalerie, pour être employez là où les cas d'Alliance le rendront nécessaire.

Bien

Bien entendu, que lorsque Leurs Majestez Britannique & Très-Chrétienne requerront le service de ces dix mille Hommes, ils seront à leur Solde, & non pas à celle du Roi de Suède; laquelle Solde, aussi-bien que ce qui regarde les recrues & autres circonstances, qui en dépendent, seront alors réglés par une Convention particulière, Sa Majesté le Roi de Suède se réservant le Droit de rapeller ce Corps de Troupes, ou bien de ne les pas envoyer hors du Royaume toutes les fois qu'un danger réel & éminent le rendra nécessaire pour la défense de ses propres Etats & Provinces.

Ces Articles séparés & secrets auront la même force, que s'ils avoient été insérés de mot à mot dans l'Acte d'Accession conclu & signé ce jourd'hui, ils seront ratifiés de la même manière, & les Ratifications en seront échangées dans le même tems que l'Acte d'Accession. En foi de quoi nous, en vertu de nos Pleinpouvoirs respectifs, avons signé les presens Articles séparés & secrets. Fait à Stockholm le 14 Mars V. St. l'an 1727.

[PP.]

1727.

TRAITÉ d'Alliance entre les Rois de France, de la Grande Bretagne, & de Dannemarck; conclu à Coppenhague en 1727.

Comme Leurs Majestez, le Roi de la Grande-Bretagne, & le Roi Très-Chrétien, sont toujours attentifs à remplir leurs Engagemens, & à veiller au repos & à la sûreté de leurs Amis & Alliés, & comme Leursdites Majestez ont effectivement lieu de croire, que les Moscovites & leurs Adherans pourront bientôt concerter les moyens, & se disposer à venir attaquer les Etats de Sa Majesté le Roi de Dannemarck, soit pour ôter par la force à Sa Majesté Danoise le Duché de Sleswick, ou pour se préparer les moyens d'exécuter d'autres Projets contraires à la Tranquillité du Nord & de la Basse-Saxe, & des Pais qui intéressent les Hauts Contractans dans le Cercle de Westphalie. Et d'autant que Leurs Majestez Britannique & Très-Chrétienne sont intéressées à se précautionner contre tout ce qui pourroit, en troublant la Paix desdits Pais, donner en même tems atteinte au Traité de Hanovre, confirmatif spécialement des Traitez de Westphalie, & à se mettre en état d'exécuter fidelement les Garanties données contre toute invasion ou hostilité de la part de la Czarine, ou de quelque autre Puissance que ce puisse être, qui viendrait pour attaquer le Duché de Sleswick; Leurs Majestez Britannique, Très-Chrétienne, & Danoise, ont trouvé à propos de donner leurs Plein-pouvoirs, c'est à-dire, Sa Majesté Britannique au Sieur Jean Lord Glenorchy, Chevalier de l'Ordre du Bain, & Envoyé Extraordinaire de Sa Majesté le Roi de la Grande-Bretagne auprès de Sa

Majesté le Roi de Dannemarck, Sa Majesté Très-Chrétienne au Sieur Pierre Blouet, Comte de Camilly, Chevalier Grand Croix de l'Ordre de Saint Jean de Jerusalem, Capitaine des Vaisseaux de Sa Majesté Très-Chrétienne, & son Ambassadeur Plenipotentiaire auprès de Sa Majesté le Roi de Dannemarck; ainsi que Sa Majesté Danoise à ses Ministres, sçavoir le Sieur Ulric Adolphe de Holstein, Comte de Holstenbourg, Chevalier de l'Ordre de l'Elephant, & Grand Chancelier, Conseiller Privé du Conseil, & Chambellan de Sa Majesté le Roi de Dannemarck; le Sieur Jean George de Holstein, Seigneur de Mollenhagen, Chevalier de l'Ordre de l'Elephant, Conseiller Privé du Conseil, & Gouverneur du Baillage de Soderen de Sa Majesté le Roi de Dannemarck; & le Sieur Ludowig de Pleffen, Seigneur de Fusingoe, Silfoe, & Glorup, Chevalier de l'Ordre de Dannebrog, Conseiller Privé du Conseil de Sa Majesté le Roi de Dannemarck. Lesquels ayant pesé meurement toutes les circonstances du tems, & des dangers qui menacent les Etats de Sa Majesté Danoise, & qui pourroient troubler le repos de la Basse-Saxe, & des Pais susmentionnez, sont convenus des Articles suivans.

ARTICLE PREMIER.

Sa Majesté Danoise étant pleinement persuadée, que Leurs Majestez Britannique, & Très-Chrétienne, rempliront leurs Engagemens & Garanties, données par rapport au Duché de Sleswick, & feront tous les efforts imaginables, pour maintenir le repos de la Basse-Saxe, Sa Majesté Danoise, pour concourir à la même fin, promet de tenir sur pied un Corps de troupes de vingt-quatre mille Hommes, leurs Officiers, Equipages, & Artilleries, qui s'assemblera sans aucun retardement au lieu qui sera le plus à propos, & se portera par tout ou besoin sera, sur les premiers avis certains qu'on aura du mouvement des Troupes Moscovites, & de toute autre Puissance que ce puisse être, qui viendront pour attaquer le Sleswick, & pour troubler le Repos & la Tranquillité de la Basse-Saxe, & des Provinces appartenantes aux Hauts Contractans dans le Cercle de Westphalie.

II. Sa Majesté Danoise s'oblige en outre à ce que ledit Corps de Troupes de vingt-quatre mille Hommes venant à se mettre en marche, elle auroit encore sur pied un Corps de six mille Hommes, lequel sera destiné à renforcer ce Corps, s'il en étoit besoin.

III. Et pour aider dès à present Sa Majesté Danoise à soutenir la dépense, qu'elle sera obligée de faire pour remplir l'engagement porté par les precedens Articles, Sa Majesté Très-Chrétienne promet de faire payer à Sa Majesté Danoise un Subside annuel de trois cens cinquante mille Rixdalers, argent courant de Dannemarck, lequel sera continué pendant le cours de quatre années, à compter du jour de la Ratification du present Traité, & payez exactement tous les trois Mois par avance à Hambourg.

IV. Sa Majesté Très-Chrétienne promet encore, pour soulager Sa Majesté Danoise d'une Partie des fraix qu'elle auroit à faire, dans le cas que lesdits

dit vingt-quatre mille Hommes se mettent en marche pour se rendre au lieu du rendez-vous, de prendre douze mille Hommes à la Solde, en sorte qu'agissant premièrement de la défense du Roi de Dannemarch, Sa Majesté Très-Chrétienne ne les payera que sur le pied de neuf mille dans la proportion que Sa Majesté Danoise donne à ses Troupes quand elles sont en Campagne, tant pour la Solde de chaque Regiment d'Infanterie & de Cavalerie, que pour celle de l'Etat Major General & de l'Artillerie proportionnée au nombre de douze mille Hommes de Troupes, Officiers, & autres Gens nécessaires pour son service.

V La Solde, ainsi qu'il vient d'être dit, ne commencera à être à la charge de Sa Majesté Très-Chrétienne, que du jour de la première revue qui se fera devant le Commissaire General de Sa Majesté, lorsque les Troupes seront assemblées en corps d'Armée pour entrer en Campagne, le premier Mois sera payé d'avance, & ainsi de mois en mois, aussi long-tems que ledites Troupes seront soldoyées par Sa Majesté Très-Chrétienne.

VI Et quoique Sa Majesté Très-Chrétienne pût prétendre avec justice, que le Subside cesseroit au jour que la Solde commenceroit à courir, cependant, comme il pourroit arriver, que le paiement de cette Solde viendrait avant que le Roi de Dannemarch eût pu recevoir un secours effectif par le dit Subside, Sa dite Majesté Très-Chrétienne veut bien consentir à ce que si ladite Solde commençoit à courir avant que le Roi de Dannemarch eût pu recevoir deux années du Subside, alors elle seroit continuer le Subside autant de tems qu'il faudroit que le Roi de Dannemarch touchât toujours deux années de Subside, compris ce qui seroit échü & ce qui resteroit à échüir, & si après ledites deux années ledites Troupes ne restent plus à la Solde de Sa Majesté Très-Chrétienne, alors le Subside stipulé dans le troisième Article continuera d'être payé à Sa Majesté Danoise, jusqu'à la fin des quatre années, qui est le terme du présent Traité.

VII. Sa Majesté Très-Chrétienne enverra sur les-Lieux, des qu'elle en sera requise, un Commissaire pour assister à la revue qui sera faite desdites Troupes, pour se mettre en marche, le même Commissaire prendra le nom des Regimens, qui passeront ainsi à la Solde de Sa Majesté Très-Chrétienne, il examinera s'ils sont dûment equippez, montez, & armez. La collation des Charges vacantes, & l'administration de la Justice, se feront, comme auparavant, par Sa Majesté Danoise. Le Commissaire General de Sa Majesté assistera à toutes les deliberations pour les opérations Militaires, & quoiqu'il ne soit pas possible de statuer d'avance sur le cas non-venu de la Guerre, l'on convient cependant en general, que les douze mille Hommes de Troupes à la Solde Sa Majesté Très-Chrétienne sur le pied de neuf mille Hommes, seront traités en tout dans une parfaite égalité avec les douze mille Hommes entièrement à la Solde du Roi de Dannemarch.

VIII S'il arrive que Sa Majesté Très-Chrétienne ne crût plus avoir besoin pour le secours de ses Allies, de continuer le paiement de ladite Solde, elle sera obligée d'en avertir Sa Majesté Danoise deux mois auparavant.

IX. Sa Majesté Britannique de son côté tiendra prêts à marcher un Corps

de douze mille Hommes, pour être joints aux vingt-quatre mille Hommes de Troupes Danoises susmentionnées sur les premiers avis certains qu'on aura du mouvement des Troupes Moscovites, ou de toute autre Puissance que ce puisse être, qui viendrait pour attaquer le Sleswick, & pour troubler le repos & la tranquillité de la Basse-Saxe.

X. Sa Majesté Danoise ayant fait entendre à Sa Majesté Britannique, qu'étant engagée par le présent Traité de faire marcher un Corps de Troupes considérables dans la Basse-Saxe, ses Provinces Maritimes se trouveroient exposées aux entreprises de ses Ennemis, Sa Majesté Britannique étant toujours disposée à pourvoir, selon ses engagements, en bon fidèle Allié, à la sûreté des Etats de Sa Majesté Danoise, promet & s'engage d'envoyer en secours de Sa Majesté Danoise, sur les premiers avis des mouvements de la Flotte Moscovite, qui donneront de justes sujets de crainte, une Escadre suffisante de bons Vaisseaux de Guerre, pour aider à couvrir les Côtes de Mer de Sa Majesté Danoise, & empêcher que les Moscovites ne puissent les attaquer.

XI. Et quoique Leurs Majestés Britannique & Très-Chrétienne ne soient obligées à aucun secours fixe envers le Roi de Danemarck, cependant comme elles veulent éloigner des Etats de ce Prince toute invasion, dont la suite seroit sans doute d'allumer la Guerre, en violation du Traité de Hanovre, aussi bien que des Traitez de Westphalie, qui les obligeroient d'aller au soutien de leurs Garanties, & au secours de leurs Alliez, qui seroient attaqués, ou en danger de l'être; à cette fin, Sa Majesté Très-Chrétienne s'engage de tenir toujours prêt un Corps, au moins de trente mille Hommes, lequel Corps sera destiné, dès qu'il en sera requis, à être porté par tout où le besoin sera, & dont on conviendra, ou à faire des diversions, ou autres opérations nécessaires pour l'avantage commun, & pour la sûreté de ses Alliez dans l'Empire, ou dans le Nord, & en même tems Sa Majesté Britannique s'engage de tenir aussi en état un autre Corps de Troupes qui ne pourra être moindre de douze mille Hommes, pour être destiné de la même manière à être porté par tout où le besoin sera, & dont on conviendra, ou à faire des diversions, ou autres opérations nécessaires, pour la sûreté de ses Alliez dans l'Empire, ou dans le Nord, selon que le cas l'exigera.

XII. Comme les Moscovites ou autre Troupes qui pourroient se joindre à eux, pour venir attaquer les Etats du Roi de Danemarck, pour lui ôter le Duché de Sleswick, pourroient tâcher de passer par les Pais sujets au Roi de Prusse, ce que les Alliez se persuadent que ce Prince ne manquera pas de refuser. En cas donc que la Czarine, ou toute autre Puissance, qui que ce puisse être, voudroit forcer les passages par le Territoire du Roi de Prusse, ou l'attaquer, ou lui faire aucun tort ou dommage, à cause du refus que Sa Majesté pourroit faire de laisser passer par ses Pais les Moscovites ou leurs Adhérens, comme ci dessus, alors les Rois Contractans feront marcher leurs Armées combinées au secours du Roi de Prusse, & feront la Guerre à ceux qui l'auroient envahi, ou troublé, jusqu'à ce que l'attaque & danger cessent, & que tout tort ou dommage soit réparé.

XIII.

XIII. Les Ratifications du présent Traité seront échangées à Copenhague dans six semaines, à compter du jour de la Signature de ce Traité, ou plutôt si faire se peut.

En foi de quoi nous avons signé ce Traité, & y avons fait mettre le Sceau de nos Armes.

Fait à Copenhague ce seizième d'Avril l'an mil sept cent vingt-sept.

(L. S.) GLENORCHY.

ARTICLES SEPARÉZ ET SECRETS.

I. Quoique Sa Majesté Très-Chrétienne puisse justement prétendre que les Troupes qu'Elle prendra à la Solde lui dûssent prêter Serment, cependant, Sa Majesté Danoise ayant résolu de commander en Personne l'Armée combinée, on est convenu, par considération pour Sa Majesté Danoise, de s'en remettre à sa Parole Royale, pour agir conformément aux engagements qu'Elle a pris par le Traité signé ce jourd'hui. Mais, s'il arrivoit que Sa Majesté Danoise changeât la résolution susdite, & que les Rois Contractans jugeassent à propos de séparer le Corps de Troupes, pour l'avantage de la Cause commune, alors lesdites Troupes, à la Solde de Sa Majesté Très-Chrétienne, lui prêteront le Serment en la forme ordinaire.

II. Comme Leurs Majestés Britannique & Très-Chrétienne font des efforts extraordinaires pour les Intérêts du Roi de Dannemarck, Sa Majesté Danoise promet de ne point disposer d'aucune Partie de ses Troupes, soit directement ou indirectement, contre les intérêts de Leurs Majestés Britannique & Très-Chrétienne, & on convient que pendant que ce Traité durera, Sa Majesté Danoise ne donnera ni ne vendra aucune Partie de ses Troupes à quelques Puissances que ce soit qu'après en avoir concerté avec Leurs Majestés Britannique & Très-Chrétienne, contre les intérêts desquelles Elle promet de ne rien faire, s'engageant même de s'opposer, partout où besoin sera, à tout ce qui pourroit être fait ou projeté de contraire par quelques Puissances que ce soit, ce que Leurs Majestés Britannique & Très-Chrétienne promettent réciproquement.

III. L'on est convenu que si Sa Majesté Très-Chrétienne desiroit employer lesdits 12. mille Hommes qu'elle paye sur le pied de neuf mille, pour des affaires, qui, n'ayant aucun rapport à la sûreté du Roi de Dannemarck, n'intéresseroient que le bien du service de Sa Majesté Très-Chrétienne, ou celui de l'Alliance de Hanovre, alors le Roi de Dannemarck ne feroit aucune difficulté de les donner au service de Sa Majesté Très-Chrétienne, & dont on conviendrait six semaines après la demande qui en auroit été faite par Sa Majesté Très-Chrétienne.

IV. Et, attendu que si les Moscovites venoient par Terre pour pénétrer dans l'Empire & troubler la Pux du Nord, ils ne pourroient avoir d'autre passage que par les Etats de Pologne, & que l'on ne peut douter que ce

Roya-

Royaume ne se souviene encore des desordres qui y ont commis les Moscovites, il y a peu d'années; l'on est convenu, par le présent Article, de communiquer au Roi & à la République de Pologne le Concert que l'on a formé pour empêcher leur entrée dans l'Empire, & de les inviter à prendre aussi de leur côté les mesures les plus efficaces, pour fermer aux Moscovites les passages qu'ils voudroient prendre sur les Terres de la République de Pologne.

Fait à Copenhague ce seizième d'Avril l'an mil sept cent vingt-sept.

Signé comme ci-dessus.

[QQ]

1729. *TRAITE' de Paix, d'Union, & d'Amitié entre les Rois de France, d'Espagne, & de la Grande Bretagne, conclu à Seville en 1729. tiré du Mercure Historique.*

LEurs Sérénissimes Majestez, le Roi de la Grande-Bretagne, le Roi Très-Chrétien, & le Roi Catholique, desirans avec un égal expressement, non seulement de renouveler & de serrer plus étroitement leur Ancienne Amitié, mais aussi d'éloigner tout ce qui pourroit la troubler pour l'avenir, afin qu'étant unies de sentimens & d'inclination, Elles puissent agir désormais en tout comme n'ayant qu'un même objet & un même intérêt; & pour cet effet, le Sérénissime Roi de la Grande-Bretagne ayant donné Plein-Pouvoir de traiter, en son Nom, au Sieur Guillaume Stanhope, Vice-Chambellan de la Maison de Sa Majesté Britannique, Conseiller dans ses Conseils d'Etat & Privé, Membre du Parlement de la Grande-Bretagne, Colonel d'un Regiment de Dragons, & Ambassadeur Extraordinaire de Sa dite Majesté auprès de Sa Majesté Catholique; comme aussi au Sieur Benjamin Keene, Ministre-Plénipotentiaire de Sa dite Majesté Britannique, auprès de Sa Majesté Catholique: Le Sérénissime Roi Très-Chrétien ayant donné Plein-Pouvoir de traiter, en son Nom, au Sieur Marquis de Brancas, Lieutenant-Général de ses Armées, Chevalier de ses Ordres, & de celui la Toison d'Or, son Lieutenant-Général au Gouvernement de Provence, & son Ambassadeur Extraordinaire auprès de Sa Majesté Catholique: Et le Sérénissime Roi Catholique ayant pareillement donné Plein-Pouvoir de traiter, en son Nom, au Sieur Jean-Baptiste d'Orendain, Marquis de la Paz, son Conseiller d'Etat, & premier Secrétaire d'Etat & des Dépêches, & au Sieur Joseph Patino, Commandant de Alcañices, dans l'Ordre de S. Jaques, Gouverneur du Conseil des Finances, & des Tribunaux en dépendans, Sur-Intendant Général des Rentes générales, & son Secrétaire d'Etat & des Dépêches dans les Affaires de Marine, des Indes, & des Finances. Les Ministres susmentionnez sont convenus entr'eux des Articles suivans.

AR.

ARTICLE PREMIER.

IL y aura dès à présent & pour toujours une Paix solide, Union étroite, & une Amitié sincère & constante entre le Sérénissime Roi de la Grande-Bretagne, le Sérénissime Roi Très-Chrétien, & le Sérénissime Roi d'Espagne, leurs Héritiers & Successeurs, comme aussi entre leurs Royaumes & Sujets, pour l'Assistance & la Défense réciproque de leurs Etats & Intérêts. Il y aura pareillement oubli de tout le passé, & tous les Traitez & Conventions précédentes de Paix, d'Amitié, & de Commerce, conclus entre les Puissances Contractantes respectivement, seront, comme ils le sont effectivement, renouvellez & confirmés, dans tous leurs Points, auxquels il n'est pas dérogé par le présent Traité, d'une manière aussi pleine & aussi ample, comme si lesdits Traitez étoient inferez ici de mot à mot. Leursdites Majestez promettent de ne rien faire, ni souffrir qu'il soit rien fait qui puisse y être contraire directement ou indirectement.

II. En conséquence desquels Traitez, & afin d'établir solidement cette Union & Correspondance, Leurs Majestez Britannique, Très-Chrétienne, & Catholique, promettent & s'engagent par le présent Traité d'Alliance Défensive, de se garantir réciproquement leurs Royaumes, Etats & Terres de leur Obéissance, en quelques Parties du monde qu'ils soient situés, comme aussi les Droits & Privileges de leur Commerce, le tout suivant les Traitez, en sorte que lesdites Puissances, ou l'une d'entre Elles, étant attaquées ou molestées par quelque Puissance & sous quelque prétexte que ce soit, Elles promettent & s'obligent réciproquement d'employer leurs Offices, aussitôt qu'Elles en seront requises, pour obtenir satisfaction à la Partie Lésée, & pour empêcher la continuation des Hostilités. Et s'il arrive que lesdits Offices ne soient pas suffisans, pour procurer, sans délai, satisfaction, Leursdites Majestez promettent de fournir les Secours suivans, conjointement ou séparément, c'est à dire, Sa Majesté Britannique huit mille Hommes d'Infanterie, & quatre mille de Cavalerie, Sa Majesté Très-Chrétienne huit mille Hommes d'Infanterie, & quatre mille de Cavalerie, & Sa Majesté Catholique huit mille Hommes d'Infanterie, & quatre mille de Cavalerie. Si la Partie attaquée, au lieu de Troupes, demandoit des Vaisseaux de Guerre ou de Transport, ou même des Subsidies en Argent, il lui sera libre de choisir, & les autres Parties fourniront lesdits Vaisseaux ou Argent à proportion de la dépense des Troupes. Et pour ôter tout doute touchant l'évaluation des Secours, Leurs Majestez susdites conviennent, que mille Hommes d'Infanterie seront comptez sur le pied de dix mille Florins de Hollande, & mille Chevaux sur le pied de trente mille Florins de Hollande, par mois, & on observera la même proportion à l'égard des Vaisseaux qui doivent être fournis. Leursdites Majestez s'entra-secourront de toutes leurs forces, & même déclareront la Guerre à l'Agresseur.

III. Les Ministres de Sa Majesté Britannique & de Sa Majesté Très-Chrétienne ayant prétendu, que, dans les Traitez conclus à Vienne, entre l'Empereur

pereur & le Roi d'Espagne, l'Année mille sept-cent vingt-cinq, il y avoit plusieurs Clauses qui donnaient accente aux Articles des différens Traitez de Commerce, antérieurs à l'Année mille sept-cent vingt-cinq, Sa Majesté Catholique déclare, par le présent Article, qu'Elle n'a jamais entendu accorder, ni ne laissera subsister, en vertu d'aucuns Traitez de Vienne, aucun Privilège contraire aux Traitez ci-dessus confirmés.

IV. Ayant été convenu par les Articles Préliminaires que le Commerce des Nations Angloise & Française, tant en Europe qu'aux Indes, seroit rétabli sur le pie des Traitez & Conventions antérieures à l'Année mil sept-cent vingt-cinq, & notamment, que celui de la Nation Angloise en Amérique s'exerceroit comme par le passé, l'on convient par le présent Article, que tous ordres nécessaires seront expédiés de part & d'autre, sans aucun retardement, s'ils ne l'ont pas déjà été, soit pour l'exécution d'aucuns Traitez de Commerce, soit pour suppléer à ce qui pourroit manquer à l'entier rétablissement du Commerce, sur le pie d'aucuns Traitez & Conventions.

V. Quoiqu'il ait été stipulé par les Préliminaires, que toutes les Hostilités auroient à cesser de part & d'autre, & que s'il arrivoit entre les Sujets des Parties Contractantes quelque Trouble ou Hostilité, soit en Europe, soit aux Indes, les Puissances Contractantes concourroient à la réparation des dommages soufferts par leurs Sujets respectifs, & que nonobstant cela on allégué que de la part des Sujets de Sa Majesté Catholique on a commis des Actes de Trouble & d'Hostilité, il est convenu par ce présent Article, que pour ce qui regarde l'Europe, Sa Majesté Catholique fera réparer au plutôt les dommages qui y ont été soufferts depuis le temps prescrit par les Préliminaires pour la Cessation des Hostilités, & que pour ce qui regarde l'Amérique, Elle fera aussi réparer au plutôt les dommages qui y auroient été soufferts depuis l'arrivée de ses ordres à Cartagene le vingt-deuxième jour de Juin mille sept-cent vingt-huit. Et Sa dite Majesté Catholique publiera les défenses les plus rigoureuses pour prévenir de pareilles violences de la part de ses Sujets. Leurs Majestés Britannique & Très Chrétienne promettent de leur part, s'il y a des cas pareils, de faire réparer ce qui auroit été ainsi fait, & de donner de pareils ordres pour la Conservation de la Paix, Tranquillité, & bonne Intelligence.

VI Il sera nommé des Commissaires, avec des Pouvoirs suffisans de la part de leurs Majestés Britannique & Catholique, lesquels s'assembleront à la Cour d'Espagne, dans l'espace de quatre Mois, après l'échange des Ratifications du présent Traité, ou plutôt si faire se pourra, pour examiner & décider touchant les Vaisseaux & Effets pris en Mer de part & d'autre jusqu'aux temps marqués dans l'Article précédent. Lesdits Commissaires examineront particulièrement, & décideront, selon les Traitez, les Prétentions respectives qui regardent les abus que l'on suppose avoir été commis dans le Commerce tant aux Indes qu'en Europe, & toutes les autres Prétentions respectives en Amérique, fondées sur les Traitez, soit par rapport aux Limites ou survenant. Lesdits Commissaires pareillement discuteront & décideront les Prétentions que Sa Majesté Catholique peut avoir en vertu du

Traité

Traité de mille, sept-cent vingt-un pour la restitution des vaisseaux pris sur la Flotte Angloise dans l'Année mille sept-cent dix-huit. Et lesdits Commissaires, après avoir examiné, & décidé les susdits Points & Prétentions, & fait un rapport de leurs Procédures à Leurs Majestés Britannique & Catholique, lesquelles promettent que dans l'espace de six Mois après ledit rapport fait, Elles feront exécuter ponctuellement & exactement ce qui aura été ainsi décidé par lesdits Commissaires.

VII. Il sera aussi partiellement nommé de la part de Sa Majesté Très-Chrétienne & de Sa Majesté Catholique, des Commissaires, qui examineront tous les Grievs généralement quelconques, que les Parties Intéressées auroient à former respectivement, soit pour la restitution des Bâtimens saisis ou enlevés, soit par rapport au Commerce, Lignes, ou autrement.

VIII. Lesdits Commissaires termineront exactement leur Commission dans l'espace de trois ans, ou plutôt si faire se peut, à compter du jour de la Signature du présent Traité, & cela, sans autre délai ultérieur, sous quelque motif ou prétexte que ce soit.

IX. On effectuera dès-à-présent l'introduction des Garnisons dans les Places de Livorne, Porto-Ferrajo, Parme, & Plaisance, au nombre de six mille Hommes des Troupes de Sa Majesté Catholique, & à sa Solde, lesquels serviront pour la plus grande Assurance & Conservation de la Succession immédiate d'icelux Etats en faveur du Sérénissime Infant Don Carlos, & pour être en état de résister à toute Entreprise & Opposition qui pourroit être faite au préjudice de ce qui a été réglé sur ladite Succession.

X. Les Puissances Contractantes feront dès-à-présent toutes les diligences qu'Elles croiront convenables à la Dignité & au repos des Sérénissimes Grand Duc de Toscane & Duc de Parme, afin que les Garnisons soient reçues avec la plus grande Tranquillité, sans Opposition, dès qu'elles se présenteront à la vue des Places où elles devront être introduites.

Lesdites Garnisons feront aux présents Possesseurs le Serment de défendre leurs Personnes, Souveraineté, Biens, & Etats & Sujets, en tout ce qui ne sera point contraire au Droit de Succession, réservé au Sér. Infant Don Carlos, & les présents Possesseurs ne pourront rien demander ou exiger qui y soit contraire.

Lesdites Garnisons ne se mêleront directement ni indirectement, sous aucun prétexte que ce puisse être, des affaires du Gouvernement Politique, Oeconomique, ni Civil, & auront ordre très-expres de rendre aux Sérénissimes Grand Duc de Toscane & Duc de Parme tous les respects & honneurs Militaires, qui sont dûs à des Souverains dans leurs Etats.

XI. L'Objet de l'Introduction d'icelux six mille Hommes des Troupes de Sa Majesté Catholique, & à sa Solde, étant d'assurer au Sérénissime Infant Don Carlos la Succession immédiate des Etats de Toscane, Parme & Plaisance, Sa Majesté Catholique promettant tant pour Elle que pour les Successeurs, qu'après-tot que le Sérénissime Infant Don Carlos, son Fils, ou tel autre qui sera à ses Droits, sera possesseur tranquille d'icelux Etats, & en si-

reté contre toute invasion & autres justes motifs de crainte, Elle fera retirer des Places de ces Etats les Troupes qui seront siennes & non pas propres à l'Infant Don Carlos, ou à celui qui sera à ses Droits ; en sorte que par-là, ladite Succession & Possession reste assurée & exempte de tous Evénemens.

XII. Les Puissances Contractantes s'engagent d'établir, selon les Droits de Succession qui ont été stipulez, & de maintenir le Sérénissime Infant Don Carlos, ou celui à qui passeront les Droits, dans la Possession & jouissance des Etats de Toscane, de Parme, & Plaisance, lorsqu'il y sera une fois établi, de le défendre de toute insulte contre quelques Puissances que ce soit qui penseroit l'inquiéter ; se déclarant par ce Traité Garantes à perpétuité du Droit, Possession, Tranquillité, & Repos du Sérénissime Infant & de ses Successeurs auxdits Etats.

XIII. A l'égard des autres Détails ou Reglemens concernant la Manutention desdites Garnisons une fois établies dans les Etats de Toscane, Parme & Plaisance, comme il est à presumer que Sa Majesté Catholique, & les Ser. Grand Duc & Duc de Parme, en conviendront par un Accord particulier, L. M. Brit. & T. C. promettent que dès que cet Accord sera fait, Elles le ratifieront & garantiront, tant envers S. M. C., qu'envers les Ser. Grand Duc & Duc de Parme, comme s'il étoit inséré de mot à mot dans le présent Traité.

XIV. Les Etats Généraux des Provinces-Unies seront invitez d'entrer dans le présent Traité & Art. Seront pareillement invitées ou admises de concert dans ces mêmes Traité & Art. telles autres Puissances dont on conviendra.

Les Ratifications du présent Traité seront expédiées dans l'espace de six semaines, ou plutôt, si faire se peut, à compter du jour de la Signature.

En foi de quoi, nous soussignez Ministres-Plénipotentiaires de S. M. B. de S. M. T. Chrét., & de S. M. Cath., en vertu de nos Plein-Pouvoirs, qui ont été communiquez de part & d'autre, & qui seront ci-dessous transcrits, avons signé le présent Traité, & y avons fait apposer le Cachet de nos Armes. Fait à Seville, le 9. jour de Novembre 1729.

(L. S.) W. STAN-	(L. S.) BRANCAS.	(L. S.) El Marq. de la PAZ.
HOPE.		(L. S.) D. JOSEPH PA-
(L. S.) B. KEENE.		TINO.

ARTICLES SEPARÉZ.

I. **B** IEN que, conformément aux Articles Preliminaires, il ait été dit par l'Article IV. du Traité signé ce jourd'hui, que le Commerce de la Nation Angloise en Amerique seroit rétabli sur le pié des Traitez & Conventions antérieures à l'Année mille sept-cent vingt-cinq ; cependant, pour plus de netteté, il est déclaré encore par le présent Article entre Leurs Majestez Britannique & Catholique, lequel aura la même force, & sera sous la même

même Garantie que le Traité de ce jourd'hui, que sous cette dénomination générale sont compris les Traitez de Paix & de Commerce conclus à Utrecht les treize Juillet & neuf Decembre de l'Année mille sept-cent & treize, dans lesquels sont compris le Traité de mille six cent soixante & sept, fait à Madrid, & les Cédulas y mentionnées, le Traité postérieur fait à Madrid le quatorze Decembre mille sept-cent quinze, comme aussi le Contrat particulier nommé communement de l'Assiento, pour l'Introduction des Esclaves Negres aux Indes-Espagnoles, qui fut fait le vingt-six Mars de ladite Année mille sept-cent treize, en conséquence de l'Article XII du Traité d'Utrecht, & pareillement le Traité de Declaration touchant celui de l'Assiento, fait le vingt-six Mai mille sept-cent seize. Tous lesquels Traitez mentionnez en cet Article, avec leurs Declarations, seront dès aujourd'hui, (même pendant l'examen des Commissaires,) & demeureront dans leur force, vertu, & pleine vigueur, pour l'observation desquels Sa Majesté Catholique fera expedier ou plutôt, s'ils ne l'ont été, les Ordres & Cédulas nécessaires à ses Vicerois, Gouverneurs, & autres Ministres à qui il appartiendra, tant en Europe qu'aux Indes, afin que sans aucun délai, ou interprétation, ils les fassent observer & accomplir.

Pareillement S. Maj. Brit. promet & s'engage de publier les ordres nécessaires, s'il en manquoit, pour remettre le Commerce des Sujets de l'Espagne en tous les Ports de sa Domination, sur le pié porté par ledits Traitez, & pour les faire exactement observer & accomplir.

II. En conséquence, tous Vaisseaux, Marchandises, & Effets, qui n'auroient pas été pris ou saisis pour cause de Commerce illicite, & qui seroient prouvés dès-à-présent par des Preuves & Documents authentiques, avoir été detenus, saisis, ou confisqués dans les Ports d'Espagne, soit en Europe, soit aux Indes, & notamment le Vaisseau le Prince Frederic & la Cargaison, s'ils ne l'ont déjà été, seront restitués immédiatement, dans la même espee pour ceux qui le trouveront en nature, ou à ce défaut, la juste & vraie valeur selon l'Estimation, qui, si Elle n'en a pas été faite dans le tems, sera réglée sur les informations authentiques que les Propriétaires auront à fournir aux Magistrats des Lieux & Villes où auront été faites les saisies. S. M. Brit. promettant de la part le reciproque pour toutes Saisies, Confiscations, ou Detentions qui pourroient avoir été faites contre la teneur d'endits Traitez. Convenant Leursdites Majestés Brit. & Cath., qu'à l'égard de pareilles Saisies, Confiscations, ou Detentions de part & d'autre, dont la validité ne seroit pas encore suffisamment éclaircie, la discussion & la décision en seroient remises à l'examen des Commissaires, pour y faire Droit sur le pié des Traitez ci-dessus mentionnez.

Les presens Articles Separez auront la même force que s'ils étoient inferés de mot à mot dans le Traité conclu & signé aujourd'hui. Ils seront ratifiés de la même maniere, & les Ratifications en seront échangées dans le même tems, que celles dudit Traité.

En foi dequoi nous soussignons Ministres-Plempotentiaires de S. M. Brit., de S. M. Tr. Chréti., & de S. M. Cath., en vertu de nos Pleins-Pouvoirs,

avons signé les presens Articles separez, & y avons fait apposer le Cachet de nos Armes. Fait à Seville, le neuvième jour de Novembre mil sept-cent vingt-neuf.

(L.S.) W. STAN- (L.S.) BRANCA. (L.S.) El Marq. de la Paz.
HOPK. (L.S.) D. JOSEPH PA-
(L.S.) B. KERNE. TINO.

[RR.]

1719. *ACCESSION des Etats Generaux des Provinces-Unies au Traité de Seville. Copie Authentique.*

Comme Leurs Sérénissimes Majestés, le Roi de la Grande-Bretagne, le Roi Très-Chrétien, & le Roi Catholique, ont jugé à propos, pour affermir davantage les liens de leur Union, pourvoir à la sûreté de leurs Royaumes & Etats, & conserver la Tranquillité publique, de faire entr'eux une Alliance, dont le Traité a été signé à Seville le 9. Novembre 1729: conformément au XIV Article de ce Traité, les Etats Généraux ont été invitez d'y accéder (*ici est inséré l'Instrument du Traité*) Lesdits Etats ayant désiré de tout tems de continuer, & de rendre plus ferme la bonne Intelligence & Amitié qu'ils ont l'honneur d'entretenir avec L. M. Brit. T. C. & Cath. & L. H. P. souhaitant, autant qu'il depend d'Elles, de contribuer à la conservation & l'établissement de la Tranquillité publique; elles sont très-sensibles à l'invitation qui leur a été faite d'accéder à cette Alliance, étant convaincues qu'une plus étroite Union en est le principal but. Comme cette Alliance a en vûe entr'autres l'établissement d'une Confiance parfaite entre les Parties Contractantes, les Etats Généraux présupposent que les Allies se communiqueront réciproquement, avec une entière confiance, leurs sentimens, tant par rapport aux moyens qu'on jugera, en cas de nécessité, les plus efficaces, pour conserver & maintenir toutes les Possessions & Droits, mentionnez dans ce Traité, que par rapport au Commerce & autres Interêts, tant en Europe qu'ailleurs.

Dans la ferme confiance, que c'est-là le véritable but & intention de Leursdites Majestés, L. H. P., pour donner des marques du désir qu'Elles ont de se lier plus étroitement avec L. M., & de la haute estime qu'Elles ont pour leur Amitié & Alliance, ont résolu d'accéder audit Traité, & ont nommé pour cet effet leur Ministre Plénipotentiaire, (*ici sont les titres de Mr. van der Meer*) lequel étant entré en Conférence avec les autres Ministres Plénipotentiaires, il a été convenu:

Que les Seigneurs Etats Généraux accèderont, comme le susdit Plénipotentiaire a déclaré qu'ils accédoient, & comme lui-même accède en effet

leur nom & de leur part audit Traité par le présent Acte, s'engagent envers Leurs Majestés susmentionnées à tout ce qui y est contenu, de la même manière que si elles avoient contracté avec eux dès le commencement, & L. M. témoignant que leur but & leur intention est telle qu'il est exprimé ci-dessus, elles acceptent, ainsi que les susdits Ambassadeurs Ministres & Plénipotentiaires ont déclaré & déclarent au nom & de la part de Leurs dites Majestés, s'engagent envers L. H. P. à tout ce qui est contenu dans ledit Traité entièrement de la même manière que si elles avoient contracté dès le commencement avec L. M.

Sa Maj. Brit. & Sa Majesté Très-Chrét. confirment & renouvellent en considération de Leurs Hautes Puissances tous les engagements où elles sont entrées ci-devant pour procurer à leur République une entière satisfaction, tant par rapport à l'abolition de la Navigation & Commerce de la Compagnie d'Ostende aux Indes, que touchant les affaires d'Oostfrise, & Sa Maj. Cath. s'oblige de la même manière, & par la même considération, d'entrer dans les mêmes engagements, aussitôt qu'ils lui auront été communiqués; ce que les États Généraux promettent de faire dans trois Mois, à compter du jour de la Signature, ou plutôt, si faire se peut.

D'autant que le Secours que L. H. P. donneront en cas de besoin n'a pu être réglé dans le Traité, on est convenu qu'il consistera en 4000. d'Infanterie & 1000. Chevaux.

S. M. Cath. s'engage de faire donner à L. H. P. une entière satisfaction sur leurs Griets tant aux Indes qu'en Europe, & d'ordonner que leur Commerce soit rétabli sur le pied des précédens Traitez. L. H. P. promettent de faire la même chose par rapport aux Griets de Sa Majesté fondée sur les Traitez: Et en cas qu'il survienne quelques difficultés dans l'examen desdits Griets, dont on ne puisse convenir, Sa Maj. Catholique & Leurs Hautes Puissances nommeront des Commissaires pour en traiter sur le pied réglé dans les Art. 6. & 7. du Traité inséré ci-dessus touchant les Commissaires des autres Puissances.

S'il arrivoit que Sa Majesté Catholique juger à propos d'accorder pour le présent, ou à l'avenir, publiquement ou par quelques Conventions secrètes, par rapport au Commerce, quelques Droits ou Prerogatives à quelque Puissance que ce soit, les mêmes Droits ou Prerogatives seront immédiatement accordés aux Sujets de L. H. P., qui seront traités en tout comme la Nation la plus favorisée, conformément à ce qui est stipulé dans les Traitez précédens.

Comme Leurs Hautes Puissances ont représenté qu'il pourroit arriver certains cas, où, en haine de leur Accession signée aujourd'hui, elles seroient attaquées & troublées de manière qu'elles seroient obligées d'avoir d'abord recours aux armes pour leur défense, & que ce cas arrivant, le temps nécessaire pour voir le succès des bons offices qui seroient employés, & après lesquels seulement leurs Alliez sont obligés de leur donner les Secours stipulés dans le second Article du présent Traité, les exposant à de grands inconvéniens, & les laisseroit exposés à la plus violente invasion sans être secourus

rués par leurs Alliez, L. M. Brit. Très-Chrét. & Cath. pour donner aux Etats Généraux une nouvelle preuve de la part qu'Elles prennent à la conservation de la Republ. consentent de s'engager & promettent que dans ledit cas où la Rep. pourroit être exposée à un danger évident, Leurs Maj. donneront les secours promis par l'Art. II. sans attendre le succès de leurs bons offices & de leurs instances qu'Elles auroient entamé auprès de l'Agresseur pour en obtenir la satisfaction & la réparation convenable.

Le présent Traité d'Accession des Etats Généraux sera ratifié par Leurs Maj. Brit. Très-Chrét. & Cathol. & par les Etats Généraux, & ces Ratifications seront échangées à la Cour d'Espagne dans trois Mois, à compter du jour de la Signature du présent Traité, ou plutôt si faire se peut, en foi de quoi, &c. *A Seville le 21. Novembre 1729.*

[SS.]

1731. *TRAITE d'Alliance entre l'Empereur, le Roy de la Gr. Bretagne, & les Etats Généraux des Provinces Unies, conclu à Vienne en 1731. tiré du Mercure Historique.*

NOTUM sit omnibus ac singulis quorum interest, aut interesse quomodo-cumque potest. Postquam Serenissimus ac Potentissimus Princeps & Dominus Carolus VI. Romanorum Imperator, Hispaniarum, utriusque Siciliae, Hungariae, ac Bohemiae Rex, Archidux Austriae &c. &c. Tum Serenissimus ac Potentissimus Princeps ac Dominus Georgius II. Magnae Britanniae, Franciae, & Hiberniae Rex, nec non Celsi & Praepotentes Domini Status Generales Unitarum Foederati Belgii Provinciarum; Considerato incerto turbidoque rerum, qui nunc est in Europa, statu, maturè perpenderunt media, quibus non modo mala ex gliscentibus in dies magis magisque similitatibus jam jam creptura anteverterentur, sed & publica tranquillitas modo, quantum fieri potest, stabili ac perennaturo, faciliq; una ac prompta ratione firmaretur. Praefatae suae Majestates, ac praefati Ordines Generales, propenso penitus studio ducti, opus tam salutare promovendi perficiendiq; è re esse judicaverunt, de certis quibusdam conditionibus generalibus inter se convenire, quae basis loco inservirent, juxta quam dissentientium praecipuorum in Europa Principum animi conciliandi & controversiae, quae inter eosdem non absque publicae tranquillitatis periculo quam maxime jam vigent, componendae forent.

Hunc itaque in finem Sacra sua Caesarea & Catholica Majestas, Celsissimum Principem ac Dominum Eugenium, Sabaudiae & Pedemontium Principem, altè suae suae Majestatis Caesareae & Catholicae Consiliarium Actua-
lem

Intimum, Consiliu Aulico-Belgici Præsidentem, suumque Locumtenentem Generalem, Sacri Imperii Romani Campi Marichallum, ac ejusdem Regnorum ac Statuum per Italiam Vicarium Generalem, & unius Desultoriorum Legionis Præfectum, Aurei Velleris Equitem. nec non Illustrissimum & Excellentissimum Dominum Philippum Ludovicum, Sacri Romani Imperii Thesaurarium Hereditarium, Comitem a Zinzendoiff, Liberum Baronem in Ernsthbrunn, Dominum Dynastiæ Gfoll, Superioris Selowitz, Porluz, Saabor, Mulfig, Loos-zaan, & Dreskau, Burgravium in Rheineck, Supremum Hereditarium Scutiferum ac Præcilem in Superiori Austria ad Ansfum, Aurei Velleris Equitem, Sacræ Cæsareæ Majestatis Camerarium, Actuale Consiliarium Intimum, ac Primum Aulæ Cancellarium &c: ac Illustrissimum & Excellentissimum Dominum Gundaccarum Thomam Sacri Romani Imperii Comitem de Staremberg in Schaumburg & Waxemburg Dominum Ditionum Eschelberg, Liechtenhage, Rotenegg, Frystadt, Haus, Oberwallse, Senffenberg, Bodendorff, Harwan, Aurei Velleris Equitem, Sacræ Cæsareæ Catholicæ Majestatis Consiliarium Intimum Actuale, Archiducatus Austriae Superioris & Inferioris Marschallum Hereditarium. Sacra vero Regia Majestas Britannica Dominum Thomam Robinson, Armigerum, in Comitibus Parlamenti Magnæ Britanniae Senatorem, & Ministrum suum apud prædictam Majestatem suam Cæsaream & Catholicam. Tum Celsi & Potentes Status Unitarum Foederati Belgii Provinciarum

plena Potestate munivimus, qui collatus inter se Consiliis & computatis prius Plenipotentiarum Tabulis, in sequentes Articulos & Conditiones conveniunt.

I. Sit maneatque inter Sacram Cæsaream Catholicam Majestatem, Sacram Regiam Majestatem Magnæ Britanniae, ac utriusque Hæredes & Successores; nec non Celsos ac Potentes Dominos Status Generales Foederati Belgii, firma, sincera, & inviolabilis amicitia, pro mutuis commodis Provinciarum, ac Subditorum, ad unumquemque ex Principibus Contrahentibus spectantium ita stabilita, ut singuli contrahentes Ditiones & Subditos aliorum tueri, nec non Pacem manutenere atque aliorum reliquorum Contrahentium commoda ceu sua promovere, damna vero & injurias cujuscunque generis prævenire & avertere teneantur. Itaque juxta tenorem præcedentium Pacis, Amicitiae, ac Foederis Tractatum ac Conventionum, qui omnes ac singuli Tractatus ac Conventiones, exceptis solummodo iis Articulis, Clausulis aut Conditionibus, quibus per præsentem Tractatum derogare è re visum est, plenum suum in omnibus ac per omnia robur ac vim obtineant, censeanturque vigore præsentis Tractatus renovati & confirmati; atque insuper Partes Contrahentes ad mutuam tutiorem, seu, uti vocant, Guarantiam, omnium Regnorum, Ditionum ac Terrarum ab unaquaque earundem possessorum, tum etiam Jurium & Immunitatum quibus unaquæque gaudet, aut gaudere debet, discretim se se vigore hujus Articuli obstrinxerunt, ita quidem, ut mutuo declararent ac sibi inter invicem sponderent, quod

omnibus viribus se se sint opposituri conatibus omnium ac singulorum, qui forsitan præter ipsum, vel ullum ex Contrahentibus, vel eorum Successores ac Hæredes in quæta possessione illorum Regnorum, Ditionum, Provinciarum, Terrarum, Jurium, ac Immunitatum turbare velient, quibus unquamque Contrahentium Pars tempore conclusi præsentis Tractatus gaudet aut gaudere deberet.

II. Quandoquidem nomine Sacræ Cæsareæ Catholicæ Majestatis sæpius expositum fuit, haud diu publicam tranquillitatem vigere ac constare, nec securam pro conservando duraturo in Europa Æquilibrio rationem excogitari posse, nisi sibi generalis tutio, sponso, ac evictio, seu uti vocant, Garantia illius succedendi ordinis præstetur, qui juxta Declarationem Anno 1713 emanatam in Serenissima Domo Austriaca obtinet; Sacra Regia Majestas Britannica & Cæli ac Potentes Ordines Generales Unitarum Fœderati Belgii Provinciarum, tam eo studio ducti, quo in tranquillitatem publicam tuendam & Æquilibrium in Europa conservandum feruntur, quam intuitu conditionum, quæ utrique huic scopo maxime intervenientes in subsequendis Articulis dispositæ reperiuntur, vigore præsentis Articuli Garantiam modo dicti succedendi ordinis generalem in se suscipiunt, ac quoties opus fuerit, contra quoscunque præstandam spondent, promittentes prout quo fieri potest meliore ac firmitate modo quod omnibus viribus suis rueri, manuteneri, ac, uti vocant, garantigare velint ac debeant contra quoscunque, quoties opus fuerit, illum succedendi ordinem, quem Sacra Majestas Cæsareæ, in forma perpetui indivisibilis ac inleparabilis Fidei-commissi Primogenituræ affecti pro Universis suæ Majestatis utriusque sexus Hæredibus, Instrumento solenni die 19 Aprilis, Anno 1713 prout hujus Instrumenti Copia ad finem Tractatus adjuncta reperitur, declaravit ac stabilivit, quique subinde ab Ordinibus & Statibus universorum Regnorum, Archiducatum, Principatum, Provinciarum, ac Ditionum, ad Serenissimam, Domum Austriacam jure hæreditario spectantium, communi omnium voto susceptus, & grato submissoque animo agnitus, atque in vim Legis, Sanctionisque Pragmaticæ perpetuo valiturus, in publica Monumenta relatus fuit, & quemadmodum juxta hanc succedendi normam & ordinem cum in casum, ubi annuente Divina Misericordia mascula Proles a sua Majestate Cæsareæ Catholica descendens extabit, Primogenitus filiorum suorum, aut, hoc præmortuo, hujus primogeniti primogenitus, nulla autem de sua Cæsareæ Catholica Majestate prole masculina extante, primogenita filiarum suarum Serenissimarum Austriæ Archiducum, ordine ac jure primogenituræ indivisibilis nunquam non observato, succedere eidem debet in omnibus Regnis, Provinciis ac Ditionibus, quas actu sua Cæsareæ Majestas possidet, absque eo quod unquam seu favore illorum, aut illarum, qui vel quæ de secunda, tertia, aut ulteriore linea aut gradu sunt, aut alias quæcunque denum de causa divisioni ulli aut separationi locus sit, hoc ipso quoque ordine ac jure primogenituræ indivisibilis in omnibus reliquis casibus pariter obtinente, ac perpetuo in omne ævum temporibus observando, qui vel in linea masculina suæ Cæsareæ Majestatis, si Divinum Numen mascula eandem prole beuret, vel extincta

linea masculina, in linea ejusdem feminina evenire, vel denique alias, quovis de successionis in Regna, Provincias, ac Ditiones Hereditarias Serenissimæ Domus Austriacæ questio oriretur, obtingere possent. Ita sua Sacra Regia Britannica Majestas & Celsi ac Præpotentes Domini Status Generales Fœderati Belgii promittunt ac se se obstringunt, quod illum vel illam, qui vel quæ juxta normam & ordinem hætenus recensitum in Regna, Provincias, ac Ditiones, quas Sua Cæsarea Majestas actu possidet, succedere debet, in eandem manuteneat ac contra quoscunque, qui fors n turbare hanc possessionem ullatenus præsumerent, perpetuo tutari velint ac teneantur.

III Cumque Sacræ Cæsareæ Catholicæ Majestati, nomine Sacræ Regiæ Majestatis Britannicæ & Celsorum ac Præpotentium Ordinum Generalium Fœderati Belgii amplexissimis verbis expositum sapius fuerit, non esse certius medium exoptatam tandiu publicam tranquillitatem, quo fieri potest, promptiori modo stabilendi, quam si per immediatam introductionem sex millium Hispanorum Militum, in munita Hetruriæ, Parmæ, & Placentiæ loca, destinata Serenissimo Infanti Don Carlos in modo dicto Ducatus successu magis adhuc firmetur. Præfata Sacra Majestas Cæsarea Catholica quo & ipsi pacifica suæ Majestatis Britannicæ ac Celsorum ac Potentium Ordinum Generalium Fœderati Belgii Consilia ac vota promoveret, sui ex parte nulla pro sua ratione obisset prædictorum sex millium Hispanorum Militum pacatæ Introductioni in munita Hetruriæ, Parmæ, ac Placentiæ Ducatum loca, juxta Propositiones à dicta sua Majestate Britannica atque Ordinibus Generalibus desuper inatas. Cum vero hunc in finem Sacra Majestas Cæsarea Catholica Imperii quoque consensum necessarium censeat, simul eadem promittit quod omnem operam adhibere velit, quo consensus iste intra duorum mensium spatium, aut citius si fieri poterit, obtineatur, atque ut promptius obviam eatur malis, publicæ quieti imminentibus, imponet præterea Sua Majestas Cæsarea Catholica, quod statim post commutatas invicem Ratihabitionum tabulas, contentum a se qua Imperii capite præfata pacatæ Introductioni præbitum, tum Magni Hetruriæ Ducis, tum Parmensi Ministro in Aula sua commorantibus, a ihive ubi conveniens visum fuerit notum futurum sit: Nec minus præfata Sua Majestas Cæsarea Catholica promittit ac impondet tam longe a se abesse mentem, vel directè vel indirectè admissioni Præsidarii Hispani Militis in antedicta loca impedimentum ullum suscitandi aut afferendi, ut potius officii ac auctoritatem suam interpositura sit quæ nascente præter spem obstaculo aut contradictione, quidquid antememorata admissioni obesse posset, amoveatur, atque adeo sex milia Hispanorum Militum tranquille & sine mora in munita Magni Hetruriæ Ducatus tum Parmæ, tum Placentiæ Ducatum loca, quo ante dictum est modo, introduci queant.

IV Sint proinde maneatque Articuli, de quibus irrevocabili Partium contrahentium consensu hoc modo conventum est, ita firmiter & reciproce stabiliti penitusque decisi, ut neque in his, quæ absque mora & statim post Ratihabitionum tabulas invicem commutatas effectui danda sunt, neque in

in quæ in omne ævum inconcussa permanere debent, Partibus contrahentibus ulla in re recedere ab eis licet.

V. Cum pro assequendo scopo, quem Partes præsentem Tractatum contrahentes attingere intendunt, necessarium visum sit, ut cuncta dissidiorum & dissensionum semina radicitus evellantur, atque adeo pristinus ille amicitiae nexus, qui modo memoratas Partes contrahentes invicem ligaverat, non tantum renovetur, sed & in dies ætius stringatur. hinc est quod Majestas sua Cæsarea Catholica promittit, ac se se vigore præsentis Articuli obstringit, quod cessare penitus illico & in perpetuum debeat omne ex Belgio Austriaco, ac ex aliis Ditionibus, quæ tempore Caroli II. Hispaniarum Regis Catholici sub Hispana Dominatione erant, in Indias Orientales commercium & Navigatio, & quod bona fide effectui sit datura, ac vel Ostendana Societas, vel quisvis alius, seu in Belgio Austriaco, seu in Ditionibus, quæ uti dictum est, tempora Caroli II. Regis quondam Catholici sub Hispanica Dominatione erant, existens, huic in perpetuum stabilitæ normæ directe vel indirecte unquam contraveniat, duabus tantum Navibus exceptis, quæ non nisi unica adhuc vice ex Ostendano Portu cursum suum in Indias Orientales dirigere, & inde Ostendam mercibus onustæ revertere ibidemque pro lubitu exportatas ex Indis merces venales exponere poterunt. Et Sacra Regia Majestas Britannica, Cælique ac Præpotentes Status Generales Fœderati Belgii, sua quoque ex parte promittunt, seque obstringunt, quod nulla interposita mora, super Commercio & modo Vestigalium vulgo *Tarif* nuncupato, novum Tractatum in quantum ad Belgium Austriacum attinet, ad mentem Articuli XXVI Tractatus, cui a Limitibus nomen inditum fuit, vulgo *Barrière*, cum Sacra Sua Cæsarea Majestate inire velint. Quem quidem in finem nominandi statim erunt a Partibus Contrahentibus Commissarii, qui intra spatium duorum Mensium a die subscripti Tractatus computandum Antuerpiæ sese congregare, ac tum super his, quæ plenariam executionem antememorati Tractatus, cui a Limitibus nomen inditum, quique Antuerpiæ die 1. Novembris, Anno 1715. conclusus fuit, tum Conventionis posterioris Hagæ Comitum die 11. Decembris 1718. subscriptæ concernunt, convenire, tum vero speciatim novum, uti dictum est, super Commercio & modo Vestigalium, in quantum ad Belgium Austriacum attinet, Tractatum ad mentem antememorati Articuli XXVI. inire debebunt, Conventionemque insuper ac solenni stipulatione cautum est, quod cuncta ea, quæ Commissarii Antuerpiæ congregandi demandare e re visum fuit, quam citissimè fieri poterit, ex æquo & bono ad finem penitus perducenda sint, ita quidem, ut non tardius, quam ad summum intra duorum annorum spatium ultima operi manus admovenda veniat.

VI. Cum reliquorum Capitulorum examen ac discussio, quæ seu ipsas inter Partes paciscentes, seu aliquem ex earundem Fœderatis dirimenda restant, plus temporis consumptura sit, quam ancipiti hoc rerum statui expediat, quo moræ omnes, quæ bono communi detrimenti minimum allaturæ forent, præcendantur, convenitum concordatumque est, ut invicem declararetur, quod Tractatus omnes Conventionesque ab unaquaque Partium dictarum pacif-

sentium cum Principibus aliisque Statibus initæ, uti sunt, subsistere possint, in quantum scilicet rei alicui haud adversantur, quæ per præsentem hunc Tractatum constituta est; quodque Controversiæ, seu inter dictas Partes paciscentes seu quamlibet ex earum Fœderatis amice quam primum dirimendæ, atque interea a Partibus Contrahentibus eo allaborandum sit, ut nemo ex iis quorum res in controversia sunt, pro iis vindicandis vi uti possit.

VII. Sua autem Majestas Cæsarea & Catholica, quo Subditis Regis Magnæ Britanniæ & Dominorum Ordinum Generalium de ipsorum Commercio in Regno Siciliæ exercendo nullus dubio locus supersit, jam nunc declarare voluit, illos eodem modo & ad eandem normam habitum iri, uti habiti sunt, aut haberi debuerint tempore Hispaniarum Regis Caroli II. Inclytæ Memoriz, ac prout Gens amicissima haberi consuevit.

VIII. Includentur huic Tractatui Pacificationis omnes illi, qui, post permutationem tabularum Ratihabitionis, intra sex menses ab una vel altera Parte, ex communi consensu nominabuntur.

IX. Approbabitur & ratihabebitur præsens Tractatus a sua Cæsarea Catholica Majestate, a Sua Sacra Regia Magnæ Britanniæ Majestate, & a Celsis & Potentibus Dominis Statibus Generalibus Uniti Belgii, & Ratihabitionum Tabulæ intra spatium sex Septimanarum a die Subscriptionis computandarum Viennæ invicem tradentur & commutabuntur.

In quorum fidem roburque tam Cæsarei Commissarii tanquam Legati Plenipotentiarum Extraordinarii, quam Regis Magnæ Britanniæ Minister, plena pariter facultate munitus Tabulas, has propriis manibus subscripserunt & Sigillis suis muniverunt. Acta hæc sunt Viennæ Austriæ, 16. Die mensis Martii, Anno Domini 1731.

(L.S.) EUGENIUS à SABAUDIA.

(L.S.) PHILIPPUS-LUDOVICUS à ZINTZENDORFF.

(L.S.) GUNDACCARUS-THOMAS DE STARRENBURG.

(L.S.) THOMAS ROBINSON.

ARTICULUS SEPARATUS.

QUAMVIS Articulo primo Tractatus inter Sacram Cæsaream Catholicam Majestatem, Sacram Regiam Magnæ Britanniæ Majestatem, & Dominos Status Generales Unitarum Fœderati Belgii Provinciarum hodierna die conclusi Partes Contrahentes inter alia sibi invicem spondederint, quod omnibus viribus sese opposituræ sint conatibus omnium ac singulorum, qui forsan præter spem vel ullum ex Contrahentibus vel eorundem Successores ac Hæredes in quietâ Possessione illorum Regnorum, Ditionum, Provinciarum, Terrarum, Jurium, aut Immunitatum turbare velint, quibus unaquæque Contrahentium Pars tempore conclusi præsentis

Tractatus gaudet aut gaudere deberet, Convenit tamen inter eandem Partes paciscentes vigore presentis Articuli separati est, quod, si forsan tractu temporis contingerent ut Sacram Cæsaream Catholicam Majestatem aut ejus Hæredes & Successores, Turcæ in quietâ possessione Regnorum, Ducatuum, Provinciarum, Terrarum, Jurium, aut Immunitatum quibus Sua Cæsarea Majestas actu gaudet aut gaudere deberet, turbare vellent, ad hunc solum, qui modò memoratus est, casum Guarantiæ in dicto Articulo primo sancitæ nullatenus extendi debeant.

Articulus hic separatus eandem vim &c.

DECLARATIO super Præsidio Hispanicis in munita Hetruriz, Parmæ, & Placentiæ loca introducendis.

CUm Sua Sacra Cæsarea Catholica Majestas, antequam suâ ex parte consensum præberet us, quæ Articulo tertio Tractatus hodierna die conclusi, de immediata introductione præsidarii Hispanici Militis in munita Hetruriz, Parmæ & Placentiæ loca, disposita sunt, super vero scopo & objecto Sponsionum, quæ desuper in Tractatu Hispanensi partim nonâ partim vigesimâ primâ Novembris die, anno 1729. subscripto continetur, secuta omninò reddi voluerit, Sacra Sua Regia Magnæ Britanniz Majestas, & Celsæ ac Pot. Domini Status Generales Fœderati Belgii, non tantum Sponsiones istas, prouti hic annexæ reperiuntur, Sux Sacræ Cæsareæ Catholicæ Majestati bona fide exhibuerunt, verum etiam firmissimè asseverare haud dubitarunt, non fuisse sibi, cum de introducendo in munita Hetruriz, Parmæ, & Placentiæ loca Hispano Præsidario Milite convenissent, mentem, ullâ in re ab eis recedere quæ Articulo quinto Fœderis quadruplicis Londini die (22. Jul.) 2. Aug. anno 1718. conclusi, tum de Cæsareis & Imperii Juribus, tum pro securitate Regnorum ac Ducatuum quas Sua Majestas Cæsarea in Italiâ actu possidet, tum denique pro conservanda quiete ac dignitate eorum, qui tunc erant, prædictorum Ducatum Legitimorum Possessorum sancita reperiuntur, quapropter Sua Regia Magnæ Britanniz Majestas, & Celsæ ac Pot. Domini Status Generales Fœderati Belgii, declararunt prouti declarant & prompti paratique ad dandas, prouti vigore presentis Instrumenti dant, Sux Cæsareæ Catholicæ Majestati tam super rerum Capitibus superius recensitis, quam super omnibus us, quæ ulterius adhuc prædicto Articulo quinto Fœderis quadruplicis nuncupati continentur, sponsiones, evictiones, seu uti vulgò vocant, Guarantias, quantum desiderari poterunt, validas & solemnes.

Præsent Declaratio eandem vim &c.

DECLARATIO *super* PARMENSI Successione.

NE inopina Mori Serenissimi Principis Antonii Farnesi, dum viveret, Parmæ ac Placentiæ Ducis, quæ in id ipsum tempus, quo de concludendo præfati Tractatu agebatur, incidit, ejusdem conclusioni moram aut obstaculum afferret, Sua Majestas Cæsarea Catholica vigore hujus Instrumenti declarat ac sese obstringit, quod illo in casu, quo spes de Graviditate Serenissimæ Ducis viduæ, præfati Serenissimi Ducis Antonii dum viveret Conjugii, concepta haud evanesceret, ac dicta Dux vidua in Munita Parmæ & Placentiæ loca Præsidarii Hispani Militis tum Articuli huiusmodi Tractatus hodierna die conclusi, tum Declarationis Instrumento desuper editi, continerent, neque locum obtinere debeant ac si mors ita inopina haud contingeret. Quod si verò vel evanesceret spes de Graviditate prædicta Dux vidua concepta, vel Posthumam illa in lucem ederet, tum antefata Sua Majestas Cæsarea declarat ac sese obstringit quod loco introducendi in munita Parmæ & Placentiæ loca Præsidarii Hispani Militis, ipse Serenissimus Hispaniarum Infans Carolus, juxta normam, de qua, accedente consensu Imperii, cum Hispani Aulâ olim convenerat, Literasque Investituræ eventuales, quantum tenor in omnibus Articulis, Clausulis, ac Conditionibus, pro repetito & confirmato habendus est, in possessionem præfatorum Ducatum Parmensis & Placentini, ita tamen ut prius tam dictus Hispaniarum Infans, quam Hispani Aulâ, satisfaciât satis quæ Tractatus anteriores, quorum Imperator accedente Imperii consensu Pars contrahens existit, requirunt. Cumque post mortem antememorati Ducis Antonii Farnesi Miles Cæsareus in munita Parmæ & Placentiæ loca introductus sit, non ea mente, ut obstaculum afferretur Successioni eventuali, prout illa Serenissimo Infanti Carolo per Tractatum Londinensem, vulgò Fœdus quadruplex nuncupatum, destinata fuerat, sed ut anteverterentur quæcumque Italiæ tranquillitatem turbare poterant Consilia, Sacra Sua Majestas Cæsarea Catholica Quietem publicam juxta pacificam Vota, Tractatu hodiernâ die concluso, in quantum fieri potuit, stabilitam firmatamque cernens, denuo declarat quod immittendo copias suas in munita Parmæ & Placentiæ loca, non alia sibi mens fuit quam ut quantum pones ipsam erat, successionem Serenissimi Infantis Don Carlos, prout illa Tractatu Londinensi eidem Infanti destinata fuit, magis iussulciret, quodque tantum abût, ut vel prædictæ successioni, si forsan proles mascula Farnesia penitus foret extincta, obistere, vel etiam introductioni Præsidarii Hispani Militis, si forsan Dux vidua posthumum in lucem ederet, opponere sese velit, quod potius declarat ac promittat. proprio jussu copias suas inde educendas fore, seu ut ipse Infans Carolus in possessionem sæpè memoratorum Ducatum juxta tenorem Literarum Investituræ eventualis mittatur, seu ut introducti ibidem pacatè & nemine obistente Hispani Præsidia queant, quæ ipsa Præsidia non alii usui inservire debebunt, quam ut certior de executione pro-

don, quod Respublica illa pro stabiliendâ firmandaque tranquillitate publicâ testatur, prædictis Majestatibus nullum dubitandi locum relinquit, quin & præfata Respublica, quo particeps fiat eorum, quæ in ipsius favorem antememorato Tractatu sancita repervuntur, Pars ejusdem principalis Contrahens quantocius fieri cupit, eo communi operâ allaborabunt ambæ Majestates suæ, ut intra tres menses à die subscriptionis præsentis Tractatûs computandos, aut citius si fieri poterit, nomine quoque dictorum Ordinum Generalium hic ipse Tractatus Hagæ Comitum subscribi & signari possit; necessarium enim tam Cæsareæ quam Regiæ Britannicæ Majestati pro assequendo scopo qui præsentis Tractatu intenditur perficiendoque communis tranquillitatis opere visum est, ut sæpe memorati Ordines Generales in partem quoque ac Societatem horum Paſtorum veniant.

Articulis hic separatis tandem vim, &c.

DECLARATION *touchant* L'OOST-FRISE.

LES Etats Généraux des Provinces-Unies des Pais-Bas, ayant en plusieurs occasions fait connoître à Sa Majesté Imperiale & Catholique dans l'intérêt qu'ils prennent à ce que le repos dans leur voisinage, & par conséquent dans la Province d'Oost-Frise, altéré par les troubles, qui y sont survenus depuis quelques années, soit remis & conservé, leur intention n'a jamais été de donner la moindre atteinte à la dependance, dont ladite Province d'Oostfrise relève de l'Empereur & de l'Empire; ladite Majesté Imperiale & Catholique, pour donner une nouvelle preuve aux Etats Généraux de son desir à leur complaire, autant que la justice le peut permettre, a bien voulu leur expliquer sur cette affaire ses véritables sentimens, & les rassurer par ce moyen des craintes qu'ils paroissent avoir conçûes: pour cet effet, on n'a pas hésité de leur déclarer par le présent Acte de la part, que son intention a toujours été, & est encore.

I. Que l'Amnistie, qu'elle a très-gracieusement accordée à ceux d'Embden & à leurs Adherens, soit entièrement son effet, & qu'ainsi toutes les peines qui ont été decretées contre ceux d'Embden & leurs Adherens, à cause de leur Renitence, ne soient point executées; & qu'à l'égard de celles qui depuis la très-précieuse acceptation de la soumission faite par ceux d'Embden & leurs Adherens, auroient déjà été executées, le tout soit remis dans l'état où il étoit avant que ladite soumission a été acceptée, c'est-à-dire, avant le 3. Mai 1729. sauf ce qui sera dit ci-après sur la concurrence à l'indemnification pour les pertes que ceux qui ont été pillés durant les troubles ont souffertes.

II. Sa Majesté Imperiale & Catholique ayant très-gracieusement permis par la Resolution du 12. Septembre 1729. à ceux de la Ville d'Embden, & à leurs Adherens, de deduire de nouveau leurs Grieffs en ce qu'ils se

croient lésés par les Decrets des années 1721. & suivantes, touchant le fond des affaires sur lesquelles ils ont eu des différens avec le Prince, & lesdits Grieffs ayant été exhibés par après . . . Novembre de la même année en toute soumission au Conseil Imperial Aulique, ladite Majesté a déjà ordonné par sa très-gracieuse Resolution ultérieure du 31. Août, que ces Grieffs soient examinés au plutôt que faire se pourra, & la constance volonté, comme il a été souvent déclaré, a toujours été, & est encore, qu'il soit décidé & statué la dessus en toute Justice, aussi-tôt qu'il sera possible, suivant les Accords, Conventions, & Décisions, qui sont le droit particulier de la Province d'Oost Frise, & qui sont allégués dans les Lettres reversales du Prince, passées & jurées à son avènement à la Regence, bien entendu néanmoins, que sous les Accords, Conventions, & Décisions, ceux & celles ne sauroient être comprises, qui ont été cassées & annulées par les Augustes Predecesseurs de la Majesté Imperiale dans l'Empire, ou qui donnent atteinte aux Droits supérieurs de l'Empereur & de l'Empire sur la Province d'Oost-Frise. Et la Majesté Imperiale & Catholique, pour mieux donner à connoître sa très-gracieuse intention d'abréger, autant que la justice le permet, l'examen des Grieffs de ceux d'Embsen & de leurs Adherans, a déjà ordonné par sa Resolution du 31. Août de l'année passée, que dès que l'insinuation sera faite à ceux auxquels il convient de la faire selon la teneur de la Resolution susmentionnée, ces derniers aient à y répondre au plutôt & une seule fois pour toutes, après quoi la Majesté Imperiale, sur l'avis de son Conseil Imperial Aulique, remédiera point pour point à chaque plainte qui sera trouvée fondée dans les Accords cités ci-dessus.

III Comme suivant la dernière Resolution de Sa Majesté Imperiale & Catholique du 31. Août 1735 il a déjà été ordonné, que ceux de la Ville d'Embsen & leurs Adherans doivent être admis à l'Assemblée des Etats qui doit être convoquée pour délibérer sans contrainte sur les affaires qui sont de leur Compétence, la Majesté Imperiale & Catholique tiendra la main à ce que cette Resolution sorte son entier effet, & à ce que contre la teneur personne de ceux qui ont droit d'y assister n'en soit exclu.

IV A l'égard de l'indemnisation la Majesté Imperiale trouve bon, qu'il soit fait un état des dommages qui selon la teneur de l'amnistie publiée le . . . de l'année 1728 & de la Resolution du 12. de Septembre 1729. doivent être réparés par les Remiens, & que cet état leur soit communiqué pour alléguer ce qu'ils trouvent à y redire, après quoi, la Majesté Imperiale & Catholique fera accommoder le différent à l'amiable, ou au défaut d'un accommodement décidera en toute équité de la somme qui sera requise pour le dédommagement des pertes souffertes.

V Sa Majesté Imperiale & Catholique persiste dans l'intention quelle a toujours eue d'avoir un soin particulier du payement des Interêts des sommes que les Etats d'Oost-Frise & la Ville d'Embsen ont empruntées des Sujets des Provinces-Unies, comme aussi du remboursement du Capital, suivant la teneur des Obligations passées à ce sujet.

[TT.]

1731. *Accession des Etats Généraux des Provinces-Unies, au Traité précédent. Copie Authentique.*

LE Sérénissime & très-Puissant Prince & Seigneur Charles VI. Empereur des Romains, Roi d'Espagne, des deux Siciles, de Hongrie, & de Bohême, Archiduc d'Autriche, &c. &c., & le Sérénissime & très-Puissant Prince George II. Roi de la Grande-Bretagne, de France, & d'Irlande, ayant considéré l'état incertain & tumultueux des affaires de l'Europe, & ayant recherché & mûrement pesé les moyens qu'on pourroit employer pour prévenir les maux qui pouvoient naître des querelles qui augmentoient tous les jours, & rétablir la tranquillité publique d'une manière prompte & facile, mais stable & durable, ils sont convenus à Vienne en Autriche le 16. Mars de l'année passée 1731. de certaines conditions qui pouvoient servir de base à la reconciliation des principales Puissances de l'Europe, & à terminer les disputes qui étoient entr'elles & qui menaçoient la tranquillité publique, à cet effet, Leurs susdites Majestez dressèrent & conclurent entr'elles un Traité. Ayant ensuite réfléchi sur les favorables dispositions des Hauts & Puissans Seigneurs les Etats Généraux des Provinces-Unies à contribuer à une si salutaire entreprise, elles les ont compris dans ledit Traité comme Partie contractante, persuadés que, quoique ledits Etats Généraux n'aient pu signer le susdit Traité en même tems & dans le même endroit pour les raisons alléguées dans l'Article Separé, ils ne feroient aucune difficulté de se joindre à Leurs Majestez Imperiale & Britannique, à cet effet elles leur ont fait communiquer ledit Article conclu à Vienne en Autriche le 16. Mars 1731. avec les Articles Separés & les Declarations, les invitant à entrer, comme principale Partie contractante, dans ledit Traité, dont la teneur s'ensuit de mot à mot, ainsi que des Articles Separés & des Declarations.

*Fiat insertio *.*

Les Hauts & Puissans Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies & Pais-Bas approuvent le très-louable zèle & l'attention de Sa Majesté Imperiale & Catholique & de Sa Majesté Britannique, à prévenir les suites dangereuses des disputes & à maintenir la Paix & la Tranquillité publique, & voulant faire connoître leurs bonnes dispositions pour le bien public, & pour la Paix, & combien ils estiment l'honneur de concourir à un dessein si louable & à une cause si juste avec de si grands Princes, en s'unissant à Sa Maj.

Imp.

* On trouve ce Traité ci-dessus pag. 318.

Imp. & Cath & à Sa Maj Brit ils ont examiné dans cette vue le contenu dudit Traité, de ses Articles Separez & Déclarations, & persuadés que ce n'est ni le sens, ni la lettre du Traité, que, par les termes de Garantie générale & reciproque de l'Art 1, aucune des Parties Contractantes soit obligées à maintenir ou garantir quelques Traitez, qui ne seroient pas connus, dans cette confiance, ils ont résolu d'entrer comme principale Partie contractante dans ledit Traité, les Articles Separez & Déclarations, de la même manière & dans la forme, qu'il a été conclu & pour cet effet, ils ont donné Pouvoir à leurs Deputés & Plenipotentiaires, les Seigneurs Fred. Guil. Torch, Chevalier de l'Ordre Teutonique, du Corps des Nobles de Gueldres dans la Veluwe, Conseiller & Assesseur de la Chambre des Comtes du Duché de Gueldres & Comté de Zutphen, Bourguemestre de la Ville de Haxtem, Jean Henri de Wassenaar, Seigneur de Wassenaar, Suydwijk, Obdam, Hensbroek, Wegmeer, Spierdyck, Baron de Laege, &c de l'Ordre des Nobles de Hollande & Westfrise, premier Curateur de l'Université de Leyde, Simon de Slingeland, Conseiller-Pensionnaire des Etats de Hollande & Westfrise, Philippe Jacob de Borstle vander Hooze, Seigneur de Vant-hout, ci devant Echevin & Conseiller de Middelbourg en Zélande, Conseiller & Tresorier du Brabant Hollandais, Jean Servus de Milan Vincenzi, Baron du S. E. R. Seigneur de Nievelst, Velthuyzen, Bilestadi, Rorwede, Reyckerkoop, Lachtenberg, Oudenryn, & Heycoop, &c Chanoine de Notre Dame d'Utrecht, premier Noble de la Province d'Utrecht, Dyckgrave de la Haute Loek, & Maître des Eaux & Forêts du Diocèse d'Utrecht, George Wolff Baron de Schwarzenberg & Hohenlandenberg, Député des Nobles aux Etats de Frise, Grietman de Meraduthadeel, Reinoud Dorchard Rutgers de Rechten, Comte du S. E. R. Seigneur de Gramberg, de l'Ordre des Nobles d'Overysse, & Eger Tamminga, Seigneur de Marien & Maersberg, Grand Bailli d'Axel, Neuse, & Buervliet, &c tous Deputés à l'Assemblée des Seigneurs Etats Généraux de la part des Provinces de Gueldre, Hollande & Westfrise, Zélande, Utrecht, Frise, Overysse, & Groningue & Ommelande

Leurs Majestés Impériale & Britannique ayant de même donné Plenipouvoir, savoir Sa Maj Imp & Cath à l'Illustrissime & Excellentissime Seigneur François Venceslas, Tresorier hereditaire du S. E. R. Comte de Saurzendorff, Baron d'Erndrun, Seigneur de Plana, Gotschau, Lelbin, Weitenack, Zekking, & Marzeladorff, Burgrave de Reineck, Chambellan & Conseiller intime actuel de Sa Maj Imp & Cath son Envoyé Extraord. & Plenipotentiaire, & Sa Maj Britann à son Cousin & Conseiller le Seigneur Philippe, Comte de Chesterfield, Grand-Maître de la Maison, Chevalier de la Jarretière, & son Ambassadeur Extraordinaire & Plenipotentiaire

Lesdits Plenipotentiaires, après avoir conféré ensemble & avoir & bannié leurs Plenipouvoirs, sont convenus, par rapport à la manière dont les Etats Généraux des Provinces-Unies des Pais-Bas entreroient dans ledit Traité, des Articles suivans qui ontout la même force que le Traité même, &c

Et pour l'éclaircissement de quelques-uns des Articles, ils ont statué ce qui suit.

ARTICLE I.

Les Seigneurs Comtes de Saxe-Cobourg & de Chesterfield, en vertu de leurs Pleins-Pouvoirs, & au Nom de Leurs Maj. Imp. & Brit. reconnaissent que le sens que les Seigneurs Etats Généraux ont donné à l'Article général & réciproque de l'Art. I. dudit Traité est le sens véritable & naturel, et qui étant posé, ils se sont chargés de signer dans ce sens le said Traité & les Articles Séparés avec lesdits Deputés & Plénipotentiaires dedites Seigneurs Etats comme Parties principales Contractantes, & y joindre leurs Secours, & de produire de part & d'autre de semblables Déclarations.

II.

Comme on est convenu dans les Art. I. & II. du Traité conclu le 14. Mars de l'année dernière entre Sa Maj. Imp. & Cath. & Sa Maj. Brit., que ceux qui s'y sont obligés préférant de toutes leurs forces les Garanties dont il est fait mention, sans qu'on ait réglé de quelle manière cela se feroit, les Parties contractantes ont jugé à propos d'en convenir expressément dans un Article particulier, ainsi on est convenu que toutes les fois que les cas de la Garantie exprimés dans les Art. I. & II. dudit Traité, surviendront, les dites Parties seront obligées d'envoyer à la Partie lésée les secours suivants; ensemble ou séparément dans l'espace de deux mois, à compter du jour qu'elles en auront été requises, savoir, Sa Maj. Imp. & Cath. 8000 Fantassins & 4000 Chevaux, Sa Maj. Brit. le même nombre, & les Seigneurs Etats Généraux 4000 Fantassins & 1000 Chevaux, bien entendu que si ces secours étoient demandés pour l'Italie, la Hongrie, ou les Pays adjacens à ce Royaume hors de l'Empire, les Etats Généraux pourroient fournir à la Partie requérante des Vaisseaux de Guerre ou de Transport ou de l'argent pour la valeur du secours qu'ils devroient fournir, sans être obligés d'envoyer leurs Soldats en Italie, en Hongrie, ou dans les Pays adjacens à ce Royaume hors de l'Empire. Que si Sa Maj. Imp. & Cath. les Héritiers & Successeurs, lesdits cas de la Garantie existant, auroient mieux qu'on leur envoyât aussi dans d'autres Pays, des Vaisseaux de Guerre ou de Transport, ou des subsides en argent, et qui dépendra d'eux, en ce cas les Vaisseaux ou subsides seront fournis proportionnellement à la dépense qui seroit faite pour les Troupes, & pour éviter toute ambiguë sur ce sujet, on a trouvé bon d'évaluer mille Fantassins à la somme de 12. mille flor. d'Hollande par mois, & mille Chevaux à 20. mille flor. d'Holl. observant la même proportion par rapport aux Vaisseaux. Que si les saids Secours ne suffisoient pas, les Parties contractantes conviendront du plus grand Secours, & seront obligées, le cas se requérant, d'assister leur Allié de toutes leurs forces pour repousser les attaques de son Ennemi, & même de déclarer la Guerre à l'Agresseur pour procurer une pleine satisfaction, réparation, & sûreté à la Partie lésée.

III.

D'autant que l'endroit où est mis l'Art. IV. dans ledit Traité pouvoit faire douter s'il a rapport aux suivans comme aux précédens Articles, & d'autant que tous les Articles, (sans en excepter un seul), sont également valides & emportent la même obligation, afin qu'il ne reste aucun doute, on a déclaré unanimement, que cet Art. IV. est également applicable à tous les Articles du Traité, & que la place qui lui a été donnée dans le Traité ne peut tirer à conséquence.

IV.

D'autant que l'Art. V qui concerne le Commerce des Indes paroit avoir besoin de quelque éclaircissement, on est convenu | Quant à ce qui est des Indes Occidentales, que les Parties contractantes se conformeront de bonne foi à la règle établie dans le Traité de Munster en tout ce qui y est statué par rapport au Commerce & à la Navigation des Indes Occidentales.

En outre, comme dans l'Article V. dudit Traité conclu à Vienne le 16. de Mars de l'année dernière, il a été statué que tout Commerce & Navigation des Pais Bas Autrichiens & autres Provinces qui étoient pendant le Règne de Charles II. sous la Domination l'Espagne vers les Indes Orientales, cesseroient d'abord, entièrement, & à perpétuité, de même tout Commerce & Navigation des Indes Orientales vers les Pais-Bas Autrichiens & les Provinces susdites devroient cesser de la même manière, c'est pourquoi Sa Majesté Impériale promet & s'engage qu'elle observera de bonne foi que ni la Compagnie d'Ostende, ni aucune autre, soit dans les Pais-Bas Autrichiens, soit dans les Provinces, comme il est déjà dit, qui du temps de Charles II. étoient sous la Domination d'Espagne, ne contravienne ni directement, ni indirectement, à ce Règlement établi, bien entendu pourtant qu'il ne sera pas défendu aux Sujets desdites Provinces de Sa Maj. Imp. & Cath. d'acheter & vendre des Marchandises venues des Indes Orientales, & qui en ont été apportées d'ailleurs par d'autres Vaisseaux, & d'en trafiquer en tous lieux.

Il faut cependant excepter deux Vaisseaux que la Compagnie d'Ostende pourra envoyer pour cette fin seulement du Port d'Ostende, ou de quelque autre endroit qui auroit appartenu autrefois à la Couronne d'Espagne, pour revenir à Ostende ou dans quelque autre Port de Flandres, ou autrefois de la Domination d'Espagne, ce qui sera permis.

Ces deux Vaisseaux, qui iront aux Indes Orientales pour y trafiquer, s'abstiendront de tous les Lieux, Ports, & Côtes que la Compagnie des Indes d'Angleterre & la République des Provinces-Unies possèdent aux Indes, comme aussi des Lieux où l'un & l'autre jouissent actuellement d'un Commerce privatif, & il ne sera point permis auxdits deux Vaisseaux de prolonger leur voyage au delà de vingt-neuf mois, à compter du premier d'Octobre 1732 excepté le seul cas de Naufrage, & avant que cesdits Vaisseaux partent d'Ostende, on déclarera leur grandeur, leurs noms, & ceux de leurs Capitaines, à la Grande-Bretagne & à la République des Provinces-

Unies

Unies, & dans trois semaines à compter du jour de la signature du présent Traité, il leur sera rendu de la part de Sa Maj. Brit. & des Hauts & Puissans Etats Généraux des Provinces-Unies des Lettres enjoignant aux Sujets de la Grande Bretagne & des Etats Généraux, dans quelque endroit que ce soit, non seulement de ne faire aucune insulte auxdits Vaisseaux, mais même, en cas que par tempête ou autre nécessité ils soient obligés d'aborder dans des Lieux possédés par lesdites Compagnies, de leur rendre tous les bons offices qu'on a coutume de rendre aux Nations Amies.

Le présent Instrument sera ratifié & approuvé par Sa Maj. Imp. par Sa Maj. Brit. & par les Hauts & Puissans Etats Généraux des Provinces-Unies dans l'espace de 6. semaines, à compter du jour de la signature, ou plutôt si faire se peut, & l'échange des Ratifications s'en fera ici à la Haye. En foi de quoi &c. Fait à la Haye le 20. Février 1731.

Etait signé par les Ministres Délégués, & Plénipotentiaires nommez dans le Preamble, excepté le Député de Groeninge.

ARTICLE SEPARÉ.

IL a été convenu entre les Parties contractantes, par rapport à l'Art. II. du Traité du 16. Mars de l'année 1731. que s'il arrivoit que celles des Archiduchesses, à qui, suivant l'ordre de Succession établi dans la Sanction Pragmatique de 1731. échoiront tous les Royaumes & Provinces héréditaires que Sa Maj. Imp. possède actuellement, épouse un Prince si puissant & possédant tant d'Etats, qu'il pût en naître de justes craintes pour la tranquillité de l'Europe & pour son équilibre, il sera & devra être permis à ce Prince, en transférant à son plus proche Parent les Etats qui lui appartenoient, de jouir du droit & bénéfice de la Garantie stipulée dans l'Art. II. du Traité du 16. de Mars de l'année passée, ou s'il veut retenir lesdites Provinces qui lui ont ci-devant appartenues, de renoncer au droit de bénéfice de ladite Garantie, de manière néanmoins que dans le premier cas Sa Maj. Brit. & les Etats Généraux des Provinces-Unies seroient tenus d'exécuter les conditions de la Garantie, comme si ladite Archiduchesse n'avoit pas été mariée à un Prince si puissant, & dans le dernier cas Sa dite Maj. Brit. & les Etats Généraux des Provinces-Unies seront exempts de la Garantie promise dans ledit Art. II. du susdit Traité, subsistant, au reste, dans tous les autres cas qui ne sont pas compris dans cette exception, contenue dans le présent Article Separé, la règle établie dans ledit Article II. du Traité du 16. Mars de l'année 1731.

Le présent Article Separé aura la même force que s'il étoit inséré mot pour mot dans le Traité, & sera ratifié de la même manière & dans le même tems, & les Ratifications en seront échangées.

DECLARATION.

*Touchant les Affaires d'Oostfrise, produite de la part
de l'Empereur.*

Les Etats Généraux des Provinces-Unies des Pays-Bas, ayant en plusieurs occasions fait connoître à Sa Majesté Impériale & Catholique dans l'intérêt qu'ils prennent à ce que le repos dans leur Voisinage & par conséquent dans la Province d'Oostfrise, altéré par les Troubles qui y sont survenus depuis quelques années, soit remis & conservé, leur intention n'a jamais été de donner la moindre atteinte à la dépendance dont ladite Province d'Oostfrise relève de l'Empereur & de l'Empire; Sa dite Majesté Impériale & Catholique, pour donner une nouvelle preuve aux Etats Généraux, comme aussi à Sa Majesté Britannique qui a en ceci appuyé les intentions des Etats Généraux, de son desir à leur complaire autant que la justice le peut permettre, a bien voulu leur expliquer sur cette affaire ses véritables sentimens, & les rassurer par ce moyen des craintes qu'ils paroissoient avoir conçues. Pour cet effet, on n'a pas hésité de leur déclarer par le présent Acte de sa part, que son intention a toujours été & est encore.

§. I.

Que l'Amnistie, qu'elle a très-gracieusement accordée à ceux d'Emmden & à leurs Adhérens, soit entièrement son effet, & qu'ainsi il ne soit plus exécuté aucune des peines qui ont été decretées contre eux, à cause de leur Reintence. que les amendes pecuniaires, qui pouvoient en avoir été exigées depuis la très-gracieuse acceptation de leur Soumission, c'est à dire, depuis le 3. Mars 1719. leur soient rendues, que les Biens immeubles, y compris les Seigneuries de la Ville d'Emmden, & les Capitaux, s'il y en a de confisqués ou sequestrés, soient pareillement restitués à leurs Propriétaires; que les fruits, qui en pouvoient être sequestrés, soient pareillement restitués à leurs Propriétaires; que les fruits, qui en pouvoient être sequestrés au profit de la Caisse d'indemnisation, soient imputés à la somme à payer pour la repartition des pertes de ceux qui ont été pillés pendant les troubles; & qu'enfin les Propriétaires aient à rentrer dans la jouissance de tous leurs Biens immeubles & Capitaux, sans préjudice néanmoins de ce qui sera dû dans le §. IV. de la présente Declaration, & sauf les droits d'Hypothèque dont ces Biens immeubles restent affectés pour la sûreté de l'indemnisation dont il est parlé.

§. II.

Sa Majesté Impériale & Catholique ayant gracieusement permis par sa Résolution du 12. Septembre 1719. à ceux de la Ville d'Emmden & à leurs Adhé-

Adherans, de deduire de nouveau leurs griefs en ce qu'ils se croient lésés par des Decrets de 1711. & des années suivantes, touchant le fonds des affaires, sur lesquelles ils on eu des differens avec le Prince, & lesdits griefs ayant été exhibez par apres sous le 25. Octobre de la même année, en toute soumission au Conseil Imperial Aulique, Sa Majesté Imperiale a déjà ordonné & ordonnera encore, que ces griefs touchant le fonds de l'affaire, après qu'ils auront été insinuez au Prince, & à ceux qui font cause commune avec lui, qui devront y repondre dans deux mois apres l'insinuation faite, soient examinez au plutôt que faire se pourra. & la constante Volonté, comme il a été souvent déclaré, a toujours été & est encore qu'il soit décidé & statué là-dessus en toute justice, aussi-tôt qu'il sera possible, suivant les Accords, Conventions, & Decisions, qui font le droit particulier de la Province d'Ostfrise, & qui sont alleguez dans les Lettres Reversales du Prince, passe a son avenement à la Regence, & dont l'observation a été jurée par les Officiers du Prince, bien-entendu néanmoins, que sous les Accords, Conventions, & Decisions, ceux & celles ne sauroient être comprises, qui donnoient atteinte aux Droits supérieurs de l'Empereur & de l'Empire sur la Province d'Ostfrise, & spécialement à la Jurisdiction Imperiale, mais, pour lever tout doute sur le vrai sens que cette clause restrictive renferme, l'Empereur declare en même tems, que, content de garantir la Jurisdiction Imperiale de tout préjudice, son intention n'est pas d'aneantir ce qui dans un Accord ou Convention a été statué du libre consentement des Parties intéressées sur les droits du Prince & de ses Etats. Et Sa Majesté Imperiale, & Catholique, pour mieux donner à connoître sa très-gracieuse intention, d'abreger autant que la justice le permet l'examen des griefs de ceux d'Embsen & de leurs Adherans, a déjà ordonné & fera ordonner de nouveau, que le Prince & ceux qui font cause commune avec lui, après l'insinuation du Libelle, tel qu'il a été exhibé, leur aura été faite, ayent à repondre en deux mois pour le plus tard, & une seule fois pour toutes, apres quoi Sa Majesté Imperiale & Catholique remediera, point pour point, à chaque Plaine, qui sera trouvée fondée dans les Accords cités ci-dessus.

§. III.

Comme en vertu de la très-gracieuse Amnistie accordée à ceux d'Embsen & de leurs Adherans, excepté uniquement ceux qui ont été spécialement exclus de l'Amnistie, doivent être admis à l'Assemblée des Etats qui doit être convoquée, pour delibérer sans contrainte sur les affaires qui sont de leur compétence, pourvu qu'ils se comportent d'une maniere pacifique. & qu'ils concourent aux besoins communs de la Province d'Ostfrise, selon la même proportion qui avoit été observée avant la naissance des derniers troubles qui y sont survenus; Sa Majesté Imperiale & Catholique ordonnera de nouveau efficacement que la Ville d'Embsen, & tous ceux qui ci-devant avoient droit d'assister à l'Assemblée des Etats, à la seule exception de ceux qui ont été spécialement exclus de l'Amnistie, y soient convoquez & admis suivant

l'ancien usage, de sorte que, puisque même avant la naissance des troubles, un chacun qui avoit droit d'y assister a été obligé de se comporter pacifiquement & de payer la quote-part pour les besoins communs de la Province; l'intention de Sa Majesté Imperiale & Catholique n'est pas que ceux d'Embden & leurs Adherans soient de pire ou de meilleure condition, qu'ils n'ont été avant la naissance des troubles, ou que les autres Etats, qui font cause commune avec eux, le soient non plus, mais que les uns & les autres auront les mêmes devoirs à remplir, & qu'à la seule réserve susdite, personne de ceux qui ont droit d'assister à l'Assemblée des Etats n'en soient exclus, que tous y comparoîtront avec la même liberté, sans restriction pour l'un plus que l'autre, conformément à l'ancien usage.

§. IV.

Quant à l'indemnisation, Sa Majesté Imperiale & Catholique tâchera de faire accommoder les différens à l'amiable, & pour cet effet elle ordonnera que l'une ou l'autre partie autorisée qu'elqu'un pour comparoître en son nom devant une Commission établie à Vienne pour cet effet, pour pouvoir passer transaction à ce sujet; & au défaut d'un accommodement, Sdite Majesté Imperiale & Catholique, après avoir oui les raisons des uns & des autres, déterminera la somme que ceux d'Embden & leurs Adherans auront à payer une fois pour toutes, pour le dommageement des pertes causées pendant les troubles, sans qu'ils puissent être inquiétés pour cela à l'avenir; & selon ce qui a été déjà dit dans le §. I. de la présente Déclaration, tous les fruits qui ont été sequestrez au profit de la Caisse d'indemnisation, & tout ce qui d'ailleurs a été exigé à cause de cette indemnisation, doit être deduit de la somme qui seroit ainsi déterminée: de sorte que ceux d'Embden & leurs Adherans n'aient qu'à payer le surplus, après lequel paiement ils seront tout à fait quittes à cet égard, & l'Hypothèque dont il est parlé à la fin du §. I. cessera d'abord.

§. V.

L'Empereur a déjà déclaré en différentes occasions que dans tout ce qui a été ordonné par les Décrets du Conseil Imperial Aulique de l'an 1721. & des années suivantes, il n'a jamais été question des Garnisons que les Etats Généraux ont dans la Ville d'Embden & dans Lieroot, il n'en est non plus question à l'heure qu'il est, & Sa Majesté Imperiale renouvelle à cet égard la déclaration qu'elle a toujours eu intention d'avoir un soin particulier du paiement des intérêts des sommes que les Etats d'Oostfrise & la Ville d'Embden ont empruntées des Sujets des Provinces-Unies, comme aussi du remboursement du Capital, suivant la teneur des Obligations passées à ce sujet.

[VV.]

1731. *ACTE de Rehabilitation dans le Traité de Seville, accorde par la Couronne d'Espagne à celle de la Grande Bretagne. Copie Authentique.*

DEclaration, que nous soussignez Ministres de Leurs Maj. Brit. & Cath. faisons en vertu des ordres que nous avons des Rois nos Maîtres.

Le Roi de la Grande-Bretagne ayant fait communiquer à Sa Maj. Cath. le Traité qu'il a conclu en dernier lieu avec l'Empereur, & ayant déclaré qu'il a donné par-là des preuves les plus évidentes de la sincérité de ses intentions pour l'exécution du Traité de Seville, tant par rapport à l'introduction effective des 6000 Hommes de troupes Espagnoles, suivant les dispositions dudit Traité dans les Places fortes de Parme, & de Toscane, que par rapport à la prompte possession de l'Infant Don Carlos, conformément au contenu de l'Article V de la Quadruple-Alliance, sans que de la part du Serenissime Infant Don Carlos ni de Sa Maj. Cath. il soit nécessaire de disputer, débattre, ou applanir quelque difficulté que ce soit qui pourroit s'élever, sous aucun prétexte que ce puisse être.

Sa Maj. Cath. déclare, que, pourvu que tout ce qui vient d'être énoncé soit promptement exécuté, elle sera pleinement satisfaite & que nonobstant la Déclaration faite à Paris le 28. de Janvier dernier par l'Ambassadeur extraordinaire le Marquis de Castellar, les Articles du susdit Traité de Seville, qui concernent directement & réciproquement les deux Couronnes, subsistent dans toute leur force & toute leur extension, & les deux Rois susnommés promettent également de faire exécuter ponctuellement les conditions exprimées dans lesdits Articles, auxquels ils s'engagent & s'obligent par le présent Instrument, bien entendu que dans le terme de cinq mois, à compter du jour de la date de cet Instrument, ou plutôt si faire se pourra, Sa Maj. Brit. sera effectivement introduire les 6000 Hommes de Troupes Espagnoles dans les Etats de Parme, & de Toscane, & mettre l'Infant Don Carlos en Possession actuelle des Etats de Parme, & de Toscane, en conformité de l'Article V de la Quadruple-Alliance, & aux Investitures Eventuelles. Et Sa Maj. Cath. entend & déclare, que, dès que ladite Introduction & Possession des Etats de Parme & de Plaisance sera effectuée, la résolution est, sans qu'il soit besoin d'aucune autre Déclaration ou Instrument, que les Articles mentionnés du Traité de Seville subsistent aussi bien que la Jouissance de tous les Privileges, Concessions & Exemptions en faveur de la Grande-Bretagne, qui ont été stipulés & sont littéralement contenus dans lesdits Articles, & dans les Traitez antérieurs, entre les deux Couronnes, confirmés par le Traité de Seville, pour être réciproquement observés & exécutés ponctuellement. En foi dequoi nous les susdits Ministres soussignés de Leurs Maj. Brit. & Cath. avons signé la présente Déclaration & y

X x 2

avons

avons fait apposer le Cachet de nos Armes, fait à Seville le six de Juin 1731.

[XX.]

1731.

TRAITE' d'Alliance entre l'Empereur, la Grande Bretagne, & l'Espagne, conclu à Vienne, en 1731. Copie Imprimée à Vienne.

NOTUM sit omnibus ac singulis, quorum interest, aut quomodocunque interesse potest. Postquam super introductione præfidiarii Hispani Militis, cui loco Militis neutrarum Partium, de quo in Quadruplici Fœdere convenerat, custodiam munitorum Hetruriæ, Parmæ, & Placentiæ locorum Sua Majestas Catholica committi desideraverat, varii motus non absque publicæ tranquillitatis periculo exorti sint, Sua Majestas Cæsarea Catholica, & Sua Majestas Regio-Britannica, prævertendis malis, quæ inde eruptura timebantur, Articulo Tertio Tractatûs die decimâ sextâ Martii præsentis Anni Viennæ conclusi signatique, atque duabus Declarationibus eò pertinentibus ita desuper convenerunt, sicuti ex tenore hujus Articuli atque prædictarum Declarationum uberius elucescit: qui quidem tenor de verbo ad verbum ita sese habet.

A R T I C U L U S I I I.

Tractatûs Die 16. Martii 1731. conclusi.

CUMQUE Sacræ Cæsareæ Catholicæ Majestati nomine Sacræ Regiæ Majestatis Britannicæ, & Celsorum ac Potentium Ordinum Generalium Fœderati Belgii, amicissimis verbis expositum sæpius fuerit, non esse certius medium, expotatam tam diù publicam tranquillitatem, quo fieri potest, promptiore modo stabilendi, quàm si per immediatam introductionem sex millium Hispanorum militum in munita Hetruriæ, Parmæ, & Placentiæ loca destinata Serenissimo Infanti Don Carlos in modo dictos Ducatus successio magis adhuc firmeretur, præfata Sua Majestas Cæsarea Catholica, quod & ipsa pacifica Sui Majestatis Britannicæ, & Celsorum ac Potentium Ordinum Generalium Fœderati Belgii Consilia ac vota promoveret, suâ ex parte nullâ prorsus ratione obsisteret, prædictorum sex millium Hispanorum Militum pacatæ introductioni in munita Hetruriæ, Parmæ, & Placentiæ Ducatum loca juxta sponsiones à dicta Sua Majestate Britannica atque Ordinibus Generalibus desuper initas. Cum verò hunc in finem Sua Majestas Cæsarea Catholica Imperii quoque Consensum necessarium censeat, simul Eadem promittit, quod omnem operam adhibere velit, quod Consensus iste intra duorum Mensium

sum spetium, aut citius si fieri poterit, obtineatur. Atque ut promptius obviam eatur malis, publicæ quæri imminentibus, spondet præterea Sua Majestas Cæsarea Catholica, quod statim post commutatas invicem Ratihabitionum Tabulas consensus à se quâ Imperii Capite præfata pacatæ introductioni præbitum, tum Magni Hetruriæ Ducis, tum Parmensi Ministro, in Aula sua commorantibus, alibi, ubi conveniens visum fuerit, notum factura sit. Nec minus sæpefacta Sua Majestas Cæsarea Catholica promittit, ac spondet, tam longè à se abesse mentem, vel directè vel indirectè admissioni præsidarii Hispani Militis in antedicta loca impedimentum ullum suscitandi, aut afferendi, ut potius officia & Auctoritatem suam interpositura sit, quo nascente præter spem obstaculo aut contradictione, quicquid antememoratæ admissioni obesse posset, amoveatur, atque adeo sex millia Hispanorum Militum tranquillè & sinè mora in munita Magni Hetruriæ Ducatus, tum Parmæ, Placentiæque Ducatum loca, quo antea dictum est, modo introduci queant.

Declaratio super Parmensi Successione.

NE inopina mors Serenissimi Principis Antonii Farnesii, dum viveret, Parmæ & Placentiæ Ducis, quæ in idipsum tempus, quo de concludendo præfati Tractatu agebatur, incidit, ejusdem conclusioni moram aut obstaculum afferret, Sua Majestas Cæsarea Catholica vigore hujus Instrumenti declarat, ac sese obstringit, quod illo in casu, quo ipse de graviditate Serenissimæ Ducis Viduæ, præfati Serenissimi Ducis Antonii, dum viveret, Conjugis, concepta haud evanesceret, ac dicta Dux Vidua prolem masculam in lucem ederet, cuncta ea, quæ de introducendo in Parmæ & Placentiæ munito præsidario Hispanico Milite, tum Articulo Tertio Tractatus hodiernæ Die conclusi, tum Declarationis Instrumento desuper dato sancita sunt, æquè locum obtinere debeant, ac si mors ista inopina haud contigisset.

Quod si verò, vel evanesceret spes de graviditate prædictæ Ducis Viduæ concepta, vel posthumam illa in lucem ederet, tum antefata Sua Majestas Cæsarea declarat, ac sese obstringit, quod loco introducendi in munita Parmæ & Placentiæ loca præsidarii Hispani Militis ipse Serenissimus Hispaniarum Infans Carolus, juxta normam, de qua Imperii accedente consensu cum Hispana Aula olim convenerat, litterasque Investituræ eventualis, quarum tenor in omnibus Articulis, Clausulis, ac Conditionibus pro repetito ac confirmato habendus est, in possessionem præfatorum Ducatum mittendus sit: ita tamen, ut prius tam dictus Hispaniarum Infans, quàm Hispana Aula, iis faciat satis, quæ Tractatus anteriores, quorum Imperator accedente Imperii consensu Pars Contrahens extitit, requirunt. Cumque post mortem antememorati Ducis Antonii Farnesii Miles Cæsareus in munita Parmæ & Placentiæ loca introductus sit, non eâ mente, ut obstaculum afferretur Successioni eventuali, prout illa Serenissimo Infanti Carolo per Tractatum Londinensem, vulgo Fœdus Quadruplex nuncupatum, destinata fuerat, sed ut

interverterentur quæcunque Italæ tranquillitatem turbare poterunt, consilia, Sacra Sua Majestas Cæsarea Catholica quietem publicam juxta pacifica sua Vota Tractatu hodiernâ die concluso, in quantum fieri potuit, stabilitam, firmatamque cernens, denuo declarat, quod committendo Copias suas in munita Parmæ & Placentiæ loca non alia sibi mens fuerit, quàm ut quantum penes Ipsum erat, Successionem Serenissimi Infantis Don Carlos, prouti illa Tractatu Londinensi Eadem Infanti destinata fuit, magis suffulceret, quodque tantum ablit, ut vel prædictæ successioni, si forsan proles mascula Farnesiæ penitus foret extincta, obistlere, vel etiam introductioni præsidarii Hispani Militis, si forsan Dux Vidua posthumum in lucem ederet, opponere se se velit, quod potius declarat & promittat, proprio jussu Copias suas inde educendas fore, seu, ut Ipse Infans Carolus in possessionem sæpe memoratorum Ducatum juxta tenorem Literarum Investituræ eventualis mittatur, seu, ut introduci ibidem pacatè & nemine obistente Hispana præsidia queant: quæ ipsa præsidia non alii usui inservire debebunt, quàm ut certos de executione promissæ sibi Successionis in eum casum, quo proles mascula Farnesiæ penitus erit extincta, Infans Carolus reddatur

Declaratio super præsidii Hispani in munita Hetruriæ, Parmæ, & Placentiæ loca introducendæ.

CUM Sua Sacra Cæsarea Catholica Majestas, antequam sua ex parte consensum præberet us, quæ Articulo Tertio Tractatûs hodiernâ die conclusi de immediata introductione præsidarii Hispani Militis in munita Hetruriæ, Parmæ, & Placentiæ loca disposita sunt, super vero scopo & objecto Sponsionum, quæ deinceps in Tractatu Hispanenû partim nonâ, partim vigesimâ primâ Novembrii Die, Anno Millesimo Sepingentesimo Vigesimo nono subscripto continentur, secuta omnino reddi voluerit, Sacra Sua Regia Magnæ Britanniæ Majestas, & Celsi ac Potentes Domini Status Generales Fœderati Belgii, non tantùm Sponsiones istas, prouti hic annexæ reperiuntur, Sux Sacræ Cæsareæ Catholicæ Majestati bonâ fide exhibuerunt, verùm etiam firmissimè asseverare haud dubitârunt, non fuisse sibi, cum de introducendo in munita Hetruriæ, Parmæ, & Placentiæ loca Hispano præsidario Milite convenirent, mentem, ulla in re ab eis recedere, quæ Articulo Quinto Fœderis Quadruplicis Londini Die (22 Julii) 2. Augusti Anno 1713. conclusi, tum de Cæsareis ac Imperii Juribus, tum pro securitate Regnorum ac Dionum, quas Sua Majestas Cæsarea in Italia actu possidet, tum denique pro conservanda quiete ac dignitate eorum, qui tunc erant, prædictorum Ducatum legitimorum possessorum sancta reperiuntur. Quapropter Sua Regia Magnæ Britanniæ Majestas, & Celsi & Potentes Domini Status Generales Fœderati Belgii declarârunt, prouti declarant & prompti paratique sunt, ad dandas, prouti vigore præsentis Instrumenti dant, Sux Cæsareæ Catholicæ Majestati, tam super rerum capitibus superius recensitis, quàm super omnibus us, quæ ulterius adhuc prædicto Articulo Quinto Fœderis Quadruplicis

de nuncupari continentur, sponsonis, evictionis, seu uti vulgò vocant, *Guarantias*, quantum desiderari poterunt, validas ac solennes.

Specification des Engagemens du Traité de Seville.

71 **Q**U'on effectuera dès à présent l'Introduction des Garnisons dans les
72 Places de Livourne, Porto Ferrajo, Parme, & Plaisance, au nombre
73 de six mille Hommes, des Troupes de Sa Majesté Catholique, & à sa sol-
74 de, lesquels serviront pour la plus grande assurance, & conservation de la
75 Succession immédiate d'adits États, en faveur du Serenissime Infant Don
76 Carlos; & pour être en état de résister à toute entreprise & opposi-
77 tion, qui pourroit être suscitée au préjudice de ce qui a été réglé sur la-
78 dite Succession

79 „ Que les Puissances Contractantes feront dès à présent toutes les dili-
80 gences, qu'elles croiront convenables à la Dignité & au repos des Serenis-
81 simes Grand Duc de Toscane, & Duc de Parme, afin que les Garnisons
82 soient reçues avec la plus grande tranquillité, & sans opposition, dès
83 qu'elles se présenteront à la vue des Places où elles devront être intro-
84 duites.

85 „ Que lesdites Garnisons feront aux présens Possesseurs le serment, de de-
86 fendre leurs Personnes, Souverainetés, Biens, & États, & Sujets, en
87 tout ce qui ne sera point contraire au Droit de Succession réservé au Sérénis-
88 sime Infant Don Carlos; & les présens Possesseurs ne pourront rien de-
89 mander ou exiger, qui y soit contraire.

90 „ Que lesdites Garnisons ne se mêleront directement ni indirectement,
91 sous aucun prétexte que ce puisse être, des affaires du Gouvernement
92 Politique, Oeconomique, ni Civil; & auront ordre très-express de ren-
93 dre aux Serenissimes Grand Duc de Toscane, & Duc de Parme, tous les
94 Respects & Honneurs Militaires, qui sont dûs à des Souverains dans
95 leurs États.

96 „ Que l'objet de l'introduction d'adits six mille hommes, des Troupes de
97 Sa Majesté Catholique, & à sa solde, étant d'assurer au Serenissime In-
98 fant Don Carlos la Succession immédiate des États de Toscane, de Parme,
99 & de Plaisance, Sa Majesté Catholique promet, tant pour Elle que pour
100 ses Successeurs, qu'aussitôt que le Serenissime Infant Don Carlos son Fils
101 ou tel autre, qui sera à ses Droits, sera possesseur tranquille d'adits États,
102 & en sûreté contre toute invasion & autres justes motifs de crainte, elle
103 fera retirer des places de ces États les Troupes, qui seront siennes, &
104 non pas propres à l'Infant Don Carlos, ou à celui, qui sera à ses Droits,
105 en sorte que par-là, ladite Succession & Possession reste assurée & exemp-
106 te de événemens.

107 „ Que les Puissances Contractantes s'engagent d'établir selon les Droits
108 de Succession, qui ont été stipulés, & de maintenir le Serenissime Infant
109 Don Carlos, ou celui à qui passeront les Droits dans la possession & jouis-
110 sance

11 fance des Etats de Toscane, Parme, & Plaisance, lorsqu'il y sera une fois
 12 établi, de le défendre de toute insulte contre quelque Puissance que ce
 13 soit, qui penseroit à l'inquiéter, se déclarant Garantes à perpétuité du
 14 Droit, Possession, tranquillité, & repos du Serenissime Infant, & de ses
 15 Successeurs auxdits Etats.

16 Qu'à l'égard des autres Details, ou Reglemens, concernant la manuten-
 17 tion desdites Garnisons, une fois établies dans les Etats de Toscane, de
 18 Parme, & Plaisance, comme il est à présumer que Sa Majesté Catholique,
 19 & les Serenissimes Grand Duc, & Duc de Parme, en conviendront par
 20 un accord particulier, les autres Puissances Contractantes promettent que
 21 dès que cet accord sera fait, elles le ratifieront & garantiront, tant envers
 22 Sa Majesté Catholique, qu'envers les Serenissimes Grand Duc, & Duc
 23 de Parme.

Cum proinde Regia Sua Majestas Catholica facta sibi hujus Articuli atque
 Declarationum eo pertinentium communicatione desiderio suo, non nisi ad
 firmandam magis magisque Serenissimo Infanti Carolo filio suo eventualem
 in Hetruriae, Parmae, & Placentiae Ducatus successionem collantem, atque
 Sponsionibus inter Eandem & Regiam Magnae Britanniae Majestatem mutis,
 prout illae Suae Majestati Caesareae Catholicae communicatae, atque praesens
 Declarationibus explanatae fuerunt, penitus satisfactum cerneret, sua
 quoque ex parte us deesse noluit, quae communiquae firmitas adhuc stabi-
 lienda intervenire poterant.

Quem quidem in finem Sacra Sua Majestas Caesarea Catholica Celsissimum
 Principem ac Dominum Eugenium Sabaudiae, & Pedemontium Principem,
 Altitate Suae Majestatis Caesareae Catholicae Consiliarium Actualem Intimum,
 Consiliu Aulico-Bellici Praesidem, suumque Locumtenentem Generalem,
 Sacri Romani Imperii Campi Marchallum, ac ejusdem Regnorum, ac
 Statuum per Italiam Vicarium Generalem, & unus Desultorum Legionis
 Praefectum, Aurei Velleris Equitem nec non Illustrissimum, & Excellen-
 tissimum Dominum Philipum Ludovicum, Sacri Romani Imperii Thesauri-
 arium Hereditarium Comitem a Sinzendorf, Liberum Baronem in Einsbrunn,
 Dominum Dynastiarum Gfoll, inferioris Schowitz, Poelz, Sabor, Mu'zig,
 Loos, Zlan, & Droskau, Burgravium in Rheineck, Supremum Heredi-
 tarium Scutiferum, ac Praefectorem in Superiori, & Inferiori Austria ad Ana-
 sum, Aurei Velleris Equitem, Sacrae Caesareae Catholicae Majestatis Came-
 rarium, Actualem Consiliarium Intimum, ac primum Aulae Cancellarium:
 ac Illustrissimum Dominum Gundacarium Thomam, Sacri Romani Imperii
 Comitem a Stahrenburg in Schaumburg, & Waxenberg, Dominum Ditso-
 num Eschelberg, Lichtenhau, Rotneegg, Fryllatt, Haus, Oberwaltee,
 Seitzenberg, Bojendorf, Hütwan, Aurei Velleris Equitem, Sacrae Ce-
 sareae Catholicae Majestatis Consiliarium Intimum Actualem, Archiducatus
 Austriae superioris Marchallum Hereditarium & demum Illustrissimum, &
 Excellentissimum Dominum Josephum Lotharium, Sacri Romani Imperii
 Comitem a Conigsfegg & Rothensfels, Dominum in Aulendorf, & Stauf-
 sen, Sacrae Caesareae Catholicae Majestatis Consiliarium Actualem Intimum,
 Con-

Consilii Aulico-Belgici Vice-Præsidem, Generalem Campi-Marschallum, Waraschini, & Confinium Petrinorum Præfectum Generalem, unius Legionis Pedestris Tribunum, & Ordinis albae Aquilæ Polonicæ Equitem. Sacra vero Regio-Catholica Majestas Illustriss. & Excellentiss. Dominum Jacobum Franciscum Fitzjames, Dux de Liria, & de Xercia, ex Magnatibus Hispaniæ primæ Classis, Aurei Velleris, & Sanctorum Andree, & Alexandri de Russia Equitem, Primum Regentem perpetuum Civitatis sancti Philippi, Sacræ Regiæ Catholicæ Majestatis Cubicularium, Castrorum Præfectum, Suumque apud Altesatam Majestatem Suam Cæsaream Catholicam Ministrum Plenipotentiarum: Et Sacra denique Regia Britannica Majestas Dominum Thomam Robinson Armigerum, in Comitibus Parlamenti Magnæ Britanniae Senatorem, & Ministrum suum apud prædictam Majestatem Suam Cæsaream Catholicam. plenâ potestate muniverunt, qui, collatis inter se consiliis, & commutatis prius plenipotentiarum Tabulis, in sequentes Articulos, & conditiones conveniunt.

ARTICULUS I.

Sacra Sua Regia Catholica Majestas probè perpensò præinsertò Articulo tertio Tractatus die 16. Martii præsentis anni conclusi, & probè perpensò duabus Declarationibus, pariter præinsertis, cujus quidem Articuli, & quarum Declarationum tenor in eo jam est, ut effectui detur, nihil amplius à se desiderari, quin potius usdem se penitus acquiescere professæ est. Atque ne ullus dubio aut controversiæ locus supersit, promptam sese insuper paratamque exhibuit, ut tam Tractatus Londini die secunda Augusti Anno 1718. initus, ac vulgo Fœdus Quadruplex nuncupatus, tum pax Viennæ Austriæ die septima Junii, Anno 1713. inter Sacram Cæsaream Catholicam Majestatem, Sacrumque Romanum Imperium ex unâ, atque Altesatam Sacram Regiam Catholicam Majestatem ex alterâ parte conclusa plenè in omnibus Articulis, Clausulis, ac Conditionibus renoventur, ac formentur: us tantum exceptis, quæ de immutandis neutrarum Partium præsidis in Hispania præsidia supra citato Articulo, ac Declarationibus mutuo consensu placuerunt, atque præsentis Tractatu denuò corroborata sunt. Hunc itaque in finem Sacra Sua Regia Catholica Majestas declaravit, sicuti vigore hujus Articuli declarat, quod præcitati Tractatus plenè renovati, ac denuò firmati censendi sint, prouti etiam præsentis Articuli renovantur, ac denuò firmanantur, promittitque Sacra sua Regia Catholica Majestas tam pro se, quàm pro Hæredibus suis, ac Successoribus, & speciatim pro eo insuper ex descendentibus suis masculis, cui juxta modo memoratos Tractatus, tenoremque literarum investituræ Eventualis, die 9. Decembris Anno 1713. expeditarum, extinctâ penitus Lineâ Medicæ & Farnesiæ Masculinæ Successio in antedictos Hætrunæ, Parmæ, & Placentiæ Ducatus debetur, aut ad quem hæc ipsa Successio futuris temporibus devolvetur, quòd tam ipsa quàm Hæredes sui ac Successores, & speciatim is ex descendentibus suis masculis, ad quem modò memorata Successio devoluta fuerit, præstare, atque adimplere omnia ea

ac singula velint, ac teneantur, quæ in præcitatis duobus Tractatibus con-
tinentur.

ARTICULUS II.

Vicissim Sacra Cæsarea Catholica Majestas, & Sacra Regia Britannica Majestas, promittunt, ac sese Sacræ Regiæ Catholicæ Majestati, ipsiusque Hæredibus, ac Successoribus obstringunt, quod favore proliæ masculinæ præsentis Hispaniarum Regiæ, prout illa juxta Tractatus antea citatos, ac tenorem literarum Investituræ eventualis ac Successionem in Hetruræ, Parmæ, & Placentiæ Ducatus vocata est, omnia ea ac singula adimplere velint. quæ in præmisso Articulo tertio Tractatûs die decimâ sextâ Martii hujus anni conclusi, ac duobus Declarationibus pariter præmissis disposita reperiuntur. Nec minùs Sacra Cæsarea Catholica Majestas, & Sacra Regia Magnæ Britannicæ Majestas acceptando Renovationem Fœderis Quadruplicis nuncupati, Sacra autem Cæsarea Catholica Majestas acceptando insuper Renovationem Pacis die 7. Junii, Anno 1725. inter Eandem, & Sacrum Romanum Imperium ex unâ, tum Sacram Regiam Catholicam Majestatem ex alterâ parte conclusæ, promittunt, ac sese pro se, ac suis Hæredibus, & Successoribus obstringunt, quod suâ quoque ex parte, in quantum ad unamquamque Earundem spectat, erga Sacram Regiam Catholicam Majestatem, & ipsius Hæredes, & Successores fideliter sint adimpleturæ, quæcunque vigore hujus Acceptationis præstanda veniunt, nimirum Sacra Cæsarea Catholica Majestas quæcunque tum in Fœdere Quadruplici, tum in antememoratâ pace die 7 Junii, Anno 1725. conclusâ sancita sunt, Sacra verò Regia Britannica Majestas, quæcunque juxta Fœdus Quadruplex nuncupatum ab Eadem adimplenda veniant.

ARTICULUS III.

Quæ hætenus mutuo, ac irrevocabili Partium Contrahentium consensu placuerunt, normæ loco inservire debebunt, siue unicè de introducendo præsidario Hispano Milite, siue casu aperturæ in Quadruplici Fœdere expresso existente, de immisione quoque Serenissimi Hispaniarum Infantis Caroli in Parmæ, Placentiæque Ducatus quæstio sit, itâ nimirum, ut ultimo hoc in casu præfatus Serenissimus Hispaniarum Infans Carolus, aut qui post eum Articulo Quinto Fœderis Quadruplicis ad Successionem hanc eventualiter vocatur, possessionem horum Ducatum câ planè ratione, quæ in Literis Investituræ eventualis de die nonâ Decembris, Anno 1723. expressa est, adipisci possit, ad debeat.

ARTICULUS IV.

Cum ea, quæ favore Serenissimi Hispaniarum Infantis Caroli, aut eorum, qui in Jura Ipsius juxta antememoratos Tractatus subintrant, Articulo quin-

6 Fœderis Quadruplicis disposita reperiuntur, tum etiam Sponsiones desuper inter Sacram Regiam Catholicam Majestatem, & Sacram Regiam Britannicam Majestatem initæ jam dudum Serenissimis, qui pro disparitate temporis tunc in vivis erant, Magnæ Hetruriæ, Parmæ, & Placentiæ Ducibus exhibitæ; neque minùs præsertus Articulus tertius Tractatûs Die 16. Martij præsentis Anni Viennæ conclusi, eoque pertinentes duæ Declarationes pariter præsertæ Magni Hetruriæ Ducis, & Parmensi in Aula Cæsarea commemorantibus Ministris communicatæ fuerint, nihil autem pro corroborandâ publicâ tranquillitate magis exoptandum sit, quam ut omne obstaculum & contradictio, unde remora forsan is, quæ mutuo Partium Contrahentium consensu hætenùs placuerunt, afferri posset, quantocyùs amoveatur; hinc est quòd Sacra Cæsarea Catholica Majestas, & Sacra Regia Britannica Majestas promiserint, ac sese obligarint, quòd unaquaque Earundem statim ac præsens Tractatus signatus atque subscriptus fuerit, omnem operam bonâ fide sit impensura, quo Serenissimus quoque Magnus Dux Hetruriæ, non tantùm sæpefatæ præsidium Hispani Militis introductioni, sed & omnibus is, quæ aliàs juxta antecitatos Tractatus, Conventiones, & Declarationes favore proliis Masculinæ præsentis Hispaniarum Reginæ disposita reperiuntur, quantocyùs assentiat; ità tamen, ut subsecuto etiam prædicti Magni Hetruriæ Ducis consensu cuncta, quæ hætenùs memorata sunt, non nisi post permutatas invicem Ratificationum Tabulas locum habere queant.

ARTICULUS V.

Præterea Sacra Cæsarea Catholica Majestas, Sacra Regia Catholica Majestas, & Sacra Regia Magnæ Britannia Majestas, declarant, nihil sibi magis in votis esse, quam ut Serenissimus Magnus Hetruriæ Dux is acquiescere velit, quibus in antememoratis Tractatibus tum Dignitati suæ ac quieti, tum etiam propriæ, & subditorum Statuum securitati consulitur. Quem quidém in finem præfatæ Partes Contrahentes non tantùm sibi invicem, sed & Regiæ Suæ Celsitudini promittunt, ac spondent, quòd ea omnia & singula, quæ in antecitatis Tractatibus tum quoad Dignitatem suam, tum quoad propriam, & Subditorum Statuum securitatem disposita reperiuntur, renovata, ac confirmata censeri debeant, quòdque ea tuenda & explenda, seu, uti vulgo vocant, garantigianda in se suscipiant.

ARTICULUS VI.

Et quoniam pro assequendo, perficiendoque salutari, quem Partes Contrahentes intendunt, scopo, communis nimirum quietis penitus firmandæ, nihil magis expedire visum est, quàm si Serenissimus Magnus Dux Hetruriæ præsentis Tractatui accesserit; hæc est quòd Eadem Partes Contrahentes è se esse judicarunt, Regiam Suam Celsitudinem amicissimis verbis ad hanc, quæ modo memorata est, accessionem invitare, sicuti Eandem præsentis Articuli ad hoc ipsum invitant: quo nimirum Regiæ Suæ Celsitudine ad opus

tam proficuum pariter concurrente eo securior sit publica Europæ tranquillitas.

ARTICULUS VII.

Præsens Tractatus ratihabebitur & approbabitur à Sua Sacra Cæsarea Catholica Majestate, à Sua Sacra Regia Catholica Majestate, & Sua Sacra Regia Majestate Magnæ Britanniae, & Ratihabitionum Tabulæ intra spatium duorum Mensium, à die Subscriptionis computandorum, aut citius si fieri poterit, Viennæ Austriæ invicem extradentur & commutabuntur.

In quorum fidem roburque, tam Cæsarei Commissarii tamquam Legati Plenipotentarii Extraordinarii, quàm Regis Catholici, & Regis Magnæ Britanniae Ministri, plenâ pariter facultate muniti, Tabulas has propriis manibus subscripserunt, & sigillis suis muniverunt. Acta hæc sunt Viennæ Austriæ die 22. Mensis Julii Anno Domini Millesimo Septingentesimo Trigésimo Primo.

(L.S.) EUGENIUS à SA-	(L.S.) DUX DE	(L.S.) THOMAS RO-
BAUDIA.	LIRIA.	BINSON.
(L.S.) PHILIP. LUD. C. à		
ZINZENDORFF.		
(L.S.) GUNDACCARUS C. à		
STAHRNBERG.		
(L.S.) J. L. C. à KÖNING-		
SEGG.		

[YY.]

1719. *TRAITE d'Alliance entre l'Empereur & les Electorats de Saxe, & de Hanovre, conclu à Vienne.*
Copie autentique.

QUandoquidem Sua Sacra Cæsarea Regio-Catholica Majestas, tanquam Regnorum, Ditionumque suarum Hæreditariarum Dominus, & Sua Regia Majestas Magnæ Britanniae, tanquam Elector Brunsvico-Luneburgensis, itemque Sua Regia Majestas Poloniae, tanquam Elector Saxoniae, solo atque unico mutuae defensionis, ac conservandarum Provinciarum Ditionumque suarum intuitu, tum Pacem & Tranquillitatem Imperii, ejusdem Constitutiones juxta instam præsentemque uniuscujusque Statûs in Imperio obligationem, tuendi studio ducti, arctioris inter se Conjunctionis & Confederationis faciendæ, cogitationes susceperunt, & hunc in finem Manda-
tis

th seis instruxerunt, scilicet Sua Cæsarea Regia Majestas, Celsissimum Principem ac Dominum, Eugenium Sabaudæ, & Pedemontium Principem, Consiliu Aulico-Bellici Præsidentem, suumque Locum-tenentem Generalem, Sacri Romani Imperii Campi-Marschallum, ac Belgii Austriaci cum plena potestate Gubernatorem, Aurei Velleris Equitem, nec non Illustrissimum & Excellentissimum, Sacri Romani Imperii Hereditarium Thesaurarium, Philippum Ludovicum Comitem à Sintzendorff, liberum Baronem in Ernstbrunn, Dominum in Gefell, superiori Seloviz, &c. Burggravium à Reineck, Supremum Hereditarium Eosiferum ac Præciserem in superiori & inferiori Austria, Hereditarium Pincernam in Austria ad Anasum, Aurei Velleris Equitem, Sacræ Cæsareæ & Catholicæ Majestatis Camerarium actualem, Consiliarium intimum, & Aulæ Cancellarium: ac Regia Sua Majestas Magnæ Britanniæ quæ Dux & Sacri Romani Imperii Elector Brunsvico-Luneburgensis, Illustrrem Dominum, Franciscum Ludovicum de Pesme, S. Saphorini Dynastam, pedestris militiæ altessatæ Majestatis suæ Locum-tenentem Generalem, ejusdemque ad Aulam Cæsaream Ministrum: Regia demum Sua Majestas Poloniæ tanquam Dux & Sacri Romani Imperii Elector Saxonæ, Illustrissimum & Excellentissimum Dominum, Jacobum Henricum Sacri Romani Imperii Comitem de Flemming, Magni Ducatus Lithuanæ Stabuli Præfectum, in Exercitu Regni Poloniæ militiæ, Autoramenti exoticici, Generalem, altessatæ Sux Regiæ Majestatis Poloniæ & Electoris Saxonæ Campi-Marschallum, Directorem Conclavis Secretioris, & Consiliarium intimum, Consiliu militaris Præsidentem, Hereditarium in Pomeraniâ ultteriori, & Principatu Caminensi Marschallum, Ordinis Melitenfis designatum Commendatorem, Ordinum Aquilæ albæ Elephantis, & S. Andreæ Equitem, Dominum Castrensem in Martentin & Boeck, Dynastam in Burgscheidungen, Berkicht, & Nebra. Dicti modo Ministri Plenipotentarii post excussas trutinatasque hinc inde commissi Negotii rationes, loco atque die infra scriptis in sequentes Fœderis defensivi leges convenerunt.

ARTICULUS PRIMUS.

Sit amicitia firma, vera, atque sincera inter Partes Contrahentes suprâ nominatas, eaque ita sanctè serioque colatur, ut unaquæque earum ad alterius honorem, utilitatem, & commoda promovenda, non consilia solum operamque omnem conferre, verùm etiam, ubi occasio postulaverit, ad prohibenda incommoda, pericula, atque damna, & ad depellendas ab invicem hostiles injurias & insultus auxilium opportunum & necessarium concurrere teneantur.

II. Sanctorum & stabilitur imprimis hujus Fœderis conventionem, mutua defensio Ditionum ac Provinciarum Hereditariarum, quæ ad Fœderatos in Imperio Romano Germanico spectant, nec non conservatio Circulorum, in quibus dictæ Ditiones & Provincie sitæ sunt, ita ut si contingit, unum vel alterum Fœderatorum in ea hostiliter invadi, adeoque unum vel alterum e

Circulis modo indigitatis, turba Bellicum inquietam, reliqui Fœderati Pars impetire, in iis Ditioribus aut Circulo, ubi hereditariæ Ditionis sitæ sunt, numerum Copiarum, inferius determinatum, Subsidio mittere debeant, & quidem ita prompte, ut auxiliares istæ Copiæ eveniente casu, statim absque ullâ morâ, simul ac requisitæ fuerint, iter ad succurrendum accelerare, & diversionem hostibus, si eorum Regiones sint suis vicinæ, ad optionem Partis oppugnatae facere debeant.

III. Sulententur autem Copiæ hoc modo in Subsidium missæ, stipendiis sumptibusque militarium, exceptis equorum pabulis, fœno avenæque, utpote quæ gratis præbebantur in suis Ditioribus ab eo Fœderatorum cui auxilium venerunt, qui curabit etiam, ut Copiæ auxiliatrices panem pari pretio, quo proprius miles, suâ tamen libi pecuniâ, comparare possint, Quilibet portionum equorum, quas rationes vocant, consistet sex libris avenæ, & decem libris fœni, pond. Vienn. & deficiente avenæ copiâ, in ejus locum quantitas dimidia in frumento vel hordeo exhibeatur, ubi vero necesse fuerit extra Territoria Fœderatorum in alienis Provinciis operationes Bellicæ prosequi, tunc quilibet Pars suis Copiis de pane, avenâ, fœno, aliisque necessariis omni meliori quo poterit modo ipsa prospiciat.

IV. Quod si acciderit, duos Fœderatorum in suis Ditioribus eodem tempore simul interficari, tunc ambo super dispositione operationum militarium, atque super usu auxiliorum, a parte extra periculum constitutâ mutendorum, in commune consulant, statuerique dictis auxiliis interim iter ad subveniendum sine ullâ retardatione ingrediendibus & proloquantibus.

V. Etiam Partes contrahentes ultra numerum infra Articulo XI definitum, ad assistendum Parti interfictæ, plures Copias submittere non tentantur, nihilominus tamen obstrictæ erunt, quicquid præterea ipsæ viarum suppetat, adhibere diveriendo hosti, quantum fieri poterit, in Ditioribus, & quas libet, siu ita opportuno, ut facile in eas penetrari possit. libentem autem esto Parti requirenti, si ita è re visum fuerit, munitum quoque suppeditatum numerum, quam qui ex præsentis Fœderis constitutione deberetur, cære atque evocare.

VI. Convenit præterea est, ut si forte Sua Regio Catholica Majestas, per aliquem ex Potentissimis Septentrionalibus, durante hujus Fœderis tempore in Hungariâ hostiliter impeteretur, hoc quoque casu eveniente, reliqui Fœderati eidem auxilium hoc Fœdere constitutum, succurrere satagant, hac tamen observatâ restrictione, ut Copiæ Sæc. Majestatis Britannicæ in Hungariam neque progredi nullo modo tentantur, sed interea, dum ibi res agitur, solummodo ad tuendam Provinciâ S. Cæs. Majestatis Germanicæ, ad distrahendas vires aggressoris in ejus Ditioribus, & quæ forent, in vicinis Provinciis Teutonicarum Regis Magnæ Britannicæ exhibeantur.

VII. Quod Articulo secundo hujus Tractatus dispositum est, ut si Provincie Germanicæ annis ex Partibus prædictis hostilibus armis premuntur, reliquæ duæ Partes cum tanto Copiarum numero, quantum præsentis Fœderis Instrumentum præscribit, ad suppetas ferendas succurrere debeant,

id ita est intelligendum, nisi & ipse quoque in suis Ditionibus Germanicis & Hungariâ infestaretur. Etenim si omnes très uno eodemque tempore pariter invadi contingeret, tunc omnes etiam simul colatis in medium & consilii & armis, eâ, quæ bonos Fœderatos decet, fide atque sinceritate, pro necessitatibus, communisque utilitatis ratione concurrere & agere tenebuntur.

VIII. Hoc Fœdus complectetur & assecurabit etiam tam Regni Polonici constitutionem atque conservationem, quàm ipsius Poloniæ Regis assertionem & maintenancem in Throno suo contra quoscunque, qui aut clam aut palam, directè vel indirectè, illum turbare, aut molestare præsumant, in quieti possessione Regni sui, Magnique Ducatus Lithuanicæ, cum omnibus eorum annexis & dependentiis, à quibus minimum quidem avelli permittitur. In hunc finem & ad assistendum Regi Regnoque Poloniæ, ubi necessitas postulaverit, adhibebuntur æquæ auxiliares Copiæ inferius Articulo XI. determinatæ, hac tamen eadem reservatâ modificatione, ut Regis Magnæ Britannicæ miles non nisi faciendæ diversioni in Provinciâ aggressoris, si quas Ditionibus Regiæ Majestatis Britannicæ in Germaniâ propinquas habet, interviam, vel etiam tutandis, ad Regis Majestatis Poloniæ requisitionem, Provincias ejus Saxon, eo casu, si fortè Copiæ Saxonicæ fuerint à Regno Polonia ad opem, contra hostes in Poloniâ, aut in Magno Ducatu Lithuanicæ ferendam, armaque jungenda, justâ requisitione accersitæ.

IX. Cùm itaque hujus Fœderis, respectu ad Poloniam, non alia sit intentio, quàm ut salvis utrinque & Regiæ Majestatis & publicæ Liberatis Juribus, tum Poloniæ Regnum, Magnusque Lithuanicæ Ducatus in statu integro illibatoque contra omnem oppressionem conservetur, tum Regis Sui Majestatis, uti Articulo præcedente provisum est in quietâ ac imperturbatâ possessione & frustione dicti sui Regni, Magnique Ducatus Lithuanicæ, cum omnibus annexis & dependentiis manu teneatur, contra injurias, vexationes aut molestias quascunque, sive ab eo parte & ab extrinsecis adhibitâ inferantur, sive per clandestinos inchoentur, & quicunque extrinsecum Potentiarum suggestionibus aut secretis operibus, huiusmodi intententur. Dicta Sua Regia Majestas ex abundantiâ se obligat, ut per se Regni sui Magnique Ducatus Lithuanicæ Ordines Libere conserventur, & quæ utere debent, omnibusque suis Juribus & Privilegiis sine ullâ tractatione, seu, minime impedituram neque obicem, quæ Sua Cæsarica Majestas & Magnæ Britannicæ Rex se hujusmodi celebrationem operibus erga Remanentiam continuant, fidemque suam, nihil omnino à Regi Poloniæ alienum Regni Constitutionis Immunitatesque commissum uti, cum Guarantiæ vinculo interponant.

X. Vicissim Rex Regnumque Poloniæ, testando affectus studioque reciproco, communem Fœderis causam quovis possibili modo adjuvare tenebuntur, ex suis quoque parte Copiarum numerum Articulo sequenti definitum, sistere, eoque ad obtinendum Fœderis scopum ubique concurrere. Et quidem Copiæ hæc Poloniæ præcipuè interserviant intercludendo transitus quibusvis externis Copiis, quæ per Poloniam aut Magnum Ducatum Lithuanicæ ver-

ius aut contra imperium, vel contra trium Fœderatorum Ditiones, comprehensa Hungaria, venire præsumserint. Si vero Rex Poloniæ ad prohibendum illiusmodi transitum, dictas Regni Copias non suffecturus judicaverit, ac ideo nomine Reipublicæ & sub ejus Sigillo assistentiam Fœderatorum requisiverit, tunc Imperator & Magnæ Britanniæ Rex, juxta hujus Fœderis leges auxilia sine morâ submittent. Quod si in Imperatoris aut Regis Magnæ Britanniæ Ditionibus hoc Fœdere comprehensus, hostilis aggressio contingeret, Rex Poloniæ, quantum fieri poterit, hostibus è Polonia quoque diversionem facere sataget, aut Parti lacessitæ, si ab eâ requireretur, subsidariam Poloniæ militiæ ratam suppediet.

XI. Conferet huic Fœderi sustinendo Sua Cæsarea Majestas octo mille Equites, & totidem Pedites: Rex Magnæ Britanniæ, tanquam Elector Brunsvici duo milia Equitum, & sex milia Peditum, si Ditionibus Cæsareis succurrendum fuerit, si autem Provinciis Saxoniciis, non nisi bis mille Equites, & quatuor mille Pedites. Rex Poloniæ, tanquam Elector Saxoniz, bis mille Equites, & quatuor mille Pedites. De cætero, Sua Majestas Polonica, nomine Regio, & Regni, duo milia Defultoriorum Equitum, & quatuor milia Peditum, militiæ ordinariæ, cum quatuor millibus ex militia Equestri nationali contribuet.

XII. Si contingat occasione hujus Fœderis, & durante ejus nexu, generale in Septentrione Bellum exardescere, Partes paciscentes totis viribus se invicem juvare, mutuatque sibi operam ad depellendam vim hostium omni meliori modo ferre teneantur. Tunc etiam pro re natâ super loco modoque conjungendarum Copiarum, itemque super Gubernatione ductuque generali Exercitus communis, tum super providendo eidem commensu & annonâ, & denique super instituendis exequendisque operationibus Bellicis inter se convenient.

XIII. Duret & subsistat præsens hoc Fœdus usque ad omnimodam solidamque motuum in Septentrione Pacificationem, quæ ipsa tamen non alio fieri debet pacto, nisi adhibita præcautione, ne quid in ea præsentis hujus Tractatus stipulationibus atque contento contrarium admittatur.

XIV. Ad hujus Fœderis merè defensivi Societatem aliæ quoque potentie, præsertim omnes Imperii Principes atque Status, & specialiter Ordines Generales Uniti Belgii invitentur.

XV. Ratihabebitur hoc Fœdus ab omnibus Fœderatis, & Ratificationum Tabulæ exhibebuntur. ex parte quidem Cæsareæ Majestatis, ex partibus itidem Magnæ Britanniæ, Poloniæque Regnum, tanquam Brunsvici & Saxoniz Electorum, intra duorum mensium spatium, aut citius si fieri poterit. Cum Rege vero Poloniæ, quæ tali, & cum Poloniæ Regno ad minimum intra tres menses, pro ingressu in hujus Fœderis Societatem declarando, pacta conficiantur, & in forma ex more Regni usitata ratificabuntur, in quorum fidem suprâ memorati Ministri Plenipotentarii præsens Instrumentum tribus exemplaribus ejusdem tenoris expeditum, manibus propriis subscripserunt, Sigillisque apposis

muni-

mutuaverunt. Actum Viennæ die quinta mensis Januarii anni millesimi septingentesimi decimi noni.

(L.S.) EUGENIUS VAN SAVOYEN.

(L.S.) PHIL. LUD. GRAF VON
SINZENDORF.

(L.S.) DE PRINCE D. S. SAPHORIN;

(L.S.) GRAF VON FLEMMING.

[ZZ.]

1727. CONVENTION signée le 13 Janvier 1727. entre Mr. le Marquis de Fenelon, Ambassadeur de France, & les Deputés des Etats Généraux, pour terminer les Differens de la Compagnie des Indes de France avec la Compagnie des Indes Occidentales de Hollande. Copie Communiquée.

Comme depuis peu d'années sont survenus quelques differens & disputes entre la Compagnie Françoisse des Indes, & la Compagnie des Indes Occidentales des Provinces-Unies, au sujet de quelques Vaisseaux enlevés, & du Commerce sur la Côte d'Afrique, depuis le Cap blanc jusqu'à la Riviere de Serrelionne; & comme Sa Majesté T. C. & les Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies sont également portés à faire cesser ces differens & écarter tous sujets de dispute entre lesdites Compagnies, Le Soussigné Ambassadeur de France, au Nom & de la Part de S. M. T. C. d'une Part, & les Soussignés Deputés des Seigneurs Etats Généraux, au Nom & de la part desdits Seigneurs Etats Généraux d'autre part, sont convenus, que toutes les Contestations nées ou à mouvoir, tant au sujet de la propriété du fort d'Arquin, que du Commerce exclusif exercé dans l'étendue de la Côte depuis le Cap blanc jusqu'à la Riviere de Serrelionne par la Compagnie Françoisse des Indes, ou par celles auxquelles elle a succédé, demeureront éteintes, ainsi que toutes les pretensions réciproques de dedommagemens pretendus, tant à raison d'enlèvement de vaisseaux pris jusqu'à ce jour sur ladite Côte, que du Commerce troublé, & que des diverses occupations à main armée dudit fort d'Arquin, le tout suivant les Articles ci-après dont on est demeuré d'accord.

ARTICLE I.

La Compagnie Hollandoise des Indes Occidentales renonce à toutes prétentions de propriété sur le Fort & Île d'Arquin, dont elle consent que la Compagnie Françoisse des Indes continuë à jouir comme d'un bien sur lequel ladite Compagnie Hollandoise ne pretend plus aucun droit, subrogeant

même autant que besoin seroit la Compagnie Française à tous les droits qu'elle pourroit s'être acquis sur ledit Fort & l'Isle d'Arquin.

ARTICLE II.

Le Commerce exclusif de la Compagnie Française sur toute la Côte qui s'étend depuis le Fort d'Arquin jusqu'au de-là de Porto-Darco demeurera tellement reconnu, qu'à l'avenir les Vaisseaux des Sujets des Seigneurs Etats Généraux, soit sous leurs Bannières, soit sous d'autres, devront s'abstenir d'y trafiquer, & que tous ceux qui seroient saisis en Contravention seront réputés de bonne prise, sauf pourtant à eux d'y pouvoir prendre de l'eau & acheter des vivres & autres nécessitez, dans le cas seulement que par Tempête ou par quelque autre accident imprévu, ils se trouveroient forcés d'y aborder par la nécessité, qui n'a point de Loy,

ARTICLE III.

Les Seigneurs Etats Généraux renoncent pour tous leurs Sujets, & notamment pour la Compagnie des Indes Occidentales, à toutes prétentions de dedommagements pour raison de Vaisseaux enlevés sur ladite Côte ou de tout ce qui s'est passé au sujet du fort d'Arquin jusqu'à ce jour.

ARTICLE IV.

Sa Majesté Très-Chrétienne s'engage à ce que sa Compagnie des Indes, en considération des renonciations ci-dessus spécifiées, faites par les Seigneurs Etats Généraux tant à leur Nom qu'en celui de leur Compagnie des Indes Occidentales, payera à ladite Compagnie Hollandoise la somme de cent trente mille florins de Hollande argent courant, sçavoir quarante mille au mois de May prochain, trente mille dans le mois de Septembre suivant, autre trente mille en Janvier mille-sept cens vingt-huit, & les derniers trente mille florins dans le mois de May suivant; ladite somme totale de cent trente mille florins étant tant, en considération des stipulations des Articles précédents, que de celle portée dans l'Article ci-après.

ARTICLE V.

Quoique les Contestations survenues jusques ici, tant au sujet du Commerce exclusif de la Compagnie Française que des Vaisseaux enlevés, soit à l'occasion de ce commerce troublé, soit à l'occasion de ce qui s'est passé touchant le fort d'Arquin, n'ait intéressé que la partie de la Côte qui s'étend depuis le Cap blanc jusqu'au de-là de Porto-Darco, lesquelles demeurent vidées & éteintes au moyen de la présente Convention; cependant, la Compagnie Française desirant ne laisser rien de douteux sur la Possession où elle est d'un Commerce exclusif dans toute l'étendue de sa Concession, à sçavoir depuis

depuis & compris le Cap blanc jusqu'à la Riviere de Serrelionne; & la Compagnie Hollandoise souhaitant aussi de son côté prévenir toute occasion de nouvelles disputes avec la Compagnie Françoise; il a été stipulé par cet Article, que le Commerce exclusif de la Compagnie Françoise demeurera pareillement reconnu sur toute l'étendue de la Côte susmentionnée, sans que la Compagnie Hollandoise, ou aucuns des Sujets des Etats Généraux, puisse prétendre d'y trafiquer en aucune sorte sous quelque prétexte que ce puisse être, pas même sous celui d'un Commerce qui auroit été exercé, ou que l'on croiroit pouvoir exercer sur des Terres ou sur des Rades prétendues libres, ou qui seroient possédées par quelqu'autre Puissance, quoique situées dans l'étendue de la Concession de la Compagnie Françoise, depuis & compris ledit Cap blanc jusqu'à la Riviere de Serrelionne, conformément à ce qui est porté de l'étendue de cette Concession dans les Lettres patentes de S. M. F. C. de 1699; & en considération de cette nouvelle Reconnoissance, & bien plus encore pour accroître d'autant mieux la bonne intelligence entre les Sujets reciproques, S. M. Très-Chrétienne consent, & s'engage à ce que sa Compagnie des Indes paye à la Compagnie Hollandoise des Indes Occidentales la somme dix mille florins de Hollande, qui devront cependant ainsi qu'il a été dit faire partie de cent trente mille florins argent courant, à payer dans les Termes ci-dessus stipulez.

La présente Convention sera ratifiée de part & d'autre & les Actes de ratifications seront échangés dans le Terme de deux mois après la Signature, ou plutôt s'il se peut. Ainsi convenu & accordé entre le Soussigné Messire, Gabriel Jacques de Salignac, Marquis de Fenelon, Ambassadeur de France, & les soussignés Députés de L. H. P. Signé à la Haye le 13. Janvier mil sept cent vingt sept.

(L. S.) G. J. DE SALIGNAC Marq.
DE FENELON.

(L. S.) L. B. DE WYNBERGH.
(L. S.) J. H. B. DE WASSENAAR.
(L. S.) HOORNEBECK.
(L. S.) VAN HOORN.
(L. S.) L. B. DE RYNSWOUDT.
(L. S.) P. F. VEGELIN.
(L. S.) L. B. DE HAERSHOLT.
(L. S.)

Cette Convention fut signée d'abord par les Deputés de cinq Provinces seulement, & on laissa la Place en blanc au Député de Zeelande, & à celui de Groeningen pour signer quand ils auroient reçu l'Autorisation de Leurs Provinces qu'ils attendoient.

La Zeelande ne tarda pas à mettre son Deputé en état de joindre sa signature à celles des cinq Provinces qui avoient signé. Quant à Groeningue, elle fit remettre lors de l'échange des Ratifications, par son Deputé qui n'avoit pas encore signé, une Resolution par laquelle elle ratifioit en son particulier la Convention qui avoit été faite.

Après l'échange des ratifications, Mr. l'Ambassadeur de France présenta encore un Memoire en demande de quelque Elucidation sur ce qui avoit été convenu: Et comme ce Memoire, & la Resolution que les Etats Généraux prirent sur son contenu pour accorder à l'Ambassadeur ce qu'il demandoit, font un tout avec la Convention, il a paru nécessaire de les joindre ici.

Extrait du Registre des Resolutions de H. & P. Seigneurs les Etats Généraux des Provinces-Unies des Pais-Bas.

Du Jeudi 3. Avril 1727.

ON a lû dans l'Assemblée un Memoire du Seigneur le Marquis de Fenelon, Ambassadeur de France, tendant à ce que L. H. P. voulussent déclarer, qu'encore que la Compagnie des Indes de France voudroit demolir le Fort de l'Isle d'Arquin, on n'en inferera en quelque tems que ce soit, que par là elle auroit abandonné la Possession de l'Isle, suivant le susdit Memoire inseré ci-après.

Fiat insertio.

*Memoire présenté par M. le Marquis de Fenelon,
le 2. Avril 1727.*

HAUTS ET PUISSANTS SEIGNEURS,

VOS Hautes Puissances savent que le principal motif du Roi mon Maître en m'autorisant à signer la Convention qu'elle a ratifiée depuis pour terminer les differents élevez entre la Compagnie Françoisse des Indes, & votre Compagnie des Indes Occidentales, au sujet de la Possession de l'Isle & Fort d'Arquin, a été d'éteindre tellement pour le passé, & de prévenir pour le futur, jusqu'aux moindres occasions de Contestations entre les Sujets reciproques, que rien ne pût à l'avenir alterer l'Union intime & la cordiale Amitié entre les deux Nations. La ferme persuasion où je suis que V. H. P. ont agi dans le même esprit, me met en droit d'attendre une Réponse favorable de leur part à ce que je vais avoir l'honneur de leur exposer.

La Compagnie Françoisse des Indes est comme déterminée à faire raser le Fort d'Arquin, non en intention d'abandonner l'Isle qui est si proche de la Côte dans l'étendue de sa Concession, telle qu'elle a été reconnue par la Convention ci-dessus mentionnée, qu'elle ne pourroit l'abandonner sans se porter un prejudice considerable; mais seulement parce que ce Fort lui est inutile, attendu les autres Etablissmens plus commodes, qu'elle a le long de la Côte.

se. Une seule chose la fait héziter. Elle se souvient que ce fut une semblable demolition du même Fort d'Arquin, & par le même motif, qui fournit le pretexte d'abandon sur lequel on se fonda pour l'Occupation de l'Isle en pleine Paix, sous la Banniere Prussienne, laquelle fut suivie de la Convention qui faisoit le Titre de vôtre Compagnie des Indes Occidentales pour prétendre avoir bien acquis du Roy de Prusse la propriété de cette Isle, & du Fort qui y avoit été retabl.

La Compagnie Française a donc interest de s'assurer qu'on ne pourra de nouveau interpreter à abandon de l'Isle la Demolition d'un Fort qu'elle se propose de demolir seulement parceque la propriété de l'Isle sans le Fort lui suffit, & j'ose esperer que Vos Hautes Puissances ne refuseront pas une Elucidation, qui toute superflue qu'elle est en elle même après ce qui s'est passé, & vû sur tout l'esprit dans lequel on a statué, servira cependant à calmer l'inquietude d'une Compagnie timide sur son droit le plus incontestable, cette elucidation pouvant d'ailleurs être donnée par une simple réponse favorable à ce Memoire, par laquelle Vos H. Puissances voudront bien reconnoître que la demolition du Fort d'Arquin ne pourra en aucun tems servir de pretexte à aucun de Vos sujets, de prétendre à la possession de l'Isle comme si dès lors elle avoit été abandonnée.

Une telle Elucidation n'ajoutera rien aux avantages de la Compagnie Française, ne sera qu'une suite de l'esprit dans lequel vous avez agi sur le different terminé, & donnera au Roy mon Maître un nouveau témoignage, qui lui sera infiniment agreable, de l'attention de V. H. P. pour écarter solidement toute occasion de nouvelle dispute entre les Sujets Reciproques.

A la Haye le 2. Avril 1727.

Signé,

Le M. DE FENELON.

• **S**urquoi aiant été delibéré, il a été trouvé bon & arrêté de donner pour reponse au susdit Memoire du Sr. Marquis de Fenelon, que le sentiment de L. H. P. est que, quoiqu'on conserve ou qu'on demolisse ledit Fort d'Arquin, cela ne peut point porter aucun changement à ce qui a été convenu, que par la Convention qui a été faite, le Fort d'Arquin & l'Isle aiant été cédés à la Compagnie de France, ladite Compagnie peut en user comme bon lui semblera, que si elle trouve à propos de raser le Fort, & de conserver pourtant la possession de l'Isle, Leurs Hautes Puissances veulent bien declarer, comme elles déclarent par ces présentes, qu'elles ne prétendront ou ne consentiront jamais que leurs Sujets prétendent, qu'à cause de la demolition du Fort, l'Isle seroit abandonnée; mais qu'elles reconnoîtront toujours que la possession de ladite Isle appartient à la Compagnie de France, nonobstant ladite demolition. Et sera un Extrait de cette Resolution de Leurs Hautes Puissances.

Puissances mise par l'Agent van Baerle és mains dudit Sr. Marquis de Fellenon.

Signé,

VAN GOSLINGA.

D'accord avec le Registre,

Signé, F A G E L.

[AAA.]

1731.

TRAITÉ d'Alliance entre les Electorats de Saxe, & de Hanovre, conclu à Dresde en 1731. Mercure Historique.

QU'il soit notoire, comme ainsi soit que les Predecesseurs des Maisons Electorales de Saxe, & de Brunswick-Lunebourg, aiant de toute ancienneté entretenu ensemble une bonne intelligence particuliere, laquelle non seulement a donné lieu au Traité d'Union hereditaire perpetuelle dont l'on est convenu dans l'année 1687. entre les deux Maisons, & a été continuée sans interruption jusqu'à présent & transmise aux deux Princes regnans, mais depuis a été augmentée par la proximité que le Sang établit entre eux, & par la consideration personnelle qu'ils se portent l'un à l'autre, & que sur ces motifs & fondemens, il ait été aggréé de part & d'autre de cultiver & cimenter ulterieurement ce lien d'Union, d'Amitié, de Confiance, & de bon Voisinage, dont on s'est si bien trouvé jusqu'ici, & à cette fin de dresser ensemble un nouveau Traité defensif accommodé aux circonstances du tems présent, & à la sûreté & prosperité de leurs Pais & Sujets respectifs. A ces causes, les deux Parties sont convenues des Articles suivans, qu'elles ont fait traiter & conclure par leurs Ministres, munis de Pleinspouvoirs à ce sujet.

ARTICLE I.

Cette Convention & Alliance defensive n'a pour but de léser ni d'offenser personne; moins encore l'Empereur & le Saint Empire Romain, mais elle est faite uniquement en vue de maintenir les Droits & les Privileges des deux hauts Contractans, comme aussi pour conserver & defendre leurs Etats & Sujets contre toutes attaques & violences, de même que toutes prétensions, Entrées dans leurs Pais, Invasions Ennemies, Passages de Troupes & établissemens de Quartiers, Assemblées & Revuës d'Armées, Contributions &

& Exactions contraires aux Constitutions, & aux Ordonnances d'Exécutions de l'Empire, par qui & sous quelque nom & prétexte que ce puisse être.

II.

Pour cette fin, les deux Conféderez veulent prendre une entière Confiance l'un en l'autre, & se tenir étroitement liés pour s'entre aider de conseil & d'effet, procurer le bien l'un de l'autre, s'avertir du mal & du dommage qui pourroit les menacer & les détourner, communiquer & consulter souvent confidentiellement ensemble, sur tous les événements dont il pourroit résulter des troubles & des dangers, & sur les moyens de les éloigner, & autant qu'il sera possible prendre ensemble des mesures conformes, & telles qu'elles puissent être avantageuses au public, principalement au service, à l'honneur, au bien, à la liberté & sûreté de Sa Maj. Imp. & de l'Empire aussi les Hauts Contractans veulent ordonner aux Ministres qu'ils auront, tant à la Diète de l'Empire, qu'aux Assemblées des Cercles, & par tout ailleurs, de correspondre & communiquer confidentiellement ensemble, & afin que cette bonne intelligence soit d'autant moins interrompue, en cas qu'il survint quelques différens entre les deux Maisons Electorales, & leurs Sujets respectifs, l'on tâchera avant toutes choses de les composer à l'amiable, & l'on n'en viendra point à des voyes de fait, avant que d'avoir au préalable tenté tous les moyens propres à accommoder les choses d'une manière équitable.

III.

En vertu de la présente Alliance les Hauts Alliez se promettent réciproquement, qu'au cas que l'un d'eux vienne à être attaqué par qui que ce puisse être dans les Pais & Provinces, & dans les Droits & Privilèges contre les Constitutions de l'Empire, ou bien à être incommode, trouble, & molesté dans les Pais par des Enrôlemens, des Revues, des Quartiers, des Garnisons, des Marches, des Contributions, des Demandes de Provisions, & de Munitions, ou par d'autres charges & exactions semblables, ou au cas que l'on eut des avis certains que telles choses dussent arriver, l'autre prendra fidèlement le parti du lèze, & sera tenu de lui prêter réellement & en effet le secours promis dans cette Alliance, mais aucun des Alliez ne pourra être requis de fournir du secours à l'autre, si l'un d'eux, sans communication avec son Allié, & sans son consentement, attaqueit quelqu'un en Ennemi, & à main armée, & que par-là il fût attaqué & poursuivi lui même dans ses propres Pais, ou dans les Droits par l'Offense ou par les Alliez.

IV.

Dans cette Alliance sont compris les deux Electorats & les Pais qui y sont incorporés, comme aussi tous les Pais y appartenans situés en Allemagne, aussi le Traité d'Union héréditaire de 1687, dont il est fait mention ci-dessus, demeure à cet égard & à tous autres dans toute sa force, comme s'il étoit effectivement inséré dans la présente Alliance.

V.

Pour ce qui concerne le Secours, les Hauts Alliez sont convenus pour cette fois-ci, sans que cela puisse tirer à conséquence, que l'une des deux

Par

Parties assistera & aidera l'autre, le cas de l'Alliance existant, de trois mille hommes de Troupes Allemandes, savoir deux mille hommes d'Infanterie & mille de Cavalerie, mais au cas que le Requerant trouverait nécessaire qu'il y eût une autre proportion de Cavalerie par rapport à l'Infanterie, ou de celle-ci par rapport à la première, en tel cas celui qui aura été requis sera tenu de lui complaire, & de lui prêter la main autant qu'il le pourra avec l'Infanterie ou la Cavalerie qu'il aura souhaité, moyennant qu'il soit pourvu lui-même de l'un ou de l'autre au de-là du nombre marqué dans l'Alliance, & qu'il puisse la tenir prête, & pour lors un Cavalier ou Dragon sera évalué pour trois hommes de pied, & afin que la différence des armes & de leurs qualibres, dans les opérations qui pourront survenir, ne cause aucun desordre, comme il arrive souvent, l'on a trouvé bon que les cas de l'envoy du secours arrivant, l'on s'entendra ensemble auparavant & à tems, & l'on conviendra de l'égalité des armes.

VI.

Si le secours, dont on est convenu dans cette Alliance, n'étoit pas suffisant à pouvoir détourner le danger où se trouvera l'Offensé, en ce cas les Hauts Alliez conviendront pour l'augmenter au double & même au triple, & ils régleront de façon que la Partie requérante ait du moins chaque fois autant de Troupes que la Partie requise, aussi dépendra-t-il de la volonté du Requerant de demander en tout, ou en partie, le Secours stipulé.

VII.

Chaque Allié est tenu de fournir dans le terme de quatre semaines depuis la requisition faite, réellement, sans excuse, opposition, ni délai, sous quelque prétexte que ce puisse être, dans le Pais du Requerant, le Secours stipulé: cependant, il ne sera point obligé de rompre avec l'Agresseur, mais bien autant qu'il sera possible d'interposer auprès de lui tous les bons offices les plus propres à procurer à l'Offensé une satisfaction & une sûreté convenable, mais, soit que ces bons offices sortent leur effet ou non, la Partie requise n'en sera pas moins tenue de prêter réellement le Secours stipulé, & de le continuer jusqu'à ce que la Partie lésée soit pleinement rétablie dans l'état où elle se trouvoit avant l'invasion & jusqu'à ce que le dommage & le tort qu'elle aura souffert, ait été dûment réparé, à moins que celui qui fournit le Secours ne fût envahi & poursuivi lui-même, & que pour sa propre défense, & délivrance, il n'eût besoin en tout ou en partie de ses Troupes Auxiliaires.

VIII.

Lorsque les Troupes se seront jointes, l'Officier, qui commandera les Troupes Auxiliaires, exercera sur elles sans difficulté ni empêchement aucun le commandement & la juridiction, mais il sera obligé de tenir bon ordre & Discipline Militaire, & de châtier exemplairement les Coupables sans délai, connivence, ni égard quelconque; & au cas que la Partie, à qui aura été fourni le Secours, ne soit pas satisfaite du châtiment qu'aura infligé le Général ou l'Officier Commandant de la Partie requise, cet Officier tiendra les Delinquans de quelque état ou condition

condition qu'ils soient, aussi long-tems en arrêt, jusqu'à ce que les Hauts Conféderez en ayent communiqué ensemble. Pour le Commandement general en Campagne, & dans les Expéditions Militaires, il restera à celui des Alliez & à son Général à qui sera envoyé le Secours, de maniere pourtant que l'on n'entreprendra rien d'important avant que d'avoir délibéré & pris préalablement resolution sur la chose dans un Conseil de Guerre, en-presence du Général, ou Officier Commandant, qui aura été envoyé par la Partie requise.

IX.

Celui des Alliez qui aura besoin fera connoître à tems la qualité de l'Officier qu'il destine à commander en Chef, afin que la Partie qui assistera puisse se regler là-dessus, & envoyer avec ses Troupes Auxiliaires un Officier Commandant qui n'aye pas de plus haute Charge que l'autre.

X.

Le Requerant est tenu de fournir à ses depens le gros Canon, les Munitions, & tout ce qui appartient à l'Artillerie de Campagne dont on aura besoin pour l'operation Militaire, en quoi cependant la Partie requise lui prêtera la main, moyennant un payement & une satisfaction raisonnable, s'il a provision de ces choses dans le Voisinage, & qu'il puisse s'en passer sans se faire tort : la Partie requise de son côté pourvoira ses Troupes de pieces de Canon de Regiment, & de petites pieces nécessaires.

XI.

Celui qui donne le secours est obligé d'entretenir ses Troupes Auxiliaires à ses depens, mais le Requerant mettra ordre à ce qu'on leur fournisse & vende à un prix raisonnable, & sur le pied qu'il le peut avoir pour ses propres Troupes, les Vivres & l'Avoine nécessaire, l'on payera regulierement tous les mois, à l'égard du Foin, de la Paille, & du Paturage, on en donnera aux Troupes Auxiliaires gratuitement.

XII.

Lorsqu'on enverra réellement le Secours, les Hauts Alliez conviendront au juste des Reglemens pour l'entretien des Troupes, pour la formation des Regimens des Compagnies, & autres choses semblables, l'on observera en toutes choses une parfaite égalité autant qu'il sera possible, & l'on évitera & se precautionnera du mieux qu'il se pourra faire contre toutes confusions & desordres.

XIII.

Aucun des Alliez ne demandera à l'autre des passages inutiles des Troupes par ses Pais, mais en cas qu'une necessité indispensable, en égard à la situation du Pais, exige ce passage, l'on se conformera en tout au Reglement pour la Marche des Troupes, dont l'on est convenu de part & d'autre, établi le 27. Decembre 1687. sans rien faire qui y soit contraire.

XIV.

Les deux Hauts Alliez se reservent expressement ce à quoi ils sont tenus envers leurs Maisons, conformément aux Pactes de Familles, & ils s'en tiennent également aux Alliances, Engagemens, & Reglemens, par lesquels

ils se trouvoient liez avec d'autres, & cela d'autant plus qu'ils sont d'une nature à ne point les empêcher de remplir les Obligations de la présente Alliance.

XV.

Cette Alliance doit durer trois ans, & avant qu'ils soient écoulés, l'on traitera de la nécessité de la continuer; mais, si vers la fin du tems fixé l'on se trouvoit dans un danger réel, & en des opérations Militaires, l'on continuera de fournir ce à quoi l'on est obligé en vertu de la présente Alliance jusques à ce que le danger ait cessé.

XVI.

L'on a agréé, & l'on est convenu, que si quelque Etat de l'Empire avoit intention d'accéder à la présente Alliance, & donnoit à connoître en avoir envie, il y sera admis par commun accord & consentement, moyennant des Conditions proportionnées, sur lesquelles les deux Alliez delibereront quand le cas y écherra.

XVII.

Le présent Traité sera en outre ratifié par les deux Hauts Contractans, & les Ratifications seront échangées dans le terme de six semaines, à compter du jour de la date d'icelui, ou plutôt si faire se peut.

XVIII.

Enfin, de ce qui est contenu ci-dessus tout ce qui a été ainsi traité, & dont l'on est convenu, a été expédié en double, & en ont signé & scellé les Ministres Plenipotentiaires des deux Parties, chacun un Exemplaire, & ont été les deux Exemplaires échangés. Ainsi fait & donné à Dresden le 3. Août 1731.

[BBB.]

1732.

TRAITE' de Partage & d'Accommodement sur la Succession de la Maison d'Orange, conclu entre Sa Majesté le Roi de Prusse, & son Altesse Sérénissime le Prince d'Orange & de Nassau, conclu en 1732. Copie Authentique.

TAnt de Negociations consecutives & réitérées, pour ajuster les Differens survenus après la mort de GUILLAUME III. Roi de la Grande-Bretagne, de glorieuse memoire, entre Sa Majesté le Roi de Prusse, & la Sérénissime Maison d'Orange & de Nassau, au sujet des Principautés, Comtés, Terres, Biens, & Domaines délaissés par les deffunts Princes d'Orange, & en dernier lieu par Sadite Majesté le Roi de la Grande-Bretagne, avoient trop fait connoître, qu'Elles souhaitoient effectivement de s'en ac-
com-

commoder à l'amiable, pour ne pas espérer qu'on y travaillerait tôt ou tard avec succès, & qu'ainsi ils seroient terminés un jour à leur contentement réciproque.

La Majorité de S. A. S. le Prince d'Orange & de Nassau donna occasion à des ouvertures, qui tendoient à renouer les Conférences tenues ci-devant à cette fin, & particulièrement la dernière Négociation, entamée à Berlin en 1722. Sa Majesté le Roi de Prusse y répondit favorablement, & les deux Hauts Contractans n'ayant mutuellement rien tant à cœur que de régler enfin, à des Conditions justes & raisonnables, une Contestation qui avoit duré tant d'années, convinrent de faire examiner à quoi on en étoit resté en 1722. & de le poser pour une espèce de fondement d'une Négociation nouvelle.

C'est donc pour parvenir à un but si salutaire, & afin de resserrer par de nouveaux nœuds les liens de Parenté & d'Amitié qui les unissent d'ailleurs, que le Serenissime & très Puissant Prince & Seigneur FREDERIX-GUILLAUME, Roi de Prusse, Margrave de Brandebourg, Archi-Chambellan & Prince Electeur du St. Empire Romain, Souverain Prince d'Orange, de Neuchâtel & Valengin, de Gueldres, de Magdebourg, Cleves, Juliers, Bergue, Stettin, Poméranie, des Cassubes, Vandalcs, & de Mecklenbourg, comme aussi en Silésie, Duc de Crotten, Bourggrave de Nuremberg, Prince de Halberstadt, Minden, Camin, Vandalie, Suéna, Rachebourg & Meurs, Comte de Hohenzollern, Ruppin, de la Mark, de Ravensberg, Hohenstein, Tecklenbourg, Lingue, Suérin, Buuren, & Leerdam, Seigneur de Ravenstein, Rollak, Stargard, Lavenbourg, Arlay, & Breda, &c. & le Serenissime Prince & Seigneur GUILLAUME-CHARLES-HENRI-FRISO, par la grace de Dieu, Prince d'Orange & de Nassau, Comte de Catzenellebogen, Vianden, Dietz, Spiegelberg, Buuren, Leerdam, Marquis de Ter-Ver & Vlissingen, Baron de Breda, de Beylstein, de la Ville de Grave & du Pais de Cuyk, d'Ysselstein, de Cranendonk, d'Eindhoven, & de Liesfeldt, Seigneur de Bredenvoort, de Turnhout, Geertruidenberg, de Willemstad, de Clunderd, de St. Maartensdyk, de Seevenbergen, de Stoenbergen de la Haute & Basse Swaluwe, de Naaltwyk, de Grumbergen, de Herstal, d'Arlay, Nafctoy, St. Vith, Burgenbig, Daaburg, & Warneton, Seigneur indépendant de l'Isle d'Ameland, Burgrave Héritaire d'Anvers & de Besançon; Marechal Héritaire de Hollande, Stadhouder & Capitaine & Admiral-Général de Gueldre, & de la Comté de Zutphen; Stadhouder Héritaire, & Capitaine-Général de la Frise; Stadhouder & Capitaine Général de Groeningen & des Ommelandes, & du Pais de Drenthe, &c. ont nommé & autorisé leurs Ministres, savoir Sa Majesté le Roi de Prusse les Ministres d'Etat, le Lieutenant-Général Adrien-Bernhard de Borcke, Henri de Podewils & Guillaume-Henri de Thulémeyer, & S. A. S. le Prince d'Orange & de Nassau les Ministres, Diderik Baron de Lynden, Seigneur de Parck, Brigadier & Colonel d'un Régiment de Cavallerie, & son Grand Maître d'Hôtel; Hobbe, Baron d'Aylua, Colonel d'un Régiment d'Infanterie, son Grand-Ecuyer, & Drossard de la

Comté de Buuren, & Jean Duncan, son Conseiller Ordinaire, & Maître des Requêtes, & Conseiller & Maître des Comptes de ses Domaines, lesquels après s'être communiqué & avoir échangé leurs Pleinpouvoirs, dont les Copies seront insérées à la fin de ce Traité, & ayant repris le fil de la dernière Négociation de Berlin, & débattu ce qui restoit à régler, sont convenus au nom de Sa Majesté & du Serenissime Prince, leurs Maîtres respectifs, des Conditions & Articles suivans.

ARTICLE I.

Un Partage équitable des susdites Principautés, Comtez, Domaines, Terres, Maisons, & Biens, ayant été le fondement des Negociations précédentes, il a été convenu d'y avoir encore recours comme à l'expédient le plus propre pour éteindre toutes les Contellations formées ou à former, & avant été discuté & pesé soigneusement ce qui restoit à ajuster pour régler & perfectionner le Plan de Partage dressé en 1722. il a été accordé pour cet effet de la maniere qui s'ensuit.

ARTICLE II.

Le Seigneur Roi de Prusse aura pour son Partage la Principauté d'Orange, avec les Seigneuries & Lieux de la Succession de Châlon & Châtel Beilin, situez en France & dans la Comté de Bourgogne, le tout & ainsi que Sa Majesté en a cédé la propriété au Roi Très-Chrétien, par le Traité de Paix, signé entre elle & la France, à Utrecht le 11. Avril 1713; & declare le Seigneur Prince d'Orange & de Nassau, d'acquiescer à cette Cession, en sorte qu'il ne troublera ou n'inquietera point le Roi Très-Chrétien dans la paisible possession & jouissance de ladite Principauté d'Orange, & des autres Biens spécifiés ci-dessus.

ARTICLE III.

Comme Sa Majesté s'est chargée & a promis à cette occasion de satisfaire par un Equivalent, à la prétention que les Héritiers du feu Prince d'Orange & de Nassau formoient sur ladite Principauté, & sur les autres Biens dont il a été fait mention ci-dessus, le Serenissime Prince déclare pour soi & pour ses Héritiers & Descendans Mâles & Femelles, qu'il se contentera & se contente à cet égard de l'Equivalent qu'il recevra par son Partage spécifié ci-dessous, sans que le Seigneur Roi sera obligé de l'en dedommager ultérieurement de quelque autre maniere que ce soit, ou pour quelle raison que ce puisse être.

ARTICLE IV.

Le Seigneur Prince aura la liberté d'imposer le nom de la Principauté d'Orange

sage à tel autre de ses Domaines qu'il trouvera convenable, & d'en retenir le Titre & les Armoiries, tant pour lui que pour ses Héritiers & Descendants Mâles & Femelles, de même qu'il a été stipulé par le Traité nommé ci-dessus, en faveur du Seigneur Roi, & promet & s'engage Sa Majesté d'employer les bons offices pour que le Roi Très-Chrétien y donne son consentement, afin d'ôter & abolir toute matière de nouvelle discorde. Bien entendu que cela ne portera aucun préjudice à Sa Majesté le Roi de Prusse, par rapport aux Titres & Armoiries d'Orange, qui seront toujours continuez dans la Famille Royale Princes & Princesses de Prusse.

ARTICLE V.

Sa Majesté le Roi de Prusse aura de plus pour son partage, & gardera en toute propriété, tant pour lui, que pour ses Héritiers & Successeurs, la Principauté de Meurs, la Comté de Lingén, l'Ammanie de Montfort, la Seigneurie de la Haute & Basse Swaluwe, les Seigneuries de Naaltwyk, Hoenderland, Wateringen, Orange-Polder, & s'Gravelande, le Peage de Gennep, la Baronie de Herstal toute entière, la Seigneurie de Turnhout, la Maison à la Haie nommée la Vieille Cour, & la Maison de Honslaardyk, & jouira le Seigneur Rordesdits Biens, Domaines, Terres, & Maisons, avec toutes leurs appartenances & dépendances, Droits, Revenus, Justices, Juridictions hautes & basses, Droits regaux, Prerogatives, & Prééminences y attachées, Dixmes, Moulins, & Dépendances qui appartiennent auxdites Seigneuries & Biens situés & levés dans leurs districts, dont les Princes d'Orange ont profité, sans exception & distinction par quel des Princes susdits ils pourront être acquis, & par rapport aux Maisons avec les Meubles qui y appartiennent & s'y trouvent actuellement : & renoncera & renonce le Seigneur Prince, tant pour lui que pour ses Héritiers & Descendants Mâles & Femelles, en faveur de Sa Majesté & de ses Héritiers & Descendants Mâles & Femelles, à tous ci-devant prétendus droits de propriété & autres sur lesdits Biens, Domaines, Terres, & Maisons, en sorte que lui, ses Heirs & Successeurs n'y puissent jamais rien prétendre sous quelque titre ou prétexte que ce soit.

S. A. S. fera aussi en sorte que d'abord après la Ratification de ce présent Traité, on cessera de lever le Peage qui a été levé jusques ici dans la Ville de Grave, sous le nom de Peage de Gennep.

ARTICLE VI.

Le Seigneur Prince ne pourra rien prétendre à l'égard de l'Ammanie de Montfort, en vertu de la Sentence de la Cour de Ruremonde du 23. Avril 1704. n'y aussi à l'égard de la Principauté de Meurs, de la Comté de Lingén, & susdits autres Domaines, Terres, & Biens, dont le Seigneur Roi jouit actuellement, ou jouira à l'avenir en vertu du présent Traité, sous prétexte d'avoir été améliorés ou augmentés, ou bien à cause des Provisions,

arrangés & restes des Comptes qui s'y trouvoient au profit du feu Roi Guillaume, & de ses Héritiers, lorsque Sa Majesté en a eut prendre possession, & viendront toutes ces Améliorations, Augmentations, Provisions, Arrangés, & restes des Comptes aussi au profit du Seigneur Roi.

ARTICLE VII.

Le Seigneur Prince d'Orange & de Nassau aura pour son Partage & gardera en toute propriété, tant pour lui que pour les Héritiers & Successeurs, tous les autres Domaines, Terres, Maisons, & Biens appartenans à la Succession d'Orange, tant ceux qui lui sont déjà extraitez, que ceux qui se trouvent encore actuellement sous l'Administration de L. H. P. les Etats Généraux des Provinces-Unies, ou entre des mains étrangères sans en excepter aucun, comme aussi les Maisons dont Sa Majesté le Roi de Prusse jouit actuellement & qu'elle lui cèdera ensuite, & ainsi tous les Biens, Domaines, Terres, & Maisons, appartenantes à la Succession d'Orange, qui ne sont pas compris dans le Partage de Sa Majesté.

Comme premièrement les Domaines, Terres, Maisons, & Biens qui sont déjà extraitez à S. A. S. & qu'elle possède actuellement, savoir l'Ammanie de Bredemort, les Dixmes de Buuren, la Seigneurie de Seevenbergen, le Hondenhuis à la Haye, les Dixmes sous Delst & Monster, la Maison nommée le Krunberg, Colinsplaat, & les autres Biens en Noordbeveland, la Baronie d'Ysselstein, les Biens dans le Hulster-Ambagt, le Palais à Bruxelles, la Baronie de Diest, la Seigneurie de Zichen, & Scherpenheuvel, les Seigneuries de Roozendaal, Nispen, Oosterhout, & Dongen, la Seigneurie de Steenberg, la Seigneurie de Princelaud, la Baronie de Cranendonk, & la Seigneurie de Lindhoven.

Et en second lieu, les Domaines, Terres, Maisons, & Biens qui sont encore actuellement sous l'Administration de L. H. P. les Etats Généraux des Provinces-Unies, ou entre des mains étrangères, sans en excepter aucun, savoir la Maison de Dieren avec les Appartenances & Dependances, la Maison de Loo avec ses Appartenances & Dependances, la Seigneurie de Klender ou Nierwaart, la Seigneurie de Goetruydenberg avec ses Appartenances & Dependances, le Marquisat de Tee-Veer & de Vlissingen, la Seigneurie de St. Maartensdyk & Scherpenisse, la Maison de Soethdyk avec ses Appartenances & Dependances, la Comté de Buuren, la Comté de Leerdam, & d'Acquoy, les Seigneuries de Grimbergen, Meerhout, & Voorst, le Burgraviat d'Anvers, la Baronie de Breda, les Biens de la Commanderie de Braque, la Baronie de Grave & du Pais de Cuyk, la Seigneurie de Willemstad, & Ruigenhil, les Biens de Weerhout, Vyanden, St. Vith & Burgenbag, Daaburg, & Wazneton.

Le Seigneur Prince ayant cédé ci-dessus par l'Article cinquième, à Sa Majesté le Roi de Prusse, la Baronie de Herstal toute entière, de la moitié de laquelle S. A. S. avoit joui jusqu'à ici, Elle sera en échange pour son partage, & gardera de même en toute propriété, tant pour Elle, que pour ses Héritiers.

Héritiers & Successeurs, les Seigneuries de Monster, Ter-Heiden, la moitié de Loosduinen, les Fiefs de Poisanen, & la Cense joignant la Maison de Nicuburg, auprès de Ryswyk, grande de quinze Arpens & 180 Verges, tenue ci-devant en ferme par Pierre Colin

Et cédra, & cede de plus, Sa Majesté le Roi de Prusse au Seigneur Prince, comme une marque particulière de son Amitié, la Maison de Nicuburg, située auprès de Ryswyk, & la Maison au Bois nommée l'Orange-Saal, comme S A S sera ainsi déchargée de la Rente annuelle de mille florins, qui pour l'entretien de cette dernière Maison se doit payer des Revenus de Sevenbergen, bien entendu que le Serenissime Prince sera obligé de boursier au General Baron de Keppel les Améliorations, qu'il pourra avoir faites à ladite Maison au Bois, & à ses appartenances & dépendances, & jouira pareillement le Seigneur Prince dedits Biens, Domaines, Terres, & Maisons, avec toutes leurs Appartenances & Dépendances, Droits, Revenus, Justices, Jurisdictions Hautes & Basses, Droits regaux, Prerogatives & Prééminences y attachées, Dîmes, Moulins, & Dépendances qui appartiennent auxdites Seigneuries & Biens, situés & levez dans leurs Districts, dont les Princes d'Orange ont profité sans exception & distinction, par quels des Princes susdits ils pourront être acquis, & par rapport aux Maisons avec les Meubles qui y appartiennent & s'y trouvent actuellement, & renoncera & renonce le Seigneur Roi, tant pour lui que pour ses Héritiers & Descendants Mâles & Femelles, en faveur du Seigneur Prince & de ses Héritiers & Descendants Mâles & Femelles, à tous ci-devant prétendus droits & propriété & autres sur ledits Biens, Domaines, Terres, & Maisons, en sorte que lui, ses Heirs & Successeurs n'y puissent jamais rien prétendre sous quelque titre ou prétexte que ce soit.

ARTICLE VIII.

Les deux Hauts-Contractants, & leurs Héritiers & Descendants Mâles & Femelles, garderont tous les Titres & Armoiries, dont ils se sont servis jusques ici, chacun de son côté, à l'égard des Principautés, Comtez, Domaines, Terres, Maisons, & Biens appartenans à la Succession d'Orange, sans que cela puisse ou doive porter aucun prejudice, ni à Sa Majesté le Roi de Prusse, ni au Serenissime Prince, ni à leurs respectifs Héritiers & Descendants Mâles & Femelles, ni déroger à la validité perpétuelle des cessions réciproques faites par ce présent Traité.

Et comme Sa Majesté le Roi de Prusse a témoigné, tant pendant les Négociations précédentes, que dans le Cours de celle-ci, qu'Elle verroit avec satisfaction que le Seigneur Prince ne se servit plus des Titres de Meurs & de Lingen, S A S. empressée d'aller au devant de tout ce qui peut faire plaisir à Sa Majesté, a bien voulu y renoncer, comme Elle y renonce par la Convention présente, y compris les Armoiries, tant pour lui, que pour ses Héritiers & Descendants Mâles & Femelles, ainsi que le Seigneur Roi, par la même complaisance a bien voulu renoncer, comme Sa Majesté y renonce par cet Article, tant pour lui que pour ses Héritiers & Descendants Mâles & Femelles, aux Titres & aux Armoiries du Marquisat de Ter-Weer & de Viss-

singer, de sorte que les deux Hauts Contractans ne se serviroient plus réciproquement des Titres & Armoiries susdites à l'avenir.

ARTICLE IX

Et pour ce qui est du Supplément, dont le Seigneur Roi aussi-bien que le Seigneur Prince auroient du jouir annuellement, en Vertu de la Résolution de Leurs Hauts Puissances du 11. Juillet 1711, & dont le Conseil des Domaines ne leur a paie qu'environ une seule année, parce que les autres Dépenses qu'il avoit été indispensablement obligée de faire pour les besoins pressans de la Succession, & lesquels en vertu de ladite Résolution devoient être préferrez audit Supplément, ne lui avoient pas laissé le moyen & les fonds nécessaires pour en continuer le payement, Sa Majesté renoncera & renonce à tout droit & prétension qu'Elle pourroit former à cet égard, & conséquemment aux Arriérages qu'Elle en pourroit exiger, & qui viendront au profit de la Masse Générale de la Succession.

ARTICLE X.

Comme il y a d'autres, qui en qualité d'Héritiers, ou soi disans tels, font des prétentions sur une partie des Biens, Domaines, & Terres de la Succession d'Orange, qui entrent dans le présent partage, les deux Hauts Contractans se promettent une garantie réciproque contre ces prétendans, & de s'assister mutuellement, la seule voye de fait ou des Armes exceptée, de toutes sortes de devoirs, actions, & autres moyens efficaces & valables, que leurs droits leur peuvent fournir conjointement ou séparément, selon qu'il sera trouvé le plus convenable pour l'intérêt commun, & pour se maintenir & se conserver dans la possession & la paisible jouissance de tout ce qui est cédé à l'une & à l'autre partie par cet accommodement, & regardera cette garantie particulièrement la prétension que le Prince de Nassau-Siegen forme sur quelques-uns des susdits Biens, Domaines, & Terres, s'engage le Seigneur Roi de Prusse, si besoin en est, & le Seigneur Prince le requiert d'instituer aussi-tôt son Action par manière d'intervention ou autrement contre ledit Prince de Nassau-Siegen, laquelle Sa Majesté poursuivra avec toute la vivacité & vigueur possible, & s'oblige Sa Majesté d'employer toutes les autres voyes imaginables tant Judiciaires, & qu'Extrajudiciaires, pour faire desister ledit Prince d'une prétension si injuste & peu fondée.

ARTICLE XI

Le Seigneur Prince se chargera, & se charge, de toutes les dettes passives qui sont affectées en general sur la Succession des susdits Seigneurs Princes de la Maison d'Orange, y compris les dettes passives, qui jusques au jour de la Signature du présent Traité sont affectées sur le Westland, & la pension constituée en forme de Fideicommiss par le Prince FREDERIK-HENRI, au Sieur Frederik de Zuilestein & ses Descendans, tant pour le passé que pour l'avenir, hormis celles qui s'y trouvent au profit du Seigneur Roi, & profitera S. A. S. à l'encontre seule de toutes les Dettes actives & telles autres prétentions qui y peuvent appartenir, y compris la Rente constituée par les Etats de Hollande & de Zelande l'année 1584. en faveur du Prince FREDERIK-HENRI d'Orange, tant pour le passé que pour l'avenir, sans en excepter aucune, que cel-

celles qui s'y trouvent à la Charge de Sa Majesté, ainsi que les prétentions que les deux Hauts Contractans pourroient former l'un contre l'autre, seront compensées plus spécialement ci-dessous, & les deux Rentes de 80. mille & 20. mille florins affectées sur les droits d'entrée & de sortie de la Meuse, à l'égard desquelles il a été accordé particulièrement de la manière suivante.

ARTICLE XI.

Pour ce qui concerne les deux Rentes de 80. & 20. mille florins affectées sur les droits d'entrée & de sortie de la Meuse, il a été stipulé & convenu que le Seigneur Roi aura pour lui celle de 80. mille florins, & que le Seigneur Prince aura celle de 20. mille florins pour son Partage.

ARTICLE XII.

Et quant aux Arrerages de ces deux Rentes, qui sont dus à la Succession depuis 1703. jusques à la Ratification du présent Traité, il a été convenu qu'ils seront partages entre les deux Hauts-Contractans, & qu'ils en jouiront par moitié, bien entendu toutefois, que S. M. le Roi de Prusse ne sera point obligé de contribuer au paiement de ces Arrerages, quoiqu'il ait participé depuis l'an 1713. aux droits d'entrée & de sortie de la Meuse.

ARTICLE XIV.

Comme parmi les dettes actives de la Succession ils se trouve deux prétentions à la charge du Roi d'Espagne, assignées par S. M. sur les Revenus des Indes par le Traité du 26. Decembre 1687., l'une d'une Rente annuelle de 50. mille Florins, & l'autre d'un Capital de 120. mille Ecus, le Seigneur Roi s'engage & promet d'assister le Seigneur Prince par toute sorte de bons offices pour le recouvrement & le paiement de ces Prétentions, & tâchera Sa Majesté de les lui faire obtenir tant pour le passé que pour l'avenir.

ARTICLE XV.

A l'égard des dettes passives & actives, hypothéquées sur chaque Domaine, Terre, ou Bien en particulier, il a été stipulé, & convenu, qu'à l'exception de celles qui sont affectées sur le Westland dont il est disposé ci-dessus, toutes les autres resteront à la charge & au profit de celui des Hauts Contractans qui en aura la propriété, & viendront aussi à l'avantage de celui des Hauts Contractans qui les aura pour son partage, non seulement tous les fruits & revenus qu'ils ont tirez des Biens & Terres qu'ils possèdent actuellement, mais aussi tous les Revenus, Fruits, Arrerages, & restes des Comptes qui ne sont pas encore payez des Biens, & Seigneuries, qu'ils reçoivent par le présent Partage.

ARTICLE XVI.

Au sujet des Joiaux & Vaiselles qui se sont trouvées dans la Succession de Nassau-Orange, on est convenu qu'on se tiendra de part & d'autre au Partage qui en a été fait dans l'année 1702.

ARTICLE XVII.

Et afin de prévenir tout nouveau sujet de différend & de dispute entre les deux Hauts Contractans, & d'obtenir ainsi entièrement le but salutaire qu'ils se sont proposé par cet accommodement, ils renonceroient & renoncent réciproquement, pour eux & leurs Héritiers & Descendans Mâles & Femelles, à toutes

sortes d'autres Actions & Pretensions, qu'à cette occasion ils peuvent avoir intentées l'un contre l'autre, ou qu'ils pourroient intenter encore, quelles qu'elles puissent être, & pour quelque cause & prétexte que ce soit, & seront toutes ces Actions & Pretensions entièrement compensées & annullées; ainsi que les Procès, Procédures, & Poursuites entamées à leur égard de part & d'autre, cesseront, & seront éteintes, aussi-tôt que le présent Traité sera ratifié.

ARTICLE XVIII.

On extraditera & delivrera fidèlement aux deux Hauts Contractans, ainsi qu'ils les extraditeront & delivreront mutuellement l'un à l'autre, en Original tous les Titres, Chartres, Documents, Registres, Comptes, & généralement toutes les Archives & Papiers, qui regardent les Biens, Domaines, Terres, & Maisons, qui se trouvent de part & d'autre dans leur Partage, & dont par le présent Traité ils se sont cédé réciproquement la propriété & la possession, & en disposera chacun d'eux comme bon lui semblera, & ainsi qu'il le trouvera le plus convenable pour les intérêts, & cela non seulement à l'égard des Archives & Papiers qu'ils ont réciproquement en main, mais aussi de ceux qui, en vertu de l'administration de L. H. P. les Etats Généraux des Provinces-Unies, sont sous la Garde du Conseil des Domaines du feu Roi Guillaume.

ARTICLE XIX.

Aussi-tôt que ce Traité sera conclu & ratifié, les deux Hauts Contractans s'adresseront conjointement aux Seigneurs E. G. des P. U., comme Exécuteurs des Testaments du feu Roi de la G. B. GUILLAUME III. & du Prince FRÉDÉRIK HENRI d'Orange, pour leur donner communication de cet Accommodement, afin qu'ils s'ensuive l'extradition des Biens, Domaines, Terres, & Maisons, avec les Archives, & tout ce qui en dépend, qui entrent réciproquement dans leur Partage, & se trouvent encore sous l'Administration de L. H. P.; & emploieront les Hauts Contractans de concert & mutuellement tous leurs soins, afin que cette Extradition se fasse sans délai, & le plutôt qu'il sera possible.

ARTICLE XX.

Le présent Traité sera ratifié & approuvé par le Seigneur Roi & le Seigneur Prince, & les Lettres de Ratification seront delivrées dans le terme de quatre semaines, ou plutôt si faire se peut, à compter du jour de la signature.

En foi de quoi, nous Ministres de S. M. le Roi de Prusse, & de S. A. S. le Prince d'Orange & de Nassau, en vertu de nos Pleins-pouvoirs respectifs, avons auxdits noms signé le présent Traité de nos Seings ordinaires, & y avons fait apposer le Cachet de nos Armes. Fait à Berlin ce 13. du mois de May 1731.

Signé,

(L. S.) *A. B. Berken.* (L. S.) *H. de Podewils.* (L. S.) *G. H. de Thulemeier.*

Fait à Dieren ce 16. du mois de Juin 1732.

(L. S.) *D. V. Lynden tot de Park.* (L. S.) *H. Van Aylva.* (L. S.) *J. Duncan.*

„ Ce Traité a été ratifié par le Roi de Prusse le 30. May, & par le Prince d'Orange le 30. Juin 1732.

TRAITE

TRAITEZ
DE
PAIX ET D'ALLIANCE ·
ENTRE
LES PUISSANCES DU NORD
DE
L'EUROPE.



T R A I T E Z ENTRE LES PUISSANCES D U N O R D.



[CCC.]

1719.

*TRAITE' entre la Suede & l'Electorat de Hanovre,
conclu à Stokholm en 1719. tiré de l'Europæische
Ruhe.*



Avoir faisons par les presentes : Comme les troubles du Nord, qui ont commencé hors du St. Empire Romain, ont aussi infesté avec le tems quelques Provinces dependantes de ce même Empire, & dans la suite pénétré jusque dans le Cercle de la Basse Saxe, ce qui a été cause que le très Illustre & très-Puissant Prince & Seigneur George Roi de la Grande Bretagne, de France, & d'Irlande, Défenseur de la Foi, Duc de Brunswick & Lunebourg, Archi-Tresorier & Electeur du St. Empire Romain, comme Duc & Electeur de Brunswick & Lunebourg, s'est trouvé envelopé dans cette guerre; la très-Illustre & très-Puissante Princesse, Ulricque Eleonore, Reine de Suede, des Goths, & des Vandales, Grande Duchesse de Finlande, Duchesse de Scanie, Estonie, Livonie, Carelie, Bremen, Verden, Stettin, Pomeranie, Cissubie, & de Wandalie, Princesse de Rugen, Dame d'Ingric & de Wismar, Comtesse Palatine du Rhin & dans la Baviere, Duchesse de Juliers, Cleves, & Berg; Landgrave & Princesse hereditaire de Hesse, Princesse de Hirschfeld, Comtesse de Catzenellebogen, Dierz, Ziegenham, Nidda, & Schaumbourg, &c. aussi-bien que Sadi-
te Majesté Britannique d'une intention Chrétienne & louable, ont considéré par quelles mesures on pourroit non seulement prevenir de plus grands mal-
heurs,

heurs, & la ruine des Pais & Peuples causée par une telle guerre, mais sur tout & principalement rétablir la Paix & le repos entre leursdites Majestés, affermir & renouveler la bonne harmonie & intelligence mutuelle entre les deux Partis; pour cette fin, le très-Illustre & très-Puissant Prince & Seigneur Louis, Roi très-Chrétien de France & de Navarre, avoit employé ses bons Offices & la Médiation par le Noble Seigneur Jaques de Camprodon, son Ministre Résident à la Cour Suedoise, & de là convenu d'un Traité de Paix Préliminaire entre lesdites Majestés conclu à Stockholm le (11) 22 Juillet de l'année courante, dans lequel il a été stipulé que la Paix seroit formellement conclue entre eux sur le pied dudit Traité, & qu'il en seroit expédié un Instrument de Paix solennel. Pour la perfection & l'avancement d'une œuvre si désirée & salutaire, les Ministres Plénipotentiaires de part & d'autre, pourvus de Pleinpouvoirs suffisans, sont, au nom de Dieu, entré en Conférence savoir, de la part de Sa Majesté Suedoise, le Sr. Comte Gustave Cronhielm, Sénateur de Sa Majesté & du Royaume, Président de la Chancellerie Royale & Chancelier de l'Académie d'Upsal, le Sr. Comte Charles Gustave Ducker, Sénateur de Sa Majesté & du Royaume, Veld-Maréchal & Conseiller de Guerre, le Sr. Comte Gustave Adam Taube, Sénateur de Sa Majesté & du Royaume, & Gouverneur de Stockholm, le Sr. Comte Magnus de la Gardie, Sénateur de Sa Majesté & du Royaume, & Président du Collège de Commerce, & le Sr. Baron Daniel Nicolas de Hopken, Secrétaire d'Etat de Sa Majesté Suedoise, & de la part de Sa Majesté Britannique, comme Duc & Electeur de Brunswyk & Lunebourg, son Ministre Plénipotentiaire & Colonel, le Sr. Adolphe Frederic de Bassewitz, ayant convenu & conclu entr'eux les Articles suivans.

ARTICLE PREMIER.

Il sera établi & confirmé par les présentes une Paix & Amitié durable sincère entre Sa Majesté Suedoise & le Royaume de Suede d'une part, & Sa Majesté Britannique aussi comme Duc & Electeur de Brunswyk & Lunebourg, & la Maison Ducale & Electorale d'autre part, & l'une & l'autre seront sincèrement & constamment tout ce qui dépendra d'Elles pour tenir autant qu'il sera possible le noeud de l'union & de la confiance entre eux, & toutes les hostilités & l'activité des armes d'une partie contre l'autre, cesseront entièrement dès à présent.

II. Il y aura aussi des deux côtes un oubli & amnistie perpétuelle de tout ce que l'une aura commis hostilement contre l'autre, de quelque manière que ce soit, en sorte qu'aucune action de l'une ou l'autre part, ou de leurs Sujets, ne seront relevées ou vengées, mais toutes seront abolies par ces présentes, & mises en oubli pour jamais.

III. Comme Sa Majesté Suedoise, en vertu du Traité de Paix Préliminaire avec Sa Majesté Britannique, comme Duc & Electeur de Brunswyk & Lunebourg, conclu le (11) 22 Juillet, 1719., au commencement duquel Elle avoit déjà cédé, aussi qu'elle cede encore en vertu de ces présentes

en pour foi, le Royaume de Suede, & ses Successeurs & Descendans, à Sa Majesté Britannique, comme Duc & Electeur de Brunswyk & Lunebourg & ses Successeurs à la Regence, à perpetuité, les Duchez de Bremen & Verden *pleno jure*, avec les Droits & tout ce qui en depend, de la même maniere que ces Duchez, en consequence de l'Instrument de la Paix d'Olinabruck du (14) 25 Octobre 1648 Article X. ont été entre autres appropriez, & comme les Rois & le Royaume de Suede ont depuis ce temps-là possédé, possèdent, dû ou pû posséder lesdits Duchez avec les Droits, Aumenes & Appartenances, sans aucune exception, & principalement le *Jus pignori* du Baillage & de la Ville de Wilshausen, avec les Droits & tout ce qui en depend, qui étoit déjà entre les mains de l'Electeur de Brunswick, de maniere pourtant, qu'aucune pretension ne sera faite contre Sa Majesté ou le Royaume de Suede pour les engagements y attachez, ni pour le présent, ni à l'avenir, tout ensemble & en particulier, dès à présent & pour jamais, avec les mêmes Droits que Sa Majesté Suedoise & les Predecesseurs à la Regence, aussi-bien que le Royaume de Suede les avoient possédez, sans aucune diminution ou reserve, de même sans exception de tous les Droits dedans ou dehors, pour les garder & posséder en propriété, sans aucune dispute, empêchement, ou interruption de la part de Sa Majesté Suedoise ou de ses Successeurs. cedant & renonçant par ces presentes en faveur de ladite Majesté Britannique, comme Duc & Electeur de Brunswick & Lunebourg, & de ses Heritiers à perpetuité, à tous les Droits qu'elle avoit à prétendre sur les Duchez de Bremen & de Verden, ou avoit eu, ou d'une maniere ou d'autre devoit avoir, généralement & spécialement, soit pour le *Direktorium* dans le Cercle de la Basse Saxe, session & suffrage dans les Diètes de l'Empire & des Cercles, ou autrement, de quelque nom que ce soit. Remettant de la même maniere par ces presentes aux Sujets & Habitans desdits Duchez tous leurs sermens & obligations, dont ils avoient été liez à Sa Majesté & au Royaume de Suede, & les renvoyant par celles-ci à Sa Majesté de la Grande Bretagne, comme Duc & Electeur de Brunswick & Lunebourg & à ses Heritiers, comme presentement leur seul & perpetuel Souverain & Seigneur, de même le Chapitre d'Hambourg, & celui de Breme, & les personnes appartenantes à ce Chapitre, Sujets, Gens de Fief, Fermiers, & Tributaires, tant dans la Ville de Bremen, que ceux qui se trouvent dans les nommez quatre Gabels de Bremen, & toutes autres places qui s'y trouvent seront, en vertu de ces presentes, delivrés de leursdits sermens & engagements faits à la Couronne & au Royaume de Suede, & renvoyés à Sa Majesté Britannique comme Duc & Electeur de Brunswick & Lunebourg & à ses Heritiers.

Sa Majesté Suedoise pour soi & ses Successeurs renonce encore, en vertu de ces presentes, aux *Jura Feudi*, lesquels Elle & ses Predecesseurs, à cause des Duchez de Bremen & Verden, avoient acquis des Empereurs & du Saint Empire, & joui jusqu'à présent, & transporte lesdits Droits de Fief semblablement à Sa Majesté Britannique & ses Heritiers.

Au reste, les Archives & Documents qui concernent les Duchez de Bremen

men & Verden, seront le plutôt possible, *bend fide*, remis entre les mains de ceux qui seront nommez & autorisez par Sa Majesté Britannique, pour les recevoir.

IV. Sa Majesté Britannique, comme Duc & Eleveur de Brunswyck & Lunebourg, tant pour elle que pour ses Heritiers, promet & s'engage de son coté aux Etats, Sujets, & tous les Habitans tant du Pais, que dans les Villes desdits Duchez de Bremen & Verden, & tout ce qui en depend ou pourra dependre, personne excepté, & ainsi à chacun d'eux, de maintenir & defendre leurs Libertez bien acquies, Biens, Droits, & Privileges, en general & en particulier, de la maniere que lesdits Etats, Sujets & Habitans en ont joui & les ont possédez, & cela de la maniere qu'ils leur ont été accordé par la Paix de Westphalie, aussi bien que le libre exercice des deux Religions conformement à la Confession d'Augsbourg, les leur laissant en tout tems librement & inviolablement.

Et en cas que l'un ou l'autre ne soit pas encore effectivement confirmé dans les Expectatives de certains Canonats du Chapitre d'Hambourg conferez par les Rois precedens de Suede, ou achetez d'autres, de telles Expectatives, selon les Droits & leur origine resteront en leur entier, en sorte néanmoins qu'à l'avenir, quand une vacance arrivera, personne ne sera préféré à ceux qui en sont Porteurs.

V. D'autant que la Reduction & Liquidation établie par tout de la part de la precedente Regence de Suede ayant donné lieu à plusieurs Grieffs des sujets & habitans, le feu Roi de Suede glorieuse Memoire, selon la justice de la cause, s'eroit determine de donner une assurance par des Lettres Patentes, qu'en cas que quelqu'un des sujets pût prouver que quelques biens, qui lui appartenoient avec justice, lui avoient été ôtez, leur droit seroit conservé, en consequence de quoi plusieurs avoient été remis en possession de leurs biens precedens contestez ou sequestréz en vertu de ladite Reduction ou de quelqu'autre pretexte, ce droit leur avoit été depuis de nouveau confirmé par les Etats par la conclusion de leur derniere assemblée du 30. de Mai dernier.

Ainsi, il est convenu & stipulé par les presentes entre les deux hauts Contractans, que la Cession faite, par l'Article III. susdit du present Traité, des Duchez de Bremen & Verden, ne portera aucun prejudice aux droits & justes pretensions des sujets & habitans desdits Duchez ou leurs Heritiers demeurans *infra vel extra Territorium*, qu'ils ont dans cette occasion, mais seront maintenus par Sa Majesté Britannique, comme Eleveur de Brunswick & Lunebourg, dans leur effet & activité entiere, de la même maniere qu'elles se trouvent à present envers Sa Majesté Suedoise, & qu'elles pourroient être verifiees à present ou à l'avenir.

VI. De même, en vertu de ce qui est stipulé par l'Article II concernant l'Amnistie, les Biens, Maisons, & Proprietez, de quelques sortes qu'ils fussent, qui avoient été arretez, à cause de la Guerre, seront rendus & restitués aux proprietaires legitimes, soit qu'ils demeurassent *infra vel extra Territorium*.

VII. Nean-

VII. Néanmoins toutes les Negotiations effectivement faites dans ledits Duchez & durant la Regence Suedoise *publico nomine*, jusqu'à ce que de la part de Sa Majesté Danoise ledits Duchez ont été envahis, à cause des dettes & usutours, qui ont été levez & portez dans la caisse Royale, & les immatios faites par ladite Regence, resteront effectivement dans leur entier, de maniere que leurs Crediturs & Porteurs d'Obligations legitimes en consequence de leurs avances faites, & les Hipoteques veritablement cedez, jouiront des Contrats qu'ils ont entre leurs mains & des engagemens y compris, jusqu'à ce que, en vertu de leurs Contrats, elles seront entiere-ment expirées, & que leurs avances seront tout à fait payées. alors les Bous & Maisons situées ou appartenantes auxdits Duchez, engagées auxdits Crediturs, tomberont en propriété à Sa Majesté Britannique, comme Duc & Electeur de Brunswick & Lunebourg, & à ses Successeurs, & seront incorporez à la Chambre. Mais, tout ce qui a été negocié sur les obligations & la garantie des Etats, les Etats seront tenus de le payer.

VIII. Sa Majesté Britannique promet par ces presentes, non seulement comme Roi, mais aussi comme Duc & Electeur de Brunswick & Lunebourg, de renouveler presentement avec Sa Majesté & le Royaume de Suede les étroites Alliances & les Amitiés ci-devant établies avec les Predecesseurs de Sa Majesté & le Royaume de Suede, aussi bien que les garanties, qui sur le fondement du Traité de Paix conclu entre les Allies du Nord, ou par celui que l'on pourra encore conclure, pourront être appliquez au profit de la Maison Ducale de Holstein-Gottorp, & les regler selon les Conjonctures presentes.

De plus, Sa Majesté Britannique, comme Duc & Electeur de Brunewick, s'engage de faire payer à Hambourg à Sa Majesté Suedoise, ou sur les assignations & quittances la somme d'un million de Rixdaldres en nouvelles & valables pieces de simples & doubles marcs, ou Druttele, selon l'alloy de Leipzig de l'an 1690, dont le marc d'argent fin rendoit douze Daldres courant. Et la disposition a été faite, qu'un tiers de ladite somme, savoir 333333. Rixdaldres, sera payé à Hambourg à Sa Majesté Suedoise sur les quittances, & cela avant la signature de cet Instrument de Paix, qui demeurera ainsi en son effet, & le reste dudit million de Rixdaldres, sera payé en 6. Semaines de tems après l'échange des Ratifications de ce Traité de Paix, & promptement, & sans manquement, payé à Hambourg en une fois sur les assignations & quittances convenables.

IX. Le Traité de Westphalie, en tant qu'il n'est pas changé par celui-ci, ou autrement pourra être changé par les Traitez du Nord qui pourront encore être conclus, restera dans sa force & effet entier, & les deux hauts Contractans s'engagent, chacun de son côté, d'employer tout ce qui pourra être jugé nécessaire pour l'observation de ladite Paix de Westphalie.

X. Les deux hauts Contractans se reservent par ceci, de demander & d'accepter la garantie de Sa Majesté Imperiale, & selon les circonstances, d'autres Puissances, pour cette Paix.

XI. Les Ratifications de cette Paix seront expédiées au plus tard dans deux mois, & échangées l'une contre l'autre ici à Stockholm.

XII. En foi de ce que dessus, deux Exemplaires d'une même teneur ont été expédiés, lesquels ont été signés & scellés par les Ministres Plenipotentiaires des deux Hauts Contractans, dont l'un a été rendu à chaque partie, Fait à Stockholm le 30. Novembre 1719.

Signé,

(L.S.) GUSTAVE CRONHJELM.	(L.S.) ADOLPH FRIEDRIK
(L.S.) CARL GUSTAVE DUCKER.	VAN BASSEWITS.
(L.S.) GUSTAVE ADAM TAUBE.	
(L.S.) M. DE LA GARDIE.	
(L.S.) D. N. V. HOPKEN.	

[DDD.]

1720.

*TRAITE' d'Alliance entre la Suede & la Grande
Bretagne, conclu à Stokholm en 1720. tiré de
l'Europäische Ruhe.*

QUandoquidem Serenissima & Potentissima Princeps & Domina Ulrica Eleonora, Suecorum, Gothorum, & Vandalorum Regina &c. nec non Serenissimus & Potentissimus Princeps & Dominus Georgius, Magnæ Britanniae, Franciae, & Hybernæ Rex, Fidei Defensor, Dux Brunvicensis & Luneburgensis, S. R. I. Archithesaurarius & Elector, pro intimiori mutuo amicitiae & sinceræ necessitudinis assertione majorique confirmatione atque pro adaugenda & promovenda memoratorum Regum eorumque Regnorum & Subditorum salute & securitate consultum fore existimaverunt, ut anteriora inter inelyta Sueciae & Magnæ Britanniae Regna & alitè commemoratorum Regum Prædecessores Reges inita foedera, imprimis verò illud, quod inter Regiam Suam Majestatem Sueciae tunc temporis regnantem beatæ gloriosissimæque memoriæ Carolum XII. & Regiam Majestatem Magnæ Britanniae itidem beatæ gloriosissimæque memoriæ tunc regnantem Gulielmum III. Hagæ Comitum anno 1700. in octodecim annos actum anno 1718. proximè elapso expiravit, nunc per Mediationem & sub Guarantia Suae Regiae Majestatis Christianissimæ, quæ ad hæc negotia Dominum de Campredon, Ministrum Suum Residentem Plenipotentiarium esse voluit & mandatis suis ad hoc muniri curavit, reassumerentur, emendarentur, renovarentur, præsentique rerum statui accommodarentur & applicarentur, Sacra Regia Majestas Sueciae itaque salutari huic operi perficiendo legitimè constituere atque sufficienti

man-

mandato instruire voluit Illustrissimum & Excellentissimum Comitem, Dominum Carolum Gustavum à Ducker, Suum Regnique Senatorem, supremum Campi Marschallum & Consiliarium bellicum; nec non Illustrissimum & Excellentissimum Comitem, Dominum Gustavum Adamum de Taube, Suum Regnique Senatorem, supremum Campi Marschallum & supremum Gubernatorem Holmiæ. item Illustrissimum & Excellentissimum Comitem, Dominum Magnum de la Gardie, Suum Regnique Senatorem & Præsidentem Collegii Commerciorum; ut & Illustrissimum & Excellentissimum Comitem, Dominum Joannem de Lilienstedt, Suum Regnique Senatorem, Cancellariæ Consiliarium; denique Illustrum liberum Baronem Danielem Nicolaum de Hopken, Status Sui Secretarium. Sacra Regia Majestas Britannicæ autem Illustrissimum & Excellentissimum Dominum Joannem Lord Carteret, Baronem de Haunes in Provincia Bedfordiensis, unum ex Cubiculi Sui Primoribus, Gubernatorem Provinciæ Devonensis, & Legatum Suum extraordinarium & Plenipotentiarium ad Aulam Sacræ Regiæ Majestatis Svecicæ, qui congressi hic Holmiæ, exhibitis utrinque & commutatis ritè Mandatorum formulis, variisque ea de causa institutis colloquiis, post accuratam pro negotii gravitate rerum cognitionem & disquisitionem convenerunt & consenserunt, ut pro basi & fundamento reciperent fœdera anno 1665. die 1. Mart. Holmiæ, & anno 1700. die 6. Jan. Hagæ Comitum conclusa, ita tamen, ut de his, quæ ad utriusque regnorum & subditorum Commercia spectant, atque prædicti non modo anno 1665. sed etiam anno 1700, initi fœderis partem conscribunt, quam primum & absque ullo temporis dispendio Holmiæ ab utriusque partis Commissariis negotiatio institui debeat, quod autem mutuum concernit amicitiam, bonam correspondentiam, & securitatem, prædicta annis 1665. & 1700 inita fœdera præsentis hocce confirmantur omnino & corroborantur, adhibitis additionibus & immutationibus quibusdam, ut præsentis rerum statui tanto magis accommodata & applicabilia redderentur, prout id articulus sequentibus fufius expositum, cautum, & statutum esse patebit.

ARTICULUS PRIMUS.

Sit igitur Sacram Regiam Svecicæ Majestatem Ejusque hæredes & successores Reges ab una, & Sacram Regiam Magnæ Britannicæ Majestatem Ejusque hæredes & successores Reges ab altera parte, atque universa & singula utriusque Regna, Ditiones, Provincias, Insulas, Terras, Colonias, Urbes, Oppida, Populos, Cives ac Incolas, atque adeò omnes omnino Subditi & Vaallos, tum eos, qui nunc sunt, tum etiam, qui in posterum erunt, tam in Europa, quam extra eandem, ubivis locorum, tam terra quam mari & aquis dulcibus sincera & constans in perpetuum amicitia, fœdus, & bona correspondentia, ita ut neque ipsi sibi invicem vel alter alterius Regnis, Provinciis, Colonis ubicunque sitis & subditis ullum incommodum inferant, neque hoc ab aliis fieri permittant, multo minus consentiant, sed se invicem sincero affectu omni benevolentia & mutuo amore complectantur.

II. Tenebitur proinde uterque Confoederatorum Eorumque Hæredes & Succelfores incrementum mutuum & honorem omni ftudio curare & promoveri, pericula, confpirationes, & machinationes hoftiles, quamprimum fcilicet innotuerunt, mature indicare & detegere, uideoque quantum in illa fuerit, obftare, nec non pro avertendis & impediendis uideam confilia utriusque fociare & impendere, quapropter alicui Confoederatorum non licebit vel per fe vel per alios quoscunque agere, tractare, aut conari quidquam alterius incommodo vel etiam damno Terrarum aut Jurium alterius qualiumcunque ubivis loci five mari five terra. hoftes ejus, fibi rebelles & inimicos in Confoederati damnum nullatenus fovebit, neque rebellium & proditorum quemquam in ditiones fuas recipiet aut admittet, multo minus confilium, auxilium, & favorem illis præftabit, vel tale quid per fubditos populos aut incolas fuos præftari finet aut permittet.

III. Rebelles vero jam nominatos fpeciatim quod attinet, quicumque ab ulterutro Confoederatorum per litteras Confoederato fuo miffas pro rebelle & perduelle declaratus fuerit, is etiam a Confoederatorum illo, cui litteræ illæ miffæ fuerint, pro tali ftatim reputabitur & contra illum omnia, quæ per hoc fœdus in alterius rebelles & perduelles ftatuta funt, effectui dabuntur.

IV. Ac quo majori cum fructu prædicta amicitia & bona correspondentia in utriusque altiffimè memoratorum Regum eorumque Regnorum & fubditorum utilitatem, nec non Religionis Proteftantis protectionem in dies melius excoli ac eorundem fecuritati magis magisque propici ac caveri poffit, utrinque convenit, ut Sereniffimi & Potentiffimi Reges, Regnaque Sueciæ & Magnæ Britanniæ fpeciali fœdere defenſivo quam arctiffimè neceffentur, quemadmodum huic præſentibus arctiffimo conſtringuntur fœdere, ac invicem obligantur ad mutuam præſtandam defenſionem, tam fuorum regnorum, ditionum, provinciarum, ftatuum, fubditorum, poſſeſſionum, quam Jurium & Libertatis Navigationis & Commerciorum cum in mari Balthico & freto Orefundico five Codano, tum in mari ſeptentrionali Deucaledonico & occidentali Britannico freto vulgo Canali dicto, quin & Privilegiorum & prærogativarum alterutri Confoederatorum tam ex pactis & receptis confuetudinibus, quam Gentium & Hæreditario Jure competentium contra quoscunque invalores, aggreſſores, & terra vel mari turbatores in Europa, prout infra hoc ſpecialius declaratum eſt.

V. Si itaque contingat, Regiam Suam Majeſtatem Ejusque Hæredes & Succelfores Reges Regnumque Sueciæ ab aliquo Rege, Principe, Statu, Republica, Rebelle uno vel pluribus in Europa invadi, infeſtari, aut turbari in Regno, Ditionibus, & Provinciis, Inſulis, & Dominis tam intra quam extra regna, ut & in Germania ad Reges Regnaque Sueciæ nunc ſpectantibus, nec non in poſſeſſionibus & prærogativis, privilegiis, & Juribus ſuis independen-
 prædictis maribus & fretis impediri & moleſtis affici, tenebitur Sacra Regia Majeſtas Magnæ Britanniæ Ejusque Hæredes & Succelfores Reges prævia legitima requiſitione Sereniffimæ Regniæ Ejusque Hæredibus & Succelfori-
 bus

bus Regibus Regnaque Sueciæ contra ejusmodi aggressores, turbatores, & rebelles exercitum sex mille peditibus constante auxilio esse, ea conditione & modo, ut infra determinatum est.

VI. Similiter si contingat, Regiam Majestatem Ejusque Hæredes & Successores Reges Regnumque Magnæ Britanniæ ab aliquo Rege, Principe, Statu, Republica, Rebelles uno vel pluribus vel quibuscumque Personis malevolis una vel pluribus in Europa invadi, infestari, aut turbari in Regnis, Ditionibus, Provinciis, Insulis, & Dominis ad Reges Regnaque Magnæ Britanniæ nunc pertinentibus, ut & in Juribus inde dependentibus vel alio quocumque modo in Libertate Navigationis & Commercio in prædictis maribus & fretis impediri & molestia affici, tenebitur Sacra Regia Majestas Sueciæ Ejusque Hæredes & Successores Reges Regnaque Sueciæ contra tales aggressores & rebelles Serenissimæ Regi Magnæ Britanniæ Ejusque Hæredibus & Successoribus Regibus post legitimam requisitionem & denunciationem exercitum sex mille peditum auxilio esse, ea conditione & modo, ut infra specialius determinabitur.

VII. Istæ vero, quæ in posterum sic desiderari poterunt copiæ auxiliares, quarto post factam requisitionem mense, citius si id fieri nequeat, submittendæ omnino erunt in locum aditu & portu commodum, & ab eo, qui eas desideraverit mittenti prius indicatum & prænommatum, istius verò auxilii præparationem ne dum missionem ipsam nihilo retardabunt, multò minus in totum tollent amica illa officia quæ pro amicabili compositione obtinenda Considerato requisito, vigore hujus fœderis prius tentanda incumbunt, missæ quoque & postquam jam appulerunt copiæ sumptibus mittentis alentur & sustentabuntur, donec pax obtenta fuerit, vel quousque requirenti visæ fuerint necessariæ, ita tamen, ut requirens interim in terra suis provideat, ut auxiliares copiæ non secus ac propriæ iusto pretio commettuntur & cætera ad victum & amictum necessaria habere possint.

VIII. Fœderato auxilium requirenti liberum esto eligere, utrum supra nominatum exercitum vel totum vel partem ejusdem tantummodo habere velit, residuum verò in apparatu belli, munitione, commensu, navibus rebusque quæ ad earundem instructionem requiruntur, ea tamen æstimatione laeta, ut pro singulis mille peditibus quolibet Mense usque ad finem belli quatuor milia Imperialium Thalerorum computentur, quæ de re utriusque partis Commissarii sine cunctatione bona fide conveniant.

IX. Quod si periculum obstitit, quo minus copiæ auxiliares absque impedimento ad illum locum, in quo requirenti necessariæ fuerint, perveniant, operam suam Considerati simul impendere tenebuntur, ut transitum illa tutior faciliorque sit, nec non requisito licitum sit, proprium aliquem Ducem copis suis præficere, eademque, quatenus ratio belli tulerit, in uno eodemque agmine junctæ permanent, quod ita intelligendum est, ne ad loca procul inter se remota distrahantur. Designatus autem auxiliarium copiarum Dux requirentis imperio militari aut ejusdem Præfecto generali in operationibus bellicis sublit, omniaque ea, quæ ductum militum, modum agendi, & alios quocumque eventus concernunt, ita constituentur, quemad-

modum in bello & auxiliorum præstatione plerumque usui venire solet, quod etiam in illo casu locum habebit, si forte raris loco & vice militum terrestrium subministrari contingerit, quæ tanquam auxiliares vesilla requirentes gerere tenebuntur.

X Si vero acciderit, ut pro magnitudine periculi copiarum determinatis non suffecerint, utpote si aggressor fortè alterius cupisdam sui tederati auxilium adjutus fuerit, vel propriis viribus vel successibus uni Confederatorum superior & prægravis evaserit, tunc alter Confederatorum majoribus quantisque è se esse poterit, quæ terra, quæ mari viribus, nec non subsidia pecuniarum parti lætæ oppressæque quantocius subvenire tenebunt, ita tamen, ut existente illo casu de modo, natura, & tempore hujus auxilii ferendi secundum exigentiam rei transigatur. Cumque jam dudum vigente adhuc, quod anno 1700 conclusum fuit, fœdere, à variis Potestantibus vicinis infestati Regnum Sueciæ contingerit, & illum bellum adhuc duret, hinc etiam Sacra Regia Magnæ Britanniarum Majestas tam ex fœdere jam nominato quam vigore præsentis hujus se obligatam agnoscit, Sacræ Regiæ Majestati & Regno Sueciæ ad ea ulteriora præstanda auxilia, quæ infra stipulata sunt.

XI. Et licet pro præsentis hujus belli septentrionalis ex voto Sacræ Regiæ Majestatis Sueciæ componendo amicalis omnis via adhuc teneatur, successus tamen votis non respondeat, hæc Sacra Regia Majestas Magnæ Britanniarum jam declarat & se obstringit, quod ejusmodi amicæ reconciliationis tentaminibus tempus amplius incassum sibi effluere non patietur, sed fortem Phalangem navium bellicarum, vulgo *Syadras*, dictam proximo vere tempore Regno Sueciæ in subsidium sit expeditura sub mandatis & dispositione Sacræ Regiæ Majestatis Sueciæ in conjunctione cum ejus navibus bellicis acturam, ut Czari Moscoviarum in Sueciam invasiones repellantur & justæ pacis leges atque conditiones quam citissime ab eo obtineantur, omnes autem operationes junctis viribus peragendæ in Consilio bellico cum Præfectorum copiarum navalium utriusque Coriæ prævio habito ordinari & disponi debent. Imposterum vero, antequam auxiliares copiarum mittantur, vltm & injuriam passus cum altero Confederatorum communicabit, & tunc quidem uterque Confederatorum operam navabit, ut invasor aut turbator amicali ratione inducatur à vi & injuria abstinere, ne ad arma venire necessum sit; quod si vero ea lædentem occupaverit pertinacia, ut nullis amicalibus rationibus ad æqua præstanda descendere velit, atque ita injuriatus & læsus Confederatus violationem sibi illatam vi & armis propulsare, ac ulteriorem turbationem impedire coactus fuerit, tum demum copiarum præfatarum sine procrastinatione mittantur, nec prius desistatur, quam parti læsæ per omnia satisfactum fuerit, ille etiam, qui injuriæ extorquet justam defensionem, pro aggressore habendus erit.

XII. Licetum quoque erit utrique Confederatorum, Eorumque subditis naves suas bellicas atque armata navigia in alterius portus subducere, ibi hybernare, morari, illorumque immunitatibus & privilegiis frui & gaudere, modo in ipsis portibus vel eorum ingressu illi, qui communis hostes non sunt, non infestentur, aut per hoc cum in omnia commerciorum usus ad

dictos

dictos portus turbetur, multo minus in totum tollatur. Mutuo quoque Regiarum Majestatum Confoederatorum consensu est determinatum, de navigatione & commercio negotiationem peculiarem pro mutuo utriusque Nationis commodo & emolumento Holmiæ quamprimum & sine ulla mora instituendam esse, interea temporis & usque dum ea suum fortitur effectum, inter utrumque Confoederatorum pactum conventumque est, quod utraque mutua & integra constabit Navigationis & Commerciorum Libertas in omnimodis mercimoniis & mercibus per universas & singulas, eorum ditiones, domania & territoria in Europa sita, ita ut licitum fuerit eorundem subditis invicem terra aut mari alterutriusque regni, provincias, insulas, oppida, urbes, vicisque libere & tuto ingredi ubique commorari & rem Mercatoriam exercere in omnimodis mercibus & mercimoniis, quorum introitus exitusque non speciatim per leges & statuta utriusque Regii interduntur & prohibentur, ea lege tamen, ut ista commerciorum libertas non extendatur ad ulla alia loca, quam ad portus illos maritimos hucusque in exterae cujusvis gentis commercium concessos, in quibus dictis portibus, oppidis, urbibus locisque liberum licitumque semper erit utriusque Confoederatorum subditis non solum ibidem commorari, degere, & domicilia habere, quamdiu libuerit, citra ullam molestiam, gravamen, coercionem, aut temporis præfinitionem, verum etiam semet ipsos cum suis bonis, mercibus, aut facultatibus quibusvis illius transferre, & alibi se suasque dictas facultates recipere, quocumque verum ipsis placuerit, nullo adhibito incommodo, mora aut quolibetque impedimento, quovis sub prætextu, nisi in ære alieno fuerint, & iusta ac legitima debita contraxerint, neque tributis ulla aut onera cujuscumque generis aut sub quocumque titulo dicti subditi solvere tenebuntur, dum mutuo manserint in alterutriusque Confoederatorum ditionibus & territoriis, quæ Geni amicissima solvere non tenetur, & quo omni meliori modo præfatorum subditorum res mercatoria confirmetur & adaugeatur, & commercium inter utrumque regnum reciproce promoveatur, dicti Fœderati se mutuo obstringunt & ex alterutra parte spondent, quod merces & opificia utriusque nationis nulla alia onera & vectigalia majora imposuerunt solvant, quam quæ nunc stabilita sunt atque immunitate tam diu gaudeant, donec omnia hæc negotia ad mutuum commercium spectantia speciali Conventionione aut tractatu confestim concludendo in utilem & utilitatem utriusque nationis semper deinde observando clavis atque firmiter sint decisa, neque licitum respectivis erit utriusque Confoederatorum subditis majora vindicare & exigere prævia pro ponderandis & mensurandis mercibus & bonis ab ipsis importandis exportandisque, quam quæ ab utriusque Regni urbibus, indigenis, & civibus exiguntur, & solvuntur. Porro conventum & pro regula generali statutum est inter dictos Fœderatos, quod omnes & singuli Eorum subditi in ditionibus territoriisque hinc inde Eorundem imperio subiectis pari ad minimum favore in omnibus & ex omni occasione gaudebunt, & eadem privilegia, libertatibus, & immunitatibus utentur ac fruentur, quibus subditi cujusvis alienius Principis aut Status vel amicissimi

cissimi utuntur, fruuntur, gaudentque aut impoſterum uti frui aut gaudere possint.

XIII. Vigore articuloꝝ quarti & quinti Tractatũs de anno 1700. debuerunt ambæ Coronæ reciproce ea præſtare auxilia quæ ibidem ſtipulata ſunt, conditionibus tamen articulo 16. ejusdem Tractatũs pactis, ſcilicet ut ſi requiſitus confœderatus fuerit ipſe bello implicatus ſive contra ſuos proprios ſive confœderati hoſtes, hoc caſu non tantũ auxilia requirenti præſtare non obligaretur, durante hoc bello, verum etiam auxiliares copias confœderato vi foederis miſſas revocare poterit præviſi trium menſium ſignificatione. cum autem acciderit, ut Sacra Regia Majeſtas Magorũ Britannicæ ipſa bello adverſus Coronam Galliarũ implicata fuerit uſque ad annum præterlapſum 1713 quo Tractatus Ultrajeſtenſis bellum pace commutavit, & idẽ nec potuit, nec debuit obſtricta eſſe ſubſidia Coronæ Sueciæ promiſſa præbere, ſiquidem tamen ab eo ad hunc uſque temporis Articuluſ belli Regni Sueciæ duravit, tamque ob cauſam Sueciæ ſubſidia, quæ reſtant, poſtulat, ſubditi autem Sacræ Regiæ Majeſtatis Magnæ Britannicæ juſtam compenſationem pro navibus & mercibus ſuis armatoribus & navibus Suecicis interceptis, poſteaſque Fuco adſcriptis expoſcunt pariter quoque ſubditi Sacræ Regiæ Majeſtatis Sueciæ pro navibus & mercibus ſuis ab armatoribus & navibus Magnæ Britannicæ interceptis compenſationem poſtulant, ea propter à partibus paciſcentibus conventum eſt, Commiſſarios utrinque quamprimum eligendos, qui examinent, & uti vocant, liquidationem inſtituant ſuper hinc inde interceptis & ablatis huc navibus & mercibus, ut appareat, quænam pars alteri debeat, idque quod ſic deberetur, tum ratione unius quam alterius harum prætenſionum termino à Commiſſariis inſtituto ritè perſolvatur.

XIV. Quæ autem navibus confœderati ſui ab altero confœderatorum in ſuis portibus conſeſſo prærogativæ initio Articuli 12. recenſentur, alterius hoſtibus nullatenus indulgebuntur, quemadmodum nec permittetur, ut ſubditi alterutriusque confœderatorum hoſtibus alterius in confœderati incommodum & detrimentum operam ſuam addicant, illique quoquo modo, quâ terrâ quâ mari, ut milites vel ut nautæ ſerviant, ideoque id in quàm ſeveriſſimè interdicitur.

XV. Præſens ſordus inter Sereniſſimos Sueciæ & Magnæ Britannicæ Reges inſitum neutri foederatorum in ſuis Regalibus, Juribus, & Dominio marium, nempe Sacræ Regiæ Majeſtatis Sueciæ in Mariſ Baltici & Sacræ Regiæ Majeſtatis Magnæ Britannicæ in Mariſ, quæ vulgo Britannica dicuntur, Dominio quicquam derogabit, ſed uterque Confœderatorum ſupradicta omnium cum omnibus, quæ inde dependent, ſicut nunc & antes, ita & in poſterum retinebit inſue libere & ſine aliâ contradictione fruetur, quæ quidem ſupradictorum omnium fruſtio utrinque intelligi debet, ſalvo hocce præſenti foedere.

XVI. Poſtquam dicto modo requiſitus auxilia miſerit, vel ex foederum legibus obligationi ſuæ ſatiſfecerit, necesse eſt, ut eidem ejusque ſecuritati viciffim propicietur, ac prouide ſtrinque convenit, ut confœderato etiam ſuppe-

suppetias alteri confederato ad hujus requisitionem ferret, in rebus adhuc intactis omenò permanens detur, nec ob præstatum auxilium bello ipsemet involutus fuerit, nihilominus sine inclusione & securitate ejusdem nullus Tractatus Pacis vel Induciarum initi, immo ne suspensio quidem armorum duratura vel alteri fœderatorum noxia fieri possit. Quod si vero ob latas suppetias cum aggressore vel alio quocunque aperto bello implicetur, tunc neuter sine alterius consensu & consilio, neque ad præliminaria neque ad principia cum hoste vel hostibus Tractatus descendat, sed omnia mutua opera, communicatione & consilio agantur & tractentur, donec utrique confederato de sufficiente securitate & satisfactione debitâ ex communi consensu plenissime cautum fuerit, propriis ei confederatorum, qui prius bello immixtus fuerit, nequiquam licebit bellum pace mutare, antequam alter confederatorum, qui vi fœderis confederato suo auxilium tulit, per omnia ab hoste indemnis præstetur, ac ad minimum in pristinum suum statum, quo ante bellum inchoatum gavisus est, aut jure gaudere debeat, siquidem status & conditio ejus per hostem & inde per insecutum bellum diminutionem aliquam acceperit, plenissime restituatur.

XVII Suprà dictis de auxilio ad requisitionem confederati ipsi ferendo hæc conditio per expressum apposita est, ut si post requisitionem factam contingat, alterum confederatorum Regum requisitum vel ipsum bello contra communem hostem implicari, vel ab alio vicino Rege, Principe vel Statu in propriis Regnis ac Provinciis infestari, ita ut requisitus illam infestationem pro vero bello habeat, cui avertendo requirens ipse alias vigore hujus fœderis ad auxilia ferenda obligaretur, tunc alter confederatorum taliter infestatus, si quæ copiæ auxiliares ad requisitionem alterius confederati ante invasionem missæ fuerint, præviâ trium mensium significatione eadem ad propriam Regni sui Regnorumque suorum defensionem revocare poterit & durante illâ invasione, quæ premittitur, promissæ auxilia præstare non tenebitur, ut ante hæc accidit, flagrans eo bello tot annos gesto inter Coronam Magnæ Britannæ & Regem Christianissimum, & quamvis prædictum illud fœdus anni 1700, quod pro basi hujus tenebitur, sub hac condicione initum fuit, & hoc etiam nunc temporis conclusum est usmodi in posterum explicari debet, nihilominus Sacra Sua Regia Majestas Magnæ Britannæ, ut clarissima sue in Coronam Sueciæ amicitiæ monumenta apparent, pro hac vice se obstringit, ut præter inter Coronas Magnæ Britannæ & Hispaniarum bellum nullo modo adterat impediementum, quo minus Sua Regia Majestas Sueciæ auxilia Tractatu hoc stipulata reipsa obtineat, nihilominus fruatur & sublevetur usque ad pacem feliciter restaurandam, scilicet subsidii & Phalange navium bellicarum Articulis VIII & XI promissarum usque ad pacem cum Cæsare Moscoviæ restauratam, sed subsidium tantum, quamdiu bellum cum Coronâ Daniæ durabit, si nempe præter omnem speciem illud bellum ultra pacem cum Cæsare extenderetur. E contra obstringit Sacra Regia Majestas Sueciæ se nullas admissuras condiciones, quæ ipsi a Rege Hispaniæ vel directe vel indirecte poterunt proponi aut offerri, quatenus illæ condiciones aliquod præjudicium vel damnum causent, quod contra Hispaniam agitur & plurimum anno-

rum bello sustinetur, inferre poterunt. Porro se obligat dicta Sacra Majestas Sueciæ pro se suisque hæredibus & successoribus ad manutenendam & garantigandam successionem in Regno Magnæ Britannæ, quemadmodum ea stabilita est in Jomo Suae Majestatis Britannicæ modo regnantis, prout etiam ad defendendas universas Ditiones & Provincias à Suae Majestate possessas, nullumque asylum aut refugium in ullo suorum Dominiorum locodabit aut concedet personæ ejusque descendensibus, si qui ei obtingant, qui vivente Jacobo II Principi Walliæ, & post ejus excessum Regem Magnæ Britannæ titulum adsumsit, promittens pariter pro se suisque hæredibus & successoribus, nullum se dictæ personæ ejusque descendensibus directe vel indirecte terrâ marivæ præbaturum esse auxilium, consilium, aut opem quamcunque, sive in ære, armis, apparatu militari, navibus, milite, nautæ, sive alio quocunque demum modo, idem observaturam intuenti eorum, quibus à dicta personâ ejusque descendensibus forte mandatum aut commissum foret, Regimen Suae Majestatis Britannicæ aut tranquillitatem Regni sui, sive bello aperto, sive clandestinis conspirationibus, suscitandoque seditiones & rebelliones aut piraticam contra subditos sue Majestatis Britannicæ exerceendo turbare, quo postremo casu Sacra Majestas Sueciæ promittit, se minime permitturam, ut ejusmodi piratis ullam in portibus Regni sui detur receptaculum. Denique Suae Majestas Suecica obstringit se, quod nullam unquam protectionem vel asylum in ullo suorum Dominiorum locodabit Regiæ Magnæ Britannicæ Majestatis subditis dabit, qui actutum sunt vel aliquando fuerint declarati rebelles, & casu quo ejusmodi fortè in sua Regni, Ditionibus, & Provinciis existerent, eos e finibus suis intra octo dierum spatium ab interpellatione Regni exire jubebit quod si etiam Sacram Regiam Majestatem Britannicam in aliqua parte hostiliter invadi acciderit, Suae Regiæ Majestas Sueciæ in eum casum se obstringit ad submittenda auxilia super determinata, idem facturæ ejus descendensibus, si quando eos in successione Regni Magnæ Britannicæ turbare continget, & quemadmodum Protestantium Religionis commercioque Regnorum Sueciæ & Magnæ Britannicæ totique Orbi Christiano maxime interest, ne Mare Balticum sub arbitrio sit Cæsari Moscoviæ, ideo, si jam dictus Cæsar recuset pacem cum Sueciâ iure & ea restituere quæ requiruntur ad eam securitatem Regni Sueciæ eamque libertatem commercii in Mari Baltico restaurandam, qualis utraque ante præsens hocce bellum fuit, in hoc casu obstringit se Sacra Regiæ Majestas Magnæ Britannicæ non solum ad ea auxilia præstanda quæ in hoc præsentis Tractatu expressa sunt, nimirum ut prædictus sine armis obtineatur, verum etiam promittit omnem operam omniaque officia apud Fœderatos suos adhibituram, ut subditis Sueciæ adjuvent, & ipsa ad Cæsarem coercendum Coronæ Sueciæ media suppeditent.

XVIII. Ex quavis Fœderati auxilium sibi invicem mittere modo superius dicto tenentur, ista obligatio tamen nequaquam eo extendi debet, ut propiores omni proinus amicitia & mutua commerciorum usus cum alterius Fœderati hostibus eorumque subditis omnino tollendus & interdicendus veniat, non existente tali casu, quod unus concederetur, quam si auxilium

requisitus tulerit, bello ipse non fuerit immixtus, ejus subditis ac incolis cum hostibus illius Fœderati qui in Bello versatur, commercia & navigationes liberæ erunt licetumque omnino erit, merces ipsius quascunque advehere, nisi tantummodo exceptis, quæ expresse vetitæ, vulgo *contrabandæ* dictæ, & communi omnium nationum contentu tales declaratæ sunt.

XIX. Quandoquidem ambæ tummè memoratæ Regiæ Majestates hoc ipso profitentur, se equidem quibusdam pactis & fœderibus, quæ ante hæc cum aliis inita sunt adhuc obstringi, eaque etiam ex præscripto eorundem pactorum velle debito modo servare, sed tamen nullis omnino pactis & inibi comprehensis articulis & causalis hoc tempore teneri, quæ præiens hoc fœdus ullo modo ullove sub prætextu infirmare & impedire valeant aut debeant, ita, quo magis reciproca Fœderatorum fides & perseverantia in hac societate appareat, animique subditorum & amicorum confirmetur, utraq; tummè commemoratæ Regiæ Majestates se invicem obligant & declarant, se omnibus & singulis hujus fœderis articulis sincerà & bonâ fide staturas, neque de genuino & communi prædictorum articulorum sensu sub ullo commodi, amicitie, prioris fœderis, pacti, & promissi prætextu vel alio quovis colore vel latum unguem discessuras, sed omnia, quæ in hoc fœdere promiserunt, prout res & negotia postulabunt per se vel Ministros & subditos suos executioni promptissime & plenissimè, prout expressis verbis stipulata sunt, adeoque cum effectu mandaturas, idque sine ullâ limitatione, exceptione, vel excusatione, exceptis his excusationibus, quæ in præcedentibus hujus fœderis articulis exprimuntur.

XX. Durabit hoc fœdus defensivum in octodecim annos, ante quorum lapsum confœderati Reges de hujus plenariâ continuatione denuo tractare poterunt, si utrique fuerit visum.

XXI. Quemadmodum hæc pacta vi acceptatæ potestatis & mandatorum utrinque conclusa sunt, ita eadem ad utraque Sacra Regia Majestare Sueciæ & Magnæ Britanniæ in debita & solenni forma approbari & rata haberi, eorumque Ratificationis Instrumenta Holmiæ intra trium mensium spatium à tempore hujus subscriptionis numerandorum vel citius, si ita fieri poterit, exhiberi & permutari debent.

In majorem omnium suprâ dictorum certitudinem ac robur, Tractatûs hujus bini exemplaria contestata sunt, quorum unum suprâ dicti Sacræ Regiæ Majestatis Regniq; Sueciæ Senatores & Secretarius Status, alterum vero suprâ dictus Sacræ Regiæ Majestatis Magnæ Britannia Legatus Extraordinarius Plenipotentarius, omnes in eum finem speciales facultate instructi, Holmiæ subscripserunt & suis sigillis firmarunt, idque uno eodemque die, nimirum die 21. Januarii, anno 1720.

[EEE.]

1720. *TRAITE' de Paix entre la Suede , & le Roy de Prusse ,
conclu à Stockholm en 1720. tiré de l'Europäische Ruhe.*

Soit noté que le Serenissime & très-Puissant Prince & Seigneur Princesse Guillaume Roi de Prusse, Marquis de Brandebourg, Electeur & Grand Chambellan du S. Empire Romain, Souverain Prince d'Orange, Neufchatel, & Vallangin, Duc de Gueldres, Magdebourg, Cleves, Berg, Steuin, Pomeranie, Vandalie, Mecklenbourg, & Crossen en Silesie, Burgrave de Nuremberg, Prince d'Halberstadt, de Minden, Camin, Wenden, Schwerin, Ratzebourg, & Meurs, Comte de Hohenzollern, Rupin, la Marck, Ravensberg, Hohenstein, Tacklenbourg, Lingen, Swerin, Buhren, & Lehdum, Marquis de Tervere & Flusingen, Seigneur de Ravenslein, & des Pais de Rostock, Stargardt, Lavenbourg, Butau, Arisy, & Breda, &c &c &c d'une part, & la Serenissime & très-Puissante Princesse & Dame Ulrique Eleonore, Reine de Suede, des Goths, & des Vandales &c. &c &c d'autre part, ayant toujours conservé, nonobstant la guerre qui étoit entre eux, une sincere intention & desir de retablir au plutôt la bonne intelligence & harmonie qui a toujours subsisté entr'eux, & ayant remarqué avec beaucoup de satisfaction que le Serenissime & très-Puissant Prince & Seigneur George, Roi de la Grande-Bretagne, de France, & d'Irlande, Défenseur de la Foi, Duc de Brunswick & Lunebourg, Electeur & Archi-Tre-sorier du Saint Empire Romain, veut bien employer ses soins & peines pour parvenir au même but, ce qui a eu, avec la benediction de Dieu, l'effet souhaité, d'autant que Sa Majesté le Roi de la Grande-Bretagne, par le moien du Traité conclu avec Sa Majesté de Suede le (18) 22 Août 1719 où Sa Majesté Britannique est convenu de quelques points Preliminaires qui peuvent servir de base & de fondement à la Paix entre leurs Majestés de Prusse & de Suede. Par les louables & constantes instances des Couronnes pacificantes & la Meditation du Serenissime & très-Puissant Prince & Seigneur Louis XV. Roi de France, & de Navarre, par le Canal de son Resident & Plenipotentiaire, le Sr. Jaques de Campredon, sur quoi les Ministres & Plenipotentiaires des Hautes Parties, savoir de la part du Roi de Prusse le Sr. Frederic Ernest, Baron de Kimpfhausen, son Ministre actuel d'Etat & de Guerre, de l'Ordre de St. Jean de Jerusalem & Commandeur de Lietzen, & de la part de la Reine & Couronne de Suede, le Comte Jean Auguste Meyerfeldt, Sénateur, General d'Infanterie, Gouverneur Général de la Pomeranie & de Ruge, & Conseiller de la Chancellerie, le Comte Charles Gustave Ducker, Sénateur, Vele-Marschal, & du Conseil de Guerre, le Comte Gustave Adam Taube, Sénateur & Gouverneur de Stockholm, le Comte

Magnus de la Gardie, Sénateur, Président du Collège Royal du Commerce, le Comte Jean Lillienstedt, Sénateur Conseiller de la Chancellerie, comme aussi le Baron Daniel Nicolas van Hopken, Secrétaire d'Etat, sont entrez en conférence & ont conclu le Traité suivant sous la Médiation de Sa Majesté Britannique par son Ambassadeur Extraordinaire & Plenipotentiaire le Lord Carteret.

I. D'ici en avant la guerre & toutes hostilités cesseront entre Sa Majesté le Roi de Prusse, ses Royaumes, Principautés, Provinces, Terres, Villes, Habitans, & Sujets dedans & dehors de l'Empire, & Sa Majesté de Suede & le Royaume de Suede, les Provinces, Terres, Villes, Habitans, & Sujets qui en dépendent, dedans & dehors l'Empire, & il ne se commettra & ne se permettra de part ni d'autre, ni directement, ni indirectement, sous quelque prétexte que ce puisse être, aucune hostilité; qu'au contraire, il y aura entre Leurs dites Majestés & leurs Sujets respectifs une bonne & entière amitié & correspondance, & le Commerce sera rétabli dans sa liberté par Mer & par Terre, entre les deux Royaumes & leurs Provinces, & sera favorisé de toutes manières.

II. Il y aura de part & d'autre un entier oubli & amnistie de tout ce qui a été entrepris l'un contre l'autre, de quelque manière que ce soit, & personne de part & d'autre ne sera puni ou inquiété pour ce sujet, au contraire tout restera enseveli dans l'oubli, & les deux Parties chercheront & procureront dès à présent la gloire, le profit, & l'avantage l'un de l'autre de tout son pouvoir & en toutes occasions, en aidant à éloigner & détourner tous dommage & prejudice. En conséquence, tous les prisonniers faits de part & d'autre pendant la guerre, de quelque rang qu'ils soient, sans aucune exception, seront rendus & mis en liberté sans rançon aussi tôt après l'échange des Ratifications du présent Traité.

III. Sa Majesté de Suede, desirant faire d'autant plus connoître combien elle desire de contribuer de sa part au rétablissement de la bonne harmonie, qui a été ci-devant entre les Couronnes de Suede & de Prusse, & qui n'a été interrompue que pendant quelque temps, par son amour pour la Paix, & en conséquence du Traité Preliminaire & des Articles separez conclus le (18) 29. Août 1719 avec Sa Majesté Britannique, & ratifié ainsi qu'il est dit au commencement du présent Traité, Sa Majesté de Suede cede à Sa Majesté le Roi de Prusse, à la Maison & à ses Successeurs sans exception, à perpétuité, tant pour Elle que pour ses Heritiers & Successeurs, la Ville de Stettin, le District entre l'Oder & Pehne, avec les Isles de Wollin & de Usedom, avec tous les Droits, de la même manière que le tout a été cédé & transporté par l'Empereur & l'Empire à la Couronne de Suede par l'Article X. de la Paix de Westphalie en 1648. Sa Majesté le Roi de Prusse accepte & admet en tout les points la stipulation réglée à son avantage, par Sa Majesté Britannique dans le susdit Traité du (18.) 29 Août 1719. auquel elle se reporte: ainsi, Sa Majesté la Reine de Suede cede encore pour Elle, ses Heritiers & Successeurs, à Sa Majesté de Prusse, la Maison Royale, ses

Héritiers & Successeurs sans exception, & à perpétuité, la Ville de Stettin avec tout le District & les Terres entre l'Oder & la Pehne, les Isles de Wollin & Usedom, les Embouchures de la Swine & du Dievenau, le Vrisch-Harve, & l'Oder, jusqu'à l'endroit où il se jette dans la Pehne & perd son nom, (ladite Pehne servant de limites, & restant en commun aux deux Partis) *plene jure*, avec tous Droits & Apartenances, ainsi que la susdite Ville cede au Roi de Prusse, ledit District, les Isles de Wollin & Usedom, & les susdites bouches & eaux ont été cedées à la Couronne de Suede par le Traité d'Onabrug du (13) 24 Octobre 1648. & de la même manière qu'en ont joui, ou dû jouir, les Rois & la Couronne de Suede depuis ce tems-là, sans la moindre exception, avec tous les Droits qu'y ont eu Sa Majesté de Suede, ses Predecesseurs, & le Royaume de Suede, sans aucune diminution ou reserve, & sans une contradiction future ou empêchement quelconque en justice ou hors de justice, pour posséder le tout en pleine & entiere propriété, Sa Majesté de Suede renonçant entierement à tout les Droits & Juridictions de *Jure Territoriali & Superioritatis* qu'elle a eu, ou dû avoir, *in locis cessis*, pour toujours & de la manière la plus forte. Déchargeant pour cet effet, par le présent Traité, les Sujets, Habitans, & Dependans desdits lieux cedés à Sa Majesté Prussienne de tous devoirs & obligations par lesquelles ils étoient liez à Sa Majesté & au Royaume de Suede, les renvoyant pour ce à Sa Majesté le Roi de Prusse, comme à leur legitime Souverain.

IV. Mais quant à la Seance & Suffrage appartenant à Sa Majesté & la Couronne de Suede *ratione voti & assensu*, les choses resteront dans l'état réglé par la Paix de Westphalie par raport à la Pomeranie, & par les Conventions, Accords, & Dispositions entre la Couronne de Suede & la Maison Electorale de Brandebourg.

V. Sa Majesté le Roi de Prusse pour lui & les siens confirme les Etats, Villes, & Habitans du District qui lui est cédé par ce Traité, comme aussi les Isles de Wollin & Usedom, la Ville & Forteresse de Stetin, & autres Places, Villes, Bourgs, Chateaux, Villages, & ce qui en depend, sans aucune exception, en general & en particulier, dans leurs Libertez, Biens, Droits, & Privileges, *in Ecclesiasticis & Piblicis*, tels que ledits Etats, Sujets, & Habitans les ont obtenus successivement de leurs Souverains, & qu'ils leur ont été confirmés dans le Traité de Westphalie, ou accordez par les Rois & la Couronne de Suede, comme aussi le libre exercice de Religion, conforme à l'invariable Confession d'Augbourg, & au contenu de l'Ordonnance Ecclesiastique de Pomeranie Tit. I. comme une Loi fondamentale du Pais, que Sa Majesté s'oblige de ne point troubler, au contraire de la defendre & maintenir.

VI. Sa Majesté le Roi de Prusse, pour lui & les siens, confirme aux Nobles demeurans & établis dans les lieux cedés, outre les Droits du Pais, leurs Privileges, Apartenances, & Juridictions bien acquises, comme aussi leur Droit en ce qui concerne les Fiefs, de la manière qu'ils ont été reservez ausdits Nobles par le Traité de Westphalie, & qu'ils les ont possédés ou

on acquis, & dû posséder sous les Rois & la Couronne de Suede, les y conservant & defendant sans en violer aucun; comme aussi de maintenir & defendre constamment dans leurs Droits bien acquis les Possesseurs des Fiefs, de la maniere qu'ils les ont occupez au commencement de la derniere guerre, sans distinction s'ils les ont acquis des precedens Ducs de la Pommeranie, ou de Sa Majesté regnante de Suede, & de ses Predecesseurs successifs. Et par consequent tout ce qui peut être arrivé de contraire pendant cette guerre est annullé par le present Traité, & toutes choses sont reestablies sur l'ancien pied, & telles qu'elles étoient au commencement de la guerre.

VII. D'autant que sous la precedente Regence Royale, la Reduction & Liquidation ordonnées & executées ont donné lieu à une infinité de griefs qui ont engagé S. M. Suedoise, de glorieuse memoire, vû l'équité de la chose, de publier une Patente du 13. Avril 1700, par laquelle elle promet, que si quelques-uns de ses Sujets peuvent produire des preuves dignes de foi, qu'on leur a ôté des biens qui leur appartenent, ils seront maintenus dans leurs Droits, en sorte qu'en consequence plusieurs desdits Sujets ont été remis en possession de leurs biens sequestrés par ladite Reduction, ou sous d'autres pretextes, & leurs Droits ont été de nouveau confirmés par les Etats du Royaume assemblez, dans leur Conclusion prise le 30 Mai dernier. C'est pourquoi les deux hautes Parties sont convenues, que la cession faite par le troisieme Article precedent ne diminuera en aucune maniere, encore moins annullera les Droits & Pretensions des Sujets & Habitans du District, Villes, & Places cedées, ou de leurs heritiers, soit qu'ils demeurent *intra* ou *extra Territorium*, & ils seront maintenus de la part de Sa Majesté le Roi de Prusse dans la même vigueur & effet qu'ils se trouvent à present sous Sa Majesté de Suede, ou qu'ils pourroient se trouver à l'avenir.

VIII. En vertu de l'Amnistie stipulée dans l'Article II, les Biens, Fiefs, Maisons, & Proprietez, de quelque nature que ce soit, confisqués ou detenus pendant la guerre, seront rendus & restituez aux Proprietaires demeurans *intra* ou *extra Territorium*, de la même maniere qu'ils les ont possédés sous la Regence de Suede.

IX. Les Hypotheques & Immissions accordées par la Regence de Suede pour les Dettes & Sommes negociées *publico nomine*, & avec consentement des Etats, & employées au service du Roi & de la Couronne de Suede, quoiqu'elles auroient pû être suspendues par la guerre, resteront dans toute leur vigueur dans la Ville de Stettin, le District entre Oder & Pehne, Usedom & Wollin, les Baillages, Villes, Bourgs, & Places en dependans cedés au Roi de Prusse, & qui ont appartenu à la Regence de Suede, jusqu'à ce que le Roi de Prusse s'en empara les armes à la main, en sorte que les Creanciers & legitimes Possesseurs, soit qu'ils soient demeurés en Pommeranie, ou que par leurs Emplois Civils ou Militaires ils aient été obligés à cause de la guerre à passer en Suede ailleurs, jouiront des Hypotheques qui leur ont été accordées pour les sommes prêtées, de quelque na-

ture qu'elles soient, sans aucune exception, des Contrats qu'ils ont entre leurs mains, & des Obligations y comprises, aussi long-tems que la teneur desdits Contrats sera expirée, suivant les Sommes qui ont été prêtées, & alors les Biens, Maisons, Hypothèques, appartenans auxdits Créanciers dans Steuin, le District en dépendant, Wollin & Usedom inclusivement, retomberont au Roi de Prusse, & seront incorporez à ses Domaines, à moins que Sa Majesté le Roi de Prusse ne trouve à propos de rembourser, argent comptant, les susdits Hypothèques & les intérêts conformément aux Obligations; autrement & avant telles restitutions les Hypothécaires, ainsi qu'il est déjà dit, resteront dans l'entière & paisible possession de leurs Hypothèques, jusqu'à ce que le terme soit expiré, & qu'ils soient entièrement remboursés conformément à leur Contrat.

X. De même Sa Majesté le Roi de Prusse, en qualité présentement de Souverain desdits lieux cédés, se charge de payer jusqu'à la somme de 15. mille Rixdaldres argent courant de Poméranie aux Porteurs d'Obligations données par le Gouverneur Général Suedois, la Regence, & autres Officiers Généraux Suedois Commandants, pour sûreté des bestiaux, grains, & autres provisions enlevées & employées alors à la défense du Pais pendant la dernière Guerre.

XI. Les deux Hauts Contractans conviennent de se délivrer mutuellement au plutôt & de bonne-foi, ou à ceux qui seront autorisés, toutes les Archives, Ecrits, & Documents sans exception, qui concernent tant lesdits lieux cédés que l'Isle Rugen & la partie de la Poméranie qui reste à la Suede; mais, d'autant que la plus grande partie des derniers ont été remis par le Roi de Prusse entre les mains du Roi de Dannemarck, Sa Maj. de Prusse s'engage à faire restituer à Sa Majesté & au Royaume de Suede, lors de la restitution de l'Isle Rugen, & de la partie de la Poméranie occupée par le Roi de Dannemarck, lesdits Archives, Documents, & Ecrits; comme aussi tous les actes qui appartiennent au Tribunal de Wismar sans exception.

XII. Afin de favoriser le plus qu'il sera possible le Commerce & la Navigation des habitans du Duché de Poméranie, tant de la partie qui appartient à la Suede, que du district cédé au Roi de Prusse & des Villes & Villages y compris, & pour prévenir à tems toutes les difficultés & incommoditez, les Hauts Contractans sont convenus, que la Riviere de Pehne formant, comme il est dit, les limites, sera commune, que l'on ne pourra établir aucun nouvel Impôt ou Peage, ni augmenter les anciens sur l'un ou l'autre bord de la Pehne, ni sur les autres Rivières qui s'y déchargent; mais qu'on laissera le tout, sans rien changer & sur le même pied qu'avant la dernière Guerre, en sorte que l'on ne mette aucun empêchement à la Navigation ni au Commerce. Les Sujets de Prusse continueront pour leurs Vaisseaux allans, & venans, ainsi que les autres étrangers, le libre usage du Port Grunswart pour s'y retirer & y rester sans opposition aussi long tems qu'il sera nécessaire, sans être obligés d'y payer ni à Rugen aucun impôt, pourvu qu'ils payent à Wolgast les impôts usitez avant la

la Guerre. De même les Sujets de la Poméranie Suédoise se réservent la même liberté dans les endroits cédés & dans les Ports, côtes, & eaux qui s'y trouvent.

Sa Majesté de Prusse ne veut en aucune manière empêcher le Commerce de Bois, & de Chênes, que la Couronne de Suède, & ses Sujets ont fait ci-devant en Poméranie, & dans les autres places du Roi de Prusse, mais au contraire le favoriser, & maintenir les Sujets Suédois tant dans ce Commerce que dans d'autres sur l'Oder ou le Warthe, comme la Nation la plus favorisée, & laisser lesdites Rivières assez larges & ouvertes pour que les flottes, & la Navigation n'en reçoivent aucun empêchement.

Les Hauts Contractans sont aussi d'intention de rendre bonne & promptement justice aux Sujets de part & d'autre sur leurs intérêts & prétentions légitimes.

XIII. D'autant que l'on ne peut à présent convenir par rapport aux Licences payées à Stetin sous la Régence de Suède, parceque les conjonctures présentes ne permettent pas de retarder plus long-tems la signature du présent Traité de Paix, on est convenu de renvoyer la décision de cette affaire à une Commission que l'on nommera à cet effet, pour s'accorder sur ce sujet amiablement par les bons offices des deux Couronnes ci-dessus mentionnées & qui agiront comme Mediateurs dans la présente Negociation, afin de terminer promptement ladite affaire sans pour ce déroger aux Droits des Hauts Contractans, & sans que ceci puisse suspendre l'exécution du Traité Preliminaire susmentionné, conclu entre le Roi de Suède & la Grande-Bretagne. Les Ministres ici présents des Hauts Mediateurs s'étant chargés de faire sur ce sujet de telles représentations à leur Cour que ce différent pourra être amiablement terminé, tout au plus dans le tems de 3. ou 4. mois.

XIV. Les Villes & Places de la Poméranie Citerieure, cédées par le présent Traité au Roi de Prusse, ainsi que leurs habitans, jouiront de tous les Droits, Prerogatives, Immunités, Exemptions, & Franchises, dont jouissent les autres Sujets du Roi de Prusse dans le Royaume de Suède, & dans les autres Lieux & Provinces qui en dependent, ou que l'on pourroit accorder à la Nation la plus favorisée. Et d'autant que Sa Majesté de Dannemarck a refusé pendant cette Guerre la Franchise du Sond confirmée aux Sujets du Royaume de Suède par les Traitez solennels, ce qu'il pourroit chercher occasion de leur ôter & refuser à l'avenir, Leurs Majestez de Suède & de Prusse trouvent qu'il est juste & raisonnable que les Sujets de Suède, particulièrement ceux qui sont cédés au Roi de Prusse par ce Traité, aussi-bien que ceux qui restent sous la Jurisdiction de Suède, doivent demeurer & être laissez en possession de ladite Franchise du Sond. Leurs Majestez, le cas ci-dessus arrivant, emploieront les moyens les plus forts & les plus convenables à ce que la Couronne de Dannemarck se desiste de cette nouveauté, & que non seulement les Sujets de Suède, mais aussi ceux des Pais cédés au Roi de Prusse, soient conservez dans la jouissance de ladite Exception & Franchise dans le Sond, conformément aux Traitez conclus; à cet effet les

Hauts Contractans s'obligent d'agir de concert sur ce sujet, s'il est nécessaire, & de prendre des mesures ensemble.

XV. Quant aux Deieteurs, soit Soldats ou Habitans, les Conventions faites sur ce sujet entre les Couronnes de Suede, & de Prusse, demeureront dans toute leur vigueur, & seront renouvelées à la premiere occasion en forme de nouveau Cartel.

XVI. Quant aux Postes en Pomeranie, les Hauts Contractans se réservent le *Jus Postarum* dans leurs territoires, tant en deça qu'au de là de la Pehne, & Sa Majesté de Prusse consent à renouveler les Conventions faites sur ce sujet avec la Couronne de Suede pour autant que la cession présente ne change rien aux choses, n'introduisant aucune nouveauté, & réglant le prix des Postes, tant pour les Passagers que pour les Lettres, d'une manière raisonnable, & sur le pied usité dans l'Empire, favorisant autant que faire se pourra la Poste Royale de Suede pour l'intérêt des uns & des autres à cet effet, il a été convenu particulièrement, que la Poste de Suede aura une Station franche à Anclam, où elle livrera les lettres, paquets, & passagers venant des places Suedoises au Commis de la Poste de Prusse pour les transporter plus outre, & elle recevra à Anclam les lettres, paquets, ou passagers, qui y arriveront des autres places par la Poste de Prusse pour être transportés dans la Pomeranie Suedoise. S'il est nécessaire de faire quelque Convention ultérieure par rapport aux Postes, les Hauts Contractans nommeront à cet effet des Commissaires qui conviendront de ce qui sera raisonnable.

XVII. S M le Roi de Prusse s'engage de la manière la plus forte, & suivant le contenu du Traité Preliminaire susmentionné, conclu avec Sa Majesté Britannique, & le second Article séparé d'icelui, de n'assister & de ne secourir en aucune manière, ni sous quelque prétexte que ce soit, Sa Majesté Czarienne de Russie tant que la Guerre continuera entre elle & la Suede, ni contre Sa Majesté & le Royaume de Suede, ni contre ses Alliez & Conféderez, ne favorisant ni aidant à favoriser les desseins & vues préjudiciables.

XVIII. Qu'au contraire, S M de Prusse promet & s'engage par les présentes à renouveler la Confiance, l'Amicé, & les Alliances, qui ont subsisté avec Sa Majesté de Suede, les Predecesseurs, & la Couronne, comme aussi la garantie de ce qui sera stipulé à l'avantage de la Maison d'Holstein avec les Alliez du Nord sur le pied de la présente paix ou de celles qui le conclueront de concert avec la Majesté Prussienne & de les appuyer, suivant les Conjonctures présentes.

De plus, Sa Majesté de Prusse s'engage de faire payer en trois termes à Hambourg à Sa Majesté de Suede, & sur son assignation & quittance, la somme de deux millions de Rixdaldres en pieces sur le pied de la monnoye de Leipzig de l'an 1790 que l'on comptoit douze Dalldres courantes au Marché d'argent fin; le premier terme dudit paiement de six cent mille Rixdaldres, six semaines après l'échange de la Ratification du présent Traité de la part de la Suede; le second terme de sept cent mille Rixdaldres à la fin du mois suivant; & le troisième terme aussi sept cent mille Rixdaldres à la fin du
mois

mois de Decembre suivant de la presente année 1719. Chaque terme en son entier sans aucun rabais & sans suite, lesquels seront payez & delivrez à Hambourg aux Commissaires de Sa Majesté de Suede munis de Plein-pouvoirs & quittances en forme.

XIX Outre les Places & Pays cedez à Sa Majesté Prussienne par le present Traite, la Reine & le Royaume de Suede ses Heritiers & les Successeurs cede encore a perpetuite a Sa Majesté de Prusse en vertu des presentes (de la même maniere & avec la même Obligation que s'est fait dans l'Article 3. la cession de Stetin, du district entre l'Oder & la Pehne & des Isles de Wolin & Usedom) les Villes de Dyrin & Gdanzw situées sur de là de l'Oder avec leurs appartenances & dependances, Droits, & Juradictions, de la même maniere que Sa Majesté & la Couronne de Suede ont possédé & joui desdites places & leurs dependances, en vertu de l'Article X du Traite de Westphalie, sans aucune exception; Sa Majesté de Prusse s'engage & promet de son côté d'employer toutes sortes de moyens & de bons offices, pour obliger les ennemis declarez de Sa Majesté de Suede, de consentir au plutôt à une Paix sure & raisonnable avec Saire Majesté & la Couronne de Suede.

XX Les Articles du Traite de Westphalie resteront dans toute leur force & vigueur pour autant qu'ils ne sont point changez par le present Traite, ni par celui conclu le 20 Novembre 1719 avec Sa Majesté Britannique comme Electeur & Duc de Brunswick-Lunebourg, & qu'ils ne seront point changez par la Paix du Nord, de concert avec le Roi de Prusse; & les Hauts Contractans s'obligent de continuer tout ce qui sera necessaire & utile, pour la plus entiere execution dudit Traite de Westphalie. En consequence, Sa Majesté de Prusse continuera avec les Puissances interessees & particuliere avec Sa Majesté Britannique, Electeur de Brunswick-Lunebourg, & avec le Roy de Danemarck, qui a déjà offert à Sa Maj. Brit. de restituer la Couronne de Suede la partie de la Pommeranie qu'elle occupe, ainsi que l'Isle de Rugen, à ce que la restitution de cette partie de la Pommeranie & de l'Isle de Rugen, soit le plus promptement en faveur de Sa Majesté & du Royaume de Suede, & pour ce faire Sa Majesté Prussienne emploiera avec la Maj. Brit., Electeur de Brunswick-Lunebourg, tous les bons offices imaginables auprès de l'Empereur, comme Chef de l'Empire.

De plus, S. M. de Prusse promet de la même maniere, qu'aussi tôt que la Paix sera conclue entre la Couronne de Suede & le Danemarck, elle retirera les Troupes qu'elle a dans Wismar.

XXI Les Hauts Contractans se reservent par ce present Article de demander & d'admettre la garantie de Sa Maj. Imp. pour le present Traite de Paix.

XXII Les Ratifications du present Traite de Paix seront echangées ici à Stockholm dans cinq ou six semaines, a compter de la date des presentes.

En foi de quoi deux exemplaires semblables du present Traite ayant été

expediez, l'un a été donné au Plenipotentiaire de Prusse, & l'autre aux Plenipotentiaires de Suede soussignez en forme. Fait à Stockholm le 21. Janvier 1710.

Suivent les Ratifications; celle de Prusse du 21. Fevrier, & celle de Suede du 27. du même mois.

ARTICLES SEPARÉZ.

Ayant été trouvé à propos de joindre quelques Articles séparés au Traité de Paix conclu ce jourd'hui entre Sa Majesté de Prusse & Sa Majesté & le Royaume de Suede, on est convenu de part & d'autre des Articles suivans.

I. D'autant qu'il est notoire que, contre les Traitez de Westphalie & d'Oliwa, la Religion Protestante est opprimée & persécutée en divers endroits, dedans & dehors l'Empire, en sorte qu'elle est en danger d'être entièrement abolie en certains endroits, Leurs Majestez s'engagent de la maniere la plus forte d'employer tous les moyens imaginables pour conserver & maintenir les Evangeliques, tant les Reformez que ceux de la Confession d'Augsbourg, dans l'exercice de la Religion & la Liberte de Conscience, qui leur est acquise legittimement par les Traitez de Westphalie & d'Oliwa, & par d'autres Pactes, Accords, & Pacifications, non seulement dans l'Empire, mais aussi dans tous les autres endroits, ou elle a été ou devoit être exercée, en sorte que les Reformez & Evangeliques opprimés soient rétablis dans l'usage & la possession de leurs Droits, Privileges, & Liberte de Conscience.

II. Sa Majesté de Prusse promet que dans les places cedées, lorsque quelques affaires concernant le sujet de la Confession d'Augsbourg seront portées au Consistoire Prussien, elles ne seront décidées que par les Memours de la Confession d'Augsbourg. Sa Majesté s'engage aussi à liquider & payer dans un certain tems déterminé, suivant la specification qui en sera donnée, tous les arrearages legitimes de la Couronne de Suede de quelque nom que ce soit dans les lieux cedez, comme aussi de tenir la main à ce que les Etats des lieux cedez, suivant leur obligation, payent au plutôt aux Membres du Tribunal de Wismar les arrearages de leurs appointemens, qui leur sont à present dûs par le district cedé, aussi bien que ce qui est dû par l'un ou l'autre des Etats à la Chancellerie pour les droits de fief (Leen-Sportelen). De même, que les Ministres de Suede pour le civil dans la Ville & Forteresse de Stettin seront conservés & maintenus dans les Droits, Immunités, & Franchises, dont eux & leurs maisons ont joui sous la Regence de Suede, avec la liberte d'en disposer en tout tems, quand ils voudront.

III. Quant à la demande faite de la part de la Suede à sa Majesté de Prusse d'une Indemnisation des Revenus, des Biens, Maisons, Capitaux, ou autres propriétés des particuliers, sequestrez par la Chambre Royale de Prusse.

Prusse pendant les troubles, sur la Noblesse, les Nobles, les Officiers, ou autres Habitans *intra* ou *extra Territorium*; comme aussi d'autre part les prétensions du Roi de Prusse ou de ses Sujets sur Sa Majesté de Suede par rapport aux Bâtimens, effets, & cargaisons enlevées sur les Sujets Prussiens par les Vaisseaux & Armateurs de Suede, lesdites prétensions, sçavoir celles de Suede touchant les revenus des particuliers sequestrés par la Chambre Royale de Prusse, & celles de Prusse touchant les Bâtimens des Sujets Prussiens, leurs effets, & cargaisons, seront compensées les uns contre les autres, sans qu'il en soit parlé, ni à présent, ni à l'avenir, de part & d'autre.

IV. Si, lorsque la restitution de la partie occupée par le Dannemarch s'exécute, la Regence de Suede avoit quelque difficulté ou proposition à faire avec raison & fondement par rapport à l'économie & administration des finances ou autres affaires particulieres, Sa Majesté de Prusse y fera attention. Si d'un autre côté il se trouve que quelque Ville ou particulier d'un côté de la Pehne avoit quelque juridiction à exercer de l'autre côté, & dont il se trouveroit en possession, *vel quasi*, c'est une chose qui s'entend elle même, que quoique la Pehne serve de borne au Territoire, & reste commune, les Regences doivent maintenir les proprieté de part & d'autre.

V. Les présents Articles separez auront la même force & vigueur, que s'ils étoient inferez mot à mot dans l'instrument de Paix conclu ce jourd'hui, &c.

Declaration de Sa Majesté Suedoise, sur quelques Articles de la Paix, conclue avec le Roi de Prusse, donnée à Stockholm le 14. Mars, à la Requisition de Sa Majesté Prussienne, représentée par les Mediateurs, le Lord Carteret, Ambassadeur Extraordinaire du Roi de la G. B., & le Sieur Campredon, Resident & Plenipotentiaire du Roi de France.

D'Autant que le Lord Carteret, Ambassadeur Extraordinaire de Sa Majesté Britannique, & le Sieur Campredon, Resident & Plenipotentiaire du Roi de France, ont fait entendre d'une maniere convenable à Sa Majesté de Suede, que le Baron de Kniphausen, Ministre Plenipotentiaire du Roi de Prusse, les avoit priés, comme Mediateurs, que puisque, à son avis, il y avoit quelques Articles du Traité conclu entre les deux Couronnes, qui avoient besoin d'explication, ils voulussent bien obtenir de Sa Majesté de Suede une Declaration ulterieure; surquoi ils representèrent que leur intention n'avoit pour but que le retablissement d'une parfaite intelligence entre les deux Couronnes. Sa Majesté de Suede se rendant à des vues si salutaires a bien voulu leur donner les éclaircissemens suivans.

I. Que lorsque dans l'Article II. du Traité solennel, il est parlé de la res-

stitution des prisonniers, Sa Majesté de Suede n'entend point par-là les Deserteurs, ni ceux qui avant la signature des Preliminaires se sont enrollez dans les Troupes de Prusse.

II. Que ce qui est dit, Article III., de la Communauté du Lit de la Pehne, elle s'entend devoir commencer de l'endroit où l'une des parties occupe le rivage, l'un d'un côté & l'autre de l'autre; mais dans l'endroit, où l'une des parties occupe les deux rives, la Communauté cessera, cette Communauté ne sera point en soi même préjudiciable à ces droits, & ne s'étendra point au delà de l'usage commun des eaux pour la Navigation. Au reste, la Souveraineté & la Jurisdiction sur cette Rivière sera tellement partagée entre les deux parties, que l'une l'exercera sur son coté & l'autre sur l'autre.

III. Quant aux Privilèges confirmés par l'Article III. au sujet du District cédé au Roi de Prusse, l'intention de sa Majesté de Suede est seulement de maintenir lesdits Sujets dans la liberté & les immunités qu'ils ont acquis ou par la Paix de Westphalie ou des predecesseurs de sa Maj. de Suede, qui declare qu'à son avènement au Trône, elle n'accorde aucun nouveau Privilège ni au District cédé à S. M. de Prusse, ni à ses Habitans, qu'elle n'entend que de les maintenir & confirmer dans les Libertés & Droits légitimement acquis.

IV. Que quant aux arrerages dont il est parlé dans l'Art. II. séparé, Sa Maj. ne veut ni n'entend que de tels restes & arrerages en general soient exigés des habitans de la Poméranie cédée, mais Sa Maj. desire seulement en vertu du II. Article que tout Fermier ou autres qui sont redevables & n'ont point rendu compte à la Chambre Royale de Suede avant le sequestre & la Guerre, mais sont ensuite passés sous la Protection du Roi de Prusse, soient tenus comme de Droit, de payer leurs arrerages au Roi de Suede & de les lui faire bons.

V. Quant aux Officiers de Tribunal de Wismar, à la subsistance desquels les Terres & Etats de la Poméranie sont obligés de contribuer, Sa Majesté de Suede ne doute nullement que Sa Majesté de Prusse ne leur fasse bon les arrerages de leur appointement, ainsi qu'il est stipulé dans le Traité; mais d'autant que les Etats de Rugen, de Stralsund, & de la partie de Poméranie en deçà de la Pehne, ont toujours contribué avec les Etats du District cédé à Sa Majesté de Prusse à l'entretien des Officiers dudit Tribunal, Sa Majesté ne demande autre chose, si non, que l'on fasse une repartition proportionnée & convenable, que l'on observera de part & d'autre.

Par Ordonnance de Sa Majesté.

(L. S.) D. N. B. VAN HOPKEN.

Lectro

*Lettre de la Reine de Suede à l'Empereur , sur la Cession
de Stetin au Roi de Prusse.*

NOS ULRICA ELEONORA, &c. &c.

Sicut Majestati Vestrae, ut Summo Capiti competentem in Imperio Romano Germanico auctoritatem lubentes agnoscimus; Ita non possumus, quin eandem huic certiorum faciamus, Nos, ad componendum ex aliqua parte diuturnum & multiplex hocce Septentrionale bellum, amore Pacis etiam in Imperio Romano restaurandae commotas, cum Rege Borussiae ita transegisse, ut Civitatem Stetinam cum Civitatibus Danim & Gollnaw, atque Regione inter Pehnam & Oderam sita, nec non Insulis Wollin & Usedom, Nostro & Successorum Nostrorum nomine Eidem, Ejus Familiae Regiae, Ejusque Haereditibus & Successoribus in Possessionem propriam & perpetuam, eodemve jure, quo hic districtus Reginae, Regibus, Regnoque Sueciae Pace Westphalica concessus, cederemus & attribueremus, nec non Juribus Territorii & Superioritatis, quae Nos Nostrique Antecessores ab Imperatoribus & Imperio Romano in hac cessa Pomeraniae parte concessa habuimus, renunciaremus, atque dicto Regi simulque Memoratis eadem concederemus, & traderemus. Quemadmodum itaque existimamus, Transactionem hanc Majest. V. ob rationes allatas non displicere, ita amice rogamus, ut eandem ratam firmanque habere velit. Quo ipso Majestas V. rem Nobis valde gratam faciet. Quod superest Majestati V. prospera quavis ex animo adprecamur & eandem Divini Numinis tutela jugiter commendamus. Dab. Holmiae die 27. Febr.

ULRICA ELEONORA.

D. N. v. HOPKEN.

Ad Imperatorem Romanorum.

*Acte pour le Licent de Stetin, qui a raport à l'Art. XIII. du
Traité entre les Couronnes de Suede &
de Prusse.*

Comme lors de la Conclusion du Traité solennel de Paix entre leurs Majestez de Suede & de Prusse, du 21. Janvier 1720. on ne voulut point arrêter la consommation d'un ouvrage si salutaire, à cause du différent, qui regardoit le Licent de Stetin, & qu'en vertu de l'Art. XIII. du même Traité la Décision de cette affaire a été renvoyée à une Commission speciale, qui devoit dans trois ou quatre Mois au plus tard la terminer, sous la Mediation & par les bons offices des Puissances Mediatrices, qui ont concouru à la susdite Paix, Leurs Ministres en cette Cour ont représenté d'un côté avant l'expiration de

de ce terme, la nécessité de décider cette affaire, & de l'autre, qu'étant juste que la Couronne de Suede, en rentrant en possession de la partie de la Poméranie occupée par le Roi de Danemarck, jouit de tous les Droits, qui y sont attachés, l'équité demandoit aussi, que la Ville de Stetin avec le District entre l'Oder & la Pehne, & toute la Riviere d'Oder jusques à l'endroit, où elle perd son nom, avec le Frisch Haff, & les deux embouchures de Suine & de Divenau ayant été cédés au Roi de Prusse avec tous les mêmes Droits, que la Suede y a eu ci-devant, le Licent de Stetin, qui a toujours été exclu de cette Ville, depuis le tems de son établissement, appartienne aussi à Sa Majesté Prussienne, d'autant plus, que par l'Artic XII du même Traité, il est expressément statué, que toutes Douanes, Peages, & autres Droits, tant dans le District cédé au Roi de Prusse, que dans celui qui reviendra à la Couronne de Suede, ne pourront être changez, innovez, ni augmentez, mais qu'au contraire toutes choses resteront à cet égard sur le même pied de leur établissement, Sa Majesté, le Roi de Suede, pour ne rien omettre de tout ce qui peut contribuer à l'Affermissement de la bonne intelligence heureusement rétablie entre Elle & Sa Majesté le Roi de Prusse, a bien voulu consentir à cette Décision.

C'est pourquoi Nous soussignez Senateurs du Roi & du Royaume de Suede, & le Secrétaire d'Etat, par l'ordre exprès de Sa dite Majesté, & muni de son Pleinpouvoir, en vertu duquel Nous avons conclu & signé le susdit Traité du 21 Janvier 1720 ayant eu plusieurs Conférences sur ce qui regardoit le Licent de Stetin, avec Mrs. les Ministres Mediateurs, Mylord Carteret, Ambassadeur Extraordinaire de Sa Majesté, le Roi de la Grande-Bretagne & Son Plénipotentiaire en cette Cour, & Mr. de Camproion, Résident de Sa Majesté Tie-Chrétienne & Son Plénipotentiaire en la même Cour, qui sont chargés en l'absence d'un Ministre du Roi de Prusse, de fournir la Ratification de Sa Majesté Prussienne, du présent Acte, sommes convenus à cet effet en la maniere suivante.

Sa Majesté le Roi de Suede consent pour lui, la Couronne, ses Héritiers & Successeurs, que le Licent de Stetin appartienne à Sa Majesté le Roi de Prusse, pour en jouir & user aux mêmes Conditions, & avec les mêmes Droits, que des autres Cessions faites par le susdit Traité du 21. Janvier de la présente année 1720 en sorte, que tous les Vaisseaux de quelque Nation, qu'ils soient, allant à Stetin, ou en revenant paieront seulement à Wolgast l'ancienne Douane, appelée Fursten-Zoll, n'y ayant que les Vaisseaux de quelque Nation, qu'ils soient, qui entrent de la Mer dans les Rivières de Pehne, de Trebel, & autres sans toucher à Stetin, soit en allant ou en revenant, qui paieront à Wolgast non seulement l'ancienne Douane, ou Fursten-Zoll, mais encore le Licent, qui y a été établi & autorisé par la Paix de Westphalie conformément au susdit Traité.

En fin de quoi Nous avons dressé deux Exemplaires uniformes du présent Acte, dont l'un, que Nous avons signé, auquel Nous avons apposé le cachet de Nos armes, & dont Nous promettons incessamment la Ratification du Roi Notre Maître, a été remis à Messieurs les Ministres, Mediateurs, pour

pour être envoyé à Sa Majesté le Roi de Prusse, & l'autre, qui est resté entre Nos mains signé par les susdits Ministres Mediateurs, qui en fourniront, comme dit est, la Ratification de Sadite Majesté Prussienne en six semaines de la Date des presentes, ou plutôt, si faire se peut, pour avoir ensuite la même force & vertu, que s'il étoit inseré mot à mot dans le susdit Traité du 21. Janvier de la presente année. Fait à Stockholm le (20.) 31. May 1720.

Signé,

(L.S.) J. A. Meyerfeld.

(L.S.) C. G. Ducker.

(L.S.) G. A. Taube.

(L.S.) J. Lsiensfeldt.

(L.S.) D. N. van Hopken.

[F F F.]

1720. TRAITE de Paix entre la Suede & le Dannemarck, conclu à Stokholm en 1720. tiré de l'Europeische Ruhe.

QU'il soit notoire à tous presens & à venir qu'il apartiendra ou qu'il pourra appartenir, que la funeste Guerre, qui dure depuis plus de dix ans entre Sa Majesté feu le Roi Charles XII. de glorieuse memoire, comme aussi la Reine Ulrica Eleonora, & le Roy à present regnant Frideric, Roy de Suede, des Goths, & des Vandales &c. & leur Royaume d'une part, & Sa Majesté le Roi Frideric IV. Roi de Dannemarc, & de Norwege, des Vandales & des Goths, Duc de Schleswic, & de Holstein, Stormarn, & Dithmarsien, Comte d'Oldenbourg, & de Delmenhorst d'autre, dont les suites facheuses ont causé l'effusion de beaucoup de sang, troublé le Commerce de la Mer Baltique, & alteré la bonne intelligence, que les liaisons du sang & du voisinage avoient ci-devant formé entre leursdites Majestés, & leurs Sujets. Il a plu enfin à la Providence Divine de faire naître des conjonctures plus heureuses, propres à retablir la tranquillité dans le Nord, par une bonne, seure, & durable Paix, conformément au desir sincere que Leurs Majestés ont toujours conservé de voir cesser l'effusion du sang Chrétien, & de faire jouir leurs Peuples des fruits de la Paix, si necessaire & si long-tems désirée. Ces louables motifs ont porté leursdites Majestés à concourir de tout leur pouvoir à l'avancement, & à la consommation d'un ouvrage si salutaire, sur les instances reiterées pendant plusieurs Mois de sa Majesté George, Roi de la Grande-Bretagne, de France, & d'Irlande, Defenseur de la Foi, Duc de Brunswic, & de Lunebourg, Archi-Tresorier, & Electeur de

l'Empire qui s'est donné tous les soins imaginables pour reconcilier les Parties beligerantes. Elle les a fait convenir d'une suspension d'armes pour pouvoir plus facilement parvenir à la conclusion de la Paix, & elle leur a offert en même tems sa Médiation, la quelle a été acceptée de part & d'autre, aussi-bien que celle de Sa Majesté Très-Chrétienne Louis XV. Roi de France, & de Navarre, qui, désirant de son côté contribuer à la Pacification du Nord, a bien voulu joindre ses soins & ses bons offices à ceux de Sa Majesté Britannique, aussi tôt qu'Elle a jugé qu'ils auroient un succès conforme à ses bonnes intentions. C'est pourquoi Leurs Majestés de Suede & de Dannemarck, ont ordonné à leurs Ministres Plenipotentiaires, sçavoir de la part de Sa Majesté Suedoise, Leurs Excellences Mr. le Comte Gustav Cronhelm, Sénateur de Sa Majesté le Roi de Suede, & de son Royaume, Président au Conseil Royal de la Chancellerie, & Chancelier de l'Université d'Upsal, Mr. le Comte Gustav Adam Taube, Sénateur de Sa Majesté le Roi de Suede, & de son Royaume, Marechal de Suede, & Grand Gouverneur de Stockholm, M. le Comte Magnus Julius de la Gardie, Sénateur de Sa Majesté le Roi de Suede, & de son Royaume, & Président au College de Commerce, Mr. le Comte Jean Lilienstedt, Sénateur de Sa Majesté le Roi de Suede, & de son Royaume, & Conseiller au College de la Chancellerie, M. le Comte André Legonstedt, Sénateur de Sa Majesté le Roi de Suede, & de son Royaume, & Président à la Chambre des Revisions, & Mr. le Baron Daniel Nicolas de Hopken, Secrétaire d'Etat de Sa Majesté le Roi de Suede: & de la part de Sa Majesté Danoise M. de Lovenorn, son General Major, & Plenipotentiaire à la Cour de Sa Majesté le Roi de Suede, d'entrer en Negotiation sur les moyens de convenir des Articles d'un Traité de Paix, lesquels apres l'échange de leurs Pleins-pouvoirs respectifs, dont la Copie sera transcrite à la fin de cet Instrument, ont eu plusieurs Conférences, & par les bons & très louables offices de Milord Carteret, Ambassadeur Extraordinaire de Sa Majesté Britannique à la Cour de Suede, & de Mr. de Campredon, Résident de Sa Majesté Très-Chrétienne, & son Plenipotentiaire en la même Cour, après avoir imploré l'assistance Divine, ont conclu, arrêté, & signé les Articles, dont la teneur s'ensuit.

I. Il y aura à l'avenir une Paix générale & éternelle, & une amitié sincere & perpetuelle, entre Leurs Majestés de Suede, & de Dannemarck, leurs Héritiers & Successeurs en la Regence comme aussi entre leurs Royaumes, Terres, Provinces, Pais, & Sujets, & en consequence toutes hostilités de part & d'autre, tant par Mer que par Terre, cesseront entièrement du jour de la Signature du present Traité; tous les différens, mesintelligence, & Disputes qu'il y a eu jusques à present entre Eux seront non seulement abolis; mais aussi Leurs Majestés se procureront autant qu'il sera possible avec zele, & sincerité, tous les Biens, & les avantages reciproques, en sorte qu'il y aura désormais entre Leursdites Majestés, & leurs Royaumes, une parfaite confiance & union, & qu'elles puissent se fortifier de jour en jour, ainsi qu'il convient à de bons Voisins & Alliez.

II. Tout

II. Tous les dommages, dégâts, torts, offenses, & préjudices commis ou causés l'un contre l'autre, pendant le cours de cette Guerre, soit en actions, paroles, ou écrits, seront ensevelis dans un éternel oubli & amnistie générale, & sans retour, en sorte qu'il ne sera point permis à l'avenir à l'une des Parties d'en faire usage, ni de s'en ressentir contre l'autre, de même que si le tout n'étoit jamais venu. Et en vertu de cette abolition générale, on ne pourra désormais faire aucune mention de ces Griets, ni entre les Rois, ni envers leurs Sujets, sous quelque prétexte, ou pour quelque cause, que ce puisse être.

III. La liberté du commerce, & de la Navigation, tant par Terre, que par Mer & autres Eaux, sera désormais entièrement rétablie entre les Sujets de Leurs Majestés de Suède, & de Danemarck, & défendue toute de part, & d'autre, d'y apporter aucun obstacle sous quelque prétexte que ce soit, ni d'empêcher le libre transport des Marchandises & Denrées dont on jouit en tems de Paix.

IV. Et afin de prévenir, & détruire entièrement tout ce qui pourroit à l'avenir donner lieu à quelque division, méfintelligence, ou Dispute entre les deux Parties, Leurs Majestés de Suède, & de Danemarck, renoncent par les présentes, de la manière la plus précise & la plus efficace, à tous les Traités, Conventions, & Alliances qui pourroient être contraires à la teneur du présent Traité de Paix, & pour cet effet l'une des Parties ne consentira désormais à aucune Alliance ou Traité, qui pourroit en quelque manière que ce soit causer du dommage, ou du préjudice à l'autre.

V. Comme en vertu des précédens Articles, la Paix rétablit une parfaite intelligence entre les deux Couronnes de Suède & de Danemarck, & détruit les engagements reciproques qu'elles pourroient avoir pris l'une contre l'autre, pendant le cours de cette funeste Guerre, Sa Majesté le Roi de Danemarck promet spécialement, & s'engage par les présentes, de la manière la plus forte & la plus précise, de n'assister directement, ni indirectement, de ses Conseils ou par voye de fait, par lui, ni par autrui, le Czar de Moscovie, sous quelque prétexte que ce puisse être dans ses entreprises contre la Couronne de Suède, & ses Alliés, aussi long-tems, que la présente Guerre avec le Czar durera, & comme il n'est pas moins de l'intérêt du Roi de Danemarck, & de la Couronne, que de celui des autres Nations, qu'elle cesse bien-tôt, pour rétablir la liberté du Commerce dans la Mer Baltique, Sa Majesté Danoise promet de ne souffrir en aucun de ses Ports de Danemarck, & de Norvegue, aucun Armateur Moscovite, destiné à troubler le Commerce, & la Navigation. Sa Majesté ne permettra point non plus, qu'on donne dans les susdits Ports retraite à aucune prise faite par les Armateurs ou Corsaires Moscovites sur quelque Nation que ce soit, & s'il arrivoit que telles prises entrassent dans les Ports de Sa Majesté, elle les fera restituer à leurs légitimes Propriétaires, ce qui s'entend par rapport à la Suède, en sorte qu'aucune des prises, qu'elle pourroit faire sur les Moscovites, ne pourra entrer ni avoir retraite dans les Ports de Danemarck.

VI. Pareillement comme son Altesse Serenissime le Duc de Sleswik-Holslein a été enveloppé dans la Guerre du Nord, & que l'étroite liaison du sang qui est entre ladite Altesse & la Couronne de Suede pourroit être considérée comme un obstacle à la décision de ce qui regarde le Duché de Schleswik, Sa Majesté Suedoise pour elle, & la Couronne de Suede, declare & promet par ces presentes de ne s'opposer directement, ni indirectement, à ce qui sera stipulé en faveur du Roi de Dannemarc, concernant ledit Duché de Schleswik, par les deux Puissances Mediatrices, qui ont concouru au present Traité, & de ne donner aucune assistance de fait audit Duc, contre le Roi de Dannemarc pour l'inquieter au prejudice des susdites stipulations.

VII. Comme Sa Majesté le Roi de Dannemarc a occupé par les armes pendant cette Guerre, & tient actuellement, une grande partie de la Pommeranie, jusqu'à la Riviere de Pene, comme aussi la Ville & la Forteresse de Stralsund, avec la Principauté & l'Isle de Rugen, & la Forteresse de Marstrand, avec quelques autres Isles, qui appartiennent à la Couronne de Suede, & que Sa Majesté le Roi de Suede insiste sur la restitution desdits Duché, Principauté, Villes, Fortereses, Isles, Terres, & Pais incorporés à la Couronne de Suede, Sa Majesté le Roi de Dannemarc, aux instances des deux Puissances Mediatrices, & pour faciliter d'autant plus la Paix si désirée, y a enfin consenti, & en vertu du present Article, Elle restitue pour Elle, & pour ses Heritiers, & Successeurs, à Sa Majesté, & à la Couronne de Suede, ses Heritiers, & Successeurs, la susdite partie de la Pommeranie jusqu'à la Riviere de Pene, comme aussi la Ville & la Forteresse de Stralsund, l'Isle & la Principauté de Rugen, la Ville de Marstrand, & toutes les autres Isles & Appartenances du Royaume de Suede, occupées par le Roi de Dannemarc, sans exception, à sçavoir les Fortereses & les Pais dans l'état où ils étoient pendant l'Armistice, & l'Artillerie & les Magazins en l'état, où ils étoient lors de l'occupation de ces Villes & Fortereses par le Roi de Dannemarc, le tout moyennant l'équivalent qui sera stipulé ci-après.

VIII. A l'égard de la Ville de Wismar, comme elle ne fera plus partie de cet équivalent, Sa Majesté le Roi de Dannemarc cede & renonce en faveur de Sa Majesté & de la Couronne de Suede, à toutes les pretensions qu'elle auroit pu avoir sur cette Ville & son Territoire, & elle promet d'en retirer ses Troupes d'abord après la Ratification du present Traité, laissant au Roi ou à la Couronne de Suede, le Droit incontestable qui appartient à ladite Couronne de Suede, sur ladite Ville de Wismar, son Territoire, & ses Dependances.

IX. En considération de ces Restitutions, Sa Majesté & le Royaume de Suede consent par le present Article, que pour l'avenir il n'y ait aucune distinction des Nations dans le Sund, & dans les deux Belts, & en consequence Sa Majesté & le Royaume de Suede renonce à l'exemption de Franchise de Peage du Sund, & des deux Belts, dont les Suedois ont joui jusqu'à present, en vertu des Traitez de Paix ci-devant conclus, de sorte, que les Sujets du Royaume de Suede, & des Provinces qui en dependent, paieront

à Sa Majesté le Roi de Dannemarc, & à ses Successeurs, dans le Sund & les deux Belts, le Peage pour leurs Vaisseaux, Effets, & Marchandises en tout de la même manière que les Anglois, Hollandois, ou autre Nation, qui est, ou sera désormais traitée par le Roi de Dannemarc le plus favorablement à cet égard, à commencer du jour, que les Ratifications du présent Traité seront échangées, & que tous les Articles avec leurs stipulations touchant la restitution & satisfaction seront exécutés de part & d'autre, sur quoi l'on est expressément convenu, comme il a été dit, que les Vaisseaux & les Effets des Sujets du Royaume de Suède, en passant & repassant les detroits du Sund & des Belts, à l'égard du retardement & empêchement pour leur prompt expédition, ou sous quelque nom que ce puisse être, ne seront point traités autrement, que les Nations Angloise, & Hollandoise, ou autre la plus amie.

X. Sa Majesté Suedoise voulant encore donner une preuve plus convaincante de son desir pour la Paix, promet pour Elle, & la Couronne de Suède, de payer outre la Cession de la Franchise du Sund à Sa Majesté & à la Couronne de Dannemarc, la somme de six cent mille Rixdaldres courant en bonnes & valables pieces de deux tiers sur le pied communément appelé de Leipzig de l'année 1695 à raison de 12 R. par Marc d'argent fin, pour toutes les prétensions du Roi de Dannemarc, & en un seul payement, en bonnes Lettres de change acceptées à Hambourg, lesquelles seront déposées entre les mains des Mediateurs six semaines après la Signature du présent Traité, ou plutôt, si faire se peut, pour l'usage & le compte de Sa Majesté, & de la Couronne de Dannemarc, pour être délivrées par les Mediateurs aux Commissaires nommés par le Roi de Dannemarc, & être exactement & réellement payées aussi-tôt que la Restitution conformément à l'Article suivant sera entièrement faite & achevée, & que les Fortereses, Duches, Principautés, Isles, & autres Lieux appartenants à la Couronne de Suède & énoncés dans les Articles VII. & VIII. seront évacués, par Sa Majesté & la Couronne de Dannemarc & mis en la possession de celle de Suède.

XI C'est pourquoi aussi-tôt que la susdite somme de 600000. Rixdalers aura été déposée de la part du Roi & du Royaume de Suède, entre les mains des Mediateurs pour le Roi, & le Royaume de Dannemarc, ainsi qu'il a été expliqué en l'Article précédent, les Fortereses de Stralsund, & de Marstrand, avec la Principauté, & l'Isle de Rugen, & la Partie du Duché de Poméranie occupée par le Roi de Dannemarc, sans aucune exception de ce qui est stipulé dans les précédents Articles, seront remis le même jour aux Commissaires, & aux Troupes du Roi de Suède, par les Gouverneurs & Officiers du Roi de Dannemarc, à sçavoir les Fortereses & les Ports, & Isles, en l'état qu'ils ont été pendant l'Armistice, & l'Artillerie & les Magazins en celui qu'ils étoient, lorsqu'ils sont tombez entre les mains du Roi de Dannemarc, conformément aux Inventaires qui en seront fournis. L'évacuation étant ainsi faite, les Troupes du Roi de Dannemarc tant celles qui auront été dans les Places que dans le Pais seront transportées en Dannemarc, le plutôt que faire se pourra, par Terre ou par Mer, selon que l'occasion & la

commodité le requerront, & en ce cas on fournira à ces Troupes, aux dépens du Roi de Dannemarck, mais à un prix le plus modique qu'il sera possible, selon les ordres exprès, que Sa Majesté le Roi de Suede en donnera à ses Commissaires, la subsistance dont elles auront besoin ; bien entendu que du jour, que la somme susdite de 600000 R. aura été déposée, entre les mains des Mediateurs en la maniere expliquée, la fourniture de rations de pain & de fourage ne seront plus à la charge du Pais, mais que les Officiers & Soldats auront franc & sans payement les Logemens qui leur seront assignés par les Commissaires Suedois jusqu'au jour de leurs depart, & qui en attendant les Commissaires de part & d'autre cesseront incessamment du jour de la Signature du Traité & avant l'expiration de l'Armistice d'exiger de part ou d'autre les Arretrages, & ce qui pourroit être dû par le Pais de Contributions ou autres Impositions concernant le Public, vû la triste situation & la misere où cette funeste Guerre a réduit les Sujets dudit Pais. On cessera pareillement de couper les Bois, de transporter ceux qui se trouveront abattus, & de deteriorer les Pais, toutes les pretensions du Roi de Dannemarck étant comprises dans la Cession de la Franchise au Sund & dans la somme de 600000 R. ci-dessus stipulée.

A l'égard des Archives de Stralsund, de Gypswalde, & de Wismar avec la Bibliothèque, le Tribunal dudit Wismar & les autres Titres, & Papiers, qui regardent les Pais, & qui se trouvent entre les mains du Roi de Dannemarck, ils seront restitués de bonne foi au Roi & à la Couronne de Suede. Toutes les Sentences prononcées selon les Loix pendant la Regence de Sa Majesté Danoise, dans ledit Duché de Pomeranie, auront leur plein & entier effet, & tous les Sujets des Villes, Isles, & Pais restitués seront dechargés du Serment de fidelité, qu'ils avoient prêté au Roi de Dannemarck, pour être à l'avenir entièrement & uniquement soumis, & attachés au Roi, & Royaume de Suede.

XII Les Sujets de part & d'autre, de quelque condition & qualité qu'ils puissent être, seront restitués immédiatement après la Ratification du présent Traité, dans toutes leurs Terres, & Biens meubles & immeubles, qui ont été occupés & confisqués à l'occasion de cette Guerre sans exception, & sur les preuves en bonne forme, qui en seront données en sorte qu'ils rentreront aussi tôt sans autre forme de proces, & sans aucun remboursement des fruits perçus de part & d'autre, dans la pleine & entiere jouissance, desdits Biens & Terres dont ils étoient en possession avant la Guerre, à condition néanmoins que les dépenses faites par ordre du Public, ou par des personnes privées qui ont possédé ces Biens & Terres, soit pour leur amelioration, reparation, ou pour les tenir en valeur au delà des Revenus, qu'elles ont produit, seront remboursées par les Proprietaires, lors qu'ils rentreront en la possession actuelle de leursdites Terres & Biens, la Saison de l'année ne souffrant aucun delai sur ce sujet. Au surplus, tous les autres Biens de quelque nature qu'ils soient, seront rendus dans le même état, qu'ils sont à présent, & dans un meilleur s'il est possible. Toutes les pretensions, demandes, & Droits qui pendant le cours de cette Guerre, & en vertu des Loix du

cha.

chaque Royaume sont échues aux Sujets de Leurs Majestés par Succession, Procès, ou autre Voye Juridique, que ce puisse être, comme aussi les prétentions & griefs qu'ils pourroient avoir eu avant, & pendant cette Guerre, ou qu'ils ont actuellement tant contre Leurs Majestés, qu'entre Eux en particulier, resteront en leur entier, & ne pourront être affoiblis ni abolis pour raison de ladite Guerre. A cette fin, il sera nommé par chacune des Parties Contractantes trois Commissaires autorisés qui se rendront au lieu dont on conviendra un Mois après la Ratification de ce Traité, où selon les circonstances de chaque cas ils termineront eux-mêmes tous les différens, ou bien ils les renverront aux Tribunaux, qui pour raison de la Jurisdiction locale devroient en prendre connoissance avant le commencement de la Guerre, en sorte néanmoins que tous les différens, & discussions, soient terminés trois Mois après l'Etablissement de cette Commission, & à l'égard de ceux, qui pourroient prouver que leurs Terres & Biens ont été ruinés & détériorés à dessein par ceux des particuliers qui les ont possédés pendant la Guerre, ils s'adresseront aux susdits Commissaires qui leur feront rendre bonne & prompte Justice, & payer les dédommagemens qui leur seront légitimement dûs, tout ce que dessus énoncé au présent Article, devant aussi s'entendre de ceux, qui pendant cette Guerre ont suivi le parti de l'une ou de l'autre des Parties contractantes.

XIII. Les Prisonniers de Guerre de Leurs Majestés, de quelque condition qu'ils soient, seront rendus de part & d'autre sans rançon, & tout ce qui s'est passé à cet égard soit pour raison d'évasion ou de représailles, sera entièrement annullé, & oublié, comme non venu, sans avoir même égard au plus grand nombre de Prisonniers, ni à ceux que l'une des Parties pourroit avoir rendus à l'autre à compte, en vertu du Cartel réglé entre Leurs Majestés. Les Dettes contractées par les Officiers pendant leur detention seront liquidées, par des Commissaires établis à cet effet en deux Mois de tems, & sur les preuves juridiques qui seront fournies de ces Dettes, Leurs Majestés feront retenir pour les payer les gages, & autres effets de ceux qui se trouveront dans leurs Etats, & pour les autres qui seront évadés ou hors de service, Leursdites Majestés feront payer reciproquement les Dettes, qu'ils auront contractées comme dit est pendant le tems de leur Prison, bien entendu néanmoins que la liquidation, & le paiement des Dettes n'apportera aucun retardement, ni empêchement à l'exécution de tous les autres Articles du présent Traité.

XIV. Comme il est survenu quelques différens entre Leurs Majestés au sujet des Limites de Finmarkie ou Laponie Norwegienne pendant, & avant cette Guerre, en sorte que Leursdites Majestés sur le rapport, qui leur en a été fait, prétendent reciproquement, qu'on forme quelque établissement au delà des Frontieres de l'une & l'autre, on est convenu de nommer des Commissaires des deux côtés, qui se transporteront sur les Lieux trois Mois après l'échange des Ratifications, & qui après avoir examiné avec l'attention nécessaire, ce qui concerne cette matiere, regleront au plutôt les

les Limites des deux Finlammes selon les anciens Traités auxquels il n'a été apporté aucun changement, & conformément aux Actes des Limites fondés sur ces Traités.

XV Pour ce qui regarde le cours de la Poste Suedoise établi par les Etats du Roi de Dannemarc, Sa Majesté Danoise auroit demandé, qu'il ne fût plus désormais permis à la Couronne de Suede d'avoir un Commissaire à Helsingneur, & que les Lettres de Suede ne puissent être portées par les Postillons, qu'une fois la semaine, au lieu que jusqu'à présent elles ont passé deux fois Mais, comme il n'est pas moins nécessaire pour le public, & pour le Commerce, que les choses restent sur le même pied, & que le Roi de la Couronne de Suede ne veuille apporter aucun changement aux libres passages des Postes, qui vont de Dannemarc en Norwegue, on est convenu de part & d'autre, & sur les représentations des Puissances Médiatrices, que le Roi de Dannemarc pourra avoir de son côté un Commissaire à Helsingbourg, & faire passer les Lettres une fois la semaine par la Suede, comme la Suede pour l'avenir ne pourra faire passer aussi les Lettres, qu'une fois la semaine, par le Dannemarc Les choses restant d'ailleurs à l'égard des Postes tant de la Suede à Hambourg par les Etats du Roi de Dannemarc, que de Dannemarc en Norwegue par la Suede, entièrement dans le même état & de la manière pratiquée jusqu'à présent, d'autant plus que depuis que la Couronne de Suede a soumis ses Sujets au Peage du Sund, il lui est indispensable d'avoir un Commissaire à Helsingneur pour l'expédition de leurs Vaisseaux à l'exemple des autres Nations, qui naviguent dans la Mer Baltique, & qui ont leurs Commissaires audit Helsingneur, Sa Majesté Suedoise promettant de donner les ordres nécessaires pour que celui qu'elle y tiendra ne cause aucun dommage, dérangement, ni malversation au prejudice des Postes du Roi de Dannemarc, & de faire rendre toute la Justice, qu'on doit attendre de son équité sur les plaintes, qui pourroient être faites au contraire, ce que le Roi de Dannemarc promet aussi de son côté par rapport au Commissaire, qu'il pourra tenir à Helsingbourg.

XVI Les autres Conventions & Traités de Paix ci-devant conclus entre la Suede & le Dannemarc sont en vertu des présentes confirmés & renouvelés dans tous leurs Points, & Articles, comme s'ils étoient inferés mot à mot dans le présent Traité en tout ce qui n'est point contraire à la teneur.

XVII Tous les Points & Articles ci-dessus seront ratifiés de Leurs Majestés, & les Ratifications en bonne forme échangées en quatre semaines à compter du jour de la Signature ou plutôt, si faire se peut. En foi de quoi on a dressé deux Exemplaires uniformes du présent Traité, dont l'un a été signé par les Plénipotentiaires de Sa Majesté le Roi de Suede, & l'autre par le Plénipotentiaire de Sa Majesté le Roi de Dannemarc, & à ceux apposé le Cachet de leurs armes. Fait à Stockholm le troisième Juin 1720.

(L. S.) *Gustave Cronstun.*

(L. S.) *Magnus Julius de la Gardie.*

(L. S.) *André Legendre.*

(L. S.) *Gustave Adam Tord.*

(L. S.) *John Lilienfeldt.*

(L. S.) *Daniel Nicolas von Hapten.*

Alto

Elucidation des Articles precedens du Traité de Paix, entre Sa Majesté de Danne marc & Sa Majesté & la Couronne de Suede.

D'Autant que pour prevenir toute dispute il a été trouvé necessaire de donner quelques Elucidations sur le Traité de Paix entre S. M. le Roi de Danne marc & de Norwege d'une part, & S. M. le Roi & la Couronne de Suede d'autre part, signé à Friedricksburg le 3 Juillet 1720. par le Sr. van Loeuwenochm, Velt-Marechal & Plenipotentiaire de S. M. de Danne marc & de Norwege, & à Stokholm le 3 Juin de la même année par les Conseillers Plenipotentiaires de S. M. & la Couronne de Suede, on est convenu de ce qui suit par la Mediation, & les bons Offices de Mylord Carteret, Ambassadeur de Sa Majesté Britannique, & Mediateur de la Paix entre Leurs Majestez de Danne marc, & de Suede.

Quoique dans les Art. VII & XI. du Traité de Paix on soit convenu que les Terres & Forteresses seroient restituées par le Roi de Danne marc à S. M. & à la Couronne de Suede dans l'état où elles étoient pendant la suspension d'Armes, & l'Artillerie & les Magasins dans l'état où ils étoient au tems de la reddition desdites Places, on est convenu de plus, que pour prevenir toutes disputes, les Forteresses, Pais, Artilleries, & Mag. zins seront rendus dans l'état où ils sont, & après l'évaluation, S. M. de Danne marc pourra, le plutôt possible, retirer, sans aucun empêchement, ses Vaisseaux de Guerre qui se trouveront à Stralsundt en Pomeranie, ou à Marstrand, avec tous leurs Agreils & Equipages.

Quant à la Ville de Wismar, dont il est parlé dans l'Art. VIII. on est convenu par le présent, qu'elle ne sera jamais retablie, & que par raport à ses Fortifications elle restera dans l'état où elle est.

Par raport au Payement de 600 milles Rixdaldres en deux tiers sur le pied de Leipz. de l'an 1690. que S. M. & la Couronne de Suede doivent payer au Danne marc suivant l'Art. X, il est stipulé expressement par la presente, que les Mediateurs delivreront aux Commissaires Danois, aussi-tôt que les Troupes Danoises seront sorties des Places, de bonnes Lettres de change, sur de bons & suffisans Negocians à Hambourg, pour le payement de ladite somme de 600 mille Rixdaldres.

Quant au Bois adjudgé en Pomeranie, dont il est parlé Art. XI S. M. de Danne marc & de Norwege se reserve le Droit de transporter franc de tout Droit le Bois déjà coupe & porte au lieu de l'embarquement du reste, on ne causera aucun autre dommage au Pais, & l'on n'abatra plus aucun arbre.

Outre ceci, il a été stipulé que toutes les personnes installées par S. M. Dan. dans quelque emploi civil dans la Pomeranie, & dans l'Isle de Rugen, à la place de ceux qui sont morts, pendant l'administration des Danois,

ainsi que les Ecclesiastiques dans la Pomeranie & l'Isle Rugen, y seront confirmés dans leursdits Emplois.

D'autant qu'il est parlé dans l'Art. XIII. des Commissaires qui doivent être nommez pour regler de part & d'autre les Pretensions que les Sujets respectifs pourroient former, il est resolu que les susdits Commissaires s'assembleront à Elsenour ou à Helsingbourg.

Quant aux Postes dont il est parlé Art. XV. outre ce qui y est déjà stipulé, on est encore convenu que l'on cachettera toujours la Vahse de la Poste à Helsingör, & celle de Dannemarc pour la Norwege à Helsingburg: il est expressement defendu aux Postillons de part & d'autre, d'avoir une seconde Vahse, de prendre des Lettres particulieres de qui que ce soit, & de souffler le cornet, ni de part, ni d'autre.

Tout ce qui est stipulé ci-dessus sera de la même force que le Traité de Paix conclu entre Leurs Majestez de Dannemarc & de Suede, & comme s'il étoit inferé dans ledit Traité de mot à mot.

Cette Elucidation du Traité de Paix sera aussi ratifiée par leurs susdites Majestez, & les Ratifications en seront échangées le même jour & en même tems que celles du Traité de Paix. Fait à Friedrichsburch le 3. Janvier 1720.

Signé,

V. A. V. HOLSTEYN.

D. WIEB,

C. SEESTEDT.

J. G. V. HOLSTEN.

Acte de Garantie du Roi de France en faveur de Roi de Dannemarc pour le Duché de Schleswick; conformément à l'Article VI. du Traité de Paix entre les Couronnes de Suede & de Dannemarc.

LOUIS, par la grace de Dieu, Roi de France, & de Navarre: A tous ceux qui cette présente Lettre verront, Salut. Comme notre cher & bien-aimé le Sr. de Campredon, notre Resident & notre Plenipotentiaire auprès du Roi de Suede, auroit, en vertu du Pleinpouvoir que Nous lui en avons donné, signé à Stockholm de 3. Juin dernier l'Acte de Garantie du Duché de Schleswick, dont la teneur s'ensuit.

La tranquillité ayant été heureusement rétablie dans la basse Allemagne par les bons Offices & par la Mediation de Sa Majesté Très-Chrétienne, Elle les a continué de concert avec Sa Majesté de la Grande-Bretagne, dans le desir sincere de contribuer à rendre la Paix generale dans le Nord, & spécialement entre les Couronnes de Dannemark, & de Suede; Elle a vû avec un extrême plaisir les bonnes dispositions, où ces deux Puissances se sont trouvées pour l'accomplissement d'un ouvrage si salutaire; mais ayant été informée en même tems des difficultez insurmontables qui se rencontroient

pour

pour la restitution à la Couronne de Suede, de l'Isle & Principauté de Rugen, & la Forteresse de Stralsund, & de la Poméranie jusques à la Riviere de Pehne occupées par la Couronne de Dannemarc, si elle n'étoit assurée de la possession de Schleswik, laquelle S. M. Britannique lui a déjà garantie, le Roi Très-Chrétien a bien voulu pour toutes ces considérations, & sur les instances des Rois de la Grande-Bretagne & Dannemarc, accorder à cette dernière Couronne, comme il lui donne par ces Presentes, la Garantie du Duché de Schleswik, promettant, en considération des susdites restitutions stipulées dans le Traité signé ce jourd'hui à Stockholm par Mrs. les Plenipotentiaires de Suede, de maintenir le Roi de Dannemarc dans la possession paisible de la partie Ducale dudit Duché ; bien entendu, que cette Garantie ne pourra avoir aucun lieu ni effet, qu'après que le susdit Traité de Stockholm aura été approuvé & signé de la part du Roi de Dannemarc. A ces Causes, je soussigné Resident de Sa Majesté Très-Chrétienne, & son Plenipotentiaire à la Cour de Suede, muni de son Plein-pouvoir & de ses Ordres exprès à cet effet, ai remis le present Acte de Garantie entre les mains de Milord Carteret, Ambassadeur Extraordinaire de Sa Majesté le Roi de la Grande-Bretagne, & son Plenipotentiaire en la même Cour de Suede, pour en faire l'usage ci-dessus expliqué. En foi de quoi j'ai signé ces présentes, & à icelles apposé le Cachet de mes Armes, promettant d'en fournir la Ratification six semaines après la signature par le Roi de Dannemark dudit Traité de Stockholm de ce jour (3) 14. Juin de l'année 1720. Fait à Stockholm les susdits jour & an.

Signé,

(L. S) DE CAMPREDON.

Nous, ayant agréable le susdit Acte de Garantie en tout ce qui y est contenu, avons, de l'avis de notre très-cher & très-aimé Oncle le Duc d'Orleans Regent, icelui, tant pour nous que pour nos Heritiers & Successeurs, Royaumes, Pays, Terres, Seigneuries, & Sujets, approuvé, ratifié, & confirmé, & par ces présentes signées de notre main, acceptons, approuvons, ratifions, & confirmons, & le tout promettons en foi & parole de Roi de garder & observer inviolablement, sans jamais aller ni venir au contraire, directement ou indirectement, en quelque sorte & maniere que ce soit. En temoin de quoi nous avons fait mettre notre Scel à ces présentes. Donné à Paris le 18. Août 1720. & de notre Regne le 5.

Signé,

Par le Roi,

LOUIS.

Le Duc d'Orleans Regent present,
DU BOIS.

G g g 2.

488

Acte de Garantie à l'égard du Duché de Sleswick, donné par le Roi de la Grande-Bretagne au Roi de Dannemarc le 26. Juillet 1720.

Nous George, par la grace de Dieu, Roi de la Grande-Bretagne, & d'Irlande, Detenteur de la Foi, Duc de Brunswick & Lunebourg, Archevêque & Electeur du St. Empire Romain, &c. à tous & chacun qui ces presentes verront Salut D'autant qu'entre Nous & Notre cher Frere le Roi de Dannemarc par une Convention faite le 30. Octobre de l'année passée, il a été stipulé, qu'après l'Armistice & la Paix faite entre Sa dite Majesté & le Roi & la Couronne de Suede, la Promesse & la Garantie, que Nous avons faite à l'égard de la possession de jouissance paisible du Duché de Sleswick au Roi de Dannemarc, sera continuée, & comme par l'aide de Dieu la Paix effectivement s'en est suivie, Notre Ministre auprès dudit Roi a signé un Acte ou Instrument de ladite Promesse de Garantie, de la maniere qu'il suit ci après de mot à mot

Après que Sa Majesté le Roi de la Grande-Bretagne eut conclu une Convention avec le Roi de Dannemarc signée le 30. Octobre de l'année passée, dans la vue de rétablir le repos dans le Nord, dans laquelle elle avoit promis la Garantie du Duché de Sleswick, tant que la suspension d'armes entre les deux Couronnes de Dannemarc & de Suede dureroit, avec la condition expresse, qu'en cas que sous la benediction Divine la Paix entre les dites Couronnes, encore avant l'expiration de l'Armistice, pût être conclue, la Garantie demurerait ferme pour toujours. Mais à présent que cette Negociation importante, à l'égard des grandes difficultez, qui s'y étoient trouvées, même celle du terme stipulé pour la suspension d'armes, laquelle finissant le 28. Avril de l'année présente, a été prorogée; sur cela donc les deux Majestés de Dannemarc, & de Suede, sont intervenues d'un Armistice aux mêmes conditions que le premier. Et qu'avant l'expiration de cette suspension d'armes, la Paix si nécessaire pour le repos de l'Europe, aussi bien pour la sûreté de la Religion Protestante, sous la Mediation de Leurs Majestés de la Grande-Bretagne, & Très-Christienne, aiant été portée à une fin heureuse (en vertu de cette Paix la Garantie du Duché de Sleswick, selon le contenu de la Convention & la Promesse faite par Sa Majesté Britannique du 30. Octobre de l'année passée sera & restera continuée) & Sa Majesté de Dannemarc, pour rendre cette Convention plus parfaite, demande encore une plus ample caution. Ainsi Sa Majesté Britannique promet & s'oblige, pour soi, les Heritiers & Successeurs, de lui garantir & conserver dans une possession continue & paisible la partie du Duché de Sleswick, laquelle Sa Majesté Danono a entre les mains, & de la défendre le mieux possible contre tous & chacun qui tacheroit de la troubler, soit directement ou indirectement, le tout en vertu du Traité conclu en 1713. avec Sa Majesté Britannique, comme Electeur de Brunswick & Lunebourg,

aussi-bien que la dite Convention faite le 30. Octobre de l'année passée, dans un Acte séparé pour la continuation. En foi de quoi je soussigné Ministre Plenipotentiaire ai signé ce présent Acte & apposé mon Cachet, & promis de procurer la Ratification de tout ceci dans le tems de quatre semaines, ou plutôt, s'il est possible. Fait à Friderichsbourg le 23 Juillet 1720.

Signé,

(L. S.) POLWARTH.

NOUS, ayant vu & mûrement pesé le susdit Acte de Garantie, l'avons approuvé & agréé en tous les Points, l'approuvons, agreons, & confirmons par les presentes pour Nous, nos Heritiers, & Successeurs, promettant en parole de Roi d'accomplir & d'observer inviolablement tout ce qui y est contenu. En temoin de quoi nous avons signé les presentes de nôtre main, & y fait apposer nôtre grand Sceau du Royaume de la Grande-Bretagne. Donné à nôtre Château de Hernhausen le 26. Juillet 1720. de notre Regne l'année sixieme.

GEORGIUS REX

[GGG.]

1721. *TRAITÉ de Paix. entre la Russie & la Suede, conclu à Neustadt en 1721 tiré du Mercure Historique.*

SOIT notoire par les Presentes, que comme il s'est élevé il y a plusieurs années une Guerre sanglante, longue, & oncreuse, entre Sa Majesté le feu Roi Charles XII. de glorieuse memoire, Roi de Suede, des Gots, & des Vandales, &c. ses Successeurs au Trône de Suede, Madame Ulrique, Reine des Gots & des Vandales, &c. & le Royaume de Suede, d'une part; & entre Sa Majesté Czarienne Pierre Premier, Empereur de toute la Russie, &c. & l'Empire de Russie, de l'autre part: les deux Parties ont trouvé à propos de travailler aux moyens de mettre fin à ces Troubles, & par consequent à l'effusion de tant de sang innocent; & il a plu à la Providence Divine de disposer les Esprits des deux Parties à faire assembler leurs Ministres-Plenipotentiaires, pour traiter & conclure une Paix ferme, sincere, & stable, & une Amitié éternelle entre les deux Etats, Provinces, Pais, Vasseaux, Sujets, & Habitans; savoir, Mr. Jean Lilienstedt, Conseiller de Sa Majesté le Roi de Suede, de son Royaume & de sa Chancellerie, & M. le Baron Otto Reinhold Stroemfeld, Intendant des Mines du Cuivre & des Fiefs des Daldres, de la part de Sa dite Majesté, & de la part de Sa Majesté Czarienne, Mr. le

Ggg. 3

Com.

Comte Jacob Daniel Bruce, son Aide-de-Camp Général, Président des Colleges des Mineraux, & des Manufactures, & Chevalier des Ordres de St. André & de l'Aigle Blanc; & Mr Henri-Jean-Frederic Osterman, Conseiller Privé de la Chancellerie de Sa Majesté Czarienne: Lesquels Ministres Plenipotentiaires, s'étant assemblez à Neustad, ont fait l'échange de leurs Pouvoirs; & , après avoir imploré l'assistance Divine, ils ont mis la main à cet important & tres-salutaire Ouvrage, & ont conclu, par la grace & la benediction de Dieu, la Paix suivante, entre la Couronne de Suede & Sa Majesté Czarienne.

I. Il y aura dès à present, & jusqu'à perpetuité, une Paix inviolable par Terre & par Mer, de même qu'une sincere Union & une Amitié indissoluble, entre Sa Majesté le Roi Frederic Premier, Roi de Suede, des Gots, & des Vandales, ses Successeurs à la Couronne & au Royaume de Suede, ses Domaines, Provinces, Pais, Villes, Vaisseaux, Sujets, & Habitans, tant dans l'Empire Romain, que hors dudit Empire, d'une part; & Sa Majesté Czarienne Pierre Premier, Empereur de toute la Russie, &c ses Successeurs au Trône de Russie, & tous les Pais, Villes, Vaisseaux, Sujets, & Habitans, d'autre part: De sorte qu'à l'avenir, les deux Parties pacifiantes ne commettront, ni ne permettront qu'il se commette, aucune hostilité, secretement ou publiquement, directement ou indirectement, soit par les leurs ou par les autres. elles ne donneront non plus aucun Secours aux Ennemis d'une des deux Parties pacifiantes, sous quelque pretexte que ce soit, & ne feront avec eux aucune Alliance qui soit contraire à cette Paix: mais elles entretiendront toujours entre elles une Amitié sincere, & tâcheront de maintenir l'honneur, l'avantage, & la sûreté mutuelle, comme aussi de détourner, autant qu'il leur sera possible, les dommages & les troubles, dont l'une des deux Parties pourroit être menacée par quelque autre Puissance.

II. Il y aura de plus, de part & d'autre Amnistie, generale des hostilités commises pendant la Guerre, soit par les armes ou par d'autres voyes, de sorte qu'on ne s'en ressouvendra ni ne s'en vengera jamais, particulièrement à l'égard de toutes les Personnes d'Etat & des Sujets, de quelque Nation que ce soit, qui sont entrez au service de l'une des deux Parties pendant la Guerre, & qui par cette demarche se sont rendus Ennemis de l'autre Partie; excepté les Cosaques Russiens, qui ont passé au service du Roi de Suede, Sa Majesté Czarienne n'a pas voulu accorder qu'ils fussent compris dans cette Amnistie generale, nonobstant toutes les instances qui ont été faites de la part du Roi de Suede en leur faveur.

III. Toutes les hostilités, tant par Mer que par Terre, cesseront ici & dans le grand Duché de Finlande, dans 15. jours, ou plutôt, s'il est possible, après la Signature de cette Paix; mais, dans les autres endroits, dans trois semaines, ou plutôt, s'il est possible, après qu'on aura fait l'échange de part & d'autre: Pour cet effet, on publiera d'abord la conclusion de la Paix. Et au cas qu'après l'expiration de ce terme, on vint à commettre quel-

que

que hostilité par Mer ou par Terre, de l'un ou de l'autre côté, de quelque nom que ce soit, par ignorance de la Paix conclue, cela ne portera aucun préjudice à la conclusion de cette Paix, mais on sera obligé de restituer & les Hommes & les Effets, pris, & enlevés après ce tems-là.

IV. Sa Majesté le Roi de Suede cède par les Presentes, tant pour soi-même que pour ses Successeurs au Trône & au Royaume de Suede, à Sa Majesté Czarienne, & à ses Successeurs à l'Empire de Russie, en pleine irrevocable & éternelle possession, les Provinces qui ont été conquises & prises par les armes de Sa Majesté Czarienne dans cette Guerre, sur la Couronne de Suede, savoir, la Livonie, l'Estonie, l'Ingermanie, & une partie de la Carelie; de même que le District du Fief de Wibourg, spécifié ci-dessous dans l'Article du Règlement des Limites; les Villes & Forteresses de Riga, Dunamonde, Pernau, Revel, Dorpt, Nerva, Wibourg, Kexholm, & les autres Villes, Forteresses, Ports, Places, Districts, Rivages, & Côtes appartenans auxdites Provinces; comme aussi les Isles depuis la Frontière de Courlande, sur les Côtes de Livonie, Estonie, & Ingermanie, & du côté Oriental de Revel, sur la Mer qui va à Wibourg, vers le Midi & l'Orient, avec tous les Habitans qui se trouvent dans ces Isles, & dans les susdites Provinces, Villes, & Places, & généralement toutes leurs Appartenances, Depenlances, Prerogatives, Droits, & Emolumens, sans aucune exception, ainsi que la Couronne de Suede les a possédés.

Pour cet effet, Sa Majesté le Roi de Suede renonce à jamais de la manière la plus solennelle, tant pour soi, que pour ses Successeurs & pour tout le Royaume de Suede, à toutes les prétentions qu'ils ont eues jusqu'ici, ou peuvent avoir, sur lesdites Provinces, Isles, Pais, & Places, dont tous les Habitans seront, en vertu des Presentes, déchargés du Serment qu'ils ont prêté à la Couronne de Suede, de sorte que Sa Majesté & le Royaume de Suede ne pourront plus se les attribuer des à présent, ni les redemander à jamais, sous quelque prétexte que ce soit, mais ils seront & resteront incorporés à perpétuité à l'Empire de Russie; & Sa Majesté & le Royaume de Suede s'engagent par les Presentes, de laisser & maintenir toujours Sa Majesté Czarienne & ses Successeurs à l'Empire de Russie dans la paisible possession desdites Provinces, Isles, Pais, & Places; & l'on cherchera & remettra à ceux qui seront autorisés de S. M. Cz., toutes les Archives & Papiers qui concernent principalement ces Pais, lesquels ont été enlevés & portés en Suede pendant cette Guerre.

V. Sa Maj. Czarienne s'engage en échange, & promet de restituer & d'évacuer à Sa Majesté & la Couronne de Suede, dans le terme de quatre semaines, après l'échange de la Ratification de ce Traité de Paix, ou plutôt, s'il est possible, le Grand Duché de Finlande, excepté la partie qui en est réservée ci-dessous dans le Règlement des Limites, laquelle appartiendra à Sa Majesté Czarienne, de sorte que Sa Majesté Czarienne, & ses Successeurs, n'aient ni ne feront jamais aucune prétention sur ledit Duché, sous quelque prétexte que ce soit. Outre cela, Sa Majesté Czarienne s'engage
&c

& promet de faire paier promptement, infailliblement, & sans rabais, la somme de deux millions d'Écus, aux Autoritez du Roi de Suede, pourvu qu'ils produisent & donnent les Quittances valables, dans les termes fixez, & en telles sortes de Monnoye, dont on est convenu par un Article separé, lequel est de la même force, comme s'il étoit inséré ici de mot à mot.

VI Sa Majesté le Roi de Suede s'est aussi réservée, à l'égard du Commerce, la permission pour toujours, de faire acheter annuellement des Grains à Riga, Revel, & Arensburg, pour cinquante mille Roubles: lesquels Grains sortiront desdites Places, sans qu'on en paye aucun Droit ou autres Impôts, pour être transportez en Suede, moyennant une attestation, par laquelle il paroisse, qu'ils ont été achetez pour le compte de Sa Majesté Suedoise, ou par des Sujets qui sont chargez de cet achat de la part de Sa Majesté le Roi de Suede: ce qui ne se doit pas entendre des années, dans lesquelles Sa Majesté Czarienne se trouveroit obligée, par manque de Recolte, ou par d'autres raisons importantes, de défendre la sortie des Grains généralement à toutes les Nations.

VII Sa Majesté Czarienne promet aussi de la maniere la plus solennelle, qu'Elle ne se mêlera point des affaires Domestiques du Royaume de Suede, ni de la forme de Regence qui a été réglée & établie sous Serment, & unanimement par les Etats dudit Royaume. Qu'elle n'assistera personne, en aucune maniere, qui que ce puisse être, ni directement, ni indirectement, mais qu'Elle tâchera d'empêcher & de prevenir tout ce qui y est contraire, pourvu que cela vienne à la connoissance de Sa Majesté Czarienne, afin de donner par-là des marques evidentes d'une Amitié sincere & d'un véritable Voisin.

VIII. Et comme on a, de part & d'autre, l'intention de faire une Paix ferme, sincere, & durable, & qu'ainsi il est très-necessaire de regler tellement les Limites, qu'aucune des deux Parties ne se puisse donner aucun ombrage, mais que chacune possède paisiblement ce qui lui a été cédé par ce Traité de Paix, elles ont bien voulu déclarer, que les deux Empires auront des à présent & à jamais les Limites suivantes, qui commencent sur la Côte Septentrionale de Sinus Finicus près de Wickolax, d'où elles s'étendent à une demie lieue du rivage de la Mer dans le Pais, & à la distance d'une demie lieue de la Mer jusques vis-à-vis de Willayoki, & de-là plus avant dans le Pais, en sorte que du côté de la Mer & vis à vis de Rohel, il y aura une distance de trois quarts de lieue dans une Ligne diametrale jusqu'au chemin qui va de Wibourg à Lapstrand, à la distance de trois lieues de Wibourg, & qui va dans la même distance de trois lieues vers le Nord par Wibourg dans une Ligne diametrale jusqu'aux anciennes Limites qui ont été ci-devant entre la Russie & la Suede, & même avant la reduction du Fief de Kexholm sous la Domination du Roi de Suede. Ces anciennes Limites s'étendent du côté du Nord à huit lieues, de là elles vont dans une Ligne diametrale au travers du Fief de Kexholm jusqu'à l'endroit où la Mer de Prorogoroi, qui commence près du Village de Kudumagube, touche

che les anciennes Limites qui ont été entre la Russie, & la Suede, tellement que Sa Majesté le Roi & le Royaume de Suede posséderont toujours tout ce qui est située vers l'Ouest & le Nord au de-là des Limites spécifiées, & Sa Majesté Czarienne & l'Empire de Russie posséderont à jamais ce qui est situé en deçà, du côté d'Orient & du Sud. Et comme Sa Majesté Czarienne cede ainsi à perpétuité à Sa Majesté le Roi & au Royaume de Suede une Partie du Fief de Kexholm, qui appartenait ci-devant à l'Empire de Russie, Elle promet de la manière la plus solennelle, pour soi & ses Successeurs au Trône de Russie, qu'Elle ne redemandera jamais cette Partie du Fief de Kexholm, sous quelque prétexte que ce soit, mais ladite Partie sera & restera toujours incorporée au Royaume de Suede. A l'égard des Limites dans les Pais des Lapmarques, ils resteront sur le même pied qu'ils étoient avant le commencement de cette Guerre entre les deux Empires. On est convenu de plus, de nommer des Commissaires de part & d'autre, immédiatement après la Ratification du Traité principal, pour régler les Limites de la manière susdite.

IX. S. M. Cz. promet, en outre, de maintenir tous les Habitans des Provinces de Livonie, d'Estonie, & d'Oesel, Nobles & Roturiers, les Villes, Magistrats, & les Corps des Metiers, dans l'entière jouissance des Privilèges, Coutumes, & Prerogatives, dont ils ont joui sous la Domination du Roi de Suede.

X. On n'introduira pas non plus la contrainte des Consciences, dans les Pais qui ont été cédés, mais on y laissera & maintiendra la Religion Evangelique, de même que les Eglises, les Ecoles, & ce qui en dépend, sur le même pied, qu'elles étoient du tems de la dernière Regence du Roi de Suede, à condition que l'on y puisse aussi exercer librement la Religion Grecque.

XI. Quant à la réduction & liquidation qui se firent du tems de la Regence precedente du Roi de Suede en Livonie, Estonie, & Oesel, au grand prejudice des Sujets & Habitans de ces Pais-là, (ce qui a porté, de même que l'équité de l'affaire même, le feu Roi de Suede de glorieuse Memoire, à donner l'assurance par une Patente qui fut publiée le 13 Avril 1700., *que si quelques-uns de ses Sujets pouvoient prouver loyalement, que les biens, qui ont été confisquez, étoient les leurs, on leur rendroit Justice à cet égard*, & alors plusieurs Sujets dedits Pais furent repris dans la possession de leurs Biens confisquez,) S. M. Cz. s'engage & promet de faire rendre Justice à un chacun, soit qu'il demeure dans le Terroir ou hors du Terroir, qui a une juste prétention sur des Terres en Livonie, Estonie, ou dans la Province d'Oesel, & la peut verifier dûement, de sorte qu'ils rentreront alors dans la possession de leurs Biens ou Terres.

XII. On restituera aussi incessamment, en conformité de l'Amnistie qui a été accordée & réglée ci-dessus dans l'Article second, à ceux de Livonie, d'Estonie, & de l'Isle d'Oesel, qui ont tenu pendant cette Guerre le parti du Roi de Suede, les Biens, Terres, & Maisons qui ont été confisquez & donnez à d'autres, tant dans les Villes de ces Provinces, que dans celles

de Nerva & Wibourg, soit qu'ils leur ayent appartenu avant la Guerre, ou qu'ils leur soient devenus pendant la Guerre par Héritage ou par d'autres voies, sans aucune exception & restriction, soit que les Propriétaires se trouvent à présent en Suède, ou en Pologne, ou quelque autre part, après que chacun se sera auparavant légitimé auprès du Gouverneur Général, en produisant les Documents, touchant son Droit, mais ces Propriétaires ne pourront rien prétendre des Revenus qui ont été levez par d'autres pendant cette Guerre & après la confiscation, ni aucun dédommagement de ce qu'ils ont souffert par la Guerre ou autrement. Ceux, qui recroient de cette manière dans la possession de leurs Biens ou Terres, seront obligez de rendre Hommage à Sa Maj. Cz., leur Souverain d'à présent, & de le comporter au reste comme de fidèles Vassaux & Sujets. Après qu'ils auront prêté le Serment accoutumé, il leur sera permis de sortir du Pais, d'aller demeurer ailleurs dans le Pais de ceux qui sont Alliez & Amis de l'Empire de Russie, & de s'engager au service des Puissances neutres, ou d'y continuer, s'ils y sont déjà engagez, suivant qu'ils le jugeront à propos. Mais à l'égard de ceux, qui ne veulent pas rendre Hommage à S. M. Cz., on fixe & on leur accorde le terme de trois ans après la publication de la Pux, pour vendre dans ce tems-là leurs Biens, Terres, & ce qui leur appartient, le mieux qu'ils pourront, sans en payer davantage que ce que chacun doit payer en conformité des Ordonnances & Statuts du Pais. En cas qu'il arrivât à l'avenir, qu'un Héritage fût devolu suivant les Droits du Pais à quelqu'un, & que celui-ci n'eût pas prêté le Serment de fidélité à S. M. Cz. il sera obligé de le faire à l'entrée de son Héritage, ou de vendre ces Biens dans l'espace d'une année.

. De la même manière, ceux qui ont avancé de l'Argent sur des Biens situés en Livonie, Estonie, & dans l'île d'Oesel, & qui en ont reçu des Contrats légitimes, pourront paisiblement de leurs Hypothèques, jusqu'à ce qu'on leur en paye & le Capital & l'Interêt, mais ces Hypothéquaires ne pourront rien prétendre des Interêts qui sont échus pendant la Guerre, & qui ne sont pas peut-être levez, mais, ceux qui dans l'un ou l'autre cas ont l'administration des Biens ladsis, seront obligez de rendre Hommage à S. M. Cz. Tout ceci s'entend aussi de ceux qui résident sous la Domination de S. M. Cz. lesquels auront la même liberté de disposer des Biens qu'ils ont en Suède, & dans les Pais qui ont été cédés à la Couronne de Suède par cette Pux. D'ailleurs, on maintiendra aussi réciproquement les Sujets des Parties pacifiantes qui ont de justes prétentions dans les Pais des deux Puissances, soit au Public, ou à des Personnes particulières, & on leur rendra une prompte Justice, afin qu'un chacun soit ainsi mis & remis dans la possession de ce qui lui appartient de Droit.

XIII. Toutes les Contributions en Argent cesseront dans le Grand Duché de Finlande, que S. M. Cz. restitue suivant l'Article V. à S. M. le Roi & au Royaume de Suède, à compter depuis la date de la Signature de ce Traité, mais on y fournira pourtant gratis les Vivres & les Fourrages nécessaires aux Troupes de S. M. Cz., jusqu'à ce que ledit Duché soit entièrement évacué.

DES PUISSANCES DE L'EUROPE.

147

Sur le même pied que cela s'est pratiqué jusqu'ici, & l'on défendra de l'insulter, sous des peines très-rigoureuses, d'insulter à tous délogemens aucun Ministre ou Princes de la Nation Suédoise, ou l'un d'eux, ni de leur faire aucun tort. Outre cela, on laissera toutes les Fortereses & Châteaux de l'Empire dans le même état où ils sont à présent; mais il sera permis à Sa Maj. Ca. de faire emporter, en évacuant lesdits Pais & Places, tout le gros & petit Canon, leurs Attraits, Magazins, & autres Munitions de Guerre que S. M. Ca. y a fait transporter, de quelque nom que ce soit. Pour cette fin, & pour le transport du Bagage de l'Armée, les Habitans fourniront gratis les Chevaux & les Chariots nécessaires jusqu'aux Frontieres. Même, si l'on ne pouvoit pas exécuter tout cela dans le terme stipulé, & qu'on fut obligé d'en laisser une partie en arriere, elle sera bien gardée, & remise ensuite à ceux qui sont autorisés de S. M. Ca. dans quelque tems qu'elle le souhaitera, & on fera aussi transporter ladite partie jusqu'aux Frontieres. En cas que les Troupes de S. M. Ca. aient trouvé & enlevé hors du Pais quelques Archives & Papiers, touchant le Grand Duché de Finlande, Elle en fera faire une exacte recherche, & fera rendre de bonne foi ce qui s'en trouvera, à ceux qui sont autorisés de S. M. le Roi de Suède.

XIV. Tous les Prisonniers de part & d'autre, de quelque Nation, Condition, & Sexe qu'ils soient, seront élargis immédiatement après la Ratification de ce Traité de Paix, sans payer aucune rançon; mais il faut qu'on chacun ait auparavant acquité les Dettes qu'il a contractées, ou qu'il donne caution suffisante pour le paiement d'icelles. On leur fournira gratis, de part & d'autre, les Chevaux & les Chariots nécessaires dans le tems fixé pour leur départ, à proportion de la distance des Places où ils se trouvent actuellement, jusqu'aux Frontieres. Touchant les Prisonniers qui ont embrassé le Parti de l'un ou de l'autre, ou qui ont dessein de rester dans les Etats de l'une ou de l'autre Partie, ils auront indifféremment cette permission-là. Ceci s'entend aussi de tous ceux qui ont été enlevés de part & d'autre pendant cette Guerre, lesquels pourront aussi, ou rester où ils sont, ou retourner chez eux, excepté ceux qui ont de leur propre mouvement embrassé la Religion Grecque, S. M. Ca. le voulant ainsi, pour laquelle fin les deux Parties pacifiantes feront publier & afficher des Edits dans leurs Etats.

XV. Sa Majesté le Roi & la République de Pologne, comme Allies de S. M. Ca., sont compris expressément dans cette Paix, & on leur réserve l'acces, tout de même comme si le Traité de Paix a renouveler entre Elle & la Couronne de Suède eût été interposé de mot à mot. Pour cette fin, cesseront toutes les hostilités de quelque nom qu'elles soient, par-tout & dans tous les Royaumes, Pais, & Domaines qui appartiennent aux deux Parties pacifiantes, & qui sont situés tant dans l'Empire Romain que hors de l'Empire Romain, & il y aura une Paix stable & durable entre les susdites deux Couronnes. Et comme aucun Minstre Plenipotentiaire de la part de S. M. & la République de Pologne n'a assisté au Congrès de Paix qui s'est tenu à Noustad, & qu'ainsi on n'a pu renouveler à la fois la Paix entre Sa Majesté le Roi de Pologne, & la Couronne

Hhh 2

de

de Suede par un Traité solennel, Sa Majesté le Roi de Suede s'engage & promet, d'envoyer au Congrès de Paux les Plénipotentiaires, pour entretenir les Conférences, dès qu'on aura concerté le lieu du Congrès, afin de conclure sous la Médiation de S. M. Cz. une Paux durable entre ces deux Rois, à condition que rien n'y soit contenu qui puisse porter du prejudice à ce Traité de Paux perpetuelle fait avec Sa Majesté Czarienne.

XVI. On reglera & on confirmera la liberté du Commerce qu'il y aura par Mer & par Terre, entre les deux Puissances, leurs Etats, Sujets, & Habitans, dès qu'il sera possible, par le moyen d'un Traité à part sur ce sujet, à l'avantage des Etats de part & d'autre. Mais, en attendant, il sera permis aux Sujets Russiens & Suedois de trafiquer librement dans l'Empire de Russie, & dans le Royaume de Suede, dès qu'on aura ratifié ce Traité de Paux, en payant les Droits ordinaires de toutes sortes de Marchandises, de sorte que les Sujets de Russie, & de Suede, jouiront reciproquement des mêmes Privileges & Prerogatives qu'on accorde aux plus grands Amis des susdits Etats.

XVII. La Paux étant conclue, on restituera de part & d'autre aux Sujets de Russie & de Suede, non seulement les Magazins qu'ils avoient avant la naissance de la Guerre dans certaines Villes Marchandes de ces deux Puissances, mais on leur permettra aussi d'établir des Magazins dans les Villes, Ports, & autres Places qui sont sous la domination de S. M. Cz. & du Roi de Suede.

XVIII. En cas que des Vaisseaux de Guerre ou Marchands Suedois viennent à échouer ou perir par tempête ou par d'autres accidens sur les Côtes & Rivages de Russie, les Sujets de S. M. Cz. seront obligez de leur donner toute sorte de secours & d'assistance, de sauver l'Equipage & les Effets, autant qu'il leur sera possible, & de rendre fidèlement ce qui a été poussé à Terre, s'ils le reclament, moyennant une recompense convenable. Les Sujets de Sa Majesté le Roi de Suede en feront autant à l'égard des Vaisseaux & des Effets Russiens qui ont le malheur d'échouer ou de perir sur les Côtes de Suede. Pour quelle fin, & pour prevenir toute insolence, vol, & pillage, qui se commettent ordinairement à l'occasion de ces fâcheux accidens, Sa Majesté Czarienne & le Roi de Suede feront émaner une tres-rigoureuse inhibition à cet égard, & feront punir arbitrairement les Infrauteurs.

XIX. Et pour prevenir aussi par Mer toute occasion qui pourroit faire naître quelque mesintelligence entre les deux Parties pacifiantes, autant qu'il est possible, on a conclu & resolu, que si les Vaisseaux de Guerre Suedois, un ou plusieurs, soit qu'ils soient petits ou grands, passent dorénavant une des Fortereses de S. M. Cz., ils feront la salve de leur Canon, & ils feront d'abord relaluez de celui de la Forteresse Rusienne; & *vice versa*, si les Vaisseaux de Guerre Russiens, un ou plusieurs, soit qu'ils soient petits ou grands, passent dorénavant une des Fortereses de Sa Majesté le Roi de Suede, ils feront la salve de leur Canon, & il seront d'abord relaluez de ce-
lui

lui de la Forteresse Suedoise. En cas que les Vaisseaux Suedois & Russiens se rencontrent en Mer, ou en quelque Port ou autre endroit, ils se salueront les uns les autres de la salve ordinaire, de la même manière que cela se pratique en pareil cas entre la Suede & le Danemarck.

XX. On est convenu, de part & d'autre, de ne plus defraier les Ministres des deux Puissances comme auparavant; leurs Ministres, Plenipotentiaires, & Envoyez, sans ou avec Caractere, devant s'entretenir à l'avenir eux-mêmes & toute leur Suite, tant en Voiage qu'à la Cour, & dans la Place où ils ont ordre d'aller résider; mais si l'une ou l'autre des deux Parties reçoit à tems la nouvelle de la venue d'un Envoyé, Elles ordonneront à leurs Sujets de lui donner toute l'assistance dont il aura besoin, afin qu'il puisse continuer sûrement sa route.

XXI. De la part de Sa Majesté le Roi de Suede, on comprend aussi dans ce Traité de Paix Sa Majesté le Roi de la Grande-Bretagne, à la réserve des Grievs qu'il y a entre Sa Majesté Czarienne & ledit Roi, dont on traitera directement, & l'on tâchera de les terminer amiablement. Il sera permis aussi à d'autres Puissances, qui seront nommées par les deux Parties pacifiantes dans l'espace de trois Mois, d'accéder à ce Traité de Paix.

XXII. En cas qu'il survienne à l'avenir quelque différend entre les Etats & les Sujets de Suede & de Russie, cela ne derogera pas à ce Traité de Paix éternelle; mais il aura & tiendra sa force & son effet, & on nommera incessamment des Commissaires de part & d'autre, pour examiner & vuider équitablement le différend.

XXIII. On rendra aussi dès à présent tous ceux qui sont coupables de trahisons, meurtres, vols, & autres crimes, & qui passent de la *Suede* en *Russie*, & de la *Russie* en *Suede*, seuls ou avec Femmes & Enfants; en cas que la Partie lésée du Pais d'où ils se sont évadés, les réclame, de quelque Nation qu'ils soient, & dans le même état où ils étoient à leur arrivée, avec Femmes & Enfants, de même qu'avec tout ce qu'ils ont enlevé, volé, ou pillé.

XXIV. L'échange des Ratifications de cet Instrument de Paix se fera à *Neustad* dans l'espace de trois semaines, à compter de la Signature, ou plutôt, s'il est possible. En foi de tout ceci, on a dressé deux Exemplaires de la même teneur de ce Traité de Paix, lesquels ont été confirmés par les Ministres-Plenipotentiaires de part & d'autre, en vertu des Pouvoirs qu'ils avoient de leurs Maîtres, qui les avoient signés de leurs mains propres, & y avoient fait apposer leurs Sceaux. *Fait à Neustad le 30. Aoust 1721. V. St., depuis la Naissance de notre Seigneur.*

JEAN LILIENSTED.

JACOB-DANIEL BRUCE.

OTTO REINHOLD
STORMFELD.

HENRI-JEAN-FREDERIC
OSTERMAN.

Hhh 3

Nous

Nous avons accepté, approuvé, confirmé, & ratifié ce Traité de Paix éternelle en tous ses Articles, Points, & Clauses, de même que l'Article séparé qui y a du rapport, les acceptant, approuvant, confirmant, & ratifiant par la présente, de la manière la plus solennelle que cela se puisse faire, & nous promettons sur notre parole Royale, pour nous, pour nos Successeurs les Rois de Suède, que nous exécuterons & accomplirons fermement, inviolablement, & religieusement tout ce qui est compris dans ledit Traité de Paix éternelle, & dans tous ses Articles & Clauses, comme aussi l'Article séparé, dont il a été fait mention ci-dessus, & nous n'y contrevenirons jamais, ni permettrons qu'il y soit jamais contrevenu de notre côté. En foi de quoi nous avons signé ce Traité de Paix, de notre propre main, & y avons fait apposer notre grand Seau Royal. *Fait dans notre Résidence de Stockholm le 9. Septembre, l'an de grace 1721.*

FREDERIC.

Plus bas

VAN HOPKEN.

ARTICLES SEPAREZ.

Comme Sa Majesté Cz. en vertu du V. Article du Traité conclu aujourd'hui s'oblige de payer à Sa Majesté le Roi de Suède la somme de deux Millions de Rixdalers, il a été convenu par le présent Article, que le paiement se fera en de bonnes & valables pieces de deux tiers dont trois font deux Rixdalers, inmanquablement & sans aucun rabais à Hambourg, Amsterdam, & Londres, aux Commissaires de Sa Majesté Suédoise, pourvus de Pleinpouvoir & dues Quitances, & Sa Majesté Czarienne fera sçavoir six semaines avant l'échéance de chaque Terme, dans quel endroit ledit paiement se doit faire. Mais, en cas que Sa Majesté Czarienne ne trouvât pas moyen de faire le paiement de la somme due en de bonnes pieces de deux tiers es susdits Lieux, Elle promet de le faire en d'autres bonnes espèces de Monnoye d'argent qui ont cours dans lesdits Lieux, excepté pourtant la petite Monnoye, & cela selon la valeur du change, tel qu'il se trouvera à l'échéance de chaque Terme, sans aucun rabais. Au reste, le paiement se doit faire en quatre Termes, dont le premier sera au commencement du Mois de Février de l'année prochaine 1722. le second au commencement du Mois de Decembre de la même année. Le troisième au Mois d'Octobre 1723. & le quatrième & dernier au commencement du Mois de Septembre de l'année 1724. à chaque Terme cinq cens mille Rixdalers, de sorte que dans cet espace de tems le paiement de la somme entiere de deux Millions doit être fait.

Cet Article séparé aura la même vertu & effet, comme s'il étoit inséré mot à mot au Traité de Paix conclu aujourd'hui, comme il sera aussi ratifié en même tems, les Ratifications devant être échangées ici. En temoigna-

DES PUISSANCES DE L'EUROPE. 41

de quoi on en a fait deux Exemplaires de la même teneur, lesquels ont été signez & échangés l'un contre l'autre. Fait à Neustadt le 30. Août 1721.

(L. S.) JEAN LILIENSTEDT.

(L. S.) JACQUES DANIEL BRUCE.

(L. S.) OTTO R. STROEMFELD.

(L. S.) HENRI JEAN FREDERIC OSTERMANN.

AUTRE ARTICLE SEPARÉ.

NOUS FREDERIC, par la grace de Dieu, Roi de Suede, des Gots, & des Vandales, &c., faisons, que la Lettre d'assurance, que nos Ministres Plenipotentiaires ont exhibée à Neustadt aux Ministres Plenipotentiaires de Sa Majesté Czarienne, consiste dans les Termes suivans.

Nous Soussignez Ministres Plenipotentiaires de Sa Majesté le Roi de Suede assurons par la Présente, en vertu des Pouvoirs dont nous sommes munis de sa part, que notre Souverain & Maître ne portera ni ne s'attribuera jamais d'autre Titre que celui de Roi de Suede, des Gots, & des Vandales, &c., renonçant & cedant ainsi à Sa Majesté Czarienne & à ses Successeurs au Trône de Russie, les Titres de tous les Pais qui lui ont été cedez par ce Traité de Paix, & promettant pour soi & pour ses Successeurs à la Couronne de Suede, qu'ils donneront à Sa Majesté Czarienne & à ses Successeurs à l'Empire de Russie, le Titre qui leur convient par rapport à la Cession des susdits Pais & Provinces, sans aucune restriction, en cas qu'il leur plaise de se servir à l'avenir de leur Titre entier. De quoi nous nous engageons par la Présente, de la manière la plus solennelle, de procurer l'approbation signée de la propre main de Sa Majesté le Roi de Suede notre Maître, de même que la Ratification de ce Traité de Paix. *Fait à Neustadt le 30 Août 1721.*

JEAN COMTE DE
LILIENSTED.

OTTO REINHOLD.
STROEMFELD.

Comme cette Lettre d'assurance est conforme à nos intentions, tant à l'égard de notre propre titre qu'à l'égard du titre que Sa Majesté Czarienne nous demande, nous accomplirons fidèlement tout ce que nosdits Ministres Plenipotentiaires ont promis & assuré sur ce sujet en votre nom. En foi de quoi nous avons signé la Présente de votre main, & confirmé de votre Sceau Royal. *A Stockholm le 9. Septembre 1721.*

FREDERIC.

Plus bas.

VAN HOFKEN.

TRAITE

[HHH.]

1724. *TRAITÉ d'Alliance entre la Russie & la Suède, conclu à Stokholm en 1724. tiré de l'Europäische Ruhe.*

Savoir faisons à tous & chacun, que comme par la Paix conclue à Newstad le 30. Août 1721. l'ancienne, & pendant un long-tems interrompue amitié & la bonne intelligence de voisinage entre Sa Majesté le Roi de Suède, & Sa Majesté Impériale Rusienne, & entre leurs États & Sujets a été rétablie, & que Leurs Majestés gardent une sincère intention, non seulement de conserver sans interruption l'amitié rétablie, mais aussi de serrer davantage ce lien, & d'avancer le mieux possible leurs intérêts communs, Sa susdite Majesté Suédoise a ordonné les respectifs Sénateurs du Royaume, le Président de Chancellerie, le Chancelier de Cour, & Secrétaire d'État, les respectifs Serigneurs Comtes & Barons, le Seigneur Comte & Président Arwed Horn, le Seigneur Comte Charles Gyllenborg, le Seigneur Baron Julius Cederhielm, comme aussi le Sr. Baron Jochem van Duben, & le Seigneur Daniel Nicolas van Hopken, & muni d'un Pleinpouvoir special pour s'assembler avec le Seigneur Michel de Bestuchef, Chambellan & Envoyé Extraordinaire de Sa Majesté Impériale Rusienne, de traiter d'une Alliance Defensive entre leurs susdites Majestés & négocier là-dessus & conclure. Lesquels ayant pour cette fin exhibé réciproquement & échangé leurs Pleinpouvoirs, sont convenus de ce présent Instrument, & l'ont conclu & signé de la manière qu'il suit.

I. Il y aura une Paix ferme une bonne intelligence de voisinage entre les deux États, & le Traité de Paix conclu à Newstad sera censé être répété ici, & s'il y a de part & d'autre encore quelque point non exécuté, il le sera incessamment.

II Cette Confédération & Alliance Defensive ne tendra au préjudice ni offense de qui que ce soit, mais uniquement à la conservation de la Paix & du repos général, & particulièrement à ce que Sa Majesté Royale de Suède & Sa Majesté Impériale Rusienne veulent entretenir une bonne & confidente correspondance dans tous les cas concernant leurs États, & travailler conjointement à les garantir & leurs Sujets de toutes vexations, & les conserver dans un état de repos & de constante prospérité.

III Pour obtenir ce but salutaire, & pour faire voir que les Hauts Contractants, de côté & d'autre sont dans une sincère intention à cet égard, ils s'assisteront de Conseil & d'effet pour avancer l'avantage l'un de l'autre, & avertiront & détourneront les dommages & préjudices, communiqueront diligemment & confidentiellement toutes les occasions, d'où il peut venir des troubles & dangers, & prendront avec soin de telles mesures qui seront

avert.

avantageuses à l'intérêt commun & au repos, sécurité, & avantage des Royaumes & Etats de part & d'autre & de leurs Sujets.

IV Si, contre toute meilleure attente, & nonobstant ce but paisible & innocent, il arrive, qu'après la Conclusion & la Ratification de cette Alliance un des deux hauts Pacifians fût pour quelque vieille ou nouvelle cause attaqué dans les Royaumes, Etats, & Provinces situées en Europe, par quelque Puissance Chrétienne Européenne, non seulement chacun d'eux, après la requisition, fera ses efforts par son Ministre Résident à la Cour de l'Agresseur, ou bien par celui qu'il y dépêchera, par les bons offices, & représentations, & demandera une pleine satisfaction, mais aussi en cas qu'ils fussent infructueux, livrera sans objection dans deux, trois, ou tout au plus tard dans quatre Mois après la requisition faite, selon la qualité de la saison de l'année & éloignement du lieu, le nombre des Troupes, là où le Requerant le désirera.

V. Pour ce qui est du nombre de Troupes Auxiliaires, dont les Alliez de part & d'autre s'obligent de s'assister en tel cas, il est convenu que le Roi de Suede, le cas de Traité venant à exister, à la requisition de Sa Majesté Imperiale Russe, l'assistera avec huit mille Fantassins & deux mille Cavaliers Dragons, reguliers & bonnes Troupes, selon la convenance de celui qui en est requis, comme aussi de six Vaisseaux de Ligne de 50 à 70. Pieces de Canon, avec deux Fregattes chacune de 30 Pieces de Canon. D'un autre côté, Sa Majesté Imperiale Russe s'oblige dans le même cas d'assister Sa Majesté Royale Suedoise à la requisition, avec douze mille Cavaliers & Dragons, bonnes Troupes & reguliers, selon la Convenance de celui qui en est requis, & avec neuf Vaisseaux de Ligne de 50 à 70. Pieces de Canon, & trois Fregattes, chacune de 30. Pieces de Canon, lesquelles Troupes Auxiliaires seront pourvues de l'Artillerie de Campagne nécessaire, comme par chaque Bataillon deux Pieces à trois Livres de Balles, & de l'Amunition : de même les Vaisseaux de Guerre, & Fregattes, seront pourvues de l'Equipage nécessaire, Matelots & Soldats, le nombre desquels derniers, en ce cas sera deduit du nombre des Fantassins ci-dessus stipulez, & seront pourvues de tout le nécessaire selon l'usage de Guerre.

VI Ces Troupes Auxiliaires seront entretenues par la Partie requise elle-même, mais le Requerant leur fournira les rations & portions ordinaires de Munitions & de Fourage, comme aussi les Quartiers necessaires, le tout sur le même pied que ces Troupes sont entretenues en Campagne par leur propre Maître.

VII Les Vaisseaux de Guerre, que l'une des Parties doit selon le contenu du 6. Article envoyer au Secours de l'autre, seront selon l'usage de Guerre montez, équipez, & avitailliez pour quatre Mois. Mais si après les quatre Mois passez ils sont obligez de demeurer auprès du Requerant pour quelque operation de Guerre ou quelque autre raison, alors le Requerant sera obligé de leur fournir l'entretien dû, & les provisions sur même pied que leur propre Maître les leur donne. Les Officiers néanmoins desdits Vaisseaux recevront leur Solde du haut Contractant requis.

VIII. Chaque Officier Commandant gardera le Commandement des Troupes Auxiliaires qui lui ont été confiées. Mais le Commandement Général en Campagne, & aux autres opérations de Guerre, appartient sans dispute à celui à qui le Requerant l'a confié sur Terre & sur Mer, de manière néanmoins, qu'il ne s'entreprendra rien d'importance qui n'aye été avisé & conclu auparavant dans un Conseil de Guerre & en présence du Général ou Officier Commandant de la Parti requise.

IX. Afin qu'il ne survienne aucun différent ni mal-entendu dans le Commandement, le Requerant indiquera de bonne heure quel Chef il emploiera au Commandement général, afin que l'Allié requis puisse régler & proportionner le Caractère de celui qui commandera les Troupes Auxiliaires ou les Vaisseaux de Guerre.

X. Les Troupes Auxiliaires auront leurs propres Prêtres & exerceront leur Culte particulier librement. Elles ne seront jugées que par leurs propres Officiers, & selon aucunes autres Loix, Articles de Guerre, & Ordonnances, que celles de leurs respectifs Maîtres. Mais s'il survient quelque différent entre les propres Officiers & Soldats du Requerant & ceux des Troupes Auxiliaires, il sera examiné & jugé par des Commissaires à cela commis, en nombre égal & choisi des Troupes de part & d'autre, & les coupables seront par conséquent punis selon les Articles de Guerre de leur propre Maître. Sera pareillement libre au Général, comme aux autres Officiers des Troupes Auxiliaires, d'avoir Correspondance chez eux par des Lettres ou par des Express.

XI. Les Troupes Auxiliaires seront tenues d'obéir en tout aux ordres du Général Commandant en Chef, de se transporter où il le veut, & se laisser employer aux opérations de Guerre, en observant néanmoins la manière convenue dans l'Article II ci dessus. Mais ces Troupes & Escadres, quand elles auront été demandées en même tems, seront respectivement dans les Marches, Commandemens, Actions, Quartiers, & autrement, tenues, autant qu'il est possible, l'une près de l'autre, & ne seront pas trop séparées & éloignées l'une de l'autre; & afin, que les Troupes Auxiliaires ne soient dans les Opérations de Guerre, ou autrement, fatiguées, & exposées plus que les autres Troupes du Requerant, mais qu'il y soit observé entre elles une parfaite égalité, le Général Commandant en Chef sera tenu d'observer dans tous les Commandemens une juste & exacte proportion entre elles selon la force de toute l'Armée.

XII. D'un autre côté, & afin que les Sujets du Requerant ne soient point surchargés, mais qu'ils jouissent tranquillement du leur, & qu'ainsi le transport des Vivres & autres besoins de chez eux, & d'ailleurs ne soit point empêché, le Général ou Officier Commandant de Troupes Auxiliaires sera obligé de garder parmi les Troupes à son Commandement un bon ordre & Discipline, & de punir exemplairement les delinquans, sans retardement, connivence, ou autre vue, selon le contenu du précédent Article X.

XIII. Est convenu de part & d'autre, que chacun remplira & recrûtera le manque de ses Troupes Auxiliaires. Mais si dans les marches ou l'entière

re retraite des Troupes Auxiliaires des Etats du Requerant, quelques-uns de leurs Officiers ou Soldats demeueroient en arriere, pour maladie ou autres causes, le Requerant promet de faire donner aux malades tout secours, & d'ailleurs de leur laisser, & aux autres, toute liberté de continuer leur voyage sans empêchement, de leur accorder toute assistance possible, & de ne les point retenir sous quelque pretexte que ce puisse être.

XIV. Si l'une & l'autre Partie avoit besoin de plus de Troupes ou de Vaisseaux qu'il n'a été spécifié, les Contractans de part & d'autre s'engagent, en tant que l'état des Royaumes de chaque Partie le peut souffrir, de le fournir pareillement aux Conditions ci-dessus, & de se montrer favorable en cela.

XV. Il sera permis à chaque Partie, pendant que l'une est en Guerre, de tirer des Etats de l'autre tous les matériaux & effets nécessaires pour la Guerre, au prix courant dans ces endroits là.

XVI. Les deux hauts Contractans déclarent, qu'ils ne sont avec personne dans aucun engagement qui puisse être contraire à cette Alliance, par conséquent les engagements antérieurs, comme n'étant nullement contraires à celui-ci, conserveront leur force entière. Mais afin que l'intention des deux hauts Contractans, de remplir sincèrement ce qui a été stipulé & conclu entre eux, paroisse clairement, Leurs Majestés s'obligent par les présentes de faire chacun en son endroit executer fidèlement, chacun des Articles conclus de bonne foi, & de ne permettre en aucune manière qu'on y contrevienne, soit sous pretexte d'aucun engagement antérieur, ou sous aucun autre nom quel qu'il soit.

XVII. Si le Contractant requis étoit attaqué pour telle assistance ou autrement, & ainsi que tous les deux fussent engagés dans une Guerre, aucun d'eux n'entrera en Negociation pour une Paix ou Treve, encore moins conclura à cet égard, sinon du consentement & pleine concurrence de l'autre Partie; & que particulièrement on n'aye fait à la Partie lésée réparation du dommage souffert.

XVIII. Si quelqu'autre Puissance desiroit d'être comprise dans cette Alliance, elle le sera; mais pas autrement que du consentement des deux Parties.

XIX. Si les Sujets de part & d'autre se croient en droit de porter des plaintes de Justice retardée ou déniée, on ne passera pas d'abord aux représailles, mais on en demandera auparavant information à l'autre Partie par le Ministre Resident, & ceux qui ont alors fait des plaintes sans fondement suffisant seront châtiés selon l'exigence du cas.

XX. Il se fera incessamment un Traité de Commerce & les deux Parties y apporteront toute facilité.

XXI. Cette Alliance durera l'espace de douze ans, & en cas que les Hauts Contractans de part & d'autre, après l'expiration de ce terme, jugeassent nécessaire de la prolonger, ils feront de bonne heure conférer & negocier là-dessus, & tout au plus tard six Mois avant son expiration.

[I I I .]

1716. *Accession de l'Empereur des Romains au précédent Traité. Copie manuscrite.*

Soit notoire à tous & un chacun à qui il appartient ou peut appartenir. Qu'un Traité d'Alliance défensive entre les Cours de Suède & de Russie, ayant été signé à Stockholm le 22 de l'évrier de l'an 1714 les Ministres de ces Cours résidens alors à la Cour Impériale ont invité Sa Sainte Majesté Impériale & Catholique à entrer dans ce Traité d'Alliance & dans l'Article secret, tendant à affermir & confirmer la Tranquillité publique & la Paix, & d'assister ledits Alliez de ses Secours & Conseils. Sa Majesté Impériale & Catholique, ayant toujours eu à cœur la Tranquillité publique de l'Europe en général, & celle du Nord en particulier, a voit résolu il y a déjà long-tems d'entrer dans cette Alliance défensive, ainsi Sa Majesté Impériale & Catholique, portée par son attachement & son attention sincère aux intérêts de l'Univers & en particulier du Nord, a reçu favorablement cette amiable invitation, en sorte que depuis long-tems elle a résolu d'accéder au susdit Traité comme si elle avoit été dès le commencement une des Hautes Parties Contractantes. C'est pourquoi Sa Majesté Impériale & Catholique a commis, & muni des Pleins-Pouvoirs nécessaires, les soussignez ses Conseillers Privés, pour traiter, conformément à cette résolution, de cette Accession avec les Ministres des susdites Cours munis aussi des Instructions & Plein-Pouvoirs nécessaires, & ce en conséquence pour dresser un Instrument ou Acte dans les formes, dont les Plenipotentiaires respectifs sont convenus ainsi qu'il s'ensuit, après avoir conféré ensemble & échangé leurs Plein-Pouvoirs.

Les Ministres Plenipotentiaires de Sa Majesté Impériale & Catholique déclarent, certifient, & promettent en son nom, que Sa Majesté Impériale & Catholique pour elle & pour ses Héritiers légitimes & Successeurs, prend part & entre dans le susdit Traité d'Alliance de Stockholm & dans l'Article secret, que Sa Majesté Impériale & Catholique comme *Parti composant* se joint & s'allie par le présent Acte d'Accession avec Leurs Majestés confédérées de Suède, & de Russie, & qu'elle s'oblige & s'engage à elles & à leurs légitimes Héritiers & Successeurs tant en commun qu'en particulier d'observer & exécuter les conditions, clauses, & conventions de cette Alliance, toutes en général & chacune en particulier, telles qu'elles sont contenues & exprimées dans ledit Traité & dans l'Article secret, & ce pour tous les Royaumes, Pais, & Seigneuries qu'elle possède & si le *Casus Fœderis* ou quelque cas demandant l'exécution de sa promesse, & de la Garantie stipulée dans ce Traité, arrivoit, de fournir 12 mille Hommes d'Infanterie, & 4-
111 3
milla-

mille de Cavalerie, & quant aux Vaisseaux on conviendra ensemble d'une compensation; tout ce que Sa Majesté Imperiale & Catholique promet d'exécuter de la même manière & avec la même fidélité, exactitude, & sincérité, que si elle avoit été dès le commencement une des Parties contractantes, & comme si elle avoit conclu, arrêté, & signé lesdites Conditions, Promesses, & Articles avec lesdites deux Puissances alliées, ou avec chacune d'elles séparément.

De même, d'autre part, les Plénipotentiaires de Leurs Majestez de Suède & de Russie ont en leur nom admis, reçu & compris Sa Majesté Imperiale & Catholique dans la pleine & entière Alliance du Traité de Stockholm & de l'Article secret, comme en vertu du présent Traité ils y admettent, reçoivent, & comprennent Sa Majesté Imperiale & Catholique, ses Héritiers légitimes & Successeurs, promettant que lesdites deux Majestez, & chacune d'elles en particulier, feront jour ensemble ou en particulier, Sa Majesté Imperiale & Catholique, ses Royaumes, Terres, & Seigneuries, de toutes les conditions, clauses, & promesses en général & en particulier contenus dans ledit Traité d'Alliance.

Les Commissaires Impériaux, & les Ministres Plénipotentiaires Suédois & Czariens, promettent que le présent Instrument, & Acte d'Accession, d'entrée, d'admission, & d'acceptation dressé dans la forme dont on est convenu, sera ratifié par Sa Majesté Imperiale & Catholique, & par Leurs Majestez Suédoise & Czarienne, & que les Actes publics de Ratification seront échangés ici à Vienne dans trois Mois, ou plutôt si faire se peut, à compter de ce jour-ci, en foi de quoi &c. Fait à Vienne en Autriche le 16. d'Avril 1726.

La Suède, en ratifiant cette Accession, y mit les Restrictions suivantes.

ARTICLE PREMIER.

QUOIQUE par l'Article IV. du Traité d'Alliance défensive conclu le 22. Février 1724 entre la Suède & la Russie (auquel il a plû à Sa Majesté Imperiale & Royale Catholique d'accéder suivant la teneur de l'Acte d'Accession dressé & signé le jour marqué ci-dessus par les Ministres Impériaux, de même que par les Ministres Plénipotentiaires de Suède & de Russie) il soit stipulé en égard à la Paix & à la Tranquillité publique; que si après la Conclusion & la Ratification de ce Traité, il arrivoit par cas fortuit, ou contre toute attente, que les Païs, Domaines, & Provinces de l'un des Contractans en Europe vinssent à être attaqués par les armes de quelque Prince Chrétien, sous quelque prétexte que ce puisse être, soit pour des prétentions anciennes ou nouvelles; l'autre des Contractans, après en avoir été requis, seroit indispensablement obligé de fournir les secours promis, aux

aux conditions & en la maniere dont on est convenu par ledit Art. IV. & suivans : néanmoins, il a été convenu entre Sa Sacrée Majesté Royale de Suède & Sa Sacrée Majesté Imperiale, par cet Article séparé, que si par cas fortuit il vient à s'élever des troubles contre l'Empereur, ou en quelque autre Etat hors de l'Europe, S. S. Maj. Royale de Suède & son Royaume ne seront point obligés d'y prendre part, ni d'envoyer en des Pais si éloignez les secours stipulez d'ailleurs par le susdit Traité.

Pareillement, à l'égard des disputes élevées à l'occasion de l'établissement de la Compagnie d'Ottende, il est expressément réservé à Sa Sacrée Majesté Royale de Suède & à son Royaume, en vertu de cet Article Séparé, que ni elle, ni son Royaume, n'y prendront part qu'autant que leurs bons offices pourront être agréables & acceptez.

II. D'autant que dans l'Alliance défensive, conclue le 22. Février 1724. entre la Suède & la Russie, & à laquelle Sa Sacrée Majesté Imperiale & Catholique accède aussi présentement, il est stipulé & pourvu à l'Art. XVI. que les précédens Traitez doivent rester en toute leur force, comme n'étant nullement contraires à la susdite Alliance; & que Sa Majesté Royale & le Royaume de Suède n'ont pas moins fortement à cœur que Sa Majesté Imperiale & Catholique, de prendre soin que les Traitez de Paix de Westphalie & d'Oliva subsistent toujours en leur entier sans aucune infraction: pour ces raisons, on est convenu de part & d'autre, par cet Article séparé, de déclarer & de stipuler expressément, qu'au cas, que la Paix publique fût effectivement troublée & enfreinte (ce qu'à Dieu ne plaise) à l'occasion des susdits Traitez de Paix de Westphalie & d'Oliva, & d'autres fondez sur ceux-ci, qui n'auroient pas été entièrement observez & cultivez, comme il auroit été convenable à l'égard des Points concernant la Religion, & que l'un & l'autre des Hauts Contractans se trouvât impliqué dans ces troubles, alors les cas imprévus & inopinez de cette nature ne devront en aucune maniere être regardez, & encore moins soutenus, comme compris dans cette Alliance.

[KKK.]

1723. *TRAITE' d'Alliance entre la Russie & la Perse, conclu à St. Petersbourg en 1723. tiré de la Gazette d'Amsterdam.*

AU NOM DE DIEU TOUT-PUISSANT.

SOit notoire par ces presentes, que les Troubles arrivez en Perse il y a déjà quelques années, ayant donné lieu à quelques-uns des Sujets de ce Roiaume d'exciter de dangereuses Revoltes contre leur legitime Souverain, & de lui causer par-la un prejudice inexprimable, ils auroient porté leurs violences.

lences jusques contre les Sujets de S. M. Imperiale de Russie, non seulement en leur enlevant leurs Marchandises montant à des Sommes très-considérables, mais encore en les maltraitant & les massacrant inhumainement; qu'en vertu des Traitez conclus depuis long-tems entre les deux Puissances, & la bonne amitié qu'elles entretenoient l'une avec l'autre, il leur fût permis de negocier ensemble paisiblement; & attendu que S. M. le Roi de Perse, qui regnoit alors, n'étoit pas en état, dans la Conjoncture fâcheuse de ces Troubles, de donner aux Sujets de S. M. Imperiale de Russie la satisfaction qui leur étoit due, pour les insolences commises envers eux. Saute Majesté Imperiale, en vertu de l'estime & de la bonne amitié qu'Elle porte à S. Maj. Royale de Perse, comme aussi pour ne pas permettre l'entière destruction de son Royaume, ni que le mal, qui va toujours en augmentant, s'étendit enfin jusques sur les propres Frontieres, a jugé à propos de prendre Elle même les Armes contre lesdits Rebelles, de s'emparer de quelques-unes de leurs Places situées sur la Mer Caspienne, & d'y mettre Garnison de ses Troupes. Ce qui ne peut être que très-juste dans la Conjoncture présente, pour arrêter les progres de ces Rebelles, qui ne sont déjà que trop puissans. On jugera de leurs exces par la hardiesse qu'ils ont eue, non seulement de se rendre maîtres de la Capitale du Royaume, mais même de détrôner la Personne Sacrée du Roi, & de mettre en Prison toute la Famille Royale, excepté le plus jeune des Princes, nommé Fachmasib, qui s'est échappé à leur fureur, & qui comme véritable & légitime Successeur aux Royaumes & Pays du Roi son Pere, a voulu non-seulement renouveler l'ancienne amitié contractée depuis si long-tems entre les deux Etats, mais la resserrer encore plus étroitement. A l'effet dequoi il auroit envoyé ici avec le Caractere de son Ambassadeur Plenipotentiaire, & une Lettre de sa part pour S. M. Imperiale de Russie, la personne d'Ismael Begh, dont l'affection & la fidélité lui sont connues, tant pour notifier à Saute Majesté son elevation au Trône du Roi son Pere, en vertu de son Droit légitime de Succession, que pour lui demander du Secours contre les violences insupportables desdits Rebelles, l'aant muni de Pleins-pouvoirs, pour conclure avec Saute Majesté Imperiale un Traite formel à cet égard. A ces Causes, en vertu de l'Ordre special préalablement donné aux Ministres soussignés de Saute Majesté, pour traiter avec ledit Ambassadeur de Perse, ils sont convenus des Articles suivans.

I Promet S. M. Imperiale de Russie au Roi Fachmasib une Amitié sincère, & une prompte assistance contre les Rebelles de son Royaume; & jusqu'à ce qu'ils soient totalement détruits, & que le Gouvernement de Perse soit rétabli dans une Tranquillité parfaite, S. M. Imperiale de Russie s'engage de faire marcher de ce côté là, avec toute la diligence possible, & de faire agir contre lesdits Rebelles, un Corps considérable de Cavalerie & d'Infanterie.

II D'autre part, ledit Roi de Perse cede pour toujours à Saute Majesté Imperiale de Russie & à ses Successeurs, spécialement les Villes de Der-

ben

bent & de Baku, avec toutes leurs Appartenances & Dependances, le long de la Mer Caspienne, comme aussi les Provinces de Ghilan, Mazandaran, & Asterabat, qui demeureront à perpetuité à Sadite Majesté Imperiale, pour servir à la Subsistance de ses Troupes, sans être autrement à charge à Sadite Majesté le Roi de Perse.

III. Mais, attendu l'impossibilité qu'il y a de transporter si loin & par Mer les Chevaux & l'Artillerie necessaires, aussi bien que les Bagages, Provisions, & Munitions dont ont peut avoir besoin, & d'autant que l'Ambassadeur de Perse a assuré qu'il s'en trouveroit abondamment dans les Places & Pais cedez à Sadite Majesté Elle a ordonné à ses Generaux, qui sont déjà en ce Pais-là, d'en rassembler autant qu'il leur en faudra, & en cas qu'il ne s'y en trouve pas suffisamment, S. M. le Roi de Perse s'oblige de leur fournir, pour le prix de 12. Roubles chacun, tous les Chameaux dont ils pourront avoir besoin pour le transport des Bagages, comme aussi de pourvoir abondamment les Troupes de Vivres dans leur marche, spécialement de Pain, de Viande, & de Sel. à condition néanmoins que le Grain, la Chair, & le Sel leur soit livré au prix convenu, qui sera payé comptant, savoir, la mesure de Grain appelée Batman, du poids de 60 Livres de Russie, 10. Copecks, le Batman de Bœuf, 16. Copecks, le Batman de Sel, 2. Copecks, un Mouton pesant 4 Batmans, un Rouble, bien entendu que le cas arrivant que le prix desdits Vivres vienne à augmenter dans la marche, ce sera au Roi de Perse à payer le surplus de ce à quoi ils sont taxez par le présent Article de ce Traité. Et afin qu'il soit pourvu à temps à la Subsistance de nos Troupes, lesdites Provisions commenceront à se faire aussi-tôt que l'Ambassadeur de Perse sera arrivé dans le Pais.

IV. Il y aura donc désormais entre S. M. Imperiale de Russie & ses Etats d'une part, & le Roi de Perse & ses Royaumes de l'autre, une constante amitié & bonne intelligence, en vertu de laquelle les Sujets des deux Etats auront une pleine & entière liberté de voyager, passer & repasser, séjourner, & trafiquer sur les Terres l'un de l'autre, toutes & quantes fois que bon leur semblera, soit qu'ils aillent pour la premiere fois, ou qu'ils retournent respectivement dans ledits Pais, ou ailleurs, sans qu'il leur soit causé aucun empêchement ni dommage: à quoi S. M. Imperiale de Russie & S. M. Royale de Perse s'obligent réciproquement, comme aussi de punir tous ceux qui oseroient contrevvenir à leurs intentions.

V. Promet en outre S. M. Imperiale de Russie, de tenir pour ses Ennemis tous les Ennemis du Royaume de Perse, & d'agir contre eux comme tels pour le bien dudit Royaume, comme, au contraire, de reconnoître pour ses Amis tous ceux qui le seront de Sadite Majesté Royale de Perse, laquelle de son côté promet d'en user de même envers les Amis & Ennemis de l'Empire de Russie.

En foi de quoi, & pour plus grande sûreté & exécution de tout le contenu au présent Traité, Moi Ismail Begh, Ambassadeur Plenipotentiaire du Serenissime Roi de Perse, ai signé ledit Traité de ma propre main, & y ai
 Tous III. Kkk 17°

apposé mon Cachet, avec Serment sur ma Foi, en vertu du Pleinpouvoir à moi donné, scellé du Grand Sceau Royal: ledit Traité échangé contre un autre de même teneur, du Grand Sceau de S. M. Impériale de Russie, &c. signé par ses Ministres députez à cet effet. Ce 12. Septembre V. st. 1723.

Étoit signé de la part S. M. Impériale de Russie:

C. GABRIEL DE GOLOFSKIN, Grand Chancelier.

ANDRÉ D'OSTERMANN, Conseiller intime d'Etat.

BAZILE DE STENPHANOFF, Conseiller de la Chancellerie.

Et de la part du Roi de Perse:

ISMAËL BEGH, Grand Ambassadeur Plenipotentiaire.

[L L L.]

1726. *TRAITE' d'Alliance entre l'Empereur des Romains, & l'Imperatrice de Russie, conclu à Vienne en 1726. tiré du Mercure Historique.*

Comme le Repos public & le Bien de toute l'Europe requierent, que l'ancienne amitié qui a constamment régné entre les Predecesseurs de Sa Sacrée Majesté Imperiale & Royale Catholique, & de Sa Sacrée Majesté de toute la Russie, soit renouvelée & resserrée plus étroitement par une nouvelle Alliance, c'est pour cela que S. Maj. Imperiale & Catholique, comme Souverain de Royaumes & des Provinces Hereditaires, Sa Sacrée Majesté de toutes les Russies, pour avancer un Ouvrage si salutaire, ont choisi leurs Ministres Plenipotentiaires ci-dessous signez, savoir Sa Sacrée Majesté Imperiale & Catholique, Son Altesse le Prince Eugene de Savoie & de Piemont, Conseiller actuel & intime de Sadite Sacrée Majesté Imperiale & Catholique, Président de son Conseil de Guerre, son Lieutenant Velt-Marechal-Général du St. Empire Romain, & Vicaire-Général de ses Royaumes & Etats en Italie, Chevalier de la Toison d'Or, l'Illustrissime & Excellentissime Philippe Louis, Tresorier Hereditaire du St. Empire Romain, Comte de Sinzendorf, Baron d'Irnstbrun, Seigneur de Gfoell, Selowitz, Poulitz, Carlswald, Stecken, Sbrusentz &c., Burgrave de Rheineck, Grand Ecuyer Hereditaire & Echançon de la Haute & Basse-Autriche, Prince Hereditaire de l'Autriche

sur

sur l'Anse, Chevalier de la Toison d'Or, Chambellan de Sa Majesté Impériale & Catholique, son Conseiller actuel & intime, & Grand Chancelier de la Cour, l'Illustrissime & Excellentissime Gundaccr-Thomas de Staremberg, Comte du St. Empire Romain, de Schaumburg, Waxenberg &c, Chevalier de la Toison d'Or, Chambellan de Sa Sacrée Majesté Impériale & Catholique, son Conseiller actuel & intime, Maréchal-Hereditaire de l'Archiduché de la Haute & Basse-Autriche, l'Illustrissime & Excellentissime Ernest de Windgratz, Comte du St. Empire Romain, Baron de Wallenstein & de Walle, Grand Ecuyer Hereditaire de Stirie, Chevalier de la Toison d'Or, Chambellan de Sa Sacrée Majesté Impériale & Catholique, son Conseiller actuel & intime, & Président du Conseil Aulique de l'Empire, & l'Illustrissime & Excellentissime Frederic-Charles, Comte de Schonborn, Bucheim & Wolffshall, Baron du St. Empire Romain, de Reichelberg, Comte de Wiesenheid, Grand Echanfon Hereditaire de la Haute & Basse-Autriche, au dela & en deça de l'Anse, Conseiller actuel & intime de Sa Sacrée Majesté Impériale & Catholique, & Vice-Chancelier du S. Empire Romain. Et de la part de Sa Sacrée Majesté de toute la Russie, le très-Illustre Louis Lancelinski, son Chambellan & son Ministre à la Cour Impériale. Leur ayant ordonné d'agir entr'eux, de traiter & de signer une Alliance proposée, lesquels, après avoir tenu des Conférences, délibéré des Affaires de part d'autre, & communiqué leurs Plein-Pouvoirs, sont convenus de l'Alliance, des Articles & Conditions suivantes.

I Il y aura & demeurera entre Sa Sacrée Majesté Impériale & Catholique, ses Successeurs & Héritiers, une Amitié véritable, perpétuelle, & constante, & elle sera si sincèrement cultivée entr'eux, que l'un s'appliquera à procurer le bien de l'autre, & à éloigner son dommage, & qu'ils travailleront de concert à ce qui pourra tendre à leur bien commun, & courront toutes leurs vûes, pour faire en sorte que la Paix heureusement établie en Europe y soit conservée & maintenue.

II. D'autant que Sa Sacrée Majesté Impériale & Catholique a accédé au Traité de Paix, conclu à Nieustad le 30. Août 1721., entre les Couronnes de Russie & de Suède, de même qu'à l'Alliance conclue à Stockholm le 22. Février 1725. Et les Parties Contractantes se proposant de resserrer plus étroitement le noeud de leur Amitié par la présente Alliance, c'est pourquoi Sa Majesté de toute la Russie accède au Traité de Paix, conclu à Vienne le 30. Avril 1725. entre Sa Majesté Impériale & Catholique & le Serenissime Roi des Espagnes Philippe V. & s'engage & promet de maintenir & garantir ce Traité de Paix dans tous ses Articles & Conditions, de la même manière, & avec la même Obligation, que si elle eût été dès le commencement dudit Traité une des Parties Contractantes, & cela à l'égard de tous les Roisumes & de toutes les Provinces possédées actuellement par Sa Sacrée Majesté Impériale & Catholique, pour soi & ses Successeurs, & dont la possession lui est confirmée suivant la teneur de l'Article XII. de cette même Paix : En for-

te que, s'il arrivoit qu'à l'occasion de cette Paix conclue avec le Roi des Espagnes, ou pour quelque autre raison que ce soit, Sa Majesté Impériale & Catholique fût attaquée par qui que ce soit, ou que l'on entreprit quoique ce soit à son préjudice, en ce cas Sa Majesté de toute la Russie promet & s'engage d'envoyer exactement à Sa Sacrée Majesté Impériale & Catholique, non seulement les Secours promis ci-dessous dans l'Article VI de cette Alliance, mais aussi, les affaires & la nécessité le requérant, de déclarer la Guerre à l'Agresseur, d'agir de concert contre ledit Agresseur par la voye des Armes, & de ne point faire la Paix avec lui, sans avoir auparavant obtenu réparation des injustices & dommages, sans un entier consentement de Sa Sacrée Majesté Impériale & Catholique.

III. D'un autre côté, Sa Majesté Impériale & Catholique promet réciproquement, & prend sur soi la Garantie de tous les Royaumes, Provinces, & Etats, possédés en Europe par Sa Majesté de toute la Russie, & si Sa Sacrée Majesté de toute la Russie, pour quelque cause que ce soit, est attaquée hostilement par qui que ce soit, alors Sa Sacrée Majesté Impériale & Catholique promet réciproquement, non-seulement de lui envoyer exactement les Secours ci-dessous stipulés dans l'Article VI de ce Traité, mais aussi, les affaires & la nécessité le requérant, de déclarer la Guerre à l'Agresseur, d'agir d'un commun consentement, & de ne point faire la Paix, sans avoir tiré raison des Dommages, & sans une entière approbation de Sa Sacrée Majesté de toute la Russie.

IV. En vertu de cette Confédération & Amitié, les Princes Contractans promettent de recommander sérieusement à leurs Ministres résidens dans les Cours des Princes Etrangers, de conférer amiablement ensemble sur les affaires qui se présenteront, de s'entre-aider conjointement à soutenir les intérêts de l'un & de l'autre, & de travailler d'un effort commun à tout ce qui paroitra être de l'avantage de leurs Principaux.

V. Nulle des deux Parties Contractantes n'accordera refuge, ni secours, ni protection, à leurs Sujets & Vassaux Rebelles, &, si l'une vient à découvrir quelques desseins ou machinations, qui se trament contre l'autre à son désavantage, elle en donnera d'abord communication à l'autre, de la manière due & convenable, & l'on travaillera par les Secours & les efforts de l'Alliance à les prévenir & les renverser.

VI. Pour ce qui regarde les Secours mutuels qu'on doit se donner, on est convenu que l'Empereur, en cas que qui ce soit, sous quelque prétexte que ce soit, fasse la Guerre à Sa Sacrée Majesté de toute la Russie, dans ses Royaumes, Provinces, & Etats, qu'elle possède en Europe, lui enverra un Secours de 30 mille Hommes, savoir, 20. mille Hommes d'Infanterie, & 10. mille Dragons. & Sa Sacrée Majesté de toute la Russie promet d'envoyer le même Secours, tant d'Infanterie que de Cavalerie, à Sa Sacrée Majesté Impériale & Catholique, en cas de Guerre. A l'égard de la subsistance des dites Troupes Auxiliaires,

res, les Parties Contractantes en conviendront incessamment entre elles.

VII. Or, comme à l'occasion d'une Guerre il pourroit arriver, qu'il conviendrait aux deux Parties de repousser l'Ennemi commun de leurs propres Provinces, en ce cas on délibérera en commun de quelle manière on pourra le mieux effectuer.

VII. Si par hazard Sa Sacrée Majesté de toute la Russie prenoit la résolution d'équiper une Flotte de Vaisseaux de Guerre contre les Ennemis, & de l'employer du consentement de Sa Sacrée Majesté Impériale & Catholique, on promet une retraite assurée à cette Flotte, non seulement dans tous les Ports de l'Empereur, mais aussi dans tous ceux de Sa Sacrée Majesté Catholique, tant dans l'Océan que dans la Méditerranée, au nom du Serenissime Roi des Espagnes, qui accordera pleinement à ce Traité d'aujourd'hui & qui a donné pour cet effet les Instructions à son Ministre résident à Vienne.

IX. Comme la Paix, la Tranquillité, & la Sureté du Royaume & de la République de Pologne sont fort à cœur de Sa Sacrée Majesté Impériale & Catholique, il a été convenu d'inviter le Roi & le Royaume de Pologne à accéder à cette Alliance.

X. Mais, si le Royaume de Pologne n'y accedoit pas, cependant le Roi de Pologne, comme Electeur de Saxe, sera, du consentement des Serenissimes Contractans, amiablement invité à l'Accession de cette Alliance.

XI. Et, comme la Paix entre le Roi & le Royaume de Suede, & entre le Roi & le Royaume de Pologne, n'est pas encore entièrement bien affermie, (ce qui cependant se peut faire par la Médiation de Sa Sacrée Majesté de toute la Russie) Sa Sacrée Majesté Impériale & Catholique travaillera & emploiera volontiers ses bons offices, pour que cet Ouvrage si salutaire soit entièrement accompli par la Médiation de Sa Sacrée Majesté de toute la Russie, suivant la teneur de Paix de Nicusbad.

XII. A l'égard du Serenissime Prince le Duc de Sleswyk-Holstein, Sa Sacrée Majesté Impériale & Catholique déclare & promet de faire ce que Son Alteté Royale souhaite, & à quoi elle est engagée comme Garant, en vertu du Traité de Travendahl, tant par rapport au Serenissime Roi de Dannemarck & de Norwege, qu'aux autres Rois & Princes Etrangers, qui se sont chargés de la même Garantie du susdit Traité: & comme il s'est fait sur ce sujet une Convention particulière entre les Parties Contractantes, elle sera tenue comme insérée dans le présent Traité.

XIII. On donne une Année de tems à tous ceux qui voudront accéder à ce Traité d'Alliance.

XIV. Le présent Traité sera ratifié par les Princes Contractans dans l'espace de 3 Mois, & les Ratifications seront échangées ici à Vienne, en la manière accoutumée.

En foi de quoi les susdits Ministres Plenipotentiaires ont signé de leurs propres mains le présent Acte expédié sur deux Exemplaires de la même ten-

446 **LES INTERETS PRESENTS, &c.**
neur, & y ont apposé les Cachets de leurs Armes. Fait à Vienne le 6.
Août 1726.

Signé,

(L. S.) **EUGENE DE SAVOYE.**

(L. S.) **PHILIPPE-LOUIS, Comte de SINZENDORFF.**

(L. S.) **GUNDACHE, Comte de STARRENBURG.**

(L. S.) **ERNEST, Comte de WINDISGRATZ.**

(L. S.) **FREDERIK-CHARLES, Comte de SCHONBORN.**

(L. S.) **LOUIS LANZYNSKI DE LANCZYN.**



TRA-

TRAITEZ
DE
COMMERCE
ET DE
NAVIGATION
ENTRE
LES PUISSANCES
DE
L'EUROPE.

1941

1941

1941

1941

TRAITEZ DE COMMERCE ET DE NAVIGATION.

[M M M.]

1713. TRAITE' de Navigation & de Commerce entre la
France, & la Grande Bretagne, conclu à Utrecht en
1713. Actes de la Paix d'Utrecht.

DAUTANT que depuis que le Serenissime & très-puissant Prince Louis quatorze, par la grace de Dieu, Roi Très-Chrétien de France, & de Navarre; Et la Sérénissime & très-puissante Princesse Anne, par la grace de Dieu, Reine de la Grande-Bretagne &c. ont porté leurs vûes, par l'inspiration de Dieu tout-puissant, du côté de la Paix; Leurs Majestés ont jugé que le moyen, le plus solide, de la confirmer, étoit de procurer à leurs Sujets les avantages qu'ils en doivent attendre, par une mutuelle liberté, & accroissement de Navigation & de Commerce; animées respectivement de ce desir: Elles ont par un effet de leur Clemence commandé à leurs Ambassadeurs Extraordinaires & Plénipotentiaires de s'assembler à Utrecht, pour y traiter non-seulement de la Paix, mais encore pour renouveler les anciens Traités de Commerce qui ont été cy-devant faits entre les deux Nations; Savoir de la part du Roy Très-Chrétien, au Sieur Nicolas Marquis d'Huxelles, Marechal de France, Chevalier des Ordres du Roy, Lieutenant Général au Gouvernement du Duché de Bourgogne; & au Sieur Nicolas Mesnager, Chevalier de l'Ordre Royal de St. Michel; Et de la part de la Reine de la Grande-Bretagne, au bien Reverend Jean, Evêque de Bristol, Garde du Sceau privé d'Angleterre, Conseiller de la Reine en son Conseil d'Etat, Doyen de Windsor, & Secrétaire de l'Ordre de la Jarriere;

& au Sieur Thomas, Comte de Strafford, Vicomte de Wentworth, Woodhouse, & de Stanboroug, Baron d'Overley, Neumarch, & Raby, Conseiller de la Reine en son Conseil d'Etat, son Ambassadeur Extraordinaire & Plenipotentiaire auprès des Etats Généraux des Provinces-Unies du Pays-Bas, Colonel du Regiment Royal de Dragons, Lieutenant Général de ses Armées, premier Seigneur de l'Amirauté de la Grande-Bretagne & d'Irlande, & Chevalier du très noble Ordre de la Jarretière, Lesquels, pour parvenir à une fin si pieuse, & remplir un desir si salutaire de Leurs Majestés, après s'être communiqués respectivement leurs Plein-pouvoirs dont les Copies seront insérées de mot à mot à la fin du présent Traité en avoir dûment fait l'échange, & avoir tenu diverses Conférences & discuté la matière autant que la brièveté du temps l'a pu permettre, sont enfin convenus, sur le fait de la Navigation & du Commerce, des Articles qui s'ensuivent.

I. Il a été convenu & accordé entre le Sérenissime & très-puissant Roi Très-Chrétien, & la Sérenissime & très-puissante Reine de la Grande-Bretagne, qu'il y ait entre les Sujets de part & d'autre une liberté reciproque & en toutes manieres absolue de Navigation & de Commerce dans tous & chacun des Roiaumes, Etats, Provinces, & Terres de l'obéissance de L. Majestez en Europe, pour toutes & chacunes sortes de Marchandises dans les lieux, aux conditions, en la maniere, & en la forme qu'il est réglé & établi dans les Articles suivans.

II. Pour assurer à l'avenir le Commerce & l'amitié entre les Sujets de Leurs dites Majestez & afin que cette bonne correspondance soit à l'abri de tout trouble & de toute inquietude, il a été convenu & accordé que si quelque jour il survient quelque mauvaise intelligence, interruption d'amitié, ou rupture entre les Couronnes de L. Majestez (ce qu'à Dieu ne plaise,) il sera donné pour lors un terme de six mois apres ladite rupture aux Sujets des deux Parties, & habitans qui demeureront dans les Etats de l'une & de l'autre Partie, en sorte qu'ils puissent se retirer avec leurs familles, biens, marchandises, & facultez, & les transporter où bon leur semblera. Comme aussi qu'il leur sera permis alors de vendre & d'aliéner leurs biens meubles & immeubles librement, & sans aucun trouble, Que pendant ce temps ils ne seront retenus ni molestez, par arrest ni par saisie de leurs effets, biens, marchandises, & facultez, ni de leurs personnes, & de plus il sera rendu aux Sujets de part & d'autre une bonne & prompte justice, en sorte qu'ils puissent en profiter pour retirer dans ledit espace de six mois leurs effets, & leurs facultez confiez tant aux particuliers qu'au public.

III. On est aussi convenu, & il a été arrêté que les Sujets & Habitans des Roiaumes, Provinces, & Etats de L. Majestez n'exerceront à l'avenir aucuns actes d'hostilité ni violences les uns contre les autres, tant sur Mer que sur Terre, Fleuves, Rivières, & Rades, sous quelque nom & pretexte que ce soit, en sorte que les Sujets de part & d'autre ne pourront prendre aucune Patente, Commission, ou Instruction pour armemens particuliers & faire

la course en Mer, ni Lettres vulgairement appelées de Représailles de quelque Prince ou États Ennemis de l'un ou de l'autre, ni troubler, molester, empêcher, ou endommager en quelque manière que ce soit, en vertu ou sous prétexte de telles Patentes, Commissions, ou Lettres de Représailles, les Sujets & habitans dudit Roi Très Chrétien ou de la Reine de la Grande-Bretagne, ni faire ces sortes d'armemens, ou s'en servir pour aller en Mer, Et seront à cette fin toutes & quantes fois qu'il sera requis de part & d'autre dans toutes les Terres, Pays, & Domaines quels qu'ils soient, tant d'une part que de l'autre, renouvelées, & publiées des desseinies étroites & expressées d'user en aucune manière de telles Commissions ou Lettres de représailles, sous les plus grandes peines qui puissent être ordonnées contre les infractions, outre la restitution & la satisfaction entière, dont ils seront tenus envers ceux auxquels ils auront causé quelque dommage, Et ne seront données à l'avenir par l'un desdits Alliez au préjudice & au dommage des Sujets de l'autre, aucunes Lettres de représailles, si ce n'est seulement au cas de refus ou de délai de justice, lequel refus ou délai de justice ne sera pas tenu pour vérifié, si la requête de celui qui demande lefd. représailles n'est communiquée au Ministre, qui se trouvera sur les lieux de la part du Prince, contre les Sujets duquel elles doivent être données, afin que dans le terme de quatre mois, ou plutôt s'il se peut, il puisse faire connoître le contraire, ou procurer la juste satisfaction qui sera due.

IV Qu'il sera libre aux Sujets & Habitans des dits Alliez d'entrer, & d'aller librement & sûrement sans permission ni saufconduit general ou special, soit par Terre ou par Mer, & enfin par quelque chemin que ce soit dans les Royaumes, États, Provinces, Terres, Isles, Villes, Bourgs, Places murées ou non murées, fortifiées ou non fortifiées, Ports & Domaines de l'autre Allié situés en Europe, quels qu'ils puissent être, & d'en revenir, d'y séjourner, ou d'y passer, & d'y acheter aussi & acquies à leur choix toutes les choses nécessaires pour leur subsistance, & pour leur usage, & qu'ils seront traités réciproquement avec toute sorte de bien-veillance & de faveur: Bien entendu néanmoins que dans toutes ces choses ils se comporteront & se conduiront conformément à ce qui est prescrit par les Loix & par les Ordonnances, qu'ils vivront les uns avec les autres en amis & paisiblement, & qu'ils entretiendront par leur bonne intelligence l'Union réciproque.

V Il sera libre & permis aux Sujets de leurs Majeestés réciproquement d'aborder avec leurs Vaisseaux, aussi bien qu'avec les Marchandises & les Effets dont ils seront chargés, & dont le Commerce & le Transport ne sont point défendus par les Loix de l'un ou de l'autre Royaume, d'entrer dans les Terres, États, Villes, Ports, Lieux, & Rivières de part & d'autre situés en Europe, d'y fréquenter, séjourner, & demeurer sans aucune limitation de temps, même d'y louer des Maisons ou de loger chez d'autres, d'acheter où ils jugeront à propos toutes sortes de marchandises permises, soit de la première main, soit du Marchand, & de quelque autre manière que ce puisse être, soit dans les Places & Marchés publics ou sont exposées les Marchandises, & dans les Foires, soit dans tout autre endroit où ces Mar-

chandises se fabriquent ou se vendent. Il leur sera aussi permis de serrer & de garder dans leurs Magazins ou entrepôts, les Marchandises apportées, d'ailleurs, & de les exporter ensuite en vente, sans être obligés en aucune façon de porter leurs Marchandises susdites dans les Marchés & dans les Foires, si ce n'est de leur bon gré, & de leur bonne volonté, à condition néanmoins qu'ils ne les vendront point en détail dans des boutiques ou ailleurs, & ils ne pourront pour raison de la dite Liberté de Commerce, ou pour toute autre cause que ce soit, être chargés d'aucun Impôt ou Droits, à l'exception de ceux qui doivent être payés pour leurs Navires ou pour leurs Marchandises, suivant les Loix & Coutumes reçues dans l'un & dans l'autre Royaume. Il leur sera aussi permis de sortir de l'un & de l'autre Royaume, quand ils le voudront, & d'aller où ils le jugeront à propos par Terre ou par Mer, par les Rivières, & Eaux douces, Et aussi au cas qu'ils fussent mariés ils pourront emmener leurs Femmes, Enfants, Domestiques, aussi bien que leurs Marchandises, facultez, biens, & effets achetés ou apportés, après avoir payé les Droits accoutumés, non-obstant toute Loi, Privilège, Concession, Immunité, ou Coutume à ce contraires en façon quelconque. Et quant à ce qui concerne la Religion, les Sujets des deux Couronnes, & leurs Femmes & Enfants, au cas qu'ils fussent mariés, jouiront d'une entière liberté, ils ne pourront être contraints d'assister aux Offices divins soit dans les Eglises ou ailleurs, Mais au contraire il leur sera permis, sans aucun empêchement, de faire en particulier dans leurs propres Maisons, sans qu'il y intervienne qui que ce soit, les exercices de leur Religion suivant leur usage, quoique défendu par les Loix du Royaume. On ne refusera point de part ni d'autre la permission d'enterrer dans des lieux commodes & décent, qui seront désignés à cet effet, les corps des Sujets de l'un & de l'autre Royaume décédés dans l'étendue de la Domination de l'autre, & il ne sera apporté aucun trouble à la sepulture des morts. Les Loix & les Statuts de l'un & de l'autre Royaume demeureront dans leur force & vigueur, & seront exactement exécutés, soit que ces Loix ou Statuts regardent le Commerce & la Navigation, ou qu'ils concernent quelque autre Droit, à la réserve seulement des cas, auxquels il est dérogé par les Articles du présent Traité.

VI Les Sujets de part & d'autre paieront les Douanes, Impôts, & les Droits d'entrée & de sortie d'un & accoutumés dans tous les Etats & Provinces de part & d'autre, Et afin que chacun puisse savoir certainement en quoi consistent les susdits Impôts, Douanes, & Droits d'entrée & de sortie, quels qu'ils soient, on est convenu qu'il y aura dans les Lieux publics tant à Rouen, & dans les autres Villes marchandes de France, qu'à Londres, & dans les autres Villes de l'obéissance de la Reine de la Grande-Bretagne, des Tarifs qui indiquent les Impôts, Douanes, & Droits accoutumés, afin que l'on y puisse avoir recours, toutes les fois qu'il s'élèvera quelque contestation ou différend à l'occasion de ces Impôts, Douanes, ou Droits, qui ne pourront se lever que conformément à ce qui sera clairement expliqué dans les susdits Tarifs, & selon leur sens naturel. Si quelque Officier ou quelque'un en son nom sous quelque prétexte que ce soit exige & reçoit publiquement

nient ou en particulier, directement ou indirectement, d'un Marchand ou d'un autre, aucune somme d'argent, ou quelque autre chose que ce soit à raison de Droit dû, d'Impôt, de visite, ou de compensation, même sous le nom de don fait volontairement ou sous quelque autre prétexte que ce soit, au delà ou autrement qu'il n'est marqué ci-dessus, En ce cas, si ledit Officier ou son Substitut, étant accusé devant le Juge compétant du lieu où la faute a été commise, s'en trouve convaincu, il donnera, une satisfaction entière à la Partie lésée, & il sera même puni de la peine dûe & prescrite par les Loix.

VII. Les Marchands, les Capitaines de Vaisseau, les Maîtres de Navires, les Matelots, & quelques personnes que ce soit, les Navires, & généralement toutes Marchandises & Effets de l'autre Allié, & de ses Sujets ou Habitans, ne pourront être pris, saisis, ou arrêtés, ni contraindre par aucune sorte de violence, molestez, ou maltraitez au nom du public, ou d'un particulier, en vertu de quelque Edit general ou special que ce soit, dans les Terres, Ports, Havres, Rades, & Eaux que ce puisse être de l'autre Allié pour le service public, pour des expéditions militaires, ou autre cause, encore moins pour aucun usage particulier, mais il sera défendu de prendre ou d'enlever par la force aucune chose aux Sujets de part & d'autre sans le consentement de celui à qui elle appartient, & sans le lui payer en argent comptant, ce qui ne doit point néanmoins s'entendre de la saisie & de l'arrest qui sera fait par les voies ordinaires, par ordonnance & de l'autorité de la justice, pour cause de dette ou de crime commis, dans lesquelles occasions on procédera par les voies de Droit & selon les regles de la Justice.

VIII. De plus on est convenu & il a été établi pour regle generale que tous & chacun des Sujets du Serenissime Roi Tres-Chrétien, & de la Serenissime Reine de la Grande-Bretagne, useront & jouiront & respectivement dans toutes les Terres & Lieux de leur obéissance des mêmes Privilèges, Libertez, Immunités, sans aucune exception, dont jouit & use, ou pourra jouir & user & être en possession à l'avenir la Nation la plus amie, par rapport aux Droits, Douanes, & Impositions quels qu'ils soient à l'égard des Personnes, Marchandises, Effets, Navires, Fret, Matelots, enfin en tout ce qui regarde la Navigation & le Commerce, & qu'ils auront la même faveur en toutes choses, tant dans les Cours de Justice, que dans tout ce qui concerne le Commerce, ou tous autres Droits.

IX. On est de plus convenu que dans l'espace de deux mois depuis qu'il aura été fait une Loi dans la Grande-Bretagne, par laquelle il sera suffisamment pourvu à ce qu'il ne soit exigé sur les effets & marchandises qui seront portées de France dans la Grande-Bretagne, aucun Impôts ou Droits plus grands que ceux qui se levont sur les effets & marchandises de la même nature qui y sont apportées de quelque País que ce soit, situé dans l'Europe, & que toutes les Loix faites dans la Grande Bretagne depuis l'année 1664. pour défendre le Transport de quelques effets ou Marchandises venant de France qui n'avoient point été défendues avant ladite année, soient abro-

gées. Alors le Tarif général fait en France le 18. Septembre 1664. sera derechef observé dans ce Royaume, & les Droits que les Sujets de la Grande-Bretagne doivent payer pour les effets qu'ils apporteront en France, ou qu'ils en tireront, seront réglés suivant la teneur dudit Tarif, sans excéder la manière établie suivant ledit Tarif pour les Provinces, dont il y est fait mention. Quant aux autres Provinces, les droits n'y seront levés que suivant la règle prescrite en ce temps-là. Toutes les Défenses, Tarif, Edits, Déclarations, ou Arrêts postérieurs à l'année 1664. faits en France & contraires au Tarif de ladite année, en ce qui concerne les effets & marchandises de la Grande-Bretagne seront abrogés; Et comme on insiste de la part de la France que quelques Marchandises, savoir, celles de laine, le sucre, les poissons salés, & ce qui provient de la Baleine (a) soient exceptés de la règle du susdit Tarif, & qu'il y a d'autres Points qui regardent ce Traité proposé de la part de la Grande-Bretagne, & dont il n'a pas encore été convenu de part & d'autre (b), de tous lesquels la Specification est contenue dans un Acte séparé signé des Ambassadeurs Extraordinaires & Plénipotentiaires du Roi T. C. & de la Reine de la G. B., on est convenu & demeuré d'accord par ce présent Article, que dans l'espace de deux mois à compter de l'échange des Ratifications de ce Traité, les Commissaires de part & d'autre s'assembleront à Londres pour examiner, & résoudre les difficultés sur les Marchandises à excepter du Tarif de l'année 1664. & sur les autres Points qui ne sont pas encore assez développés, comme il est dit ci-dessus.

Et les mêmes Commissaires donneront pareillement leurs soins (conformément à l'intérêt des deux Nations) à bien examiner les avantages réciproques du commerce, à lever tous embarras sur ce sujet, à trouver enfin, & à établir de part & d'autre des moyens justes & utiles pour moderer réciproquement les Droits. Bien entendu toutefois que tous & aucun des Articles de ce Traité demeureront en attendant dans leur pleine vigueur, & principalement que rien ne puisse empêcher sous quelque prétexte que ce soit, que l'avantage du Tarif Général de l'année 1664. soit accordé aux Sujets de la Grande-Bretagne, & qu'ils en jouissent sans aucun embarras ou retardement dans l'espace de deux mois après que la Loi dont il a été parlé ci-dessus aura été publiée dans la G. Bretagne; cette jouissance devant être pour les Sujets de la Grande-Bretagne dans la forme & manière aussi ample que les Sujets de la Nation la plus amie jouiront du bénéfice du même Tarif, sans qu'aucunes choses à faire ou à discuter par lesdits Commissaires le puissent empêcher.

X. Les Droits sur le Tabac préparé ou non préparé, lorsqu'il sera apporté

(a) Ces Articles sont exprimés dans une Convention particulière signée le (18. Avril) 9. May, savoir l. *La Baleine comptée etc.*

(b) Ces Articles sont exprimés dans une Convention particulière signée le (11) 11. Avril l'ÉVOU l. *à l'avantage etc.*

porté en France, seront moderez à l'avenir sur le même pied de réduction dont jout déjà, ou pourra jout à son entrée en France le même Tabac de quelque crû qu'il soit de l'Europe ou de l'Amérique. Les Sujets de part & d'autre payeront en France les mêmes Droits pour le Tabac. Ils auront une liberté égale d'en vendre, & les mêmes Loix dont jouteront les Marchands François mêmes, ou auxquelles ils seront assujettis, seront communes aux Sujets de la Grande-Bretagne.

XI. On a aussi statué que l'Impôt ou le Tribut de 50. l. tournois par Tonneau, mis en France sur les Navires de la Grande-Bretagne, celle, & soit abrogé entièrement à l'avenir, & l'on supprimera pareillement le Droit de 5. Schellings Sterlings par Tonneau, impôt dans la Grande-Bretagne sur les Navires François. Ces levées & autres charges semblables ne seront plus imposées, dans la suite, sur les Vaisseaux de part & d'autre.

XII. Il a été statué de plus, & l'on est convenu, qu'il soit entièrement libre à tous les Marchands, Capitaines de Vaisseau, & autres Sujets du Roi de la Grande-Bretagne dans tous les lieux de France, de traiter leurs affaires par eux-mêmes ou d'en charger qui bon leur semblera, & ils ne seront tenus de se servir d'aucun interprète ou facteur, ni de leur payer aucun salaire, si ce n'est qu'ils veulent s'en servir. En outre, les Maîtres des Vaisseaux ne seront point tenus de se servir pour charger ou décharger leurs Navires des personnes établies à cet effet par l'autorité publique, soit à Bordeaux soit ailleurs, mais il leur sera entièrement libre de charger ou de décharger leurs Vaisseaux par eux-mêmes, ou de se servir de ceux qu'il leur plaira pour les charger ou les décharger, sans payer aucun salaire à quelqu'autre personne que ce puisse être. Ils ne seront point tenus aussi de décharger dans des Navires d'autrui, ou de recevoir dans les leurs quelque Marchandise que ce soit, ni d'attendre leur chargement, plus long temps qu'ils ne le jugeront à propos, & tous les Sujets du Roi Très-Chrétien, jouteront pareillement, & seront en possession des mêmes Privilèges & Libertés dans tous les lieux de l'obéissance de la Grande-Bretagne en Europe.

XIII. Il sera entièrement libre & permis aux Marchands & aux autres Sujets du Roi Très-Chrétien, & de la Reine de la Grande-Bretagne, de leguer ou donner, soit par Testament, par donation, ou par quelque autre disposition que ce soit, sans tant en faire qu'en malade, en quelque temps que ce soit, même à l'Article de la mort, toutes les Marchandises, effets, argent, dettes actives, & autres biens mobiliers, qui se trouveront, ou devront leur appartenir au jour de leur décès, dans les Territoires & tous lieux de la Domination du Roi Très-Chrétien, & de la Reine de la Grande-Bretagne. En outre, soit qu'ils meurent après avoir testé, ou *ab intestat*, leurs légitimes Héritiers, Exécuteurs, ou Administrateurs, demeurans dans l'un ou dans l'autre des deux Royaumes, ou venant d'ailleurs quoiqu'ils ne soient pas reçus dans le nombre des Citoyens, pourront recouvrer & jout paisiblement de tous lesdits biens & effets quelconques, selon les Loix respectives de la France & de la Grande-Bretagne, de manière cependant que les Sujets de l'un & de l'autre Royaume soient tenus de faire reconnaître, selon les Loix, les Testa-

Testament, ou le Droit de recueillir les Successions *ab intestato* dans les Lieux où chacun sera décédé, soit en France, soit dans la Grande-Bretagne, & ce nonobstant toutes Loix, Statuts, Edits, Coutumes, ou Droit d'Aubaine à ce contraires.

XIV. Lorsqu'il arrivera quelque différent entre un Capitaine de Navire & ses Matelots, dans les Ports de l'un ou de l'autre Royaume, pour raison de Salaires dûs auxdits Matelots, ou pour quelque autre cause civile que ce soit, le Magistrat du lieu exigera seulement du Doffendeur, de donner au Demandeur la déclaration par écrit, attestée par le Magistrat, par laquelle il promettra de répondre dans sa Patrie sur l'affaire dont il s'agira par devant un Juge competent, au moyen de quoi il ne sera pas permis aux Matelots d'abandonner le Vaisseau, ni d'apporter quelque empêchement au Capitaine du Navire dans la continuation de son voyage. Il sera aussi permis aux Marchands de l'un ou de l'autre Royaume de tenir dans les Lieux de leur domicile, ou par tous ailleurs où bon leur semblera, des livres de compte, & de Commerce, & d'entretenir aussi correspondance de Lettres dans la langue, ou dans l'idiome qu'ils jugeront à propos, sans qu'on puisse les inquiéter, ni les rechercher en aucune manière pour ce sujet. Et s'il leur étoit nécessaire, pour terminer quelque proces ou différent, de produire leurs livres de compte, en ce cas ils seront obligés de les apporter en entier en Justice, sans toutefois qu'il soit permis au Juge de prendre connoissance dans lesdits livres, d'autres Articles que de ceux seulement qui regarderont l'affaire dont il s'agit, ou qui seront nécessaires pour établir la foi de ces livres, & il ne sera pas permis de les enlever des mains de leurs propriétaires, ni de les retenir sous quelque prétexte que ce soit, excepte seulement dans le cas de Banqueroute. Les Sujets de Grande-Bretagne ne seront pas tenus de se servir de papier timbre pour leurs livres, leurs Lettres, & les autres pièces qui regarderont le Commerce, à la réserve de leur Journal, qui, pour faire foi en Justice, devra être coté, & paraphé *gratis* par le Juge conformément aux Loix établies en France, qui y assujettissent tous les Marchands.

XV. Il ne sera pas permis aux Armateurs étrangers, qui ne seront pas Sujets de l'une & de l'autre Couronne, & qui auront Commission de quelque autre Prince ou Etat Ennemi de l'un ou de l'autre, d'armer leurs Vaisseaux dans les Ports de l'un & de l'autre desdits deux Royaumes, d'y vendre ce qu'ils auront pris, ou de changer en quelque manière que ce soit les Vaisseaux, Marchandises, ou quelques autres chargemens que ce soit, ni d'acheter même d'autres vivres, que ceux qui leur seront nécessaires pour parvenir au Port le plus prochain du Prince dont ils auront obtenu des Commissions.

XVI. On ne pourra obliger les Vaisseaux chargés des deux Parties, passant sur les côtes l'une de l'autre, & que la tempête aura obligés de relâcher dans les Rades ou Ports, ou qui y auront pris terre de quelque autre manière que ce soit, d'y décharger leurs Marchandises en tout ou en partie, ou de payer quelque droit, à moins qu'ils ne les y déchargent de leur bon gré, & qu'ils en vendent quelque partie. Il sera cependant libre après en avoir

voir obtenu la permission de ceux qui ont la direction des affaires maritimes de décharger & vendre une petite partie du chargement, seulement pour acheter les vivres ou les choses nécessaires pour le radoubement du Vaisseau, & dans ce cas on ne pourra exiger de Droits pour tout le chargement, mais seulement pour la petite partie qui aura été déchargée ou vendue.

XVII. Il sera permis à tous les Sujets du Roy Très-Chrétien, & de la Reine de la Grande-Bretagne, de naviger avec leurs Vaisseaux en toute sûreté & liberté, & sans distinction de ceux à qui les Marchandises de leur chargement appartiendront, de quelque Port que ce soit, dans les Lieux qui sont déjà, ou qui seront cy-après, en guerre avec le Roy Très-Chrétien, ou avec la Reine de la Grande-Bretagne. Il sera aussi permis auxdits Sujets de naviger & de négocier avec leurs Vaisseaux, & Marchandises, avec la même liberté & sûreté des Lieux, Ports, & Endroits appartenant aux Ennemis des deux Parties ou de l'une d'Elles, sans être aucunement inquiétés ni troublés, & d'aller directement, non-seulement desdits Lieux Ennemis à un lieu Neutre, mais encore d'un lieu Ennemi à un autre lieu Ennemi, soit qu'ils soient sous la juridiction d'un même ou de différens Princes. Et comme il a déjà été stipulé par rapport aux Navires & aux Marchandises, que les Vaisseaux libres rendront les Marchandises libres, & que l'on regardera comme libre tout ce qui sera trouvé sur les Vaisseaux appartenant aux Sujets de l'un ou de l'autre Royaume, quoique tout le chargement, ou une partie de ce même chargement, appartienne aux Ennemis de leursdites Majestés, à l'exception cependant des Marchandises de contrebande, lesquelles étant interceptées, il sera procédé conformément à l'esprit des Articles suivans. De même il a été convenu que cette même liberté doit s'étendre aussi aux personnes, qui navigent sur un Vaisseau libre, de manière que quoi qu'elles soient Ennemies des deux Parties, ou de l'une d'Elles, elles ne seront point tirées du Vaisseau libre, si ce n'est que ce fussent des gens de guerre actuellement au service desdits Ennemis.

XVIII Cette liberté de Navigation & de Commerce s'étendra à toute sorte de Marchandises, à la réserve seulement de celles qui sont exprimées dans l'Article suivant, & désignées sous le nom de Marchandises de contrebande.

XIX. On comprendra sous ce nom de Marchandises de contrebande ou défendues, les Armes, Canons, Arquibuses, Mortiers, Petards, Bombes, Grenades, Saucisses, Cercles poissés, Affûts, Fourchettes, Bandouillères, Poudre à Canon, Mèche, Salpêtre, Balles, Piques, Epées, Morions, Calques, Cuirasses, Hallebardes, Javelines, Fourreaux de Pistols, Baudriers, Chevaux avec leurs Harpons, & tous autres semblables genres d'armes & d'instrumens de guerre servant à l'usage des Troupes.

XX. On ne mettra point au nombre des Marchandises défendues celles qui suivent, savoir toutes sortes de Drap, & tous autres ouvrages de Manufactures de Laine, de Lin, de Soye, de Cotton, & de toute autre matière, tous genres d'habillemens avec les choses qui servent ordinairement à les faire, Or, Argent monnoyé & non monnoyé, Estain, Fer, Plomb,

Cuivre, Laiton, Charbons à fourneau, Bled, Orge, & toute autre sorte de grains & de Legumes, la Nicotiane, vulgairement appelle Tabac, toutes sortes d'Aromates, Chaux Salées, & Fumées, Poissons Salés, Fromage & Beurre, Biere, Huile, Vins, Sucres, toutes sortes de Sel & de provisions servant à la nourriture & à la subsistance des hommes, tous genres de Coton, Chanvre, Lin, Poix, tant liquide que sèche, Cordages, Câbles, Voiles, Toiles propres à faire des voiles, Ancres, & parties d'Ancre, quel-les qu'elles puissent être, Mats de Navires, Planches, Madriers, Poutres de toute sorte d'arbres, & toutes les autres choses nécessaires pour construire ou pour raccommoder les Vaisseaux. On ne regardera pas non plus, comme Marchandises de contrebande, celles qui n'auront pas pris forme de quel-que instrument ou attirail servant à l'usage de la guerre sur Terre ou sur Mer, encore moins celles qui sont préparées ou travaillées pour tout autre usage. Toutes ces choses seront censées Marchandises libres de même que toutes celles qui ne sont pas comprises, & spécialement désignées, dans l'Article précédent, en sorte qu'elles pourront être librement transportées par les Sujets des deux Royaumes, même dans les Lieux Ennemis, excepté seule-ment dans les Places assiégées, bloquées, & investies.

XXI. Mais, pour éviter & prévenir la discorde, & toute sorte d'inimitié de part & d'autre, il a été convenu, qu'en cas que l'une des deux Parties se trouvât engagée dans la guerre, les Vaisseaux & les Bâtimens appartenant aux Sujets de l'autre Partie devront être munis de Lettres de Mer, qui contiendront le nom, la propriété, & la grandeur du Vaisseau, de même que le nom & le lieu de l'habitation du Maître ou du Capitaine de ce Vaisseau, en sorte que par-là il paroisse que ce Vaisseau appartient véritablement aux Sujets de l'une ou de l'autre Partie, & ces Lettres de Mer seront accordées & conçues en la manière insérée dans ce Traité. Elles seront aussi renou-velées chaque année, s'il arrive que le Vaisseau revienne dans le cours de l'an. Il a été aussi convenu que ces sortes de Vaisseaux chargés ne devront pas être seulement munis des Lettres de Mer, ci-dessus mentionnées, mais encore de Certificats contenant les espèces de la charge, le lieu d'où le Vaisseau est parti, & celui de sa destination, afin que l'on puisse connoître s'il ne porte aucune des marchandises défendues, ou de contrebande, spécifiées dans le XIX. Article de ce Traité. Lesdits Certificats seront expédiés par les Officiers du lieu d'où le Vaisseau sortira, selon leur coutume. Il sera libre aussi, si on le désire, & si on le juge à propos, d'exprimer dans lesdits Lettres à qui appartiennent les Marchandises.

XXII. Des Vaisseaux des Sujets & Habitans de leurs Sérénissimes Majestés de part & d'autre arrivant sur quelque côte de l'un ou de l'autre Allié, sans cependant vouloir entrer dans le Port, ou y étant entrés, & ne vou-lant point débarquer ou rompre leurs charges, ne seront point obligés de rendre compte de leur chargement, qu'au cas qu'il y eût des indices certains qui les rendissent suspects de porter aux Ennemis de l'autre Allié des Mar-chandises défendues appellées de contrebande.

XXIII. Et dans lesdits cas de soupçon manifeste, les susdits Sujets & Hab-

Habitans des Pays de leurs Serenissimes Majestés, de part & d'autre, seront obligés de montrer, dans les Ports, leurs Lettres de Mer, & Certificats en la forme ci-dessus expliquée.

XXIV. Que si les Vaisseaux desdits Sujets ou Habitans de leurs Serenissimes Majestés de part & d'autre étoient rencontrés faisant route sur les côtes, ou en pleine Mer, par quelque Vaisseau de guerre de leurs Serenissimes Majestés ou par quelques Vaisseaux armés par des particuliers, ledits Vaisseaux de guerre ou Armateurs particuliers, pour éviter tout desordre, demeureront hors de la portée du Canon, & pourront envoyer leurs Chaloupes au bord du Vaisseau Marchand qu'ils auront rencontré, & y entrer seulement au nombre de deux ou trois hommes, à qui seront montrées, par le Maître ou Capitaine de ce Vaisseau ou Bâtiment, les Lettres de Mer, qui contiennent la preuve de la propriété du Vaisseau, & conçues dans la forme insérée au présent Traité. Et il sera libre au Vaisseau qui les aura montrées de poursuivre sa route sans qu'il soit permis de le molester & le visiter en façon quelconque, ou de lui donner la chasse, ou de l'obliger à se détourner du lieu de sa destination.

XXV. Le Bâtiment Marchand de l'une des Parties qui aura résolu d'aller dans un Port Ennemi de l'autre, & dont le voyage & l'aspect des Marchandises de son chargement seront justement soupçonnés, sera tenu de produire en pleine Mer, aussi-bien que dans les Ports & Rades, non seulement ses Lettres de Mer, mais aussi des Certificats, qui marquent que ces Marchandises ne sont pas du nombre de celles, qui ont été défendues, & qui sont énoncées dans l'Article XIX. de ce Traité.

XXVI. Que si par l'exhibition des Certificats susdits contenant un état du chargement, l'autre Partie y trouve quelques unes de ces sortes de Marchandises défendues & déclarées de contrebande par le XIX. Article de ce Traité, & qui soient destinées pour un Port de l'obéissance de ses Ennemis, il ne sera pas permis de rompre ni d'ouvrir les Escoutilles, Caisses, Coffres, Balles, Tonneaux, & autres Vases trouvez sur ce Navire, ni d'en détourner la moindre partie des Marchandises, soit que ce Vaisseau appartienne aux Sujets de la France, ou à ceux de la Grande-Bretagne, à moins que son chargement n'ait été mis à Terre en la présence des Juges de l'Amirauté, & qu'il n'ait été par eux fait inventaire desdites Marchandises. Elles ne pourront aussi être vendues, échangées, ou autrement aliénées de quelque manière que ce puisse être, qu'après que le procès aura été fait dans les règles, & selon les Loix & les Coutumes, contre ces Marchandises défendues, & que les Juges de l'Amirauté respectivement les auront confisquées par Sentence, à la réserve néanmoins tant du Vaisseau même que des autres Marchandises qui y auront été trouvées, & qui en vertu de ce Traité doivent être censées libres, & sans qu'elles puissent être retenues, sous prétexte qu'elles seroient chargées avec des Marchandises défendues & encore moins être confisquées, comme une prise légitime, & supposé que ledites Marchandises de contrebande ne fassent qu'une partie de la charge, le Patron du Vaisseau agréât, consentit, &

offrit de les livrer au Vaisseau qui les a decouvertes, en ce cas, celui-ci, après avoir reçu les Marchandises de bonne prise, sera tenu de laisser aller aussi-tôt le Bâtiment, & ne l'empêchera en aucune maniere de poursuivre sa route vers le lieu de sa destination.

XXVII. Il a été au contraire convenu & accordé, que tout ce qui se trouvera chargé par les Sujets & les Habitans de part & d'autre, en un Navire appartenant aux Ennemis de l'autre, bien que ce ne fût pas des Marchandises de contrebande, sera confisqué comme s'il appartenait à l'Ennemi même, excepté les Marchandises & effets qui auront été chargés dans ce Vaisseau avant la Declaration de la guerre, ou même depuis la Declaration; pourvu que ç'ait été dans les termes qui suivent, à sçavoir de six semaines après cette Declaration, si elles ont été chargées dans quelque Port & lieu compris dans l'espace qui est entre Terre-neuve en Norwegue & les Sorlingues; de deux mois depuis les Sorlingues jusqu'à la Ville de Gibraltar; de dix semaines dans la Mer Méditerranée; & de huit mois dans tous les autres Pays, ou lieux du Monde; de maniere que les Marchandises des Sujets de l'un & de l'autre Prince, tant celles qui sont de contrebande, que les autres qui auront été chargées, ainsi qu'il est dit, sur quelque Vaisseau Ennemi, avant la guerre, ou même depuis la Declaration, dans les tems & les termes susdits, ne seront en aucune maniere sujettes à confiscation, mais seront sans delay & de bonne foi rendues aux propriétaires, qui les redemanderont, enforte neantmoins qu'il ne soit nullement permis de porter ensuite ces Marchandises dans les Ports Ennemis, si elles sont de contrebande.

XXVIII. Et pour pourvoir plus amplement à la sûreté reciproque des Sujets de leurs Serenissimes Majestez, afin qu'il ne leur soit fait aucun prejudice par les Vaisseaux de guerre de l'autre Partie, ou par d'autres, armés aux depens des particuliers, il sera fait deffense à tous Capitaines des Vaisseaux du Roi Très-Chrétien, & de la Reine de la Grande-Bretagne, & à tous leurs Sujets, de faire aucun dommage, ou insulte, à ceux de l'autre Partie, & au cas qu'ils y contreviennent, ils en seront punis, & de plus ils seront tenus & obligés en leurs personnes & en leurs biens de reparer tous les dommages & interets de quelque nature qu'ils soient, & d'y satisfaire.

XXIX. Et pour cette cause, chaque Capitaine des Vaisseaux armés en guerre par des particuliers sera tenu & obligé à l'avenir, avant que de recevoir les Patentes ou les Commissions speciales, de donner, par devant un Juge competent, caution bonne & suffisante de personnes solvables, qui n'aient aucun interest dans ledit Vaisseau, & qui s'obligent chacune solidairement pour la somme de 16500. L. Tournois ou de 1500. L. Sterlings; & si ce Vaisseau est monté de plus de 150. Matelots ou Soldats, pour la somme de 33000. L. Tournois, ou de trois mille Livres Sterlings, pour répondre solidairement de tous les dommages & torts, que lui, les Officiers, ou autres étant à son service, pourroient faire en leur course contre la teneur du present Traité, & contre les Edits faits de part & d'autre en ver-

tu du même Traité, par leurs Serenissimes Majestez, sous peine aussi de revocation & de cassation desdites Patentes, & Commissions speciales.

XXX. Leurs Majestez susdites, tant d'une part que de l'autre, voulant respectivement traiter dans tous leurs Etats les Sujets l'une de l'autre aussi favorablement que s'ils étoient leurs propres Sujets, donneront les ordres necessaires & efficaces, pour faire rendre les Jugemens & Arrêts concernant les prises, dans la Cour de l'Amirauté, selon les regles de la Justice & de l'équité, & conformément à ce qui est prescrit par ce Traité, par des Juges qui soient au dessus de tout soupçon, & qui n'aient aucun intérêt au fait dont il est question.

XXXI. Toutes les fois que les Ambassadeurs de Leurs Majestez susdites, tant d'une part que de l'autre, ou quelque autre de leurs Ministres publics, qui résideront à la Cour de l'autre Prince, se plaindront de l'injustice des Sentences qui auront été rendues, Leurs Majestez respectivement feront revoir & examiner de nouveau lesdits jugemens en leur Conseil afin que l'on connoisse avec certitude si les Ordonnances & les precautions prescrites au présent Traité auront été suivies & observées. Leursdites Majestez auront soin pareillement d'y faire pourvoir pleinement, & de faire rendre justice dans l'espace de trois mois à chacun de ceux qui la demanderont. Et néanmoins avant ou après le premier jugement, & pendant la revision, les effets qui seront en luge ne pourront être en aucune maniere vendus ni dechargés, si ce n'est du consentement des Parties intéressées, pour éviter toute sorte de dommage.

XXXII. Lorsqu'il y aura proces men entre ceux qui auront fait des prises d'une part, & ceux qui les réclameront d'autre part, & que lesdits Reclamateurs auront obtenu un Jugement ou Arrêt favorable, ledit Jugement ou Arrêt aura son execution, en donnant caution, nonobstant l'appel de celui qui aura fait la prise à un Juge Supérieur, ce qui n'aura point de lieu, si la Sentence est rendue contre les Reclamateurs.

XXXIII. Arrivant que des Navires de Guerre ou Marchands contraints par tempête ou autre accident, échouent contre des rochers ou des Ecueils aux côtes de l'un ou de l'autre Allié, qu'ils s'y brisent & qu'ils fassent naufrage, tout ce qui aura été sauvé des Vaisseaux & de leurs appareils, effets, ou Marchandises, ou le prix qui en sera provenu, le tout étant réclamé par les Propriétaires ou autres aiant charge & pouvoir d'eux, sera restitué de bonne-foi, en payant seulement les frais qui auront été faits pour les sauver, ainsi qu'il aura été réglé par l'une & l'autre Partie pour le Droit de sauvement, sauf cependant les Droits & Coutumes de l'une & de l'autre Nation: Et leurs Serenissimes Majestez de part & d'autre interposeront leur autorité, pour faire châtier severement ceux de leurs Sujets, qui auront inhumainement profité d'un pareil malheur.

XXXIV. Les Sujets de part & d'autre pourront se servir de tels Avocats, Procureurs, Notaires, Solliciteurs, & Facteurs que bon leur semblera, à l'effet de quoi, ces mêmes Avocats, & les autres susdits seront com-

mis par les Juges ordinaires, lorsqu'il sera besoin, & que ledits Juges en seront requis.

XXXV. Et pour la plus grande sûreté & liberté du Commerce & de la Navigation, on est convenu en outre, que ni le Roi Tres-Chrétien, ni la Reine de la Grande Bretagne, ne recevront dans aucun de leurs Ports, Rades, Villes, ou Places, des Pirates, & des Forbans quels qu'ils puissent être, & ne souffriront qu'aucun de leurs Sujets & Citoyens de part & d'autre les reçoivent & protègent dans ces mêmes Ports, les retiennent dans leurs Maisons, ou les aident en façon quelconque, mais encore ils feront arrêter & punir tous ces sortes de Pirates & de Forbans, & tous ceux qui les auront recrut, cachés, ou aidés, des peines qu'ils auront méritées, pour inspirer de la crainte, & servir d'exemple aux autres, Et tous leurs Vaisseaux, les effets & Marchandises enlevées par eux, & conduites dans les Ports de l'un ou de l'autre Royaume, seront arrêtées, autant qu'il pourra s'en découvrir, & seront rendues à leurs Propriétaires ou à leurs Facteurs sans leur Pouvoir ou Procuration par écrit, après avoir prouvé la propriété devant les Juges de l'Amirauté par des Certificats suffisans, quand bien même ces effets seroient passés en d'autres mains par vente, & généralement tous les Vaisseaux & Marchandises de quelque nature qu'elles soient, qui seront prises en pleine Mer, seront conduites dans quelque Port de l'un ou de l'autre des deux Royaumes, & seront confiées à la garde des Officiers de ce même Port, pour être rendues entières au véritable Propriétaire, aussi-tôt qu'il sera dûment & suffisamment reconnu.

XXXVI. Les Vaisseaux de guerre de Leurs Majestés de part & d'autre, & ceux qui auront été armés en guerre par leurs Sujets, pourront en toute liberté conduire ou bon leur semblera les Vaisseaux & les Marchandises, qu'ils auront pris sur les Ennemis, sans être obligés de payer aucun Droit, soit aux Seigneurs Amiraux, soit aux autres Juges quels qu'ils soient, sans qu'aucun des dites prises abordant & entrant dans les Ports de leurs dites Sérénissimes Majestés tant d'une part que de l'autre, puissent être arrêtées ou saisies, ni que les Visiteurs, ou autres Officiers des lieux puissent les visiter, & prendre connoissance de la validité des dites prises en outre il leur sera permis de mettre à la voile en quelque temps que ce soit, de partir, & d'emmener les prises au lieu porté par les Commissions ou Patentes, que les Capitaines desdits Navires de guerre seront obligés de faire apparoir, & au contraire il ne sera donné azile ni retraite dans leurs Ports à ceux qui auront fait des prises sur les Sujets de l'une ou de l'autre Majesté, mais y étant entrés par nécessité de tempête ou de peril de la Mer, on emploiera fortement les soins nécessaires afin qu'ils en sortent & s'en retournent le plutôt qu'il sera possible, autant que cela ne sera point contraire aux Traitez antérieurs faits à cet égard avec d'autres Rois ou Etats.

XXXVII. Leurs dites Sérénissimes Majestés de part & d'autre ne souffriront point que sur les Costes & dans les Ports & les Rivières de leur obéissance, des Navires & des Marchandises des Sujets de l'autre soient pris par des

des Vaisseaux de guerre, ou par d'autres qui seront pourvus de Patentes de quelque Prince, République, ou Ville quelconque; & au cas cela arrive, l'une & l'autre Partie emploieront leurs forces unies pour faire reparer le dommage causé.

XXXVIII. S'il survenoit à l'avenir, par inadvertance ou autrement, quelques inobservations ou contraventions au présent Traité de part ou d'autre, l'amitié & la bonne intelligence ne sera pas d'abord rompue pour cela, mais ce Traité subsistera, & aura son entier effet, & l'on procurera des remèdes convenables pour lever les inconveniens, comme aussi pour faire reparer les contraventions: Et si les Sujets de l'un ou de l'autre Royaume sont en faute, ils seront seuls punis, & severement châtiés.

XXXIX. Que s'il est prouvé que celui, qui aura fait une prise, ait employé quelque genre de torture contre le Capitaine, l'Equipage, ou autres personnes qui seront trouvées dans quelque Vaisseau appartenant aux Sujets de l'autre Partie, en ce cas, non seulement ce Vaisseau, & les Prisonniers, Marchandises, & effets quels qu'ils puissent être, seront relâchés aussi-tôt, & sans aucun délai, & remis en pleine liberté, mais même ceux qui seront convaincus d'un crime si énorme, aussi-bien que leurs complices, seront punis des plus grandes peines, & proportionnées à leur faute. Ce que le Roi Très-Chrétien, & la Reine de la Grande-Bretagne, s'obligent réciproquement de faire observer sans aucun égard pour quelque personne que ce soit.

Formulaire des Passeports & Lettres, qui se doivent donner dans l'Amirauté de France, aux Navires & Barques qui en sortiront, suivant l'Article vingt-un du présent Traité.

Louis, Comte de Toulouse, Amiral de France, à tous ceux qui ces présentes Lettres verront, Salut. Sçavoir faisons, que nous avons donné Congé & Permission à Maître & Conducteur du Navire nommé de la Ville de du port de Tonneaux ou environ, étant de présent au Port & Havre de de s'en aller à chargé de après que la Visitation aura été faite de son Navire; avant que de partir, fera serment devant les Officiers qui exercent la Jurisdiction des Causes Maritimes, comme ledit Vaisseau appartient à un ou plusieurs des Sujets de Sa Majesté, dont il sera mis Acte au bas des présentes: comme aussi de garder, & faire garder par ceux de son Equipage, les Ordonnances & Reglements de la Marine, & mettre au Greffe le Rôle signé, & verifié, contenant les Noms & Surnoms, la Naissance & Demeure, des hommes de son Equipage, & de tous ceux qui s'embarqueront; lesquels il ne pourra embarquer, sans le sçu & permission des Officiers de la Marine, & en chacun Port ou Havre où il entrera avec son Navire, fera apparoir aux Officiers & Juges de la Marine du présent Congé, & leur fera fidelle rapport de ce qui sera fait, & passé durant son Voyage; & portera les Pavillons, Armes, &

& Enseignes du Roi, & les nôtres, durant son Voiage. En temoin de quoi nous avons fait apposer notre Seing, & le Sêel de nos Armes, à ces présentes, & icelles fait contre-signer par notre Secrétaire de la Marine à
 Jour de mil sept cens.

Formulaire de l'Acte contenant le Serment.

NOUS de l'Amirauté de Certifications
 que Maître du Navire nommé au passeport ci-dessus, a prêté
 le Serment mentionné en icelui: Fait à le jour de
 mil sept cens.

*Formula Litterarum Maritarum petendarum, dandarumque, à
 Domino Domino Magno Admirallo Magnæ Britanniae, &c. vel à
 Dominis Commissariis pro Officio Admiralitatis Magnæ Britan-
 niae, &c. secundum Articuli vigesimi primi hujus Tractatus dis-
 positionem.*

OMNIBUS ad quos præsentis Literæ pervenerint, Salutem. Nos
 Magnus Admirallus Magnæ Britanniae, &c. (aut) Nos
 Commissarii pro Officio Admiralitatis Magnæ Britanniae, &c. No-
 rum, testatumque facimus per præsentis A. B. de C. solitæ
 habitationis loco, Magistrum sive Præfectum Navis vocatæ D. co-
 ram nobis comparuisse, & solenni Jurejurando affirmasse, (vel Literas Testi-
 moniales sub Sigillo Magistratûs, vel Officialium Teloniorum & Vectigalium
 Burgi & Portûs E. Datas Mensis Anno Domini
 17 de & super Jurejurando coram iis alias præstito, exhibuisse) Dictam
 Navem & Navigium D Mensurarum, quas Tuns vocant
 capacem, cujus ille ipse hoc tempore Magister sive Præfectus est, ad Sub-
 ditos Serenissimæ Regiæ Majestatis Domine nostræ Clementissimæ, vere
 & realiter pertinere. Cum autem acceptissimum nobis foret, Prædictum
 Magistrum, sive Præfectum, iis quæ probe justeque ab eo agenda erunt,
 adjuvari, rogamus vos universos & singulos, ubicunque dictus Magister,
 seu Præfectus, Navem prædictam, Mercesque in ea inventas & illatas appel-
 let, velitis, jubeatis, cum benigne recipi, humaniter tractari, sub legitimo-
 rum, consuetorumque Vectigalium, ac aliarum rerum solutione admitti, in-
 gredi, manere, egredi Portus, Flumina, & Dominia vestra, & omnimo-
 do Navigationis, Mercatûs, ac Commerciorum Jure, specieque uti, om-
 nibus in locis quibus hoc ei melius rectius visum fuerit, grato animo id re-
 pendere vobis paratissimi semper promptissimique. In quorum majorem Fi-
 dem & Testimonium præsentis Manu nostra, & Sigillo nostro, communiri
 curavimus. Dat. in Die Mensis A. D. 17

Formula

Formula Literarum Certificatoriarum petendarum dandarumque a Magistratu, aut Officialibus Vectigalium & Teloniorum Burgi & Portus, in Burgis & Portibus suis respectivis, Navibus & Navigiis inde vela facientibus, secundum Articuli vigesimi primi hujus Tractatus dispositionem.

NOs A. B. Magistratus (aut) Officiales Vectigalium & Teloniorum Burgi & Portus C. certificamus & attestamus, quod die Mensis A. D. 17 personaliter coram nobis comparuit D. E. de F. & solenni Jurejurando declaravit, quod Navis sive Navigium vocatum G. Mensurarum quas Tuns vocant capax, cujus H. J. de K. solitæ habitationis loco, est Magister, sive Præfectus, ei & aliis etiam Serenissimæ Regiæ Majestatis Dominiæ nostræ Clementissimæ Subditis, iisque solis, justo titulo propria sit. Jam vero de Portu L. iter destinasse ad Portum M. onustam Mercibus & Mercimoniis hic infra speciatim descriptis & enumeratis. Scilicet & prout sequitur, viz.

In quorum Fidem has Certificatorias Literas, signavimus, & Sigillo Officii nostri sigillavimus. Dabantur die Mensis A. D. 17

Le present Traité sera ratifié par le Roi T. C. & la Reine de la Grande-Bretagne, & les Ratifications en seront dûement échangées, dans l'espace de quatre semaines, ou plutôt, si faire se peut.

En foi de quoi Nous soussignez Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires du Roi T. C. & de la Reine de la Grande-Bretagne avons signé le present Traité de notre main, & y avons fait apposer les cachets de nos Armes. Fait à Utrecht le 11. d'Avril 1713.

HUXELLES.
(L. S.)

JOH. BRISTOL, C. P. S.
(L. S.)

MENAGER.
(L. S.)

STRAFFORD.
(L. S.)

Ce Traité fut ratifié par Sa Maj. Très-Chrétienne, le 18. Avril 1713.

Articles dont est fait mention dans les Notes (a) & (b) ci-dessus pag. 354.

(a) I. La Balcine coupée & aprêtée, les Fanons, & les Huiles de Balcine, payeront à toutes les entrées du Royaume les Droits portez par le Tarif du 7. Decembre 1699.

II. Les Draps, Ratines, & Serges, seront sujettes aux mêmes Droits du Tarif, du 7. Decembre 1699., & pour en faciliter le Commerce, il sera permis de les faire entrer par St. Valery sur Somme, par Rouen, & par Bourdeaux, où ces Etoffes seront sujettes à la visite de la même manière que celles qui se fabriquent dans le Royaume.

III. On ne pourra apporter dans le Royaume que le Poisson Salé en baril, & il sera levé à toutes les entrées du Royaume, Pais, & Terres de l'obéissance du Roi, même des Ports-Francis, les Droits d'Abord & de Confirmation ordonnez avant le Tarif de 1664. & en outre 40. Livres par Leth, composé de 12. Barils pesant 300. L. chacun, pour le Droit d'entrée, laquelle entrée ne sera permise que par St. Valery sur Somme, Rouen, Libourne, & Bourdeaux, & demeurera interdite pour les autres Havres ou Ports, tant de la Mer Oceane, que de la Méditerranée.

IV. Le Sucre raffiné en pain, ou en poudre, Candi, blanc ou brun, payera les Droits portez par le Tarif du 7. Decembre 1699.

En foi de quoi nous Sousignez Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires de S. M. B. & de S. M. T. C. avons signé ces presentes de nos mains, & y avons apposé nos cachets. A Utrecht le (28. Avril) 9. Mai de l'an mille sept cens treize.

JOH. BRISTOL C. P. S.
(L. S.)

STRAFFORD.
(L. S.)

HUXELLES.
(L. S.)

MESNAGER.
(L. S.)

(b) I. A l'avenir aucune des Manufactures des Pays de l'obéissance de Leurs Majestez ne seront sujettes à la Visite, ou à la Confiscation, sous quelque pretexte que ce soit de fraude ou de defectuosité dans la Fabrique, & travail, ou pour quelque défaut que ce soit. On laissera une entière liberté au Vendeur & à l'Acheteur de stipuler & d'en faire le prix ainsi qu'ils le trouveront à propos, nonobstant toutes Loix, Statuts, Edits, Arrests, Privileges, Concession ou Usage.

II. Et d'autant qu'il s'est établi un Usage, lequel n'est autorisé par aucune Loi dans quelques Lieux de la France & de la Grande-Bretagne, suivant lequel les François payent en Angleterre une espee de Capitation, nommée en langue du Pays *Headmoney*, & les Anglois payent le même Droit en France, sous le titre d'*Argent du Chef*: Il est convenu que cet Impôt ne

ne s'exigera plus de part ni d'autre, ni sous l'ancien nom, ni sous quelque autre nom que ce puisse être.

III. Il ne sera plus défendu aux Marchands Anglois, à l'avenir, de vendre leur Tabac à l'acheteur auquel ils trouveront bon de le vendre, & à cette fin le Bail, fait avec les Fermiers qui ont racheté les Droits sur ladite herbe, cessera, & ne pourra être établi dans la suite.

IV. Excepté seulement au cas suivant, savoir, quand les Navires Anglois prendront des Marchandises en France, & qu'ils les transporteront d'un Port de France dans un autre Port de France; & quand les Navires François prendront des Marchandises en Angleterre, & qu'ils les transporteront dans un autre Port d'Angleterre pour les y décharger, auquel cas seulement, & nullement en aucun autre, les Sujets de Leursdites Majestez seront obligés de payer les Droits qui viennent d'être supprimés, seulement suivant la Marchandise qu'ils auront déchargée, & non sur toute la capacité du Vaisseau.

V. Mais comme il y a plusieurs genres de Marchandises de celles qui seront apportées ou importées en France par les Sujets de la Grande Bretagne, qui sont enfermées dans des tonneaux, dans des caisses, ou dans les emballages, dont les Droits se payent au poids, On est convenu qu'en ce cas, lesdits Droits seront seulement exigés par proportion au poids effectif de la Marchandise, & qu'on fera une diminution du poids des tonneaux, des caisses, & emballages, de la même manière qu'il a été pratiqué, & qu'il se pratique actuellement en Angleterre.

VI. Il est encore convenu, que si quelque inadvertance ou faute avoit été commise, par quelque Maître de Navire, l'Interprete, le Procureur, ou autre chargé de ses Affaires, en faisant la Declaration de la cargaison, le Navire pour cela, ni la cargaison, ne seront sujets à confiscation. Il sera même loisible au Propriétaire des effets qui auront été omis dans la Liste ou Declaration fournie par le Maître du Navire, en payant les Droits en usage suivant la Pancarte, de les retirer, pourvu toutefois qu'il n'y ait pas une apparence manifeste de fraude. Et pour cause de cette omission, les Marchands, ni les Maîtres de Navires, ni lesdites Marchandises, ne pourront être sujets à aucune peine, pourvu que les effets omis dans la Declaration n'aient pas encore été mis à terre avant d'avoir fait ladite Declaration.

VII. Et quand, par les Lettres de Mer & les Certificats, il apparaitra suffisamment de la qualité du Vaisseau, & de celle de ses Marchandises, & de son Maître, il ne sera permis aux Commandans des Vaisseaux armés en Guerre, sous quelque prétexte que ce soit, de faire aucunes autres Verifications. Mais si quelque Navire Marchand se trouvoit dépourvu de ses Lettres de Mer ou de Certificats, il pourra alors être examiné par un Juge compétant, de façon cependant, que si par d'autres Indices & Documents il se trouve qu'il appartienne véritablement aux Sujets d'un des Conféderez, & qu'il ne contienne aucunes Marchandises de contrebande destinées pour l'Ennemi d'un d'eux, il ne devra point être confisqué, mais il sera relâché avec

sa charge, afin qu'il poursuive son voyage. Comme il peut arriver souvent que les Actes dont il s'agit ne puissent parvenir au Vaisseau qui met à la voile, ou qu'ils soient peris par quelque accident, ou qu'on les ait enlevés à bord du Vaisseau, & si outre les Actes expédiés suivant la forme mentionnée dans ce Traité, on trouve aussi d'autres Lettres de Mer ou Certificats dressés suivant une autre forme qui peut être la forme dans laquelle lesdits Instrumens doivent être connus suivant les Traitez faits avec d'autres Etats, il n'en sera pris aucun prétexte de tenir, ou d'inquiéter en aucune manière les personnes & le Navire, ni faire aucun tort aux Marchandises. S'il arrive que le Maître de Navire dénommé dans les Lettres de Mer, soit mort, ou qu'ayant été autrement ôté, il s'en trouve un autre en sa place, le Vaisseau ne laissera pas d'avoir la même sécurité avec son chargement, & les Lettres de Mer auront la même vertu.

VIII. Il a été d'ailleurs arrêté & réglé, que les Navires & effets ne seront point censés de bonne prise, encore qu'ils aient été vingt quatre heures en la puissance des ennemis. Mais, s'il y a sujet de les restituer à quelqu'un, ils pourront être repêchez par leurs premiers Propriétaires & leur seront rendus.

IX. Il sera libre respectivement à Leurs Majestez d'établir dans les Royaumes & Pays l'un de l'autre, pour la commodité de Leurs Sujets, lesquels y négocient, des Consuls Nationaux, qui jouiront du Droit, Immunité, & Liberté qui leur appartient, à raison de leur Exercice & Fonction, & on conviendra dans la suite des Lieux où on pourra établir lesdits Consuls.

En Foy de quoy, nous Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires de Sa Majesté le Roy Tres-Chrétien, & de Sa Majesté la Reine de la Grande-Bretagne, avons signé les présens Articles de notre main & y avons fait apposer les Cachets de nos Armes, Fait à Utrecht le onzième Avril mil sept cent treize.

HUXELLES.

(L. S.)

JOH. BRISTOL. C. P. S.

(L. S.)

MESNAGER.

(L. S.)

STRAFFORD.

(L. S.)

„ Jamais on n'a tenu de Conférences sur le Tarif de 1664. comme il étoit
 „ stipulé dans l'Art. IX., le Parti opposé au Ministère ayant toujours éludé
 „ l'accomplissement de cette promesse.

[NNN.]

1713. *TRAITE' de Navigation & de Commerce entre la France & les Etats Généraux des Provinces-Unies, conclu à Utrecht en 1713. Actes de la Paix d'Utrecht.*

LE Traité de Paix, qui a été conclu aujourd'hui entre le Roi Très-Chrétien & les Seigneurs Etats Généraux des Provinces Unies, faisant cesser tous les sujets de mécontentement, qui avoient altéré pendant quelque temps l'affection que Sa Majesté a toujours eue pour leur bien & leur prospérité, suivant l'exemple des Rois ses Predecesseurs, & lesdits Seigneurs Etats Généraux rentrant aussi dans la même passion, qu'ils ont ci-devant témoignée pour la grandeur de la France & dans les sentimens d'une sincère reconnaissance pour les obligations & les avantages considérables qu'ils ont ci-devant reçus, Sa Majesté ne veut rien omettre de ce qui peut l'affermir, & lesdits Etats Généraux, ne souhaitant pas moins de la perpétuer, ont estimé, qu'il n'y en avoit point de meilleur & de plus assuré moyen, que d'établir une libre & parfaite correspondance entre les Sujets de part & d'autre, & pour cet effet régler leurs intérêts particuliers en fait de Commerce, Navigation, & Marine, par des Loix & Conventions les plus propres à prévenir tous les inconveniens qui pourroient affaiblir la bonne correspondance, Sa dite Majesté satisfaisant au desir desdits Etats Généraux, auroit ordonné le Sieur Nicolas, Marquis d'Huxelles, Marechal de France, Chevalier des Ordres du Roi, Lieutenant General au Gouvernement de Bourgogne, le Sieur Nicolas Meunier, Chevalier de l'Ordre de St Michel, les Ambassadeurs Extraordinaires & Plénipotentiaires à l'Assemblée de la Négociation de la Paix, Et lesdits Seigneurs Etats Généraux, les Sieurs Jacques de Randwyck, Seigneur de Rossem, & Burgrave de l'Empire & Juge de la Ville de Nimegue, Guillaume Buys, Conseiller Pensionnaire de la Ville d'Amsterdam, Bruno vander Dussen, ancien Bourguemaître, Sénateur & Conseiller Pensionnaire de la Ville de Gouda, Assesseur au Conseil des Heemraden de Schieland, Dyckgraaf de Crimpenerward, Corneille van Gheel, Seigneur de Spandbroek, Balkestein, & Grand Baillif du Franc & de la Ville de l'Ecluse, Surintendant des Fiefs relevant du Bourg de Bruges du ressort de l'Etat, Frederic-Adrien Baron de Rheede, Seigneur de Renswoude, d'Emminkhuylen & Moerkerken, & Président de la Noblesse de la Province d'Utrecht, Sien de Goslinga, Grietman de Franqueradeel, Curateur de l'Université de Franquer, Charles Ferdinand, Comte de Inghuyfen & de Kniphuyfen, Seigneur de Vreackwold &c. Députés dans leur Assemblée de la part des Etats de Gueldres, de Hollande & de Westfrise, de Zelande, d'Utrecht, de Frise, & de la Ville de Groningue & Ommelandes,

Nnn 3

landes, & leurs Ambassadeurs Extraordinaires & Plénipotentiaires audit Congrès de Paix, de conférer & convenir en vertu de leurs Pouvoirs respectivement produits & dont copie est ci-dessous transmise, d'un Traité de Commerce & Navigation, en la manière qui s'en suit.

I. Les Sujets de Sa Majesté & des Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies du Pais-Bas jouiront réciproquement de la même liberté au fait du Commerce & de la Navigation, dont ils ont joui de tous tems devant cette Guerre par tous les Royaumes, Etats, & Provinces de l'une & de l'autre part.

II. Et ainsi n'exerceront plus à l'avenir aucunes sortes d'hostilités ni de violences les uns contre les autres, tant sur Terre, que sur Mer, ou dans les Rivières, Rades, & Eaux douces, sous quelque nom & prétexte que ce soit, & aussi ne pourront les Sujets de Sa Majesté prendre aucunes Commissions pour des Armemens particuliers ou Lettres de représailles des Princes & Etats, ennemis desdits Seigneurs Etats Généraux, & nous les troubler ni endommager d'aucune sorte, en vertu de telles Commissions ou Lettres de représailles, ni même aller en course avec elles, sous peine d'être poursuivi & châtié comme Pirates, ce qui sera pareillement observé par les Sujets des Provinces-Unies à l'égard des Sujets de Sa Majesté, & seront à cette fin toutes & quantes fois que cela sera requis de part & d'autre dans les Terres de l'obéissance de Sa Majesté & dans les Provinces Unies publiées & renouvelées défenses très-expreses & très-précises, de se servir en aucune manière de telles Commissions ou Lettres de représailles, sous la peine susmentionnée, qui sera exécutée severement contre les contrevenants, outre la restitution entière, à laquelle ils seront tenus envers ceux, auxquels ils auront causé du dommage.

III. Et pour obvier d'autant plus à tous inconveniens, qui pourroient survenir par les prises, faites par inadvertance, ou autrement, dans les Lieux éloignés il a été convenu & accordé, que si quelques prises se font de part ou d'autre dans la Mer Baltique, ou dans celle du Nord, depuis Terneuse en Norvegue, jufques au bout de la Manche dans l'espace de quatre Semaines, ou du bout de ladite Manche jufqu'au Cap de St. Vincent dans l'espace de six semaines, & de là dans la Mer Méditerranée & jufqu'à la Ligne dans l'espace de dix semaines, & au delà de la Ligne & en tous les autres endroits du Monde dans l'espace de huit mois, à compter depuis la publication de la présente, lesdites prises & les dommages, qui se feront de part ou d'autre, après les termes prefix, seront portés en compte, & tout ce qui aura été pris, sera rendu avec compensation de tous les dommages, qui en seront provenus.

IV. Toutes Lettres de marque, & de représailles, qui pourront avoir été ci-devant accordées, pour quelque cause que ce soit, sont déclarées nulles, & n'en pourra être ci-après donné par l'un desdits Alliez, au préjudice des Sujets de l'autre, si ce n'est seulement en cas de manifeste dessein de justice, lequel ne pourra pas être tenu pour vérifié, si la requête de celui, qui

qui demande lesdites représailles, n'est communiquée au Ministre qui se trouve sur les Lieux de la part de l'Etat, contre les Sujets duquel elles doivent être données, afin que dans le terme de quatre mois, ou plutôt, s'il se peut, il puisse s'informer du contraire, ou procurer l'accomplissement de justice qui sera dû.

V. Ne pourront aussi les particuliers Sujets de Sa Majesté être mis en actions ou arrêt en leurs Personnes & Biens, pour aucune chose que Sa Majesté peut devoir, ni les particuliers Sujets desdits Seigneurs Etats Généraux pour les dettes publiques desdits Etats.

VI. Les Sujets Habitans des Pais de l'obéissance de Sa Majesté, & desdits Seigneurs Etats Généraux vivront, converseront, & fréquenteront les uns avec les autres, en toute bonne amitié & correspondance, & jouiront entre eux de la liberté de Commerce & Navigation dans l'Europe, en toutes les limites des Pais de l'un & de l'autre, de toutes sortes de Marchandises & Denrées, dont le Commerce & le transport n'est défendu généralement & universellement à tous, tant Sujets qu'Etrangers, par les Loix & Ordonnances des Etats de l'un & de l'autre.

VII. Et pour cet effet, les Sujets de Sa Majesté, & ceux desdits Seigneurs Etats Généraux, pourront franchement & librement fréquenter avec leurs Marchandises & Navires, les Pais, Terres, Villes, Ports, Places, & Rivières de l'un & de l'autre Etat, y porter & vendre à toutes Personnes indistinctement, acheter, trafiquer, & transporter toutes sortes de Marchandises, dont l'entrée ou sortie, & transport, ne sera défendu à tous Sujets de Sa Majesté & de des Seigneurs Etats Généraux, sans que cette liberté reciproque puisse être défendue, limitée, ou restrictive, par aucun Privilege, Octroi, ou aucune Concession particulière, & sans qu'il soit permis à l'un ou à l'autre de concéder, ou de faire à leurs Sujets des Immunités, Benefices, Dons gratuits, ou autre avantages, par dessus ceux de l'autre à leur préjudice, & sans que lesdits Sujets de part & d'autre soient tenus de payer plus grands ou autres Droits, Charges, Gabelles, ou Impositions quelconques sur leurs Personnes, Biens, Denrées, Navires, ou Frets d'iceux directement, ou indirectement, sous quelques noms, titre, ou prétexte que ce puisse être, que ceux qui seront payez par les propres & naturels Sujets de l'un & de l'autre.

VIII. Les Sujets des Etats Généraux ne pourront aussi être traitez autrement ou plus mal dans les Droits de Contablie, d'Acrochage, du Sol parisis, & toutes autres charges & impositions de quelque nom qu'elles puissent être appellées, soit sous le titre du Droit étranger ou autrement, sans aucune reserve ou exception, que les Sujets mêmes de Sa Majesté Très-Chrétienne, qui ne seront pas Bourgeois dans les Lieux, ou lesdits Droits se levont.

IX. Qu'à l'égard du Commerce du Levant en France, & de vingt pour cent qui se leve à cette occasion, les Sujets des Etats Généraux des Provinces-Unies jouiront aussi de la même liberté & franchise, que les Sujets du Roi Très-Chrétien, tellement, qu'il sera permis auxdits Sujets des Etats
Géné-

Generaux de porter des Marchandises du Levant à Marseille, & autres Places permises en France, tant par leurs propres Vaisseaux, que dans les Vaisseaux François, & que ni dans l'un ni l'autre cas, lesdits Sujets des Etats Generaux ne seront assujettis audit vingt pour cent, sinon dans les cas, où les François y sont sujets, portant des Marchandises dans leur propres Vaisseaux à Marseille, ou autres Places permises, & qu'en ceci ne pourra se faire aucun changement au prejudice des Sujets desdits Etats Generaux.

X. Il sera permis aux Sujets des Seigneurs Etats Generaux d'apporter, faire entrer, & debiter en France & dans les Pais conquis, librement & sans aucun empêchement du Harang salé, sans distinction, & sans être sujets au rempaquement, & ce non-obstant tous Edits, Declarations, & Arrests du Conseil à ce contraires, & notamment ceux des quinzième Juillet, & quatorzième Septembre, mil six cens quatre vingt sept, portant defences d'apporter ni faire entrer dans les Ports de France, ou Places conquises, du Harang autrement qu'en vracq & sale du sel de Brouage, & qui ordonnent que ledit Harang sera apporté dans les Ports de Mer en vracq dans des Barils, dont les dix-huit composeront douze de Harang pacqué, lesquels Arrests demeureront revoquez & annullez.

XI. L'on dépêchera reciproquement à la Douane ou aux Bureaux, tant en France qu'aux Pais des Etats Generaux, également & sans aucune distinction, les Sujets de l'une & de l'autre Nation aussi-tôt qu'il sera possible, sans leur causer aucun empêchement ni retardement, quel qu'il puisse être.

XII. Les Navires de Guerre de l'un ou de l'autre trouveront toujours les Rades, Rivières, Ports, & Havres, libres & ouverts pour entrer, sortir, & demeurer à l'ancre, tant qu'il leur sera necessaire, sans pouvoir être visités, à la charge neantmoins d'en user avec discretion, & de ne donner aucun sujet de jalousie, par un trop long & affecté séjour, ni autrement, aux Gouverneurs desdites Places, & Ports, auxquels les Capitaines desdits Navires seront scavoir la cause de leur arrivée & de leur séjour.

XIII. Les Navires de Guerre de Sa Majesté & desdits Seigneurs Etats Generaux & ceux de leurs Sujets, qui auront été armés en guerre, pourront en toute liberté conduire les prises, qu'ils auront faites sur leurs ennemis, où bon leur semblera, sans être obligés à aucuns Droits, soit des Sieurs Admiraux ou de l'Amirauté, ou d'aucuns autres, sans qu'aussi lesdits Navires ou lesdites prises, entrant dans les Havres ou Ports de Sa Majesté ou desdits Seigneurs Etats Generaux, puissent être arrestées ou saisies, ni que les Officiers des Lieux puissent prendre connoissance de la validité desdites prises, lesquelles pourront sortir & être conduites franchement & en toute liberté aux lieux portés par les Commissions, dont les Capitaines desdits Navires de Guerre seront obligés de faire apparoir. Et au contraire ne sera donné azile ni retraite dans leurs Ports ou Havres à ceux qui auront fait des prises sur les Sujets de Sa Majesté ou desdits Seigneurs Etats Generaux;

mais y étant entrés par nécessité de tempeste ou peril de la Mer, on les fera sortir le plutôt qu'il sera possible.

XIV Les Sujets deldits Seigneurs Etats Généraux ne seront point réputés Aubains en France, & ainsi seront exemptes de la Loi d'Aubaine, & pourront disposer de leurs biens par Testament, Donation, ou autrement. Et leurs Heritiers, Sujets deldits Etats, demeurans tant en France, qu'ailleurs, recueillir leurs successions, même *ab intestato*, encore qu'ils n'ayent obtenu aucunes Lettres de Naturalité, sans que l'effet de cette Concession leur puisse être contesté, ou empêché, sous prétexte de quelque Droit ou Prerogative des Provinces, Villes, ou Personnes privées: pourront pareillement, sans leldites Lettres de Naturalité, s'établir en toute liberté les Sujets deldits Seigneurs Etats en toutes les Villes du Royaume, pour y faire leur Commerce & Trafic, sans pourtant y pouvoir acquiescir aucun Droit de Bourgeoisie, si ce n'est, qu'ils eussent obtenu d's Lettres de Naturalité de Sa Majesté en bonne forme; & seront généralement traités ceux des Provinces-Unies en tout & par tout autant favorablement, que les Sujets propres & naturels de Sa Majesté, & particulièrement ne pourront être compris aux taxes, qui pourront être faites sur les Etrangers, & sera tout le contenu au présent Article observé au regard des Sujets du Roi dans le Pais de l'obéissance deldits Seigneurs Etats.

XV Les Navires, chargés de l'un des Alliés, passans devant les costes de l'autre, & relâchant dans les Rades ou Ports, par tempeste ou autrement, ne seront contraincts d'y décharger ou debiter leurs Marchandises, ou partie d'icelles, ni tenus d'y payer aucuns Droits, sinon lorsqu'ils y déchargeront des Marchandises volontairement & de leur gré.

XVI. Les Maîtres de Navires, leurs Pilotes, Officiers & Soldats, Matelots & autres gens de Mer, les Navires mêmes, ni les Denrées & Marchandises, dont ils seront chargés, ne pourront être saisis, ni arrestés, en vertu d'aucun ordre général ou particulier de qui que ce soit, ou pour quelque cause ou occasion que ce puisse être, non pas même sous prétexte de la conservation, & défense de l'Etat, & généralement rien ne pourra être pris aux Sujets de part & d'autre, que du consentement de ceux, à qui il appartiendra, & en payant les choses qu'on désirera d'eux, en quoi toutefois n'est entendu de comprendre les saisies & arrestés faits par ordre & autorité de la Justice, & par les voyes ordinaires, & pour loyales dettes, Contrats, ou autres causes légitimes, pour raison desquelles il sera procédé par voye de Droit, selon la forme de la Justice.

XVII Tous les Sujets & Habitans de France & des Provinces Unies pourront en toute seureté & liberté naviger avec leurs Vaisseaux, & trafiquer avec leurs Marchandises, sans distinction de qui que puissent être les propriétaires d'icelles, de leurs Ports, Royaumes, & Provinces, & aussi des Ports & Royaumes des autres Etats ou Princes, vers les Places de ceux qui sont déjà ennemis déclarés, tant de la France, que des Provinces.

ces-Unies ou de l'un des deux, ou qui pourroient le devenir. Comme aussi les mêmes Sujets & Habitans pourront avec la même sécurité & liberté naviger avec leurs Vaisseaux, & trafiquer avec leurs Marchandises, sans distinction de quique puissent être les propriétaires d'icelles, des lieux, l'orts & Rades de ceux qui sont ennemis de l'un & de l'autre d'icelles Parties, ou de l'un des deux en particulier, sans contradiction ou detourbier, de qui que ce soit, non seulement à droiture d'icelles Places ennemies vers un lieu neutre, mais aussi d'une place ennemie à l'autre, soit qu'elles se trouvent situées sous la Jurisdiction d'un même Souverain, soit qu'elles le soient sous des divers.

XVIII. Ce transport & ce Trafic s'étendra à toutes sortes de Marchandises, à l'exception de celles de contrebande.

XIX. Et ce genre de Marchandises de contrebande s'entend seulement être compris toutes sortes d'Armes à feu, & autres assortimens d'icelles, comme Canons, Mousquets, Mortiers, Petards, Bombes, Grenades, Saucisses, Cercles poussez, Affuts, Fourchettes, Bandolieres, Poudre, Méche, Salpêtre, Balles, Piques, Epées, Mousion, Casques, Cuirasses, Halberdars, Javelines, Chevaux, Selles de Cheral, Fourreaux de Pistols, Baudriers, & autres assortimens servant à l'usage de la Guerre.

XX. Ne seront compris dans ce genre de Marchandises de contrebande les Froments, Bleds, & autres Grains, Legumes, Huiles, Vina, Sel, ni généralement tout ce qui appartient à la nourriture & sustentation de la vie, mais demeureront libres, comme autres Marchandises & Denrees, non compris en l'Article precedent, & en sera le transport permis, mêmes aux lieux ennemis d'icels Seigneurs Etats, sauf aux Villes, & Places assiegées, bloquees, ou investies.

XXI. Pour l'exécution de ce que dessus, il a été accordé qu'elle se fera en la maniere suivante. Que les Navires & Barques avec les Marchandises des Sujets de Sa Majesté, étant entrés en quelque Havre d'icels Seigneurs Etats, & voulant de-là passer à ceux d'icels Ennemis, seront obligés seulement de montrer aux Officiers des Havres d'icels Seigneurs Etats, d'où ils partiront, leurs Passeports, contenant la specification de la charge de leurs Navires, attestés & marqués du sceel & seing ordinaires & reconnus des Officiers de l'Admirauté des lieux, d'où ils seront premièrement partis, avec la declaration du lieu où ils seront destinés, le tout en forme ordinaire & accoutumée, après laquelle exhibition de leurs Passeports en la forme susdite, ils ne pourront être inquiétés ni recherchés, détenus ni retardés en leurs voyages, sous quelque prétexte que ce soit.

XXII. Il en sera usé de même à l'égard des Navires & Barques Françoises, qui iront dans quelques Rades des Terres de l'Obedissance d'icels Seigneurs Etats, sans vouloir entrer dans les Havres, ou y entrant, sans toutefois vouloir débarquer & rompre leurs charges, lesquels ne pourront être obligés de rendre compte de leur Carguson, qu'au cas qu'il y eût soupçon qu'ils portassent aux ennemis d'icels Seigneurs Etats des Marchandises de contrebande, comme il a été dit ci-dessus.

XXIII.

XXIII. Et audit cas de soupçon apparent, lesdits Sujets seront obligés de montrer dans les Ports leurs Passeports en la forme ci-dessus spécifiée.

XXIV. Que s'ils étoient dedans les Rades, ou estoient rencontrés en pleine Mer par quelques Navires desdits Seigneurs Etats, ou d'Armateurs particuliers, leurs Sujets, lesdits Navires des Provinces-Unies, pour éviter tout desordre, n'approcheront pas plus pres des François que de la portée du Canon, & pourront envoyer leur petite Barque ou Chaloupe au bord des Navires ou Barques Françaises, & faire entrer dedans deux ou trois Hommes seulement, à qui seront montrés les Passeports & Lettres de Mer par le Maître ou Patron des Navires François en la maniere ci-dessus spécifiée, selon le Formulaire desdites Lettres de Mer, qui sera inséré à la fin de ce Traité, par lesquels Passeports & Lettres de Mer il puisse apparoir non seulement de la charge, mais aussi du lieu, de la demeure & résidence, tant du Maître & Patron, que du Navire même, afin que par ces deux moyens, on puisse connoître, s'ils portent des Marchandises de contrebande, & qu'il apparaisse suffisamment, tant de la qualité dudit Navire, que de son Maître & Patron, auxquels Passeports & Lettres de Mer le devra donner entière foi & créance, & afin que l'on en connoisse mieux la validité, & qu'elles ne puissent en aucune maniere être falsifiées & contrefaites, seront données certaines marques & contresings de Sa dite Majesté & desdits Seigneurs Etats Généraux.

XXV. Et en cas que dans lesdits Vaisseaux & Barques Françaises, destinées vers les Havres des ennemis desdits Seigneurs Etats, se trouvent, par les moyens susdits quelques Marchandises & Denrées de celles qui sont ci-dessus déclarées de contrebande & défendues, elles seront déchargées, dénoncées & confisquées par devant les Juges de l'Amirauté des Provinces-Unies ou autres compétens, sans que pour cela le Navire & Barque ou autres Biens, Marchandises, & Denrées libres & permises, retrouvées, ou même le Navire, puissent être en aucune façon saisis ni confisqués.

XXVI. Il a été en outre accordé & convenu, que tout ce qui se trouvera chargé par les Sujets de Sa Majesté en un Navire des ennemis desdits Seigneurs Etats, bien que ce ne fût Marchandises de contrebande, sera confisqué avec tout ce qui se trouvera audit Navire, sans exception ni réserve; mais d'ailleurs aussi sera libre & affranchi tout ce qui sera & se trouvera dans les Navires appartenans aux Sujets du Roi Très-Christien, encore que la charge ou partie d'icelle fût aux ennemis desdits Seigneurs Etats, sauf les Marchandises de Contrebande, au regard desquelles on se ren-

ce qui a été disposé aux Articles précédens, & pour éclaircissement particulier de cet Article, il est accordé & convenu

que toutes les deux Parties, ou bien en guerre, les biens appartenans aux Sujets dans les Navires de celui qui est devenu et l'une des Parties, ne pourront être confisqués sous prétexte, de cet embarquement dans le N

servira non-seulement quand lesdites Dentrées y auront été chargées devant la déclaration de la Guerre, mais même, quand cela sera fait après ladite déclaration, pourveu que ç'ait été dans les tems & les termes qui s'ensuivent, à sçavoir si elles ont été chargées dans la Mer Baltique, ou dans celle du Nord depuis Terneute en Norvegue, jusques au bout de la Manche dans l'espace de quatre Semaines, ou au bout de ladite Manche, jusques au Cap St. Vincent, dans l'espace de six Semaines, & de-là dans la Mer Méditerranée, & jusques à la Ligne dans l'espace de dix Semaines, & au delà de la Ligne, & en tous les autres endroits du Monde dans l'espace de huit mois, à compter depuis la publication de la présente. Tellement que les Marchandises & Biens des Sujets & Habitans, chargés en ces Navires ennemis, ne pourront être confisqués aucunement, durant les termes & dans les étendues susnommées à raison du Navire qui est ennemi, mais seront restitués aux Propriétaires sans aucun délai, si ce n'est qu'ils aient été chargés après l'expiration desdits termes, & pourtant il ne sera nullement permis de transporter vers les Ports ennemis telles Marchandises de contrebande, que l'on pourroit trouver chargées en un tel Navire ennemi, quoi qu'elles fussent rendues par la susdite raison. Et comme il a été réglé ci-dessus, qu'un Navire libre affranchira les Dentrées y chargées, il a été en outre accordé & convenu, que cette liberté s'étendra aussi aux Personnes, qui se trouveront en un Navire libre, à tel effet, que quoi qu'elles fussent ennemies de l'une & de l'autre des Parties, ou de l'une d'icelles, pourtant se trouvant dans le Navire libre, n'en pourront être tirées, si ce n'est qu'ils fussent Gens de Guerre, & effectivement au service desdits Ennemis.

XXVII Tous les Sujets & Habitans desdites Provinces-Unies jouiront réciproquement des mêmes Droits, Libertés, & Exemptions en leur Trafic & Commerce dans les Ports, Rades, Mers, & États de Sa dite Majesté, ce qui vient d'être dit, que les Sujets de Sa Majesté jouiront en ceux desdits Seigneurs États, & en haute Mer, se devant entendre que l'égalité sera réciproque en toute manière de part & d'autre, & même en cas que ci-après lesdits Seigneurs États fussent en Paix, Amitié, & Neutralité avec aucuns Rois, Princes, & États qui devinssent ennemis de Sa dite Majesté, chacune des deux Parties devant user réciproquement des mêmes conditions & restrictions exprimées aux Articles du présent Traité, qui regarde le Trafic & le Commerce.

XXVIII Et pour assurer davantage les Sujets desdits Seigneurs États, qu'il ne leur sera fait aucune violence par lesdits Vaisseaux de Guerre, sera fait défense à tous Capitaines des Vaisseaux du Roi, & autres Sujets de Sa Majesté, de ne les molester ni endommager en aucune chose que ce soit, sur peine d'être tenus en leurs Personnes & Biens des dommages & intérêts soufferts, & à souffrir, jusques à la due restitution & réparation.

XXIX Et pour cette cause seront dorénavant les Capitaines & Armateurs obligés chacun d'eux, avant leur département, de bailler caution bonne & solvable par devant les Juges compétens, de la somme de quinze mille livres tournois, pour répondre chacun d'eux solidairement des malversations, qu'ils

qu'ils pourroient commettre en leur courtes, & pour les contraventions de leurs Capitaines & Officiers au present Traité & aux Ordonnances & Edits de Sa Majesté qui seront publics en vertu & en conformité de la disposition d'icelui, à peine de decheance & nullité desdites Commissions & Congés, ce qui sera pareillement pratiqué par les Sujets desdits Seigneurs Etats Généraux.

XXX S'il arrivoit qu'aucun desdits Capitaines François fit prise d'un Vaisseau chargé desdites Marchandises de contrebande, comme dit est, ne pourront lesdits Capitaines faire ouvrir ni rompre les Coffres, Malles, Barils, Bougettes, Tonneaux, & autres Caisses, ou les transporter, vendre, ou échanger, ou autrement aliéner, qu'elles n'aient été descendues en Terre en la présence des Juges de l'Amirauté & après Inventaire par eux fait desdites Marchandises trouvées dans lesdits Vaisseaux, si ce n'est que lesdites Marchandises de contrebande ne faisant qu'une partie de la charge, le Maître ou Patron de Navire trouvera bon & agréât de livrer lesdites Marchandises de contrebande audit Capitaine & de poursuivre son Voyage, auquel cas ledit Maître ou Patron ne pourra nullement être empêché de poursuivre sa route & le dessein de son Voyage.

XXXI Sa Majesté voulant que les Sujets desdits Seigneurs Etats Généraux soient traités dans tout le Pais de son Obeissance aussi favorablement, que ses propres Sujets, donnera tous les ordres nécessaires pour faire que les Jugemens & Arrests, qui seront rendus sur les prises, qui auront été faites en Mer, soient donnés avec toute justice & équité, par des Personnes non suspectes ni intéressées au fait, dont il sera question. Et donnera Sa Majesté des ordres précis & efficaces, afin que tous les Arrests, Jugemens, & Ordres de Justice déjà donnés & à donner soient promptement & dûement exécutés, selon leurs formes.

XXXII Et lorsque les Ambassadeurs desdits Seigneurs Etats Généraux ou quelque autre de leurs Ministres publics, qui seront à la Cour de Sa Majesté, feront plainte desdits Jugemens, qui auront été rendus, Sa Majesté fera revoir lesdits Jugemens en son Conseil, pour examiner si les Ordres & précautions, contenues au present Traité, auront été suivies & observées, & pour y faire pourvoir, selon la raison, ce qui sera fait dans le tems de trois mois au plus; & néanmoins avant le premier Jugement après icelui, pendant la révision, les biens & effets, qui seront réclamés, ne pourront être vendus, ni déchargés, si ce n'est du consentement des Parties intéressées pour éviter le depensement desdites Marchandises.

XXXIII. Quand proces sera meu en première & seconde instance contre ceux qui auront fait des prises en Mer, & les intéressés en icelles, & que lesdits intéressés viendront à obtenir un Jugement ou Arrest favorable, ledit Jugement ou Arrest aura son exécution sous caution, nonobstant l'appel d'icelui, qui aura fait la prise, mais non au contraire; & ce qui est dit au present Article & aux précédens, pour faire rendre bonne & brève justice aux Sujets des Provinces-Unies, sur les prises faites en Mer, par les Sujets de Sa Majesté, sera entendu & pratiqué par les Seigneurs Etats Géné-

néraux, à l'égard des prises faites par leurs Sujets sur ceux de Sa Majesté

XXXIV. Sa Majesté & les Seigneurs Etats Généraux pourront en tout tems faire construire ou fréter dans le Pais l'un de l'autre, tel nombre de Navires, soit pour la Guerre ou pour le Commerce, que bon leur semblera, comme aussi acheter telle quantité de Munitions de guerre, qu'ils auront besoin, & emploieront leur autorité, à ce que lesdits marchés de Navires & achats de Munitions se fassent de bonne-foi & à prix raisonnable, sans que Sa Majesté ni les Seigneurs Etats Généraux puissent donner la même permission auxdits ennemis de l'un & de l'autre, en cas que lesdits ennemis fussent attaqués ou agresseurs

XXXV. Arrivant que des Navires de guerre ou Marchands échouent par tempête ou autre accident aux costes de l'un ou de l'autre Allié, lesdits Navires, Appareux, Biens, & Marchandises, & ce qui sera sauvé, ou le provenant, si lesdits choses étant perissables ont été vendues, le tout étant réclamé par des Propriétaires ou autres sans charge & pouvoir d'eux, dans l'an & jour, sera restitué sans forme de procès, en payant seulement les fraix raisonnables, & ce qui sera réglé entre lesdits Alliés pour le Droit de sauvement; & en cas de contravention au présent Article, Sa Majesté & lesdits Seigneurs Etats Généraux promettent d'employer efficacement leur autorité, pour faire chatier avec toute la severité possible ceux de leurs Sujets, qui se trouveront coupables des inhumanités, qui ont été quelquefois commises à leur grand regret en de semblables rencontres.

XXXVI. Sa Majesté & lesdits Seigneurs Etats Généraux ne recevront & ne souffriront, que leurs Sujets reçoivent dans nul des Pais de leur obéissance aucuns Pirates & Forbans quels qu'ils puissent être; mais ils les feront poursuivre, punir, & chasser de leurs Ports & les Navires deprezés, comme les biens pris par lesdits Pirates & Forbans, qui se trouveront en être, seront incontinent & sans forme de procès restitués franchement aux Propriétaires, qui les réclameront.

XXXVII. Les Habitans & Sujets de costé & d'autre pourront par tout dans les Terres de l'Obedissance dudit Seigneur Roi & desdits Seigneurs Etats Généraux le faire servir de tels Advocats, Procureurs, Notaires, & Solliciteurs, que bon leur semblera, à quoi aussi ils seront commis par les Juges ordinaires, quand il sera besoin, & que lesdits Juges en seront requis, & sera permis auxdits Sujets & Habitans de part & d'autre, de tenir dans les lieux, où ils feront leur demeure, les Livres de leur Trafic & Correspondance, en la Langue que bon leur semblera, sans que pour ce sujet ils puissent être inquiétés ni recherchés

XXXVIII. A l'avenir aucuns Consuls ne seront admis de part & d'autre, & si l'on jugeoit à propos d'envoyer des Résidents, Agens, Commissaires ou autres, ils ne pourront établir leur demeure, que dans les lieux de la résidence ordinaire de la Cour.

XXXIX. Sa Majesté & lesdits Seigneurs Etats Généraux ne permettront point, qu'aucun Vaisseau de guerre, ni autre équipé pour la Commission & pour

pour le service d'aucun Prince, Republique, ou Ville, que ce soit, viennent faire aucune prise dans les Ports, Hivres, ou aucunes Rivières, qui leur appartiennent, sur les Sujets de l'un ou de l'autre; & en cas que cela arrive, Sadite Majesté & lesdits Seigneurs Etats Generaux emploieront leur autorité & leur force, pour en faire la restitution ou réparation raisonnablement.

XL. S'il survenoit par inadvertance ou autrement quelques inobservations ou contraventions au present Traité de la part de Sadite Majesté, ou desdits Seigneurs Etats Généraux & leurs Successeurs, il ne laissera pas de subsister en toute sa force, sans que pour cela on en vienne à la rupture de la Confederation, amitié, & bonne correspondance, mais on reparera promptement lesdites contraventions, & si elles procedent de la faute de quelques particuliers Sujets, ils en seront seuls punis & châtrés.

XLI. Et pour mieux assurer à l'avenir le Commerce & l'Amitié entre les Sujets dudit Seigneur Roi & ceux desdits Seigneurs Etats Generaux des Provinces-Unies des Pais-Bas, il a été accordé & convenu, qu'arrivant ci-apres quelque interruption d'amitié ou rupture entre la Couronne de France & lesdits Seigneurs Etats desdites Provinces-Unies (ce qu'à Dieu ne plaise) il sera toujours donné neuf mois de tems après ladite rupture aux Sujets de part & d'autre, pour se retirer avec leurs effets, & les transporter où bon leur semblera; Ce qui leur sera permis de faire, comme aussi de vendre ou transporter leurs Biens & Meubles en toute liberté, sans qu'on puisse leur donner aucun empêchement, ni proceder pendant ledit tems de neuf mois à aucunes saisies de leurs effets, moins encore à l'arrest de leurs Personnes.

XLII. L'on previeindra de part & d'autre, autant qu'il sera possible, tout ce qui pourroit en aucune maniere empêcher directement ou indirectement l'exécution du present Traité, & spécialement de l'Article septième; & on s'oblige, aux moindres plaintes qui se feront de quelques contraventions, de les faire incessamment reparer.

XLIII. Le present Traité de Commerce, Navigation, & Marine durera vingt cinq ans, à commencer du jour de la signature; & les Ratifications en seront données en bonne forme, & échangées de part & d'autre dans l'espace de trois semaines, à compter du jour de la signature, ou plutôt, si faire se peut.

XLIV. Et pour plus grande seurété de ce Traité de Commerce & de tous les Points & Articles y contenus, sera ledit present Traité publié, verifié, & enregistré en la Cour du Parlement de Paris, & en tous autres Parlemens du Royaume de France, & Chambre des Comptes dudit Paris, comme aussi semblablement ledit Traité sera publié, verifié, & enregistré par lesdits Seigneurs Etats Généraux dans les Cours & autres Places, là où on a accoutumé de faire les publications, verifications, & enregistrements.

Formulaire des Passeports & Lettres de Mer, qui se doivent donner dans l'Amirauté de France, aux Navires & Barques qui en sortiront, suivant l'Article du présent Traité.

Louis, Comte de Toulouse, Amiral de France, à tous ceux qui ces présentes Lettres verront, Salut. Sçavoir faisons, que nous avons donné Congé & Permission à Maître & Conducteur du Navire, nommé de la Ville de du port de Tonneaux, ou environ, étant de présent au Port & Havre de de s'en aller à chargé de après que la Visitation aura été faite de son Navire, avant que de partir, fera serment devant les Officiers qui exercent la Jurisdiction des Causes Maritimes, comme ledit Vaisseau appartient à un ou plusieurs des Sujets de Sa Majesté, dont il sera mis Acte au bas des présentes: comme aussi de garder, & faire garder, par ceux de son Equipage, les Ordonnances & Reglements de la Marine, & mettre au Greffe le Rôle signé, & vérifié, contenant les Noms & Surnoms, la Naissance & Demeure, des hommes de son Equipage, & de tous ceux qui s'embarqueront; lesquels il ne pourra embarquer, sans le sçu & permission des Officiers de la Marine, & en chacun Port ou Havre où il entrera avec son Navire, fera apparoir aux Officiers & Juges de la Marine du présent Congé; & leur fera fidelle raport de ce qui sera fait, & passé durant son Voyage; & portera les Pavillons, Armes, & Enseignes du Roi, & les nôtres, durant son Voyage. En temoin de quoi nous avons fait apposer nôtre Seing, & le Sêcl de nos Armes, à ces présentes, & icelles fait contre-signer par nôtre Secrétaire de la Marine à Jour de mil sept cens, Signé, Louis, Comte de Toulouse, Et plus-bas, par

Formulaire de l'Acte contenant le Serment.

Nous de l'Amirauté de Certifions que Maître du Navire nommé au passeport ci-dessus, a prêté le Serment mentionné en icelui: Fait à le jour de mil sept cens.

Autre Formulaire des Lettres, qui se doivent donner par les Villes & Ports de Mer des Provinces-Unies, aux Navires & Barques, qui en sortiront, suivant l'Article susdit.

Aux Sérénissimes, Très-Illustres, Très-Puissants, Honorables, & Prudents Seigneurs, Empereurs, Rois, Républiques, Princes, Ducs, Comtes, Barons, Seigneurs, Bourguemaîtres, Echevins, Conseillers, Juges, Officiers, Justiciers, & Régens de toutes bonnes Villes & Places, tant Eccle-

Ecclesiastiques que Seculiers, lesquels ces présentes verront ou liront, nous Bourguemaîtres & Régens de la Ville de sçavoir faisons
 que Maître du Navire comparant devant nous, a déclaré de serment solennel que le Navire nommé grand
 environ lastes, sur lequel maintenant il est le Maître, appartient aux Habitans des Provinces-Unies, ainsi Dieu le vouloir aider, & comme volontiers nous verrions ledit Maître de Navire aidé dans ses justes affaires, nous vous requerrons tous en général & en particulier, où le susdit Maître avec son Navire & Denrées arrivera, qu'il vous plaise de le recevoir benignement & traiter dûement, le souffrant sur les Droits accoutumés des péages & fraix, dans, par, & auprès de vos Ports, Rivières, & Domaines, le laissant naviger, passer, frequenter, & negocier là ou il trouvera à propos, ce que volontiers nous reconnoissons; en temoin de quoi, nous y avons fait apposer le Sceau de nôtre Ville.

En foi de quoi nous Ambassadeurs susdits de Sa Majesté & des Seigneurs Etats Généraux, en vertu de nos Pouvoirs respectifs, avons ésdits noms signé ces présentes de nos Seings ordinaires & à icelles fait apposer les Cachets de nos Armes, à Utrecht l'onzieme Avril 1713.

Signé,

(L.S.) HUXELLES.
 (L.S.) MESNAGER.

(L.S.) S. J. V. RANDWYCK.
 (L.S.) WILLEM BUYS.
 (L.S.) B. V. DUSSEN.
 (L.S.) C. VAN GHEEL VAN
 SPANBROECK.
 (L.S.) F. A. BARON DE RHEEDE
 DE RENSWOUE.
 (L.S.) S. V. GOSLINGA.
 (L.S.) GRAEF V. KNIPHUYSEN.

Article Separé.

OUTRE ce qui a été conclu & arrêté par le Traité de Commerce, fait entre les Ambassadeurs de Sa Majesté Très-Chrétienne, & ceux des Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies, ce jourd'hui onze Avril mil sept cents treize, il a été encore convenu par ce présent Article séparé, qui aura la même force & vertu que s'il étoit inséré de mot à mot dans le susdit Traité, que l'imposition de cinquante sols par Tonneau, établie en France sur les Navires des étrangers, cessera entierement à l'avenir à l'égard des Navires des Sujets des Etats Généraux des Provinces-Unies, & ne pourra désormais être restablie, en sorte que les Navires des Sujets desdits Seigneurs Etats Généraux seront dechargés de ladite taxe, soit que lesdits

Navires aillent droit en France des Pais ou Terres desdits Seigneurs Etats Généraux, ou de quelque autre endroit que ce puisse être, soit chargés ou à vuide, soit aussi qu'ils soient chargés pour décharger dans une ou plusieurs Places de France, ou bien qu'étant destinés pour prendre charge aux lieux où ils auroient dessein d'aller, & n'y en trouvant pas, ils aillent en d'autres pour en avoir, soit aussi que lesdits Navires des Sujets des Seigneurs Etats Généraux sortent des Ports de France, pour s'en retourner chez eux, ou pour aller ailleurs, en quelques lieux que ce puisse être, chargés ou vuides, soit même qu'ils aient pris leurs charges dans une ou plusieurs Places, puisqu'il a été convenu, que ni dans lesdits cas, ni dans aucun autre qui pourroit arriver, les Navires des Sujets desdits Seigneurs Etats Généraux ne seront pas sujets à ladite imposition, mais qu'ils en seront & demeureront exempts, tant en venant desdits Ports de France qu'en y allant, excepté seulement au cas suivant, sçavoir, quand lesdits Navires prendront des Marchandises en France, & qu'ils les transporteront d'un Port de France en un autre Port de France, pour les y décharger, auquel cas seulement, & nullement en aucun autre, les Sujets desdits Seigneurs Etats Généraux seront obligés de payer ledit Droit comme les autres Estrangers. Le présent Article séparé sera ratifié & enregistré de même que le Traité de Commerce.

En foi de quoi nous Ambassadeurs de Sa dite Majesté, & des Seigneurs Etats Généraux, en vertu de nos Pouvoirs respectifs, avons ésdits noms signé cet Article séparé de nos Seings ordinaires & y avons fait apposer les Cachets de nos Armes. A Utrecht l'onze Avril 1713.

Signé,

(L.S.) HUXBLES.
(L.S.) MESNAGER.

(L.S.) J. V. RANDWYCK.
(L.S.) WILLEM BUYS.
(L.S.) B. V. DUSSEN.
(L.S.) C. VAN GHEEL VAN SPAN-
BROECK.
(L.S.) F. A. BARON DE RHEEDE
DE RENSWOUDE.
(L.S.) S. VAN GOSLINGA.
(L.S.) GRAEF VAN KNIPHUYSEN.

Ce Traité fut ratifié par Sa Maj. Très-Chrétienne le 18. Avril & par LL. HH. PP. le 29. du même mois 1713.

[000.]

1713.

*TRAITE' de Navigation & de Commerce entre la
Gr. Br. & l'Espagne, conclu à Utrecht en 1713.
Actes de la Paix d'Utrecht.*

STABILITA feliciter, Deo O. M. clementer annuente, Pace bona, firma, veraque, & sincera Amicitia, inter Serenissimam Principem & Dominam, Annam, Dei Gratia, Magnæ-Britanniæ, Franciæ, & Hiberniæ Reginam, &c. & Serenissimum ac Potentissimum Principem & Dominum, Philippum V. Dei Gratia, Hispaniarum Regem, Catholicum, &c. Eorumque Hæredes ac Successores, Regna, & Subditos, per Pacificationis Tractatum, Trajecti ad Rhenum die (secundo) decimo tertio Mensis Julii, novissimè præteriti, conclusum, in eam præprimis curam iverunt Regiæ Sux Majestates, ut mutuis Subditorum suorum in re Commerciorum Utilitatibus omni meliori modo prospiceretur; & propterea Legatis suis Extraordinariis & Plenipotentariis, quorum Opera in Pace pangenda prospere successit, in Mandatis clementissime dederunt, ut quæ in finem hunc salutarem postperpensa rerum omnium momenta in Colloquiis-æa de re Madriti habitis, maximè convenire perspectum fuerat, in Tractatus Commerciorum solennem formam redigerent; Dicti igitur Legati, vigore Plenipotentiarum, quarum Apographa sub finem hujus Instrumenti verbotenus inserta erunt, super Commerciorum Articulis, ad Elucidationem Tractatum anteriorum, & procurandam uberiores in Commerciorum negotiis expediendis facilitatem, modo & forma convenerunt, prout sequitur:

I. Tractatus Pacis, Commerciorum, & Confederationis, inter Coronas Magnæ Britanniæ & Hispaniæ, Madriti die (Decimo tertio) Vigesimo quarto Mensis Maji. Anno Domini 1667. conclusus, per hunc Tractatum rati habetur & confirmatur.

Fiat insertio (a)

Spondent mutuo Regiæ Sux Majestates, sese omnes & singulos Tractatus antecedentis Articulos, & quæcunque in iisdem, ut & Schedulis annexis, Privilegia, Concessiones, Concordata, aliave cujuscunque generis ad Subditos utrinque redundantia beneficia continentur, bona fide præstituras, & adimpleturas; utque à Ministris suis & Officialibus aliisque Subditis præsententur, & adimpleantur, omni tempore curaturas, ita ut plenario eorundem

(a) On trouvera ce Traité ci-après.

dem omnium & singulorum effectu, in solummodo exceptis, de quibus in sequentibus Articulis ad reciprocam Satisfactionem aliter statutum est, ut & eorum omnium, quæ in Articulis sequentibus continentur, Subditi hinc inde gaudeant in posterum, & fruantur. Confirmatur insuper & de novo ratihabetur Tractatus Anno 1670 inter Coronas Magnæ Britannæ & Hispaniæ, pro tollendis Dissidiis, Depredationibus restringendis, stabilien-
 daque Pace in America, inter dictas Coronas inter, sine præjudicio nihilominus Contractus alicujus, aliæve Privilegii aut Licentiæ Regiæ Magnæ Britannæ, ejusve Subditi, per Majestatem suam Catholicam concessi in Tractatu Pacis nuperime conclusæ, aut in Contractu de Assiento, atque etiam abque præjudicio Libertatis, aut Facultatis alicujus Subditi Britannici antea sive competentis, sive permixtæ, aut indolitæ.

II Subditi Regiarum Suearum Majestatum in Dominiis earundem alterutrinque Mercaturam facientes, non tenebuntur majori pro Mercibus ab ipsis importatis exportatis exportandive Vestigalia aliave Onera quæcunque solvere, quam quæ à Subditi amicissimæ ejusdem Genis exigentur, & solventur, ac si quæ Vestigalium Diminutiones, aliave Beneficia exteriæ cuius Genis ab una alterave parte concedi posterum contigerit, iidem quoque utriusque Coronæ Subditi reciproce & plenissime gaudebunt. Et sicut circa Vestigalium Rationes, uti supra convenit, ita etiam pro Regula generali inter Regias Suas Majestates statutum est, quod omnes & singuli ipsarum Subditi in omnibus Terris Locisque hinc inde earundem Imperio subiectis, circa omnes Impositiones aut Vestigalia quæcunque Personæ, Merces, Mercimonia, Naves, Naulæ, Navis, Navigationem, & Commercio concernentia, iidem ad maximum Privilegiis, Libertatibus, & Immunitatibus utantur, fruantur, parique favore in omnibus gaudeant, tam in Curia Justitiæ, quam in in omnibus quæ sive Commercio sive aliud Jus quodcunque respiciunt, quibus amicissima quævis Gens extera utitur, fruitur, gaudetque, aut in posterum uti, frui, aut gaudere possit, prout in Articulo XXXVIII Tractatus de Anno 1667 in Articulo præcedente speciatim inserti, satis explicatur.

III. Quandoquidem per Tractatum Pacis inter Regias Suas Majestates nuperime conclusum, pro Basi & Fundamento positum & stabilitum fuerit, quod Subditi Britannici per omnia in Regni Hispaniæ, italem uterentur & fruerentur Privilegiis, & in re Commercio Libertatibus, quibus tempore Caroli Secundi gavisæ sunt, eaque prout Regula Tractatus præsentis Commercio Basis pariter & Fundamentum sit, & esse debeat, quod & reciproce quoad Subditos Hispaniæ in Magna Britannia commercantes intelligitur, in in omnibus quæ ipsis per Pacta competunt. Cumque ad Commercio Rationes rite & mutua cum utilitate constituendas, plurimum faciat Vestigalium peralendorum certa, clara, & maxime expedita Methodus, Convenit prout & conclusum est, quod intra trimestre spatium à ratihabito hoc Tractatu, Madriti vel Gadibus convenient ex parte utriusque Regiæ Majestatis Commissarii, ad id hinc inde designandi & constituendi, quorum Opera componatur, absque omni temporis dispendio, Index sive Ca-

Catalogus novus, qui unaqueque Portu praeſtabit publice, quique Veſtigalia ſuper Mercibus in Caſtilliam, Aragoniam, Valentiam, & Cataloniae introducendis, aut inde avehendis, in poſterum pendenda ſpeciatim exprimat, & conſtat, & eo modo conſtituat, ut in unum reducantur, & in uno Veſtigali & una in ſumma pendenda continentur omnia varia Onera, quae tempore nup̄ri Regis Caroli ſecundi, variis ſub Nominibus, & in diverſis Telonis, ſuper Mercibus intrantibus aut exantibus in Portibus Hiſpaniae, comprehenſis etiam Regnis Aragoniae & Valentiae, Principatuque Cataloniae, exceptis tantummodo Guipulcoa & Balenſis, de quibus infra dicitur, ſoluta erant.

Cum autem per Legatum Britannicum quae iſtantiſſimè poſtulatum fuerit, ut dictis Commiſſariis pro Regula praſcriberetur illud, in novo Indice praeprius curare, ne per eundem maiora ulla Veſtigalia, aliave Onera quaecunque in Portu aliquo, ſive Maritimo, ſive Terreſtri, intra Regni Catholici Dominiis, exigenda & ſolvenda in poſterum ſint, quam quae in Telonis Portus Sanctae Mariae & Gadium, regnante nup̄ro Rege Hiſpaniarum Carolo ſecundo, ſoluta fuerint, Conſenſerunt Legati Hiſpaniae, adeoque conventum & ſtipulatum eſt, quod nempe quoad ipſos Portus Gadium & Sanctae Mariae, ea obſervetur Regula, ita ut ceſſante & ſublata omni Veſtigalium Augmentatione, quae poſt tempus Caroli ſecundi ex occasione Belli, ſive ſub Habilitationis nomine, aliave quocunque ibidem introducta forſitan ſuit, Subditi Britannici in Portibus Sanctae Mariae & Gadium, pro Mercibus adveſtis vel avehendis nulla maiora Onera cuicunque generis, aut ſub quocunque Titulo, ſive ante ſive poſt conſectos dictos Indices, ſolvere tenebuntur, quam quae ibidem tempore Caroli ſecundi ſoluta fuerint.

Dictis proinde Commiſſariis illud praeprius, quoad Portus Sanctae Mariae & Gadium obſervandum injungitur, ne in novis Indicibus conſiciendis ad Indices Veſtigalium antiquos, qui propter exorbitantiam ſurium per ipſos conſtitutorum tempore Caroli ſecundi in uſu eſſe deſerant, ſeſe conſorment, ſed dictum eorum tantummodo Indicem ſequantur, quos ſive vulgo Arancel, ſive Regiſtros nuncupatos, tempore Caroli ſecundi ſubſtituiſſe, & ſecundum quos Veſtigalia ſoluta fuiſſe, compertum fuerit.

Quinetiam conventum pariter eſt, quod Subditi Britannici liberum omnino erit, Mercis poſt ſoluta pro iſdem dictis Portibus Veſtigalia, ea nempe quae, donec Indices ſupradicti conſiciantur, tempore Caroli ſecundi ſoluta erant, aut quae poſtea ad dictorum Indicem tenorem pro Mercibus adveſtis pendenda fuerint. Terra Marive tranſferre ad alium quemvis Dominorum Hiſpaniae anteaſtorum portum aut Locum, neque ea occasione Veſtigalia antea ſoluta, ullo modo ab ipſis exigantur.

Quinetiam ad praecedendas quaecunque Lites, quales non obſtante exacta aſſeſſione in Hiſpaniae Administratione, ortas olim eſſe conſtat, reſpectu aliorum Onerum maximo cum Commercantium incommodo, & Commerciorum praepudicio aliquando exactorum, Conventum eſt, quod Mercis pro quibus Veſtigalia, prout ante dictum eſt, Gadibus, aut in Portu Sanctae Mariae ſoluta fuerint, & quae in Magna Mercatura, vulgo *en gran*, venden-

dæ transportatæ fuerint, ab omni alio onere quocunque per totam Hispaniam liberæ & immunes erunt. Ita tamen ut Mercium Proprietarius, aut Institor Testimonia adducat, quæ Vætigalium, prout præfertur, rite solutorum fidem faciant, un lecus fiat, Merces per fraudem transferri censentur. Respectu vero solutionis Jurum de Alcavalos, Cientos, & Millones, vulgo nuncupatorum, conventum est, quod circa eadem Jura, secundum tenorem Articulorum hujus Tractatus Quinti & Octavi agendum sit.

Quoniam vero Legati Hispanici persuasum sibi habuerunt, illis Regni Hispaniæ Legibus, vni quæ ibidem Privilegiis vni Legis habentibus, atque etiam absque nimio Regis & Domini sui præjudicio, componi non posse Vætigalia in uno quoque Hispaniæ portu ad Normam eorum, quæ Gadibus aut in Portu Sanctæ Mariæ obtineant, aut obtinere possint, vilius proinde est, illam materiam Commissariis, qui nova Indicibus conficiendis adhibiti erunt, ventilandam & decernendam relinquere.

Spondet autem Rex Catholicus, tollendas statim in dictis Portibus omnes Vætigalium Augmentationes, quæ post tempus Caroli secundi ex occasione Belli, siue sub Habilitationis nomine, aliove quocunque, ibidem introductæ forsitan fuerunt, tum etiam quod aut eadem statuatur in dictis Portibus Regula, de qua respectu Gadum & Portus Sanctæ Mariæ conventum est, aut eam saltem observandam esse Regulam, tam ante, quam post confectos dictos Indices, quæ tempore Caroli Secundi in unoquoque respectivè Portu obtinuit, ita ut majora post hac ibidem, aut in alio quocunque Transitus Loco, non exigantur Vætigalia, quam quæ tempore Caroli secundi dictus in Locis soluta erant. In eisdem insuper ea observanda erunt, quæ ratione Jurum de Alcavalos, Cientos, & Millones, in hoc Articulo superius indignantur.

Quoad Portus Guisulcoæ & Biscayæ, aliosve, Legibus Castiliæ non subiacentes, in quibus tempore Caroli II. Vætigalia pendebantur his minora quæ Gadibus, aut in Portu Sanctæ Mariæ soluta erant, spondet Regia Sua Majestas Catholica eadem Vætigalia dictis in Locis per Novum Indicem augenda non esse, interea autem prout tempore Caroli II. permansura. Merces tamen in Portus Biscayæ & Guisulcoæ introductæ, quæ in Regna Castiliæ, aut Aragoniæ postea per Terram deferrentur in Portu primi Introitus earum in dicta Regna Vætigalia tempore Caroli II. ibidem soluta, aut quæ per Novum Indicem statuuntur solvere tenebuntur.

IV. Contentis Rex Catholicus promittitque, licitum in posterum fore Subditis Britannicis, qui in Provinciis Biscayæ & Guisulcoæ degent, Domos vel Repositoria Mercibus suis conservandis idonea, conducere, id quod ut fieri possit, pari modo, eisdemque cum Privilegiis, quibus in Andalusia, aut in aliis quibuscunque Hispaniæ Portibus aut Locis, dicti Subditi Britannici illa Libertate vigore præfati Tractatus de Anno 1667 aut etiam vigore Diplomatis alicujus, aut Ordinationis per Majestates suas Catholicas concessæ, gavisii sunt, aut gaudere debuerint, Regia Sua Majestas per Mandata perpetua effectum dabit. Eadem Libertate gaudebunt Subditi Hispanici, in quibuscunque Magne Britannici Portibus & Locis, cum

cum Privilegiis omnibus ipsis per prædictum Tractatum competentibus.

V. Ut autem obviatur abusus in colligendis Juribus de Alcavalos & Cientos nuncupatis, consentit Catholica Sua Majestas, quod Subditi Britannici, qui Merces suas in magna scil. Mercatura, vulgo *en gros*, vendendas in quemcumque Hispaniæ Portum, sive Terrestrem, sive Maritimum, intulerit, in optione esse debet, utrum dicta Jura Alcavalos & Cientos in ipso primi Appulsi Loco aut Portu, vel potius secundum Leges Castiliæ, ubi, & quando venduntur, solvere velint. Quæ quidem Jura eadem erunt, quæ tempore Caroli II soluta fuerunt. Convenit etiam est, quod Merces pro quibus dicta Jura de Alcavalos & Cientos soluta semel fuerint, Subditi Britannici in magna scil. Mercatura, vulgo *en gros*, vendendas mittere vel transportare poterunt ad Portum, aut Locum quemcumque Majestatis Sux Catholicæ Dominio in Europa subjacentem, absque ulla molestia, ullave dictorum Jurium exactione repetita, aut etiam aliorum pro prima venditione, ita tamen ut illi qui dictas Merces vehent, Receipta vel Testimonia a Teloniorum Redemptoribus aut Commissariis, quibus pateat dicta Jura pro his Mercibus soluta fuisse, aliaque iidem Testimonia, dictas Merces nondum esse divenditas, probantia, adducant. Quod si vero Mercator quicquam Merces suas minutatim vendet, locales omnes & municipales Impositiones, in eisdem vendendis debitas, & consuetas, una cum Juribus de Alcavalos & Cientos, & si quæ alia cujuscunque generis sint, solvere tenebitur, sub poenis lege præfixitis.

Consentit insuper Regia Majestas Catholica, quod si post exhibita Testimonia superius memorata, Officialis quispian, aut Vestigalium Coactor eadem Jura de novo exegerit, Merciumve Transitum ea de causa moraretur, aut quocunque modo molestus aliqua afficeret, Officialis culpæ prædictæ reus poenam incurret bis mille Ducatorum, in ulum Cameræ Regiæ Sux Majestatis, aut Hospitalis Generalis Madritensis, solvendorum Teloniorum autem, aut Contrabandæ Notarii, pro dictis Testimoniis Certificatoriis expediendis ultra quindecim *Rysli Billas* non accipiant, nisi aliter in Novo Indice conficiendo conventum fuerit.

VI. Et sicuti Subditi Regiarum suarum Majestatum integer, incolumis, & ab omni molestia immunis Navigationis & Commerciorum Usus & Libertas utrinque consistere debet, quamdiu Pax & Amicitia inter Regias Sux Majestates, eorumque Coronas intacta, subsistet, ita quoque cautum voluerunt Regiæ Sux Majestates, ne propter orituræ forsan Discordiarum scintillas, eadem dicti Subditi incolumitate, priventur, quin pleno & contra Pacis beneficio fruantur, quousque Bellum inter-ambas Coronas declaratum non fuerit.

Quin etiam conventum insuper est, quod si quando contigerit, ut Bellum (quod Deus avertat) inter Regias Sux Majestates, earumque Regna, suborietur & declaretur, tum ad præscriptum Art. 36. sæpefacti Tractatus de Anno 1667. Terminis sex Mensium post talem rupturam declaratam utriusque Partis Subditi, in alterius Ditione commorantibus, dabitur, quo
secc-

recipere sese una cum Familias, Bonis, Mercimoniis, Navibus, & Facultatibus suis, easque, solutis Vestigialibus debitis & consuetis, alportare licebit Terra Marive, quoquovertum ipsis placuerit, sicuti & in permissa tunc erit Venditio & Alienatio Bonorum suorum, Mobilium, Immobiliumque rerum, ut & Pretii divenditorum Evectio, libere & absque ulla Inerurbatione, nec eorum Bona, Res, Merces, & Facultates, neque ipsimet, arresto, vel Minus iniectione, interea Temporis detinendi vel inestandi sunt. Bona quinetiam interea promptaque Justitia fruuntur, & utuntur alterutrinque Subditi, quo currente dicto Semestri spatio Res & Facultates suas, tam Publico quam Privatis concedantur, recuperare possint.

VII. Convenit insuper est, quod damna omnia, quæ Subditi utriusque Coronæ, incunte Bello nuperitimo, contra Tenorem Art. 16. supramemorati Tractatus de Anno 1667. se perpeffos esse debite monstraverint, sive ea in Bonis Mobilibus vel Immobilibus consistuerint, ipsi, aut legitimi eorum Procuratoribus vel Hæredibus, eorumve causam habentibus, absque mora reciproce refarciantur, restitutus quæ superesse contigerit, & quæ Fisco adiecta fuerint, sive, Fundi, Edificia, Hæreditates, aliæ Bona quæcunque sint, & soluto distractorum, sive ea ex Bonorum Mobilium aut Immobilium genere fuerint, iusto & legitimo pretio, eandem vero solutionem verificatis, ut antea dictum est, illis præsentionibus per Aërariorum suorum hinc inde Præfectos bona fide faciendum & præstandam esse, inter Reges suas Majestates conventum & concordatum est.

VIII. Convenit est, & Regis sua Majestas Catholica per Mandata sua effectum dabit, ut Vestigialia Millonæ nuncupata, super Piscibus, aliisque Annona, in Loco primi earum Mercium appallus non exigantur, sed eadem Vestigialia more pristino per Leges stabilita, in Loco tantummodo Consumptionis, Mercibusque divenditis, & non antea solvenda erunt.

IX. Spondet Regis sua Majestas Catholica, quod Merces, quæ spectant in Indicibus, qui secundum Articulum hujus Tractatus Tertium consistendi sunt, nominatæ non fuerint, iidem nec majoribus ad valorem Vestigialibus onerabuntur, quam quæ Mercibus in dictis Indicibus nominatis imponuntur. Lite vero orta inter Teloniorum Redemptores vel Commissarios & Mercatorem super aliquarum Mercium valore, Mercatoris in optione erit, Merces istas Redemptori vel Commissario relinquere, pro pretio per dictum Redemptorem ipsis impositio, quod parata pecunia, deductis solummodo Vestigialibus, statim erit solvendum. Poterit etiam Mercator, receptis reliquis Mercibus, partem earundem secundum valorem ipsi per Redemptorem, uti dictum est, impositum, Loco Vestigialis, Redemptori vel Commissario relinquere.

X. Convenit est, quod casu quo Subditi Britannici Merces & quibuscunque Africae Oris in Hispaniam advehant, eademque ad Vestigialia solvenda admittæ fuerint, iidem debite soluti, dictæ Merces nullis aliis Oneribus, sive per Capitaneos Tractatum Maritimarum Generales, vel Portuum Præfectos, aliæve quocunque Nomine, aut Titulo exigendis, in posterum gravandæ

vandæ erunt, præter ea quæ pro Mercibus in univertum omnibus ejusdem generis in earum Venditione pendenda sunt.

XI Navium Mercatoriarum Præfecti Portum quemcunque Hispaniæ, cum Navibus suis intrantes, intra viginti quatuor horas ab adventu suo, exhibere tenebuntur binas Declarationes vel Inventoria Mercium adveniarum, vel illius earundem partis quam ibidem exonerare debent, unam scilicet Declarationem Teloniorum Redemptori, vel Commisario, alteram Contrabandæ Judici neque Foros Navis aperient, antequam vel Scrutatores acceperint, vel per Vescigalium Redemptores ea ipsius licentia concessa fuerit. Nullæ autem Merces alio intuitu exonerandæ erunt, quam ut recta in Telonium, secundum permissionem Scriptis cum in finem impostitam, inferantur. Ex Judiciis autem Contrabandæ, aliisve Teloniorum Officialibus, nemini licitum erit, quæcunque sub prætextu, aperire Sarcinas aliquas, Cistas, Dolia, aliave Involucra Mercium quæcumque ad Subditos Britannicos spectantium, dum ad Telonium feruntur, & antequam eo pervenerint, atque etiam ad sit earundem Proprietarium, aut Negotorum ejus Gestor, qui Vescigalia solvat, & Merces ad se recipiat. Adde autem poterunt dicti Contrabandæ Judices, eorumve Deputati, dum e Navibus solvuntur Merces, ut & dum in Telonio declarantur, expedianturque, & dum fraudi suspitione, alias nempe aliarum loco Merces expediendi animum esse, omnes Sarcinas, Cistas, aut Dolia aperire licet, modo ad in Telonio, nec alibi sit, præsentem Mercatorem, ejusve Negotorum Gestorem, & non aliter, Expeditis autem & e Telonio exitis Meribus, Cistisque, Doliis, aliisque Involucris eadem continentibus, effictis competentis sigillo, & signo munus, easdem denuo aperire, aut Abductionem earundem ad Domum Mercatoris impedire, nullus Contrabandæ Jux, aliave Officialis presumet. Neque illis postea licitum erit, quocunque sub prætextu, earundem Transvectionem ab una Domo aut Repositione in aliâ, intra ejusdem Urbis, aut Locis Muros, aut Ambitum impedire, modo illud intra horam octavam matutinam & quintam Vespernam fiat, prævis etiam Notificatione Redemptoribus Juram de Alcaualas & Cientos factâ, quo easdem intuitu transferantur, scilicet si ad vendendum, ut Jura ista, modo antea soluta non fuerint, ibidem aut in Loco venditionis perhorantur, sin minus, ut Mercatori Inhibitorie Libellus Certificatorius ab ipsis more consuetudo tradatur. De cætero Jura & Libertas Merces sub Conditionibus in Art. V. hujus Tractatus indigatis, a Portu, aut Loco quocunque intra Dominia Regis Hispaniæ, ad alium quemvis Portum aut Locum, sive Terra sive Mari transferendi, plenissime & integerrime constabit.

XII Vescigalia pro Mercibus per Subditos Britannicos in Insulas Canariis adferendis, vel inde abducendis, majora non exigentur, quam quæ ibidem regnante nupero Rege Carolo Secundo soluta fuerunt, vel quæ secundum novos Indices solvenda erunt.

XIII Utriusque Regis Majestatis Subditi, qui Subditis alterius in ære alieno sunt, sive ante Belli nuperi exordium, vel intra sex Menses ab eodem

inito, vel eo durante, sub Laterarum Salvi Conductus Tutela, vel denique post initum Armistitium inter ambas Coronas, ista Debata contraxerint, ad eadem bona fide solvenda tenebuntur & cogerentur, perinde ac si Bellum inter ambas Coronas obortum omnino non fuisset, neque ipsis Exemptioni ullas ex occasione Belli contra iusta Creditorum postulata impetere licebit.

XIV Subditis Britannicis Facultatem concedit Sui Majestatis Catholica Domicilia sua sibiendi, & habitandi in Oppido St: Ander nuncupato, in sub Conditionibus, quæ in Articulis Nono & Tricesimo Tractatus de Anno 1667 indiguitæ sunt.

XV Quoniam ad Judicem Conservatorem, aliosque per ipsum substituendos, concessa alii cuiusque Nationi exteræ ista Libertate, Subditi Britannici eadem præter gaudere debent. Inter ea autem & donec de hoc Negotio certi aliquid statutum fuerit, Regia Majestas Catholica in Mandatis per expressum dabit omnibus & singulis Regni sui Judicibus, aliisque quibuscunque, quibus Justitiæ Administratio aut Executio ullatenus incumbit, iidem sub pœnis gravissimis injunger, ut in causis omnibus Subditorum Britannicorum, absque mora aut parvum studio, favore, vel effectu, Jus dicant, & exequi faciant.

Consentit Rex Catholicus, quod Appellationes a Sententiis latis in Causis, quæ Subditos Britannicos tangunt, ad Concilium Bellici Madriti Tribunal, nec alibi deferantur.

XVI Si quis Regiæ Majestatis Britannicæ, sive Regiæ Majestatis Catholicæ Minister, aliisque Subditi, hunc Tractatum, aut aliquem ejusdem Articulum violaverit, ille de damno omni inde exorto tenebitur, ac si quo in officio publico constitutus fuerit, præter Satisfactionem Parti læsæ, ut præferatur, præstandam, eodem quoque Officio privabitur.

XVII Subditis Britannicis, per Mare adductis ex alio quocunque Hispaniæ Portu, Vino, Vino adusto, Oleo, Smegmate, Uvis exsiccatis, aliisque Mercimoniis, & solutorum in exitus Loco Vestigalium Testimonia producentibus, Navibus suis in Portu Galiam subsistentibus eadem imponere, aut etiam ibidem ex una Navi in aliam, consentientibus Rerum Maritimarum Præfectis, ipsique aut eorum Deputatis, si velint, præsentibus, ad evitandas quasunque fraudes, tempore idoneo per dictos Præfectos intra viginti quatuor Horas designando, transferre, indeque avehere licitum erit, ea cum libertate, ut neque Impositionem *Mondana* vocatam, aliave Introitus, Exituve quancunque, solvere teneantur.

Ratihabebitur præfatus Tractatus à Serenissima Magnæ Britanniæ Regina & Serenissimo Rege Catholico, ejusdemque Ratihabitionis Tabulæ intra duos Menses, aut citius, si fieri possit, Trajecti ad Rhenum invicem commutabuntur.

In quorum fidem, nos infra scripti Sui Magnæ Britanniæ Regiæ, & S. Regis Catholici Legati Extraordinarii & Plenipotentarii præfentes Tabulas

bulas Manibus nostris subscriptas Sigillis nostris munimus, Trajecti ad Rhenum Die (vigesimo octavo Mensis Novembris) Nono Decembris Anni a Christo nato, millesimo septingentesimo decimo tertii.

JOH. BRISTOL
(L. S.)

D. DE OISUNA.
(L. S.)

EL MARQUES DE MONTELEONE
(L. S.)

EXPLICATION.

III. Quandoquidem per ultimum Pacis Tractatum, pro Basi, & Fundamento positum, atque stabilitum fuerunt, quod Magnæ Britanniae Subditi gauderent, quoad commercium, iidem Libertatibus & Privilegiis quibus regnante Carolo Secundo, in tota Regnorum Hispaniae amplitudine gavisæ sunt; Hæc ipsa Regula iidem pro Basi & Fundamento præsentis hujus Tractatus Commerci est constituenda, quod etiam reciproce intelligendum in gratiam Subditorum Hispaniæ, qui intra Limites Terrarum Magnæ Britanniae Commercia exercituri sunt. Quumque nihil magis conducere possit ad commercium, mutua cum utilitate stabilendum, quam Regula constans, clara, simul & facilissima, pro solvendis Vestigialibus, & quæ maxime sit libellata ad normam moderatiorem, & cujus proportio propius accedat ad Mercurum valorem, secus etenim fraudes inducentur, magno cum detrimento Vestigialium Principum, quod ipsa per sæpe experientia comprobatum est in Hispania, ubi Tributa in antiquis Indicibus (seu *Tarifs*, ut vulgo dicitur) designata, omnem sane modum excedunt. Idcirco Majestas Sua Catholica, cupiens non solum devitare quæ inde nascuntur incommoda, sed & sed faciliorem, quantum in ipsa est, reddere viam ad libertatem Commercio- rum eademque fovere, & augere ex parte sua, tantum quantum vicissim ad ipsam ex sua desiderat Majestas Sua Britannica: Voluit suppressere, tam varia ad Merces invehendas, & evchendas Vestigialia in præfatis Indicibus antiquis contenta, quam illa etiam quæ deinceps, sub quibuscunque Nominibus, & prætextis imposita fuerint. Satisque sibi esse duxit, si unum solum, & unicum Vestigial æqualiter colligatur in Ingressu & Egressu Regni, nimirum decem pro centum, ut vulgo dicitur, valoris Mercurum, cujuscunque sint generis, seu pretium earum statuatur expendere, mensura, numero solidorum Mercimoniorum, seu Computatione, vel Ælimatione. Exigeturque hoc Tributum æqualiter in Regis commodum, in omnibus Portibus, & Exhedris Vestigialium Hispaniæ, comprehensis simul hic Portibus, & Exhedris Aragoniæ, Valentiniæ, & Cataluniæ, solum modo ex hac generali Regula Provinciarum, quæ Guipuscoa & Biscaya nuncupantur, exceptis: Quarum Provinciarum Vestigialia in Ingressu, & Egressu fixa remanebunt, sicuti erant Regnante Carolo Secundo. Quum vero hoc

Tributum decem pro centum, in ipso Ingressu solutum fuerit, Locatorem, vel Administratorem Telonii, per quod dictæ Merces fuerunt introitæ, re-solventur currere, ut signentur, & plumbentur Tessera & plumbis propriis ejusdem Telonii, utque tradatur Acceptilatio scripta, vi cuius Proprietario, Proprietariisve licitum erit, easdem Merces ad quævis Regiones Hispaniæ transferre, nec deinceps exigetur ab eis aliud prorsus Vestigal, Tributum, vel Onus, in commodum Sui Catholici Majestatis, propter Transporta-tionem præfatarum Mercium, quam illud, quod jam pensum fuerit, juxta no-vum Indicem (vulgo *Tarifam*) & de quo Acceptilationes & plumbea Signi-fica, aut Tessera exhibebuntur, quæ, si deficiat, fraudulenter transitas fuisse censetur, salvo tamen Tributo, quæ Alcabalas, Censos, & Mil-liones nominantur, de quibus infra Articulus Quinto & Octavo tractabi-tur.

Quum autem Angliæ Legatus significaverit, ad evitandam in posterum quascunque discussiones, omnino necessarium esse, jam nunc in perpetuum ad Æstimationem prædictarum Mercium certam Normam figere, ita ut Tributum, decem pro centum, variari nequeat, propter auctum, vel im-minutum commune pretium, quo in Commercio, diversis temporibus, & in variis Regni Partibus æstimari possent, in hunc finem inter Majestates Sui Catholici & Britannici, per suos Oratores conventum, atque sta-bilitum fuit, quod intra tempus Trium Mensium, post hujus Tractatus Rati-ficationem, immo citius, si fieri possit, conveniant Madriti vel Gadibus, nomine Suorum Majest. Commissarii nec ab eisdem nominati, & autoritate roborati, qui sine ulla temporis jactura, ad constituendum novum Vestiga-lium Indicem, vel Catalogum incumbant, ut Tributum illud quod posthac, & in perpetuum exigendum sit, pro quocunque genere Mercium, tam in earum Introitu, quam Egressu, ita stabilatur, & limitetur, ut omnia Vestigalia, & Impositiones, quæ ad Ingressum, & Egressum Mercium, tam tempore Caroli Secundi, quam ante, vel post ipsius Regnum, exigebantur, sub quibusvis nominibus, & prætextibus, & in quibusvis diversis Teloniis, quæcunque ea demum sint, sub isto solo, & unico Vestigale comprehen-dantur, quod una simul Summa pendendum erit, seu ad Ingressum, seu ad Egressum Portuum Hispaniæ, quibus comprehenduntur etiam illi, qui ad Regna Aragoniæ, Valentiniæ, & Principatum Catalogniæ pertinent, excep-tis tantummodo Provinciis Guipusconi, & Biscayæ jam supra nominatis. Et quia insuper Legatus Magnæ Britannici perquam enixe insistit, ut præfatus Commissarius injungatur imprimis cura servandæ Regulæ, quæ hoc Vestigal æqualiter, & generaliter stabilatur pro cunctis Portibus, & Teloniis In-gressus, & Egressus Hispaniæ, ad Normam, quam vulgo vocant decem pro centum, valoris quo dictæ Merces in cursu Commerci, & inter Negocia-tores æstimantur in Portibus Gadenfis & Sanctæ Mariæ nominatis. Legati Hispaniæ, huic rei assenti sunt, ita tamen ut Mercibus, quæ introdantur in Hispaniam, per Portus Provinciarum Biscayæ, & Guipusconi, & quæ postea transferantur ad alias Provincias, à Regno Castiliæ, & Aragoniæ dependentes, tententur solvere in primo Portu, vel Telonio, earum In-gressum

pressis in prefata Regna, Portoris illa, quæ per novum Indicem designantur.

V Ut evitentur Abusus, qui committi possunt in perceptione Impositionum, quæ Alcavalas, & Cientos vulgo dicuntur, Majestas Sua Catholica assensit, quod Subditi Magnæ Britannia: liberum sit differre solutionem harum Impositionum, toto tempore, quo Proprietarii Merces suas velint relinquere depositas apud prefata Telonia, in Apotheca ad illud destinatis & donec eas velint rursus extrahere, sive ad eandem ulterius in Regnum introducendas, sive ad eas ipso in Loco vendendas, vel ad Domos suas evahendas, quod illis licitum erit, modo dent Obligationes Chirographum, sub valida & sufficienti Cautione, solvendi Impositiones Alcavalas & Cientos dictas, pro prima Venditione, duobus Mensibus post Diem Subscriptionis sui Syngraphi, & tunc ipsis tradentur eas de re Apochæ, simul dictæ Merces notabuntur & plumbabuntur Tessera, & Signis plumbeis propriis Mancipum Impositionum Alcavalas & Cientos dictarum, illa in Loco, ubi prefata Tributa primæ Venditionis hoc modo soluta fuerint, tunc quoque poterunt dicti Mercatores illas transferre, & vendere summam, in quolibet Portibus, & Terris sub Dominatione Majestatis Suae Catholice in Europa sitis, nec propter prefatas Impositiones, Alcavalas & Cientos dictas, ullum eis Impedimentum afferri poterit, nec ad aliam solutionem, ob eandem dicitur primæ Venditionis, impellerentur. Dummodo tamen illi qui dictas Merces conducent, exhibeant Apochas, Plumbeas Tesseras, vel Signis Mancipum, aut Commisariorum, quibus incumbet Collectio horum Tributorum, vel Testimonium quo probetur eas nondum fuisse revenditas. Sed si e contra Mercator aliquis Merces suas minutim vendat, tenebitur secunda vice solvere dictas Impositiones Alcavalas & Cientos nominatas, sub Pæne & Legibus præscriptis. Consequenter etiam vult Majestas Sua Catholica, quod si post Exhibitionem Apocharum prædictarum, Officiarius aliquis, Commisariusve colligendarum Impositionum Alcavalas & Cientos dictarum, iterum exigeret aliam solutionem præfactorum Onerum prædictis Mercibus impositorum, supradicto modo signatis, Plumbeisque Tessera munitis, vel sine opponeret eorum Transitui, & Translacioni, sive illi afferret vel minimum Impedimentum, condemnetur ad multam duorum mille Scutorum, Escudos vulgo dictarum, Regis Aratio adscribendorum. Administris Regiorum Teloniorum licitum non erit, ultra Summam quindecim Reales de Valen, pro Expeditione Apocharum, vel Syngraphorum percipere, nisi aliud statuat in novo Indice, de quo in posterum convenietur.

VIII Pacta est Sua Catholica Majestas, iussuram te, ut Tributum, vulgo Millones vocatum, quod colligitur de Piscibus, aliisque Mercimoniis ad Annonam rei penuriae spectantibus, non exigatur posthac, in Portibus vel prima Telonia ad ingressum in Hispaniam, quoad Proprietarii ex in Apotheca ad hoc destinatis deposita relinquere voluerint, hac Conditione tamen, quod cum eas extraxerint, tam ad ulterius in Regnum introducenda, quam in ipso loco vendenda, vel ad sua Domacula rebenda, Syngraphum suum tradant, sub valida & sufficienti Cautione, solvendi Impositiones, de Mil-

lones dictas, intra duos Menses & Die Subscriptionis suorum Syngraphorum, tuncque indem illa de re tradentur Apochæ, simul etiam dictæ Merces signatæ, vel Plumbeis Tesseris munitæ propriis Mancipum dictarum Impositionum de Millones illorum Locorum, in quibus dicta Tributa soluta fuerint, & tunc demum poterunt transire & vendi in Locis, ubi illarum fiat Consumptio, sine ulteriori Onere Tributi de Millones solvendi. Ideoque vult Sua Majestas, quod si post Exhibitionem prædictarum Apocharum, aliquis Officiarius, aut Commissarius Mancipum Impositionis de Millones, dicta Tributa de Millones de usdem Mercibus rursus exigat, vel sese earum Transitu, Transvectioni, aut Venditioni apponat, sive ipsis, vel minimum afferat Impedimentum, condemnatur ad multam bus mille Scutorum, Escudos dictorum, Regio Ætario adscribendorum.

ARTICULUS SEPARATUS.

PER præsentem Articulum Separatum, qui ejusdem penitus roboris & vigoris erit, ac si Tractatui Commercio, hodie inter Regias Suas Majestates Magnæ Britannicæ & Hispanicæ concluso, de verbo ad verbum insertus esset, cumque in finem non minus quam dictus Tractatus ratihabendus erit, Consentit Regia Sua Majestas Catholica liberum fore, omni dehinc tempore, Subditis Britannicis, qui Commercio causa in Insulis Canariis degent, unum aliquem ex Subditis Hispanicis nominare, qui Judicis ibidem Conservatoris Officio fungatur, atque de omnibus Causis ad Commercio Britannorum spectantibus in prima instantia cognoscat, promittitque Regia Sua Majestas, se ejusmodi Judici Conservatori taliter nominato, Commissiones esse concessuram: una cum eadem Autoritate & Privilegiis omnibus, quibus Judices Conservatores in Andalusia gavisi sunt. Quin & si plures ejusmodi Judices ibidem habere, aut constitutos quovis triennio mutare cupiant Subditi Britannici, id ipsis liberum erit, & concedetur. Consentit quoque Rex Catholicus, quod Appellationes a dicti Judicis Conservatoris Sententiis ad Consilii Bellici Madriti Tribunal, nec alibi deferantur.

In quorum fidem, Nos infra scripti S. Magnæ Britannicæ Reginae, & S. Regis Catholici Legati Extraordinarii, & Plenipotentarii, præsentem Tabulam manibus nostris subscriptas, Sigillis nostris munivimus, Trajecti ad Rhenum die (18. Novembris) 9. Decembris Anno Domini millesimo septingentesimo decimo tertio.

JOH. BRISTOL.

(L. S.)

OSUNA.

(L. S.)

MONTELEON.

(L. S.)

[PPP.]

1715. *TRAITE' sur le Commerce entre la Grande Bretagne & l'Espagne conclu à Madrid en 1715. tiré de l'Europæische Ruhe.*

I. **L** Es Sujets Anglois ne payeront pas plus de Droits d'entrée & de sortie pour leur Marchandise dans les ports de Sa Majesté Catholique, que du temps de Charles II.

II. Le Traité fait par les Sujets Anglois avec le Magistrat de St. André est confirmé.

III. S. Maj. Cathol. permet auxdits Sujets Anglois, d'amaïser du Sel dans les Isles de la Tortue.

IV. Les Anglois ne payeront dans aucun endroit d'autres Droits, que ceux, que payent les Sujets de S. M. C.

V. Les Anglois jouiront de tous les Droits, Privileges, Franchises, Exemptions, & Immunités, dont ils jouissoient avant la dernière Guerre, en vertu du Traité de Paix & de Commerce fait à Madrid en 1667. lequel est pleinement confirmé. Les dits Sujets Anglois seront traités en Espagne de la même manière, que la Nation la plus favorisée, & les Sujets Espagnols jouiront des mêmes avantages dans la Grande-Bretagne.

VI. Et comme il peut avoir été fait des innovations dans le Commerce, Sa Majesté Catholique promet de faire tous ses efforts pour les abolir, & les prévenir à l'avenir: Le Roi de la Grande-Bretagne promet la même chose.

Le Traité de Commerce fait à Utrecht le 9. Decembre 1713. demeurera en toute sa force, excepté les Articles, qui se trouveront contraires à ce qui est aujourd'hui conclu & signé; lesquels seront abolis & de nulle force, & spécialement les 3. Articles appelez explanatoires &c. Madrid le 14. Decembre 1715.

[QQQ.]

1721. *TRAITE' sur le Commerce entre la Grande-Bretagne & l'Espagne conclu à Madrid en 1721. Copie Authentique.*

L A Divine Providence aiant bien voulu disposer les cœurs des Serenissimes & tres-puissans Princes le Roi George, par la grace de Dieu, Roi de la Grande-Bretagne, de France, & d'Irlande, &c. & Philippe V. par la grace

ce de Dieu, Roi d'Espagne & des Indes, &c. à oublier tous les fondemens de mecontentement & de méintelligence, qui ont donné occasion d'interrompre pendant quelque temps l'amitié & la bonne correspondance qui fleurissoient entre eux auparavant; & Leurs Majestez Britannique & Catholique desirant à présent de les renouveler & les rétablir par les nouvaux les plus forts, ont stipulé & convenu des Articles suivans par leurs Ministres Plenipotentiaires soussignez, nommez à cette fin.

I. Qu'à l'avenir il y aura une bonne, ferme, & inviolable Paix, une sincère & continuelle amitié, & un général oubli de tout ce qui s'est passé des deux côtés, au sujet de la dernière Guerre entre Leurs Majestez Britannique & Catholique, leurs Heritiers & Successeurs, aussi-bien qu'entre leurs Royaumes, Terres, Souverainetés, Sujets, & leurs Vassaux.

II Les Traitez de Paix & de Commerce, conclus à Utrecht le 13 Juillet & le 9. Decembre 1713., dans lesquels le Traité de Madrid de 1687. & les Articles compris en icelui, sont contenus, demeureront confirmés & ratifiés par le présent Traité, à l'exception des III. V & VIII Articles du dit Traité de Commerce, qu'on appelle communément l'Explication, qui ont été annulés du depuis en vertu d'un autre Traité, fait à Madrid le 14. de Decembre 1715. entre les Ministres Plenipotentiaires, qui furent nommez à cette fin par Leurs Majestez Britannique & Catholique, lequel Traité demeure pareillement confirmé & ratifié, aussi-bien que le Contrat particulier, qu'on appelle ordinairement *Asiento* pour le transport des Esclaves noirs aux Indes Espagnoles, qui fut fait le 26. de Mars de ladite année 1713. en conséquence du XII. Article du Traité de Commerce d'Utrecht, & pareillement le Traité de Declaration touchant celui de l'*Asiento*, qui fut fait le 26. Mai 1716. Tous lesquels Traitez, dont a fait mention dans cet Article, & leurs Declarations, demeureront dans leur force, teneur, & entiere vigueur, en tout ce en quoi ils ne seront pas contraires à celui ci, & afin qu'ils puissent être accomplis & exécutés, Sa Majesté Catholique fera dépêcher ses ordres & ses Lettres à ses Vice-Rois, Gouverneurs, & tels autres Ministres, à qui il appartiendra, des Ports & des Villes de l'Amerique, afin que les Vaisseaux que la Compagnie Royale de la Grande Bretagne, établie à Londres, emploie au Commerce des Noirs soient admis sans aucun empêchement, à négocier librement & de la même manière qu'il le pratiquoit avant la rupture des deux Couronnes; & les susdites Lettres seront délivrées aussi tôt qu'on aura fait un échange des Ratifications du présent Traité. & en même temps Sa Majesté Catholique donnera ses ordres au Conseil des Indes, que la Junta, composée des Ministres choisis dans ledit Conseil, & destinée, à l'exclusion de tous autres, à l'examen des affaires, qui regardent ledit *Asiento*, puisse derechef avoir son cours, être reçu & consulté dans les affaires, selon la regle établie dans le tems qu'on le fit. Et quant à ce qui regarde l'observation des Traitez de Paix & de Commerce, il sera dépêché des ordres circulaires à tous les Gouverneurs d'Espagne à cette fin qu'ils les fassent observer & exécuter sans aucune de leurs interprétations, comme

comme pareillement il sera donné de la part de Sa Majesté Britannique les ordres qui seront demandez & jugez nécessaires pour l'accomplissement de tout ce qui a été stipulé & convenu entre les deux Couronnes dans les Traitez d'Utrecht, ci-dessus nommez, & particulièrement, quant à ce qui peut n'avoir pas été exécuté des points reglez par les VIII. IX. & XV. Articles du Traité de Paix, qui font mention de laisser aux Espagnols le libre Commerce & la Navigation des Indes Occidentales & de maintenir les anciennes Limites de l'Amerique, comme ils étoient du tems du Roi Charles II. le libre exercice de la Religion Catholique dans l'Isle de Minorque, & la Pêche de la Morue dans les Mers de Neutrauland, comme aussi en égard à tous les autres Articles qui peuvent n'avoir pas été exécutés jusques ici de la part de la Grande-Bretagne.

III. Et puisque par le VIII. Article du Traité de Commerce d'Utrecht, on étoit convenu que tous les Effets confisquez au commencement de la Guerre précédente seront restitués, en égard que la confiscation d'iceux étoit contraire à la teneur du XXXVI. Article du Traité de 1667, Sa Majesté Catholique ordonnera de la même manière, que tous les Biens, toutes les Marchandises, l'Argent, les Vaisseaux & autres Effets, qui ont été saisis, soit en Europe ou aux Indes, en vertu de ses ordres du mois de Septembre 1718., ou en vertu d'autres ordres postérieurs, qui pourroient avoir été donnés avant ou depuis que la Guerre fut déclarée entre les deux Couronnes, soient promptement restitués dans la même espèce, quant à ceux qui subsistent, ou s'ils ne subsistent pas, leur juste valeur dans le tems qu'on les a saisis, l'évaluation desquels sera réglée, si on ne l'avoit pas réglée auparavant, soit par omission ou negligence, selon les informations authentiques, que ceux qui les réclament produiront par devant les Magistrats ordinaires des Villes & Places, dans lesquelles lesdits Effets auroient été saisis, & comme il est certain que, quoique Sa Majesté Catholique ait ordonné qu'on feroit, & qu'on tiendrait des Inventaires, & qu'on tiendrait compte de ces Biens & de ces Effets, on n'a pas cependant exécuté ses ordres de cette manière en plusieurs endroits, il a été convenu, que si les Propriétaires font paroître par de justes preuves, informations, & autres témoignages qu'on en a omis aucun dans lesdits Inventaires, Sa Majesté Catholique donnera des ordres exprès, à ce que la valeur de ces Effets qui auroient été omis, soit payée par des Trésoriers, ou autres, par la negligence de qui telle omission auroit été faite.

IV. Il est aussi convenu mutuellement que Sa Majesté Britannique donnera ordre à ses Gouverneurs, ou autres Officiers & Ministres à qui il appartiendra, de faire restituer tous les Effets des Sujets de Sa Majesté Catholique, qu'ils prouveront avoir été saisis & confisquez dans les Terres de Sa Majesté Britannique au sujet de la dernière Guerre, de la même manière qu'il a été réglé dans l'Article précédent, en faveur des Sujets de Sa Majesté Britannique.

V. Il est aussi réglé, que Sa Majesté Britannique fera restituer à Sa Majesté Catholique tous les Vaisseaux de la Flotte d'Espagne qui furent pris par celle

le d'Angleterre à la Bataille Navale qui se donna au Mois d'Août 1718. dans les Mers de Sicile, avec leur Canon, voiles, apareil, & autre Equipage, dans le même état qu'ils sont à présent, ou autrement la valeur de ceux qui peuvent avoir été vendus, au même prix qu'auront donné ceux qui les ont achetez, selon les Preuves & les Cautions; & pour l'exécution de cette restitution, Sa Majesté Britannique fera expedier tous les ordres necessaires immediatement après la Ratification de ce Traité. Il est aussi déclaré que l'on traitera au futur Congrès de Cambrai les autres pretensions qu'il peut y avoir des deux côtez entre les deux Couronnes touchant les affaires qui ne sont pas exposées dans le present Traité, qui ne sont pas comprises dans le II. Article ci-dessus.

VI. Le present Traité aura son effet immediatement après qu'on l'aura mutuellement ratifié, & que les Lettres de Ratification auront été échangées six semaines après la Signature, ou plutôt s'il est possible, differant la publication d'icelui jusqu'à ce que la Paix generale aura été conclue au Congrès de Cambrai entre toutes les Parties qui y sont concernées, ou jusqu'à ce que Leurs Majestez Britannique & Catholique en aient convenu en particulier.

En temoignage de quoi, nous soussignez Ministres Plenipotentiaires de Sa Majesté Britannique & de Sa Majesté Catholique, aiant Pleinpouvoir qui a été mutuellement communiqué, dont les Copies seront transcrites ci-dessous, avons signé le present Traité, & y avons mis le Sceau de nos Armes. Fait à Madrid le 13 Juin 1721.

Signé,

(L.S.) WILLIAM STANHOPE.

(L.S.) El Marques GRIMALDO.

[R R R.]

1713.

CONTRACT de l'Affiento en faveur de la Grande-Bretagne, signé à Madrid en 1713. tiré de l'Europäische Ruhe.

LE ROI.

D'AUTANT que l'Affiento, dont on étoit convenu avec la Compagnie Royale de Guinée, établie en France, pour fournir des Esclaves Negres aux Indes Occidentales est expiré; & que la Reine de la Grande Bretagne souhaite d'entrer en ce Commerce, & en son nom la Compagnie Angloise, comme cela est stipulé dans les Preliminaires de la Paix, & que cet

Affiento

Assiento subsiste pendant le terme de trente Ans. Don Manuel Manassés de Gilligan, Député pour cet effet, par ladite Majesté de la Grande-Bretagne, a remis entre mes mains un plan dressé à cette fin, contenant quarante deux Articles, pour servir de règle à ce Contrat, lequel j'ai communiqué à une Junta de trois Ministres de mon Conseil des Indes, pour avoir leur sentiment sur chaque Article ou Condition dudit Contrat. Mais, comme lors cet examen il s'est trouvé plusieurs Points, dont ils n'ont pu convenir, je l'ai fait examiner une seconde fois, par une autre Junta, de sorte qu'étant informé à fond de la chose, j'ai résolu, nonobstant les Objections faites par les uns & les autres, de conclure & terminer cet Assiento à la satisfaction de la Reine de la Grande-Bretagne. Dans cette vue, j'ai jugé à propos d'admettre & d'approuver par un Décret Royal du 12 de ce mois, les quarante-deux Articles contenus dans le Plan susmentionné, de la manière ci après spécifiée, avec les additions, que j'ai résolu d'y ajouter de mon propre mouvement, en faveur de ladite Compagnie, aussi contenues dans mon dit Décret. Le tout de la manière suivante.

I. En premier lieu, pour procurer par ce moyen, mutuellement & réciproquement, l'avantage des Souverains & des Sujets des deux Couronnes, Sa Majesté de la Grande-Bretagne offre & s'oblige, pour les personnes qu'elle nommera & autorisera pour cet effet, de faire transporter aux Indes Occidentales de l'Amérique, appartenant à la Majesté Catholique, à commencer du premier jour de Mai, 1713 jusqu'au même jour de l'année 1743. le nombre de cent quarante quatre mille Negres, *Piezas de India*, des deux Sexes & de tous les âges, sur le pied de quatre mille huit cent Negres *Piezas de India* par an, pendant le cours desdites trente années, à condition, que les personnes, qui se transporteront aux Indes Occidentales pour travailler aux affaires de l'Assiento, se garderont de rien faire qui puisse offenser; car en ce cas, ils seroient poursuivis en justice, & punis de la même manière, qu'ils l'auroient été en Espagne, supposé qu'une faute de la même nature y eût été commise.

II. Que les Assientistes, ou la Compagnie de l'Assiento, paiera de chaque Negre, *Pieza de India*, suivant le modele regulier de sept quartiers, n'étant ni vieux ni défectueux, selon ce qui a été pratiqué & établi jusqu'à présent aux Indes, la somme de trente-trois pieces de huit, Escudos, & la troisième partie d'une piece de huit, en y comprenant tous les Droits d'Alcavala, de Siza, d'Union de Armas, de Boqueron, ou aucun autre Droit, de telle nature qu'il puisse être, d'entrée ou de Regale, qui sont ou qui pourroient être imposés à l'avenir, appartenant à la Majesté Catholique, en sorte qu'on ne pourra rien exiger au delà. Et au cas, que les Gouverneurs, Officiers Roiaux, ou autres Ministres en prissent d'avantage, on en tiendra compte aux Assientistes, & cela sera rabattu sur les droits des 33. pieces de huit & un tiers susmentionnez, qu'ils doivent payer à la Majesté Catholique, la chose étant prouvée par un Certificat authentique, qui ne pourra être refusé par un Notaire public, à la requisition des Assientis-

tes: Et pour cet effet on fera publier un Ordre ou une Cédule générale, dont la teneur sera la plus ample qu'il le pourra.

III. Que lesdits Affientistes avanceront à Sa Majesté Catholique, pour suppléer aux besoins pressans de la Couronne, la somme de deux cent mille piéces de huit ou Escudos, en deux paiemens égaux, de cent mille piéces de huit chacun, dont le premier se fera deux mois après que Sa Majesté aura approuvé & signé cet Assiento, & le second au bout de deux autres mois, après le premier paiement, & cette somme ainsi avancée ne sera remboursée qu'après le terme échu des vingt premières années de cet Assiento, & alors on pourra la déduire par portions, égales, pendant les dix années restantes sur le pied de vingt mille piéces de huit par an, qu'on rabattra sur les droits imposés sur les Negres, payables pendant le cours de ces années-là.

IV. Que les Affientistes seront obligés de payer l'avance des deux cent mille piéces de huit, en cette Cour, comme aussi de six en six mois, la moitié du montant des Droits payables pour les Piézas d'Esclaves, qu'ils sont convenus de transporter tous les ans.

V. Que le paiement desdits Droits se fera de la manière mentionnée dans l'Article précédent, sans aucun délai ou dispute, & sans y donner aucune autre interprétation. cependant, avec cette réserve, que les Affientistes ne seront obligés de payer ces Droits que pour quatre mille Negres, *Piézas de India*, par an, sans compter les huit cent qui restent, Sa Majesté accordant par cet Article aux Affientistes les Droits qu'ils en devroient payer, pendant tout le cours des trente années de cet Assiento, en la meilleure forme & manière possible, en considération des risques que courent lesdits Affientistes, & de l'intérêt qu'on devoit leur payer de l'argent avancé, & du paiement, qu'ils font en cette Cour, des Droits de quatre mille Piézas susdits.

VI. Que lesdits Affientistes, après avoir fourni tous les ans, le nombre de quatre mille huit cent Negres selon leur Contrat, pourront encore, au cas qu'ils le jugent nécessaire pour le service de Sa Majesté Catholique, & celui de ses Sujets, en fournir un plus grand nombre, pendant les vingt-cinq premières années de ce Contrat, (car pendant les cinq dernières il ne leur sera permis d'en transporter que le nombre de quatre mille huit cent, dont on est convenu,) à condition, qu'ils ne payeront que seize piéces de huit, & deux tiers d'une piéce de huit, pour tous les Droits de chaque Negre, Piéza de India, qu'ils transporteront au delà des quatre mille huit cent, ce qui fait la moitié des trente trois piéces de huit & un tiers sus mentionnées, & ce paiement se fera aussi en cette Cour.

VII. Qu'il sera permis auxdits Affientistes d'employer pour ce Commerce les propres Vaisseaux de Sa Majesté de la Grande-Bretagne, ou ceux de ses Sujets, ou même ceux des Sujets de Sa Majesté Catholique, du consentement des propriétaires, en leur en payant le fret, & en se servant de Matelots Anglois ou Espagnols, selon qu'ils le jugeront à propos, à condition qu'on prendra soin, que les Officiers des Vaisseaux employés par les Affientistes,

gistes, ni leurs Matelots, ne troublent en aucune manière, & ne causent aucun scandale, à l'exercice de la Religion Catholique, sous les peines marquées, & les Reglemens établis dans le premier Article de cet Assiento. Il sera de plus permis auxdits Assientistes d'introduire leurs Esclaves Negres, selon le Contrat, dans tous les Ports de la Mer du Nord & de Buenos Ayres, sur aucuns des Vaisseaux susmentionnez, de la manière que cela a été accordé aux Assientistes qui les ont précédés, mais toujours à condition que ni les Officiers ni les Matelots ne causeront aucun scandale à la Religion Catholique Romaine, sous les peines susdites.

VIII. Que comme on a trouvé par experience, que rien ne peut être plus prejudiciable aux intérêts de Sa Majesté & à celui de ses Sujets, que de ne pas permettre aux Assientistes de transporter leurs Negres dans tous les Ports des Indes en general, puis qu'il est certain, que les Provinces qui sont privées de cet avantage en pâtissent, faute d'avoir leurs terres cultivées, ce qui les a réduits à la nécessité de s'en pourvoir même frauduleusement, il est permis auxdits Assientistes, par une condition expresse de ce Contrat, de transporter & de vendre leurs Negres dans tous les Ports de la Mer du Nord, & ceux de Buenos Ayres, à leur choix. Et pour cet effet Sa Majesté Catholique revoke les detentes contenues dans les Assientos precedens, de ne les transporter que dans les Ports marques en ceux, avec cette restriction, cependant, qu'il ne sera permis auxdits Assientistes de les transporter & débarquer, que dans les Ports où il y a des Officiers Roiaux, ou des Deputés de leur part, qui puissent visiter leurs Vaisseaux & leur Caraison, pour certifier le nombre des Negres transportez. On est aussi convenu, que les Negres transportez dans les Ports de la Côte, qui est contre le vent, à Santa Martha, Cumana, & Maracaybo, ne pourront être vendus par les Assientistes pour plus de trois cents pieces de huit chacun, & autant moins qu'il sera possible, pour encourager les habitants de ces Lieux-là à les acheter, mais quant aux autres Ports de la nouvelle Espagne, ses Isles, & la Terre ferme, il sera permis aux Assientistes de les vendre au meilleur prix qu'il leur sera possible.

IX. Que comme il est permis auxdits Assientistes, pour les raisons alleguées dans l'Article precedent, de transporter leurs Negres dans tous les Ports de la Mer du Nord, on est convenu de même, qu'ils le pourront faire dans la Riviere de Plata, Sa Majesté Catholique leur permettant de transporter, (du nombre de quatre mille huit cent Negres, qu'ils peuvent introduire tous les ans en vertu de cet Assiento,) dans cette Riviere ou à Buenos Ayres, pendant chacune de trente années dudit Assiento, le nombre de mille deux cent de ces *Paras de Indes* des deux Sexes, pour les y vendre aux prix dont ils pourront convenir, les embarquer sur quatre Vaisseaux capables de les contenir, huit cent desquels seront vendus à Buenos Ayres, & les quatre cent restans pourront être transportez & serviront pour les Provinces qui sont au dessus, & pour le Royaume de Chili, les vendant aux habitants, s'ils les veulent venir acheter dans ledit Port de Buenos Ayres. De plus, on declare qu'il sera permis à Sa Majesté Britannique, & aux

Assiento en son nom, de posséder dans ladite Rivière de Plata quelques Terres, que Sa Majesté Catholique ordonnera ou assignera, suivant ce qui a été stipulé dans les Preliminaires de la Paix, à compter du temps où cet Assiento aura lieu) suffisantes pour les planter, pour cultiver, & pour entretenir du Bétail, pour la subsistance des personnes appartenant à l'Assiento & de leurs Negres. Il leur sera même permis d'y bâtir des maisons de bois, & non d'autres matériaux, sans qu'ils puissent faire aucune levée de terre, ni les moindres fortifications. Sa Majesté Catholique nommera aussi un Officier, tel qu'elle le jugera à propos, & de ses propres Sujets, lequel résidera sur lesdites Terres, & aura la direction de tout ce qui en dépendra. Et toutes les autres choses, qui concernent l'Assiento, seront sous la direction du Gouverneur & des Officiers Roiaux de Buenos Ayres. Les Assientoistes ne paieront aucuns Droits, à l'égard des Terres susdites, pendant tout le terme de l'Assiento.

X. Quant au transport & à l'introduction des Negres dans les Provinces de la Mer du Sud, il sera permis aux Assientoistes de trefter, soit à Panama, ou dans tout autre Port ou Havre de la Mer du Sud, des Vaisseaux ou des Fregates d'environ quatre cent tonneaux, un peu plus ou moins, sur lesquelles ils pourront les embarquer à Panama, & les transporter à tous les Ports du Perou, & à aucun autre de ce côté-là. Ils pourront aussi mettre sur ces Vaisseaux les Equipages & les Officiers, tant militaires que de marine, qu'ils jugeront à propos, & il leur sera permis de même, de transporter le provenant de leur vente audit Port de Panama, soit en fruits du Pais, soit en argent monnoyé, en Barres d'argent, ou en Lingots d'or, sans être obligés de payer aucun Droit pour ledit or ou argent, soit d'entrée ou de sortie, pourvu qu'il soit marqué sans aucune fraude, & qu'ils fassent paroître que c'est le provenant des Negres, lequel doit être exempt de tout les Droits, de même que si ledit argent monnoyé, barres d'argent, & lingots d'or appartinrent à Sa Majesté Catholique. Il sera pareillement permis auxdits Assientoistes d'envoyer d'Europe à Portobello & delà à Panama, par la route de Chagre, ou par des voitures de terre, des Câbles, des Voiles, du Fer, du Bois de charpente, & toutes sortes d'autres Munitions & Provisions nécessaires pour lesdits Vaisseaux, Fregates, ou Berlogues, & pour subvenir à leur propre entretien; bien entendu, qu'il ne leur sera cependant pas permis de vendre, ni de débiter, lesdites Munitions & Provisions, soit en tout ou en partie, sous quelque prétexte que ce puisse être: Car en ce cas elles seroient confisquées, & les Acheteurs aussi bien que les Vendeurs punis selon les Loix, & même les Assientoistes seroient à l'avenir absolument privées de ce privilège, à moins de pouvoir produire pour cette vente une permission de Sa Majesté Catholique. On est de plus convenu, qu'après l'expiration du terme de cet Assiento, il ne sera plus permis auxdits Assientoistes de se servir desdits Vaisseaux, Fregates, ou Barques pour les transporter en Europe, à cause des inconvénients qui en pourroient résulter.

XI. Qu'il sera permis auxdits Assientoistes de se servir d'Anglois ou d'Espagnols

pagnols comme ils le jugeront à propos, pour le gouvernement & la direction de cet Assiento, tant dans les Ports de l'Amerique, que dans les Places du Pais, Sa Majesté suspendant pour cela les Loix, par lesquelles il est defendu aux Etrangers d'entrer dans le Pais ou d'y habiter, declarant & ordonnant que les Anglois seront regardés & traités, pendant tout le terme de cet Assiento, comme s'ils étoient Sujets de la Couronne d'Espagne; toutefois avec cette restriction, qu'il ne sera pas permis à plus de quatre ou de six Anglois de résider dans aucun d'icels Ports des Indes, du nombre desquels les Assientistes pourront choisir ceux qu'ils jugeront à propos, pour les envoyer dans le Pais, où il est permis de transporter les Negres, pour le manement & la recepte de leurs Effets. Ils le feront le plus commodément, qu'il leur sera possible, selon le Reglement mentionné dans le premier Article, sans aucun empêchement ou trouble de la part des Ministres civils ou militaires, de quelque degré ou qualité qu'ils puissent être, & sous quelque pretexte que ce soit, à moins qu'on ne puisse les convaincre d'avoir agi contre les Loix établies, ou contre le contenu de cet Assiento.

XII. Que pour la bonne direction de cet Assiento, il plaira à Sa Majesté Catholique d'accorder, aussi tôt que la Paix sera proclamée, qu'il soit permis à Sa Majesté Britannique d'envoyer deux Vaisseaux de guerre avec les Facteurs, Officiers, & autres personnes, qui seront employées en ce service, en donnant premierement une Liste des noms des uns & des autres, qui seront autorisés de mettre pied à terre dans les Ports, où il leur sera permis d'établir & de regler leur Factures, tant afin qu'ils puissent aller plus commodément & plus sûrement, que pour pourvoir à toutes les choses nécessaires pour recevoir les Vaisseaux, qui serviront au transport des Negres, Car, comme il faut qu'ils les aillent prendre sur la côte d'Afrique, pour les conduire dans les Ports de l'Amerique Espagnole, il seroit tres incommode, & même tres défavantageux aux Facteurs & aux autres personnes employées pour cela, de s'y transporter dans les Vaisseaux destinés à faire ces voyages-là. Outre qu'il est d'une nécessité indispensable qu'on leur prepare par avance des maisons dans lesquelles ils puissent habiter, & qu'on fasse toutes les autres provisions, dont ils auront besoin, & pour le transport des Facteurs & des autres personnes, employées par la Compagnie, à Buenos Ayres, on leur accordera un Vaisseau de moyenne grandeur, bien entendu que ce Vaisseau, aussi bien que les deux Vaisseaux de Guerre, seront soumis à la visite & à la recherche des Officiers Royaux dans les Ports, lesquels pourront saisir leurs Marchandises, au cas qu'ils en portent. De plus on fournira auxdits Vaisseaux les Provisions nécessaires pour leur retour à un prix raisonnable.

XIII. Lesdits Assientistes pourront nommer, dans tous les Ports & principales Places de l'Amerique, des Juges Conservateurs de cet Assiento, lesquels ils pourront changer & en nommer d'autres en leur place, lors qu'ils le jugeront à propos, de la maniere, que cela a été accordé aux Portugais, dans le huitième Article de leur Assiento, bien entendu qu'ils alleguent des raisons

raisons valables de ce procédé, devant le Président, Gouverneur, ou l'Audience de ce Departement, lesquels l'approuveront respectivement, pourvu que cette nomination tombe toujours sur un des Ministres de Sa Majesté Catholique. Et ces Juges-là prendront connoissance, exclusivement à tous les autres, de toutes les Causes, Affaires, & Procès concernant cet Assiento, avec une entière autorité & juridiction. Aussi est-il défendu à toutes les Audiences, Ministres, & Tribunaux, Présidens, Capitaines Généraux, Gouverneurs, Corregidors, Grands Alcaldes, & autres Juges quels qu'ils puissent être, sans en excepter les Vice Rois de ces Royaumes-là, de s'en mêler, d'autant qu'il n'y aura que lesdits Juges Conservateurs, qui puissent prendre connoissance de ces Causes-là, & des incidents, qui en pourroient naître; mais, il y aura Appel de leurs Sentences, dans les cas où la Loi le permet, au suprême Concil des Indes, bien entendu que lesdits Juges Conservateurs ne pourront demander ni prétendre de plus grands salaires, que ceux, que lesdits Assientistes jugeront à propos de leur accorder pour ce service. Et au cas qu'aucun d'entr'eux en voulussent exiger davantage, Sa Majesté Catholique en ordonnera la restitution. Elle accorde aussi que le Président ou Gouverneur dudit Concil, ou le Decano ou Doien, sera Protecteur de cet Assiento. Ils pourront aussi proposer un Ministre dudit Concil, qu'ils jugeront le plus propre à cela, pour leur servir de Juge Conservateur préferablement à tous les autres, avec l'approbation de Sa Majesté, comme cela s'est pratiqué dans les autres Assientos.

XV. Il ne sera permis, ni aux Vice Rois, Audiences, Présidens, Capitaines Généraux, Gouverneurs, Officiers Royaux, ni aux autres Tribunaux ou Ministres, de Sa Majesté Catholique, tels qu'ils puissent être, d'arrêter ou retenir dans les Ports les Vaisseaux appartenant à l'Assiento, ni d'empêcher leurs Voyages, sous quelque prétexte que ce soit, ni pour quelque cause ou motif que ce puisse être, quand même ce seroit pour les équiper en Guerre, ou pour toute autre entreprise; au contraire, ils leur accorderont toute la faveur, l'assistance, & le secours, que lesdits Assientistes ou leurs Facteurs souhaiteront, soit pour équiper en diligence, dépêcher, ou charger leurs Vaisseaux, pour leur avitailllement & tout ce dont ils auront besoin pour avancer leurs voyages, au prix courant, sous peine, pour ceux qui en agiroient autrement, de faire bon à leurs propres depens, & d'indemniser tout le mal & les pertes, que les Assientistes pourroient souffrir par de tels empêchemens ou de pareilles détentions.

XV. Il ne sera pas non plus, permis aux Vice Rois, Présidens, Capitaines Généraux, Gouverneurs, Corregidors, Grands Alcaldes, Juges, ni à aucun autre Tribunal ou Officiers que ce puisse être, de prendre, saisir, retenir, ou arrêter par violence dans les Ports, ou d'aucune autre manière, sous quelque prétexte, cause, ou motif que ce soit, tant pressant qu'il puisse être, aucuns des Fonds, Marchandises, ou Effets du provenant de cet Assiento, ou appartenant aux Assientistes, sous peine de punition, & de payer de leurs propres biens, les dommages & pertes qui en résulteroient. Il ne sera pas non plus permis auxdits Ministres de visiter les Maisons ni les Ma-

passés des Facteurs ou autres appartenant à cet Asiento, lesquels doivent jouir de ce privilège & de cette exemption, pour prévenir le scandale & la honte, qui accompagnent de pareils procédés, à moins qu'on ne soit convaincu par des preuves évidentes, qu'il y ait de la fraude & des Marchandises défendues; & en ce cas, elles pourront être visitées en la présence du Juge Conservateur, absolument requis pour cet effet; afin qu'il prenne soin de prévenir les vols & les enlèvements, qui arrivent d'ordinaire par le grand nombre de Soldats & d'Officiers qui accourent en foule en ces occasions. Au reste, on est convenu, qu'au cas qu'il se trouve des Marchandises de cette nature, elles pourront être saisies, mais sans toucher au fond ou aux effets de l'Asiento, qui doivent être libres; & au cas que les Facteurs soient coupables de pareilles offenses, on les dénoncera au Conseil, afin de les faire punir.

XVI. Qu'il sera permis auxdits Asientistes, à leurs Facteurs, & autres appartenant à leur Compagnie aux Indes, d'employer à leur service les Matelots, Voituriers, & Ouvriers, dont ils auront besoin, pour charger & décharger leurs Vaisseaux, par un Accord volontaire fait avec eux, en leur payant les salaires & les gages dont ils seront convenus.

XVII. Que lesdits Asientistes auront la liberté de charger, comme il leur plura, les Effets qu'ils auront aux Indes, sur les Gallions, pour les transporter en Europe, en s'accommodant pour le fret avec les Capitaines ou Propriétaires desdits Vaisseaux; ou sur les Vaisseaux appartenant à l'Asiento, lesquels pourront, au cas qu'ils le trouvent bon, venir sous le convoi desdits Gallions ou autres Vaisseaux de Guerre de Sa Majesté Catholique, qui ordonnera expressément aux uns & aux autres de les admettre & prendre sous leur protection & sauvegarde; & il leur sera enjoint de ne requerr d'eux aucun Indult ou Droit ordinaire ou extraordinaire pour cela, ni sous prétexte qu'ils viennent de compagnie avec ladite Flote ou Gallions. Et les Effets, dont ils seront chargés appartenant aux Asientistes, vérifiés par des Ecrits authentiques ne payeront aucuns Droits d'entrée en Espagne, leur Fond ayant le même privilège que s'il appartenait à Sa Majesté Catholique. Cependant, il est défendu auxdits Vaisseaux appartenant à l'Asiento, & qui pourront venir en compagnie des Gallions, de prendre sur leur bord des Passagers Espagnols, ou aucuns Effets des Sujets de Sa Majesté Catholique.

XVIII. Qu'à compter du premier jour de Mai de la présente année 1713. jusques à ce qu'ils aient pris possession de l'Asiento, ou après qu'ils l'auront prise, il ne sera plus permis à la Compagnie Française de Guinée, ou à qui que ce soit, de transporter des Esclaves Negres aux Indes: Et au cas qu'ils le fissent, Sa Majesté Catholique les déclarera, comme Elle les déclare par cet Article, confisquer en faveur & à l'avantage des Asientistes, qui en prendront possession en payant les Droits des Negres introduits ainsi contre cet Article, & le Règlement établi par ce Contrat. Et pour cet effet, aussitôt qu'il sera signé, on dépêchera, de la manière la plus ample, des Ordres circulaires en Amérique, pour empêcher qu'on n'y admette aucuns

Negres dans les Ports, sur le Compte de la Compagnie Française, & la même chose sera notifiée à leur Agent. Et afin que ceci soit plus effectuel & plus avantageux au revenu Royal, on est convenu, que lors que les Affientistes seront informés qu'aucun Vaisseau chargé de Negres, ne leur appartenant pas, sera arrivé sur les Côtes, ou entré dans aucun Port, il leur sera permis d'equiper, d'armer, & de mettre en Mer immédiatement les Vaisseaux qu'ils auront en propre, ou aucuns de ceux de Sa Majesté Catholique ou de ses Sujets, avec lesquels ils conviendront de prendre, de saisir & confisquer de pareils Vaisseaux & leurs Negres, de telle Nation qu'ils puissent être, & à quelques personnes qu'ils puissent appartenir. Pour cet effet lesdits Affientistes & leurs Facteurs auront la liberté de prendre connoissance, & de visiter tous les Vaisseaux qui arriveront sur les Côtes des Indes, ou dans ses Ports, & dans lesquels ils auront lieu de croire ou de soupçonner qu'il y aura des Negres de contrebande, bien entendu, que pour faire de pareilles recherches, & autres procédures comme dessus, il faudra qu'ils en aient premièrement la permission des Gouverneurs, auxquels ils communiqueront ce qui se passera, & les prieront d'y interposer leur autorité, mais il faudra, que la Paix soit proclamée avant que ceci puisse se faire, ou que cet Assiento ait lieu.

XIX. Que lesdits Affientistes, leurs Facteurs, & Agents, auront la liberté de naviger & de transporter leurs Esclaves Negres, selon leur Contrat dans les Ports Septentrionaux des Indes Occidentales de Sa Majesté Catholique, sans en excepter la Rivière de Plata, avec défense à tous autres, soit Sujets de la Couronne ou étrangers, d'y transporter ou introduire aucuns Negres, sous les peines établies par les Loix faites pour ce Contrat de Commerce. De plus, Sa Majesté Catholique s'oblige en Foi & Parole de Roi de maintenir lesdits Affientistes dans la pleine & entière possession de tous ces Articles, & de les faire exécuter, pendant le terme dont on est convenu, sans permettre ou conniver à quoi que ce puisse être, qui soit contraire à leur ponctuelle & exacte exécution, Sa Majesté en faisant sa propre affaire, bien entendu qu'ils ne transporteront pas, ni dans ladite Rivière de Plata, ni à Buenos Ayres, au dessus de douze cent *Pirnas* de Negres accordés par le VIII Article de ce Traité.

XX. Qu'au cas, que lesdits Affientistes fussent troublés dans l'exécution de cet Assiento, ou que l'on s'opposât à leur Trafic ou à leurs Privilèges par des Procès, ou de quelque autre manière, Sa Majesté Catholique déclare qu'Elle s'en réservera la connoissance uniquement, & de tous les Procès, qu'on pourroit leur susciter à cet égard, avec défense à tous les Juges, quels qu'ils puissent être, d'examiner, & de prendre connoissance des Causes, Procès, omissions, ou fautes, qui pourroient se commettre dans l'exécution de cet Assiento.

XXI. Que lors que les Vaisseaux desdits Affientistes arriveront dans les Ports des Indes avec leurs Cargaisons de Negres, les Capitaines desdits Vaisseaux seront obligés de certifier, qu'il n'y a aucun mal contagieux sur leur bord, afin d'obtenir des Gouverneurs & Officiers Roiaux la permission d'entrer

d'entrer dans lesdits Ports, n'y pouvant être admis sans de pareils Certificats.

XXII. Lorsque lesdits Vaisseaux seront entres dans aucun Port, ils seront visités par le Gouverneur, & par les Officiers Roiaux, & examinés jusqu'au fond, même jusqu'au quincellage ou lent. Et, après avoir débarqué leurs Negres en tout ou en partie, ils pourront de même décharger les Provisions nécessaires pour leur subsistance, qu'ils mettront dans des Maisons particulières ou des Magasins, en ayant obtenu la permission des Ministres, qui auront fait la visite desdits Vaisseaux, pour prévenir par ce moyen les fraudes & les controverses. Mais il ne leur sera point permis de décharger, transporter, ou débiter aucunes Marchandises ou Denrées sous quelque prétexte ou motif que ce soit, & même s'il s'en trouvent sur leur bord, elles seront saisies comme si elles eussent été déchargées, à l'exception seulement des Negres, & des Magasins de Provisions pour leur subsistance, sous peine, pour les contrevenans, d'être sévèrement punis, & leurs Marchandises & Effets confisqués ou brûlés, outre qu'ils seront déclarés incapables de pouvoir jamais être employés dans ledit Asiento. Et les Officiers & Sujets de Sa Majesté Catholique, qui y donneront les mains, seront aussi punis exemplairement, tout transport & trafic de Marchandises étant absolument défendu & refusé auxdits Asientistes, comme contraire aux Loix de ce Royaume, & à la sincérité & bonne foi avec laquelle on doit s'acquiescer des engagements de cet Asiento. De plus, Sa Majesté déclare & ordonne que les Marchandises saisies de cette manière, étant frauduleusement transportées, seront estimées & immédiatement brûlées dans une Place publique, par ordre desdits Gouverneurs & Officiers Roiaux, & que le Capitaine ou Patron dudit Vaisseau sera condamné à payer le prix auquel elles auront été estimées, quand il ne serait simplement coupable que d'omission, en n'ayant pas pris soin d'empêcher qu'on ne chargeât de pareilles Marchandises sur son bord. Mais qu'au cas qu'ils soient complices ou participants du fait, ils seront condamnés à une amende proportionnée à leur crime, sévèrement punis, & déclarés incapables à jamais d'être employés au service de cet Asiento. Et Sa Majesté Catholique obligera tous les Ministres & Officiers à lui rendre un compte exact de tout ce qui se fera passé à cet égard. Cependant les Vaisseaux, à bord desquels seront les Negres, ou les Provisions chargées pour leur subsistance, ne seront point Sujets à cette confiscation, étant déclarés libres, comme innocens du fait, & les personnes, aux sous desquels ils seront commis, pourront continuer leur Negoce. Et au cas que les Marchandises ou Denrées saisies n'excèdent pas la valeur de cent piécès de huit, ou Escudos, elles seront brûlées sans remission, après avoir été estimées, & le Capitaine sera condamné à payer la somme à laquelle elles auront été estimées, pour la punition de la négligence & de son omission, & ne payant pas la valeur des choses saisies de cette manière, il sera suspendu & emprisonné jusqu'à ce qu'il l'ait fait. Cependant, en prouvant qu'il n'est point complice du fait, il sera simplement obligé de produire le coupable, & sera remis en liberté.

XXIII. Que les Viandes & autres Provisions déchargées pour la subsistance des Nègres, ne paieront aucuns Droits d'entrée ni de sortie, ni aucuns des autres qui sont imposés à présent, ou pourroient l'être à l'avenir: Mais au cas que les Affranchis les achètent ou les transportent hors desdits Ports, ils seront obligés de payer les Droits établis, comme sont les Sujets de Sa Majesté Catholique. Et l'on déclare, qu'avant que les Provisions déchargées dans les Magasins ne fussent pas toutes consommées, & en danger de se gâter, elles pourroient être vendues ou transportées en d'autres Ports, en payant les Droits établis, tout cela se faisant par l'interposition & avec la connoissance des Officiers Roiaux.

XXIV. Que les Droits, imposés sur les Nègres transportés, seront à compter du jour de leur débarquement dans aucuns des Ports des Indes après la visite, & que tout aura été réglé par les Officiers Roiaux: Et au cas qu'aucuns desdits Nègres vinssent à mourir avant qu'ils aient été vendus, les Affranchis n'en seront pas moins obligés de payer les Droits de ceux qui mourront ainsi, ni ne pourront former aucune prétention sur ce sujet, excepté seulement, qu'avenant qu'en faisant la visite, il se trouvât quelques Nègres dangereusement malades, on pourra les mettre à terre pour les guérir, & que ces Nègres venant à mourir dans l'espace de quinze jours, à compter du jour de leur débarquement, les Affranchis n'en paieront point les Droits, parce qu'ils n'auront pas été débarqués pour être vendus, mais pour le recouvrement de leur santé dans les quinze jours fixés pour cela, après l'expiration desquels, ces Nègres vivants encore, les Droits en seront payables, comme pour les autres, & se paieront en cette Cour selon l'accord marqué dans le cinquième Article.

XXV. Qu'après que les Affranchis, ou leurs Pasteurs, auront fixé les Droits, & vendu une partie de la Cargaison des Nègres amenés en ce Port, il leur sera permis de transporter le reste dans aucun autre Port, sans des Certificats des Officiers Roiaux à l'égard des Droits, afin de n'être point inquiétés là dessus dans les autres Ports. Et il leur sera permis de recevoir en paiement, pour ceux qu'ils vendront, de l'Argent monnoyé, des barres d'Argent & des lingots d'Or, qui auroient payé le *Quinto* au Roi sans fraude: Ils pourront de même en recevoir des productions du Pau, qu'ils pourront aussi emporter & embarquer librement avec l'Argent monnoyé, les barres d'Argent & les lingots d'Or, comme les autres Effets & fruits provenus de la vente desdits Nègres, sans être obligés de payer d'autres Droits que ceux, qui seront établis dans les lieux d'où ces fruits & ces Effets seront sortis, & qu'on leur permet de recevoir en échange ou pour la valeur de leurs Nègres, de quelque nature qu'ils soient, sur les ventes faites de cette manière faiso d'argent, & ils pourront les emporter sur les Vaisseaux employés pour le Commerce, & les transporter dans les Ports qu'il leur plaira, & les y vendre en payant les Droits ordinaires.

XXVI. Que les Vaisseaux, qui seront employés par ces Affranchis, pouront faire voile des Ports de la Grande-Bretagne ou d'Espagne, comme il plaira aux Affranchis, qui rendront compte à Sa Majesté Catholique

des Vaisseaux, qu'ils enverront tous les ans pour le Negoce des Negres, & des Ports où ils seront destinés, & ils pourront retourner aux uns ou aux autres avec de l'Argent monnoie, des barres d'Argent, des lingots d'Or, des fruits & productions des Pais, provenant de la vente de leurs Negres. Et au cas qu'ils entrent dans les Ports d'Espagne, les Capitaines & autres Officiers seront obligés de donner aux Ministres de Sa Majesté Catholique des Registres authentiques de ce qu'ils auront sur leurs bords. Ou au cas qu'ils retournent directement dans la Grande-Bretagne, ils enverront une relation exacte de leur Cargaison, afin que Sa Majesté en soit pleinement informée. Bien entendu, qu'il ne leur sera pas permis d'apporter dans aucun desdits Vaisseaux, ni Or ni Argent ni d'autres Effets, au delà du provenant de la vente des Negres, ni aucuns Passagers Espagnols, leur étant défendu de recevoir à bord aucune Marchandise ou autres Effets, sur le compte des Sujets de Sa Majesté Catholique dans ces Pais-là, sans une permission expresse de Sa Majesté. Et l'on est convenu, qu'au cas, que les Capitaines ou autres Officiers, en prenant sur leurs bords de cette nature, sans une pareille licence, ils seront déclarés coupables & punis, comme ayant fraudé les Droits de Sa Majesté, & contrevenu au contenu de cet Article, & aux ordres que Sa Majesté aura donnés pour l'exécuter, & pour prévenir de pareilles fraudes dans les Ports des Indes, pour lesquelles les contrevenans, en étant convaincus, seront constamment punis.

XXVII S'il arrivoit, que les Vaisseaux de cet Asiento, équipés en Guerre, fissent des Prises sur les Ennemis de l'une ou de l'autre Couronne, ou sur les Pirates qui croisent & qui pillent ordinairement dans les Mers de l'Amérique, il leur sera permis de les conduire dans les Ports de Sa Majesté Catholique, où ils seront admis, & lesdites Prises étant déclarées bonnes & loyales, ils n'en paieront pas d'autres Droits d'entrée, que ceux qui sont établis & payables par les Sujets naturels de Sa Majesté. De plus, au cas qu'il se trouve des Negres sur ces Prises, ils pourront les vendre en partie du nombre, qu'ils se sont engagés de fournir, aussi-bien que les Provisions qui se trouveront au delà de ce qui est nécessaire pour leur subsistance. Mais, il n'en est pas de même à l'égard des Marchandises & Denrées, qu'ils pourroient prendre, dont la vente est toujours déclarée. Cependant, en considération de leurs intérêts on leur permet de transporter lesdites Marchandises & Denrées, prises de cette manière, à Carthagene ou à Portobello, & de les remettre entre les mains des Officiers du Roi, qui les reçoivent, en feront un Inventaire, & les mettront en leur présence dans des Magazins, où elles seront gardées jusqu'à l'arrivée des Galions, & au tems des Foires desdits Ports de Carthagene & de Portobello, & alors les Officiers du Roi auront soin de les faire vendre par l'entremise & en la présence des Deputés du Commerce, & des Propriétaires ou de leurs Agents. A cette fin, Sa Majesté Catholique donnera les ordres nécessaires comme Elle fait par le présent Article, afin qu'après avoir rabattu la quatrième partie du provenant de la vente, qui doit appartenir à Sa dite Majesté Catholique, être mis dans les caisses Reales & envoyé en Espagne, avec un compte exact

du dit provenant, on remettra les trois autres parties de chaque Prise, sans aucun délai, entre les mains de ceux, qui les auront faites, ou de leurs Agens, rabattant & recevant tous les frais de la vente, & des Magazins, & en payant, au tems que lesdites Prises seront vendues, les Droits ordinaires dans la Trésorerie. Et, afin de prévenir toutes sortes de doutes & de disputes, Sa Majesté déclare, que tous les Vaisseaux pris de cette manière, de telle nature qu'ils puissent être, sans en excepter les Armes, Canons, Munitions, Cordages &c. appartiendront à ceux qui les auront pris.

XXVIII. Et comme en établissant & en convenant de cet Assiento, on a eu un égard particulier à l'avantage, qui en pourroit résulter à leurs Majestés Britannique & Catholique & à leurs revenus, on est convenu & on a stipulé, que leurs Majestés y seroient intéressées de la moitié, c'est à dire chacune d'un quart, qui leur appartiendra en vertu de cet Accord. Et, comme il est nécessaire, que Sa Majesté Catholique, afin d'avoir & de jouir de l'avantage du gain qui pourra provenir de ce Negoce, avance auxdits Assientistes un million de piéces de huit, Escudos, ou un quart de la somme, qu'ils jugeront nécessaire pour mettre ce Negoce sur le pied où il doit être, on est encore convenu, qu'au cas, que Sa Majesté Catholique ne trouve pas à propos d'avancer ladite somme, les saisis Assientistes le feront de leur propre argent, à condition, que Sa Majesté Catholique leur en paiera l'intérêt, qu'on rabattra sur la somme, qu'ils lui doivent payer, sur le pied de huit pour cent annuellement, à commencer des jours respectifs auxquels ils déboursieront cet Argent, & en continuant jusques à ce qu'ils soient remboursés & satisfaits, selon les comptes, qui lui en seront présentés, afin que Sa Majesté jouisse ainsi des profits qui en pourront provenir, à quoi ils s'obligent dès à présent: Mais au cas qu'ils ne fissent point de profits, soit par des accidens ou autres malheurs, & qu'au contraire ils fissent des pertes, Sa Majesté sera obligée, comme Elle s'y oblige dès à présent, de leur faire rembourser la partie qui la regarde, selon les regles de la justice, & de la manière la moins préjudiciable à ses revenus Roiaux. Et Sa Majesté Catholique nommera deux Directeurs ou Facteurs qui résideront à Londres, deux autres aux Indes, & un autre à Cadix, pour travailler de la part, avec ceux de Sa Majesté Britannique, & des autres Intéressés, à toutes les procédures, achats, & comptes de cet Assiento, & Sa Majesté Catholique leur donnera des Instructions particulieres pour leur servir de regle, & particulièrement à ceux des Indes, pour éviter tous les inconveniens & toutes les disputes, qui pourroient survenir.

XXIX. Que lesdits Assientistes rendront compte de leurs profits & gains à la fin des cinq premieres années de cet Assiento, lesquels comptes seront affirmés par serment, & certifiés par des piéces authentiques, de la dépense, de l'achat, de la subsistance, du transport, & de la vente des Negres, aussi-bien que de toutes les autres dépenses faites à cet égard. Ils produiront pareillement des Certificats en due forme, du provenant de leur vente dans tous les Ports & Parties de l'Amerique, appartenant à Sa Majesté Catho-

Catholique, soit qu'elles aient été transportées ou vendues: Et ces comptes-là, tant de la dépense que du provenant, seront premierement examinés & reglez par les Ministres de Sa Majesté Britannique employez en ce service, en vertu de la part qu'elle doit avoir en cet Asiento, & ensuite en cette Cour, & la part, que Sa Majesté Catholique doit avoir des profits, sera ajustée & recouverte des Asientistas, qui seront obligez de la payer régulièrement & ponctuellement, en vertu de cet Article, qui aura la même force & vigueur, que si c'étoit un Acte public, & sous le Règlement mentionné dans le XXVIII. Article, concernant les Facteurs, que Sa Majesté Catholique doit employer.

XXX. Que si le gain, qui se fera pendant les cinq premières années, n'excede pas la somme, que les Asientistas doivent avancer pour Sa Majesté Catholique, avec l'intérêt à huit pour cent, qui doit être inclus & remboursé de la manière sus-exprimée, les Asientistas se rembourseront eux-mêmes en premier lieu, de ce qu'ils auront avancé avec tout l'intérêt, & payeront ensuite à Sa Majesté Catholique le reste du profit de la part, avec les Droits impolez sur les Negres annuellement transportez, sans aucun délai ou empêchement. La même chose se pratiquera & se continuera de cinq en cinq ans successivement, pendant le terme de l'Asiento, à la conclusion duquel on rendra compte du gain des cinq dernières années de la même manière que des cinq premières: En sorte que Sa Majesté Catholique & les Ministres qu'Elle emploiera en cette affaire, soient pleinement satisfaits, selon le contenu du XXVIII. Article, par rapport aux Facteurs, que Sa dite Majesté Catholique doit nommer.

XXXI. Et bien que les Asientistas aient offert par le III. Article de ce Contrat d'avancer deux cent mille pieces de huit, de la manière exprimée dans cet Article, dont ils ne devoient être remboursés qu'à la fin des vingt premières années de cet Asiento, comme cela est marqué dans ledit III. Article, & qu'ils ne pussent rien prétendre pour le risque ou l'intérêt de cette somme, néanmoins, s'il paroit, par le compte que lesdits Asientistas doivent donner au bout des cinq premières années, qu'ils aient fait du profit, ils pourront se rembourser de la somme, ou d'une partie d'icelle, qu'ils auront avancée pour la quatrième partie, à laquelle Sa Majesté Catholique est intéressée dans cet Asiento, selon ce qui est marqué dans le XXVIII. Article.

XXXII. Que du moment de l'expiration & après l'accomplissement de cet Asiento, Sa Majesté Catholique accorde aux Asientistas le terme de trois années pour ajuster leurs comptes pour retirer leurs Effets des Indes, & pour régler toute chose, & que pendant ledit terme de trois années lesdits Asientistas, leurs Facteurs, Agens, & autres personnes par eux employées, jouiront des mêmes Privilèges & Immunités qui leur sont accordées pendant le terme de ce Contrat, pour l'entree libre de tous leurs Vaisseaux & Bâtimens dans tous les Ports de l'Amerique, & le transport des Effets, qu'ils y pourroient avoir, sans aucun changement ni la moindre restriction.

XXXIII.

XXXIII. Que tous les Débiteurs des Asientistas seront obligés & forcéz de payer leurs dettes, en faisant saisir leurs personnes & executer leurs biens, ces dettes devant être considérées comme dues à Sa Majesté Catholique, qui les déclare telles, afin qu'on les puisse plus facilement recouvrer.

XXXIV. Que comme il sera nécessaire, pour la conservation & la subsistance des Esclaves Negres, que l'on débarquera dans les Ports des Indes Occidentales, aussi bien que pour celle des personnes employées dans ce Commerce, d'entretenir constamment des Magazins remplis d'Habits, de Medecines, de Provisions, & autres choses nécessaires, dans toutes les Factoreries, qui seront établies pour la commodité de cet Asiento, comme aussi de toutes sortes de Provisions navales, pour la réparation & l'équipement des Vaisseaux & Batimens employez en ce service, les Asientistas ne doutent pas que Sa Majesté Catholique ne veuille bien leur accorder de faire venir, de temps en temps, en droiture, de l'Europe, ou des Colonies que Sa Majesté Britannique a dans l'Amerique Septentrionale, dans les Ports & sur les Côtes de la Mer du Nord des Indes Occidentales Espagnoles, où il se trouvera des Officiers Royaux ou leurs Deputez, aussi bien que dans la Riviere de Plata ou à Buenos Ayres, des Habillemens, des Medecines, des Provisions, & tout ce qui est nécessaire pour la Marine, simplement pour l'usage des Asientistas, de leurs Negres, Facteurs, Domestiques, Matelots, & Vaisseaux, & il leur sera permis de les transporter dans des Vaisseaux d'environ cent cinquante tonneaux, & non dans ceux qui doivent servir au transport des Negres, en rendant compte à leur départ, du nombre de ces Vaisseaux & de leur Cargaison au Conseil des Indes, auquel ils enverront pareillement une Declaration des Facteurs, contenant la qualité des choses contenues dans leurs Cargaisons, dont aucunes ne pourront être vendues, sous peine de confiscation & de punition exemplaire à l'égard des contrevenans, à moins que ce ne soit au cas d'une nécessité pressante, pour un Vaisseau Espagnol, dont le Capitaine seroit obligé de les acheter pour son retour, en s'accordant avec les Facteurs.

XXXV. Pour le rafraichissement, & pour la conservation de la santé des Negres, que l'on transportera aux Indes Occidentales, après un si long & si pénible voyage, aussi-bien que pour prévenir les maux contagieux parmi eux, les Facteurs de cet Asiento auront la permission de louer les terres qu'ils jugeront nécessaires, dans le voisinage des Places & des Lieux où les Factoreries seront établies, pour les cultiver & y faire des Plantages, pour de nouvelles Provisions pour leur support & leur subsistance. Et cette culture se fera par les habitans du Pays & par les Negres, sans que d'autres s'en puissent mêler. Aussi ne sera-t-il permis à aucun des Sujets de Sa Majesté Catholique de s'y opposer, pourvu qu'on s'en tienne à ce Règlement.

XXXVI. Qu'il sera permis aux Asientistas d'envoyer un Vaisseau de trois cent tonneaux aux Îles des Canaries, & d'y charger les fruits qu'on a coutume d'y prendre pour l'Amerique, selon ce qui a été accordé à Don Ber-
nardo

Don Domingo Francisco Marin, par le XXVI. Article de son *Asiento*, & par le XXI. Article de l'*Asiento* de la Compagnie de Guinée de Portugal, par une seule fois pendant le Cours de l'*Asiento*.

XXXVII. Que l'on enverra des Ordres pour la Publication d'un *Indulto*, ou Taxe sur les Negres qui seront introduits injustement, du jour que cet *Asiento* aura lieu, avec liberté aux Facteurs de leur imposer cet *Indulto* au tems & au prix qu'il leur plaira, dont le provenant sera appliqué à l'avantage & au profit des *Asientistas*, lesquels seront obligés de payer à Sa Majesté Catholique les Droits réguliers de trente-trois pieces de huit & un tiers, pour chaque Negre, au tems que cet *Indulto* sera imposé.

XXXVIII. Que pour l'avantage & l'expédition de cette affaire, il plaira à Sa Majesté d'établir une *Junta* de trois Ministres, qu'Elle jugera les plus propres à cela, lesquels, étant assistés du Fiscal & du Secrétaire du Conseil des Indes, entendront & prendront connoissance, à l'exclusion de tous autres, de toutes les choses, qui auront rapport à cela, pendant le terme stipulé, & que cette *Junta* représentera à Sa Majesté ce qui se passera à cet égard de la même manière, que cela s'est pratiqué pour la Compagnie Française.

XXXIX. Que tout ce qui a été accordé aux *Asientos* précédens à Don Domingo Grillo, Consulado de Seville, Don Nicolas Porcio, Don Bernardino Marin y Guzman, aux Campagnes Portugaises & Françaises, pourvu que cela ne soit point contraire au présent Contrat, sera pareillement entendu & déclaré en sa faveur, comme si cela y étoit littéralement interé: Et que tous les Ordres qui ont été dépêchez en aucun tems en faveur des *Asientistas* susmentionnez seront accordez de même à ceux-ci, lors qu'ils le souhaiteront, sans aucun doute ou difficulté.

XL. Qu'au cas d'une Declaration de Guerre, ce qu'à Dieu ne plaise, entre la Couronne de la Grande-Bretagne & celle d'Espagne, cet *Asiento* sera suspendu. Néanmoins, en ce cas, les *Asientistas* pourront se retirer en toute sûreté, pendant le tems d'un an & demi, à compter du jour de la Declaration de cette rupture, avec tous leurs Effets, & les transporter librement dans leur Pais, dans les Vaisseaux, qui se trouveront alors dans les Ports des Indes, ou dans ceux des Espagnols; à condition qu'au cas qu'ils les fissent entrer dans les Ports d'Espagne, ils pourront librement les en faire ressortir, comme si l'*Asiento* subsistait toujours, bien entendu, qu'on prouve que c'est le provenant du Negoce des Negres. On déclare de plus qu'au cas qu'il arrivât que les Couronnes d'Espagne & d'Angleterre, ou l'une des deux, conjointement ou séparément, entraissent en Guerre avec d'autres Nations, les Vaisseaux employez en cet *Asiento* prendront des Passaports, & porteront des Pavillons differens de ceux dont se servent ordinairement les Anglois & les Espagnols, selon le choix, qui en sera fait par Sa Majesté Catholique, sans que l'on en puisse accorder de semblables à aucuns autres Vaisseaux. que ceux qui appartiendront à ce Negoce, & cela empêchera qu'ils ne soient troubles ni attaquez par les Vaisseaux des

Nations, qui seroient ou se declareront Ennemies des deux Couronnes : Et pour cet effet Sa Majesté de la Grande-Bretagne se charge de solliciter & d'obtenir, dans le Traité de la Paix générale, un Article exprès, par lequel tous les Princes en auront connoissance, & seront obligez d'ordonner à leurs Sujets de s'y conformer & de l'observer exactement & ponctuellement.

XL. Que tout le contenu du présent Contrat, & des Conditions, qui y sont interées, comme aussi de tout ce qui y sera joint ou en dépendra, sera accompli & exécuté avec sincérité & exactitude, en sorte qu'il ne s'y trouve aucun obstacle, sous quelque prétexte, cause, ou motif que ce soit. Et pour cet effet Sa Majesté doit suspendre, comme elle suspend par cet Article, toutes les Loix, Ordonnances, Proclamations, Privilèges, Etablissements, Usages, & Coutumes, qui y sont contraires, dans tous les Ports, Lieux, & Provinces de l'Amerique appartenant à Sa Majesté, ou où elles pourroient subsister, pendant le terme de trente ans, que cet Assiento doit avoir lieu, outre les trois années accordées aux Assientistes pour retirer leurs Effets & ajuster leurs comptes, comme il a déjà été dit. Cependant, ces Loix-là &c. doivent demeurer en pleine force & vigueur, dans tous les cas qui n'auront point de rapport à ce Contrat, & dans tous les tems à venir, après l'expiration de ces trente-trois années.

XLII. Enfin, Sa Majesté accorde auxdits Assientistes, à leurs Agens, Facteurs, Ministres, Officiers civils & militaires; tant par mer que par terre, toutes les Grâces, Libertez, Privilèges, & Exemptions, qui nient jamais été accordées à d'autres Assientistes, sans aucune restriction ou limitation, entant que cela ne sera pas contraire à ce dont on est convenu, & qui est exprimé dans les Articles precedens, que leids Assientistes s'obligent pareillement d'accomplir & d'exécuter ponctuellement.

Outre les Articles precedens, dont on est convenu en faveur de la Compagnie Angloise, Sa Majesté Catholique, en considération des pertes, que d'autres Assientistes ont souffertes, & à condition expresse, que ladite Compagnie ne fera aucun Negoce detendu, ni ne l'entreprendra directement ni indirectement, sous quelque prétexte que ce soit, & pour manifester à Sa Majesté Britannique, à quel point Elle souhaite de lui plaire, & de confirmer de plus en plus une étroite & bonne correspondance avec Elle, a bien voulu accorder à la Compagnie de l'Assiento, par son Decret Royal du 12. Mars de cette présente année, un Vaisseau de 500. Tonneaux par an, pendant le terme des trente années qu'il doit subsister, pour négocier aux Indes, Sa Majesté Catholique ayant une quatrième partie du gain qu'il fera, comme Elle doit l'avoir de celui de l'Assiento; & outre cette quatrième partie, Sa Majesté Catholique doit encore recevoir 5 pour cent du gain clair des trois autres parties, qui appartiennent à l'Angleterre, à condition qu'on ne pourra vendre les Marchandises, que chacun de ces Vaisseaux-là transportera, qu'au terme de la Foire. Et au cas qu'aucun de ces Vaisseaux-là arrivât aux Indes avant les Flotes, ou les Gallions, les Facteurs de l'Assiento seront obligez de débarquer les Marchandises dont ils seront chargés, & de les met-

tre dans des Magazins, qui seront fermés à deux clefs, dont l'une sera entre les mains des Officiers Roiaux, & l'autre entre celles des Facteurs de la Compagnie, afin que lesdites Marchandises ne puissent être vendues que pendant le tems de la Foire, & elles ne paieront aucun Droit aux Indes.

Et d'autant que je veux, & qu'il est de mon bon plaisir, que tout ce qui est contenu dans chacun des Articles & des Conditions exprimées dans le Projet inséré ci-dessus, & dans le dernier de tout, ajoûré de mon propre mouvement, ait son entier effet: Je les approuve & ratifie par ces présentes, & en ordonne l'observation, l'accomplissement, & l'exécution à la lettre, en tout & par-tout, selon la teneur du tout & de chaque Article, & de ce qui y est déclaré; & que l'on ne fasse, ni ne souffre qu'on fasse, rien qui soit contraire à la teneur ou forme d'iceux; suspendant, comme je suspens pour cette fois, toutes les Loix & Défences, qui peuvent être contraires: Et j'engage ma foi & ma parole Roiale, que pourvû que la Compagnie Angloise s'acquite de son côté du devoir de ce Contract, entant que cela la regarde, & autant qu'elle y est obligée, je le ferai du mien. En temoignage de quoi j'ai accordé à Mylord Lexington, Ministre de Sa Majesté de la Grande-Bretagne en cette Cour, le présent Ecrit, & l'Acceptation de ce Contract, qui répond de son accomplissement & de sa validité, & lequel, en vertu de mes Ordres Roiaux, a été dressé par le Greffier de la Chambre de mon Conseil des Indes, le 26. jour du présent mois de cette année: Et je veux, que pour l'exécution de tout ce qui est mentionné dans cet Assiento, toutes les Cédulas, Expéditions, & Ordres, requis pour en assurer l'effet & l'accomplissement, soient publiés en leur propre tems: Et les Contrôleurs des Comptes de mondit Conseil doivent prendre connoissance des présentes. Fait à Madrid le 26. jour de Mars 1713.

MOI LE ROI.

Par Ordre de notre Seigneur le Roi,

DON BERNARDO TINAGUERO DE LA ESCALERA.

[SSS.]

1716. *'TRAITE' de Commerce entre la France & les Villes Anseatiques, conclu à Paris en 1716. tiré de l'Europæische Ruhe.*

LE Roi desirant faire connoître aux Villes de Lubeck, Bremen, & Hambourg, de l'Ansee Teutonique, qu'il a pour elles la même affection, & la même bonne volonté que les Rois ses Predecesseurs depuis LOUIS XI. Tit 2 jusqu'à

jusqu'à Louis XIV., son très honoré Seigneur & Bis-Ayeul, leur ont témoigné dans plusieurs Traitez consecutifs de Marine & de Commerce, & particulièrement dans celui du mois de Mai 1665., Sa Majesté a reçu favorablement les Instances, Prieres, & Supplications que ces Villes lui ont fait par les Srs Christoffe Brosséau, & Jean Anderson, Docteurs & Loix, Syndics de la Ville de Hambourg, & Daniel Stöckferr, Sénateur, leurs Deputés en cette Cour, de vouloir bien convenir avec elles d'un Traité de Commerce, qui puisse maintenir & conserver entre ses Sujets & ceux desdites Villes une sincere intelligence pour l'utilité & avantage reciproque, & de l'avis de son très-cher & très-aimé Oncle le Duc d'Orléans, Regent, &c. a commis pour examiner les Memoires presentés de la part desdites Villes, le Sr. Comte d'Estrées, Vice-Amiral & Maréchal de France, Grand d'Espagne, Commandeur de ses Ordres, Gouverneur des Villes & Châteaux de Nantes, Lieutenant-Général au Pais Nantois, Vice-Roi de l'Amerique, & Président du Conseil de Marine; le Sr. Marquis d'Uxelles, aussi Maréchal de France, Commandeur de ses Ordres, Gouverneur de la Province d'Alsace, Lieutenant-Général au Gouvernement de Bourgogne, & Président du Conseil des Affaires étrangères; & le Sr. Amelot, Conseiller ordinaire en tous ses Conseils d'Etat & Privé, & aux Conseils de Commerce; lesquels, après plusieurs Conférences tenues avec lesdits Srs. Deputés, ont conjointement en vertu de leurs Pouvoirs respectifs, résolu, arrêté, & conclu ce qui suit.

ARTICLE PREMIER.

Les Habitans des Villes Anseatiques jouiront de la même liberté, en ce qui regarde le Commerce & la Navigation dont ils ont joui depuis plusieurs Siècles, & pourront trafiquer & naviguer en toute sûreté, tant en France qu'en autres Royaumes, Etats, Pais, & Mers, Lieux, Ports, Côtes, Havres & Rivières en dépendans, situés en Europe, pour y aller, venir, passer, & repasser tant par Mer que par Terre, avec leurs Navires & Marchandises, dont l'entrée, sortie, & transport ne sont ou ne seront défendus aux Sujets de Sa Majesté par les Loix & Ordonnances du Royaume.

II. Ceux des Sujets desdites Villes, qui trafiqueront & demeureront en France, ne seront point assujettis au Droit d'Aubaine, & pourront disposer par Testament, Donation, ou autrement de leurs Biens, meubles, en faveur de telles personnes que bon leur semblera, & leurs héritiers résidans en France ou ailleurs, pourront leur succéder *ab intestat*, sans qu'ils aient besoin d'obtenir des Lettres de naturalité: le tout ainsi que pourroient le faire les propres & naturels Sujets du Roi.

III. Lesdits Sujets desdites Villes Anseatiques ne seront tenus de payer d'autres, ni de plus grands Droits, Gabelles, Impositions, Contributions, ou Charges sur leurs Personnes, Biens, Denrées, Navires, ou fret d'iceux, directement ni indirectement, sous aucun nom ou prétexte que ce soit, que ceux qui seront payés par les propres & naturels Sujets de Sa Majesté.

IV. So-

IV. Seront exempts du Droit de fret de cinquante sols par tonneau dans tous les cas, si ce n'est lorsqu'ils prendront des Marchandises dans un Port de France, & qu'ils les transporteront dans un autre Port de France pour les y décharger.

V. Et pour favoriser d'autant plus le Commerce desdites Villes, il a été accordé, que les Marchandises ci-après dénommées ne payeront à toutes les Entrées du Royaume, Terres. & Pais de l'Obéissance du Roi, que les Droits ci-après déclarez, Baleine coupée le 100. pesant payera neuf Livres, Fanon de Baleine le 100. en nombre, tant grands que petits, du poids de 300. Livres ou environ, vingt Livres.

Huile & graisse de Baleine & d'autres poissons embarquez, du poids de 520. Livres, sept Livres dix sols.

Fer blanc le baril de 450. Feuilles doubles, vingt Livres.

Le baril de simples Feuilles, dix Livres.

Plumes à écrire le 100. pesant, quatre livres, Soye de porc, le 100. pesant, quatre Livres.

Ensemble les quatre sols pour Livre desdits Droits pendant le tems seulement que les Sujets du Roi y seront assujettis.

VI Il est accordé auxdites Villes Anseatiques, que conformément à l'Edit du mois de Mai 1699. concernant la franchise du Port & Havre de Marseille, leurs Sujets jouiront de la même liberté & franchise, dont jouissent les Sujets du Roi, & ne payeront les Droits de vingt pour cent, (lorsqu'ils apporteront des marchandises du Levant, soit à Marseille ou dans les autres Villes du Royaume où l'entrée est permise) que dans les cas où les Sujets naturels du Roi seront tenus de les payer.

VII. Jouiront au surplus lesdites Villes, leurs Habitans & Sujets, en ce qui regarde la Navigation & le Commerce par Mer, de tous les mêmes Droits, Franchises, Immunités, & Privilèges contenus au présent Traité, de ceux encore qui seroient accordés par la suite aux Etats de Provinces-Unies, & aux autres Nations maritimes, dont les Etats sont situés au Nord de la Hollande.

VIII. Les Capitaines, Maîtres, ou Patrons des Navires des Villes Anseatiques, leurs Pilotes, Officiers, Mariniers, Matelots, ou Soldats, ne pourront être arrêtez, ni les Navires retenus ou obligez à aucun service ou transport, même les Denrées & Marchandises ne pourront être saisies dans les Ports de France, en vertu d'aucun Ordre général ou particulier, ni pour quelque cause que ce soit, quand il s'agiroit de la défense de l'Etat, si ce n'est du consentement des Intéressés, ou en payant, sans préjudice néanmoins des saisies faites par autorité de justice, & dans les règles ordinaires, pour dettes legitimes, Contrats, ou autres causes, pour raison desquelles il sera procédé par les voyes de Droit, selon les formes judiciaires.

IX. Les Navires appartenans aux Habitans des Villes Anseatiques, passant devant les Côtes de France, & relâchant dans les Rades, Ports, & Rivieres du Royaume, par tempête ou autrement, ne seront contraincts d'y décharger ou vendre leurs marchandises, en tout ou partie, ni tenus de

payer aucuns Droits, sinon pour les Marchandises qu'ils y déchargeront volontairement & de leur gré

X. Pourront néanmoins les Capitaines, Maîtres, ou Patrons des Navires des Villes Anseatiques vendre une partie de leur chargement pour acheter les Vivres dont ils auront besoin, & les choses nécessaires au radoub de leurs Vaisseaux, après en avoir obtenu la permission des Officiers de l'Amirauté, auquel cas ils ne paieront des Droits, que des Marchandises, qu'ils auront vendues ou échangées.

XI. S'il arrive que des Vaisseaux de Guerre ou Navires Marchands desdites Villes, échouent sur les Côtes de France par tempête ou autrement, lesdits Vaisseaux ou Navires, leurs Aparaux & Marchandises, Vivres, Munitions, & Denrées, ou les deniers qui en proviendront, en cas de vente, seront rendus aux propriétaires, ou à ceux qui auront charge ou pouvoir d'eux, sans aucune forme de Procès, pourvu que la réclamation en soit faite dans l'an & jour, en payant seulement les frais raisonnables & ceux du sauvement, ainsi qu'ils seront réglés, à l'effet de quoi Sa Majesté donnera ses Ordres pour faire châtier severement ceux de ses Sujets qui auront profité ou tenté de profiter d'un pareil malheur.

XII. Les Marchandises des Bâtimens échoués ne pourront être vendues avant l'expiration dudit terme d'un an & jour, si elles ne sont de qualité à ne pouvoir être conservées; mais, s'il ne se présente point de réclamateur, ou personne de la part dans le mois, après que les Effets auront été sauvés, il sera procédé par les Officiers de l'Amirauté à la vente de quelques Marchandises des plus périssables, & le prix qui en proviendra sera employé au paiement des salaires de ceux qui auront travaillé au sauvement, desquelles ventes & paiements il sera dressé procès verbal

XIII. S'il survient une Guerre entre le Roi & quelques Puissances allies, que l'Empereur & l'Empire (ce qu'à Dieu ne plaise) les Vaisseaux de Sa Majesté & ceux de ses Sujets armés en Guerre ou autrement ne pourront empêcher, arrêter, ni recevoir les Navires desdites Villes Anseatiques, sous quelque prétexte que ce soit, quand même ils iroient dans les Villes, Ports, Havres, ou autres lieux dépendans desdites Puissances ennemies de Sa Majesté, & ce n'est qu'ils fussent chargés de Marchandises de Contrebande, ci-après désignées, pour les porter aux Ports & Places des Ennemis de la Couronne, ou de Marchandises appartenantes auxdits Ennemis.

XIV. Sous le terme de Marchandises de Contrebande sont entendus les Munitions de Guerre & Armes à feu, comme Canons, Mousquets, Martiens, Bombes, Petards, Grenades, Saussilles, Cercles poissés, Affûts, Pourchauxes, Bandolieres, Poudre, Méche, Salpêtre, Balles, & toutes autres sortes d'armes, comme piques, épées, morions, casques, cuirasses, halberdes, javelots, & autres armes, chevaux, selles de cheval, fourreaux de pistolets, & généralement tous les autres assortimens servant à l'usage de la Guerre.

XV. Ne seront compris dans ce genre de Marchandises de contrebande, les fromens, blés, & autres grains, legumes, huiles, Vin, sel, ni généralement

ralement tout ce qui sert à la nourriture & sustentation de la vie ; mais au contraire, lesdites denrées demeureront libres comme les autres Marchandises non comprises dans l'Article précédent, quand même elles seroient destinées pour une Place ennemie de Sa Majesté, à moins que ladite Place ne fût actuellement investie, bloquée, ou assiégée par les Armes de Sa Majesté, ou qu'elles appartenissent aux Ennemis de l'Etat, auquel cas lesdites Marchandises & denrées seront confisquées.

XVI. Les Marchandises de Contrebande & les denrées de la qualité spécifiée par les Articles précédens & dans les cas y expliquées, qui se trouveront sur les Navires des Villes Anseatiques, seront confisquées, mais le Navire ni le reste du chargement ne sera pas sujet à la confiscation.

XVII. Si les Capitaines ou Maîtres desdits Navires avoient jeté leurs Papiers à la Mer, le Navire & tout le chargement sera confisqué.

XVIII. Les Navires des Villes Anseatiques, avec leur chargement, seront de bonne prise, lors qu'il ne se trouvera, ni chartes-parties, ni connaissements, ni factures.

XIX. Les Capitaines, Maîtres, ou Patrons des Navires desdites Villes Anseatiques, qui auront refusé d'amener leurs voiles après la semonce, qui leur en aura été faite par les Vaisseaux de Sa Majesté, ou par ceux de ses Sujets armés en Guerre, pourront y être contraints, & en cas de résistance, ou de combat, lesdits Navires seront de bonne prise.

XX. Si l'arrivoit qu'un Capitaine ou Commandant d'un Vaisseau François arrêât un Navire des Villes Anseatiques, chargé de Marchandises de Contrebande ou de denrées dans les cas ci-dessus spécifiés, il ne pourra faire ouvrir ni rompre les coffres, malles, balles, ballots, bougettes, tonneaux, & autres caisses, ni les transporter, vendre, échanger, ou autrement aliéner, qu'après qu'ils auront été mis à terre en présence des Officiers de l'Amirauté, & après l'inventaire par eux fait desdites Marchandises de Contrebande ou Denrées.

XXI. Ne pourra pareillement le Capitaine ou Commandant d'un Vaisseau François, ou quelqu'autre personne que ce soit, dans le cas ci-dessus, vendre ou acheter, échanger, ou recevoir, directement ni indirectement, sous quelque titre, ou prétexte que ce soit, aucune Marchandise de Contrebande, ni Denrées, qu'après que la prise en aura été déclarée bonne.

XXII. Les Vaisseaux desdites Villes Anseatiques, sur lesquels il se trouvera des Marchandises appartenantes aux Ennemis de Sa Majesté, ne pourront être retenus, amenés, ni confisqués, non plus que le reste de leur cargaison, mais seulement lesdites Marchandises appartenantes aux ennemis de Sa Majesté seront confisquées, de même que celles qui seront de Contrebande, Sa Majesté dérogeant à cet égard à tous usages & ordonnances à ce contraires, même à celles des années 1536. 1584. & 1681 qui portent, que la Robe ennemie confisque la Marchandise & le Vaisseau ami. Bien entendu, que si la partie du chargement, qui se trouvera sujete à confiscation, étoit si considérable, qu'elle ne pût être chargée sur le Vaisseau François, il sera permis en ce cas au Capitaine du Navire François de conduire le Navire des Villes An-

Anseatiques dans le plus prochain Port de France, pour être les Marchandises sujettes à confiscation déchargées, sans retardement, après quoi le Vaisseau des Villes Anseatiques avec le reste de sa cargaison sera relâché & mis en pleine liberté.

XXIII. Et pour connoître quels sont les véritables Propriétaires des Marchandises trouvées dans un Vaisseau des Villes Anseatiques, il sera nécessaire que les connoissemens ou polices du chargement contiennent la qualité & quantité des Marchandises, le nom du chargeur & de celui à qui elles doivent être consignées, le lieu d'où le Vaisseau sera parti, & celui de sa destination, même le nom du Capitaine ou Maître, qui sera tenu de les signer ou de les faire signer par l'Ecrivain.

XXIV. Toutes les Marchandises & Effets appartenans aux Sujets des Villes Anseatiques, trouvés dans un Navire des Ennemis de Sa Majesté, seront confisqués, quand même ils ne seroient pas de Contrebande.

XXV. Si quelques Marchandises appartenantes aux Sujets des Villes Anseatiques se trouvent chargées sur des Vaisseaux d'une Nation devenue ennemie de Sa Majesté depuis le chargement, elles ne seront point sujettes à confiscation; non plus que les Marchandises appartenantes aux Sujets des Villes Anseatiques, qui auront été chargées sur un Vaisseau ennemi depuis la Déclaration de la Guerre, pourvu que le chargement en ait été fait dans les termes ou délais reglez par l'Article suivant.

XXVI. Lesdits termes ou délais seront de quatre semaines pour les Marchandises chargées dans la Mer Baltique ou dans celle du Nord, depuis la Terre neuve en Norwege, jusqu'au bout de la Manche.

De six Semaines, depuis le bout de la Manche, jusqu'au Cap Saint Vincent.

De dix Semaines, depuis le Cap Saint Vincent dans la Mer Méditerranée, & jusqu'à la Ligne.

Et enfin de huit mois, au delà de la Ligne, & dans tous les autres endroits du Monde.

Tous ces termes ou délais s'entendront à compter du jour de la Déclaration de la Guerre. Si lesdites Marchandises avoient été chargées après l'expiration desdits termes, elles seront confisquées.

XXVII. Si parmi les Marchandises ainsi chargées dans lesdits délais, il s'en trouve de Contrebande, elles ne seront rendues qu'après une sûreté suffisante, telle qu'elle est expliquée dans l'Article suivant, qu'elles ne seront point transportées en Païs ou Lieu ennemi.

XXVIII. Si dans les délais ci-dessus expliquez, le Capitaine ou Commandant du Vaisseau François veut retenir ces Marchandises de Contrebande, il sera en droit de le faire, en payant la juste valeur, suivant l'estimation qui en sera faite de gré à gré; & en cas de difficulté sur ladite estimation, ou que le Capitaine François ne juge pas à propos de les retenir, le Capitaine ou Maître du Vaisseau des Villes Anseatiques sera tenu de donner la soumission, de rapporter, dans le temps dont on conviendra, un Certificat du déchargement desdites Marchandises, en un lieu non ennemi, lequel Certi-

ficat

fiat pour être valable sera légalisé & attesté véritable par un Consul, Résident, Agent, ou Commissaire du Roi, & en cas qu'il ne s'en trouve point, par les Juges des lieux.

XXIX. S'il se trouve dans un Navire des Villes Anseatiques des passagers d'une Nation ennemie de la France, ils ne pourront en être enlevés, à moins qu'ils ne fussent gens de Guerre actuellement au service des ennemis, auquel cas ils seront faits prisonniers de Guerre.

XXX. Pour que le Navire soit réputé appartenir aux Sujets des Villes Anseatiques, on est convenu qu'il faut qu'il soit de leur fabrique, ou de celle d'une Nation neutre. Si néanmoins étant de Fabrique ennemie, ou ayant appartenu aux ennemis, il a été acheté avant la déclaration de la Guerre, soit par des Sujets des Villes Anseatiques, soit par ceux d'une Nation neutre, il ne sera point sujet à confiscation. Cet achat sera justifié par le Passeport ou Lettre de Mer, & par le Contrat de vente passé par devant les Officiers ou personnes publiques, qui doivent recevoir ces sortes d'Actes, soit par le Propriétaire en personne, soit par son Procureur, en vertu de Procuration spéciale authentique, annexée à la minute du Contrat de vente, & transcrite à la fin de l'expédition par le même Officier public qui l'aura délivré, ledit Contrat dûment enregistré au Greffe du Magistrat du lieu d'où le Navire sera parti.

XXXI. Un Navire, quoique de la Fabrique des Villes Anseatiques, ou par elles acheté avant la déclaration de la Guerre en la forme expliquée en l'Article précédent, ne sera réputé leur appartenir, si le Capitaine ou Patron, le Contre-Maitre, Pilote, & Subrecargue, & le Commis, ne sont Sujets naturels desdites Villes Anseatiques, ou s'ils n'y ont été naturalisés trois mois avant la Déclaration de la Guerre, & pareillement si les deux tiers de l'équipage ne sont Sujets naturels de l'une desdites Villes ou d'une Nation neutre, ou en cas qu'ils soient originaires d'un Pais ennemi, s'ils ne sont naturalisés avant la Guerre, soit par les Villes Anseatiques, soit par une Nation neutre.

XXXII. La preuve de la Patrie ou de la naturalisation, tant des Officiers que de l'équipage, sera établie par les Passeports ou Lettres de Mer, qui contiendront le nom & le port du Navire, le nom & le lieu de la naissance & de l'habitation du Propriétaire, ainsi que du Maître ou Commandant du Navire, lesquelles Lettres seront renouvelées chaque année, si le Vaisseau ne fait pas un Voyage qui demande un plus long terme, ladite preuve sera pareillement établie par le rôle d'Equipage bien & dûment certifié.

XXXIII. Toutes les Pièces nécessaires pour connoître la Fabrique du Navire, quel en est le Propriétaire, la qualité des Marchandises, & la Paie des Officiers & Matelots, seront représentées par le Capitaine, Maître, ou Patron, sans que celles qui seroient rapportées dans la suite, puissent faire aucune peine.

XXXIV. Les Navires des Villes Anseatiques qui seront trouvés dans les

Rades, ou rencontrez en pleine Mer par des Vaisseaux de Sa Majesté, ou par ceux de ses Sujets armés en Guerre, abbatront le Pavillon, & amèneront leurs voiles aussi-tôt qu'ils auront reconnu le Pavillon de France, & qu'ils en auront été avertis par la semonce d'un coup de Canon tiré sans boulet. Le Vaisseau François ne pourra s'en approcher alors plus près qu'à la portée du Canon, mais le Capitaine pourra seulement y envoyer sa Chaloupe avec deux ou trois hommes de Guerre, outre l'Equipage nécessaire, auxquels le Capitaine, Maître, ou Patron, du Vaisseau desdites Villes Anseatiques représentera les Actes & Papiers spécifiés dans les Articles XXX XXXII. & XXXIII. ci-dessus, & y fera ajoute entière foi & creance, pourvu que le Contract de vente soit rédigé dans la forme portée par l'article XXX. & que les Passeports ou Lettres de Mer, & le Rôle d'équipage, soient rédigés suivans les Formulaire qui seront inserez à la fin du présent Traité.

XXXV. Les gens de Guerre du Vaisseau François qui entreront dans le Navire des Villes Anseatiques n'y feront aucune violence, ne recevront, ne prendront, & ne souffriront qu'il y soit pris aucune chose, sous quelque prétexte ou pour quelque cause que ce soit, à peine de restitution du quadruple, & même sous les autres peines portées par les Ordonnances, & lui laisseront continuer sa route, après qu'ils auront reconnu qu'il n'y a point de Marchandises de contrebande, ni de Marchandises & Effets appartenants à une Nation actuellement ennemie de la France.

XXXVI. Pour prévenir les insultes & violences qui pourroient être faites aux gens de Guerre François qui seront entrez dans le Navire des Villes Anseatiques, le Capitaine sera tenu de faire passer dans la Chaloupe des François pareil nombre des principaux de son Equipage, qui resteront jusqu'à ce que lesdits gens de Guerre soient rembarquez.

XXXVII. Les Capitaines François & ceux des Villes Anseatiques, armés en Guerre ou en course, donneront avant que de partir du Port, où leur armement aura été fait, une caution de quinze mille Livres pour répondre des malversations qui pourroient être par eux faites au présent Traité.

XXXVIII. Les jugemens concernant les prises faites sur les bâtimens des Villes Anseatiques, par les Vaisseaux du Roi, ou par ceux des Armateurs François, seront rendus avec toute la diligence possible, suivant les Loix du Royaume, & si les Ministres ou autre de la part desdites Villes se plaignent des premiers Jugemens, Sa Majesté les fera revoir pour en connaître si les dispositions du présent Traité auront été observées, & ce dans trois mois au plus tard, pendant lequel tems les Marchandises ou Navires pris ne pourront être vendus ni déchargez que du consentement du Capitaine ou Patron, si ce n'est celles qui sont sujettes au déperissement, auquel cas le prix en sera déposé entre les mains d'un Négociant solvable.

XXXIX. Lorsque l'Armateur se plaindra du premier jugement, le Capitaine, Patron, ou Maître du Navire pris en aura la main levée, sous bonne & suffisante caution, qui sera reçue devant les Officiers de l'Amirauté tant

avec

avec l'Armateur qu'avec le Receveur des Droits de Monsieur l'Amiral, mais si au contraire la prise est déclarée bonne, & que le Capitaine, Maître, ou Patron, demande la reformation du jugement, l'Armateur ne pourra faire procéder à la vente du Vaisseau & des Marchandises, ni en disposer même sous caution, si ce n'est du contentement des Parties intéressées, ou pour éviter le déperissement desdites Marchandises, auquel cas le prix de la vente en sera remis entre les mains d'un Négociant solvable, pour être délivré à qui il appartiendra après l'Arrêt définitif.

XL. S'il survient quelque rupture ou interruption d'Amitié, ou d'Alliance entre le Roi & les Habitans des Villes Anseatiques (ce qu'à Dieu ne plaise) il sera accordé aux Sujets desdites Villes huit mois de tems après ladite rupture, pour le retirer avec leurs effets & les transporter où bon leur semblera, même pour en disposer par vente ou autrement, ainsi qu'ils le jugeront à propos, sans qu'il y soit apporté aucun empêchement, ni fait aucunes saisies de leurs effets, ou arrêts de leurs personnes, si ce n'est d'autorité de justice, pour causes légitimes.

XLI. Il a été expressément convenu, que dans l'étendue des Terres, Pais, Rivières, & Mers de l'obéissance des Villes Anseatiques, les Sujets de Sa Majesté jouiront des mêmes avantages, franchises, libertez, exemptions, & de tous les autres privilèges qui sont accordez par le présent Traité aux Sujets, Navires, & Marchandises des Villes Anseatiques, & notamment de l'exemption du Droit de fret qui se leve à Hambourg, sous le nom de *Last-Geldt*, ou sous quelque autre denomination que ce puisse être, en sorte que les Sujets de Sa Majesté soient aussi favorablement traitez que leurs propres Sujets, & que ceux des autres Rois, Princes, & Etats le sont ou le seront à l'avenir par lesdites Villes Anseatiques.

XLII. Le présent Traité sera ratifié de part & d'autre dans deux mois, & après l'échange des Ratifications, il sera enregistré dans les Parlemens du Royaume, & publié dans tous les Ports, Havres, & Lieux où besoin sera, ce qui s'observera réciproquement dans le Senat de chacune desdites Villes Anseatiques & dans les Tribunaux qui en dependent, afin qu'il n'y soit contrevenu de part ni d'autre, & aux Copies dudit présent Traité, dûment collationnées, foi sera ajoutée comme aux originaux.

PREMIER ARTICLE SEPARÉ.

Il a été convenu par cet Article séparé, lequel néanmoins fera partie du Traité de ce jourd'hui, comme s'il y étoit inséré de mot à mot.

QU'EN cas qu'il survienne quelque rupture entre Sa Majesté d'une part, & l'Empereur d'autre (ce qu'à Dieu ne plaise) les Sujets desdites Villes de Lubeck, Bremen, & Hambourg seront reputés neutres à l'égard de la France, & jouiront de la Liberté de Commerce ainsi que des Droits & Privilèges contenus audit Traité; & ce, à condition qu'ils obtiendront de l'Empereur pareille neutralité pour le Commerce avec la France, & que

les Vaisseaux Marchands, avec leurs Marchandises appartenans aux Sujets du Roi, seront en sureté dans les Ports desdites Villes Anseatiques, sans laquelle reciprocité le present Article demeurera nul.

En foi de quoi Nous Commissaires nommez par Sa Majesté, & Nous les Deputez des Villes Anseatiques, en vertu de nos Pouvoirs respectifs, avons signé le present Article, & à icelui fait aposer le cachet de nos Armes. A Paris le 28. Septembre 1716.

SECOND ARTICLE SEPARÉ.

Il a été convenu par cet Article séparé, lequel neanmoins fera partie du Traité de ce jourd'hui, comme s'il y étoit inferé de mot à mot.

L Que si un Ministre de Sa Majesté residant dans une desdites Villes vient à y deceder, il sera permis à sa Famille, Heritiers, ou aians cause, de continuer, en payant le loyer, d'y tenir Chapelle, ainsi qu'elle s'y tenoit pendant la vie dudit Resident, & cependant trois mois seulement à compter du jour de son decès, à moins que Sa Majesté avant ce tems-là n'eût choisi une autre Maison dans laquelle l'établissement d'une Chapelle auroit aussi-tôt été fait, auquel cas elle cessera dans la Maison dudit defunt.

II. Que le Roi donnera des Ordres precis & effectifs dans tous les Ports & Lieux necessaires, pour qu'il ne soit apporté aucun trouble ni empêchement aux Sujets desdites Villes de Lubeck, Bremen, & Hambourg, lors de la ceremonie des Obseques de ceux d'entr'eux qui seront decedez dans l'étendue des terres de l'obéissance de Sa Majesté, & ce sous peine de prison contre les contrevenans & de telle Amende qu'il apartiendra.

En foi de quoi nous Commissaires nommez par Sa Majesté, & nous les Deputez des Villes Anseatiques, en vertu de nos Pouvoirs respectifs, avons signé le present Article, & à icelui fait aposer le cachet de nos Armes. A Paris le 28. Septembre 1716.

(L. S.) LE MARECHAL D'ESTREES.
(L. S.) LE MARECHAL D'HUXELLES.
(L. S.) AMELOT.

(L. S.) BROSSAU.
(L. S.) J. ANDERSON.
(L. S.) D. STOOKFLET.

[T T T .]

1718. *TRAITE' de Commerce & de Navigation entre l'Empereur des Romains & le Sultan des Turcs, conclu à Passarowitz en 1718. tiré de l'Europische Ruhe.*

CAROLUS Divina favente Clementia Electus Romanorum Imperator semper Augustus, Germaniæ, Hispaniarum, Indiarum, nec non Hungariæ, Bohemiæ, Dalmatiæ, Croatiæ, Slavoniæ, Serviæ, & utriusque Siciliæ &c. Rex, Archidux Austriæ, Dux Burgundiæ, Brabantiæ, Mediolani, Styriæ, Carinthiæ, Carniolæ, Limburgiæ, Luxemburgiæ, Wurttembergæ, superioris & inferioris Silesiæ & Sueviæ, Sacri Romani Imperii Marchio Burgoviæ, Moraviæ, superioris & inferioris Lusatiæ, Comes Habsburgi, Flandriæ, Tyrolis, Goritiæ, Ferretis, Kyburgi &c. &c.

Notum facimus omnibus & singulis præsentis Literas inspecturis, lecturis, vel legi audituris, aut quomodocumque infrascriptorum notitia ad ipsos pervenire poterit. Quandoquidem Divina favente Providentia inter Nos ab una, & Serenissimum ac Potentissimum Principem, Dominum Sultanum Ahmed Han, Imperatorem Ottomannorum, ac Asiæ & Græciæ, ab altera parte, post restauratam Passarovici in Servia nuper Pacem, ad firmandam, augendamque inter Nostros Cæsareo Regios, & Ottomannes Subditos magis Amicitiam, & fiduciam per Commissarios ad id utrinque specialiter deputatos, ac idoneis Mandatis, & facultatibus munitos peculiaris Commerciorum & Navigationis Tractatus initus, & conclusus fuerit, forma & tenore sequenti.

In Nomine Sanctissimæ & Individuæ Trinitatis.

AD perpetuam rei memoriam, notum sit omnibus, & singulis, quorum interest, aut quodammodo interesse poterit. Posteaquam Divina favente gratia inter Augustissimum, Serenissimum, & Potentissimum Principem, ac Dominum, Dominum CAROLUM, Electum Romanorum Imperatorem, semper Augustum, Germaniæ, Hispaniarum, Indiarum, nec non Hungariæ, Bohemiæ, Dalmatiæ, Croatiæ, Slavoniæ, Serviæ, & utriusque Siciliæ, &c. &c. Regem, Archi-Ducem Austriæ, Ducem Burgundiæ, Brabantæ, Mediolani, Styriæ, Carinthiæ, Carniolæ, Limburgiæ, Luxemburgiæ, Wurttembergæ, superioris & inferioris Silesiæ, & Sueviæ, Sacri Romani Imperii Marchionem Burgoviæ, Moraviæ, superioris & inferioris Lusatiæ, Comitem Habsburgi, Flandriæ, Tyrolis, Goritiæ, Ferretis, Kyburgi, &c. &c. ex una & Serenissimum, atque Potentissimum Principem, & Dominum, Dominum Sultanum Ahmed Han, Ottomannorum, Asiæ, Græciæque

cuiusque Imperatorem, ab altera parte, alma Pax restaurata & conclusa sit; ambæ Imperatoris Majestates, quidquid eandem firmiorem reddere, reciprocæque consensionem, & fiduciam augere valet, contribuere satagentes, nihil opportunius cum in finem existimaverunt, quam si pro utriusque Imperii Subditis liberum Commmercium Fluvius, Terra, Marique stabiliretur, eorumque particulares extenuis rationes per convenientes Articulus dirigantur, talique via omnibus difficultatibus, & dissensionibus, quæ bonam Amicitiam labefactare possent, solide, firmiterque præcavatur. Itaque ex parte Sacræ Romano-Cæsareæ Regisq; Catholicæ Majestatis Illustrissimus Dominus Anselmus Franciscus a Fleischmann, Imperialis Aulico-Bellicus Consiliarius, ex parte vero Ottomannicæ Imperatoris Majestatis Illustrissimus Dominus Seifullah Effendi, actualis Nitchandshi, id est Minister in Sultanicis Diplomathibus, Mandatis, & Decretis Tesseram Imperialem formans, denominatus & Plenipotentiis Mandatisque instructi Deputati prope Passarovicium congressi, & juxta insertum in Almæ Pacis Instrumento XIII. Articulus in sequentes viginti Articulus convenerunt.

I. Liberum & Universale Commmercium inter utriusque Romani & Ottomannici Imperii Subditos, Fluvius, Terra, Marique statutum est, volentes, ut nomine Subditorum Sacræ Romano-Cæsareæ Regisq; Catholicæ Majestatis comprehendantur Germani, Hungari, Itali, Belgæ, cujuscunque Nationis & Religionis, qui actualiter Regimini Imperiali-Regio subjacent, vel quocumque tempore, modo, & Titulo subjacere debent. Hi merces suas, exceptis armis, & pulvere pyrio, aliisque prohibitis rebus, in omnibus Divisionibus Ottomannicis distrahere, libereque Mercaturam exercere valeant. Cunctæ Vexillis, seu Aplustribus, & Literis Patentibus Romano-Cæsareo Regis instructæ Naves Portus Imperio Turcico subiectos libere accedere, ultro citroque commere, ibidem Mercationia sua exponere, damna iisdem Navibus à maris procellis, vel quocumque alio accidente illata refarcire, Vina & quæcumque sufficientia cibaria aliæque necessaria perfoluto pretio apparare, & ex iisdem Portibus exire incolumes possint.

II. Utriusque Imperii Subditi & Mercatores libere in Danubio Mercaturam exercent, Mercatores autem Sux Sacræ Romano-Cæsareæ Regisq; Catholicæ Majestatis Merces, quas per Danubium in Imperium Turcicum invchunt, Widini, Rudschick, aliisque in Locis à Navibus extrahere, curribus pretio consueto conductis imponere, & Terra in quemcunque Locum secure transportare, Mercaturamque exercere possint; Etiam Mercatoribus Romano-Cæsareo Regis, prout convenitum est, ne Naves Danubianæ in Pontum Euxinum intrent) Ibraiz, Issakiaz, Kiliaz, aliisque in Emporis ubi Tiscukæ aliæque in Pontum Euxinum commeantes Naves reperiuntur, navio conducto conducere, Merces suas imponere easque Constantinopolim, in Crimeam, & Trapezuntem, Synopolim, aliisque in Emporia Maris Euxini (ubi Merces distrahuntur) transportare, sine impedimento ultro citroque commere, Mercaturamque exercere liberum esto.

III. A Mercatoribus utriusque Imperii pro Mercibus, quæ Fluvius, Ter-

in Marique vehantur, in uno Telonio loco, semel semel quando portantur, & secunda vice quando alie exportantur, pro Vectigalibus per centum exsoluta, minimum quidquid supra hinc memorata tria per centum quispiam exigere præstat, Mercatorisque in Portu Ottomannico ob telicem Navis adventum, prout etiam alii Ottomannici Imperii amicæ Nationes præstare solent pro consuetudine, *Selam* dicta, trecentos Asperos, id est tres Florenos & quartam Ihaleri partem exolvant. A Mastarie, Callabie, aliisque impositionibus, & Juribus autem omnimode immunes sint, modique iste respectu Mercatorum utriusque Partis observetur. Imperiales Mercatores possint de Mercebus suis Terra, Mari, & Fluviiis avari, eadem quo Telonia, aut Inspectores eadem plura, quam par est, judicant, præstata tria per centum in natura, id est in istis Mercebus solvere, qua solutione Telonari contenti esse debent. Vectigal in quacunque vulgari Commercio Modica præstetur, ultra quod nullus Imperiarum Mercatorum molestandus sit. Naves Imperiales Mercebus in Diocionibus Ottomannicis emptis onusta soluta semel in Ottomannico Telonio Vectigalibus, acceptisque a Teloniorum Præfectis Syngraphis, vulgo *Tekere* dictis, in Portibus, aut in Archibus ad angustias Heliopontis sint, vulgo *Dardanelus* dictis, iterato non visitentur, sed juxta tenorem præstaturum Syngrapharum procedatur. Si alicui Imperiali Navi non fieret occasio vendendi, aut commutandi suas Mercimonia, & vellet de Ottomannico Portu ad alium vela ventis dare, soluta semel tribus per centum in primo Turcico Telonio, & exhibita Telonarius Syngrapha, *Tekere* dicta, nullibi quidquam amplius solvere tenebitur. Si quis utriusque Imperii Mercatorum circa Telonium fraude uteretur, Merces suas non soluto Vectigali clam subtrahens, apprehensus in factis, pro pena duplum portuum dare tenebitur. Ab utroque Partis Mercatoribus, Subditiisque de pecunia auri, vel argenti, quam invicunt, vel extrahunt, nec non de aliis Mercimoniis, de quibus ante amicæ Nationes Telonium solvere non sicut, Vectigal nullatenus exigatur. Telonarii Ottomannici Mercatoribus Cæsareo-Regis soluto Vectigali de mercebus Navibus in portibus Syngraphis sine mora extradant, ne dilatione huius Diocesis Navis impediatur. Mercatores Imperiales ex illis, quod in merces suas e propriis Navibus Turcicis imponant, & in quodam Ottomannico Imperii Emporio transportent, ultra Vectigal in hac Capitulatione statutum non molestentur.

IV. Quæcumque Mercimonia in Diocionibus Turcicis Ottomannicæ Portus Amicæ non Regni Negotiatoribus cœmendi, commutandi, & in suas vendendi Provincia data fuerit tactitas, etiam Cæsareo-Regis Mercatoribus concessa sit, & si quidpiam e prohibitis Rebus Mercebusve a prædicta Porta Ottomannica aliis Nationibus concedatur, id præ omnibus in Sacra Romano-Cæsareæ Regique Majestati considerationem suis Negotiatoribus emere & crehere permittatur.

V. Ad majorem Mercatorum Imperialium securitatem, quietem, relique Mercatorum incrementum Sacra Romano Cæsareæ Regique Catholica Majestas per Suum Ministrum pro tempore ad Portam Ottomannicam existentem in Mari Mediterranæ Diocionisque Ottomannicarum Emporiorum, Insulis,

ac ubicunque ab aliis externis Nationibus Consules & Interpretes instituti sunt, partes Consules, Vice-consules, Agentes, Factores, Interpretes duntaxat Decretis creare, & stabilire queat; si autem in aliis locis, in quibus hucusque prædictorum nullus morabatur, hujusmodi Consules, Vice-Consules, Agentes, &c. Commerciæ necessitas requirat, per Ministrum alte præfatæ Cæsareæ Regiæque Majestatis Ottomanicæ Portæ exponatur. Si deinceps prædicto Ministro permissio concedatur, congrua Diplomata dabuntur, ut denominati Consules, Vice-Consules, Agentes, Interpretes &c. ab Imperio Ottomanico Ministri, assignatorumque Locorum Officialibus adjuvantur, & protegantur, usque in omnibus eventibus assilientia præbeatur. In quocunque Ottomanico Imperii loco Cæsareorum Negotiatorum quispiam e vita discederet, bonæ illius nullo modo a Fisco contretentur, sed à Ministris Cæsareis, eorumque Deputatis integre recipiantur. Caluquo Sive Sacræ Romano-Cæsareæ Regiæque Majestatis ad Portam Ottomanicam existentis Ministro videretur congruum, loco Consulum in prædictis Locis, solos Interpretes constituere, hi Interpretes non solum neutiquam molestantur, sed eisdem favoribus, privilegiis, & protectionibus Consulibus concessis gaudent & perfruantur. Vigore hujus ultimæ Capitulationis Sacræ Cæsareæ Regiæque Majestatis Consules, Vice Consules, Interpretes, Mercatores omnesque eorum in actuali Servizio existentes famuli ab omni tributo, aliisque impositionibus liberi, & immunes sint. Sacræ Romano-Cæsareæ Regiæque Majestatis Subditi, Consules, Interpretes, Mercatores, hominesque in eorum Servizio existentes ob cuncta sua Commerciæ, emptionis, venditionis, fidejussionis, aliarumque rerum negotia Judicem accedant, illaque peragenda judiciali protocollo intendant, ac eodem Literis Judiciales, vulgo *Hugges* dictas, aut validas Syngraphas accipiant; orta deinceps controversia, dictæ Literæ Judiciales, aut Syngraphæ, uti etiam præfatum protocolum inspiciantur, & juxta legem & justitiam procedatur. Gubernatores alique Provinciarum Ottomanicarum Officiales, cujuscunque dignitatis, neminem prædictorum Cæsareorum hominum accusationis aliove prætextu in carcerem detinere, molestare, & injuriis afficere præsumant. Si vero eorum quispiam in Ottomanico Judicio sistendus esset, ut scilicet Consulum, præsentemque Interpretem compareat, & per prædictos Consules, & Interpretes, ad Carcerem Cæsareum ducatur. Si cuicumque à Mercatore Cæsareo-Regio quidquam debeatur, creditor debitum suum opera Consulum, Vice Consulum, Interpretum à suo debitore, & nemine alio prætendat. Sæpius dictis Consulibus, Vice-Consulibus, Interpretibus, Mercatoribus, illorumque Domesticis, & Familiis in suis habitationibus liberam Romanæ Catholicæ Religionis exercitium permittatur exteræque Nationes ad hujusmodi Religionis functiones accedentes nullo prolixi modo impediantur, nec molestantur, lites, vel controversiæ contra Cæsareos Regios Consules, Vice-Consules, Interpretes, Mercatores &c. exorta. Si ea summam trium millium Asperorum, id est, 25 Thalerorum excesserit, in nullo Provinciarum Tribunali decidi possit, sed ad Portæ Ottomanicæ Judicium remittatur. Si vero controversia inter Cæsareo-Regios Mercatores orta fuerit, juxta Leges & solita eorum Consuetudina à Consulibus,

& Interpretibus &c. examinetur, & determinetur. Nulla prædictorum Mercatorum ad discessum jam jam expedita Navis ob litem nascentem detineatur, sed lis, & Controversia celeriter opera Consulum, Agentium, & Interpretum decidatur; Et si quispiam Cæsareorum aliqua de causa in Judicio Ottomannico sistendus foret, is absente Interprete ad prædictum Judicium comparere non teneatur; Cæsareo-Regu Mercatores, in quemcumque Ottomannici Imperii Locum iverint, à Provinciarum Gubernatoribus, Judicibus, & cunctis Officialibus, ejusque Regni Præfectis petitione donativorum immunes sint, & hanc ob causam nullo modo molestantur.

VI. Portæ Ottomannicæ pro securitate, & tranquillitate suorum Subditorum, & Mercatorum, ad tractanda necessaria eorundem negotia Procuratores, vulgo *Sachbender* dictos, in Ditionibus Cæsareo-Regis constituere volenti liberum esto, ordinesque ab Aula Imperiali Sacræ Romano-Cæsareæ Regiæque Majestatis Officialibus, cujuscunque conditionis, dabuntur, ut prædicti Ottomannico Diplomate muniti Procuratores in illis Locis, ubi Commerciū necessitas requirit, protegantur, nullaque molestia afficiantur, & si Turcicorum Mercatorum quispiam è vita discesserit, relictæ ipsius bonæ sæpius dictus Ottomannus Procurator custodienda recipiat.

VII. Nullus Ministrorum & Officialium Ottomannici Imperii Navibus, Vexillis, seu Aplustribus, Litterisque Patentibus Romano-Cæsareo-Regiis instructis in quodam Turcico Portu appulsis jactisque anchoris permanendi, discedendi, Mercimonia imponendi, aut extrahendi facultatem deneget.

VIII. Navibus Imperialibus Maris fluctibus, procellisque jactatis Ottomannici Imperii Naucleri, aliique rei maritimæ experti, qui in illa vicinitate reperiuntur opem ferant, & calu quo quandam prædictarum Navium naufragium subire contigerit, Merces a fluctibus ad litus ejectæ Cæsareo-Regis Consulibus in proximis locis existentibus integre extradantur.

IX. Ex eo, quod Milites & Pyratæ passim in Mediterraneo circumvagantur Turci, alijsve Ottomannici Imperii Subditis damna intulerint, Cæsareo-Regi Mercatores, eorumque Naves hanc ob causam neutiquam molestantur.

X. Ottomannicæ Portæ Subditi Mercatores, si Naves Cæsareo-Regis ascendere, aut ipsæ Merces, aliæve res imponere velint, hæc jura, quæ ab illis Angli, Galli, & Batavi exigunt, solvere tenebuntur.

XI. Mercatorum Cæsareo-Regiorum Naves neque ad Copiarum Ottomannicarum, neque aliarum ad Publicam pertinentium rerum transportationem vi adigantur.

XII. Dum utriusque Imperii Naves bellicæ in mari sibi invicem obvise fuerint, iis, qualescunque essent, compertis erectione, & explicatione Vexillorum, seu Aplustrium ex utraque parte amicitiae demonstratio exhibetur.

XIII. Liberum esto Cæsareo-Regis Subditis, sive Commerciū, sive piæ peregrinationis causa, ad quemcumque Ditionum Ottomannicarum locum contendere, ultro citroque absque impedimento commercare, iis autem, ne

in quocunque loco, & in iure a tributis exactioribus, aliisve hominibus infestentur, à Porta Ottomanica rigorosis Litteris potentes dabuntur.

XIV. Hebræi se negotiis Mercatorum Imperiahum immiscere, & siue Imperii Ottomanici Diplomate, aut quadam potenti intercessione Proxenatum, vulgo *Seraj*, aut *Usterbandiser*, agere minime præsumant, nisi à dictis Mercatoribus Cæsareo-Regis spontanea, & libera voluntate ad hoc Servitium admittantur. Si vero Hebræi ex eo, quod ad præfatum Proxenatæ Servitium non vocentur, perfide conspirent, Mercatoribusve Cæsareo-Regis damna inferre intendant, in aliorum exemplum severissime puniantur.

XV. Mercatoribus Cæsareo-Regis, ut dissidia, & inconvenientia, quæ plerumque diversitas inter Nationes exoriri solent, evitentur, ad imponenda, & conservanda sua Mercimonia, præstito consueto censu unus proprius, & commodus locus, vulgo *Uban* dictus, à Porta Ottomanica ad instantiam Ministri Cæsarei apud eandem existentis assignabitur.

XVI. Si Cæsareo-Regiorum Consul, Vice-Consul, Agent, Interpret, &c. Famulatio, aut Mercatorum quipiam, quorundam odio, aut iniquo proposito Mahometanismum amplexus fuisse accusetur, talis accusatio irrita, & vana censetur, donec huiusmodi homo in præsentia Cæsareo-Regis Interpretis spontaneo, & deliberato animo Mahometanismum profiteatur, nullatenus vero talis Religionis mutatio illi suffragetur, caso quo de ære alieno quid haberet, ad solvenda debita sua adstringatur, & compleretur.

XVII. Si Mercatorum Subditorumve Sacræ Cæsareæ-Regiæque Majestatis in Nave Pyratice quipiam inventus fuerit, capta Nave, abductisque in Servitutem Pyratæ, neuiquam captivetur, sed liber dimittatur.

XVIII. Si hæcce inter duos Serenissimos & Potentissimos Imperatores conclusa alma Pax, & amicitia in inimicitiam (quod Deus avertat) commutaretur, omnes utriusque Imperii Subditi in Fluvio, Terra, & Mari existentes tempestive ceteros fiant, ut, acceptis, solutisque debitis, cum suis bonis salvi, & incolumes ad confinia exire valeant.

XIX. Mercatores Persiani, qui ex Imperio Cæsareo-Regio per Danubium ad confinia Ottomanica pervenire intendunt, soluti semel, & more consueto ultra impositionem, *Rissin* dictam, in Telonio Ottomanico quinque per centum acceptique à Telonariis soluti Vestigialis Syngrapha ulteriori portorii solutioni nullibi subiaceant. Similiter illi, qui ex Persia per Ottomanica Confina ad Ditiones Cæsareo-Regias commercare cupiunt, soluti in Ponte Euxino, vel in Danubio, semel quinque per centum iterata Vestigialis solutione non molestantur.

XX. Præsentis huiusce Commercii Tractatus Articuli ab utriusque Partis Commissariis, Plenipotentibus & Mandatis instructis membris sigillisque propriis signati & corroborati imposterum sancte & religiose observentur, ac usdem per nullum Mandatum ab utroque Imperio emanandum, ullo modo præjudicetur, prædictum Tractatum à Majestatibus utriusque Imperatoris intra spatium triginta dierum die subscriptionis ratum habitum iri, sese infallibiliter

DES PUISSANCES DE L'EUROPE. 731

liter obligant, atque præstituros compromittunt præfati Commissarii: ut de-
mum Commerci conditiones viginti hisce Articulis conclusæ, utrinque ac-
ceptatæ debito, summoque cum respectu inviolatæ observentur, siquidem
Dominus Deputatus Ottomannicus vi concessæ eidem facultatis Imperatoris
Instrumentum Turcico Sermone exaratum, & subscriptum, legitimum, & va-
lidum mihi exhibuit, ego quoque vi Mandati & Plenipotentis meæ manu,
Sigilloque proprio subscriptum, & signatum hunc Commerci Tractatum in
Latino idiomate tanquam legitimum, & validum vicissim Instrumentum ex-
tradidi. Dabantur prope Passarovicium die vigesima septima Julii, Anno mil-
lesimo septingentesimo decimo octavo.

(L. S.) ANSELMUS FRANCISCUS DE FLEISCHMANN.

Cum igitur prædictus Commerci, & Navigationis Tractatus, prout
hic verbotenus scriptus, & insertus legitur, post colloquia similiter prope Pas-
sarovicium eum in finem instituta Mandato Nostro confectus sit, Nos illum
in omnibus, & singulis Punctis & Articulis, præhabita matura & diligenti
consideratione, ex certa Nostra scientia pro Nostra Parte omni meliori modo &
forma approbamus, ratificamus, & confirmamus, ratumque & firmum esse, &
fore virtute præsentium declaramus, simulque verbo Imperiali, Regioque pro-
mittimus pro Nobis, ac Hæredibus, & Successoribus Nostreis, quod illa om-
ni, & singula firmiter, sincere & inviolabiliter servabimus, adimplebimus ac
executioni mandabimus, atque per supradictos Hæredes & Successores No-
stros eodem planè pacto observari, & adimpleri debere volumus, atque de-
crevimus, neque patiemur, ut vel ex nostra Parte, vel per alios præmemorato
Commerci, & Navigationis Tractatu, quomodocunque id fieri possit,
ulla ratione contraveniatur, omni dolo, & fraude exclusis, in horum om-
nium Testimonium & fidem Sigillum Nostrum Cæsareum majus huic Diplo-
mati Manu nostra subscripto appendi iussimus. Datum in Civitate Nostra
Viennæ, die decima sexta Mensis Augusti, Anno millesimo septingentesimo
decimo octavo, Regnorum Nostrorum Romani septimo, Hispanici decimo
quinto, Hungarici verò & Bohemici octavo.

CAROLUS.

(L. S.) EUGENIUS A SABAUDIA.

*Ad Mandatum Sac. Cæsareæ Regiæque
Catholicæ Majestatis proprium,*

ANTONIUS JOSEPHUS AB OTTL

[VVV.]

1725. *TRAITÉ de Navigation & de Commerce entre l'Empereur & la Couronne d'Espagne, conclu à Vienne en 1725. tiré de l'Europäische Ruhe.*

D'Autant que par la grace de Dieu, très-Grand & très-Bon, qui tient les cœurs des Rom en sa main, une ferme & bonne Paix a été conclue entre le Serenissime & très-Puissant Prince & Seigneur, le Seigneur CHA R L E S , Empereur des Romains, Sixieme du Nom, toujours Auguste, Roi de Germanie, des Elagnes, des deux Siciles, de Hongrie, de Boheme, de Dalmatie, de Croatie, & d'Esclavonie; Archi-Duc d'Autriche, Duc de Bourgogne, de Brabant, de Milan, de Mantoue, de Steire, de Carinthie, de Carniole, de Limbourg, de Luxembourg, de Gueldres, de la Haute & Basse Salsie, & de Wirtemberg; Prince de Suabe, Marquis du St Empire Romain, de Burgu, de Moravie, de la Haute & Basse Lusace, Comte de Habsbourg, de Flandres, de Tyrol, de Ferrette, de Kybourg, de Gorice, & de Namur; Landgrave d'Alsace, Seigneur de la Mirche d'Esclavonie, de Porcenone, & de Salins, &c. &c. Et le Serenissime & très-Puissant Prince & Seigneur le Seigneur PHILIPPE V du Nom, Roi de Castille, de Leon, d'Aragon, des deux Siciles, de Jerusalem, de Navarre, de Grenade, de Tolède, de Galice, de Majorque, de Seville, de Sardaigne, de Cordoue, de Corse, de Murcie, de Jaen, des Algarbes, d'Algezira, de Gibraltar, des Canaries, des Indes Orientales & Occidentales, des Isles & Continens de la Mer Oceanne, Archi-Duc d'Autriche, Duc de Bourgogne, de Brabant, & de Milan, Comte de Habsbourg, de Flandres, de Tyrol, de Barcelone, Seigneur de Biscaye, & de Molina, &c. &c. Leurs Roiaumes, Etats, Principautez, & Seigneuries, il a été trouvé bon, pour affermir davantage ladite Paix, de convenir aussi d'un Traité particulier de Navigation & de Commerce, par lequel tous les differents, qui pourroient survenir, étant retranchez, comme decidez par avance, le bien & l'avantage reciproque des Roiaumes, Etats, & Sujets des deux Princes Contractans, en fut d'autant mieux assuré. A l'effet de quoi nous souffignez Ministres, & Ambassadeurs Plenipotentiaires, suffisamment autorisés à cet effet, apres en avoir plusieurs fois conféré ensemble, & nous être communiqué reciproquement nos Pleinpouvoirs, sommes convenus des Articles suivans.

I En conséquence de la Paix, qui se trouve heureusement établie, entre Sa Majesté Imperiale & Catholique, & Sa Majesté Royale Catholique, il sera permis à tous leurs Sujets, de quelque qualité, état, & condition qu'ils soient, de frequenter, voyager, & demeurer dans les Pays l'un de l'autre, en toute liberté, sans avoir besoin de Passeport, ou permission particulière.

la Publication de la Paix leur suffira, & ils jouiront respectivement par Mer & par Terre, de la même Protection publique, dans toutes leurs affaires, dont jouissent les Sujets naturels, sans aucune crainte, dommage, ou préjudice quelconque, conformément à ce qui en est convenu par le présent Traité.

II. Il sera permis dès à présent, à tous les Navires de Guerre & de Marchandises, appartenans aux suldits hauts Contractans, ou à leurs Sujets, de fréquenter réciproquement les Ports, Havres, Côtes, & Provinces l'un de l'autre, sans aucune autre préalable permission. Ils y seront reçus librement & amialement, & on leur fournira à prix raisonnable toutes les choses, dont ils auront besoin, soit pour leur nécessaire provision, soit pour la réparation des Navires ou autrement, jusqu'à ce qu'ils soient en état de se remettre en Mer, sans qu'on puisse exiger d'eux aucune sorte de Droit, ou imposition, sous quelque nom, ou titre que ce puisse être. Ce qui est pareillement stipulé, pour les Indes Orientales, à condition néanmoins de n'y pouvoir faire aucun Commerce, & de n'y pouvoir acheter autre chose, que des Victuailles, ou des agtez pour la réparation des Vaisseaux, & de leur Equipage.

III. Quant aux Navires de Guerre, dont l'entrée pourroit donner lieu à des fausses soupçons, elle ne leur sera point permise dans les Ports, & Havres de moindre force & défense, si ce n'est que pour éviter une tempête de Mer, ou la poursuite des Ennemis, ils fussent obligés de s'y retirer, & même en ce cas-là ils en sortiront dès que le danger sera passé, & qu'ils se seront pourvus des choses nécessaires, sans s'y arrêter plus longtems. Ils ne pourront pas non plus y mettre à Terre un plus grand nombre de Gens à la fois, que le Magistrat ou Commandant du lieu le permettra, & en toutes choses ils se comporteront d'une manière à ne pouvoir donner ni crainte ni soupçon, ce qui sera particulièrement observé aux Indes Orientales, où la jalousie est ordinairement plus grande qu'ailleurs.

IV. Cela n'empêchera pas que les Navires de Guerre, ou Armateurs, ne puissent y conduire en toute sécurité les Prises, qu'ils auront faites sur leurs Ennemis, & les en retirer de même, sans payer aucuns Droits, à moins qu'après en avoir demandé & obtenu la permission, ils ne voulussent les vendre, en tout ou en partie, auquel cas, ils paieront les mêmes Droits, dont il sera convenu ci-après pour les Marchandises.

V. Les Navires Marchands, de quelque grandeur qu'ils soient, qui ne seront pas destinés pour un Port, & qui néanmoins y seront entrés par péril de Mer, poursuite d'Ennemis, ou par quelque autre besoin que ce puisse être, seront tenus de montrer au Commandant du lieu leurs Passeports, ou bien leurs Lettres de Mer, selon le Formulaire ci-après inséré, après quoi il leur sera libre de sortir & de se remettre en Mer sans aucune moleste, trouble, ni empêchement, & sans qu'on puisse les obliger à rompre leurs charges, ni même à souffrir la visite.

VI. Réservé pourtant le cas, que si quelqu'un de ces Navires, étoit destiné pour un Port Ennemi, & qu'il apparut par ses Lettres de Mer, qu'il

seroit chargé de Marchandises de Contrebande, en ce cas, il seroit obligé de souffrir la visite, laquelle néanmoins, ne se pourra faire, qu'en présence du Juge conservateur de la Nation, s'il y en a, de même que du Consul, & toujours avec le plus grand ordre, qui soit possible, sans disperser les Marchandises, sans les endommager, ni gâter les enveloppes. Les Contrebandes, qu'on trouvera, seront confiscuées judiciairement, mais le Navire, & les autres Marchandises resteront libres, sans qu'on puisse exiger du Maître de Navire aucune Amende pecuniaire, ni le condamner aux trais de la visite, ou de la procédure faite en cette occasion.

VII. Et pour prévenir toutes les disputes, qui pourroient arriver sur ce mot de Contrebandes, il a été trouvé bon de déclarer, qu'on y comprend toutes sortes de matieres fabriquées, & non fabriquées, qui servent à la Guerre, savoir les Armes offensives, & defensives, Canons, Mortiers, Vauconneux, Pierriers, Petards, Suiçisses, Bombes, Grenades, Boulets, Balles, Fusils, Mousquets, Pistols, Epées, Baionnettes, Casques, Cuirasses, Bandolieres, Poudre, Salpêtre, Bois de Charpente servant aux Navires, Voiles, Poutres, Goudron, & Cordages, le tout entant qu'il seroit destiné pour un Port Ennemi de celui aux Officiers duquel le Navire seroit obligé d'exhiber ses Lettres de Mer. On y comprend de plus toutes les Marchandises du Pais, dont la sortie seroit absolument défendue : mais on en excepte tous les Bleds, Vins, Huiles, Fruits, & autres Comestibles, tout le Cuivre, Fer, & Acier, tout ce qui sert aux vêtements des Hommes & des Femmes, & même les Habits tous faits, à moins que ce ne fussent des Manteaux entiers de Regiments, & de Compagnies.

VIII. Si un Vaisseau de Guerre Imperial vient à rencontrer en pleine Mer un Vaisseau Marchand appartenant aux Sujets du Roi d'Espagne, & reciproquement si un Vaisseau de Guerre de Sa Majesté Catholique fait rencontre d'un Vaisseau Marchand appartenant aux Sujets de Sa Majesté Impériale, le Navire de Guerre ne l'approchera point de plus près que la portée du Canon, mais il y enverra sa Chiloupe, avec deux ou trois Hommes seulement, auxquels le Maître du Navire Marchand montrera ses Lettres de Mer, par lesquelles on pourra connoître de quel lieu il est, à qui il appartient, en quoi consiste sa Cargaison, & si entre les Marchandises, dont il est chargé, il y en a de Contrebande, destinées pour les Ennemis du Maître, à qui le Vaisseau de Guerre appartient, auquel cas, & non autrement, elles seront judiciairement confiscuées, mais le Navire, les Personnes, & les autres Marchandises seront libres. On sera obligé aussi d'ajouter foi, aux Lettres de Mer, qui seront représentées par le Maître du Navire Marchand, & si cela est jugé nécessaire, qui conviendra de certaines contre-marches, pour les joindre auxdites Lettres, & les rendre d'autant plus authentiques.

IX. On est convenu de plus, que de part & d'autre, la liberté du Commerce & de la Navigation sera si pleine & si entière, que bien que l'un des Serenissimes Contractans viant à entrer en Guerre avec un ou plusieurs Princes ou Etats, les Sujets de l'autre Serenissime Contractant pourront

non-

néanmoins en toute sûreté y continuer leur Commerce & Navigation, soit au surplusant, soit en droiture, ou d'un Port Espagnol, à un autre Port Espagnol, allant, venant, & retournant, sans pouvoir être et oubliés, ou empêchés, à moins que le Port, ou l'Anchorage, ne fût formellement assiégué ou bloqué par Mer, ou par terre, ou par l'occasion de doute, on eût demeure d'accord, que tel Port Maritime ne fût tenu pour effectivement bloqué, si ce n'est par deux Vaisseaux de Guerre au moins, ou par une Batterie de Canon, qui étant dirigée à terre, en fermeroit tellement l'entrée, que l'on ne pourroit s'y introduire, sans risquer toute la violence du feu.

X. Outre cela, il a été convenu & accordé, que toutes les Marchandises appartenantes aux Sujets de l'un des Serenissimes Contractans, qui se trouveront chargées dans une Navire Ennemi, seront confisquées avec le Navire, encore même qu'elles ne fussent pas de Contrebande.

XI. Les Sujets deidits Serenissimes Contractans jouiront réciproquement aux Paix l'un de l'autre des mêmes franchises de Peages, dont ils étoient en paisible possession du temps du Roi CHARLES II, ce qui néanmoins doit être entendu dans le sens, qui sera plus amplement expliqué par l'Article XIII.

XII. Tout Navire appartenant aux Sujets de Sa Majesté Impériale, qui entrera dans un Port d'Espagne pour y faire Commerce, sera obligé d'y donner deux Déclarations des Marchandises qu'il y voudra décharger & vendre, l'une au Fermier ou Commissaire de la Douane, l'autre au Juge des Contrebandes. & il ne pourra ouvrir les Escouilles, jusqu'à ce qu'il en ait obtenu permission, & que les Gardes, qu'on lui enverra de la Douane soient venus. Il ne pourra aussi, en quelque temps que ce soit, décharger aucune de ses Marchandises, sans une permission par écrit, de les pouvoir transporter à la Douane. En échange, les Juges des Contrebandes, ni les Officiers de la Douane, ne pourront ouvrir aucunes Balles, Caisses, Tonneaux, & autres enveloppes, de Marchandises, ni dans le Vaisseau, ni à Terre, jusqu'à ce qu'elles soient transportées à la Douane, & même lors qu'elles y seront arrivées, il ne leur sera pas permis de les ouvrir & visiter, si non en présence du Marchand, ou de son Facteur, afin qu'il puisse veiller à ses Intérêts, payer les Droits, & entretenir les Certificats, & Quitances, refermer ensuite les Marchandises, & les faire murer du Cachet ou Marque de la Douane, après quoi le Marchand pourra les faire transporter chez lui, & elles ne seront plus sujettes à visitation. On ne pourra pas non plus empêcher le transport desdites Marchandises, d'une Maison, ou d'un Magasin, à un autre, dans l'enceinte des Murs de la Ville, pourvu que cela se fasse entre les huit heures du matin, & les cinq heures du soir, & qu'on ait auparavant notifié aux Hommes des Droits des Alcavales & Cientos, en quelle vue cela se fait, & si c'est pour les vendre, afin que ces Droits, s'ils n'ont pas encore été payés, le soient alors, & que si ce n'est pas pour les vendre, on en donne un Certificat au Marchand, selon la coutume.

XIII. Et d'ailleurs, ne sera plus contraire à l'avancement réciproque du

du Commerce que la diversité des Impositions, dont on charge quelquefois les Marchandises, & l'exces des Sommes à quoi elles se montent, Sa Majesté Royale Catholique, desirant remédier à ce mal dans tous les Royaumes situés en Europe, consentit il y a déjà quelques années en faveur de la Nation Britannique, & ordonna, que tous les différens Droits, que l'on exigeoit autrefois des Marchandises soit à leur entrée, soit à leur sortie, ou qui avoient été imposés depuis la mort du Roi CHARLES II. seroient supprimés, & réduits à une seule Tasse commune de dix pour cent, de la valeur des Marchandises, tant pour l'entrée que pour la sortie, sur le pied de leur estimation, ce qui aura lieu non seulement à Cadix, à Sainte-Marie, & dans les autres Ports de la Couronne de Castille, mais aussi dans tous ceux d'Aragon, de Valence, & de Catalogne, les seules Provinces de Biscaye & de Guipulcoa restant exceptées de cette Règle générale, en sorte que les Droits d'entrée & de sortie y seront paiez, de la manière qui a été pratiquée jusqu'ici avec les François, & qui se pratique aujourd'hui avec les Anglois, & les Hollandois; mais, qu'à cela près, les Marchands, ou ceux à qui les Marchandises appartiendront, avant une fois paiez les dix pour cent, à leur Entrée en Espagne, pourront librement les faire transporter par Mer & par Terre, ou par embarquement sur les Rivières, dans toutes les Parties de l'Espagne, sans être obligés d'y paier aucun nouveau Droit, Charge, ou Imposition, en quelque Port ou Passage que ce soit, mais seulement d'y produire les Certificats, & Quitances du premier paiement, comme aussi les Plombs, & Marques de la Douane attachez auxdites Marchandises, à l'exception néanmoins des Droits d'Alcavales, Cientos, & Millones, à l'égard desquels il avoit été stipulé séparément. Et comme Sa Majesté Impériale & Catholique, & Sa Majesté Royale Catholique, sont expressement convenues, que leurs Sujets pourront respectivement dans tous leurs Etats, Territoires, & Provinces, en quelque Partie du Monde que ce soit, des mêmes Libertés, Droits, Faveurs, & Franchises, qui ont été, ou qui seront accordées aux Nations les plus amies, & les plus favorisées, spécialement aux Sujets de la Grande-Bretagne, à ceux des Provinces-Unies, & aux Villes Anseatiques, c'est pourquoi Sa Majesté Catholique déclare, & promet, qu'elle fera pour pleinement & entièrement ceux de Sa Majesté Impériale de tous les avantages contenus en cet Article, en sorte qu'ils ne seront pas obligés de paier, dans toute l'Espagne, d'autres ni de plus grands Droits d'entrée, de sortie, ou de passage, que les dix pour cent marqués ci-dessus, & de la même manière que les Anglois les paieront, sauf les Droits d'Alcavales, Cientos, & Millones, à l'égard desquels on est convenu comme il suit.

XIV. Les Sujets de Sa Sacrée Majesté Impériale pourront différer le paiement des Droits nommés Alcavales, & Cientos, aussi long-tems qu'ils laisseront leurs Marchandises déposées dans les Magazins de la Douane, où elles seront bien gardées. Que s'ils veulent les en retirer, soit pour les transporter plus avant dans le Royaume, soit pour les vendre sur le Lieu, ou pour les importer chez eux, cela leur sera permis, pourvu qu'ils s'obligent con-

verablement par écrit, de payer lesdits Droits dans le terme de deux mois après la vente qui en sera faite, moyennant quoi, on leur en donnera une Quitance, & les Marchandises étant marquées & plombées, pourront être transportées, & vendues en gros, en quelque Port ou lieu que ce soit de la Domination d'Espagne en Europe. Et si quelque Officier, employé à la recette desdits Droits, entreprenoit de les exiger une seconde fois, après l'exhibition des Quitances, Marques, & Plombs du premier Paiement, ou qu'il s'opposât au libre transport desdites Marchandises, il sera condamné à une Amende de 2000 Ecus applicable au Trésor Royal bien entendu néanmoins, qu'en tout ceci il n'est parlé que du Droit de la première Vente, & que si le Marchand veut vendre ses Marchandises en détail, il paiera aussi pour le détail, selon les Ordonnances. Au surplus, il ne sera point permis aux Officiers d'exiger plus de quinze Reales de Billon pour l'expédition des Certificats & Quitances, dont il a été parlé ci-dessus.

XV La même Règle sera observée à l'égard des Droits communément appelés Millones, qui s'exigent sur le poisson & autre sorte de Provisions de bouche, c'est à-dire qu'ils ne seront point exigés à l'entrée desdites Marchandises en Espagne, si long tems que les Propriétaires les voudront laisser en dépôt dans les Magasins publics, mais quand ils voudront les en retirer, soit pour les envoyer plus avant dans le Royaume, soit pour les vendre sur le lieu, ou les transporter chez eux, ils donneront une Obligation par écrit, sous caution valable & suffisante, pour le paiement desdits Droits de Millones, deux mois après le jour de cette Obligation, ensuite de quoi on leur donnera les expéditions nécessaires. Et lesdites Marchandises seront munies de Plombs avec les Marques des Fermiers desdits Droits, ce qui étant fait, lesdites Marchandises pourront être transportées, & vendues dans les Lieux, où la consommation s'en pourra faire, sans être obliges à aucune autre charge, par rapport auxdits Droits de Millones. Que si quelque Officier, ou Commissaire Receveur des Millones, après l'exhibition desdites Quitances, Plombs, & Marques, venoit à exiger derechef les mêmes Droits, ou à s'opposer au passage, transport, ou vente desdites Marchandises, il sera condamné à une Amende de 2000 Ecus, applicable, comme ci-dessus, au Trésor Royal.

XVI Touchant les Ports de Guipuscoa & de Biscaye, qui ne sont pas sujets aux Loix de la Castille, on y observera dans le paiement des Droits la Règle prescrite à l'égard des autres Nations, ainsi qu'on en est convenu par l'Art XIII.

XVII. Les Mâts de Navire, les Antennes, & les Bois propres à la construction des Vaisseaux grands & petits, étant une Marchandise très-nécessaire, il a été convenu de les excepter de la règle générale, & que l'entrée en sera librement permise, sans aucune exaction de Droits, ou impositions sous quelque nom, ou pour quelque cause que ce soit.

XVIII Pour prévenir autant qu'il est possible toutes les Disputes, qui pourroient survenir entre les Fermiers de la Douane, & les Propriétaires des Marchandises, au sujet de l'estimation, qui s'en devoit faire, on est de-

meuré d'accord de s'en tenir au Tarif & Convention de Commerce, qui fut fait entre le Roi Catholique, & le Roi de la Grande-Bretagne en 1716. en execution de l'Article III. de leur Traité d'Utrecht, & qu'à cet égard elle servira de regle entre les Sujets de Sa Majesté Imperiale, & les Fermiers & Administrateurs des Douanes, sur le pied general des Dix pour Cent, qui devront leur être payez.

XIX. A l'égard des différentes especes, qui pourroient ne se pas trouver exprimées dans le susdit Tarif, on se conformera à l'ancienne coutume, qui veut que l'estimation se fasse par le Fermier de la Douanne, ou par son Commis, à condition, que le Propriétaire puisse lui abandonner la Marchandise, pour le prix qu'il l'a estimée, & qu'il soit obligé de la payer comptant.

XX. Le Sel de Hongrie paiera les mêmes Droits que le Sel d'Espagne, & la même égalité sera observée dans les Etats de Sa Majesté Imperiale à l'égard du Sel d'Espagne.

XXI. Le Roi Catholique consent, que les Sujets de Sa Majesté Imperiale, qui demeurent dans les Ports & Villes des Royaumes d'Andalousie, de Murcie, d'Arragon, de Valence, & de Catalogne, comme aussi dans les Provinces de Biscaye, & de Guipuscoa, puissent y louer des Maisons pour y habiter, & des Magazins pour y garder leurs Marchandises, & leur accorde les mêmes Libertés, & Franchises, dont jouissent à cet égard les Anglois & les Hollandois, ce que Sa Majesté Imperiale accorde reciproquement aux Sujets d'Espagne, en tous ses Etats.

XXII. Entre lesquels Privileges sont spécialement compris ceux de pouvoir changer de demeure quand & comme il leur plaira, sans en demander permission à personne, & de ne pouvoir être recherchez, visités, ni inquiétés dans leurs Maisons & Magazins, à cause de leurs Marchandises, si ce n'est sur des avis & preuves suffisantes de fraude contre les Droits du Roi, auquel cas la visite pourra se faire, mais seulement en présence du Consul, lequel y sera expressement appelé, & sans faire d'ailleurs aucun déplaisir au Commerçant, ni à son Commerce: & si le Marchand se trouve convaincu d'avoir introduit des Marchandises en fraude, elles seront confisquées, & il paiera les fraix de la visite, mais la personne & les autres Marchandises demeureront libres. Sa Majesté Imperiale promet reciproquement d'accorder la même liberté dans tous ses Etats aux Sujets de Sa Majesté Catholique.

XXIII. Les Sujets desdits hauts Contractans qui se seront établis dans les Etats l'un de l'autre pour y faire Commerce, ne seront point contrainis de représenter leurs Livres de compte à qui que ce soit, si ce n'est pour faire preuve, & on ne pourra les saisir, ni ôter de leurs mains, sous quelque pretexte que ce soit. Il leur sera libre aussi de les tenir en telle Langue qu'il leur plaira, sans qu'on puisse les obliger à se servir d'une autre.

XXIV. Les Sujets de part & d'autre, de quelque qualité & condition qu'ils soient, ne pourront être arrêtés en leurs personnes, ni par les Gouverneurs,

meurs, ni par les Ministres de la Justice, pour les Dettes particulières, qu'ils n'auroient pas eux-mêmes contractées, ou pour lesquelles ils n'auroient pas expressément répondu. On ne pourra pas non plus saisir leurs Biens ou effets, pour de semblables causes, soit au milieu de la Paix, soit en cas de rupture. Et dans cet Article sont spécialement compris les Maîtres de Navire, leurs Officiers & Mariniers avec leurs Vaisseaux grands & petits, avec tout ce qui y sera embarqué.

XXV. On ne pourra pas non plus retenir lesdits Navires soit de Guerre ou de Marchandises, ou de quelque autre espèce qu'ils soient, par quelque Mandement général ou particulier que ce puisse être, pour les armer en Guerre, ou pour s'en servir de Vaisseaux de charge & de transport, si ce n'est en vertu d'un libre & volontaire Contrat, que l'on auroit fait avec les Maîtres qui commanderont lesdits Navires, ou avec les Propriétaires mêmes: moins encore pourra-t-on contraindre les Officiers, ou Matelots, à quitter leurs Navires pour servir sur les Flottes ou Vaisseaux, que l'on voudroit former, quand même ce ne seroit que pour un peu de temps, & en des occasions fort pressantes, mais s'ils viennent s'offrir eux-mêmes, il sera libre de les accepter.

XXVI. Quant à la Franchise personnelle, accordée par le présent Traité, à tous les Marchands de part & d'autre, pour eux & leurs Familles, elle ne s'étendra pas seulement à toute exemption de Service Militaire, mais aussi à ne pouvoir être nommés Tuteurs, Curateurs, ou Administrateurs de quelques Biens, ou Personnes que ce soit, si ce n'est de leur franche volonté.

XXVII. Il leur sera libre de choisir eux-mêmes leurs Avocats, Docteurs, Agents, Procureurs, & Solliciteurs, quand ils en auront besoin, & s'ils veulent avoir des Courtiers propres & particuliers ils pourront en choisir un ou deux entre ceux qui sont déjà établis, & sur leur présentation ils seront acceptés, & qualifiés pour se mêler seuls de leurs affaires.

XXVIII. Il y aura des Consuls Nationaux dans tous les Ports, & principales Villes de Commerce, où il plaira à l'Empereur & au Roi d'en établir, pour la Protection de leurs Marchands, & ils y jouiront de tous les Droits, Autoritez, Libertez, & Franchises, dont jouissent ceux des autres Nations les plus favorisées.

XXIX. Ces Consuls seront particulièrement autorisés, à connoître arbitralement des différends qui pourroient survenir entre les Marchands, & les Maîtres des Navires de leur Nation, ou entre les Maîtres des Navires, & leurs propres Mariniers, soit au sujet de leurs Naulages, Salaires, ou autrement, & l'appel de leurs Sentences ne sera point porté devant les Juges des Lieux, mais bien devant ceux du Prince dont ils seront Sujets.

XXX. Touchant les Juges Conservateurs, qui sous les précédents Regnes faisoient en Espagne une Magistrature de grande considération, accordée par les Rois aux Nations les plus favorisées, avec pouvoir de connoître, & juger seuls de toutes les affaires Civiles & Criminelles, il a été convenu, que

si Sa Majesté Catholique en accorde le Privilege à quelque Nation que ce soit, les Sujets de Sa Majesté Impériale en pourront jouir de même; & que cependant il sera expressement ordonné à tous les Juges & Magistrats ordinaires, de leur rendre une prompte & bonne Justice, & de la faire executer sans retardement, & sans aucune partialité, faveur, ou affection. Le Roi Catholique consent aussi, que les Appels des Sentences données dans les Caules, qui regardent les Sujets de Sa Majesté Imp. soient portez au Conseil de Commerce à Madrid, & non à aucun autre Tribunal.

XXXI. Le Droit d'Aubaine, ni autre semblable, ne sera point exercé à l'égard des Sujets des deux Serenissimes Contractans; & les Heritiers des defunts, en quelque lieu que leur Decès soit arrivé, & de quelque Pais ou Province, que ledits Heritiers soient, eux-mêmes leur succéderont sans difficulté, en tous leurs meubles & immeubles, soit par Testament, ou sans Testament, selon l'ordre de Succession établi dans les Lieux, où ledits Biens se trouveront situés; & en cas de litige entre les deux ou plusieurs Pretendants, ce seront les Juges dedit Lieux qui en connoltront jusqu'à Sentence definitive.

XXXII. Quand un Marchand ou autre Sujet des susdits hauts Contractans viendra à deceder dans les Etats de l'autre, le Consul ou autre Ministre public de la même Nation, s'il y en a quelqu'un sur les Lieux, se transportera dans la Maison du defunt, & il y fera l'Inventaire de toutes les Marchandises, & autres Effets, comme aussi de ses Papiers & Livres, & tiendra le tout en garde pour les Heritiers selon l'ordre qui lui en aura été donné; Et si le decès dudit Marchand, ou autre Sujet, arrive en voyage, ou dans un lieu, où il ne se trouve ni Consul, ni autre Ministre, le Juge du lieu fera ledit Inventaire, en présence de Temoins, avec le moins de fraix qu'il se pourra, & consignera les choses trouvées & inventoriées au Chef de la Famille, ou au Propriétaire de la Maison, afin qu'il le conserve fidèlement, après quoi il en donnera avis au Ministre public, qui se trouvera pour lors en Cour ou bien au Consul du lieu où se trouveroit la Maison & Famille du defunt, afin qu'ils envoient quelqu'un pour recevoir les choses inventoriées, & payer ce qui sera dû.

XXXIII. Si quelque Vaisseau appartenant à l'un ou l'autre des Serenissimes Contractans, ou à leurs Sujets, vient à faire naufrage sur les Côtes de leur respective Domination, les Officiers du Domaine ou du Fisc ne pourront y prendre, ou s'attribuer aucun Droit, & le pillage sera severement defendu à tous les particuliers. Même le Seigneur, ou les Magistrats du lieu le plus voisin seront obligez de secourir, de tout leur pouvoir, ceux qui auront souffert le naufrage; & de s'employer diligemment à faire sauver ce qui se pourra du Navire brisé, & à le mettre en seureté, moyennant quoi aussi le Droit de Sauvement leur appartiendra sur le pied de cinq pour cent de la valeur des Marchandises, & outre cela les depenses faites pour cette œuvre pieuse leur seront remboursées. Mais, si le Navire demeure en son entier, quoiqu'il soit endommagé, & que les Gens de l'Equipage ne soient point pe-

ris, ils prendront soin eux-mêmes de ce qui regarde le sauvement, & on leur prêtera toute faveur & assistance, en leur fournissant, à prix raisonnable, les choses dont ils auront besoin.

XXXIV. Sa Majesté Catholique ne permettra pas, que, sous prétexte de Police ou autrement, on impose une limitation de prix aux Marchandises, qui appartiendront aux Sujets de Sa Majesté Impériale; mais, il leur sera permis de les vendre aussi cher que le cours ordinaire du Commerce le pourra permettre, liberté de laquelle les Sujets jouiront pareillement dans les États de Sa Majesté Impériale.

XXXV. Si les Biens de quelque Marchand Espagnol, ou Sujet de Sa Majesté Impériale, viennent à être confisquez, & qu'il s'y rencontre des effets appartenant à quelqu'autre Marchand, ou personne particulière, ils lui seront restitués, encore même qu'ils eussent été vendus, pourvu que le paiement n'en eut point été fait, ni en tout, ni en partie. Et en cas que semblables Effets ou Marchandises eussent été seulement déposés chez celui dont les Biens seroient confisquez, & qu'il les auroit vendus sans la permission du Depositeur, la valeur desdites Marchandises ou Effets sera considérée comme un vrai Dépôt, & sera payée comme telle au Depositeur par préférence.

XXXVI. Les Sujets & Vaisseaux de Sa Majesté Impériale pourront porter, & voiturier, en tous & chacun des États du Roi des Espagnes, toutes sortes de Fruits, Denrées, & Marchandises des Indes Orientales, en faisant apparaitre par le témoignage des Deputés de la Compagnie des Indes établie aux Pays-Bas Autrichiens, qu'elles sont des Conquêtes, Colonies, ou Factoreries de ladite Compagnie, ou qu'elles en sont venues, à l'égard de quoi, ils jouiront des Privilèges qui ont été accordés aux Sujets des Provinces-Unies par les Cédulés Royales du 27 Juin & 3. Juillet 1663., publiées le 30. Juin & 4. Juillet de la même année; Sa Majesté Catholique déclarant en outre, qu'elle accorde aux Sujets de Sa Majesté Impériale, tout ce qui a été octroyé & accordé aux Seigneurs États Généraux des Provinces-Unies du Pays-Bas par le Traité de l'an 1648 tant à l'égard des Indes qu'à tout autre, où ledit Traité pourroit être applicable, & non repugnant à celui-cy, & à la Paix conclue entre Leurs Majestés.

XXXVII. Pour ce qui regarde le Commerce des Îles Canaries, les Sujets de Sa Majesté Impériale en jouiront, avec les mêmes avantages que les Anglois, & les Hollandois en jouissent.

XXXVIII. Les Biens & Effets, de quelque nature qu'ils soient, qui auroient été cachés pendant la Guerre pour crainte de Confiscation, appartiendront de plein Droit à leurs Propriétaires, & personne ne sera inquiété pour les avoir cachés contre les défenses.

XXXIX. Pareillement, les Dettes contractées entre les Sujets de part & d'autre avant la Guerre, soit pour cause de Commerce, ou autrement, seront entièrement payées, à moins que la Confiscation n'y soit intervenue, sans que la Guerre survenue entre tems puisse l'empêcher; mais il n'en sera point exigé d'intérêts.

XL. Quant aux Marchandises, & autres Effets mobiliers, qui auront été confisqueés avant la Conclusion de la Paix, ils ne seront point restitués. On en est convenu ainsi, pour éviter le grand nombre de Procès, qui pourroient en arriver.

XLI. Toutes Lettres de Represailles, qui pourroient avoir été ci-devant accordées de part ou d'autre, pour quelque cause que ce soit, sont déclarées nulles, & Leurs Majestés promettent réciproquement, de n'en plus accorder cy-après, à la charge des Sujets l'un l'autre, si ce n'est dans le cas d'un manille de Justice, lequel ne sera point tenu pour venfic sinon après un retardement de deux ans, à compter du jour de la première complainte, lequel terme de deux ans étant passé, & ledit Complainant ayant présenté la Requête à Son Prince, pour obtenir des Lettres de Represailles, elle sera communiquée au Ministre de l'autre Prince, s'il y en a un en Cour, ou à celui qui y fera les affaires; après quoi, la Sentence définitive sera encore attendue six mois, lesquels étant écoulés, les Lettres de Represailles pourront être enfin accordées.

XLII Il sera défendu severement aux Sujets de Sa Majesté Imperiale, & à ceux de Sa Majesté Catholique, de prendre des Commissions pour des Armeuents particuliers, ni des Lettres de Represailles, de quelque autre Prince que soit, pour aller en course sur les Sujets de l'une ou de l'autre; & si quelqu'un contrevient à cet Article, il sera poursuivi & traité comme Pirate, non seulement dans le Pais, contre lequel il aura pris ces sortes de Commissions, en cas qu'il y soit conduit, apres avoir été fait Prisonnier dans le flagrant de ses Courses, mais aussi dans les Etats du Prince dont il sera Sujet; en sorte qu'il sera procédé criminellement contre lui, jusqu'à l'exécution.

XLIII. La volonté de Sa Majesté Imperiale, & de Sa Majesté Catholique, étant que la Paix, la Concorde, & l'Amitié soient cultivées sincèrement entre les Sujets de part & d'autre, jusqu'au point de se donner réciproquement toutes les Assistances possibles dans les occasions, il a été convenu, que, quand un Navire appartenant aux Sujets de Sa Majesté Imperiale aura été pris par quelque Ennemi commun, & repris sur lui par quelque Navire de Guerre, ou Armateur de Sa Majesté Royale Catholique, si la reprise se fait dans les premières quarante huit heures, qu'il aura été entre les mains de l'Ennemi, la cinquième partie du Vaisseau & de sa charge appartiendra au Repreneur, & que si la reprise se fait dans les quarante huit heures suivantes, il en aura un tiers; & qu'enfin si elle ne se fait qu'après ces dernières quarante huit heures, la moitié entière du Vaisseau & de sa charge lui appartiendra, l'autre moitié devant retourner aux Propriétaires. Ce qui aura lieu pareillement, lorsque le Vaisseau repris se trouvera appartenir aux Sujets de Sa Majesté Royale Catholique, & que le Repreneur sera un Navire de Guerre ou Armateur de Sa Majesté Imperiale.

XLIV. Et quoi qu'il y ait sujet d'espérer, que la Paix, qui par la grace de Dieu vient d'être établie entre Sa Majesté Imperiale Catholique, & Sa Majesté Royale Catholique, leurs Successeurs, Royumes, & Seigneurs, sera

faits de longue durée, & que de part & d'autre, il n'y sera donné aucune atteinte; néanmoins, comme toutes les choses du Monde sont sujettes à des changemens imprévus, on est convenu, qu'en cas d'une nouvelle Guerre, ce que Dieu veuille détourner, il sera donné six Mois aux Marchands & Sujets, qui se trouveront dans les Ports, Villes, États, & Provinces l'un de l'autre, pour se retirer en toute sûreté, eux & leurs Familles, Biens, Effets, & Marchandises, y compris leurs Vaisseaux avec tout ce qui y sera embarqué; comme aussi les Maîtres, & Officiers, d'édits Vaisseaux, & en général tout ce qui se trouvera leur appartenir, comme aussi les Dettes légitimement contractées à leur profit, & leurs autres Droits & Actions, sur lesquels on sera tenu de leur rendre bonne & prompte Justice.

XLV. Et afin qu'il ne reste aucun doute sur le sens du précédent Article, on déclare, que durant ces six Mois, il sera permis auxdits Marchands de continuer leur Commerce avec la même liberté que pendant la Paix, de vendre, acheter, échanger, & transporter par Mer & par Terre, tous leurs Effets & Marchandises, comme aussi leurs propres Personnes, & celles de leurs Familles, Facteurs, & Domestiques, sans aucun trouble ni empêchement, comme s'il n'y avoit point de Guerre; pourvu qu'ils se comportent paisiblement & modestement, & qu'ils s'abstiennent de toutes entreprises secrètes contre l'État. Ils pourront aussi durant ces six Mois actionner leurs Debiturs, & on leur administrera la Justice avec tant de diligence, qu'avant l'expiration des six Mois, la Sentence définitive soit prononcée, & s'il se peut, exécutée. Cependant, si, malgré tout le soin qu'on y apportera, ladite Sentence ne pouvoit être rendue, ou mise en exécution dans ledit terme, il sera permis auxdits Sujets, qui se retireront, de poursuivre leur Droit par Procureur, soit qu'ils y soient Auteurs ou Défendeurs, comme aussi de retirer les effets, qui pourroient leur revenir en vertu de la Sentence rendue, sans qu'on puisse l'empêcher sous prétexte de la Guerre, qui continueroit entre les Puissances.

XLVI. On est aussi convenu touchant lesdits Sujets respectifs Marchands & autres, qui devront se retirer dans ledit terme de six Mois, qu'on leur accordera des Passeports, lorsqu'ils les demanderont marquant le lieu de leur départ, celui où ils voudront aller, le nombre de leurs Personnes, & la Specification de leurs effets; lesquels Passeports seront respectés par Mer & par Terre pour tout le tems de leur durée, lequel sera étendu au double de celui qui seroit autrement nécessaire pour passer du lieu du départ au lieu de la destination, si l'on étoit sûr de n'y rencontrer aucune cause de retardement; & semblables Passeports seront donnés aux Navires, qui se trouveront dans les Ports, afin qu'ils puissent retourner chez eux en sûreté avec leurs Charges.

XLVII. Enfin, on est convenu, que tout ce qui a été stipulé d'avantageux en faveur de la Nation Britannique par les Traitez de Madrid du 23. Mai 1667. & 18. Juillet 1670., comme aussi par les Traitez de Paix & de Commerce faits à Utrecht en 1713. & par le Traité ou Convention postérieure, & qui ne se trouvera pas exprimé, ou suffisamment expliqué en celui-

celui-cy, y sera tenu pour expressement inferé en faveur des Sujets de Sa Majesté Imperiale, pour autant qu'il leur sera applicable, de même que tout ce qui a été accordé aux Sujets des Provinces-Unies par le Traité de Paix fait à Munster en 1648., par le Traité de Marine fait à la Haye en 1650., & par le Traité de Paix & de Commerce fait à Utrecht en 1714. En sorte que pour sçavoir ce qui devra être pratiqué en Espagne, & dans les autres États du Roi Catholique à l'égard des Sujets de Sa Majesté Imperiale, dans tous les Cas oubliez ou omis au present Traité, il ne faudra que se regler, sur ce qui a été accordé aux susdites deux Nations, par ceux qu'elles ont faits avec les precedens Rois Catholiques, & avec Sa Majesté aujourd'hui regnante, sous les Dates cy-dessus mentionnées.

Le present Traité sera ratifié par Sa Sacrée Majesté Imperiale & Catholique, & par Sa Sacrée Royale Majesté Catholique, & l'échange de leurs Ratifications se fera dans trois Mois, ou plutôt si faire se peut. En foi de quoi nous Commissaires & Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires respectifs de Sa Majesté Imperiale & Catholique, & de Sa Majesté Royale Catholique, avons signé de nos mains le present Traité de Navigation & de Commerce, & l'avons muni de nos Cachets. A Vienne en Autriche le premier Mai 1725.

(L.S.) EUGEN. DE SAVOYE.

(L.S.) J. G. Baron de Ripperda.

(L.S.) PHILIPPE LOUIS, Comte de
SINZENDORFF.

(L.S.) GUNDACER, Comte de
STARHENBERGH.

[XXX.]

1726.

TRAITE' entre les Etats Généraux des Provinces-Unies & la Régence d'Alger, conclu à Alger, en 1726. tiré du Mercure Historique.

I. **O**N est convenu, qu'il y aura dès à present & à l'avenir une Paix stable & sincère entre Leurs Hautes Puissances les Seigneurs Etats Generaux des Provinces-Unies des Pais-Bas, & l'Illustrissime, Magnifique, Sage, & Vertueux Abdy, Dey, Aga de la Milice, & toute la Milice Victorieuse de la Ville & du Royaume d'Alger.

Les Vaisseaux des susdites Puissances, tant grands que petits, ne pourront

I. L'avenir se causer aucun dommage ou prejudice, soit de fait ou par parole: au contraire, ils devront se temoigner reciproquement toute l'amitié & civilite possible, sans rien pretendre les uns des autres. *Fait en l'annee 1139. l'onzieme jour de la Lune de Muharan, qui est le 8. Septembre 1726.*

II. Nous sommes convenus, en vertu de la presente Paix, & pour faciliter le debat des Marchandises qui seront aporrees par les Vaisseaux de Leurs Hautes Puissances, ou de leurs Sujets, tant a Alger que dans les autres Ports dudit Royaume, pour y être exposees en vente, d'en reduire le Droit d'Entrée à 5 pour cent, au lieu de 10. qu'elles avoient payé ci-devant, suivant l'ancien usage; & l'on ne pourra rien exiger de celles, qui, n'ayant pû être vendues, seront rembarquées a bord desdits Vaisseaux, lesquels auront la liberte de remettre à la voile quand ils voudront, sans qu'on puisse y apporter aucun retardement ou empêchement. Quant aux Marchandises de Contrebande, comme Munition de Guerre, Poudre, Plomb, Fer, Soufre, Planches, & autres sortes de Bois de Charpente pour la construction des Vaisseaux, Poix, Goudron, & autres choses propres a la Guerre; les Habitans deldits Pais-Bas ne seront pas tenus d'en payer aucun Droit à ceux d'Alger. *Fait en l'annee 1139. l'onzieme jour de la Lune de Muharan, qui est le 8. Septembre 1726.*

III. Lorsque les Vaisseaux de Guerre ou Marchands de Leurs Hautes Puissances, & ceux d'Alger, se rencontreront en Mer, bien loin de se causer aucun trouble, ils devront se separer les uns des autres avec toutes les marques de civilité & d'honneur. Ceux qui seront a leur bord, de quelque Nation que ce soit, ne pourront être molestez tant en leurs Personnes qu'en leurs Effets; & en quelque Lieu qu'ils veuillent aller, il ne sera point permis de les retenir, ni de retarder leur voyage; bien moins de se causer aucun dommage de part ni d'autre, sous quelque pretexte que ce puisse être. *Fait en l'an 1139. l'onzieme jour de la Lune de Muharan, qui est le 8. Septembre 1726.*

IV. Quand les Capres d'Alger rencontreront quelque Vaisseau de Leurs Hautes Puissances, soit petit ou grand, commandé par des Sujets de Leurs Hautes Puissances, ils ne pourront l'aborder qu'avec une Chaloupe, dans laquelle, outre les Rameurs, il ne devra y avoir tout au plus que deux Personnes; & étant arrivez audit Vaisseau, il ne pourra y monter que deux Hommes sans la permission du Capitaine, lequel ayant produit son Passeport, la Chaloupe devra se retirer d'abord, sans que le Vaisseau puisse être retenu ni détourné de poursuivre son voyage. Et, lorsque les Vaisseaux de Guerre de Leurs Hautes Puissances rencontreront quelque Vaisseau Algerien, soit de Guerre ou Marchand, muni d'un Passeport du Dey d'Alger, ou du Consul Hollandois qui y réside, on ne pourra toucher ledit Vaisseau en aucune maniere, mais il continuera son voyage en toute sûreté. *Fait en l'annee 1139. l'onzieme jour de la Lune de Muharan, qui est le 8. Septembre 1726.*

V. Les Capitaines ou Commandeurs d'Alger ne pourront rien exiger, ni enlever des Vaisseaux Hollandois; & quand même il s'y trouvera quelqu'un

d'une autre Nation, il ne leur sera pas permis de le molester en aucune manière. *Fait en l'Année 1139. l'onzième jour de la Lune Muharan, qui est le 8. Septembre 1726.*

VI. Les Vaisseaux de Leurs Hautes Puissances venant à souffrir quelque dommage sur les Côtes d'Alger ou de quelque autre Place de ce Royaume, on ne pourra rien entreprendre contre leurs Personnes ni Effets, & en pareil cas, on ne pourra non plus exiger d'eux aucuns Droits, ni faire Esclaves les Personnes: au contraire, les Sujets du Royaume d'Alger devront leur procurer tout le secours possible, pour sauver leurs Personnes & leurs Effets. *Fait en l'Année 1139. l'onzième jour de la Lune de Muharan, qui est le 8. Septembre 1726.*

VII. Le Dey d'Alger ne permettra à aucun Vaisseau, grand ou petit, d'aller à Salé ou quelques autres Places qui seront en Guerre avec Leurs Hautes Puissances. *Fait en l'Année 1139. l'onzième jour de la Lune de Muharan, qui est le 8. Septembre 1726.*

VIII. Aucun Vaisseau d'Alger, grand ou petit, ne pourra prendre son cours à la vûe de quelques Places, Forts, ou Havres de la Domination de Leurs Hautes Puissances, d'autant que cela pourroit donner lieu à des brouilleries, au prejudice de la Paix. *Fait en l'Année 1139. l'onzième jour de la Lune de Muharan, qui est le 8. Septembre 1726.*

IX. Il ne sera point permis à ceux de Tunis, de Tripoli, de Salé, ou autres Ennemis, de venir vendre à Alger aucuns Vaisseaux, Personnes, ou Marchandises appartenant aux Sujets de Leurs Hautes Puissances. *Fait en l'Année 1139. l'onzième jour de la Lune de Muharan, qui est le 8. Septembre 1726.*

X. En cas que les Vaisseaux de Guerre de Leurs Hautes Puissances ancrent dans les Havres ou Dependances d'Alger, quelques Prises ou Marchandises d'icelles, on ne pourra y apporter aucun empêchement; mais, il leur sera libre de les vendre, ou de les garder, comme ils le trouveront à propos. Les susdits Vaisseaux ne payeront aucuns Droits ni Gabelles, & pourront acheter leurs Provisions au Marché, en les payant au prix convenu. *Fait en l'Année 1139. l'onzième jour de la Lune de Muharan, qui est le 8. Septembre 1727.*

XI. Lorsque les Vaisseaux de Guerre de Leurs Hautes Puissances viendront jeter l'Ancre à la Rade d'Alger, on leur fournira les Presens ou Rafrachissemens accoutumés; & si quelque Esclave se sauve à la nage à leur bord, ils seront tenus de le ramener à Alger, sans pouvoir s'en excuser, sous prétexte qu'ils ne l'ont pas vû, ou que l'Equipage l'auroit caché. *Fait en l'Année 1139. l'onzième jour de la Lune de Muharan, qui est le 8. Septembre 1726.*

XII. Les Marchands Hollandois, ou aucun des Sujets de Leurs Hautes Puissances, ne pourront être pris, vendus, ou faits Esclaves dans aucun endroit de la Domination d'Alger: Et, en vertu de la présente Paix, personne ne sera tenu d'acheter aucun Esclave contre son gré, quand même il seroit de sa Parenté; mais on pourra le faire librement, en payant la

Somm.

Somme dont on sera convenu, & aux termes stipulez. Les Patrons ne seront point non plus forcez à rendre la liberté à leurs Esclaves, à un certain prix, soit Esclaves du Bacha, du Baillick, ou des Galères; mais on en traitera à l'amiable & de la manière usitée par les autres Nations. *Fait en l'Année 1139. l'onzième jour de la Lune de Muharan, qui est le 8. Septembre 1726.*

XIII. Quelque Marchand ou Sujet de Leurs Hautes Puissances venant à deceder à Alger, ou dans quelque autre Place qui en depend, le Dey ni aucune autre Personne ne pourront mettre la main sur ses Effets. Si le Defunt a institué un Heritier ou Executeur, celui seul, en cas qu'il soit sur les Lieux, se chargera des Effets, en dressera un Inventaire exact, & en rendra compte à qui il apartiendra, sans que personne puisse y apporter aucun empêchement. mais, si quelqu'un desdits Sujets meurt subitement sans faire de Testament, & que le legitime Heritier n'y soit pas present, en ce cas, le Consul Hollandois se chargera de ses Effets sous un Inventaire exact, & les gardera jusqu'à ce qu'il ait reçu sur ce sujet les ordres du Pais du Defunt. *Fait en l'Année 1139. l'onzième jour de la Lune de Muharan, qui est le 8. Septembre 1726.*

XIV. On ne pourra contraindre les Marchands ou autres Sujets de Leurs Hautes Puissances, soit à Alger ou dans quelque autre endroit dudit Royaume, à acheter quelques Marchandises contre leur gré. On ne pourra non plus charger des Effets à bord de leurs Vaisseaux sans leur consentement, ni les obliger à entreprendre quelque voyage contre leur gré: Et en cas qu'un Sujet de Leurs Hautes Puissances ait contracté des Dettes qu'il ne seroit pas en état de payer, on ne pourra attaquer un autre à cette occasion, à moins qu'il ne se soit rendu sa Caution librement. *Fait en l'Année 1139. l'onzième jour de la Lune de Muharan, qui est le 8. Septembre 1726.*

XV. Si un Sujet de Leurs Hautes Puissances vient à avoir quelque dispute avec un Turc ou Maure, ou quelque autre Habitant de ce Pais-là, l'affaire sera portée devant le Dey & le Divan; & s'ils ont entr'eux quelque differend, l'affaire sera portée devant le Consul, qui en decidera. *Fait en l'Année 1139. l'onzième jour de la Lune de Muharan, qui est le 8. Septembre 1726.*

XVI. En cas qu'un des Sujets de Leurs Hautes Puissances ait querelle avec un Turc ou Maure, & que l'un vienne à blesser ou tuer l'autre, cette affaire sera poursuivie suivant les Loix du Pais, & l'on donnera la satisfaction accoutumée; mais, si un Sujet de Leurs Hautes Puissances trouve le moyen de se sauver après avoir tué un Turc ou Maure, en sorte qu'il ne puisse être arrêté, on ne pourra à cette occasion inquieter ni molester le Consul, ni aucun autre Sujet Hollandois. *Fait en l'Année 1139. l'onzième jour de la Lune de Muharan, qui est le 8. Septembre 1726.*

XVII. Pour affermir d'autant plus la Paix & l'Amitié que nous venons de retablir, nous sommes convenus qu'en cas qu'il survienne quelque incident de part ou d'autre, qui puisse causer des brouilleries, le Consul ni les autres Sujets de Leurs Hautes Puissances qui se trouveront alors à Alger ou

dans quelques autres Places dudit Royaume, soit en tems de Paix ou de Guerre, ne pourront être arrêtés, & il leur sera libre de s'embarquer sous quel Pavillon qu'ils voudront, sans qu'on puisse les en empêcher, ou retenir en chemin, tant leurs Personnes, que leurs Effets & leurs Domestiques.

Item, le Consul pourra tenir en sa Maison un Predicateur, pour y faire l'exercice de la Religion Chrétienne Reformée; & les Esclaves, qui voudront assister à ce Service Divin, ne pourront en être détournés aux jours destinés pour cet effet, ni par leurs Patrons en cas qu'ils appartiennent à des Particuliers, ni par le Gardien Bacha. *Fait en l'Année 1139. l'onzième jour de la Lune de Muharan, qui est le 8. Septembre 1726.*

XVIII. Le Consul, qui se trouvera ici actuellement ou dans la suite, quel qu'il puisse être, y sera en toute sûreté & liberté, & personne ne pourra l'inquiéter ni molester, soit en sa Personne ou en ses Effets. Il lui sera libre de faire le choix de son Truchement & Courtier; &, lorsqu'il voudra s'embarquer pour se retirer, ou aller à la Campagne pour y vivre en retraite & tranquillement, personne ne pourra y apporter aucun empêchement, & il lui sera permis d'exercer publiquement dans sa Maison la Religion Chrétienne Reformée. *Fait en l'Année 1139. l'onzième jour de la Lune de Muharan, qui est le 8. Septembre 1726.*

XIX. Un Sujet de Leurs Hautes Puissances allant ou venant d'une Place à l'autre, qui sera rencontré par un Vaisseau d'Alger, petit ou grand, ne pourra être molesté, soit en sa Personne, son Argent, ses Effets, ou ses Domestiques. Pareillement, si un Algerien se trouve embarqué sur un Vaisseau de quelqu'un qui soit en Guerre avec Leurs Hautes Puissances, on ne pourra non plus le molester, ni en sa Personne, son Argent, ses Effets, ni ses Domestiques. *Fait en l'Année 1139. l'onzième jour de la Lune de Muharan, qui est le 8. Septembre 1726.*

XX. Dès qu'un Amiral de Leurs Hautes Puissances, venant à la Rade d'Alger, y aura jeté l'Ancre & en aura donné avis au Consul, le Dey le fera saluer par 21. coups de Canon de la Ville & des Châteaux, à quoi l'Amiral répondra par un pareil nombre de coups. *Fait en l'Année 1139. l'onzième jour de la Lune de Muharan, qui est le 8. Septembre 1726.*

XXI. La présente Paix étant scellée & confirmée, avec le consentement du grand & puissant Abdy Bacha, on ne fera aucune mention ni perquisition de tout ce qui s'est passé durant la Guerre: Et la présente Paix sera perpétuelle, & sincère.

En cas que l'on fasse quelque Prise sur quelque'une des parties Contractantes, avant qu'on ait été informé de la conclusion de cette Paix, on sera obligé de restituer ladite prise ou la valeur. *Fait en l'Année 1139. l'onzième jour de la Lune de Muharan, qui est le 8. Septembre 1726.*

XXII. Si l'on se passe à l'avenir quelque chose contre cette Paix, de quelque côté que cela puisse venir, on ne pourra à cette occasion se faire la Guerre; mais, celui qui sera lezé exigera réparation du tort qui lui aura été fait, & le Coupable sera puni comme Perturbateur du Repos public. Item, les
passé-

Passeports seront renouvellez tous les 3. ans. *Fait en l'Année 1139. l'onzième jour de la Lune de Muharan, qui est le 8. Septembre 1726.*

XXIII. Les Prises que les Marchands Hollais de s'acheteront à Alger, ou en Mer, de quelque Corsaire Algerien, pour être envoyées en Hollande, devront seulement être munies d'une Déclaration du Capitaine Algerien qui en aura fait la capture, moyennant quoi, lesdites Prises étant rencontrées par quelques autres Armateurs Algeriens avant leur arrivée dans les Ports où les Acheteurs veulent les conduire, ne pourront être molestées par ceux-ci, qui, sur ladite Déclaration, les laisseront passer librement. *Fait en l'Année 1139. l'onzième jour de la Lune de Muharan, qui est le 8. Septembre 1726.*

XXIV. Conclusion. Loué soit la Majesté de Dieu tres-haut, par la bonté duquel notre Paix est renouvelée & scellée, le 8. Septembre 1726 de l'Ere de Jesus-Christ, & de l'Egire du Prophete 1139. l'onzième jour de la Lune de Muharan.

Etoit signé,

(L.S.) USAIN ISOUFF, *Aga, Général des Janissaires du plus Occidental Royaume d'Alger.*

(L.S.) FRANÇOIS VAN AERSEN
DE SOMMERSDYCK.

(L.S.) ANDY BEN MAHOMET, *Bacha, Ministre du Gouvernement du plus Occidental Royaume d'Alger.*

Additions au précédent Traité, accordées à Alger, en
1731 Ibidem.

1., Il a été convenu, que les Vaisseaux Hollandois qui navigent aux Indes, devront être munis des Passeports Turcs, afin de prévenir les disputes qui en pourroient autrement résulter; que ces Passeports seront différens de ceux qu'on donne aux autres Vaisseaux Marchands; qu'ils ne seront point sujets à aucun changement, mais permanens; & que pour pouvoir les distinguer des autres Passeports, on mettra le grand Sceau des Etats Generaux, non seulement sur les Minutes qui resteront à Alger, mais aussi sur les Passeports que L. H. P. leur donneront, afin qu'après la confrontation desdits Sceaux, les Armateurs d'Alger les laissent passer & repasser librement, sous peine, en cas de contravention, d'être punis severement, pour servir d'exemple aux autres.

2., Qu'afin qu'un chacun puisse connoître les Passeports des Vaisseaux qui

navigent aux Indes, les Etats Generaux ont donné ordre à leur Consul à Alger, qu'on écrive ces mots sur les Minutes: „Tous les Vaisseaux, qui ont sur leur Passeport le Sceau ci-dessus, sont des Vaisseaux des Indes-Orientales, appartenant aux Etats Generaux; &c, quoique les Minutes ne soient pas conformes aux Passeports, les Passeports sont néanmoins bons.

3., Il a été convenu, que comme les Vaisseaux qui sont aux Indes ne peuvent, à cause du grand éloignement, être pourvus de nouveaux Passeports, ils pourront revenir librement avec leurs vieux Passeports pendant 3. ans consécutifs qui finiront l'an 1147. de l'Egire le dernier jour du mois de Muharan, ce qui, selon le Stile des Chrétiens, est le dernier Decembre 1714. Pendant ce tems-là, le Sceau qui est à Alger servira pour les Vaisseaux qui reviennent des Indes, &c sera donné pour cet effet aux Armateurs.

4., Il a encore été convenu, que les Passeports des Vaisseaux Marchands ne seront sujets à aucun changement, à moins que les Etats Generaux ne le trouvent à propos. Cependant, s'ils arrivoit que quelques-uns de ces Passeports vinssent à tomber entre les mains des Etrangers qui sont en Guerre avec la Regence d'Alger, les Etats Generaux, pour prevenir toute dispute, consentiront, que ladite Regence, après qu'elle aura fait à ce sujet les Représentations convenables, change icidits Passeports.

5., Il a été accordé, en cas de changement de Passeport, que les vieux seront bons pendant une année, laquelle ne commencera que du jour auquel le Consul de l'Etat distribuera aux Armateurs la premiere Minute; mais, les Vaisseaux, qui partiront de Hollande, seront pourvus de nouveaux Passeports, &c afin de prevenir toute dispute, le jour auquel le Consul delivra ladite premiere Minute, il prendra un Certificat du Dey touchant le tems limité.

6., Il a encore été convenu, qu'au cas qu'après l'écheance de l'année stipulée, les Armateurs rencontrent en Mer quelques Vaisseaux appartenant aux Sujets des Etats Generaux, pourvus des vieux Passeports, (sauf néanmoins les Vaisseaux qui navigent aux Indes, lesquels sont bien expressement ici exclus, &c ne doivent être compris dans cet Article) ils pourront les amener librement, mais seulement dans le Port d'Alger; &c après que le Dey & le Consul auront dûment examiné un tel Vaisseau, & trouvé le rapport des Armateurs conforme à la vérité, sa Charge sera déclarée de bonne prise, on paiera le Fret au Maître du Vaisseau selon la teneur des Connoissemens, on laissera ensuite retourner le Vaisseau avec l'équipage sans lui rien enlever, &c l'on donnera au Maître du Vaisseau un Certificat, afin qu'à son retour il ne soit point molesté par d'autres Armateurs, qui le laisseront librement passer.

[Y Y Y .]

1725. *TRAITE' de Navigation entre l'Empereur & la Regence de Tunis, conclu à Tunis en 1725. tiré du Mercure Historique.*

I. IL a été conclu, & arrêté, que toutes les Courses & Actes d'hostilité cesseront, tant par Mer, que par Terre, entre les Vaisseaux & Sujets de Sa M. I. & Cathol., & les Vaisseaux & Sujets de la Ville, & Royaume de Tunis, à commencer du jour dix-huitieme du present Mois de Septembre 1725. ensuite de la parole irrevocable de suspension d'Armes solennellement donnée par Son Excellence le Seigneur Berg en presence de tous les Ministres, & des Seigneurs Commissaires Mediateurs de la Porte, & en même tems acceptée & agréée au nom de Sa Sacrée Majesté Imperiale & Catholique par les soussignez Commissaires, & en cas de Contravention, restitution sera faite de ce qui aura été pris, soit Vaisseau, Esclaves, & tout autre chose *cum omni causa*, & les dommages reparez sans aucune reserve.

II. Il y aura à l'avenir entre l'Empereur des Romains, & les Pascha, Bey, Dey, & Divan, & la Milice de la Ville & Royaume de Tunis, & leurs Sujets, une seureté reciproque & durable de Pavillon, & libre Navigation dans tous les Ports, Mers, & Rivières, abstractivement de tout Commerce, & sans qu'il soit permis d'entrer dans les Ports de leurs dependances respectives, Et sous le nom des Sujets de S. M. I. & Catholique sont compris les Allemands, les Habitans des Pais-Bas Autrichiens à l'Océan, Siciliens, Napolitains, Calabrous, & leurs dependances, & ceux de Fiume & de Trieste situez dedans la Mer Adriatique, & tous autres de quelque Nation, & Religion, qu'ils soient. Mais, si quelques Vaisseaux étoient forcés par le mauvais tems, ou Ennemis, & que ce fût par une necessité absolue, dans ce cas seulement, ils seront reçûs dans les Rades, & Ports respectifs & defendus, & proteges par les Châteaux, & Forteresses, & les Commandants deldits Châteaux pourront retenir, & arrêter 24 heures les Vaisseaux de Guerre, qui y auront relâché, jusques à ce que les Vaisseaux de leurs Ennemis seront éloignés dans la Mer, ou rentrés en toute seureté dans les Ports.

III. Les Vaisseaux de part & d'autre, qui auront été dans la necessité de se sauver dans les Rades, & Ports des deux Puissances, comme il est expliqué dans l'Article precedent, le Commandant tâchera de les defendre, mais s'ils y sont pris, ou enlevés par Stratagème de son Ennemi, les Souverains de deux Parties n'en seront pas responsables.

IV. Les Vaisseaux de Guerre armés à Tunis, & dans les autres Ports du Royaume, rencontrant en Mer les Vaisseaux & Bâtimens navigant sous le Pavil-

Pavillon, & Passeport de S. M. I. & Catholique conforme à la Copie, qui sera transcrite à la fin du présent Traité, les laisseront en toute liberté continuer leur voyage sans les arrêter, ni donner aucun empêchement, ainsi leur donneront tous les Secours, dont ils pourront avoir besoin, observant d'envoyer seulement deux Personnes dans la Chaloupe, outre le nombre nécessaire pour la conduire, & de donner ordre qu'il n'entre autre, que ledites deux Personnes dans ledit Vaisseau, sans la permission expresse du Commandant, & réciproquement les Impériaux en useront à l'égard des Vaisseaux appartenant aux Armateurs particuliers de ladite Ville, & Royaume de Tunis, qui seront Porteurs des Certificats du Consul Impérial établi à ladite Ville, duquel Certificat la Copie sera pareillement jointe à la fin du présent Traité, & il ne sera pas permis de donner des Passeports à d'autres, qu'aux Sujets de S. M. I. & seulement.

V. Tous les Sujets Impériaux pris par les Ennemis de l'Empereur des Romains, qui seront conduits à Tunis, & autres Ports du Royaume seront mis aussi tôt en liberté, sans pouvoir être retenus Esclaves, même en cas, que les Vaisseaux d'Alger & autres, qui pourront être en Guerre avec l'Empereur des Romains missent à Terre des Esclaves Impériaux.

VI. Les Etrangers Passagers trouvés sur les Vaisseaux de Sa Majesté, ni pareillement les Sujets de Sa dite Majesté pris sur les Vaisseaux étrangers, ne pourront être faits Esclaves sous quelque prétexte, que ce puisse être, quand même les Vaisseaux, sur lesquels ils auroient été pris se seroient défendus, ni moins leurs effets, & Marchandises retenues, & la même chose se pratiquera à l'avantage des Habitans dudit Royaume de Tunis.

VII. Il ne sera donné aucun Secours, ni protection, aux Vaisseaux Ennemis de S. M. I. & Catholique, ni à ceux, qui auront armé sous leur Commission, & seront ledits Païcha, Bey, Deu, & Divan défense à tous leurs Sujets d'armer sous commission d'aucun Prince, ou Etat Ennemi de la Couronne Impériale, comme aussi empêcheront, que ceux, contre lesquels ledit Empereur est, ou sera en guerre, puissent armer dans leurs Ports pour courir sur ses Sujets, & il ne sera permis non plus aux Ennemis de Tunis d'armer dans les Ports de Sa Majesté.

VIII. Pourra être établi de la part de Sa Majesté Impériale, & Catholique un Consul dans le Royaume de Tunis, pour distribuer les Certificats prodits, & juger les différends entre les Sujets de Sa Majesté, sans que, les Juges du lieu s'en puissent mêler, & veiller généralement à toute affaire de sa charge, & jouira des mêmes Honneurs, Franchises, Libertés, & Exemptions, dont jouissent tous les Consuls des autres Nations, nulles de réserves, & aura la préséance sur eux, comme il se pratique à la Porte.

IX. S'il arrive quelque différent entre un Sujet de Sa Majesté & un Turc, ou Maure, il ne pourra être jugé par les Juges ordinaires, mais bien par le Conseil desdits Païcha, Bey, Deu, Divan, ou par les Commandans dans les Ports où les différends arriveront.

X. Tous les Sujets de Sa Majesté, qui auront frappé un Turc, ou Maure, ne pourront être punis, qu'après avoir fait appeler le Consul pour des-

dire

dre la cause dedit Sujets; &, en cas qu'ils se sauvent, ledit Consul n'en pourra être responsable.

XI. S'il arrive quelque Contravention au présent Traité, il ne sera fait aucun Acte d'hostilité, qu'après un demi formel de Justice.

XII. Si quelques Vaisseaux des deux Parties Contractantes se font du tort les uns aux autres dans la Mer, les Contraventeurs seront très-sévèrement punis, & les Armateurs responsables.

XIII. Si le présent Traité venoit à être rompu, il sera permis au Consul Imperial, & à tous ceux, qui sont de sa suite, de se retirer dans leur País, & il ne pourra leur être fait aucune insulte, ni empêchement, pendant le terme de trois Mois.

Finalement, ce Traité contenant treize Articles sera ratifié par Sa Sacrée Majesté l'Empereur des Romains, dans cinq Mois, & signé ce jourd'hui par le Pascha, Bey, Deis, & Aga de la Milice de la Ville, & Roiaume de Tunis d'une part; Et par les Commissaires Plenipotentiaires de S. M. I. & Catholique ensuite de leur Plein-pouvoir de l'autre part, & sera confirmé par les Commissaires Mediateurs de la Porte. Et, afin qu'on ne pre-texte aucune cause d'ignorance, ce présent Traité sera publié & affiché, par-tout, où il se conviendra pour être inviolablement observé par leurs Sujets.

Ainsi fait, conclu, & arrêté par Nous en double, l'un en Langue Francoise, & l'autre en Langue Turque, pour pouvoir être échangé, & souscrit de nos Noms, & y fait apposer le Cachet de nos Armes. A Tunis le 23. de Septembre 1725.

(L.S.) JEAN DE SCHONAMILLE, Escuier.

(L.S.) NICOLAS DE THEYLS.

[ZZZ.]

1726.

TRAITE' de Navigation entre l'Empereur & la Re-gence de Tripoli en Barbarie, conclu en 1726. ti-ré du Mercure Historique.

I. **O**N est convenu que de ce jour il y aura Paix entre l'Empereur & ses Sujets, & le Roiaume de Tripoli de Barbarie & ses Sujets, tant par Mer que par Terre; que toutes hostilités cesseront de part & d'autre, & que s'il arrive que d'oresnavant quelques Vaisseaux, Personnes, ou Effets sont pris, les Personnes seront mises en liberté, & leurs Effets & Vaisseaux leur seront rendus.

II. Il y aura d'oresnavant une entière liberté & sûreté de Navigation tant

TOME III.

Aaaa

par

par Mer que sur les Rivières, & de Commerce par Terre, & quant au Mergoce (à l'exception de celui qui sera défendu) il sera libre à tous les Sujets de l'Empereur, non seulement les Allemands, mais aussi ceux des Pais-Bas, de Naples, Sicile, Calabre, Fiume, Trieste, & autres Pais contigus à la Mer Adriatique, & à tous ceux d'autres Provinces & Terres dépendantes de l'Empereur & de la Maison d'Autriche.

III. Si quelque Vaisseau de part ou d'autre étoit enlevé dans les Ports respectifs par quelque adresse de l'Ennemi, on ne sera pas obligé à indemnisation, pourvu qu'il n'y ait pas de la faute du Commandant de la Place.

IV. Lorsque les Croiseurs Tripolitains rencontreront quelque Vaisseau ou Bâtiment des Sujets de l'Empereur pourvu de Passeports en forme, & avec le Pavillon, ils ne l'inquiéteront pas; bien loin de-là, en étant requis, ils lui donneront toute assistance, & le laisseront passer librement, sans y mettre dessus plus de Monde que le Capitaine ne voudra; les Vaisseaux de Guerre Impériaux observeront la même chose à l'égard des Bâtiments Tripolitains.

V. S'il arrivoit que les Algériens conduisissent quelque Vaisseau des Sujets de l'Empereur à Tripoli, ou dans sa dépendance, il sera d'abord mis en liberté.

VI. Si les Tripolitains prennent quelque Bâtiment où il se trouvoit des Sujets de l'Empereur qui seroient des Passagers, ils ne seront pas faits Esclaves, quoique pris les armes à la main, mais ils seront mis en liberté, & on leur rendra leurs Effets; la même chose sera observée à l'égard des Passagers Tripolitains que les Impériaux prendroient dans des Bâtiments Ennemis. De plus, tous Etrangers qui se trouveront sous son Pavillon seront tenus pour ses Sujets.

VII. Il ne sera permis en aucune manière, bien loin de-là, il sera défendu expressément, à tous Gouverneurs & Officiers, tant de l'Empereur que du Royaume de Tripoli, de permettre aux Ennemis de part & d'autre de bâtir des Vaisseaux dans leurs Ports, ou de les y armer en Guerre. Ce qu'on ne pourra faire aussi pour les Ennemis respectifs quels qu'ils soient.

VIII. Sa Majesté Impériale établira un Consul à Tripoli, qui aura la préférence sur tous les autres Consuls, & jouira de tous les Droits, Privilèges, & Franchises usitées: il aura pouvoir de donner des Passeports, & de juger de tous les différends qui surviendront entre les Sujets de l'Empereur sans qu'aucun autre Juge puisse s'en mêler.

IX. Quant aux Procès qui pourroient survenir à Tripoli entre les Sujets de ce Royaume & ceux de l'Empereur, Son Excellence le Bey, Bacha, & le Dey en seront les juges, & quant à ceux qui surviendront hors de Tripoli, ils seront jugés par les Gouverneurs du lieu même.

X. S'il arrivoit qu'un Sujet de l'Empereur battit un Mahometan, il ne sera ni jugé ni puni qu'en présence du Consul après que le crime aura été avéré; mais si le coupable se sauve, le Consul ne sera pas tenu d'en répondre.

XI. Cette

XI. Cette Paix ne sera point rompue pour quelque infraction ou contravention qui pourroit être commise, mais toute violence & vexation de part & d'autre clairement prouvée sera punie sur celui qui l'aura commise.

XII. Si quelques Bâtimens de part & d'autre venoient à se maltraiter & à se causer quelque dommage, le coupable sera severement puni, ce qui auroit été pris, sera restitué, & le Capitaine cassé.

XIII. Si par malheur cette Paix est rompue, il sera accordé un terme de trois Mois au Consul & à ses Gens pour se retirer, sans leur causer le moindre dommage.

[A A A A.]

1727. *TRAITE' entre l'Empereur & la Regence d'Alger, conclu à Constantinople, en 1727. tiré du Mercure Historique.*

L'An mille cent trente-neuf du Mois Lunaire appelé Reggeb, le cinquieme, c'est-à-dire, le 16. de Fevrier de l'An du Seigneur mille sept cent vingt-sept, l'on est convenu, que, selon ce qui a été établi par ce Traité de Paix, toutes Pirateries & Hostilitez par Mer & par Terre cesseront entre les Sujets & Vaisseaux du Senat d'Alger, & si depuis le susdit jour auroit été causé quelque dommage par l'une des Parties à l'autre, qu'il sera totalement réparé, & que les Vaisseaux pris & pillés, les Captifs, & toutes autres choses quelconques seront entierement restituées.

II. Que le repos & la tranquillité seront à l'avenir conservez entre tous les Ports soumis au Très-Puissant Empereur des Romains, & aussi les Pais-Bas situez à l'Océan, l'Isle de Sicile, Naples, la Calabre, & les Lieux qui en dependent, les Ports de Fiume & de Trieste dans la Mer Adriatique, & les autres Sujets de quelque Pais & de quelque Nation qu'ils soient, de même qu'entre les Sujets du Senat d'Alger & ses Habitans.

Que l'on observera pareillement toute sûreté entre les Vaisseaux & les Pavillons des deux Parties, en quelque endroit qu'ils se trouvent.

Qu'ils n'entreront point dans les Ports les uns des autres, & qu'ils n'y feront point de Commerce; mais, si la nécessité exigeoit que les Vaisseaux de l'une des Parties, à cause de la vehemence de la Tempête ou de la poursuite des Ennemis, dussent entrer dans les Ports de l'autre, qu'ils pourront y entrer; & quand ils seront arrivez sous le Canon, qu'ils y seront en sûreté & securité, & que les Gouverneurs des Ports ne permettront pas que les Pirates poursuivent les Vaisseaux Marchands, avant que vingt-quatre heures soient passées.

III. Si quelques Vaisseaux de l'une ou l'autre des Parties auroient par nécessité

cessité été contraints de se retirer dans quelques Ports, comme il a été dit en l'Article second, la Garnison des Ports tâchera de les défendre, & si, en semblable cas, ils fussent pris par les Ennemis, la restitution n'en pourra être demandée à aucune des Parties Contractantes.

IV. Les Vaisseaux Pirates armés dans les Provinces Algeriennes, sortant en Mer, & rencontrant des Vaisseaux portant Pavillon Allemand de quelque Pais qu'ils soient, munis de Passeports signés des Gouverneurs d'édits Pais, de façon cependant que les Cachets soient pareils aux Passeports, Cachets, & Pavillons, qui seront envoyés par le Consul à nommer dans ces contrées, ils les laisseront en toute liberté continuer leur voyage, sans les arrêter ni leur donner aucun empêchement, ainsi leur donneront tout le secours & les provisions dont ils pourront avoir besoin, observant d'envoyer seulement deux Hommes dans la Chaloupe, outre le nombre des Rameurs nécessaires pour la conduire, afin de reconnoître & visiter le Vaisseau, & examiner lesdits Passeports, & les ordres seront donnés à ce qu'il n'y ait que deux Hommes qui pourront sortir de la Chaloupe, & entrer dans le Vaisseau, à moins que le Commandant n'en donne la permission à plusieurs.

Les Vaisseaux des Capitaines prendront aussi des Passeports du Consul Résident à Alger, à la vue desquels on les laissera partir, & seront assurés que tout traitement favorable leur sera accordé. Ces Passeports ne se donneront point à des Etrangers.

V. Si quelques Vaisseaux, Ennemis des Allemands, menaient quelques Sujets d'Allemagne captifs aux Ports d'Alger, ils ne les mènent point à Terre, mais s'ils les débarquent, ils seront mis en liberté.

VI. Les Sujets Allemands Voyageurs qui seront trouvés sur un Vaisseau portant Pavillon étranger, de même que les Sujets Voyageurs d'une autre Nation trouvés sur un Vaisseau Allemand, quoiqu'il y eût Guerre entre eux, ne seront point fait Esclaves, & leurs Effets leur seront restitués: la même chose se pratiquera en pareil cas à l'égard des Algeriens.

VII. Il ne sera donné aucun secours ni protection aux Vaisseaux Ennemis, & qui sont en Guerre avec les Sujets d'Allemagne. On ne permettra pas, qu'à l'obligation de leurs Ennemis, l'on équipe contre eux, & les ordres seront envoyés aux Ports soumis au Senat d'Alger, à ce que les Ennemis des Allemands, quels qu'ils puissent être, n'équipent des Vaisseaux par le commandement ou sous le Pavillon des Gouverneurs des autres Provinces, pareillement, ceux qui sont en Guerre avec les Allemands, n'équiperont aucun Vaisseau dans les Ports Algeriens pour courir sur eux, & il ne sera permis aussi aux Ennemis des Algeriens d'équiper dans les Ports d'Allemagne pour agir contre eux.

VIII. Il sera nommé & établi, de la part de l'Empereur des Romains, un Consul auprès du Senat d'Alger, pour conduire les affaires, & donner les Passeports, lequel selon l'usage observé auprès de la respectable Porte, aura aussi auprès dudit Senat le premier rang parmi tous les autres Consuls, & s'il

sur-

surviennent quelque différent ou Procès entre les Sujets d'Allemagne, ledit Consul les décidera, sans que les Juges du lieu puissent s'en mêler, & jouira ledit Consul de toutes les Coutumes & Franchises dont jouissent les Consuls des autres Nations.

IX. S'il arrive quelque différend ou Procès entre un Allemand & un Musulman, le Très Honoré Gouverneur d'Alger & le Dey en décideront, & nul autre n'en prendra connoissance; mais que si tels différends ou Procès surviendroient en d'autres Contrées soumises à la Domination d'Alger, les Juges du lieu en décideront.

X. Si quelqu'un des Sujets Allemands auroit frappé un Musulman, & qu'il seroit pris, le Consul le prendra sous la protection; mais la faute étant reconnue, il en sera châtié en présence du Consul, comme il aura mérité; mais si le coupable d'un crime ne seroit pas pris & se seroit enfui, il ne pourra pas être repeté du Consul, & ne pourra lui être enjoin de produire le fugitif.

XI. S'il arrivoit quelque contravention à ce qui a été conclu par le présent Traité de Paix, & que la Partie lésée en auroit porté ses plaintes par devant les Juges pour que la Justice lui soit rendue, on n'usera d'aucune vengeance, avant que la plainte en soit manifestement prouvée, & la sûreté & la concorde entre les deux Parties ne sera point altérée.

XII. Si quelque Vaisseau d'une des Parties auroit causé quelque dommage en Mer à un Vaisseau de l'autre Partie, l'Agresseur, quel qu'il puisse être, en portera le châtiment dû, les Effets enlevés seront restitués, & l'Armateur en sera responsable.

XIII. Si cette Paix affermie entre l'Empereur des Romains & le Senat d'Alger venoit à être rompue, il sera permis au Consul Allemand, & à tous ceux qui lui sont soumis, de se retirer en leur Pais, & il ne pourra leur être fait aucune insulte; & leur sera accordé le terme de trois Mois pour leur retraite. Après donc que les Articles susdits conclus en vertu de mon Pleinpouvoir, par le consentement des deux Parties, & par la Médiation de la respectable Porte, entre le Sérénissime & Très-Puissant Empereur des Romains, & le Senat d'Alger en Afrique, auront été reçus & stipulés, il sera enjoin & ordonné aux Juges des deux Parties, à tous les Gouverneurs, & à tous ceux à qui il appartient, de se conformer aussi aux susdites Conditions & Articles, de ne rien entreprendre qui puisse être contraire au présent Traité, & de porter l'un à l'autre, sous quelque prétexte que ce puisse être, aucun empêchement, que conformément à l'Original des Articles stipulés, les deux Parties transmettent des Lettres de Ratification cent & cinquante jours après la Souscription & Signature des susdits Articles, & ensuite les Sujets des deux Parties jouiront de tout le repos & de toute la tranquillité possible.

Mais, afin que la Paix susmentionnée contenant treize Articles soit religieusement observée, le susdit Seigneur le Suprême Amiral de l'Empire Ottoman Mustapha Bassa, selon son Pleinpouvoir, aiant donné l'Ac-

ce authentique muni de la Sousscription & Signature Turque, j'ai mis de-
livré le present Acte signé de ma main, & ay apposé le Cachet de mes
Armes, en conformité de mon Pleinpouvoir de la part du Serenissime &
Très-Puissant Empereur des Romains, Fait à Constantinople le 15. du Mois
Lunaire appelé Reggeb, l'An de l'Hegire 1139., c'est-à-dire le 8. de Mars
1727.

(L.S.) JOSEPH DE DIRLINGER



APPEN-

APPENDIX

QUI CONTIENT

LES ANCIENS TRAITEZ ENCORE
EN VIGUEUR, ET QUELQUES
ACTES OU CONVENTIONS
PARTICULIERES.

XIC.

1111 1111
1111 1111
1111 1111

A P P E N D I X

QUI CONTIENT

LES ANCIENS TRAITEZ ENCORE EN
VIGUEUR, ET QUELQUES ACTES OU
CONVENTIONS PARTICULIERES.

[B B B B.]

1648.

*TRAITE' de Munster entre la Couronne d'Espagne
& la Republique des Provinces-Unies, conclu le
30. Janv. tiré du Recueil d'Aitzema.*



U nom & à la gloire de Dieu soit notoire à tous ; Qu'après le long cours des sanglantes guerres, qui ont affligé par tant d'années les Peuples, Sujets, Royaumes, & Pays de l'Obéissance des Seigneurs Roi des Espagnes & Etats Generaux des Provinces-Unies des Pais-Bas ; Eux Seigneurs Roi & Etats, touchés de compassion Chrétienne, & desirans mettre fin aux calamités publiques, & arrêter les deplorables suites, inconveniens, dommages, & dangers, que la continuation ulterieure desdites guerres des Pays-Bas pourroit tirer après soy, même par une extention en autres Etats, Pays, Terres & Mers plus reculées, & afin-d'en changer les sinistres effets en ceux très-agreables d'une-bonne & sincere pacification de part & d'autre, & aux doux fruiçts d'un entier & ferme repos, pour le soulagement desdits peuples & Etats de leur obeissance, & pour le retablissement des dommages passés, au bien commun, non seulement des Pais-Bas, mais de toute la Chrétienté, convians & prians les autres Princes & Potentats d'icelle de se laisser flechir, par la grace Divine à la même compassion, & aversion des malheurs, ruines, & desordres, que ce present fleau de la guerre a fait si longuement & durement ressentir. Pour parvenir à une si bonne fin, & à un but tant desirable, ont iceux Seigneurs Roi des Espagnes Don Philippe IV, & Etats

TOME III.

Bbb b

Gene-

Generaux desdites Provinces Unies du Pais-Bas, commis & député, c'est à sçavoir, ledit Seigneur Roi Don Gaspar de Braccamonte, & de Guzman, Comte de Pennaranda, Seigneur de Alca Seca, de la Frontera, Chevalier de l'Ordre de Alcantara, Administrateur perpetuel de la Commanderie de Daymiel de l'Ordre de Calatrava, Gentil homme de la Chambre de sa Majesté, de son Conseil & Chambre, Ambassadeur extraordinaire vers la Majesté Imperiale, & premier Plenipotentiaire pour le Traite de la Paix generale, & Messire Antoine Brun, Chevalier, Conseiller de sa Majesté Catholique en son Conseil d'Etat, & supreme pour les affaires des Pais Bas, & de Bourgogne, pres de sa personne, & son Plenipotentiaire aux Traitez de la Paix generale. Et lesdits Seigneurs Etats Generaux des Provinces Unies du Pais-Bas, le Sieur Bartolt de Gent, Sieur de Loemen & Meynswik, Seneschal & Dykgrave de Bommel, Ticker, & Bommeler werden, Depute de la Noblesse de Gueldre a l'Assemblée des seigneurs Etats Generaux, le Sieur Jean de Math nelli, Sieur de Mathenesse, Riviere, Opmeer, Soutveen, &c. Depute au Conseil ordinaire de Hollande & West-Frise & à l'Assemblée des Seigneurs Etats Generaux de la part des Nobles de ladite Province, Conseiller & Héraut de Schieland, Messire Adrian Paw, Chevalier, Sieur de Hermitede, Hoogerlimde, & premier President Conseiller & Maire des Comptes de Hollande & West-Frise, & de la part de ladite Province Depute a l'Assemblée des Seigneurs Etats Generaux, Messire Jean de Knuyt, Chevalier, Sieur du vieux & nouveau Volmar, premier & representant la Noblesse aux Etats & Conseil de la Comte de Zelande, & de l'Amirauté d'icelle, premier Conseiller de Son Altesse Monsieur le Prince d'Orange, Depute ordinaire a l'Assemblée des Seigneurs Etats Generaux, le Sieur G. Mart de Recue, Sieur de Nederhoff, Vredeland, Corneboef, Overmeer, H. Edwaert, &c. President a l'Assemblée des Nobles de la Province d'Utrecht, & Depute de leur part a l'Assemblée des Seigneurs Etats Generaux, le Sieur François de Donna, Sieur de Hinnema, Huisum, Depute a l'Assemblée des Seigneurs Etats Generaux, de la part de la Province de Fribz, le Sieur Guillaume Ripperda, Sieur de Hengelou, Bozbergen, Bobuloo, & Ruisenberg, Depute de la Noblesse de la Province d'Over Yssel a l'Assemblée des Seigneurs Etats Generaux, le Sieur Adrian Amand de Steedum, Sieur de Nittersum &c. Depute ordinaire de la Province & de la ville de Groningue & Onneland a l'Assemblée des Seigneurs Etats Generaux. Tous Ambassadeurs extraordinaires en Allemagne, & Plenipotentiaires desdits Seigneurs Etats Generaux, aux Traitez de la Paix generale. Tous garnis de pouvoirs suffisans qui leur ont inferé a la fin des presentes, lesquels, assemblez en la ville de Munster en Westphalie de commun concert destinee au Traic general de la Paix de la Chrétienté, en vertu de leursdits pouvoirs, pour & au nom desdits Seigneurs Roi & Etats ont fait, conclu, & accorde les Articles qui s'ensuivent.

I Premièrement, declare ledit Seigneur Roi & reconnoit que lesdits Seigneurs Etats Generaux des Pais-Bas Unis, & les Provinces d'iceux respecti-

vement

vement avec tous leurs Pais associés, Villes, & Terres y appartenant, soit libres & Souverains Etats, Provinces, & Pais, sur lesquels, ni sur leur Pais, Villes & Terres associées, comme dessus, ledit Seigneur Roi ne prétend rien, & que présentement ou ci-après pour soi-même, ses heirs & successeurs il ne prétendra jamais rien, & qu'en suite de ce il est content de traiter avec ledits Seigneurs Etats, comme il fait par le présent une Paix perpétuelle, aux conditions ci-après écrites & déclarées.

II A sçavoir, que ladite Paix sera bonne, ferme, fidele, & inviolable, & qu'en suite cesseront & seront delaissez tous actes d'hostilité, de quelque façon qu'ils soient, entre ledits Seigneurs Roi & Etats Generaux, tant par Mer, autres eaux que par Terre, en tous leurs Royaume, Pais, Terres, & Seigneuries, & pour tous leurs sujets & habitants de quelque qualité ou condition qu'ils soient, sans exception de lieux ni de personnes.

III Chacun demeurera saisi & jouira effectivement des Pais, Villes, Places, Terres, & Seigneuries, qu'il tient & possède à présent, sans y estre trouble ni inquiete directement ni indirectement, de quelque façon que ce soit, en quoi on entend comprendre les Bourgs, Villages, Hameaux, & plat Pais, qui en dependent. Et ensuite toute la Meyerie de Boisledue, comme aussi toutes les Seigneuries, Villes, Châteaux, Bourgs, Villages, Hameaux, & plat Pais, dependans de la dite Ville & Meyerie de Boisledue, Ville & Marquisat de Bergen sur Zoom, Ville & Baronnie de Breda, Ville de Mallich de ressort d'icelle, comme aussi le Comté de Vroonhoff, la Ville de Grave & Pais de Kuyk. Hulst & Bailliage de Hulst & Hulster Ambacht, & aussi Axle Ambacht, assis aux côtés Meridional & Septentrional de la Gueldre, comme aussi les Forts que ledits Seigneurs Etats possèdent présentement aux Pais de Wacs, & toutes autres Villes & Places, que ledits Seigneurs Etats tiennent en Brabant, Flandres, & ailleurs, demeureront auxdits Seigneurs Etats en tous & mêmes droits & parties de Souveraineté & Supériorité, sans rien excepter, & tout ainsi qu'ils tiennent les Provinces des Pais-Bas Unis. Bien entendu, que tout le reste dudit Pais de Wacs, exceptant ledits Forts, demeurera audit Seigneur Roi d'Espagne. Touchant les trois quartiers d'outre Meuse, sçavoir Fauquemont, Dalem, & Roledue, ils demeureront en l'estat auquel ils se trouvent à présent, Et, en cas de dispute & controverse, elle sera renvoyée à la Chambre mi-partie, de laquelle il sera parlé ci-après, pour y être décidée.

IV Les sujets & habitants des Pais desdits Seigneurs Roi & Etats auront toute bonne correspondance & amitié par ensemble, sans le ressentir des offenses & dommages qu'ils ont reçus par le passé, pourront aussi frequenter & séjourner es Pais l'un de l'autre, & y exercer leur trafic & commerce en toute sécurité, tant par Mer, autres eaux, que par Terre.

V. La navigation & trafic des Indes Orientales & Occidentales sera maintenue, selon & en conformité des Océans sur ce donnés, ou à donner ci-après, pour sécurité de quoi servira le présent Traité & la Ratification d'icelui, qui de part & d'autre en sera procurée & seront compris sous ledit Traité tous Potentats, Nations & Peuples, avec lesquels ledits Seigneurs

Etats, ou ceux de la Société des Indes Orientales & Occidentales en leur nom, entre les limites de leurdits Oñtrois sont en Amisté & Alliance, Et un chacun sçavoir, les suddits Seigneurs Roi & Etats respectivement demeureront en possession & jouiront de telles Seigneuries, Villes, Châteaux, Portareffes, Commerce, & Pais es Indes Orientales & Occidentales, comme aussi au Bresil & sur les Côtes d'Afrique, & Amerique respectivement, que lesdits Seigneurs Roi & Etats respectivement tiennent & possèdent, en ce compris spécialement les lieux & places que les Portugais depuis l'an mil six cent quarante & un, ont pris & occupé sur lesdits Seigneurs Etats, compris aussi les lieux & places qu'iceux Seigneurs Etats ci-apres sans intrusion du présent Traité tiendront à conquérir & posséder, Et les Directeurs de la Société des Indes tant Orientales que Occidentales des Provinces-Unies, comme aussi les Ministres, Officiers hauts & bas, Soldats & Matelots, étant au service actuel de l'une ou de l'autre desdites Compagnies, ou ayant été à leur service, comme aussi ceux qui hors leur service respectivement, tant en ce Pais qu'au district desdites deux Compagnies continuent encore, ou pourront ci-apres être employés, seront & demeureront libres & sans être molestés en tous les Pais étant sous l'Obéissance dudit Seigneur Roi en l'Europe, pourront voyager, trafiquer, & frequenter, comme tous autres habitants des Pais desdits Seigneurs Etats. En outre a été conditionné & stipulé, que les Espagnols reprendront leur navigation en telle maniere qu'ils la tiennent pour le present es Indes Orientales, sans se pouvoir étendre plus avant, comme aussi les habitants de ce Pais-Bas s'abstiendront de la frequenter des places que les Castillans ont es Indes Orientales.

VI Et quant aux Indes Occidentales, les sujets & habitants des Roiaumes, Provinces, & Terres desdits Seigneurs Roi & Etats respectivement s'abstiendront de naviger & trafiquer en tous les havres, lieux, & places circonvoisins de Forts, Loges, ou Châteaux, & toutes autres possédées par l'une ou l'autre partie sçavoir, que les sujets dudit Seigneur Roi ne navigeront & trafiqueront en celles tenues par lesdits Seigneurs Etats, ni les sujets desdits Seigneurs Etats en celles tenues par ledit Seigneur Roi, & entre les places tenues par lesdits Seigneurs Etats seront comprises les places que les Portugais, depuis l'an mil six cent quarante & un, ont occupé dans le Bresil sur lesdits Seigneurs Etats, comme aussi toutes autres places qu'ils possèdent à present tandis qu'elles demeureront auxdits Portugais, sans que le precedent Article puisse déroger au contenu du present.

VII Et pour ce qu'il est besoin d'un assez longtems pour avertir ceux qui sont hors desdites limites avec forces & navires à se desister de tous actes d'hostilité, a été accordé, qu'entre les limites de l'Oñtrois ci-devant donné à la Société des Indes Orientales du Pais-Bas, ou à donner par continuation, la Paix ne commencera plutôt qu'un an apres la date de la conclusion du present Traité, Et quant aux limites de l'Oñtrois ci-devant donné par les Etats Generaux, ou à donner par continuation à la Société des Indes Occidentales, qu'auxdits lieux la Paix ne commencera pas plutôt que six mois après la date que dessus. Bien entendu que si l'avis de ladite paix soit de la part du public,

public, de part & d'autre parvenu plûrôt entre lesdits limites respectivement, que dès l'heure de l'avis l'hostilité cessera auxdits lieux, mais si après le terme d'un an & de six mois respectivement dans les limites des Offres susdits se fait aucun acte d'hostilité, les dommages en seront réparés sans délai.

VIII. Les Sujets & habitants des pays desdits Seigneurs Roi & Etats faisant trafic aux pays l'un de l'autre ne seront tenus de payer plus grands droits & impositions, que les propres Sujets respectivement, de manière que les habitants & Sujets des Pays-Bas Unis seront & demeureront exempts de certains vingt pour cent, ou de telle moindre, plus haute, ou quelque autre imposition, que ledit Seigneur Roi durant la Trêve de douze ans a levée, ou ci-après directement ou indirectement voudrait lever sur les habitants & Sujets des Pays-Bas Unis, ou mettre à leur charge par dessus & plus haut qu'il ne ferait sur ses propres Sujets.

IX. Lesdits Seigneurs Roi & Etats ne leveront hors leurs limites respectivement aucunes impositions ou gabelles pour l'entrée, sortie, ou pour autres charges sur les denrées, passans, soit par eau. soit par terre.

X. Les Sujets desdits Seigneurs Roi & Etats jouiront respectivement aux pays l'un de l'autre de l'ancienne franchise des peages de laquelle ils auront été en possession paisible avant le commencement de la guerre.

XI. La fréquentation, conservation, & commerce entre les Sujets respectivement ne pourra être empêché, & si aucun empêchement survient, ils seront rééllemens & de fait levés.

XII. Et depuis le jour de la conclusion & ratification de cette Paix, fera le Roi cesser sur le Rhin & la Meuse la levée de tous peages qui avant la guerre ont été sous le ressort & district des Provinces-Unies, notamment aussi le peage de Zelande, de façon que ceui peage ne sera levé de la part de sadite Majesté dans la Ville d'Anvers, ni ailleurs, bien entendu, & à condition que depuis le jour susdit les Etats de Zelande réciproquement prendront à leur charge & paieront tout premierement depuis ce même jour les rentes annuelles qui avant l'an mil cinq cent septante deux ont été hypothéquées sur ledit peage, & desquelles les propriétaires & tireurs de rente ont été en possession & recette avant le commencement de ladite guerre, ce que feront semblablement les propriétaires des susdits autres peages.

XIII. Le Sel blanc bouilli venant des Provinces-Unies en celles de sadite Majesté, y sera reçu & admis sans y être chargé de plus hautes impositions que le gros sel, Et de même s'admettra le Sel des Provinces de sadite Majesté en celles desdits Seigneurs Etats, & s'y débitera sans pouvoir pareillement être plus imposé que celui desdits Seigneurs Etats.

XIV. Les Rivières de l'Escaut, comme aussi les Canaux de Sas, Zwyn, & autres Bouches de Mer y aboutissans, seront tenues closes du côté desdits Seigneurs Etats.

XV. Les navires & denrées entrans & sortans des Havres de Flandres respectivement seront & demeureront chargées par ledit Seigneur Roi de toutes

telles impositions & autres charges, qui sont levées sur les denrées allant & venant au long de l'Eclaut, & autres canaux mentionnés en l'Article précédent, & sera convenu ci-après entre les parties respectivement de la taxe de la susdite charge égale.

XVI. Les Villes Antiques avec tous leurs Citoiens, Habitans, & Pais, jouiront quant au fait de la navigation & trafic en Espagne, Royaume, & Etats d'Espagne de tous & mêmes Droits, Franchises, Immunités, & Privileges, lesquels par le present Traite sont accordez ou s'accorderont ci-après pour & au regard des sujets & habitans des Provinces-Unies de Pais-Bas. Et reciproquement ledits sujets & habitans des Provinces-Unies jouiront de tous & mêmes Droits, Franchises, Immunités, Privileges & Capitulations, soit pour l'Etablissement des Consuls dans les Villes Capitales ou Maritimes d'Espagne & ailleurs, ou il sera besoin, comme aussi pour les Marchands, Facteurs, Maîtres des Navires, Mariniers ou autrement, & en la même sorte que ledites Villes Antiques en general ou en particulier ont obtenu & pratique ci-devant, ou obtiendront & pratiqueront ci-après pour la sûreté, bien & avantage de la navigation & trafic de leurs Villes, Marchands, Facteurs, Commis, & autres qui en dependent.

XVII. Aussi auront les sujets & habitans des Pais desdits Seigneurs Etats la même sûreté & liberté es Pais dudit Seigneur Roi qui a été accordée aux sujets du Roi de la Grande-Bretagne par le dernier Traité de Paix & Articles secrets faits avec le Connétable de Castille.

XVIII. Ledit Seigneur Roi donnera au plûvôt la provision nécessaire à ce que soient ordonnees places honorables pour l'enterrement des corps de ceux qui du côté desdits Seigneurs Etats viendront à deceder sous l'obéissance dudit Seigneur Roi.

XIX. Les sujets & habitans du Pais dudit Seigneur Roi venant es Pais & Terres desdits Seigneurs Etats devront au regard de l'exercice public de la Religion le gouverner & comporter en toute modestie, sans donner aucun scandale de parole, ou de fait, ni proférer aucuns blasphemes, & le même sera fait & observé par les sujets & habitans des Pais desdits Seigneurs Etats venant es terres de Sa dite Majesté.

XX. Ne pourront les Marchands, Maîtres des Navires, Pilotes, Matelots, leurs Navires, Marchandises, denrées & autres biens à eux appartenant être saisis & arrêtez, soit en vertu de quelque mandement general ou particulier, & pour quelque cause que ce soit, de guerre ou autrement, ni même sous prétexte de s'en vouloir servir pour la conservation & défense du Pais. On n'entend toutefois en ce comprendre les saisies & arrêts de Justice par les voies ordinaires à cause de dettes, propres obligations & contrats valables de ceux sur lesquels ledites saisies auront été faites, à quoi il sera procédé selon qu'il est accoutumé par droit & raison.

XXI. Seront commis de part & d'autre certains Juges en nombre égal, en forme de Chambre mi-partie, qui auront séance dans les Provinces du Pais-Bas, & en tels lieux qu'il conviendra, & ce par tout, tantôt sous l'obéissance de l'un, tantôt de l'autre, selon qu'il sera convenu par consentement

ment mutuel, lesquels Juges commis de part & d'autre, conformément à la Commission & Instruction qui leur sera donnée, & sur laquelle ils feront serment selon certain formulaire qui de part & d'autre sera arrêté à ce sujet, auront égard aux négociations des habitans desdites Provinces des Pais-Bas, & aux charges & impositions qui seront levées de l'un & de l'autre côté sur les marchandises. Et si lesdits Juges comprennent que de l'un ou de l'autre, ou bien de deux côtés, y soit fait aucun excès, ils régleront, & modereront ledit excès. De plus, lesdits Juges examineront les questions touchant la defaillance d'exécution du Traité, comme aussi les contraventions d'icelui, qui en tems & lieu pourroient survenir tant és Pais de deçà, comme aussi és Roiaumes lointains, Pais, Provinces, & Iles de l'Europe, & en disposeront sommairement & de plein, & decideront ce qu'ils trouveront convenir en conformité du Traité; Les Sentences & Dispositions desquels Juges seront exécutées par les Juges ordinaires du lieu, où la contravention aura été faite, ou bien contre les personnes des contraventeurs, selon qu'il sera requis par les occurences; & ne pourront lesdits Juges ordinaires demeurer defaillans à faire ladite exécution, ou la laisser faire, & reparer les contraventions dans le terme de six mois apres que requisition en sera faite à eux Juges ordinaires.

XXII. Si quelques Sentences & Jugemens avoient été donnés entre personnes de divers partis non defendus, soit en matiere civile ou criminelle, ils ne pourront être exécutés contre les personnes des condamnés, ni sur leurs biens; Et ne seront octroyés aucunes lettres de marque ou represailles, si ce n'est avec connoissance de cause, & en cas permis par les loix & constitutions Imperiales, & selon l'ordre établi par icelles.

XXIII. On ne pourra aborder, entrer, ni s'arrêter aux ports, havres, Plages, & rades és pais l'un de l'autre avec navires & gens de guerre & nombre qui puisse donner soupçon, sans le congé & permission de celui sous lequel sont lesdits ports, havres, Plages, & rades, sinon qu'on y fût jetté par tempête ou contraint de le faire par nécessité, & pour éviter quelques perils de Mer.

XXIV. Ceux sur lesquels les biens ont été saisis & confisqués à l'occasion de la guerre, ou leurs heritiers ou en aians cause, jouiront d'iceux biens & en prendront la possession de leur autorité privée & en vertu du présent Traité, sans qu'il leur soit besoin d'avoir recours à la Justice, nonobstant toutes incorporations au Fisc, engagements, dons en faits, traités, accords, & transactions, quelques renonciations qui aient été mises és dites transactions pour exclusion de partie desdits biens ceux à qui ils doivent appartenir; Et tous & chacuns biens & droits, qui conformément au présent Traité seront restitués ou devront être restitués reciproquement aux premiers propriétaires, leurs heirs, ou en aians cause, pourront être vendus par lesdits propriétaires, sans qu'il soit besoin d'impetrer pour ce consentement particulier Et ensuite les propriétaires des rentes, qui de la part des Fiscs seront constitués en lieu des biens vendus, comme aussi des rentes & actions étans à la charge des Fiscs respectivement, pourront disposer de
la.

la propriété d'icelles par vente ou autrement, comme de leurs autres propres biens.

XXV. Ce qui aura aussi lieu au profit des Héritiers du feu Seigneur Prince Guillaume d'Orange, même pour les droits qu'ils ont es Salines du Comte de Bourgogne, qui leur seront remises & delaisées avec les bois qui en dependent, au regard de ce qui ne se trouveroit avoir été acheté & payé de la part de Sadite Majesté

XXVI. En quoi aussi l'on entend être compris les autres biens & droits assis es Comtez de Bourgogne & Charolais, & ce qui enluyant le Traité du neuvième Avril mil six cent neuf, & septième Janvier mil six cent dix, respectivement n'a pas encore été restitué, sera au plutôt par tout restitué en bonne foi aux propriétaires, leurs heirs, ou en ayant cause des deux côtés

XXVII. Comme aussi l'on entend en ce être compris les biens & droits qui après l'expiration de la Trêve de douze ans, par sentence du grand Conseil de Malines, au prejudice du Fisc ont été adjugés au feu Comte Jean de Nassau, ou en quelque autre manière que lui Comte en ait aquis la possession, en quelques lieux places, ou seigneuries que ledits biens & droits puissent être assis, & de qui qu'ils puissent être possédés, Laquelle sentence en vertu du présent Traité est & sera tenue pour non donnée, & toute autre acquisition de possession susdite est, & sera annullée.

XXVIII. Et quant au proces de Châtel Belin intenté du vivant du feu Seigneur Prince d'Orange par devant le grand Conseil de Malines contre le Procureur Général dudit Seigneur Roi, puisque ledit proces n'a été jugé dans un an après la poursuite qui en a été faite, comme il étoit promis au quatorzième article de la Trêve de douze ans, est accordé qu'incontinent après la Conclusion & Ratification du présent Traité, le Fisc au nom de Sa Majesté, ou au nom de qui que ce pourroit être, délaissera effectivement tous & chacuns biens demandés audit proces, & par qui, & par quel droit ils pourroient être possédés, & renoncera au nom & de par ceux que dessus, à toutes actions & prétensions que ledit Fisc pourroit avoir ou prétendre en aucune façon sur iceux biens, pour être occupés réellement & de fait, & pris en libre & pleine possession par ledit Seigneur Prince d'Orange d'à présent, les heirs & successeurs, & ayant cause, incontinent après la Conclusion & Ratification de ce Traité, en vertu d'icelui, & sans recours à la Justice, à condition, que les fruits reçeus & profités, avec les charges d'iceux jusques à la Conclusion dudit présent Traité demeureront au profit du Fisc

XXIX. Si en quelque lieu se rencontre difficulté sur la restitution des biens & droits, qui doivent être restitués, le Juge du lieu fera effectuer sans délai la restitution, & en ce prendra la plus courte voye, sans que sous prétexte de la capitation non payée ou autrement, la restitution se puisse dilayer.

XXX. Les sujets & habitants des Pais-Bas Unis pourront par tout dans les terres de l'Obedissance dudit Seigneur Roi se faire servir de tels Avocats, Procureurs,

cureurs, Notaires, Solliciteurs, & Exécuteurs, que bon leur semblera, à quoi aussi ils seront commis par les Juges ordinaires, quand il sera besoin, & iceux Juges en seront requis. Et reciproquement les habitans & sujets dudit Siegneur Roi venans aux Pais desdits Seigneurs États jouiront de même assistance.

XXXII. Si le Fisc a fait vendre d'une part ou d'autre quelques biens confisqués, ceux à qui ils doivent appartenir en vertu du présent Traité seront tenus se contenter de l'intérêt du prix à raison du denier seize, pour en être payés chacun an à la diligence de ceux qui possèdent lesdits biens, autrement leur sera loisible de s'en adresser au fond & héritage vendu. Bien entendu, qu'en lieu des biens vendus, rentes rachetées, ou lort d'icelles, par, & au nom des Fiscs respectivement seront passées lettres patentes au profit des propriétaires, leurs heirs ou en aians cause, qui leur serviront de preuve declaratoire en conformité du Traité, avec assignation du paiement annuel sur un receveur en la Province dans laquelle la vente ou rachat aura été fait, lequel receveur y sera nommé, & sera le prix calculé à raison de la premiere vente publique, ou autrement faite comme de droit, la premiere année de laquelle rente écherra un an après la date de la Conclusion & Ratification du présent Traité.

XXXII. Mais, si lesdites ventes avoient été faites par Justice pour dettes bonnes & legitimes de ceux à qui lesdits biens souloient appartenir avant la confiscation, il leur sera loisible, ou à leurs heritiers & en aians cause de les retirer en payant le prix dans un an, à compter du jour du présent Traité, après lequel tems ils n'y seront plus reçeus, & ladite retraite & rachat ayant été par eux fait, ils en pourront disposer comme bon leur semblera, sans qu'il soit besoin d'en obtenir autre permission.

XXXIII. On n'entend toutefois donner lieu à cette retraite pour les maisons situées dans les Villes, vendues à cette occasion, pour la grande incommodité & notable dommage qu'en recevroient les squereurs, à cause des changemens & reparations qu'ils pourroient avoir fait esdites maisons, dont la liquidation seroit trop longue & difficile.

XXXIV. Et quant aux reparations & meliorations faites aux autres biens vendus, dont le rachat est permis, si elles sont pretendues, les Juges ordinaires y feront droit avec connoissance de cause, demeurans les fonds & héritages hypothéqués pour la somme à quoi les meliorations seront liquidées, sans que pourtant il soit loisible auxdits acheteurs d'user du droit de retention pour en être payez & satisfaits.

XXXV. Tous biens & droits tenus cachez, meubles, immeubles, rentes, actions, dettes, credits, & autres qui n'auront été saisis du Fisc avec due connoissance de cause devant le jour de la Conclusion & Ratification de ce Traité, demeureront en la libre & pleine disposition des propriétaires, leurs heritiers ou en aians cause, avec tous les fruits, rentes, revenus, & profits, aussi ceux qui auront cache les susdits biens & droits, ni leurs heritiers ne pourront à cette occasion être molestez des Fiscs respectivement,

mais les propriétaires, leurs héritiers ou en ayant cause, auront pour le regard d'iceux droit contre un chacun comme pour leur propre bien.

XXXVI. Les arbres coupez apres le jour de la conclusion de ce Traité, & qui ce jour même auront encore été sur le fond, comme aussi les Arbres vendus, qui lors de ladite conclusion n'auront encore été coupez, demeureront aux propriétaires, nonobstant la vente faite, & sans qu'ils soient tenus de payer aucun prix.

XXXVII. Les fruits, louages, fermes, & revenus des Seigneuries, terres, dîmes, pecheries, maisons, rentes, & autres provenus des biens, qui conformément au Traité devront être restitués, échus après le jour de la conclusion de ce Traité, demeureront pour toute l'année aux propriétaires, leurs hoirs, ou en ayant cause.

XXXVIII. Les fermes des biens confisquez ou annotés (quoi qu'elles aient été faites pour longues années) expireront dans la même année de la conclusion du Traité, selon la coutume des lieux respectivement, où lesdits biens seroient assis, & les fermes échues après le jour de la conclusion du Traité, comme dit est, seront payées aux propriétaires. Bien entendu, si le fermier desdits biens a employé pour le cru d'icelle année aucuns fraix auxdits biens, que lesdits fraix seront remboursés par les propriétaires au fermier selon la coutume ou discretion des Juges du lieu de l'assiette desdits biens.

XXXIX. La vente des biens confisquez ou annotés faite après la conclusion du Traité sera tenue pour nulle & non faite, comme aussi la vente faite devant ladite conclusion contre les capitulations ou accords faits particulièrement avec aucunes Villes.

XL. Les maisons des particuliers restituées, ou à restituer conformément au Traité, ne seront reciproquement chargées de garnisons, ou d'aucunes autres choses autrement, ni plus haut que les maisons des autres habitants de semblable condition.

XLI. Nul ne sera de l'un ou de l'autre côté empêché directement ou indirectement au changement du lieu de sa demeure, en payant les droits convenables, & si aucuns empêchemens étoient faits depuis le Traité ils seront promptement levés.

XLII. Si quelques fortifications ou ouvrages publics ont été faits d'une part ou d'autre avec permission & autorité des superieurs en des lieux dont la restitution doit être faite par le présent Traité, les propriétaires d'iceux seront tenus se contenter de l'estimation qui en sera faite par les Juges ordinaires, tant desdits lieux que de la Jurisdiction qu'ils y avoient, si ce n'est que les parties s'en accordent de gré à gré, comme aussi satisfaction sera faite aux propriétaires des biens appliquez aux fortifications, ouvrages publics, ou lieux pieux.

XLIII. Quant aux biens d'Eglises, Colleges, & autres lieux pieux assis dans les Provinces-Unies, lesquels étoient membres dependans d'Eglises, Benefices, & Colleges qui sont de l'Obéissance dudit Seigneur Roi, ce qui n'a été

été vendu avant la conclusion du présent Traité, leur sera rendu & restitué, & y rentreront aussi de leur autorité privée, & sans aide de Justice pour en jouir, & sans en pouvoir disposer, selon ce qui a été dit ci dessus. Mais pour ceux qui seront vendus avant ledit tems, ou donnez en paiement par les Etats d'aucunes des Provinces, la rente du prix leur sera payée chacun an à raison du denier seize par la Province qui aura fait ladite vente, ou donné ledits biens en paiement, & assignée aussi en sorte qu'ils en puissent être assourcz. le semblable sera fait & observe du côté dudit Seigneur Roi.

XLIV. Touchant les prétentions & intérêts que le Seigneur Prince d'Orange pourroit avoir au regard des parties, dont il n'est pas en possession, sera convenu par un Traité à part à la satisfaction dudit Seigneur Prince d'Orange mais, quant aux biens & autres effets, dont ledit Seigneur Prince est en possession par Octroy & Concession desdits Seigneurs Etats Generaux ou Bailiage de Hulster-Ambacht & ailleurs, dont ledits Seigneurs Etats depuis peu lui ont donné la confirmation, toutes icelles parties lui demeureront absolument en pleine propriété au profit de lui même, de ses heirs & successeurs, ou en tant cause, sans qu'il puisse être rien prétendu sur ledits biens en vertu d'aucuns Articles du présent Traité.

XLV. Pour ce qui est de certains autres points, qui outre le contenu du precedent Article ont été traitez & convenus separément, & signez en deux divers écrits, l'un du huitieme Janvier, l'autre du 27. Decembre mil six cent quarante sept, pour & au nom dudit Seigneur Prince d'Orange, ledits écrits, & tout le contenu d'iceux, sortiront effet & seront confirmez, accomplis & executez selon leur forme & teneur, ni plus, ni moins que si tous ledits points en general, ou chacun d'eux en particulier, estoient de moi à moi inserez en ce présent Traité, & ce nonobstant toutes autres clauses du présent Traité à ce contraires, auxquelles l'on entend derogé, & est derogé expressement par le présent Article, & seront tenues pour non faites, & sans que pour cause d'icelles l'effet, l'accomplissement, & l'execution des susdits deux écrits du huitieme Janvier, & vingt & septieme Decembre mil six cent quarante sept, puisse être empêché, ou dilaté en aucune maniere.

XLVI. Ceux, à qui les biens confisquezz doivent être restituez, ne seront tenus de payer les arrearages des rentes, charges, & devoirs specialement affectez & assignez sur iceux biens pour le tems qu'ils en ont joui, & s'ils en sont poursuivis & inquietez d'une part ou d'autre, en seront renvoyez absous. Et s'il se trouve au vrai que tous les biens de quelqu'un de l'un ou de l'autre côté aient été confisquezz ou annotés, en sorte qu'un tel n'ait retenu aucuns moyens, desquels il auroit peu payer les rentes ou intérêts échus durant la confiscation ou annotation, icelui non seulement sera quitte des charges réelles & rentes en conformité du Traité, mais aussi des charges générales & personnelles des rentes & intérêts, qui durant ledit tems seront échus.

XLVII. On ne pourra prétendre aussi pour les biens vendus ou accordés afin d'être diqués ou rediqués, sinon les redevances auxquelles les possesseurs

so sont obligez par les Traitez sur ce fait avec les interets des deniers d'entrée, si aucuns ont été donnez, aussi à raison du denier seize comme dessus.

XLVIII. Les Jugemens donnez pour biens & droits confisqués aux parties qui ont reconnu les Juges, & ont été légitimement defendus tiendront, & ne seront les condamnerez receus à les contredire sinon par les voies ordinaires.

XLIX Ledit Seigneur Roi quitte & renonce à toutes prétentions de rachat, & à tous autres droits & prétentions qu'il pourroit avoir ou prétendre en aucune maniere sur la ville de Grave, Pais de Kuyk, ses appartenances & dependances, ancienne Baronnie de Brabant, ci-devant tenue en engagement du feu Seigneur Prince d'Orange, & le rachat duquel engagement a été quitte & converti en propriété cédé au profit du feu Seigneur Prince Maurice en Decembre mil six cent onze; par les Seigneurs Etats Generaux des Pais Bas Unis, comme Souverains de ladite ville de Grave & Pais de Kuyk, suivant & en conformité des lettres patentes sur ce expedies, & en vertu de laquelle conversion & cession ledit Seigneur Prince d'Orange d'a présent, ses heirs & successeurs, ou en ayant cause, jouiront à toujours de la pleine & entiere propriété de la dite ville & Pais de Kuyk, ses appartenances & dependances.

L. Quitte aussi & renonce ledit Seigneur Roi à tous & chacuns droits & prétentions, soit de propriété, cession, ou autres, qu'en aucune maniere il pourroit prétendre sur la Ville, Comté, & Seigneurie de Lingen, & les quatre Villages & autres droits y appartenans, comme aussi sur les Villes & Seigneuries de Bevergarde, de Kloppeborg, & autres prétentions envers & contre qui que ce soit, pour demeurer scellement & de sur à jamais audit Seigneur Prince d'Orange, ses heirs & successeurs ou en ayant cause en plein droit de propriété, conformément aux Lettres de Don & Investiture de l'Empereur Charles Quint en date du troisième Novembre mil cinq cent quarante six, & la transaction apres faite entre le Comte de Buren & le Comte de Tecklenborg en date du cinquieme Mars mil cinq cent quarante huit, & finalement en suite de la cession sur ce faite en Novembre mil cinq cent septante huit, que ledit Seigneur Roi, tant que lui pourroit toucher, a confirmé, & confirme par le présent Traité.

LI Ledit Seigneur Roi & Etats commettront, chacun endroit soi, les Officiers & Magistrats pour l'administration de la Justice & Police es Villes & Places fortes, lesquelles par le présent Traité doivent être rendues aux propriétaires pour en jouir.

LII Le haut Quartier de Gueldre sera échangé moyennant l'équivalence, & en cas qu'on ne puisse tomber d'accord de ladite équivalence, on s'en remettra à la Chambre mi-partie, pour y être décidée dans six mois après la Conclusion & Ratification du Traité.

LIII Ledit Seigneur Roi s'oblige à procurer effectivement la continuation & observation de la neutralité, amitié, & bonne voisinance de la part de S. M. Imperiale & de l'Empire avec ledits Seigneurs Etats, à laquelle continuation.

tisation & observation ledits Seigneurs États s'obligent aussi reciproquement, & s'en devra faire la confirmation dans deux mois de la part de sa Majesté Impériale, & dans un an de la part de l'Empire, après la conclusion & ratification du présent Traité *

LIV. Les meubles confisqués, & fruits qui seront escheus, avant la conclusion du présent Traité, ne seront sujets à aucune restitution.

LV. Les actions mobilières, qui auront été remises par ledits Seigneurs Roi & États au profit des débiteurs particuliers avant la conclusion du présent Traité, demeureront éteintes d'une part & d'autre.

LVI. Le temps qui a couru pendant la guerre a commencer depuis l'année mil cinq cent soixante sept jufques au commencement de la Trêve de douze ans, comme aussi le temps qui a couru depuis l'expiration de ladite Trêve jufques à la conclusion de ce Traité, ne sera compté, pour par ce moyen donner prejudice ou dommage à quelqu'un.

LVII. Ceux, qui durant la guerre se sont retirés en Pais neutres, jouiront aussi du fruit de ce Traité, & pourront demeurer ou bon leur semblera, voir même retourner en leurs anciens domiciles, pour y habiter en toute sécurité, en observant les loix du Pais, sans qu'à l'occasion de leur demeure, qu'ils seront en quelque lieu que ce soit, leurs biens puissent être saisis, ni eux privés de la jouissance d'eux.

LVIII. On ne pourra faire aucuns nouveaux Forts dans les Pais-Bas, ni de l'un ni de l'autre côté, aussi on ne pourra creuser nouveaux Canaux ni fossés, par lesquels on pourroit repouffer ou détourner l'un ou l'autre parti.

LIX. Les Seigneurs de la Maison de Nassau, comme aussi le Comte Jean Albert de Solms, Gouverneur de Maëstricht, ne pourront être poursuivis ni molestés en leurs personnes ou biens pour aucunes dettes contractées par le feu Seigneur Guillaume Prince d'Orange depuis l'an mil cinq cent soixante sept jufques à son trépas, ni pour aucun arrerages escheus pendant le faulxifement & annotation des biens qui en étoient chargez.

LX. Si aucune contravention étoit faite au Traité par des particuliers sans commandement dedits Seigneurs ou Roi ou États, le dommage sera réparé au même lieu où la contravention aura été faite s'ils y sont surpris, ou bien en celui de leur domicile, sans qu'ils puissent être poursuivis ailleurs en leurs corps ou biens, en quelque manière que ce soit, & ne sera loisible de venir aux armes ou rompre la Paix à cette occasion, mais bien sera permis en cas de dénégation manifeste de Justice de se pourvoir ainsi qu'il est accoutumé par lettres de marque ou représailles.

LXI. Toutes exheredations & dispositions faites, en haine de la guerre, sont declarez nulles & tenues pour non faites, & sous telles exheredations faites en haine de la guerre, l'on entend comprendre celles qui sont faites pour quelque cause, dont la guerre seroit procédée, ou qui en dependent.

LXII.

* Ceci a été extendé par Acte de l'Empereur, expédié à Linz le 6. Juiilet 1648.

LXII. Les sujets & habitans des Pais desdits Siegneurs Roi & Estats, de quelque qualité ou condition qu'ils soient, sont declarez capables de succeder les uns aux autres, tant par testament que sans testament, selon les coutumes des lieux, & si quelques successions étoient ci-devant échues à aucuns d'iceux ils y seront maintenus & conservez.

LXIII. Tous prisonniers de guerre seront delivrez d'une part & d'autre, sans paier aucune rançon, sans distinction & reserve des prisonniers, qui ont servi hors des Pais Bas & sous autres Etendars & Drapeaux, que ceux desdits Siegneurs Estats.

LXIV. Le paiement des arerages des contributions qui lors de la conclusion du Traité resteront à paier pour les personnes & biens de part & d'autre, sera réglé & déterminé par ceux qui de part & d'autre ont la surintendance des contributions.

LXV. Et ne tournera, ni pourra être aucunement interprété à l'avantage ni au prejudice d'aucun directement ou indirectement tout ce qui durant la negotiation de part & d'autre sera proposé ou allegué de bouche ou par écrit, ainçois tant lesdits Siegneurs Roi & Estats Generaux & particuliers, comme aussi tous Princes, Comtes, Barons, Gentils-hommes, Citoyens, & autres habitans des Roiaumes & Pais respectivement, de quelque qualité, état, ou condition, qu'ils soient, demeureront en leurs droits, selon la teneur du Traité, & la conclusion d'icelui.

LXVI. Les habitans & sujets desdits Siegneurs Roi & Estats respectivement jouissent réellement de l'effet du quinziesme article de la Trêve de douze ans expirée, & de l'effet du dixiesme article de l'accord ensuite le septiesme de Janvier mil six cent dix, & ce pour autant que durant le terme de la susdite Trêve ledit effet n'a été suivi ni procuré de part & d'autre.

LXVII. Les limites en Flandres & ailleurs seront reglez en telle sorte qu'on trouvera qu'ils appartiennent au ressort de l'un ou de l'autre côté, sur quoi on attendra & seront delivrées les informations pour être reglez lesdits limites en son tems.

LXVIII. De la part & du côté dudit Seigneur Roi d'Espagne seront demolis pres & es environs de l'Ecluse, les Forts-ci-nommés, sçavoir St. Job, St. Donas, le fort l'Etoile, le fort Ste. Therese, le fort St. Fredric, le fort Ste. Isabelle, le fort St. Paul, la redoute Papemuts, Et du côté & de la par desdits Siegneurs Estats seront demolis les Forts qui s'ensuivent, sçavoir, les deux forts en l'Isle de Casant nommez Orange & Frederic, les deux de Pas, tous ceux sur la Riviere de l'Elcault du côté Oriental excepté Lillo, & le fort à Kieldrecht, appelé Spinola, de laquelle demolition à faire reciproquement sera convenu entre les parties pour en regler équivalence.

LXIX. Tous les Registres, Cartes, Lettres, Archives, & Papiers, comme aussi sacs des Procès, concernant respectivement aucunes des Provinces-Unies, Pais alliés, Villes, & Membres ou aucuns habitans d'iceux, étant es Cours, Chanceries, Conseils, & Chambres de Police, Justice, Fi-

mones, Fiefs, ou Archives, soit à Avennes, Malines, ou autres Places sous l'obéissance dudit Seigneur Roi seront délivrées en bonne foi à ceux qui de la part desdites Provinces respectivement auront commission de les demander; Et le même sera fait de la part desdits Seigneurs Etats pour les Provinces, Villes, & particuliers de l'Obeissance dudit Seigneur Roi.

LXX. La juridiction sur les eaux sera laissée à la Ville de l'Ecluse, ainsi qu'elle lui appartient.

LXXI. La Digue traversant & bouchant la Rivière de Soute près St. Donas sera ôtée & ouverte, en y faisant & construisant un Sas, de la garde duquel Sas il sera convenu, ainsi qu'il est dit ci-dessus au regard de la démolition des Forts.

LXXII. En ce présent Traité de Paix seront compris ceux qui devant l'échange de l'Agreement ou Ratification, ou trois mois après seront nommez de part & d'autre, dans lequel terme ledit Seigneur Roi nommera ceux qu'il jugera convenir^a; De la part desdits Seigneurs Etats sont nommez le Prince Landgrave de Hesse-Cassel, avec ses Pais, Villes, & Etats, le Comte d'Oostfrise, la Ville d'Embsden, le Comté & Pais d'Oostfrise, les Villes Anseatiques, & particulièrement Lubec, Bremen, Hambourg, & réservent lesdits Seigneurs Etats de nommer dans le susdit terme tels autres qu'ils trouveront convenir.

LXXIII. Au regard de la prétention du Comte de Flandres pour la restitution à lui faite du Chateau de Leur avec les biens qui en pourroient dépendre, & tous autres Biens & Villages, qui lui pourroient appartenir aux environs, & qui fussent eus de la part dudit Seigneur Roi, ladite restitution lui est accordée, comme aussi du Chateau, sauf à être pourvu entre la conclusion du présent Traité & la Ratification d'icelui sur l'entretien d'une garnison de la part dudit Seigneur Roi, ou sur la démolition des nouvelles fortifications faites depuis que le Chateau a été occupé.

LXXIV. Quant à ce qui le 8. Decembre mil six cent quarante six, a été traité & convenu entre les Ambassadeurs extraordinaires & Plenipotentiaires desdits Seigneurs Roi & Etats touchant Rogier Huygens, pour & au nom de la femme Damoiselle Anne Marguerite de Stralen, cela aura toute telle force & effet, & sera accompli & exécuté en la même sorte que s'il étoit interé de mot à mot en ce présent Traité.

LXXV. Et afin que le présent Traité soit mieux observé, promettent respectivement lesdits Seigneur Roi & Etats de tenir la main, & employer leurs forces & moyens, chacun endroit soi, pour rendre les passages libres, & les Mers & Rivières navigables & seures contre l'incursion des Mutins, Pirates, Corsaires, & Voleurs, & s'ils les peuvent prendre les faire châtier avec rigueur.

LXVI.

^a L'Empereur, les Electeurs, Princes et Etats de l'Empire, le Comte de Bentheim, le Prince d'Anhalt, le Comte de Saxe ont été compris dans ce Traité.

LXXVI. Promettent en outre de ne rien faire contre & au prejudice du present Traité, ni souffrir être soit directement ou indirectement, & si fait étoit de le faire reparer sans aucune difficulté ni remise, & à l'observation de tout ce que dessus ils s'obligent respectivement (même ledit Seigneur Roi soi même & ses Successeurs) & pour la validité d'icelle obligation renoncent à toutes loix, coutumes, & autres choses quelconques à ce contraires.

LXXVII. Sera le present Traité ratifié & approuvé par lesdits Seigneurs Roi & Etats, & les Lettres de Ratification seront delivrées de l'un à l'autre en bonne & due forme dans le Terme de deux mois; Et si ladite Ratification arrive auparavant, cesseront dès lors tous Actes d'hostilité entre les parties, sans attendre l'expiration dudit terme. Bien entendu, qu'après la conclusion & signature du present Traité, l'hostilité des deux côtés ne cessera, qu'au préalable la Ratification dudit Seigneur Roi d'Espagne ne soit delivrée en due substance & forme, & changée contre celle desdits Seigneurs Etats des Provinces-Unies.

LXXVIII. Si bien que cependant les affaires des deux côtés demeureront en même état & constitution que lors de la conclusion du present Traité ils seront trouvés, & ce jusques à tant que la susdite Ratification reciproque sera échangée & delivrée.

LXXIX. Sera ledit Traité publié par-tout où il appartiendra incontinent après que les Ratifications de part & d'autre seront changées & delivrées, & cesseront dès alors tous actes d'hostilité.

En foi de tout ce que dessus nous Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires desdits Seigneurs Roi des Espagnes, &c. & Etats Generaux des Provinces-Unies, en vertu de nos pouvoirs respectifs avons signé le present Traité, & cacheté du Cachet de nos Armes.

Fait à Munster en Westphalie le trentième de Janvier mil six cent quarante huit.

Signé, & cacheté,

(L. S.) EL CONDE DE PENE-
RANDA.
(L. S.) A. BRUN.

(L. S.) B. DE GENT,
(L. S.) J. DE MATENESSE,
(L. S.) ADRIAN PAW.
(L. S.) JEAN DE KNUYT,
(L. S.) G. DE REEDE,
(L. S.) F. DE DONIA.
(L. S.) WILH. RIPPERDA.
(L. S.) ADRIAN KLANT.

1661. TRAITÉ

[CCCC.]

1661. *TRAITÉ de Partage des trois Quartiers de Dalem Fauquemont, Rolleducq & Pais d'Outre-Meuse, entre le Roi d'Espagne & leurs Hautes Puissances, en consequence du Traite de Munster, conclu le 26. Decembre 1661. tiré du Recueil des Traitez.*

Comme ainsi soit, qu'après la Paix conclue entre le Seigneur Roi d'Espagne d'une part, & les Seigneurs Etats Généraux des Provinces Unies du Pais-Bas de l'autre Il y est survenu plusieurs disputes & différends sur les Pays de Fauquemont, Dalem, & Rolleducq, Outre-Meuse, & que nous Don Estevan de Gamarra y Contreras, Conseiller de la Majesté en son Conseil supreme de Guerre, Gouverneur de la Citadelle de Gand, & son Ambassadeur Ordinaire aux Provinces Unies, & les soussignez Commissaires des susdits Seigneurs Etats Généraux, nous trouvons encharges, & autorisez par nos Procures & pleines Puissances respectives, l'une datée le 16. de Septembre, & l'autre le 15 d'Aoust 1657 pour concerter, appaiser, accommoder & ajuster lesdites disputes & différends des trois Pays d'Outre-Meuse susmentionnez : Partant, nous Ambassadeur & Commissaires susdits, après avoir tenu plusieurs Conférences par ensemble, & échangé divers Actes, Escriis, & Memoires, en vertu de nos dites respectives Procures, & pleines Puissances, afin d'avoir un pied ferme & assuré, pour parvenir au final Accommodement de cette Affaire si desirée des deux costez, avons premierement accordé, & convenu mutuellement le 25 de Fevrier & 27 de Mars de l'Année 1658 & en suite arresté & establi que le susdit Seigneur Roi, & les susdits Seigneurs Etats Généraux auroient, tiendroient, & possideroient un chacun en pleine & libre Propriété, Superiorité, & Souveraineté éternellement & hereditairement, pour eux & pour leurs respectifs Successeurs, la juste moitié desdits trois Pays d'Outre-Meuse; & ce sous les conditions dont on conviendrait par après reciproquement. En suite dequoi, nous lesdits Ambassadeur & Commissaires avons passé à l'examen, & debat desdits Articles & Conditions preliminaires, qui doivent estre arrestez au plus grand profit de Sa Maj. & desdits Seigneurs Etats Generaux, & advantage desdits trois Pays, & des Habitans d'iceux, avant que de faire aucun partage par le menu, après avoir aussi tenu différentes Conférences, & eschange diverses Procès sur lesdits Articles preliminaires. Nous les avons ajusté, & couché par escrit de commun consentement, en la forme qu'ils ensuivent, inferez ci-après de mot à autre.

Articles & Conditions ajustées entre Messire Don Estevan de Gamara y Contreras, Ambassadeur du Seigneur Roi d'Espagne, & les Sieurs Deputez des Seigneurs Estats Généraux des Provinces-Unies du Pays-Bas, touchant le Partage des trois Pays d'Outre-Meuse, pour estre réglé en cette conformité, & les Articles & Conditions insérées dans l'Acte dudit Partage, & observés de part & d'autre, après l'accomplissement d'iceluy.

Premièrement, que l'Accord & Transaction à faire, par la division desdits trois Pays d'Outre-Meuse, sera tenu de part & d'autre, comme une partie & dépendance du Traité de Paix, conclu le 30. de Janvier 1648. dans la Ville de Munster, entre le Seigneur Roi d'Espagne, & les Seigneurs Estats Généraux des Provinces Unies du Pays-Bas, & en suite de ce sera observée & exécutée inviolablement en tous les Points, & de la même façon que si elle y estoit insérée de mot à autre.

II. Que toutes les injures & offenses causées par les disputes qu'il y a eu pour le maintien de la Souveraineté des deux costes dans lesdits trois Pais continuez, seront entièrement amorties, & mises en oubly, de part & d'autre, de sorte que personne, de quelque qualité ou condition qu'elle soit, ne pourra estre recherchée pour ce sujet à l'avenir, ou mal-traitée de faits ou de paroles sous quelconque prétexte que ce puisse estre, soit de Religion soit d'avoir tenu, ou favorisé ou l'autre Partie.

III. Que toutes les actions ou prétentions que les Souverains des deux costes, & leurs Sujets pourroient mouvoir, & susciter au regard de la levée des Toulieus, Licences, ou quelques autres revenus de quelconque nature qu'ils puissent estre, & de quelle façon qu'on les puisse nommer, comme aints esté levez & perçus, d'un costé & d'autre, durant les disputes pour lesdits trois Pais, seront & demeureront reciproquement amorties sans ultérieure recherche, afin de prévenir toutes fâcheres, & ulteriores contestations.

IV. En cas qu'il s'y trouve quelques Seigneuries, Villages, ou Hamours dans lesdits trois Pais, lesquels ont esté sujets jusques à présent, ou le sont encore, à quelques Servitudes ou Courves, à quelques autres Places ou Jurisdicions, qui pourroient tomber par ce Partage sous le Ressort d'un autre Souverain, lesdites Courves & Servitudes au regard des Villages & Jurisdicions de l'autre Souverain, seront & demeureront amorties, & les Officiers de part & d'autre ne les pourront plus exiger des Habitans desdites Seigneuries, Villages, ou Hamours, hormis de ceux qui tomberont sous le Ressort de leur Souverain.

V. Que les Officiers de part & d'autre, & les Inhabitans, qui auront à prétendre ou demander quelques Domaines, Rentes, Fermes, ou autres Revenus de ceux de l'autre Souverain, ne pourront envoyer de leur propre autorité, à deffault de paiement, des Huissiers, ou Exécuteurs sur le Ressort de l'autre Souverain, ains se devront adresser à l'Officier, ou à la Justice

stice ordinaire du lieu, où lesdits Debiturs résideront, pour en obtenir la due satisfaction par les voies ordinaires, à quoi on les aidera de part & d'autre sans aucuns dilays, qui ne soient pas nécessaires, & sans tergiversations.

VI. Tous les Papiers, Chartres, Documents, Registres, Protocoles, & Procès, qui ont esté enlevés par voies de fait, & exécutions Militaires, ou autrement, ostés aux Magistrats, Juges, & Places, ou ils ont appartenu anciennement, seront restitués de bonne foi de part & d'autre, à la requisition & instances des Interessez, à qui il appartiendra. Bien entendu que lesdits Papiers originaux devront estre restitués, & demeurer aux Chasteaux, Villes, Bancks, Villages, & Justices, auxquelles ils appartiennent respectivement, & que de l'autre costé au regard de quelques Bancks subalternes, Villages, Hameaux, & Justices séparées l'on en donnera des Copies authentiques, ou vidimées, à la requisition desdits Interessez & à leur despende.

VII. Toutes les Sentences prononcées depuis le mois de Juin de l'Année 1644 par les Justices, Courts, & Magistrats des deux costez, auxdits trois Pais par forme de retorsion, & à raison des disputes survenues pour lesdits trois Pais, ou qui sont encore indecises devant lesdits Tribunaux, seront annullées par le present Accord, & tenues pour nulles, & de nulle valeur, tant au regard des confiscations des Biens, Meubles & Immeubles, comme des condamnations à mort, & des bannissements. Et ce généralement sans exception des personnes, de quelque condition qu'elles soient, & sous quelconque pretexte que lesdites Sentences puissent avoir esté rendues, soit par faute de relief des Fiefs, ou autrement. En suite de quoi, tous lesdits Biens, Meubles & Immeubles, devront estre promptement restitués, sans aucune forme de Procès, aux condamnés ou interressez: & aussi est entendu spécialement, que les dits Seigneurs Estats Généraux mettront tels ordres, que certains dix neuf cent quatre vingt & treize florins quatre sols six deniers, en argent comptant, provenus des Aides du Pais de Fauquemont, levées pour l'Année 1653. au profit du Seigneur Roi d'Espagne par le Receveur Massin de l'Abbaye, & autres quinze cent florins d'amende, lesquels ont tombé entre les mains du Grand Escoutier Groulard, en suite d'une Sentence du Magistrat de Mastricht, rendue le 30. de Decembre 1653. seront restitués par icelui audit Receveur de l'Abbaye. Et en cas, qu'il s'y en trouve quelque chose d'elgare ou caché, lesdits Deniers seront repartis avec les Aides arriérées, que le susdit Seigneur Roi a encore à pretendre sur ledit Pais de Fauquemont, ainsi qu'il est porté ci bas dans l'Article XVIII.

VIII. Mais, on ne pourra demander aucune restitution, ni compensation, des depends de Justice caufés au sujet desdits Procès, & des exécutions en suivies, ni aussi des interests, ou fruts qui auront esté tirez, cependant desdits Deniers, ou d'autres Biens immeubles.

IX. Les Sentences rendues en matiere civile, tant par les Juges ordinaires dans lesdits trois Pais, comme par les autres Conscils & Magistrats des

deux costez en Jugement contradictoire entre quelques Particuliers touchant les affaires privées, seront maintenues des deux costez, & forment leur entier effect.

X. Mais les causes qui pendent à présent indecises, soit qu'elle touchent lesdits particuliers, ou le Pais en commun devront être poursuivies, transportées & intentées de nouveau devant les Juges de l'un ou de l'autre costé, lesquels seront trouvez estre competents après la conclusion du Partage des Pais.

XI. Tous transports, adheritances, reliefs, autres Actes exercés de Jurisdiction, ou des condamnations volontaires, qui ont esté légitimement passez de part & d'autre, depuis le temps devant les respectifs Bancqs de Justice, Courts, ou Chambres Feodales, desdits trois Pais, demeureront dans leur pleine force & vigueur, & les Officiers des deux costez, devant lesquels lesdits Actes auront esté passez, seront tenus d'en donner la due communication, comme aussi de les consigner aux respectifs Officiers & Justices des lieux où il conviendrait, que lesdits Actes fussent garde & enregistrés, bien entendu toutefois qu'en cas que l'on trouve que l'on auroit passé quelques transports contraire, ou autres Actes comme dessus, devant les Cours ou Justices des deux costez sur une même chose, qu'en ce cas les Actes qui auront esté passez par devant le lieu & le Juge par devant lequel ils devroient avoir esté passez après l'ajustement du présent partage, prévaudront aux autres, & seront tenus pour valides, comme aussi en cas que l'on pourroit avoir fait des deux costez quelques obligations ou hypotheques, les Actes qui auront esté passés par devant le Juge sous lequel le bien demeurera par ce Partage, demeureront bons & valides.

XII. Les Fiefs situés tant dans lesdits trois Pais, comme hors d'iceux, lesquels seront aussi partagez en ce Partage, releveront absolument des Courts ou Chambres Feodales du Souverain sous lequel ils tomberont sans avoir aucunes ultérieures dependances des Courts ou Chambres Feodales de l'autre Souverain, desquelles ils pourroient avoir releve ci-devant.

XIII. Les Sentences Criminelles rendues de part & d'autre, durant la dispute des trois Pais, & executées à la charge de tels Delinquants, qui ont esté pris & adionnez pour des excès & crimes tant capitaux qu'autres ne seront sujettes à aucune recherche ou correction, soit par voye d'appel, revision, ou autres benefices de droit, tant au regard du fait au principal comme de l'interest Civil, que quelque Partie y pourroit avoir.

XIV. Mais en cas que quelqu'un auroit esté condamné par absence & inoui, il se pourra faire relever de ladite Sentence contumacelle par les Courts respectives, & estre admis à sa defense, devant le Juge de sa residence, moyennant la resusion des despens de Justice en telle forme & façon, que le droit & les circonstances du fait le pourront permettre, à charge toutefois qu'il aura à poursuivre ledit relief dans le terme de trois Mois après la publication de cette, & à donner dans le Mois ensuyvant due connoissance d'avoir obtenu ledit relief au Juge de ladite Justice, après quoi il sera tenu de

de poursuivre duement la discharge, ou à défaut de ce la Sentence rendue aura lieu, & pourra estre executée à la charge.

XV. En cas que quelque Delinquant auroit esté condamné par Sentence contumacielle de la Justice de l'un des Souverains, pour quelque mesfait commis, & que cependant il pourroit avoir obtenu Lettres de remission ou abolition de l'autre Souverain pour le même mesfait avant la date de ladite Sentence, afin d'éviter tous desordres, & laisser le tout à l'avenir à la disposition du Souverain, comme aussi du Juge qui sera competent après la conclusion du susdit partage il se pourra disposer en faveur du tel Delinquant, & par respect des Lettres de remission ou abolition déjà accordées par l'un des Souverains, en cas qu'il vienne à tomber avec ses Biens, & son Domicile, sous le Ressort de l'autre, à faire expedier des nouvelles Lettres d'abolition, & d'approuver ce qui avoit déjà été fait par l'autre Souverain. Bien entendu, que lesdites Lettres de remission ou abolition devront estre duement intervinées dedans le terme de trois Mois après la date de celles par devant le Juge competent, sous lequel le Delinquant viendra à ressortir au regard que dessus.

XVI. Comme l'on trouve que durant les disputes desdits trois Pais on a intenté, & instruit différents Procès, devant les Justices & Magistrats de deux costez, mêmes par Appel & Reformation, sur une même chose, & qu'ils ont esté decidez par Sentences contraires & difformes, ou annullées par cassation. On declare par celles, que toutes les Sentences difformes & cassées, seront tenues pour nulles, de nulle valeur, & comme point rendues, & qu'il sera permis à un chacun, tant à l'Acteur, qu'au Defendeur, de pouvoir instituer de nouveau leurs actions crument, & de les intenter derechef respectivement devant le Juge, qui sera competent après la conclusion du Partage.

XVII. Les Domaines arrierés, que le Seigneur Roi d'Espagne a encor à pretendre de quelques Particuliers au Pais de Fauquemont, montant à la Somme d'environ 5280. florins, ensuite des specifications, & Memoires en exhibez, pourront estre exigez d'eux, sans aucune charge desdits Seigneurs Etats Generaux, ni du Pais, & collectez par les voyes ordinaires, comme il est porté ci-dessus en l'Article V.

XVIII. Les Aydes arrierées, que le susmentionné Seigneur Roi a encor à pretendre au Pais de Fauquemont pour les Années 1654, 1655 & 1656. seront reparties sur ledit Pais entier dans les trois Années prochaines, chaque fois par un juste tiers, de ce qui reste encore à payer, sans prendre aucune reflexion sur le Partage, qui pourroit estre entretemps ajusté touchant ledit Pais, & ce sur le même pied & proportion que lesdites Aydes ont esté reparties & levées les Années passées sous condition, toutesfois, que pour empêcher tous excès & nouveaux despens d'execution, la collecte se fera chaque Année sans aucun delai ni tergiversation par un Officier que lesdits Seigneurs Etats ordonneront sur la portion qui tombera dessous leur Souveraineté.

XIX. Les charges pretendues des Capitaux negotiez, dont les trois Quar-

leurs respectifs sont chargez d'un costé & d'autre, tant de ceux qui sont solidez sur iceux anciennement, comme des autres qui ont esté levez ou depuis pour le service des Pais & des deux Souverains, montans & importans au Pais de Fauquemont cent & cinq mille deux cents cinquante florins, & de plus autres soixante quatre mille quatre cent quatre vingt & deux florins douze sols un denier & demi. en celui de Dalem, trente trois mille six cent cinquante huit florins douze sols, & en celui de Rolledueq, deux cent cinquante florins de capital, selon les estats & specifications, qui en ont esté dressés par des Officiers des deux costez, & communiqués de part & d'autre, se recevront provisionnellement de telle façon, que depuis la date de celles, & le Partage des trois Pais étant effectivement accompli, on ne connaîtra, ni recevra, d'un costé ni d'autre, aucunes ultérieures ou nouvelles charges réalisées, ou Capitaux négociez à la charge des deux Souverains ou sur leurs portions, par qui, ou pour quelconques raisons qu'ils puissent être pretendus, & que ceux qui sont mis & spécifiés ci-dessus, seront distribués & repartis, selon la proportion usitée en chacun Pais, de sorte que chaque portion passera & demeurera aux respectifs Souverains avec les charges susdites. Et, pour ce qui touche les dettes courantes, & encore ouvertes, lesquelles sont aussi comprises dans lesdits estats & specifications, ou qui pourroient encore être demandées ou pretendues en aucune façon. Il est convenu par celles, & aussi arrêté, que l'on n'en fera aucune masse commune ou mélange, mais qu'elles demeureront séparées des Capitaux ci-dessus spécifiés à la charge d'un chacun des Souverains à part, pour les faire examiner & justifier, & en suite repartir & lever sur le Partage de son Ressort.

XX. Et ce toutesfois sous cette condition & réserve, qu'il sera permis à un chacun des Souverains, pour ce qui touche son Ressort & son Intérêt, de faire, non seulement revoir & examiner le fondement & les raisons des levées des Sommes susmentionnées dans le précédent Article, mais aussi de faire resumer & recoller les exorbitantes exécutions, quartiers, logements, despens de bouche, charges, répartitions, & autres frais, qui ont esté faits depuis l'An 1648 dans lesdits trois Pais par les Regences & Officiers des deux costez, comme aussi l'Administration & les Comptes qui ont esté passés là-dessus, avec les raisons & vérifications d'iceux, afin d'en disposer après que la recherche en aura esté faite, & ce que l'on en aura descouvert, selon que l'on trouvera convenir en Justice ou équité, & après que ledit Partage aura esté effectivement fait & accompli, les Deputés des deux Souverains, en égard au commun intérêt, qu'ils ont en cette affaire, considereront par ensemble s'il ne seroit pas utile & nécessaire, de faire laditte recherche & recollement, au profit desdits trois Pais de commun concert, & sur un tel pied dont on pourroit convenir unanimement des deux costez, comme aussi de proposer pour l'avantage desdits trois Pais & arrêter quelques termes raisonnables d'Années, dans lesquelles on pourroit repartir & collecter, ce qui se trouvera devoir estre reparty selon la proportion que dessus.

XXI Les ventes & engageries de quelques Terres, Seigneuries, ou Domaines situez dans lesdits trois Pais, lesquelles pourroient avoir esté faites de la part du Seigneur Roi d'Espagne, avant la date d'icy de Decembre l'An 1644 comme aussi les titres & qualitez données auxdits lieux, & quelques Cavaillers desdits Pais, soit de Comte, Baron, ou autres, demeureront en leur entier & en vigueur, reservans neanmoins à un chacun le droit de purge des engageries ou retraits, où il aura convenu & conditionné.

XXII Et comme de la part des Seigneurs Estats Generaux on a supporté des notables despens pour la reparation des Châteaux des trois Pais respectifs, & pour le bastiment des logemens commodes en iceux. Et qui, en la presente division des Pais, ils inclineroient à les faire aussi entrer dans le Partage, lesdits despens sont pris en telle consideration, en cas qu'un ou plus desdits Châteaux viennent à tomber sous la portion du Seigneur Roi d'Espagne, que pour le remboursement des reparations faites à celui de Fauquemont, le Seigneur Roi susmentionné paiera auxdits Seigneurs Estats la Somme de huit mille florins, pour celui de Rolleducq une pareille Somme de huit mille florins, & huit cent pour celui de Dalem, laquelle Somme devra être satisfaitte dans le temps de trois Mois apres la date de l'Accord au principal.

XXIII. Et finalement, en cas qu'après le Partage fait desdits trois Pais, il y surviendrait quelques difficultez ou disputes, touchant les appendances & dependances, Juridictions, & Districts des parties qui auront esté partagées des deux costez (ce que l'on ne veut pas esperer) la Judicature & Connoissance d'icelles sera remise à la Chambre mi-partie, conformément, & en suite du XXI Article du Traité de Pux, conclu l'An 1648. à Munster, pour y être décidées par les Juges de ladite Chambre.

En foi de quoi nous Ambassadeur & Deputez susnommez avons signé les presents Articles, Conditions, & Points de nos propres seings & y fait apposer les respectifs Cachets de nos Armes. A la Haye le 29. de Decembre 1661.

ET après avoir arrêté lesdits Articles, le Partage même desdits trois Pais par le menu, ayant esté mis sur le tapis, & ayant procédé tant sur la maniere & forme d'icelui, comme sur les ingredients, & parties dudit partage diverses Propositions & Conventions, apres avoir tenu plusieurs Conferences, eschangé de part & d'autre des balances & contre-balances, & estant par apres rentrez en Conferences amiables; Nous lesdits Ambassadeur & Commissaires avons finalement accordé & convenu mutuellement sur le partage desdits trois Pais par le menu, & piece par piece, en la forme & maniere suivante. Sçavoir, que ledit Seigneur Roi aura, tiendra, & possèdera eternellement & hereditairement pour lui & ses Successeurs en plein & libre Propriete, Superiorité, & Souverainete du Pais de Fauquemont les Seigneuries & Villages de Nuth, Vieu-Fauquemont, Schinn sur la Geulle, Struch, la Maison d'Oost sur la Geulle, Winckrade, Geleen, Schumen, Span-

Spanbroeck, Orbroeck, Jabreck, Broussen, Schinvelt, Hoensbroeck, Varsrade, & Schasberg, sauf que le Chemin ordinaire qui court d'Herle, par le milieu de la Jurisdiction, & sur le Territoire de ladite Seigneurie de Schasberg, étendu à la largeur d'une verge des deux costez dudit Chemin (selon qu'il court présentement) demeurera auxdits Seigneurs États Généraux sans aucunes réserves, vexations, servitudes, ou charges imaginables avec plein droit de Propriété, Supériorité, & Souveraineté, bien entendu toutefois que le fond desdits deux verges au costé du fuidit chemin demeurera aux Propriétaires & aussi que les Manants & Habitants de ladite Seigneurie de Schasbergh, pourront se servir librement du fuidit chemin jusqu'au Pais de Rolleducq, & le Territoire de l'Empire, & même jusques au Village d'Herle sans aucunes vexations ni charges, comme ci-dessus est dit, & ce avec tous les Hameaux, Ressorts, Juridictions, Droits, Fiefs, Vassallages, Aydes, Domaines, & autres Regales ou Revenus y appartenants, de quelle nature qu'ils puissent être, & quel nom qu'ils puissent avoir, comme aussi toutes les appendances & dépendances desdits Villages & Seigneuries & de plus le Cloistre ou Convent de St Gerlach, dans l'enclos, les murailles avec pleine franchise de tous les Biens, Rentes, & Revenus, qui lui appartiennent présentement, en quelque lieu qu'ils puissent être situés, & que des Fiefs relevant du Château de Fauquemont seront detachez, & demeureront au profit dudit Seigneur Roi, les Fiefs estrangers ci-dessous spécifiés, sçavoir la Cense de l'Abaye de Vaudicu située à Munster Geleen, le Village de St Martin Fouron, la Maison & Château de Wolfrade, les Dixmes de Reymersdal, la Cense de Coenrade, les Biens Seigneuriaux & Dixmes de Teuven au Duché de Limbourg, la Seigneurie & Château de Limbrecht, les Moulins de Schoertzeel auprès d'Aix, la Cense & Moulins de Susterzeel, la Chambre Feodale de 17 Hommes à Sombref, le Ponton de Broekhem sur la Meuse, la Seigneurie Wischersweert, la Cense de Langfeld au Pais de Limbourg, & le Fief de Reymersstock. Que de la même façon le fuidit Roi aura, tiendra, & possédera éternellement & hereditairement, pour lui & successeurs du Pais de Dalem, les Bancqs, Seigneuries, & Villages de l'ouron le Comte, Meer, Nordebay, Warlage, Moulant, St Martin l'ouron, Aubel, Cherratte, Neuf-Château, Morrier, Houffe & Richel, avec tous les Hameaux, Ressorts, Juridictions, Droits, Fiefs, Vassallages, Aydes, Domaines & autres Regales ou Revenus, y appartenants de quelque nature qu'ils puissent être, & quelque nom qu'ils puissent avoir, comme aussi toutes leurs appendances & dépendances, & finalement que ledit Seigneur Roi aura, tiendra, & possédera éternellement, & hereditairement pour lui & ses Successeurs, en pleine & libre Propriété, Supériorité, & Souveraineté (comme ci-dessus est dit) le Château & la Ville de Rolleducq, & de plus les Banons, Seigneuries, & Villages de Mercastein, Kirckraedt, Ubach, Simpsvelt, Wel, & Roerdorp, avec tous les Hameaux, Ressorts, Juridictions, Droits, Fiefs, Vassallages, Aydes, Domaines, & autres Regales ou Revenus, de quelque nature qu'ils puissent être, & quelque nom qu'ils puissent avoir, comme aussi toutes leurs appendances, & dépendances, y estant spé-

cialement compris tous les Fiefs étrangers consistans en Seigneuries, Villages, Censés, & autres Biens, qui pourroient dependre dudit Château de Rolleducq.

Et que de même les susdits Seigneurs Etats Generaux auront, tiendront, & posséderont eternellement, & hereditairement pour eux, & leurs Successeurs en pleine & libre Propriete, Superiorité, & Souveraineté du Pais de Fauquemont, le Château & la Ville de Fauquemont, & de plus les Bancqs, Seigneuries, & Villages de Meerßen, Mauthem, Haren, Geulle, Velestraten, Bunde, Amby, Itteren, Climmen, Hulsbergh, Schummert, Eyden, Herckenrodt, Eckelraede, Beeck, Nederbeeck, Bergh, Bomelen, Blyt, & Herle; comme aussi le Chemin ordinaire qui court d'Herle, par le milieu de la Jurisdiction & Territoire de la Seigneurie de Schasberg, extendu à la largeur d'une verge de Terre des deux costez dudit Chemin (de la même façon qu'il court presentement) sans aucune reserve, & hors de toutes les vexations, servitudes, ou charges imaginables, de quelle façon qu'on les puisse nommer, & ce avec tous les Hameaux, Ressorts, Jurisdicions, Droits, Fiefs, Vassallages, Aydes, Domaines, & autres Regales ou Revenus appartenans auxdits Villages & Seigneuries de quelque nature qu'ils puissent être, & quelque nom qu'ils puissent avoir, comme aussi toutes leurs appendances & dependances. Et que des Fiefs relevant dudit Château de Fauquemont, y demeureront attachez au profit des susdits Seigneurs Etats Generaux les Fiefs Etrangers, sçavoir la Seigneurie de Hure, la Cense de Melch, la Seigneurie & Château de Leuth, la Porte Blanche de Steyn, la noble Salle & Cense de Eys, le grand & le petit Blankenbergh à Cadier, les Biens Seigneuriaux situez sous Nechem, le Ponton dudit Nechem, & celui de Gueulle sur la Meuze, le Fief de Bruisterbosch, celui de Blissen, nomme Mangel, le Fief d'Udick-hoven, & celui de Leyersbosch situé supres de Ste. Geertrude. Et que de même les susdits Seigneurs Etats Generaux auront, tiendront, & posséderont eternellement & hereditairement pour eux, & pour leurs Successeurs, en pleine & libre Propriete, Superiorité, & Souveraineté la Ville & Château de Dalem, & de plus les Bancqs, Seigneuries, & Villages de Trembleur, Oline, Bombay, Pencur, Cadier, & Oost, avec tous leurs Hameaux, Ressorts, Jurisdicions, Droits, Fiefs, Vassallages, Aydes, Domaines, & autres Regales ou Revenus, y appartenans, de quelque nature qu'ils puissent être, & quelque nom qu'ils puissent avoir, comme aussi toutes leurs appendances & dependances y compris, spécialement tous les Fiefs Etrangers consistans en Seigneuries, Villages, Censés, & autres Biens dependants dudit Château. Et finalement que les susdits Seigneurs Etats Generaux auront, tiendront, & posséderont eternellement & hereditairement pour eux, & leurs Successeurs en pleine & libre Propriete, Superiorité, & Souveraineté du Pais de Rolleducq, les Bancqs, Seigneuries, & Villages de Gulpen, Margraten, Holsel, Vilen & Vael, avec tous leurs Hameaux, Ressorts, Jurisdicions, Droits, Fiefs, Vassallages, Aydes, Domaines, & autres Regales ou Revenus y appartenans, de quelque qualité qu'ils puissent être, & quelque nom qu'ils puissent

avoir, comme aussi toutes leurs appendances & dependances. Et d'autant que la Seigneurie d'Éylvo du Pais de Fauquemont, & celle de Bernauwe du Pais de Dalem, demeurent indivise dans ledit Partage, parce qu'il y a Procès pendant & intenté par devant le Conseil de Brabant tenant à Bruxelles entre les États dedit Pais, & les Seigneurs dedites Seigneuries & que le foud du Ravenshoteh situé dans le Pais de Fauquemont, ressort sous deux tiers, ou environ sous le Bancq de Meerssen, & pour l'autre tiers sous le Village de Chimmert, Partant nous lesdits Ambassadeur & Commissaires avons accordé & convenu mutuellement sur ce sujet, que l'expédition sera poussée à communs frais avec toute sçevance, & que l'on en attendra le succès, afin d'en convenir ultérieurement selon l'exigence des affaires, au contentement reciproque & pour ce qui concerne le Ravenshoteh, en demeurant la Souveraineté du foud sous le Bancq, & Village ci devant spécifiés, on mettra premierement en vente la coupe, & après le 1^{er} J^u, par parties commodées, & le tout se vendra au temps convenable sous des conditions raisonnables au profit du foudit Seigneur Roi, & des dits Seigneurs États Generaux mort & par mort, & afin d'auster deuenement en ce tout le surplus au regard dudit Partage, & prevenir toutes les disputes & différends, qui s'y rencontrent encore en quelque façon, on qui pourr^oient s'en suivre. Partant nous lesdits Ambassadeur & Commissaires avons traité entre nous que les Revenus des Aydes ordinaires ou Domaines, qui ont été levés jusques à présent des deux costez, sur ledits trois Pais entiers, se rendront selon le vieil pied, sçavoir les Aydes au dernier de Decembre prochain, & les Domaines le jour de St. André, ou au dernier de Novembre de cette Année, de sorte que les Aydes & Domaines respectifs commenceront à courir lepremierement au profit des deux Souverains, sçavoir le premier de Janvier 1662 & le premier de ce mois Decembre, & comme parmi lesdits Domaines il se trouve d'icellents Moulins, dont les termes viennent à echéoir à la St. Jean, ou au 24 de Juin de l'Année prochaine, ledites Fermes seront divisées par le demi An, échéant le 24 de ce mois, & par conséquent les revenus & despens dedites Moulins demeureront privativement au profit & à la charge des respectives hautes Parties sous le Ressort desquelles ils seront tombez par ce partage. Que plus pour la commodité commune & pour prevenir les autres malintelligences (comme dessus) qui pourroient s'ensuivre touchant les limites, entre le Foud de Nivagne, & le Ressort de la Seigneurie d'Éylvo, comme aussi touchant les Seigneuries de Fouron le Comte, M. d'Ant, & Bombay, au regard des Passages entre le foudit Seigneur Roi par terre avec beloung, afin d'avoir un chemin & passage libre du dit Foud par le Pais de Dalem vers celui de Limbourg, & en échange ledits Seigneurs États Generaux pourroient aussi avoir beloung d'un chemin & passage libre de la Ville Mastricht, & la Jurisdiction d'Éylvo, vers Boulaye & Dalem, comme aussi de memes afin que la Dame & Religieuses de St. Gerlach puissent avoir une libre entrée & sortie de leur Cloître. Partant nous ledit Ambassadeur & Commissaires avons convenu reciproquement, quant au premier, que l'on fera une separation des Limites entre

entre le Voelle ou le Ruiffeau, qui descend de Fourn le Comte dans la Meuse & ledit Fort de Navagne à la distance de deux tiers dudit fond, & ainsi de travers jusqu'à la Jurisdiction de Moulant, & que celle d'Eyden demeurera retranchée, de sorte que ledits deux tiers, qui seront hors de ladite Coupure ou séparation vers le Fort de Navagne, & spécialement tout le fond, sur lequel ledit Fort est basty, & ainsi avant de travers vers le Territoire de Moulant par le plus court & droit chemin demeureront aussi au ledit Seigneur Roi, en la même pleine & libre Propriété, Supériorité, & Souveraineté, qu'il a esté stipulé des autres parties ci dessus spécifiées, & quant au second, qu'en cas que l'on rencontre ledites difficultés des deux costez, ou de l'un ou de l'autre, & que le ledit Seigneur Roi, ou les ledits Seigneurs Estats Generaux, ne puissent pas avoir respectivement les Chemins ou Passages libres, ainsi que ci dessus est dit, que les deux hautes Parties auront à le designer par ensemble, ou bien l'une à l'autre, qui en aura besoin, & le requerra, tels Chemins & Passages commodes par & sur leurs Territoires & Juridictions, qui pourroient estre nécessaires, lesquels Chemins & Passages ils ne pourront charger d'aucuns Droits de passage, Tonnages, Licences, ou autres Impositions, quelque nom qu'elles puissent avoir, & quant au dernier ledits Seigneurs Estats Generaux donneront à la Dame & Religieuses de St Gerlach une libre entrée & sortie par les Chemins qui vont dudit Cloistre par Geullem & Bergh, ou par Strabach & Broeckhem vers les Pais dudit Seigneur Roi aux Seigneuries de Vieu-Fauquemont & de Schinn sur la Geulle, pour y passer & repasser, & s'en pouvoir servir, tant pour elles mêmes comme pour tous autres de quelque condition qu'ils soient, Domestiques ou Estrangers, Religieux ou Seculiers, sans aucune exception, comme aussi pour toutes les Denrées, Marchandises, Bestiaux, Fruits, & tout ce que l'on voudra porter audit Cloistre, ou en transporter, sans aucune exception, & sans aucune charge de droits de Passage, Tonnages & Licences, ou autres Impositions quelque nom qu'elles puissent avoir, & de plus nous ledits Ambassadeur & Commissaires avons trouvé bon d'arrester par certes, que toutes les injures, offenses, & dommages qui peuvent avoir esté faits, donnez, ou soufferts durant ce respectif Traité jusques à cejourd'huy datte d'icelluy tant en general qu'en particulier, seront & demeureront hors de recherche & de compensation, & que la mutuelle Correspondence & Amitié sera restablée par tout dans les trois Pays, afin que par le présent Traité, Accord, & Accommodement viennent à cesser entièrement toutes les méintelligences tant en particulier, qu'en general & que toute la confiance reciproque y soit confirmée Et finalement, afin qu'il n'y reste aucunes occasions ni moyens par lesquels ce grand & salutaire ouvrage puisse estre enrayé ou altéré, en tout ou en partie Nous ledits Ambassadeur & Commissaires avons trouvé bon de déclarer de bonne foi des deux costez, que nous acceptons au nom & au profit du ledit Seigneur Roi, & des ledits Estats Generaux respectivement, & absolument, ledits passages en leur entier, & en chaque partie selon qu'ils se trouvent entendus ci-dessus spécifiquement, & par le menu, sans aucune réserve d'a-

bus, erreur de calcul, ou quelconques autres, qui ont esté pris en considération touchant la forme de l'évaluation, ou partage desdits Pais, ou qui pourroient, ou devroient y avoir esté pris. Promettans des deux costez de faire approuver & ratifier tous lesdits Articles, Points, & Conditions ci-dessus exprimez, par lesdits Seigneur Roi, & par les susdits Seigneurs Estats Generaux, & d'en faire dépêcher les Actes de Ratification en deüe forme dans le terme de quatre mois.

. En foi dequoy nous lesdits Ambassadeur & Commissaires, avons signé de nos propres mains, lesdits Articles, Points, & Conditions, & y apposé le Cachet de nos Armes. A la Haye le 26. de Decembre 1661.

Estoit signé & cacheté comme s'ensuit.

(L.S.) GAMARRA.

(L.S.) R. HUYGENS.

(L.S.) J. DE MERODE.

(L.S.) JOAN DE WITT.

(L.S.) JOHAN KIEN.

(L.S.) JOHAN VAN REEDE.

(L.S.) E. v. BOOTMA.

(L.S.) B. I. MULERT.

(L.S.) I. ISBRANDTS.

(L.S.) J. v. BORSSELE VANDER
HOOGHE.

(L.S.) H. v. BEVERNINGE.

[DDDD.]

1650.

*Traité de Marine entre la Couronne d'Espagne &
Leurs Hautes Puissances, conclu en Decembre
1650.*

Comme depuis la conclusion de la Paix à Munster, entre les Seigneurs Roi d'Espagne, & Etats Generaux des Provinces-Unies du Pais-Bas, quelques disputes & differents seroient survenus, touchant la vraie intelligence

parce de l'Article conclu séparément le quatrième du mois de Février de l'an 1648. en ladite Ville, concernant la Navigation, Commerce, Sécurité, Liberté, & Facilité d'icelui, & que lesdits Seigneurs Roi & Etats Généraux aiant jugé à propos d'en donner quelque éclaircissement & explication, afin de prévenir toutes occasions de plaintes & estreindre de plus en plus la bonne correspondance entre eux, & leurs sujets, réciproquement par la sincère & parfaite observation dudit Traité de Paix en tous & un chacun de ses articles, principalement dans ce point de si grande utilité & importance, & que pour cet effet ledit Seigneur Roi auroit commis de sa part Messire Antoine Brun, Chevalier, Conseiller de Sa Majesté en son Conseil d'Etat, & Suprême pour les affaires des Pais-Bas & de Bourgogne, près de sa personne, son Plénipotentiaire aux Traitez de la Paix generale, & son Ambassadeur ordinaire auprès desdits Seigneurs Etats Généraux.

Et lesdits Seigneurs Etats, les Sieurs Rutger Huygens, Chevalier, François Banning Cock, Chevalier, Sieur de Purmerlant & Ilpandam, Bourguemaitre & Conseiller de la ville d'Amsterdam, Corneille Ripperse, Bourguemaitre de la Ville de Hoorn en West Frise, Jaques Veth, Conseiller & Pensionnaire de la Ville de Middelbourg en Zelande, Gysbert de Hoolck, vicil Bourguemaitre de la Ville d'Utrecht, Joachim d'Andrée, vicil Premier Conseiller en la Cour Provinciale de Frise, Chevalier, Jean de la Beecke, à Doornik & Crytenburg, Bourguemaitre de la Ville de Deventer, Adrian Clant à Stedum, Sieur de Nittersum, Deputés du Corps de leur Assemblée.

Lesdits Sieurs Ambassadeur & Deputés aiant tenu plusieurs conferences, ont enfin au nom & de la part desdits Seigneurs Roi, & Etats Généraux convenu, accordé, & conclu le présent Traité aux Articles & Conditions, qui s'ensuivent.

I. Premièrement, les Sujets & Habitans des Provinces-Unies du Pais-Bas pourront en toute seureté & liberté naviger & trafiquer dans tous les Roiaumes, Etats, & Pais, qui sont, ou seront, en paix, amitié, & neutralité avec l'Etat desdites Provinces-Unies.

II. Et ne pourront être troublez ou inquietez dans cette liberté par les Navires, ou Sujets du Roi d'Espagne, à l'occasion des hostilités, qui se rencontrent, ou pourroient se rencontrer ci-après, entre ledit Seigneur Roi & les susdits Roiaumes, Pais, & Etats ou aucuns d'iceux, qui seront en amitié ou neutralité avec lesdits Seigneurs Etats des Provinces-Unies.

III. Ce qui s'étendra, au regard de la France, à toutes sortes de Marchandises & denrées qui s'y transportoient avant qu'elle fut en Guerre avec l'Espagne.

IV. Bien entendu toutesfois que les sujets des Provinces-Unies s'abstiendront d'y porter Marchandises provenant des Etats dudit Seigneur Roi d'Espagne, telles qu'elles puissent servir contre lui & lesdits Etats.

V. Et quant aux autres Roiaumes, Etats, & Pais, étant en Amitié ou neutralité avec ledites Provinces-Unies, bien qu'elles se trouvent en Guerre, avec ledit Seigneur Roi, n'y pourront être portées Marchandises de Contrebande ou aucuns biens defendus, & pour d'autant mieux l'empêcher, ledits Seigneurs Etats en feront defences bien expressees par Placarts & Edicts.

VI. De plus, pour d'autant mieux prevenir les differents qui pourroient naître, touchant la designation des Marchandises defendues & de Contrebande, il a été déclaré & convenu, que sous ledit nom seront comprises toutes Armes à feu & assortissemens d'icelles, comme Canons, Mousquets, Mortiers, Petards, Bombes, Grenades, Saucisses, Cercles poussez, Afuts, Fourchettes, Bandoulieres, Poudre, Meches, Salpêtre, Bales. Pareillement sont entendues, sous le même nom de Marchandises defendues & de Contrebande, toutes autres Armes, comme Piques, Epées, Morions, Cisques, Cuirasses, Halbardes, Javelots, & autres semblables: est encore prohibé sous ledit nom le transport de gens de Guerre, de Chevaux, de harnachemens, fontes de Pistols, Baudriers, & assortissemens façonnez & formés a l'usage de la Guerre.

VII. Pour eviter pareillement toute matiere de dispute & convention, est accordé que sous ledit nom de Marchandises de Contrebande & defendues, ne seront compris le froment, bleds, & autres grains & legumes, Sel, Vin, Huile, ni generalement tout ce qui appartient à la nourriture & sustentation de la Vie, mais demeureront libres, comme toutes autres Marchandises non comprises en l'Article precedent, & en sera le transport permis, même aux lieux Ennemis, sauf aux Villes & Places assiegées, bloquées, ou investies.

VIII. Et afin d'empêcher que lesdites Marchandises defendues & de Contrebande, selon qu'elles viennent d'être designées & réglées par les Articles immediatement precedens, ne passent auxdits Ennemis du Seigneur Roi d'Espagne, & qu'à pretexte, aussi, de tel empêchement, la liberté & securité de la Navigation & Commerce ne soient retardées, on est demeuré d'accord, que les Navires avec les Marchandises des Sujets & Habitans desdites Provinces-Unies étant entres en quelque havre dudit Seigneur Roi, & voulant de la passer à ceux de susdits Ennemis, seront obligés seulement de produire & montrer aux Officiers du havre d'Espagne, ou autres Etats dudit Seigneur Roi, d'où ils partiront, leurs Passeports contenant la specification de la charge de leurs Navires, attelée & marquée du Scel & Scing ordinaire, & reconnu des Officiers de l'Amirauté aux quartiers dont ils seront premierement partis, avec declaration du lieu où ils seront destinés, le tout en forme ordinaire & accoutumée; après laquelle exhibition de leurs Passeports en la forme susdite, ils ne pourront être molestés, ni recherchés, detenus ou retardés en leur Voyage, sous quelque pretexte que ce soit.

IX. Même lesdits Navires des Sujets & Habitans des Provinces-Unies, étant en pleine Mer, ou même venant dans quelques Rades, sans vouloir
entrer

entrer dans les Havres, ou y entrant, sans toutefois y vouloir débarquer & rompre leurs charges, ne seront obligés de rendre compte de la charge de leurs Navires, sauf en cas, qu'ils fussent soupçonnés de porter aux Ennemis dudit Seigneur Roi Marchandises de Contrebande, comme il a été dit précédemment.

X. Et audit cas de suspicion apparente, lesdits Sujets & Habitans des Provinces-Unies, seront obligés de montrer dans les havres, leurs Passeports, en la sorte ci-devant spécifiée.

XI. Que s'ils sont entrés en Rades, ou rencontrés en pleine Mer, par quelques Navires dudit Seigneur Roi, ou des Armateurs particuliers, ses sujets, lesdits Navires pour éviter tous desordres, demeurans éloignés de la portée du Canon pourront envoyer leur bateau ou Chaloupe à bord du Navire des sujets & habitans des Provinces-Unies, & faire entrer en icelui deux ou trois hommes seulement, auxquels seront montrés les Passeports par le Maître ou Patron dudit Navire des Provinces-Unies, en la forme spécifiée aux articles antérieurs, & aussi les Lettres de Mer, couchées selon le formulaire qui sera inséré à la fin du présent Traité, par ou devra conster non seulement de la charge, mais aussi du lieu de la demeure & résidence aux Provinces Unies, & du nom tant du Maître ou Patron, que du Navire, afin que par ces deux moyens on puisse reconnoître, s'il y a Marchandises de Contrebande, & qu'il apparaisse suffisamment de la qualité du Navire, comme aussi du Maître ou Patron d'icelui, auxquels Passeports & Lettres de Mer, sera donnée entière foi, & créance d'autant plus, que tant de la part dudit Seigneur Roi, que de celle desdits Seigneurs États, seront données des contremarques, pour en mieux reconnoître la validité, & afin qu'elles ne puissent être aucunement falsifiées.

XII. Et au cas que dans lesdits Vaisseaux des sujets des Provinces-Unies se trouvent par le moyen susdit quelques Marchandises de celles, déclarées ci-dessus de Contrebande & défendues, elles seront déchargées, calangées, & confisquées par devant les Juges de l'Amirauté ou autres compétens, sans que pour cela le Navire ou autres Biens & Marchandises libres & permises, retrouvées au même Navire puissent être en aucune façon saisies, ni confisquées.

XIII. A été en outre accordé & convenu, que tout ce qui se trouvera chargé par lesdits sujets & habitans des Provinces-Unies en un Navire des Ennemis dudit Seigneur Roi, juroit que ce ne fût Marchandise de Contrebande, sera confisqué avec tout ce qui se trouvera audit Navire sans exception ni réserve.

XIV. Mais d'ailleurs aussi sera libre, & affranchi, tout ce qui sera dans les Navires, appartenant aux sujets desdits Seigneurs États, encore que la charge, ou partie d'icelle fut aux Ennemis dudit Seigneur Roi, sauf les Marchandises de Contrebande, au regard desquelles on se règlera selon ce qui a été disposé aux Articles précédens.

XV. Les Sujets dudit Seigneur Roi auront réciproquement mêmes droits & libertés en leur Navigation & Traffic au regard desdits Seigneurs États
Gene-

Generaux des Provinces-Unies, que leurs sujets au regard dudit Seigneur Roi d'Espagne, s'entendant que la reciprocité & égalité sera en tout de part & d'autre, même au cas ci-après ledit Seigneur Roi eût amitié & neutralité avec aucuns Rois, Princes ou Etats, qui vinssent à être Ennemis desdites Provinces-Unies, usant reciproquement les deux parties de mêmes conditions & restrictions exprimés aux Art. ci-dessus.

XVI. Que le present Traité servira d'Eclaircissement & Explication à l'Article particulier conclu à Munster le 4. de Fevrier de l'An 1648. sans y déroger, sauf en ce, où la presente explication se trouvera être au de-là du contenu audit Article.

XVII. Sera le present Traité de même vigueur & durée, que s'il avoit été inséré au Traité Original de la Paix entre lefdits Seigneurs Roi & Etats, avec reserve toute-fois qu'en cas qu'à la suite du tems ou découvre quelques fraudes ou inconveniens au fait dudit Commerce & Navigation, auxquels n'aura été suffisamment pourvû, & remedié, d'y pouvoir apporter telles autres precautions, qu'on estimera convenir d'un ou de l'autre côté, demeurant cependant le present Traité en sa force & vigueur.

XVIII. Finalement que ledit present Traité sera agréé & confirmé par lefdits Seigneurs Roi d'Espagne, & Etats Generaux des Provinces-Unies du Pais-Bas, dans quatre mois après la date d'icelui.

S'ensuit le Formulaire de la Lettre de Mer en François.

AUX Serenissimes, Très-Illustres, Illustres, Très-Puissans, Puissans, Très-Nobles, Nobles, Honorables & Prudens, Seigneurs Empereurs, Rois, Republicues, Princes, Ducs, Comtes, Barons, Seigneurs, Bourguemaitres, Eschevins, Conseillers, Juges, Officiers, Justiciers, & Regens de toutes bonnes Villes & Places, tant Ecclesiastiques que Seculieres, lesquelles ces Patentes verront ou lire orront, nous Bourguemaitres & Regens de la Ville . . . sçavoir faisons que N. N. . . Maître de Navire . . . comparant devant nous a déclaré de serment solennel, que le Navire nommé N. . . grand environ . . . Lastes, sur lequel maintenant il est le Maître, appartient aux Inhabitans des Provinces-Unies, Ainsi Dieu le vouloir aider Et comme volontiers, nous verrions ledit Maître de Navire aidé dans ses justes affaires, nous vous requerrons tous en general & en particulier, où le susdit Maître avec son Navire & Denrées arrivera, qu'il leur plaise de recevoir benignement & traiter duement, le souffrant sur les droits accoustumés des peages & frus, dans par & auprès vos Ports, Rivières, & Domaines, le laissant naviger, passer, frequenter, & negocier là, & où il trouvera à propos, ce que volontiers nous reconnoîtrons. A temoin de quoi nous y avons fait apposer le Sceau de notre Ville.

En foi de quoi, nous Ambassadeurs des Deputez susdits, en vertu de nos pouvoirs respectifs, avons signé ces presentes de nos Seings ordinaires, &

& à icelles fait poser les cachets de nos Armes. A la Haie en Hollande
ce 17. Decembre 1650.

(L.S.) A. BRUN. (L.S.) HUYGENS. (L.S.) G. V. HOOLCK.
(L.S.) F. BANNING COCK. (L.S.) JO. ANDRE'E.
(L.S.) CORN. RIPPERSE. (L.S.) J. V. BECK.
(L.S.) JACOB VERH. (L.S.) ADR. CLANT.

[EEEE.]

1648. *TRAITE' d'Osnabruck entre l'Empire, la Suede, &
la France, conclu le 24. Oct. 1648. tiré de Heiff,
Histoire de l'Empire &c.*

Au Nom de la Ste. & indivisible Trinité. Ainsi soit-il.

I.

QU'il soit notoire à tous & un chacun qu'il appartient &c. . . *
Qu'il y ait une Paix Chrétienne, universelle, & perpetuelle, & une amitié vraie & sincere, entre sa sacrée Majesté Imperiale, la Maison d'Autriche, & tous ses alliez & adherans, & les heritiers & successeurs d'un chacun, principalement le Roi Catholique, & les Electeurs, Princes, & Etats de l'Empire d'une part : Et sa Sacrée Majesté Roiale, & le Roiaume de Suede, ses adherans & alliez, & les successeurs & heritiers d'un chacun, principalement le Roi très-Christien, & respectivement les Electeurs Princes & Etats de l'Empire d'autre part : Et que cette Paix s'observe & se cultive sincerement & serieusement, en sorte que chaque partie procure l'utilité, l'honneur, & l'avantage l'une de l'autre ; & qu'ainsi de tous côtez on voye renaître & refleurir les biens de cette Paix & de cette Amitié, par l'entretien seur & reciproque d'un bon & fidele voisinage de l'Empire Romain avec le Roiaume de Suede, & du Roiaume de Suede avec l'Empire Romain.

I I.

Qu'il y ait de part & d'autre un Oubli & une Amnistie perpetuelle de tout ce qui a été fait depuis le commencement de ces troubles, en quelque lieu ou quelque maniere que les hostilitéz aient été exercées par l'une ou l'autre partie ; de sorte que, ni pour aucune de ces choses, ni sous aucune autre cause

* Ce Préambule est le même que celui du Traité de Munster.

cause ou pretexte, l'on n'exerce ou fasse exercer, ni ne souffre plus qu'il soit fait ci-après, l'une contre l'autre, aucun acte d'hostilité, ou immixtion, vexation, ou empêchement; ni quant aux personnes, ni quant à la condition, ni quant aux biens ou à la sécurité, soit par soi-même ou par d'autres, en cachette, ou bien ouvertement, directement ou indirectement, sous espèce de droit, ou par voie de fait, ni au dedans ni en quelque autre lieu hors de l'Empire, nonobstant tous pactes contraires faits auparavant; mais que toutes les injures, violences, hostilités, dommages, & dépenses, qui ont été faites & causées de part & d'autre, tant avant que pendant la guerre, de fait, de parole, ou par écrit, sans aucun égard aux personnes ou aux choses, soient entièrement abolies; si bien que tout ce que l'un pourroit demander & prétendre sur l'autre pour ce sujet, soit enseveli dans un perpétuel oubli.

I I I.

Selon ce fondement d'une Amnistie générale & non limitée, tous & chacun les Electeurs du saint Empire Romain, les Princes, & les Etats, y compris la Noblesse qui relève immédiatement de l'Empire, leurs vassaux, sujets, citoyens, & habitans, auxquels, à l'occasion des troubles de la Bohême & de l'Allemagne, ou des alliances contractées ça & là, il a été fait de l'une ou de l'autre part quelque prejudice & dommage en quelque manière, ou sous quelque pretexte que ce puisse être, tant en leurs domaines, biens fœdaux, sous-fœdaux, & allodiaux, qu'en leurs dignitez, immunités, droits, & privilèges, soient pleinement rétablis de part & d'autre au même état pour le spirituel & pour le temporel, qu'ils en jouissoient ou pouvoient jouir de droit avant qu'ils y fussent troublez, nonobstant tous changemens faits au contraire, lesquels demeureront annulés.

Mais, comme telles & semblables restitutions se doivent toutes entendre, sauf les droits quelconques, tant du domaine direct que de l'utile, qui appartiennent dans les biens qui sont à restituer, soit Seculiers ou Ecclesiastiques, à celui qui les restitue, ou à celui à qui on les restitue, ou à quelque tierce personne; sauf aussi les droits dont il y a procès pendant en la Cour Imperiale, ou en la Chambre Imperiale, ou dans les autres Tribunaux immédiats ou mediats de l'Empire, ainsi cette clause salutaire générale, ou d'autres plus spéciales mentionnées ci après ne pourront en aucune façon empêcher cette restitution. Mais ces competens droits, actions, exceptions, & procès seront après la restitution faite, examinez, discutez, & expediez par devant le Juge competent. Cette reserve ne portera non plus aucun prejudice à ladite Amnistie universelle & illimitée, ni ne s'étendra aux proscriptions, confiscations, & autres semblables alienations & moins encore dérogera-t'elle aux articles qui seront autrement convenus, & particulièrement à l'accommodement des griefs. Car il paroitra ci-dessous, dans l'article de l'accommodement des griefs Ecclesiastiques, quel droit ceux qui sont ou seront restituez auront dans les biens Ecclesiastiques, qui ont été jusques à présent en debat & contestation.

I V.

IV.

Or, bien qu'on puisse facilement juger par la précédente règle générale, qui sont ceux qui doivent être restitués, & jusques à quel point, on a pourtant voulu, sur l'instance de quelques-uns, faire mention de quelques causes de la plus grande importance, ainsi qu'il ensuit; en sorte néanmoins que ceux qui expressément, ou ne sont pas nommez, ou sont retranchez, ne soient point pour cela reputez pour omis, ou pour exclus.

La clause de la Maison Palatine a été avant toutes choses discutée par l'Assemblée d'Osnabruck & de Munster, en sorte que la contestation, qui en a été menee depuis long-tems, a été terminée en la manière suivante.

§ 1. Pour ce qui regarde la Maison de Baviere, la Dignité Electorale que les Electeurs Palatins ont eue ci-devant avec tous droits regaliens, offices, prééminences, ornemens, & droits quelconques appartenans à cette dignité, sans en excepter aucun, comme aussi le haut Palatinat, & le Comté de Cham avec toutes leurs appartenances, droits regaliens, & autres droits, demeureront comme par le passé, ainsi qu'à l'avenir, au Seigneur Maximilien Comte Palatin du Rhin Duc de Baviere, à ses enfans, & à toute la Branche Guillelmine, tandis qu'il en restera des Princes mâles en vie.

§ 2. Reciproquement, l'Electeur de Baviere renoncera entièrement pour lui, ses heritiers & successeurs, à la dette de treize millions, & à toute prétention sur la haute Autriche, & remettra, aussi-tôt après la Paix conclue, à sa Majesté Imperiale, tous les actes obtenus sur cela, pour être cassez & annullés.

§ 3. Et pour ce qui concerne la Maison Palatine, l'Empereur avec l'Empire, consentent, par le motif de la tranquillité publique, qu'en vertu de la présente Convention, il soit établi un huitieme Electorat, dont le Seigneur Charles Louis Comte Palatin du Rhin, & ses heritiers descendans de la Ligne Rodolphine, jouiront, suivant l'ordre de succéder exprimé par la Bulle d'Or, sans que le même Seigneur Charles Louis, ni ses successeurs, puissent avoir d'autres droits que l'Investiture simultanée, sur ce qui a été ci-devant attribué avec la Dignité Electorale à l'Electeur de Baviere, & à toute la Branche Guillelmine.

§ 4. Que tout le bas Palatinat avec tous & chacuns les biens Ecclesiastiques & seculiers, droits & appartenances, dont les Electeurs & Princes Palatins ont joui avant les troubles de Bohême, comme aussi tous les documens, registres, comptes, & autres actes en dependans, lui seront entièrement rendus, cassant tout ce qui a été fait au contraire, ce qui sortira son effet d'Autorité Imperiale: de sorte que, ni le Roi Catholique, ni aucun autre, qui en occupe quelque chose, ne puisse s'opposer en aucune façon à cette restitution.

§ 5. Or, d'autant que certains Baillages ou Bergstrass, appartenans d'ancienneté à l'Electeur de Mayence, furent engagez en l'an 1463. aux Comtes Palatins pour une certaine somme d'argent, à condition de rachat perpetuel. On est pour cette raison convenu, que ces mêmes Baillages retourneront & demeureront au Seigneur Electeur de Mayence, qui occupe à présent le Sie-

ge, & à ses successeurs en l'Archevêché de Mayence, pourvu que le prix de l'engagement offert volontairement soit payé argent comptant, dans le terme prefix de l'exécution de la paix conclue, & qu'il satisfasse aux autres conditions auxquelles il est obligé par la teneur de l'acte d'engagement.

§. 6. Qu'il soit libre à l'Electeur de Trêves, en qualité d'Evêque de Spire, & à l'Evêque de Wormes, de poursuivre par devant des Juges competens les droits qu'ils prétendent sur certains biens Ecclesiastiques, situés dans le territoire dudit Palatinat, si ce n'est que ces Princes s'en accommodent entr'eux à l'amiable.

§. 7. Que s'il arrivoit que la Ligne Guillelmine masculine vint à defaillir entièrement, la Palatine subsistant encore, non seulement le Haut Palatinat, mais aussi la Dignité Electorale, dont les Ducs de Baviere sont en possession, retourneront auxdits Comtes Palatins survivans, qui cependant jouiront de l'Investiture simulannée: & alors le huitieme Electorat demeurera entièrement éteint & supprimé: mais, le Haut Palatinat retournant en ce cas aux Comtes Palatins survivans, les actions & les bénéfices qui de droit appartiennent aux heritiers allodiaux de l'Electeur de Baviere leur seront conservés.

§. 8. Que les pactes de famille faits entre la Maison Electorale de Heidelberg, & celle de Neubourg, confirmés par les Predecesseurs Empereurs touchant la succession Electorale, comme aussi les droits de toute la Ligne Rodolphine, entant qu'ils ne sont pas contraires à la presente disposition, soient conservés & maintenus en leur entier.

§. 9. De plus, si l'on justifie par la voie competente de droit, que quelques fiefs du Pais de Juliers se trouvent ouverts, qu'ils soient évacués au profit des Comtes Palatins.

§. 10. Davantage, pour decharger en quelque façon le Seigneur Charles Louis de ce qu'il est obligé de fournir à ses freres pour appanage, sa Majesté Imperiale ordonnera qu'il soit payé à sesdits freres quatre cens mille richsdalles, dans le terme de quatre ans, à compter du commencement de l'an prochain 1649. à raison de cent mille richsdalles par an, avec les interêts à cinq pour cent.

En outre, que toute la Maison Palatine avec tous & chacun de ceux qui lui sont ou ont été en quelque sorte que ce soit attachez, mais principalement les Ministres qui ont été employez pour elle en cette Assemblée ou ailleurs, comme aussi ceux qui sont exilés du Palatinat, jouissent de l'Amnistie générale ci-dessus spécifiée, avec pareil droit, & aussi pleinement, que les autres qui sont compris dans ladite Amnistie, & dans cette Transaction, particulièrement pour ce qui regarde le point des griefs.

§. 11. Reciproquement le Seigneur Charles Louis avec ses freres rendra obeissance, & gardera fidelité à sa Majesté Imperiale, de même que les autres Electeurs & Princes de l'Empire, & tant lui que ses freres renonceront pour eux & pour leurs heritiers au haut Palatinat pour tout le tems qu'il restera des heritiers males & legitimes de la Branche Guillelmine.

§. 12. Or

§. 12. Or, comme il a été proposé de pourvoir à la subsistance de la veuve, mere du susdit Prince, & d'assurer la dote des sœurs du même Prince, la Majesté Imperiale, pour marque de son affection envers la Maison Palatine, a promis de paier une fois pour toutes vingt mille richsdales pour la subsistance de ladite Dame veuve mere, & dix mille richsdales à chacune des sœurs du susdit Seigneur Charles Louis, lorsqu'elles se marieront, & pour le surplus, le même Prince Charles Louis sera tenu d'y satisfaire.

§. 13. Que ledit Seigneur Charles Louis & ses successeurs au bas Palatinat ne troubleront en aucune chose les Comtes de Leiningen & de Daxbourg: mais, les laisseront jouir & user tranquillement & paisiblement de leurs droits obtenus depuis plusieurs siècles, & confirmez par les Empereurs.

Qu'il laissera inviolablement la Noblesse libre de l'Empire, qui est dans la Franconie, la Suabe, & le long du Rhin, ensemble les Pais qui appartiennent à ladite Noblesse, en leur état immediat.

§. 14. Que les Fiefs conferez par l'Empereur au Baron Gerhard de Waldenbourg dit Schenkheim, à Nicolas George Reigersberger, Chancelier de Mayence, & à Henn Brombsen, Baron de Rudesheim; comme aussi par l'Electeur de Baviere au Baron Jean Adolphe Wolff dit Meternich, leur demeureront en leur entier; ces vassaux seront pourtant tenus de prêter le serment de fidelité au susdit Seigneur Charles Louis comme à leur Seigneur direct & à ses successeurs, & de lui demander le renouvellement de leurs Fiefs.

§. 15. Que ceux de la Confession d'Augsbourg, qui avoient été en possession des Eglises, & entr'autres les Bourgeois & habitans d'Oppenheim, soient conservez dans l'Etat Ecclesiastique de l'année 1624. & qu'il soit libre aux autres qui desireront embrasser l'exercice de la Confession d'Augsbourg, de le pratiquer, tant en public dans les Eglises aux heures arrêtées, qu'en particulier dans leurs propres Maisons ou autres à ce destinées par leurs Ministres de la parole divine, ou par ceux de leurs voisins.

§. 16. Le Prince Louis Philippes Comte Palatin du Rhin retrouvera tous les Pais, dignitez, & droits, tant aux choses Ecclesiastiques que Laïques, qui lui sont échus de ses Ancêtres avant cette guerre par succession & partage.

Le Prince Frederic Comte Palatin du Rhin recevra & retiendra respectivement le quart du péage de Wiltzbach, comme aussi le Cloutre de Hornbach, avec les appartenances, & tout le droit que son pere y avoit & possédoit ci-devant.

Le Prince Leopold Louis Comte Palatin du Rhin sera pleinement rétabli dans le Comté de Veldentz sur la Moselle, au même état pour les choses Ecclesiastiques & Politiques que son pere le possédoit l'an 1624. nonobstant tout ce qui a été jusques ici attenté au contraire.

§. 17. Le different qui est respectivement entre les Evêques de Bamberg & de Wirtzburg, & les Marquis de Brandebourg Culmbach & Anspach, touchant les Châteaux, Ville, Baillages & Monastère de Kitzingen sur le

Mayn en Franconie, sera termine dans l'espace de deux ans par un accommodement à l'amiable, ou par les voies sommaires de droit, sur peine au refusant de perdre sa preterition; cependant, la forteresse de Wiltzbourg sera rendue audit Seigneur Marquis, au même état qu'elle fut démise, lorsqu'elle fut livrée par accord & stipulation.

§. 18. La maison de Wurtemberg demeurera paisible dans la possession recouvrée des Baillages de Weinsberg, Neu-Baut, & Muckmühle, comme aussi elle sera rétablie en tous les biens & droits qu'elle possédait en quelque lieu que ce soit avant ces troubles, & entr'autres dans les Baillages de Baubeuren, Achalm, & Stauffen avec leurs appartenances, & dans les biens occupés sous prétexte qu'ils en dépendaient, principalement dans la ville & territoire de Coppingen, & le village de Pflameren, dont les revenus ont été pieusement fondés pour l'entretien de l'Université de Tubingen; elle recouvrera aussi les Baillages de Heldenheim, & d'Oberkuch: comme aussi les villes de Balingen, Turlingen, Ebingen, & Rothenfeld, le château & village de Neidlingen, avec les appartenances. De même que Hohentwien, Hohenasperg, Hohenaurach, Hohentubingen, Abeck, Hornberg, Schiltach, avec la Ville de Schorndorf. On restituera pareillement les Eglises collégiales de Stutgard, Tubingen, Heimbach, Coppingen, & Buchang, comme aussi les Abbayes, Prévôtés, & Monastères de Bebenhausen, Maulbronn, Anhausen, Lorch, Adelberg, Denkendorf, Hirschau, Blaubeuren, Herprechtlingen, Murrhard, Albersbach, Kongsbrunn, Herrenalb, de Saint George, Reichenbach, Pfullingen, & Lichtenstern, ou Muttenron, & semblables, avec tous les documens qui en ont été soustraits, sauf toutefois & réservez tous les droits, actions, exceptions, & les secours & moyens de droits prétendus par la Maison d'Autriche, par celles de Wurtemberg, sur les Baillages de Blaubeuren, Achalm, & Stauffen.

Les Princes de Wurtemberg de la branche de Montbeliard, seront pareillement rétablis en tous leurs domaines situés en Alsace & ailleurs, & notamment aux deux fiefs de la haute Bourgogne, Clerval, & Pallavan. Et seront réintégrés par l'une ou l'autre partie dans les mêmes états, droits, prérogatives, & spécialement en leur mouvance immédiate de l'Empire Romain, dont ils ont joui avant le commencement de ces troubles, & dont jouissent, ou doivent jouir, les autres Princes & États de l'Empire.

§. 19. Et pour l'affaire qui regarde la Maison de Baden, il en a été convenu comme il s'en suit. Frideric Marquis de Baden, & de Hochberg, & les fils & héritiers, avec tous ceux qui leur ont rendu ou rendent service de quelque nom ou condition qu'ils soient, jouiront de l'Amnistie spécifiée ci-dessus en articles second & troisième, avec toutes leurs clauses & avantages, & en vertu de ce ils seront pleinement rétablis dans le même état, tant au spirituel qu'au temporel, auquel se trouvoit le Seigneur George Frideric Marquis de Baden & de Hochberg, avant la naissance des mouvemens de Badoine, tant en ce qui regarde le bas Marquisat de Baden, qu'on nomme communement Baden-Dourlach, qu'en ce qui concerne le Marquisat de Hochberg, & les Seigneuries de Rottelen, Badenweiler, & Soulsenberg;

nonobstant tous changemens quelconques survenus au contraire, lesquels demeurent pour cet effet nuls & de nulle valeur. Ensuite, les Bailliages de Staun & de Renchingen, qui avoient été cédés audit Guillaume Marquis de Baden avec tous les droits, titres, papiers, & autres appartenances, seront restitués au Marquis Frédéric sans aucune charge des dettes contractées pendant ce tems par le dit Marquis Guillaume de Baden & raison des fruits, intérêts, & depens portés par la transaction passée à Eblingen l'an 1629. de sorte que cette action concernant les depens & les fruits perçus, & à percevoir, avec tous dommages & intérêts, sera entièrement abolie & éteinte, à compter du tems de la première occupation. Le subsidé annuel que le bas Marquifat avoit accoutumé de payer au haut Marquifat sera aussi entièrement éteint, supprimé, & annullé en vertu des présentes, sans que pour ce sujet on en puisse prétendre ou demander deormais aucune chose, soit pour le passé, soit pour l'avenir. Le pas & la préférence seront à l'avenir alternatifs entre ces deux Branches de Baden, savoir celle du bas & celle du haut Marquifat, aux Dietes, & aux Assemblées du Cercle de Suabe, & à toutes les Assemblées générales ou particulières de l'Empire, ou autres quelconques, toutefois, pour le présent, la préférence demeurera au Marquis Frédéric tandis qu'il vivra.

§. 10. Pour ce qui est de la Baronie de Hohengerolsbeck. Il a été convenu, que si la Dame Princesse de Baden prouve suffisamment par pièces & titres authentiques les droits par elle prétendus en ladite Baronie, la restitution lui en sera faite incontinent après la sentence sur ce rendue, avec toute la cause & tout le droit qui lui appartient en vertu desdits titres, à condition toutefois, que la contestation s'en terminera dans l'espace de deux ans, à compter du jour de la publication de la paix. Et pour ce sujet ne seront alleguées ni admises en aucun tems de part ni d'autre, contre cette convention spéciale, aucunes actions, transactions, ou exceptions, clauses générales, ou spéciales, comprises dans ce Traité de paix, auxquelles on a dérogé expressément & à perpétuité pour ce regard.

§. 11. Le Duc de Crois jouira de l'effet de l'Amnistie générale; & la protection du Roi très-Christien ne lui tournera à aucun prejudice pour sa dignité, ses privilèges, honneurs, & biens, ni pour aucun autre regard que ce soit. Il possèdera paisiblement aussi la part du Domaine de Wisingen, laquelle ses ancêtres ont possédée, comme le possède encore à présent à titre de douaire la Dame sa mere, sous les droits de l'Empire en l'état qu'ils étoient avant ces troubles à l'égard du domaine de Wisingen.

§. 12. Quant au Different de Nassau-Siegen, contre Nassau-Sarbruck, la chose ayant été remise par une commission Impériale l'année 1643 à un accommodement à l'amiable, on reprendra la même commission, & l'affaire sera entièrement décidée à l'amiable comme dit est, ou par sentence juridique par devant un juge compétent; & le Comte Jean Maurice de Nassau & ses freres demeureront sans aucun trouble dans la possession par eux prise pour leurs cottes-parrs.

Seront restitués aux Comtes de Nassau-Sarbruck tous leurs Comtez, Bail-
lages,

lages, territoires, honneurs, & biens Ecclesiastiques & seculiers, feodaux & allodiaux, notamment les Comtez de Sarbruck, & de Sarwerden entier, avec tout ce qui en depend: comme aussi la forteresse de Hombourg avec les pieces d'artillerie, & les meubles qu'on y a trouvez, sauf de part & d'autre respectivement les droits, actions, exceptions, & benefices de droit qui sont a terminer selon les loix de l'Empire, tant a cause des choses adjudgées au revoloire par sentence du septième Juillet 1629. que pour les dommages soufferts, si mieux les parties n'aiment accommoder l'affaire à l'amiable; sauf aussi le droit qui peut appartenir aux Comtes de Leiningen Daxbourg, dans le Comté de Sarwerden.

§. 23. La Maison de Hanau sera rétablie dans les Baillages de Baubenhaffen, de Bischofsheim, Amsteeg, & de Wittat.

§. 24. Jean Albert Comte de Solms sera pareillement rétabli dans la quatrième partie de la ville de Butzbac, & dans les quatre villages y joignans. Seront aussi restitués à la Maison de Solms hohensolms tous les biens & droits dont elle fut dépouillée l'an 1627. nonobstant la transaction qui en fut faite ensuite avec le Seigneur Landgrave George de Hesse.

§. 25. Les Comtes d'Heimbouurg jouiront de l'Amnistie générale, ci-dessus insérée aux Articles II. & III., sauf les droits que le Landgrave George de Hesse ou quelque autre tiers pretend contre eux, & contre les Comtes de Hohensolms.

§. 26. Les Rhingraves seront rétablis en leurs Baillages de Troneck, & de Wildenbourg, & en la Seigneurie de Morchingen avec leurs appartenances, comme aussi en tous leurs autres droits usurpez par leurs voisins.

§. 27. La veuve du Comte Ernest de Sain sera aussi rétablie en la possession du Château, Ville, & Baillage de Hachembourg avec leurs appartenances, & du village de Bendorf, en laquelle elle étoit avant qu'elle en fut dépossédée, sauf toutefois le droit de qui il appartiendra.

§. 28. Le Château & Comte de Falckenstein sera restitué à qui il appartient de droit. Tout le droit aussi qui appartient aux Comtes de Rasbourg surnommez Lowenhaupt, sur le Baillage de Bretzenheim, fief de l'Archevêché de Cologne & sur la Baronnie de Reipoltz-Kirch dans le Hunrück, leur sera maintenu & conservé.

§. 29. La Maison de Waldeck sera pareillement rétablie en la possession de tous ses droits en la Seigneurie de Didinghausen & dans les villages de Nordermaw, Lichtenscheid, Defeld, & Nidernschleiden, comme elle en jouissoit en l'an 1624.

§. 30. Joachim Ernest Comte d'Oettingen sera remis en toutes les choses Ecclesiastiques & seculieres, que son pere Louis Eberhard possédoit avant ces mouvemens.

§. 31. De même, la Maison de Hohenloë sera rétablie en tout ce qui lui a été soustrait, principalement en la Seigneurie de Weickersheim, & au Cloître de Scheffersheim, sans aucune exception, principalement de la retention.

Fri-

§. 32. Frédéric Louis, Comte de Louvenstein & de Wertheim, sera rétabli en tous ses Comtez & Seigneuries, lesquelles pendant cette guerre ont été sequestrées & cédées à d'autres, tant au temporel qu'au spirituel.

§. 33. Ferdinand Charles, Comte de Louvenstein & de Wertheim, sera pareillement remis en tout ce qui a été sequestré, confisqué, & cédé à ses parens defunts, George Louis & Jean Casimir, & à d'autres, tant au temporel qu'au spirituel, sauf toutefois les biens & les droits qui appartiennent à Marie Christine, fille dudit George Louis de Louvenstein, dans l'héritage de ses pere & mere, dans lesquels elle sera rétable, la veuve de Jean Casimir de Louvenstein sera pareillement remise en ses biens dotaux & hypothèques, à la réserve du droit du Comte Frédéric Louis, s'il lui en appartient quelque un sur lesdits biens, lequel droit sera pour suivi par voie & composition à l'amiable, ou par voie legitime de Justice.

§. 34. La Maison d'Erbach, & principalement les heritiers du Comte George Albert, seront rétablis dans le Château de Breuberg, & en tous les droits qu'ils ont communs avec le Comte de Louvenstein, tant pour ce qui concerne la garnison & la direction, que pour les autres droits civils.

§. 35. La veuve & les heritiers du Comte de Brundenstein rentreront en tous les biens & droits qui leur ont été enlevés au sujet de la guerre.

§. 36. Le Baron Paul Kewenhuller avec ses neveux du côté de son frere les heritiers du Chevalier Löffler, les enfans & heritiers de Marc Conrad de Rheilingen, comme aussi Hierôme de Rheilingen, & son épouse, & Marc-Antoine de Rheilingen seront rétablis entierement chacun pour ce qui le regarde, dans tout ce qui leur a été ôté par confiscation.

§. 37. Les contrats, échanges, transactions, obligations, & promesses illicitement extorquées par violence ou par menace, soit des Etats, soit des sujets, ainsi que spécialement s'en plaignent Spire, Weissenbourg sur le Rhin, Landaw, Reutlingen, Hailbron, & autres, comme aussi les actions rachetées & cédées, seront abolies & annullées: En sorte qu'il ne sera permis à personne d'intenter aucun procès ou action pour ce sujet. Que si les debiteurs ont extorqué des créanciers par force ou par crainte les actes de leurs obligations, tous ces actes seront restitués, les actions sur ce demeurans en leur entier.

Si les dettes pour cause d'achat, de vente, de revenus annuels, & autres de quelque nom qu'elles s'appellent, ont été extorquées avec violence en haine des créanciers, par l'une ou l'autre des parties qui sont en guerre, il ne sera décerné aucune execution contre les debiteurs qui allegueront, & s'offriront de prouver, qu'on leur a fait véritablement violence & qu'ils ont payé réellement & de fait. Sinon après que ces exceptions auront été décidées en pleine connoissance de cause.

§. 38. Le procès qui sera sur ce intenté sera terminé en l'espace de deux ans, à compter du jour de la publication de la paix, sous peine de silence perpétuel, à imposer aux debiteurs contumaces, mais les procès intentez pour ce sujet jusques ici contr'eux ensemble, les transactions & promesses faites pour

la restitution future des créanciers seront supprimés & abolus, sauf toutefois les sommes d'argent qui ont été de bonne-foi payées pour d'autres durant la guerre, pour détourner les plus grands dangers & dommages dont ils étoient menacés.

Les Sentences prononcées en tems de guerre touchant les affaires purement séculières, si le défaut du procès ne paroît évidemment, ou qu'on ne le puisse incontinent faire voir, ne seront pas tout à fait nulles, mais seront suspendues, & sans effet de la chose jugée, jusqu'à ce que les pièces (si l'une ou l'autre partie en demande la révision dans six mois après la paix conclue) soient revues & examinées en bonne & due forme, par devant les Juges compétens en la manière ordinaire ou extraordinaire usitée dans l'Empire, & ainsi les Sentences seront confirmées, ou corrigées, ou en cas de nullité totalement mises ou neant.

§. 39. Et si depuis l'an 1618. quelques fiefs soit royaux, soit particuliers, n'ont pas été renouvellez, ni cependant l'hommage prêté au nom des véritables propriétaires, cela ne tournera au préjudice de qui que ce soit, mais le tems, pour en demander l'investiture, commencera à être ouvert du jour de la paix faite.

§. 40. Enfin tous & chacun tant les Officiers & Soldats, que Conseillers, Ministres de robe longue, Civils, & Ecclesiastiques, de quelque nom & condition qu'ils soient, qui ont suivi la guerre pour l'un ou l'autre parti, ou pour leurs alliez & adhérens, soit avec l'épée, soit avec la plume, depuis le plus grand jusqu'au plus petit, & depuis le plus petit jusqu'au plus grand sans différence ou exception aucune, avec leurs femmes, enfans, héritiers, successeurs, & serviteurs, seront rétablis de part & d'autre, quant aux personnes & aux biens dans le même état de vie, renommée, honneur, conscience, liberté, droits, & privilèges dont ils ont joui, & ont pu jouir avant lesdits mouvemens. Et pour ce sujet ne sera fait aucun tort à leurs personnes, ni à leurs biens, ni même intenté aucune action ou prétexte d'action, beaucoup moins leur sera-t'il fait aucune peine ou dommage, sous quelque prétexte que ce soit, toutes lesquelles choses sortiront absolument leur plein & entier effet, à l'égard de ceux qui ne sont pas sujets ni vassaux de la Majesté Impériale, & de la Maison d'Autriche.

Et pour ceux qui sont sujets & vassaux héréditaires de l'Empereur, & de la Maison d'Autriche, ils jouiront à la vérité de la même Amnistie, quant à leurs personnes, vie, renommée, & honneurs, & auront leur retour sûr en leur patrie, mais, à condition qu'ils seront tenus de s'accommoder aux loix usitées dans lesdits Royaumes & Provinces.

§. 41. Pour ce qui concerne leurs biens, s'ils ont été perdus par confiscation ou par quelque autre manière, avant qu'ils aient passé dans le parti de la Couronne de Suède, ou de celle de France, quoi que les Plénipotentiaires Suédois aient fortement & long-tems insisté à ce qu'ils leur fussent rendus, ils demeureront toutefois perdus & confisqués au profit de ceux qui les possèdent à présent, rien n'ayant pu être en cela prélevé à la Majesté Impériale, ni être autrement transigé, à cause de la constante contradiction des Impériaux,

mais, les Etats n'ayant pas non plus jugé, qu'il fût du service de l'Empire, de continuer pour cela seul la guerre.

Les biens pourtant qui leur ont été ôtez après, pour avoir pris les armes pour les Suédois, ou les François, contre l'Empereur, & contre la Maison d'Autriche, leur seront restitués tels qu'ils sont à présent, sans dédommagement toutefois des fruits perçus, ou des depens & dommages causés.

Au reste, si des créanciers, ou leurs héritiers, professans la Religion d'Augsbourg sujets du Royaume de Bohême, ou de quelques autres Provinces héréditaires de l'Empereur, intentent & poursuivent quelques actions pour des prétentions particulières, s'ils en ont quelques unes, on leur fera droit & justice sans aucune exception, de même qu'aux Catholiques.

§. 42. Toutefois, on exceptera de cette restitution générale les choses qu'on ne peut ni restituer ni représenter, telles que sont les meubles, les choses mobilières, les fruits perçus, les choses détruites par l'autorité des parties qui sont en guerre, comme aussi les édifices publics & particuliers, sacrés & profanes, qui sont abatus ou convertis en d'autres usages pour la sûreté publique, de même que les dépôts publics & particuliers, qui en vue d'hostilité ont été confisqués ou vendus légitimement, ou volontairement donnés.

Et d'autant que l'affaire concernant la succession de Juilliers pourroit à l'avenir exciter dans l'Empire des grands troubles entre les intéressés, si on ne les prevenoit, on est pour cela convenu, qu'elle sera terminée sans délai après la paix faite, soit par une procédure ordinaire devant sa Majesté Impériale, soit par un accommodement à l'amiable, ou par quelque autre moyen légitime.

V.

Or, comme les griefs qui étoient devenus entre les Electeurs, Princes, & Etats de l'Empire de l'une & d'autre Religion, ont en partie été cause & donné occasion à la présente guerre, il en a été convenu & transigé, ainsi qu'il ensuit.

§. premier. La transaction arrêtée à Passau l'an 1552. & suivie l'an 1555. de la paix de religion selon qu'elle a été confirmée l'an 1556. à Augsbourg & depuis en d'autres diverses Diètes du saint Empire Romain, en tous les Points & Articles accordez & conclus du consentement unanime de l'Empereur & des Electeurs, Princes, & Etats des deux Religions, sera maintenue en sa force & vigueur, & observée saintement & inviolablement. Mais, les choses qui ont été ordonnées par le présent Traité du consentement des parties, touchant quelques articles qui sont litigieux en ladite transaction, seront réputées pour être observées en jugement & ailleurs, comme une déclaration perpétuelle de ladite paix, jusqu'à ce que l'on soit convenu par la grace de Dieu, sur le fait de la Religion, & ce sans s'arrêter à la contradiction ou protestation faite par qui que ce soit, Ecclesiastique ou Seculier, soit au dedans soit au dehors de l'Empire, en quelque temps que ce puisse être, toutes lesquelles oppositions sont déclarées nulles & de

mal effet, en vertu des présentes. Et pour toutes les autres choses, qu'il y ait une égalité exacte & reciproque entre tous les Electeurs Princes & Etats de l'une & l'autre religion, selon qu'elle est conforme à l'état de la République, aux constitutions de l'Empire, & à la presente convention, En sorte que ce qui est juste à une partie le soit aussi à l'autre, toute violence & voie de fait, ici comme autre part, étant pour jamais prohibée entre les deux parties.

§. 2. Que le terme auquel on doit commencer la Restitution dans les choses Ecclesiastiques, & en ce qui a été changé à leur égard dans les politiques, soit le premier jour de Janvier 1624. & partant que le Retablissement de tous les Electeurs, Princes, & Etats de l'une & l'autre Religion, compris la Noblesse libre de l'Empire, comme aussi les Communautés & Villages immuniés, se fasse pleinement & sans restriction, de ce jour-là. Et pour cet effet que tous decretz, sentences, & arrêts rendus, toutes transactions, accords, ou capitulations, soit à discrétion ou autres passées, & toutes exécutions faites en ces sortes d'affaires, demeurent nuls & supprimez, & le tout réduit en l'état qu'il étoit aux jour & an susdits.

Les Villes d'Augsbourg, de Duncelspiel, de Biberach, & de Ravensbourg retiendront les biens, les droits, & l'exercice de Religion qu'elles avoient auxdits an & jour. Mais, à l'égard des dignitez de Senateurs, & des autres offices publics, le nombre sera égal & pareil entr'eux de l'une & de l'autre religion. Specialement, pour la Ville d'Augsbourg, seront élus des familles Patriciennes sept Senateurs du Conseil secret, & d'entre ceux-ci deux Présidens de la République, qui se nomment communement Statthalter, dont l'un sera Catholique, & l'autre de la Confession d'Augsbourg. Des autres cinq, trois seront Catholiques, & deux de la susdite Confession, les autres conseillers du moindre Senat, comme ils l'appellent, & les Syndics, les Assessors de la Justice de la Ville, & tous les autres Officiers, seront en nombre égal de l'une & de l'autre religion. Quant aux Receveurs des deniers publics, il y en aura trois, dont deux seront d'une même religion, & le troisième de l'autre, en sorte pourtant que la première année deux seront Catholiques, & un de la Confession d'Augsbourg, & l'année suivante deux seront de ladite Confession, & le troisième Catholique, ainsi alternativement chaque année. Les Intendants de l'Archevêché seront aussi trois, avec pareille alternative annuelle. Il en sera de même de ceux qui ont soin des subsides, des vivres, & des édifices & bâtimens publics, & des autres dont les offices sont connus à trois. En sorte que si une année deux offices, comme sont ceux de Receveur & d'Intendant des vivres ou des bâtimens, étoient exercés par deux Catholiques, & par un de la confession d'Augsbourg, la même année deux autres offices, comme l'Intendance de l'Amiral, & la recette des subsides, soient administrées par deux de ladite Confession, & par un Catholique, & que l'année suivante à l'égard de ces charges, deux de la Confession d'Augsbourg soient subrogez aux deux Catholiques, ou au seul Catholique, ou de la ladite Confession.

Les charges qu'on a accoustumé de se commettre qu'à une seule personne pour

pour une ou plusieurs années selon la qualité de la chose, seront alternativement exercées entre les Bourgeois Catholiques, & ceux de ladite Confession, en la même manière, que nous venons de dire touchant les charges qui sont commises à trois personnes. Toutefois à chacun des deux partis sera réservé le soin de leurs Eglises ou Temples, & de leurs Ecoles. Pour les Catholiques, qui se trouvent en ce tems de la présente pacification dans quelque Magistrature ou Office, au delà du nombre ci-dessus convenu, ils jouiront en tout & par tout de l'honneur & de l'avantage dont ils jouissoient auparavant: Néanmoins, jusqu'à ce que leurs places soient vacantes par mort ou par desistement, ou ils le tiendront chez eux, ou s'ils veulent assiler au Senat ils n'y auront point de voix.

Aucun des deux Partis n'abusera du pouvoir des adherans à sa religion pour détruire l'autre. Il ne s'ingérera non plus directement ni indirectement d'aggreger un plus grand nombre de personnes aux dignitez de Présidens & de Sénateurs, ni aux autres charges publiques, mais tout ce qui sera entrepris pour ce regard en quelque tems & manière que ce soit demeurera nul. C'est pourquoi non seulement la présente Disposition sera lue publiquement tous les ans, quand il s'agira de la subrogation de nouveaux Sénateurs & Officiers en la place des defunts, mais même l'élection du Président ou Magistrat du Conseil secret, & des autres Sénateurs, Præfets, Syndics, Juges, & autres Officiers Catholiques, appartiendra à présent & à l'avenir aux Catholiques, & celle des adherans à la Confession d'Augsbourg aussi à eux-mêmes, & un Catholique sera subrogé au Catholique defunt, & de même un de la Confession d'Augsbourg au defunt de la même Confession. On ne s'arrêtera nullement à la pluralité des suffrages dans les affaires concernant directement ou indirectement la Religion, & elle ne prejudiciera aux Bourgeois de la Confession d'Augsbourg en cette Ville-là, non plus qu'aux Electeurs, Princes, & Etats de la même Confession dans l'Empire Romain. Et si les Catholiques abusent de la pluralité des voix, au prejudice de ceux de la Confession d'Augsbourg, en ces affaires, ou en toutes autres, il sera permis à ceux-ci, en vertu de la présente Transaction, d'avoir recours à l'alternative d'un cinquieme Sénateur du Conseil secret, ou à d'autres remedes legitimes.

Au surplus, la Paix de Religion, & l'Ordonnance Caroline ou de Charles V. touchant l'Election des Magistrats, comme aussi les Transactions des années 1584. & 1591. demureront en leur entier & inviolables, entant qu'elles ne repugnent pas directement ou indirectement à la présente Disposition.

Qu'il y ait cy-après à Dunkelspiel, à Biberach, & à Ravensbourg, deux Consuls, dits Bourgmestres, l'un Catholique, & l'autre de la Confession d'Augsbourg, quatre Conseillers du Conseil secret, en nombre égal, de l'une & de l'autre Religion. La même égalité soit observée aussi en leur Senat, en la Justice civile, & en l'Intendant du tresor ou des deniers publics, aussi bien qu'aux autres offices, dignitez, & charges publiques, & pour la charge de Juge Preteur, le Syndicat, les Secretaires du Senat, & de la Ju-

fructs, & autres semblables charges qui ne sont conférées qu'à une personne seule, que la même alternative y soit perpétuellement observée, en sorte qu'un de la Confession d'Augsbourg, succède à un Catholique mort, & un Catholique, à un defunt de la même Confession. Quant à la manière de l'élection, & à la pluralité des suffrages, comme aussi au soin des Eglises & des Ecoles, & à la lecture annuelle de cette Disposition, qu'on y observe ce qui a été dit pour la ville d'Augsbourg.

Pour ce qui regarde la ville de Donawert, si dans la Diète générale prochaine, les Etats de l'Empire jugent qu'elle doive être rétablie dans son ancienne liberté, qu'elle jouisse du même droit aux choses Ecclesiastiques & séculières, dont jouissent les autres villes de l'Empire, en vertu de la présente Transaction, sauf toutefois, quant à cette ville, les droits de ceux qui y ont intérêt.

Le terme de l'an 1624. n'apportera aucun prejudice à ceux qui seront rétablis du chef de l'Amnistie, ou d'ailleurs.

§. 3. Quant aux biens Ecclesiastiques immédiats, soit Archevêchez, Evêchez, Prelatures, Abbayes, Baillages, Prévôtés, Commandes, ou libres Fondations séculières ou autres, avec les revenus, rentes, & toutes autres choses de quelque nom qu'elles puissent être, situées au dedans, ou au dehors des villes, que les Etats Catholiques, ou ceux de la Confession d'Augsbourg qui les possédoient le premier jour de Janvier de l'année 1624. les possèdent tous sans en excepter aucun, tranquillement & sans trouble, jusques à ce qu'on soit d'accord, (ce que Dieu veuille procurer) sur les contestations qui regardent la Religion, & qu'il ne soit licite à aucune des parties d'inquiéter l'autre par les voies de Justice ou autrement, ni lui causer aucun trouble, ou empêchement. Et en cas que l'on ne pût convenir à l'amiable des différends de la Religion, ce que Dieu ne veuille permettre, la présente Convention tiendra lieu de Loy perpétuelle, & la Paix durera à jamais.

Si donc un Catholique, Archevêque, Evêque, ou Prélat, ou si un de la Confession d'Augsbourg, élu ou postulé pour Archevêque, Evêque, ou Prélat, changeoit à l'avenir de Religion, seul ou conjointement avec ses Chanoines Capitulaires, soit un, ou plusieurs, ou tous ensemble, & pareillement si d'autres Ecclesiastiques changeoient aussi à l'avenir de Religion, ils seront à l'instant même déchus de leur honneur & de leur renommée, & videront leurs mains sans retardement ni opposition quelconque des fruits & des revenus. Et le Chapitre, ou celui à qui il appartiendra, aura droit d'élire, ou de postuler une autre personne de la même Religion, à laquelle ce Bénéfice appartient en vertu de la présente Transaction, sans répétition toutefois des fruits & revenus que l'Archevêque, Evêque, Prélat, &c. changeant de Religion, aura cependant reçus & consommés. Si donc quelques Etats Catholiques ou de la Confession d'Augsbourg ont été privez par voie de Justice ou autrement de leurs Archevêchez, Evêchez, Bénéfices, ou Prebendes immédiates, ou y ont été en aucune manière troublez depuis le premier jour de Janvier de l'an 1624. ils y seront rétablis, tant aux choses Ecclesiastiques qu'aux

qu'aux séculiers en vertu des présentes, avec abolition de toutes nouveautés, En sorte que tous les biens Ecclesiastiques immédiats, qui étoient administrés le premier jour de Janvier, de l'an 1624 par un Prêtre Catholique, reçoivent derechef un Chef Catholique, & réciproquement que les biens que ceux de la Confession d'Augsbouig possédoient le même jour & an, soient par eux retenus d'ordinaire, avec remise de tous les fruits perçus pendant ce temps, dépens, dommages, & intérêts, qu'une partie auroit à prétendre contre l'autre.

§. 5 Dans tous les Archevêchez, Evêchez, & autres Fondations immédiates, les droits d'élire & de postuler suivant les Coutumes & les anciens Statuts de chaque lieu, demeureront sans aucune alteration, tant qu'ils sont conformes aux Constitutions de l'Empire, à la Transaction de Passau, à la Paix de Religion, & principalement à la présente Declaration & Transaction. Et à l'égard des Archevêchez & Evêchez qui demeureront à ceux de la Confession d'Augsbouig, lesdits droits ne contrediront rien qui soit contraire à la même Confession, comme pareillement dans les Evêchez & dans les Eglises, où les droits mixtes sont admis entre les Catholiques, & ceux de ladite Confession, il ne sera rien ajouté de nouveau aux Statuts anciens, qui puisse blesser la conscience ou la cause des Catholiques, ou de ceux de la Confession d'Augsbouig chacun à leur égard, ou diminuer leurs droits. Mais les postulez, ou les élus, promettent en leurs Capitulations qu'ils ne possèdent nullement par droit héréditaire les Principautés Ecclesiastiques, Dignitez, & Benefices qu'ils auront accepté, & ne seront rien qui puisse les rendre héréditaires. De manière que tant l'élection, & la postulation, que l'administration & la regle des droits Episcopaux, pendant la vacance du Siège, demeureront en tous lieux libres, au Chapitre, & à ceux à qui conjointement à ce le Chapitre elles appartiennent selon l'usage établi. On aura soin aussi que les Nobles Patriciens, les Graduez, & autres personnes capables, n'en soient point exclus mais plutôt qu'ils y soient maintenus quand la chose ne sera pas contraire aux fondations.

§. 5 Que dans les lieux où Sa Majesté Impériale a de tout temps exercé le droit de premières prières, elle l'exerce de même à l'avenir, pourvu qu'un de la Confession d'Augsbouig venant à decéder, dans les Evêchez de la même Religion, un de cette Confession qui se trouvera capable selon les Statuts & la Discipline, jouisse des prières: mais que dans les Evêchez ou autres lieux immédiats mixtes de l'une & de l'autre Religion, celui qui sera présenté ne jouisse point des premières prières, à moins qu'une personne de la même Religion n'ait possédé le Benefice vacant.

. Si sous le nom d'Annates, de droits de Pallium, de confirmation, de mois du Pape, & de semblables droits & réserves, il étoit prétendu quelque chose par qui que ce soit, en quelque temps & manière que ce pût être, dans les biens Ecclesiastiques immédiats des Etats de la Confession d'Augsbouig, que la poursuite & l'exécution n'en puisse être apuée par le bras séculier.

Mais, dans les Chapitres qui jouissent de ces biens Ecclesiastiques immédiats,

dans, où les Capitulaires & Chanoines de l'une & de l'autre Religion sont admis en vertu du susdit terme en nombre certain de part & d'autre, & où les mots du Pape étoient alors en usage, ils y auront lieu de même, & auront leur execution quand le cas echerra, si les Capitulaires & Chanoines decedans sont du nombre défini des Catholiques, pourvu que la provision du Pape soit signifiée & insinuée immédiatement de la part de la Cour de Rome, & dans le tems legitime aux Chapitres.

§. 6. Les élus ou postulez aux Archevêchez, Evêchez, ou Prelatures de la Confession d'Augsbourg, seront investis par la sacrée Majesté Imperiale, sans aucune exception, après que, dans l'an de leur élection ou postulation, ils auront prêté la foi & l'hommage, & les sermens accoutumés pour les fiefs Romains, & paie, outre la somme de la taxe ordinaire, encore la moitié de la même taxe pour l'installation, lesquelles ensuite, ou les Chapitres, quand le Siege est vacant, & ceux auxquels conjointement avec eux en appartient l'administration, seront par lettres ordinaires appelés aux Diètes générales, comme aussi aux Assemblées particulières de deputations, visitations, revisions, & autres, & y jouiront du droit de suffrage, selon que chaque Etat a été participant de ces droits avant les dissensions survenues sur le fait de la Religion; Et pour ce qui est de la qualité & du nombre des personnes qui seront envoyées à ces Assemblées, il sera libre aux Prelats d'en ordonner avec leurs Chapitres & Communautés. Touchant les titres des Princes Ecclesiastiques de la Confession d'Augsbourg on en est ainsi convenu, qu'ils porteront la qualité d'élus ou de postulez Archevêques, Evêques, Abbez, Prevôts, sans prejudice toutefois de l'état & de la dignité, mais qu'ils prendront leur place au banc mi au milieu & en travers entre les Ecclesiastiques & les Seculiers à côté desquels seront assis en l'Assemblée de tous les trois Colleges de l'Empire, le Directeur de la Chancellerie de Mayence, exerçant au nom de l'Archevêque de Mayence la Direction générale des actes de la Diète, & après lui les Directeurs du College des Princes, & la même chose sera observée dans le Senat des Princes collegialement assemblé par les Directeurs seuls des actes de ce College.

§. 7. Il y aura à perpetuelle autant de Capitulaires ou Chanoines, soit de la Confession d'Augsbourg, soit Catholiques, qu'il y en avoit de l'une & de l'autre Religion, en quelque lieu que ce fût le premier jour de Janvier 1624. Et à ceux qui viendront à deceder il ne sera subrogé que de ceux de la même Religion; Que s'il y a en quelque lieu que ce soit plus de Capitulaires ou Chanoines Catholiques, ou de la Confession d'Augsbourg, possédans Benefices, qu'il n'y en avoit le premier jour de l'an 1624. ces supernuméraires retiendront leurs Benefices & Prebendes leur vie durant, mais après leur decès succederont aux Catholiques morts, ceux de la Confession d'Augsbourg, & à ceux-ci les Catholiques, jusqu'à ce que le nombre des Capitulaires ou Chanoines de l'une & de l'autre Religion soit remis au même état où il étoit le premier jour de l'année 1624. Et pour l'exercice de la Religion il sera rétabli & demeurera dans les Evêchez mixtes, ainsi qu'il étoit reçu & permis publiquement l'an 1624. & ne sera derogé en façon quelconque à aucune de

de ces choses ci-dessus spécifiées, soit en élisant, soit en présentant, ou autrement.

§. 8. Les Archevêchez, Evêchez, & autres Fondations & Biens Ecclesiastiques, immediats, ou mediats, cedez pour la satisfaction de la Royale Majesté, & du Royaume de Suede, & pour la compensation & l'indemnité équivalente de ses Conféderez, amis, & interessez, demeureront en tout & par tout dans les termes des Conventions & Clauses particulieres ci après inserées : mais, en toutes les autres choses qui n'y sont pas contenues, & entre autres à l'égard du paragraphe 16 le Droit Diocésain, &c. ci-après mentionné, ils demeureront sujets aux Constitutions de l'Empire, & à cette Transaction.

§. 9. Les Monastères, Colleges, Baillages, Commanderies, Temples, Fondations, Ecoles, Hôpitaux, & autres Biens Ecclesiastiques, mediats, ainsi que les revenus & droits, de quelque nom qu'ils soient appelez, lesquels les Electeurs, Princes, & Evêques de la Confession d'Augsbourg possédoient l'an 1624. le premier Janvier, seront tous & un chacun possédez par les mêmes, soit qu'ils aient été restitués, ou qu'ils soient encore à restituer en vertu de cette présente Transaction, jusqu'à ce que les differens sur la Religion soient terminés par un Accommodement général à l'amiable ; Et ce nonobstant toutes exceptions ou allegations, que ces biens ont été reformez & occupez avant ou après la Transaction de Passau, ou la Paix de Religion, ou qu'ils n'ont point été soustraits du territoire des Etats de la Confession d'Augsbourg, ou obligés à d'autres Etats par droit de Suffraganat, Diaconat, ou autre raison quelconque, l'unique & le seul fondement de cette Transaction, restitution, & reglement pour l'avenir étant la possession en laquelle chacun aura été le premier jour de Janvier de l'an 1624. annullant entièrement toutes exceptions & defenses qu'on pourroit tirer de l'exercice introduit en quelque lieu par interim, ou de quelques pactes antérieurs ou postérieurs, de Transactions générales ou speciales, de procès intentez ou jugez, de mandemens, de rescripts, de parrains, de lettres reversives, de causes pendantes, ou de tous autres pretextes & raisons généralement quelconques. Ainsi en quelque lieu que l'on ait alteré ou soustrait quelque chose touchant lesdits biens, leurs appartenances, & fruits aux Etats de la Confession d'Augsbourg depuis ce temps là, en quelque maniere ou sous quelque pretexte que ce soit, par la voie de la Justice, le tout sera pleinement & entièrement rétabli en son premier état sans retardement, & sans distinction, & entre autres spécialement les Monastères, Fondations, & Biens Ecclesiastiques, que le Prince de Wurtemberg possédait réellement & de fait le premier jour de Janvier l'an 1624. avec leurs revenus, appartenances, & dependances en quelque part qu'ils soient situez, ensemble tous les titres & documents qui ont été detournés. Ensorte que ceux de la Confession d'Augsbourg ne seront troublez d'oresnavant en aucune maniere que ce puisse être dans la possession qu'ils en ont eue ou recouvrée. mais seront à couvert de toute poursuite, de droit & de fait à perpetuité, jusqu'à ce que les contestations sur la Religion aient été terminées.

Les Catholiques posséderont aussi tous les Monastères, Fondations, & Collèges mediats, qu'ils possédoient réellement & de fait le premier jour de Janvier l'an 1624, quoi que situés dans les Territoires & Seigneuries des États de la Confession d'Augsbourg; ces biens toutefois ne passeront nullement à d'autres Ordres de Religieux, mais demeureront à ceux à l'Ordre desquels ils ont été premièrement devoués; si ce n'est que l'Ordre de tels Religieux ne fût totalement éteint. Car alors il sera libre au Magistrat des Catholiques de substituer de nouveaux Religieux d'un autre Ordre qui ait été en usage dans l'Allemagne avant les dissensions touchant la Religion. Dans toutes les Fondations, Églises Collégiales, Monastères, Hôpitaux mediats, où les Catholiques, & ceux de la Confession d'Augsbourg ont vécu péle-mêle, ils y vivront de même d'oresnavant au même nombre qui s'y trouva le premier de Janvier 1624. Et l'exercice de la Religion demeurera aussi de même qu'il étoit, en quelque lieu que ce soit lefdits jours & an, sans trouble ni empêchement de l'une ou de l'autre partie. Dans toutes les fondations mediates, où la Majesté Impériale exerceoit le premier jour de Janvier l'an 1624 le droit des premières prières, elle l'exercera à l'avenir en la manière ci-dessus expliquée pour les biens immediats; Et à l'égard des mois du Pape, il en sera usé de même qu'il en a été disposé ci-dessus au paragraphe 5. Les Archevêques, & ceux à qui semblable droit appartient, conféreront aussi les Benefices des mois extraordinaires; Que si ceux de la Confession d'Augsbourg avoient audit jour & an dans ces sortes de biens Ecclesiastiques mediats, possédés réellement, totalement, ou en partie par les Catholiques, les droits de présentation, de visite, d'inspection, de confirmation, de correction, de protestation, d'ouverture, d'hospitalation, de services, & de corvées, & qu'ils y aient entretenu des Curés & autres Officiers, ils auront les mêmes droits à l'avenir; Et si les élections pour les Prebendes vacantes ne se faisoient dans le tems, & en la manière due en faveur de personnes de la même Religion qu'étoit le mort, la distribution & la collation en appartiendra à ceux de ladite Religion par droit de devolution, pourvu toutefois que pour cela il ne soit fait dans ces biens Ecclesiastiques mediats aucun préjudice à la Coutume de la Religion Catholique, & que les droits appartenans au Magistrat Ecclesiastique des Catholiques par l'institution de l'ordre sur les mêmes Ecclesiastiques lui soient conservés en entier, & sans aucun changement. Ausquels pareillement si les élections & collations des Prebendes vacantes n'étoient pas faites au tems convenable; le droit devolu demeurera sain & entier.

Quant aux engagements Impériaux, d'autant qu'on trouve qu'il a été arrêté dans la capitulation Impériale que l'élu Empereur des Romains est tenu de confirmer ces mêmes engagements aux Electeurs, Princes, & autres États immediats de l'Empire, & de leur en assurer & conserver la possession tranquille & paisible; on est convenu que cette disposition sera observée jusqu'à ce qu'il en soit autrement ordonné du contentement des Electeurs, Princes, & États, & que pour ce sujet on restituera aussi-tôt pleinement & entièrement à la ville de Lundaw, & à celle de Weissenbourg en Nordgaw, les

engag-

engagemens impériaux qui leur ont été enlevés en rendant le sort principal. Toutefois, pour les biens que les États de l'Empire ont obligé sous titre d'engagement, depuis un tems immémorial, les uns aux autres, il ne sera autrement donné lieu pour ce regard au degagement, à moins que les exceptions des possesseurs, & le mérite des causes, ne soient suffisamment examinés. Que si de semblables biens ont été occupés pendant cette guerre par quelqu'un, ou sans préalable connoissance de cause, ou sans payer le sort principal, ils seront aussitôt entièrement restitués avec les titres aux premiers possesseurs, & si la Sentence donnoit lieu au degagement, & avoit passé pour chose jugée, en sorte que la restitution s'en seroit ensuivie après le paiement du sort principal, il doit être tout à fait libre au Seigneur direct d'introduire publiquement en ces sortes de terres engagées, qui seront retournées à lui, l'exercice de la Religion. Toutefois, les habitans & les sujets ne seront pas contraincts d'en sortir, ni de quitter la Religion qu'ils avoient embrassée sous le précédent possesseur de semblables terres engagées: mais il sera transigé entr'eux, & le Seigneur direct qui aura fait le degagement, touchant l'exercice public de leur Religion.

§. 10. A l'égard de la Noblesse libre & immédiate de l'Empire, & de tous & chacun ses membres avec leur sujets & biens féodaux & allodiaux, si ce n'est peut-être qu'on trouve qu'ils soient sujets en quelques lieux à d'autres États pour raison des biens, & pour le regard du territoire ou du domicile, ils auront en vertu de la Paix de Religion, & de la présente Convention dans les droits concernant la Religion, & dans les Benefices en provenans, pareil droit que celui qui appartient aux Electeurs, Princes, & États, & n'y seront non plus qu'eux dans les leurs empêchés ni troublés sous quelque prétexte que ce soit, & tous ceux qui auront été troublés seront restitués en leur entier.

§. 11. Les Villes libres de l'Empire, selon qu'elles sont routes & chacune sans contestation contenues sous le nom d'États de l'Empire, non seulement en la Paix de Religion, & en la présente Declaration, mais aussi par tout ailleurs, de même celles d'entre elles où une seule Religion étoit en usage l'an 1624. auront en leurs territoires, à l'égard de leurs habitans & de leurs sujets, le même droit qu'ont les autres États supérieurs de l'Empire, tant à raison du droit de reformer, que des autres cas concernant la Religion, En sorte que tout ce qui a été réglé & convenu de ceux-là, sera tenu pour dit & entendu ceux-ci, nonobstant que dans les Villes où le Magistrat & les Bourgeois n'auroient introduit l'an 1624. autre exercice de Religion que celui de la Confession d'Augsbourg, selon la Coutume & les Statuts de chaque lieu, quelques Bourgeois Catholiques y fissent leur domicile, Et même que dans quelques Chapitres, Eglises Collegiales, Monastères, ou Cloîtres y scitués, dépendans médiatement ou immédiatement de l'Empire, l'exercice de la Religion Catholique soit rétabli en vigueur, & au même état qu'il étoit le premier jour de Janvier 1624. dans lequel entièrement, tant activement que passivement, ils seront laissez à l'avenir, avec le Clergé qui n'a point été introduit depuis ledit tems, avec les Bourgeois Catholiques qui s'y

trouvoient alors. Avant toutes choses, les Villes Impériales attachées, ou à une seule Religion, ou à toutes les deux, & entre elles principalement la Ville d'Augibourg, comme aussi Duncelspiel, Biberach, Ravensbourg, & Knauffbeur, qui dès l'an 1624 ont été molestées par la voie ou hors de la voie de la Justice, en quelque façon que cela se soit fait à cause de la Religion, & à cause des biens Ecclésiastiques qu'elles avoient occupé & réformé, avant, ou après la Transaction de Passau, & la Paix de la Religion qui suivit, ne seront pas moins pleinement rétablis au même état qu'elles étoient le premier jour de l'an 1624 tant au spirituel qu'au temporel, que les autres Etats supérieurs de l'Empire, auquel état elles seront conservées sans aucun trouble, comme les autres qui alors les possédoient, ou en ont depuis ce temps-là recouvré la possession, & ce jusqu'à l'accommodement à l'amiable des Religions. Il ne sera licite à aucune des parties de se troubler l'une l'autre dans l'exercice de la Religion, dans les cérémonies & usages de leurs Eglises. mais les Bourgeois demeureront paisiblement ensemble, se conduiront honnêtement les uns envers les autres, & auront en tous lieux l'usage libre de leurs Religions & de leurs biens, toutes choses jugées & transigées, ou pendant les aux tribunaux de la Justice, & autres exceptions énoncées aux paragraphes 1 & 2 demeurant nulles, sauf toutefois les choses qui ont été réglées par le paragraphe 1 touchant les affaires civiles d'Augibourg, de Duncelspiel, de Bibrach, & de Ravensbourg.

§. 12. Quant à ce qui regarde les Comtes, Barons, Nobles, Vassaux, Villes, Fondations, Monastères, Commanderies, Communautés, & Sujets relevant des Etats immédiats de l'Empire Ecclésiastiques ou Seculiers, comme il appartient à ces Etats immédiats, d'avoir avec le droit de territoire & de supériorité, selon la pratique commune qui a été usitée jusqu'à présent par tout l'Empire, le droit aussi de reformer l'exercice de la Religion, & qu'ayant autrefois été accordé dans la paix de religion aux Sujets de tels Etats qui ne seroient pas de la religion du Seigneur du territoire, la faculté de changer de demeure, il auroit été de plus ordonné pour conserver une plus parfaite concorde entre les Etats, que personne n'eût à attirer à sa religion les sujets des autres, ni pour celle raison les recevoir en sa sauvegarde ou protection, ou les soutenir en aucune manière que ce soit, l'on est aussi tombé d'accord que la même chose sera observée par les Etats de l'une & de l'autre religion, & qu'aucun Etat immédiat ne fera traverser dans le droit qui lui appartient, à raison du territoire & de la supériorité sur les affaires de la religion. Nonobstant cela toutefois, les Landgraves, Vassaux, & sujets des Etats Catholiques, de quelque naissance qu'ils soient, qui ont eu l'exercice public ou privé de la Confession d'Augibourg l'an 1624 en quelque partie de l'année que c'en ait été, soit par quelque accord ou privilège, soit par un long usage, soit enfin par la seule observance de ladite année, le retiendront aussi à l'avenir avec les annexes ou dépendances, selon qu'ils l'ont eue ou qu'ils pourront prouver l'avoir pratiqué dans ladite année.

Par tels annexes on entend l'institution des Consistoires & des Ministres, tant des Ecoles que des Eglises, le droit de Patronage, & autres pareils droits,

droits, & ils n'en demeureront pas moins en possession que de tous les Temples, Fondations, Monastères, Hôpitaux, & de toutes leurs appartenances, revenus, & augmentations qui étoient dans ce tems-là en leur pouvoir, toutes lesquelles choses seront toujours & en tous lieux observées, jusqu'à ce qu'on soit autrement convenu sur le fait de la Religion Chrétienne, soit généralement, ou entre les Etats immédiats, & leurs sujets d'un consentement mutuel, afin que personne ne soit trouble par qui ce soit, ni par aucune voie ou manière que ce puisse être, mais qu'au contraire ceux qui ont été troublez, ou en quelque façon déstituez, soient restituez à pur & à plein sans aucune exception en l'état où ils étoient l'an 1624. La même chose sera observée à l'égard des Sujets Catholiques, qui sont dans les Etats de la Confession d'Augsbourg, où ils avoient l'an 1624. l'usage & l'exercice public ou privé de la Religion Catholique.

Les pactes, transactions, conventions, ou concessions, qui sont ci-devant intervenues, ou ont été accordées & passées entre tels Etats immédiats de l'Empire de leurs Etats Provinciaux & Sujets ci-dessus mentionnez pour introduire, permettre, & conserver l'exercice public ou privé de la religion, demeureront en leur force & vigueur, en tant qu'elles ne sont pas contraires à l'observance de l'an 1624. & il ne sera aucunement permis de s'en éloigner que d'un consentement mutuel, nonobstant toutes Sentences, reversales, accords, & transactions quelconques, contraires à la susdite observance de l'an 1624. lesquelles attendu qu'elle sert comme de règle demeureront nulles, & spécialement ce que l'Evêque de Hildesheim, & les Ducs de Brunswic-Lunebourg, ont transigé & stipulé par certains pactes en l'an 1643. touchant la religion des Etats & des sujets de l'Evêché de Hildesheim & son exercice: mais seront exceptez dudit terme, & réservés aux Catholiques les neuf Monastères situés dans l'Evêché de Hildesheim, que les Ducs de Brunswic leur avoient cédés la même année à certaines conditions.

Il a été en outre trouvé bon, que ceux de la Confession d'Augsbourg qui sont sujets des Catholiques, & les Catholiques sujets des Etats de la Confession d'Augsbourg, qui n'avoient en l'an 1624. en aucun tems de l'année l'exercice public ou privé de leur religion, & qui après la paix publique professeront & embrasseront une religion différente de celle du Seigneur territorial, seront en conséquence de ladite paix patiemment soufferts & tolerez, sans que l'on les empêche de vaquer à leur devotion dans leurs maisons & en leur particulier en toute liberté de conscience, & sans inquisition ou trouble, & même d'assister dans leur voisinage toutes les fois qu'ils voudront à l'exercice public de leur religion, ou d'envoyer leurs enfans à des Ecoles étrangères de leur Religion, ou de les faire instruire dans la maison par des Precepteurs particuliers, à la charge toutefois que tels Landgraves, vassaux & sujets seront en toutes autres choses leur devoir, & se tiendront dans l'obéissance & la sujétion due, ne donnant occasion à aucun trouble ni remuement. Pareillement les sujets, soit qu'ils soient Catholiques, soit qu'ils soient de la Confession d'Augsbourg, ne seront en aucun lieu méprisés à cause

de leur Religion, ni ne seront exclus de la Communauté des Marchands, des Artisans, & des Tribus, non plus que privez des successions, legs, hôpitaux, leproseries, aumônes, & autres droits ou commerces, & moins encore des cimetières publics, ou de l'honneur de la sépulture, & il ne sera exigé aucune autre chose pour les frais de leurs funérailles, que les droits qu'on a accoutumé de payer pour les mortuaires aux Eglises Paroissiales, en sorte qu'en ces choses & autres semblables, ils soient traités de même que les Concitoyens, & sûrs d'une justice & protection égale.

S'il arrivoit qu'un sujet, qui n'a point eû l'an 1624. l'exercice public ou particulier de la Religion, ou qui après la Paix publiée changera de Religion, voulût de son bon gre changer de demeure, ou qu'il lui fut ordonné par le Seigneur du territoire de la changer, il lui sera libre de le faire, en retenant ou vendant ses biens, & les retenant, de les faire administrer par les propres gens, de les aller visiter en toute liberté, & sans aucunes lettres de passe-port, & de poursuivre ses procès, & le paiement de ses dettes, toutes les fois que la raison le requerra.

Il a été aussi convenu, que les Seigneurs des territoires donneront un terme non moindre de cinq ans pour se retirer aux sujets qui n'avoient point en ladite année l'exercice de leur Religion, ni public, ni particulier, & qui toutefois au temps de la publication de cette présente Paix seront trouvez demeurans dans les domaines des Etats immediats de l'une ou de l'autre Religion : parmi lesquels seront aussi compris ceux, qui pour éviter les miseres de la guerre, & non par esprit de transferer leur domicile, se sont retirez en quelque part, & pretendent après la Paix faite, retourner en leur País, & pour ceux qui changeront de Religion après la Paix publiée, il leur sera donné un terme non moindre de trois ans pour se retirer, s'ils n'en peuvent obtenir un plus long ; & on ne leur refusera point aussi, soit qu'ils sortent volontairement, ou par contrainte, des certificats de naissance, d'extraction, d'affranchissement, de métier, & de mœurs honnêtes ; ils ne seront non plus surchargez d'exactions sous couleur de reversales inusitées, ou de decimations des biens qu'ils emporteront étendues au de là de l'équité, & il sera encore moins fait aucun empêchement sous pretexte de servitude ou autre quelconque, à ceux qui se retireront volontairement.

§. 13. Les Princes de Silesie, qui sont de la Confession d'Augsbourg, savoir les Ducs de Brieg, Legnitz, Munsterberg, & d'Oele. comme aussi la Ville de Breslaw, seront maintenus dans leurs droits & privileges obtenus avant la guerre, aussi-bien que dans le libre exercice de leur Religion, lequel leur a été concédé par grace Imperiale & Royale ; & pour ce qui touche les Comtes, Barons, Nobles, & leurs sujets dans les autres Duches de Silesie, que dependent immediatement de la Chambre Royale, comme aussi les Comtes, Barons, & Nobles, demeurans presentement dans la basse Autriche, quoi que le droit de reformer l'exercice de la Religion n'appartienne pas moins à la Majesté Imperiale, qu'aux autres Rois & Princes, elle consent, (non pas toutefois à cause de l'accord fait selon la disposition du precedent

ordent Article les *Passes*, &c. mais en considération de l'entremise de sa Majesté Royale de Suede, & en faveur des États intercedans de la Confession d'Augsbourg) que ces Comtes, Barons, Nobles, & leurs sujets dans lesdits Duchez de Silesie ne soient pas obligez de sortir des lieux où ils demeurent, ni de quitter les biens qu'ils y possèdent, pour cette raison qu'ils professent la Confession d'Augsbourg, ni même qu'ils soient empêchez de fréquenter l'exercice de la susdite Confession dans les lieux voisins hors du territoire; pourveu que dans les autres choses ils ne troublent point la tranquillité & la paix publique, & se montrent tels qu'ils doivent être à l'égard de leur Prince souverain. Que si cependant quelques-uns s'en retiennent volontairement, & qu'ils ne voulassent pas vendre, ou ne pussent pas commodément donner à ferme, leurs biens immeubles, ils auront toute liberté d'aller & de venir pour prendre garde, & avoir inspection, sur leursdits biens.

Outre ce qui a été ordonné ci-dessus à l'égard desdits Duchez de Silesie, qui dependent immédiatement du Conseil Aulique, sa Majesté Imperiale promet encore de permettre à ceux qui en ces Duchez font profession de la Confession d'Augsbourg, de bâtir pour l'exercice de cette Confession à leurs propres depens, trois Eglises hors des Villes de Schweinitz, Jaur, & Glogaw près des murailles, & dans des lieux à ce commodés, lesquels seront pour cet effet designez par ordre de la Majesté après la Paix faite. Et d'autant qu'on a tâché diverses fois dans la présente negociation de faire accorder dans lesdits Duchez, & dans les autres Roiaumes & Provinces de sa Majesté Imperiale, & de la Maison d'Autriche, une plus grande liberté & exercice de Religion, & que toutefois on n'en a pu convenir, à cause de la contradiction des Plénipotentiaires Imperiaux; sa Majesté Royale de Suede, & les États de la Confession d'Augsbourg, se reservent chacun en son droit la faculté de s'entremettre à l'amiable, & d'interceder humblement pour ce sujet envers sa Majesté Imperiale en la Diète prochaine & ailleurs; la Paix toutefois subsistant toujours, & toutes violences & voies de fait demeurans interdites.

§. 14. Le droit de reformer ne dependra pas de la seule qualité feudale ou sous feudale, soit qu'elle procedé du Roiaume de Bohême, ou des Electeurs, Princes, & États de l'Empire, ou d'ailleurs. Mais ces fiefs & arrière-fiefs, vassaux, sujets, & les Biens Ecclesiastiques dans les causes de Religion, & tout ce que le Seigneur de fief y peut pretendre, ou y auroit introduit & se seroit arrogé de droit, seront à perpetuité considerez suivant l'état du premier jour de Janvier de l'année 1624. & ce qui aura été innové au contraire, soit par la voie ou hors de la voie de la justice, sera supprimé, & rétabli en son premier état.

Que si on avoit été en contestation pour le droit de territoire avant ou après le terme de l'an 1624. ce droit demeurera à celui qui en étoit possesseur cette année-là, jusqu'à ce que l'on ait connu de l'affaire, & que l'on ait prononcé sur le possesseur & le petitoire, ce qui s'entend quant à l'exercice public. Mais on ne pourra à cause du changement de Religion qui sera cepen-

cependant arrivé, contraindre les sujets de sortir du Pais pendant la durée du procès touchant le territoire. Dans les lieux où les Etats Catholiques, & ceux de la Confession d'Augsbourg, jouissent également du droit de supériorité, le même droit demeurera tant à l'égard de l'exercice public que des autres choses concernant la Religion au même état qu'il étoit le jour & l'ansusdits. La seule juridiction criminelle, & le seul droit de glaive, de retention de causes, de Patronage, de filialité, ne donneront ni conjointement, ni séparément le droit de reformer, c'est pourquoi les réformations qui se sont introduites sous cette couleur, ou par quelques pactes, seront cassées, les lezees seront restituées; & on s'abstiendra tout à fait à l'avenir d'en faire de semblables.

§. 15. A l'égard de toutes sortes de revenus appartenans aux Biens Ecclesiastiques, & à leurs possesseurs: On observera avant toutes choses ce qui se trouve avoir été ordonné dans la Paix de Religion au paragraphe, *Particulièrement les Etats de la Confession d'Augsbourg, &c.* Et au paragraphe, *Comme aussi aux Etats qui sont de l'ancienne, &c.* Mais les revenus, cens, dixmes, rentes, qui en vertu de la dite Paix de Religion sont dûs aux Etats de la Confession d'Augsbourg à cause des Fondations Ecclesiastiques immédiates ou médiatees acquises avant ou après la Paix de Religion, des Provinces des Catholiques, & lesquels ceux de ladite Confession ont été en possession ou quasi possession de percevoir le premier Janvier 1624., leur seront payez sans aucune exception.

De même, si les Etats de la Confession d'Augsbourg ont possédé par usage ou concession legitime quelques droits de protection, d'avocatie, d'ouverture, d'hospitation, de corvées, ou autres dans les domaines & biens des Ecclesiastiques Catholiques situez soit au dedans ou au dehors des territoires, & particulièrement s'il appartient aux Etats Catholiques quelque droit semblable au dedans ou au dehors des Biens Ecclesiastiques acquis par les Etats de la Confession d'Augsbourg, tous retiendront de bonne-foi les droits dont ils ont joui; En sorte toutefois que les revenus des Biens Ecclesiastiques ne soient par l'usage, ou la jouissance de semblables droits, ni trop chargez ni épuisez.

Les revenus, dixmes, cens, & rentes, qui sont dûs par d'autres territoires aux Etats de la Confession d'Augsbourg pour les Fondations qui se trouvent presentement ruinées & démolies, seront payez aussi à ceux qui le premier Janvier 1624. étoient en possession ou quasi possession de les percevoir.

Et pour les Fondations, qui depuis l'année 1624. ont été détruites, ou tomberont à l'avenir en ruine, les revenus en seront payez, même dans les autres territoires, au Seigneur du Monastere détruit, ou du lieu où ce Monastere étoit situé.

De même, les Fondations qui étoient le premier jour de Janvier 1624. en possession ou quasi possession du droit de decimer sur les terres novalles dans un autre territoire, le seront aussi à l'avenir; mais qu'il ne soit demandé aucun nouveau droit. Entre les autres Etats & Sujets de l'Empire, le droit

droit touchant les Dixmes des terres noyales sera tel que le droit commun, ou la coutume, ou l'usage de chaque lieu en ordonnera, ou ainsi qu'il a été convenu par stipulations volontaires.

§. 16. Le Droit Diocésain, & toute Jurisdiction Ecclesiastique, de quelque espece qu'elle puisse être, demeurera suspendue jusqu'à l'accommodement final du différent de la Religion, contre les Electeurs, Princes, & Etats de la Confession d'Augsbourg, y compris la Noblesse libre de l'Empire, & contre leurs sujets, tant entre les Catholiques, & ceux de la Confession d'Augsbourg, qu'entre les Etats seuls de la Confession d'Augsbourg, & le droit Diocésain, & la Jurisdiction Ecclesiastique, se renfermeront dans les bornes de chaque territoire. Pour obtenir toutefois le paiement des revenus, cens, dixmes, & rentes, que les Catholiques auront à recevoir dans les domaines des Etats de la Confession d'Augsbourg, où les Catholiques étoient en l'année 1624. notoirement en possession, ou quasi possession, de l'exercice de la Jurisdiction Ecclesiastique, lesdits Catholiques jouiront aussi dorenavant de ladite jurisdiction, mais ce ne sera seulement qu'en exigeant ces mêmes revenus, & il ne sera procédé à aucune excommunication, sinon après la troisième sommation. Les Etats provinciaux & sujets de la Confession d'Augsbourg, qui en l'an 1624. reconnoissent la Jurisdiction Ecclesiastique des Catholiques, demeureront pareillement sujets à la susdite Jurisdiction dans les cas qui ne concernent point la Confession d'Augsbourg, & pourvu qu'on ne leur enjoigne à l'occasion de procès aucune chose contraire à ladite Confession d'Augsbourg & à la Conscience. Les Magistrats de la Confession d'Augsbourg, auront aussi le même droit sur les sujets Catholiques, qui avoient en l'année 1624. l'exercice public de la Religion Catholique, sauf le droit Diocésain, tel que les Evêques l'ont exercé paisiblement sur eux en l'année 1624. mais dans les Villes de l'Empire, où est en usage l'exercice de la Religion mixte, les Evêques n'auront aucune Jurisdiction sur les Bourgeois de la Confession d'Augsbourg, toutefois les Catholiques se pourvoiront en justice pour leurs deus selon l'usage de ladite année 1624.

§. 17. Les Magistrats de l'une & de l'autre Religion défendront severement & rigoureusement, que personne n'impugne, en aucun endroit, en public ou en particulier, en prêchant, enseignant, disputant, écrivant, ou consultant, la Transaction de Passau, la Paix de la Religion, & sur tout la présente Declaration ou Transaction, ni les rende douteuses, ou tâche d'en tirer des conséquences ou propositions contraires. Sera aussi nul tout ce qui a été jusqu'à présent produit & public au contraire, mais, s'il s'élevoit quelque doute de là ou d'ailleurs, ou qu'il en résultât quelque'un des causes concernant la Paix de Religion, ou cette présente Transaction, le tout sera réglé par voie amiable dans les Diètes ou autres Assemblées de l'Empire, par les Principaux de l'une & de l'autre Religion.

§. 18. Dans les Assemblées ordinaires des Deputés de l'Empire: le nombre des Chefs de l'une & de l'autre Religion sera égal, & pour les personnes, ou pour les Etats de l'Empire qui leur devront être adjoins, il en so-

ra ordonné en la Diète prochaine. Si dans ces Assemblées de Deputez, aussi-bien que dans les Dietes Generales, il y vient des Deputez, soit d'un ou de deux, ou des trois Colliges de l'Empire, pour quelque occasion ou affaire que ce soit, le nombre des Deputez des Chefs de l'une & de l'autre Religion sera egal. Et où il se rencontrera des Officiers à expédier dans l'Empire par commissions extraordinaires, si l'affaire n'est qu'entre les Etats de la Confession d'Augsbourg, on ne deputera que de ceux de cette Religion, que si l'affaire ne regarde que les Catholiques, on ne deputera que des Catholiques, & si la chose concerne les Etats Catholiques, & ceux de la Confession d'Augsbourg, on nommera & ordonnera des Commissaires en nombre egal de l'une & de l'autre Religion. Il a été trouvé bon aussi, que les Commissaires fassent leur rapport des affaires par eux faites, & qu'ils y ajoutent leurs suffrages, mais qu'ils ne finissent rien par forme de Sentence.

§. 19. Dans les causes de Religion, & en toutes les autres affaires où les Etats ne peuvent être considerez comme un corps, de même aussi les Etats Catholiques & ceux de la Confession d'Augsbourg se divisant en deux partis, la seule voie à l'amiable décidera les differens, sans s'arrêter à la pluralité des suffrages. Pour ce qui regarde pourtant la pluralité des voix dans la matiere des impositions, cette affaire n'ayant pû être décidée en l'Assemblée presente, elle est renvoyée à la Diète prochaine.

§. 20. En outre, comme à cause des changemens arrivez par la presente Guerre, & autres raisons, il a été allegué plusieurs choses, pour faire transférer le Tribunal de la Chambre Imperiale en quelque autre lieu plus commode à tous les Etats de l'Empire, & aussi pour presenter le Juge, les Presidents, les Assesseurs, & autres Officiers de Justice, en nombre egal de l'une & de l'autre Religion, & pour regler pareillement d'autres affaires appartenant à ladite Chambre Imperiale, lesquelles ne peuvent pas être commodement expédiées en la presente Assemblée, à cause de l'importance du fait, on est convenu qu'on en traitera dans la Diète prochaine, & que les deliberations touchant la reformation de la Justice agitées en l'Assemblée des Deputez à Francfort auront leur effet; & que s'il sembloit y manquer quelque chose, on le suppléera & corrigera. Cependant, afin que cette affaire ne demeure pas tout à fait dans l'incertitude, on est demeuré d'accord, qu'outre le Juge, & les quatre Presidents, dont deux de ceux qui doivent être de la Confession d'Augsbourg seront établis par sa Majesté Imperiale seule, le nombre des Assesseurs de la Chambre sera augmenté jusqu'à cinquante en tout, en sorte que les Catholiques puissent & soient tenus de presenter vingt-six Assesseurs, y compris les deux Assesseurs dont la presentation est réservée à l'Empereur, & les Etats de la Confession d'Augsbourg, vingt-quatre; & qu'il soit loisible de prendre & élire de chaque Cercle de Religion mixte deux Catholiques, & deux qui soient de la Confession d'Augsbourg, les autres choses, qui regardent la Chambre, ayant été renvoyées, comme il a été dit, à la prochaine Diète. Et parant les Cercles seront exhortez de presenter à tous les nouveaux Assesseurs qui seront à substituer en la susdite Cham-

bre à la place des morts, suivant la table insérée à la fin de ce Paragraphe. Les Catholiques conviendront aussi en leur tems de l'ordre de présenter, & la Majesté Imperiale ordonnera, non seulement qu'en cette Justice de la Chambre les Causes Ecclesiastiques & politiques, debatues entre les Catholiques & les Etats de la Confession d'Augsbourg, ou entre ceux ci seulement, ou aussi quand des Catholiques plaidans contre des Etats Catholiques, un tiers intervenant sera de la Confession d'Augsbourg, & reciproquement quand ceux de la Confession d'Augsbourg plaidans contre d'autres de la même Confession, un Etat Catholique interviendra, seront discutées & jugées par des Assesseurs choisis en nombre égal de l'une & de l'autre Religion, mais que la même chose sera aussi observée en la Chambre Aulique, & à cette fin ladite Majesté tirera des Cercles où la Confession d'Augsbourg est seule, ou conjointement avec la Religion Catholique en vigueur, quelques sujets de la Confession d'Augsbourg, doctes & versés dans les affaires de l'Empire, en tel nombre toutefois que le cas échéant il puisse y avoir égalité de Juges de l'une & de l'autre Religion. La même chose sera aussi observée à l'égard de l'égalité des Assesseurs, toutes les fois qu'un Etat immediat de la Confession d'Augsbourg sera cité ensuite par un Etat mediat Catholique, ou qu'un Etat Catholique immediat le sera par un Etat mediat de la Confession d'Augsbourg.

Quant à la procedure judiciaire, le reglement de la Chambre Imperiale sera pareillement observé dans le Conseil Aulique, en tout & par tout. Alors, afin que les parties en plaidant ne soient pas destitues de tout secours suspensif, au lieu de la revision usitée en ladite Chambre, il sera licite à la partie lésée d'appeller à sa Maj. Imperiale de la Sentence donnée par le Conseil, afin que le procès soit revû de nouveau par d'autres Conseillers en nombre égal de l'une & de l'autre Religion, capables du poids de l'affaire, non alliez des parties & qui n'aient pas assisté à dresser, ou à prononcer la premiere Sentence, ou du moins qui n'aient pas été Rapporteurs ou Corrapporteurs du procès, & il sera loisible à sa Maj. Imperiale dans les causes de consequence, & d'où on pourroit craindre qu'il arrivât quelque desordre dans l'Empire, de demander sur ce l'avis & les suffrages de quelques Electeurs & Princes de l'une & de l'autre Religion. La visite du Conseil Aulique se fera autant de fois qu'il sera necessaire par l'Electeur de Mayence, observant ce qui dans la prochaine Diete sera, du consentement commun des Etats, jugé à propos d'être observé. Mais s'il se rencontre quelques doutes touchant l'interpretation des Constitutions Imperiales, & des Rois publics, ou que dans les jugemens des causes Ecclesiastiques ou politiques, debatues entre les parties ci-dessus nommées, apres même qu'en plein Senat elles auroient été examinées par un nombre de Juges toujours égal de part & d'autre, il naisse de la parité des Assesseurs de l'une & de l'autre Religion des opinions contraires, les Assesseurs Catholiques tenons pour l'une, & ceux de la Confession d'Augsbourg pour l'autre, alors qu'ils soient renvoyés à une Diete generale de l'Empire. Mais si deux ou plusieurs Catholiques avec un ou deux Assesseurs de la Confession d'Augsbourg, & reciproquement,

embrassoient une opinion, & que les autres en nombre égal, quoiqu'inégaux de Religion en maintinssent une autre, & que de-là il naîsse une contrariété, en ce cas elle sera terminée par l'Ordonnance de la Chambre, & le renvoi n'en sera point fait à la Diète. Toutes lesquelles choses seront observées dans les causes, où procès des Etats, y compris la Noblesse immédiate de l'Empire, soit que lesdits Etats soient demandeurs, soit qu'ils soient défendeurs, ou intervenans. Mais si entre les Etats mediats, le demandeur ou le défendeur ou le tiers intervenant est de la Confession d'Augsbourg, & qu'il ait demandé une parité de Juges d'entre les Assesseurs de l'une & de l'autre Religion, cette parité lui sera accordée, & s'il arrive alors égalité de voix, le renvoi n'en sera point fait à la Diète, & le procès sera terminé selon l'Ordonnance de la Chambre. Au reste, tant dans le Conseil Aulique qu'en la Chambre Imperiale, seront laussez en leur entier aux Etats de l'Empire le privilege de premiere Instance, celui d'Aufstreges, & les droits & privileges de ne point appeller, & ils n'y seront point troublez, ni par mandemens, ni par commissions ou évocations, ni par aucune autre voie. Enfin, comme il a été aussi fait mention d'abolir la Cour Imperiale de Rotweil, & les Sieges Provinciaux de Justice de Suabe, & autres établis en plusieurs lieux dans l'Empire, la chose ayant été jugée de grande importance, la deliberation en a aussi été renvoyée à la Diète prochaine.

Les Assesseurs de la Confession d'Augsbourg seront presentez :

Par l'Elesteur de Saxe,	}	6.
Par l'Elesteur de Brandebourg,		
Par l'Elesteur Palatin.		
Par le haut Cercle de Saxe	4.	} 1. En alternant par ces deux Cercles.
Par le bas Cercle de Saxe	4.	
Par les Etats du Cercle de Franconie	}	} 1. En alternant par ces quatre Cercles.
de la Confession d'Augsbourg		
Par ceux du Cercle de Suabe	2.	
Par les Etats du Cercle du haut Rhin.	2.	
Par le Cercle de Westphalie.	2.	

Et quoiqu'on ne fasse en cette Table aucune mention des Etats de l'Empire de la Confession d'Augsbourg, qui sont compris sous le Cercle de Baviere, cela ne leur tournera à aucun prejudice, mais leurs droits, libertez, & privileges, demeureront en leur entier.

V I.

Et comme sa Majesté Imperiale, sur les plaintes faites en presence de ses Plenipotentiaires Deputez en la presente Assemblée, au nom de la ville de Basse, & de toute la Suisse, touchant quelques procédures & mandemens
execu-

executoires émanez de la Chambre Impériale contre ladite Ville, & les autres Cantons unis des Suisses, & leurs citoyens & sujets ayant demandé l'avis, & le conseil des États de l'Empire, suroit par un Decret particulier du 14. Mai de l'année dernière, declare ladite ville de Balle, & les autres Cantons Suisses, être en possession d'une quasi pleine liberté, exemption de l'Empire, & ainsi n'être aucunement sujets aux Tribunaux & Jugemens du même Empire, il a été résolu, que ce même Decret soit tenu pour compris en ce Traité de Paix, qu'il demeure ferme & constant, & parant que toutes ces Procédures & Arrêts donnez sur ce sujet, en quelque forme que ç'ai été, doivent être de nulle valeur & effet.

V I I.

Du consentement aussi unanime de sa Majesté Impériale, & de tous les États de l'Empire, il a été trouvé bon, que le même droit ou avantage que toutes les autres Constitutions Impériales, la Paix de Religion, cette présente Translation publique, & la décision y contenue des griefs, accordent aux États & Sujets Catholiques, & à ceux de la Confession d'Augsbourg, doit aussi être accordé à ceux qui s'appellent entr'eux les Reformez, sauf toutefois à jamais les Pactes, Privileges, Réversales, & autres Dispositions que les États qui se nomment Protestans ont stipulé entr'eux & avec leurs sujets, par lesquels il a été pourvu jusqu'à présent aux États & Sujets de chaque lieu, touchant la Religion, & son exercice, & les choses qui en dépendent, sauf aussi la liberté de conscience d'un chacun. Et d'autant que les différens de Religion, qui sont entre les Protestans, n'ont pas été terminés jusqu'à présent, étant réservés à un accommodement futur, & que pour cette raison ils forment deux partis, il a été pour ces causes convenu entre l'un & l'autre parti touchant le droit de Reformation, que si quelque Prince ou autre Seigneur de territoire, ou Patron de quelque Église passoit ci-après à la Religion d'un autre parti, ou s'il avoit acquis ou recouvre par droit de succession, ou en vertu de la présente Translation, ou par quelque autre titre une Principauté, ou une Seigneurie ou la Religion d'un autre parti s'exerce à présent publiquement, il lui sera sans contredit permis d'avoir près de lui, & en la résidence des Predicateurs particuliers de sa Confession pour la Cour, sans néanmoins que cela puisse être à la charge & au préjudice de ses sujets, mais il ne lui sera pas loisible de changer l'exercice de la Religion, ni les Loix ou Constitutions Ecclesiastiques qui auront été reçues ci-devant, non plus que d'oter aux premiers les Temples, Ecoles, Hopitaux, ou les revenus, pensions, & salaires y appartenans, & les appliquer aux gens de la Religion moins encore d'obliger ses sujets, sous prétexte de droit de territoire, de droit Episcopal, & de Patronage, ou autre, de recevoir pour Ministres ceux d'une autre Religion, ou donner directement ou indirectement à la Religion des autres aucun autre trouble ou empêchement. Et afin que cette Convention soit observée plus exactement, il sera permis, en cas de tel changement, aux Communautés mêmes, de présenter, ou si elles n'ont pas droit de présenter, de nommer des Ministres capables, tant pour les Ecoles, que pour l'Église, lesquels seront par le Consistoire & les

Ministres publics du lieu examinez & ordonnez, si tant est, qu'ils soient de même Religion que les Communautés qui les présenteront ou nommeront; ou au défaut de ce ils seront examinez & ordonnez dans le lieu que les mêmes Communautés auront choisi, lesquels seront ensuite confirmez par le Prince, ou par le Seigneur sans aucun refus. Si pourtant quelque Communauté, le cas de changement arrivant, aiant embrassé la Religion de son Seigneur, demandoit à ses depens le même exercice que celui qu'auroit le Prince ou Seigneur, il iura loisible audit Prince ou Seigneur de le lui accorder, sans prejudice des autres, & aussi sans que les successeurs le lui puissent ôter. Mais pour les Consistoriaux, les Visiteurs pour les choses sacrées, les Professeurs des Ecoles & des Universitez de Theologie & de Philosophie, ils ne seront d'autre Religion que de celle qui en ce tems-là sera professée publiquement dans chaque lieu. Et d'autant que toutes choses se doivent entendre des changemens qui pourront arriver à l'avenir, elles n'apporteront aucun prejudice aux droits qui appartiennent pour ce regard aux Princes d'Anhalt, & autres Princes. Mais à l'exception des Religions ci-dessus mentionnées, il n'en sera reçu ni toléré aucune autre dans le saint Empire Romain.

VIII.

Et afin de pourvoir à ce que d'oresnavant il ne naisse plus de differens dans l'Etat politique; Que tous & chacun les Electeurs, Princes, & Etats de l'Empire Romain soient tellement établis & confirmez en leurs anciens droits, prerogatives, libertez, privileges, libre exercice du droit territorial, tant au spirituel qu'au temporel, Seigneuries, droits regaliens, & dans la possession de toutes ces choses en vertu de la présente Transaction, qu'ils ne puissent jamais y être troublez de fait par qui que ce soit, sous aucun pretexte que ce puisse être.

Qu'ils jouissent sans contradiction du droit de suffrage dans toutes les deliberations touchant les affaires de l'Empire, sur-tout où il s'agira de faire ou interpreter des Loix, résoudre une Guerre, imposer un Tribut, d'ordonner des levées & logemens de soldats, construire au nom du public des fortresses nouvelles dans les terres des Etats, ou renforcer les anciennes de garnisons, & où aussi il faudra faire une Paix, ou des alliances, & traiter d'autres semblables affaires, qu'aucune de ces choses ou de semblables ne soit faite ou requé ci-après sans l'avis & le consentement d'une Assemblée libre de tous les Etats de l'Empire; Que sur tout chacun des Etats de l'Empire jouisse librement & à perpetuité du droit de faire entr'eux, & avec les Etrangers des alliances, pour la conservation & sûreté d'un chacun; pourvu néanmoins que ces sortes d'alliances ne soient ni contre l'Empereur & l'Empire, ni contre la Paix publique, ni principalement contre cette Transaction, & qu'elles se fissent sans prejudice, en toutes choses, du serment dont chacun est lié à l'Empereur, & à l'Empire.

Que les Etats de l'Empire s'assemblent dans l'espace de six mois, à compter de la date des Ratifications de la Paix, & de-là en avant toutes les fois que

que l'utilité ou la nécessité publique le requerra; Que dans la première Diète on corrige sur-tout les défauts des précédentes Assemblées, & de plus que l'on y traite & ordonne de l'Élection des Rois des Romains, de la capitulation Impériale qui doit être rédigée en termes qui ne puissent être changés, de la manière & de l'ordre qui doit être observé pour mettre au ou plusieurs États au ban de l'Empire, outre celui qui a été autrefois expliqué dans les Constitutions Impériales. Que l'on y traite aussi du rétablissement des Cercles, du renouvellement de la Matricule, & des moyens d'y remettre ceux qui en ont été bannis, de la modulation & remise des taxes de l'Empire, de la reformation de la Police, & de la Justice, de la taxe des Lignes qui se paient à la Chambre Impériale, de la manière de bien former & instruire les Députés ordinaires selon le besoin & l'utilité de la République, du vrai devoir des Directeurs dans les Collèges de l'Empire, & d'autres semblables affaires qui n'ont pu être ici vuées.

Que les Villes libres de l'Empire aient voix décisive dans les Diètes générales & particulières, comme les autres États de l'Empire; & qu'il ne soit point touché à leurs droits régaliens, revenus annuels, libertés, privilèges de confiscation & lever des Impôts, ni à ce qui en dépend, non plus qu'aux autres droits qu'ils ont légitimement obtenus de l'Empereur & de l'Empire, ou qu'ils ont possédés & exercés par un long usage avant ces troubles, avec une entière juridiction dans l'enclos de leurs murailles, & dans leur territoire, demeurant à cet effet cassées, annulées, & à l'avenir défendues toutes les choses qui par représailles, Arrêts, & empêchemens de passages, & autres actes judiciaires, ont été faites & attentées au contraire juries ici par une autorité privée durant la Guerre, sous quelque prétexte que ce puisse être, ou qui dorénavant pourroient être faites & exécutées sans aucune prétendue formalité légitime de droit; qu'au reste toutes les louables Coutumes, Constitutions, & Loix fondamentales de l'Empire Romain, soient à l'avenir strictement gardées; toutes les confusions qui se sont introduites pendant la Guerre étant ôtées.

Quant à la recherche d'un moyen équitable & convenable, par lequel la poursuite des actions contre les débiteurs ruinés par les calamités de la Guerre, ou chargés d'un trop grand amas d'intérêts puisse être terminée avec modération, pour éviter, à de plus grands inconveniens qui en pourroient naître, & qui seroient nuisibles à la tranquillité publique; Sa Majesté Impériale aura soin de faire prendre & recueillir les avis & sentimens, tant du Conseil Aulique, que de la Chambre Impériale, afin que dans la Diète prochaine, ils puissent être proposés, & qu'il en soit formé une constitution certaine. Que cependant dans les clauses de cette nature, qui seront portées aux Tribunaux supérieurs de l'Empire, ou aux Tribunaux particuliers des États, les raisons & les circonstances qui seront alléguées par les parties soient bien pesées, & que personne ne soit lésé par des exécutions immodérées: mais tout cela sauf & sans prejudice de la constitution de Holstein.

IX.

Et d'autant qu'il importe au public que la Paix étant faite le commerce reflorisse de toutes parts, on est convenu à cette fin, que les tributs & péages, comme aussi les abus de la Bulle Brabantine, & les represailles & arrêts qui s'enferont en suivis, avec les certifications étrangères, les exactions, les detentions & de même les frais excessifs des postes, & toutes autres charges & empêchemens inutiles du commerce & de la navigation qui ont été nouvellement introduits à son prejudice, & contre l'utilité publique çà & là dans l'Empire, à l'occasion de la Guerre, par une autorité privée contre tous droits & privileges, sans le consentement de l'Empereur & des Electeurs de l'Empire, seront tout à fait ôtez, en sorte que l'ancienne sûreté, la juridiction, & l'usage tels qu'ils ont été long-tems avant ces Guerres, y soient rétablis & inviolablement conservez aux Provinces, aux ports, & aux rivières.

Les droits & privileges des territoires arrosés des rivières ou autrement comme aussi les péages concédez par l'Empereur du consentement des Electeurs, entr'autres au Comte d'Oldenbourg sur le Vefer, ou établis par un long usage, demeureront en leur pleine vigueur & execution; il y aura une entière liberté de commerce, & un passage libre & assuré par toutes sortes de lieux sur mer & sur terre, & partant qu'à tous & chacun des vassaux, sujets, habitans, & serviteurs des allies de part & d'autre, la permission d'aller & venir, négocier, & de s'en retourner, soit donnée & soit entendue leur être concédée en vertu de ces présentes, ainsi qu'il étoit libre à un chacun d'en user de tous côtés avant les troubles d'Allemagne, & que les Magistrats de part & d'autre soient tenus de les protéger & défendre contre toute sorte d'oppressions & de violences, de même que les propres sujets des lieux, sans prejudice des autres articles de cette Convention, & des loix & droits particuliers de chaque lieu.

X.

Ensuite la Serenissime Reine de Suede aiant demandé qu'on lui donnât satisfaction pour la restitution qu'elle est obligée de faire des places par elle occupées pendant cette Guerre, & que l'on pourvût par des moyens legitimes au rétablissement de la Paix publique dans l'Empire, la Majesté Imperiale, pour ce sujet, du consentement des Electeurs, Princes, & Etats de l'Empire, & particulièrement des Interessez, cede à ladite Serenissime Reine, ses futurs heritiers & successeurs, en vertu de la presente Transaction, les Provinces suivantes de plein droit en fief perpetuel & immediat de l'Empire.

1. Toute la Pomeranie Citerieure, communement dite *vor-Pommern*, ensemble l'Isle de Rugen, contenues dans les limites qu'elles avoient sous les derniers Ducs de Pomeranie; De plus dans la Pomeranie Ulterieure, les villes de Stein, Gartz, Dam, Golnau, & l'Isle de Wolin, avec la rivière d'Oder & le bras de mer qu'on appelle communement le Frischhaff, *Item*, les trois embouchures de Peine, de Swine, de Dievenow, & la terre de l'un & de l'autre côté adjacente, depuis le commencement du territoire
Roiat,

Royal, jusques à la mer Baltique, en telle largeur du rivage oriental, dont on conviendra amiablement entre les Commissaires Roiaux & Electoraux, qui seront nommez pour le reglement plus exact des limites & autres particularitez.

Sa Majesté & le Royaume de Suede tiendra & possedera des ce jourd'hui à perpetuite, en fief hereditaire, ce Duché de Pomeranie & la Principauté de Rugen, & en jouira & usera librement & inviolablement, ensemble des Domaines & lieux annexes, & de tous les Territoires, Bailliages, Villes, Chateaux, Bourgs, Bourguades, Villages, Hommes, Fiefs, Rivieres, Isles, Etangs, Rivages, Ports, Rades, anciens Peages & Revenus, & de tous autres Biens quelconques, Ecclesiastiques & Seculiers, comme aussi des titres, dignitez, preeminences, immunités, & prerogatives, & de tous & chacuns les autres droits & privileges Ecclesiastiques & Seculiers, ainsi que les Predecesseurs Ducs de Pomeranie les avoient, possedoient, & gouvernoient.

Sa Majesté Royale & le Royaume de Suede aura aussi à l'avenir, à perpetuité, tout le droit que les Ducs de la Pomeranie Citerieure ont eu en la Collation des Dignitez & des Prebendes du Chapitre de Camin, avec pouvoir de les éteindre, & de les incorporer au Domaine Ducal après la mort des Chanoines d'a present. mais, pour tout ce qui en avoit appartenu aux Ducs de la Pomeranie Ulterieure, cela demeurera à l'Electeur de Brandebourg, avec l'entier Evêché de Camin, ses terres, droits, & dignitez, comme il sera plus amplement explique ci-apres.

La Maison Royale de Suede, & la Maison Electorale de Brandebourg, se serviront des titres, qualitez, & armes de Pomeranie, sans difference l'une comme l'autre, de même que les precedens Ducs de Pomeranie en ont usé, la Royale à perpetuite, & celle de Brandebourg tandis qu'il en restera des descendans de la branche masculine, sans toutetom que celle de Brandebourg puisse pretendre aucune chose à la Principauté de Rugen, ni à aucun autre droit sur les lieux cedez à la Couronne de Suede.

Mais la Ligne masculine de la Maison de Brandebourg venant à manquer, tous autres, horsmis la Suede, s'abstiendront de prendre les titres & armes de Pomeranie, & aïois aussi toute la Pomeranie Ulterieure avec la Pomeranie Citerieure, & tout l'Evêché & Chapitre entier de Camin, ensemble tous les droits & expectances des predecesseurs qui y seront feints, appartiendront à perpetuite aux seuls Roi, & Couronne de Suede, qui cependant pourront de l'esperance de la succession, & de l'investiture simultanée, en forte même qu'ils soient obligez de donner l'assurance accoustumee aux Etats & Sujets desdits lieux pour la prestation de l'hommage. L'Electeur de Brandebourg & tous les autres interessez dechargent les Etats, Officiers, & Sujets de tous ledits lieux des liens & sermens par lesquels ils avoient été jusqu'à present engagez à lui, & ceux de la maison, & les renvoient pour rendre dorrenvant en la maniere accoustumee leur hommage & leurs services à la Majesté & Couronne de Suede, ainsi ils constituent pour cet effet la Suede en pleine & legitime possession des choses susdites, renoncans dès à present

sent pour toujours à toutes les prétentions qu'ils y ont, ce qu'ils confirmeront ici pour eux & leurs descendans par un acte particulier.

4. L'Empereur, du consentement de tout l'Empire, cède aussi à la Reine Serenissime, & à ses héritiers & Successeurs Rois & au Royaume de Suède, en fief perpétuel & immédiat de l'Empire, la ville & le port de Wismar, avec le Fort de Walfisch, comme aussi le Bailliage de Poel (excepté les villages de Schedorf, Wendendorf, Brandebusen, & Wangern, appartenans aux Hôpitaux du Saint Esprit de la ville de Lubeck) & celui de Newencloster, avec tous les droits & appartenances, ainsi que les Ducs de Mecklembourg les ont possédés jusqu'à présent, en sorte que tous lesdits lieux, le port entier, & les terres de l'un & l'autre côté, depuis la ville jufques à la Mer Baltique, demeurent à la libre disposition de Sa Majesté, pour les pouvoir fortifier & munir de garnisons selon son bon plaisir, & l'exigence des circonstances, toutefois à ses propres fraix & dépens, & pouvoir y avoir toujours une retraite & une demeure sûre pour ses Navires, & pour sa flotte, & au surplus en jouir & user avec le même droit qui lui appartient sur ses autres fiefs de l'Empire, sauf pourtant les privilèges & le commerce de la ville de Wismar, lesquels même seront de plus en plus avantagez par la protection & la faveur Royale des Rois de Suède.

5. L'Empereur, du consentement de tout l'Empire, cède aussi en vertu de la présente Transaction à la Serenissime Reine, à ses héritiers, & Successeurs Rois, & à la Couronne de Suède, en fief perpétuel & immédiat de l'Empire, l'Archevêché de Brême, & l'Evêché de Werden, avec la ville & Bailliage de Wilsbush, & tout le droit qui avoit appartenu aux derniers Archevêques de Brême sur le Chapitre & le Diocèse de Hambourg, sauf toutefois à la Maison de Holstein, comme à la ville & au Chapitre de Hambourg, chacun respectivement leurs droits, privilèges, liberté, pactes, possessions, & état présent en toutes choses, en sorte que les quatorze villages des Baillages de Trittau & de Rheinbeck en Holstein, demeurent à perpétuité au Duc Fridenc de Holstein Gottorp, & à sa postérité, pour lui tenir lieu d'un certain revenu annuel, pour que lesdits Archevêché, Evêché, & Bailliage possédés à perpétuité par ladite Couronne, avec tous les biens & droits Ecclesiastiques & séculiers y appartenans quelque nom qu'ils aient, en quelque part qu'ils soient situés, en mer & en terre, avec les armoiries accoutumées sous le titre néanmoins de Duché, les Chapitres & autres Colleges Ecclesiastiques demeurant privés à l'avenir de tout droit d'élire & de postuler, & de tout autre droit, administration, ou gouvernement des terres appartenantes à ces Duchez.

Bien entendu cependant qu'on laissera sans trouble & empêchement quelconque à la ville de Brême, à son territoire, & à ses sujets, leur présent état, liberté, droits, & privilèges, en choses tant Ecclesiastiques que Politiques. Et s'il arrivoit qu'ils eussent quelques contestations avec l'Evêché ou le Duché, ou avec les Chapitres, elles seront terminées à l'amiable, ou décidées par la voie de la Justice, sauf cependant à chacune des parties la possession dont elle se trouve revêtuë.

4. L'Em-

L'Empereur avec l'Empire, pour raison de toutes lesdites Provinces & fiefs, reçoit pour Etat immédiat de l'Empire la Reine Serenissime, & ses successeurs au Royaume de Suède, en sorte que la susdite Reine, & lesdits Rois seront désormais appeliez aux Diètes Impériales avec les autres Etats de l'Empire, sous le titre des Ducs de Brémén, de Verden, & de Poméranie, comme aussi sous celui de Princes de Rugen, & de Seigneurs de Wismar, & qu'il leur sera assigné une leance dans les Assemblées Impériales au Collège des Princes, sur le banc des séculiers en la cinquième place, savoir pour la voix de Brémén, en ce même lieu & ordre mais pour celles de Verden & de Poméranie, elles seront réglées selon l'ordre d'ancienneté des précédents possesseurs. De plus dans le Cercle de la haute Saxe, immédiatement avant les Ducs de la Poméranie Ultimeure, & dans les Cercles de Westphalie & de la basse Saxe, en la place & manière ordinaire, en sorte toutefois que le Directoire du Cercle de la basse Saxe s'exercera alternativement par les Ducs ou Archevêques de Magdebourg & de Brémén, sans préjudice néanmoins du droit de Condiectoire des Ducs de Brunswick & de Lunembourg. Pour les Assemblées des Deputés de l'Empire, Sa Majesté de Suède, & Son Altesse Electorale de Brandebourg, y auront en la manière accoutumée leurs Deputés mais, parce qu'il n'appartient dans ces Assemblées qu'une seule voix aux deux Poméranies, elle sera toujours portée par Sa Majesté, après en avoir préalablement communiqué avec l'Electeur de Brandebourg. Enfin, l'Empereur & l'Empire cedent & accordent à ladite Reine & Couronne de Suède en tous & chacune ledits fiefs, le privilege de ne point appeler mais, à condition qu'elle établira en un lieu commode en Allemagne un Tribunal, ou instance d'appellation, ou elle mettra des personnes capables pour administrer à un chacun le Droit & la Justice selon les Constitutions de l'Empire, & les Statuts de chaque lieu, sans autre appel ou évocation des causes. Et au contraire, s'il arrivoit que les Rois de Suède comme Ducs de Brémén, de Verden, & Poméranie, & comme Princes de Rugen, ou Seigneurs de Wismar, fussent légitimement appeliez en Justice par quelqu'un, pour cause concernant ces Provinces, Sa Majesté Impériale leur laisse la liberté de choisir à volonté tel Tribunal qu'ils voudront, soit la Cour Aulique, soit la Chambre Impériale, pour y exercer l'action intentée. Ils seront pourtant tenus de déclarer dans trois mois, à compter du jour de la déclaration du différend, en quel Justice ils veulent se pourvoir. Elle transporte aussi à Sa Majesté de Suède le droit d'ériger Académie ou Université, où & quand il lui sera commode, comme aussi elle lui accorde à droit perpétuel les peages modernes, vulgairement nommez les licences, sur les côtes & ports de Poméranie, & de Mecklembourg, à la charge toutefois qu'ils seront réduits à une taxe modique, que le commerce n'en soit point interrompu en ces lieux là. Elle discharge finalement les Etats, Magistrats, Officiers & Sujets desdites Provinces respectivement de tous liens & sermens, dont ils étoient obligés jusqu'à cette heure aux Seigneurs & Possesseurs précédents ou prétendants, & les renvoie & oblige à prêter sujétion, & obéissance, & aide.

luté à Sa Majesté & à la Couronne de Suède, comme étant dès ce jour leur Seigneur héréditaire & constitué aussi la Suède en la pleine & légitime possession de toutes ces choses, promettant en foi & parole Impériale de protéger & donner, non seulement à la Reine à présent regnante, mais aussi à tous les Rois futurs, & à la Couronne de Suède, toute sécurité pour raison desdites Provinces, biens, & droits cédés & accordés, & de les conserver & maintenir inviolablement contre qui que ce puisse être, comme les autres États de l'Empire, en la possession paisible de ces Provinces, & de confirmer le tout en la meilleure forme, par lettres particulières d'investitures.

Reciproquement, la Serenissime Reine & les Rois futurs, & la Couronne de Suède, reconnoîtront tenir tous & chacune les fiefs & fiefs de Sa Majesté Impériale & de l'Empire, & en ce nom demanderont dûment, toutes les fois que le cas arrivera, le renouvellement des investitures, en prêtant comme les précédens possesseurs, & semblables vassaux de l'Empire, le serment de fidélité, & tout ce qui y est annexé.

Au reste, ils confirmeront en la manière accoutumée, lors du renouvellement & de la prestation de l'hommage, aux États & Sujets desdites Provinces & lieux, notamment à ceux de Stralsund, leur liberté, biens, droits, & privilèges communs & particuliers légitimement obtenus ou acquis par un long usage, avec l'exercice libre de la Religion Evangelique, pour en jouir à perpétuité, selon la pure & véritable Confession d'Augsbourg. Ils conserveront aussi aux villes Anseatiques, qui sont dans ces Provinces la même liberté de navigation & de commerce, qu'elles ont eue jusqu'à la présente guerre, tant dans les Royaumes, Républiques, & Provinces étrangères, que dans l'Empire.

XL.

§. 1. Pour donner une compensation équivalente au Seigneur Frédéric Guillaume, Electeur de Brandebourg, qui, pour avancer la Paix universelle, a cédé les droits qu'il avoit sur la Poméranie Antérieure, sur Rugen, & sur les Provinces & lieux y annexés; Que l'Evêché d'Halberstadt avec tous ses droits, privilèges, droits régaliens, territoriaux, & Biens Seculiers & Ecclesiastiques, de quelque nom qu'ils soient appelés, sans en excepter aucun, soit cédé en fief perpétuel & immédiat de l'Empire par Sa Majesté Impériale, du consentement des États de l'Empire, & principalement des Intéressés, après que la Paix sera conclue & ratifiée entre les deux Couronnes & les États de l'Empire, audit Electeur, & à ses Successeurs héréditaires & cousins mâles du côté paternel, entre autres aux Marquis Christian Guillaume, autrefois Administrateur de l'Archevêché de Magdebourg, Christian de Culmbach, & Albert d'Anspach, & à leurs successeurs & héréditaires mâles, & que le susdit Electeur soit aussi-tôt mis & constitué en la possession paisible & réelle de cet Evêché, & ait en ce nom séance & voix aux Diètes Impériales, & au Cercle de la basse Saxe. Mais qu'il laisse la Religion & les Biens Ecclesiastiques en l'état qu'ils ont été réglés par l'Archiduc Leopold Guillaume, dans la Convention faite avec le Chapitre de la Cathédrale. En sorte toutefois que nonobstant cela l'Evêché demeure héréditaire à l'Electeur, & à toute

te la Maison, & à les parens paternels maies ci-dessus nommez, leurs successeurs & héritiers maies, en l'ordre qui us doivent succéder les uns aux autres, sans qu'il reste au Chapitre aucun droit à l'élection & postulation, ou au gouvernement de l'Evêché, & aux chors qui y appartiennent mais que ledit Electeur & les autres, selon l'ordre successif ci dessus nommez, jouissent dans cet Evêché du même droit, & de la même puissance dont jouissent les autres Princes de l'Empire en leurs territoires, & qu'il leur soit pareillement loisible d'acquiesce la quatrième partie des Canonies (excepté la Prevôté, qui ne sera pas comprise dans ce nombre) à mesure que ceux de la Confession d'Augsbourg, qui les possèdent à présent, viendront à mourir, & d'en incorporer les revenus à la Mensé Episcopale; Que s'il n'y avoit pas assez de Chanoines de la Confession d'Augsbourg, pour faire la quatrième partie de tout le corps, la Prevôté en étant exceptée, il y sera supplée du nombre des Catholiques qui viendront à decéder.

§ 2. Comme aussi d'autant que le Comté de Hohenstein pour la partie dont il est sief de l'Evêché de Halberst, consistant aux deux Baillages de Lora & de Klettenberg, & en quelques Bourgs, avec les biens & droits y appartenans, a été réuni après la mort du dernier Comte de cette famille à cet Evêché, & possède jusqu'à présent par l'Archiduc Leopold Guillaume, comme Evêque d'Halberst, ledit Comté demeurera aussi irrévocablement uni à cet Evêché, avec libre faculté audit l'Electeur d'en disposer comme possesseur hereditaire de l'Evêché de Halberst, nonobstant toute contestation de quelque force & autorité qu'elle soit, ou par qui que ce soit qu'elle puisse être formée.

Sera aussi le même Electeur tenu de maintenir le Comte de Tartenbach en la possession du Comté de Rheinstein, & de renouveler la même investiture, que l'Archiduc lui avoit conférée du consentement du Chapitre.

§ 3. Sera aussi cédé par Sa Majesté Impériale, du consentement des Etats de l'Empire, au susdit Electeur, pour lui & pour ses Successeurs ci-dessus mentionnez, en sief perpetuel, & en la même manière que l'Evêché de Halberst l'a été, l'Evêché de Minden avec tous les droits & appartenances, pour en être le susdit Electeur, pour lui & ses successeurs, mis en une possession paisible & réelle, aussi tot après la présente Pacification conclue & ratifiée, & en ce nom ledit Electeur aura séance & voix dans les Dietes générales & particulieres de l'Empire, aussi-bien qu'en celles du Cercle de Westphalie, sauf à la ville de Minden ses immunités & droits aux choses sacrees & profanes, & la juridiction entière & mixte aux causes criminelles & civiles, principalement le droit de Banlieue, & l'exercice de cette juridiction accordé, & pour le présent accepté comme aussi les autres Us, immunités, & privileges qui lui appartiennent legitiment, touchant les anciens droits: à condition toutefois que les villages, hameaux, & maisons appartenant aux Prince, Chapitre, & à tout le Clergé, & Ordre des Chevaliers, qui sont respectivement situez dans le territoire, & dans les murailles

de la ville, en seront exceptez, & d'ailleurs le droit du Prince & du Chapitre demeurera inviolable.

Sera pareillement cédé & delaisé par l'Empereur & l'Empire au susdit Electeur & à ses Successeurs l'Evêché de Cammin en fief perpétuel au même droit & en la même manière dont on a disposé ci-dessus des Evêchés de Halberstat, & de Minden, avec cette différence néanmoins, que dans l'Evêché de Cammin il sera libre au susdit Electeur d'éteindre tous les Canoniques, après la mort des Chanoines d'à présent, & ajouter aussi, & incorporer avec le tems, tout l'Evêché à la Pomeranie Ultimeure.

Jouira pareillement le susdit Electeur de l'expectance sur l'Archevêché de Magdebourg, en telle manière toutefois, que quand il viendra à vaquer, soit par la mort de l'Administrateur d'à présent le Duc Auguste de Saxe, soit que l'Administrateur viant à succéder à l'Electorat, soit enfin par quelque autre moyen, tout l'Archevêché avec tous les territoires y appartenans, droits regaliens, & autres droits, selon qu'il a été disposé ci-dessus, de l'Evêché de Halberstat, sera cédé & donné en fief perpétuel au susdit Electeur, & à ses Successeurs héritiers & parens paternels mâles, nonobstant toute élection ou postulation qui se pourroit faire secrètement ou publiquement pendant ce tems-là, & auroit lui, ou eux, droit d'en prendre de leur propre autorité la possession vacante.

Le Chapitre cependant avec les Etats & sujets du susdit Archevêché, aussitôt après la Paix conclue, seront tenus de s'obliger pour l'avenir par serment, à garder fidélité & sujétion au susdit Electeur, à toute sa Maison Electorale, & à tous ses Successeurs, héritiers, & parens paternels mâles.

§. 4. Sa Majesté Imperiale renouvellera à la ville de Magdebourg, à l'instance qui lui en sera par elle tres-humblement faite, son ancienne liberté, & le privilege à elle accordé par Othon premier, en date du 7 Juin 1140. encore qu'il soit peris par l'injure des tems, comme aussi le privilege de murer & fortifier, à elle accordé par l'Empereur Ferdinand II. lequel privilege s'étend jusqu'à un quart de lieue d'Allemagne, avec toute sorte de juridiction & de propriété: De même demeureront les autres privileges en leur entier & inviolables, tant aux choses Ecclesiastiques que Politiques, avec la clause inserée, qu'on ne rebâtit point de fauxbourgs au prejudice de la Ville.

Pour ce qui regarde au surplus les quatre Baillages ou Prefectures de Querfurt, Jüterbock, Dam, & Eorck, puisqu'ils ont déjà été cedez à l'Electeur de Saxe, ils demeureront aussi en son pouvoir, avec cette réserve toutefois, que l'Electeur de Saxe contribuera à l'avenir aux Collectes de l'Empire & du Cercle, la quotepart qui a été jusqu'à présent contribué pour raison de ces Baillages, & l'Archevêché en sera dechargé, & de cela il en sera fait mention expresse en la Matricule de l'Empire & du Cercle. Et pour reparer en quelque façon la diminution qui en resulte des revenus appartenans à la Chambre & à la Menie Archiepiscopale, on donne & delaisé à l'Electeur

teur de Brandebourg, & à ses Successeurs, non seulement la Préfecture d'Églen, qui autrefois appartenait au Chapitre, pour la posséder & en jouir de plein droit, aussi tôt après la Paix conclue, (le procès, que les Comtes de Harby en avoient intenté depuis quelques années, demeurant pour ce sujet éteint & supprimé.) mais aussi la faculté, quand il aura obtenu la possession de l'Archevêché, d'éteindre la quatrième partie des Canonicaux de la Cathédrale, quand ils viendront à vaquer par mort, & d'en appliquer les revenus à la Chambre Archiepiscopale.

Les dettes contractées ci-devant, par le présent Administrateur le Duc Auguste de Saxe, ne seront point acquittées des revenus de l'Archevêché, le cas venant qu'il soit vacant ou devolu, en la manière qu'il a été dit, à l'Électeur de Brandebourg, & à ses Successeurs, & il ne sera permis non plus à l'Administrateur de charger à l'avenir le futur Archevêché de nouvelles dettes, alienations, engagements, au préjudice de l'Électeur, & de ses Successeurs & parents mâles.

Seront aussi conservés aux États & sujets des susdits Archevêché & Evêché appartenans audit Seigneur Electeur, leurs droits & privilèges composés, principalement l'exercice de la Confession d'Augsbourg, tel qu'ils l'ont à présent, & les choses, qui ont été transigées & accordées dans le point des griefs entre les États de l'Empire de l'une & de l'autre Religion, n'auront pas moins lieu, (entant qu'elles ne seront point contraires à la disposition qui est contenue ci-dessus en l'article V. des griefs, §. 8. qui commence : *Archidiacon, Evêques, & autres Fondations & Bénéfices Ecclesiastiques, &c.* & qui finit par ces mots, *& à cette Transaction*) que si elle étoient insérées ici de mot à mot, & les susdits Archevêchez & Evêchez, appartiendront à l'Électeur, & à la Maison de Brandebourg, & à tous les Successeurs héritiers & parents paternels à perpétuité avec droit héréditaire, & immuable, de la même manière qu'ils ont droit sur leurs autres terres héréditaires, & pour ce qui concerne le titre ou la qualité, il a été convenu, que le susdit Electeur avec toute la Maison de Brandebourg, & tous & chacun les Marquis de Brandebourg, soient appelez & qualifiez Ducs de Magdebourg, & Princes de Halberstadt & de Minden.

§. 5. Sa Majesté de Suède restituera aussi au susdit Seigneur Electeur pour lui, les Successeurs, héritiers & parents paternels mâles, En premier lieu, le reste de la Poméranie Ulérieure, avec toutes les appartenances, biens, droits Ecclesiastiques & Seculiers de plein droit, tant pour le domaine utile, que pour le domaine direct.

En second lieu, la ville de Colberg, avec tout l'Evêché de Camin, & tout le droit que les Ducs de la Poméranie Ulérieure ont ci-devant eu en la collation des Dignitez & Prebendes du Chapitre de Camin, en sorte toutefois que lesdits droits ci-dessus cedez à Sa Majesté de Suède lui demeurent en leur entier, & que ledit Electeur confirme & conserve, en la meilleure manière que faire le pourra, aux États & sujets dans la partie restituée de la Poméranie Ulérieure, & dans l'Evêché de Camin, lors du renouvellement & de la prestation de l'hommage, leur compétence liberté, & leurs biens, droits &

de privilèges, pour en jouir perpétuellement sans aucun trouble, selon la teneur des lettres réversalles (dont aussi les États & sujets dudit Evêché doivent jouir comme si elles leur avoient été directement accordées) avec l'exercice libre de la Confession d'Augsbourg, savoir de celle qui n'a point été changée.

En troisième lieu, toutes les places qui sont présentement occupées par les garnisons Suédoises en la Marche de Brandebourg.

En quatrième lieu, toutes les Commanderies & Biens appartenans à l'Ordre des Chevaliers de saint Jean, situés hors des territoires qui ont été cédés à Sa Majesté, & à la Couronne de Suède, ensemble les actes, registres, & autres documents, & papiers originaux qui concernent ces lieux & ces droits, qui doivent être restitués. Et pour les papiers communs qui touchent l'une & l'autre Poméranie Citerieure & Ultimeure, & qui se trouvent ou dans les Archives & Cartulaires de la Cour de Stetin, ou ailleurs, hors ou dans la Poméranie, il en sera donné des copies en bonne & dûe forme.

X I I.

§. 1. Pour ce que l'on prend au Seigneur Adolphe Frédéric, Duc de Mecklembourg Schwerin, à cause de l'alienation de la ville & du Port de Wismar, il a été convenu qu'il aura pour lui & pour ses héritiers mâles en fief perpétuel & immédiat, les Evêchez de Schwerin, & de Ratzebourg, (sans toutefois à la Maison de Saxe Lawembourg, & à d'autres voisins, comme aussi audit Diocèse, le droit qui les regarde de part & d'autre) avec tous les droits, documents, titres, archives, registres, & autres appartenances, & même la faculté d'étendre les Canoniciats des deux Chapitres, après le décès des Chanoines qui y sont à présent, pour en appliquer tous les revenus à la Maison Ducale, & qu'il aura en ce nom séance aux Assemblées de l'Empire, & du Cercle de la Basse Saxe, avec double titre & double voix de Prince. Or quoi que le Seigneur Gustave Adolphe Duc de Mecklembourg Guströw son neveu, fils de son frère, ait été ci devant désigné Administrateur de Ratzebourg, parce que toutefois le bénéfice de la restitution en leurs Duchez ne le regarde pas moins que son oncle, il a été trouvé équitable, que l'Oncle ayant cédé Wismar, le neveu à son tour lui cède cet Evêché. Mais il sera conféré pour ce sujet audit Duc Gustave Adolphe, par forme de récompense, deux Bénéfices ou Canoniciats de ceux qui, selon le présent accommodement des griefs, sont affectés à ceux qui professent la Confession d'Augsbourg, l'un dans l'Eglise Cathédrale de Magdebourg, & l'autre dans celle de Halberstat, des premiers qui viendront à vaquer.

§. 2. Pour ce qui regarde ensuite les deux Canoniciats que l'on pretend en l'Eglise Cathédrale de Strasbourg, si de cette part il échoit quelque chose aux États de la Confession d'Augsbourg, en vertu de cette présente Transaction, on donnera sur ces sortes de revenus à la famille des Ducs de Mecklembourg le revenu des deux Canoniciats, sans préjudice pourtant des Catholiques. Et s'il arrivoit que la branche des mâles de Schwerin vint à manquer, celle de Guströw subsistant, alors celle-ci succèdera derechef à celle-là.

§. 3. Pour

§. 3. Pour plus grande satisfaction de ladite Maison de Mecklembourg, on lui cede à perpétuité les deux Commanderies de l'Ordre de Chevalerie de saint Jean de Jerusalem, Mirow, & Nemeraw, situés dans ce Duché, en vertu de la disposition exprimée ci-dessus en l'article V. paragraphe 9 en attendant que l'on soit demeuré d'accord sur les contestations de la Religion dans l'Empire, savoir Mirow, à la ligne de Schwerin, & Nemeraw, à celle de Gustraw, sous cette condition qu'elles seront tenues d'obtenir elles-mêmes le consentement dudit Ordre, & de lui rendre aussi d'oresnavant, de même qu'à l'Electeur de Brandebourg, comme Patron d'icelui, toutes les fois que le cas y écherra, les devoirs accoutumés jusques ici de lui être rendus. Sa Majesté Imperiale confirmera aussi à ladite Maison les peages sur l'Elbe, ci-devant obtenus à perpétuité, avec l'exemption des contributions, qui seront à l'avenir levées dans l'Empire, à l'exception de ce qui regarde la satisfaction de la milice Suedoise, jusqu'à ce que la somme de deux cent mil Richsdales ait été compensée. La dette pretendue de Wingerichin demeurera aussi éteinte, comme contractée à cause des guerres, avec les procès & les decrets qui en sont émanés, en sorte que les Ducs de Mecklembourg, & la ville de Hambourg, ne puissent plus d'oresnavant pour ce sujet être recherchés ou inquiétés.

XIII.

§. 1. La Maison Ducale de Brunswic & de Lunebourg aiant, pour faciliter & établir d'autant mieux la Paix publique, cede les Comptoreneries qu'elle avoit obtenues des Archevêchez de Magdebourg, & de Brémén, & des Evêchez de Halberstat & de Ratzebourg, à cette condition qu'entre autres choses on lui accorderoit la succession alternative avec les Catholiques en l'Evêché d'Osnabruck. Sa Majesté Imperiale, qui ne trouve pas convenable, dans l'état présent des affaires de l'Empire, de retarder plus long-tems pour ce sujet la Paix publique, consent & permet que cette succession alternative en l'Evêché d'Osnabruck ait lieu d'oresnavant entre les Evêques Catholiques, & ceux de la Confession d'Augsbourg, qui seront pourtant postules & la famille des Ducs de Brunswic & de Lunebourg, tant qu'elle subsistera, & ce en la maniere & aux conditions suivantes.

§. 2. D'autant que le Comte Gustave Gustafson Comte de Wassebourg, Sénateur du Royaume de Suede, renonce à tout le droit qu'il avoit obtenu, à l'occasion de la présente guerre, sur l'Evêché d'Osnabruck, & qu'il remet aux Etats & Sujets de cet Evêché le serment qu'ils lui avoient prêté, à ces causes, l'Evêque François Guillaume de Wartemberg & ses Successeurs, comme aussi le Chapitre, les Etats, & les Sujets de cet Evêché, seront obligés en vertu des présentes de payer & compter audit sieur Comte, ou à son ordre, dans Hambourg, pendant le cours de quatre années, à commencer du jour de la publication de la Paix, la somme de quatre vingt mille Richsdales, en sorte qu'ils soient tenus de lui payer & compter ou à son ordre dans Hambourg chacun en vingt mille Richsdales, pour l'exécution de quoi la Loi publique de cette pacification donnera toute autorité à tous actes faits contre les défailans.

Ledit Evêché d'Osnabruck sera restitué tout entier, & avec toutes ses appartenances, tant Seculieres qu'Ecclesiastiques, au saidit Evêque François-Guillaume, qui le possèdera de plein droit, ainsi qu'il sera stipulé par les clauses de la capitulation invariable & perpetuelle, qui sera faite sur ce sujet, du consentement commun, tant dudit Prince François Guillaume, que des Princes de la Maison de Brunswic Lunebourg, & des Capitulaires de l'Evêché d'Osnabruck.

§. 3 Pour ce qui est de l'état de la Religion, & des Ecclesiastiques, comme aussi de tout le Clergé de l'une & de l'autre Religion, tant en la même ville d'Osnabruck, que dans les autres par, villes, bourgs, villages, & autres lieux appartenans à cet Evêché, il demeurera & sera rétabli au même état, qu'il étoit le premier Janvier 1624. Et il sera fait auparavant une designation particulière de tout ce qui se trouvera avoir été changé depuis ladite année 1624 tant à l'égard des Ministres de la parole de Dieu, que du culte Divin, laquelle sera insérée en la susdite Capitulation. Et l'Evêque promettra par reversales, ou autres lettres, à ses Etats & à ses sujets, après avoir reçu leur hommage, selon la forme ancienne, de leur conserver leurs droits, & leurs privileges, & en outre toutes les autres choses qui seront trouvées nécessaires pour l'administration future de l'Evêché, & la sécurité des Etats & sujets de part & d'autre.

§. 4 Ledit Evêque venant à deceder, le Duc Ernest Auguste de Brunswic & de Lunebourg, lui succèdera en l'Evêché d'Osnabruck, & sera même dès à présent designé son successeur, en vertu de la presente paix publique, en sorte que le Chapitre Cathedral d'Osnabruck, comme aussi les Etats & sujets de l'Evêché, soient tenus incontinent après la mort, ou la resignation de l'Evêque d'à présent, de recevoir pour Evêque ledit Duc Ernest Auguste, & les susdits Etats & sujets obligés à cette fin de lui prêter, dans trois mois, à compter du jour de la conclusion de la Paix, l'hommage accoutumé, ainsi qu'il a été dit ci-dessus, aux Conditions qui seront insérées dans la Capitulation perpetuelle, qui est à faire avec le Chapitre, & si le Duc Ernest Auguste ne survivoit pas l'Evêque d'à présent, le Chapitre sera tenu, après la mort de l'Evêque à présent vivant, de postuler un autre Prince de la famille du Duc George de Brunswic & de Lunebourg, aux conditions qui seront convenues en la Capitulation invariable qui aura été reçue, lesquelles seront observées à perpetuité & reciproquement. Que si celui-ci vient à mourir, ou à resigner volontairement, le Chapitre sera tenu d'élire ou de postuler un Prélat Catholique, & s'il arrivoit en cela quelque negligence parmi les Chanoines, l'Ordonnance du Droit Canonique, & la Coutume d'Allemagne, auront lieu pour ce regard, sauf pourtant la Capitulation perpetuelle, & la presente Translation. Et partant sera à jamais admise la succession alternative entre les Evêques Catholiques, choisis du Chapitre ou postulez d'ailleurs, & entre ceux de la Confession d'Augsbourg, lesquels ne seront autres que les descendants de la famille dudit Duc George. Et s'il y a plusieurs Princes de cette famille, on élira ou postulera un des cadets pour Evêque, & si les cadets manquent, un des Princes regans sera élu, & ceux-ci manquant aussi,

la

la postérité du Duc Auguste enfin succédera avec l'alternative perpétuelle, comme il a été dit, entre cette famille, & les Catholiques.

§. 5. Non seulement ledit Duc Ernest Auguste, mais aussi tous & un chacun les Princes de la famille des Ducs de Brunswic & de Lunebourg de la Confession d'Augsbourg, qui succéderont alternativement en cet Evêché, seront tenus de conserver & défendre, comme il a été disposé ci-dessus en l'article troisième, & comme il le sera en la Capitulation perpétuelle, l'état de la Religion, & des Ecclesiastiques, ensemble de tout le Clergé, tant en la ville d'Osnabruck, que dans les autres pays, bourgs, bourgades, villes, villages, & tous les autres lieux appartenans à cet Evêché.

§. 6. Et afin que dans l'administration & régime des Evêques de la Confession d'Augsbourg, il n'arrive aucune difficulté ni confusion, au regard de la Censure des Ecclesiastiques Catholiques, ni au regard de l'usage, & de l'administration des Sacramens, selon la manière de l'Eglise Romaine, comme aussi des autres choses qui sont de l'ordre, la disposition de tout ce que dessus sera réservée à l'Archevêque de Cologne, comme au Métropolitain, à l'exclusion de ceux de la Confession d'Augsbourg, toutes les fois que la succession alternative tombera sur un Prince de cette Confession; mais cela excepté, les autres droits de souveraineté & de régime, tant au civil qu'au criminel, demeureront inviolables à l'Evêque de la susdite Confession, selon les loix de la future Capitulation; & réciproquement toutes les fois qu'un Evêque Catholique gouvernera l'Evêché d'Osnabruck, il ne prétendra, ni n'aura aucun droit sur les choses Ecclesiastiques, qui regardent la Confession d'Augsbourg.

§. 7. Que le Monastère ou Prévôté de Walckenned, dont le Duc Christian Louis de Brunswic & de Lunebourg, est présentement Administrateur, soit conféré par l'Empereur & l'Empire, avec la terre de Schauen à droit perpétuel de fief aux Ducs de Brunswic, & de Lunebourg, ensemble toutes leurs appartenances & droits, pour y succéder entre les familles de Brunswic-Lunebourg, au même ordre ci-dessus dit; le droit d'avocarie ou protection, & toutes les prétentions de l'Evêché de Halberstat, & du Comté d'Hohenstein, demeurant entièrement éteintes & annullées.

§. 8. Que le Monastère de Groeningen ci-devant acquis à l'Evêché de Halberstat, soit aussi restitué ausdits Ducs de Brunswic-Lunebourg, avec la réserve des droits qui appartiennent ausdits Ducs, sur le château de Westerbouurg, comme aussi l'inféodation faite par les mêmes Ducs au Comte de Tettenbach, & les Conventions faites pour ce sujet, demeureront en leur entier, aussi bien que les droits de créance & d'engagement appartenant sur Westerbouurg à Frideric Schenken de Winterstet Lieutenant du Duc Christian Louis.

§. 9. Quant à la dette contractée par le Duc Frideric Ulric de Brunswic-Lunebourg avec le Roi de Dannemarck, & cédée par celui-ci à sa Majesté Impériale, dans un Traité de Paix conclu à Lubeck, & de laquelle ensuite il a été fait don au Comte de Tilly, Général de l'Armée Impériale, les Ducs d'à présent de Brunswic-Lunebourg, niant représenté que pour plusieurs rai-

sons ils ne sont pas tenus de cette dette, & les Ambassadeurs & Plenipotentiaires de la Couronne de Suede, aiant aussi de leur part fortement agi pour cette affaire, il a été convenu pour le bien de la Paix, que cette dette demeurera éteinte, & que l'obligation en sera remise ausdits Ducs, à leurs heritiers & à leurs Etats.

§. 10. Les Ducs de Brunswic-Lunebourg de la Branche de Zell, aiant payé jusqu'à présent l'intérêt annuel de la somme de vingt mille Florins au Chapitre de Ratzebourg, il a été dit, que comme l'alternative cesse présentement, lesdits intérêts annuels cesseront aussi, avec suppression entière de la dette, & de toute autre obligation pour ce regard.

§. 11. Aux deux Ducs Antoine Ulric, & Ferdinand Albert, fils cadets du Duc Auguste de Brunswic-Lunebourg, seront aussi conférées deux Prébendes dans l'Evêché de Strasbourg, de celles qui vaqueront les premières, à cette condition néanmoins que le Duc Auguste renoncera aux prétentions qu'il avoit ou pouvoit avoir ci-devant sur l'un ou l'autre Canoncat.

§. 12. En échange lesdits Ducs renonceront aux Postulations, & Coadjutoreries sur les Archevêchez de Magdebourg, & de Bremen, comme aussi sur les Evêchez de Halberstat & de Ratzebourg, en sorte que tout ce qui a été ci-dessus réglé en ce Traité de Paix, touchant ces Archevêchez & Evêchez, aura son plein & entier effet, sans aucune contradiction de leur part, les Chapitres demeurant en tout & par tout en l'état, dont il a été ci-dessus convenu.

X I V.

Touchant la somme de douze mille richsdalers, qui doit être payée tous les ans au Marquis Christian Guillaume de Brandebourg, par l'Archevêché de Magdebourg, il a été convenu, que le Cloître & les Bailliages de Zina, & de Lobourg, seront incessamment cédés & transportés audit Marquis de Brandebourg, avec toutes leurs appartenances, & pleine & entière juridiction, excepte le seul droit de territoire, & que le susdit Marquis jouira de ces Bailliages pendant sa vie, sans être obligé d'en rendre aucun compte, à condition toutefois qu'aucun prejudice ne sera fait aux sujets desdits Bailliages, tant au temporel qu'au spirituel. Et comme ledit Cloître, & lesdits Bailliages, ainsi que tout l'Archevêché ont été fort ruinés par l'injure des tems, le présent Seigneur Administrateur paiera sans delay pour ce sujet audit Marquis, des deniers qui seront imposés à cet effet sur ledit Archevêché, la somme de trois mille Richsdalers, desquelles ledit Marquis & ses heritiers ne seront tenus de faire aucune restitution. Il a été en outre accordé, qu'après le décès du susdit Marquis, il sera, pour raison & à l'occasion des aliments qui n'auront pas été fournis, libre & permis à ses heritiers & successeurs de retenir cinq ans durant lesdits Cloître & Bailliages, & toutes leurs appartenances & dependances & droits, & d'en jouir & user, sans être obligés d'en rendre aucun compte. Mais après l'expiration des cinq années, lesdits Bailliages avec leur juridiction, rentes, revenus, retourneront, sans aucun retardement à l'Archevêché, & rien ne pourra être demandé ni prétendu aucune chose

chose pour raison de ladite somme, & tout cela aura lieu, lors même que ledit Archevêché de Magdebourg sera possédé par l'Électeur de Brandebourg, pour la récompense équivalente & due, & par les héritiers & successeurs.

X V.

Touchant l'Affaire de Hesse-Cassel, on est demeuré d'accord de ce qui s'ensuit.

§. 1. La Maison de Hesse-Cassel, & tous ses Princes, sur-tout Madame Amélie, Elizabeth Landgrave de Hesse, & le Prince Guillaume son fils, & leurs héritiers, leurs Ministres, Officiers, Vassaux, Sujets, Soldats, & autres qui sont attachés à leur service, en quelque façon que ce soit, sans exception aucune, nonobstant tous contrats, procès, prescriptions, déclarations, sentences, exécutions, & translations contraires, qui tous, de même que les actions ou prétentions, pour cause de dommage & injures, tant des neutres, que de ceux qui portoient les armes, demeureront annulés, seront pleinement participants de l'Amnistie générale ci-devant établie, avec une entière restitution, à avoir lieu du commencement de la guerre de Bohême, excepté les vassaux & sujets héréditaires de sa Majesté Impériale, & de la Maison d'Autriche, aussi qu'il en est ordonné par le paragraphe, *Enfin sans*, &c. comme aussi de tous les avantages provenant de cette Amnistie, & religieuse Pux, avec pareil droit dont jouissent les autres Etats, aussi qu'il est ordonné dans l'Article qui commence, *De consentement aussi unanime*, &c.

§. 2. La Maison de Hesse-Cassel & ses Successeurs retiendront l'Abbaye de Hirsfeld, avec toutes ses appartenances Seculières & Ecclesiastiques, situées dedans ou dehors son territoire (comme la Prévôté de Gelingen,) sauf toutefois les droits que la Maison de Saxe y possède de temps immémorial, & à cette fin ils en demanderont l'investiture de sa Majesté Impériale, toutes les fois que le cas y écherra, & en prêteront serment de fidélité.

§. 3. Le droit de Seigneurie directe & utile sur les Baillages de Schmumbourg, Buckenbourg, Sachsenhagen, & Stathagen attribué ci-devant & adjugé à l'Evêché de Minden, appartiendra dorénavant au Seigneur Guillaume Landgrave de Hesse, & à ses Successeurs, pleinement & à perpétuité, sans que ledit Evêché ni aucun autre le lui puisse disputer, ni l'y troubler, sauf néanmoins la transaction passée entre Christian Louis Duc de Brunswic Lunebourg, le Landgrave de Hesse, & Philippe Comte de Lippe, la Convention aussi passée entre ladite Landgrave, & ledit Comte demeurant pareillement en sa force & vertu.

§. 4. De plus, on est demeuré d'accord, que pour la restitution des places occupées pendant cette guerre, & par forme d'indemnité, il soit payé à Madame la Landgrave de Hesse, tutrice, & à son fils, ou à ses Successeurs Princes de Hesse, par les Archevêchez de Mayence, & de Cologne, les Evêchez de Paderborn, & de Munster, l'Abbaye de Fulde, dans la ville de Cassel, aux frais & peils des payeurs, la somme de six cents mille

Richdales, de valeur & bonté réglée par les dernières constitutions Impériales, pendant l'espace de neuf mois, à compter du temps de la ratification de la Paix, sans qu'il puisse être admis aucune exception, ou aucun prétexte pour empêcher le paiement promis, & encore moins qu'il puisse être fait aucun arrêt ou saïsie sur la somme convenue.

§ 5. Et afin que Madame la Landgrave soit d'autant plus assurée du paiement, elle retiendra aux conditions suivantes, Nuys, Coesfeld, & Newhauff, & aura en ces lieux là des garnisons qui ne dépendront que d'elle, mais à cette Condition, qu'outre les Officiers & les autres personnes nécessaires aux garnisons, celles des trois lieux susnommez ensemble, n'excederont pas le nombre de douze cens hommes de pied, & de cent chevaux, laissant à Madame la Landgrave la disposition au nombre de Cavalerie & d'Infanterie qu'il lui plura de mettre en chacune de ces places, & des Gouverneurs qu'elle voudra y établir.

§ 6. Les garnisons seront entretenues selon l'ordre qui a accoutumé jusques ici d'être gardé pour l'entretien des Officiers & Soldats de Hesse, & les choses, qui sont nécessaires pour la conservation des fortresses, seront fournies par les Archevêchez & Evêchez, dans lesquels ledites fortresses & villes sont situées, sans diminution de la somme ci-dessus mentionnée. Il sera permis aux mêmes garnisons d'exécuter les refusans & les negligens, non toutefois au delà de la somme deux. Cependant les droits de Souveraineté, & la juridiction tant Ecclesiastique que seculiere, comme aussi les revenus desdites fortresses & villes, seront conservez au Seigneur Archevêque de Cologne.

§ 7. Mais aussitôt qu'après la ratification de la Paix on aura payé trois cens mille richdales à Madame la Landgrave, elle rendra Nuys, & retiendra seulement Coesfeld, & Newhauff, en sorte néanmoins qu'elle ne mettra point la garnison qui sortira de Nuys dans Coesfeld & Newhauff, qui ne demandera rien pour cela, & la garnison de Coesfeld ne passera pas le nombre de six cens hommes de pied, & de cinquante chevaux, en celle de Newhauff le nombre de cent hommes de pied. Que si dans le tems de neuf mois toute la somme n'estoit pas payée à Madame la Landgrave, non seulement Coesfeld & Newhauff lui demeureront jusqu'à l'entier paiement, mais aussi pour le reste de la somme on lui en payera l'intérêt, à raison de cinq pour cent, jusques à ce que ce reste de somme lui ait été payé. & les Trésoriers & Receveurs des Baillages appartenans ausdits Archevêchez, Duchez, Abbaye, & conigus à la Principauté de Hesse, qui suffiront pour satisfaire au paiement desdits intérêts, s'obligeront par serment à Madame la Landgrave de lui payer des deniers de leurs recettes les intérêts annuels de la somme restante, nonobstant les defenses de leurs maîtres. Que si les Trésoriers & Receveurs different de payer, ou emploient les revenus ailleurs, Madame la Landgrave pourra les contraindre au paiement par toutes sortes de voies, au surplus les autres droits du Seigneur propriétaire demeurans en leur entier. Mais aussitôt que Madame la Landgrave aura reçu toute la somme, avec les arerages du tans de la demeure, elle restituera les lieux sus-

nom-

nommez par elle retenus par forme d'assurance, les intérêts cesseront, & les Trésoriers & Receveurs, dont il a été parlé, seront quittes de leur serment. Quant aux Baillages, du revenu desquels l'on aura à payer les intérêts en cas de retardement, l'on en conviendra provisionnellement avant la ratification de la Paix, laquelle Convention ne sera pas de moindre force que ce présent Traité de Paix.

§. 8. Outre les lieux qui seront laissés à Madame la Landgrave par forme d'assurance, comme il a été dit, & qui seront par elles rendus après le paiement, elle restituera cependant aussi-tôt après la ratification de la Paix toutes les Provinces, & les Evêchez, comme aussi leurs villes, Baillages, bourgs, forteresses, forts, & enfin tous les biens immeubles, & les droits par elle occupés pendant ces guerres, en sorte toutefois que tant des trois lieux qu'elle retiendra par forme de gage, que de tous les autres à restituer, non seulement Madame la Landgrave & lesdits successeurs seront remporter par leurs sujets toutes les provisions de guerre & de bouche qu'elle y aura fait mettre (car, quant à celles qu'elle n'y aura point apportées, & qu'elle y aura trouvées en prenant les places, & qui y sont encore, elles y resteront) mais aussi les fortifications & remparts qui ont été élevez durant qu'elle a occupé ces Places seront détruits & démolis, en sorte toutefois que les villes, bourgs, châteaux, & forteresses ne soient pas exposés aux invasions & pillages.

§. 9. Et bien que Madame la Landgrave n'ait exigé aucune chose de personne pour lui tenir lieu de restitution & d'indemnité. Sinon des Archevêchez de Mayence & de Cologne, des Evêchez de Paderborn & de Munster, & de l'Abbaye de Fulde, & n'ait point voulu absolument qu'il lui fût rien payé par aucun autre pour ce sujet, toutefois, eu égard à l'équité & à l'état des affaires, l'Assemblée a trouvé bon, que sans prejudice de la disposition du précédent paragraphe qui commence, *De plus on est dement d'accord,* &c. les autres Etats, quels qu'ils soient, qui sont au deçà & au delà du Rhin, & qui depuis le premier de Mars de l'année courante ont payé contribution aux Hessois, fourniront au prorata de la contribution par eux payée pendant tout ce tems, leur cote part ausdits Archevêchez, Evêchez & Abbaye, pour faire la somme ci-dessus mentionnée, & pour l'entretien des garnisons; que si quelques uns souffroient du dommage par le retardement du paiement des autres, les retardans seront obligés de le reparer, & les Officiers ou Soldats de Sa Majesté Impériale, du Roi très Chrétien, & de la Landgrave de Hesse n'empêcheront point qu'on ne les y contraigne. Il ne sera non plus permis aux Hessois d'exempter personne au prejudice de cette déclaration mais ceux, qui auront dûment payé leur cote part, seront déclarés exempts de toutes charges.

§. 10. Quant à ce qui regarde les différens nûs entre les Maisons de Hesse-Cassel, & de Darmstadt, touchant la succession de Marbourg, vû que le 14. d'Avril dernier, ils ont été entièrement accommodés à Cassel, du consentement unanime des parties intéressées, il a été trouvé bon que cette Transaction avec toutes ses clauses, appartenances, & dépendances, telle qu'elle

a été faite & signée à Cassel par les parties, & insinuée dans cette Assemblée ; ait en vertu du présent Traité la même force que si elle y étoit insérée de mot à mot, & qu'elle ne puisse être jamais enfreinte par les parties contractantes, ni par qui que ce soit, sous aucun prétexte, soit de contrat, soit de serment, soit d'autre chose mais bien plus, qu'elle doit être exactement observée par tous, encore que peut-être quelqu'un des intéressés refuse de la confirmer.

§. 11. Pareillement la Transaction entre feu Monsieur Guillaume Landgrave de Hesse, & Messieurs Christian & Wolrad Comtes de Waldeck, faite le 11. Avril 1635. & ratifiée par Monsieur le Landgrave George de Hesse le 14. d'Avril 1648. aura une pleine & perpétuelle force en vertu de cette pacification, & n'obligera pas moins tous les Princes de Hesse que tous les Comtes de Waldeck.

§. 12. Que le droit d'ainesse introduit dans la Maison de Hesse-Cassel, & en celle de Darmstadt, & confirmé par sa Majesté Impériale demeure ferme, & soit inviolablement gardé.

XVI.

Aussi tôt que le Traité de Paux aura été souscrit & signé par les Plenipotentiaires & Ambassadeurs, tout acte d'hostilité cessera, & les choses qui ont été accordées ci-dessus, seront de part & d'autre en même tems mises à execution.

§. 1. L'Empereur fera lui-même publier des Edits par tout l'Empire, & mandera précisément à ceux qui sont obligés par ces Conventions, & par cette présente Pacification, à restituer ou à accomplir quelque chose, qu'ils aient sans y manquer & sans remise, à exécuter entre le tems de la conclusion de la Paux, & celui de la ratification, les choses qui ont été transigées, enjoignant tant aux Princes directeurs, qu'aux Colonels des Cercles, de procurer & faire exécuter la restitution de chacun selon l'ordre d'exécution, & selon ces pactions à la requisiion de ceux qui doivent être restitués. Sera pareillement insérée dans lesdits Edits cette clause, que parce que les Directeurs d'un Cercle ou le Colonel de la milice sont censés moins propres à faire cette execution en leur propre cause & restitution. en ce cas, & s'il arrivoit même que les Directeurs ou le Colonel de la milice circulaire en refusassent la commission, les Princes directeurs ou Colonels du Cercle voisin, s'acquitteront de la même commission d'exécution, à l'égard aussi des autres Cercles, à la requisiion de ceux qui sont à restituer.

§. 2. S'il arrivoit aussi que quelqu'un, qui doit être restitué, eût besoin des Commissaires de l'Empereur pour appuier l'acte de quelque restitution, paiement, ou execution (ce qui sera à son choix,) ils lui seront incessamment donnés; & en ce cas, pour d'autant moins retarder l'accomplissement des choses ici accordées, il sera permis tant à ceux qui restitueront qu'à ceux qui doivent être restitués, aussi-tôt après la Paux conclue & signée, de nommer de part & d'autre, deux ou trois Commissaires, desquels Sa Majesté Impériale choisira un d'entre ceux que celui qui doit être restitué aura nommé, & un d'entre ceux que celui qui doit restituer aura aussi nommé, en nombre
tous.

toutefois égal de l'une & de l'autre Religion, auxquels elle ordonnera d'exécuter sans délai tout ce qui doit être effectué en vertu de la présente translation. Que si ceux qui doivent restituer négligent de nommer des Commissaires, alors Sa Majesté Impériale choisira un de ceux que la partie qui est à restituer aura nommez, & en ajoutera un autre à sa volonté, en nombre toujours égal de l'une & de l'autre Religion, auxquels elle ordonnera d'exécuter la commission, nonobstant l'opposition & contradiction de la partie adverse, comme aussi ceux qui seront à restituer seront sçavoir incontinent après la paix conclue aux intéressés qui devront restituer la valeur des choses transférées.

§. 3. Enfin tous & chacun, ou Etats, ou Communautés, ou Particuliers, soit Ecclesiastiques, ou Seculiers, qui en vertu de la présente translation, & de ses regles generales, ou de quelque disposition particuliere & expresse, sont obligés de restituer, ceder, donner, faire, ou accomplir quelque chose, seront aussitôt après la publication des Edits Impériaux, & après la signification faite de ce qui doit être restitué, tenus de restituer, ceder, donner, faire, & accomplir tout ce à quoi ils sont obligés, sans résistance, opposition, ou alienation de la défense ou clause salutaire generale ou speciale insérée ci-dessus en l'Amnistie, & sans aucune autre exception, comme aussi sans apporter aucun dommage à personne, & pour cet effet nul état ou homme de guerre des garnisons ou autre quelconque ne s'opposera à l'exécution des Directeurs ou des Colonels de la milice des Cercles, ou des Commissaires, mais donnera au contraire assistance aux exécuteurs, contre ceux qui tâcheroient d'empêcher en quelque manière que ce soit l'exécution. Il leur sera permis aussi de se servir pour cela de leurs propres forces, ou des forces de ceux qu'ils doivent mettre en possession.

§. 4. Tous les prisonniers de part & d'autre, d'épée, ou de robe, sans distinction aucune, seront ci-après mis en liberté, en la manière dont les Generaux seront convenus ou conviendront du consentement de Sa Majesté Impériale.

§. 5. Finalement pour ce qui regarde le licentierment de la Soldatesque Suédoise, tous les Electeurs, Princes, & autres Etats, y compris la Noblesse immédiate de l'Empire des sept Cercles suivants de l'Empire, savoir du Cercle des 4. Electeurs du Rhin, de celui de la haute Saxe, de celui de Franconie, du Cercle de Suabe, de celui du haut Rhin, du Cercle de Westphalie, & de celui de la basse Saxe (sauf toutefois leur requisition usitée jusqu'à présent en pareils cas, & leur liberté & exemption à l'avenir) seront tenus de contribuer la somme de cinq millions de Richskdales en espee de bon aloi, tant cours dans l'Empire en trois termes, au premier terme celle de 1800000. Richskdales, laquelle les Etats paieront chacun selon sa cote-part, savoir les Etats du Cercle des Electeurs du Rhin, & ceux du Cercle du haut Rhin, à Francfort sur le Mein, ceux du Cercle de la haute Saxe, à Leipzig, ou à Brunswick, ceux du Cercle de Franconie à Nuremberg, ceux du Cercle de Suabe, à Ulm, ceux du Cercle de Westphalie, à Breime, ou à Munster, & ceux du Cercle de la basse Saxe, à Hambourg. Et pour parve-

nir plus facilement au paiement de cette somme, il sera permis à ceux qui devront être restitués suivant l'Amnistie, c'est à dire aux véritables Seigneurs & non pas aux Possesseurs d'à présent, d'imposer & de lever sur leurs sujets la cote-part qu'ils auront à payer incontinent après la Paix conclue, & même avant que la restitution ait été faite, & les Possesseurs d'à présent ne donneront aucun empêchement quand on exigera ces contributions. Sera aussi payé audit premier terme la somme de douze cens mille Richsdalers en assignation sur certains Etats, & ce à des conditions raisonnables, & dont chaque Etat conviendra de bonne foi, dans le tems d'entre la conclusion & la ratification de la Paix, avec l'Officier de guerre assigné sur lui. Après laquelle Convention & l'échange des Ratifications du présent Traité, on achèvera aussi-tôt d'un pareil le paiement desdits dix-huit cens mille Richsdalers, le licenciement de la milice, & l'évacuation des places, sans qu'il puisse y être apporté de retardement pour quelque cause que ce soit. Cesseront cependant aussi-tôt après la Paix conclue les contributions de toutes sortes d'exactions, sauf toutefois la subsistance des garnisons & des autres troupes, de laquelle on conviendra à des conditions raisonnables, sauf aussi aux Etats qui auront payé leur part, ou qui s'en seront accommodés amiablement avec les Officiers assignés, à repeter par eux les dommages qu'ils auront soufferts par le retardement que leurs co-Etats auront apporté à payer leur cote-part.

Et pour le second & troisième terme, les susdits Etats de sept Cercles paieront de bonne foi dans les villes ci-dessus marquées aux Ministres à ce députés, & ayant pouvoir de Sa Majesté de Suede, la premiere moitié des deux millions à la fin de l'année en suivante, le tout en Richsdalers ou autres monnoies ayant cours dans l'Empire. Et comme ledits sept Cercles sont uniquement affectés au paiement de la milice Suedoise, sans prétention d'aucun autre, aussi tous les Electeurs, Princes, & Etats de ces Cercles, ne paieront chacun leur part & portion, que conformément à la matricule, & à l'usage reçu dans chaque lieu, & aux termes de la désignation qui en a été délivrée.

§. 6. Aucun Etat ne sera exempt de payer, mais aussi il ne sera point chargé d'un plus grand nombre de Mois Romains, que ceux qu'il doit porter. Il ne sera tenu non plus de rien payer d'avantage pour son co-Etat, ou pour d'autres Soldats des parties qui sont en guerre, beaucoup moins sera-t-il inquiété pour ce sujet par représailles ou fautes. De plus, aucun Etat ne sera empêché dans la repartition qu'il aura à faire sur ses sujets de la cote-part, par les gens de guerre, ou par un co-Etat, ou par quelque autre, sous quelque prétexte que ce soit.

§. 7. Quant au Cercle d'Autriche, & celui de Baviere, comme, attendu la promesse que les Etats de l'Empire ont faite à Sa Majesté Imperiale en cette présente Assemblée, qu'ils lui donneroient, dans la premiere Diète de l'Empire, un secours sur les impositions de l'Empire pour les frais de la guerre qu'elle a soufferts jusqu'à présent, le Cercle d'Autriche a été excepté des autres & réservé pour le paiement de l'armée immédiate de l'Empereur, & celui

celui de Bavière pour la milice. L'imposition & la levée des deniers, dans le Cercle d'Autriche, demeurera à la disposition de Sa Majesté Impériale. Mais, dans celui de Bavière, on observera la même manière d'imposer & de paier qui se doit observer dans les autres Cercles, & l'exécution de même s'y fera comme dans les autres Cercles, suivant les Constitutions de l'Empire.

§. 8. Et afin que Sa Majesté Royale de Suède soit d'autant plus assurée du paiement certain de la somme convenüe aux termes préfix, les Electeurs, Princes, & Etats des susdits sept Cercles, s'obligent volontairement, en vertu du présent accord, de paier chacun sa cotte-part de bonne-foi, au tems & au lieu presents, & ce, sous l'engagement & hypoteque de tous leurs biens, en sorte que s'il arrivoit quelque negligence de quelqu'un des Etats de l'Empire, & notamment des Princes Ducs & Colonels de chaque Cercle, ils seront tenus, en conséquence de l'article de la sûreté de la Paix, d'exécuter leurs promesses comme chose jugée, sans aucune autre procédure ou exception de droit.

§. 9. La restitution ayant été faite selon l'article de l'Amnistie & des Grieffs, les prisonniers étans relâchez, les ratifications échangées, & ce qui vient d'être accordé l'égard du terme du premier paiement ayant été effectué, toutes les Garnisons, tant de l'Empereur & de ses allies & adherans, que de la Reine & du Royaume de Suède, de la Landgrave de Hesse, de leurs allies & adherans, sortiront en même tems, & d'un pas égal, des villes de l'Empire, & de tous les autres lieux qui seront restitués, & ce sans exception, retardement, dommage, & faute quelconque. Les lieux, les villes, les bourgs, les châteaux, les forts, & forteresses, qui ont été occupez, cédés, ou retenus à l'occasion de quelque Trêve, ou autrement, dans le Royaume de Bohême, & dans les autres pays héréditaires de l'Empereur & de la Maison d'Autriche, comme aussi dans les autres Cercles de l'Empire, par les gens de guerre de l'un ou de l'autre parti, seront incessamment restitués, & laissez à leurs premiers Possesseurs, & Seigneurs, Etats médiats, ou immédiats de l'Empire, y compris la Noblesse libre immédiate, tant Ecclesiastiques que Seculiers, pour en disposer librement, de droit ou de coutume, ou en vertu de la presente Convention, nonobstant toutes donations, infodations, concessions (si ce n'est qu'elles aient été faites par un Etat à l'autre volontairement,) obligations faites pour racheter des prisonniers, ou pour détourner des ruines & des embrasemens, ou tous autres titres quelconques acquis au prejudice des premiers Seigneurs, & Possesseurs legitimes.

§. 10. En vûe dequoi toutes les Conventions, Confederations, ou autres défenses & exceptions contraires à cette restitution cesseront aussi, & seront réputées nulles & de nul effet, sauf toutefois les choses dont il a été spécialement disposé dans les articles précédens en faveur de la Reine & du Royaume de Suède, & pour la satisfaction & compensation équivalente de quelques Electeurs & Princes de l'Empire, ou autres choses spécialement exceptées, & cette restitution des lieux occupez, tant par Sa Majesté Impériale, que

par Sa Majesté de Suede, & par leurs Confederes & Adherens, se fera reciproquement & de bonne-foi.

Que les archives, titres, & documents, & les autres meubles, comme aussi les canons qui ont été trouvez dans lesdites places lors de leur prise, & qui s'y trouvent encore en nature, soient aussi restitués mais qu'il soit permis d'en emporter avec soi, ou faire emporter ce qui après la prise des places y a été conduit, soit, ce qui a été pris en guerre, soit, ce qui y a été porté & mis pour la garde des places, & l'entretien des garnisons, avec tout l'attirail de guerre, & ce qui en dépend.

Que les sujets de chaque place soient tenus, lorsque les Soldats & Garnisons en sortiront, de leur fournir gratuitement les chariots, chevaux, & bateaux, avec les vivres necessaires pour en pouvoir emporter toutes les choses necessaires aux lieux designez dans l'Empire; lesquels chariots, chevaux, & bateaux, les Commandans de ces Garnisons qui sortiront seront tenus de rendre de bonne-foi. Que les Sujets & Etats se chargent les uns apres les autres de cette voiture d'un territoire à l'autre, jusqu'à ce qu'ils soient parvenus auxdits lieux designez dans l'Empire, & qu'il ne soit nullement permis aux Commandans des Garnisons ou autres Officiers des Troupes, d'emmener avec eux lesdits sujets, & leurs chariots, chevaux, & bateaux, ni aucune autre chose prêtée à cet usage, hors des terres de leurs Seigneurs, & moins encore hors de celles de l'Empire, pour assurance de quoi les Officiers seront tenus de donner des otages.

Que les places qui auront été rendues, soit, maritimes & frontieres, soit, mediterranees, soient d'oresnavant & à perpetuel libres de toutes garnisons introduites pendant ces dernieres guerres, & soient laissées en la libre disposition de leurs Seigneurs, sauf au reste le droit d'un chacun.

Qu'il ne tourne à dommage ni à prejudice maintenant ni pour l'avenir à aucune ville, d'avoir été prise & occupée par l'une ou par l'autre des parties qui sont en guerre, mais que toutes & chacune des villes, avec tous & chacun de leurs Citoyens & Habitans, jouissent tant du bénéfice de l'amnistie generale, que des autres avantages de cette pacification, & qu'au reste tous leurs droits & privileges en ce qui regarde le spirituel & le temporel, dont ils ont joui avant ces troubles, leur soient conservés, sauf toutefois les droits de souveraineté avec ce qui en dépend, pour chacun de ceux qui en sont les Seigneurs.

Qu'enfin les troupes & les armées de toutes les parties qui sont en guerre dans l'Empire, soient licenciées & congédiées; chacun n'en laissant passer dans ses propres Etats, qu'autant seulement qu'il jugera necessaire pour la sûreté. Et que le licenciement des troupes, & la restitution des places se fasse aux tems préfix, suivant l'ordre & la maniere dont les Généraux d'armée conviendront, observant toutefois ce qui a été accordé touchant cela même en l'article de la satisfaction militaire.

XVII.

§. 1. Les Ambassadeurs & Plénipotentiaires Imperiaux & Roiaux, & ceux des Princes de l'Empire, promettent chacun à son égard de faire ratifier par l'Em-

L'Empereur, par la Reine de Suède, & par les Electeurs Princes, & Etats du saint Empire, cette Paix ainsi conclue selon la forme & teneur, & qu'ils feront en sorte qu'inafailliblement les actes solennels des ratifications seront dans l'espace de huit semaines, à compter du jour de la signature, representez ici à Olmbruck, & reciproquement & dûement échanger.

§ 2. Que pour plus grande force & sûreté de tous & chacun de ces articles, cette présente Transaction soit désormais une Loi perpetuelle, & une Pragmatique sanction de l'Empire, ainsi que les autres Loix & Constitutions fondamentales de l'Empire, laquelle sera insérée dans ce prochain Recès de l'Empire, & même dans la Capitulation Imperiale, n'obligeant pas moins les absens que les presens, les Ecclesiastiques que les Seculiers, soit qu'ils soient Etats de l'Empire ou non, si bien que ce sera une Regle prescrite, que devront suivre perpetuellement, tant les Conseillers & Officiers Imperiaux, que ceux des autres Seigneurs, comme aussi les Juges & Assesseurs de toutes les Cours de Justice. Qu'on ne puisse jamais alleguer, entendre, ni admettre contre cette Transaction, ou aucun de ses articles & clauses, aucun droit Canonique ou Civil, ni aucuns decretz commun ou speciaux des Conciles, Privileges, Indulges, Edits, Commissions, Inhibition, Mandemens, Decrets, Relcripts, Litupendances, Sentences rendues en quelque tems que ce soit, choies jugees, capitulations Imperiales, & autres regles, ou exemptions d'Ordres Religieux, protestations précédentes, ou futures, contradictions, appellations, investitures, Transactions, & sermens, renonciations, toutes sortes de pactes, moins encore l'Edit de 1629. ou la Transaction de Prague avec les dependances, ou les Concordats avec les Papes, ou l'Interim de l'an 1548 ou aucuns autres Statuts politiques, ou Decrets Ecclesiastiques, Dispenses, Absolutions, ou aucuns autres exceptions qui pourroient estre imaginees sous quelque nom ou pretexte que ce soit, & qu'il ne soit intenté en quelque lieu que ce soit aucuns procès ni actions, soit inhibitoires, ou autres au peultout, & au possessor contre cette Transaction.

§ 3. Que celui, qui aura contrevenu par aide ou par conseil à cette Transaction, & Paix publique, ou qui aura résisté à son execution, & à la restitution susdite, ou qui apres que la restitution aura été faite legitimement & sans excès en la maniere dont il a été ci-dessus convenu, aura tâché sans une legitime connoissance de cause, & hors de l'execution ordinaire de la Justice, de molester de nouveau ceux qui auront été retablis, soit Ecclesiastiques ou Seculiers, qu'il encoure de droit & de fait la peine due aux infracteurs de Paix, & que selon les Constitutions de l'Empire, il soit decreté contre lui, afin que la restitution & reparation du tort en son plein effet.

§ 4. Que néanmoins la Paix conclue demeure en la force & vigueur, & que tous ceux qui ont part à cette Transaction soient obligez de défendre & protéger toutes & chacune les loix ou conditions de cette Paix, contre qui

le Roi de Pologne, le Roi & Roiaume de Portugal, le grand Duc de Moscovic, & la Republique de Venise: les Provinces-Unies des Pais-Bas, les Suisses, & Grisons, & le Prince de Transilvanie.

Les Ambassadeurs Plenipotentiaires de l'Empereur déclarent qu'ils demeurent en leur Protestation & Déclaration plusieurs fois ci-devant réitérée de bouche & par écrit, comme ils protestent & déclarent de nouveau, qu'encore que le Roi de Portugal ait été compris de la part de la Serenissime Reine de Suede dans le Traité de Paix, qui fut lu & approuvé le 6. Aoust nouveau stile, & consigné en dépôt, du consentement commun des Parties au Directoire de Maïence, ils ne reconnoissent néanmoins point d'autre Roi de Portugal que Philippe IV de ce nom, Roi des Espagnes, ce qu'ils ont bien voulu déclarer avant que de signer le susdit Traité de Paix, & qu'aujourd'hui ils ne le signeront qu'avec cette Protestation faite à Munster le 24. Octobre 1648.

§. 8. En foi de tout ce que dessus, & pour une plus grande assurance des présentes, tant les Ambassadeurs de Sa Majesté Imperiale, que ceux de Sa Majesté Roiale de Suede, & au nom de tous les Eleeteurs, Princes, & Etats de l'Empire, les Ambassadeurs par eux spécialement députez à cet effet, lesquels ont été admis à signer en vertu de ce qui fut conclu le 23. ou 13. Octobre de la presente année, & dont l'acte fut expédié le même jour sous le sceau de la Chancellerie de Maïence, & mis és mains des Ambassadeurs de Suede.

[FFFF.]

1660 TRAITE' d'Oliva, conclu le 23. Avril, 3. May 1660
entre le Roy de Pologne, le Roi de Suede,
& leurs Alliés, sous la Mediation du Roi de
France. tiré de Puffendorff Histoire de Char-
les-Gustave.

In Nomine Sacrosanctæ Individuæ Trinitatis.

NOTUM sit universis & singulis quorum interest, aut quomodolibet interesse potest, postquam a multis annis Bella Diffidiaque inter Serenissimos Reges, Regnaque Poloniæ & Sueciæ, orta & interdum Induciis, præcipuè vero sexennialibus Anno 1629. deinde viginti sexennialibus Anno 1635. sopita & composita fuerint, ac denique inter Serenissimum ac Potentissimum Principem ac Dominum JOANNEM CASIMIRUM, Regem Serenissimum ac Potentissimum Principem & Dominum, Dominum CAROLUM GUSTAVUM Suecorum, Gothorum, Vandalorumque Regem, Magnum

Magnum Principem Finlandiæ &c. &c. &c. deventum sit ad Bellum, quod non solum dictos Reges Regnaque eorum per plures annos exerceat, sed & Poloniæ Fœderatos ad Belli Socios, videlicet Serenissimum & Potentissimum Principem ac Dominum, Dominum LEOPOLDUM Electum Romanorum Imperatorem, semper Augustum, Germaniæ, Hungariæ, Bohemiæ, Dalmatiæ, Croatiae, & Slavoniæ Regem, Archi-Ducem Austriæ &c. &c. &c. Serenissimo Regi & Regno Poloniæ, ad eisdem requisitionem auxilia terentem, nec non Serenissimum Principem ac Dominum, Dominum FRIEDERICUM WILHELMUM, Marchionem Brandenburgensem Sacri Romani Imperii Archi-Camerarium, & Principem Electorem, Magdeburgi, Prussiæ, &c. &c. &c. Ducem involvit, unde multa Christiani Sanguinis effusio, cum plurimarum Provinciarum desolatione secuta est, tandem Divina Bonitate factum, ut utrinque de Pace Universalis inter Regem Remque Publicam Poloniæ & ejus Cōfederatos & Belli Socios ab una, & Regem Regnumque Sueciæ ab altera parte, suscepta sit cogitatio, opera & studio Serenissimi ac Potentissimi Principis ac Domini, Domini LUDOVICI Galharum & Navarræ Regis Christianissimi, qui huic Paci conciliandæ Mediationem obtulit, & in ipso negotio Pacis, per Illustrissimum & Excellentissimum Dominum ANTONIUM DE LOMARIE, D. Dominum de Herbingen, Loui & la Cloye, Comitem Consistoriorum, Regique Ordinis Equitem, Legatum suum eandem Mediationem Serenissimis Regibus Poloniæ & Sueciæ, nec non Serenissimo Electore Brandenburgico, acceptantibus præstitit. In eum ergo finem, ex mutua Partium Conventionione, constituta est Decima Januarii Anno 1660 Congressus Plenipotentiariorum Olivæ institutio. Comparentes igitur statuto tempore ac loco omnium Paciscentium legitime constituti Legati Plenipotentarii, &c.

Post invocatum divini Numinis auxilium, Plenipotentiarumque Tabulis rite communiis Partes omnes in mutua pacis & amicitiae legem consulerunt, & conveniunt tenore sequenti.

I. Sit Pax Universalis ac perpetua & vera sinceraque Amicitia inter Serenissimum & Potentissimum Principem ac Dominum, Dominum Joannem Casimirum, Regem Poloniæ, Magnum Ducem Lithuanie, &c. &c. &c. Ejusque Regiæ Majestatis Successores ac Posteris, Reges Poloniæ Magnos Duces Lithuanie, Regnumque Poloniæ & Magnum Ducatum Lithuanie atque subiectas illi Ditiones ac Provincias atque ejusdem Majestatis & Regni Poloniæ Cōfederatos. In prima Serenissimum & Potentissimum Principem ac Dominum, Dominum, Dominum Leopoldum, Electum Romanorum Imperatorem, semper Augustum, Germaniæ, Hungariæ, Bohemiæ, Dalmatiæ, Croatiae, Slavoniæ Regem, Archi-Ducem Austriæ, &c. &c. &c. Ejusque Majestatis Hæredes ac Successores, Provincias ac Ditiones intra vel extra Imperium Romanum sitas. Et Serenissimum Principem ac Dominum, Dominum FRIEDERICUM WILHELMUM, Marchionem Brandenburgicum, Sacri Romani Imperii Principem, Electorem, & Archi-Camerarium, Magdeburgi, Prussiæ, &c. &c. &c. Ducem, ejusque Serenitatis Hæredes ac Successores, Provincias ac Ditiones, in vel extra Imperium Romanum sitas, ab
 unâ

entre lequel Serenissimum & Potentissimum Principem ac Dominum, Dominum Carolum, Suecorum, Gothorum, & Vandalorum Regem, Magnam Principem Finlandie, &c. &c. &c. Et quique Majestatem Successores ac Posterum Reges Suecorum, Regnumque Suecie, atque subiectis illi intra vel extra Imperium Nationes ac Provincias, ab altera parte, ita ut altera Pars ulterius posthac nihil hostilitatis aut inimicitie, clam aut palam, directe vel indirecte, inferat, vel per suos aut per alios inferri faciat, nec alterius Hostibus auxilia quocunque nomine præstet, nec cum alterius Hostibus Fœdera huic Paci contraria iniat, nec quicquam in alterius Status & securitatem commotionem, per se vel per alios, molatur aut tentet, vel tentari faciat, sed utraque Pars alterius utilitatem, honorem, & commodum, promoveat, & fidem invicem vicinitatem, Pacem & Amicitiam serio colat ac servet. Nulla vero & Fœdera omnia, quæ Partes paciscentes inter se, vel cum aliis Principibus ac Statibus utrinque sancta habent, quoad omnes suos Puncta, Clausulas & Articulos integra, & in pleno robore suo permanent ita tamen, ut per ea prædicta Transactio Pacis nullum præjudicium patiantur.

§ 1. Sit utrumque perpetua Oblivio & Amnestia eorum omnium, quæ quocunque loco modoque à quocunque Paciscentium parte hæcenus hostiliter facta sunt, ita ut, nec eorum nec ullius alterius rei causa, vel prætextu, ulla Pars alteri posthac quicquam hostilitatis aut inimicitie specie Juris aut vii fieri inferat, aut per suos aliove inferri faciat.

§ 2. Hac generali Amnestiâ gaudeant omnes & singuli cujuscunque status, conditionis, & Religionis fuerint, ut & omnes Communitates, quæ ab utrinque partes hostiles secutæ sunt, aut in hostilem Possessionem devenerunt, nec ullis hoc Bellum præjudicio & noxa sit, in suis Juribus, Privilegiis, ac Consuetudinibus generalibus, & specialibus, tam in Ecclesiasticis quam in Civilibus, Profanisque, quibus ante hoc Bellum gavisæ sunt, sed in totum fruantur secundum Leges Regni, Nec ullis Communitatibus aut Privatis actio, ratione adhesionis Hosti, intentabitur, ita ut nemini liceat alicui negotium facessere, ratione adhesionis ullius hostili, aut eam exprobrare.

§ 3. Civitatibus Prussie Regalis, quæ in possessione Suae Regis Majestatis. Regique Suecieque hoc Bello fuerunt, manebunt iidem omnia Jura, Libertates & Privilegia, quibus sive in Ecclesiasticis, sive in Profanis potius sunt ante hoc Bellum, salvo libero uti ante Bellum viguit in prædictis Civitatibus Catholica & Evangelica Religio Exercitio eorumque Terrarum, Magistratus, Communitates, Cives, Incolas, & Subditos, Sacra Regis Majestatis Polonice eadem, quæ olim Clementia & Gracia Regis in posterum persequutus, fovetur, & turbatur. Dabitur iidem quoque facultas Aedificia publica & privata per injuriam Belli destructa, reficere, & reedificare, pro his vero, quæ necessitate defensionis destructa sunt, minime reaedificentur. Quoad ea vero, quæ Militari Suecica Tributi loco ab utriusque Insula Subditis exolvere necesse fuit, à nemine molestus intercedat. Sicut & propter Decimas aliquos Census, quibus Subditi Insularum satisfacere tempore Belli minime poterunt, non turbabuntur.

§ 4. Cunctæ actiones & inquisitiones adversus illos, qui Partibus hostili-

bus hoc Bello adhererunt, vel eisdem secus esse insimulantur, quibuscumque in Locis Poloniae, Magni Ducatus Lithuaniae, Prussiae Regalis, Curlandaeque habitent, cuiuscuque status & conditionis aut Religionis sint, siue Privati vivant, siue officio publico functi, aut servitus Suae Regiae Majestatis Suae in Sago vel Toga adstricti fuerint, instituta, necdum finitae, & ad executionem deductae, abrogentur, omnique executione careant in perpetuum. Et in posterum contra eos nulla unquam questio vel actio ex hac causa instituetur.

§. 1. Quae durante hoc ultimo Bello iure Fisci ex occasione ac praetextu adhaesionis aut protectionis alterius Partis cuiquam siue Nobili siue Plebeio cuiuscumque status, conditionis ac Religionis adeptae, vel Fisco illata, vel illis collata sunt Bona, siue Regiae ac Republicae siue etiam Privatorum sint, mobilia quidem si tradita sunt modernis Possessoribus relinquuntur, Si vero ejusmodi Jura caduca haecenus in executionem deducta non sunt, antiquis Possessoribus relinquuntur, neque ulla actio dehinc adversus Communitates aut Privatos ratione ejusmodi Bonorum, interdictur, Bona vero immobilia, Hereditaria, adventitia, & Jure Hypothecae possessa, Fisco applicata, cum quorum donationes & largitiones factae sunt, siue jam ante tradita, siue nondum tradita sunt, maneat penes antiquos Dominos cessantibus de cetero omnibus actionibus, ratione reddituum, siue ex publicis siue ex privatis bonis perceptorum.

III. §. 1. Serenissimus ac Potentissimus Princeps ac Dominus, Dominus Joannes Casimirus, Rex Poloniae, pro se ac Haereditibus posterisque suis, amore Pacis, vigore hujus instrumenti Pacis solenniter ex nunc & in perpetuum renunciat omnibus praetensionibus in Regnum Sueciae & Magnum Principatum Finlandiae & alias ipsi subjectas Provincias, Regionem, Ditiones, Civitates, Castra & Munimenta, siue haec omnia nuper, siue ab antiquo acquisita sint, Nec non in Bona avita, in Regno Sueciae, dictisque Provinciis suis, in Regnum Sueciae, dictasque Provincias & Bona, praesentibus vel futuro tempore nihil quicquam praetensurus.

§. 2. Quoad Titulos & Insignia ita convenit est. Quod Serenissimus Rex Poloniae, prout haecenus, ita in posterum ad dies vitae suae utetur integro Titulo & Sigillis, Insignibusque Regni Sueciae in Polonia & ad omnes Principes, Status, & Privatos extra Sueciam, sine ullo tamen plenariae supradictae Renunciationis praedictae Dictioni vero Titulis & Insignibus non utitur ad Serenissimos Reges, Regnumque Sueciae, in Literis, aliisque Diplommatibus, aut scriptis, sed observabitur ab utroque receptus haecenus modus abbreviandorum Titulorum cum etceterationibus, ita ut post verba *Magni Dux Lithuaniae*, tres etceterationes in Titulo Serenissimi moderni Regis Poloniae, vicissim post verba *Magni Principis Finlandiae* tres etceterationes in Titulo Serenissimi Regis Sueciae in Sigillis Regis & Republicae Poloniae, dum in Sueciam scribetur penitus omitti, post obtinuum vero moderni Serenissimi Regis Poloniae, Successores ejus & Republica Polonia in Titulos & Insignia Sueciae nihil unquam pretendet, Sed utrinque Reges & Regna sui quoque Titulis & Insignibus tantum plenarie gaudebunt & utentur.

IV. §. 1. So-

IV. 3. 1. Serenissimus Rex & Status Ordinesque Regni Polonæ Magnificus Ducatus Lithuanie à modo & in perpetuum cedunt vi hujus Pacificationis, Serenissimo Regi Sueciæ ejusque Successoribus Regibus Regnoque Sueciæ omnem illam Livoniam Trans-Dunavam, quam Suecia hæcenus peremptum Induciarum tenuit & possedit, ut & partes Cis-Dunavas omnes & Insulam Runen in Mari Æthæ quæ per idem tempus Induciarum Sueciæ tenuit & possedit, nec non quicquid Juri Regibus & Republicæ Polonæ in Estonia & Oïliam hæcenus ullo modo competere poterat. Atque hæc quidem omnia & singula, cum omnibus suis pertinentiis terrestribus & maritimis, Urbibus, Arcibus, Propugnaculis, Bonis, & Proventibus, nec non Juribus, Jurisdictionibus, Regalibus, & Superioritatibus tam in Ecclesiasticis, quam in Politicis, nullis penitus exceptis, in plenum Dominium & Proprietatem Regum Regique Sueciæ transferunt, Ordinesque & Subditos in illa Livonia ejusque recensitis partibus omni erga Regem & Rempublicam Poloniam obediuntur vinculo & Fidelitatis Sacramento exolvunt, nihil unquam in eos, ac dictam Livoniam ejusque pertinentias posthac prætuleri. Cis-Dunavam autem Serenissimi Reges Regumque Sueciæ non alterius quam hæcenus fines suæ possessionis in Curlandia aut Semigallia promoveant aut Servitutes à Subditis Illustrissimi Curlandiae Ducis exigant aut ullum jus lignandi, aliudve quodvis in Curlandia aut Semigallia prætendant, Commissarii vero ad declarandos & determinandos ab utrinque deputabuntur, & Commissio hæc intra quatuor septimanas à subscripto Tractatu inchoetur & intra duas expeditur.

§ 2. Quod Religionem Catholicam, ejusque Exercitium, in Livonia Sueciæ possessioni attinet, omnes Incolæ Livoniae Subditique illi Religioni addicti, omni Securitate gaudeant, ac Conscientia liberè, Religione devotionisque sua domi sine inquisitione vel annuadversione privati utantur.

§ 3. Tituli Provinciales tam spirituales quam seculares Senatorii & Equestris Ordinis, in Livonia Sueciæ penes possessores modernos maneat durante ipsorum vita sine ullis proventibus aliisve prætensionibus, nec ullum exinde præjudicium Juri Sacræ Regiæ Majestati Regique Sueciæ in Livoniam Suecicam, neque prætensio quæpiam Regno Polonæ Magnoque Ducatui Lithuanie interea temporis & in futurum inde enascetur.

§ 4. Judicia omnia Decretaque ad cuiusvis instantiam modo non in invitos aut absentes lata, nec non Contractus & Transactiones in Locis dum illis hoc bello Suecia tenuit institutæ judicialiter siue extra judicialiter, si modo Status Publico, qui ante hoc Bellum fuit & Pacificationi præfenti non contrariantur, firma maneat, æque ac si nulla Regimini & Magistratuum mutatio intervenisset saltem Appellationibus & Revisionibus in iis in quibus hæc Juri remedia hæcenus haud fuerunt adhibita, & quæ in rem judicatam non transferunt. Sententiæ quoque & Decreta, si quæ Regiæ in Incolas & Subditos Magni Ducatus Lithuanie, tum & Curlandiae, Semigalliaeque in invitos vel inauditos, Et ex adverso, si similia per Magistratus Magni Ducatus Lithuanie & Curlandiae Livoniae Sueciæ Subditos, circa tempus Belli lata fuerint, nullum valorem & robur obtineant in perpetuum.

V. §. 1. Pars Livonie Australis, quæ ante hæc & per hæc Bella & temporibus Induciarum, sub Ditione fuit Regni Poloniæ, Magnique Ducatus Lithuanie, nempe Duneburgum, Rostock, Lutzen, Marienhusen, &c. itemque reliqua omnia loca, quæ per Commissarios ad id utrinque deputandos fuisse per tempus Induciarum Poloniæ Possessionis inveniuntur, cum omnibus suis Pertinentiis, Territoriis, Urbibus, Pagis, Fructibus, & Proventibus Teloneisque Juribus, directoque & utili Domino remanent in possessione Serenissimorum Regum & Regni Poloniæ & Magni Ducatus Lithuanie, nec Serenissimi Reges Regnumque Sueciæ in istam partem Livoniæ ut ab alterâ diversam, neque in Ducatus Curlandiæ Semigalliæque & Districtum Piltensem, vel respectu Livoniæ Septentrionalis vel quovis alio prætextu ullum unquam jam prætendent aut prætere potuerunt. Cum vero Magnus Dux Moscoviæ non modo dictam Livoniam Polonicam, sed etiam Partem Sueciæ occupatas armis nunc teneat, ideo conventum est, ut si Respublica Polona aliquid ex Livonia Suecica, quocunque tempore à Moscu, Armis, Tractatibus, aut aliter receperit, teneatur totum id Sueciæ, ultro & gratuito non imputatis Belli expensis restituere, eodem modo, & vicissim, si Regnum Sueciæ aliquid ex Livonia Polonica quocunque tempore à Moscu, Armis, Tractatibus, aut aliter receperit, teneatur totum illud Poloniæ & Magni Ducatus Lithuanie ultro & gratuito, non imputatis Belli expensis, restituere.

§. 2. Titulus & Insignibus Livoniæ, tam Sacra Regia Majestas Poloniæ, ejusque Successores Reges Poloniæ, Magnique Duces Lithuanie, ratione Australis Livoniæ, quam Sacra Regia Majestas Sueciæ, ejusque Successores Reges Sueciæ, ratione Livoniæ Septentrionalis, promiscuè utantur sub titulo Ducatus.

§. 3. Si quæ posthac controversiæ de limitibus aut de rebus aliis inter Regnum Poloniæ, Magnum Ducatum Lithuanie, Livoniam Polonicam, Curlandiamque & Semigalliam ab una parte, & Regnum Sueciæ, ejusque subjectas Provincias, imprimisque Livoniam Suecicam ab altera incidere & suboriri contigerit, ex per Deputatos utrinque Commissarios ad fines Livoniæ amicabile ratione complacentur. Si quæ vero lites minores exortæ fuerint inter Subditos & Accolas utriusque partis, nec transig. de his amicabilem inter litigantes possit, quolibet Pars ad suum competens forum remittatur & Justitia iudicate administretur.

§. 4. Subditi hoc ultimo Bello & in futurum, fugitivi Magni Ducatus Lithuanie, Samogitiæ, Livoniæ Poloniæ, & Curlandiæ Semigalliæque, quicunque in Livonia Suecica reperti fuerint suis Dominis sine ullo processu Juris reddentur una cum suis mobilibus quæ inventuri poterunt, quæ profugus secum tulit, nec sub novo Domino acquisivit. Quod etiam vice versa observabitur, si qui Subditi fugitivi Livoniæ Suecicæ in Magni Ducatu Lithuanie, Livonia Polonica, & Curlandia, Semigalliaque reperti fuerint, si qui etiam abducti sunt, & adhuc supersunt, reddantur & illi, sine processu judicio sui quique Dominis.

§. 5. Quod favorem Commerci & Navigationi Sacra Regia Majestas Poloniæ

lonie consistetur, signa mutica in Domescen & Lufersorth castris confidere permittit. De ratione vero conservationis & maintenance corundem convenietur à Suecia cum fundi Dominis, nullo inde Jure aut pretensione Regni Suecie, in Fundos dictos aut Territorium Piltense, nascante aut emicenturo.

VI Illustrissimus in Livonia Curlandæ & Semigallie Dux, cum Serenissimo Coniuge Proleque sua Ducali ac tota Familia & Aula abique ulla protractione, intra sex Septimanarum spatium à die quinta Aprilis styli novi, Rignam sistetur. Inde vero intra dies quatuordecim decet, & suæ Dignitati accommodato, convenientique modo, ubi modernus Tractatus subscriptus fuerit, ad fines Semigallie deducetur, omniaque sua suorumque mobilia non distracta, ubicunque intercepta vel Rignæ deposita, literaria similiter siue publica, siue Privatorum Documenta bona fide extrahentur, & Mitaviam reportabuntur, antè liberationem autem suam ad restitutionem plenariam, peculiarè Reversalium Diplomate caveat, de non offendendo aut vindicando aliquid contra Sacram Regiam Majestatem Regnumque in futurum: Salva fidelitate & obligatione Regibus Regnoque Poloniæ & Magno Ducatu Lithuanie, debita.

VII §. 1. Serenissimus Rex, Regnumque Suecie, restituit Serenissimo Regi, Reique Publicæ Poloniæ Marienburgum, Elbingamque cum suis Fortalibus, reliquaque in Prussie Loca, quæ Suetici Præsidis tenentur, ac Marienburgum quidem una cum Arce ac Fortalibus suis, ut & Stumam intra octiduum à subscriptione moderni Tractatus, & deposita in manus Excellentissimi Domini Mediatoris, Serenissimi Regis Poloniæ provisionali horum Pactorum Ratificatione evacuabitur, & Præsidium Sueticum inde Elbingam deducetur. Elbinga autem cum suis Fortalibus ubi Tractatus modernus plenaria Serenissimi Regis Poloniæ Ratificatione confirmatus & per Reipublicæ, communi auctoritate Delegatos pro futuro Conveniù ratificatus fuerit, quadri- duo post ipsam Ratificationem commutationem siue contradictione evacuabitur & in manus Serenissimi Poloniæ Regis ejusque Commisariorum tradetur. Baucum etiam uti & reliqua, si quæ sint in Suecorum potestate Loca in Curlandia, Præsidis Suetici evacuabuntur intra octiduum, postquam notum ad Generalem Exercitum in Livonia vel in absentia ejus ad ejus Locum tenentem pervenerit de subscripto Tractatu, quæ notitia per Tubicinos utriusque Partis conjunctim Rignam deferetur.

§. 2. Deductio Militiæ Suecie, una cum Bellicis Tormentis majoribus & minoribus juxta factam hic Conventionem, nec non cum impedimentis fiet Elbinga diversis vicibus, intra tamen definitum tempus permutationis Ratificationum & evacuationis Elbingæ, dato eodem libero & innoxio transitu per Habum ad Portum Pillaviensem, & inde ad Naves proprias, quas Milites concesserunt & ad Diviones Sueticas ituri sunt. Imponetur autem dicta Militia circa deductionem Navibus Elbinganis, & si illæ non sufficiant, tum Navibus adjacentium Territoriorum aliorum, sine aliquo pretio Communicabit etiam Præfectus Militiæ Suecie & conveniet cum Præfecto Militiæ Electorali, aut ejus Locum tenente, de modo transitu per dictum Portum Pill-

vientem. Et fiat de cætero ejusmodi deductio sine damno & noxi Subditorum in Prussia tam Polonicorum quam Electoralium. Quod si per periculum Belli maritimo itinere sese Militia committere tuto nequeat, liber illi & incensus Transitus per Terram quam brevissimo itinere in Diocesi Jura Sontici proximas sine damno Incolarum Republicæ Polonæ & Serenissimo Electori Brandenburgico subsectorum deducantibus Commissarius Serenissimorum Regis Polonæ & Electoris Brandenburgici concedi debet, Justitia vero per Praefectos militum bonâ fide administretur, damna & injuriam passis.

§ 3 Si cui aut quibus in Civitatibus Prussiae evacuandis, earumque Territoriis non placuerit manere, sed mutato Domicilio alio sese conferre, in liberum sit in spatio trium abhunc annorum sua divendere, alius elocare aut pro suo libitu distrahere, sine ullo impedimento aut onere sub quocunque prætextu imponendo, salvis antiquis Civitatum Juribus & Privilegiis.

VIII Quidquid in Polonia, & Magno Ducatu Lithuaniae Provinciisque annexis, in illique Curlandia, per hoc Bellum Serenissimo Regi Regnoque Sueciae, eorumque Ducibus ac Legatis vel a Privatis, vel à Communitatibus, Exercitibus & Provinciis per necessitatem Belli vel aliter datum est, quocunque Titulo, Diplomatum, Obligationum, & Litterarum, Instrumentorum & Actuum Publicorum, ex omnia autographa quæ supersunt Serenissimo Regi & Republicæ Polonæ, Ducique Curlandiae circa Ratificationum commutationem, bonâ fide extrahantur. Quod si naufragio absorpta sint vel alio modo perierint, omnia ejusmodi Scripta, Actaque privata & publica ex nunc cassantur, annihilantur, & eliminantur, nihilque exinde Reges Regnumque Sueciae in Provincias, Exercitus, Districtus vel Privatos in Polonia, Magno Ducatu Lithuaniae & Provinciis illis annexis vel subiectis, in specie etiam Curlandiâ & Districtu Piltensî Jura præstendere velle aut posse omni meliori modo declaratur.

IX Restituantur quoque à parte Suecorum, omnia Archiva, Acta Publica, Castrensia, Juridica, Ecclesiastica, nec non Bibliotheca Regia, quæ ex Regno Polonæ & Magno Ducatu Lithuaniae avacta, & quorum copia haberi potest, idque intra tempus commutationis Ratificationum, vel ad summum intra tres menses à facta commutatione.

X Obligationes atque recognitiones si quæ sunt ab Illustrissimo Curlandiae & Semigalliae Duce, aut Incolis Curlandiae & Semigalliae, Districtusque Piltensîs exortæ per Suecos, aut vice versâ à Suecis per Polonos in totum existant, nullumque habere pondus declarantur.

XI Debita inter utriusque Partis Subditos & Incolas, cum etiam à Ducibus & Officiariis Belli ubicunque contracta, utrinque bona fide solventur. Si quæ vero hoc Bello ultimo Obligationes & Recognitiones exortæ ab utrinque sint, in totum cassantur, nullumque pondus habere declarantur.

XII. Deposita aliaque Bona mobilia ubicunque repertiuntur & Fisco nondum adjudicata, bona fide propriis Dominis restituantur: Nemo autem tenebitur ad eorum restitutionem, quæ Fisco adjudicata & extradita sunt, perstandam.

XIII. Tormenta Bellica-majora minoraque in Polonia, Magno Ducatu Lithuaniae

Lithuaniam, Prussiam, Curlandiam, ceterisque annexis Provinciis à Suecis capta, siue sine Republicæ, siue Privatorum, siue Civitatum, quæcunque in locis evacuandis reperientur, exactè relinquuntur. Quæ vero ex Suecia invectæ sunt in Poloniam, Lithuaniam, Prussiam, Curlandiam, liberum erit Sueciæ, sine ulla præensione secum auferre, Transactioni quoque Deditioni Thorunæ quod adhuc restat hac in re latuisset.

XIV §. 1. Quicumque hoc Bello ab utraque inter Polonos, Lithuanos, & Suecos in quocunque loco capti sunt, cujuscunque conditionis ac status, liberi & sine ullo soluto pretio, nisi aliter ante hunc Tractatum ab ipsis conventum fuerit, dimittentur, pristinaque libertati restituentur; Soluti tamen impensis Officinarum in victum eorum factis, & debitis in captivitate ab eis contractis. Cæterum quoque captivi annumerandi & ab utraque parte restituendi sunt, qui inviti Militiæ alterius Partis nomina dederunt. Omnes vero supradicti, qui quidem in Polonia, Magnæ Ducatus Lithuanicæ Prussie Regali, utraque Livonia aut Curlandia detinentur intra tres septimanas à subscripto moderno Tractatu, illi autem, qui extra Poloniam, Lithuaniam, Livoniam & Curlandiam detinentur, intra tres Menses libertati restituantur. Quod autem de huiusmodi solutione hic supradictum est tantum locum habebit in Majoribus Officiariis, utpote Generalibus, Tribunis, Tribunorum Locum tenentibus, & Capitaneis.

§. 2. Sacra Regiæ Majestas & Regnum Poloniæ Magnæque Ducatus Lithuanicæ, ad hoc hunc perpetuè dandum consentierunt, ut Autoritatem & Officium suum interponant apud Chamum Ordalique Tartarorum, quo sine Litro Captivi in Tartaria Suecici, intra sex abhinc Menses, inde dimittantur, dimissi vero per Regnum Poloniæ Magnæque Ducatum Lithuanicæ, antea si que in Provincias libere ac tuto transierint, & liberè habui ad Provincias Ditionesque Juris Suecici promoverentur.

XV §. 1. Commercia pristina sint libera & non impedita inter utrumque Regnum, Poloniæ, Magnæque Ducatum Lithuanicæ, & Sueciæ, subjectis illis Provinciis, Subditos & Incolas, tam Terra quam Mari, & in veteri usu atque exercitio, quo fuerunt tempore Induciarum, conserventur. Imprimis sit liberum Commerciorum Exercitium liberaque discuratio Mercum, per Fluvium Dunam & Bulderaviam, Subditis & Incolis Regni Poloniæ Magnæque Ducatus Lithuanicæ & Poloniæ Livoniæ Curlandiæque ac Semigaliæ, cum Subditis, Incolisve Livoniæ Suecicæ, Ex vice versa, Subditis, Incolisque Regni Sueciæ & Livoniæ Suecicæ, sit liber Commerciorum usus per eadem Flumina, cum Subditis, Incolisque Poloniæ, Lithuanicæ, Livoniæ Poloniæ & Curlandiæ, Semigaliæque, Telonorum vero & Vestigialium in Flumine Dunæ & Bulderavii, ut & Maritimarum ac Terrestrium in Livonia, eadem ratio & in eodem tantum locis ab utraque parte impolleturum sit, uti & ubi tempore Induciarum & ante hoc ultimum Bellum fuit.

§. 2. Majoris quoque Poloniæ Incolæ, cujuscunque conditionis sint, siue Terræ, siue Aquæ Commercia sua exercentes, nullis novis Telonis & Gabelis Suecici onerabuntur.

§. 3. Civitas quoque Gedanensis & alie Prussie Civitates ipso Regno Suecico

ciz & subjectis Provinciis aliis, gaudeant ea libertate Commerciorum & Vectigalium, quâ gavisa sunt ante hoc novissimum Bellum.

XVI. Dominus Comes Königsmarkus, Campi Marschallus Sueciz, absque ulla protractione intra sex septimanarum spatium, a die quinta Aprilis scilicet nov. Daniicum modo decennii sistetur, inde vero intra dies quatuordecim, ubi modernus Tractatus subscriptus fuerit eliberabitur, ante restitutionem autem plenariam peculiari Diplomate Reversalium caveat de non offendendo & vindicando aliquid contra Sacram Regiam Majestatem Regnumque Poloniz, & specialiter Civitatem Gedanensem, salva tamen debita Regibus Regnoque Sueciz obedientia & fide.

XVII. Serenissimus Rex & Respublica Poloniz Illustrissimæ Principis Annæ Mariæ, defuncti Illustrissimi Ducis Januschn Radzivilu, Palatini Wilnensis, Supremi Exercituum, Magni Ducatus Lithuaniz Ducis, Filie unice, in adeundis secundum legitimas Consuetudines Regni & magni Ducatus Lithuaniz Hereditatibus possessionis Paternis ac Maternis, vigore generalis Amnestiæ, præsentis Conventionis omnibus cautæ, ut ei satisfaciat, condignum rationem habituri sunt.

XVIII. Demortuorum Belli Ducum atque Officialium aliorum corpora sive in Polonia sive in Prussia adhuc inhumata, & nonnullis in locis asservata sunt, tradentur & non denegabitur eis, quibus cura mandabitur, ea inde deducendi. Quorum autem cadavera tum in priori tum hoc ultimo Bello inhumata sunt in Elbingensi, Marienburgensi, & aliis in Prussia & Polonia Templis, intacta jaceant, sepulchra eorum ab omni violatque & inquietudine sit immunita.

XIX. De Domini Ducis Crojani desiderio, ratione debitorum apud Rempublicam Poloniam ita conventum est, ut prædictus Dominus Dux, Jus suum, Originalium Obligationum productione doceat in proximæ futuris Comitibus Regni Generalibus, ibidemque debita ratio ejus habeatur, salvo quoque Jure Illustrissimi Ducis Curlandiz, si quod eidem ad præfata summas pecuniarum competere.

XX. Quoad Dominorum Comitum à Dohna postularum & debitum apud Rempublicam Poloniam, in quantum illud liquidari poterit, iusta eorum ratio in futuris Regni Comitibus habebitur.

XXI. Habebitur quoque æqua ratio à Succia Domini Baronis Sigismundi à Guldenstern, quoad bona in Regno Sueciz vel illi subjectis Provinciis præsentia.

XXI. §. 1. Eadem similiter Pax amicitia, Amnestia, & præteritorum omnium perpetua oblivio sub eadem clausula & vinculis in hocce Instrumento contentis, vigeat & in perpetuum stabilita sit inter Serenissimum & Potentissimum Principem ac Dominum Dominum Leopoldum Electum Romanorum Imperatorem semper Augustum, Germaniæ Hungariæ, Bohemæ, Dalmatiæ, Croatiæ, Slavoniæ Regem, Archiducem Austriæ, Ducem Burgundiæ, Brabantiz, Styriæ, Carinthiæ, Carniolæ, Marchionem Moraviæ, Ducem Lucemburgi, ac superioris & inferioris Silesiæ, Württembergæ & Theckæ, Principem Sueviæ, Comitem Habsburgi, Tyrolis, Et-

Petere, Kyburg, & Goritz, Landgravium Alsatie, Marchionem Sacri Romani Imperii, Burgoviam, ac Superiorem & Inferiorem Lusatiam, Dominum Marchie & Sclavonicæ, Portus Naonis & Salinarum, præcipuum Poloniæ Federatum, Bellicum Socium, nec non ejus Hæredes ac Successores Regna & subiectas Provincias, tam in, quam extra Imperium Romanum, eorumque Subditos & Incolas. Ac Serenissimum ac Dominum Dominum Carolum, Succorum, Gothorum, Vandalorumque, Regem, & Principem Scania, Esthoniæ, Livoniæ, Careliæ, Bremæ, Verdæ, Stetini, Pomeraniæ, Cassubie, & Vandalie, Principem Rugiæ, Dominum Ingræ & Wismariæ, nec non Comitem Palatinum Rheni, Bavariæ Ducem, ejusque Hæredes ac Successores, reges Regnumque Sueciæ & subiectas Provincias, tum in Imperio Germanico, tum extra illud sitas, eorumque Subditos & Incolas, ita ut quicquid vel ante hoc Bellum, vel illo durante, sive in Polonia, sive extra illam, seu ratione auxilii Serenissimo Regi ac Republicæ Poloniæ præstitum, sive quavis alia de causa, mutue offensionis atque Inimicitiarum aut pretensionum oriri potuit, perpetuæ oblivioni tradatur. Neutrique Parti quocunque pretextu lectum sit alterius Regna, Status, aut Provincias clam aut palam, directe vel indirecte armis impetere, vel ullum in ipsa hostilitatis genus exercere, sed alter alterius commoda læsetur & omnia inter utramque Partem curumque Status Subditos ad pristinum prorsus statum, unionem & fidam correspondentiam restituta & redintegrata sint, nemini ex utriusque Partis Subditis aut Imperii Statibus ac Vassallis noxæ sit aut præjudicio, quod alterius Partes hoc Bello Sago vel Toga fuerint itæstati, sed quicunque ex sola causa hujus Belli de fortune aut illatu suo decidisset, is in pristinum statum, in quo ante hoc Bellum immediate fuit, quoad Honores ac Bona immobilia, nec non etiam quoad Bona mobilia, si Filco nondum adjudicata & extradita sint, indilate & sine contradictione restituantur, usque plenarie gaudeant ac fruantur.

§. 1. Ut autem firmiter fundamenta hæc Pax & Amicitia stabiliri queant, Sacra Cæsarea Majestas Loca omnia, quæ in Pomerania & Megapoli occupata Præsidis suis insidentur, Serenissimo Regi ac Regno Sueciæ, ex vero quæ in Holsatia & Ducatu Schlesvicensi, Duci Holsatiæ, Gottorpiensi (qui prævia tamen cautione de non vindicando juxta formam de qua hac convenit, hac Pace consensu Partium inclulus censetur) restituet plenarie, cum Tormentis Bellicis ipsorum propriis, re armentariâ ceteroque apparatu Bellico, nec non mobilibus cujuscunque generis, item Actis Cancellariæ, Archivis ac Literariis Documentis, prout ea omnia tempore occupationis vel deditiois subî reperta sunt & adhuc non distracta exstant. Que evacuatio fiet Locorum scilicet Pomeraniæ & Megapoleos, exceptis Vollinæ, Damm, & Greiffenhagen, intra duas septimanas, a die permutationis Ratificationum computandas, quo tempore Elbinga quoque Poloniæ restituetur, Vollinum vero, Damm, & Greiffenhagen, nec non Loca Holsatiæ & Ducatus Slevicensis, intra alias duas sequentes hebdomadas a die supramemoratæ permutationis evacuebuntur, deductis eodem tempore e dictis Locis Præsidibus Militibus, & e Provinciis ad Sacram Regiam Majestatem

Regnumque Sueciæ, Ducei Megapolitano, & Ducem Holfatiæ Slesvici spectantibus Copiis omnibus, ea ratione & modo, de quo inter Generales utriusque Partis vel eorum Locum tenentes, intra tempus Ratificationibus commutandis præfixum, conventum fuerit.

§. 3. Ceterum, quicquid circa res Imperii controversiæ intercesserit, juxta Imperii & Pacis Germaniæ leges absque strepitu armorum componatur, aut decidatur & stabitur ab utraque Parte per omnia dispositioni Paſtorum Onaburgensium & Constitutionibus Imperii.

XXIII. Similiter tam a parte Serenissimi Imperatoris, quam Serenissimi Regis Sueciæ Captivi, hujus Belli, cujuscunque sint conditionis ac status, liberi & sine soluto ullo pretio seu lytro, nisi aliter ante subscriptum Tractatum ab ipsis conventum fuerit, intra spatium trium hebdomadarum a die Ratificationis, dimittentur, & libertati præstint, soluti ab Officiariis impensis in victum eorum factis & debitum in Captivitate ab eis contractu, restituentur, & Captivis quoque numerandi & ab utraque Parte restituendi sunt, qui invitati ad danda alterius Partis Militiæ nomina sua adacti fuerunt, Quod autem de lytri conventi solutione hic supra dictum est, tantum locum habebit in Majoribus Officiariis, utpote Generalibus, Tribunis, Tribunalium Locum tenentibus, & Capitaneis.

XXIV. §. 1. Sit undem Pax perpetua, veraque ac sincera Amicitia, inter Serenissimum ac Potentissimum Principem ac Dominum Dominum Carolum, Succorum, Gothorum, Vandalorumque Regem & Principem Hereditarium Magnum Principem Finlandiæ, Ducem Scaniæ, Esthoniæ, Livoniæ, Caroliæ, Bremæ, Verdiæ, Steini, Pomeraniæ, Cassubiæ, & Vandaliciæ, Principem Rugiæ, Dominum Ingræ & Wismaræ, nec non Comitem Palatinum Rheni, Bavarie Ducem, ejus Hæredes, Successores, ac posteros Reges, Regnumque Sueciæ, ejusdem tam in Imperio quam extra illud sitas Provincias, Status, ac Ditiones, & Serenissimum Principem ac Dominum, Dominum Fridericum Wilhelmum, Marchionem Brandenburgicum, Sacri Romani Imperii Archi-Camerarium & Principem Electorem, Magdeburgi, Prusici, Julici, Clivici, & Montium, Steini, Pomeraniæ, Cassubiorum, Vandalorumque nec non in Silesiâ, Crosiæ & Carnoviæ Ducem, Burgravium Norimbergensem, Principem Halberstadiensem & Mindenensem, Comitem Marciæ & Ravensbergi, Dominum in Ravenslein, Poloniæ Federatum, Bellicque Socium, ejusdemque Hæredes ac Successores, Provinciasque Status, ac Ditiones, in & extra Imperium Romanum sitas, ita ut alter alterius honorem, commodum, & utilitatem sincere serioque in perpetuum promoveat.

§. 2. Pax vero & Fœdera omnia, quæ Partes paciscentes inter se vel cum aliis Principibus ac Statibus utriusque sancita habent, quoad omnia sua Puncta, Clausulas, & Articuli integri & in pleno robore suo permaneant, ita tamen, ut per ea præsens Transactio Pacis, nullum præjudicium patiatur.

§. 3. Sit etiam utriusque Amicitia, & præteritorum omnium perpetui Oblivio, ita ut quicquid hæctenus quocunque loco, & quavis de causa, sive in Imperio Romano, sive extra illud ab alterutra Partium vel sub eorum

Imperio Potestateque existentibus absque ullo personarum rerumque respectu gestum vel admissum fuerit, nullo pretexto, via juris vel facti, directè vel indirectè, à neutra Parte unquam vindicari possit. Et nec horum nec ullius alterius rei causa vel pretexto alter alteri posthac quicquam hostilitatis aut iniuriæ vel etiam quoad Ministros, Officiarios, aliosque Incolas ac Subditos, Statum, Bona vel securitatem per se vel per alios clam aut palam inferat vel inferri faciat.

§. 4. Nemini quoque ex utriusque Partis Subditis aut Vassallis cujuscunque conditionis & dignitatis fuerit, noxæ sit aut præjudicio, quod alterius Partes hoc Bello Sago vel Toga fuerit sectatus, sed quicunque ex sola causa hujus Belli de suis possessionibus decidisset, is in pristinum statum in quo ante hoc Bellum immediate fuit, quoad Honores & Bona immobilia, nec non etiam quoad mobilia Bona, si hæc Bona mobilia, Fusco nondum adjudicata & extracta, aut alias distracta sint, indilate & sine ulla contradictione restituatur inque plenariè gaudeat ac fruatur atque proinde & Campæ Marschalli Comitis Wittenbergii Hæredibus Bona immobilia, quæ in Ditionibus Sive Serenitatis Electoralis, ubicunque locorum ante hoc Bellum possederunt, in eo statu, quo nunc sunt restituantur vigore hujus Pacificationis atque eo jure tenenda, quo ante Bellum hoc exortum ea tenuerunt ac possederunt.

XXV. Et ne occasione anteaكتورum la & dissidium aliquod oriri possit, Sacra Regia Majestas Succiæ pro se & Hæredibus ac Successoribus suis, Regibus Regnoque Succiæ virtute hujus Instrumenti Pacis quam fieri potest validissime in perpetuum & irrevocabiliter renunciat Pactis, quæ die 7 17. Januarii, Anno 1656. Regiononti, item 15 15 Junii prædicti Anno Mariæburgi, tum quæ 10 20 Novembris, eodem Anno 1656 Labiaviz inter Serenissimum Succiæ Regem gloriosæ memoriæ nuper defunctum Et suam Serenitatem Electoralem conclusa sunt, ut & alia omnibus Conventionibus quæ illis adjectæ aut separatim quocunque modo durante hoc ultimo Bello Polonico ejusque respectu inter sunt. Atque ex omnia & singula in omnibus & singulis Clausulis, Conditionibus, & Articulis suis irrita & nulla pronunciat, omnemque ipsi vim, vigorem, & effectum hoc ipso & virtute hujus Pacti nullius & in æternum detrahit. Ita ut contra Suam Serenitatem Electoralem Brandenburgicam ejusque Hæredes, Agnatos, Successores, Provincias ubicunque locorum sitas & in specie in Ducatum Prussiæ atque ejusdem Ordinis & Incolas, aut contra Sacram Regiam Majestatem, ejusdem Successores, Reges, Regnumque Poloniæ ex nominatis & indigitatis supra Pactis & Conventionibus abolutis nunc & in posterum sive Successionis in Prussiam sive unionis aut quocunque alio pretexto vel causa, nomine Regis, Regum Hæredum ac Successorum & Regni Succiæ, nihil unquam allegari, prætendi, aut postulari possit auxiliebatur. Quare præmemoratorum Pactorum & Conventionum Originalia cum retradi non potuerint, hoc ipso pro retraditis, scissis, & in cinerem redactis habentur, atque in æternum habebuntur. Quemadmodum & Serenissimus Elector Brandenburgicus, in Prussia Dux, quam fieri potest validissime in perpetuum & irrevocabiliter vigore hujus

Instrumenti Pacis pro se, Heredibusque ac Successoribus suis promittitur, nihil vel se, vel Heredes & Posteror suos ex predictis Pactis & Conventionibus contra Sacram Regiam Majestatem Regnumque Sueciae pretenferi, sed sua Serenitas Electoralis, pro se, Heredibusque ac Successoribus suis, hoc ipso & virtute hujus Pacti, supramemoratis pactis omnibus penitus abjiciit & renunciat, & eadem omnia pro retraditis, scissis, & in cineres redactis, nunc & in eternum declarat, & irrita ac nulla pronunciat, omnemque ipsis vim, vigorem, & effectum penitus & in eternum detrahit.

XXVI Serenissimus Elector Brandenburgicus Loca omnia, quae in Pomerania hocce Bello occupata Praesidiis suis insidentur, Sacrae Regiae Majestati & Regno Sueciae, ea vero quae in Holsatia & Ducatu Sleviscenti, Celsissimo Principi & Duci Holsatae Gottorpensi (qui praevia tamen cautione de non vindicando iuxta formulam de qua hic convenit hac Pace consensu Partium inclusus continetur) restituet plenarie cum Tormentis Bellicis ipsorum propriis, & armamentariis, ceteroque apparatu Bellico, nec non mobilibus cujuscunque generis, item Actis Cancellariae, Archivis, & Literariis Documentis, prout ea omnia tempore occupationis vel deditionis ibi reperta & adhuc non distracta extant. Quae evacuatio fiet Locorum scilicet Pomeraniae, exceptis Wollino, Damm, & Greiffenhagen, intra duas septimanas, a die permutationis Ratificationum computandas, quo tempore quoque Elbing restituetur, Wollinum vero, Damm, & Greiffenhagen, nec non Loca Holsatae & Ducatus Sleviscentis intra aliam domum duas sequentes hebdomadas, a die supramemoratae restitutionis evacuabuntur, deductis eodem tempore & dictis locis Praesidiis Militibus & c. Provinciis ad Serenissimum Regem Sueciae & Ducem Holsatae & Sleviscae Regentem spectantibus Copiis omnibus, ea ratione & modo, de quo inter Partes utriusque Generales vel Locum tenentes intra tempus Ratificationibus commutandis praefixum conventum fuerit, ita tamen ne praememoratis, resituendis, & evacuandis Locis vel Communitatibus, qui Praesidia Electoralia habuerunt, aut quorum modo hoc Bello in Sue Serenitatis Electoralis fide & Potestate fuerunt, vel cuiquam privato quod Partes Sue Serenitatis secutus fuerit, v'la ratione noxam trahatque sit, vel alia in re, quoad pristina Jura, Privilegia, Bona, Feudalia, & Libertates illa competentes absque exceptione vel reversione praepi-
dicet.

XXVII Captivi hujusce Belli cujuscunque conditionis ac aetatis, liberi & sine soluto ullo pretio seu lytro, nisi aliter ante subscriptum Tractatum ab ipsi commutatum fuerit. intra spatium trium hebdomadarum, a die Ratificationis dimittentur, pristinaeque libertati restituentur, soluta tamen ab Officiariis impensis in victum eorum factis, & debitis in Captivitate ab eis contractis. Ceterum Captivi quoque annumerandi & ab utraque Parte restituendi sunt, qui in vii Militum alterius Partis nomina dederunt.

XXVIII Debita inter utriusque Partis Subditos & Incolas, tum etiam a Ducibus & Officiariis Belli ubicunque contracta, utraque bona fide solventur. Si quae vero hoc Bello ultimo Obligationes & Recognitiones extortae ab utraque sint, in totum cassantur, nullumque pondus habere declarantur.

XXIX

XXIX. Inter Sacræ Regiæ Majestatis Succiæ & Sum Serenitatis Electoralis Brandenburgicæ, Regni, Provinciarum, Statuum, Ditionum, tam in Imperio Romano, quam extra illud utarum, Subditos & Incolas pristina restituantur Commercia, atque impofterum in pleno vigore conserventur.

XXX. Si quæ Bona, à Sum Serenitatis Electoralis Subditis vel ejusdem Ditionum Incolis in Regiæ Sum Majestatis Succiæ Regno, Provinciis, Ditionibus aut locis occupatis, & hætenus possessis, ante vel subtempus hujusce Belli deposita vel alio quocunque modo eo delata sunt, ea sine ullâ mora vel effugio Dominis suis restituantur, nisi jam Fisco adjudicata atque extradita fuerint.

XXXI. Cum verò ad stabilitatem hujus Pacis plurimum interfit, ut universaliter componatur, & inter omnes Belli hujus Socios securitati Commerciorum plene prospiciatur, ideo licet controversiæ, quæ Serenissimo Regi Regnoque Succiæ cum Serenissimo Rege Daniæ intercedunt, hic commodè decidi non potuerint, & in ipsa Daniæ cum Ipe successus tractentur. Nihilominus conventum est, ut Serenissimus Daniæ & Norwegiæ Rex, ejusque Regna ac Ditiones in hoc Tractatu, conclusâ in Daniæ Pace comprehendantur, ita ut ea omnia, quæ inter aitememoratos Succiæ & Daniæ Reges conclusa & constituta fuerint, ad hanc Pacem pariter ac si in hoc Instrumento specificè inserta forent pertinere censentur. Salvo per omnia ipso Tractatu in Daniæ inter utroque Reges & Regna concluso & concludendo.

XXXII. §. 1. Cessent omnes hostilitatis actus inter Partes paciscentes omnes tum Principales tum Foderatas, eorumque exercitus à die conclusæ & subscriptæ hujus Pacis, computando in Prussia tam Regali quam Ducali exactis quatuor, in Pomerania & Megapoli duodecim, in Curlandia & Livonia quatuordecim, & in Holsatia & Slesvicensi Ducatu exactis viginti diebus, eodem quoque die in singulis præmemoratis locis Negotiationes quævis pristino usui restituantur, & Literarum commercia libera sint.

§. 2. Generales Præsidii Elbingensis in Prussia, ac tam Cæsarei quam Electorales in Pomerania post acceptam hujus armorum Cessionis intimationem, exactam curam adhibebunt, ut usque ad finalem Pacis executionem Militis sustentatio non amplius exigatur more hostili, nec ultra justam & necessariam alimentationem Provincie ipsorum armis infestis aggraventur, in quem finem Commissarii à Partibus deputabuntur, qui curam sedulam habeant, ne exorbitantiæ contra hanc Conventionem fiant.

XXXIII. Denique omnium belligerantium in Imperio Partium Copiæ & Exercitus post restitutionem Locorum ab omnibus Partibus paciscentibus dimittantur & exaustorentur, eo tamen numero in suos cujuscunque proprios Status tractato, quem quæque Pars pro sua securitate judicaverit necessarium.

XXXIV. Pacta hæc ratihabentur à Serenissimo Rege Poloniæ nec non Republica Polonia ejusque Foderatis ab una : & Serenissimo Rege Succiæ ab altera parte, quæ de re ad modum sequentem convenit.

Primo: Instrumentum hujus Pacis Manibus ac Sigillis Dominorum Commissariorum utriusque Partis, tum Excellentissimi Domini Legati, Mediatoris subscribatur, tradatur, & commutetur.

Secundo Serenissimus Rex Polonae eadem Pacta illico à Subscriptionem & Signationem Dominorum Commissariorum Polonicorum, Diplomate Ratificationis in forma conventa confirmet, atque ex nunc Affecurationem suam interponat subsecuturam inter spatium ad summum trium Mensium computandorum à Subscriptionem hujus Instrumenti Pacis plenariam ejusdem Regis Majestatis Ratificationem, cum integra insertionem Instrumenti Pacis conclusis ad formulam inter utriusque Partis Commissarios conventam.

Tertio Serenissimus Rex Suae solenni Instrumento hæc Pacta nomine suo & Regni Suae per subscriptionem Serenissimæ Regniæ Matris sue & Dominorum Regni Suae Administratorum in forma conventa rata habeat.

Quarto. Domini Delegati à Republica Polona Lege Comitiali Anno 1659. deputati, nomine Reipublicæ hæc Pacta Subscriptionem & Sigillationem sua approbent, in futura Convocatione intra tres Menses celebranda.

Quinto, Diplomata Ratificationis tam Sacræ Regiæ Majestatis Poloniæ, quam Deputatorum Comitiali Lege Delegatorum in proximo Comitibus, Constitutionibus, & volumini Legum Polonicarum inferantur.

Sexto. Instrumenta hæc solennia Ratificationis tum utriusque Serenissimi Regis, tum dictorum Reipublicæ Delegatorum, ab ambarum Partium Commissariis intra Spatium ad summum trium Mensium à Subscriptionem hujus Instrumenti Pacis computandorum ad Limites territoriales, inter Elbingam & Marienburgum, utroque per Excellentissimum Dominum Mediatorem à Partibus paciscentibus recipiantur, & ab eodem eo ipso tempore inter Partes commutentur.

Septimo. Ut Sacra Cæsarea Majestas & Serenissimus Elector Brandenburgicus Ratificationes suas itidem tempore & loco eodem tradi faciant.

Octavo Denique ut dicta Serenissimorum Regum & Reipublicæ Poloniæ ac ejus Federatorum Instrumenta Ratificationum ad conventam & præscriptam formulam quoad Titulaturam & Sigillationem aliaque requisita ulla voce aut syllaba immutata conficiantur & reciprocè commutentur.

XXXV. § 1 Quo firmior, stabilior, & securior Pax hæc coalescat, & ab omni parte incuncta duret, promittunt supra memoratæ Partes pacificæ omnes tam Principales quam Federatæ, se hanc Transactionem & Pacem, omnesque ejus Articulos, Capita, & Clausulas, sanctè & inviolabiliter servare velle & debere. Ea ne impostitum violari queat, se invicem ad generalem Guarantiam & Evictionem mutuam ac Defensionem reciprocam eam ex parte obstringunt. Hæc quam fieri potest firmissime spondentes, ut si contingat unam Partem ab altera vel plures a pluribus, Terra vel Mari Bello contra hanc Pacificationem impeti, Aggressor ipso facto pro infractore hujus Pacis ab omnibus habeatur, ejusdemque beneficio excidat, & tum altera reliquæque paciscentium Partes Parti luser ad summum intra duos Menses

les à requisitione Partis læsæ eodem communibus Armis assilire & Bellum tandem contra Aggressorem prolequi, donec Pax communis omnium Partium concientia, restituta fuerit, invicem teneantur.

§. 2. Si vero contingat unam Partem ab altera vel plures à pluribus gravi aliqua injuria, citra tamen vim Armorum vexari, non licebit ideo læso ad arma subito recurrere, sed ante amicabile componendarum hujusmodi controversiarum ratio incunda erit, videlicet ut læsus accepta injuria si immediate cum lædente convenire nequeat, alios Paciscentes moneat, & Commissio generalis omnium Paciscentium nomine instituat ad læsæ confina, intra spatium quatuor Mensium, in quo inter deputatos utrinque Commissarios negotium discutatur, & si possibile erit intra quatuor, ad summum alios Menses terminetur.

§. 3. Si vero lædentem refractarium ad æqua quæ proponuntur modis deprehenderit, tum læsus licebit, tacta tamen prius legitima Belli denunciatione, jus suum Armis prolequi, & Bellum, ut supra statutum est, lædenti intente.

§. 4. Quod si vero turbationes vi contritusque actibus retundantur, solummodo lucidorum Limitum causa, actus ejusmodi pro violatione Pacis non reputabuntur, ipsa autem super Limitibus controversia citra vim Armorum terminetur.

XXXVI. Cum autem pro majori securitate hujus Pacificationis, tam Serenissimus ac Potentissimus Rex & Respublica Poloniæ quam Serenissimus & Potentissimus Rex Succiæ, ut & Serenissimus Elector Brandenburgicus, postularint, ut Serenissimus ac Potentissimus Princeps ac Dominus, Dominus Ludovicus XIV. Galliarum & Navaræ Rex Christianissimus, cujus ope ac studio inter præmemoratos Serenissimos Reges & Serenissimum Electorem Brandenburgicum, Pax promota & mediatione ad optatum finem perducta est, executionis & observationis illius inter Eosdem Fidejussor existeret, Sacra Majestas Christianissima postulationibus ac votis illorum annuens, eodemque animo Pacis hujus perpetuitatem exoptans, quo eam procuravit, pro se ac Successoribus suis Regibus Galliarum spondet ac promittit, idque per Illustrissimum & Excellentissimum Dominum Antonium de Lumbres, Legatum suum plenarius Mandatis ad hanc Guarantiam cavendam instructum, se executionem horum P.ctorum eorumque observationem ac perpetuitatem inter eosdem supra nominatos Principes omni meliori quo fieri potest modo, etiam Armis ubi amicabile media non processerint asserturam, Et si quis eorum sub hac fidejussione comprehensorum illa violarit, Arma viresque suas Parti læsæ ad ejus requisitionem juncturam. Quod ut firmitus omnibus constet, promittit dictus Dominus Legatus Gallicus, se Ratificationem Regis sui super hanc Guarantiam eodem tempore, quo Rathabitiones Pacis commutabuntur extraditurum. Integrum quoque erit Paciscentibus omnibus eandem Christianissimi Regis Guarantiam & Fidejussorem suscipere, & alios quoque in tempore Rathabitionis ad idem officii genus invitare & denominare Principes ac Potestates.

XXXVII. Si qui Regum, Principum, nec non Rerumpublicarum ac Statuum

tuum Amicorum hisce Pactis à quacunque parte Paciscentium includi voluerint, sit ipsis ejus facultas, modo se ad ista intra sex abhinc Menses declaraverint, & id consensu omnium Partium fiat.

In quorum omnium & singulorum fidem majusque robur omnium Partium Legati & Commissarii cum Illustrissimo & Excellentissimo Domino Mediatore præsens Pacis Instrumentum, & hoc quidem Exemplar Serenissimi Regis, Regnique Poloniæ Legati ac Commissarii Manibus Sigillisque propriis munierunt ac firmarunt. Datum Olivæ, die tertia Mensis Maii, Anno millesimo sexcentesimo sexagesimo.

(L.S.) ANTONIUS DE LUMBRES.

(L.S.) JOANNES COMES DE LESZNO, Palatinus Poseniensis Majoris Poloniæ Generalis, Serenissimi Regis Regnique Poloniæ Legatus Plenipotentarius.

(L.S.) NICOLAUS PRAZMOWSKY, Nominatus Episcopus Luceoricensis & Brestensis, supremus Regni Poloniæ Cancellarius, Legatus Plenipotentarius.

(L.S.) CHRISTOPHORUS PAC, Supremus Cancellarius & Legatus Plenipotentarius Magni Ducatus Lithuanicæ.

(L.S.) JOANNES ANDREAS MORSTIN, Referendarius Regni Legatus Plenipotentarius.

(L.S.) VLADISLAUS RBY, Thesaurarius Curie Regni Leg. Plenip.

(L.S.) JOANNES GNINSKI Succamerarius Pomeraniæ, Seren. Regis Regnique Poloniæ Leg. Plenip.

Declaration des Plenipotentiaires de Pologne, ou Article séparé en Explication de l'Art. II. par rapport à l'Eleûteur de Brandebourg.

NOS infra scripti Sacræ Regiæ Majestatis Reipublicæque Poloniæ ad Tractatus Polono-Suecicos Legati Plenipotentarii, notum facimus quorum interest, vel ulla ratione interesse poterit universis & singulis. Quandoquidem Instrumento Pacis principali hodie subscripto Articulis Amnestiæ, in quo tam Communitatem quam singulorum Jura redintegrantur, forma generali conceptus est, & nulla specialis acquisitionum tam in Prussia Ducali, quam extra eandem Serenissimo Electori Brandenburgico per Pacta cum Sacra Regia Majestate Requepublic. primum Velaviæ, demum Bidgosticæ, inita ac Constitutione Comitiali approbata, suæ Serenitatis Electoralis Jurium utpotè Independentiæ Ducatus Prusiæ, Condescensionisque in Feudum Butoviensis, & Leoburgiensis Districtuum, in Palatinatu Pomeraniæ existentium, tum & Juris competentis in Civitatem Elbingensem nec non Præfecturam Draheimensem in eodem facta est mentio. Ne id in præjudicium memoratorum suæ
Sere-

Serenitatis Electoralis Jurium trahi posset, plures modi ratione inclusionis prædictorum in præfato Articulo Amnestiæ proposui tuere. Cum autem Partibus nequaquam satisfacere potuissent, tandem prudenti Illustrissimi & Excellentissimi Domini Christianissimi Regis Legati mediatione ac indefesso studio, maturandæ Pacis gratiâ convenit, ut peculiari Articulo, qui tamen pro inserto Pacis Instrumento haberi, ejusdemque valoris esse debet, ea ipsa Jura Serenissimo Electori Brandenburgico caverentur, quod & factum est à Legatione Suetica per sequentem Articulum tenoris ejusmodi.

Legatio Suetica declarat, Serenissimi Regis Regniq[ue] Sueciæ nomine, ea, quæ in Instrumento Pacis Articulo secundo de Redintegratione Jurium disponuntur, non debere concernere Ditiones, Status, Civitates, Terras, & Loca, quæ à sua Serenitate Electorali possidentur, nec eo trahenda; Neque obstat eundem Articulum, quo minus Sux Serenitati Electorali Elbinga jure, quod eidem Sux Serenitati Electorali competere potest, tenenda tradatur, salvo de cætero ejusdem Civitatis Privilegiis, & Immunitatibus, tam in Ecclesiasticis, quam Politicis, salvo itidem jure Retractus Conventionalis Serenissimo Regi & Reipublicæ Poloniæ quoad Elbingam. Quicquidem Articulus tanquam si in ipso Instrumento Pacis esset insertus, ibidemque cum aliis appositus, ejusdem cum eo valoris (ut supra dictum est) esse haberique debeat.

Proindè & Nos infra scripti Legati Commissarii, cum plena potestate Sacræ Regiæ Majestatis & Statuum Reipublicæ eorundem nomine mentem nostram præfenti itidem Articulo, quam pro inserto & ejusdem cum Instrumento Pacis valoris haberi volumus, declaramus palamque facimus, Articulum Amnestiæ generalis in Instrumento Pacis contentum, nullatenus posse, vel debere Juribus Sux Serenitatis Electoralis, tam antiquis, quam noviter acquisitis, & in specie Traditioni Elbingensis Civitatis juxta Pacta cum sua Serenitate Electorali iniuri derogare & præjudicare, imo eadem Pacta in omnibus eorundem Articulis, Punctis, & Clausulis, salva & integra conservare & manutenere. In cujus rei fidem præsentem Declarationem manibus nostris subscripsimus, Sigillisque nostris Gentilibus roboravimus: die tertia Maii Anno Domini 1660. in Monasterio Olivenfi.

Ce Traité a été ratifié par Casimir Roi de Pologne & par la République le 26. Juin 1660.

[GGGG.]

1667. *TRAITE' (a) de Commerce entre la Grande-Bretagne & l'Espagne, conclu à Madrid le 23. May 1667. Traduction de l'Espagnol.*

IV. (b) **Q**U'il y aura, entre le Roi de la Grande-Bretagne, & le Roi d'Espagne, & leurs Peuples, Sujets ou Habitans respectifs, tant par Terre que par Mer, & Eaux douces, en tous & chacuns leurs Royaumes, Terres, Pais, Seigneuries, Confins, Territoires, Provinces, Isles, Colonies, Citez, Villages, Villes, Ports, Rivieres, Cales, Bayes, Detroits, & Courans ou on a accoustume d'exercer jusqu'ici le Trafic & Commerce, pleine & entiere Liberté de Trafic & de Commerce, de telle sorte & maniere que sans Passeport, & sans permission generale ou particuliere, les Peuples & Sujets l'un de l'autre puissent librement naviger & aller tant par Terre que par Mer, & Eaux douces dans leursdits Pais, Royaumes, Seigneuries, & dans toutes les Citez, Ports, Courans, Bayes, Detroits, & autres lieux d'iceux, & puissent entrer dans quelque Port que ce soit, avec leurs Navires chargez ou vuides, charroy ou charrons, pour y apporter leurs Marchandises & y vendre & acheter tout ce qu'il leur plura, comme aussi le pourvoir a justes & raisonnables prix de Vins & autres choses necessaires pour la subsistence de la vie, & pour leurs voyages, comme pareillement qu'ils puissent reparer leurs Navires & Charrons, Denrées, Marchandises, & Biens pour retourner en leurs Pais, ou en quelque autre lieu qu'ils adviseront bon estre, sans aucune molestation, ni empeschement, en payant les Droits & Douanes qui seront dues & en conservant l'un à l'autre les Loix & Ordonnances de leurs Pais.

V Item il est pareillement accordé, que pour les Marchandises que les Sujets du Roi de la Grande-Bretagne acheteront en Espagne, ou en d'autres Royaumes & Seigneuries du Roi d'Espagne, & les porteront sur leurs propres Navires ou sur des Navires qu'ils auront loué, ou qu'on leur aura presté, on ne prend a pas de nouvelles Douanes, Tolles, Dimes, Subsidés, ou autres Droits ou Peages quelconques, que ceux que les natifs du Pais en payent, & que tous les autres étrangers sont obligez de payer en pareil cas. & les Sujets susdits, en achetant, vendant, & contractant pour leurs Marchandises tant à l'égard des prix, que de tous les Droits qui seront à payer, jouiront des mêmes Privilèges qui sont accordez aux Sujets naturels d'Espe-

(a) Ce Traité est réclaté & confirmé par celui d'Utrecht 1713 ci-dessus pag 483.

(b) On ne rapporte pas ce qui précède, comme étant inutile & n'ayant aucun rapport au Traité de Commerce.

d'Espagne, & ils pourront acheter, & changer leurs Navires avec de petites Denrées & Marchandises, lesquels Navires étant chargés & les Douanes payées, pour les Marchandises ne pourront être retenus dans le Port, sous quelque prétexte que ce soit, & les Chargeurs, Marchands ou Facteurs, qui auront acheté & chargé les Marchandises susdites, ne pourront être recherchés après le départ desdits Navires pour quelque cause ou sujet que ce soit touchant cela.

VI. Et afin que les Officiers & Ministres de toutes les Citez, Villes, & Villages appartenant à l'un ou à l'autre ne puissent, ni demander, ni prendre, des Marchands & Peuples respectifs de plus grandes Taxes, Droits, Salaires, Recompenses, dons, ni frais, que ce qu'ils en doivent prendre, en vertu du présent Traité, & que lesdits Peuples & Marchands puissent connaître & entendre, avec certitude, ce qui est ordonné en toutes choses touchant cela. il a été accordé & conclu, qu'il y aura des Pancartes & Listes attachées aux Portes des Bureaux de la Douane, & Barrières, de toutes les Citez, Villes, & Villages appartenant à l'un ou à l'autre Roi, où ces Droits, Peages, ou Douanes sont ordinairement payés, dans lesquelles on mettra en écrit, combien on doit payer de Droits de Douanes, de Subsidés, & d'Impositions, soit aux Rois ou ausdits Officiers, déclarant les espèces de ce qui sera apporté, ou transporté. Et si quelque Officier ou quelqu'autre personne en son nom sous quelque prétexte que ce soit, en public, ou en particulier, directement ou indirectement, demande ou reçoit d'aucun Marchand ou autre personne respectivement quelque Somme d'Argent, ou autre chose sous le nom de droit, redevance, salaire, frais, ou récompense, quoique ce soit par voie de don gratuit, outre & par dessus ce que dit est, ledit Officier, ou son Deputé, se trouvant coupable du fait & convaincu devant un Juge compétant du Pais où le crime aura été commis, sera mis en prison pour trois mois, & paiera trois fois la valeur de la chose ainsi reçue, moitié de laquelle Somme appartiendra au Roi du Pais, où le crime aura été commis, & autre moitié au Denoncateur, pour laquelle il lui sera permis de poursuivre son droit pardevant un Juge compétant du Pais où cela arrivera.

VII. Qu'il sera permis aux Sujets du Roi de la Grande-Bretagne d'apporter & transporter en Espagne, où jusqu'ici ils auront exercé le Trafic & Commerce, & y trafiquer avec toute sorte de Marchandises, Draps, Manufactures, & Denrées du Royaume de la Grande-Bretagne, & avec les Manufactures, Biens, Fruits, & Denrées des Isles, Villes, & Colonies qui lui appartiennent, & ce qui aura été acheté par les Facteurs Anglois en deça ou par delà le Cap de Bonne Esperance, sans être contraints de déclarer à qui, & pour quel prix ils vendront lesdites Marchandises & Provisions, ni être molestés pour les Exeurs des Maîtres de Navires ou autres en la déclaration des Marchandises, & pourront partir quand bon leur semblera des Etats du Roi d'Espagne, avec le tout ou partie de leurs Biens, Denrées, & Marchandises, pour retourner en quelques Territoires, Isles, Etats, & Pais que ce soit, en payant les Droits & Tributs mentionnés aux Chapitres précédents: & à l'égard du

seils de toute leur Cargaison qu'ils n'aient pas débarqué à Terre, ils pourrout le recevoir, garder, & remporter sur leurdit Navire ou Navires, Vaisseau ou Vaisseaux, sans pour ce payer aucun Droit, ou imposition quelconque, comme s'ils n'avoient jamais été avec cela dans aucune Baye, ni Port du Roi Catholique, & toutes les Denrées, Biens, Marchandises, Navires, ou autres Vaisseaux, avec quelques choses que ce soit, qu'on aura fait entrer dans les Domaines ou Places de la Couronne de la Grande-Bretagne, comme prises & adjudgées pour telles, dans lesdits Domaines, & Places, seront prises & réputées, pour Biens & Marchandises de la Grande-Bretagne, ainsi comprises par l'intention & disposition du présent Article.

VIII. Que les Sujets & Vaisseaux du Serenissime Roi de la Grande-Bretagne pourrout porter & voiturier en tous & chascuns les Etats du Roi d'Espagne, tous Fruits & Denrées des Indes Orientales, en faisant apparoir par le témoignage des Deputés de la Compagnie des Indes Orientales à Londres, qu'elles sont des Conquestes, Colonies, ou Factoreries Anglaises ou qu'elles en sont venues, avec le même Privilege & conformément à ce qui est permis aux Sujets des Provinces-Unies, par les cedules Royales de contrebande datées des 27 Juin & 3. Juillet 1663. & publiées les 30 Juin & 4. Juillet de la même année, & à l'égard de ce qui peut concerner, tant les Indes qu'aucun autres endroits que ce soit, la Couronne d'Espagne accorde & octroye au Roi de la Grande-Bretagne, & à ses Sujets, tout ce qui a été accordé & octroye aux Etats Unis des Pais-Bas, & à leurs Sujets, par le Traité de Munster de l'année 1648 point pour point, en aussi pleine & ample maniere, que s'ils estoient inserez en particulier en ces présentes, les mêmes regles, que celles auxquelles les Sujets desdits Etats Unis sont obligés, devant être observées, & les offices reciproques d'amitié rendus de part & d'autre.

IX. Que les Sujets du Roi de la Grande-Bretagne trafiquant, achetant, & vendant, dans les Royaumes, Gouvernemens, Isles, Ports, ou Territoires, dudit Roi d'Espagne, auront, useront, & jouiront de tous les Privileges & Immunités que ledit Roi a accordés aux Marchands Anglois, qui demeurent en Andalousie, par les Cedules Royales, ou Ordonnances datées du 19. jour de Mars de 16. jour de Juin, & du 9. jour de Novembre 1647. Sa Majesté Catholique les confirmant, comme une partie du présent Traité entre les deux Couronnes. & afin que ce soit une chose notoire à toutes personnes, il a été consenti, que lesdites Cedules, à l'égard de toute la substance d'icelles soient insérées dans le corps des présents Articles, au nom & en faveur de tous & chascuns les Sujets du Roi de la Grande-Bretagne, demeurant & trafiquant en quelques Lieux que ce soit de l'étendue des Etats de Sa Majesté Catholique.

X. Que les Navires, ou autres Vaisseaux, appartenant au Roi de la Grande-Bretagne, ou à ses Sujets navigant dans les Etats du Roi d'Espagne, ou en aucun de ses Ports, ne seront point visités par les Juges de contrebande, ou par quelque autre Officier ou personne que ce soit, par son autorité ou quelque autre autorisé que ce soit, & on ne pourra mettre à bord d'aucun desdits

desdits Navires ou Vaisseaux, aucuns Soldats, Hommes, Armes, aucuns Officiers, ni autres personnes, ni les Officiers du Bureau de la Douane, de l'une ou l'autre Partie, ne pourront visiter aucuns Vaisseaux ou Navires appartenans aux Sujets de l'une, ou de l'autre, qui entreront dans leurs Ports, Havres, ou Ports respectifs, jusqu'à ce que lesdits Navires, ou Vaisseaux aient été déchargés, ou jusqu'à ce qu'on ait porté à Terre toute la charge, & toutes les Marchandises qu'ils déclareront avoir résolu de décharger dans lesdits Ports, & le Capitaine, le Maître, ou aucun autre des Hommes de l'équipage desdits Navires, ne pourront être emprisonnés, ni eux, ni leurs Chaloupes retenues à Terre, mais cependant des Officiers du Bureau de la Douane, pourront être mis à bord desdits Vaisseaux, ou Navires, de telle sorte qu'ils n'excedent pas le nombre de trois pour chaque Navire, pour voir & prendre garde qu'il n'y ait point de Denrées, ni de Marchandises débarquées desdits Navires ou Vaisseaux sans avoir payé les Droits que chaque Partie est obligée par les présents Articles de payer. Lesquels Officiers ne pourront prétendre ni demander aucuns frais au Navire ou Navires, Vaisseau ou Vaisseaux, leurs Commandans, Mariniers, Equipages, Marchands, Facteurs, ou Propriétaires, & arrivant que le Maître, ou le Propriétaire de quelque Navire déclare que toute la Cargaison de son dit Navire doit être débarquée en quelque Port, la déclaration de ladite Cargaison sera faite au Bureau de la Douane en la manière accoutumée, & si après que la déclaration aura été faite, on trouve quelques autres Marchandises de plus que ce qui sera contenu en ladite déclaration, on leur accordera huit jours ouvrables durant lesquels ils puissent travailler, qui seront comptés du jour qu'on aura commencé à décharger, afin qu'on puisse déclarer les Marchandises qui auront été recelées, & qu'on en puisse prévenir la Confiscation, & au cas que dans le temps limité, la déclaration ou exhibition n'en soit pas faite, alors il n'y aura que les Marchandises seulement, qui se trouveront n'avoir pas été déclarées, comme dit est, qui seront confisquées quoique la décharge de celles, qui auront été déclarées, ne soit pas achevée, & non pas les autres, & le Marchand ni le Propriétaire du Navire n'encourront point d'autre trouble ni punition & après que les Navires, ou Vaisseaux, auront été déchargés, ils auront toute liberté de s'en retourner.

XI. Que le Navire, ou Navires, appartenans à l'un ou l'autre Roi, ou à leurs Peuples & Sujets respectifs, qui entreront en quelques Ports, Terres, & États de l'un ou de l'autre, & déchargeront quelque partie de leurs Denrées & Marchandises dans quelque Port ou Havre que ce soit qui soient destinées avec le reste d'icelles, pour d'autres Lieux du dedans ou dehors desdits États, ne seront point obligés de faire enregistrer, ni de payer les Droits d'autres Denrées & Marchandises que celles qu'ils déchargeront dans lesdits Ports ou Havres, & ne seront point contrainis de donner des obligations pour les Marchandises qu'ils transporteront en d'autres lieux, ni aucune caution, à moins que ce ne soit en cas de sédition, révolte, trahison, ou de quelque autre crime capital.

XII. Comme la moitié de la Douane de toutes Denrées & Marchandises

étrangers qu'on apporte en Angleterre doit être rendue à ceux qui les apportent, au cas que lesdites Marchandises soient transportées hors dudit Royaume, dans l'espace de douze mois après qu'elles auront été descendues à Terre la première fois, en prêtant Serment que ce sont les mêmes Marchandises qui auront payé la Douane en entrant. & qu'au cas qu'elles ne soient pas rechargées dans l'espace desdits douze mois elles pourront néanmoins être transportées dehors sans payer aucune Douane, ni Droit de sortie : pour cette cause, il a été accordé, que si quelques Sujets du Roi de la Grande-Bretagne déchargent ci-après quelques Denrées & Marchandises de quelque cru, ou de quelque nature qu'elles soient, dans les Ports de Sa Majesté Catholique, & qu'après les avoir déclarées, & avoir payé les Droits qui doivent être payés conformément au présent Traité, & débrent après les transporter, ou quelque partie d'icelles, en quelque autre lieu que ce soit, pour les mieux vendre, il leur sera permis de le faire librement, sans payer, ou qu'on leur puisse demander aucuns autres Droits, ni Douanes, pour icelles, en quelque manière que ce soit, en prêtant Serment s'ils en sont requis que ce sont les mêmes Marchandises, pour lesquelles on a payé la Douane en les débarquant. & au cas que les Peuples, Sujets, & Habitans des États de l'une ou de l'autre partie déchargent ou aient en aucune Cité, Ville, ou Village respectivement quelques Denrées, Marchandises, Fruits, ou Biens, & qu'ils en aient payé les Douanes qui en étoient dues, conformément à ce qui a été déclaré, & qu'après cela, n'ayant pas pu en disposer, ils prennent résolution de les envoyer en quelque autre Cité, Ville, ou Village desdits États, ils le pourront non seulement faire sans difficulté, ni empêchement, & sans payer d'autres Droits que ceux qui étoient dus lors qu'ils les ont fait entrer, mais encore lesdites Marchandises ne paieront plus de rechef, ni Douanes, ni autres Droits, en quelque endroit que ce soit desdits États, en représentant des Certificats des Officiers du Bureau de la Douane, qu'ils ont été payés en bonne & due forme, & les principaux Fermiers & Commissaires des Revenus du Roi d'Espagne en tous Lieux, ou quelque autre Officier ou Officiers, qui devront être établis pour cet effet, permettront & souffriront en tout temps le Transport de toutes lesdites Denrées & Marchandises d'un lieu à l'autre, & donneront un Certificat valable aux Propriétaires d'icelles, ou à leurs vrais cause, portant qu'elles ont payé la Douane à leur premier débarquement, par le moyen duquel elles pourront être transportées & déchargées en quelque autre Port ou lieu de ladite Jurisdiction que ce soit, exemptes & affranchies de tous droits, ou empêchemens quelconques, ainsi que dit est, sauf toujours le droit de quelque tierce personne que ce soit.

XIII Qu'il sera permis, à tous Navires appartenans aux Sujets de l'un ou de l'autre Roi, de mouiller l'ancre dans les Rades ou Bayes de l'autre, sans être contraints d'entrer dans le Port, & au cas qu'ils soient nécessaires d'y entrer à cause du mauvais temps, ou par la crainte des Ennemis, Pirates, ou par quelque autre accident que ce soit, au cas que lesdits Navires ne soient pas destinés pour quelque Port des Ennemis, pour y porter des Marchandises de contrebande, dont ils ne seront point recherchés, sans une preuve certain-

certaine, il sera permis ausdits Sujets de retourner librement en Mer quand bon leur semblera, avec leurs Navires & Marchandises: de telle sorte qu'ils n'entrent pas la Cargaison, ou qu'ils n'en exposent pas aucune chose en vente; & qu'après qu'ils auront jetté l'ancre, ou qu'ils seront entrez dans les Ports suldits, ils ne pourront être molestez, ni visitez; & il suffira, qu'en ce cas-là, ils représentent leurs Passeports, ou Lettres de Mer, lesquelles ayant été veues par les Officiers respectifs de l'un ou l'autre Roi, lesdits Navires pourront retourner librement en Mer sans aucune molestation.

XIV. Et au cas que quelques Navires appartenans aux Sujets & Marchands de l'un ou de l'autre, en entrant dans les Bayes, ou étant en pleine Mer soient rencontréz par les Navires desdits Rois, ou d'Armateurs particuliers qui soient leurs Sujets, lesdits Navires ne viendront pas à la portée du Canon, afin de prévenir tous les défordres, mais ils enverront leurs Barques longues, ou Pinnaces, à bord du Navire marchand avec deux ou trois Hommes seulement, auxquels le Maître ou Propriétaire du Navire représentera son Passeport, & Lettre de Mer suivant le Formulaire qui sera inséré à la fin du présent Traité par laquelle on puisse faire apparoir non seulement de la Cargaison, mais encore du Lieu d'où le Navire est, comme aussi du nom du Vaisseau & de ceux qui en sont le Maître & les Propriétaires, & par ce moyen la qualité du Navire, & le Maître & les Propriétaires en seront suffisamment connus, comme aussi les Marchandises dont il sera chargé, soit qu'elles soient de contrebande, ou non: auxquels Passeports, & Lettres de Mer on adjourera d'autant plus de foi & de croyance, que tant de la part du Roi d'Angleterre que de celui d'Espagne, on donnera de certains contre-sceaux, au cas que cela se trouve nécessaire, par lesquels on puisse d'autant plus connoître qu'ils sont authentiques & qu'ils ne peuvent pas être en aucune manière falsifiés.

XV. Arrivant que des Marchandises défendues soient transportées des Roiaumes, Etats, & Territoires de l'un ou de l'autre desdits Rois, par les Peuples ou Sujets respectifs de l'un ou de l'autre, en ce cas là, il n'y aura que les Marchandises défendues qui seront confiscuées, & non pas les autres Biens: & le Delinquant n'encourra point d'autre punition, à moins que ledit Delinquant ne transporte des Roiaumes ou Etats respectifs du Roi de la Grande-Bretagne, de l'argent monnoyé & fabriqué au coin desdits Roiaumes, ou des Laines & de la Terre & Foulon: & des Roiaumes & Etats respectifs dudit Roi d'Espagne, de l'Or, & de l'argent fabriqué, ou non fabriqué, en l'un ou l'autre desdels cas, les Loix des Pais respectifs seront exécutées.

XVI. Qu'il sera permis aux Peuples & Sujets des deux Rois d'avoir accès dans les Ports respectifs l'un de l'autre, & d'y demeurer, & en partir avec la même liberté, non seulement avec leurs Navires & autres Vaisseaux pour le Commerce, & Trafic, mais encore avec leurs autres Navires équipés en Guerre, armés & disposés pour résister aux Ennemis, & les engager au combat, & y arrivans par nécessité de la Tempête, pour y repa-

rer & radoubes leurs Navires, ou le pourvoir de Vivres de telle sorte qu'ils ne donnent point de juste sujet de soupçon, & pour cette fin, ils ne pourront excéder le nombre de huit, ni demeurer plus long tems dans & autour de leurs Havres & Ports qu'ils en auront juste cause, pour y reparer leurs Navires & pour y prendre des Vivres & autres choses nécessaires, & bien moins encore, qu'ils fussent cause de l'interruption du libre Commerce, & de l'arrivée d'autres Navires de Nations qui seroient en amitié, avec l'un ou l'autre Roi, & si par accident un nombre extraordinaire de Navires de Guerre courent en quelque Port, il ne leur sera pas permis d'entrer dans lesdits Ports ou Havres, sans en avoir obtenu auparavant la permission du Roi auquel lesdits Ports appartiendront, ou des Gouverneurs desdits Ports, au cas qu'ils ne soient pas contraints d'y relâcher par nécessité de Tempête, pour éviter le peril de la Mer, auquel cas ils seront incontinent sçavoir au Gouverneur, ou principal Magistrat du Lieu, le sujet de leur venue & ils ne pourront pas y demeurer plus long-tems que ledit Gouverneur ou Magistrat jugera convenable, ni commettre dans lesdits Ports aucun Acte d'hostilité qui pût porter prejudice à l'un ou l'autre desdits Rois.

XVII. Que le susdit Roi de la Grande-Bretagne, ni le Roi d'Espagne, ne pourront par aucun Mandement general ni particulier, ni pour quelque autre cause que ce soit, arrêter, ni retenir, empêcher, ni prendre pour leurs services respectifs aucun Marchand, Maître de Navire, Pilote, ni Mariniers, leurs Navires, Marchandises, Habits, ou autres Batailles appartenans à l'un ou à l'autre, dans leurs Ports, ni Rivieres, à moins qu'ils n'en aient esté adverti auparavant, soit par lesdits Rois ou par les personnes à qui les Navires appartiendront, & qu'ils en soient demeurés d'accord, pourvu que cela ne se fasse pas pour interrompre le cours ordinaire de Justice, & des Loix dans leurs Pais.

XVIII. Que les Marchands & Sujets de l'un & de l'autre Roi, leurs Facteurs, & Serviteurs, comme aussi leurs Navires, ou Maîtres, ou Mariniers, pourront porter & se servir de toutes sortes d'Armes offensives & défensives, tant en allant qu'en venant, sur Mer, ou sur les Eaux douces, que dans les Havres & Ports de l'un & l'autre respectivement, sans être obligés de les faire enregistrer, comme aussi, d'en porter, & de s'en servir par Terre, pour leur defence suivant la coutume du lieu.

XIX. Que les Capitaines, Officiers, & Mariniers des Navires appartenans aux Peuples & Sujets de l'une ou l'autre Partie, ne pourront intenter Procès, ni empêcher, ou apporter du trouble à leurs propres Navires, leurs Capitaines, Officiers, ou Mariniers dans les Royaumes, Etats, Terres, Pais, ou Places de l'autre pour leurs gages, ou salaires, ou sous quelque autre prétexte que ce soit, & ils ne pourront pas se mettre, être reçus au service, ni sous la protection du Roi d'Angleterre, ou du Roi d'Espagne, ou sous leurs Bannières, ou Armes, sous quelque prétexte ou occasion que ce soit, mais, au cas qu'il arrive quelques différens entre Marchands & Maîtres de Navires, ou entre des Maîtres & Mariniers, l'accommodement de ces différens sera laissé au Consul de la Nation, & néanmoins de telle sorte qu'un pro-

en qu'il ne veuille pas se soumettre à la Sentence arbitrale du Consul, il n'en puisse pas appeler au juge ordinaire du lieu, auquel il est sujet.

XX. Et afin qu'on puisse lever & ôter tous empêchemens & que les Marchands & Avanturiers des Royaumes de la Grande-Bretagne puissent avoir permission de retourner en Brabant, Flandres, & dans les autres Provinces des Pais-Bas de l'obéissance du Roi d'Espagne, autant qu'il a été jugé à propos que toutes & chacune des Loix, Edicts, & Actes par l'entree de Draps ou de quelque sorte que ce soit de Draps, ou de quelque autre sorte de Manufactures de Laines que ce soit, teintes ou non teintes, faites au Moulin ou non, a été defendue, sera revokee & annullée, & que s'il y a quelques Droits, Tributs, Impositions, ou Sommes d'argent imposées par perception, ou autrement, sur les Draps, ou sur aucune desdites Manufactures de Laines susdites, ainsi apportées, à l'exception des anciens Tributs, sur chaque piece de Draps, & ainsi à proportion, sur chaque autre Manufacture de Laine conformément aux anciens Traitez & Conventions, entre les Rois d'Angleterre & les Ducs de Bourgogne, & les Gouverneurs des Pais-Bas, ces mêmes Droits demeureront entièrement éteints & abolis, & on n'imposera plus à l'avenir aucuns Droits ni Tributs sur lesdits Draps ou Manufactures, pour quelque cause ou occasion que ce soit, & que tous les Marchands Anglois trafiquans dans lesdites Provinces, leurs Facteurs, Serviteurs, ou Commis jouiront à l'avenir de tous les Privileges, Exemptions, Immunités, & Benefices qui ont été ci-devant donnez & octroyez par lesdits anciens Traitez, & Conventions entre les Rois d'Angleterre & les Ducs de Bourgogne & Gouverneurs des Pais-Bas, il a été en outre accordé & convenu qu'il y aura des Deputés nommés par le Roi de la Grande-Bretagne, qui s'assembleront avec le Marquis de Castel Rodrigo, ou avec le Gouverneur des Pais-Bas, qui sera en charge, ou avec d'autres Ministres du Roi d'Espagne, à ce faire deüement autorisez, qui confereront & traiteront à l'amiable la-dessus, & on accordera en outre tels autres Privileges, Immunités & Exemptions nécessaires, & convenables à l'Etat présent des affaires pour avancer le Commerce desdits Marchands & Avanturiers & pour la sureté de leur Traffic & Commerce, dont on conviendra par un Traité particulier, qui sera fait entre les deux Rois touchant cette affaire.

XXI. Les Sujets & Habitans des Royaumes & Etats des Serenissimes Rois de la Grande-Bretagne & d'Espagne, respectivement, pourront en toute liberté & sureté, naviger, & trafiquer dans tous les Royaumes, Etats, ou Pais, qui sont ou seront en Paix, Amitié, ou Neutralité, l'un à l'autre.

XXII. Et ils ne seront point troublez ni inquietez en cette liberté par les Navires, ou Sujets desdits Rois, respectivement, à raison des hostilités qui sont ou pourront arriver ci-après entre l'un ou l'autre desdits Rois, ou desdits Royaumes, Pais, & Etats ou aucuns d'iceux qui seront en amitié ou neutralité avec l'autre.

XXIII. Et au cas que par les moyens susdits, on trouve sur lesdits Navi-

res, respectivement, des Marchandises de contrebande & deffendues ci-après nommées, elles en seront tirées & confisquées par l'Amirauté ou des Juges competans, mais le Navire, ni les autres Marchandises libres & afrançhies, qui se trouveront à bord du même Navire, ne seront pas pour cela saisies ni confisquées en quelque maniere que ce soit.

XXIV. Il a esté en outre déclaré & accordé que pour mieux prevenir les differens, qui pourroient arriver touchant la qualité des Marchandises deffendues, & de contrebande, que sous ce nom-là seront comprises toute sorte d'Armes à feu, comme d'Artillerie, Mousquets, Mortiers, Petards, Bombes, Grenades, Saucisses, Boulets à feu, Fourchettes, Bandolieres, Poudres, Méche, Salpêtre, Balles, comme aussi que sous le nom de Marchandises deffendues, seront comprises, & entendues toutes autres sortes d'Armes, comme Picques, Epees, Morions, Calques, Cuirasses, Hallebardes, Javelines, & toutes autres sortes d'Armes, & que sous ce nom, on deffend encore le transport de Soldats, de Chevaux, leurs Harnois, Pistols, Fourreaux, Baudriers, & autres assortissemens servans à l'usage de la Guerre.

XXV. Il a été pareillement convenu, & accordé, que pour prevenir toute sorte de disputes & de contestations sous le nom de Marchandises deffendues & de contrebande, ne seront point compris les Fromens, Bleds, Orger, & autres Grains ou Legumes, Sel, Vinaigre, Huile, & generalement tout ce qui appartient à la nourriture & sustentation de la vie, mais qu'ils demeureront libres; comme pareillement, toutes autres Marchandises non comprises en l'Article precedent & le transport en sera libre & permis, même aux Villes & Places Ennemies, à l'exception des Villes & Places assiégées, bloquées, ou investies.

XXVI. Il a été aussi accordé, que tout ce qui se trouvera chargé par les Sujets ou Habitans des Roiaumes & États de l'un ou l'autre deidits Rois d'Angleterre, & d'Espagne, à bord des Navires des Ennemis de l'autre, quoique ce ne fust pas Marchandise deffendue, sera confisqué avec tout ce qui se trouvera sur ledits Navires, sans aucune exception ni reserve.

XXVII. Que le Consul qui demeurera à l'avenir dans les États du Roi d'Espagne, pour le secours & protection des Sujets du Roi de la Grande-Bretagne, sera nommé par le Roi de la Grande-Bretagne, & qu'après qu'il aura été ainsi nommé, il aura & jouira du même pouvoir & autorité, en l'exercice de sa charge, qu'aucun autre Consul ait eû auparavant dans les Domaines dudit Roi d'Espagne. Et le Consul Espagnol, qui demeurera en Angleterre, jouira d'autant d'autorité & de pouvoir, qu'aucun Consul de quelque autre Nation que ce soit ait eû jusqu'ici en ce Roiaume là.

XXVIII. Et afin que les Loix de Commerce qui ont été obtenues par la Paix ne puissent demeurer infructueuses, comme il arriveroit si les Sujets du Roi de la Grande-Bretagne étoient molestés pour le cas de Conscience quand ils vont & viennent ou demeurent dans les États ou Seigneuries du Roi d'Espagne pour y exercer le Commerce qu'autrement: Pour cette cause,

fin, afin que le Commerce soit sûr & sans danger, tant par Mer que par Terre, ledit Roi d'Espagne donnera les ordres nécessaires pour faire que les Sujets dudit Roi de la Grande-Bretagne ne soient pas molestés, contre & au préjudice des Loix du Commerce, & que pas un d'eux ne soit inquiet ni troublé pour la conscience, aussi long tems qu'ils ne donneront point de scandale, & ne commettront point d'offense publique. Et ledit Roi de la Grande-Bretagne fera pareillement en sorte que pour les mêmes raisons les Sujets du Roi d'Espagne ne soient pas troublés ni molestés pour raison de leurs consciences contre les Loix du Commerce, tant & si longuement qu'ils ne donneront point de scandale, & ne commettront point d'offense publique.

XXIX. Que les Peuples & Sujets des Royaumes respectifs ne seront point contraints, sur les Etats, Territoires, Pais, ou Colonies de l'autre, de rendre leurs Marchandises pour de l'argent monnoyé de cuivre, ni de les troquer pour d'autres Monnoies, ou autres choses contre leur gré ou après les avoir vendues d'en recevoir le paiement en d'autres espèces que celles dont on est convenu en les marchandant, nonobstant toutes Loix, & Coutumes contraires au présent Article.

XXX. Que les Marchands des deux Nations, & leurs Facteurs, Serviteurs, & Familles, Commis, ou autres personnes par eux employées. Comme aussi les Maîtres des Navires, Pilotes, & Mariniers pourront demeurer librement & sûrement dans lesdits Etats, Royaumes, & Territoires de l'un & l'autre desdits Rois, comme aussi dans leurs Ports & Rivières, & que les Peuples & Sujets d'un Roi pourront avoir, & en toute liberté & sûreté pour sur les Terres & Etats de l'autre de leurs propres Maisons pour y demeurer de leurs Magasins, & Celliers pour leurs Denrées & Marchandises qu'ils posséderont durant le tems qu'ils les auront pris & qu'ils en devront jouir, & qu'ils en seront convenus, sans aucun empêchement.

XXXI. Les Sujets & Habitans desdits Rois Alliez pourront se servir & employer tels Advocats, Procureurs, Écrivains, Agens, & Solliciteurs, qu'ils adviseront bon être dans toutes les Terres & Lieux de l'Obéissance de l'autre, ce qui sera laissé à leur choix, & à quoi les Juges ordinaires consentiront toutes fois & quantes qu'il sera besoin, & ils ne seront point contraincts de montrer ni représenter leurs Registres & Livres de Comptes à qui que ce soit, si ce n'est pour faire preuve, pour éviter les Procès & Contestations, & ils ne pourront être embarquez, retenus, ou pris d'entre leur mains, sous quelque prétexte que ce soit, & il sera permis aux Peuples & Sujets de l'un & l'autre Roi, dans les Lieux respectifs, où ils demeureront, de tenir leurs Livres de Comptes, de Trafic, & Correspondance en telle Langue qu'il leur plaira, soit en Anglois, Espagnol, ou Flémant, ou telle autre Langue que ce soit, pour raison de quoi ils ne seront point molestés ni sujets à l'Inquisition. Et quelque autre chose que ce soit, qui ait été accordé par l'une ou l'autre des Parties, à aucune autre Nation, concernant ce point-là, sera entendu pareillement avoir été accordé ici.

XXXII. Arrivant que le bien de quelque personne ou de quelques personnes que ce soit fût sequestré, ou saisi par quelque Cour ou Tribunal de Jus-

siue que ce soit, de l'étendue des Royaumes & États de l'une ou l'autre Partie, & qu'il arrive que quelques Dettes ou Biens soient entre les mains des Delinquans appartenans de bonne foi aux Peuples & Sujets de l'autre, lesdites Dettes ou Biens ne seront pas confisqués par aucun desdits Tribunaux, mais ils seront rendus, & restitués en espèces aux véritables Propriétaires, s'ils y sont encore en espèces, sinon la valeur d'iceux conformément au Contrat & Accord, qui aura été fait entre les Parties, sera rendue & restituée trois mois après ladite sequestration.

XXXIII. Que les Biens & Marchandises des Peuples & Sujets de l'un ou l'autre des deux Rois, qui decederont dans les Pays, Terres, & États de l'autre seront conservés pour les Héritiers & Successeurs légitimes du defunt, sauf le Droit de quelque autre Personne Tierce que ce soit.

XXXIV. Que les Biens & Marchandises des Sujets du Roi de la Grande-Bretagne, qui decederont sur les Terres du Roi d'Espagne, seront inventoriés avec leurs Papiers, Écritures, & Livres de Comptes, par le Consul ou autre Ministre public du Roi de la Grande-Bretagne, & déposés entre les mains de deux ou trois Marchands qui seront nommés par ledit Consul ou Ministre public, pour être gardés & conservés, pour les Propriétaires & Créanciers. & ni le Cruzado, ni quelque autre Juge que ce soit, n'en pourra prendre aucune connoissance, ce qui sera pareillement observé en pareil cas en l'Angleterre, à l'égard des Sujets du Roi d'Espagne.

XXXV. Qu'on accordera, & assignera un lieu convenable pour enterrer les corps des Sujets du Roi de la Grande-Bretagne qui decederont dans les États du Roi d'Espagne.

XXXVI. Si quelque différend arrivoit ci-après (ce qu'à Dieu ne plaise) entre le Roi de la Grande-Bretagne, & le Roi d'Espagne, par lequel le Commerce réciproque, & la bonne correspondance pussent être en danger de cesser, les Sujets & Peuples respectifs de chaque Partie en auront avis en tems & lieu, c'est-à-dire qu'on leur donnera six mois de tems pour transporter leurs Marchandises & effets sans que pendant ce tems-là on leur puisse donner aucun Trouble, ou molestation, ni detenir & arrêter leurs Personnes, ou Biens.

XXXVII. Tous Biens & Droits cachés, ou arrêtés, Meubles, Immeubles, Rentes, Fruits, Dettes, Crédits, & autres choses semblables qui n'auront pas été portés à la Trésorerie, au tems de la Conclusion du présent Traité, demeureront en la pleine & libre disposition des Propriétaires, leurs Héritiers ou sans cause, avec tous les Fruits, Rentes, & Émolumens d'iceux, & ceux qui auront caché lesdits Biens, ni leurs Héritiers ne pourront être molestés pour ce sujet, par les Chambres des Comptes respectivement, & les Propriétaires, leurs Héritiers, ou sans cause, auront liberté de se pourvoir par les voies de la Loi & de la Justice pour le recouvrement de leursdits Biens & Droits comme pour leurs propres Biens & effets.

XXXVIII. Il a été accordé & conclu, que les Peuples & Sujets du Roi de la Grande-Bretagne, & du Roi d'Espagne, auront & jouiront dans les Terres, Mers, Ports, Havres, Rades, & Territoires l'un de l'autre,

& en quelques autres Lieux que ce soit, des mêmes Privileges, Secretez, Libertez, & Immunitéz soit à l'égard de leurs Personnes ou Biens, avec toutes les Clauses & Circonstances avantageuses, qui ont été ou seront ci-après accordées au Roi Très-Chrétien, & aux Etats Generaux des Provinces-Unies, aux Villes Hanséatiques, ou à quelque autre Royaume ou Etats que ce soit, d'une manière aussi ample, entière, & utile comme si elles avoient été particulièrement spécifiées & insérées dans le présent Traité.

XXXIX. Au cas qu'il arrivât quelque différent de part ou d'autre touchant les presens Articles de Trafic & de Commerce, soit de la part des Officiers de l'Admirauté, ou d'autres Personnes en l'un ou l'autre Royaume, après que la plainte en aura été faite par la Partie intéressée à Leurs Majestez, ou à quelques Personnes de leurs Conseils, Leursdites Majestez en feront incontinent reparer les dommages, & executer toutes choses, ainsi qu'elles ont été ci-dessus accordées, & au cas que par la suite du tems on decouvrit quelques fraudes & inconveniens dans la Navigation & Commerce, entre les deux Royaumes, contre lesquels on n'auroit pas suffisamment pourveu par les presens Articles, on pourra ci-après convenir d'autres remèdes tels qu'on les jugera convenables, le présent Traité demeurant en sa pleine force & vertu.

XL. Il a été pareillement accordé & conclu que les Serenissimes & très-Renommez Rois de la Grande-Bretagne & d'Espagne garderont & observeront sincerement & fidelement, & feront garder & observer par leurs Sujets & Habitans respectivement toutes & chacune les Capitulations accordées & conclues par le présent Traité, & qu'ils ne le violeront point directement ni indirectement, ni ne consentiront point qu'il soit violé par aucuns de leurs Sujets, ou Habitans, & qu'ils ratifieront & confirmeront toutes & chacune les Conventions ci-dessus accordées par des Lettres Patentes reciproquement, en pleine, suffisante, & efficace forme, & qu'estant faites, & expedées ainsi, elles seront reciproquement delivrées, ou faites delivrer fidelement & réellement dans l'espace de quatre mois, à compter du jour & date de ces presentes, & qu'après cela ils feront publier le présent Traité de Paix, le plutôt que faire le pourra, en tous Lieux & en la manière accoutumée.

Pour assurance de toutes & chacune des choses ci-dessus, nous Commissaires des Serenissimes Roi & Reine d'Espagne & Ambassadeur Extraordinaire du Serenissime Roi de la Grande-Bretagne soussignez avons signé ce présent Traité de nos mains & l'avons scellé de nos Sceaux. Fait à Madrid le 23. Mai stile nouveau, & le 13. stile ancien mil six cens soixante & sept, Signé, JEAN EVERARD NIDHARD, le Duc & Comte d'ONATE, le Comte de PENRANDA, SANDWICK.

[HHHH.]

1642. *TRAITE' de Commerce entre les Royaumes de la Grande Bretagne & de Portugal, conclu à Londres le 29. Novemb. 1642. Traduction de l'Anglois:*

IL a été conclu & accordé: Qu'il y a & qu'il y aura pour toujours une véritable & ferme paix & amitié entre les très-Renommez Rois Charles, Roi de la Grande-Bretagne, & Jean IV. Roi de Portugal, leurs Heritiers & Successeurs, & leurs Royaumes, Pais, Etats, Terres, Peuples, Vassaux, & Sujets quelconques, présents & à venir, de quelque qualité & condition qu'ils puissent être, tant par Mer que par Terre & Eaux douces, de telle sorte que lesdits Vassaux & Sujets se traitent favorablement, l'un l'autre, & se rendent toute sorte de bons offices, d'amitié, & d'affection véritable, & que lesdits très Renommez Rois, leurs Heritiers, & Successeurs ne feront ni entreprendront aucune chose, soit par eux mêmes, ou par d'autres Personnes, l'un contre l'autre, ni contre leurs Royaumes par Mer, ni par Terre, ni ne consentiront, ni n'adhéreront à aucune Guerre, Conseil, ni Traité, qui soient au préjudice l'un de l'autre.

II. Qu'entre les très-Renommez Rois susdits, & entre les Vassaux, Habitans & Sujets de l'un & de l'autre, il y a, & qu'il y aura Commerce libre tant par Mer que par Terre, & Eaux douces, en tous & chacun leurs Royaumes, Seigneuries, Isles, & autres Terres, Citez, Villes, Villages, Havres, & Territoires desdits Royaumes & Etats, dans lesquels il y a eû Commerce du temps des Rois de Castille, ou qu'il y en a eû jusqu'ici, de sorte que sans aucun Passeport, ni autre Permission generale, ou particulière, les Sujets & Vassaux de l'un & l'autre Roi, peuvent & pourront aller, entrer, naviguer, tant par Mer que par Terre, & Eaux douces, dans les Royaumes & Domaines susdits, & dans les Citez, Villes, Havres, Rivaiges, Rades, & Territoires d'iceux, & y porter des Marchandises, & des Charges ou Cargaisons, sur des Chariots, Chevaux, Navires chargez, ou prêts à charger, y vendre & acheter autant qu'il leur plura de Vivres, & y faire provision à juste prix de toutes choses nécessaires pour la subsistance de la vie, & pour leurs Voyages, & y radoubier ou réparer leurs Navires & Chariots, soit qu'ils leur appartiennent en propriété, ou qu'ils les aient louez ou empruntez, & qu'ils en pourront partir avec la même liberté, avec leurs Biens, Marchandises, & autres choses quelconques, après avoir payé seulement les Peages & Douanes accoutumées sur le pied qu'elles sont établies par les Ordonnances de chaque Lieu, pour aller de-là en leurs

leurs propres Pais ou en quelques autres Lieux que ce soit, qu'il leur plaira, & quand bon leur semblera, sans qu'il leur soit donné aucun trouble ni empêchement.

III. Et que les Sujets de l'un & de l'autre des très Renommez Roys susnommez ne seront pas plus mal traitez dans les Territoires de l'autre, que les Sujets naturels, dans leurs ventes, & contrats pour leurs Marchandises, tant pour le prix qu'autrement, mais que la condition des Etrangers, & des Sujets naturels, sera egale, & pareille, ainsi que dit est, conformément à ce qui s'est pratiqué en execution des Traitez faits entre les Renommez Rois de la Grande-Bretagne, & de Castille.

IV. Que les Sujets du très Renomme Roi de la Grande-Bretagne jouiront d'une pleine & entiere liberté de trafiquer & negocier en toute sorte de Marchandises dans les Royaumes, Provinces, Territoires, & Iles du très Renomme Roi de Portugal en l'Europe, & qu'ils pourront exercer leur Trafic, & Commerce, dans les Lieux susdits, aussi librement & de la même maniere qu'il est permis aux Sujets des autres Princes & Etats qui sont en Alliance avec le Roi de Portugal & qu'ils ne seront pas tenus de payer de plus grands Droits de Douanes, impositions, ou autres taxes, que les Habitans & Sujets desdits Pais, ou les autres Sujets de quelque Nation que ce soit, qui sera en Alliance avec le Portugal, & ils jouiront des mêmes Privilèges qui avoient été accordez aux Anglois avant que le Portugal fust joint à la Castille.

V. Que toutes fois & quantes que les Sujets du Roi de la Grande-Bretagne arriveront avec leurs Navires dans les Havres du très Renommé Roi de Portugal, dans les Royaumes & Seigneuries, ils ne seront pas contrainis de charger ou embarquer sur leurs Vaisseaux aucune autre sorte ni quantité de denrées, & marchandises, qu'il ne plaira auxdits Sujets du Roi de la Grande-Bretagne, & qu'ils adviseront bon être, & que les Sujets du Roi de Portugal jouiront de la même liberté dans les Havres & Seigneuries du Roi de la Grande-Bretagne.

VI. Arrivant que les Sujets du très Renommé Roi de Portugal, ou quelque autre que ce soit, de l'estendue de ses Royaumes & Etats, ou leurs Biens & Marchandises soient prises, saisies, ou arrestées par les Officiers de la Cour d'Inquisition, ou par les Juges, ou Ministres d'icelle, qui ayent été ou soient cy-apres engagés ou endebtés envers les Sujets du très Renommé Roi de la Grande-Bretagne, lesdites debtes seront entièrement payées des deniers provenans desdits Biens & Marchandises, dans l'année suivante, qui commencera du jour de ladite saisie & arrest, sans aucun trouble, ni empêchement de ladite Cour, ou Juges & Ministres d'icelles, tels qu'ils puissent estre. & si quelque partie des Biens & Marchandises desdits Sujets du Roi de la Grande-Bretagne demeure encore en nature, parmi lesdits Biens & Marchandises, ainsi saisies & arrestées, elle leur sera incontinent restituée.

VII. Que les Capitaines, Maîtres, & Mariniers des Navires du très Renommé Roi de la Grande-Bretagne, ne commenceront aucunes poursuites,

ne procureront aucun trouble contre lesdits Navires, ni contre aucun des Sujets dudit Roi, dans l'estendue des Royaumes & Seigneuries du Roi de Portugal, pour leurs gages ou salaires, sous prétexte qu'ils feront profession de la Religion Romaine ou qu'ils seront mis dans le service du très Renommé Roi de Portugal.

VIII Que les Consuls nommez & établis par le très Renommé Roi de la Grande Bretagne, pour l'aide & protection de ses Sujets demeurans dans l'estendue des Royaumes & Etats du très Renommé Roi de Portugal, exerceront pleinement & librement la fonction & exercice des Consuls dans l'estendue desdits Royaumes & Etats, quoy qu'ils ne fassent pas profession de la Religion Romaine.

IX Arrivant qu'aucuns Sujets du très Renommé Roi de la Grande-Bretagne viennent à deceder dans l'estendue des Royaumes & Etats du très Renommé Roi de Portugal, les Livres, Comptes, Marchandises, & Biens d'iceux, ou de quelques autres Sujets que ce soit dudit Roi de la Grande-Bretagne, ne seront dorénavant pris ni saisis par les Juges des Orphelins, & des absens, ni par leurs Ministres ou Officiers, & ils ne seront point sujets à leur juridiction, mais les mêmes Biens, Marchandises, & Comptes seront delivrez par ceux qui les auront en leur possession, entre les mains des Agens, ou Facteurs Anglois qui demeureront en la Ville où ils seront decedez, & qui auront été nommez & instituez par lesdits deffuncts, & si le decedé n'en a institué aucun de son vivant, il seront mis entre les mains d'un, ou de deux Marchands Anglois, pourveu qu'ils ne soient pas mariez, par l'autorité du Conservateur, qui s'obligeront de rendre, & restituer lesdits Biens & Marchandises aux véritables propriétaires d'icelles, ou à leurs Créanciers legitimes, & les Biens qui se trouveront appartenir au deffunct seront mis entre les mains de ses Héritiers, Exécuteurs, ou Créanciers.

X Que le très Renommé Roi de Portugal ou ses Ministres, dans l'estendue de ses Royaumes & Etats ne pourront, ni retenir les Navires des Sujets du très Renommé Roi de la Grande-Bretagne, ni ses Sujets sans son Ige & consentement pour les services de Guerre, ni pour aucun autre service quelconque, mais que lesdits Navires & Sujets pourront librement partir, quand il leur plaira, des Ports & Etats dudit Roi, sans aucun empeschement de la part dudit Roi de Portugal ni de ses Ministres, & que les Biens & Marchandises des Sujets du Roi de la Grande Bretagne ne pourront être pris pour le service du Roi de Portugal, si ce n'est au prix courant & raisonnable, pour être payé deux mois après, à moins que les deux Parties ne conviennent ensemble de quelque autre temps pour le payement.

XI Que les Sujets du très Renommé Roi de la Grande-Bretagne pourront librement porter sur leurs Navires, toute sorte de Biens, Denrées & Marchandises de quelques espèce que ce soit, même des Armes, des Vivres, ou quelques autres Provisions que ce soit de pareille nature, des Ports & Etats dudit Roi, ou d'aucuns Ports & Etats que ce soit, pourveu qu'ils ne soient pas portez à droiture, des Ports de Portugal ou des Domaines qui en dependent, pour être transportez dans les Ports & Territoires du très Renommé

renommé Roi de Castille, & que le Renommé Roi de Portugal, ni ses Sujets ne pourront par voyes de fautes, représailles, ou quelques autres moyens que ce soit, empêcher que lesdits Navires, Biens, & Personnes des Sujets du Roi de la Grande-Bretagne, ne puissent librement naviguer dans les Ports & Territoires dudit Roi de Castille, & y exercer leur trafic & commerce, & que les Sujets des Rois de la Grande-Bretagne & de Portugal auront de part & d'autre le même pouvoir, s'il arrive ci-après que l'un ou l'autre desdits Rois ait Guerre contre l'Ami de l'autre, & les Sujets du Roi de la Grande-Bretagne, pourront porter toutes sortes de Marchandises, même des Armes, des Vivres, ou toute autre Provision que ce soit, des choses de pareille nature, avec la même liberté, dans les Royaumes & Etats du Roi de Portugal, & le y pourront vendre comme bon leur semblera, en plein marche & en particulier, sans aucun empêchement du très Renommé Roi de Portugal ni de ses Ministres.

XII. Item que le Traité de Trêve fait avec D. Michel de Noronha, Comte de Linhares, Viceroy de Goa, & Guillaume Metwold, Président des Anglois dans les Indes Orientales le 20. Janvier 1635. nouveau stile, sera continué & gardé entre les Sujets des deux Rois dans les Indes Orientales, & dans tous les Etats du très Renommé Roi de Portugal, par delà le Cap de Bonne Espérance, & que les Commissaires, qui doivent estre nommez par lesdits Rois, prendront, dans trois ans, connoissance des demandes, qui ont été ou seront faites par les Sujets & Vassaux des deux Rois, dans les Indes Orientales au sujet de leur Commerce dans lesdites Indes afin que, par ce moyen, une Paix & Alliance perpétuelle puisse estre établie, & confirmée par les deux Rois, entre leurs Sujets de part & d'autre.

XIII. Et d'autant que le Commerce & la Navigation libre des Sujets du Roi de la Grande-Bretagne dans les Côtes, & Parties de l'Afrique, dans l'Isle de St. Thomas, & dans les autres Iles qui y sont comprises, n'ont pas pu encore estre établis & accordés à cause du débat qui s'est trouvé dans les Pouvoirs que le très Renommé Roi de Portugal avoit envoyé à ses Ambassadeurs, afin que par cette difficulté & contestation, le présent Traité de Paix, & Alliance entre les deux Rois, & leurs Sujets, ne puisse être retardé, il a été conclu de part & d'autre, que dans les Terres, Places, Châteaux, Ports, & Côtes d'Afrique, Guinée, Bine &c. l'Isle de St. Thomas, & dans les autres Iles qui sont comprises sous ces-les, ou on fera voir que les Sujets de la Grande-Bretagne ont habité pour le trafic de Marchandise, ou y ont eû trafic & commerce, du temps des Rois de Castille, ou jusqu'à présent, il n'y aura point d'innovation, ni de changement, & qu'il ne leur sera fait aucun trouble ni injure, par les Portugais pour ce sujet, s'il y a quelques Droits de Dîme à demander aux Sujets du Roi de la Grande-Bretagne pour quelque sujet que ce soit, dans les Châteaux, Iles, & Places susdites, ils ne seront pas plus grands, ni plus à charge, que ceux qui seront demandez aux autres Nations, qui sont en Alliance avec le Roi de Portugal, & arrivant que les Sujets du Roi de Portugal aient besoin de Navires étrangers pour leur Navigation & Commerce, vers les Côtes & Iles susdites, ils pourront louer

les Navires des Sujets du Roi de la Grande-Bretagne, comme bon leur semblera & que les deux Rois nommeront des Ambassadeurs, & des Commissaires, qui conféreront & conviendront d'un Traité touchant le Commerce & Navigation libre sur les Cotes, & dans les Iles & Places susdites, ce qui a été demandé par les Commissaires du Roi de la Grande-Bretagne pour les Sujets de leur Roi, étant persuadés par la confiance de l'ancienne amitié, qui a été entre les Predecesseurs desdits Rois, que le très Renommé Roi de Portugal n'accordera à aucune Nation, des Privileges, Droits, & Immunités plus amples, qu'il n'en accordera aux Sujets du Roi de la Grande-Bretagne.

XIV. Et comme le très Renommé Roi de Portugal a par sa Concession, confirmée par son Sceau, datée à Lisbonne le 21 jour de Janvier l'an de grace 1641, donné plein pouvoir aux Habitans des Terres sujettes aux Seigneuries des Etats de Hollande &c. d'apporter & de transporter, dedans & dehors les Royaumes, Etats, & Territoires, toute sorte de Marchandises. Pour cette cause, les Sujets du Roi de la Grande-Bretagne auront, & jouiront du même pouvoir dans les Royaumes & Etats dudit très Renommé Roi de Portugal, conformément à la teneur de ladite Concession.

XV. Et que les Marchands Anglon, & autres Sujets du Roi de la Grande-Bretagne jouiront des mêmes & aussi grandes Immunités d'être emprisonnés, arrêtés, ou en quelque autre manière que ce soit troublez en leurs Personnes, Maisons, Livres de Comptes, & Comptes, Marchandises, & Biens, dans l'étendue des Etats du très Renommé Roi de Portugal, qu'il y en a eu, ou qu'il y en aura ci-après, d'accorder à aucun Prince, ou à aucuns Peuples qui soient en Alliance avec le Roi de Portugal.

XVI. Et d'autant qu'il n'y a point encore eü de Convention faite, touchant le sietement des Navires des Sujets du très Renommé Roi de la Grande-Bretagne, par les Portugais, pour leur Commerce & Navigation dans le Bresil, il a plu aux deux Parties qu'il y ait des Ambassadeurs & Commissaires deputez & envoyez par lesdits Rois dans deux ans, qui auront pouvoir de traiter, & de s'accorder sur cet Article.

XVII. Et d'autant que les droicts de Commerce & de Paix seroient rendus infructueux, si les Sujets du très Renommé Roi de la Grande-Bretagne étoient troublez pour leurs Consciences tandis qu'ils vont dans les Royaumes, & Etats du très Renommé Roi de Portugal, ou qu'ils en viennent, ou qu'ils y demeurent, pour le Commerce, ou pour Affaires, Pour cette cause, afin que leur Commerce soit seur & assuré, tant par Mer, que par Terre, le très Renommé Roi de Portugal prendra soin & donnera ordre qu'ils n'y soient pas molestés ni troublez pour ledit cas de Conscience, de telle sorte qu'ils ne donnent point de scandale à d'autres. Et quoi que le très Renommé Roi de Portugal reconnoisse qu'il n'a pas pouvoir de déterminer, & de disposer de la Foi, & de la Religion, neantmoins, par le motif de l'amitié & grande affection, qu'il a pour le très Renommé Roi de la Grande-Bretagne, & pour la Nation Anglaise, il prendra soin que les Anglon, & autres Sujets dudit Roi, aient & jouissent d'une aussi grande liberté en la pratique & exer-

cice de leur Religion, dans l'étendue des Royaumes, Etats, & Territoires, du Roi de Portugal, qu'il en sera permis aux Sujets de quelque autre Prince, ou Republique que ce soit.

XVI. S'il arrivoit, ci-après (ce qu'à Dieu ne plaise) que quelques difficultés & doutes survinssent entre lesdits très Renommez Rois, qui pussent faire apprehender l'interruption de Commerce, & Correspondance entre leurs Sujets, il en sera donné avis public aux Sujets de part & d'autre, en tous & chacuns les Royaumes, & Provinces de l'un & l'autre Roi, &, après cet avis donné, ils auront deux années, de part & d'autre, pour transporter leurs marchandises & biens, & que cependant il ne sera fait aucun tort, prejudice, ou empêchement aux Personnes & Biens de part & d'autre.

XIX. Et si durant la presente Paix & Amitié, quelque chose étoit entreprise, commise, ou faite, contre la force & l'effet d'icelle, tant par Mer, que par Terre, & Eaux douces, par aucun desdits Rois, leurs Heritiers & Successeurs, leurs Vassaux ou Sujets, la presente Paix & Amitié ne laissera pas toutes fois de demeurer en sa force & vertu, & il n'y aura que les contrevenans & les coupables, qui seront punis, & non pas d'autres, pour leur contravention.

XX. Item, il a été conclu & accordé, que la presente Paix & Alliance ne derogera nullement aux Alliances & Confédérations ci-devant faites & contractées entre le très Renommé Roi de la Grande-Bretagne, & d'autres Rois, Princes, & Republiques, Mais que lesdites Alliances & Confédérations seront fermement conservées, & demeureront ci-après en pleine force & vertu, nonobstant le present Traité de Paix.

XXI. Finalement, il a été conclu que lesdits très Renommez Rois Charles, Roi de la Grande-Bretagne &c. & Jean quatrieme, Roi de Portugal &c. observeront & garderont sincerement & fidelement, & feront observer par leurs Sujets & Habitans, toutes & chacunes les Capitulations conclues & accordées dans le present Traité, & qu'ils ne feront rien, directement ni indirectement, qui y soit contraire, & qu'ils confirmeront & ratifieront toutes & chacunes les Conventions susdites, par leurs Lettres patentes signées de leurs Seings royaux, & scellées de leurs grands Sceaux en bonne & due forme, & les delivreront ou feront delivrer fidelement, réellement, & efficacement à la premiere occasion, & ils s'obligeront reciproquement par promesse en parole de Roi, qu'ils observeront & garderont toutes & chacunes les choses ci-dessus, toutesfois & quantes qu'ils en seront requis par l'un ou l'autre des Parties, & qu'ils feront publier la presente Paix & Amitié en la maniere accoutumée aussi-tôt que faire se pourra.

[1111.]

1661.

TRAITÉ entre la Couronne de Portugal & les Etats Generaux des Provinces-Unies, conclu à la Haye le 6. Août 1661.

REX & Regnum Lusitanum spondeant fidemque suam nexu cumprimis solido ac firmo adstringant, se quadraginta centena Cruciatorum milia Ordinibus Fœderati Belgii perituros esse, singulis Cruciatibus decem Florenorum Carolinorum pretium in Hollandia æquantibus, eamque summam aut perata pecunia, aut saccharo, Tabaco, & tale se suppeditaturos, sic ut hæc Merces pluri ne æstimentur, nec majus in pretium ponatur quàm illud quo eadem Merces illo quo suppeditanda sunt tempore secundum quotidianum usum per ipsam Lusitaniam vendentur, si quid autem, ad plenam summam aut in ipsa pecunia, aut in una alterave ex jam dictis Mercibus fortasse desiderabitur, id ut alia earundem specie suppleatur, integrum esto, hujus tamen rei electio erit penes præfatum Regem, ut in qualicumque specie suppleat alterius defectum, aut etiam ex illo Vestigiali quod auctoritate & ratione hujus Pacti conveni à Fœderati Belgii Incolis per Lusitanam Ditionem negotiantibus, in usum jam dicti Regis legitime posset exigi, quodque Mercibus eorum tam aditendis in dictam Ditionem, quam inde efferendis, imponi ex lege sequentium Paragraphorum sive Articulorum juxta ac fas esset; in quem finem à Fœderati Belgii Ordinibus unus pluresve constituentur, qui in Lusitania ipsorum nomine dictum Vestigial percipiant, eadem forma ac methodo quibus ejusmodi Vestigia à Ministris Lusitanis ibidem exigi consueverunt, dicta vero Summa per sexdecim partes æqualiter distribuenda, certo illoque quinquenni tempore Ulissiponæ pendatur, sic ut prima Summæ hujus pars præstanda mox sit, ubi primum in Lusitania constabit, certisque Documentis demonstrabitur, Fœderi huic utrimque subscriptum esse, idque ratum ab ambabus Partibus haberi ac promulgatum esse Rex præterea Lusitanæ restituat vel restitui cures, omnia Tormenta quæ in Reiffa atque Brasiliæ Munimentis, cum ea à Lusitania occuparentur, reperta fuerunt, quæque insignibus Fœderatorum Ordinum Societate Americana notata etiamnum deprehenduntur

II Quandoquidem vero à parte dictorum Fœderati Belgii Ordinum allatæ sunt in medium quærelæ, occasione introductæ ejusdæ consuetudinis, nempe partitionis in venditione Salis, quod in Oppido Cetobriga (*Sisalva* à Lusitania, à Belgii *Silves* appellatum) ac per conterranum eadem Oppido tractum fieri solet ac confici, convenit ac consensus est, uti singulis annis, inter præfatum Regem & prædictos Fœderati Belgii ordines Pactum peculiare incatur de pretio, quo omnibus & singulis Fœderati Belgii Incolis integrum erit tantundem prædicti Salis, quantum ipsi libuerit, ibidem co-

mere,

mere, in qua quidem Transfatione iusta utrimque habebitur ratio pretii, quo sub ul tempus dictum Sal per Lusitaniam inter Lusitanos ipsos vendetur, emetur, ac distrahetur. Ac si nihilominus prater spem ac expectationem super eundem Salis pretio utrimque parum convenierit, tum Fœderatorum Belgarum respectu salarii illa Commerçii partitio cesset, ac amoveatur, quæ ab annu jam aliquot introducta est. liberumque ac integrum unicuique Fœderatorum Belgarum relinquatur a quibuscumque mercari ac libi comparare eam Salis quantitatem, de qua cum venditoribus convenire poterit, quemadmodum Paragrapho sive Articulo septimo copiosius de omni Mercimoniis generis est convenutum. Sed nec ipsi Salis possessoribus ullo modo adimatur, aut restringatur facultas vendendi pro libitu omnibus & singulis quibus ex libuerit, respectu vero aliarum Navium prædictæ Lusitanæ Rex hac in parte sese gerat, prout ipsi placuerit.

III Fœderatorum Belgarum Populus securè ac tuto negotietur Commerçiumque exerceat, tam ex Lusitania & Terris ac Tractibus eadem Lusitanis subditis in Brasiliam, quam ex Brasilia in eandem vicissim Lusitaniam & Terris Tractibus eadem subjectos ac omne præterea Mercium genus ulro utroque transferre, ne sit damno aut noxæ, excepto duntaxat Brasiliensi ligno, pensio tamen ante ac perfoluto Vestigiali eo portorioque quod à Lusitanis ipsis in illas Regionem negotioribus perfolvi jus est. Cæterum Belgæ Fœderati ex Brasiliæ Portibus in Portus quoscumque alios eadem Lusitanæ subditos ubi appellent, Naves suas exonerare aut Merces inde illas eximere, in Terramve exponere neutiquam coguntur sed Præfecti Telonii, & Portuorum Exactores ut Merx in ipsis Navibus inspicatur ac ponderetur utque in debitum pro Merce Vestigial ac Portorium pendatur, curent; quod si vero iterum experimentum comperiat, id vel nullatenus, vel minus commodè expedire posse, alia in eundem finem media exigantur, ac mutuo Pactis utriusque contentu ad effectum perducantur. Fœderatorum autem Belgarum Populo omnino hæc ac jus esto hac in parte illdem medius ac commodus uti & frui, quibus Angli aut vi Pacti, aut ex quotidiano usu gaudent, vel in posterum gavisuri sunt. Quin nec gravius Vestigial, nec plus Numerorum impensare pro dicta Merce exigatur, aut perfolvatur, quam si exonerata omnino Naves ac Merx in Terram exposita fuisset; moræ etiam nihil in expediendis hinc navibus dimittendive a parte Lusitana necesse sit. Cum vero in alias Regionem Portuive Lusitanæ aut eadem subditos post pensum jam semel Vestigial debitum Naves dictæ appellent quod reliquum erit minoris impedimento molestiaque omni procul habitis, ullisque de novo Vestigialibus perfolutis, libere conciant & absolvant. Merces præterea ac res cæteræ, aut à Lusitanis ipsis, aut ab aliis quacumque Gente Navibus Fœderatorum Belgarum creditæ ac commissæ, quæ in Regionem portuive alios eadem Lusitanæ subditos transferentur, nihil plus Vestigialis pendant, quam si commissæ Lusitanis Navibus & transferendæ translinere essent.

IV Liberum quoque Fœderatis Belgis esto, Navigationem, atque iter moliri in Colonias omnes, Insulas, Regionem, Terrarum Tractus, Portus, Civitates, Pagos, Emporia, quotquot dicto Regno parent ac subsunt per

Ditionem Africanam, cui accedatur Sancti Thomæ Insula, omnique morari, negotiari, ac Mercaturam exercere, Res, Sarcinas, Merces, omne genus Terra Marique & Fluvii subvehere, remum ubivis capere, effugare eam inde atque in alias Regionem exportare integrum ut ac concedatur, idque pari libertate, qua Angli aut alia quælibet Gens vel nunc gaudet, vel antehac gavisæ sunt, vel in posterum eos gaudere aut gaudios esse competeretur. Proprisque ibidem Artes in quibus habitent habere & polidere, nec non repositoria, in quibus Bona, Mercesque suas recondant, abique ulla à quopiam molestia. Nihil vero eorum, quæ Paragrapho seu Article hoc & proxime præcedenti pacta & stipulata sunt, irritum unquam fiat, elidaturve, nec Fœderati Belgæ Pactis conventis huic ulla ex parte trahantur. Quod si dictum Belgarum Populus usum nihilominus libero ac solido Pacti huius conventi aliquando prohibeatur, excludaturve, aut alia ex parte impediatur, quod averia Deus, ne plenus debitoque ex fide & auctoritate huius Fœderis percipiat fructus, tum Fœderati Belgæ Ordinibus idem in Lusitanos iussus, actioque de novo eadem resurgat & recalcatur, quæ ante hoc Fœdus initum in competeret, usque iurum ut adversus Regnum Lusitanum persequantur, fiat esto, sed & hoc ipso ex omni ad dictos Ordines devoluta cedantur, eorumque repetendarum causa Rex & Regnum cadant, quæcunque ex lege primi in his Conventis Paragraphi seu Article periclitata ac dependa jam fuerunt. Eodemque Pacto si per prædictos Fœderati Belgæ Ordines Fœdus hoc violetur aut infringatur, prædicto Lusitanæ Regi idem pes esto quod illi ante hoc Pactum ullo modo competeret.

V. Atque ita solutione quadragies centenorum Crucatorum nullum faciendæ terminus supra expressis atque libero usu verique perceptione eorum omnium, quæ Articulis tribus hunc præcedentibus continentur, intermittantur ac cessent controversiæ, litæ, & actiones omnes, quæ Regi Regnoque Lusitanæ à Fœderatis Belgis intentæ hæcenus ac motæ sunt, intendique possent, ac moveri nec unius intermittantur cessentque actiones, litæ, & controversiæ, si quæ Fœderatis Belgis à Rege Regnoque jam dictis vicissim intendi & moveri possint.

VI. Atqui consequenter cessent inter Regnum Lusitanæ ab uno, & Fœderatum Belgium ab altera parte, ac utriusque Subditos & Incolas omni actus hostilitatis & injuriarum, idque in Europa post elapsam bimestre spatium ab eo die, quo huic Fœderi utraque subscriptum erit, in cæteris vero Mundi partibus à publicatione harum Tabularum, omnesque captivi hinc inde illico post Ratificationem huius Tractatus pristina libertate restituantur, omnes itaque Ditiones, omnia Loca, Naves, Bonaque, quæ temporis interea ab alterutro occupabuntur, ut & quæ antea occupata fuerint in India Orientali, Occidentali, vel alio ubi locorum, in Domino permanebunt eorum, qui præfatis temporibus eorum possessores fuisse competerint, ea vero, quæ elapsis duobus post factam eandem subscriptionem mensibus in Europa & post publicationem in cæteris Mundi partibus occupabuntur aut capientur, prioribus eorundem Domini abique ulla mora aut exceptione restituantur. Regi pro inde Regnoque Lusitanæ solida ac firma Pax cum Fœderatis Belgæ Ordinibus initur, quæ Cives utroque omnes &

Et Subditos comprehendant, quæque obvia locorum, nullis exceptis, tam intra quam extra Europa Limites sanctè ac religiose observetur. Lusitanique & Fœderatorum Belgarum Populi Terra Marique mutua inter sese officia ac mutua benevolentia utrimque certent, nihilque prorsus moliantur aut effectum dare concutur, quod cum incommodo aut detrimento Partis alterutrius ullo modo videri possit conjunctum, quare nec Subditis aut Incolis Partis alterutrius permillum erit sub auctoritate vel Diplomate alius cujuscvis Principis vel Status, alterius Subitos vel Incolas, Navesque aut Merces eorum aggredi, vel alio quovis modo, sub qualicunque nomine vel prætextu privaticam contra eos exercere, idque sub poena exilii & publicationis Bonorum.

VII. Fœderatis porro Belgis integrum posthac esto, in Regnis, Provinciis, Insulis, Oppidis, Portibus, ac locis quibuscunque, quæ Regi Lusitanicæ parent, Commertum omni cum libertate exercere, nihil moræ in obiciatur aut directè aut oblique, nihil eos impediat, quo unius Merces à quibuscunque eas emanet ac comparent, quas e re potissimum suas fore judicabunt, siue majori copia, siue minori comparatas, nullisque Mensuræ, Ponderum, temporis, Loci, Propolarum Monopolarumve, aut pretii Legibus adstringantur; Nec minus iisdem Fœderatis Belgis integrum relinquatur res prohibito quascunque ac Merces eodem transferre, vendere ibidem has ipsas, ac permutare, res prætexta ac Merces inde efferre, idque amoto omni obstaculo, persolutis solummodo Vestigialibus is, quæ ex auctoritate publica per Regnum Lusitanum anno millesimo sexcentesimo quinquagesimo tertio, mense Martio pensæ ac persolutæ sunt aut solvi debuerunt, adeo ut Fœderatis Belgis eodem prorsus loca sint habendi quo Lusitani ipsi habentur, idque tam emptionis Venditionisque nomine, quam Vestigialium aliorumve aut onerum aut commodorum, Immunitatum ac Privilegiorum respectu, utque Fœderatis Belgis impofterum fructuri sint Prærogativis, Immunitatibus ac Privilegiis omnibus quorquor hactenus ulli Genti, Regno Lusitano, Fœdere, aut Amicitia locutæ concessæ sunt, vel post hac concedentur, Lusitani vicissim Commertiorum ac Mercaturæ respectu, eodem per Fœderatum Belgium loco habeantur, quo Belgas ipsos & Indigenas haberi Jura illic erant ac moris.

VIII. Belgæ Fœderati qui cum Navibus ac Merce in Portus Lusitanæ Ditionis appellent, nullo Mercimoniis genere Naves suas onerare cogantur, nisi quod elegerint ipsi, quodque utile sibi ac consultum præ cæteris fore sint arbitrati. Sed nec in Navem Fœderatorum Belgarum unamquamque Custodes Excubitorive plures duobus, qui Regi Regnique nomine Merces observent, admittantur, nihilque omnino obstaculi aut impedimenti Navibus onerandis exonerandisque adferatur. Atque illæ, siue Merce arida & sicca onustæ, nisi decimo postquam appulerint die, siue Prædictis aliudve quodvis cibiorum ac ciculentæ Mercis subvehentes genus, nisi die post iteratum Portum decimo quarto exoneratæ sint: Nihilominus dictis Custodibus, Excubitoribusve Salarii aut Mercedis loco haud quaquam persolvatur, aut eo-

rum in gratiam erogetur, præter id quod decem aut quatuordecim dierum jam dictorum ulus ac lex præscribunt.

IX. Consules, qui Fœderatis Belgis per Ditionem Lusitaniam negotiandis habitantibusve pactis ho dabuntur a Fœderatis Belgis Ordinibus creandi sint ac constituentur, constituanturque non habeant auctoritatis utcumque Romanam Religionem non proficientes, quantum illi per Lusitaniam Ditionem Consul earum Gentium quæ illuc negotiantur, hæcenus delatum est vel impotenterum detrectur, casus præterea litibusque, quæ Fœderatis Belgis spectabunt, iudicandis Iudex Conservator constituitur, a quo provocare non liceat, nisi ad relationem Senatui, qui quarto ad summum post provocationem mente causis litibusque ad se delatis, finem imponat.

X. Si quis Fœderatus Belgis per Ditionem Regis Lusitaniam e viis excesserit, Chartæ, Libri, Rationes, Boni, ac Facultates tam ipsius defuncti quam aliorum ejusdem Fœderatis Nationis, quæ penes defunctum erunt depositæ a pupillorum absentiumve Iudicibus aut eorum Ministris inspicere & occupari neas esto neque horum Jurisdictioni res jam dictæ iusto obnoxie, sed in consignantur, quibus eam defunctus ipsum ante excessum consignari jussisset, aut si si rebus suis ante obitum minus curæ prospexit, tum Chartæ illæ, Libri, Rationes, Boni, ac Facultates ex mandato Iudicis Conservatoris custodiendæ committantur duobus pluribusve Belgis Mercatoribus Insitoribusve, in quos præsertim Populorum tuorum illic loci degentium suffragia accedente Consule Belgæ assensu, hæc curam devolvant, ita tamen ut ne curæ sue commissæ res dicti Mercatores Insitorive servandas se recipiant, nisi data prius cautione per Fidejussores idoneos & ab eodem Consule omnino approbandos, admittendos, de rebus sibi creditis ad legitimos sive Dominos sive Heredes, sive etiam Creditores suos opera perverant. Omnia itaque Boni facultatesque quæ in Dominio defuncti fuerint, Heredibus ejus Executoribusve vel Creditoribus tradentur.

XI. Nec Regi Lusitanie ipsi, nec Ministrorum Regionum cuiquam sui licetumve sit, Mercatoribus, Navicleris, locis Belgarum Navalibus, aut eorum Navibus, Mercis, Facultatibus, manum impicere, ullamve molestiam exhibere, ne quidem sub gerendi cum Hoste Belæ, aut cujusvis expeditionis parandæ prætextu, nisi a Fœderatis Belgis Ordinibus, quorum illi imperio subsunt, Naviumque Mercis ac Facultatum possessoribus eam jam ante in rem fuerit consentium, sed dicti Mercatores & Navicleris, cum Navibus ac Merce, sine ullo incommodo per Regem Ministrumve Regionis oblatio, ex Portibus Lusitanis quibuscunque pro litatu arbitrioque suo solvant ac discendant. Fœderatorum porro Belgarum Populus a Merce, Facultatibusve suis vendendis aut distrahendis nullo modo prohibeatur, avocetur, interpellentur, ne quidem si Rex ipse aut Ministri Regis in sibi rebus opus esse obtendant, nec ullam omnino ob causam dictarum Mercium & Facultatum venditis protrahatur differantive, nec averti dictæ Merces in Regem publicosve aut privatos quoscunque ulus liceat, nisi illi quorum res agitur, & ad quos dictæ Merces facultatesve pertinebunt, annunt ac precedente Conventione assensum illi rei præstent.

XII. Le

XII. Liberum præterea Belgarum Fœderatorum Populo, ac permiffum fit præter Merces omne genus, Arma etiam, res bellicas, & annonam tam ex Fœderatarum Belgii Provinciarum, quam ex aliis quibuscvis Portibus ac Terris in quacunq; Orbis Regionibus, & ad quacunq; Gentes transferre tam inimicas Regi Regnoq; Lusitanæ, quam amicas ac fœderatas, nec dicto Regi ejusve Subditis aut Ministris huic rei moram aut impedimentum afferre liceat per detentiones, repressalias, pignorationes, ullove alio modo sive id directe apertèq; sive obliquè ac occultè fiat, dummodo dictus Fœderatorum Belgarum Populus ex ipsi Portibus Lusitanis Armorum nihil apparatus aut rerum bellicarum ad dicti Regis Regniq; Hostes & adversarios tranfvehet, nec minus iisdem Fœderatis Belgis integrum relinquatur ac permittatur, in universam Ditionem dicti Regis quacunq; Merces, res etiam ad armaturam, Bellum ac Militarem annonam pertinentes inferre, easque non minus magna quam exigua copia venales exponere, & sive integras simul, sive seorsum & per partes pretio ibidem quocunq; vendere, ac pro arbitrio suo permutare, Commertiaque quævis exercere cum iis Emptoribus Negotiatoribuscve, quos ipsi fore sibi potissimum utiles ac commodos arbitrabuntur, nec interpellari aut à proposito eos dimoveri per Regem Regiosq; Propolas Monopoliorum Exercitores, Fiscum, judicos Concessus, quemvis alium ullo modo ullave de causa fas esto, nullo denique Mercimoniolum limite aut regula circumscribantur.

XIII. Res ac Merces, quæ ex uno Lusitanæ Portu in alium eidem Regno subjectum transferentur, perfoluto ante debito Vectigali & Portorio, nulla ulteriore pecuniæ aut Teloniorum exactione teneantur, præter eam, quæ ipsas Mercatorum Lusitanorum, Res ac Merces tali casu teneri liquebit, constabit.

XIV. Nulli Alcando, quem Lusitani vocant, nullique alii Ministro Regio licitum aut permiffum esto, ex Fœderatis Belgis quemquam, cujuscunq; conditionis sit aut suæ, interpellare, nolentem detinere, carceri vinculisve mancipare, præterquam in causâ criminali & in flagranti delicto deprehensum, nisi facta prius à Judice Conservatore eam in rem potestate, quæ scripto consignata sit. Fœderati præterea Belgæ sub Ditione atque Imperio Lusitano degentes, tam sui ipsorum quam Domicilii, Librorum, Rationum, Merces, aliarumque rerum ac Bonorum ad ipsos pertinentium respectu, non minus carceris, vinculorum cujuscunq; detentionis ac molestiæ immunes sunt ac habentur, quam alius quisvis ex cæteris Regi Lusitanæ Fœderati Populis hætenus habetur, aut imposterum habebitur. Sed nec per Litteras Salvi-conductus aut aliud patrociniæ genus Subditis suis aut aliis quibuscunq; in Ditione Lusitana degentibus a Rege concedendum, Fœderati Belgæ impedianur prohibeanturve à debitis exigendis, aut nominibus æri suo obnoxii in jus vocandis, at vero debiti exactionem & jus suum libere persequantur, neque fraudi sit Creditoribus, si Principis patrociniæ aut alterius cujuscunq; potentis auctoritatem implorant debitor, amplexive sit, ejusque vel eorum Luteris & Salvi-conductibus sese manerit, quo debitum elodit,

Creditorumve trahit ac frustratur, quod ne fiat ab omni patrocinio Debitos arceatur, excludatur Sed nec Bona ulla ad Fœderati Belgii Incolas aut Subditos pertinentia, quæ illi Lusitanæ Nationis Institutibus, Procuratoribus, aut rei sui agentibus commiserint, vel aliorum quorumvis exteriorum in Lusitana Ditione degenrium curæ ac fidei crediderint, deinceps manumve in impetum licitum aut permissum habeatur intentante præteritum litem, aut Negotium facessente Inquisitione (quam vocant) Ecclesiastica, siue in Religione siue alia quacunque in causa id fiat, sed Res ac Bona ista omnia, si commenda sint in, qui coram Iudice, & in Foro Ecclesiastico illa ex causa forte conveniantur, aut Inquisitionis dictæ nomine accusabuntur interpellabunturve, confestim integra & intacta dimittantur, usibusque possessoris restituantur, ut primum apparebit ac demonstrabitur ad Fœderati Belgii Incolas Subditosve res eas pertinere

XV. Cumque prærogativa Commerciorum omnis plane futura sit inutilis ac speratus ex Pace fructus omnino intervertendus, si Fœderati Belgii Incolæ ac Subditi, qui per Ditionem Lusitanam ultro citroque commebunt, aut instituendæ Negotiationis Merciumve distrahendarum ergo illic morabuntur ex occasione Religionis inter Lusitanos ac se discrepantia ulla molestia, ullove incommodo afficiantur, providebit huic rei Rex ac occurret, quo Terra Marique mutuum posthac utriusque Gentis commercium illibatam sartinque ac rectum conservetur, cumbitque, ne cui ex Fœderati Belgii Incolis vel Subditis cujuscunque tandem Christianæ Religionis, sortis ac conditionis is sit, Negotium hac de causa ullum aut molestia exhibeatur, neve in ulli præterea Curia, Tribunali, Iudice, Inquisitioni, sistatur aut obnoxius fiat, nec ab ullo Regis Ministro, vel alio quocunque hac ex re conveniatur ullove damno afficiatur, siue ob circumlata fortasse secum Biblia, sacra ve Scripturæ aut aliorum Librorum usum ac lectionem, siue quovis alio discrepantiæ & dissentientis Religionis nomine, quinimo Fœderati Belgii Incolis Subditisque sub Ditione Regis Lusitanæ morantibus, eorumque familiarium liberum ac concessum esto, tam domui suæ, quam in suis Navibus Religionis ei, usque Sacris quibus sic addictos profitebuntur, pro arbitrio ac libitu, nemine prorsus interpellante, operari, locum us denique opportunum sepeliendus mortuus & commodus assignetur, quâ libertate impetrata ne abutantur, iisdem Fœderati Belgii Incolis ac Subditis erit cavendum.

XVI Si quandoque contingat, controversiam oriri inter dictos Regem Regnumque, ac Fœderati Belgii Ordines, unde interrumpendi inter utrumque Gentem Commerci periculum incumbat, Incolæ, Cives, Indigenæ tam ex hac, quam ex illa parte per utramque Ditionem de similitudinibus ac controversiis etiam publicè præmoncantur, ac post commotionem promulgatam bonæ spei utrumque concedatur, quo Merces, Navibus, Bonis suis ac Facultatibus tempestive consulant, easque in tutiorem locum transferant, nullo interea aut impedimento in obposito aut exhibita molestia, nullo etiam Facultatibus eorum ac Bonis damno illato, quod si com ex parte alterutra intra præfixitum biennii spatii tempus debita ulla illæ locorum in quibus negotiatus erat exigenda restabunt, ea legitimam ac modum erigi,

Jure quoque ac Legibus ad ea repetenda, agi fas esto, nec hi per ambages aut circuitus à Judice trahatur, sed in omni cura effectum det, ut ante præscriptum tempus elapsum Creditores quod debetur, consequantur.

XVII. Si porro Pactis hæc ac mutua necessitudine, quæ per hæc Pacta sancitur, durantibus, contingat, Fœderis hujus partem quantamcunque ab alterutrius Gentis Subdito aliquo Terrarum ulibi aut Locorum vicin, aut in Pactorum conventionum auctoritatem impingi, Societis ac necessitudo inter utramque Gentem hoc sancita Fœdere nequaquam tam obcaulam, interrumpatur, sed vim integram ac vigorem nihilominus illibatum conseruet, obtineatque poena ac multa illi solummodo irrogata, qui in Leges Fœderis deliquisse convincentur, is vero, quos damno contumelie adfectos esse constabit, omnino satisfiat, erit autem satisfaciendum intra annum ab infligta æstione tempus, si quis in Europa aut in Gaditani Fretis, per Americæ etiam Africæ latus & tractum, aut alibi locorum Terra Marive, cis Bonæ Spei Promontorium Fœdus ulla ex parte hoc temeraverit violaveritve, at vero qui ultra jam dictum Promontorium locorum ubicunque in Pacta hæc peccasse deprehenditur, is satisfactione tenebitur ante exactum decimum octavum mensem ab implorata per actorem ope Judicis, aut si reus violati Fœderis in Jus vocatus Foro se non stiterit, Judiciumque subterfugerit, nec intra præscriptum tempus satisfecerit, Hostis utriusque Partis judicetur, Bonæque ejus ac Facultates flagitiæ ac debite satisfactione impendenda publicentur, in potestatem quoque Partis alterutrius si ipse si venerit, quas, atrocitas injuriæ ac delicti magnitudo mereri videbuntur, poenas persolvat.

XVIII. Si quam controversiam aut rixam, Inspectores Mercium vel Regii Ministri Mercatoribus institutoribus, Naucleis Belgis de Annonæ, aut cupiscunque Mercu, quæ in Ditionem Lusitanam subvehetur, pretio movebunt, his illa per Gentis Lusitanæ Arbitros, partim per illius loci Magistratum, partim per Consulem Nationis Belgicæ (idque pari utrimque jure) eligendos, decidatur, sic ut Arbitri illi effectum omnino dent ne quid detrimenti, protracta in longum disceptatione, possessor ejus Mercu capiat aut patitur.

XIX. Licitum de cætera Genti utrique esto, in Fœderatæ Ditionis Portum quoscunque cum Navibus tam bellicis quam onerariis appellere, illic etiam morari, ac pari cum libertate inde discedere, sive per procellas ac tempestatem illuc compulsi sint, sive navibus reficiendis victuique ac comعات perandi causa in Portum cum se contulerint, ita tamen ne illuc plures sex Navibus bellicis simul, in Portibus vero minoribus & ubi Fortalitia ad sui defensionem extructa non reperiuntur, non plures tribus nisi urgente necessitate se recipiant, neve plus temporis illic insument, quam quod jam dictæ refectio, aut parando comعات sit satis, ne qua forte causa hinc nascatur interrumpendo aliorum Gentium non minus eidem Ditioni Fœderatorum Commercio. Quod si forte, major Navium bellicarum numerus ad eundem simul Portum appellat, eo intrare hæc Navibus nequaquam fas

esto; haud impetrato antea permisso ab eis quorum à nutu ac imperio Portus ille pendebit, nisi vi fortasse tempestatis aut alia necessitate invitos impellente huc angustiarum constringantur ad evitandum instantis naufragii periculum, quo casu interveniente causam adventus sui Praefecto illius Portus aut supremo Magistratu contestum indicandam curent, nec moram illic diuturniorem trahant quam quae à Portus illius Praefecto aut jam dicto supremo Magistratu fuerit concessa, nihilque interea temporis, moliantur aut machinentur, quod illi Ditioni ulli ex parte nociturum sit aut in detrimentum cedat.

XX. Rex Regnumque Lusitaniae ac Foederati Belgii, Ordines, Naves, Merces ac Bona Partis alterutrius si ab Hoste, à Piratis, aut ab alio quovis intercepta, inque Portum aut Locum quemcumque utriusvis Ditionis subvecta atque subducta sint, nequaquam ea abalienari patiantur, sed aut ipsi ea Possessoribus aut res Possessorum agentibus restituant, dummodo illi Navibus nondum exoneratis, nec adhuc distractis Mercibus, ad sese res eas pertinere sint professi, aut profitendum curent & ante exactum tertium ab interceptis Navibus mensem si in Europa casus evenierit, in cæteris autem Mundi Partibus, ante annum elapsum jus in eas sibi esse certis argumentis ac testimoniis productis doceant, evincant, impensas servandis custodiendisque Navibus Merces, ac Bonis cæteris factas refundant ipsi Possessores.

XXI. Foederati Belgæ per Lusitaniam Ditionem negotiantes aut in Portum Lusitanos appellentes, nullum omnino Vestigial aut Portorium pro Bonis suis ac Navibus persolvant, nihilque pendant, præter id quod Regi Cameræque Ulissiponensi, Anno millesimo sexcentesimo quinquagesimo tertio persolvi jus fuit. Oneribus si quæ postea introducta sint aut adhuc introduci possent, nullatenus teneantur.

XXII. Tributum nullum à Foederatis Belgis in usum aut emolumentum Sacelli Sancti Georgii per Lusitanos exigatur, nulla obire munia, nullum Armorum genus aut ipsi inducere aut alius suppeditare jubeantur, cogantur.

XXIII. Mercatores ex utraque Gente, eorumve Insitores, Ministri familiares ac Domestici, Naucleri, Nautæ, & Navales Socii per Ditionem Regis ac Ordinum, perque Portus eorum, ac Littora tuto & liberè ultro citroque commeent, hæreant ac versentur, Aedæ Domosque, quas aut ipsi habeant, aut recondendæ promendæque Merces utiles ac necessarias, Dominio possidere eis permittatur, Gladius accingi, Arma cujuscumque generis, prout mos Gentis fert, circumferre, quibus se ac rem suam tueantur ne sit fraudi, aut veritum habeatur.

XXIV. Bona quælibet ac Merces, siue ad dictos Regem Ordinesque spectabunt siue ad utrumvis Populum, si navibus alterutri Parti inimici hostibusque creditæ ac in eis deprehensæ fuerint, non minus quam Naves ipsæ in prædā cedant, ac Fisco occupantium addicantur: Merces vero ac Res quæcumque ad Partis utriuslibet Hostem pertinentes, Regis Ordinumque jam dictorum aut utriuscumque Populi Navibus impositæ, in eas Fisco vel juris esto, adeoque nec detrahantur, nec Possessoribus intervertantur.

XXV. De-

XXV. Denique, cum Belgarum Fœderatorum nonnullis, sive à parte Societatis Indiarum Occidentalium, sive alio etiam nomine, tam per Brasiliam, quam per Lusitaniam ipsam, eorumque dicti Regis Ditionem, Bona immobilis, tum debita, quoque non paucas etiamnum restant ac supersint reliquæ, fierique etiam possit ut à Subditis prædicti Lusitanæ Regis in Brasilia habitantibus, vel qui ibidem habitacula sua habuere, per actio supersit instiganda per Ditionem & in Populum Fœderatorum Belgarum Convenit utrinque ac consensus est, ut Bona immobilis, Fundi prædicti, Domus, Molæ Saccaro parando intervenientes, Possessoribus pristinis restituantur, sed & actiones quæ restant exigendæ, ut à debitoribus quum primum expungantur, & quoniam prædictus Regis Lusitanæ Legatus instructum seise Mandato sufficienti professus est, amabili compositione finem faciendi actionibus tam realibus quam personalibus, quæ Fœderatorum Belgarum Populo ex eo capite competere possent, idcirco ut in casibus prædictis, in quorum interest absque ulla ambage & molestia, per æquipollens satisfiat, eadem actiones omnes prædicto Regi Lusitanæ Legato intra bimestre spatium communicentur, redactæ in scriptum confecto Inventario, cum declaratione Originis & Documentorum quibus illæ actiones probari possint, ac porro vel per Pacta singularia cum in quorum interest, vel Pacto generali inter prædictum Regem, & prædictos Fœderatos Belgarum Ordines per solutionem Summarie pecunie penitus extinguantur. At si prædicta Negotia vel in totum, vel pro parte, intra sex mensium spatium hoc pacto componi nequeant, tamque controversiæ omnes quæ super æquitate rationibus ac taxatione actionum, hinc inde moveri ac repullulare possint, penitus præcidantur ac tollantur, utriusque Commissarii constituentur, qui post exactum octodecim mensium spatium, tempestive præmoneri possint, Ulissiponæ in unum convocandi ac conventuri sunt, instructi potestate ac auctoritate quæ peculiariter nunc in hoc ipso Diplomate deferretur, admitendi & sub examen vocandi, interitum quancunque actionem super immobilibus Bonis ac Debitis, tum in Jus etiam citandi reos, adversusque Actoribus Partem, ut obloquantur aut causam suam tuerentur, si possint, deferretur præterea illis Commissarius auctoritas quæ auditis contradictionibus, aut in non comparentibus adversus contumaces decernat juxta jura & æquitatem, nulla Judicii Forensis adhibita solemnitate, atque omni ambage litis protrahendæ prorsus amota, jura de plano dicant, curabunt quoque prædictus Rex ac Ordines ut re ipsa præstentur, ut quæ effectum suum omni ex parte habeat, quidquid per utriusque Partis Commissarios decerneretur ac pronuntiabitur. Tum ut Judicio calum, causam tenenti adversario confessum inde atque ex asse sustineat, Decreta ac Sententias Commissariorum per Ministros suos plenæ executioni ilico & sine mora mandabuntur. Si quid vero ad summam satisfactionis desiderabitur, Rex ipse atque Ordines spondebunt & fidem suam interponenti quemadmodum spondent fidemque interponunt, id omne suo ex arte inique impensum faciendum ac supplendum fore, si liquebit executionem neglectam aut extra consuetum & receptum ordinem delatam fuisse, quo minus Decreta Commissariorum effectum sortita sint. Si vero pari utrinque concurrente Jo-

dicum discrepantia ac dissensu suffragiorum fiat, ut actioni intentatae finis imponi à Commissariis non possit, tum iidem aut concordibus votis aut per majora Superarbitrum eligant, his vero etiam eo casu inter sese ita dissentientibus, ut eadem Superarbitri electio aut paribus votis, aut per majora suffragia absolvi nequeat, uti discrepantia inter illos forte dirimatur, utque post electionem Superarbitri, aut hoc aut illo modo factum, res per eundem unicum prædictis Commissariis resumatur, & vel per amicabilem compositionem vel decisione per majora vota terminetur.

XXVI. Conventum porro ac utrimque consensus est, ut Pax hæc & Transactio, omniaque & singula hisce Tabulis comprehensa, in optima legitimaque forma tam à præfato Lusitanæ Rege, quàm à prædictis Fœderatarum Provinciarum Ordinibus Generalibus, per patentes utriusque Partis Litteras, Sigillo magno munitas confirmentur ac rata habeantur, mutuaque Ratihabitionis instrumenta intra trium mensium spatium, ultro citroque extradantur, atque ut hæc Tabulæ post elapsos alios tres menses, à traditis & commutatis Ratihabitionum Instrumentis, forma locoque solitis promulgentur: In quorum omnium fidem & testimonium, nos extra Ordinem Legatus prædicti Regis Lusitanæ, & Commissarii dictorum Fœderati Belgu Ordinum, vi & vigore Litterarum Mandati ac Potestatis nobis à Superioribus nostris datarum, hosce Articulos manibus propriis subscripsimus, ac Sigillis nostris munivimus. Hagæ Comitum in Hollandia, die sexta mensis Augusti Anno millesimo sexcentesimo sexagesimo primo.

(L.S.) M. CONDE DE MIRANDA.

(L.S.) FL. CANT.

(L.S.) JOHAN DE WIT.

(L.S.) CHRIST. RODENBURGH.

(L.S.) E. S. VAN GLINSTR.

(L.S.) B. J. MULERT.

(L.S.) J. SCHULENBURGH.

Ce Traité a été ratifié par la Couronne de Portugal le 24. May 1672. & par Leurs Hautes Puissances le 24. Novembre 1672. Mais comme il survint quelques démêlez pour l'exécution des Articles pecuniaires de ce Traité, on en fit un autre, pour servir d'Explication à celui-ci, à la Haye le 31. Juillet 1679, qu'on peut consulter dans le grand Recueil des Traitez, & dans le Corps Diplomatique T. VII. Part. I.

[KKKK.]

1356. LA BULLE D'OR *publiée par l'Empereur Charles IV en 1356.* Traduction du Latin, dans Heiss Hist. de l'Empire.

*Au Nom de la Très-Sainte & Indivisible Trinité.
Ainsi soit-il.*

CHARLES, PAR LA GRACE DE DIEU, Empereur des Romains toujours Auguste & Roi de Bohême, à la mémoire perpétuelle de la chose. Tout Royaume divisé en soi-même sera désolé, & parce que ses Princes se sont fait compagnons de voleurs, Dieu a répandu parmi eux un esprit d'étonnement & de vertige, afin qu'ils marchent comme à tâtons en plein midi, de même que s'ils étoient au milieu des ténèbres, il a ôté leurs chandeliers du lieu où ils étoient, afin qu'ils soient aveugles & conducteurs d'aveugles. Et en effet ceux qui marchent dans l'obscurité se heurtent, & c'est dans la division que les aveugles d'entendement commettent des méchancetés. Dis, Orgueil, comment aurois-tu régné en Lucifer, si tu n'avois appelé la dissension à ton secours? Dis, Satan envieux, comment aurois-tu chassé Adam du Paradis, si tu ne l'avois détourné de l'obéissance qu'il devoit à son Créateur? Dis, Colère, comment aurois-tu détruit la République Romaine, si tu ne t'étois servi de la division pour armer Pompée & Jules à une guerre intestine, l'un contre l'autre? Dis, Luxure, comment aurois-tu ruiné les Troyens, si tu n'avois séparé Hélène d'avec son mari? Mais toi, Envie, combien de fois t'es-tu efforcée de ruiner par la division l'Empire Chrétien, que Dieu a fondé sur les trois Vertus Théologiques, la Foi, l'Espérance, & la Charité, comme sur une sainte & indivisible Trinité, vomissant le vieux venin de la dissension parmi les sept Electeurs, qui sont les colonnes & les principaux membres du saint Empire, & par l'éclat desquels le saint Empire doit être éclairé comme par sept flambeaux dont la lumière est fortifiée par l'union des sept dons du Saint Esprit? C'est pourquoi étant obligé, tant à cause du devoir que nous impose la dignité Impériale dont nous sommes revêtus, que pour maintenir notre droit d'Electeur en tant que Roi de Bohême, d'aller au devant des dangereuses suites que les divisions & dissensions pourroient faire naître à l'avenir entre les Electeurs dont nous sommes du nombre, Nous, après avoir meurement délibéré en notre Cour & Assemblée solennelle de Nuremberg, en présence de tous les Princes Electeurs, Ecclesiastiques & Seculiers, & autres Princes, Comtes, Barons, Seigneurs, Gentils-hommes & Villes, étant assis dans le Trône Impérial, revêtu des Habits Impériaux avec les ornements en main & la Couronne sur la tête, par
la

la plénitude de la Puissance Imperiale, avons fait & publié par cet Edit ferme & irrévocable les Loix suivantes, pour cultiver l'union entre les Electeurs, établir une forme d' Election unanime, & fermer tout chemin à cette division détestable & aux dangers extremes qui la suivent. Donne l'an du Seigneur mille trois cens cinquante six, Indiction neuvieme, le dixième Janvier, de nôtre regne le dixieme, & de nôtre Empire le second.

CHAPITRE PREMIER.

Comment & par qui les Electeurs doivent être conduits au lieu où se fera l' Election d'un Roi des Romains.

NOUS déclarons & ordonnons par le present Edit Imperial qui durera éternellement, de nôtre certaine science, pleine puissance, & Autorité Imperiale, que toutes les fois qu'il arrivera à l'avenir nécessité, ou occasion, d'élire un Roi des Romains pour être Empereur, & que les Electeurs suivant l'ancienne & louable coutume auront à faire voyage au sujet de telle Election, chaque Prince Electeur sera obligé, en étant requis, de faire conduire & escorter sûrement & sans fraude par ses pais, terres, & lieux, & plus loin même s'il peut, tous les Coelecteurs ou leurs députez vers la Ville où l' Election se devra faire, tant en allant qu'en retournant, sous peine de parjure, & de perdre (mais pour cette fois seulement) la voix & le suffrage qu'il devoit avoir dans cette Election, déclarant celui ou ceux, qui se seront rendus en ceci negligens ou rebelles, avoir encoré dès lors lesdites peines, sans qu'il soit besoin d'autre declaration que la presente.

§. 2. Nous ordonnons de plus & mandons à tous les autres Princes qui tiennent des Fiefs du saint Empire Romain, quelque nom qu'ils puissent avoir, comme aussi à tous Comtes, Barons, gens de guerre, & vassaux, tant Nobles que non Nobles, Bourgeois & Communautez de Bourgs, de Villes, & de tous autres lieux du saint Empire, qu'ils aient lors qu'il s'agira de proceder à l' Election d'un Roi des Romains pour être Empereur, à conduire & escorter sûrement & sans fraude, comme il a été dit par leurs territoires, & ailleurs le plus loin qu'il se pourra chaque Prince Electeur, ou les Deputez qu'il enverra à l' Election, pour lesquels aussi bien que pour lui, il leur aura demandé ou à aucun d'eux tel sauf conduit, & en cas que quelqu'un ait la presumption de contrevenir à nôtre presente Ordonnance, qu'il encoure aussi toutes les peines suivantes. savoir, en cas de contravention par les Princes, Comtes, Barons, Gentils-hommes, gens de guerre, & vassaux, la peine du parjure, & la privation de tous les Fiefs qu'ils tiennent du saint Empire Romain & de tous autres quelconques, comme aussi de toutes leurs autres possessions de quelque nature qu'elles soient, & à l'égard des Communautez & Bourgeois contrevenant à ce que dessus, qu'ils soient aussi réputez parjurs, & avec cela ils soient privés de tous les droits, libertez, privi-

privileges, & graces qu'ils ont obtenues du saint Empire, & encourtent en leurs personnes & en leurs biens le ban & la proscription Impenale; & c'est pourquoi nous les privons des a present, comme pour lors, le cas arrivant, de tous droits quelconques. Permettons aussi a tous & a chacun de courre sus aux proscrits, & de les attaquer, offenser, & outrager impunément d'autorité privée, sans pour ce demander autre perm. l'on des M-gistrats, ni avoir à craindre aucune punition de la part de l'Empire ou de quelqu'autre que ce soit; attendu que lesdits proscrits sont convaincus de crime & de felonnie envers la Republique, l'Etat, & la Dignité du saint Empire, & même contre leur honneur, & leur salut, aiant meprisé temerairement & comme rebelles, desobéissans, & traîtres, une chose si importante au bien public.

§. 3. Nous ordonnons & mandons aussi aux Bourgeois de toutes les Villes, & aux Communautéz, de vendre, ou faire vendre à chaque Electeur ou à leurs Deputez pour l'Élection, tant en allans qu'en retournans, à prix raisonnable, & sans fraude, les vivres & autres choses dont ils auront besoin pour eux & pour ceux de leur suite, le tout sous les mêmes peines ci-dessus mentionnées à l'égard desdits Bourgeois & Communautéz que nous déclarons par eux encourues de fait.

§. 4. Que si quelque Prince, Comte, Baron, homme de guerre, vassal, Noble, ou ignoble, Bourgeois, ou Communauté de Villes étoit assez temeraire pour apporter quelque empêchement ou tendre quelques embûches aux Electeurs ou à leurs Deputez, allans pour l'Élection du Roi des Romains ou en revenans, & les attaquer, offenser, ou inquieter en leurs personnes ou en celles de leurs domestiques & suite, ou même en leurs équipages, soit qu'ils eussent demandé le sauf conduit ordinaire, soit qu'ils n'eussent pas jugé à propos de le demander; Nous déclarons celui-là & tous ses complices avoir encouru de fait les susdites peines selon la qualité des personnes, ainsi qu'il est ci-dessus marqué.

§. 5. Et même si un Prince Electeur avoit quelque inimitié, différent, ou procès avec quelqu'un de ses collegues, cette querelle ne le doit point empêcher de donner, en étant requis, ladite conduite & escorte à l'autre ou à ses Deputez pour ladite Élection, à peine de parjure & de perdre sa voix d'Élection, pour cette fois la seulement, comme il a été dit ci-dessus.

§. 6. Comme aussi si les autres Princes, Comtes, Barons, gens de guerre, vassaux, Nobles & ignobles, Bourgeois, & Communautéz des Villes vouloient du mal a quelque Electeur ou a plusieurs, ou s'il y avoit quelque différent ou guerre entr'eux, ils ne laisseront pas, sans contradiction ou fraude aucune, de conduire & d'escorter le Prince Electeur, ou les Princes Electeurs, ou leurs Deputez, soit en allans au lieu où se devra faire l'Élection, soit en s'en retournans, s'ils veulent éviter les peines dont ils sont menacez par cet Edit, lesquelles ils encourront de fait au même tems qu'ils en useront autrement.

§. 7. Et pour une plus grande fermeté & plus ample assurance de toutes les choses ci-dessus mentionnées, Nous voulons & ordonnons que tous &

chacun les Princes Electeurs & autres Princes, Comtes, Barons, Nobles, Villes, ou leurs Communautés, promettent par lettres, & par serment toutes lesdites choses, & qu'ils s'obligent de bonne foi & sans fraude de les accomplir & mettre en effet; & que quiconque refusera de donner telles Lettres, encourra de fait les peines ordonnées pour être exécutées contre les refusans, selon la condition des personnes.

§. 8. Que si quelque Prince Electeur ou autre Prince relevant de l'Empire, de quelque qualité & condition qu'il soit, Comte, Baron, ou Gentilhomme, leurs successeurs ou héritiers tenant des Fiefs du saint Empire, refusent d'accomplir nos Ordonnances & Loix Imperiales ci-dessus & ci après écrites, ou qu'il eût la presumption d'y contrevenir si c'est un Electeur, que des lors les Coelecteurs l'excluent dorénavant de leur société, & qu'il soit privé de la voix pour l'Élection, & de la place, de la dignité, & du droit de Prince Electeur, & qu'il ne soit point investi des Fiefs qu'il tiendra du saint Empire. Et si c'est quelqu'autre Prince ou Gentilhomme, comme il a été dit, qui contrevienne à ces mêmes Loix, qu'il ne soit point non plus investi des Fiefs qu'il peut tenir de l'Empire, ou de qui que ce soit qu'il les tiennent, & cependant qu'il encourra des-lors les mêmes peines personnelles ci-dessus spécifiées.

§. 9. Et encore que nous entendions & ordonnons que tous Princes, Comtes, Barons, Gentilhommes, gens de guerre, vassaux, villes, & Communautés, soient obligés indifféremment de donner ladite escorte & conduite à chaque Electeur ou à ses Deputés, comme il a été dit, Nous avons toutefois estimé à propos d'assigner à chaque Electeur une escorte & des conducteurs particuliers selon les pays & les lieux où il aura à passer, comme il se verra plus amplement par ce qui suit.

§. 10. Premièrement, le Roi de Bohême, Archi-Evêque du saint Empire, sera conduit par l'Archevêque de Mayence, par les Evêques de Bamberg & de Wurzburg, par les Bourgraves de Nuremberg, par ceux de Hohenloe, de Wertheim, de Brunck, & de Hanau, & par les Villes de Nuremberg, de Rotembourg, & de Windesheim.

§. 11. L'Archevêque de Cologne, Archi-Chancelier du saint Empire en Italie, sera conduit par les Archevêques de Mayence, & de Trèves, par le Comte Palatin du Rhin, par le Landgrave de Hesse, par les Comtes de Catzenellenbogen, de Nassau, de Dietz, d'Isembourg, & de Falckenstein, & par les Villes de Wetzlar, de Geylnhausen, & de Friedberg.

§. 12. L'Archevêque de Trèves, Archi-Chancelier du saint Empire dans les Gaules & au Royaume d'Arles, sera conduit par l'Archevêque de Mayence, par le Comte Palatin du Rhin, par les Comtes de Spanheim & de Nassau, d'Isembourg, de Westerbourg, de Runckel, de Limbourg, de Dietz, de Catzenellenbogen, d'Eppenstein, & de Falckenstein, & par la Ville de Mayence.

§. 13. Le Comte Palatin du Rhin, Archi-Maitre du saint Empire sera conduit par l'Archevêque de Mayence.

§. 14. Le Duc de Saxe Archi-Maréchal du saint Empire sera conduit par le Roi

Roi de Bohême, les Archevêques de Mayence, & de Magdebourg, les Evêques de Bamberg, & de Wurtzbourg, le Marquis de Milne, le Landgrave de Hesse, les Abbés de Fulden, & de Hirschfeld, les Bourgraves de Nuremberg, ceux de Hohenloe, de Wertheim, de Brunec, de Hanau, & de Falckenstein, comme aussi par les Villes d'Erfort, Mulhausen, Nuremberg, Rottembourg, & Windesheim.

§. 15. Et tous ceux qui viennent d'être nommez, seront particulièrement tenus de conduire le Marquis de Brandebourg, Archi-Chambelan du saint Empire.

§. 16. Voulons en outre & ordonnons expressement, que chaque Prince Electeur, qui voudra avoir tel sauf conduit & escorte, le fasse dûement savoir à ceux par lesquels il voudra être conduit & escorté, leur indiquant le chemin qu'il prendra, afin que ceux qui sont ordonnez pour ladite conduite & qui en auront été ainsi requis, s'y puissent preparer commodement & assez à tems.

§. 17. Declaronz toutefois que les presentes Constitutions faites au sujet de ladite conduite doivent être entendues, en sorte que chacun des susnommez, ou tout autre qui n'a pas peut-être été ci-dessus denommé, à qui dans le cas susdit il arrivera d'être requis de fournir ladite conduite & escorte, soit obligé de la donner dans ses terres & pays seulement, & même au delà si loin qu'il le pourra, le tout sans fraude, sous les peines ci-dessus exprimées.

§. 18. Mandons & ordonnons de plus, que l'Archevêque de Mayence, qui tiendra alors le Siege, envoie les Lettres patentes par Couriers exprès à chacun desdits autres Princes, Electeurs, Ecclesiastiques & Seculiers ses collègues, pour leur intimer ladite Election, & que dans ces Lettres soit exprimé le jour & le terme dans lequel vraisemblablement elles pourront être rendues à chacun de ces Princes.

§. 19. Ces Lettres contiendront que dans trois mois, à compter du jour qui y sera exprimé, tous & chacuns les Princes Electeurs aient à se rendre à Francfort sur le Meyn en personne, ou à y envoyer leurs Ambassadeurs par eux autentiquement autorisez & munis de procuration valable signée de leur main & scellée de leur grand sceau, pour proceder à l'Election d'un Roi des Romains, futur Empereur.

§. 20. Or comment & en quelle forme ces sortes de Lettres doivent être dressées, & quelle solemnité y doit être observée inviolablement, en quelle forme & maniere les Princes Electeurs auront à dresser & faire leurs pouvoirs, mandemens, & procurations pour les Deputez qu'ils voudront envoyer à l'Election, cela se trouvera plus clairement exprimé à la fin de la presente Ordonnance, laquelle forme en cet endroit prescrite, ordonnons, de notre pleine puissance & autorité Imperiale, être en tout & par tout observée.

§. 21. Quand les choses seront venues à ce point que la nouvelle certaine de la mort de l'Empereur ou du Roi des Romains sera arrivée dans le Diocèse de Mayence: Nous commandons & ordonnons que deslors dans l'es-

pace d'un mois, à compter du jour de l'avis reçu de cette mort, l'Archevêque de Maïence par ses Lettres patentes en donne part aux autres Princes Electeurs, & fasse l'intimation dont il est ci-dessus parlé. Que si par hazard cet Archevêque négligeoit, ou apportoit de la lenteur, à faire ladite intimation, alors les autres Princes Electeurs de leur propre mouvement, sans même être appelés, & par la fidélité avec laquelle ils sont obligés d'assister le saint Empire, se rendront dans trois mois, ainsi qu'il a été dit, en ladite ville de Francfort, pour élire un Roi des Romains, futur Empereur.

§. 12. Or chacun des Princes Electeurs, ou ses Ambassadeurs, ne pourront entrer dans le tems de ladite Election en ladite ville de Francfort, qu'avec deux cents chevaux seulement, parmi lesquels ils pourra y avoir cinquante Cavaliers armés, ou moins s'il veut, mais non pas davantage.

§. 13. Le Prince Electeur ainsi appelé & invité à cette Election, & n'y venant pas, ou n'y envoyant pas ses Ambassadeurs avec ses Lettres-patentes scellées de son grand sceau, contenant un plein, libre, & entier pouvoir d'élire un Roi des Romains, ou bien y étant venu ou y ayant envoie à son défaut ses Ambassadeurs, si ensuite le même Prince ou lesdits Ambassadeurs se retiennent du lieu de l'Election, avant que le Roi des Romains futur Empereur eût été élu, & sans avoir substitué solennellement & laissé un Procureur légitime afin d'y agir pour ce que dessus, que pour cette fois il soit privé de la voix pour l'Election, & du droit qu'il y avoit, & qu'il a ainsi abandonné.

§. 14. Enjoignons & mandons aussi aux Bourgeois de Francfort, qu'en vertu du serment que Nous voulons qu'ils prêtent à cette fin sur les saints Evangiles, ils aient à protéger & à défendre avec tout soin, fidélité, & vigilance, tous les Princes Electeurs en general, & un chacun d'eux en particulier, ensemble leurs gens, & chacun des deux cents cavaliers qu'ils auront amenés en ladite ville, contre toute insulte & attaque, en cas qu'il arrivât quelque dispute ou querelle entr'eux, & ce envers & contre tous, à faute de quoi encourront la peine de parjure, avec perte de tous leurs droits, libertés, grâces, & indulgences qu'ils tiennent ou pourroient tenir du saint Empire, & seront dès aussitôt mis avec leurs personnes, & tous leurs biens au Ban Imperial. Et deslois, comme dès à présent, il sera loisible à tout homme de sa propre autorité, sans être obligé de recourir à aucun Magistrat d'attaquer impunément ces mêmes Bourgeois, que nous privons en ce cas dès à présent comme pour lors de tout droit, comme traîtres, infidèles, & rebelles à l'Empire, sans que ceux qui les attaqueroient pour ce sujet en doivent appréhender aucune punition de la part du saint Empire, ou d'aucune autre part.

§. 15. De plus lesdits Bourgeois de la ville de Francfort n'introduiront, & ne permettront sous quelque prétexte que ce soit de laisser entrer en leur ville, aucun étrangers de quelque condition ou qualité qu'il puisse être pendant tout le tems qu'on procédera à l'Election, à l'exception seulement des Princes Electeurs, leurs Deputés ou Procureurs, chacun desquels pourra faire entrer deux cents chevaux comme il a été dit.

§. 16. Mais

§. 26. Mais si après l'entrée des mêmes Electeurs ils se trouvoit dans la ville ou en leur présence quelque étranger, lesdits Bourgeois en conséquence du serment qu'ils auroient prêté pour ce sujet en vertu de la présente Ordonnance sur les saints Evangiles, comme il a été ci-devant marqué, seront obligés de le faire sortir incontinent & sans retardement, sous les mêmes peines ci-dessus prononcées contr'eux.

CHAPITRE II.

De l'Electiun du Roi des Romains.

§. 1. **A** P A R où que les Electeurs ou leurs Plenipotentiaires auront fait leurs Entrées en la ville de Francfort, ils se transporteront le lendemain du grand matin en l'Eglise de saint Barthelomi Apôtre, & là ils feront chanter la Messe du saint Esprit, & y assisteront tous jusqu'à la fin, afin que le même saint Esprit éclairant leurs cœurs, & répandant en eux la lumière de la vertu, ils puissent être fortifiés de son secours pour élire Roi des Romains & futur Empereur un homme juste, bon, & utile pour le salut du Peuple Chrétien.

§. 2. Aussi-tôt après la Messe, tous les Electeurs ou les Plenipotentiaires s'approcheront de l'Autel, où la Messe aura été célébrée, & là les Princes Electeurs Ecclesiastiques, l'Evangile de saint Jean, *In principio erat Verbum*, &c. étant exposé devant eux, mettront leurs mains avec reverence sur la poitrine, & les Princes Electeurs seculiers toucheront réellement de leurs mains ledit Evangile, à quoi tous avec toute leur famille assisteront non armés. Et alors l'Archevêque de Mayence leur présentera la Forme du Serment, & lui avec eux, & eux ou les Plenipotentiaires des absens avec lui prêteront le Serment en cette maniere.

§. 3. *Je N. Archevêque de Mayence, Archechancelier du saint Empire en Allemagne, & Prince Electeur, jure sur ces saints Evangiles ici mis devant moi, par la foi avec laquelle je suis obligé à Dieu, & au saint Empire Romain, que selon tout mon discernement & jugement. avec l'aide de Dieu, je veux être un Chef temporel au Peuple Chrétien, c'est à dire au Roi des Romains futur Empereur qui soit digne de l'être autant que par mon discernement & mon jugement je le pourrais connoître, & sur la même foi je donnerai mon voix & mon suffrage en ladite Election sans aucun paité ni esperance d'intérêt, de récompense, ou de promesse, ou d'aucune chose semblable de quelque maniere qu'elle puisse être appelée. Ainsi Dieu m'aide, & tous les Saints.*

§. 4. Après avoir prêté Serment en la forme & maniere susdite, les Electeurs, ou les Ambassadeurs des absens, procederont à l'Electiun, & dès-lors ils ne sortiront plus de la ville de Francfort, qu'auparavant ils n'aient à la pluralité des voix élu & donné au Monde, ou au Peuple Chrétien, un Chef temporel, à savoir un Roi des Romains futur Empereur.

§. 5. Que s'il differoient de le faire dans trente jours consecutifs, à compter

du jour qu'ils auront prêté le serment, alors les trente jours expirez ils n'auront pour nourriture que du pain & de l'eau, & ne sortiront pas de ladite ville qu'auparavant tous ou la plus grande partie d'eux n'aient élu un Conducteur ou Chef temporel des Fidèles, comme il a été dit.

§. 6. Or après que les Electeurs ou le plus grand nombre d'eux l'auront ainsi élu dans le même lieu, cette Election tiendra, & sera reputée comme si elle avoit été faite par tous unanimement sans contradiction d'aucun.

§. 7. Et si quelqu'un des Electeurs ou desdits Ambassadeurs avoit tardé quelque peu de tems à arriver à Francfort, & que toutefois il y vint avant que l' Election fût achevée, Nous voulons qu'il soit admis à l' Election en l'état qu'elle se trouvera lors de son arrivée.

§. 8. Et d'autant que par une Coûtume ancienne, approuvée & louable, tout ce qui est ci-dessus écrit a été invariablement observé jusqu'à présent, Nous, pour cette raison, voulons & ordonnons, de nôtre pleine puissance & autorité Imperiale, qu'à l'avenir celui qui de la manière susdite aura été élu Roi des Romains, aussi-tôt après son Election, & avant qu'il puisse se mêler de l'administration des autres affaires de l'Empire, confirme & approuve sans aucun delay par ses Lettres & son Seau à tous & chacuns les Princes Electeurs, Ecclesiastiques, & Seculiers, comme aux principaux Membres de l'Empire, tous leurs privileges, lettres, droits, libertez, immunitez, concessions, anciennes coûtumes & dignitez, & tout ce qu'ils ont obtenu & possédé de l'Empire jusques au jour de son Election, & qu'après qu'il aura été couronné de la Couronne Imperiale, il leur confirme de nouveau toutes les choses susdites.

§. 9. Cette Confirmation sera faite par le Prince élu à chacun des Princes Electeurs en particulier, premierement sous le nom de Roi, & puis renouvelée sous le titre d'Empereur; & sera tenu ledit Prince élu d'y maintenir sans fraude & de son bon mouvement les mêmes Princes en general, & chacun d'eux en particulier, bien loin de leur y donner aucun trouble ou empêchement.

§. 10. Voulons enfin & ordonnons, qu'en cas que trois Electeurs presens, ou les Ambassadeurs des absens, élisent un quatrieme d'entr'eux, savoir un Prince Electeur present ou absent Roi des Romains, la voix de cet élu, s'il est present, ou la voix de ses Ambassadeurs, s'il étoit absent, ait sa vigueur, & augmente le nombre & la plus grande partie des élus, à l'insus des autres Princes Electeurs.

CHAPITRE III.

De la Séance des Archevêques de Trèves, de Cologne, & de Mayence.

Au nom de la sainte & indivisible Trinité, & à notre plus grand honneur. Ainsi soit-il.

CHARLES quatrième, par la grace de Dieu Empereur des Romains toujours Auguste, & Roi de Bohême, à la mémoire perpétuelle de la chose.

§. 1. L'union & la concorde des vénérables & illustres Princes Electeurs fut l'ornement & la gloire du saint Empire Romain, l'honneur de la Majesté Impériale, & l'avantage des autres Etats de cette République, dont ces Princes soutiennent l'édifice sacré comme en étant les principales colonnes par leur piété égale à leur prudence. Ce sont eux aussi qui forment le bras de la puissance Impériale; l'on peut dire que plus le noeud de leur Amitié mutuelle s'étend, plus le Peuple Chrétien jouit abondamment de toutes les commoditez qu'apportent la paix & la tranquillité.

§. 2. C'est pourquoi, pour dorénavant prévenir les disputes & les jalousies qui pourroient naître entre les vénérables Archevêques de Mayence, de Cologne, & de Trèves, Princes Electeurs du saint Empire, à cause de la primauté ou du rang qu'ils doivent avoir pour leurs Séances dans les Assemblées Impériales, & Royales, & faire en sorte qu'ils demeurent entr'eux dans un état tranquille de cœur & d'esprit, & puissent travailler unanimement & employer tous leurs soins aux affaires, & aux avantages du saint Empire, pour la consolation du Peuple Chrétien; Nous avons par délibération, & par le Conseil de tous les Electeurs, tant Ecclesiastiques que Seculiers, arrêté & ordonné, arrêtons & ordonnons, de notre pleine puissance & autorité Impériale par ce présent notre Edit perpétuel & irrévocable, que lesdits vénérables Archevêques aient Séance, savoir celui de Trèves vis à vis la face de l'Empereur, celui de Mayence, soit en son diocèse & en sa Province, soit même hors de sa Province dans l'étendue de sa Chancellerie Allemande (excepté en la Province de Cologne seulement) à la main droite de l'Empereur; ainsi que l'Archevêque de Cologne l'aura en sa Province, & en son Diocèse, & hors de sa Province en toute l'Italie, & en France, à la main droite de l'Empereur; & ce en tous les actes publics Impériaux, de même qu'aux jugemens, collations, & investitures des fiefs, feldens, conseils, & en toutes leurs autres Assemblées où il s'agira & se traitera de l'honneur & du bien de l'Empire Romain. Voulant que cet ordre de Séance soit observé entre lesdits Archevêques de Cologne, de Trèves, & de Mayence, & leurs successeurs à perpétuité, sans que l'on puisse à jamais y apporter aucun changement ou y former aucune contestation.

CHAPI-

CHAPITRE IV.

Des Princes Electeurs en commun.

§. 1. **O**RDONNONS aussi que toutes les fois que l'Empereur ou le Roi des Romains se trouvera assis dans les Assemblées Imperiales, soit au Conseil, à Table, ou en toute autre rencontre avec les Princes Electeurs, le Roi de Boheme comme Prince couronné & sacré occupe la premiere place immédiatement après l'Archevêque de Mayence ou celui de Cologne, savoir après celui d'eux deux qui pour lors selon la qualité des lieux & variété des Provinces sera assis au côté droit de l'Empereur ou du Roi des Romains, suivant la teneur de son privilege; & que le Comte Palatin occupe après lui la seconde place du même côté droit; qu'au côté gauche le Duc de Saxe occupe la premiere place après l'Archevêque qui sera assis à la main gauche de l'Empereur; & que le Marquis de Brandebourg se mette après le Duc de Saxe.

§. 2. Toutes & quantes fois que le saint Empire viendra à vaquer, l'Archevêque de Mayence aura le pouvoir qu'il a eu d'ancienneté d'inviter par Lettres les autres Princes ses confreres de venir à l'Electiion.

§. 3. Tous lesquels, ou ceux d'entr'eux qui auront pû ou voulu assister à ladite Electiion, étant assemblez pour y proceder, ce sera à l'Electeur de Mayence, & non à un autre, de recueillir particulièrement les voix de ses Coelecteurs en l'ordre suivant.

§. 4. Il demandera premierement l'avis à l'Archevêque de Trêves, à qui nous declaronz que le premier suffrage appartient, aussi que nous avons trouvé qu'il lui avoit appartenu jusqu'à présent; secondement à l'Archevêque de Cologne, à qui appartient l'Honneur & l'Office de mettre le premier le Diadème sur la Tête du Roi des Romains; troisièmement au Roi de Boheme qui tient la primauté par l'éminence, le droit, & le merite de sa Dignité Royale entre les Electeurs Laiques; en quatrième lieu, au Comte Palatin du Rhin; en cinquième lieu, au Duc de Saxe; & en sixième lieu, au Marquis de Brandebourg. L'Archevêque de Mayence ayant ainsi, & en l'ordre susdit, recueilli les suffrages de tous, sera entendre aux Princes ses confreres & leur découvrir ses intentions, & à qui il donne sa voix, en étant par eux requis.

§. 5. Ordonnons aussi qu'aux Ceremonies des Festins Imperiaux, le Marquis de Brandebourg donnera l'eau à laver les mains à l'Empereur ou au Roi des Romains; le Roi de Boheme lui donnera la premiere fois à boire, (lequel service toutefois il ne sera pas tenu de rendre avec la Couronne Royale sur la tête, conformément aux Privileges de son Royaume, s'il ne le veut de sa propre & libre volonté;) le Comte Palatin du Rhin sera tenu d'apporter la viande; & le Duc de Saxe exercera la charge d'Archi-Maréchal, comme il a accoutumé de faire de toute ancienneté.

CHAPI-

CHAPITRE V.

Du Droit du Comte Palatin du Rhin, & du Duc de Saxe.

§. 1. **D**E plus, toutes les fois que le saint Empire viendra à vaquer, comme il est dit, l'Illustre Comte Palatin du Rhin, Archi-Maitre du saint Empire Romain, sera Proviseur ou Vicare de l'Empire dans les parties du Rhin & de la Suabe, & de la Jurisdiction de Franconie, à cause de sa Principauté ou du Privilege du Comté Palatin, avec pouvoir d'administrer la Justice, de nommer aux Benefices Ecclesiastiques, de recevoir le Revenu de l'Empire, d'investir des Fiefs, & de recevoir les foi & hommages de la part & au nom du saint Empire, toutes lesquelles choses toutefois seront renouvelées en leurs tems par le Roi des Romains après élu, auquel les foi & hommages devront être de nouveau prêtes, à la réserve des Fiefs des Princes, & de ceux qui se donnent ordinairement avec l'étendart, dont nous reservons spécialement l'Investiture & la Collation à l'Empereur seul, ou au Roi des Romains. Le Comte Palatin saura toutefois, qu'il lui est defendu expressement d'aliener ou d'engager aucune chose appartenant à l'Empire pendant le tems de son Administration ou Vicariat.

§. 2. Et Nous voulons que l'Illustre Duc de Saxe, Archi-Maréchal du saint Empire jouisse du même Droit d'Administration dans les lieux où le Droit Saxon est observé, en toutes les mêmes manieres, & conditions qui sont ci-dessus spécifiées.

§. 3. Et quoique par une coutume fort ancienne il ait été introduit que l'Empereur ou le Roi des Romains est obligé de répondre dans les causes intentées contre lui par devant le Comte Palatin du Rhin, Archi-Maitre, Prince Electeur du saint Empire, ledit Comte Palatin ne pourra toutefois exercer cette Jurisdiction qu'en la Cour Imperiale où l'Empereur ou le Roi de Romains sera present en personne, & non ailleurs.

CHAPITRE VI.

De la Comparaison des Princes Electeurs avec les autres Princes communs.

NOus ordonnons qu'en toutes les ceremonies & assemblées de la Cour Imperiale qui se feront d'orenavant & à l'avenir, les Princes Electeurs Ecclesiastiques & seculiers tiendront invariablement leurs places à droite & à gauche selon l'ordre & la maniere prescrite, & que nul autre Prince de quelque état, dignité, préeminence, ou qualité qu'il soit, ne leur puisse être ou à aucun d'eux preferé en aucunes actions quelconques qui regardent

les assemblées Impériales, soit en marchant, seant, ou demeurant debout, avec cette condition expresse, que le Roi, de Bohême nommément précédera invariablement dans toutes & chacunes les actions & célébrations susdites des assemblées Impériales tout autre Roi, quelque dignité ou prérogative particulière qu'il puisse avoir, & pour quelque cause ou cas qu'il y puisse venir ou assister.

CHAPITRE VII.

De la Succession des Princes Electeurs.

Au Nom de la sainte & indivisible Trinité, & à notre plus grand honneur. Ainsi soit-il.

CHARLES quatrième, par la grace de Dieu, Empereur des Romains toujours Auguste & Roi de Bohême, à la mémoire perpétuelle de la chose.

§. 1. Parmi les soins innombrables que nous apportons journellement pour mettre en un état heureux le saint Empire où nous présidons par l'assistance du Seigneur, notre principale application est à faire fleurir & à entretenir toujours parmi les Princes Electeurs du saint Empire une union salutaire & une concorde & charité sincère, étant certain que leurs conseils sont d'autant plus utiles au monde Chrétien, qu'ils se trouvent éloignés de toute erreur, que la charité regne plus purement entr'eux, que tout doute en est banni, & que les droits d'un chacun sont clairement déclarés & spécifiés. Certes, il est généralement manifeste & notoire à tout le monde, que les illustres, le Roi de Bohême, le Comte Palatin du Rhin, le Duc de Saxe & le Marquis de Brandebourg, le premier en vertu de son Royaume & les autres en vertu de leurs Principautés, ont Droit, Voix, & Séance en l'Election du Roi des Romains futur Empereur, avec les Princes Ecclesiastiques leurs Coelecteurs, avec lesquels ils sont tous reputés, comme ils sont en effet, vrais & legitimes Princes Electeurs du saint Empire.

§. 2. Néanmoins, afin qu'à l'avenir on ne puisse susciter aucun sujet de scandale & de division entre les fils de ces Princes Electeurs seculiers touchant lesdits droit, voix, & faculté d'Election, & qu'ainsi le bien public ne court aucun risque d'être retardé ou troublé par des delays dangereux, Nous, avec l'aide de Dieu désirant en prévenir les perils à venir.

§. 3. Statuons & ordonnons de notre puissance & autorité Impériale, par la présente Loi perpétuelle, que cas avenant que lesdits Princes Electeurs seculiers & quelqu'un d'eux vienne à deceder, le droit, la voix, & le pouvoir d'élire sera devolu librement & sans contradiction de qui que ce soit à son fils aîné legitime & laïque, & en cas que l'aîné ne fût plus au monde, au fils de l'aîné semblablement laïque.

§. 4. Et si ledit fils aîné venoit à mourir sans laisser d'enfants mâles legitimes.

mes laïques, le droit, la voix, & le pouvoir de l'élection seront dévolus en vertu du présent Edit à son frere puiné descendu en ligne directe legitime paternelle, & ensuite au fils aîné laïque de celui-ci.

§. 5. Cette succession des aînez & des heritiers de ces Princes sera perpétuellement observée en ce qui regarde le droit, la voix, & le pouvoir susdit.

§. 6. A cette condition, & en sorte toutefois, que si le Prince Electeur ou son fils aîné, ou le fils puiné laïque, venoit à deceder laissant des heritiers mâles legitimes laïques mineurs, le plus âgé frere de ce defunt aîné sera tuteur & administrateur desdits mineurs, jusqu'à ce que l'aîné d'entr'eux ait atteint l'âge legitime, lequel âge en un Prince Electeur voulons & ordonnons être à toujours de dix-huit ans accomplis; & lors que l'Electeur mineur aura atteint cet âge, son tuteur ou administrateur sera tenu de lui remettre incontinent & entièrement le droit, la voix, & le pouvoir avec l'office d'Electeur, & generalement tout ce qui en dépend.

§. 7. Et si quelqu'une de ces Principautez venoit à vaquer au profit de l'Empire, l'Empereur ou le Roi des Romains d'alors en pourra disposer comme d'une chose devolue legitiment à lui & au saint Empire.

§. 8. Sans préjudice néanmoins des privileges, droits, & coutumes de notre Royaume de Boheme, pour ce qui regarde l'Electon d'un nouveau Roi en cas de vacance, en vertu desquels les regnicoles de Boheme peuvent élire un Roi de Boheme suivant la coutume observée de tout tems, & la teneur desdits privileges obtenus des Empereurs ou Rois nos predecesseurs, auxquels privileges nous n'entendons nullement préjudicier par la presente Sanction Imperiale; au contraire, ordonnons expressement, que nôtre dit Royaume y soit maintenu, & que ses privileges lui soient conservez à perpetuité, selon leur forme & teneur.

CHAPITRE VIII.

De l'Immunité du Roi de Boheme, & des Habitans dudit Royaume.

§. 1. **C**OMME les Empereurs & Rois nos predecesseurs ont accordé aux illustres Rois de Boheme nos ayeuls & predecesseurs, aussi bien qu'au Royaume & à la Couronne de Boheme, le privilege qui par grace a été accordé & qui a eu son effet dans ledit Royaume, sans interruption depuis un tems immemorial, par une louable coutume incontestablement observée pendant tout ce tems & prescrite par l'usage sans contradiction & interruption aucune, qui est, qu'aucun Prince, Baron, Noble, Homme de guerre, Vassal, Bourgeois, Habitans, Paisans & autre personne de ce Royaume & de ses appartenances, de quelque état, dignité, prééminence, ou condition qu'il puisse être, ne puisse, pour quelque cause ou sous quelque pre-

texte ou par quelque personne que ce soit, être adjourné & cité hors le Royaume & pardevant d'autre Tribunal que celui du Roi de Bohême & des Juges de la Cour Royale; Nous, desirans renouveler & confirmer ledit indult, usage, & privilege; Ordonnons de nôtre autorité & pleine puissance Imperiale par cette constitution perpetuelle & irrevocable à toujours, que si non-obstant ce privilege, coûtume, & indult, quelque Prince, Baron, Noble, Vassal, Bourgeois ou Paisan, ou quelque autre personne susdite étoit citée ou adjournée à quelque Tribunal que ce fût hors du Royaume, pour cause quelconque, civile, criminelle, ou mixte, il ne soit nullement tenu d'y comparoitre & d'y repondre en aucun tems en personne ou par procureur; & si le Juge étranger & qui ne demeure point dans le Royaume, quelque autorité qu'il ait, ne laisse pas de proceder contre les défailans ou le non comparant, & de passer outre jusques à jugement interlocutoire ou définitif, & de rendre une ou plusieurs sentences dans les causes & affaires susdites de quelque maniere que ce soit: Nous declérons de nôtre autorité & pleine puissance Imperiale toutes lescdites citations, commandemens, procedures, sentences, & executions faites en consequence généralement quelconques, nulles, & de nul effet, sans qu'il puisse être rien executé ou attenté au prejudice de ce privilege.

§. 2. Surquoi Nous ajoutons expressement & ordonnons par cet Edit Imperial, perpetuel, & irrevocable de la même pleine puissance & autorité, que comme dans ledit Royaume de Bohême il a été toujours & de tems immemorial observé qu'il n'étoit permis à aucun Prince, Baron, Noble, Homme de guerre, Vassal, Citoyen, Bourgeois, Paisan, ou tout autre Habitant du Royaume de Bohême susdit, de quelque état, prééminence, dignité, ou condition qu'il soit, d'appeller à tout autre tribunal de quelconques procedures, sentences interlocutoires & définitives, mandemens ou jugemens du Roi de Bohême ou de ses Juges: comme aussi de l'exécution desdites sentences & jugemens rendus contre aucun d'eux par le Roi ou par les Tribunaux du Roi, du Royaume & des autres Juges susdits, & s'il arrive qu'au prejudice de ce l'on interjette de tels appels, qu'ils soient declarez nuls, & que les appellans encourrent dès lors réellement & de fait la peine de leur cause.

CHAPITRE IX.

Des mines d'or, d'argent, & autres métaux.

NOUS ordonnons par la presente Constitution perpetuelle & irrevocable, & declérons de nôtre science, que nos successeurs Rois de Bohême, comme aussi tous & chacuns les Princes Electeurs Ecclesiastiques & Seculiers presens & à venir, pourront justement & legitiment avoir & posséder toutes les mines & manieres d'or, d'argent, d'étain, de cuivre, de fer:

fer, & de plomb, & de toutes sortes d'autres métaux; comme aussi les salines decouvertes ou qui se decouvriront avec le tems en nôtre dit Royaume, & dans les terres & Pais sujets audit Royaume, de même que lefdits Princes dans leurs Principautez, terres, domaines, & appartenances, avec tous droits sans en excepter aucun, comme ils peuvent ou ont accoutumé de les posseder. Pourront aussi donner retraite aux Juifs & recevoir à l'avenir les droits & les peages établis par le passé, tout ainsi qu'il a été jusqu'à present observé & pratiqué legitiment par nos predecesseurs Rois de Boheme d'heureuse memoire, & par les Princes Electeurs, & leurs predecesseurs, suivant l'ancienne, louable, & approuvée coutume & le cours d'un tems immemorial.

C H A P I T R E X.

De la Monnoye.

§. 1. **N**OUS ordonnons de plus, que le Roi de Boheme, qui après nous succedera à ce Royaume, pourra pendant le tems de son regne faire battre monnoye d'or & d'argent en tous les endroits & lieux de son Royaume ou terres en dependantes, qu'il lui plaira, & ordonnera, dans la forme & maniere jusqu'à present observée dans ledit Royaume, ainsi que de tout tems il a été loisible à nos predecesseurs Rois de Boheme de faire, suivant la possession continuelle qu'ils ont de ce droit. Voulons & ordonnons aussi par la presente constitution Imperiale & grace perpetuelle, que les Rois de Boheme puissent acheter & acquerir des autres personnes des châteaux, terres, & heritages de quelque nature qu'ils puissent être, en recevoir en don & par engagement, à condition qu'ils seront tenus de les laisser en la même nature qu'ils les auront trouvez, fiefs comme fiefs, franc-allen comme tel, &c. en sorte toutefois que des biens que les Rois de Boheme auront ainsi acquis ou reçus, & qu'ils auront jugé à propos d'unir au Royaume de Boheme, ils seront obligez d'en payer les redevances ordinaires & accoutumées qui en étoient dues à l'Empire.

§. 2. Laquelle presente Constitution & Grace nous étendons aussi en vertu de notre presente Loi Imperiale à tous les Princes Electeurs, tant Ecclesiastiques que Seculiers, & à leurs Successeurs & legitimes heritiers, aux charges & conditions ci-dessus prescrites.

C H A P I T R E XI.

De l'Electiion des Princes Electeurs.

§. 1. **O**R DONNONS aussi, que les Comtes, Barons, Nobles, Feudataires, Vassaux, Officiers, Gens de guerre, Citoyens, Bourgeois & toutes autres personnes, de quelque état, dignité, & condition qu'elles soient,

VVV V 3.

soient, qui seront sujets des Eglises de Cologne, Mayence, & Trèves, ne devront ni ne pourront à l'avenir, comme ils n'ont pu ni dû par le passé être cités, tirés, ni traduits hors le territoire ni les termes & limites de la Jurisdiction desdites Eglises & de leurs dépendances, à l'instance de quelque demandeur que ce soit, ni obligés de comparoître en Justice par devant d'autres Tribunaux & Juges, que par devant les Juges ordinaires des Archevêques de Mayence, de Trèves, & de Cologne, comme nous trouvons que de tout tems il a été ainsi observé.

§. 2. Et s'il arrivoit que, nonobstant notre présente Constitution, quelqu'un des sujets des Eglises de Trèves, de Mayence, & de Cologne, fût adjourné ou cité pour quelque cause que ce soit, civile, criminelle, ou mixte, ou autre affaire pardevant quelque autre Juge hors des territoires, termes, & limites desdites Eglises ou d'aucunes d'icelles, celui qui aura été cité ne sera nullement tenu de comparoître ou de répondre, déclarant la citation, les procédures, & sentences interlocutoires ou définitives rendues ou à rendre contre les défaillans par tels Juges qui seront hors du ressort desdites Eglises, & tout ce qui s'en seroit ensuivi par execution ou autre attentat, nul & de nul effet.

§. 3. A quoi nous ajoutons expressement que les Comtes, Barons, Fendataires, Nobles, Vassaux, Officiers, Gens de guerre, Citoyens, Paysans & tous autres Sujets desdites Eglises, de quelque état, dignité, ou condition qu'ils soient, ne pourront pas appeller des procédures, sentences interlocutoires & définitives, ou mandemens desdits Archevêques & de leurs Eglises ou de leurs Officiaux, aux Juges séculiers, non plus que des exécutions faites ou à faire en conséquence contr'eux dans la Jurisdiction de l'Archevêque ou desdits Officiaux, à quelque autre Tribunal que ce soit, pendant que la Justice ne sera point déniée aux complaignans dans les Tribunaux desdits Archevêques & de leurs Officiaux; faisons défense à tous autres Juges de recevoir semblables appellations & les déclarons nulles & sans effet.

§. 4. Mais, en cas de déni de justice, nous permettons à tous les susnommez à qui la Justice aura été déniée, d'appeller, non pas indifféremment à tout autre Juge ordinaire ou subdélégué, mais immédiatement au Tribunal de la Cour Impériale, & au Juge qui y présidera alors, cassant & annullant toutes les procédures qui auront été faites ailleurs au préjudice de cette Constitution.

§. 5. Laquelle en vertu de notre présente Loi Impériale nous étendons aussi aux illustres Comte Palatin du Rhin, Duc de Saxe, & Marquis de Brandebourg, Princes Electeurs Séculiers ou Laïques & à leurs successeurs héritiers & sujets en la même forme & manière que dessus.

CHAPITRE XII.

De l'Assemblée des Princes Electeurs.

*Au Nom de la sainte & indivisible Trinité, & à notre plus grand bonheur.
Ainsi soit-il.*

CHARLES quatrième, par la grace de Dieu, Empereur des Romains toujours Auguste, & Roi de Bohême, à la mémoire perpétuelle de la chose. Parmi les divers soins qui occupent continuellement notre esprit pour le bien public, notre Haute Impériale a considéré que les Princes Electeurs du saint Empire, qui en sont les bases solides & les colonnes immobiles, ne pouvant pas avoir commodément communication ensemble, à cause de leur trop grand éloignement les uns des autres, il est nécessaire que pour le bien & le salut du même Empire ils s'assembleront plus souvent que de coutume, afin que comme ils sont informés des abus & désordres qui regnent dans les Provinces qui leur sont conues, ils puissent en faire rapport, & en conférer ensemble, & aviser aux moyens d'y apporter le remède par leurs salutaires conseils, & leur sage prévoyance.

§. 2. C'est pourquoi, dans notre Cour solennelle, tenue par notre Haute à Nuremberg avec les vénérables Princes Electeurs Ecclesiastiques, & les illustres Princes Electeurs Seculiers, & plusieurs autres Princes & grands Seigneurs, après une mûre délibération avec les mêmes Princes Electeurs, & de leurs avis pour le bien & le salut commun, Nous avons jugé à propos avec lesdits Princes Electeurs, tant Ecclesiastiques que Seculiers, d'ordonner qu'à l'avenir les mêmes Princes Electeurs s'assembleront en personne une fois l'an, en une de nos Villes Impériales, quatre semaines consécutives après la Fête de Pâques, & que pour la présente année au même tems prochainement venant, il sera célébré par Nous & les mêmes Princes une Conférence, Cour, ou Assemblée de cette sorte, en notre ville Impériale de Metz; & alors en l'un des jours de la tenue de ladite Assemblée, il sera par Nous & de leurs avis nommé un lieu auquel ils auront à s'assembler l'année suivante. Et cette présente Constitution ne durera que tant qu'il plaira à Nous & à eux; &, pendant qu'elle aura lieu, Nous prenons en notre protection & sauvegarde lesdits Princes Electeurs, tant en venant en notre Cour qu'en y sejourant, & s'en retournant.

§. 3. Et afin que la négociation & l'expédition des affaires communes concernant le salut & le repos public, ne soient point retardées par les Festins qui se font ordinairement en semblables Assemblées, Nous ordonnons aussi, de leur consentement unanime, que pendant lesdites Assemblées il ne sera loisible à qui que ce soit de faire aucun Festin général aux Princes, mais bien des repas particuliers qui n'apportent point d'empêchement à l'expédition des affaires, & cela même avec modération.

CHA-

C H A P I T R E XIII.

De la Révocation des Privilèges.

STATUONS & déclarons aussi, par nôtre présent Edit Imperial, perpetuel, & irrevocable, que tous les Privilèges & toutes Lettres de concession que Nous ou les Empereurs & Rois des Romains nos predecesseurs de glorieuse memoire aurons oëtroyez de nôtre propre mouvement, ou d'une autre maniere, sous quelques termes que ce pût être, ou que Nous, ou nos successeurs Empereurs & Rois pourroient à l'avenir accorder à qui que ce soit, & de quelque Etat, prééminence, ou condition qu'il soit, même aux Villes, Bourgs, ou Communautez de quelques lieux que ce soit, pour des droits, graces, immunitéz, coûtumes, ou autre chose, ne pourront prejudicier, ni déroger, aux libertez, juridictions, droits, honneurs, & Seigneuries des Princes Electeurs du saint Empire Ecclesiastiques & Seculiers, ni d'aucun d'eux; encore que dans lesdits privileges, & lesdites lettres accordées, comme dit est, en faveur de quelques personnes, que ce soit, & de quelque prééminence, dignité, & état qu'elles soient, ou desdites Communautéz, il fût expressement porté qu'elles ne pourroient être revoquées; si ce n'est en cas qu'on eût spécialement, & de mot à mot inseré dans tout le corps & contenu desdites lettres cette clause de non revocation; lesquels privileges & lettres, entant qu'ils préjudicient & dérogent en quelques choses aux libertez, juridictions, droits, honneurs, & Seigneuries desdits Princes Electeurs, ou d'aucun d'eux, Nous avons de nôtre certaine science, pleine puissance, & autorité Imperiale revoquez & cassez, revoquons & cassons, entendons, & tenons pour revoquez & cassez par ces presentes.

C H A P I T R E XIV.

De ceux auxquels on ôte les biens fodeaux comme en étant indignes.

ET d'autant qu'en plusieurs lieux de l'Empire les vassaux & feudataires font à contre-tems & malicieusement une resignation ou desistement verbal des Fiefs qu'ils tiennent de leurs Seigneurs, pour avoir lieu après ladite resignation de les desier, & de leur declarer la guerre, & sous pretexte d'une hostilité ouverte pouvoir attaquer, envahir, occuper, & recevoir lesdits Fiefs & Terres au prejudice des mêmes Seigneurs; Nous ordonnons par cette Constitution perpetuelle, que telles & semblables resignations ou renonciations seront reputées comme non faites, si elles ne sont faites librement & réellement, & si les Seigneurs ne sont mis en possession corporelle & réelle desdits Fiefs, enforte que ces faiseurs de défi ne troublent jamais ou par eux ou

ou par d'autres, & ne donnent conseil, faveur, & assistance à quelqu'un pour troubler ou inquiéter leurs Seigneurs dans les fiefs ou bénéfices qu'ils auront resignez. Voulons que ceux qui feront le contraire & attaquront leurs Seigneurs dans leurs bénéfices & fiefs resignez ou non resignez en quelque manière que ce soit, ou les troubleront, ou endommageront, ou prêteront conseil, assistance, ou faveur à ceux qui commettront semblables attentats, perdent en même-tems, & par cela même, lesdits fiefs & bénéfices, & soient declarez infames, & mis au Ban de l'Empire, sans qu'ils puissent jamais rentrer sous quelque pretexte que ce soit dans lesdits fiefs & bénéfices; & sans qu'on les leur puisse de nouveau en aucune manière conferer: declarant, que la concession ou l'investiture qu'on leur en pourroit avoir donnée ensuite, contre la presente Constitution, soit sans aucun effet. Ordonnons en dernier lieu, que ceux ou celui qui oseront ou osera agir frauduleusement contre leur Seigneur, ou son Seigneur, & les iront attaquer de dessein premedité, sans avoir fait ladite resignation, soit que le défi ait été fait ou non fait, encourent par cela même lesdites peines en vertu de la presente Sanction.

CHAPITRE XV.

Des Conspirations.

§. 1. **N**ous desaprouvons aussi, condamnons, & de nôtre certaine science declarons nulles toutes conspirations, conventicules, societies illicites, detestées & deffendues par les Loix, dans & hors des Villes, entre ville & ville, entre particulier & particulier, entre ville & particulier, sous pretexte de parenté, de Bourgeoise, ou telle autre couleur qu'elle puisse être: comme aussi toutes Confederations & Pactes, & toutes coutumes sur ce introduites, que nous tenons plutôt pour corruption; lesquelles les villes ou personnes, de quelque dignité, condition, ou état qu'elles puissent être, auroient fait jusqu'à present, ou presumeroient de faire à l'avenir, soit entr'eux, soit avec d'autres, sans l'autorité des Seigneurs dont ils sont Sujets, Officiers, ou Serviteurs, ou demeurans dans leur détroit, ces mêmes Seigneurs n'étans pas nommément exceptez, ainsi qu'elles ont été deffendues & cassées par les sacrées Loix des divins Empereurs nos predecesseurs; à l'exception toutefois des confederations & ligues que l'on fait avoir été faites par les Princes, les Villes, & autres, pour la conservation de la Paix generale des Provinces & Pais entr'eux, lesquelles reservans spécialement par nostre Declaration, Nous ordonnons qu'elles demeurent dans leur force & vigueur, jusques à ce que nous trouvions à propos d'en ordonner autrement.

§. 2. Nous ordonnons que tout particulier qui osera à l'avenir faire des ligues, conspirations, & pactes de cette sorte contre la disposition de cet E-

dit & de notre ancienne Loi sur ce publiée, outre la peine portée par la même Loi, encourra deffors la note d'infamie, & la peine de l'amande de dix livres d'or, & que toute Ville qui particulièrement violera notre présente Loi encourra aussi la peine de l'amande de cent livres d'or, avec la perte & privation de ses Privileges Impériaux, desquelles amandes pecuniaires la moitié en sera applicable au fisc Impérial, & l'autre au Seigneur du district, au prejudice duquel ledites ligués auront été faites.

CHAPITRE XVI.

Des Phalsburger ou gens des débâs de leur Bourgeoisie.

§. 1. **A**U reste, il Nous a été souvent fait plainte que certains Bourgeois & Sujets des Princes, Barons, & autres, cherchant à secouer le joug de leur sujétion originaire, & même par une entreprise téméraire n'en tenant aucun compte, se font recevoir Bourgeois d'autres Villes, comme ils l'ont fait plus frequemment par le passé, & que nonobstant qu'ils continuent de résider en personnes dans les Terres, Villes, Bourgs, & Villages de leurs premiers Seigneurs, qu'ils ont oté & otent abandonner par cette fraude, ils prétendent jouir des Libertez des Villes, ou par ce moyen ils ont aquis le droit de Bourgeoisie, & être par elles protégés, lesquels Bourgeois sont vulgairement appelez en Allemagne *Pfalburgeri*. Or, d'autant qu'il n'est pas juste que quelqu'un profite de son dol & de la fraude, Nous, après avoir sur ce pris l'avis des Princes Electeurs Ecclesiastiques & Seculiers, & de notre certaine science, pleine puissance, & autorité Impériale, avons ordonné & ordonnons par cette présente Loi perpetuelle & irrevocable, que ledits Bourgeois & Sujets, qui se mocqueront ainsi de ceux sous la sujétion desquels ils sont, ne pourront de ce jour à l'avenir dans toutes les terres, lieux, & Provinces du saint Empire, jouir en aucune façon des droits & libertez des Villes, ou par une telle fraude ils se feront ou se sont fait recevoir jusqu'à présent Bourgeois, si ce n'est que se transférant réellement en personne dans ledites Villes, pour y établir un domicile actuel, & faire une résidence continue, vraie, & non feinte, ils y subissent les impositions accoutumées, & les charges municipales, & si quelqu'un y ont été reçûs, ou le sont à l'avenir, leur reception sera reputée pour nulle, & les reçûs, de quelque dignité, condition, & état qu'ils soient, ne jouiront en aucun cas, & sous quelque pretexte que ce soit des droits & libertez desdites Villes. & ce nonobstant quelconques droits & privileges obtenus, & coutumes observées, en quelque temps que ce soit, lesquels en tant qu'ils sont contraires à notre présente Loi, Nous, de notre certaine science & pleine puissance Impériale, les revoquons par ces présentes, & ordonnons qu'ils soient privez de toute force & valeur.

§. 2. A la reserve & sans préjudice à toujours touchant ce que dessus, des droits

droits que les Princes, Seigneurs, & autres personnes, qui de cette manière ont été ou seront à l'avenir abandonnez, ont sur les personnes & les biens de leurs sujets qui les abandonnent ainsi, & pour ceux qui contre la disposition de notre présente Loi ont osé par le passé, ou oseront à l'avenir, recevoir lesdits Bourgeois & Sujets d'autrui, si ils ne les renvoyent absolument dans un mois après la publication à eux faite des présentes, Nous déclarons que toutes les fois qu'ils transgresseront notre présente Loi, ils encourront la peine de l'amende de cent marcs d'or pur, dont la moitié sera applicable irrémissiblement à notre fisc Imperial, & l'autre aux Seigneurs de ceux qui auront été ainsi reçus.

CHAPITRE XVII.

Des Défis.

§. 1. **N**ous déclarons en outre, que ceux, qui seignans d'avoir juste raison de défier quelqu'un, l'auront envoyé défier à contretems, en des lieux où il n'a pas son domicile établi, & où il ne demeure pas ordinairement, ne pourront pas avec honneur ravager ses terres ni brûler ses maisons, ou par autre voye endommager ses heritages.

§. 2. Et d'autant qu'il n'est pas juste que le dol & la fraude soient profitables à personne, Nous voulons & ordonnons par cette présente Constitution perpétuelle, que les défis faits ou à faire à l'avenir de cette sorte à quelques Seigneurs ou autres gens que ce soient, avec lesquels on auroit été en société, familiarité, ou honnête amitié, soient de nulle valeur, & qu'il ne soit nullement permis, sous prétexte de tel défi, d'outrager quelqu'un par incendies, pilleries, & saccagemens; à moins que le défi n'eût été dénoncé publiquement pendant trois jours naturels à la personne même défiée, ou dans le lieu de son domicile ordinaire & accoutumé, & que par témoins suffisans il ne fût rendu temoignage de cette dénonciation. Ordonnons que quiconque osera défier & attaquer quelqu'un en la manière susdite, encoure deslors la note d'infamie, comme s'il n'avoit été fait aucun défi, & qu'il soit châné comme traître par tous Juges, suivant la rigueur des Loix.

§. 3. Deffendons & condamnons aussi toute sorte de guerres & de querelles injustes, & pareillement les incendies, les ravages, & les violences injustes, les peages & impositions illicites & non usitées, comme aussi les exactions que l'on a coutume de faire pour les sauf-conduits & les sauvegardes que l'on veut faire prendre par force aux gens, & ce sur les peines dont les saintes Loix ordonnent que celsdits attentats soient punis.

CHAPITRE XVIII.

Lettres d'Intimation.

A Vous illustre & magnifique Prince, Seigneur, &c. Marguis de Brandebourg, Archi-Chambellan du saint Empire Romain, nôtre Coelecteur & très-cher Ami. Nous vous intimons par ces présentes l'Election du Roi des Romains, qui pour causes raisonnables doit être faite incessamment, & vous appelons selon le devoir de nôtre Charge & la Coutume à ladite Election; afin que dans trois mois consécutifs à compter de tel jour, &c. Vous ayez à venir par vous-même ou par vos Ambassadeurs ou Procureurs, soit un ou plusieurs, ayant charge & mandement suffisant, au lieu dû selon la forme des Loix sacrées qui ont été sur ce faites, pour délibérer, traiter, & convenir avec les autres Princes vos & nos Coelecteurs de l'Election d'un Roi des Romains, qui par la grace de Dieu sera après créé Empereur, & pour y demeurer jusqu'à la consommation de cette Election, & autrement faire & procéder comme il est exprimé dans les Loix sacrées sur ce établies, à suite dequoy Nous y procéderons finalement avec les autres Princes vos & nos Coelecteurs, suivant que l'ordonne l'Autorité desdites Loix, nonobstant votre absence ou celle des vôtres.

CHAPITRE XIX.

*Forme de Procuration à donner par le Prince Electeur, qui enverra sur
Ambassadeurs à l'Election.*

NOUS N. par la grace de Dieu, &c. du saint Empire, &c. savoir faisons à tous par ces présentes, Que comme pour des causes raisonnables l'on doit incessamment procéder à l'Election d'un Roi des Romains; & que nous desirons ardemment, ainsi que nous y oblige l'Honneur & Etat du saint Empire, qu'il ne soit exposé à aucuns imminens dangers: Nous ayant une ferme persuasion & une confiance singulière en la fidélité, suffisance, & prudence de nos chers & bien-aimés tels, &c. les avons faits, constitués, & ordonnés, comme nous les faisons, constituons, & ordonnons avec tout droit, maniere, & forme, le mieux & le plus efficacement que nous pouvons nos véritables & légitimes Procureurs & Ambassadeurs spéciaux, eux ou chacun d'eux solidairement, en sorte que la condition de celui qui occupera ne soit pas meilleure, mais que ce qui aura été commencé par l'un se puisse finir & dûment terminer par l'autre, & ce pour traiter par vous avec les autres Princes nos Coelecteurs tant Ecclesiastiques que Séculiers, convenir avec eux & conclurre sur le choix d'une personne qui ait les qualités propres à être élu Roi des Romains, & pour assister aux Traités qui se feront sur l'Election d'une telle personne, & y traiter & délibérer pour nous en nôtre place & en nôtre nom, comme aussi pour en nôtre même nom & place nommer la même personne & consentir qu'elle soit élu Roi des Romains.

Romains & deude au saint Empire, & pour faire sur nôtre propre conscience tous sermens qui sera nécessaire, convenable, & accoustumé; même pour en ce qui concerne les choses susdites ou quelqu'une desdites choses, substituer & revoquer solidairement un autre ou d'autres Procureurs, & faire toutes & chacune choses qui seront nécessaires & utiles à faire en ce qui concerne les affaires susdites jusqu'à la consommation des traités de cette nomination, délibération, élection, ou telles autres semblables, & aussi utiles & importantes choses, encore qu'elles, ou quelqu'une d'icelles demandassent un mandement plus special ou qu'elles fussent de plus grande conséquence & plus particulière que les susdits; le tout comme nous pourrions faire nous-mêmes, si nous étions personnellement présents aux négociations desdits traités de délibération, nomination, & élection future, ayans & voulans avoir, & promettans fermement d'avoir perpétuellement agreable & pour ratifié tout ce qui sera négocié, traité ou fait, ou de quelque manière ordonné dans les affaires susdites ou en quelque-unes d'icelles par nos susdits Procureurs, ou Ambassadeurs, comme aussi par leurs subdeleguez ou par ceux qui seront substituez par eux ou par quelqu'un d'eux.

CHAPITRE XX.

De l'Union de Principauté des Electeurs & des Droits y annexez.

*An Nom de la sainte & indivisible Trinité, & à nôtre plus grand bonheur.
Ainsi soit-il.*

CHARLES quatrième, par la grace de Dieu, Empereur des Romains, toujours Auguste & Roi de Bohême, à la perpétuelle mémoire de la chose.

Comme toutes & chacune les Principautés en vertu desquelles l'on sçait que les Princes Electeurs Seculiers ont droit & voix en l'Élection du Roi des Romains futur Empereur, sont réellement attachées & inleparablement unies à ce droit & aux fonctions, dignitez, & autres droits y appartenans & en dépendans, que le droit & la voix, l'office, & la dignité & les autres droits qui appartiennent à chacune desdites Principautés, ne peuvent échouer qu'à celui qui possède notoirement la Principauté avec la terre, les vassalages, fiefs, domaines, & ses appartenances, Nous ordonnons par ce présent Edit Imperial, perpétuel & irrévocable, qu'à l'avenir chacune desdites Principautés demeurera & sera si étroitement & indivisiblement conjointe & unie avec la voix d'élection, l'office & toutes autres dignitez, droits, & appartenances concernant la dignité Electorale, que quiconque sera paisible possesseur d'une desdites Principautés jouira aussi de la libre & paisible possession du droit, de la voix, de l'office, de la dignité & de toutes autres appartenances qui la concernent, & sera réputé de tous vrai & légitime Electeur; & comme tel on sera tenu à l'inviter, recevoir.

cevoir & admettre, & non autre, avec les autres Princes Electeurs en tout tems & sans contradiction aucune aux élections des Rois Romains & à toutes les actions qui concerneront l'honneur & le bien du saint Empire, sans qu'aucune des choses susdites, attendu qu'elles sont ou doivent être inséparables, puisse être en aucun tems divisée ou séparée l'une de l'autre, ou puisse en jugement ou dehors être répétée séparément ou évincée par sentence, voulant que toute audience soit refusée à celui qui demandera l'une sans l'autre, & que si par surprise ou autrement il l'obtenoit & qu'il s'en ensuivit quelque procédure, jugement, sentence, ou quelque autre semblable attentat contre nôtre présente Constitution, le tout en tout ce qui en pourroit émaner en quelque façon que ce pût être, soit de nul effet & actuellement nul.

CHAPITRE XXI.

De l'Ordre de la Marche entre les Archevêques.

§. 1. **O**R d'autant que nous avons suffisamment expliqué au commencement de nos présentes Constitutions l'ordre de la séance que les Princes Electeurs Ecclesiastiques devoient tenir au Conseil, à la Table, & ailleurs, lors que la Cour Imperiale se tiendra, ou que les Princes Electeurs seront ci-après obligés de s'assembler avec l'Empereur ou le Roi des Romains : sur quoi nous avons appris qu'il y avoit eu par le passé plusieurs disputes, nous avons aussi crû qu'il étoit expedient de prescrire l'ordre qui doit être par eux observé aux Processions & Marches publiques.

§. 2. C'est pourquoi nous ordonnons par ce présent Edit Imperial & perpétuel, que toutes les fois que dans les Assemblées generales ou seront l'Empereur ou le Roi des Romains & lesdits Princes, l'Empereur ou le Roi des Romains voudra sortir en public & en cérémonie, & qu'il fera porter devant lui les Ornaments Imperiaux, l'Archevêque de Trèves marchera le premier & seul devant l'Empereur ou le Roi, en ligne droite & diametrale, en sorte qu'entre l'Empereur ou le Roi & lui, il n'y ait que les Princes à qui il appartient de porter les marques Imperiales ou Royales.

§. 3. Mais quand l'Empereur ou le Roi marchera sans faire porter lesdites marques, alors le même Archevêque precedera l'Empereur ou le Roi en la maniere susdite, en sorte qu'il n'y ait absolument personne entr'eux, les deux autres Archevêques Electeurs gardans dans lesdites Processions chacun la place qui lui a été ci-dessus assignée pour la séance, selon la Province en laquelle ils se trouveront.

CHAPITRE XXII.

De l'Ordre de la Marche des Princes Electeurs, & par qui sont portées les Marques honoraires.

POUR déclarer le Rang que les Princes Electeurs doivent tenir en marchans avec l'Empereur ou avec le Roi des Romains en public & en ceremonie, & dont nous avons ci-dessus fait mention, nous ordonnons que toutes les fois que pendant la tenue d'une Diète Imperiale il faudra que les Princes Electeurs marchent processionnellement avec l'Empereur ou le Roi des Romains en quelques actions ou solemnitez que ce soit, & qu'ils y portent les Ornaments Imperiaux ou Royaux, le Duc de Saxe portant l'Epée Imperiale ou Royale marchera immédiatement devant l'Empereur, étant au milieu entre lui & l'Electeur de Trèves, ledit Electeur de Saxe aura à sa droite le Comte Palatin du Rhin qui portera le Globe ou la Pomme Imperiale, & à sa gauche le Marquis de Brandebourg portant le Sceptre, tous trois marchans de front, le Roi de Bohême suivra immédiatement l'Empereur ou le Roi des Romains, sans que personne marche entre l'Empereur ou ledit Roi & lui.

CHAPITRE XXIII.

Des Benedictions des Archevêques en la presence de l'Empereur.

§. 1. **T**OUTES les fois qu'on celebrera en solemnité la Messe devant l'Empereur ou le Roi des Romains, & que les Archevêques de Mayence, de Trèves, & de Cologne, ou deux d'entr'eux s'y trouveront presens, on observera à la Confession qui se dit à l'entrée de la Messe, au baiser de l'Evangile & de la Paix qu'on presente apres l'*Agnus Dei*, & même aux Benedictions qui se donnent à la fin de la Messe & à celles qui se font à l'entrée de table & aux graces qui se rendent apres le repas, cet ordre que nous avons estimé à propos d'y établir de leur avis & consentement, qui est que le premier aura cet honneur le premier jour, le second le second jour, & le troisième le troisième jour.

§. 2. Nous declaron en ce cas, que l'ordre de la primauté ou posteriorité entre les Archevêques doit être réglé sur l'ordre & le tems de leur consecration. Et afin qu'ils se previennent les uns les autres par des témoignages d'honneur & de déférence, & que leur exemple oblige les autres à s'honorer mutuellement, nous désirons que celui que cet ordre, touchant les choses susdites, regardera le premier, fasse à ses Collegues une civilité & une honnêteté charitable pour les inviter à prendre cet honneur, & qu'après cela il procede aux choses susdites ou à quelqu'une d'elles.

CHAPI-

CHAPITRE XXIV.

Les Loix suivantes ont été publiées en la Diète de Mayz le jour de Noël l'an 1578. par Charles IV Empereur des Romains toujours Auguste, Roi de Bohême, assisté de tous les Princes Electeurs du saint Empire, en présence du venerable Pere en Dieu le Seigneur Theodoric, Evêque d'Albe, Cardinal de la sainte Eglise Romaine, & de Charles fils aîné du Roi de France, Illustre Duc de Normandie & Dauphin de Viennois.

§. 1. **S**I quelqu'un étoit entré dans quelque complot criminel, ou auroit fait serment ou promesse de s'y engager avec des Princes & Gentilshommes, ou avec des particuliers & autres personnes quelconques, même roturiers, pour attenter à la vie des Reverends & Illustres Princes Electeurs du saint Empire Romain, tant Ecclesiastiques que Seculiers, ou de quelqu'un d'eux, qu'il perisse par la glaive, & que tous les biens soient confisqués comme criminel de lèse Majesté, car ils font partie de notre corps, & en ces rencontres les loix punissent la voloné avec la même severité que le crime même. Et bien qu'il fût possible que les fils d'un tel particide mourussent d'une pareille mort, parce que l'on en peut apprehender les mêmes exemples, néanmoins, par une bonté particulière, nous leur ordonnons la vie. Mais, nous voulons qu'ils soient frustrés de la succession maternelle ou ayeule, comme aussi de tous les biens qu'ils pourroient esperer par droit d'herédité & de succession, ou par testament de leurs autres parens & amis. afin qu'étant toujours pauvres & necessiteux, l'infamie de leur pere les accompagne toujours, qu'ils ne puissent jamais parvenir à aucun honneur & dignité, même à celles qui sont conférées par l'Eglise, & qu'ils soient réduits à telle extrémité qu'ils languissent dans une necessité continuelle, & trouvent par ce moyen leur soulagement dans la mort, & leur supplice dans la vie. Nous voulons aussi que ceux, qui oseront interceder pour telles sortes de gens, soient notés d'une infamie perpetuelle.

§. 2. Pour ce qui est des filles de ces criminels, en quelque nombre qu'elles puissent être, nous ordonnons qu'elles prennent la troisième ou la quatrième partie en la succession de leur mere, soit qu'elle ait fait testament ou non, afin qu'elles aient plutôt une mediocre nourriture de filles qu'un entier avantage ou nom d'heritiers. Car en effet la sentence doit être d'autant plus modérée à leur égard, que nous sommes persuadés que la foiblesse de leur sexe les empêchera de commettre des crimes de cette nature.

§. 3. Declérons aussi les emancipations que telles gens pourroient avoir faites de leurs fils ou de leurs filles depuis la publication de la présente Loi, nulles & de nul effet. pareillement, nous declérons nulles & de nulle valeur toutes les constitutions de dot, donations, & toutes les autres alienations qui auront été faites par fraude, & même de droit, depuis le tems qu'ils auront commencé à faire le premier projet de ces conspirations & complot. Si les fem-

femmes ayans retiré leur dot se trouvent en cet état, que ce qu'elles auront reçu de leurs maris à titre de donations, elles le doivent réserver à leurs fils lors que l'usufruit n'aura plus lieu; qu'elles sachent que toutes ces choses, qui selon la Loi devroient retourner aux fils, seront appliquées à nôtre fisc, & à la reserve de la falcidie ou quarte qui en sera prile pour les filles & non pour les fils.

§. 4. Ce que nous venons de dire de ces criminels & de leurs fils doit aussi être entendu de leurs satelites, complices, & ministres, & de leurs fils. Toutefois, si aucun des complices, touché du desir d'une veritable gloire, découvre la conspiration en son commencement, il en recevra de nous recompense & honneur: mais, pour celui qui aura eu part à ces conspirations, & ne les aura révélées que bien tard, avant néanmoins qu'elles aient été découvertes, il sera estimé digne seulement d'absolution & du pardon de son crime.

§. 5. Nous ordonnons aussi, que s'il est revelé quelque attentat commis contre lesdits Princes Electeurs Ecclesiastiques ou Seculiers, l'on puisse même après la mort du coupable poursuivre de nouveau la punition de ce crime.

§. 6. De même, l'on pourra, pour ce crime de leze Majesté à l'égard desdits Princes Electeurs, donner la question aux serviteurs du maître qui en aura été accusé.

§. 7. Ordonnons de plus par ce present Edit Imperial, & voulons que même après la mort du coupable l'on puisse commencer à informer contre lui, afin que le crime étant averé, sa memoire puisse être condamnée & ses biens confisquez. Car, dès-là que quelqu'un a formé le dessein d'un crime détestable, il en est en quelque façon coupable & bourellé en son ame.

§. 8. C'est pourquoi, dès que quelqu'un se trouvera coupable d'un tel attentat, nous voulons qu'il ne puisse plus, ni vendre, ni aliener, ni donner la liberté à ses esclaves, & même qu'on ne lui puisse plus payer ce qui lui est dû.

§. 9. Pareillement, Ordonnons qu'à ce sujet on applique à la question les serviteurs du criminel, c'est à dire pour le crime du complot détestable fait contre les Princes Electeurs Ecclesiastiques & Seculiers.

§. 10. Et si quelqu'un de ces criminels meurt pendant l'instruction du procès, nous voulons que ses biens, à cause qu'on est encore incertain qui en sera successeur, soient mis entre les mains de la Justice.

CHAPITRE XXV.

De la Conservation des Principautez des Electeurs en leur entier.

S'il est expedient que toutes Principautez soient conservées en leur entier, afin que la justice s'affermisse, & que les bons & fidelles sujets jouissent d'un parfait repos & d'une paix profonde; il est encore sans comparaison

beaucoup plus juste que les grandes Principautez, domaines, honneurs, & droits des Princes Electeurs, demeurent aussi en leur entier; car, là où le peril est plus à craindre, c'est-là où il faut user de plus grandes precautions, de peur que les colonnes venans à manquer, tout le bâtiment ne tombe en ruine.

§. 1. Nous Voulons donc & Ordonnons par cet Edit Imperial perpetuel, qu'à l'avenir & à perpetuité les grandes & magnifiques Principautez, telles que sont le Royaume de Boheme, la Comté Palatine du Rhin, le Duché de Saxe, & le Marquisat de Brandebourg, leurs terres, juridictions, hommages, & vassalages, avec leurs appartenances & dépendances ne puissent être partagées, divisées, ou démembrées en quelque façon que ce soit, mais qu'elles demeurent à perpetuité unies & conservées en leur entier.

§. 2. Que le fils aîné y succède, & que tout le domaine & tout le droit appartiennent à lui seul; si ce n'est qu'il soit insensé, ou qu'il ait tel autre grand & notable défaut qui l'empêche absolument de gouverner; auquel cas la succession lui étant déshérite, Nous voulons que le second fils, s'il y en a un en la même ligne, y soit appelé; sinon l'aîné des freres ou parens paternels laïques, qui se trouvera être le plus proche en ligne directe & masculine. Lequel toutefois sera tenu de donner des preuves continuelles de sa bonté & liberalité envers ses autres freres & soeurs, contribuant à leur subsistance selon la grace qu'il aura reçue de Dieu, & selon sa bonne volonté, & les facultez de son patrimoine; lui défendant expressément tout partage, division, & demembrement des Principautez & de leurs appartenances & dépendances en quelque façon que se puisse être.

CHAPITRE XXVI.

De la Cour Imperiale, & de sa Séance.

§. 1. **L**E jour que l'Empereur ou le Roi des Romains voudra tenir solennellement sa Cour, les Princes Electeurs tant Ecclesiastiques que Seculiers se rendront à une heure ou environ au logis de la demeure Imperiale ou Royale, où l'Empereur ou le Roi étant revêtu de tous les Ornaments Imperiaux montera à cheval, avec tous les Princes Electeurs qui l'accompagneront jusqu'au lieu préparé pour la séance, chacun en l'ordre & en la maniere qui a été ci-dessus prescrite & insérée dans l'Ordonnance qui regle les marches des mêmes Princes Electeurs.

§. 2. L'Archichancelier, dans l'Archichancellerie duquel la Cour Imperiale se tiendra, portera aussi au bout d'un bâton d'argent tous les Seaux Imperiaux ou Royaux.

§. 3. Mais les Princes Electeurs Seculiers porteront le Sceptre, la Pomme, & l'Épée en la maniere qui a été dite ci-dessus.

§. 4. Quel-

§. 4. Quelques autres Princes inférieurs, qui seront deputez par l'Empereur, & à son choix, porteront immédiatement devant l'Archevêque de Trèves marchant en son rang, premierement la Couronne d'Aix la Chapelle, & en second lieu celle de Milan. Ce qui ne se pratiquera seulement que devant l'Empereur orné de la Couronne Impériale.

§. 5. L'Impératrice aussi, ou la Reine des Romains, étant revêtue des habits & ornemens de cérémonie, marchera après le Roi ou l'Empereur des Romains, & aussi après le Roi de Bohême qui suit immédiatement l'Empereur; mais éloignée d'un espace competent, & accompagnée de ses principaux Officiers, & de ses Filles d'honneur, & ce jusques au lieu de la Séance.

CHAPITRE XXVII.

Des Fonctions des Princes Electeurs dans les rencontres où les Empereurs ou Rois des Romains tiennent solennellement leur Cour.

NOUS Ordonnons, que toutes les fois que l'Empereur ou le Roi des Romains voudra tenir solennellement sa Cour, & où les Princes Electeurs seront obligez de faire les Fonctions de leurs Charges, on observe en cela l'Ordre suivant.

§. 1. Premierement, l'Empereur ou le Roi des Romains étant assis en sa Chaire Royale, ou sur le Trône Imperial, le Duc de Saxe fera la Charge en la maniere que nous allons dire. On mettra devant le logis de la Séance Impériale ou Royale, un tas d'avoine de telle hauteur, qu'il aille jusqu'au poitrail, ou jusques à la selle du cheval sur lequel le Duc sera monté. Et le Duc ayant en ses mains un bâton d'argent, & une mesure aussi d'argent qui peseront ensemble douze marcs d'argent, & étant à cheval remplira la mesure d'avoine, & la donnera au premier palfrenier qu'il rencontrera. Après quoi fichant le bâton dans l'avoine, il se retirera, & son Vicemaréchal, sçavoir de Pappenheim, s'approchant, ou, lui absent, le Maréchal de la Cour, permettra le pillage de l'avoine.

§. 2. Dès que l'Empereur ou le Roi des Romains se sera mis à table, les Princes Electeurs Ecclesiastiques, c'est à dire les Archevêques étant debout devant la table avec les autres Prelats, la beniront suivant l'Ordre qui a été ci-dessus par Nous prescrit. La benédiction étant faite, les mêmes Archevêques, s'ils y sont tous presens, ou bien deux, ou un d'entr'eux, prendront les Seaux Impériaux ou Royaux des mains du Chancelier de la Cour & l'Archevêque dans l'Archi-Chancellariat duquel la Cour se tiendra, marchant au milieu des deux autres Archevêques qui seront à ses côtes, tenans avec lui le bâton d'argent où les seaux seront suspendus; tous trois les porteront ainsi, & les mettront avec respect sur la Table devant l'Empereur ou le Roi. Mais, l'Empereur ou le Roi les leur rendra aussi-tôt: & celui dans l'Archi-Chancellariat

cellariat duquel les ceremonies se feront, comme il a été dit, pendra à son col le plus grand Seau, & le portera ainsi durant tout le dîner, & après, jusques à ce qu'il soit retourné à cheval du Palais à son logis. Or, le bâton dont nous venons de parler doit être d'argent, du poids de douze marcs, & les trois Archevêques doivent payer chacun le tiers tant du poids de l'argent que du prix de la façon. Le bâton & les seaux demeureront au Chancelier de la Cour qui en fera ce qu'il lui plaira, & c'est pourquoi aussi-tôt que celui des Archevêques auquel il aura appartenu de porter le plus grand seau au col, depuis le Palais, jusqu'à son logis, comme il a été dit, y sera arrivé: il renverra par quelqu'un de ses domestiques audit Chancelier de la Cour Impériale ledit seau sur le même cheval: & l'Archevêque, selon la décence de sa propre dignité, & l'amitié qu'il portera audit Chancelier de la Cour, sera tenu de lui donner aussi le cheval.

§. 3. Ensuite, le Marquis de Brandebourg viendra à cheval, ayant en ses mains un bassin & une aiguiere d'argent, du poids de douze marcs, avec de l'Eau, & une belle serviette. En mettant pied à terre, il donnera à laver au Seigneur Empereur, ou au Roi des Romains.

§. 4. Le Comte Palatin du Rhin entrera de même à cheval, portant quatre plats d'argent remplis de viande, chaque plat du poids de trois marcs, & ayant mis pied à terre, mettra les plats sur la table devant l'Empereur, ou Roi des Romains.

§. 5. Après eux viendra le Roi de Bohême Archi-Echançon, étant aussi à cheval, & tenant à la main une coupe ou gobelet d'argent, du poids de douze marcs, couvert & plein de vin & d'eau, & ayant mis pied à terre, présentera boire à l'Empereur, ou au Roi des Romains.

§. 6. Nous Ordonnons aussi, que, suivant ce qui a été pratiqué jusqu'ici, les Princes Electeurs Seculiers ayans fait leurs Charges, le Vice-Chambellan de Falkenstein ait le cheval, le bassin, & l'aiguiere du Marquis de Brandebourg. le Maître de cuisine de Norremberg, le cheval, & les plats du Comte Palatin du Rhin, le Vice-Echançon de Limbourg, le cheval, & le Gobelet du Roi de Bohême; & le Vice-Maréchal de Pappenheim, le cheval, le bâton, & la mesure du Duc de Saxe. Bien entendu que c'est en cas que ces Officiers se trouvent en personne à la Cour Impériale, ou Royale, & y fassent les fonctions de leurs Charges; autrement, & s'ils sont tous absens, ou quelques-uns d'eux, alors les Officiers ordinaires de l'Empereur ou du Roi des Romains serviront au lieu des absens, chacun en sa Charge, & comme ils en feront les fonctions, aussi jouiront-ils des émolumens.

CHAPITRE XXVIII.

Des Tables Imperiales & Electorales.

- §. 1. **L**A Table Imperiale ou Royale doit être disposée en sorte qu'elle soit plus haute de six pieds que les autres tables de la sale, & aux jours

jours des Assemblées solennelles, personne ne s'y mettra que l'Empereur ou le Roi des Romains seul.

§. 2. Et même la place & la table de l'Imperatrice ou Reine sera dressée à côté, & plus basse de trois pieds que celle de l'Empereur ou Roi des Romains; mais plus haute que celle des Electeurs aussi de trois pieds. Pour les tables & places des Princes Electeurs, on les dressera toutes d'une même hauteur.

§. 3. On dressera sept tables pour les sept Electeurs Ecclesiastiques & Seculiers, au bas de la table Imperiale; savoir trois du côté droit, & trois autres du côté gauche, & la septieme vis-à-vis de l'Empereur ou Roi des Romains, dans le même Ordre que nous avons dit ici au chapitre des Séances, & du Rang des Princes Electeurs; en sorte que personne, de quelque qualité & condition qu'elle soit, ne se puisse mettre entre deux, ou à leurs tables.

§. 4. Il ne sera permis à aucun des susdits Princes Electeurs Seculiers, qui aura fait la Charge, de s'aller mettre à la table qui lui aura été préparée, que tous les autres Electeurs ses Collegues n'aient fait aussi leurs Charges. Mais, dès que quelqu'un d'eux, ou quelques-uns, auront fait la leur, ils se retireront auprès de leur table, & se tiendront-là debout, jusqu'à ce que tous les autres aient achevé les fonctions susdites de leurs Charges; & alors ils s'assoiront tous en même-tems chacun à sa table.

§. 5. D'autant que nous trouvons par des Relations très-certaines, & par des Traditions si anciennes qu'il n'y a point de memoire du contraire, qu'il a été de tous tems heureusement observé, que l'Élection du Roi des Romains futur Empereur se doit faire en la ville de Francfort, & le Couronnement à Aix la Chapelle; & que l'élu Empereur doit tenir sa premiere Cour Royale à Nuremberg: c'est pourquoi, Nous voulons, pour plusieurs raisons, qu'il en soit usé de même à l'avenir; si ce n'est qu'il y ait empêchement legitime.

§. 6. Toutes les fois que quelque Electeur Ecclesiastique ou Seculier, qui aura été appelé à la Cour Imperiale, ne pourra pour quelque raison legitime s'y trouver en personne; & qu'il y enverra un Ambassadeur ou Deputé; cet Ambassadeur, de quelque condition ou qualité qu'il soit, quoi qu'en vertu de son pouvoir il doive être admis en la place de celui qu'il represente, ne se mettra pas à la table que l'on aura destinée pour celui qui l'aura envoyé.

Enfin, toutes les ceremonies de cette Cour Imperiale étant achevées, tout l'échaffaut ou bâtiment de bois qui aura été fait pour la Séance, & pour les tables de l'Empereur ou Roi des Romains, & des Princes Electeurs assemblez pour ces ceremonies solennelles, ou pour donner l'Investiture des Fiefs, appartiendra au Maître d'Hôtel.

CHAPITRE XXIX.

Des Droits des Officiers, lorsque les Princes font Hommage de leurs Fiefs à l'Empereur, ou au Roi des Romains.

§. 1. **O**RDONNONS par le présent Edit Imperial, que lorsque les Princes Electeurs, tant Ecclesiastiques que Seculiers, recevront leurs Fiefs ou Droits souverains des mains de l'Empereur ou Roi des Romains, ils ne soient point obligés de payer ou de donner aucune chose à qui que ce soit. Car, comme l'argent que l'on paye sous ce pretexte est dû aux Officiers, & que les Princes Electeurs ont la supériorité sur tous les Officiers de la Cour Imperiale, ayant même en ces sortes d'offices leurs Substituts établis & payés à cet effet par les Empereurs, il seroit absurde que des Officiers substitués demandassent de l'argent, ou des présents, à leurs Supérieurs, si ce n'est que lesdits Princes Electeurs leur veulent donner quelque chose de leur propre volonté & libéralité.

§. 2. Mais, les autres Princes de l'Empire tant Ecclesiastiques que Seculiers, en recevant leurs Fiefs, comme nous venons de dire, de l'Empereur ou du Roi des Romains, donneront aux Officiers de la Cour Imperiale ou Royale, chacun soixante-trois marcs & un quart d'argent, si ce n'est que quelqu'un d'eux pût versifier son exemption, & faire voir que par Privilege Imperial ou Royal il soit dispensé de payer ladite somme, & tous les autres droits que l'on a accoutumé de payer quand on prend l'investiture, & ce sera le Maître d'Hôtel de l'Empereur ou du Roi des Romains, qui fera le partage de ladite somme de soixante trois marcs & un quart d'argent en la manière qui suit.

Premièrement, il en prendra dix marcs pour lui. Il en donnera autant au Chancelier de l'Empereur, ou du Roi des Romains, aux Secretaires Notaires & Dilecteurs trois marcs, & à celui qui selle pour la cire & le parchemin un quart, sans que le Chancelier, & les Secretaires, soient tenus de donner pour cela autre chose, sinon un certificat du Fief reçu, ou de simples Lettres d'investiture. Semblablement, le Maître d'Hôtel donnera de ladite somme dix marcs à l'Echançon de Limbourg, dix, au Maître de cuisine de Norremberg, dix, au Vice-Maréchal de Pappenheim, & dix, au Vice-Chambellan de Falkenstein, pourvu qu'ils se trouvent en personne à ces investitures, & qu'ils y fassent les fonctions de leurs Charges; autrement, & en leur absence, les Officiers de la Cour de l'Empereur ou du Roi des Romains, qui feront la charge des abîers, & qui en auront eu la peine, en recevront aussi le profit & les émolumens.

§. 3. Mais, lorsque le Prince, monté sur un cheval ou toute autre bête, recevra l'investiture de ses Fiefs de l'Empereur ou du Roi des Romains, qu'elle que soit cette bête, elle appartiendra au grand Maréchal, c'est-à-dire au

Duc de Saxe s'il est présent, sinon à son Vice-Maréchal de Pappenheim, & en son absence au Maréchal de la Cour de l'Empereur.

CHAPITRE XXX.

De l'Instruction des Princes Electeurs aux Langues.

§. 1. **D'**AUTANT que la Majesté du saint Empire Romain doit prescrire des Loix, & commander, à plusieurs Peuples de diverses Nations, mœurs, façons de faire, & de différentes Langues, il est juste, & les plus sages le jugent ainsi, que les Princes Electeurs, qui sont les colonnes & les arcs boutans de l'Empire, soient instruits, & ayent la connoissance de plusieurs Langues, parce qu'étans obligés de soulager l'Empereur en ses plus importantes affaires, il est nécessaire qu'ils entendent plusieurs personnes, & que réciproquement ils se puissent faire entendre à plusieurs.

§. 2. C'est pourquoi, nous Ordonnons, que les fils ou heritiers & successeurs des illustres Princes Electeurs, savoir du Roi de Bohême, du Comte Palatin du Rhin, du Duc de Saxe, & du Marquis de Brandebourg, qui savent apparemment la Langue Allemande, parce qu'ils la doivent avoir aprise dès leur enfance, étant parvenus à l'âge de sept ans, se fassent instruire aux Langues, Latine, Italienne, & Slavonne; en telle sorte qu'ayans atteint la quatorzième année de leur âge, ils y soient savans, selon le talent que Dieu leur en aura donné: ce que nous ne jugeons pas seulement utile, mais aussi nécessaire, à cause que l'usage de ces Langues est fort ordinaire dans l'Empire, pour le maniement de ses plus importantes affaires.

§. 3. Nous laissons toutefois à l'option des Peres le particulier de cette instruction; en sorte qu'il dépendra d'eux d'envoyer leurs fils, ou les parens qu'ils jugeront leur devoir apparemment succéder en l'Electorat, aux lieux où ils pourront apprendre commodément ces Langues, ou de leur donner dans leurs maisons des Precepteurs & de jeunes Camarades, par l'instruction & la conversation desquels ils puissent s'instruire dans ces Langues.

[LLL.]

1711. CAPITULATION de l'Empereur CHARLES VI.
Traduite du Latin.

Nous Charles VI. par la Grace de Dieu Elû Roi des Romains, toujours Auguste, Archiduc d'Autriche, Roi des Espagnes, des deux Siciles & de Jerusalem, Roi de Hongrie & Bohême, Duc de Bourgogne & de Brabant,

Brabant, Comte de Habsbourg, & de Flandres, & de Tyrol, &c. Nous reconnoissons publiquement par ces présentes qu'après la mort de la sacrée Majesté Impériale Joseph de glorieuse mémoire, nous avons été premier & élève par la Divine Providence, & par les voyes ordinaires de l'élection, à la suprême Dignité de Roi des Romains, par les respectivement Reverendissimes & Serenissimes, Lothaire François de Mayence, & Charles de Trèves, Archevêques, Archi-Chanceliers du St. Empire Romain en Allemagne, en France, & au Royaume d'Arles, & Jean Guillemme Palatin du Rhin, Duc de Bavière, Archi-Dapifer, nos chers Cousins & Princes Electeurs, comme aussi en notre nom, tant que Roi & Electeur de Bavière, & respectivement au nom des Serenissimes & Puissants Frideric Auguste Roi de Pologne, comme Electeur de Saxe, Frideric Roi de Prusse comme Electeur de Brandebourg, & Georges Louis Duc de Brunswick & Lunembourg, Archi-Pincerna, Archi-Marechal, Archi-Chambellan, & Archi-Tresorier, par les Ambassadeurs Plenipotentiaires de nous & de leurs Dilections, &c. nous Frideric Comte de Windischgratz, Baron en Waldstein & Thol, &c. Othon Henri Baron de Fricke en Rotha & Gelchwitz, &c. Christophle Bourgnave & Comte de Dona, &c. Et Frideric Guillaume Baron de Schlabach dit Gortz, ce que Nous avons aussi accepté à la gloire de Dieu, & pour l'honneur du St. Empire Romain & de toute la Chrétienté, mais principalement pour le bien public de toute la Nation Germanique. C'est pourquoi de notre libre & gracieuse volonté, Nous avons transigé par ces présentes, & sciemment par voye de Pacte, à nos dits Cousins & Electeurs, tant pour eux que pour les autres Princes & Etats du St. Empire, les Articles suivants.

I.

Que durant tout le tems de notre Gouvernement Nous tiendrons en bonne & fidelle Protection & Tutelle la Chrétienté, & le Saint Siege de Rome, le Souverain Pontife, & l'Eglise Chrétienne dont Nous sommes Advocat, comme aussi la Nation Germanique, le Saint Empire Romain, & les Electeurs qui en sont les principaux Membres, & les Colonnes Capitales, & que singulierement Nous maintiendrons les Familles Electorales seculieres en leurs Droits d'Aïnesse selon la teneur de la Bulle d'Or, particulièrement Art XIII. comme aussi les autres Princes, Prelats, Comptes, Seigneurs, & Etats, & la Noblesse la plus immediate de l'Empire en leurs Prerogatives, Dignitez Ecclesiastiques & Seculieres, Droits, Facultés, & Biens, chacun en son état. Semblablement, Nous laisserons à chaque Etat de l'Empire la libre Voix & Seance dans les Dietes; Nous n'exclurons ni ne suspendrons personne de la Voix & Seance, sans le consentement des Electeurs, Princes, & Etats; Nous n'admettrons aucun Prince, Comte, ou Seigneur, dans les Colleges des Princes ou des Comtes, si premierement ils n'ont suffisamment acquis des biens de Princes, Comtes, & Seigneurs, & s'ils ne se sont obligés, & n'ont été admis en quelque Cercle aux Collectes convenables à un tel Etat, & que outre cela, le College ou Banc, auquel ils seront admis, n'ait consenti regulierement & conjointement avec le College Electoral à leur admission.

Nous

Nous ne permettrons point qu'aucune Usurpation ou Préjudice soit fait aux Etats dans leurs Territoires en matieres de Religion, de Police, ou de Justice, contre l'Instrument de la Paix, & contre les Pactes obligatoires. En outre, Nous confirmerons sur les convenables instances qui Nous en seront faites, sans aucune denegation ni obstacle, & dans la meilleure forme, aux Electeurs, Princes, & Etats, & à la noblesse libre & immediate de l'Empire, leurs Regales, Juridictions, Libertez, Privileges, & les Unions déjà faites entr'eux selon les Constitutions de l'Empire, principalement les Archiconfraternitez, & les Hypothecations, établies entre les Electeurs, Princes, & Etats, selon l'Instrument de la Paix, & selon les Droits & Coutumes qui sont jusqu'à présent en usage tant par terre que par eau. Nous les y maintiendrons & protegerons, comme Roi Elû des Romains, sans accorder aucun Privilege qui y soit contraire, & au cas que, durant cette Guerre ou auparavant, il en ait été accordé quelques-uns qui ne fussent pas conformes à l'Instrument de la Paix, nous les casserons totalement & les annullerons, comme nous les cassons & annullons par ces présentes. Quant à ce qui concerne en cet Article le Siege Papal, & le Souverain Pontife, les Electeurs de la Confession d'Augsbourg ont déclaré pour eux, les Princes, & Etats, & pour la noblesse libre de la même Religion, qu'ils ne nous obligent point à cet égard, & que la susdite Advocature ne doit point prejudicier à la Paix de Religion, ni à la Paix publique, ni à celle de Munster & d'Osnabrugh, mais que semblable Protection leur doit être donnée, comme aussi Nous Nous y obligons, & la promettons ausdits Electeurs & à tous ceux de leur Religion.

I I

Nous defendrons l'Empire, & l'étendrons autant qu'il nous sera possible, Nous n'y prétendrons aucune Succession héréditaire, Nous ne la procurerons point, & Nous ne tâcherons point de l'appliquer à Notre personne ni à Nos Héritiers ou Descendants, ni à quelque autre que ce soit. Nous observerons constamment, & inviolablement, la Bulle d'Or, avec la nouvelle extension de l'Electorat de Brunswick-Lunebourg, la Paix de Religion, & la Paix publique, comme aussi la manutention de la sùreté des Provinces, ainsi qu'elle fut conclue, acceptée, & améliorée à Augsbourg en 1555 dans la Diète Imperiale, & qu'elle se trouve confirmée dans les subseqvens Recès de l'Empire. Nous maintiendrons l'Instrument de Paix appelée de Munster & d'Osnabrugh, (lequel toutefois, eu égard aux choses qu'il contient en faveur de la Couronne de France, est présentement nul, & n'oblige plus, *ex eo* que notoirement la Guerre a été déclarée par l'Empire contre ladite Couronne, pour des causes très-pressantes,) principalement tout ce qui s'y trouve contenu dans l'Art. IV & V. à l'égard de l'ancien Electorat Palatin, & de l'Office d'Archidapifer, dévolu avec le haut Palatinat, de la ligne Wilhelmine à la ligne Rodolphine, & qui doit être effectuée selon la Conclusion restérée du College Electoral remise à Notre dernier Predecesseur à l'Empire & Seigneur de glorieuse Memoire, en date du 2. May 1707. & 10. Juin 1708, suivie de la Ratification de Sa Majesté le 25. dudit mois de Juin, & dans les Artic. V &

2. & 8 où il est parlé des Droits des Etats, & Article VII. *omnino quæque* &c. Selon la teneur d'iceux, comme aussi tout ce qui est convenu, établi, & contenu dans la présente Capitulation, tant en faveur des Etats & Sujets Catholiques, que de ceux de la Confession d'Augsbourg, y compris la libre Noblesse de l'Empire, de ladite Religion, & ceux d'enr'cux qu'on appelle Reformez, comme encore le Recès d'exécution de Nuremberg, & singulièrement tout ce qui a été conclu ci-devant dans les Diètes, & tout ce qui y sera conclu ci-après, comme si il étoit inséré de mot à mot en la présente Capitulation, sans Nous en départir sous quelque prétexte que ce soit, si ce n'est du consentement préalable des Electeurs, Princes, & Etats assembles en Diète, ou de la Deputation ordinaire de l'Empire. Mais bien plutôt Nous le maintiendrons, & Nous ne greverons personne à l'encontre, ni ne souffrirons ou permettrons que quelqu'un soit grevé ou trouble, dans les choses de Religion contre l'Instrument de la Paix, contre le Recès d'exécution de Nuremberg, ou contre les autres Pactes, ni qu'il soit atente quelque chose directement ou indirectement au *Eschepstett* & *Palatin*, & lieux dont l'Instrument de la Paix dispose, sous quelque prétexte que ce soit, même d'inégale interprétation, contre l'ordre d'exécution contenu dans le Recès de l'Empire de l'an 1555. Semblablement aussi, nous renouvellerons les autres Loix & Constitutions du Saint Empire Romain, enant qu'elles ne soient point contraires au susdit Recès d'Augsbourg de l'an 1555 ni à l'Instrument de la Paix, nous les améliorerons par le Conseil & Consentement des Electeurs, Princes, & Etats, selon l'intérêt de l'Empire, toutes les fois que l'occasion le requerra, & Nous n'y changerons rien sans le susdit consentement, en quelque manière que ce soit, moins encore publierons Nous de nouvelles Loix & Constitutions, ou interpréterons Nous l'Instrument de la Paix, ou les autres Constitutions, mais en toutes ces choses nous procéderons par le commun Conseil & consentement des Etats. Même Nous punirons, comme il est raisonnable, tous ceux qui écriront ou qui feront imprimer quelque chose, contre ledit Instrument de la Paix, qui est comme un perpétuel lien de concorde entre le Chef & les Membres, & entre les Membres *inter se*, ou contre les Religions qui y sont permises, car c'est uniquement de cette source, que naissent dans l'Empire les Rebellions, les Dissensions, les Dehances, & les Querelles. C'est pourquoi, Nous ferons supprimer tous ces Ecrits, & Imprimés, & Nous ferons procéder sévèrement tant contre les Auteurs que contre leurs Complices, & nous rejetterons & annulerons, comme Nous à présent nous rejetons & annulons, toutes sortes de Protestations faites contre ledit Instrument de la Paix, & toutes sortes de Contradictions, de quelque part qu'elles viennent, & sous quelque Nom qu'elles paraissent, & Nous ne permettrons point que Notre Conseil Impérial Arbitral, dans l'ignition des Causes *ad Fides vel alterius instantiam*, ou notre Commissaire des livres à Francfort sur le Main dans la censure & confiscation des livres, favorise un Parti plus que l'autre.

III.

Nous tiendrons dans une pleine & singulière considération les *Wittens*
de.

du Saint Empire Romain, qui en sont les Membres les plus intimes, & les Colonnes Capitales, & nous leur donnerons & continuerons les Prædicats respectifs de Reverendissimes & Serenissimes, comme Nous avons fait au commencement de cette Capitulation. Nous prendrons leur Conseil dans les affaires d'importance qui concierrent l'Empire, selon la Bulle d'Or, (toutefois sans prejudice de l'Instrument de la Paix,) & Nous ne ferons ni n'ordonnerons aucune chose sans l'avoir pris. Nous les confirmerons dans leurs Dignitez Electorales, dans leurs Droits particuliers, Jurisdictions, Præéminences, & Prerogatives. Nous maintiendrons l'Electorat de Brunswick-Lunembourg érigé par le commun consentement des Electeurs, Princes, & États, avec l'Office d'Architresorier qui a été selon les Decrets émanés de l'Empire, le 30 Juin 1708 & 14 Janvier 1710. Comme aussi les communes & speciales Confederations des Electeurs du Rhin, attendu qu'elles ont été faites honnêtement avec la Ratification & Approbation de Nos Prédécesseurs Empereurs; & ce que les Seigneurs Electeurs trouveront à propos la-dessus reciproquement & généralement, nous l'approuverons aussi de notre part, & le confirmerons, sans prejudice pourtant de l'Instrument de la Paix, des autres Loix de l'Empire, & des Droits, Jurisdictions, & Privileges, acquis aux Princes & États, y compris la Noblesse immediate de l'Empire.

Et parce qu'avant toutes choses Nous devons prendre la Couronne de Roi des Romains, nous promettons, par ces présentes, de le faire, & d'y observer tout ce qui se doit, comme aussi d'y inviter tous & chacun des Electeurs, afin qu'ils y exercent leur Office, approuvant & confirmant par ces présentes les Transactions amiables qui ont été ci-devant faites, entre les deux Electeurs de Mayence & de Cologne concernant leurs différends au sujet de la Fonction du Couronnement.

Nous laissons aux Electeurs & à leurs Héritiers & Descendants leur libre Droit d'Electio, conformément à la Bulle d'Or, & d'autant que les Electeurs & les Princes sont convenus depuis peu à Raubonne selon l'Article VIII de l'Instrument de la Paix, touchant l'Electio d'un Roi des Romains, que ledits Electeurs n'y procederont pas facilement pendant la vie de l'Empereur, si ce n'est en cas que l'Empereur élu & regnant vait à sortir de l'Empire, & que son absence fût ou continuelle ou trop longue, ou pour raison de la vieillesse, ou à cause d'une infirmité continuelle qui ne lui permettroit pas de vaquer au Gouvernement, ou par quelque autre nécessité pressante, dont le salut & la conservation du Saint Empire Romain dependroit, & qui exigeroit que même du vivant de l'Empereur, on élu un Roi des Romains, auxquels cas de nécessité, & autres semblables occurrences, les Electeurs pourront y proceder, librement & sans aucun empêchement, selon la Bulle d'Or, & selon leur devoir & obligation envers le St Empire Romain, même sans le consentement de l'Empereur regnant, si, étant requis d'y consentir, il refusoit de le faire, sans quelque grande Cause laquelle Convention & Règlement des Electeurs & des Princes *inter se* nous approuverons &

nous nous y conformerons, comme dès maintenant nous l'approuvons par ces présentes, & nous nous y conformons.

Nous consentons que, selon la Bulle d'Or, les Electeurs se puissent assembler quelquesfois, dans les besoins pressans de l'Empire, ou pour leurs propres intérêts, quand cela sera absolument nécessaire, pour délibérer & consulter ensemble; & loin de défendre ces Assemblées, ou de les empêcher, nous n'en concevrons contr'eux en général ni en particulier aucune indignation ou mécontentement; & en cela, comme en toute autre chose, nous nous conformerons gracieusement à la Bulle d'Or. Les Vicaires de l'Empire conserveront paisiblement & sans trouble le Droit de tenir leur Conseil particulier *quo ad Causas Imperiales* en toute occurrence; & lorsque la nécessité le requerra selon la teneur de la Bulle d'Or, & des autres Loix & Privileges, & selon qu'il se pratique d'ancienneté. Nous ne permettrons point que les Vicaires ni les Droits qui y sont attachez soient troublés ou combatus par quelqu'un; & s'il étoit fait ou attenté quelque chose à l'encontre, ce qui ne doit point être permis, que cela soit nul & de nulle valeur.

Nous confirmerons & ratifierons dans la meilleure forme, ainsi qu'il convient & appartient, tout ce qui aura été fait & concédé selon la Bulle d'Or & les Constitutions Impériales, par les deux Electeurs Vicaires de l'Empire durant la Vacance, & jusqu'au jour que nous aurons juré en personne la Capitulation, & que par conséquent nous aurons actuellement pris en main le Gouvernement.

Et comme depuis quelque temps on voit que les Ambassadeurs de quelques puissans Princes Etrangers & de quelques Republiques, prétendent le rang sur les Ambassadeurs des Electeurs à la Cour de l'Empereur, aux Cours Royales, & aux Chapelles, sous prétexte que lesdites Republiques devoient être réputées Testes Couronnées, & par ainsi égales aux Rois, nous ne le permettrons plus ci-après. Mais, s'il arrivoit qu'il s'y trouvât des Ambassadeurs de Rois étrangers légitimement titrés, couronnés, & regnans, ou de Reines Veuves, ou de Pupilles auxquels le Gouvernement appartiendroit aussi tôt qu'ils auroient atteint l'âge complet, mais qui en attendant seroient sous la conduite de Tuteurs ou de Curateurs, en ce cas ils précéderont les Ambassadeurs Electoraux, mais aussi les Electoraux les suivront immédiatement, & précéderont les Ambassadeurs de toutes les autres Republiques, & les Princes personnellement présens; & quand les Ambassadeurs Electoraux de premier ordre seront plusieurs, il ne sera plus fait aucune différence entr'eux, ni dans nôtre Cour Impériale, ni en quelque autre lieu que ce soit dans & hors l'Empire, mais à tous & chacun d'eux sans distinction sera rendu en toutes choses le même honneur qu'aux Ambassadeurs Royaux. Nous prendrons soin aussi, que dans tout le reste la Dignité & les Prerogatives qui appartiennent d'ancienneté aux Electeurs, dont ils sont en pleine possession, leur soient conservées, & nous ne souffrirons point qu'il soit attenté ou permis quelque chose de nouveau à l'encontre, ni à leur préjudice, par quelques Ambassadeurs que ce soit de Rois étrangers ou de Republiques, soit

soit à notre Cour Impériale & Royale, ou par tout ailleurs que cela pourroit arriver.

Les Comtes Immediats du St. Empire Romain, & les Seigneurs qui ont Voix & Seance dans l'Empire marcheront immédiatement après les Princes, dans le College desquels ils auront voix & seance, & précéderont ainsi tous autres Comtes & Seigneurs nationaux & étrangers, comme aussi les Conseillers & Chambellans de l'Empereur dans tous les Couronnemens Impériaux & Royaux, & dans toutes les autres solennités de l'Empire, étant bien juste que puisqu'ils précèdent les autres dans les Consultations, Charges, & Incommoditez, ils aient aussi le premier lieu chez le Prince en tels Actes solennels, le même ordre sera aussi observé hors des solennitez de l'Empire, dans la Cour de l'Empereur, à l'égard de ceux qui sont actuellement dans le service de la Cour.

Nous pourrions aussi, que quand les Ambassadeurs Electoraux, ou les Officiers Héritaires, se trouveront à notre Cour Impériale, on leur rende le respect qui leur est dû, singulièrement lors & toutes les fois que nous tiendrons une Diète d'Élection, ou que nous tiendrons Cour Impériale en quelques autres semblables Diètes ou occurrence d'affaires esquelles les Officiers Héritaires doivent être appelés, & qu'il ne leur soit fait aucun préjudice par nos Officiers Auliques, & s'il falloit, à cause de leur absence, que leurs fonctions fussent quelques fois faites par nos Officiers Auliques, nous voulons pourtant que les Emolumens qui proviennent de tels Offices reviennent à ces mêmes Officiers Héritaires, & Lieutenants des Electeurs, au plus ni moins que s'ils les avoient déjournés, & administrés très personnellement, & qu'il ne leur soit rien soustrait, par nos Officiers Auliques.

Et parce que dans les Diètes Impériales, & d'Élection, il appartient à l'Office d'Arch-Maréchal de régler la police, & de publier en notre nom les Ordonnances des Taxes, nous promettons que de la part de notre Arch-Maréchal Aulique ou autres, il ne lui sera donné aucun empêchement, ni sous prétexte d'une Commission Césarienne, ni sous quelque autre que ce soit, dans les choses qui dépendent dudit Office de l'Empire, & qu'il ne sera rien concédé à son préjudice. Semblablement aussi, il ne sera fait aucun empêchement, ni porté aucun préjudice, à notre Maréchal Aulique, par notre Gouvernement Provincial, ou autres, dans les Fonctions de son Office qui dépendent de l'Arch-Maréchal.

IV.

Dans toutes les Consultations concernant les affaires de l'Empire, principalement celles qui sont exprimées dans l'Instrument de la Paix, & autres semblables, nous laisserons aux Electeurs, Princes, & États la pleine jouissance de leur suffrage, & nous n'établirons ni n'ordonnerons rien dans les Diètes sur de telles affaires, sans leur libre & préalable consentement Collégal.

Pareillement, nous cultiverons la Paix avec les Princes Chrétiens & Impériaux, pendant le tems de notre Régence, sans leur fournir aucun sujet de méintelligence avec l'Empire, moins encore engagerons-nous l'Empire

en des Guerres étrangères, mais nous nous abstenons de toute assistance dont il pourrait naître quelque dommage ou quelque peril à l'Empire, & nous ne ferons aucune Alliance, ni ne commencerons aucune querelle, différend, ou guerre, soit dans l'Empire, soit hors l'Empire, pour une semblable cause, ou sous quelque autre prétexte que ce soit, sans le contentement des Electeurs, Princes, & Etats assemblez en Diete générale, ou tout au moins, sans le lçu & le contentement préalable des Electeurs. Et quand de telles Guerres seront entreprises, elles seront conduites selon la teneur des Constitutions Imperiales, du Recès d'exécution, & de l'Instrument de Paix. Les Généraux & toute l'Armée prêteront le Serment de fidélité à nous & à l'Empire, de même que les Directeurs & Conseillers du Conseil de guerre, qui seront choisis en nombre égal des deux Religions, le tout dans la manière & comme il est contenu dans les Constitutions de l'Empire énoncées au sujet de telles rencontres de Guerres. Mais en cas que nous fussions attaqués à cause de l'Empire, ou que l'Empire même fut attaqué, alors nous pourrions nous aider de tout secours qui ne soit point préjudiciable à l'Empire, en sorte toutefois, que durant une semblable Guerre, ou autrement, nous ne construirons aucune nouvelle Forteresse dans les Provinces & Territoires des Electeurs, Princes, & Etats, & que nous ne releverons point les anciennes, moins encore le permettrons nous aux autres, attendu que suivant les Constitutions de l'Empire, cela n'appartient & n'est permis qu'au seul Seigneur de la Province en son Territoire. Nous ne ferons nulle Paix sans la Coopération & le Consentement des Electeurs, Princes, & Etats, & en cas que la Paix s'enlève, nous prendrons un soin très-sérieux que toutes les choses qui ont été occupées par les Ennemis dans l'Empire, ou qui ont été changées in *Eichthum* & *Palais*, soient restituées, à la consolation des Etats & Sujets opprimés dans leur premier état, conformément aux Loix Fondamentales de l'Empire, & aux Instruments de Paix, entre lesquels ceux de la Confession d'Augsbourg ne veulent point entendre la Paix de Ryswick, reservation pourtant que les Catholiques renvoient à son lieu. Nous observerons sur tout inviolablement ce qui a été traité & conclu à Osnabrugh & à Munster entre nos Prédecesseurs & les Electeurs, Princes, & Etats d'une part, & les autres Parties d'autre part, & nous ne serons rien attenter à l'encontre, ni par nous, ni par autres, qui puisse rompre ou affaiblir la vraie & sincère amitié établie dans cette Paix universelle & perpétuelle. Et comme on permet quelquefois aux Princes étrangers de lever des Troupes dans l'Empire, & que l'Instrument de paix, & les Constitutions Imperiales, déterminent assez jusques où quelque Etat ou habitant de l'Empire se peut donner au service des étrangers, nous donnerons ordre, que si quelques Troupes se lèvent dans l'Empire ou dans nos Royaumes Héritaires pour le service des Princes étrangers, le nombre des Troupes de l'Empire n'en soit point pour cela diminué, & que les Electeurs, Princes, & Etats de l'Empire ou leurs Sujets, ne soient point grevés contre les Constitutions de l'Empire, contre l'Instrument de la Paix, par de semblables levées de Troupes, ni par leurs Passages, Logements, Mon-

Montres, ou de quelque autre manière que ce soit, & qu'il n'y soit point intervenu. Et comme il arrive quelquefois que des Principautés immédiates, Eglises, Comtes, & Seigneuries, sont chargées de Garnisons, de Quartiers, & d'autres foutes militaires, par des Nations étrangères, & que par-là elles ne peuvent en aucune manière jouir de la Paix si cherement acquise, & qu'elles sont soustraites à l'Empire, & comme réduites à la condition des Etats Medius, nous promettons, non seulement d'employer soigneusement notre interposition pour faire finir ces abus, mais aussi de pourvoir en vertu des Constitutions Imperiales, à ce que lesdites Principautés, Eglises, Comtes, & Seigneuries, soient efficacement assistés, & qu'elles conservent en toutes choses leur immédiateté, nous défendrons & maintiendrons de tout notre pouvoir nos Electeurs, Princes, & Etats, & notre Noblesse Imperiale, ensemble tous nos Vassaux, & Sujets, & nous ne permettrons point qu'ils soient molestés en aucune manière.

V.

Parcillement, nous ne chargerons point sans nécessité nos Electeurs, & nos autres Etats du Saint Empire Romain, d'impositions & de contributions pécuniaires à Titre de Chancellerie, & de Voyages. Et quant aux Heures & autres impositions usitées dans les cas d'une urgente nécessité, nous ne les ordonnerons point, soit en temps de Paix ou de Guerre, sans le Conseil & Consentement préalable des Electeurs dans la Diète générale des Etats, nous les ferons recevoir dans les Villes où elles sont ordinairement payées, par ceux qui sont commis à cela par les Cercles, & nous prendrons soin que les Armes des Heures ci-devant consenties soient rassemblés, & que le Compte de la Recette & de la Mise soit rendu à l'Empire par l'Administrateur des Finances, toutesfois & quantes qu'il en sera requis, ou dans la prochaine Diète, si on le résout ainsi dans le temps de l'imposition, à moins que ce ne fussent de ces sortes d'impositions qui sont laissées à la libre disposition de l'Empereur des Romains. Nous n'appliquerons point les Contributions & Subsidies consentis par les Etats de l'Empire, à d'autres usages qu'à ceux pour lesquels il auront été consentis, & nous ne permettrons point que nul Etat ayant voix & séance dans les Dietes de l'Empire s'en exime, ou en soit exempté par les Etrangers, sous quelque prétexte que ce soit. Nous n'accorderons aussi nulle exemption ni moderation des Charges & de la Matricule, sans le consentement préalable des Electeurs, Princes & Etats de l'Empire, mais plutôt nous prendrons soin que le point de la reintegration des Cercles, & de la moderation, & peregrination de la Matricule soit examiné & réglé avant toutes choses dans une Diète générale de l'Empire, ou dans une Diète speciale de moderation, & qu'au reste, tout Etat de l'Empire soit contraint au paiement de ce qu'il doit, & qu'il soit procédé contre les Contumes selon l'ordre d'exécution.

V I

Nous ne ferons ni Confederation ni Union avec les Etrangers, tant dedans que hors de l'Empire, comme Empereur élu des Romains, dans les affaires de l'Empire, sans en avoir premierement obtenu en Diète le Con-

seulement des Electeurs, Princes, & Etats; mais, si le salut ou l'utilité publique requiéroient une plus grande diligence, en ce cas, comme dans tous les autres concernant la sécurité de l'Empire, nous obtiendrons en temps & lieu convenable le consentement des Electeurs, & cela dans une Assemblée Collegiale, non par des Declarations séparées, & jusques à ce que l'on puisse parvenir à une Assemblée commune de l'Empire. En outre, si à l'avenir nous faisons quelque Alliance au nom de nos Provinces Héritaires, ce sera sans préjudice de l'Empire selon l'Instrument de la Paix, & non autrement. Permis au surplus à tous les Singuliers Etats de l'Empire, toutes les fois que la nécessité, ou l'intérêt de leurs affaires le demandera, de faire des Alliances entr'eux, ou avec les Etrangers, en telle sorte néanmoins qu'elles ne soient point contraires à l'Empereur des Romains, à l'Empire, à la Paix publique, & à celle de Munster & d'Osnabrug; & sans préjudice du Serment par lequel tout Etat est lié à l'Empereur des Romains, & au Saint Empire Romain, & que les Secours demandés par les Princes étrangers ne leur soient donnés ni prêtés, qu'autant qu'ils pourront l'être sans préjudice de l'Empire.

V I I.

Item nous garderons les Ordonnances de Police comme elles ont été conclues, ou le seront à l'avenir, dans les Dietes de l'Empire: Nous avançons de tout notre pouvoir le Commerce de l'Empire, & à l'égard des grandes Sociétés, des Marchands, & autres Personnes qui par leur argent, monopoles, usures, & illicites préachats des Marchandises, ont causé tant & de si notables incommodités, dommages, & préjudices à l'Empire Romain & à ses Sujets habitants, & qui le font encore tous les jours, nous les reprimerons & supprimerons, selon & de la manière qui avoit été ci-devant résolue par le Conseil des Electeurs, Princes, & Etats, mais jusqu'à présent non entièrement exécutée; & nous n'accorderons nul Privilege de monopole à Personne, soit dans le Commerce, dans les Manufactures, ou dans les Arts, & généralement dans toutes les choses qui sont comprises sous la Police, de quelque nom qu'on les appelle, & ceux qui ont été accordés, nous les casserons & révoquerons, comme contraires aux Constitutions de l'Empire; & s'il se trouve que le Transit, l'Introduction, & la Vente des Manufactures de l'Empire, ou autres légitimes Marchandises, soit défendu dans les Provinces Voisines, ou qu'il vienne à y être défendu ci-après; nous tâcherons à faire révoquer ces défenses, & en cas de non succès, nous donnerons ordre en échange, que les Marchandises de cesdites Provinces ne soient point admises ni amenées dans l'Empire.

V I I I.

Et d'autant que la Nation Germanique, & le Sacré Empire Romain, sont extrêmement chargés de Peages, tant par l'erre que par Eau, nous n'en concéderons de nouveau aucun, & nous ne ferons ni augmenter ni prolonger les anciens, ni en notre faveur, ni en faveur de Personne; excepté ceux qui ont été dûment concédés avant la présente Capitulation par nos Prédecesseurs Empereurs des Romains, sur-tout aux Electeurs de l'Empire, & dont l'effective observation a été toujours continuée & perpétuée; le Con-

sente-

sentement préalable de tous les Electeurs n'y est premierement intervenu dans un Conseil Collegial, & d'une maniere si unanime, qu'il n'y a paroisse ni contradiction ni dissentiment de la part d'un seul Electeur, mais que toutes & chacune des Voix y concordent, car à cet egard nous ne ferons point attention à la pluralité des Voix, & nous ne decernerons rien sans une préalable unanimité de suffrages, ni même sans avoir premierement entendu là-dessus les Voisins interessez, & le Cercle dans lequel le Peage devroit être erigé, ou augmenté, ou perpetué, ou prolongé, & sans avoir dûment considéré les raisons qu'ils auroient à l'encontre, & le préjudice qu'ils en souffriroient, & sans avoir tout pesé à la balance de la Justice.

En outre, nous ne donnerons, ni ne permettrons point qu'il soit donné, aucune espérance ni Lettres de recommandation pour les Electeurs à ceux qui demanderont l'erection ou l'augmentation ou prolongation de quelque Peage par Terre ou par Eau, mais nous les avertirons de s'adresser uniquement au College Electoral, & s'il arrive que quelque nouveau Peage soit concédé, nous aurons toujours soin, avec le College Electoral, que ce soit sans préjudice, dommage, ou diminution des Revenus que les autres Electeurs, Princes, & Etats, retirent de leurs anciens Peages. Nous ne permettrons point qu'il soit tenu sur le Rhin, ni sur quelque autre Fleuve de l'Empire que ce soit, des Barques armées, ni des gardes, ni qu'il soit exerce aucunes exactions inaccoutumées, ni que de quelque maniere que ce puisse être le Commerce y soit empêché, principalement au dommage, préjudice, & detrimement des Electeurs du Rhin, & de leurs Regales. Et suivant cela nous ne souffrirons point que dans les lieux où quelque Fleuve venant à se rendre dans le Rhin, peut favoriser la Navigation, l'un ou l'autre Etat Voisin y fasse empêchement pour ses propres interets, Car le bien public ne souffre point de tels edifices, il veut que les Barques puissent descendre & monter librement, & il est de la Justice & de l'Equité, qu'un Etat jouisse aussi bien qu'un autre de ces avantages donnés de Dieu & de la Nature.

En cas aussi que quelqu'un ou quelques-uns, de quelque qualité, état, ou condition qu'ils soient, eussent ci-devant institué quelque Nouveau Peage, à leur profit, ou qu'ils en eussent augmenté un ancien dans leurs Electorats, Principautés, Comtés, Seigneuries, & Territoires, soit par Terre ou par Eau, soit à la montée ou à la descente des Rivières, sans l'aveu de nos Predecesseurs, & du College Electoral, & sans les autres requêtes de ce sens-là, ou qu'à l'avenir ils en instituassent ou imposassent quelque un autrement qu'il n'a été dit ci-dessus, ou qu'ils étendissent ou entreprissent d'étendre à leurs Vassaux, sans le consentement des Electeurs, & sans les autres conditions nécessaires, les concessions de Peage qu'ils auroient obtenues de l'Empereur & des Electeurs pour eux & pour leurs enfans, en ce cas, nous le detournerons par des Mandemens sans clause, & autres moyens nécessaires de droit, & par toutes les voyes & moyens possibles, aussi tôt que nous en aurons été avertis, ou informés, cassant & revokeant tout ce qui aura été accordé au contraire, & nous ne permettrons point qu'à l'avenir qui que ce

soit érigé de sa propre autorité, & par voye de fait, quelque nouveau Péage, ni qu'il augmente ceux qu'il a, ni qu'il oie en user.

Item si jusqu'à maintenant quelques sujets mediats ou immediats de l'Empire oient encore charger aux Portes ou ailleurs les Marchandises, Blés, Vins, Sels, Animaux, & autres choses qui entrent ou qui sortent des Villes, ou qui y passent, de quelques Impositions sous le nom d'Accises, de Change de Monnoye, d'Esape, de Droit de Marché, de Ports, de Ponts, de Passage de Commerce, de Tresor, de Chemin, & de Milice, ou autres semblables, qui ont le même effet & la même consequence que les nouveaux Peages, souvent même de plus grandes, & qui apportent aux Electeurs, Princes, & Etats Voisins, à leurs Sujets, Vassaux, & Marchands des Pertes & Dominages non mediocres, & qui sont directement contraires à la Liberté du Commerce tant par Terre que par Eau, nous en serons informer de quel nous aurons pris en main le Gouvernement Imperial, & recevrons des Electeurs, Princes, & Etats Voisins, les Relations necessaires pour connoître en quoi consistent ces abus & charges illicites; apres quoi nous abrogerons & revokeurons, sans delay, tout ce qui se trouvera de Péages établis ou augmentés injustement, soit de nouveau soit avant ou durant les trente années de la Guerre d'Allemagne, comme aussi les licences, & autres exactions dont la consequence est contraire aux Pactes anciens & nouveaux, & nous ferons proceder rigoureusement contre les transgresseurs. Pareillement nous ordonnerons à nos Fideaux Imperiaux, qu'apres l'information prise contre ceux, ou apres la denonciation qui en sera faite par une autre, ils y procedent conjointement ou separement du Denoncateur, en telle sorte que tout Electeur, Prince, ou Etat, qui abuse du Droit de Péage, ou qui l'étend ou augmente, ou qui à l'avenir l'étendra ou augmentera, soit privé *pro facto*, de tout droit de Péage, pour tout le temps de sa vie, & si c'est une Communauté, pour trente ans, à moins que ledit Electeur, Prince, Etat, ou Communauté, qui auroit uie d'un tel excès, ne s'en desiste & ne l'abandonne des qu'il en sera averti par le Prince Directeur du Cercle, & que de plus il soit procede contre lui par le Juge competent jusqu'à declaration de calujnie, ce qui doit être entendu du Transgresseur qui seroit Etat mediat, & non immediat de l'Empire, & avec cette plus ample declaration, que si quelque Prince Directeur de Cercle, se trouvoit interessé dans l'abus de la concession du Peage, l'avertissement devra être fait par l'autre Prince Directeur, & en cas que tous deux y fussent interessés, ou qu'ils negligassent de s'acquies de ce devoir, l'avertissement appartiendra aux autres Etats du Cercle. En outre, il sera permis à tout Electeur, Prince, & Etat, comme aussi à la Noblesse Immediate, de s'eximer & se liberer comme ils pourront eux, & leurs Sujets, des suldites Charges & Gravations. Et comme il arrive quelques fois qu'on n'use pas du mot de Peage, mais que sous celui de Dechargement des Marchandises, d'ésape, ou autres, on exige de vrais Péages sur les Barques & Marchandises qui montent & qui descendent, chargeant ainsi le Commerce & la Navigation de diverses Gravations & Empê-

Empêchements, par les Impositions indues & forcées, qu'on exige des Blés & autres Marchandises, à ces causes, que toutes & chacune des Usurpations aussi faites & tentées de nouveau, dans l'un ou l'autre endroit des Rivières & Eaux navigables de l'Empire, soit par autorité privée, soit en vertu de quelque concession obtenue à ce sujet, sous quelque nom & couleur que ce puisse être, sans le préalable consentement du College Electoral, soient & demeurent invalides & nulles; Et qu'à l'avenir telles ou semblables Concessions ne soient accordées par nous à personne de quelque état & condition qu'il soit, sans le consentement dudit College Electoral, & qu'il soit libre à un chacun des Electeurs, Princes, & Etats, qui se sentira lezéz en ces endroits, de s'aider lui-même pour détourner comme il pourra le poids d'un tel fardeau, sans préjudice, toutes fois, des Privileges légitimement obtenus des defunts Roi des Romains ou Empereurs par les Electeurs, Princes, Etats, & Noblesse Immediate, au tems que le consentement des Electeurs, présentement, introduit par les Pactes & Capitulations, n'étoit pas encore nécessaire, comme aussi de ceux qui sont fondés dans un paisible usage, lesquels seront confirmés par les Empereurs des Romains lors qu'ils en seront decemment requis; en sorte que les Etats les puissent conserver sans trouble, mais quant aux Péages illégitimes, Etapes, & Dechargement des Marchandises abusivement introduits par Terre ou par Eau, s'il s'en trouve de tels, nous les cassons & abrogeons, & nous promettons de n'en point accorder ci-après de semblables, que par le préalable & unanime consentement des Electeurs.

IX.

Et d'autant que, jusqu'à présent, les Electeurs ont été grevés dans leurs Péages de Terre & d'Eau, par de grandes & fréquentes exemptions, contraires à la liberté & à l'usage; & le plus souvent par des Passeports, Lettres d'exemption, & Concessions de Privileges au préjudice des Droits Electoraux de Péages, comme aussi par d'autres voyes, ce qui est un abus intolérable; nous promettons d'y remédier, de l'abroger & de ne pas permettre que semblable chose se fasse à l'avenir, & de ne plus accorder aucun Privilege d'exemption; cassant dès à présent, & déclarant nuls ceux qui ont été concédés durant la Guerre, sans le consentement du College Electoral.

Nous voulons pareillement, que les Etats, auxquels quelques Nouveaux Péages, ou quelque Augmentation ou Prolongation des anciens, a été accordée par nos Predecesseurs Empereurs Romains, du consentement des Electeurs, ne chargent point lesdits Electeurs, ni leurs Ambassadeurs & Conseillers, ni leurs Veuves, Enfants, Sujets, & Domestiques, & autres personnes exemptes, ni leurs Biens, par de tels Péages nouveaux, augmentés, ou prolongés; mais qu'ils leur permettent de passer, monter, & descendre librement dans tous les lieux de leurs Principautés, & Provinces, avec tous leurs Biens & Marchandises; qu'ils se gouvernent d'ailleurs, à l'égard des augmentations de Peage, déjà obtenus selon le reglement qui en aura été fait, & qu'ils s'obligent sur cela aux Electeurs par un Revers Special, à quoi nous les exhorterons, les obligeant à toute rigueur & sur peine de perdre

leur Privilege, de se conformer à ce devoir, & d'extrader les dits Revers sans delay aux Electeurs; quant à ceux qui obtiendront à l'avenir, *prescripto modo*, quelque nouveau Péage, ou quelque augmentation ou prolongation des anciens, ils seront obligés à l'extradition des dits Revers, avant de recevoir nos Concessions Imperiales; & nous ne permettrons, point qu'elles soient expedies auparavant. Et afin que nous puissions être plus sûrement informés du Droit qui appartient à chaque Pretendant sur les Péages nouvellement introduits ou augmentés dans l'Empire, tant par Eau que par Terre, outre les autres Impositions & Exactions, nous en demanderons une particuliere Specification au Prince Directeur de chaque Cercle; & en cas que peut-être, les Princes Directeurs du Cercle pechassent eux mêmes, contre le Reglement des Péages, nous en recevrons la Specification & l'information des Etats Voisins qui en souffriront, & nous procederons effectivement, comme il a été dit, à l'abrogation & reduction d'iceux.

Et comme il est de l'équité, que les Meubles & Consomptions des Electeurs Princes, & Etats, & de leurs Ministres allans ou assistans aux Colleges, Deputations, & Diètes circulaires de l'Empire, comme Vins, Blés, Bœufs, Animaux, & autres choses necessaires, passent & repassent libres de Péages, impositions, & exactions, de quelque nom qu'elles s'appellent; aussitôt & du moment qu'une attestation digne de foi & munie de la signature & du cachet deidus Electeurs, Princes, & Etats, ou de leurs Ministres aura été montrée; & que si quelqu'un d'eux vient à mourir, les meubles de leurs Héritiers & Successeurs retournent pareillement sans Péage, imposition, ou autre exaction; c'est pourquoi nous donnerons ordre, que cela soit observé, & que nul Electeur, Prince, ou Etat, ou leurs Ministres, ne soient grevés ci-après à l'encontre.

IX.

Et comme il s'est glissé de grands abus & manquemens dans le fait de la Monnoye, nous y remédierons au plutôt avec le Conseil des Electeurs, Princes, & Etats de l'Empire, & nous aurons soin de la mettre sur un pied fixe & stable; à quelle fin nous considererons mûrement les moyens qui furent consultés par les Electeurs Princes & Etats dans le Recès de l'An 1770. touchant l'erection de trois ou quatre Hôtels de Monnoye en chaque Cercle; comme aussi ceux qui furent consultés dans la Diète de l'An 1603. & dans les precedentes & suivantes, touchant la conformité des Monnoyes dans tout l'Empire Romain, avec les Voisins, touchant la Reforme des Monnoyes defectueuses qui en resulteroit necessairement; & touchant la Commission qu'il faudroit donner aux Directeurs des Cercles pour la punition des Delinquans; & nous ne differerons en nulle maniere ce qui pourra être conclu de profitable dans les prochaines Diètes, pour détourner de tels manquemens.

Nous n'accorderons ci-après aussi à personne, de quelque état ou condition qu'elle soit, sans le special presceu & consentement des Electeurs, le Privilege de battre Monnoye, avant d'avoir oui & considéré les raisons du Cercle dans lequel l'Hôtel nouveau de Monnoye devoit être situé. Et du mo-

ment

ment que nous verrons clairement que ces États auxquels cette Regale & Privilege aura été accordé, en abuseront contre les Constitutions Imperiales emanées depuis pour leur amélioration, ou qui permettent que d'autres en abusent, & qui sans ulterieur jugement, se seront ainsi privés eux memes de leur Droit de battre Monnoye; nous leur en interdirons l'exercice, comme aussi à ceux qui n'auront pas legitiment obtenu cette Regale, ou qui n'auront pas continué dans le même état, & nous donnerons ordre qu'il soit procédé dûement contre eux par les Cercles, même nous ne restituons point les États dechus de cette sorte, si ce n'est dans une Diète generale, & par le consentement des États; au contraire, nous procederons contre ceux qui auront abusé dans la maniere susdite, contre les Constitutions de l'Empire de la Regale de battre Monnoye, ou qui auront souffert que d'autre en abusent, non seulement jusqu'à privation de leur dite Regale, mais aussi jusqu'à les suspendre de Voix & Seance, toutes fois en suivant la regle & maniere prescrite au premier Article de cette Capitulation. Et quand tel État sera suspendu, nous ne le retablirons point, ni ne permettrons point, qu'il soit rétabli autrement que dans une Diète generale, & après une due satisfaction. Quant aux États Medians & autres qui ne sont pas immediatement Sujets de l'Empire, mais bien des Electeurs, Princes, & États, s'ils tombent en de tels manquements, il sera procédé contre eux par le Prince ou Seigneur Territorial dont ils relevent, & le Droit de battre Monnoye leur sera ôté, cassé, & il ne leur sera plus concédé; comme aussi nous n'accorderons point aux États Medians de tels ni autres gracieux Privileges, si ce n'est du consentement des Electeurs, & après avoir dûement oui & pesé les raisons contraires du Cercle & des Interressez, moins encore les accorderons-nous à leur préjudice.

X.

En outre, & sur-tout, non seulement nous ne donnerons, hypothéquerons, engagerons, alienons, ou chargerons de quelque autre maniere que ce puisse être les choses qui appartiennent au sacre Empire Romain, sans le préalable consentement Collegial des Electeurs, Princes, & États, mais aussi nous nous abstiendrons de tout ce qui pourroit s'étendre à quelque exemption ou demembrement de l'Empire, & principalement nous aurons à cœur & prendrons un soin très-particulier, de recouvrer & d'y reunir tout ce qui en a été soustrait, soit Principautés, Seigneuries, Provinces, ou autres Biens notables confisqués, ou non confisqués, lesquels en partie sont passez d'une maniere indue entre les mains des Nations etrangeres. Et comme il est principalement connu, que certaines Seigneuries & Fiefs de grande importance, qui appartiennent à l'Empire, tant en Italie qu'ailleurs, ont été alienés, nous rechercherons soigneusement quelle a été cette alienation, & nous enverrons sans faute à la Chancellerie Electorale de Mayence dans le terme d'un an, à compter du jour que nous aurons pris la Regence de l'Empire, les Informations faites la-dessus, afin que de-là elles parviennent à la connaissance des autres Electeurs, Princes, & États, & dans toutes ces choses, & autres ci dessus dites, nous effluerons par le Conseil, aide, & assistance des Electeurs seulement, ou aussi des autres Electeurs, Princes, & États,

si le cas l'exige, ce qui aura été délibéré, conclu, & trouvé bon par nous & par eux. Et parce que beaucoup de Biens ont été ôtés à l'ordre des Chevaliers de St. Jean dans & hors de l'Empire, principalement dans la Guerre de quatre vingt ans aux Pays-Bas, sans qu'ils aient donné lieu à cela par aucune faute, & qu'on les detient encore à présent, nous tâcherons d'en procurer la restitution par des voyes amiables, toutes fois sans préjudice de la Paix de Westphalie, & des Droits de qui que ce puisse être. Et en cas que nous ou les nôtres possédions quelque chose de l'Empire Romain, qui ne nous appartienne pas légitimement à Titre de Fief ou autrement, nous le restituons pleinement & sans delai, en conséquence de notre Serment à l'Empire, lorsque nous en serons requis par les Electeurs. Enfin, nous apporterons tous nos soins pour conserver au sacré Empire Romain, les Fiefs & Droits qui lui appartiennent en Allemagne & hors d'Allemagne, mais principalement ceux d'Italie, & nous veillerons à ce qu'en tous cas, & selon la commodité des occasions, ils soient honnêtement relevés & renouvelés, & que tant les Fiefs que les Vassaux soient protégés & défendus, & s'il s'en trouve quelqu'un ou quelques-uns qui nous appartiennent, nous les releverons sans contradiction, & si cela ne se peut pas faire commodément, nous remettrons entre les mains des Electeurs, pour la sécurité de l'Empire, des Lettres de Revers & de Reconnoissance à ce sujet. Nous promettons aussi de n'exiger de personne des Contributions excessives, ni dans ni hors de l'Empire.

XI.

Nous accorderons aussi, dans la manière accoutumée, aux Electeurs, Princes, & Etats, y compris la Noblesse immédiate, & les autres Vassaux de l'Empire, quels qu'ils soient, les Fiefs & les Investitures, toutes difficultés & contradictions à part, lesquelles devront être renvoyées aux voyes de Droit, & nous ne les chargerons point contre l'édition des anciens Pactes de Famille, à la force & vigueur desquels il ne sera rien ôté par les Investitures, s'il sont conformes aux Privilèges Impériaux, aux Constitutions & aux Loix fondamentales de l'Empire, moins encore retarderons-nous les Investitures, à cause desdits Pactes de Familles, soit anciens soit nouveaux, ni à cause des Taxes Feudales contestées & non encore réglées; nous n'entendons point à notre Maison le Serment de fidélité qui est dû à l'Empire pour les Fiefs. Et en cas qu'un Electeur, Prince, ou Etat immédiat vienne à mourir, & qu'il laisse des Héritiers en âge de Minorité, le Tuteur ou les Tuteurs seront tenus dans l'an & jour, après qu'ils auront pris en main l'Administration de la Tutelle ou Curatelle, de demander effectivement l'Investiture des Fiefs & Regales de l'Empire qui appartiendront à leurs Pupilles, & de prêter le Serment de fidélité ordinaire dans le tems de l'Investiture, comme aussi de satisfaire aux Droits de la Chancellerie, lesquels devoirs & Serment seront & obligeront les Pupilles, lors qu'ils auront atteint l'âge de puberté & de majorité, tout de même que si eux-mêmes les eussent faits & eussent prêté le Serment de fidélité, moyennant quoi aussi nous ne les contraindrons à nulle autre nouvelle Investiture de leurs Fiefs & Regales, ou ser-

Serment de fidélité, moins encore à quelque nouveau paiement de Taxe féodale, mais nous le tenons contenu de la première Investiture accordée aux Tuteurs, ce qui sera aussi entendu des Fiefs que les Vicaires de l'Empire peuvent concéder en vertu de la Bulle d'Or.

Les Lettres Féodales & d'expectative sur les Fiefs du Saint Empire Romain ne seront ci-après concédées, ni expédies, que dans la Chancellerie de l'Empire, & celles qui se trouveront avoir été étendues à des personnes non comprises dans les anciennes Lettres Féodales, au préjudice des Expectatives accordées & confirmées par nos Prédécesseurs Empereurs, & des Pactes de Familles qui ont ensuivi, demeureront entièrement nulles.

Nous ne disposerons désormais en faveur de personne des Fiefs Caducs qui retourneront à l'Empire, soit par mort ou par délict, & qui seront de quelque importance, comme Electorats, Principautés, Comtés, Seigneuries, Villes, & autres semblables, sans le consentement préalable du Collège Electoral, si c'est un Electorat, & sans le consentement Collegial des Electeurs, Princes, Comtes, si c'est une Principauté, un Comté, ou une Seigneurie, comme aussi des Villes, s'il y est question d'une Ville, & nous n'accorderons sur ceux nulle expectative, mais nous les garderons, réunirons, & incorporerons, pour les besoins de l'Empire, pour les nôtres, & pour ceux de nos Successeurs, Empereurs, & Rois des Romains, toutes-fois sans préjudice des Expectatives concédées à nous & aux Etats de nos Provinces héréditaires, conformément aux Constitutions de l'Empire, *propter bona servita*, par nos Prédécesseurs Empereurs, pour la devolution à venir de nos Fiefs de l'Empire, & de tous chacun & de nos autres Droits & Privilèges. Mais en cas que ci après quelques Electorats, Principautés, Comtes, Seigneuries, Inféodations, & Subinféodations, hypothèques, ou autres Biens obligés aux Services, Collectes, Heures, & autres charges communes de l'Empire, & qui sont de la Jurisdiction, viennent à nous échouer, par voye d'hérédité ou autrement, nous les réserverons pour nous, & n'en disposerons en faveur de personne, que par le consentement préalable des Electeurs, si c'est un Electorat, Principauté, Comté, ou Seigneurie Electorale, & Principale, comme aussi du Collège des Villes, si, comme il a été dit, la chose concerne une Ville de l'Empire, & lorsque ces Biens seront réellement entre nos mains, ils rendront & payeront au Saint Empire Romain, tous ses Droits, Collectes, & Obligations, dans le Cercle auquel ils auront appartenu auparavant, & selon l'usage observé jusqu'alors & ce nonobstant toute prétendue exemption, ces Provinces & Biens demeurant au reste dans tous leurs Privilèges, Droits, & Apaternances, *in Ecclesiasticis ac Secularibus*, selon l'Instrument de la Paix. Quant aux Collectes de l'Empire, & les autres Revenus des Villes, qui sont passés & transcrits es mains de certaines Personnes, nous les réunirons derechef à l'Empire, & les appliquerons à ses besoins, & nous enverrons une désignation certaine de leur état présent à la Chancellerie de Mayence, dans l'année du jour que nous aurons pris en main le Gouvernement, afin que de là il soit communiqué plus avant, &c.

Et nous ne permettrons point que contre la justice & l'équité, ils soient ôtés à l'Empire, & à son Fisc public, à moins qu'on ne puisse prouver que l'aliénation en ait été faite par un consentement légitime & Collégial de tous les Electeurs, & à l'advenir, tels consentements devront être impetrés des Electeurs, des Princes, & des Etats. Nous promettons de plus, que dans toutes les causes importantes, qui concerneront l'Empire Romain, & dont le préjudice & les conséquences pourroient devenir considerables, nous prendrons d'abord le Conseil des Electeurs, comme de nos plus intimes Conseillers, & selon l'occasion, celui des Princes & des Etats, & que nous n'ordonnerons rien sans eux, sur des affaires de cette nature.

X I I.

S'il manque quelque chose à la reintegration des Cercles, nous le procurerons, & à cette fin, si besoin est, nous assisterons les Princes Directeurs & les autres Principaux Officiers des Cercles, nous ne leur ferons aucun empêchement, mais au contraire nous apporterons tout soin & diligence pour les amener à un état de perfection, selon l'Instrument de Paix, & les Constitutions de l'Empire, & pour les y conserver, & nous observerons exactement tout ce qui a été réglé, dans le Recès d'exécution & dans son amélioration; nous ne changerons rien dans les Recès d'exécution de l'Empire ni des Cercles, si ce n'est en ce qui a été conclu & accepté en Diète générale de tous les Etats touchant ledit Recès d'exécution. Nous laisserons la Députation ordinaire de l'Empire dans son état sans aucun trouble, & nous n'y changerons rien, quant aux Personnes députées, ni à leurs Droits, si ce n'est aussi en pleine Diète générale par le consentement des Electeurs, Princes, & Etats, sauf toutefois l'Autorité qui appartient par les Loix de l'Empire, aux Empereurs Romains, dans les Assemblées de ces Deputations, sauf l'intervention de leurs Commissaires, & la concordance préalable avec les Etats, comme il a toujours été observé & pratiqué dans les Diètes.

X I I I.

En cas aussi que les Diètes vinssent à cesser, nous les convoquerons dans l'Empire Germanique, du consentement des l'Electeurs, pour le moins chaque dixième année, & autant de fois que la sécurité de l'Empire, l'état des choses, & l'intérêt des Cercles le requerront, même si lesdits Electeurs ne nous en avertissent pas, & ne nous en requierent pas, & nous conviendrons avec eux chaque fois, avant l'indiction, du tems & du lieu. Nous y comparoitrons en propre personne, ou par nos Commissaires, au tems marqué, & aussi-tôt après nous ferons la Proposition, & si nous la différons ce ne pourra être tout au plus que de quatorze jours; nous aurons soin non seulement que les Conclusions & Decisions ne soient point empêchées, mais au contraire qu'elles soient accélérées autant qu'il se pourra; & que les choses contenues dans nôtre dite Proposition, ou qui seront proposées par nous durant les Diètes, ou qui seront agitées par le Directoire Electoral de Mayence, soient suivies d'une convenable Resolution. Et lors que les Conclusions de l'Empire nous auront été dûment présentées, nous ferons expedier sur
ceux

icieux nos Decrets & Declarations le plus tôt qu'il se pourra, & nous n'empêcherons point qu'en consequence de nôtre Proposition Imperiale & pour le bien de l'Empire, ledit Electeur de Mayence ne propose & ne mette en deliberation dans le College Electoral, & dans les autres Conscils de l'Empire, les Causes & Griets des Etats complaignans, quand même ces Griets regarderoient nôtre Maison, nos Conseillers Auliques & autres, & nos autres Domestiques dans leur qualité, nous ne restreindrons point son Office d'Arch-Chancelier & de Directeur, & nous n'empêcherons point que les Memoires presentés en semblables matieres ne parviennent à la Dictature, & ne soient aussi communiques aux Etats de l'Empire, pourvu seulement qu'ils soient couchés en termes respectueux. Outre cela, il sera libre aux Etats de l'Empire & des Cercles de s'assembler sans aucun empêchement soit en Diète ou hors de Diète, Circulairement ou Collegialement, toutes les fois que la nécessité, ou leur interet, le requerra, & de deliberer aussi de leurs affaires.

XIV

Nous ferons aussi tous les efforts possibles, auprès du Souverain Pontife & du Siège Romain, à ce qu'à l'avenir il ne soit rien attanté contre les Concordats des Princes, contre les Pactes faits entre le même Siège & la Nation Germanique, contre les Privileges speciaux de chaque Archevêque, Evêque, & Chapitre, ni contre les legitimes Statuts & Coutumes, par des grâces informes, rescrits, provisions, annates, multiplication de fondations, extension des Offices de la Cour de Rome, réservations, dispenses, résignations speciales & subsequentes Collations de telles prebendes, prelatures, dignités & offices, qui ne retournent pas à la Cour de Rome par mort, mais qui en quelque mois qu'elles viennent vacantes sont de la Collation des Archevêques, Evêques, Chapitres, & autres Collateurs, comme aussi par des Conjugutoreries de Prelatures electives, & par des judicatures de Prebendes sur l'Etat de la Noblesse, ou par quelque autre voye que ce soit, au prejudice du Clergé contre les Privileges & Droits autrement acquis, Droits de Patronat, Droits de Fief & autres, comme aussi pour empêcher que les Archevêques & Evêques ne soient grevés & opprimés à l'improviste par des Moutoures, Interdits, Communations, & autres Censures, obtenues sub- & ob-reptivement contre la veite du fait, l'accusé non ouï en sa defense, & sans une préalable & suffisante information, en cas que pour le bien & augmentation du service divin, ou pour la conservation & amplification des Eglises, ils auroient procede d'autorité pastorale contre les Peres de familles mauvais & desobeissans, & qu'à ce sujet il eut été porté quelque plainte contre ledits Archevêques & Evêques par des Clercs ou Seculiers soumis à leur Jurisdiction, nous apporterons un soin particulier, par le Conseil des Electeurs, Princes, & Etats, à prevenir & détourner toutes ces choses, à conserver en leur entier ledits Concordats des Princes, les Pactes, Privileges, Statuts, & Libertés, & nous insisterons fermement à ce qu'ils soient maintenus & exécutés, en telle sorte néanmoins que les Griets qui s'y rencontrent soient abrogés dans les Diètes

en vertu du Traité d'Augsbourg de l'An 1530. & qu'à l'avenir rien de semblable ne soit admis, sans le consentement des Electeurs. Et s'il arrivoit que des causes civiles fussent tirées des Tribunaux ordinaires du St. Empire Romain, & portées hors de l'Empire aux Nonces Apostoliques, ou directement à la Cour de Rome, nous défendrons, abolirons, & annulerons tout ce qui sera fait en cela, & nous ordonnerons à nos Fiscs Imperiaux, tant du Conseil Aulique, que de la Chambre, de proceder *ex officio*, par plainte & accusation contre les Parties, Avocats, Procureurs, & Notaires, qui tenteront à l'avenir quelque chose de semblable, ou qui de quelque maniere que ce soit y auront part, en sorte que les Transgresseurs soient au plutôt examinés & punis. Et d'autant que de frequents abus se sont glissés en ces matieres là, & ont donné lieu à de frequents debats entre la suprême Jurisdiction de l'Empire, & les Nonciatures Apostoliques, par les Appellations faites & admises du Jugement des Officiers en divers lieux, & que l'on a cherché de les protéger & défendre par divers Mandemens rigoureux qui ont jeté les parties en de grandes dépenses & embarras, ce qu'il est nécessaire de prévenir c'est pourquoi nous pourvoirons à ce que, pour éviter tout conflit de Jurisdiction, les Causes Seculieres & Ecclesiastiques soient dûement distinguées, & que celles qui seront douteuses soient terminées par une composition amiable avec le Siege Apostolique, & qu'à l'avenir la puissance Ecclesiastique & la puissance Seculiere conservent chacune ses Droits & Juridictions sans aucun trouble. Le tout, neantmoins sans préjudice, dommage & consequence des Electeurs, Princes, Etats, & Noblesse immediate qui sont de la Confession d'Augsbourg, ni de leurs Sujets, y compris les Landgraves & les habitans Reformés de la Confession d'Augsbourg, qui vivent sous des Superieurs Catholiques, tant Seculiers qu'Ecclesiastiques, comme aussi sans préjudice de la Paix de Religion, de la Paix publique, de celle de Munster & d'Osnabrug, & de ses annexes, ainsi qu'il a été dit.

X V

Nous userons sous notre Protection les Sujets Mediatz de l'Empire & ceux des Etats: nous les obligerons à rendre à leurs Seigneurs l'obéissance qu'ils leur doivent, & nous n'exercerons de la Jurisdiction d'aucun Electeur, Prince, ou Etat, compris la Noblesse immediate de l'Empire, les Landgraves qui leur sont Sujets mediatement ou immediately, & qui appartiennent à leur Territoire, leur étant liés par un serment territorial ou autre, & nous ne les libérerons point, sous pretexte de Domaine Feodal, ou sous quelque autre que ce soit, des Steures, Decimes, & autres communes Charges qu'ils leur doivent à cause de la supériorité territoriale, ou par quelque autre legitime usage observé & continué, nous ne le permettrons point aux autres, moins encore le rauserons-nous, ou consentirons-nous, que les Etats de la Province s'attribuent privativement le Droit de disposer desdits Steures, de le faire recevoir, & d'en régler les Comptes, à l'exclusion du Seigneur Direct, ni qu'en semblables ou autres cas, ils fassent des assemblees sans le sçavoir & le consentement des Seigneurs du Territoire, ou qu'ils se déroben aux contributions communes, contre la disposition expresse du dernier Recès de l'Empire.

l'Empire, concernant l'augmentation de ce que les Landgraves & Sujets de chaque Electeur, Prince, & Etat doit contribuer pour l'entretien des Garisons, Lieux, & Fortereses necessaires, qui appartiennent à l'un ou à l'autre des Etats de l'Empire, ou pour subvenir aux depenses de notre Cour de Justice & de la Chambre du St. Empire Romain. Et en cas que quelqu'un desdits Landgraves ou Sujets osât proposer ou rechercher quelque chose par devant nous, ou par devant notre Conseil Aulique, ou ladite Chambre Impériale, contre ceci, ou contre ce qui a été promis ci-dessus, nous donnerons ordre qu'il ne soit pas facilement oui, mais que d'entrée il soit dûement renvoyé à son Prince ou Seigneur Territorial; comme aussi nous casserons, annulerons, & revokeurons pleinement, par un jugement sommaire, tous & chacun des Procès institutez contre la teneur de cet Article, & en général contre le Droit d'un tiers, jusques à ce qu'il ait été suffisamment oui, tous Privileges & Exemptions ci-devant impetrez par la sub-ou ob-reption, avec toutes leurs clauses, declarations, & confirmations; tous mandemens & decretis emanés contre les constitutions de l'Empire, soit dans notre Conseil Aulique, ou dans notre Conseil Cameral, contre la superiorité territoriale des Princes, sans informations par écrit de leur part, veüe & dûement examinée; pareillement nous éteindrions & casserons toutes indecentes & odieuses ligue, confederations, & conventions des sujets, de quelque état & condition qu'ils soient, toutes resistances, rebellions, & illegitimes violences qui ont été ou qui seront ci-apres attentées contre les Electeurs, Princes, & Etats, y compris la Noblesse immediate; & nous mettrons ordre par le conseil & assistance des Electeurs, Princes, & Etats, qu'à l'avenir elles soient empêchées & detournées, selon la Justice & la Raison, & qu'il ne soit point donné occasion à de semblables choses par des Concessions prematurees de Pledoyeries, de Commiffions, & de Rescripts, ou par d'autres actes irreguliers de cette nature. Même, il sera permis aux Electeurs, Princes, & Etats, la Noblesse immediate de l'Empire y comprise, de se maintenir par eux mêmes, & par le secours de leurs Voisins, suivant les Constitutions de l'Empire, dans leurs Droits permanents de Territoire & de Principaute contre leurs Sujets, & de les reduire à l'Obeissance; toutes fois sans prejudice ni dommage des Etats Voisins, ni des autres Interessez; & si quelques differens ont été legitimement portés devant le Juge, ils seront au plutôt expediez & decidez.

X V I.

Nous entretiendrons la Paix & l'Union dans le Saint Empire Romain. Nous y rendrons la Justice à tous, & aurons soin qu'elle y soit rendue, dans la forme & maniere convenable, au pauvre comme au riche, sans egard pour les personnes, ni pour les Dignités, Etats, & Religions, pas même dans les Causes qui pourroient concerner notre Maison & nos Interêts; & que l'Execution s'ensuive, selon les Constitutions de l'Empire, & conformement aux Privileges, & aux anciennes louables Coutumes.

Nous n'évoquerons nul Etat ou Sujet de l'Empire en Jugement, ni ne le

citeront point hors des limites de l'Empire & de la Nation Germanique, mais nous laisserons tous & chacun d'eux dans le Droit de la premiere Instance, & des audiences ordinaires, conformément à la Bulle d'Or, aux Règlements de la Chambre de Justice, & aux autres Loix nous ne changerons point les anciens Tribunaux de l'Empire, ni n'en érigerons point de nouveaux, sans l'Approbation des Electeurs, Princes, & Etats, dans une Diète generale. Nous rendrons la Justice selon la teneur de l'Instrument de la Paix, tant au Conseil Aulique, qu'au Conseil de la Chambre, sans aucun égard pour les Parties, & nous ne permettrons point qu'un Etat moleste l'autre contre les Loix & Ordonnances de l'Empire, & contre l'Instrument de la Paix, dans les Causes controversées, & durant la lispendance, par des Représailles, Arrêts, & autres voyes de fait, ni que l'un fasse quelque prejudice ou quelque empêchement à l'autre, dans le libre cours desdites Procedures & Jugemens de l'Empire, contre la constante pratique des Ordonnances d'exécution, ou de la Chambre & du Conseil Aulique, déjà établies, corrigées, ou à établir & corriger, ni souffrirons que les Procès soient appelés desdits Conseils, & moins encore que notre Conseil Aulique connoisse des Sentences & Arrêts de la Chambre, sous quelque prétexte que ce soit & qu'aucun empêchement, directement ou indirectement, soit fait, par nous ou par autrui, aux Jugemens de la Chambre & de notre Cour. Et principalement nous defenderons, conserverons, & maintiendrons le susdit Jugement Imperial, & celui de la Chambre de l'Empire, dans leurs Droits, Jurisdictions, & dans leur ordre conforme aux Constitutions de l'Empire. & ne donnerons, ni souffrirons point, qu'on donne aucuns Rescripts, Mandemens, Commissions, ou quelque autre chose prejudiciable, & contraire à notre presente Capitulation, à la Bulle d'Or, aux Ordonnances de notre Conseil & Chambre Aulique, (ainsi qu'elles sont établies presentement, ou qu'elles seront à l'avenir changées ou améliorées), comme aussi à ladite Paix de Religion, profane & publique, & à leur maintien, à la Paix de Munster & Osnabrug, & au Reces de l'accusation émané à Nuremberg en 1650 & aux autres Loix & Ordonnances déjà établies ou à établir d'orenavant, du Conseil & Consentement des Electeurs, Princes, & Etats de l'Empire. Et comme il y a eu des plaintes de plusieurs contreventions aux susdites Ordonnances du Conseil Aulique, nous en prendrons connoissance dès le commencement de notre Regne, & nous aurons soin d'y remédier exactement & convenablement; pareillement, nous ne demanderons rien à qui que ce soit, ni ne pourrions de ce qu'on aurait donné, même volontairement, à nous ou à notre Maison, si en cela nous agissons contre le sens de la Bulle d'Or, la Liberté de l'Empire, la Paix de Religion & profane, celle de Munster, Osnabrug, & la publique, avec leur conservation. Et, en cas qu'on viant à obtenir, ou qu'il fut accordé, quelque chose contraire à cet Article, ou aux autres compris en cette Capitulation, nous voulons, que le tout soit nul & invalide, comme nous le déclarons tel par ces présentes, pour maintenant comme pour lors, & pour lors comme pour maintenant, & lorsqu'il en sera besoin, nous nous obligerons de donner au parti lésé la

rémoignages & documents nécessaires, à l'exclusion de toute malice & fraude.

De même, nous ne permettrons point ou consentirons, que d'autres nos Conseillers & Ministres, quels qu'ils soient, conjointement ou séparément, se mêlent des affaires de l'Empire qui sont du ressort du Conseil Impérial Aulique, ou y donnent atteinte en quelque chose & moins encore qu'ils puissent de l'empêchement ou causent de l'embarras aux Mandemens & Décrets dudit Conseil, ou lui prescrivent des Mesures, ou des Règles, soit en ses jugemens, soit en prenant connaissance, ou autre, par quelque autre voye que ce puisse être. Nous ne souffrirons non plus, qu'aucun Proccès, Mandemens, Décrets, Informations, & Ordonnances, de quelque nature & forme qu'ils puissent être, soient vuidés autre part, qu'au Conseil Aulique de l'Empire, ni qu'ils soient expédiés sans la connaissance, & en cas, qu'on vienne à entreprendre quelque chose qui y soit contraire, il sera nul & invalide & ledit Conseil tant en corps que chacun des membres en particulier seront tenus de nous en avertir dûment, & nous promettons de les écouter favorablement, & par une prompte abolition de ces griefs & attentats, nous les défendrons puissamment contre toute violence & maintiendrons avec vigueur tout le Collège du Conseil Aulique de l'Empire dans son autorité, contre nos autres Conseillers & Ministres. Et lorsque sur des Causes très-importantes plaidées devant le Conseil Aulique de l'Empire, il faudra nous faire rapport de quelque suffrage ou conclusion prise, nous le ferons proposer en présence du Président de notre Conseil Privé & du Vice-Chancelier de l'Empire, aussi bien qu'en celle des Rapporteurs & Contraporteurs, & des autres Conseillers Auliques des deux Religions, en cas que l'affaire concerne des personnes qui les professent, & nous en délibérerons avec eux, ni n'en déciderons point en d'autres Conseils, & ce qui, après une exacte perquisition de l'affaire en question, & selon les règles de la Justice, aura été une fois décidé & conclu, par notre saint Conseil Aulique & celui de la Chambre, demeurera ferme & immuable, ni ne sera point examiné de nouveau que par la voye ordinaire de la Revision ou Supplication, agréés dans l'Instrument de la Paix Art. V. §. *quod Processum Judicatum*. Et quant aux l'occs actuellement pendans devant la Chambre de l'Empire, & qui ne sont point encore décidés, Nous ne les rappellerons point en notre Conseil Aulique, ni ne les suspendrons ou arrêterons, & moins encore, nous y opposerons en aucune manière & ledite Chambre doit tenir pour nul & invalide tout ce qui y sera entrepris de contraire. Aussi, dès notre entrée au Gouvernement, nous demanderons par un Décret l'agrément de l'Empire, touchant la manière d'améliorer l'économie de notre Conseil Aulique, à quoi nous contribuerons autant que nous pourrons, & serons soin, qu'il soit rétabli en son état compétent.

XVII.

Mais, après que par le Conseil Aulique, ou celui de la Chambre, la Sentence définitive aura déjà été prononcée & mise en exécution, nous n'empêcherons point cette exécution en aucune manière, & moins encore nous

la différeront, mais nous nous en tiendrons simplement aux ordres du Jugement de notre Cour Impériale & de celui de la Chambre, comme aussi à ceux d'exécution. ainsi procéderons sans délai & sans égard à des exceptions reprouvées par les Loix, & alléguées contre ladite exécution & prêterons les mains aux justes prétentions de chacun, sans avoir égard à personne.

Or, bien que les avantages de la révision & supplication (ainsi qu'il a été dit) soient en usage dans l'Empire, si est-ce pourtant que nous ne leur rendrons point la main ni contribuerons à leur avancement, afin que par-là les arrêts une fois prononcés ne soient point exposés à de fréquentes révisions, & que les Causes décidées aux Conscils Auliques & Cameral n'en deviennent point immortelles, aux dépens de l'autorité & du crédit de la justice, & pourtant nous serons non seulement lavoir ces avertissements, aux Commissaires nommez à la Révision, par des Mandemens conformes à ce sujet, toutes les fois qu'il sera à propos, mais nous garderons aussi exactement les Ordonnances dont on est couvert par le Reces de l'Empire de l'an 1654. ou dont ont pourra convenir d'ordres avant, pour retrancher aussi d'autant plus l'abus de ces Révisions du Jugement de notre Chambre Impériale, nous ne leur permettrons ni accorderons aucun effet suspensif, & quant à la supplication pratiquée au lieu de la Révision, par le Conseil Aulique de l'Empire, nous procéderons partiellement selon la teneur de l'Instrument de la Paix Art V §. *que ad Processum Judicium* & selon les Ordonnances du Conseil Aulique de l'Empire, & aurons soin qu'on obéisse auxdits Ordonnances & Instrument, & qu'on n'entreprene aucune chose qui y soit opposée ni qu'aucun membre de l'Empire soit molesté en des Causes qui demandent une instruction préalable, par des Decrets Impériaux émanés de notre Conseil Privé, lesquels par cette raison ne trouveront aucune place en jugement.

Après tout, nous soutiendrons & maintiendrons courageusement les causes jugées par l'Empire contre les Puissances étrangères & en cas que quelque Prince ou République s'avisât d'en empêcher l'exécution ordonnée par l'Empire, de s'en mêler, ou de s'y opposer, nous employerons tous les moyens capables de l'en détourner, selon la teneur de l'Instrument de la Paix & les règles de l'exécution, & employerons tous les remèdes convenables à faire échouer les Desseins. En ces Cours supérieures, nous ne surchargerons personne, ni permettrons qu'on le surcharge, par des Droits de Chancellerie ou par des Taxes exorbitantes, ni en introduirons d'autres, que ceux qui ont été permis & accordés par les Electeurs Princes & Etats assembles à la Diète Générale, ni les augmenterons ou les laisserons augmenter par autrui, sans l'avis & le consentement desdits Etats. mais, quant aux Taxations des Fiefs, nous nous en tiendrons à la Constitution de la Bulle d'Or, en vertu de laquelle on ne payera qu'un simple Taxe par Investiture, quoi qu'elle comprenne plusieurs Fiefs, & nous n'alléguerons point des Coutumes y contraires, ou souffrirons aucune augmentation sans l'Approbation des Etats. moins encore nous chargerons, ou souffrirons qu'on charge, les Elec-

teurs

ours, Princes, & États par des Confessions pour les Prieux dont ils font nouvellement investis, ou par d'autres exceptions nouvelles & canoniques.

XVIII.

Nous ne permettrons pas à l'avenir, qu'aucun État de l'Empire, étant actuellement en possession du Privilege d'Exemption de la Jurisdiction de l'Empire, tant la tenir par Convention avec des Empereurs Romains, par Privilege, ou par quelque autre Titre legitime, s'excepte des Jugemens Supremes de l'Empire, mais, quant à ceux qui ont ci-devant obtenu cette Exemption par convention avec l'Empire Romain, ou par Privilege, ou par quelque autre Titre legitime, & qui en sont encore aujourd'hui en possession réelle, nous leur donnerons pour l'avenir Exemption des Jugemens Supremes de l'Empire, & les y laisserons & défendrons selon la teneur des Ordonnances du Jugement Cameral, *pari 2. tit. 27.* & celle de l'Instrument de la Paix, *art. VIII.* Aussi Nous n'évoquerons pour les Electeurs, Princes, Prélats, Comtes, Seigneurs, & autres États de l'Empire, ni aucun de leurs Sujets dans l'Empire, de devant leurs Juges ordinaires, ni les ajournerons ou obligerons point de comparaître devant les Audiences Juridiques ou semblables, mais laisserons chacun dans la premiere instance & devant son Juge naturel & ordinaire, moyennant la pleine jouissance de son immédieté, Privileges de non-appeler & évoquer, tant pour le civil que pour le criminel, exclusion de jugement, item du Droit des Ausreges, (ou Audiences Amiables) tant loyales que conventionnelles, ou familières ainsi casons & annullons toutes les Contraventions, Rescripts emanés, Inhibitions, Mandemens, & autres Ordonnances qui jusqu'à cette heure ont été faits contre les fudits Droits & Privileges, sous quelque couleur & pretexte que ce puisse être, & ne chargerons personne par des Commissions, Mandemens, ou autres Ordonnances contraires ni souffrirons que nôtre Conseil Aulique, & celui de la Chambre Imperiale, en fasse tort ou prejudice à personne, & notamment en decretant quelque Commission, nous garderons rigoureusement la Consuetudine de l'Instrument de la Paix *art. V. §. in Contrariis deputatorum* & sur tout quand il s'agit d'octroyer à quelqu'un les fudits Privileges, de non appeler, non évoquer, choix de jugement, & quelque chose de semblable, qui peut tendre à l'exclusion & limitation de la Jurisdiction du Saint Empire Romain, en diminution des Privileges plus anciens de quelques États, ou au prejudice du tiers. Nous y eviurons pareruellement, & Nous Nous réserverons avant toutes choses, selon la teneur du Reces de l'Empire de l'an 1654 la Concession des Privileges de premiere Instance ou des Mandemens particuliers, en faveur de ceux qui jusqu'à alors n'en auront pas eû, ou ne les auront pas produits. Puisque aussi les Electeurs, Princes, & États, se sont plaints depuis très-long-temps & plus d'une fois, aux Assemblées precedentes de l'Empire, d'avoir reçu plusieurs torts, tant des Tribunaux Auliques de l'Empereur à Blackweil & à Weingarte, que des autres Tribunaux Provinciaux de la Souabe, de l'abolition desquels il a été déjà fait expresse mention dans l'Instrument de la Paix. A ces Causes, & en attendant qu'on

qu'on employe des remèdes efficaces contre lesdits griefs, & que la Diète prochaine determine quelque chose de positif au sujet de la Cession desdits Tribunaux Aulique & Provinciaux, Nous aurons soin sans faute, que non seulement on amortisse les vieux Procès, qui contre les propres anciennes Ordonnances desdits Tribunaux, s'y sont accrochés & prolongez : mais aussi qu'on fasse en outre cesser de bonne heure tous les abus & excès qu'on y a découverts, & puisqu'il nous rapporte beaucoup d'en être informez, Nous y deputerons au plutôt quelques-uns d'entre les Etats de l'Empire, & notifierons leur Rapport à la Chancelerie Electorale de Mayence, afin qu'elle en fasse part aux autres Electeurs, Princes, & Etats de l'Empire Romain, lesquels seront maintenus dans leurs Privileges d'Exemption, obtenus contre lesdits Tribunaux, sans compter que par iceux ledits Privileges soient declarés cassés & sera en outre libre & permis à chacun, qui aura reçu quelque tort ou lésion, desdits Tribunaux Aulique & Provinciaux, d'en appeler à Notre Cour Imperiale, ou au Jugement de la Chambre de l'Empire, sans que Nous Nous y opposerons ou en empêcherons les appellans. Enfin quoi qu'il en arrive, Nous voulons conserver dans la vigueur les exemptions inveterées des Electeurs, celles de leurs sujets & des autres, contre les atteintes dudit Tribunal de Roehweil, & des autres Tribunaux, ni souffrir, qu'on trouble ou fasse tort à personne dans la jouissance desdits avantages.

XIX.

Et afin que tout ce qui jusqu'à présent a été pris & enlevé injustement, & par la voye de fait, à quelque Electeur, Prince, Prelat, Comte, Seigneur, à la Noblesse de l'Empire, & à d'autres, à leurs Ancêtres ou Predecesseurs, Ecclesiastiques ou Seculiers tout ce qui a été envahi par force, ou ce qui est encore en main d'autrui, au lieu d'avoir dû être restitué en vertu de la Paix de Munster & Osnabrug de l'Edit Executif, comme aussi suivant la forme plus étroite de l'Execution, & le Reces Executorial de Nuremberg, leur soit restitué Nous voulons aider chacun contre tous, sans difference de Religion, à le recouvrer, pour autant que leurs prétentions seront justes & fondées sur l'équité, & même en cas que Nous soyons obligez Nous-mêmes de rendre quelque chose en vertu de ladite Paix, de l'Edit de Nuremberg, & de ceux antérieurs publics, & suivant la forme plus étroite de l'Execution. Nous le rendrons pleinement à chacun, au plutôt, & sans aucune contradiction, & nous le défendrons & protégerons en les prétentions, entant qu'elles seront justes & bien fondées ainsi ferons rendre Justice indifferemment & également, sans obstacle ou empêchement, à tous les Etats immediats & à tous les Citoyens qui ont fixé leur demeure, tant en nos Royaumes & Provinces héréditaires, qu'en ceux des Electeurs, Princes, & Etats, & lors que quelqu'un d'entre les Electeurs, Princes, & Etats (y compris la Noblesse libre & immédiate de l'Empire) intentera un Procès légitime à son Adversaire, & qu'il le voudra ajourner en jugement, au sujet de ses Regaux, Immediateté, Libertés, Privileges, Droits, & tout ce qui y appartient, pour les avoir affoiblis, violés, empêchés, ou troublés, nous n'empêcherons point

non seulement de tels procès & controverses, au contraire nous les avançons & les pousserons à leur conclusion, & d'un autre côté nous n'approuverons point les procès ou mandemens, touchant la confirmation des Péages & Impôts nouvellement établis sans le consentement des Electeurs, ou autrement attentés contre la teneur de l'Art VIII. précédent. Item quand quelque Etat ou sujet Provincial se plaindra de son Seigneur, & sur-tout au sujet de la Suprême Jurisdiction Territoriale & des Regaux, & notamment du Droit des Collectes, armatures, sequetes, defense de la Patrie, Garnisons, Fortifications, & de leur entretien, compris dans le Recès de l'Empire de l'an 1654. §. *Ubi prout* &c. & semblable nous ne donnerons aucuns mandemens ou Lettres de Protection sur les simples instances d'icelux Etats & Sujets, mais, nous nous reglerons en cela, & sur-tout à l'égard des mandemens, sur ce qui en est disposé par le susdit Recès, *Prætorum debent Capitales Judices, Ubi §. Quod verò Electores, Principes, ac Status, Ubi*. Mais lorsque la Jurisdiction sera une fois établie & fondée, nous n'accorderons aux sujets aucuns Mandemens, avant que le Seigneur de qui on se plaint ait été écouté en ses informations & exceptions, (en sorte que, faute de ces circonstances, il lui sera permis de ne point respecter de pareils mandemens,) & quand on sera convaincu de la justice de ces plaintes, nous serons instruire son procès, toutefois avec communication des formalitez requises, & nous renverrons cependant les Sujets à l'Obéissance due à leurs Seigneurs.

A l'égard des punitions, nous ne promettons, ni serons espérer aucun profit des punitions à ceux qui en recevront la commission.

XX.

Et quant aux causes du Ban & Reban, nous nous conformerons entièrement à ce qui a été là-dessus convenu & arrêté, suivant l'Instrument de la Paix dans le dernier Recès de l'Empire, §. *Postquam etiam in Monasteriis & Osabrugi in Pace* &c. Et nous aurons un soin particulier à ce que personne, de haute ou basse Condition, soit Electeur, Prince, Etat, ni aucun autre, soit condamné désormais inoui, au Ban ou au Reban, sans des raisons justes & suffisantes, & sans la connaissance, avis, & consentement préalables des Electeurs, Princes, & Etats, mais nous observerons exactement & soigneusement les Loix (établies sur ce sujet par le Saint Empire Romain & par l'Ordination de la Chambre,) dans les cas qui se présenteront, ou il faudra procéder par l'inquisition du Fisc Imperial, ou suivre la route du Procès ordinaire, pour decreter le Ban ou la Saisie des biens, proportionnellement au Crime du Proscrit, ou à l'instance du Demandeur lésé, & quand nous serons dûement requis & implorés de l'administration de la justice dans notre Conseil Aulique, ou dans notre Jugement de la Chambre de l'Empire. Sur-tout lorsqu'il s'agit de decreter ou d'accorder les Citations & Mandemens pour le Ban ou la Saisie; & ainsi nous nous conduirons dans la suite des Procès jultques au bout de la conclusion, afin que le Défendeur ne succombe point sous un jugement précipité, mais qu'il soit écouté dans la juste defense, selon l'exigence de la nécessité, mais lorsqu'on va conclure le Procès,

les Actes seront portés à la Diète générale, & y seront pris en délibération & examinés par quelques-uns d'entre les Etats, (y compris ceux des Classes des Prélats & des Comtes de l'Empire) Deputés des trois Collèges de l'Empire, & ils seront des deux Religions, en nombre égal, & obligés exprès à cette affaire par Serment leur opinion sera rapportée aux Electeurs, Princes, & Etats assembles qui prononceront là-dessus la conclusion finale. & la Sentence, après avoir été confirmée par nous, ou par notre Commissaire, sera publiée en notre Nom, & l'Execution, tant en de semblables qu'en d'autres cas, ne sera autrement achevée & accomplie, que selon la teneur des reglemens de l'Execution & par le même Cercle, où appartenait le Proscrit, & où il avait son domicile; nous ne garderons rien de tout ce qui lui sera pris & ôté, ni pour nous mêmes, ni pour notre Maison, mais le tout sera incorporé à l'Empire. & avant toutes choses le parti-légitime en sera satisfait; néanmoins, quant aux Fiefs particuliers, & qui ne dependent point immédiatement de nous ou de l'Empire, il ne sera porté aucun prejudice aux Droits & Privileges du Seigneur du Fief ou à tout autre, qui que ce soit, ni à l'ordination de la Chambre, bien au contraire, dans le Saint Empire Romain, & en cas que le Proscrit perde ses biens, le Crime de felonie ne aura point à ses Parens de la ligne virile, ou aux autres qui prétendent & espèrent d'en hériter, & qui n'ont point trempé dans son crime: de telles personnes ne seront point exclues de la succession aux Fiefs caducs & aux biens de la famille ni ne sera point regardé à la règle qui veut que même les Parens virils innocens doivent être privés des Fiefs caducs, ainsi que des autres biens du Proscrit au contraire, nous pourrions, que celui qui perdant le Procès du Ban en aura été dépouillé par la voye de fur, & aura demandé restitution, soit incessamment restitué en son entier, par des remèdes efficaces énoncés dans les Ordonnances de la Chambre, & dans les autres Constitutions Impériales, conformément à l'équité, & sans attendre l'issue du Procès annexé pour cause de la peine du Ban, & la déclaration de l'execution du Ban seront nulles & invalides, à moins qu'on n'ait gardé les mesures ci-dessus prescrites dans tout le détail du Procès. Mais quant au Ban de Coutumace, nous l'abolirons entièrement, étant qu'un moyen, que nous trouvons inutile par plusieurs raisons. & nous en demeurerons aux Causes & remèdes civils de châtement & contrainte.

Aussi dès que nous serons entrés en administration de notre Empire, nous nous informerons diligemment des changemens faits en un ou autre point de la caducité des Provinces & Fiefs de l'Empire, & nous en disposerons du Secours & Conseil du Collège électoral, ainsi que les Capitulations & Constitutions précédentes de l'Empire, comme aussi la justice l'exige & prescrivent.

XXI

Nous donnerons en outre notre parole, & permettrons de laisser librement disposer des biens à confisquer, les Electeurs, Princes, & Etats de l'Empire, comme aussi la Noblesse libre, de leurs Fiefs, en quelque endroit qu'ils soient situés, lorsque leurs Vassaux ou Sujets en auront été privés, ou le de-

vront

viennent dire pour crime de Lèse-Majesté ou pour d'autres raisons. Nous n'appliquons point ces biens à notre Fisc, ni leur donnerons, malgré les propriétaires, les premiers ou autres pour Vassaux; & quant aux biens Allodiaux ou patrimoniaux, dont ils ont été privés ou le pourroient être pour crime de Lèse-Majesté, nous ne les ôterons point aux Electeurs, Princes & Etats, qui en ont été investis par Droit du Fisc, ou qui en jouissent par un usage continué, & sous la Jurisdiction Territoriale desquels ces biens sont situés; mais nous laisserons disposer de leur confiscation les Seigneurs des Territoires.

Nous ne ferons aucune violence aux Electeurs, Princes, Prélats, Comtes, Seigneurs, & autres Etats de l'Empire, non plus qu'à la Noblesse immédiate ni commanderons ou souffrirons qu'ils soient insultez par autrui, pour les affaires susdites, & autres, sous quelque couleur de Droit ou de Justice que ce soit; mais en cas que nous, ou tout autre, aurions quelque prétention ou action commune contre eux en général, ou contre quelqu'un d'entre eux en particulier, nous l'intenterons conjointement ou séparément devant le Tribunal ordinaire, pour l'y faire ajuster selon les Recès de l'Empire, Jugement de la Chambre, & les Ordonnances de l'Exécution, la Paix de Munster Osnabrug, & selon les Edits émanez là-dessus à Nuremberg afin d'éviter toutes sortes de tumultes, dissensions, & autres inconveniens plus fâcheux, & de conserver la Paix & l'Union au dedans du Saint Empire Romain. & nous aurons soin, qu'on procède devant le susdit Tribunal, selon lesdites Constitutions & Paix de l'Empire, tant dans l'information que dans l'exécution de l'affaire; ni permettrons point qu'après s'être soumis au jugement ordinaire, ils soient aucunement endommagés, insultez ou inquiétés par des pillages, déprédations, incendies, sables, Guerres, nouvelles exactions, & contributions, ou en quelque autre manière; & si ces violences se commettoient contre l'un ou autre Etat, nous pourrions incontinent, qu'on fasse prompt restitution à l'Etat offensé, & que le dommage commis lui soit réparé en toute équité, par Sentence des Arbitres nommez à cela de part & d'autre, ou bien à la Diète, sans égard à personne.

X X I I

En distribuant les honneurs & dignitez de Princes, Comtes, & semblables, que nous crerons durant notre Règne & Empire, nous aurons pour but principal, que nous n'illustrions deidits honneurs que ceux, qui se font distinguer des autres par leurs merites, & qui possèdent assez de biens dans l'Empire, pour en soutenir l'Etat qu'ils ont affecté: nous n'assisterons pourtant point ces Princes, Comtes, ou Seigneurs nouveaux-exaltés, par des decrets ou autrement, pour leur faire prendre séance & voix aux Collèges des Princes & Comtes; ni les honorerons par des Caractères nouveaux, titres plus relevés, ou par des brevets d'armoiries, au préjudice & à la diminution de l'Etat ou Titre usité de quelque Maison ou Famille plus ancienne & de la même dignité: aussi, par l'elevation actuelle d'un ou d'autre qui possède des biens fodiaux sous quelque Prince, Electeur, & Etat de l'Empire, ne seroit-il rien derogé à leur Droit Territorial; mais les biens appartenans à un tel

nouveau-crée, & situez dans leurs Provinces, demeureront toujours sous leur ancienne Jurisdiction Territoriale; au contraire, tel Etat qui aura prouvé, que par ces élévations nouvelles les Droits avoient été lésés & atteints, sera oui en ses griefs, & les faits injustes seront ou corrigez ou annuliez.

Nous aurons un soin particulier à ce que toutes les dépêches qui se feront à l'avenir en matières de grace & autres, & principalement les Brefs de création de Princes, Comtes, & Seigneurs, item les Annoblissemens, Palatinats, (dont les abus seront avant toutes choses examinez & les usurpateurs châtiés sensiblement) Titres de Conseillers Impériaux, avec les autres Immunités & Privilèges, ne soient expediez dans aucune autre Chancellerie que dans celle de l'Empire, conformément à l'ancienne pratique, à notre Dignité & à celle de l'Empire Romain: c'est pourquoi nous voulons que tous les Brefs ou Diplomes, qui seront expediez pendant notre Empire, en notre Nom & Titre, soient nuls & invalides, à moins qu'ils ne sortent de la Chancellerie de l'Empire & que ceux qui ont reçu de pareils Brefs ne soient reconnus dans l'Empire pour de vrais exaltez, ni qu'on leur donne les Titres & Qualitez prétendus, avant qu'ils aient payé la Taxe à ladite Chancellerie, & qu'ils n'en aient été confirmez & legitimez; & d'ailleurs toutes les Lettres de Grace, augmentations d'Etat, & autres Privilèges, qui seront passez par notre Chancellerie de l'Empire, & qui en seront intimes à nos autres Chancelleries, devront non seulement être acceptez par icelles, sans aucun autres depens ou exactions de nouvelles Taxes ou Droits de Chancellerie, quels qu'ils puissent être; mais lesdites Chancelleries seront aussi obligées de donner dans leurs dépêches aux nouveaux Créés les qualitez & titres convenables à leur nouvel Etat, sans aucune diminution, sous la peine inserée dans leurs Diplomes.

D'un autre coté comme l'entretien des Officiers de la Chancellerie Impériale ne souffre pas un mediocre dommage & diminution, par le fréquent relâchement & moderation des Revenus de ladite Taxe, & parce que les Diplomes accoutumez sur les Privilèges, exaltations d'Etat, & autres faveurs, ne sont pas rachetez comme il faut des concessions Impériales, nous travaillerons de concert avec l'Electeur de Mayence pour arrêter ces abus, & prendrons garde, que comme ledit Electeur, estant que Grand-Chancelier de l'Empire, a lui seul le pouvoir de relâcher & moderer ces droits, il ne relâche ou modère point à l'avenir ces Droits & Taxes, que la Chancellerie de l'Empire a accoutumez de prendre pour les Oâtrois des Privilèges, Exaltations d'Etat, ou autres graces.

Nous déclarons en outre, qu'à ceux, qui recevront d'orenavant de pareilles faveurs Impériales, & qui n'en rachèteront ou lèveront point les Actes sur la Chancellerie Impériale dans le terme de trois mois, ne sera permis aucunement de se vanter de pareilles Graces & Oâtrois à eux accordez, ou de s'en servir en effet: qu'au contraire en ce cas & après l'expiration dudit terme, nos Graces Impériales periront d'elles-mêmes & seront cassées & annulées; & pourtant nous enjoignons expressément à nos Filles Impériales de procé-

procéder en forme, contre tous ceux qui oseront se vanter & insolentement des exaltations d'Etat semblables, noblesses, Titres ou Qualitez de Conseillers, décorations d'Armes & autres &c, cause ouje, ils seront tenuz de leur faire subir la peine qu'ils ont méritée, à proportion de la qualité du crime &c de la personne.

XXIII.

Nous tiendrons continuellement le Siège de notre Cour Royale & Impériale dans le sein du Saint Empire Romain de la Nation Germanique, au lieu, à l'honneur & avantage de tous les Membres, Etats, & Sujets, pourvu que l'affaire des affaires ne le demande par quelquefois autrement. en tout tems nous donnerons promptement & également audience & expedition, à tous les Electeurs, Princes, & Etats, (y compris la Noblesse immédiate,) & à leurs Envoyez ou Deputez, nous ne les chargerons aucunement par des sequelles ou prétention de nous suivre, ni les serons long-tems attendre après les réponses. Nous ne permettrons point, qu'à notre Cour Impériale on se serve dans les Actes & Negotiations de l'Empire, d'autre langue que de l'Allemande ou de la Latine toutefois excepté les lieux au dehors de l'Empire, ou on se sert d'autres langues, mais, en tout cas, notre Conseil Aulique se servira toujours de la langue Allemande & Latine. Pareillement, dès que nous serons entres en gouvernement, nous ne confierons désormais les Offices du Palais Imperial & ceux de l'Empire, comme aussi toutes autres choses qui sont à notre disposition, tant au dedans qu'au dehors de l'Empire, à sçavoir. la Protection de l'Allemagne, les Ambassades, l'Intendance Générale, les Charges de Grand-Chambellan, de Grand-Maréchal, de Capitaine de nos Gardes à Cheval & à pied, &c semblables, à des gens d'autre Nation, qu'à des Allemands natifs, ou du moins à des gens qui sont attachez à l'Empire par Serment de Fief, qui sçavent les loix de l'Empire, que nous & l'Empire aurons jugés capables & utiles, & qui ne sont pas de la plus basse condition, mais qui sont des hommes Heroïques, & notamment aux Princes, Comtes, Seigneurs, & aux Nobles, ou bien à d'autres gens d'une race noble & honnête; aussi lesdites charges ne seront touchées aucunement en leurs honneurs, dignitez, émolumens, Droits & autres appartenances, de tout ce dequoi nous ne retrancherons ou diminuerons rien, ni souffrirons qu'il en soit diminué par aucun.

XXIV.

En même manière nous composerons notre Conseil Aulique de Princes, Comtes, Seigneurs, Nobles, ou d'autres personnes de qualité, lesquelles suivant l'Instrument de la Paix seront choisies d'entre les deux Religions & prises des Cercles de l'Empire, & non seulement d'entre nos Sujets & Vassaux, mais principalement d'entre ceux qui sont nez & élevez dans l'Empire de la Nation Germanique & point autre part, dont les domiciles & biens sortables à leur état sont situez dans l'Empire, qui sçachent les Constitutions de l'Empire, & qui soient d'une repuzation & naissance honnête, d'un âge raisonnable & qui ayant les merites, capacité & experience requises pour entrer dans l'examen des affaires & dans le Jugement

Cameral, aussi ne dépendront-ils de personne, hormis de nous-mêmes, & ne seront-ils point obligés par Serment particulier de services à aucun Electeur, Prince, ou Etat, & moins encore à quelque Prince étranger: à raison dequoi nous ne nous opposerons point à la vifitation dudit Confeil Aulique, laquelle se fera pour le moins de trois en trois ans, par l'Electeur de Mayence, entant que Grand-Chancelier du Saint Empire Romain, selon la teneur de l'Instrument de la Paix, & moyennant qu'on garde les mefures, que les Etats trouveront à propos de cette vifitation, & conformes audit Instrument, au contraire, nous aurons foin qu'une telle vifitation du Confeil Aulique se faffe au plutôt, d'autant qu'elle est fondée fur l'Instrument de la Paix & fur les autres loix de l'Empire, afin que les défauts & Abus qu'on y decouvriroit foient entièrement reformez, & que de la maniere faldite la vifitation soit continuée chaque troifiéme année. Outre cela, nous pourvoyons aussi à ce que désormais dans notre Confeil Aulique, fuvant l'ancienne pratique, on ne faffe point de différence, à l'égard de la Seance fur les Bancs des Chevaliers, entre les Nobles nez pour le Bouclier & pour le Cafquet, & ceux qui ne font faits que pour la Mitre & la Croffe, & entre ces Comtes & Seigneurs qui n'ont point de Seance ou Voix aux Colléges de l'Empire, & qui ne font point affis de telles Familles, mais nous voulons que chacun demeure dans le rang de Confeiller, qu'il tient au faldit Collège, fans prétendre aucune préférence à raison de fon Etat: & d'ailleurs quant à la préférence & au refpect dû à un Confeiller Aulique on fe reglera fur ce qui a été arrêté fur ce fujet dans l'ordonnation du Confeil Aulique, & fur ce qui convient à leur Etat.

Nous ne donnerons la Charge de Préfident ou Vice-Préfident de notre Confeil Aulique, à aucun autre qu'à un Prince, Comte, ou Seigneur de l'Empire, qui soit un Alleman nati, & qui ait du bien mediat ou immediat fur les terres de l'Empire; nous ne fouffrirons point que personne lui faffe quelque tort ou préjudice dans la direction des affaires du Jugement Aulique, ou qu'aucun autre entreprenne fur cette direction, qui lui appartient en qualité de Préfident dudit Confeil.

XXV.

Lorsque la Chancellerie Imperiale du Confeil Aulique devra être remplie par les perfonnes y acquies, tant à l'égard d'un Vice-Chancelier, des Secretaires, & Protocolliftes, qu'à l'égard de toutes les autres perfonnes y appartenantes: nous ne porterons aucun préjudice ou empêchement, ni prefcriptions des mefures ou bornes, fous quelque prétexte que ce soit, à l'Electeur de Mayence, qui, en qualité de Grand-Chancelier en Allemagne, peut lui feul difpofier de ditedes charges: & en cas que quelque chofe de contraire ait été faite par le paffé, ou le feroit à l'avenir, elle ne fera de nulle valeur, comme nous ne fouffrirons non plus, que qu'il que ce soit, & de quelque intention que ce soit, faffe aucun préjudice à la Chancellerie Imperiale, contre les ordonnances du Confeil Aulique Imperial & celles de la Chancellerie même. Nous ferons aussi fans délai un Reglement fixe, pour que le Préfident effectivement confitué, le Vice-Chancelier, entant que veritable Con-

Conseiller Aulique, le Vice-Président, & les autres Conseillers Auliques reçoivent leurs pensions exactement, sans diminution, & préférentiellement à tous les autres traux de la Chancellerie, lesquels leur seront payés sur les émolumens & revenus tant de notre Chambre Aulique que sur ceux de l'Empire dont on tiendra compte aux Aiskieurs de notre Chambre Imperiale, par l'exemption des Droits de Peages, Contributions, & autres Charges Publiques, & outre cela eux, les susdites personnes, les Résidens & Agens des Etats ne dépendront point non seulement de notre Jurisdiction Provinciale & de celle de nos autres Juges & Officiers, même au point de l'Obsequation, Occlusion, Inventaires, édition des Testaments, alimentation des enfans, leur tutelle & autres choses de cette nature mais seront aussi exempts de toutes les charges personnelles, pareillement ceux qui voudront se transporter de notre Cour Imperiale en quelque autre endroit, ne seront point detenus. mais il sera accorde, tant pour eux que pour leurs effets, un passage libre, sûr & non empêché, même sans aucune exaction & imposition, & à cette fin on leur donnera les sauf-conduits nécessaires, lors qu'ils en demanderont.

XXVI.

D'abord que nous serons entres en administration de l'Empire, & après que nous en serons decentement requis & admonestez, nous consentirons avant toutes choses, à ce que, selon les Constitutions du Saint Empire Romain, le Droit des Fiefs, & sans y ajouter aucune clause inusitée, soit generale ou speciale, de reserve, de salvation & semblables, on investisse le Duc de Savoye, en la personne de son Procureur legitime, du Montferrat, dont l'investiture lui a été, entre plusieurs autres choses, promise librement & sans aucune condition, par l'instrument de la Paix de Munster & Olinabrug §. *Cæsaria Maj.* Et en la même forme & maniere, qu'elle fut en devant accordée au defunt Duc de Savoye Victor Amedee par Ferdinand II. Empereur des Romains de glorieuse memoire. & que pareillement on le mette en possession des autres choses ordonnées, & stipulées en faveur de la Maison de Savoye, dans ledit Instrument de la Paix, & dans le Traité de Chierafque li dedans confirmé; nous donnerons aussi les mains à l'exécution des susdits points, moyennant notre devoir Imperial, & ne differerons ou retarderons ni l'un ni l'autre, sous aucune couleur, raison, ou pretexte. & notamment ne garderons point l'investiture du Montferrat, à cause d'une dette de 494000. Ecus, que le Roi de France n'a pas encore payée au Duc de Mantoue (desquelles il a été disposé au §. *et alterum omnium*, par où la Maison de Savoye est entièrement acquittée) de sorte que ledit Duc pourra désormais jouir paisiblement & comme il faut de la Jurisdiction qui appartient sur le susdit Marquisat. Nous n'aurons pas moins de loin & disposerons par des mandemens perneux & tres serieux, que personne n'ait l'audace de contrevvenir en aucune maniere & voye, ou d'entreprendre à l'avenir rien contre ce qui au sujet du Montferrat est contenu & pourvé dans l'instrument de la Paix, & dans Notre Capitulation presentement établie, en faveur de la Maison de Savoye.

Nous

Nous consentons & confirmons pareillement ce que le College Electoral écrit ci-devant en date du 4 Juin 1658. au Duc de Mantoue de ce temps là, sur le projet d'annuller ou casser le Vicariat & Généralat Imperial & du Saint Empire Romain en Italie, qu'il avoit affectez au préjudice de la Maison de Savoye bien entendu que nous promettons d'accomplir le contenu de la susdite Resolution, de protéger & de maintenir déceimment les Ducs de Savoye dans leurs Droits & Privileges sur le Vicariat en Italie, à quoi joignons cette clause, sçavoir si le Duc de Savoye se conformera & obeira aux inhibitions & avocations publiées de la part de Sa Majesté Imperiale & de l'Empire.

XXVII.

Et puisque autrefois, par l'indulgence des Rois & Empereurs Romains précédens, il est survenu de grands inconveniens & desordres, peu convenables à la Paix commune, à cause de quelques Lettres de Protection sur les Villes & Etats immediats ou medians, que quelques Princes & Puissances étrangères, exemts de la Jurisdiction de l'Empire avoient anciennement reçues ou affectées d'eux mêmes ou autrement usurpées & dont ils se sont servis quelque fois même contre leurs propres Seigneurs Territoriaux, tant pour le Civil que pour le Criminel, au préjudice des Constitutions de l'Empire, duquel la Jurisdiction, l'autorité & dignité ont été extrêmement affaiblies & entièrement renversées par cette subtraction des membres les plus considerables C'est pourquoi pour détourner & prevenir de semblables dépeccemens des Membres de l'Empire & les dissensions perilleuses & perturbées à la tranquillité commune du Saint Empire Romain, nous ne donnerons point non seulement de ces Actes de Protection des Villes & Provinces medians, aux Princes & Puissances, qui ne sont pas sujets à la Jurisdiction de l'Empire; ni ne permettrons point qu'ils en obtiennent & acceptent, ainsi bien nous ne confirmerons point par des Rescripts ou autrement ce qui, par les Empereurs Romains précédens, dans une autre situation d'affaires du tems en toutes autres vues, a été accordé aux Etats medians; mais nous tâcherons plutôt par le moyen de notre entremise, ou par d'autres voyes permises, de porter ces Etats à renoncer aux susdits Octrois reçus des Empereurs précédens & qu'on les casse ou du moins réduire aux anciennes bornes des premiers Octrois Impériaux ou Royaux, à sçavoir s'ils sont encore entre les mains de leurs possesseurs Sans aucune autre extension ou interpretation, afin que par ce moyen chacun demeure désormais sous notre seule Protection & Garde, & sous celle du Saint Empire Romain, & que les Electeurs, Princes, & Etats de l'Empire, conjointement avec la Noblesse immediate & leurs sujets y appartenans, en quelque endroits qu'ils demeurent, soient conservés dans la jouissance d'une même Protection & d'une même Jurisdiction, tant pour le Spirituel que pour le Temporel. Sans être obligés d'avoir recours à celles de quelque Puissance étrangere, item qu'ils obéissent également aux mêmes loix contenues dans les Constitutions de l'Empire aux Ordonnances du Tribunal de la Chambre, à l'Instrument de la Paix de Munster & d'Osnabrug, aux Edits exécutoires là dessus fondés, à la for-

forme de l'exécution plus étroite, à celle de Nuremberg & au dernier Recès de l'Empire; & qu'au contraire les abus quelquefois pratiquez, par où les controverses pendantes ont été très-souvent entraînées de devant leurs Juges ordinaires, en Hollande, Brabant, & en d'autres Provinces étrangères. & principalement les Procès avocatoires, qui, suivant la Bulle preter due de Brabant, y ont été transferez au grand prejudice de plusieurs Electeurs, Princes, & Etats, soient cassez entièrement; afin que ce qui a été conclu & agréé à la Diète celebrée en l'an 1594. soit mis en exécution, & qu'en cas de besoin on donne aux Etats, préjudiciez par la dite Bulle de Brabant, un remede efficace par le Droit de Retorsion, comme aussi que les dix Villes Unies Imperiales dans l'Allace soient restituées, & incorporées ainsi que les autres Etats immediats au Saint Empire Romain. Mais néanmoins le Droit de Prefecture Provinciale, qui en tout tems a été attachée à la Maison d'Autriche, même long-tems avant que l'Instrument de la Paix de Munster eût été contracté.

XXVIII.

Pour prevenir aussi toutes sortes d'ombrages & brouilleries dangereuses, qui pussent naître, nous ne permettrons aucunement que les Princes étrangers, ou leurs Envoyez, s'intriguent aux affaires de l'Empire, soit publiquement, soit secrettement, & moins encore, qu'ils paroissent ou passent par les rues & sur le grands-chemins, ou s'approchent de notre Cour, des Rendez-vous des Deputations Imperiales, ou des autres Assemblées publiques, en compagnie de gardes armées, à pied ou à cheval.

XXIX.

Et parce que de grands griefs sont survenus au sujet des Postes établies dans l'Empire Romain, & que par l'Instrument de la Paix ils ont été remis jusques à la première Assemblée de l'Empire, c'est pourquoy les ayant pris en consideration, nous déclarons que nous ne permettrons aucunement, que dans les Provinces & Territoires des Electeurs, Princes, & Etats, ou les Offices de ces Postes Imperiales sont établis, on n'y employe désormais des gens qui ne sont pas sujets à l'Empire, & de la bonne foy desquels on n'est pas trop bien assuré, ni qu'on les exempte ou affranchisse des charges communes & régües, étant déjà exempts des personnelles. Nous enjoindrons aussi expressément au Directeur Général Hereditaire des Postes de l'Empire, de les pourvoir de tout ce qui y est requis, & de regler un cours & départ des lettres, fidèle & précis, moyennant un prix raisonnable & sans égard à ses propres intérêts: duquel reglement il doit faire toujours imprimer une liste, qui sera affichée dans tous les Comptoirs des Postes, afin que le public en soit averti, & que par ce moyen il fasse cesser toutes nouvelles plaintes & qu'on ne soit point obligé d'examiner la conduite. & pour vider en même tems tous les differens qui roulent entre nos Officiers de Postes, & après avoir réfléchi sur l'avis que le Collège Electoral prit & nous fit presenter à la Diète de Ratisbonne en 1641. comme aussi sur les Ordonnances portées par le Recès de la même année, au sujet de l'Office général des Postes de l'Empire, nous ordonnerons constamment, que ledit Office soit conservé dans

son entier, ou qu'on n'entreprenne ni permette rien qui puisse tendre à la diminution; & principalement qu'on protège ledit Office aussi bien que le Directeur Général des Postes de l'Empire, qui en est investi, contre toutes les atteintes de l'Office Imperial des Postes de notre Cour Imperiale, de même que contre le retardement & suppression des lettres & des paquets particuliers du susdit Office afin que, tant en présence de notre personne & de notre Cour Imperiale, qu'en leur absence, ledit Directeur General puisse, moyennant une honnête pension, recevoir, depecher, & distribuer paisiblement & sans interruption les lettres allant & venant ainsi caissons par ces présentes tout ce qui en maniere ou voye quelconque a été émané ou accorde contre cet Article & contre ledit Reces de l'Empire, d'un autre côté l'Office Aulique des Postes de nos Provinces Hereditaires ne sera, à l'égard desdites Provinces, violé non plus, mais maintenu dans l'Inviolature, qu'il a reçu en 1623 & la promesse reciproque ou Reveis du Directeur Général des Postes de l'Empire sera gardée fermement; neanmoins nous n'observerons cet article touchant les affaires des Postes, que pour autant qu'il en sera ordonné autrement par l'Empire.

XXX.

Or, afin que notre Conseil Aulique & les Jugemens de notre Chambre Imperiale puissent regler leurs Consultations & Expéditions sur cette Capitulation: nous la leur proposerons, non seulement comme à nos autres Ministres & Conseillers, mais aussi nous leur enjoindrons serieusement, afin que chacun d'eux la garde exactement aux points qui le concernent, afin qu'ils ne commettent rien ou consultent sur aucune chose qui y soit contraire; & pour cette raison nous ferons inserer exprès cette clause dans leurs sermens, & dès le commencement de notre Empire, nous remettrons l'affaire de la Capitulation perpetuelle sur le tapis à la Diète, (où neanmoins les Electeurs se sont réservés le Droit de capituler reciproquement) & la porterons au point de la perfection le plutôt que nous pourrons.

Et puisque, à cause de notre absence, nous n'avons pas pû d'abord jurer en personne les Capitulations, nous avons donné plein-pouvoir à nos Commissaires de les jurer préalablement en notre nom & sur notre ame: comme nous engageons notre parole & promettons de prêter ledit serment en personne, même avant notre couronnement & dès notre arrivée dans l'Empire & en Allemagne, & nous nous obligerons de nouveau de garder ladite Capitulation. ni n'entrerons point en Gouvernement, à moins que cette solennité ne se soit faite auparavant; au contraire, faute de cela, nous consentirons, que les Vicaires nommez dans la Bulle d'Or continuent en notre place l'Administration de l'Empire.

Tous les points ci-dessus spécifiés en général & chacun en particulier, avons promis, nous Roi des Romains entre les mains des Electeurs, pour nous & pour le Saint Empire Romain, & avons engagé notre honneur, Royale dignité & parole de verité; comme nous promettons par ces présentes & jurons solennellement par Dieu & sur les Saints Evangiles, que nous garderons tous ces points, fermement, fidèlement, & inviolablement, & que

que nous ne ferons rien, ni ne procurerons en aucune voye imaginable qu'on fasse quelque chose, contre cette Capitulation, & partant toutes les exceptions, dispensations, absolutions, Droits Canoniques ou Civils, quels qu'ils puissent être, nous seront tout à fait inutiles. En foi de quoi nous avons fait expedier six Instrumens d'une même teneur & forme, & y avons fait apposer nôtre Grand Seau Imperial, pour en donner un Exemplaire à chaque Electeur. Donne a Francfort sur le Mein, nôtre Ville du Saint Empire Romain, la Fête de Saint Maximilien, le 12. du mois d'Octobre, l'an de Grace mil sept cent onze.

R E V E R S

De Sa Majesté Imperiale CHARLES VI.

Nous Charles VI. par la Grace de Dieu, Elû Roi des Romains, toujours Auguste, Roi de Germanie, des Espagnes, des deux Siciles, de Jerusalem, & des Indes, Roi de Hongrie & de Bohême, Archiduc d'Autriche, Duc de Bourgogne, de Milan, de Stirie, de Carinthie, de Carniole, & de Wirtemberg, Comte de Habsburg, de Flandre, de Tirol, & de Goritzie, &c. &c. Sçavoir faisons par ce présent Acte. Après que le jour que Nous fumes élu pour Roi des Romains, ce fut le 12. d'Octobre passé, nos Ambassadeurs Deputez à ladite Election, de nôtre part, entant que Roi de Bohême, & Electeur du Saint Empire Romain, Ernest Frederic, Comte de Windisgraz, Baron de Waldstein, & Thal, François Ferdinand, Comte Kinsky de Kunitz & Terraw, & Caspar Florentin de Consbruck, respectivement Conseiller Privé, Chambellan, & Vice-Chancelier Germanique du Regne de Bohême, comme aussi Conseiller Aulique de feu Sa Majesté Imperiale Monseigneur nôtre bien Aimé Frère en son vivant, & Referendaire Privé Aulique de l'Empire, en qualité de nos Plenipotentiaires & Mandataires, munis à cet effet par un Plein-pouvoir spécifique cacheté de nôtre Seau, eussent par manière de Pactes convenu avec les Révérendissimes & respectivement Sérénissimes Princes Lothaire François, & Charles, Archevêques de Mayence & de Treves, & Jean Guillaume, Comte Palatin du Rhin, Duc de Baviere, Archi-Chanceliers du Saint Empire Romain en Allemagne, en France, & au Royaume d'Arles, & Archidapifer, Nos Chers Neveux, Cousins & Electeurs : conjointement avec les Plenipotentiaires Deputez à ladite nôtre Election, Othon Henri Baron en Rotha, & Geschwitz, Christoffle, Burgrave & Comte de Dhona, & Frederic Guillaume, Baron de Schlitz surnommé de Gortz, respectivement Conseillers Priyez, Chancelier, Lieutenant-Général, & Président de la Chambre de Deputez de la part de nos Chers Frères, Cousins & Electeurs, les Sérénissimes & respectivement Puissans Frederic Auguste, Roi de Pologne, comme Electeur de Saxe, Frederic Roi de Prusse, comme Electeur de Brandebourg, & George Louis, Duc

Duc de Brunswick & Lunebourg, Archi-Maréchal, Archi-Chambellan, & Archi-Thresorier du Saint Empire Romain; & qu'ils se fussent accordez sur quelques Articles, que nos susdits Ministres Plénipotentiaires ont acceptez & promis en nôtre personne & place de les garder, le tout à la gloire de Dieu, pour l'honneur du Saint Empire Romain, & pour le bien public: de tous ces Articles que nous avons fait coucher ci-après dans la forme la plus ample; & que nous leur avons fait extradier sous nôtre Nom & Seau y attaché, la teneur est celle qui suit.

Nous Charles VI. par la Grace de Dieu Elû Roi des Romains toujours Auguste, Archiduc d'Autriche, &c. (la date y est marquée) donné à Francfort sur le Mein nôtre Ville du Saint Empire Romain, la Fête de Saint Maximilien, le 11. du Mois d'Octobre, l'an de grace 1711.

Et comme lesdits Plénipotentiaires & Mandataires ont promis aux ci-dessus nommez nos chers Neveux, Cousins, & respectivement Frères & Electeurs presens & absens, que nous renouvellemos ces Articles-là, & les affirmerions & confirmerions par Serment, aussi-tôt que nous serions de retour dans l'Empire & en Allemagne, &c. Nous reconnoissons & faisons sçavoir par ces presentes, toute fraude & feinte exclues, que des nôtre retour en Allemagne, & avant nôtre avènement à la Couronne Royale, Nous garderons tous & chacun des points & articles ci-dessus spécifiés, ainsi qu'entre nos Ambassadeurs & Plénipotentiaires & entre nos Chers Neveux, Cousins, & les Ambassadeurs des Electeurs absens, ils ont été traitez, promis, & acceptez; comme aussi dans la forme qu'ils ont été sous nôtre Nom & Seau expediez & delivrez, & lesquels de nôtre libre & gracieuse volonté, & pour maintenant comme pour lors, nous avons promis, accepté, & juré devant Dieu & sur les Ss. Evangiles, de garder & de faire au reste tout ce qu'un Roi des Romains est obligé de faire. En foi dequoi nous avons signé cet Acte de nôtre propre main, & y avons fait attacher nôtre Seau. Donné à Francfort nôtre Ville du St. Empire Romain le 19. de Decemb. 1711.

[M M M M.]

1732.

TRAITÉ d'Alliance & de Garantie entre l'Empereur des Romains, l'Imperatrice de Russie, & le Roi de Dannemarc, conclu à Coppenhague le 26. May 1732. Traduit de l'Allemand, copié de l'Original.

AU NOM DE LA TRÈS SAINTE TRINITE.

SAvoir faisons à qui il appartiendra. Leurs Majestés l'Empereur des Romains & l'Imperatrice de Russie ayant mûrement considéré, que rien n'étoit

n'étoit plus nécessaire pour maintenir & affermir la Tranquillité générale en Europe, que de mettre les Affaires du Nord sur un tel pié sûr & fixe, qu'il ne puisse être troublé par qui que ce soit ; & que pour parvenir à ce but, il n'y avoit point de moyen plus sûr que de rétablir avec le Roi de Dannemarc l'ancienne Amitié & bonne Intelligence qu'il y a eu ci-devant avec ses Illustres Prédecesseurs, & de confirmer par une Alliance qui n'ait pour but qu'une plus grande sûreté des Royaumes & Etats respectifs, & Sa Maj. le Roi de Dannemarc ayant témoigné de vouloir concourir à un si salutaire dessein, leurs Ministres Plenipotentiaires, savoir de la part de l'Empereur le C. de Seckendorff (*cum ceteris titulis*) de la part de l'Impératrice de Russie, le Baron de Brackel (*cum ceteris titulis*) d'une part, & de l'autre de la part du Roi de Dannemarc les Conseillers privés Louis de Plessen, Iver Rosenkrantz, Charles Adolff de Plessen, & Otto Blome (*cum ceteris titulis*), sont convenus entr'eux d'un Traité d'amitié & de garantie aux Conditions suivantes, qui doivent être ratifiées.

I. Tous les hauts Contractans s'obligent, puisqu'ils ont conclu & arrêté entre eux par le présent Traité, qui ne porte préjudice à personne, une ferme & perpétuelle amitié, de se conduire l'un envers l'autre à l'avenir comme véritables alliez fideles & sinceres amis, avançant les interets l'un de l'autre, comme les siens propres, & detournant autant que faire se pourra, tout ce qui pourroit être préjudiciable.

II. A cet effet ils entretiendront toujours une sincere Correspondance, & au cas de quelque revolution dangereuse, il delibereront entre eux & conviendront de ce qui sera le plus convenable à leur utilité commune, en quoi il se secourront mutuellement & donneront à cet egard les Instructions nécessaires à leurs Ministres dans les Cours Etrangères.

III. D'autant que les hauts Contractans se promettent mutuellement de procurer de leur mieux & en toute maniere l'avantage les uns des autres, ils s'engagent de ne contracter d'oresnavant avec d'autres Puissances aucune Alliance contraire au présent Traité, & de ne rien faire qui puisse, ni directement ni indirectement de quelque manière que se soit, être préjudiciable à leurs Royaumes & Terres, mais au contraire si quelqu'un veut entreprendre quelques choses, ils l'empêcheront de tout leur pouvoir. & pour donner plus de force au présent engagement, ils s'obligent de garantir respectivement de la maniere la plus forte tous leurs Royaumes, Principautez, Comtez, Seigneuries, Provinces, Territoires, & Villes en Europe de la maniere qu'ils les possèdent actuellement lors de la Conclusion du présent Traité ; comme aussi tous leurs droits, regales, franchises, & privileges, sans en excepter aucun, & de se maintenir & defendre mutuellement de toute leur force contre qui que ce soit, dans la paisible & entiere possession d'iceux.

IV. D'autant que S. M. I. & Cathol. en particulier juge qu'il est très nécessaire, pour prevenir toute sorte de trouble en Europe, que l'Ordre de succession établi dans sa Maison Archiducal d'Autriche reste dans son entier & que pour plus grande sûreté elle soit appuyée & soutenue par

des Puissances Etrangères, & S. M. le Roi de Dannemarck & de Noruegue voulant faire connoître à S. M. I. & Cathol. ses sinceres intentions à cet égard, & qu'il est porté à lui donner toute sorte de marques d'amitié & de bonne Volonté, à cet effet, il s'engage & promet par le présent Art. pour lui, ses Héritiers & Successeurs tant Males que Femelles, de garantir la Succession établie dans la Maison Archiducal d'Autriche & qui depuis a été acceptée avec tres-humble reconnaissance par tous les Rois & Pays héréditaires, & de la maintenir invariablement de toutes ses forces contre un chacun, de maniere que S. M. de Dannemarck & de Noruegue, ses Héritiers & Successeurs exécuteront cette garantie toutes les fois que S. M. I. & Cathol. pendant sa vie ou ses Héritiers & Successeurs apres sa mort (que Dieu veuille encore éloigner long-tems) seront troublés ou attaqués par qui que ce soit contre le contenu dudit Ordre de Succession du 19. Avril 1713. dans la Succession de tous & chacun desdits Rois & Etats héréditaires au dedans ou au dehors de l'Empire, nul excepté

V. Si l'un des Contractans du présent Traité d'amitié & de garantie étoit préjudicié par quelqu'un, qui que ce soit, & pour quelque raison que ce puisse être, dans les Droits, Privileges & justes Prétensions; ou étoit actuellement attaqué ou envahi dans les terres qu'il possède en Europe; les Hauts Contractans, en conséquence de la garantie mutuelle promise dans les Art. précédens, promettent qu'à la requisition de la Partie offensée, ou qui seroit en danger, ils emploieront aussitôt leurs bons offices auprès de l'assaillant, pour lui faire donner entière satisfaction; & que s'ils étoient inutiles, ils viendroient d'abord au secours du requerant, conformément à une convention qui sera réglée apres la ratification du présent Traité & le plutôt possible à des conditions convenables & avantageuses à toutes les parties; & qu'ils continueront à l'assister sans mettre bas les armes jusqu'à ce que la Partie offensée ait été rétablie dans son premier Etat, & ait eu satisfaction des dommages & dépenses qu'on lui aura causées.

VI Il a été résolu & statué, que si quelque Puissance témoignoit vouloir accéder au présent Traité, ou qu'elle y fût invitée par l'un ou l'autre des contractans, elle y sera admise, apres que les Parties contractantes en auront communiqué entr'elles & y auront consenti.

VII En foi de quoi, Copies semblables du présent Traité de Garantie & d'Amitié, ayant été dressées, ont été signées & scellées séparément par les Ministres à ce autorisés des trois Hauts Contractans; & les Ratifications en seront échangées dans trois mois, ou plutôt, si faire se peut. Fait à Copenhague le 25. Mai 1732.

Enu signé,

F. H. COMTE DE SECKENDORFF.

CASP. CHR. BARON DE BRACKEL.

CH. L. VON PLESSER.
IVER ROSENKRANTZ.
C. A. VON PLESSER.
OTTO BLUME.

L. Art.

I. Article Séparé

D'autant que Sa Majesté Imp. & Cath. & Sa Maj. Imp. de tous les Russes ont fait connoître dès le commencement des Negociations du Traité signé ce jourd'hui, qu'il étoit nécessaire, pour la conservation du repos dans la Basse Saxe, & pour prévenir les troubles qui pourroient arriver dans le Nord, que les démêlez qui subsistent entre Sa Maj. Royale de Dannemarc & Norvegue, & Son Altesse Royale le Duc Charles-Frederic de Holstein-Gottorp, soient accommodés à l'amiable; Sa Majesté Imp. & Cath. l'Empereur des Romains & Sa Maj. Imper. de tous les Russes ont proposé à cet effet, que S. A. R. le Duc renoncât pour lui ses Héritiers & Agnates à la Partie du Sleswyck qu'elle possédoit ci-devant, & que Sa Majesté Royale de Dannemarc & Norvegue lui payât pour équivalent deux millions de Ryxdaldres qui seroient delignez au Duc en effets. Sur quoi Sa Maj. Roy. de Dannemarc & Norvegue a prétendu prouver par de bonnes raisons, qu'on ne peut exiger d'elle avec justice aucun équivalent; qu'il lui est impossible de payer cette somme en argent, & remontrant d'un autre côté qu'elle ne peut céder ni Effets ni Terres. Cependant, Sa Majesté a enfin déclaré, uniquement en considération de Sa Maj. Imp. & Cath. & de Sa Maj. Imp. de tous les Russes, & pour donner une preuve de sa disposition à conserver la Tranquilité Publique, qu'elle payera audit Seigneur Duc de Holstein un million de Rixd. en florins de l'Empire, ou en monoye d'égale valeur, comme un dédommagement. Elle promet donc, qu'aussi tôt que ledit Duc de Holstein aura fait & délivrera à Sa Majesté une Cession & Renonciation dans les formes (munie du consentement de tous ses Héritiers & Agnates) à toutes les Prétentions qu'il forme, ou pourroit former, sur la Partie du Duché de Sleswik qui a autrefois appartenu au Dannemarc, Sadite Majesté lui fera aussi-tôt payer 500. mille Rixd. & ensuite 100. mille Rixd. par an jusqu'à l'entier paiement de ladite somme d'un million promis; lequel paiement se fera à Hambourg sans aucun fraix pour le Duc.

Sa Maj. Imp. & Cath. & Sa Maj. Imp. de tous les Russes promettent de leur côté, qu'elles employeront tout leur pouvoir, pour persuader à S. A. R. le Duc de Holstein d'accepter cet offre, en faisant la cession & renonciation susdite pour lui, ses Héritiers, & Agnates. En foi de quoi le présent Article &c. ce 26. Mai 1732.

II. Article Séparé.

D'autant que Sa Maj. le Roi de Dannemarc s'est laissé persuader par Sa Maj. Imp. & Cath. & par Sa Maj. Imp. de tous les Russes, de promettre, par l'Article séparé signé aujourd'hui, & qu'elle ratifiera le 10. de Juin, d'accorder à Son Alt. R. Charles-Frederic, Duc de Holstein, un million de Rixdald. en donnant une Cession & Renonciation des Prétentions que lui, ses Héritiers, & Agnates croient avoir sur la Portion qu'elle a eue dans le Duché

ché de Sleswik ; Sa Maj. Imp. & Cath. & Sa Maj. Imp. de tous les Russes déclarent de leur côté , qu'elles fixeront au Seigneur Duc de Holstein un terme peremptoire de 2. ans, à compter du jour de la Ratification du Traité signé aujourd'hui , pour recevoir ledit million promis. Mais si , contre toute espérance , S. A. R. le Duc de Holstein refusoit avant la fin de ce terme d'accepter cet offre , Sa Majesté Roy. de Dannemarc & Norvege ne sera plus tenue ni obligée à rien , & elle sera à couvert pour toujours de toutes Prétentions que ledit Duc de Holstein pourroit former , Sa Maj. Imp. & Cath. & Sa Maj. Imp. de tous les Russes ne faisant aucune difficulté de déclarer d'avance , qu'en ce cas elles ne seront plus obligées aux engagements dont elles se sont chargées en faveur dudit Duc. En foi de quoi ce second Article séparé &c. Ce 26. Mai 1732. *Signé comme le Traité.*





S U P L E M E N T
A U X
P R E U V E S
D E S
I N T É R Ê T S P R É S E N S
D E S
P U I S S A N C E S D E L' E U R O P E.



[N N N N .]

*Recès d'Association entre les Cinq Cercles, savoir
l'Électorat du Rhin, celui d'Autriche, celui de
Franconie, celui de Suabe, & celui du Haut
Rhin; conclu à Nordlingue en Mars 1702. tra-
duit de l'Allemand de Lünig R. A.*



AVOIR FAISONS: Que les deux Cercles respectifs de
l'Empire, savoir ceux de Franconie & de Suabe, s'étant
trouvés le 10. de ce mois à l'Assemblée de la Ville Imperiale
de Nordlingue, ils ont jugé à propos à cause du change-
ment des affaires présentes, qui se trouvent fort épinculés,
d'élucider & d'étendre un peu le Recès d'Association conclu
auparavant entre eux à Heydenheim. Que pour cet effet
ils ont conclu une Association ferme & stable avec le Cercle d'Autriche, sur
Ecc ee les

TOME III.

les offres que S. E. Monseigneur le Comte de Lowenstein, Ministre Plenipotentiaire de Sa Majesté Impériale dans cette Ville, leur en a fait. Ce que l'on verra par les Recès suivans, intercessez de mot en mot.

SAYOIR FAISONS Que les deux Cercles de Franconie & de Suabe, ayant trouvé à propos, à cause des Conjonctures épineuses du tems présent, de faire assembler leurs Ministres Plenipotentiaires, premièrement à Heydenheim sur le Rhén, & y étant convenu de certains Articles le 23 de Novembre 1700, tant la Ratification des Princes & des deux Cercles respectifs il fut ensuite convenu d'un contentement général à la Diète de Nuremberg & de Ulm, sur le rapport qui en fut fait, de donner quelque extension à ces Articles, & on y convint, par un Article séparé, d'augmenter les troupes Auxiliaires d'un tiers en cas de besoin. Cette Convention fut ratifiée & échangée le 6 de May 1701; cependant, ces Conjonctures s'étant beaucoup changées depuis ce tems, & ayant été trouvé nécessaire de s'assembler dans la Ville Impériale de Norimbergue, on a trouvé en même tems expedient de faire quelque peu de changement aux Recès, & d'y joindre quelques Articles, sans que cela puisse préjudicier à l'Essentiel & à la Substance principale du Traité. Ce qu'on verra par le Recès, qui suit.

SAYOIR FAISONS Que les deux Cercles de Franconie & de Suabe, ayant depuis longues années entretenu entre eux une parfaite correspondance & amitié, ils ont cherché de l'affermir d'avantage par de certains Traitez, qu'ils ont fait entre eux l'an 1691. & 1692 & par lesquels ils ont établi une Contederation particulière, conforme aux Constitutions de l'Empire & aux Ordonnances Exécutives, & sous la Condition spéciale, qu'elle n'aurait pas de force, que jusqu'à ce que les Conjonctures dangereuses de ce tems seroient passées, & qu'on auroit obtenu une Paix sûre & honorable, & qu'alors les Cercles respectifs s'accommoderoient de nouveau, comme ils le jugeraient leur être convenable; Mais, que la Paix n'étant faite par la benediction de Dieu à Ryswyck sur la fin de l'année 1697, les Cercles & les Pais situés dans la Haute Allemagne n'en avoient pas reçu aucun soulagement, nonobstant qu'ils avoient été entièrement ruinés pendant la guerre passée, mais au contraire étant devenus depuis ce tems les frontières de l'Empire, ils se voyoient pour le présent plus exposés que jamais; Que d'ailleurs les circonstances de ce tems s'étoient trouvées dans une certaine crise, pour avoir obligé les deux Cercles de Franconie & de Suabe de veiller plus que jamais à leur sûreté & de cultiver avec soin la bonne harmonie, qui avoit regné jusqu'à présent entre eux. C'est pourquoi ces deux Cercles, après des Consultations préalables, tant de bouche, que par écrit, étoient convenus d'envoyer premièrement leurs Plenipotentiaires respectifs à Heydenheim, où étant convenus de certains Articles le 23 de Novembre 1700 sous la Ratification des Princes & des autres Etats de ces deux Cercles, cette Convention & l'Article séparé, qui regardoit l'augmentation *Quous associabilis*, & dont on étoit déjà convenu à Heydenheim, avoit été ratifié des deux Cercles & échangé le 6. de Mai de l'année précédente 1701. Cependant, plusieurs autres Cercles étant accédés à cette Association pendant la Diète

de Nuremberg & de Ulm, on a jugé nécessaire, à cause du changement des affaires présentes, de changer aussi ou d'élucider quelque-uns des Articles, sans qu'on ait pourtant touché à la substance réelle du Traité. C'est pour ces causes, que les deux Cercles respectifs sont convenus de s'assembler icy à Nortlingue, ou leurs Plénipotentiaires, après avoir suffisamment légitimé leurs Commissions *hoc in passu*, ont rédigé le Recès d'Association dans l'ordre suivant, savoir :

I. Que quant à l'essentiel & à la substance du Recès, projeté à Heydenheim, & ratifié l'année précédente, rien n'y seroit changé, que chacun des Cercles contractans resteroit dans l'obligation de procurer à l'autre tout avantage & bien, de favoriser mutuellement les intérêts communs, & de ne rien omettre pour cultiver la bonne correspondance, & cette confédération cordiale. Qu'au surplus chacun assisteroit l'autre fidèlement, & feroit tout son possible pour détourner les perils & les dommages reciproques *communibus Consiliis & Auxiliis*, & particulièrement qu'on s'appliqueroit & qu'on emploieroit tous les soins dans les endroits convenables.

II. Pour obtenir pour les deux Cercles la sûreté nécessaire, & pour engager les Princes & Etats de l'Empire, afin de vouloir aider à détourner d'eux le peril, dont ils étoient menacés dans la situation épineuse des affaires présentes, & de les soutenir dans leur consistance présente.

III. Que pour cet effet ils avoient résolu pour autant que leurs propres forces le permettoient, d'augmenter encore le corps de leurs troupes, quoi qu'il avoit été réglé au commencement sur le pied de 14200. hommes & déjà augmenté ensuite d'un tiers, qu'ils les entretiendroient en sorte.

IV. Que le Cercle de Franconie en entretiendrait effectivement 3 Régimens à pied, savoir, Erffa. Schneblus, & le Prince d'Onoltzbach, chaque Régiment à 2260. têtes, & le Régiment de Cavallerie de Bareuth, & celui de Dragons de Auffau, chacun de 600 hommes, & en tout 8000 hommes; le Cercle de Suabe entretiendrait 5 Régimens à pied, savoir Baden-Baden, Baden Durlach, Furstenberg-Moskirch, Furstenberg-Stulingen, & Reisach, chacun à 1800. hommes, & les 2 Régimens de Cavallerie du Prince Héritaire de Wurtemberg, & de Stauffenberg, & celui des Dragons de Zollern à 600 têtes chacun, ce qui faisoit en tout 11.800 hommes; Que la diminution de ces troupes seroit incontinent remplacée par de bonnes recrues, & que pour la sûreté reciproque de l'exécution de ce point, on ne pouvoit pas refuser l'un à l'autre d'en faire la revue, quand on le demandoit.

V. Qu'il étoit permis à chaque Cercle de partager son contingent en tant de Compagnies, & de régler leur subsistance, que cependant, pour prévenir toute dispute & toute confusion, qui surviennent ordinairement dans le service sur les inégalités des hommes dans les Compagnies, on y observeroit reciproquement une distribution égale autant que cela se pourroit faire.

VI. Que chaque Cercle se reservoit le droit militaire sur ses troupes.

VII. Quant au Rang & au Commandement subalterne de la generalité,

on se rapporte à ce qui se pratique ordinairement, & en vertu de quoi on observera l'ancienneté entre les Officiers des deux Cercles, qui se trouvent pourvus d'un même Caractère. mais, dans toutes les affaires importantes, & dans les Conseils de guerre, on observera une égalité exacte.

VIII. Mais chaque Cercle conservera le Commandement general sur le contingent de ses troupes, tant que la nécessité ne demande pas d'en former un Corps combiné, & si-tôt que cette jonction se fera, on se reglera sur les Ordonnances Executoriales & sur le Resultat de l'Empire de l'année 1555. §. 78. Et en vertu desquels on sera obligé dans une nécessité urgente.

IX. D'assister le Cercle opprimé de toutes les forces, & de rien omettre pour en détourner *injustis Viribus* toutes les injustes prétentions & autres dommages.

X. Ce qui s'entend en même tems des Marches, Contremarches, Campements, & Logemens des troupes, & qui tendent à ruiner le Pais, sur-quoi on se reglera tant par rapport aux propres Troupes des deux Cercles qu'à celles d'un autre Etat, suivant le Reglement des marches émané de la Chambre Imperiale le 18. de Février de l'année passée.

XI. Et comme donc le Recès présent d'Association n'est uniquement fondé que sur l'Ordonnance d'Execution & sur les Constitutions de l'Empire: le secours sera aussi fourni sans aucune indemnisation & sur les propres frais du Cercle, qui prêterait cette assistance; Et pour cet effet chaque Cercle sera obligé de fournir exactement & suivant les Ordonnances de ses propres deniers à son contingent tant pour les Hommes que pour les Chevaux le pain & l'avoine nécessaire, & de payer la solde aux Soldats tous les mois, pour pouvoir acheter ce qu'ils ont besoin, dont chaque Commissariat prendra soin, afin d'ôter aux Ministres toute occasion & raison de molester les sujets & les habitants de l'un ou de l'autre Cercle, sous prétexte qu'il leur manque l'argent & les provisions, & de faire le degat du Pais sous celui d'être obligé de chercher des fourrages; D'autant qu'ils ont absolument défendu de fourager aucuns fruits de la terre, de cantonner, & de se rafraichir dans les Villages, Bourgs & Villes; Et lorsque l'on est absolument obligé d'aller aux herbes, cela ne se fera qu'en conformité des ordres de la Generalité & suivant la direction des Seigneurs de chaque endroit; C'est pourquoi les Cercles respectifs auront soin, chaque fois que cette jonction de leur troupes se fera, d'établir à tems dans un endroit convenable des Magazins de farine, d'avoine, & de foin, & d'entretenir un nombre suffisant de Chariots pour le transport des Vivres nécessaires aux Regimens, afin que les sujets du Pais ne soient pas chargés d'en fournir de Voitures, à quoi ils ne seront absolument pas obligés qu'en cas de nécessité, & en les payant justement, ce que les Officiers & les Commissaires ne peuvent pas non plus exiger de leur propre autorité, sans en avoir demandé préalablement la permission au Magistrat ou au Baillié de chaque endroit, & qui alors en fera la repartition nécessaire; Cependant le Cercle, qui se trouve en danger sera obligé, lorsqu'il en a été requis, de fournir gratis à celui, qui vient à son secours, un endroit convenable & en-
fer-

fermé pour y pouvoir former les Magazins, lequel le Magistrat du lieu lui assignera, sans que les Commissaires ou les autres Officiers des Vivres puissent prétendre le quartier & le service libre pour eux, ou l'étable & le fourrage libre pour leurs Chevaux, En sorte que tout ce qu'on fera au contraire de ce qui a été marqué plus haut sera réputé entre les taxes, que celui qui les a commis, sera obligé de payer selon l'estimation. Et pour faciliter réciproquement l'Etablissement des Magazins & l'Achat des Vivres & des Fourrages en cas de guerre, on est convenu en même temps, de faire des Ordonnances nécessaires, afin que les Associés puissent trouver & acheter, *nomina publica*, toutes leurs Vivres au même prix, comme les habitans du Pais, que cependant, pour empêcher la fraude & la malversation, que les particuliers puissent commettre sous le nom du public, on sera obligé de produire des certificats validés, avant que les Vivres achetées puissent passer les terres des Seigneurs du Pais sans payer le droit de la Douane.

XII. Et puisque donc on n'a pas conclu les Articles ci-dessus, que dans la seule vue, de pouvoir se servir de ces troupes stipulées pour la défense commune des deux Cercles, en cas qu'une guerre surviendrait, & tant qu'on en a besoin, ils ne doivent être tirés hors des limites de ce Pais. On ne souffrira aussi non plus, que les Cercles soyent en aucune manière chargés d'un logement de troupes étrangères, qui ne leur appartiennent pas, ni de fournir à aucune charge, soit en argent, ou de quelle nature que ce puisse être. C'est pourquoi on est convenu, qu'en cas que pareille chose arriveroit, on s'assistera alors mutuellement *consilio & auxilio*, & on emploiera toutes les forces pour détourner ces inconveniens de la partie souffrante.

XIII. Et s'il survient, que, pendant la conjonction des troupes réciproques on trouve encore quelque difficulté, qui peut demander une élucidation ultérieure, on en conviendra amiablement par une députation des deux Cercles; & on entretiendra au reste entre les dits deux Cercles une parfaite union & correspondance, qu'à cet effet l'un ne pourra faire aucun Traité d'Association avec des autres, sans la communication de l'autre, ni altérer la moindre chose dans les Articles présents, ni de s'en éloigner *absque præsente & consensu* de toutes les deux parties contractantes.

XIV. Et enfin, comme les deux parties Contractantes ont principalement regardé dans leur Association présente le bien public, & qu'Elles ont eu l'intention d'aplanir le chemin aux autres Etats & Membres de l'Empire à s'unir successivement, jusqu'à ce que tout le Corps Germanique y voudroit concourir unanimement. C'est pourquoi on admettra dans cette présente Association tous les Cercles de l'Empire, qui voudront y entrer, & accéder aux Articles ci dessus spécifiés, si-tôt que l'on en sera convenu, & que les présentations des accedants seront réglées, on procédera & on reglera toutes les affaires, qui regardent l'Intérêt commun *per majora*, suivant les Constitutions de l'Empire. En foi de quoi, & pour plus grande sûreté des Contractants, on a mis ce présent Recès *in duplo*, & il a été signé par les Plénipoten-

rentiaires respectifs, avec apposition de leurs armes, & dont chaque Partie a reçu un Exemplaire, fait à Nordlingue ce 16. de Mars 1702.

(L. S.) JEAN LAURENS SCHARF.

(L. S.) JEAN ADAM TANNER DE REICHERSDORFF.

(L. S.) FRIDERIC DE DURNHEIM

(L. S.) JEAN FRIDERICH DE STAFFHORST.

(L. S.) JEAN, BARON DE BACKHEISTER.

Sa Majesté Imperiale, comme Duc Regnant d'Autriche, ayant très-gracieusement fait offrir par S. E. Monsieur le Comte de Lowenstern son Ministre Plénipotentiaire accrédité aux deux Cercles de Franconie & de Suabe, de vouloir avec son Cercle d'Autriche accéder à cette Association, & qu'à cet effet il fourniroit 16000. hommes avec la Generalité & Artillerie nécessaire, ces dits deux Cercles ont accepté ces offres gracieuses avec une reconnaissance parfaite par leurs Résolutions du 19. d'Octobre 1701 & du 15. Février 1702. Et étant entrés en Conférence avec ladite Excellence pendant le Congrès présent de mode, *quantum, & quali*, on est convenu réciproquement : Que Sa Majesté Imperiale comme Duc Regnant d'Autriche, & reconnu en cette qualité comme Directeur de ce Cercle, accedoit au Traité d'Association conclu entre les deux Cercles respectifs de Franconie & de Suabe, & à tous les Articles, clauses, & prestations selon le sens littéral du Traité, Que pour cet effet Sa Majesté Imperiale fourniroit 16000. hommes, sans prejudice, & sans conséquence pourtant des Contingens de l'Empire, que le Cercle d'Autriche, aussi bien que ceux de Franconie & de Suabe, étoient obligés de fournir Que Sadite M. Imperiale les pourveroit d'une Generalité & d'une Artillerie proportionnée, Et comme ce corps de troupes étoit absolument destiné pour l'Association présente, on spécifieroit en trois semaines les noms des Regimens, dont il seroit composé, lesquels elle entretiendrait toujours dans un Etat complet, qu'on ne les emploieroit pas dans un autre endroit, ni ne les retireroit pas du Pays, tant qu'on en auroit besoin soit pour la sûreté des Cercles associés, des Seigneuries, Pays, & Forteresses y appartenantes, ou pour d'autres opérations que la Generalité réciproque pourroit concevoir selon l'exigence & la nécessité du *tempus pro bono publico & Imperii*. Qu'ils auroient également soin de la garde de frontières, sans pouvoir y demander la moindre chose pour leur subsistance qu'en payant ; Que les Cercles, ni les Princes, Etats, ou d'autres y incorporés, ne seroient pas chargés ni soulevés d'aucun logement, subsistance, *Aljute*, ou ce qui se pourroit être par les troupes mentionnées, ou par d'autres, que les Cercles respectifs pourroient encore engager à leur service, & être ensuite envoyé plus loin dans l'Empire, Que l'on donneroit en même temps les ordres nécessaires aux Regimens tant de l'Empereur que des Alliés, de se conformer suivant le Recès d'Association & le Règlement des marches y joint, & de tenir meilleur

leur ordre que pour le passé, soit dans leurs marches dans l'Empire & vers l'Italie, soit qu'ils changeassent les Garnisons des Fortereses de l'Autriche, ou qu'ils entraissent dans les quartiers d'Hyver dans le Pais de Suabe, & dans les Endroits voisins, & qu'ils les quitaissent pour entrer en Campagne. Et comme les deux Cercles de Franconie & de Suabe n'ont pas entendu, que les garnisons de leurs fortereses seroient pris du nombre des troupes, qu'ils ont stipulé entre eux dans le Recès d'Association, de même les troupes, dont le Cercle d'Autriche peut avoir besoin pour garnir les siennes, ne peuvent pas être comptées entre les 16000. hommes, qu'on vient de stipuler pour la quote part d'Association; Sadite Excellence Monsieur le Comte de Lowenstein aiant été encore très instamment prié par les deux Cercles de Franconie & de Suabe, de vouloir employer ses bons offices, pour qu'il plaisoit à Sa Majesté Imperiale, de fournir encore à ses propres depens, & au de-la de la quote part stipulée au Traite d'Association, l'Artillerie necessaire avec les requistes en hauts & bas Officiers, Munitions, Chevaux, & Valets, dont le Corps d'Association pourroit avoir besoin en cas de Conjonction, & pour les operations communes de la guerre, & sans que le Cercle & les associés, qui en pourroient avoir besoin seroient chargés du remboursement & des fraix, & de les laisser à leur disposition, sans aucune distinction de saisons, tant que la necessité le demanderoit: Son Excellence a bien voulu avoir la bonte de promettre, qu'elle seconderoit ces demandes, & qu'elle tacheroit d'obtenir de Sa Majesté Imperiale autant qu'il dependroit de son Excellence, pour qu'il plaisoit à S. M. I. d'accorder aux Cercles associés l'Artillerie necessaire avec tout son attirail & le reste, qu'on avoit demandé. Sur cette Declaration & l'Obligation reciproque, les deux Cercles associés de Franconie & de Suabe sont convenu de se comporter envers S. M. Imperiale, comme Archiduc d'Autriche, & envers le Cercle d'Autriche, de la même manière, comme ils se sont obligés auparavant l'un envers l'autre par le Recès mentionné d'Association, & qu'on s'assistera mutuellement dans toutes les occasions, qui pourroient survenir.

En foi de quoi, & pour plus grande sureté des Contractans, ce présent Recès d'Association a été mis en triple, dont deux Exemplaires ont été signés par son Excellence le Ministre de l'Empereur avec apposition de ses Sceaux, comme le troisième l'a été fait par les Deputés Plenipotentiaires des deux Cercles respectifs de Franconie & de Suabe, après quoi ils ont été échangés. Fait à Northingue le 17. de Mars 1702.

(L. S.) MAXIMILIAN CAERL, Comte de
Lowenstein-Wertheim.

Les Cercles Electoral, & du Haut-Rhin, aiant été en même tems invités par ceux de Franconie & de Suabe de venir ici pour regler leur accession à cette Association suivant le Recès présent & les precedents, leurs Deputés sont enfin arrivés, & sont convenus avec les trois Cercles respec-

tifs d'Autriche, de Franconie, & de Suabe de cette manière. Que

I. Les Deputés des Cercles Electoral & du Haut-Rhin n'accordoient pas seulement, à tout ce que les deux Cercles de Franconie & de Suabe avoient stipulé entre eux ici à Nortlingue dans le Recès présent & dans celui, qui y a été inséré & à tous les Articles & Conditions, hormis ce qui appartenait à la disposition économique de chaque Cercle, mais qu'ils s'associaient en même tems & effectivement avec le Cercle d'Autriche sur les mêmes conditions, que ceux de Franconie & de Suabe en ont convenus avec S. E. le Ministre Plénipotentiaire de Sa Majesté Impériale au nom dudit Cercle d'Autriche, à savoir :

II. Que l'on s'associe avec les Cercles de Franconie & de Suabe par rapport aux marches des troupes suivant le règlement, que les deux Cercles Electoral & du Haut-Rhin avoient déjà commencé à projeter entre eux-mêmes, & qu'on les régleroit suivant les Constitutions de l'Empire, & le Règlement allégué § 10 du dernier Recès, fait entre ceux de Franconie & de Suabe, pour autant que la Constitution & la situation des Pays Electoral & du Haut-Rhin le permettoit ; Que pour cet effet

III. Et par rapport *ad quantum associabile*, les 6500 hommes, que le Cercle Electoral du Rhin s'est engagé de livrer, & que les Electeurs & les autres Etats dudit Cercle ont déjà effectivement sur pied, seront toujours entretenus dans un Etat complet, & auxquels l'Electorat de Mayence fournira 2500 hommes à pied compris dans le Regiment de Schonborn, & le Regiment de Bibra composé de 500 Dragons. Celui de Treves y fournira le Regiment à pied de Hulchin de 2000 hommes, & le Palatinat 450. hommes de Cavalerie, & 1000 Fantassins en deux Regimens, dont on spécifiera les noms tout au plus en trois semaines. Et quoiqu'on ne pourroit pas se dispenser d'employer une partie de ces troupes aux Gardes des Fortereses, qui se trouvoient dans le Cercle Electoral du Rhin, puisqu'il importoit beaucoup à tout l'Empire, qu'elles fussent conservées, que cependant on espérait, qu'aussi-tôt que l'Armée seroit entrée en Campagne & qu'elle pourroit couvrir ces Fortereses pour les mettre hors d'insulte & du peril d'être assiégées, on se trouveroit en Etat d'en pouvoir tirer autant de troupes, que la raison de guerre permettoit, ou comme on conviendrait alors, pour les joindre ensuite avec l'Artillerie, & l'attacher au Corps d'Association pour les opérations de la Campagne. Dans lequel cas l'Electorat de Mayence se trouveroit en état d'augmenter au moins le Corps des troupes des autres Cercles associés pour les opérations nécessaires de 1000 hommes à pied & de 500 Cavaliers, comme celui de Treves d'un Bataillon à pied de 500. hommes, & le Palatinat de 450. Chevaux, 1000 Fantassins, sans pourtant que cela porteroit prejudice à la proportion de l'Evaluation stipulée.

IV. Quant au Cercle du Haut-Rhin, il s'est engagé d'avoir toujours prêts & d'entretenir dans un Etat complet 3600 hommes, que quelques Etats dudit Cercle ont effectivement sur pied (y compris les 600. hommes, qui

qui tiennent garnison à Francfort & à Hanau.) En sorte qu'il livrera & enverra effectivement en Campagne pour les opérations nécessaires 3000. hommes effectifs : à savoir 1700. hommes d'Infanterie dans les deux Regimens de Nassau-Weilbourg, & de Boutlaer, & 300. Maîtres dans les mêmes Regimens de Nassau-Weilbourg & de Boutlaer, avec leurs Canons & le reste, Les Etats respectifs du Cercle du Haut-Rhin, qui pour le présent se trouvent armés, ont au sur-plus promis, que lorsque les autres membres de leur Cercle, comme ils n'en doutoient pas, se lieroient plus étroitement avec eux, ils joindroient leurs troupes, qui seroient encore un nombre assez considerable, à celles qu'on avoit déjà stipulé.

V. Les deux Cercles de Franconie & de Suabe aiant donc reçu & accepté dans leur Association les deux Cercles respectifs Electoral & du Haut-Rhin ; & son Excellence le Ministre Plenipotentiaire de Sa Majesté Imperiale s'étant en même tems associé au nom du Cercle d'Autriche avec ces deux Cercles mentionnés au Conditions ci dessus spécifiées, en sorte que cette affaire d'Association se trouve entierement terminée ; cependant, on s'est réservé reciproquement, qu'aucun Cercle en general, ni aucun de ses membres en particulier, n'en pourroit tirer, ni avantage, ni préjudice, s'il venoit à livrer au *quanto associabili* plus ou moins de troupes, qu'il n'avoit été obligé de faire en conformité de l'évaluation établie. En foi dequoi on en a fait expedier cinq Recès, dont deux Exemplaires ont été remis aux Deputés des deux Cercles Electoral & du Haut-Rhin de la part de S. E. le Ministre Plenipotentiaire de S. M. Imperiale au nom du Cercle d'Autriche & des Deputés des deux Cercles de Franconie & de Suabe ; & les autres trois par les Deputés des Cercles Electoral & du Haut-Rhin à Sa dite Excellence & aux Deputés de Franconie & de Suabe ; tous les cinq aiant été signés & scellés des parties interessées comme de Coutume. Fait à Nordlingue le 20. de Mars 1702.

Pour le Cercle Electoral.

(L. S.) GEORGE FRIDERICH BERNINGER.
(L. S.) LOTH. FRIDERICH DE HUNDHEIM.

Pour le Cercle du Haut-Rhin.

(L. S.) JEAN FRIDERICH FABER.
(L. S.) PHILIPPE HENRI DE JODACH.
(L. S.) JOACHIM GEORGE PLONIERS.

[0000]

TRAITÉ d'Alliance entre l'Empereur, & le Duc de Savoie, conclu à Turin le 25. Octobre 1703. tiré de l'Europäische Rube.

NOS Leopoldus, &c. (ut ita) Notum & testatum facimus omnibus & singulis, quorum interest, aut quomodolibet interesse potest. Quod postquam, defuncto ante triennium Serenissimo & Potentissimo Hispaniarum & Indiarum Rege Catholico Carolo Secundo, penultima recruditione, omnia illius Regni & Provinciae, quae hereditario jure ad nos, nostramque aclytam domum pertinent, a Borbonica domo usurpatae fuerunt ad eas autem vindicandas, Serenissimus & Potentissimus quondam Magnus Britanniae Rex Gulielmus III. & Ordines Generales Foederatarum Belgii Provinciarum duobus abhinc annis tandem Nobiscum iuxerunt. Cui post praedicti Regis Gulielmi e vivis excessum, etiam Serenissima & Potentissima Princeps Dominus Anna Magnae Britanniae, Franciae, & Hiborniae Regina accessit, uno & omnes Sacri Romani Imperii Electores Electores, Principes, & deus se adiunxerunt. Tandem illud etiam Serenissimum Victoris Amalaeum, Ducem Sabaudiae & Princeps Palatinum, Comargravem & Principem nostrum Carissimum, tum Gallorum haereticis injuriis, tum nostris invitationibus, propriisque Domus suae rationibus, uti & soluta publice studio adhaerens, in conditionibus emptis sit, quae confectum superius Augustae Taurinensium a nostro & dicti Serenissimi Ducis Plenipotentiarum Instrumentum subius exprimit tenore sequenti.

Postquam Sacra Caesarea Majestas praeter bellum adversus Domum Borbonicam gratissimè de oebi universo assatum, non suscipere coacta fuit, & Serenissimum Principem Dominum Victoris Amalaeum Ducem Sabaudiae adiungenda secum arma efficacibus motiva, & ea potissimum ratione invitavit, ut propriam satisfactionem, ut in Monarchiam Hispanicam Testamento Philippi IV. Regis Hispaniarum gloriose Memoriae clare stabilitum vindicaret. Sui Celarado Regia considerato tum nervi sibi cum Domu Borbonica intercedente, tum situ ditionum suarum ab omni communicatione Imperiali longe remotarum, hucusque quidem incipiti deliberatione haesit suspensa, tandem tamen constituit, non solum abque longiori morâ invitationem illam & obsequia sibi a Sacra Caesarea Majestate Conditiones acceptare, verum etiam validissimam eundem processionem expectare adversus improbitam atque invalidam violentiam, quae Caesarum Rex, contra gentium jura & bonam fidem, ejus Cohortes, Gallicae, Hispanicaeque in Italia militantes, decernari & captivas attingeri, imò & magnam opumque Italici exercitus sui partem Palatinum versus movere jussu, ut Regia Celaradino

fundius Suae Provincias invadat, eamque penitus opprimat. Sed igitur Cels. R. isthoc evidenti discrimine & pernicioso rerum Statu permota, fretaque auxilio à S. Cæsarea Majestate, suo & Foederatorum laorum nomine, sibi generose oblato, Domino Comit. ab Aversperg, cui jam à S. Cæsarea Majestate commissum erat, suam Regiam Celsitudinem de perbenigno Sacrae Cæsareae Majestatis erga eandem animo certiorum facere, tuam incundi cum Sacra Cæsarea Majestate ejusque Collegatis Foederis promptitudinem significavit. Cumque ille, tam ad assequendam Sacrae Cæsareae Majestatis generosam intentionem, & infringendos amborum Potentatuum in perniciem Regis Cels. conspirantium primos impetus, quam ob proprias, easque luculentissimas rationes Sacrae Cæsareae Majestatis (cujus imprimis interest) principem, qui jam in bello superiori maximo causae communis emolumento se se hostium insulubus, velut firmum totius Italiae murum, fortiter objecerat, neque minus in praesentiarum utilitatem publicam promoveret & imprimis ad stabilenda in Italia Augusta Domus Austriae commoda plurimum ponderis afferre potius est, ab imminente oppressione letiare, (sine mora in Pedemontium se contulerit) factum tandem est, ut Sacra Cæsarea Majestas & Regia Celsitudo sua per Plenipotentarios suos, & nomine quidem Sacrae Cæsareae Majestatis per praedictum Illustrissimum & Excellentissimum Dominum Comitem ab Aversperg, S. Cæsar Majestatis Consiliarium Statûs & Camerarium, ex parte vero Regis Celsitudinis suae per Illustrissimos & Excellentissimos Dominos Marchionem de Prié, Ordinis Annunciationis Beatæ Virginis Equitem, & Regis Celsitudinis suae Ministrum Statûs, & Marchionem de Sancto Thoma ejusdem C. R. Ministrum & primum Secretarium Statûs, exhibitis utrinque Plenipotentiariorum laorum Diplomatum, insequentes foederis leges convenerint.

Art. I. Erat inter Sacram Cæsaream Majestatem & Imperium ex una, atque Regiam suam Celsitudinem ex altera parte æstum Foedus Unioque firma ac sincera, & curabit Sacra Cæsarea Majestas includi, imo, quantum in se est, ex nunc proprio & Imperii nomine includit Regiam Celsitudinem suam Foederi sibi cum Anglia & D. D. Ordinibus Generalibus uniti Belgii, aliisque Principibus intercedenti. Hujusque Tractatûs scopus principalis erit tutio seu conservatio justitiae, securitatis, & tranquillitatis publicae, uti & Pacis Ryswicensis ac praecedentium, speciatim vero etiam Pyrenae, quos R. Celsitudo cum Sacra Cæsarea Majestate & Foederatis in bello contra Domum Borbonicam, ejusque adherentes communicatis Consiliis, omnibusque, ut infra explanabitur, viribus concurret.

II. Cum necesse sit in eum finem & in defensionem suae Reg. Celsitudinis praeter exercitum in Lombardia, ubi bellum omni vigore prosequendum erit, per S. Majestatem Cæsaream alium etiam in Pedemontio congregari, S. Cæsarea Majestas sine mora tot selectorum & veteranorum militum suorum agmina in Pedemontium transmittet, praesenti bello durante ibidem permansura, quae 20 millia hominum numerum constituent, quorum 14. pedestres, reliqui vero 6. equestres existant, qui omnes Suae Re-

que Celsitudinis cohortibus uniantur. Id præstabit Sacra Cæsarea Majestas sumptibus propriis & de tormentis bellicis reliquoque apparatu necessario suis Copiis providebit. Quod si vero tormenta propter viarum, aliarumque difficultates eo transvahi non possint, Regia Celsitudo sua alia interim hac limitatione subministrabit, ut Sacra Cæsarea Majestas de illorum vestitu & officialibus ad ea necessaria suis impensis prospiciat. Ubi etiam Regia Celsitudo sua e re fore judicaverit, ut Cæsareæ Copiæ suæ in terris hybernent, Regia sua Celsitudo illis nihil aliud quam recta, seu hospitis dare iubeatur, alimenta autem & stipendia a Commissariatu Cæsareo suppeditabuntur, quod ut facilius fieri queat, sua Celsitudo Regia curabit, ut prædictus Commissariatus annonam & commercium præcio currenti comparare possit. Promittit e contra Sacra Regia Celsitudo se quoque militum Copiæ usque ad numerum 15 millium hominum in stipendiis habiturum, quarum eam partem in Campum educet, quam communis causæ utilitas exigit, suarumque utriusque securitas patietur. Quæ propter licitum erit Regiæ suæ Celsitudini, in Imperio milites publicè legere, illosque per terras Imperii secundum morem & leges ibi receptas abducere.

III. Supremum Imperium in utroque exercitu, tam in Pedemonte, quam in Longobardia, agere habebitque sua Celsitudo Regia, illorumque motus & operationes sub auspiciis Sacræ Cæsareæ Majestatis diriget, prout communis utilitas & necessitas ideregerit. Similiter etiam meliori Servitii Cæsarei & publicæ rei promovendæ ergo Commissarius S. C. M. bellicus in omnibus & quoad omnia à directione Sacræ Regiæ Celsitudinis dependebit.

IV. Habebit S. R. C. à Serenissima Magnæ Britannæ Regina & à D. D. Ordinibus uniti Belgii conjunctum subsidium octoginta millium scutorum vel ducatorum, quos de banco vocant, singulis mensibus, quod incipit currere à die tertia Octobris, ut pote quâ die Regia Celsitudo sua rupturam contra Galliam Taurini publicavit. Habebit similiter S. R. C. à prædictæ potentissimæ summæ centum millium Scutorum vel Ducatorum de banco pro primis belli sumptibus & apparatibus semel tantum, idque sine diminutione subsidii mensuris exsolvendum, quod quidem subsidium singulis quibusque huiusmodi sibi anticipatè numerabitur, & pro summa dictorum centum millium Scutorum, prout etiam pro ea primis bimestris transmittentur litteræ bancariæ sine morâ, vel Augustam Taurinorum, aut ad alia vicina loca, unde memoratæ summæ commodè extrahi possint, ut quam præmium eidem S. R. C. pro urgentius uti valeat.

V. Sacra Cæsarea Majestas in compensationem dignam egregii servitii, quo S. R. C. statui suos & propriam personam pro rationibus Augustissimæ Domus & Causæ communis tum utili tanque necessario exponit Sacrosancti, habitaque consideratione tum huiusmodi & necessitatis publicæ, tum etiam renunciationum à S. R. C. infra factarum circa dotem, & dotales pensiones defunctæ Infantis Catharinæ, Ducissæ Sabaudæ. Eidem Regiæ Celsitudini Compensatæ, et obsequiæ & plene potestatis Cæsareæ, habito etiam debito respectu

respectu ad fortes prætensiones Sabaudicæ Domus, cedit & transfert in S. R. C. ejusque Descendentes & Successores illam *Ducatus Montis Ferrateus* partem, de qua Duces Mantuæ investiti fuere, omnesque & singulas urbes, castella, pagos, terras, & loca eo pertinentia, cum omni proprietate, dominio, jurisdictione, regulibus, ac deinde omnibus quibuscunque & rationibus eo pertinentibus vel inde dependentibus sine ulla exceptione, sub Imperatoribus & Sacro Romano Imperio in perpetuum tenenda & possidenda, prout ea Duces Mantuæ hætenus tenuerunt & possiderunt, aut possidere valuerunt. Et S. C. M. in semet recipit onus præstandi indemnitas omnes, quæ nunc vel in futurum in eundem Montisferrati Ducatum prætensionem aliquam formare possunt, ita ut Regia Celsitudo sua, ejusque Descendentes & Successores semper in quietâ possessione memorati Ducatus manere, neque ullo unquam tempore molestia quadam sub quovis prætextu illis creari debeat.

VI Præterea. Sua Cæsarea Majestas, & remunerationem suam, utilitati et dicto suæ Celsitudinis sacrificio in Augustissimam Domum & Causam communem redundanti magis adequatam reddat, alia etiam de causis & motivis supra memoratis, ulterius cedit, & transfert in Regiam Celsitudinem suam, ejusque descendentes & successores una cum omni proprietate, Dominio, & jurisdictione, Provincias Alexandriæ & Valentiniæ cum omnibus terra intra Padum & Tanarum sita, item Provinciam, quæ dicitur Lunellina, & Vallem Scitar, cum omnibus urbibus, castellis, pagis, terris, locis, regulibus, redditibus, ac generalibus omnibus quibuscunque juribus & rationibus eo pertinentibus, vel inde dependentibus, nulla re excepta, ita sub Imperatoribus & sacro Imperio Romano tenenda, & possidenda, prout ea defuncti Reges Hispaniæ tenuerunt & possiderunt, sive tenere & possidere valuerunt. Eum in finem Sacra Cæsarea Majestas in perpetuum separat prædicta territoria & loca a Statu Mediolanensi, ac derogat in quantum ad hoc requiritur omni ei quod præfata cessione & separationi quovis modo contrarium esse vel censeri posset, salvo tamen etiam per omnia ut supra Imperii directo Dominio, & ubi inter præfatas regiones ut supra celtas aliqui inveniuntur pagi vel loca ea commixta, aut circumscripta, universitatem componentia, ab eisdem tamen non dependentia, quatenus non sint ultra quatuor sub hac etiam cessione comprehendantur, quod si quatuor pagorum seu locorum ut supra numerum excedant, congrua de excedentibus fiet permutatio ex æquo arbitrio Commissariorum hinc inde ad id eligendorum.

VII Et quandoquidem Sacra Cæsarea Majestas translationem in Regiam C. S. prædictarum Provinciarum, sive Memberorum, Statûs Mediolanensis jam ante secum constituerat eumque in finem Domino ab Aversperg mandatum & facultatem dederat, vigore Plenipotentiæ suæ præfatas Provincias, Regi S. C. cedendi. huic nunc etiam promittit se intra spatium trium mensium promissorum a Serenissimo Filio suo Archiduce Carolo, jam proclamato Rege Hispaniarum, ratificationem, hujus Tractatus sique in specie supra memoratis Cessione præfatum portionem Statûs Mediolanensis, ut

pote rei huius temporis circumstantiis ipsimet Regi ad scopum & commodum sua consequenda perquam proficue procuraturum.

VIII Urbes Alexandria & Valentia cedantur una cum munitionibus, in eo quo nunc sunt Statu, fortificationes autem Martia, relictæ simplici muro, statim a facta pace, sumptibus Suae R. C. solo sequantur, nec unquam reedificentur. Quod Calatum attinet, placuit ut in perpetuum remaneat & conservetur eo in statu, quo redactum fuit tempore redditionis de anno 1695 ita tamen ut liceat Suae Regiae Celsitudini, prædictam civitatem simplici muro vallare, neque eidem Regiae Celsitudini vel successoribus suis alias construere arces in locis prædictis supra celsis licitum esto. De reliquis omnibus urbibus, locis, & monumentis supra celsis Suae Regiae Celsitudinis cum omnibus tormentis bellicis, commentis,annonis, apparatus militaribus ad ea loca pertinentibus, nec non documentis literariis & titulis illis convenientibus, extradantur.

IX Patent copias militibus ex Statu Mediolanensi Finariam versus ditionem Genuensem, & vicissim, ex ditione Genuensi & Finariensi in Mediolanensem deducendus, quoties opus fuerit, liber transitus per Montiserratum, id quo breviori, quæ fieri potest via, cui designanda deputabuntur ab utraque parte Commissarii, qui simul de norma ejus modi transitus, quot videbitur ille copias, quasque vice concedendus, quantum temporis inter unum alterumque interponendum, & qualiter notificatio præmittenda sit, speculiter convenient, solventque illæ copias transientes, pro annonæ & cibariis pretium carronis, & quid quod ad eas pertinet illa via devehatur. Liber quoque remaneat transitus pro vehendo sale a ditione Genuensi in Statum Mediolanensem, & immenus perpetuo ab omni Vestigali sive Regiae Celsitudinis debito, ita, tamen, ut liceat eidem R. C. omnimodo præcavere, ne Sal hujus modi in Statum suum refundatur.

X Prædictæ Cessiones integram suam sortientur effectum, quocunque tempore & modo præiens bellum finitur post subscriptionem hujus Tractatus, ita ut, qualicunque sequatur Pax vel Compositio, Sacra Caesaris Majestas illas cessiones ex nunc tueri & prædictæ terre sive Regiae Celsitudinis, ejusque successoribus in perpetuum celsis manere debeant.

XI. Teneatur S. C. M. Suae Reg. Celsitudinis dare actualem & plenam possessionem integramque proprietatem Statuum supra cessorum, quatenus successively occupabuntur, quod ut quando citius fiat, nullis periculis viribus, habitis semper, juxta dispositionem Articuli 3 ratione boni communis & quietis necessitatis.

XII Vult quoque Caesaris Majestas diploma, quod Suae Regiae Celsitudinis die 3 Februarii anno supra millesimum & sexcentessimum nonagesimo pro acquisitione certorum feudorum in eo recensitorum concessit, in integro per omnia manere vigore, & in perpetuum libero & pleno gaudere effectum, ita ut qui tenori nulla unquam ratione prejudicari debeat, qui propter illud expressè prædicti Articuli confirmat, & vi hujus pariter omne jus & exercitium jura, quod Statu Mediolanensi sive appendentibus sive alio quocunque titulo

titulo in ea seuda competere possit, in suam Regiam Celsitudinem transferri, eamque simul omni re quod sibi pro concessione dicti diplomati adhuc deberi ulla ratione potest, penitus liberis, quemadmodum S. R. C. vicissim omnibus, quæ sibi apud Commissariatum Cæsareum reliqua esse possent creditus renunciat.

XIII. Obstringit se Sacra Cæsarea Majestas pro se & Successoribus suis quod Jus successionis Regiæ suæ Celsitudini in Monarchiam Hispanicam juxta declarationem testamentariam Philippi IV quondam Hispanicarum Regis, Gloriosæ Memoræ, competens integrum ac illæsum servare, & nec in bello nec in tractatu futuræ pacis aut compositionis consentire velit, ut nullum ei præjudicium offeratur, neque etiam permittere unquam ut præ sua Celsitudine Regia tertius aliquis in præfatam Monarchiam, aut ullum ejus partem introducatur; imo pro majori cautela dictorum jurium & pro securitate & conservatione naturalis positionis Sabaudicæ Domus ejusque Ditionum, quarum summo interest, nunquam ab Augustissimæ Domus & Romani Imperii Communicatione darijungi. Sacra Cæsarea Majestas litteris Investituræ Statuum supra cessorum se recogniturum promittit idem jura immediatum suæ Regiæ Celsitudinis post Augustissimam Domum in Monarchiam Hispanicam succedendi cum appositione clausulæ, quod S. R. C. ejusque Successores nunc pro tunc, quatenus opus fuerit, investiti censeantur & maneant.

XIV. Renunciat sua Regia Celsitudo pro se, Heredibus, & Successoribus suis, omnibus juribus & actionibus, quæ sibi & illis ratione dotis & censuum residuorum defunctæ Infantis Catharinæ, filie Catholici quondam Regis Philippi Secundi Ducissæ Sabaudicæ competunt ac competere possunt. Declaratque sua Regia Celsitudo pro se & heredibus suis, dotem istam & residuas pensiones supra memoratis Celsionibus plenarie pensatas & solutas esse, adeo ut hoc titulo nec ipse nec ejus Successores ullo unquam tempore à Corona Hispaniæ quidquam prætereendere possint aut debeant.

XV. Quando, benedicente Divino numine, Cæsareis & Sabaudicis armis recuperata fuerit Lombardia Hispanica omnes adhibebuntur vires, non tantum ad reliqua in Italia Hispanici Jura Regna & Provincias recuperandas (permanente tamen semper ad tutelam Pedemontii, nec non Status Mediolanensis eo exercitu viginti millium Imperialium, de quo supra in Articulo secundo) sed etiam ad illum Tractum acquirendam, qui cis montem Genebræ situs est, quo magna communis securitas stabilizatur, ac militiæ Galliarum omnis subsistentiæ locus cum Alpes adinatur. Acquisitio autem istius Tractus inter Pedemontium & montem Genebræ solius erit Regiæ suæ Celsitudinis ejusque Successorum, & spondet Sacra Cæsarea Majestas tam proprio, quam Fœderatorum nomine, in futuris pacis tractatibus omnem operam adhibebitur, ut acquisitio hæc Serenissimo Duci integra maneat & inconvulsa.

XVI. Ratificabit S. C. M. præsentem Tractatum suo & Imperii nomine, concedetque Regiæ suæ Cels. ad quævis ejus requisitionem Investituræ Statuum, siue Ditionum cæsarum juxta tenorem Investiturarum a Carolo V. Regi Philippo Secundo, ejusque Successoribus & Ducibus Mantuæ respec-

tive concessarum, cum sola restrictione ad lineam masculinam, iam Serenissimæ Ducis, quam Principum hujus Domus. Simuliter obstricta est Sacra Cæsarea Majestas Regium suam Celsitudinem investire juxta eandem formam & tenorem Investituræ jam concessæ a Ferdinando secundo sub anno 1632. de illa quoque parte Montiserrati, quæ à sua Regia Celsæ antepossessa, & virtute pacis Westphalicæ, Tractatum Cæteracensem confirmantem acquisita est.

XVII Tenebitur insuper Sacra Cæsarea Majestas Approbationem hujus Tractatus reportare a Serenissima Regina Magnæ Britanniæ, Ordinibus Generalibus Fœderatis Belgii, & reliquis Principalioribus Collegatis, adeo ut in tutelam suam, sive Guvantiam, suscipiant prædictas Cessiones, easque defendant, ut integram sortiantur effectum, quocunque modo sequitur Pax vel Compositio & promajori hujus Tractatus securitate dictæ Cessiones inter conditiones præliminares, sine quibus ad pacis Tractationem deveniri non poterit, comprehenduntur. Obligabunt se pariter dictæ Potestatis eodem modo, & forma, qua se obligavit S. C. M. Articulus decimo quinto circa acquisitionem & mantentionem terrarum cum montem Genebra sitarum in favorem suæ Reg. Celsæ ac ulterius se speciatim, velut ad factum proprium obligabunt post Augustissimam Domum Austriacam jus immediatum in Monarchiam Hispanicam Regiæ suæ Celsæ illarum servare, neque condescendere, aut Tractatum inire unquam, quo huic juri ullo modo præjudicaretur, seu præ Domo Subaulica, Principi aliqui in Monarchiæ Hispaniæ Status introduceretur.

XVIII Sacra Cels. Maj. ejusque Fœderatæ Potestates nullam inibunt pacem, conventiones, aut inducias, quin Regia Sua Celsæ in omnia loca & ditiones ab hostibus forte occupandas restituantur, adeo ut hæc restitutio pariter conditionibus præliminariis, sine quibus ad dictos Tractatus procedi nequeat, inferenda sit.

XIX Quænam admodum S. C. M. & Potestates Confoederatæ nullam omnino inire poterunt, compositionem, aut treguam, sine inclusione Regiæ S. Celsæ eo quo supradictum est modo, ita vicissim tenetur sua Regia Celsitudo inseparabiliter adherere & manere unita Sacræ Cæsareæ Majestati & communi Fœderi, ejusque rationes armis suis juvare usque ad conclusionem pacis, nec ulla ratione se ab his separare illi fas sit. Et hæc ut una ex conditionibus præcipuis, ac uti dici solet, sine qua non, prædictarum cessionum, quæ ultimum suam & plenum demum robur & effectum ab integra & accurata hujus conditionis executione accipient.

Nos Plenipotentarii supra nominati, vi nostrorum respectivè Mandatorum præsentem Tractatum conclusimus & firmavimus, eique armorum nostrorum Sigilla opposuimus, promittentes nos nostrorum Resp. Dominorum Committentium ratificationes & quidem S. C. M. intra tres septimanas à Serenissima R. Celsæ autem intra octiduum procuraturos. Datum Augustiæ Turinorum die 25. Oct. 1721.

(L. S.) IL COMTE D'AVERRIGRO.

(L. S.) IL MARCHESE DI PRIS.

(L. S.) DE ST. THOMAS.

TRAITE

[P P P P .]

TRAITE' d'Union entre l'Ecosse & l'Angleterre, conclu à Londres le 21^{er} Juin 1706. traduit de l'Anglois.

L Q U E les deux Royaumes d'Ecosse, & d'Angleterre seront dorénavant à perpétuité unis en un seul Royaume sous le nom de GRAND-BRETAGNE, à commencer le premier jour de Mai prochain. Et que les Armes dudit Royaume Uni seront telles que Sa Majesté l'ordonnera, & les Croix de Saint Andre & de Saint George seront jointes ensemble de la manière que Sa Majesté le trouvera à propos, & seront employées dans tous les Pavillons, Drapeaux, Estandards, & Bannières, tant par mer que par terre.

II. Que la Succession à la Monarchie du Royaume Uni de la Grande-Bretagne, & des Terres & Seigneuries qui en dépendent, sera, demeurera, & continuera après la Sacrée Majesté, & au défaut d'Enfans issus de son Corps, à la très-Excellente Princesse SOPHIE, Electrice & Duchesse Douairière d'Hanover, & ses Hoirs issus de son Corps, étant Protestans, sur lesquels la Couronne d'Angleterre est établie par un Acte du Parlement fait en Angleterre dans la douzième année du Règne de feu Sa Majesté le Roi Guillaume Troisième, intitulé, *Acte pour une plus ample limitation de la Couronne, & pour mieux assurer les Droits & les Libertés des Sujets*. Et que tous les Papistes, & personnes mariées à des Papistes, seront exclus, & incapables à perpétuité d'hériter, posséder, ou jouir de la Couronne Impériale de la Grande-Bretagne, & des Territoires qui en dépendent, ou d'aucune partie d'icelles. Et en tous & tels cas semblables, la Couronne & le Gouvernement iront de temps en temps, & seront possédés par une Personne Protestante, comme elle en auroit hérité & joui en cas que telle Personne Papiste ou mariée à un Papiste, fût morte naturellement, conformément à l'Ordonnance pour la Succession à la Couronne d'Angleterre, faite dans un autre Acte du Parlement d'Angleterre, dans la première année du Règne de feu Leurs Majestés, le Roi Guillaume & la Reine Marie, intitulé, *Acte déclarant les Droits & Libertés des Sujets, & pour établir la Succession de la Couronne*.

III. Que le Royaume Uni de la Grande-Bretagne sera représenté par un seul & même Parlement, lequel sera nommé le Parlement de la Grande-Bretagne.

IV. Que tous les Sujets du Royaume Uni de la Grande-Bretagne auront après l'Union entière Liberté & Correspondance de Commerce & de Navigation, dans tous les Ports & Places dudit Royaume Uni, & des Terres

& Colonies qui en dépendent. Et qu'il y aura communication de tous les autres Droits, Privilèges, & Avantages, qui appartiennent, ou qui peuvent appartenir, aux Sujets de l'un ou l'autre Royaume, à la réserve de ce qui est autrement & expressément convenu dans ces Articles.

V. Que tous les Vaisseaux appartenans aux Sujets de Sa Majesté en Ecosse au tems de la signature de ce Traité pour l'Union des deux Royaumes, quel que construits hors du Pais, seront estimez & passeront pour Vaisseaux de la fabrique de la *Grande-Bretagne*; le Propriétaire, ou les Propriétaires, ou un, ou plusieurs des Propriétaires, faisant Serment dans l'espace de douze mois après l'Union, qu'au tems de la signature dudit Traité, ces Vaisseaux appartiennent à lui ou à quelqu'autre Sujet, ou Sujets d'Ecosse, qui seront nommez particulièrement, avec les lieux de leur demeure respective; & que ledits Vaisseaux appartiennent à lui ou à eux, & qu'aucun Etranger, directement ou indirectement, n'y a aucune part, portion, ou intérêt. Lequel Serment sera fait en présence du principal ou principaux Officiers de la Douane dans le Port le plus proche de la demeure desdits Propriétaires. Et ledits Officier, ou Officiers, auront le pouvoir de recevoir ledit Serment. Et le Serment, étant ainsi prêté, sera attesté par l'Officier, ou les Officiers, qui l'auront reçu; & étant enregistré par ledits Officier, ou Officiers, il sera délivré aux Maîtres des Vaisseaux pour la sûreté de leur Navigation; & il en sera donné un double par ledits Officier, ou Officiers, aux Principaux, ou Chefs des Officiers de la Douane, dans le Port d'Edimbourg, pour y être enregistré, & de là être envoyé au Port de Londres pour y être couché sur le Registre général de tous les Vaisseaux Marchands appartenans à la *Grande-Bretagne*.

VI. Que toutes les Parties du Royaume Uni auront toujours, après l'Union, les mêmes Avantages & Privilèges, & seront soumises aux mêmes Défenses, Restrictions, & Reglemens de Commerce, & tenues aux mêmes Douanes & Droits d'entrée & de sortie. Et que les Avantages, Privilèges, Défenses, Restrictions, & Reglemens de Commerce, de même que les Douanes & les Droits d'entrée & de sortie, établis en Angleterre au commencement de l'Union, auront lieu après l'Union par tout le Royaume Uni.

VII. Que toutes les Parties du Royaume Uni seront, à perpétuité, depuis l'Union tenues aux mêmes Impôts sur toutes les Liqueurs sujettes aux Impôts; & que les Impôts, qui se trouveront être mis en Angleterre sur telles Liqueurs au commencement de l'Union, auront lieu par tout le Royaume Uni.

VIII. Que depuis l'Union, tout le Sel, qui sera apporté des Pais étrangers en Ecosse, sera chargé des mêmes Droits d'entrée, que ce même Sel est présentement chargé pour l'entrée en Angleterre, & qu'il y sera levé au prix de la même manière. Mais l'Ecosse sera exempte pendant l'espace de sept ans, à commencer depuis l'Union, de payer en Ecosse sur le Sel, qui y sera fait, les Droits ou Impôts qui se payent maintenant sur le Sel qui est
fait

fait en Angleterre ; mais, après l'expiration desdites sept années, on sera sujet & tenu aux mêmes Droits pour le Sel fait en Ecosse, qui seront alors établis & imposés sur le Sel fait en Angleterre, pour y être levé & pris en la même manière, & avec les mêmes retours & avantages, qu'en Angleterre. Et pendant lesdites sept ans, il sera payé en Angleterre pour tout le Sel fait en Ecosse, & de-là transporté en Angleterre, les mêmes Droits que l'on y paye pour être levé & pris de la même manière que les Droits du Sel étranger se prennent & se lèvent en Angleterre. Et que pendant lesdites sept ans, on n'apportera point de Sel, quel qu'il soit, d'Ecosse en Angleterre, par terre en aucune manière, sous peine de confiscation du Sel, des chariots, & du bétail employé pour le transport, & de payer vingt schellings pour chaque boureau de Sel, & à proportion, selon qu'il y en aura plus ou moins, au payement de quoi le Charretier & le Propriétaire seront aussi bien tenus l'un que l'autre, & chacun d'eux solidairement. Et les Personnes, qui le porteront ou conduiront, seront emprisonnées par tout Juge de Paix, pendant l'espace de six mois, sans caution, jusqu'à ce que l'amende soit payée. Et pendant lesdites sept années, toute la Viande & le Poisson salé, porté d'Ecosse en Angleterre, ou employé pour les provisions des Vaisseaux d'Ecosse, pour être transportée dans les Pays étrangers laquelle sera salée du Sel d'Ecosse, ou de quelque mélange dudit Sel, sera confiscable & pourra être saisie ; Et que depuis l'Union, les Loix & les Actes du Parlement d'Ecosse, touchant la Pêche, le Salage, & l'Emballage de Harang, du Poisson blanc & du Saumon, qui doit être transporté, étant salé avec du Sel étranger seulement, & pour prévenir toutes fraudes dans le Salage & l'Emballage du poisson, demeureront dans leur force & vigueur en Ecosse, étant néanmoins sujets aux changements & alterations qui seront faites par le Parlement de la Grande-Bretagne. Et que tout le Poisson, qui sera transporté d'Ecosse dans les Pays étrangers, qui sera salé avec du Sel étranger seulement, aura les mêmes soulagemens, récompenses, & retours, qu'il est & sera alloué aux personnes qui transportent d'Angleterre le même Poisson. Et s'il se trouve ci-après quelques affaires ou fraudes au sujet desdits Droits de Sel, à quoi il n'a pas encore été suffisamment pourvu par cet Article, elles seront sujettes à telles autres plus amples provisions, qu'il sera trouvé convenable par le Parlement de la Grande-Bretagne.

IX. Que quand la somme d'un million neuf cent soixante-sept mille sept cent & quarante & trois livres, huit schellings, & quatre sous & demi, sera ordonnée par Acte du Parlement de la Grande-Bretagne, pour être levée dans la partie du Royaume Uni appelée aujourd'hui *Angleterre*, sur les Terres, ou autres choses, taxes ordinairement dans ledit Royaume par ordre du Parlement, pour donner des Subsidies à la Couronne, par une Taxe des Terres, Cette partie du Royaume Uni, appelée aujourd'hui *Essex*, sera chargée par le même Acte d'une somme de quarante-huit mille livres, franchises & quittes de toutes charges, comme sont la Quota part de l'Ecosse dans cette Taxe, & ainsi proportionnellement, pour chaque somme qui sera le-

vée au dessus, ou au dessous, en Angleterre, par aucunes Taxes sur les Terres, & autres choses taxées ordinairement avec les Terres. Et qu'une telle Quote pour l'Ecosse sera levée dans les cas susdits, & recueillie de la même manière, que se levent & recueillent aujourd'hui les Taxes des Terres dans ledit Royaume, mais qu'elle sera soumise aux Réglements, touchant la manière de la recueillir, qui seront faits par le Parlement de la Grande-Bretagne.

X. Que pendant la continuation des Droits respectifs sur le Papier timbré, le Velin, & le Parchemin, par des Actes qui sont maintenant en vigueur en Angleterre, l'Ecosse ne sera point chargée desdits Droits respectifs.

XI. Que pendant la continuation des Droits payables en Angleterre sur les Fenêtres, & les Lumières, qui doivent finir au premier jour du mois d'Août de l'an 1710, l'Ecosse ne sera point chargée des mêmes Droits.

XII. Que pendant la continuation des Droits payables en Angleterre sur le Charbon, de toutes sortes, & qui doivent cesser le troisième jour de Septembre 1710, l'Ecosse ne sera point chargée desdits Droits sur les Charbons, qui s'y consumeront, mais elle en sera chargée comme l'Angleterre, pour tout le Charbon qui ne se consumera pas en Ecosse.

XIII. Que pendant la continuation du Droit payable en Angleterre sur la Dreche, & qui doit finir le vingt-quatrième jour de Juin 1707, l'Ecosse ne sera point chargée de ce Droit.

XIV. Que le Royaume d'Ecosse ne sera chargé d'aucun autre Droit imposé par le Parlement d'Angleterre, avant l'Union, à la réserve de ceux dont on est convenu dans ce Traité, à cause qu'il a été accordé, que toutes les provisions nécessaires seront faites par le Parlement d'Ecosse pour les Charges publiques, & pour le service de ce Royaume pour l'année 1707. Pourvu néanmoins, que si le Parlement d'Angleterre trouve à propos de mettre quelque autre Impôt, par manière de Droits de Douane, ou telles Accises, dont en vertu de ce Traité l'Ecosse doit être chargée également avec l'Angleterre, En ce cas l'Ecosse sera tenue aux mêmes Droits de Douane & d'Accises, & aura un Equivalent, qui sera réglé par le Parlement de la Grande Bretagne. Et comme on ne sauroit supposer, que le Parlement de la Grande Bretagne imposera jamais aucune sorte de charges sur le Royaume Uni, que celles qui seront trouvées nécessaires, pour le bien & la conservation du Tout, & cela eu égard aux circonstances, & aux forces de chaque partie du Royaume Uni, A ces causes, il est arrêté, qu'on n'insistera plus sur aucune exemption pour aucune partie du Royaume Uni, mais que la considération de quelques exemptions que ce soit au delà de ce qui a déjà été convenu dans ce Traité, sera laissée à la détermination du Parlement de la Grande-Bretagne.

XV. Comme par les termes de ce Traité, les Sujets d'Ecosse, pour conserver une égalité de Commerce par tout le Royaume Uni, seront tenus à tous les Droits de Douane, & Accises, qui se payent aujourd'hui en Angleterre, lesquelles devront servir à acquitter les Dettes d'Angleterre, contractées avant

avant l'Union, Il est convenu que l'Ecosse aura un équivalent, pour ce que les Sujets devront être chargés, pour le paiement desdites Dettes d'Angleterre, dans toutes les Particularitez quelles qu'elles soient, en la manière suivante; c'est à savoir, Qu'avant l'Union desdits Royaumes, la somme de trois cens quatre-vingt dix huit mille, & quatre-vingt cinq livres dix schellings, sera accordée à Sa Majesté par le Parlement d'Angleterre, pour les besoins mentionnez ci-dessus; étant l'Équivalent qui doit être payé à l'Ecosse, pour telle partie desdits Droits de Douane & d'Accises, sur les Liqueurs, dequels ce Royaume-là doit être chargé après l'Union, qui sera applicable pour le paiement desdites Dettes d'Angleterre, cela étant à proportion des Droits premiers de l'Ecosse, qui sont de trente mille livres par an, par rapport à la Douane d'Angleterre supputée à un million trois cens quarante & un mille, cinq cens cinquante-neuf livres par an; & proportionnellement aux présentes Accises, sur les Liqueurs accisables d'Ecosse, qui sont trente-trois mille & cinq cens livres par an, par rapport aux Accises sur les Liqueurs accisables en Angleterre, supputée à neuf cens quarante sept mille six cens & deux livres par an. Laquelle somme de trois cens quatre-vingt dix huit mille quatre-vingt-cinq livres dix schellings, sera due & payable, depuis le temps de l'Union. Et comme après l'Union l'Ecosse sera tenue & sujette aux mêmes Droits de Douane pour l'entrée & pour la sortie, & aux mêmes Accises sur les Liqueurs accisables, comme en Angleterre, aussi bien par cette raison, qu'à cause de l'augmentation de monde & de commerce; (qui sera l'heureuse conséquence de l'Union) Lesdits revenus augmenteront beaucoup au delà de la valeur annuelle mentionnée ci-dessus, dont on ne peut faire maintenant l'estimation. Cependant, pour les raisons mentionnées, étant juste qu'il y ait un Équivalent rendu à l'Ecosse. Il est convenu, qu'après l'Union, il sera dressé un Compte de tous lesdits Droits qui se leveront en Ecosse, afin qu'il puisse apparaitre, combien il faudra rendre à l'Ecosse pour l'Équivalent de telle partie de ladite augmentation, qui sera destinée au paiement des Dettes d'Angleterre. Et pour parvenir plus efficacement à toutes les fins mentionnées ci-après, on est convenu, que depuis l'Union, toute l'augmentation des revenus des Douanes, & Droits d'entrée & de sortie, & les Accises mises sur les Liqueurs qui sont sujettes, en Ecosse, au delà & par dessus le produit annuel desdits Droits respectifs, sur le pied que ci-dessus, servira & sera applicable pour l'espace de sept ans, aux Usages mentionnez ci-dessus. Et que sur ledit Compte, l'Ecosse sera remboursée tous les ans, à commencer à la fin de sept ans après l'Union, d'un Équivalent proportionné à la part de ladite augmentation, qui devra être employé au paiement des Dettes d'Angleterre.

Et comme après l'expiration de sept ans, après l'Union, le Sel fait en Ecosse doit être sujet aux mêmes Droits que le Sel fait en Angleterre, Il est accordé, que quand ces Droits auront lieu, il sera rendu à l'Ecosse un Équivalent pour telle portion desdits Droits, qui sera employé pour le paiement des Dettes d'Angleterre; Desquels Droits il sera tenu Compte exact,

afin que l'on puisse voir ce qu'il faudra pour faire ledit Equivalent à l'Ecosse. Et généralement que l'Ecosse aura un Equivalent pour telle portion des Dettes d'Angleterre, qu'elle sera ci après tenue de payer à raison de l'Union, quelles qu'elles soient outre celles pour lesquelles le Parlement d'Angleterre a approprié les Douanes, & autres Droits d'entrée ou de sortie, d'Accises sur les Liqueurs accisables, & sur le Sel au regard desquels Dettes, on a déjà ordonné plus haut l'Equivalent. Et pour l'emploi qui doit être fait de ladite somme de trois cent quatre vingt dix huit mille quatre-vingt-cinq livres dix schellings, qui doit être donnée comme dessus, & tous les autres deniers dont on doit répondre à l'Ecosse, ou qui lui doivent être alloués, comme dessus, On est convenu que de ladite somme de trois cent quatre-vingt-dix-huit mille quatre-vingt-cinq livres dix schellings, seront payées toutes les Dettes publiques du Royaume d'Ecosse, & aussi le fonds Capital de la Compagnie Ecossoise, d'Afrique & des Indes ensemble avec les intérêts pour ledit fonds capital à raison de cinq pour cent par an depuis les termes respectifs du paiement dudit fonds capital & des intérêts, ladite Compagnie sera dissoute & cessera, & aussi que du jour que l'Acte du Parlement d'Angleterre sera passé pour la levée de ladite somme de trois cent quatre-vingt dix huit mille, quatre-vingt-cinq livres, dix schellings, ladite Compagnie ne négociera plus, & ne donnera plus permission de négocier. Et pour le surplus de ladite somme de trois cent quatre-vingt-dix-huit mille quatre-vingt-cinq livres dix schellings après le paiement desdites Dettes du Royaume d'Ecosse, & dudit fonds capital & des intérêts, & aussi toute l'augmentation des fuidits Revenus des Douanes, Droits, & Accises, au dessus de la présente valeur, qui seront levés en Ecosse, pendant ledit terme de sept ans, ensemble avec l'Equivalent qui sera dû au sujet de l'augmentation des Revenus en Ecosse, après ledit terme. Et aussi pour ce qui est de toutes les autres sommes, qui suivant les Conventions fuidites seront dues à l'Ecosse par voye d'Equivalent, pour ce que ce Royaume fournira ci-après pour le paiement des Dettes d'Angleterre, On est convenu que cela sera appliqué en la manière suivante, savoir, que de-là les pertes qui pourront avoir été ou soutenues souffertes par des particuliers à cause de la réduction de la Monnoye d'Ecosse à la valeur de celle d'Angleterre, seront dédommagées autant qu'il sera jugé nécessaire. Après quoi le reste sera entièrement appliqué pour encourager, & avancer la Pêche, & telles autres Manufactures & Negoce en Ecosse, qui pourront le plus contribuer au bien general du Royaume Uni. Et il est arrêté, Que Sa Majesté sera autorisée pour nommer des Commissaires, qui seront tenus de rendre compte au Parlement de la Grande-Bretagne, pour employer aux usages ci dessus mentionnés, ladite somme de trois cent quatre-vingt dix huit mille quatre-vingt-cinq livres dix schellings, & tous les autres deniers qui seront dus à l'Ecosse, en vertu de l'Accord & Convention ci-dessus. Lesquels Commissaires seront autorisés à demander, recevoir, & disposer desdits deniers en la manière fuidite, & à prendre inspection des Livres de Collecteurs desdits Revenus & de tous les autres Droits, ou impôts d'où se pour-

en lever un Equivalent. Et que les Collecteurs, & Directeurs dedita Revenus & Droits, seront obligés de donner auxdits Commissaires, des Extraits authentiques & signez du produit dedita Revenus & Droits levez dans l'étendue de leur ressorts respectifs. Et que ledits Commissaires auront leurs Bureaux dedans les Limites d'Ecosse. Que dans ledits Bureaux seront tenus les Livres, contenant les Comptes du montant des Equivalens, & de quelle maniere il en aura été disposé, de tems en tems. Lesquels Livres pourront être vus par qui que ce soit des Sujets qui les voudront voir.

XVI. Que du moment de l'Union, & après, la Monnoye sera de même titre & valeur par tout le Royaume Uni comme elle est présentement en Angleterre. Et l'Hôtel de la Monnoye sera continué en Ecosse sous les mêmes regles, que la Monnoye d'Angleterre, & sera sujet à tels Réglemens que Sa Majesté, ou ses Hoirs, & Successeurs, ou le Parlement de la Grande-Bretagne le trouveront à propos.

XVII. Que du moment & après l'Union, on se servira par tout le Royaume Uni des mêmes Poids & Mesures, qui sont à présent établis en Angleterre. Et les Modelles dedita Poids & Mesures seront gardez dans les Bourgs d'Ecosse, & qui la garde des Modelles des Poids & Mesures, qui sont aujourd'hui en usage, appartient de Droit special. Tous lesquels Modelles seront envoyez auxdits Bourgs, étant formez sur ceux qui sont gardez dans l'Echiquier à Westminster étant sujets néanmoins aux Réglemens qui seront trouvez utiles par le Parlement de la Grande-Bretagne.

XVIII. Que les Loix concernant le Reglement du Commerce, des Douanes, & des Accises, auxquelles, en vertu de ce Traité, l'Ecosse doit être sujette, seront en Ecosse les mêmes après l'Union qu'en Angleterre. Et que toutes les autres Loix, qui sont usitées dans le Royaume d'Ecosse, seront après l'Union, & nonobstant l'Union, dans la même vigueur qu'auparavant, à la reserve de celles qui sont contraires & ne peuvent subsister avec les termes de ce Traité, mais elles pourront être changées par le Parlement de la Grande-Bretagne, avec cette difference entre les Loix concernant le Droit Public, la Police, & le Gouvernement Civil, & celles qui concernent le Droit particulier, que les Loix qui concernent le Droit Public, la Police, & le Gouvernement Civil, pourront être les mêmes par tout le Royaume Uni, mais qu'on ne pourra faire d'alteration, ou changement, aux Loix qui concernent le Droit particulier, à moins que ce ne soit pour l'utilité évidente des Sujets d'Ecosse.

XIX. Que la Cour de Session, ou le College de Justice, sera & demeurera après & nonobstant l'Union, en tout tems, en Ecosse, telle qu'elle est maintenant établie par les Loix de ce Royaume, & avec la même autorité & les mêmes Privileges, qu'avant l'Union, étant néanmoins sujette aux Réglemens qui pourront être faits pour mieux administrer la Justice, par le Parlement de la Grande-Bretagne, & que la Cour des Justiciers demeurera aussi, après & nonobstant l'Union, en tout tems en Ecosse, telle qu'elle est maintenant établie par les Loix de ce Royaume, & avec la même autorité, & les

les mêmes privilèges, qu'avant l'Union, étant néanmoins sujets aux Règlements qui seront faits par le Parlement de la Grande-Bretagne, & sans préjudice des autres Droits de Justiciers; Et que toutes les Juridictions de l'Amirauté seront soumises au Lord Grand Amiral, ou aux Commissaires de l'Amirauté de la Grande-Bretagne, qui seront alors en Charge. Et que la Cour de l'Amirauté, qui est maintenant établie en Ecosse, sera continuée, & que toutes les Révisions, Réductions, ou Suspensions de Sentences en causes de Marine, appartenant à la Juridiction de cette Cour, demeureront dans la même manière après l'Union, qu'elles sont maintenant en Ecosse, jusqu'à ce que les le Parlement de la Grande-Bretagne y fasse les Règlements & les Changemens, qui seront jugés expédiens pour tout le Royaume Uni, mais il sera à toujours continué en Ecosse une Cour d'Amirauté, telle qu'en Angleterre, pour terminer toutes les Causes Maritimes, qui auront du rapport aux Droits particuliers d'Ecosse, appartenans à la Juridiction de la Cour de l'Amirauté, laquelle sera néanmoins sujette aux Règlements & Alterations, qui seront jugés devoir être faits par le Parlement de la Grande-Bretagne. Et que les Droits Héritiers d'Amirauté, ou de Vice-Amirauté en Ecosse seront réservés aux Propriétaires respectifs, comme Droits de propriété, sujets néanmoins, pour la manière d'exercer ces Droits Héritiers, aux Règlements & Alterations, qui seront jugés utiles par le Parlement de la Grande-Bretagne, & que toutes les autres Cours qui sont maintenant dans le Royaume d'Ecosse, demeureront, mais seront sujettes aux Alterations qui pourront être faites par le Parlement de la Grande-Bretagne. Et que toutes les autres Cours subalternes qui sont dans ledit Royaume, demeureront subordonnées, comme elles sont présentement, aux Cours Souveraines de Justice, dans lesdites limites en tout temps. Et qu'aucunes Causes d'Ecosse ne pourront être croquées, ni renvoyées à la connoissance des Cours de la Chancellerie, du Banc de la Reine, des Plaids Communs, ou de quelque autre Cour à Westminster; Et que lesdites Cours, ou aucune autre de semblable nature, après l'Union, n'auront pas le pouvoir de connaître, revoir, ou changer les Actes ou Sentences des Judicatures d'Ecosse, ou d'en suspendre l'exécution. Et qu'il y aura une Cour de l'Echiquier en Ecosse après l'Union, pour décider les questions, ou disputes, concernant les Revenus, Douanes, & Accises du Pais, laquelle aura la même autorité, en tels cas, que la Cour de l'Echiquier a en Angleterre. Et que ladite Cour de l'Echiquier en Ecosse aura le pouvoir de passer des Signatures des Dons, des Tutelles, & autres choses comme à la Cour de l'Echiquier qui est à présent en Ecosse. Et ladite Cour de l'Echiquier, qui est à présent en Ecosse, demeurera jusqu'à ce que le Parlement de la Grande-Bretagne en forme une nouvelle après l'Union. Et Sa Majesté & les Successeurs Roiaux pourront après l'Union continuer un Conseil Privé en Ecosse, pour le maintien & la conservation de la Paix publique, & pour entretenir un bon ordre, jusqu'à ce que le Parlement de la Grande-Bretagne jugera à propos de le changer, ou d'établir à cette fin quelque autre méthode efficace.

XX. Que toutes les Charges Héreditaires, les Juridictions Héreditaires, les Charges & les Juridictions à vie, seront conservées aux Propriétaires comme Droits de propriété, de la même manière qu'elles sont aujourd'hui possédées par les Lords d'Ecosse, nonobstant ce Traité.

XXI. Que les Droits & les Privilèges des Bourgs Royaux d'Ecosse, tels qu'ils sont aujourd'hui, demeureront dans leur entier après l'Union, & nonobstant l'Union.

XXII. Qu'en vertu de ce Traité, seize des Pairs d'Ecosse, au temps de l'Union, seront le nombre de ceux qui devront avoir Seance & Voix dans la Chambre des Seigneurs, & quarante-cinq seront le nombre des Représentans pour l'Ecosse dans la Chambre des Communes du Parlement de la Grande-Bretagne. Et que lors que Sa Majesté, ses Heirs, ou Successeurs, déclarera son bon plaisir, pour la Convocation du premier Parlement, ou de quelque'autre de la Grande-Bretagne, jusqu'à ce que le Parlement de la Grande-Bretagne y ait plus amplement pourvu, il sera expedé un ordre, sous le grand Sceau du Royaume Uni, qui sera adressé au Conseil d'Ecosse, par lequel il lui sera ordonné de faire sommer seize Pairs, pour avoir Seance dans la Chambre des Seigneurs, en Parlement, & de faire élire quarante-cinq Membres pour avoir Seance dans la Chambre des Communes du Parlement de la Grande-Bretagne, suivant les conventions de ce Traité, en la manière qu'il sera réglé avant l'Union par le Parlement d'Ecosse, & que les noms des Personnes ainsi nommées & élues seront envoyez par le Conseil privé d'Ecosse, à la Cour d'ou ledit Ordre sera émané. Et que si Sa Majesté déclare sous le Grand Sceau d'Angleterre avant le premier jour de Mai prochain, jour que l'Union doit avoir lieu, qu'il est expédient que les Seigneurs du Parlement d'Angleterre, & les Communes du présent Parlement d'Angleterre, soient les Membres des Chambres respectives du premier Parlement de la Grande-Bretagne, de la part de l'Angleterre, alors ledits Seigneurs du Parlement d'Angleterre, & les Communes du présent Parlement d'Angleterre, seront les Membres des Chambres respectives du premier Parlement de la Grande-Bretagne, pour la part d'Angleterre. Et Sa Majesté pourra par sa Proclamation Royale sous le Grand Sceau de la Grande-Bretagne ordonner ledit premier Parlement de la Grande-Bretagne, pour s'assembler en tels temps & lieu que Sa Majesté trouvera à propos, lequel temps ne sera pas moins de cinquante jours après la date de la Proclamation, & le temps, & lieu de l'Assemblée du Parlement étant ordonné, il sera immédiatement après envoyé un ordre sous le Grand Sceau de la Grande-Bretagne, adressé au Conseil Privé d'Ecosse, pour la Sommation ou Assignation des seize Pairs, & pour l'Election des quarante-cinq Membres, qui doivent représenter l'Ecosse dans le Parlement de la Grande-Bretagne, & les Seigneurs du Parlement d'Angleterre & seize Pairs d'Ecosse, ledits seize Pairs ayant été sommés & retournés en la manière dont on est convenu dans ce Traité, & les Membres de la Chambre des Communes dudit Parlement d'Angleterre, & les quarante-cinq Membres pour l'Ecosse, ledits quarante-cinq Membres

étant élus & retournés, en la manière dont on est convenu dans ce Traité, s'assembleront respectivement, dans leurs Chambres respectives du Parlement de la Grande-Bretagne, dans le temps & lieu qui sera ordonné par Sa Majesté, & seront les deux Chambres du premier Parlement de la Grande-Bretagne. Et ce Parlement pourra continuer autant de temps seulement que le précédent Parlement d'Angleterre auroit pu être continué, si l'Union des deux Royaumes n'avoit pas été faite, à moins que Sa Majesté ne le dissolve plutôt. Et que chacun des Seigneurs de la Grande-Bretagne, & chaque Membre de la Chambre des Communes du Parlement de la Grande-Bretagne, dans le premier Parlement de la Grande-Bretagne, & dans les suivans, jusqu'à ce que le Parlement de la Grande-Bretagne soit autrement réglé, prêteront les Sermens respectifs, qui sont ordonnés & doivent être prêtés en la place des Sermens, d'Allegiance, Et de Supremacie, par un Acte du Parlement fait en Angleterre dans la première année du feu Roi Guillaume, & de la Reine Marie, intitulé, *Acte pour l'Abrogation des Sermens de Supremacie Et d'Allegiance, Et pour ordonner d'autres Sermens*, & feront, signeront, & repèteront à haute voix la Déclaration mentionnée dans un Acte du Parlement fait en Angleterre en la trentième année du Règne du Roi Charles Second, intitulé, *Acte pour la plus effective Conservation de la Personne du Roi, Et du Gouvernement, en rendant les Populaires incapables d'avoir Séance dans l'une ou l'autre des Chambres du Parlement*, & ils prêteront & signeront le Serment mentionné dans la première année du Règne de Sa Majesté, intitulé, *Acte pour expliquer les Changemens dans le Serment, qu'il est ordonné de prêter par l'Acte intitulé, Acte pour la plus grande Sécurité de la Personne de Sa Majesté, Et de la Succession de la Couronne dans la Ligue Protestante, Et pour étendre Et éteindre les Espérances du prétendu Prince de Galles Et de tous les autres Prétendants, Et de leurs Partisans déloyaux ou contraires, Et pour déclarer que l'Assommoir est terminé*, en tel temps, & de la manière, que les Membres des deux Chambres du Parlement d'Angleterre ont ordonné par lesdits Actes respectifs, de les prêter, faire, & signer, sous les peines portées dans lesdits Actes respectifs. Et il a été déclaré & convenu, que ces mots, *Ce Royaume, La Couronne de ce Royaume, & la Reine de ce Royaume*, mentionnés dans le Serment & Déclaration contenus dans les Actes susdits, qui étoient dits pour signifier la Couronne & le Royaume d'Angleterre, seront entendus de la Couronne Et du Royaume de la Grande-Bretagne, & que ce sera en ce sens que lesdits Sermens & Déclarations seront prêtés & signés par les Membres des deux Chambres du Parlement de la Grande-Bretagne.

XXIII Les susdits seize Pairs d'Ecosse mentionnés dans l'Article précédent pour avoir Séance dans la Chambre des Seigneurs du Parlement de la Grande-Bretagne auront tous les Privilèges de Parlement, que les Pairs d'Angleterre ont maintenant, & qu'aucun ou certains Pairs de la Grande-Bretagne auroient après l'Union, & particulièrement le Droit de Séance aux Jugemens des Pairs. Et en cas de jugement de quelque Pair, en temps d'ajournement ou de prorogation de Parlement, les susdits seize Pairs seront sommés de la même

me manière, & auront le même Pouvoir & Privilèges à un tel jugement, qu'aucun autre Pair de la Grande-Bretagne. Et en cas qu'il arrive ci après aucun jugement de Pair, lors qu'il n'y aura point de Parlement, les seize Pairs, qui auront assisté au dernier Parlement précédent, seront sommés de la même manière, & auront les mêmes Pouvoirs & Privilèges à ces Jugemens, qu'aucun autre Pair de la Grande-Bretagne. Et tous les Pairs d'Ecosse, & leurs Successeurs à leurs Honneurs & Dignitez, seront après l'Union Pairs de la Grande-Bretagne, & auront Rang & Préférance proche & immédiatement après les Pairs de pareil ordre & degré en Angleterre, au tour de l'Union, & devant tous les Pairs de la Grande-Bretagne de pareil ordre & degré qui pourront être créez après l'Union. & seront jugés comme Pairs de la Grande-Bretagne, & jouiront de tous les Privilèges des Pairs aussi pleinement & entièrement qu'en jouissent maintenant les Pairs d'Angleterre, ou qu'Eux, ou quelque autre Pair de la Grande-Bretagne en pourra pour ci après, à la réserve du Droit & Privilège d'assister à la Chambre des Seigneurs, & les Privilèges qui en dépendent, & particulièrement le Droit d'assister au Jugement des Pairs.

XXIV. Qu'après l'Union, il y aura un Grand Sceau pour le Royaume Uni de la Grande-Bretagne, qui sera différent du Grand Sceau usité maintenant dans l'un & l'autre Royaume; Et que l'Ecartellement des Armes, de la manière qui conviendra le mieux à l'Union, sera laissé à Sa Majesté, & que cependant le Grand Sceau d'Angleterre servira de Grand Sceau pour le Royaume Uni. Et que le Grand Sceau du Royaume Uni sera employé pour sceller les Lettres de Convocation, ou Sommation, & Election de la Grande-Bretagne, pour sceller tous les Traitez avec les Princes & États Etrangers, & tous les Actes Publics, Instrumens, & Ordres d'Etat, qui concernent tout le Royaume Uni, & dans toutes les autres affaires relatives à l'Angleterre, de la même manière qu'on se sert aujourd'hui du Grand Sceau d'Angleterre; & qu'après l'Union on gardera toujours en Ecosse un Sceau, dont on se servira dans toutes les affaires relatives aux Droits & Concessions particulières, qui ont ordinairement été passées sous le Grand Sceau d'Ecosse, & qui ne concernent que les Charges, Concessions, Commissions, & Droits particuliers dans ce Royaume; Et que jusqu'à ce qu'un tel Sceau soit ordonné par Sa Majesté, le présent Sceau d'Ecosse y sera employé; & que le Sceau Privé, le Cachet des Cours de Justice, & tous les autres Sceaux des Cours dont on se sert aujourd'hui en Ecosse, seront continués, mais que lesdits Sceaux seront altérés & appropriés à l'Etat de l'Union, comme Sa Majesté le trouvera à propos. Et lesdits Sceaux, & chacun d'eux, & les Gardes desdits Sceaux, seront sujets aux Réglemens, que le Parlement de la Grande-Bretagne fera ci-après.

XXV. Que toutes les Loix & Statuts des deux Royaumes, en tout ce qu'ils seront contraires & ne pourront subsister avec les termes de ces Articles ou aucun d'eux, cesseront & seront abolis après l'Union, & seront déclarés être ainsi par les Parlemens respectifs desdits Royaumes.

En foi de quoi les Commissaires de la part des Royaumes respectifs autorisez comme dessus, ont signé & scellé ces Articles, contenus en ces présentes, à Westminster jour & an que dessus.

Ici étoient les Signatures des 53 Commissaires.

[QQQQ]

TRAITE' entre l'Empereur Joseph, & le Roy de Suède Charles XII. par rapport à l'Exercice de la Religion dans la Silesie, conclu à Alt-Ranstadt en Août 1705. avec les Pièces qui y ont rapport, tiré de Lunig R. A. & Copie MS.

Remittitur à parte Sacr. Cesar. Majestatis.

ARTICULUS I.

LIBERTAS Religionis Exercitium, quod Principibus Silesiæ, Comitibus, Baronibus, Nobilibus, eorumque Subditis, nec non Civitatibus, Suburbis, & Pagis Augustanæ Confessionis addictis, Pace Osnabrugensi est concessum, non modo saluum & imperturbatum fore, sed etiam, quæ contra genuinum ejus Pacificationis Sensum innovata reperiuntur, sequentibus modis correctum iri:

§. 1. Quæ Tempia & Scholæ in Principatibus Lignitio, Briga, Munsterberga, ac Oelsna, ut & Urbe Vratislavia, Civitatibusque reliquis, Suburbis, & Pagis, post Pacem Westphalicam adempta sunt, siue Catholicis Sacris initiata, siue tantum occlusa fuerint, illa in eum statum, in quo tempore dictæ Pacificationis erant, reponentur, & Augustanæ Confessionis addictis cum cunctis Juribus, Privilegiis, Reditibus, Fundis, Bonisque eo pertinentibus, intra Semestre spatium ad summum aut citius restituentur.

§. 2. Ecclesiis, quæ Tempia habent extructa ad moenia Civitatum Schwidnizii, Javorii, ac Glogoviz, non tantum liberum esto, tot alere Sacerdotes, quot sacris administrandis sufficiant, verum & pro Educatione Liberiorum Scholas prope eadem Tempia habere & instaurare.

§. 3. In his vero locis, ubi publicus Augustanæ Religionis Usus interdictus est, nemo prohibebitur, cultum divinum pacificè & tranquillè in Aedibus suis pro se, suisque Liberis, Inquilinis, ac Domesticis peragere, Liberosque suos exteris suæ Religionis Scholis, aut privatis, Domi Præceptoribus instituendos tradere: Nec quisquam Augustanæ Confessionis in Silesiâ cogetur Sacris Catholicorum interesse, Scholas eorum frequentare, Religionem amplecti, aut Parochos Catholicorum, ad Actus Ministeriales, velut Copulationis, Baptizationis, Funerales, Communicationis Sacræ, aliosque ejus-

ejusmodi adhibere, sed integrum cuique erit, horum Negotiorum causa, ad Loca vicina intra vel extra Silesiam, ubi Augustana Religio viget, se conferre, solutus Parocho Loci sui, quæ ex veteri Usu debentur. Porro non impediuntur, Sacerdotes Augustanæ Confessionis, cum accersentur, a gregibus suæ Religionis sub Catholicorum Jurisdictione degentes invadere, nec non captivi & ad mortem damnati communicando, conducendo, & consolando, adesse.

§. 4. Nobiles aliquæ Catholicæ Fidei, qui in Parochiis Augustanæ Religionis addictis degunt, aut Fundos habent, Parocho Ecclesiæ Augustanæ Decimas, aliosque Reditus, qui Stolar nomine veniunt, solvere tenentur.

§. 5. Pupillis ac Orphanis, qui Parentibus Augustanæ Confessionis nati sunt, cujuscunque Sexus & Conditionis fuerint, Tutores ac Curatores diversæ Religionis non obtruduntur, multo minus hæc fas erit pupillos in Monasteria abdere, suæque Religionis Principes imbuere, & cum Matribus de Jure naturali competat Tutela ac Educatio Liberorum suorum, licitum esto illis, ubi Tutores ac Curatores legitimi aut Testamentarii non adsunt, alios Augustanæ Religionis expetere, ibique adjuungere.

§. 6. Cum Negotium Religionis causa incidat, à Præfecto aut Judice Subsellii inferioris Executioni non mandabitur, antequam is, cuius intentatur, ad Supremum Silesiæ Regimen, aut ipsam Sacram Cæsarem Majestatem, illud deferre possit, ibique Jus expetiri. Prounde licitum erit Statibus Augustanæ Religionem profitentibus hunc in finem certos Homines ac Mandatarios, ad Aulam Cæsaream propriis sumptibus alere ac sustentare.

§. 7. Causæ Matrimoniales, aliæque ad Religionem spectantes, Consistorio Catholico, vel non subicientur, aut secundum Canones, in Augustanæ Religionis receptos, judicabuntur. In iis vero Principatibus, ubi tempore Pacis Westphaliæ Consistoria Augustanæ Confessionis fuerunt, juxta veterem usum restauranda sunt, quæ ejusmodi Causas examinant, decidentque, salvis ubique Appellatione ad summum Principem.

§. 8. Nullæ amplius Ecclesiæ ac Scholæ in Civitatibus, Suburbis, ac Pagis per universum Silesiam, ubi Augustanæ Religionis Exerctium adhuc manet, sive à Collatione Cæsarea, sive aliorum Patronorum Catholicorum dependant, auferantur, sed cum Pastoribus ac Collegiis Scholarum conservabuntur & protegentur. Patroni quoque Ecclesiarum jus saluum esto, vocandi Sacerdotes ac Ministros Religionis Augustanæ ad munus in Ecclesiis & Scholis obcurda, nec illis impedimento erunt Contradictiones Catholicorum, qui Jus Patronatus habent simultanei, qui si tergiversentur, nec ultra tempus consuetum se declarent, Universitati facultas esto, Sacerdotes ac Ministros Scholarum idoneos vocandi, sine tamen diminutione Juri Patrono hac in Causa competentis.

§. 9. Nobiles, Vassalli, ac Subditi Augustanæ Religionis ab Officiis Publicis, quatenus ad ea idonei fuerint, non arceantur, neque vetabuntur, Bona sua vendere, & extra Territorium, cum libitum fuerit, commigrare, quemadmodum Pace Westphalica fufius est expostum.

Hhh hh 3

§. 10. Sa2

§. 10. Sacra Cæsarea Majestas amicis Sacræ Regiæ Majestatis Sueciæ; Principum, ac Statuum ejusdem Religionis Interventionibus ac Intercessionibus pro majori Exercitii Religionis Libertate, iisdem Statibus obtinenda, locum relinquere non recusabit, ad mentem Pacis Westphaliæ.

§. 11. Mandabit pariter recepto more, ut quæ hic ita acta ac transacta sunt, non tantum ad dictum tempus Executioni tradantur, sed etiam, ut omnes ac singuli Articuli, qui hic comprehenduntur, exactè, ac bona fide quovis tempore observentur, ac impleantur. Quemadmodum iis nunc quoque & in perpetuum vim Legis tribuit, nullis contrariis Rescriptis ac Mandatis infringendæ. Permittit denique ut Minister Suecicus Executioni assistat, eorum quæ hoc in Negotio aguntur, Communicationem accipiat. Debentur in Castris Regiis Alt-Ranstadiensibus die 22 Augusti 1707.

(L. S.) JOHANNES WENZELAU,
 Comes Wratislav.

Autres Articles, conclus le 21. Août 1707.

ARTICULUS II.

CUM S. R. M. Sueciæ maximè sibi cordi esse testata sit Serenissimæ Domus Holsato-Gottorpiensis commoda: pollicetur Sac. Cæsarea Majest. se, cum ab hac Ducali Domo decenti modo requiratur, Pactum illud, quod Capitulum Lubecense An. 1647. de eligendis ex illa in sextam usque generationem Episcopis ac Coadjutoribus univerat, prævia cognitione intra spacium quatuor mensium confirmaturam.

§. 1. Propensam insuper se declarat ad continuandum in Domo regnatricæ Holsato-Gottorpiensi Jus Primogenituræ, Ordinatione Ducis Johann. Adolphi die 9. Januarii 1608. introductum; quatenus à subsecutis continua serie Cæsaribus confirmatum est. Adeo, ut, cum supra memoratum Pactum hanc toties constabilitam Ordinationem, recepta in Aula Cæsarea forma, non tantum confirmare velit, verumetiam hinc quæsitum Seren. Domus Holsato-Gottorpiensis Jus in vigore suo conservare, neque permittere, ut quicquam in contrarium unquam statuatur.

ARTICULUS III.

Remittit Sac. Cæsarea Majest. S. R. Majestati Sueciæ omne subsidium Militis sive pecuniæ, aliusque Præstationis, quam ob Provincias suas Germanicas, cum ad priora tempora, tum ad præsens à Sac. Cæsar. Maj. & Imperio, contra Galliam ejusque Affeclas decretum Bellum conferre tenebatur, & durante Bello hoc, debere poterit. Neque fas erit eo nomine S. R. Majestatem ejusque Successores, aut Regnum Sueciæ ipsasque Provincias Germanicas, quavis ratione, ullo tempore compellare aut molestare: Manente alio omni nexu, quo, extra hanc remissionem, propter Provincias has S. Cæs. Majestati ac Imperio obstructa est & imposterum obstructa erit.

A R-

ARTICULUS IV.

Ut autem huic promissu eo majus robur addatur, certiorque fides sit, omnia ac singula, quæ in eis continentur, sanctè ac inviolabiliter servatum iri: S. Regiæ Majest. Sveciæ potestas relinquitur, eos quos voluerit, Fidei-Jussores pro eis nominandi atque suscipiendi.

In quorum omnium fidem Sac. Cæs. Majest. Minister Plena Potestate instructus, præsentem Conventionem subscriptam Sigillo suo solito confirmavit, atque à Sac. Cæs. Majestate intra terminum duarum Septimanarum, ab hoc die computandarum, ratam habitum, ipsumque adeo Ratihabitionis Instrumentum intè extraditum iri, promisit. Dabantur in Castris Regiæ Altrastadiensibus die 21. Augusti (1. Sept.) 1707.

(L. S.) JOHAN. WENCESLAUS,
Comes Wratislav.

Declaration du Roi Charles XII.

NOS CAROLUS, DEI gratia Suecorum, Gothorum, Vandalorum-que Rex, Magnus Princeps Finlandiæ, Dux Scaniæ, Estoniæ, Livoniæ, Careliæ, Bremiæ, Verdiæ, Stetini, Pomeraniæ, Cassubiæ & Vandaliciæ, Princeps Rugiæ, Dux Ingridiæ, & Wismariciæ, nec non Comes Palatinus Rheni, Bavariciæ, Juliaci, Cliviciæ, & Montium Dux, &c. Notum testatumque facimus, quod quandoquidem Serrenissimus ac Proentissimus Princeps Dn. Dn. JOSEPHUS, Romanorum Imperator semper Augustus, Germaniciæ, Hungariæ, Bohemiæ, Dalmatiæ, Croatia, Slavoniæ Rex, Archi-Dux Austriæ, Dux Burgundiæ, Brabanticiæ, Stiriaci, Carinthiciæ, Carnioliciæ, Marchio Moraviæ, Dux Lutsemburgiæ, ac superioris Silesiæ, Wurtembergiciæ & Teccæ, Princeps Sueviæ, Comes Habspurgi, Tyrolis, Pforti, Terræ Kyburgii & Goerici, Landgravius Alsaticiæ supra Anali, & Marchio Sacri Romani Imperii, Burgoviæ, ac superioris & inferioris Lusatiæ Dux Marchiciæ, Slavoniæ, Portus Naronis, & Salinarum &c. Frater & Consanguineus & Amicus noster charissimus, misso ad Castra nostra Consiliario suo intimo, & Regni Bohemiæ Cancellario, Illustriss. Johann. Wenceslao, Comite de Wratislav, natus forte inter nos controversias componi fecisset eis Conditionibus, quas Instrumentum superius confectum d. 21. Augusti (1. Septembr) nuper præterlapso, atque à dicto Ministro signatum nobisque extraditum dilucidè exprimit ac comprehendit. Nos igitur, non minus prom cum ad veterem, quæ nobis cum Sacra Cæsare Majestate, Augustaque Domo Austriacæ, intercedit necessitudinem firmandam consolidandamque, tum ad omnem posterum simultatis ansam præscindendam sequentibus Articulis siudea nostra integerrimumque animum declarare testarique volumus.

ARTICULUS I.

PACEM Osnabrugensem, quæ communis nobis cum Sacra Cæsare Majestate & Sacro Romano Imperio æternæque Lex erit, non modo integrè

grè ac inviolatè custodiemus, verum etiam cum Sacra Cæsarea Majestate sinceram & ilibatam conservabimus Amicitiam, & cum ratione controversiarum, quæ nuper exortæ erant, nobis satisfactum est, quicquid ea de causa prætensum fuit, aut prætendi potest, abolemus, atque perpetua sepulchrum esse oblivione volumus.

ARTICULUS II.

Copias quoque nostras tam Pedestres quam Equestres ex Silesiæ Regionibus Sacræ Cæsareæ Majestatis Hæreditariis sine mora oductum in promittimus, quàm primùm Ratihabitio eorum, quæ à parte Sacræ Cæsareæ Majestatis in nominato supra Instrumento promissa sunt, ad nos allata fuerint, mandataque de iis simul ritè exequendis debito modo promulgentur. Si vero, dum hæc expectantur, Copiis nostris in Silesia commorari necessum fuerit, comatus quidem iis suppeditandus est, exactam tamen inter illas disciplinam servari curabimus, nec ullum ab iis violentiæ genus patrari permittimus.

ARTICULUS III.

Quod si præter expectationem contigerit, ut ea quæ à Sacra Cæsarea Majestate jam stipulata sunt, ad præstitutum tempus tradita aut impleta non fuerint, liberam semper nobis reservamus facultatem, Copias in Silesiam reducere, donec executio horum omnium facta fuerit.

In quorum omnium fidem nos Diploma hoc Manu nostra subscriptum, sigilloque Regio confirmari jussimus, quod actum est in Castris Wolcoviensis die 21. August. (1. Septembr.) 1707.

CAROLUS.

(L. S.) C. PIPER.

Ratification de l'Empereur.

Nos JOSEPHUS, &c.

NOTUM testatumque facimus, quod, cum Nos inter & Serenissimum ac Potentissimum Principem Dominum Carolum, Gothorum Vandalorumque Regem (*101. 112.*) Consanguineum & Fratrem nostrum charissimum Querimoniarum quædam & Controversiarum obortæ essent, iisque componendis ex parte nostra Illustris & Magnus Consiliarius noster arcanus, Camerarius, & Regni nostri Bohemiæ Cancellarius, Sacri Romani Imperii fidelis dilectus Joannes Wenceslaus, Comes à Wratislau; quem ad Serenitatem suam sufficienti facultate munitum miseramus, sequentes inierit conclusitque Articulus.

Fiat Inscriptio.

Nos cum ad veterem quæ nobis cum prædicto Serenissimo Rege & Regno Sueciæ intercedit necessitudinem firmandam consolidandaque, tum ad omnem

omnem in posterum similitatis ansam præcidendam proni, Articulos supra insertos ratos gratosque habemus, & exactè servaturi, neque iis contraveniri passuri sumus. Harum vigore Literarum manu nostra subscriptarum & Sigillo nostro Cæsareo munitarum. Quas dedimus in Civitate nostra Viennæ die sexta mensis Septembris Anno Domini millesimo septingentesimo septimo, Regnorum nostrorum, Romani decimo octavo, Hungarici vigesimo, Bohemici vero tertio.

JOSEPHUS.

(L. S.) H. FRIDERICH G. V. SCHÖNBORN.

Ad Mandatum Sacræ Cæs. Maj. proprium.

C. F. CONIBRUC.

Ulteriore Declaration de l'Empereur Joseph, sur les Affaires de Religion en Silésie &c. &c. du 8. Février 1709.

MONSIEUR,

Comme il n'y a point de doute, que V: E: ne se souviendra pas encore par la Communication, qui lui en a été faite en son tems, de quelle manière Sa Majesté Imperiale & Royale en conformité du Traité de Alt-Randtschadt a fait restituer à ceux de la Confession d'Augsbourg, qui habitent dans les Principautez de Lignitz, Brieg, Wohlau, Munsterberg, Oels, & dans la Ville de Breslau, les Eglises spécifiées dans la Consignation ci-jointe, pour y pouvoir exercer librement les actes de leur Religion; Ainsi Sadite Majesté Imperiale & Royale n'a pas voulu manquer, pour finir tout de bon toutes ces affaires, qui regardent la Religion, de se déclarer ultérieurement & très-gracieusement sur les points, qui sont encore survenus pendant l'Exécution; à savoir:

I. Qu'elle n'avoit pas l'intention de faire le moindre obstacle à l'augmentation des Ministres dans les Eglises de Schweidnitz, Jauer, & Glogau, d'autant qu'elle étoit fondée au § 2. de la Convention, & conforme au Traité stipulé; que pourtant leur représentation se faisoit de la manière, comme on étoit convenu lorsque ces Eglises avoient été bâties; Que Sadite Majesté Imperiale & Royale consentoit en même tems sur les instances spéciales de S. M. Suedoise, qu'on y élevoit des Clochers, qu'on se servoit des sons des Cloches, & qu'on enterrait les morts publiquement, cependant *salvis omnibus juribus Stole*, qui appartiennent aux Eglises Parochiales Catholiques de ces Villes; que lesdites trois Eglises, & les Écoles, pourroient être bâties de pierre, & entourées de murs, pourvu qu'on les éloignoit de la Ville de la portée d'un Coup de Canon.

TOME III.

Iii ii

II. Que

II. Que Sa Maj. Imperiale & Royale consentoit également, que l'on administrait le St. Sacrement aux Malades de la Confession d'Augsbourg, pourvu que cela se fût par des Predicateurs de cette Confession, qui seroient établis dans les Principales Villes, ou toutes les deux Religions fussent permises & tolérées.

III. Que l'Empereur avoit déjà fait faire une nouvelle *Yamum Stola*, & l'avoit fait insinuer à tout son Duché hereditaire de Silesie, Qu'il n'avoit non plus l'intention, de faire forcer ceux de la Confession d'Augsbourg à se conformer à la Religion Catholique, ni *quoad Cereemonias*, ni à aucun autre acte, dont on se servoit dans cette Religion, pourvu que ceux de la Confession d'Augsbourg payassent ces taxes aux Curés des Paroisses, où ils habitent, suivant l'ancienne coutume.

IV. Qu'on n'empêcheroit pas les mineurs, de disposer de leur Patrimoine, si-tôt qu'ils auront atteint l'âge competent, ni aux Veuves & aux Filles, de se marier selon leur bon plaisir, soit à ceux du Pais ou à des étrangers.

V. Sa Majesté Imperiale & Royale ne faisant point de difficulté, de communiquer leurs ordonnances en original, & encore moins de surseoir l'Execution dans les cas de Religion, & de ceux, qui regardent le Consistoire, en cas d'*interposita Appellatione*.

VI. Elle n'en apportera non plus à ce qu'il y a été pausé à l'égard des Enfans & de leur Education, qui ont été nez des personnes de diverses religions, encore moins ce qu'on a demandé des mariages reciproques, *respectu Parochi sponsæ*.

VII. Qu'on n'empêchera, ni à la Noblesse, ni aux habitans du Pais soit Bourgeois ou Villageois, d'acheter des fonds de terre, ou des Maisons, situés sous la domination des Seigneurs Catholiques, & qu'on ne permettra pas à aucune Seigneurie ni Jurisdiction d'y opposer la moindre exception ou privilege *in contrarium*.

VIII. Qu'il seroit permis à ceux de la Confession d'Augsbourg, de travailler les jours de leurs fêtes, que pourtant le Culte divin des Catholiques n'en soit pas interrompu. Qu'ils pourront également regler & observer leurs jours de penitence & de priere, Que les Collecteurs seroient enterrés dans les Eglises, où ils ont joui du droit de Patronage, *solutis Stola Accidentibus*, & qu'ils pourroient y faire ériger leurs Epitaphes en leurs monuments.

IX. Que Sa Majesté Imperiale & Royale avoit très gracieusement ordonné de restituer à ceux de la Confession d'Augsbourg l'Eglise Paroissiale & l'Ecole de Goldberg, comme celles de Bantzen, Qu'elle n'étoit pas éloignée non plus, que la petite Eglise Polonoise située dans le Faubourg de Brieg ne fut pas cédée aux Confessionnaires d'Augsbourg *cum libero Exercitio*, Mais quant à l'Eglise de Lossen, l'Empereur acquiesceroit à ce qu'elle fut remise *in eum statum, qui fuit tempore conclusæ Pacis Westphalicæ*, ou moins, que le Prelat de St. Vincentz & la Noblesse n'en convinsent pas autrement d'un consentement unanime.

X. Qu'on avoit déjà établi, & fait les Ordonnances nécessaires de l'Académie Illustre fondée dans la Ville de Lignitz, Sa Majesté Imperiale & Royale

Royale ne faisant pas de difficulté d'y acquiescer, & de le faire savoir par Nous à Votre Excellence.

XI. Et puisque les Eglises filiales, qui ne sont pas situées sur le territoire des Eglises Parochiales, qui pourtant se trouvent *in territorio Reformationis obnoxiæ*, *salvis in Conventionibus expressis passibus*, ne se trouvent plus aux *Matribus*, mais *separatim factis* sont devenues elles mêmes *ipso facto Matries*, il seroit contre la justice, de ne leur conserver pas leurs *jura*, *Privilegia*, *Reditus*, *Fundi*, & *Bona in pertinentiis*. Comme donc il seroit impossible de les priver de ces Eglises filiales, comme étant leur patrimoine, Sa Majesté Impériale & Royale veut bien contenir, qu'on conserve & qu'on transmette les Revenus Ecclesiastiques des dites *Matribus*, aux Predicateurs de la Confession d'Augsbourg, qui y feront le service Divin.

XII. Qu'on ne difficulteroit plus de rendre la fille de Laffar, & de confier son éducation à de certains Tuteurs de la Confession d'Augsbourg.

XIII. Les Consistoires de Lignitz, de Brieg, & de Wohlau sont à présent entièrement réglés, *quoad formam & materiam*, & sur le pied, qu'ils ont été *tempore Pacis Westphalicae*, & on a envoyé les Instructions nécessaires aux Présidents Catholiques de se conformer & faire toutes les Conclusions dans les affaires Ecclesiastiques, qui pourront survenir, *secundum Canones in Augustana Religione receptos*, cependant *salvis ubique appellationibus immediatis* à Sa Majesté Impériale & Royale, se réservant en même tems le droit de confirmer les représentants dans tous les Endroits, ou le droit de Patronage lui compete, d'autant que *Jus presentandi* étoit inseparablement combiné avec *jus confirmandi*. Et pour que les Paroissiens de la Confession d'Augsbourg, qui se trouvaient dans les Communautés Camérales, ne pussent pas prétexter des plaintes d'être privés du Service Divin, en attendant, que l'Empereur auroit ordonné sur les Collateurs, ce qui pourtant se feroit au plus-tôt, Sa Majesté Impériale & Royale permettroit très-gracieusement, qu'en attendant, leur service Divin & l'Administration des S^{ts} Sacraments seroient soignés par un Predicateur de leur Voisinage, ou par quelque autre substitut, que le Consistoire choisiroit *Provisorie modo*, Contentant en même tems, que dans les cas, où les Particuliers ont le *Jus Patronatus*, le Consistoire puisse provisionnellement faire exercer les *Ministeriales* aux Predicateurs, que les Patrons des Eglises lui ont présenté, jusqu'à ce qu'il en aye fait son très-humble Rapport à Sa Majesté Impériale & Royale *super qualitatibus & habilitate* du proposé, & qu'il en aye obtenu le très-gracieux agrément Impérial.

XIV. Quel'on ne conserveroit pas moins pour l'avenir le Consistoire de Breslau, dans la même situation, où elle s'étoit trouvée *tempore Pacis Westphalicae*, Mais puisque la pratique constante démontreroit notoirement, que *Jus Presentandi & Electionis* a toujours eu lieu à Breslau entre le Consistoire de l'Evêque & celui de la Confession d'Augsbourg, & que les parties litigieuses ont toujours eu la liberté de s'adresser à l'un des deux selon leur propre choix, il falloit aussi, que cela reste dans la même situation, d'autant que les Parties,

qui s'adresseroient au Consistoire de l'Evêque, seroit jugé *secundum Comart* la *Augustana Religionis recepta*, & quidem, *salvo semper Appellatione immediata* à Sa Majesté Impériale & Royale, ou qu'elles seroient deboutées dès le Commencement du Consistoire Episcopal, suivant l'exigence du cas, & renvoyées à celui de la Confession d'Augsbourg.

XV Sa Majesté Impériale & Royale nous a ordonné en même tems, de faire savoir à votre Excellence ses très-gracieuses intentions par rapport au remplissement des Charges & des Emplois publics, & comme ceux de la Confession d'Augsbourg, qui jusqu'à présent se sont trouvez capables de remplir les Charges Militaires & Civiles & bien spécialement d'être employés à celles du Pais, n'ont jamais été négligés ni recules, ainsi ladite Majesté Impériale & Royale continuera pour l'avenir d'en avoir une attention très-gracieuse pour les employer suivant leurs merites, soit dans lesdits Emplois, ou dans ceux, qui regardent les Villes & la Magistrature.

XVI Et enfin, quant à la permission, qu'on a demandée, de pouvoir encore bâtir un plus grand nombre d'Eglises Luthériennes au de la des trois, qu'on a déjà élevée d'ns les Faubourgs de Schweidnitz, de Jauer, & de Glogau, après la Paix de Westphalie, Sadite Majesté Impériale & Royale, tant pour témoigner sa propension amiable & fraternelle à Sa Majesté le Roy de Suede, & pour cultiver pour autant, qu'il en dépendra d'Elle, cette bonne amitié & harmonie, qui jusqu'à présent a subsisté entre eux, que pour finir tout d'un coup ces affaires de Religion, dont la négociation a duré pendant tant des années, & d'être par conséquent débarrassée de toutes ces Sollicitations, consent & permet très-gracieusement, aux Confessionnaires de Augsbourg, d'établir & de faire bâtir encore six autres Eglises avec les Ecoles y appartenantes au de la des trois mentionnées de Schweidnitz, de Jauer, & de Glogau, & sur le même pied, que ces trois Eglises leur ont été concédées à savoir Qu'elles ne seront pas privilégiées, d'y faire les moindres *Actus Parochiales*, au prejudice des Catholiques de ces endroits, & encore moins de prejudicier aux *Parochis Lat.*, à leur *Sols*, dîmes, & à leurs autres revenus, & qu'Elles seront obligées de se conformer également sur le Règlement desdites trois Eglises *quoad Praesentationem Ministrorum*, & de les envoyer sur leurs propres frais à la Confirmation très-gracieuse de Sa Majesté Impériale & Royale, Laquelle ayant dénoté & marqué la construction des dites Eglises devant la Ville de Sagan dans la Principauté de Sagan devant la Ville de Freystadt dans la Principauté hereditaire de Grand-Glogau dans les deux Principautés hereditaires de Schweidnitz & de Jauer, devant les deux Villes de Hirschberg & de Landeshut, dans la Seigneurie immédiate de Miltzsch, devant la Ville de Miltzsch, & dans la Principauté hereditaire de Tetschen, proche de la Ville de Tetschen, Elle ne manquera non plus de faire assigner sans aucun delay à ceux de la Confession d'Augsbourg ces six Endroits, pour y pouvoir bâtir leurs Eglises, aussitôt qu'Elle aura reçu la nouvelle, que Sa Majesté Suedoise aura ratifié & accompli la Convention d'Alt-Ranstadt.

Ce que Nous n'avons pas voulu manquer de notifier à votre Excellence, ne doutant nullement, puisqu'elle verra par les Articles spécifiés, qu'il n'y a été rien omis du Côté de Sa Majesté Imperiale & Royale, ne puisse tendre à accomplir la Convention d'Alt-Ranstadt, qu'on n'y apportera non plus d'Obstacle du Côté de Sa Majesté Suedoise; & qu'on ne fera plus naître des délais à déclarer que ladite Convention a été exécutée dans toute son étendue. mais qu'on tachera plutôt de finir entièrement ces affaires importantes à la Satisfaction réciproque, d'autant que Sa Majesté Imperiale & Royale a déjà envoyé ses ordres ultérieurs au Gouvernement de ses Duchés héréditaires de la Haute & de la Basse Silesie pour faire savoir ses très-gracieuses intentions sur ce sujet à toutes les Juridictions tant Ecclesiastiques que Politiques, d'y tenir les mains, & de les exécuter au point de la Lettre, dès aussitôt que Sa Majesté Suedoise se seroit déclarée finalement; Ayant l'honneur d'être au reste.

De Votre Excellence,

Les très-humbles Serviteurs;

JEAN ANTHON, Comte de Schaff-Gotsch.

CHRISTOFFEL GUILLAUME, Comte de Schaff-Gotsch.

FRANÇOIS ANTOINE, Comte de Schlegenberg.

FRANÇOIS ALBRECHT LANGIWT de Kranichfeld.

A Breslau ce 8. Fev. 1709.

SPECIFICATION

*Des Eglises, qu'on a restitué suivant la Convention de Alt-Ranstadt.
à ceux de la Confession d'Augsbourg dans la Principauté
de Lignitz.*

L'Eglise Parochiale de Goldberg.
L'Eglise Parochiale de Hainau &
L'Eglise pour enterrer les morts.
L'Eglise Parochiale de Luben, it.
deux petites Eglises & l'Eglise
d'enterrement de tous les Saints.
L'Eglise de Wahtstadt.
Kaldtwaßer.
Rochlitz.
Panthenau.
L'Eglise de Parchwitz, & la petite
Eglise d'enterrement.
L'Eglise au Gros-Baudis.

Les Eglises à Gros-Ting.
Kaschnitz.
Katsch.
Jemkau.
Barndorff. 1
Heydau.
Gros-Laswitz.
Waldau.
Kaysers-Waldau.
Borschdorff. 1
Blumenroode. 1
Wangten.
Griebnig.
Kampem.

iii ii 3

Dans

Dans la Principauté de Brieg.

Les Eglises à Kauern.
 Kätzendorff.
 Stoberau.
 Ischeplowitz.
 Neudorff.
 Scheidelwitz.
 Mumken.
 Pasterwitz.
 Wuste-Prieße.
 Gros-Preis Keran.
 Gaule.
 Zedlitz.
 Michelwitz.
 Linden.
 Brisen.
 Bamkau.
 Jagersdorff.
 Schonau.
 Bömischedorff.
 Michclau.
 Pambitz.
 Karzen.
 Slein Kirchen.
 Arnsdorff.
 Wilkau.
 Senis.
 Heydersdorff.
 Langen-Oels.
 Nasselwitz.

Les Eglises à Wilschkawitz.
 Siegroth.
 Gros-Knignitz.
 Karfchen.
 L'Eglise Parochiale de Crützbourg.
 La petite Eglise Polonoise de Strehlen.
 Eisenberg.
 Priborn.
 Crommendorff.
 Oldendorff.
 L'Eglise Parochiale de Nimbtzsch.
 La petite Eglise de St. George.
 L'Eglise de Praus.
 Rudelsdorff.
 L'Eglise d'enterrement Jacobsdorff.
 L'Eglise Parochiale de Pittchen,
 it. St. Hedewige.
 Polonowitz.
 Golkowitz.
 Neudorff.
 Kofau.
 L'Eglise Parochiale de Reichstein.
 Silberberg.
 La petite Eglise Polonoise devant la
 Ville de Brieg.
 L'Eglise Parochiale d'Olau, it. la
 petite Eglise Polonoise de cette
 Ville.

Dans la Principauté de Wohlau.

L'Eglise Parochiale de Wohlau,
Filialis à Klein-Acker.
 Paroisse de Stenau.
 Alt-Rauden.
 Wintzig.
 L'Eglise de l'Hôpital Beschina.
 L'Eglise d'Enterrement.

Timmerdorff.
 Gurtzsch.
 Paroisse de Rauden, & le *Filialis* de
 cette Ville.
 La Paroisse de Hernstadt.
 L'Eglise d'Enterrement, & *Filialis* de
 St. André.

Declar-

Déclaration de la part & au nom de Charles XII. Roi de Suède, que Sa Majesté Imperiale à satisfait à la Convention d'Alt-Randstadt. Tiré de Lünig.

POSTEAQUAM a Sacra Regia Majestate Sueciæ mihi, Sacræ suæ Majestatis ad Aulam Cæsaream Ablegato extraordinario, in Mandatis datum est, executioni Conventionis Alt-Randstadiensis, die 11 Augusti Anno 1707. initæ, assistere, ac id sedulo agere, ut ea, quæ in illa pacta sunt, promissæ executioni mandentur, eoque præfatæ Alt-Randstadiensis Conventionis executio, adspirante divini Numinis gratia, & officiis Dominorum Commissariorum, nec non supervenientis Comitæ de Zintzendorff, largissimè præstitis, remotis funditus omnibus difficultatibus & obstaculis deveniret, ut singula, quæ in momerata Alt-Randstadiensi Conventione, de restauranda libero in Silesia Augustanæ Confessionis exercitio, stipulata, & in vim Legis sancita sunt, fideliter & genuinè adimpleta esse profiteri debeam, omnique jam plene executioni mandata sint: Ideo, quam fieri potest solemnissimè, profiteor, non solum nihil superesse, quod in hoc Religionis Negotio amplius, sub quocunque prætextu, desiderati possit, sed etiam gratissimo agnoscere Sacram Regiam Majestatem animo, quod ad Illius intercessionem sex nova Tempora ædificanda Subditis suis concessent, eamque vicissim fraternis officiis recognituram.

Quemadmodum hanc quoque Confessionem Mandato Sacræ Regiæ Majestatis Sueciæ, enunciatam, & in hoc instrumento conscriptam, manu mea subscripsi & sigillo communivi. Dabantur Vratislaviæ, die 8. Febr. 1709.

(L. S.) HENNING, Liber Baro
à Strahlenheim.

[R R R R]

TRAITE' de Paix & d'Amitié entre la Porte Ottomane, & Sa Majesté Czarienne, conclu à Constantinople le 5. Avril 1712. Tirée de l'Europæische Ruhe. Avec le Traité du Pruth, Tiré des Memoires de Mr. de Theil.

Au Nom de la Sainte Trinité.

D'UTANT qu'après le Traité d'une Paix perpétuelle conclue près de la Rivière du Prut en Moldavie, (*) entre Sa Majesté le Czar de la Grande

(*) Voici ce fameux Traité. La raison de cet Ecrit auquel on doit ajouter foy est: Que par la grace de Dieu, la Victorieuse armée Musulmane, ayant étroitement reserré le Czar

de Russie d'une part, & le Grand Seigneur d'autre part, il est survenu quelques disputes & différens, on est convenu de part & d'autre de requérir & prier les Nobles Seigneurs Monsieur Robert Sutton, Chevalier, & Monsieur Jacob Colyer, Comte de l'Empire Romain, Ambassadeurs en Hongrie de la part de Sa Majesté la Reine de la Grande-Bretagne, & de Leurs Hautes Puissances les Etats Generaux des Provinces-Unies & Résidens à la Porte Ottomane, d'employer leur Mediation, au nom de Leurs Hauts Souverains, pour terminer & ajuster lesdits différens, Leurs Excellences y ayant consenti, le susdit Traité a été confirmé, approuvé, & expliqué sous leur Mediation dans plusieurs Conférences tenues à cet effet entre Nous Ministres & Plénipotentiaires de Sa Maj. Czar. Pierre Schaffirof Vice-Chancelier d'Etat, Conseiller privé, & Chevalier de l'Ordre

Czar de Mo'covie avec toute son Armée dans le Voisinage de la Rivière de Pruth, il a lui même demandé la Paix, &, sur ses instances, les Traités de Articles ont été réglés & accordés en la manière qui suit

1. Qu'il rendra la Forteresse d'Aloph avec son Territoire & ses dépendances, dans le même état en elle est or quand il la prit.

2. Que Faingarok, Kamenki, & le nouveau Fort, construit sur la Rivière de Saman, seront entièrement démolis, sans que jamais on puisse faire bâtir d'autres Forts au même lieu, & que le Canon avec les munitions du Fort Kamenki seront livrés à la même Porte.

3. Que le Czar ne se mêlera plus des Polonois ni des Cosaques qui dependent d'eux, & qu'on appelle Harabulci & Porcati, non plus que de ceux qui dépendent du très honneur Han-Couet Cherau, mais qu'il les laissera sur l'ancien pied, & qu'il retirera toutes ses troupes de son Pais.

4. Que les Marchands pourront venir avec leurs Marchandises sous la Domination bien garder, mais que personne ne pourra résider à la Haute Porte en qualité d'Ambassadeur.

5. Que tous les Malusmans qui ont été faits prisonniers, ou esclaves par les Moscovites, avant ou pendant cette Guerre, seront remis en liberté.

6. Que le Roi de Suède, étant rangé sous les Ailes de la puissante Protection de la Haute Porte, aura un libre & sûr passage pour y en retourner, sans pouvoir y être empêché, ou retenu, en aucune manière, par les Moscovites, & que la Paix se fasse entre eux, s'ils sont inclinés à la faire, & s'ils peuvent s'entendre entre eux.

7. Et à l'avenir il ne sera fait aucun tort ou dommage par la Porte aux Moscovites, comme pareillement ceux-ci n'en feront point aux Sujets & dépendans de la Haute Porte.

La Boite royale de l'Empereur de mon très Puissant & Gracieux Seigneur & Empereur est suppliée qu'il lui plaise de ratifier les susdits Articles, & d'oublier la précédente mauvaise conduite du Czar.

C'est en la manière ci-dessus énoncée, qu'en vertu du Plein Pouvoir qui m'en a été donné, j'ai fait la Paix avec lui, & lui en ai contigné l'Instrument. Nous conviendront aussi des Otages qui seront donnés par le Czar, pour l'accomplissement des Articles qu'il contient. Pareillement les Princes de Paixap, & ca Temenchi seront échangés de part & d'autre, & en suite l'Armée du Czar pourra s'en aller librement en son Pais par le plus court chemin, sans qu'il lui soit fait aucun empêchement par l'Armée Victorieuse, ni par les Tartares, ni par d'autres. Tous les Articles ci-dessus seront exécutés, & la Capitulation échangée des deux cotes, ensuite de quoi, & après que tout aura été à effet, nous donneront congé aux deux Otages qui se trouvent présentement dans l'Armée Victorieuse, savoir le Renomme entre les Princes de la Nation du Messie le Chancelier Privé, Baron Pierre Schaphirof & le Peintre de l'Empereur Michel de Boria, de quels il sera sollicité, & nous leur permettrons aussi d'en retourner en leur Pais. En foi de quoi, le présent Instrument a été signé au susdit Camp le 6. de la Lune Gemad-Achar de l'An 1123, ou le 21. Juillet 1711.

dre de l'Aigle Blanche, & de la Générosité, & le Comte Michel Chermetof, General Major d'une part, & Son Excellence Jusuf Pacha Grand Vizir de Sa Hauteſſe d'autre part, & pour la perfection neceſſaire des Articles dudit Traité, a été conclu & arrêté ce qui ſuit.

ARTICLE I.

Que trente jours après la Signature des Préſentes, Sa Maj. Czar. retirera toutes ſes Troupes qu'Elle a dans la Pologne de ce côté-ci Muſ, comme il ſuit des ordres expreſ de Sa Maj. Czar pour celles qui ſont à l'autre extrémité dudit Royaume, on accordera pour celles-là le terme de trois Mois, pendant leſquels elles devront ſe retirer, après lequel temps aucunes Troupes Moſcovites ne pourront reſter dans ledit Royaume, ſous quelque prétexte que ce ſoit, & Sa Maj. Czar ne ſe pourra mêler en aucune manière du Gouvernement de la Nation Polonoïſe, encore moins y faire rentrer ſes Troupes à l'avenir. Mais, ſi le Roi de Suède ou ſes Troupes venoient à troubler ce Royaume dans la vue de porter en même tems la Guerre dans les États de Sa Maj. Czar, de ſorte que les Intérêts communs à ſes Intérêts publics & notoire, alors il ſera permis aux Armées Moſcovites d'attaquer ſans que la Haute Porte le prenne pour une rupture de la Paix. Bien entendu, que ſi le Roi de Suède ou ſes Troupes ſe retirent après quelque Bataille, entre les Armées Suédoïſes & Moſcovites, Sa Majesté Czar. ſera obligée de retirer auſſi ſes Troupes dudit Royaume, & de ne y laiſſer aucune Milice Moſcovite.

II. Que lorsque la Haute Porte ſera avertie par que le Roi de Suède retourne dans ſes États, cela ſe fera par ſes chemins, que le Grand Seigneur trouvera bon, ſans ſtipuler pour cela ni tems ni route. Et en cas, que la Haute Porte prenne la réſolution de faire paſſer Sa Majeſté Suéd avec ſes Troupes & celles de la Porte par la Moldavie, juſques dans ſes États, il ne ſera fait aucun tort, ni publiquement, ni ſecrètement, aux Sujets ni aux Provinces Moſcovites, ce qui ſera auſſi obſervé par Sa Maj. Czar & par ſes Sujets à l'égard du Roi de Suède, de ſes Troupes, & de celles, que la Haute Porte lui donnera, pour l'eſcorter, juſqu'à ce que Sa Maj. Suéd ſoit arrivée ſaine & ſauve dans ſes États, d'où ſes Troupes Ottomannes revenant, elles ne pourront être aucunement inquiétées ou moleſtées par les Sujets de Sa Maj. Czar qui les laiſſeront retourner paſſiblement.

III. Veu que Sa Majeſté Czarienne eſt en poſſeſſion de la Ville de Kiow, & de ſes dependances, Territoire, & Ports en deçà du Borſthene, comme auſſi du Pais des Colagues, nommé l'Ukraine, ſituée au de là du même Fleuve avec ſes anciennes limites, ces Pais reſteront en la Poſſeſſion de Sa Maj. Czar. Mais d'un autre côté ladite Majeſté Czarienne ſe retirera de tous les Châteaux, Ports, & Terres appartenantes au Colagues hors du Territoire de Kiow en deçà du Borſthene & de la même manière qu'ils les poſſèdent avec leurs anciennes limites, comme auſſi de l'Iſle de Saccia, à ce côté-ci dudit Fleuve, de ſorte qu'à l'avenir Sa Maj. Czar n'inquiète & ne moleſte ni ſes Colagues ni ſecrètement ni publiquement, encore moins les Habitans de Crimée & autres Sujets de la Haute Porte. Et en cas que contre la To-

neur du Traité de Paix & d'Amitié il leur soit fait quelque tort, Sa Maj. Czar en punira rigoureusement les Agresseurs, & mettra bon ordre, pour que cela n'arrive plus. La Haute Porte promet de son côté, que, ni les Tartares, ni les Cosaques, qui sont sous sa Dependance, n'entreprendront rien contre cette Paix, au préjudice des Moscovites, ou des Cosaques dependans de Sa Maj. Czar. & que faisant le contraire, ils seront punis par la Haute Porte.

IV. Comme la Ville d'Asoph est située à l'extrémité de l'Empire Ottoman & que la Forteresse de Circasski est sur les Confins de la Moscovie comme Place frontiere, de sorte que si l'on bâtissoit quelques nouveaux Forts entre les deux, cela ne manqueroit pas de causer quelque mécontentement & quelque jalouse, on est convenu, pour l'éviter, qu'il ne sera point bâti de nouveaux Forts entre ces Places frontieres, ni d'une part, ni de l'autre. Et outre cela que dans l'espace de quatre Mois, à compter du jour de la signature de la présente Convention, tout Fort ou quelque Place que ce soit, ayant l'air de Forteresse, située entre les deux susdites Places frontieres sur le Territoire de la dernière pour la conservation du Magazin de Tagharrok, sera détruite jusqu'aux Fondemens, mais le Grand Seigneur pourra, s'il le juge à propos, faire rebâtir la Forteresse, qui est au delà du Tanais vis-à-vis d'Asoph, bâtie par Sa Maj. Czar. pendant qu'Elle étoit Maîtresse d'Asoph & demolie environ le tems de la restitution de cette Place à l'Empire Ottoman. On pourra aussi rétablir la communication avec ladite Ville d'Asoph.

V. Comme, par les Articles de la Paix conclue en Moldavie, on est convenu, que la Ville d'Asoph seroit rendue dans le même état où elle étoit lors qu'elle fut prise sur l'Empire Ottoman par Sa Maj. Czar & que lorsque ladite Maj. Czar s'en empara, il y avoit 60. Pièces de Canon de Bronze, qui ne s'y sont pas trouvées, après la Restitution, d'autant qu'on n'a laissé en leur place que des Pièces de Fer, Sa Maj. Czar sera obligée de faire reparoitre les susdites Pièces de Bronze par une exacte recherche, & étant retrouvées les restituer. Et s'il y en manquoit quelques unes, d'en payer l'équivalent à la Haute Porte, ce qui étant exécuté, on rendra à Sa Majesté Czar. les Pièces de Fer qui ont été laissées à la place de celles de Bronze.

VI. D'autant qu'en conséquence du Traité de Paix conclu sur les Frontieres de Moldavie, la Forteresse de Kamenon, & le Château nouvellement bâti à l'Emboucheure de la Samar, ont été demolis, sous condition que de part ou d'autre il ne sera bâti dans ces mêmes endroits aucun autre Fort, ledit Article subsistera dans son entier & sera observé, & il ne sera rebâti aucun Fort ni d'une part, ni de l'autre, dans les deux endroits susdits.

VII. En conformité de cet Instrument de Paix, on est convenu, & a été accordé, que cette Paix continuera pendant vingt-cinq Ans de suite à compter du jour de la Signature des présentes, de sorte qu'elle sera observée de part & d'autre avec toute sorte de zèle & de droiture. Et en cas qu'on jugeât à propos de part & d'autre de prolonger ledit terme

avant

avant qu'il fut expiré, il sera permis de le faire. Si après la Ratification de cette Paix, & la nomination d'un Ambassadeur pour faire l'échange de la Capitulation, on trouve à propos de part & d'autre de regler quelque autre point avantageux pour la conservation d'une bonne amitié & harmonie entre les deux États, ce qui sera résolu sera joint à la présente Convention & ratifié par la Haute Porte: autrement, les sept Articles ci-dessus seront tenus pour acceptés & approuvés par nous Plénipotentiaires de Sa Maj. Czar. en vertu de nos Plein-Pouvoirs & sous la Mediation & en présence des susdits Ambassadeurs Mediateurs. En toide la vérité de ce que dessus nous avons signé de notre Main, & scellé de notre Sceau, cet Instrument dressé en Langue Russe, & nous l'avons échangé conjointement avec une Traduction Italienne contre l'Instrument Turc, & scellé par le Grand-Vizir Jusuf Bacha à Constantinople le 5. Avril 1712. V. St.

Etoit signé.

(L. S.) PIERRE SCHAFPIROF.

(L. S.) MICHAEL CZEREMETOF

[SSSS]

TRAITE' d'Alliance entre les Etats Généraux des Provinces-Unies des Pais-Bas, & les Liges Grises; fait à la Haye le 19. Avril 1713. Copie MS.

LEs Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies des Pais-Bas, & les Seigneurs Chefs, Conseillers, & Communes des Louables trois Liges de la Haute Rhénie, ayant depuis long temps eu reciproquement les uns pour les autres une véritable & sincere Amitié, & une entière Confiance, ont jugé qu'il leur seroit utile & convenable de contracter ensemble une étroite & perpetuelle Union défensive, qui puisse servir à leur maintien, & à leur conservation reciproque, & à cimenter indissolublement les sentimens d'amitié & de confiance, qu'ils ont eu jusques ici les uns pour les autres: pour cet effet, les Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies des Pais-Bas ont autorisé les Sieurs de Brockhuisen, Fagel, Heinsius, de Spanbroek, de Weede, de Burum, d'Isselmuiden, & Wichers, leurs Deputez, & la Louable Republique des trois Liges, le Sieur de Salis, qui, en vertu de leur autorisation, sont convenus des Articles suivans.

I. Il y aura à perpetuité une étroite Union défensive entre les Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies des Pais Bas, d'une part, & la Louable Republique des trois Liges Grises, de l'autre, en vertu de laquelle

Kkk kk 2

éticite

étroite union, les Parties Contractantes s'engagent d'avoir réciproquement un fidèle soin de leurs intérêts mutuels, de s'assister par tous les bons offices possibles, de prévenir le mal, dont l'une ou l'autre Partie pourroit être menacée, & s'entresecourir réciproquement en cas d'attaque.

II. Ce Traité d'union s'étend, de la part de la Louable République des Ligues Grises, à la défense des Pais de Leurs Hautes Puissances en Europe, & celle de leurs Barrières, telles qu'elles seront réglées, & cela, soit que Leursdits Pais ou Barrières fussent attaquées, soit que Leurs Hautes Puissances fussent obligées d'entrer en guerre pour la défense de leurs Pais ou Barrières. Leurs Hautes Puissances seront de plus dans le pouvoir d'employer les Troupes de la Louable République des Ligues Grises, qu'elles auront à leur service, pour la défense de tous les Etats du Royaume de la Grande-Bretagne qui sont en Europe.

III. Les Louables Ligues Grises s'engagent dans ce Traité de laisser au service de Leurs Hautes Puissances, les dix Compagnies qu'elles ont à leur service : savoir le Regiment Grison de Smit avec son Etat Major, & deux autres Compagnies dispersées dans des Regimens Suisses. Les Louables Ligues Grises avoueront lesdites dix Compagnies, qui ont toutes été levées dans leurs Pais, & permettront aux Capitaines qui les commandent, & qui les commanderont dans la suite, de faire les recrues nécessaires dans leurdits Pais pour ces dix Compagnies, sans qu'elles puissent être rappelées, dans aucun tems.

IV. Les Louables Ligues Grises s'engagent de plus à accorder à Leurs Hautes Puissances, en cas qu'elles fussent attaquées, ou en peril inévitable de l'être, une nouvelle levée de deux mille hommes, sans que lesdites Louables Ligues Grises puissent se dispenser d'exécuter cet engagement, à moins que, lors qu'on leur demandera ladite nouvelle levée, elles ne fussent elles-mêmes en guerre, ou dans le peril inévitable d'y entrer, & quand ces Troupes seront levées, il sera permis aux Officiers d'y faire les recrues nécessaires.

V. D'autre part, Leurs Hautes Puissances s'engagent aux Louables Ligues Grises, en vertu du présent Traité, à la défense desdites trois Ligues Grises, & à la conservation de leur Domination, de leur Souveraineté, & de tous leurs Droits sur les Pais qui leur sont soumis. Et comme Monsieur de Stanman, Envoyé de Sa Majesté la Reyne de la Grande-Bretagne, a fait un Traité en l'année 1707. tant au nom de Sa Majesté qu'en celui de leurs Hautes Puissances, touchant la renovation & l'amélioration du Capitulat de Milan, & à l'égard d'autres choses à l'avantage des Louables Ligues Grises : lequel Traité a ensuite été approuvé par leurs Hautes Puissances dans leur Résolution donnée le 3 Juin 1710. au Sieur de Salis, Envoyé de ladite République des Grisons, & dans une autre Résolution confirmative du 21. Avril 1711. Leurs Hautes Puissances s'engagent à continuer à faire tous les efforts possibles, & à tenir la main pour procurer aux Louables Ligues Grises l'Accomplissement dudit Traité, conformément auxdites Résolutions de Leurs Hautes Puissances.

VI. Si les Louables trois Lignes, ou les Pays qui sont sous leur Domination, étoient attaqués, ou en peril evident d'être attaqués, ou quelque Puissance étrangère suscitait, ou appuyoit, soit directement, soit indirectement, quelque rébellion ou mutinerie des Sujets des Louables trois Lignes contre leurs Souverains, de telle manière que ledites Lignes fussent en guerre, ou en danger de guerre, ou si quelque Puissance étrangère suscitait ou soutenait dans la République des trois Lignes, des divisions contre la Constitution du Gouvernement, & que par-là elle entrât en guerre, ou en peril evident de guerre, ou si les Louables trois Lignes, pour défendre leurs Droits sur les Pays, qui sont sous leur domination, étoient forcées d'entrer en guerre, en tous & chacun des cas susdits, aussitôt que les Louables trois Lignes seront obligés de mettre des Troupes sur pied, Leurs Hautes Puissances s'obligent de leur payer chaque mois, une somme pareille à ce, à quoi monte la paye présente d'un Etat Major, & de leurs dix Compagnies, qui sont au service de Leurs Hautes Puissances, & ce subside sera payé régulièrement de mois en mois, pendant tout le tems que la guerre, ou le peril evident de guerre, durera, & que les susdites Troupes resteront sur pied, ce subside commencera à courir du jour que les Louables trois Lignes seront obligés de mettre sur pied des Troupes pour quelqu'un des cas susdits, & quoiqu'il en soit, Leurs Hautes Puissances fussent dans ce tems là Elles memes en guerre, les Louables Lignes Grises pourront néanmoins, outre le subside, rappeler le tiers de leurs Officiers qui se trouveront au service de Leurs Hautes Puissances, à savoir le Lieutenant Colonel, un tiers des Capitaines & des Capitaines-Lieutenants *premier*, & un tiers des Lieutenants, & des Enseignes, & si Elles n'étoient point en guerre alors, les Lignes Grises pourroient rappeler les deux tiers de leurs Officiers à savoir le Lieutenant Colonel & deux tiers des Capitaines & des Capitaines-Lieutenants, *premier*, & deux tiers des Lieutenants & des Enseignes lesquels dans l'un & en l'autre cas, conserveront cependant leurs Places, & leurs Appointemens, dans le service de Leurs Hautes Puissances.

VII. Le Regiment de Smil & toutes les Compagnies qui le composent, aussi bien que les deux autres Compagnies Grises, seront conservés en tems de Paix. Mais, Leurs Hautes Puissances auront alors le Droit de réduire les Compagnies à cent cinquante hommes, chacune ledit Regiment de Smil, & les susdites deux autres Compagnies, ne pourront être données qu'à des Officiers, Sujets des trois Lignes. Et quant en particulier au Regiment de Smil, & aux huit Compagnies, qui le composent, les Louables Lignes Grises se réservent d'avoir à présent le Droit de choisir les Capitaines de telle manière, qu'à chaque vacance, le Colonel nommera pour la remplir le plus vieux Capitaine-Lieutenant du Regiment, & le Capitaine-Lieutenant de la vacance, pourvu que ce dernier ait huit années de service en qualité d'Officier, sans quoi les deux plus vieux Capitaines-Lieutenants du Regiment seront nommés, & les Louables Lignes Grises auront le Droit de donner ladite Compagnie à l'un des deux Capitaines-Lieutenants nommés par le Colonel.

VIII. Lors que Leurs Hautes Puissances feront de nouvelles levées dans le Pais des Louables Liges Grises, en vertu de l'engagement, que lesdites Louables Liges Grises prennent dans ce Traité: leldites Liges auront le choix des Capitaines qui commanderont les nouvelles levées; mais, Elles s'engagent à n'en choisir que d'expérimentés & de capables. Quand cette nouvelle levée sera faite, soit en tout, soit en partie, les deux Compagnies Grisonnes, qui sont dans des Regimens Suisses, seront mises dans un même Corps avec cette nouvelle levée, & seront à l'égard de la nomination sur le même pied que les autres.

IX. Leurs Hautes Puissances choisiront parmi les Capitaines, qui auront été élus par les Louables Liges Grises, les Officiers de l'Etat Major & prendront les trois Officiers de l'Etat Major un par Ligue, autant que cela pourra convenir au bien de leur service.

X. Lors qu'un nouveau Regiment sera formé, & qu'il y aura une Compagnie vacante, les Louables Liges Grises auront le Droit de choisir les Capitaines, de la maniere dont il est expliqué dans l'Article septieme de ce Traité.

XI. Leurs Hautes Puissances donneront pour les nouvelles levées la même somme qui a été donnée aux Capitaines Suisses qui en ont fait de particuliers pour elles.

XII. La Capitulation pour les nouvelles levées, sera la même, qui a été faite pour les Troupes Suisses Protestantes, qui sont déjà au service de Leurs Hautes Puissances avec cette observation, que sans y rien changer par rapport à la paye, cette Capitulation doit être mise le plus clairement qu'il sera possible, afin qu'il n'en puisse naître aucune difficulté à l'égard de son exécution, & tout ce qui n'est pas réglé dans le présent Traité, le doit être dans la Capitulation, de la maniere la plus avantageuse pour les deux Parties Contractantes.

Cette nouvelle Capitulation regardera toutes les Troupes Grisonnes, qui sont, ou qui seront, au service de Leurs Hautes Puissances, & devra être par tout & en tout conforme à celle qui doit se faire pour les Troupes de Berne, de maniere, que les susdites Troupes Grisonnes jouissent des mêmes avantages que celle de ce Louable Canton, & cette Capitulation étant bien éclaircie, devra avoir la même force que le présent Traité.

XIII. L'Union héréditaire & toutes les Alliances antérieures de la Louable Republique des Liges Grises, & spécialement celle qu'elle a avec les Louables Cantons de Zoug, & de Berne, sont ici réservées: nonobstant laquelle reservation, les Louables Liges Grises s'engagent à exécuter tout ce qui est convenu dans le présent Traité.

XIV. Comme Sa Majesté Britannique est déjà dans un engagement positif avec la Republique des trois Liges, comme garant du Traité fait pour le passage en 1707. Sadite Majesté sera conviée d'un commun Consentement d'entrer dans cette Alliance.

XV. L'Echange des Ratifications du présent Traité se fera dans deux mois au plus tard, & plutôt s'il se peut.

Ainsi

Ainsi fait & conclu entre les soussignés Députés de leurs Hautes Puissances, & le Sieur de Salis autorisé à cet effet de la part de la Louable République des trois Ligues de la Haute Rhœtie. A la Haye, le dix-neuvième Avril mil sept cens treize.

(L. S.) W. V. BROEKHUISEN. (L. S.) PIERRE DE SALIS.
 (L. S.) F. FAGEL.
 (L. S.) A. HEINSIUS.
 (L. S.) C. V. GHEEL VAN SPANBROECK.
 (L. S.) A. VAN BURUM.
 (L. S.) H. VAN ISSELMUDEN.
 (L. S.) J. WICHERS.

[T T T T.]

Convention touchant le Commerce dans les Pais-Bas Espagnols, entre la Grande-Bretagne, & les Etats Généraux des Provinces-Unies, dressée à Utrecht le 11 Juillet 1713. tirée de l'Europæische Ruhe.

Pour régler provisionnellement le Commerce, dans & par les Pais-Bas, tant ceux qu'on appelle Espagnols, que ceux qui ont été reconquis & cédés, on est convenu.

I. Que dans toutes les Places d'entrée & sortie desdits Pais-Bas Espagnols, soit reconquis & cédés, les Droits sur les Marchandises seront exigés & payés sur le pied qu'ils ont été exigés & payés dans l'année 1680.

II. Toutes sortes de Marchandises apportées par les Sujets de la Grande-Bretagne & des Provinces Unies, qui ont ci-devant joui du droit de transit, en jouiront encore à l'avenir, & les Marchandises de la Grande-Bretagne & des Provinces-Unies, qui ont joui de ce Droit de transit, en jouiront aussi, quoique ceux qui les apporteront ne fussent pas, ni Sujets de la Reine de la Grande-Bretagne, ni de Leurs Hautes Puissances, & ce Droit n'excèdera pas 2, pour cent.

III. Que tout Droit d'entrée sur les Marchandises sortans des autres parties des Pais-Bas Espagnols, & entrans dans ceux qu'on appelle reconquis & cédés, cessera, & que les Sujets de la Grande-Bretagne, & des Provinces-Unies, seront dès à présent exempts de tout Droit d'entrée dans lesdits Pais reconquis & cédés qui y pourroit être introduit par d'autres.

IV. Que les Droits de Consommation, dans les Villes & d'autres Places du Pais reconquis & cédé, seront entièrement les mêmes sur les Denrées & Marchandises des uns & des autres, avec la même liberté de les vendre & débiter, & que lesdits Droits ne passeront point ce qui a été perçu dans les dites Villes & Places avant la Conquête.

V. Que

V. Que le Droit de sortie, qu'on a exigé des Marchandises sortant des Pais-Bas pour aller dans les nouvelles Conquêtes ou Places cedées, cessera des à present : comme aussi les Marchandises, qui sortiront des dits Pais-Bas pour aller en France & autres Pais, soit par les Places nouvellement reconquises & cedées, ou autres, ne payeront qu'un seul Droit de sortie, & le dit Droit sera celui qu'on a payé dans l'année 1680. dans les Pais-Bas Espagnols. Et il ne sera pas permis, pendant la durée de ce Reglement provisionnel, d'exiger plus ou moins pour l'entrée, sortie, ou le transit des Marchandises que ce qui a été dans la dite année 1680.

VI. Pour ce qui regarde le Droit de Convoy, on le remet à la Discussion des Ministres de la Reine de la Grande-Bretagne & de Leurs Hautes Puissances à Bruxelles.

VII. La Reine de la Grande-Bretagne & Leurs Hautes Puissances donneront des ordres à leurs Ministres à Bruxelles, de faire ensorte que tous & chacun des Articles de ce Reglement provisionnel puissent être promptement mis en exécution & dument observés.

En foi de quoi nous avons signé le présent-Acte, & y avons fait apposer les Cachets de nos Armes. Fait à Utrecht le 12 jour de Juillet de l'an 1712.

Signé,

(L. S.) JOH. BRISTOL.

C. P. S.

(L. S.) STRAFFORD.

(L. S.) J. V. RANDWYK.

(L. S.) W. BUYS

(L. S.) B. VANDER DUSSEN.

(L. S.) N. GHEEL V. SPANBROECK.

(L. S.) BARON DE REEDE DE RENSWOUDE.

(L. S.) GR. V. KNIPHUYSEN.

[VVVV.]

TRAITE d'Alliance entre les Etats Généraux des Provinces-Unies, & le Canton de Berne, conclu à la Haye le 8. Juin 1714. avec la Capitulation pour les Troupes Suisses. Copie MS.

LEs Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies des Pais-Bas, & les Seigneurs l'Advoyer, Petit & Grand Conseil de la Louable République & Canton de Berne, ayant depuis long-tems & reciproquement les uns pour les autres une veritable & sincere amitié & une entiere confiance, ont jugé qu'il leur seroit utile & convenable de contracter ensemble un Traité de perpetuelle Union défensive, qui puisse servir à leur conservation & maintien reciproque, & à cimenter indissolublement les sentimens d'amitié & de confiance qu'ils ont eu jusqu'ici les uns pour les autres. Pour cet effet, les
Etats

Etats Généraux des Provinces Unies des Pays-Bas ont autorisé les Seig. de Broekhuizen, van Alphen, Heemstra, Corning, Pieter van Anstel, de Bortum, Steinhilg, & Steenhuis, leurs Députés, & la République & Canton de Berne le Sr. Pierre de St. Saphorin, qui, en vertu de leurs autorisations, sont convenus des Articles suivans.

I. Il y aura à perpétuité une étroite Union défensive entre les Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies des Pays-Bas d'une part, & le Louable Canton de Berne de l'autre, en vertu de laquelle étroite Union, les Parties contractantes s'engagent d'avoir réciproquement un fidèle soin de leurs intérêts mutuels, & de s'assister par tous les bons offices, possibles, de prévenir le mal dont l'une ou l'autre Partie pourroit être menacée, & de s'entresecourir réciproquement en cas d'attaque.

II. Ce Traité d'Union s'étend, de la part du Louable Canton de Berne, à la défense du Pais de Leurs Hautes Puissances, & à celle de leurs Barrières, telles qu'elles seront réglées dans le Traité de Paix; & cela, soit que leursdits Pais & Barrières fussent attaqués, soit que Leurs Hautes Puissances fussent obligées d'entrer en guerre pour la défense de leurs Pais ou Barrières. Leurs Hautes Puissances de plus seront dans le pouvoir d'employer les Troupes du Louable Canton qu'elles auront à leur service pour la défense de tous les Etats du Royaume de la Grande-Bretagne, qui sont dans l'Europe.

III. Le Louable Canton de Berne, s'engage dans ce Traité de laisser au service de Leurs Hautes Puissances, non seulement les 16 Compagnies de Berne qui avoient déjà été avouées par le Louable Canton dans le Projet de la Capitulation faite ci-devant, mais encore huit autres Compagnies commandées l'une par un Bourgeois de Berne, & les sept autres par des Sujets du Canton. Il avouera toutes les 24 Compagnies, & fournira aux Capitaines qui les commandent, & qui les commanderont dans la suite, les Recrues nécessaires pour les maintenir, sans que le Louable Canton puisse rappeler en nul tems leides 24 Compagnies, que dans les cas marqués dans l'Article VI. du présent Traité.

IV. Le Louable Canton de Berne s'engage de plus d'accorder à Leurs Hautes Puissances, en cas qu'elles fussent attaquées, ou en peril inévitable de l'être, une nouvelle levée de 4000 hommes, sans que ledit Canton puisse se dispenser d'exécuter cet engagement, à moins que lorsqu'on lui demanderoit la nouvelle levée, il fut lui-même en guerre, ou dans le peril éminent d'y entrer, & quand les Troupes seront levées, il leur fournira les Recrues nécessaires.

V. D'autre part, Leurs Hautes Puissances s'engagent au Louable Canton de Berne, en vertu du présent Traité, à la défense de la Ville de Berne, & à celle de tous les Etats qui sont sous la Domination, & sur lesquels Elle a le Droit de Souveraineté, de même qu'à la défense de ses Combourgeois, & à celle de la Ville de Geneve, qui est sa Barrière, les Combourgeois sont le Comté de Neuchâtel, Vallangin, Bienne, la Neufve & la Bonneville, & le Moudierthol.

VI. Si le Louable Canton de Berne étoit attaqué, ou se trouvoit engagé dans une Guerre, soit pour la défense, soit pour celle de ses Combourgeois, ou les Sujets, ou de la Barrière, Leurs Hautes Puissances lui fourniront pour subside une somme pareille à ce, à quoi monte la paye présente des 24 Compagnies tant de Berne que des Sujets du Louable Canton qui sont présentement à leur service. Ce subside sera payé régulièrement de mois en mois pendant tout le temps que la Guerre durera; mais, si le Louable Canton de Berne se trouvoit engagé, ou qu'il se vit dans le péril inévitable d'une guerre si redoutable, qu'il le crut dans la nécessité absolue & indispensable de rappeler les Troupes qui seroient au service de Leurs Hautes Puissances, elles seront obligées de les lui renvoyer à la première demande au choix du Louable Canton, soit une partie, soit toutes les Compagnies qui sont présentement à leur service, & cela, soit que Leurs Hautes Puissances soient Elles-mêmes en guerre ou non, mais avec ces restrictions, que si Leurs Hautes Puissances étoient en guerre, & que le Louable Canton s'y trouveroit de son côté engagé avec d'autres Parties du Louable Corps Helvétique, ce dont Dieu veuille les préserver, sans qu'aucune Puissance étrangère assistât ni directement ni indirectement ledites Parties du Corps Helvétique, avec lesquelles il seroit en guerre, ledit Louable Canton se devra en ce cas le contenter du subside sans pouvoir rappeler ledites 24 Compagnies, de plus, quand même le Louable Canton de Berne seroit en guerre avec quelque Puissance étrangère, Leurs Hautes Puissances ne seroient pas dans l'obligation de lui envoyer, en cas qu'Elles fussent Elles-mêmes en guerre, ce qu'Elles pourroient avoir alors de Troupes du Canton de surplus, que les 24 Compagnies. Quoique ledit Louable Canton de Berne s'engage de bonne foi à ne les rappeler, par rapport même à des Guerres étrangères, que lorsqu'il se trouveroit engagé, ou dans le péril d'une Guerre si redoutable, qu'il ne puisse se dispenser de rappeler, ou toutes, ou une partie des 24 Compagnies, il sera toujours à lui à connoître, si la nécessité en vient requérir qu'il les rappelle, & lorsqu'il lui demandera, Leurs Hautes Puissances les lui enverront nécessairement, sans y pouvoir opposer aucune difficulté, & en faisant les offices convenables vers les Princes & Etats par ou ledites Troupes devront passer, pour avoir le libre passage & l'assistance nécessaire. Si une partie, ou toutes les 24 Compagnies, se trouvoient dans le cas susdit rappelées par le Canton, Leurs Hautes Puissances s'engageront de les payer & entretenir pour le service dudit Canton pendant tout le temps qu'il sera en guerre, & ce que leur contribution ledit Canton sera de suite sur les subsides qu'elles s'engagent de lui payer, cette defalcation sera comptée & commencera depuis le jour que les Troupes partiront pour la Suisse, jusqu'au jour qu'elles partiront pour revenir dans les Etats de Leurs Hautes Puissances, avec cette observation, que si Leurs Hautes Puissances jugeront à propos de se prevaloir dans la suite du Pouvoir qu'Elles ont par l'Article XI du présent Traité, de réduire les 24 Compagnies à 150 hommes chacun en temps de Paix, Elles ne seront obligées de payer & d'entretenir pour le service du Canton les Compagnies que

ledit Canton rappellera, que sur le pied de la réduction qui aura été faite par Leurs Hautes Puissances avant ledit appel, bien entendu qu'elles seront toujours payées complètes sur le pied de ladite réduction avec l'Etat Major, tel qu'il est nécessaire pour le nombre des Compagnies que l'on rappellera, & avec la gratification qui est accordée aux Capitaines pour leur paye & pour celle des Officiers, mais si le Canton se contente, soit pour une partie, ou pour le tout, du subsidé, alors on le lui payera, ainsi qu'il est dit au commencement de cet Article, sur le pied que les Compagnies le sont présentement.

VII Ces Troupes resteront toujours au service de Leurs Hautes Puissances, quoiqu'employées pour la défense du louable Canton, & reviendront ensuite dans les Etats de leurs Hautes Puissances d'abord que le louable Canton ne sera plus dans la nécessité de s'en servir.

VIII Les 14. Compagnies, qui sont présentement au service de Leurs Hautes Puissances, seront mises dans trois ou dans deux Régimens au choix de Leurs Hautes Puissances. Si c'est dans trois, deux Régimens seront composés chacun de huit Compagnies uniquement commandées par des Bourgeois de Berne, & les compagnies de l'autre Régiment seront indifféremment commandées par des Bourgeois ou Sujets du Canton de Berne. Si on n'en compose que deux Régimens, chacun de 12 Compagnies, les Capitaines de l'un des deux Régimens devront tous être Bourgeois de Berne, & dans l'autre les quatre Compagnies qui sont présentement commandées par des Bourgeois de Berne, & qui devront être dans ledit Régiment, resteront à des Bourgeois de Berne, & les autres seront indifféremment données & commandées par des Bourgeois de Berne ou Sujets du Canton.

IX. Leurs Hautes Puissances ne seront dans l'obligation, qu'après que la Paix sera faite, de mettre les Compagnies du Louable Canton de Berne dans deux ou trois Régimens, mais qu'en attendant que cette séparation se fasse, les Compagnies du Régiment de May, commandées par des Bourgeois de Berne, ne pourront être redonnées qu'à des Bourgeois de Berne, & le Louable Canton aura à présent la nomination des Capitaines du Régiment.

X. Quant aux autres seize Compagnies, soit des Bourgeois de Berne, soit des Sujets du Louable Canton, qui sont répandues dans divers autres Régimens Suisse au Service de Leurs Hautes Puissances les huit Compagnies déjà avouées par le Canton, & commandées par des Bourgeois, resteront toujours entre les mains des Bourgeois, & les autres huit Compagnies seront données indifféremment à des Bourgeois de Berne ou à des Sujets dudit Canton, & non à d'autres. Mais du reste jusqu'à cette séparation des Compagnies qui sont dans divers Régimens, le choix des Capitaines, lorsque les Compagnies viendront à vaquer, se fera ainsi qu'il a été pratiqué jusqu'à présent.

XI Les 14 Compagnies, qui sont présentement au service de Leurs Hautes Puissances, seront conservées en temps de Paix, mais, Leurs Hautes Puissances auront le pouvoir de les réduire à 150 hommes chacune.

XII Lorsque Leurs Hautes Puissances feront de nouvelles levées dans le Louable Canton de Berne, en vertu de l'engagement que le Louable Canton

prend dans ce présent Traité, ledit Canton aura le choix des Capitaines, qui commanderont les nouvelles levées. Mais il s'engage à n'en choisir que d'expérimentez & des capables.

XIII. Leurs Hautes Puissances pourront choisir, parmi les Capitaines qui auront été nommez & choisis par le Canton de Berne, les Officiers de l'Etat Major.

XIV. Lorsqu'un Regiment sera formé, & qu'il y aura une Compagnie vacante, le Colonel nommera toujours le plus vieux Capitaine-Lieutenant du Regiment, & le Capitaine-Lieutenant de la Compagnie vacante, pourvu que le dernier ait huit ans de service, en qualité d'Officier, sans quoi les deux plus vieux Capitaines Lieutenants du Regiment seront nommez, & le Louable Canton de Berne aura Droit de donner ladite Compagnie à l'un des deux Capitaines-Lieutenants, nommez par le Colonel.

XV. Leurs Hautes Puissances donneront pour la nouvelle levée la même somme qui a été donnée aux Capitaines Suisses qui en ont levé de particulières pour elles.

XVI. La Capitulation pour les nouvelles Levées sera la même que celle qui a été faite pour les Troupes Suisses Protestantes, qui sont déjà au service de Leurs Hautes Puissances, avec cette observation, que, sans rien changer par rapport à la paye, cette Capitulation doit être mise le plus clairement possible, afin qu'il ne puisse naître aucune difficulté à l'égard de son exécution. & tout ce qui n'est pas réglé dans le présent Traité le doit être dans la Capitulation de la manière la plus avantageuse pour les deux Parties Contractantes, cette Capitulation étant bien éclaircie devra avoir la même force que le présent Traité.

XVII. Toutes les Alliances du Louable Canton, soit avec la Suisse en général, soit avec quelque partie en particulier, sont ici réservées, les Troupes du Louable Canton de Berne ne pourront pas être employées au préjudice des Traitez que les Louables Cantons ont fait avec la France, soit avec la Souveraine Maison d'Autriche. Mais, comme ces Alliances sont de même que ce présent Traité d'Union Defensive, le Louable Canton ne permettra pas que les susdites deux Puissances emploient leurs Troupes Suisses au delà des termes que prescrivent ces Alliances, ni qu'elles s'en servent contre les Etats de Leurs Hautes Puissances ni contre leurs Barrieres.

XVIII. Sa Majesté la Reine de la Grande Bretagne sera en Droit d'entrer dans le présent Traité d'Union sur le pied du Projet qui avoit été proposé de faire avec Sa dite Majesté, conjointement avec Leurs Hautes Puissances.

XIX. Les autres Parties du Louable Corps Helvetique Protestant auront aussi Droit d'entrer dans ce Traité, proportionnant le secours de Leurs Hautes Puissances en leur faveur aux Troupes qu'il s'engagent de donner.

XX. L'Echange des Ratifications se fera dans deux mois au plus tard, & plutôt, s'il se peut. Ainsi fait & conclu entre les soussignez Deputez de Leurs Hautes Puissances, & le Sr. Pesme de St. Saphorin de la part du Louable Canton de Berne.

A la Haye le 22. Juin 1714.

ARTT.

ARTICLE SEPARÉ.

Comme avant la conclusion & la signature du Traité d'Union conclu & signé aujourd'hui entre Leurs Hautes Puissances & le Louable Canton de Berne, il s'est élevé depuis peu une Guerre intestine dans la Suisse, il est stipulé par cet Article séparé, qui aura la même force, comme s'il étoit inséré dans le Traité principal, que Leurs Hautes Puissances ne seront pas obligées par ledit Traité de fournir à la République de Berne pour la Guerre intestine présentement allumée en Suisse le secours ici stipulé, mais, si des Puissances Etrangères prenoient occasion de cette Guerre pour attaquer la Domination, & les Terres sur lesquelles elle a Droit de Souveraineté, de même que les Combourgeois & la Barrière, Leurs Hautes Puissances seront alors obligées à remplir les Conditions du Traité. Le présent Article sera ratifié en même tems que le Traité principal. Ainsi fait & signé entre les soussignez Deputés de Leurs Hautes Puissances, & le Sieur Pesme de St. Saphorin de la part du Louable Canton de Berne.

Signé,

BROEKHUYSEN.
HEINSIUS.
PLOOS VAN AMSTEL.
STEENBERG.
VAN ALPHEN.
CONINCK.
VAN BURUM.
VAN STEENHUYSEN.

PESME DE ST. SAPHORIN.

A la Haye ce 21. Juin 1712.

Extrait du Registre des Resolutions de Leurs Nobles & Grandes Puissances les Etats de Hollande, & West-Frise, du Mercredi 13. Decembre 1713.

AYANT été délibéré resumptivement sur la Lettre des Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies écrite ici à la Haye le 23. d'Aout dernier, ayant pour annexe un Projet de Capitulation touchant les Compagnies Suisses du Canton de Berne, dressé par les Seigneurs Deputés de Leurs Hautes Puissances conjointement avec des Deputés du Conseil d'Etat, en conséquence & en execution du dernier Traité conclu avec le susdit Canton de Berne, mentionné plus au long dans les notules dudit 23. Aout, les Seigneurs

du Collège des Nobles & les Deputés des Villes respectives, au nom & de la part des Bourguemaîtres & Conseils des Seigneurs leur Commitans, ont consenti comme leurs Nobles & Grandes Puissances consentent par ces présentes à la Capitulation susdite pour les Compagnies Suisses du Canton de Berne, ainsi qu'elle est insérée ci-après.

Accorde avec ledit Registre,

Estoit signé,

SIMON VAN BRAUMONT.

Capitulation pour les nouvelles Levées que Leurs Hautes Puissances feront à l'avenir en droit de faire dans le Louable Canton de Berne, en conformité de leur Traité d'Union avec ledit Canton, & pour l'entretien de toutes les Troupes du Canton.

I. **L**eurs Hautes Puissances avanceront pour la Levée d'une Compagnie six mille Livres de France, 3. Livres pour l'Ecu en espee, qui seront ensuite rabattues aux Capitaines à raison de 250. Livres par mou, à commencer du jour que la Compagnie sera complete, sans que les Capitaines soient obligés de payer aucun intérêt pour cette somme.

II. Leurs Hautes Puissances donneront, sans les pouvoir rabattre, cinq Ecus pour chaque Soldat, pour se rendre au lieu d'assemblée dans une Ville de la dependance des sept Provinces-Unies la plus à portée de la Suisse, laquelle on assignera de bonne heure, & à mesure de leur arrivée au lieu d'assemblée; la paie ordinaire commencera, & afin que le Capitaine puisse payer les Officiers, il jouira de la moitié de la gratification, dès qu'il aura cent hommes, mais si les nouvelles Levées ou Recrues étoient ou arrêtées en chemin par les Pays où elles devront passer, ou enlevées par les Ennemis de l'Etat, sans qu'il y eût de la faute du Capitaine, Leurs Hautes Puissances auront les égards convenables.

III. Leurs Hautes Puissances donneront aussi, sans les pouvoir rabattre, cinq Ecus par homme pour les frais de Suisse en Hollande.

IV. Chaque Compagnie doit être composée pour le moins de deux tiers Suisses, & il sera permis aux Capitaines de remplir l'autre tiers par des Hauts Almands, savoir des Cercles de Suabe, d'Autriche, de Baviere, de Franconie, du Haut Rhin, & de la Haute Saxe; & les Capitaines auront deux mois pour remplir par de bons hommes, tels qu'ils sont obligés de les avoir suivant cet Article, ceux qu'ils viendront à perdre autrement que par Congé ou par l'expiration du terme pour lequel ils auront été engagés, bien entendu que les Compagnies devront être completes à la Revue générale qui se
faut

fait au printemps, sans que les Capitaines puissent prétendre les deux mois pour ceux qui manqueront alors. Il ne sera pas permis aux Capitaines de donner des Congez pour quelque raison que ce soit, depuis la Revue générale jusqu'au 15 du mois de Novembre, à moins qu'ils n'eussent après ladite Revue générale plus de monde que le compte de leurs Compagnies, auquel cas seul, & en le faisant voir préalablement, ils pourroient congédier ceux qu'ils ont de surplus, & les Capitaines seront obligez de marquer distinctement dans les Rolles des Recrues que Leurs Hautes Puissances seront en droit de faire toutes les fois qu'elles voudront, la manière, soit desertion, mort ou autre, dont ils auront perdu les hommes qui manqueront depuis la Revue précédente & dont ils prétendront la paye pendant ledit terme de deux mois, & de confirmer le contenu des Rolles par serment. Si les Capitaines negligent de prendre le soin nécessaire pour la conservation de leurs Compagnies, & qu'ils causent par-là de la desertion, ou bien s'ils donnent des Congez depuis la Revue du Printemps jusqu'au 15. de Novembre, à moins que ce ne soient les Congez de ceux qu'ils auront de plus que le Compte de leurs Compagnies, ils seront mis au Conseil de Guerre & cassez ou punis autrement suivant les Loix Militaires de Leurs Hautes Puissances.

V. Le Capitaine fournira à ses depens à la Compagnie les armes & les habits.

VI. Une Compagnie nouvellement levée ne pourra être congédiée que trois ans après qu'elle aura commencé à jouir de la gratification.

VII. Leurs Hautes Puissances payeront en tems de Guerre pour chaque homme 16 Livres 4. Sols de France, c'est 13. Livres 10. Sols d'Hollande par mois à compter douze mois dans l'année. mais en tems de Paix Elles pourroient diminuer ladite paye de 10. Sols d'Hollande par homme, sans la pouvoir mettre plus-bas.

VIII. Chaque Compagnie doit être pourvue de tous les Hauts & Bas Officiers nécessaires, à savoir d'un Capitaine, d'un Capitaine-Lieutenant, d'un Lieutenant, d'un Sous-Lieutenant, d'un Enseigne, de six Cadets, de 4. Sergeants, de 4. bas Officiers, savoir un Fourrier, un Porte-Enseigne, un Capitaine d'Armes, & un Prevot, Item d'un Secrétaire, d'un Chirurgien, de 4. Trabants, de 6. Caporaux, & d'autant d'appointez en tems de Guerre, mais en tems de Paix les Capitaines ne seront obligez d'avoir que 4. Caporaux & autant d'appointez. Il devra de plus avoir 4. Tambours avec un Fifre, & le Capitaine sera obligé de payer ledits Hauts & Bas-Officiers, aussi-bien que les Soldats de la Compagnie, sur le pied suivant, savoir en tems de Paix au Capitaine-Lieutenant cent Livres par mois, à 3 Livres pour un écu en espee, au Lieutenant 75. au Sous-Lieutenant 60, à l'Enseigne, 50. aux premiers Sergeants 14. chacun, aux deux derniers Sergeants chacun 20. aux quatre Bas-Officiers chacun 18, aux Caporaux chacun 15, aux appointez 14. chacun, aux Trabants chacun 15, aux Cadets 18 chacun, & les Capitaines seront obligez de faire le decempte aux Soldats sur le pied de 12. Livres 3. Sols par mois, dont ils leur payeront chaque semaine la valeur.

valeur de 40. Sols & demi de France, ce qui est la même paye qu'ils ont eu jusqu'à présent. En tems de Guerre, les Capitaines seront obligez de payer par mois au Capitaine Lieutenant 120 Livres, au Lieutenant 80., au Sous-Lieutenant 75., à l'Enseigne 60., & à chacun des Cadets 20. Livres : ils bonifieront aussi 10. sols par mois à chaque Soldat de plus qu'en tems de Paix, mais ils ne leur donneront toujours que le même argent de semaine, bien entendu que cela est bon argent de France à 3. Livres pour l'Ecu en espee, ou pour 50. Sols d'Hollande.

IX. Lorsqu'une Compagnie Suisse sera sur le pied de deux cens hommes effectifs, on payera au Capitaine 27. hommes de gratification.

X. Si même une Compagnie, qui devoit être de deux cens hommes effectifs, n'en avoit que 175., le Capitaine jouira toujours de la gratification de 27. hommes, & sera outre cela payé pour les présents & effectifs, pourvu qu'ils ne surpassent pas 100. hommes.

XI. Mais, si une Compagnie, qui devoit être de 200. hommes, n'en avoit au delà de 174. effectifs, le Capitaine perdra alors la moitié de la gratification.

XII. Et s'il laissoit diminuer la Compagnie jusqu'au dessous de 165., il perdrait alors toute la gratification, & ne lui seroit payé que des effectifs.

XIII. Si Leurs Hautes Puissances jugeoient à propos de reduire leurs Compagnies Suisses, ainsi qu'Elles ont été pendant quelque tems à 178. hommes effectifs, en y comprenant tous les Hauts & Bas-Officiers, comme aussi les Tambours, Fûtes, & Trabants, on payera outre les effectifs aux Capitaines 27. hommes de gratification.

XIV. Et même lorsqu'une Compagnie sur le pied de 178. hommes n'auroit réellement que 153. hommes, le Capitaine, outre le paiement des effectifs, jouira encore de la gratification de 27. hommes.

XV. Mais, si elle se trouvoit au dessous de 152. hommes le Capitaine ne jouira que de la moitié de la gratification.

XVI. Et si elle tomboit au dessous de 140. hommes, le Capitaine perdrait toute sa gratification, & ne seroit payé que pour les présents & effectifs.

XVII. Leurs Hautes Puissances seront dans le pouvoir de reduire en tems de Paix les Compagnies à 150. hommes & non à moins, & alors elles ne payeront que 25. hommes de gratification, comme il a été réglé après la Paix de Ryswick.

XVIII. Lorsqu'une nouvelle Compagnie sera congediée, Leurs Hautes Puissances lui payeront deux mois de gage pour son retour en Suisse.

XIX. Si Leurs Hautes Puissances diminuent, conformément au Droit qu'elles en auront par le Traité d'Union, le nombre d'hommes qui sont dans les Compagnies du Canton, qu'Elles s'engagent par le même de conserver sur pied, Elles donneront, pour le renvoy de tout ce qu'Elles reformeront, deux mois de gage par tête.

XX. L'Etat Major des Regimens, tant des Bourgeois de Berne, que des Su-

Sujets du Canton, sera payé au Colonel à raison de 600 Rixdalers à 90. Soit la pièce par mois en tems de Guerre, & 400 en tems de Paix, & le Colonel payera sur cela tous les Officiers & personnes comprises dans l'Etat Major, le tout aussi qu'il est pratiqué jusqu'à présent en tems de Paix & en tems de Guerre. Le Colonel ne sera pas en Droit de demander augmentation des pages, en cas qu'il fût trouvé à propos de mettre le Regiment à 4. ou 4. Bataillons.

XXI. Leurs Hautes Puissances, ou bien si les Regimens sont repartis sur les Provinces, celles sur lesquelles les Officiers de l'Etat Major sont payez, auront le choix, soit en cas de Vacance, soit dans les nouvelles levées, de Colonels, Lieutenants-Colonels, & Majors qui dans les nouvelles Levées devront être pris parmi les Capitaines choisis par le Canton, & qui dans les Vacances devront être remplis, pour les deux Regimens compolez uniquement des Bourgeois de Berne, par d'autres Bourgeois qui sont actuellement au service de l'Etat & dans les Regimens où les Bourgeois & les Sujets sont également admissibles par des Bourgeois ou Sujets, qui sont de même au service de l'Etat, à moins qu'il n'y ait des raisons particulieres tres pressantes & tres fortes qui y fussent contraires, les places de l'Etat Major qui viendront à vaquer seront remplies par des Officiers du même Regiment, où la vacance arrivera. Les places vacantes de l'Etat Major seront remplies dans six semaines après l'avertance, qui en sera donnée par l'Officier Commandant du Regiment au Colonel Général, lequel étant expiré sans que la place vacante ait été remplie, l'Officier du Regiment, qui est le plus proche par rang & ancienneté pour remplir la place vacante, sera tenu d'en être pourvu & sera en vertu de cette Capitulation admis au serment, bien entendu que les Etats de la Province, qui auront le Droit de remplir les Charges de l'Etat Major. ayent été assemblez pendant ledites six semaines, s'ils ne l'auroient pas été, ils devront remplir ledites Charges aux conditions susdites à leur première séance. Quant aux Compagnies de tous les Regimens du Canton de Berne déjà formées, soit de ceux qui se formeront à l'avenir, lorsqu'elles viendront à vaquer, le choix des Capitaines appartient audit Louable Canton sous la restriction marquée dans le XIV Article du Traité d'Union, qui contient. lorsqu'un Regiment sera forme & qu'il y aura une Compagnie vacante, le Colonel nommera toujours le plus vieux Capitaine-Lieutenant du Regiment, & le Capitaine-Lieutenant de la Compagnie vacante, pourvu que ce dernier ait huit ans de service en qualité d'Officier, sans quoi les deux plus vieux Capitaines-Lieutenants seront nommez, & le Louable Canton de Berne aura le Droit de donner ladite Compagnie à l'un des deux Capitaines-Lieutenants nommez par le Colonel, & immédiatement après que la vacance sera arrivée le Colonel enverra au Canton la nomination en conformité dudit Article, dont il enverra en même tems la Copie au Colonel Général, & six semaines au plus tard après que le Canton aura reçu ladite nomination, celui à qui on aura conféré ladite Compagnie, devra présenter au Colonel Général la Patente du Canton, sur laquelle Patente on

expédiera de la part de Leurs Hautes Puissances, ou des Provinces respectives, les Actes nécessaires, lequel terme de six semaines étant expiré sans que le Canton ait envoyé la Patente, Leurs Hautes Puissances, ou bien la Province sur la quelle la Compagnie est payée, seront en Droit de remplir la place vacante, en se conformant pour le choix de la personne à l'Article XIV. du Traité d'Union, mais, s'il arrivoit une vacance, soit dans une Bataille, ou dans un Siège, alors ce terme de six semaines, qui est donné au Canton pour le choix des Capitaines, sera restreint à un mois après que ledit Canton aura reçu la nomination.

XXII Les Capitaines des Régimens du Louable Canton de Berne auront la nomination des Officiers subalternes de leurs Compagnies, sous l'agrément du Colonel respectif & du Colonel Général, bien entendu, que le rang & l'ancienneté seront observés, autant que le bien du service & la conservation des Compagnies le pourront permettre, & lorsqu'il y aura vacance dans une Compagnie, le Capitaine devra nommer dans trois semaines au plus tard l'Officier qu'il choisira pour la remplir, & cette nomination agréant au Colonel, celui-ci en donnera avis au Colonel Général, qui devra aussi dans trois semaines au plus tard faire expédier son attache, mais, si elle n'arrive dans ledit tems, le Colonel pourra toujours faire reconnoître l'Officier qui lui aura été présenté par le Capitaine, de telle manière qu'au plus tard six semaines après qu'il y aura une place d'Officier Subalterne vacante, ladite place devra être remplie, ce à quoi les Colonels & Commandans des Régimens seront obligés de tenir exactement la main, cependant avec cette distinction, que si le Capitaine de la Compagnie, où il y aura une place vacante, ou le Colonel du Régiment se trouve alors en Suisse, ou bien que le Colonel Général soit hors du Pais de l'obéissance de Leurs Hautes Puissances, ils auront en ce cas cinq au lieu de trois semaines.

XXIII. Il sera permis au Capitaine, & non pas au Colonel, de pourvoir la Compagnie d'armes & d'habits, à condition que les armes seront du même calibre que celle des autres Troupes de l'Etat, & pour la fabrique, façon, & couleur de l'habillement, le Capitaine suivra l'Ordonnance ou Règlement de l'Etat, & au défaut de telle Ordonnance ou Règlement, ce qui sera réglé par le Colonel, de l'aveu & du consentement de la pluralité des Capitaines du Régiment.

XXIV Les Munitions de Guerre seront données *gratu* par Leurs Hautes Puissances à chaque Compagnie.

XXV Les Troupes du Louable Canton auront leur propre Justice, comme la Nation Helvétique en jouit par-tout, sans que l'on puisse en distraire personne du Conseil de Guerre de la Nation pour des faits personnels, bien entendu que la Justice sera rendue suivant les Loix Militaires de Leurs Hautes Puissances. Le Colonel Général nommera à leur tour & rang les Assesseurs pour les Conseils de Guerre, qui seront composés d'Officiers de plusieurs Régimens, mais il ne pourra pas y présider.

XXVI. II

XXVI. Il sera permis à chaque Compagnie d'avoir en Campagne son propre Vivandier.

XXVII. Chaque Compagnie doit être régulièrement & entièrement payée chaque mois.

XXVIII. Le Capitaine fera les Recrues de la Compagnie à ses propres frais ; mais, en cas qu'une Compagnie fût affoiblie dans une action de Guerre, le Capitaine aura deux mois pour la rétablir, & sera payé cependant sur le pied de la revue qui aura précédé l'occasion ; mais, s'il arrivoit de grands malheurs à une Compagnie ou une grande desertion provenue soit d'extrêmes fatigues & marches dans le mauvais temps, ou par d'autres accidens où l'on verroit visiblement, qu'il n'y auroit point de la faute du Capitaine, Leurs Hautes Puissances y auront les égards convenables, afin que les Capitaines ayent le tems & les moyens de remplacer, par d'autres bons Soldats, le monde qu'ils auront perdu.

XXIX. A l'égard du Logement, service, pain de Munition, Hôpitaux pour les malades, blessez, & estropiez, les Officiers & les Soldats seront traités de la même manière que le sont les Officiers & Soldats de l'Etat, & les Colonels pourront de l'aveu & du consentement de la pluralité des Capitaines de leurs Regimens, dont les Compagnies seront payées sur la même Province, employer quels Solliciteurs ils trouveront convenables, mais ils ne pourront en changer sans payer préalablement à celui, dont ils se seront auparavant servis, tout ce qu'il auroit avancé pour eux ou pour le Regiment. Ils traiteront eux-mêmes avec le Solliciteur qu'ils choisiront, & on ne pourra point les obliger à payer des pensions à qui que ce soit. Les Reglemens, qui ont été faits par Leurs Hautes Puissances du Conseil d'Etat en date du 5. Decembre 1711. par rapport aux cinq Ecus qu'on doit payer au Capitaine pour chaque Soldat que l'on perdra devant l'Ennemi, & que les Officiers recruteront en Suisse, de même que pour les 1500. florins par Bataillon pour les chariots de Bagage, subsisteront toujours en tems de Guerre, & l'on passera conformément à la même Resolution un homme par Compagnie pour la sollicitation.

XXX. A l'égard des fourrages qu'ils seront obligés de prendre dans les Magasins de Leurs Hautes Puissances en tems qu'on ne peut pas les trouver ailleurs, ils ne les payeront qu'au prix que les autres Troupes Nationales payent.

XXXI. Les Troupes du Louable Canton ne pourront point être employées par Mer, ni être transportées par Mer dans les Pais étrangers, hormis au Royaume d'Angleterre pour sa défense.

XXXII. A l'égard des Congez dont les Officiers auront besoin pour sortir de leur Garnison, ils seront sujets aux mêmes Ordres & Reglemens que les autres Officiers de l'Etat, avec cette distinction, que l'avis du Colonel Général sera pris sur les Congez pour aller en Suisse, ou autres qui seront demandez pour plus de trois mois.

Ainsi fait & conclu entre les Souffignez Deputez de Leurs Hautes Puissances & le Sieur de Pesmes de S. Saphorin autorisé à cet effet de la part de la République & Canton de Berne. A la Haye le 8. Juin 1714.

Etant signé,

(L. S.) BROECKHUYSEN.

(L. S.) DE PESMES DE ST. SAPHORIN.

(L. S.) DE RHEEDS.

(L. S.) A. HEINSIUS.

(L. S.) A. VELTERS.

(L. S.) A. E. V. HAREN.

(L. S.) VAN ISSELMUDEN.

(L. S.) E. TAMINGA.

[XXXX.]

TRAITE' d'Amitié & de Commerce entre le Roi de Dan-
nemarc, & les Etats Généraux des Provinces-
Unies, &c. conclu à Copenhague le 15. Juin 1701.
Traduit du Hollandois.

Exhibé le 23. Juin 1701.

D'Autant que de tout tems il y a eu entre les Rois de Dannemarc & de Norvegue &c. d'une part, & Leurs Hautes Puissances les Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies des Pais-Bas, d'autre part, des Négociations & Traitez pour regler & établir sur quel pied les Sujets de part & d'autre, & principalement les Habitans des Provinces-Unies des Pais-Bas, pourroient avec fruit & avantage exercer & pousser leur Commerce dans lesdits Royaumes de Dannemarc & de Norvegue, & autres Pais & Principautez de Sadite Majesté, comme aussi par le Sond, & comme le Très-Illustre & Très-Puissant Roi & Seigneur **FREDERIC IV.** Roi de Dannemarc, de Norvegue, des Vandales, & des Goths, Duc de Slesvic, de Holstein, de Stormaren, & de Ditmarsen; Comte d'Oldenbourg & de Delmenhorst &c., & lesdits Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies des Pais-Bas, ont encore voulu continuer un usage si louable, (les uns & les autres étant également portez à avancer, autant qu'il est possible, le bien & l'avantage de leurs Sujets); à cette fin, de la part de Sadite Majesté ont été nommez Commissaires les Très-Nobles Seigneurs, **Mr. CONRAD**, Comte de Reventlauw, Seigneur de Frisenwaldt, Loystrup, Calloe, & Clausholm, Monseigneur **CHRISTIAN SIEGFRIED VON PLESSSEN**, Seigneur de Parin, & Hoyckendorff, Chevalier & Conseiller Privé de Sa Majesté; **Mr. KNUDT THOTT**,

THOTT, Seigneur de Kundstrup & Gavnoe, Chevalier, Conseiller Privé & Député sur les Finances de Sa Majesté ; **Mr CHRISTIAN VON LENTHE**, Seigneur de Barhanten, Chevalier, Conseiller Privé & Premier Secrétaire de Guerre de Sa Majesté ; & **Mr CHRISTIAN VON SCHAEDELT**, Premier Secrétaire & Conseiller d'Etat de Sa Majesté. Et de la part deditz Seigneurs Etats Generaux des Provinces Unies des Pais-Bas, **Monsieur ROBERT GORE**, Seigneur de Bouckhorstburg &c. Résident de L. H. P. auprès de Sadite Majesté, pour convenir à l'amiable de ce qui concerne ladite Navigation, principalement vers le Dannemarc & la Norvegue, aussi bien que vers les autres Pais & Principautés de Sadite Majesté, de même que par le Sond, & particulièrement des Péages qu'on y devoit payer ; lesquels Seigneurs, après s'être de part & d'autre communiqué & présenté leurs Plein-pouvoirs au nom & de la part de Leurs Seigneurs & Maîtres, sont convenus ensemble de ce qui s'ensuit.

ARTICLE I.

PRémièrement on observera & maintiendra entre Sa Majesté & ses Royaumes, Principautés, Pais, & Sujets d'une part, & entre L. H. P. les Seigneurs Etats Generaux & leurs Provinces, Pais, & Sujets d'autre part, tant sur Mer que sur Terre, une parfaite & durable Amitié comme bons Voisins, & avec de sinceres intentions les uns pour les autres, qu'on ne fera rien directement ni indirectement, par soi ni par de mauvaises pratiques de qui que ce soit, qui puisse tendre au prejudice ou dommage des uns ou des autres, mais que plutôt on travaillera autant qu'il sera possible à l'avantage mutuel ; bien entendu, que par cette Convention on ne derogera ni prejudiciera aux Traitez que Sa Majesté & L. H. P. ont faits avec d'autres Royaumes, Republiques, Princes, & Potentats, & lesquels ne sont pas contraires à la teneur de ce présent Traité.

II.

Le Péage dans le Sond se levra & sera payé désormais par les Habitans des Provinces-Unies des Pais-Bas (conformément à la Lettre du Traité de Christianstadt fait dans l'année 1645. & selon la Liste ou Rôle de Péage dressé alors & parfait par les Seings & Sceaux de part & d'autre, lequel Rôle ou Tarif des Droits de Péage est aussi renouvelé & est inséré à la fin du présent Traité), pendant le tems de vingt années consecutives, à compter du jour de l'Echange des Ratifications du présent Traité, bien entendu, que les Lestes, Mesures, & Poids des Denrées & Marchandises, lesquelles doivent payer selon ledit Rôle de Peage par Lest, Mesure, ou Poids, seront considerez & pris sur le même pied qu'on les compte sur les lieux où ces Denrées & Marchandises ont été chargées. Et pour qu'il ne survienne aucune Contestation sur la supputation des Vins, un Tonneau de Vin de Bourdeaux sera taxé dans le Sond à cinquante-deux Richidales, & un Tonneau de Vin de Nantes à quarante-cinq Richidales, à l'égard des Vins d'Espagne, une Pipe de Vin de Malaga ou d'autres Vins d'Espagne, à quarante-cinq Richidales ; & selon cette Taxation on payera le Péage suivant le Rôle de

Mmm mm ;

Péage

Péage de Christiansbadt , c'est-à-dire , le trentieme denier.

III.

A l'égard des Densées ou Marchandises, qui ne sont pas spécifiées dans ledit Rôle de Péage de l'année 1645. , elles payeront la même chose au Péage du Sond selon leur valeur, & cette valeur sera comptée selon les endroits d'où elles viennent, & elles payeront un pour cent de cette valeur.

IV.

Comme l'on a stipulé dans le 2. & 3. Article, sur quel pied on levera & payera le Péage dans le Sond durant les vingt années suivantes, aussi pendant tout ce tems-là, on n'introduira aucun nouveau Péage ni aucune nouvelle augmentation, sous quel prétexte que ce puisse être : Et s'il arrivoit qu'il en fût levé quelques nouveaux, on les discontinuera, & le Douanier & les Ecrivains de la Douane ne seront pas si hardis que de contraindre les Maîtres de Navires de payer plus qu'ils ne sont obligés selon la Lettre du présent Traité, ni de prendre pour l'Ecriture des Billers de Peage, tant dans les Royaumes de Dannemarc & de Norvegue que dans le Sond, plus que les Extraits des Ordonnances de Sa Majesté faites sur ce sujet, & qui sont à la fin du présent Traité, n'ordonnent expressément : Sous peine, que quiconque viendra à faire le contraire, perdra d'abord l'Emploi & l'Office qu'il a, & s'il permet, connive, & voit commettre ladite chose à quelque autre, il sera la première fois suspendu de son Emploi & de ses Gages pendant trois mois, la seconde fois pendant neuf mois, & la troisième fois il perdra entièrement son Emploi & Office.

V.

Pour plus grande commodité & plus prompte expedition des Maîtres de Navires, les Officiers de la Douane seront aussi obligés de vaquer au Bureau de la Douane tous les jours ouvriers, l'Été depuis Pâques jusqu'à la S. Michel, le matin depuis six heures jusqu'à onze, & l'après midi depuis une heure jusqu'à sept, l'Hyver depuis la S. Michel jusqu'à Pâques, le matin depuis huit jusqu'à onze heures, l'après-midi depuis une heure jusqu'à quatre. Mais ceux qui hors de ce tems, ou les Dimanches & autres jours de Fête, souhaiteront leur Expedition pour profiter du vent favorable, donneront une Richsdale aux Pauvres sans plus.

VI.

La supputation des Droits de Péage sera donnée à l'avenir aux Maîtres de Navires par ceux que Sa Majesté a établis à cette fin, non en somme ni en gros, mais sera spécifiée & faite de chaque Portion de Marchandise en particulier, afin qu'on puisse voir par-là, si les Droits ont été exigés conformément à la Lettre du présent Traité.

VII.

Le payement desdits Droits de Péage se fera, selon l'ancien usage, en Richsdales de banque en espee. Mais, comme les Maîtres de Navires Hollandois se plaignent que les Douaniers, particulièrement ceux de Norvege, font

sont très grande difficulté de recevoir ces Richsdales de banque, sous prétexte qu'elles ne sont pas de poids & autres desfautes, & que par-là ils obligent souvent les Maîtres de Navires de reprendre leurs Richsdales & de courir deux fois les perils de la mer, Sa Majesté ordonnera que les Douaniers, tant de Dannemarck que de Norwege, accepteront sans distinction toute sorte de Richsdales qui sont connues pour des Richsdales de banque, hormis qu'on puisse faire voir évidemment qu'elles sont rognées: Et d'autant qu'il pourroit arriver en certains cas, que les Maîtres de Navires n'auroient pas occasion de se pourvoir de Richsdales de banque pour leur voyage vers ces Royaumes, ou que les perils de la Mer ou des Ennemis seroient trop grands pour les transporter, ils pourront satisfaire en payant en Croonen ou Ecus Danois, pourvu qu'ils ajoutent pour chaque Richsdale le surplus dont on conviendra de bonne foi, après qu'on aura considéré la différente valeur des Richsdales de banque & des Croones ou Ecus Danois, aussi bien que le cours du Change & autres circonstances, & que sur cela on aura pris l'avis des Personnes à ce entendues.

VIII.

Les Denrées & Marchandises, dont on aura une fois payé les Droits de Péage dans le Sond, étant obligées d'y rentrer après que les Vaisseaux auront fait naufrage ou auront échoué sur quelques endroits de la Côte de Schoonen, du Cattegat, des Iles d'Anout ou Lefouw, ou des environs; ou bien après avoir fait voile vers la Mer Baltique, seront obligées de rentrer dans le Sond, ne pourront être sujettes, rentrant dans le Sond ou en sortant une seconde fois, à payer de nouveau le Péage du Sond ou autres Droits, ce qu'on entendra aussi des Vaisseaux, qui par tempête ou vent contraire seront obligés de rentrer dans le Sond.

IX.

De même, les Vaisseaux, qui viendront d'autres lieux dans le Sond, pour y chercher une bonne Rade contre la tempête ou orage, ou bien pour y prendre du Convoi en cas de Guerre, qui à cette fin passeront devant le Château de Cronenburg pour aller ancrer avec plus de sûreté devant Elfenour, s'ils n'ont pas l'intention d'aller plus loin, on ne pourra leur rien demander ni les molester pour le Péage du Sond.

X.

De même encore, les Maîtres de Navires Hollandois, qui auront chargé des Denrées & Marchandises destinées pour Coppenhague, seront traités, à l'égard du Péage du Sond, sur le même pied que les propres Sujets de Sa Majesté.

XI.

La Visitation des Vaisseaux & Effets appartenant aux Habitans des Provinces-Unies, & passant par le Sond, n'aura point de lieu dans le Sond pendant toutes les susdites années; & les Maîtres de Navires, dès qu'ils auront présenté leurs véritables Billets de l'Amirauté, seront crus là-dessus: & après qu'ils auront payé le Péage, ils pourront passer outre sans être empê-

chez

parle quel tous les précédens Traitez faits avec L. H. P. sont renouvellez, pour autant qu'ils ne contrarient pas a ce présent Traité.

XXXIII.

La Ratification du présent Traite sera échangée en même sens que de l'Alliance Defensive, conclue aussi ce jourd'hui, à Copenhague, deux années avant son expiration, Sa Majesté & L. H. P. ensemble par leurs Ministres pour convenir de la Prolongation du Traité.

Fait a Copenhague le 15. Juin 1701.

Signé.

C. G. V. REVENTLOUW.

C. S. V. FLESSSEN.

KNUDT THOT.

C. VON LENTEN.

C. S. V. EDT.

ARTICLE SECRE

Comme dans le XVI. Article du présent Traite, il est bien pr. de faire cesser les Privilèges, Immunitéz, & Exemptions de Vaisst. appellez *Exemptions-Scheepen*; mais que dans ce même Article il n'est statué à l'égard de la supression des Privilèges, Immunitéz, & Exemptions des Vaisseaux nommmez *Defensions-Scheepen*, sur lesquels L. H. P. n'insistent pas moins que sur ceux des *Exemptions-Scheepen*; Sa Majesté a bien voulu s'obliger par cet Article Separé à lever & faire cesser dès à present lesdits Privilèges, Immunitéz, & Exemptions dont lesdits *Defensions-Scheepen* ont joui pendant quelques années consecutives. Mais, en cas que L. H. P., après l'expiration du Traité de Commerce qu'elles ont presentement avec la Suede, vinssent à ceder ou conniver à cette Couronne les Privilèges, Immunitéz, & Exemptions des *Defensions-Scheepen* Suedois, en ce cas-là, Sa Majesté que L. H. P. ne seront tenues en rien sur ce point. La Dite me ci-dessus.

Signé,

(L. S.) C. G. V. REVENTLOUW.

(L. S.) C. S. V. FLESSSEN.

(L. S.) KNUDT THOT.

(L. S.) C. VON LENTEN.

(L. S.) C. S. V. EDT.

Nouveau

Extrait

*Extrait du Rôle ou Tarif des Droits ordonnez par Sa
Majesté le Roi de Danemarck en 1691.*

comme quelques Douaniers & Officiers de la Douane pourroient en-
tendre de tenir aux endroits où est la Douane dans les deux Ro-
yaumes, excepte dans le Sond¹, des Clercs ou Serviteurs pour exercer leurs
Fonctions aux Douanes qui sont conficées à eux-mêmes, lesquels Clercs ou
Serviteurs exigent pour leurs peines d'une manière injuste & reçoivent de
l'argent des Marchands trafiquans & des Maîtres de Navires à leur grand
dommage & frais, & ne sont pas présens aux Douanes aux heures ordi-
nées aussi assidûment qu'il leur est enjoint & recommandé, & qu'outre cela ils ne
manquent pas d'exiger des Marchands trafiquans & Maîtres de Navires au-
delà de ce qui leur est dû jusqu'à présent, sous prétexte que les Mar-
chands & Maîtres de Navires le leur donnent eux-mêmes volontairement
& sans contrainte, ainsi il sera présentement ordonné sérieusement & leve-
rement que aucun desdits Douaniers ou Officiers de la Douane ne prendront
pas plus que ce qui est spécifié à la fin de cette présente, & cela sous peine
de la perte de leurs Emplois & de restitution du double à ceux qui prouve-
ront qu'ils auront reçu d'eux au de-là de la taxe réglée, & outre cela enco-
re autant aux Pauvres, encore moins auront ils le pouvoir de tenir des Ser-
viteurs pour ladite ou autre Vacation, exceptez les Douaniers de Copen-
hague, de Christiania, de Bergen, de Drontheim, & de Drammen, qui
seuls auront la permission de tenir un Ecrivain pour expedier d'autant plus
promptement les Negocians, s'ils ne peuvent pas vaquer eux-mêmes à l'Ex-
pédition. Cependant, il ne leur sera pas permis de prendre pour un tel Ser-
viteur, encore moins d'être au serviteur même, de prendre quelque chose des
Negocians, quand même les Marchands ou Maîtres de Navires le leur vou-
droient donner volontairement, le tout sous la peine susdite, afin que sous
prétexte il ne se commette pas aussi quelque autre chose d'injuste. On
ne laissera absolument l'entrée dans le Bureau de la Douane aux autres Officiers
ou Serviteurs qui ne sont pas expressément établis pour servir aux Douanes,
et si on les y trouvera, de prison dans la Ville la plus pro-
chaine, & ils payeront aussi les amendes ordonnées, & seront regardez com-
me s'étant appropriez des biens illégitimes. Et si quelqu'un des Officiers Civils,
ou de la Magistrature, ou Personnes Militaires, qui sont chargez d'y faire
la garde, viennent à s'engager à retenir ou amuser les Marchands trafiquans,
ou à leur demander & prendre quelque récompense pour leurs Ecritures, ou
quelque argent pour boire, pour eux-mêmes ou pour ceux qui dépendent
d'eux, alors ces Officiers seront démis de leurs Emplois, & pour amende
ils donneront le double aux Pauvres, comme aussi à ceux de qui ils auront
reçu ou pris quelque chose, le tout comme il est dit ci-dessus, & leurs Gens
ou Valets étant surpassez, les Douanes seront traitées de la même manière
qu'il est marqué ci-dessus, en regard des Serviteurs des Officiers de la Douane.

ane. Mais, les Personnes Militaires, qui se feront oublier sur cet Article, seront punis selon le Droit de la Guerre & les Articles de la Mer, de la même manière qu'on les punit pour d'autres actions défendues. Par conséquent, l'on accorde aux Officiers établis, pour Argent d'Écriture de chaque Vaisseau, tant entrant que sortant conjointement, ce qui suit.

	De 50. Lastes & au dessus		De 40 Lastes jusqu'à 20.		De 10 Lastes jusqu'à 5.		De 4 Lastes jusqu'à 1 Laste.	
	Avec la Char- ge.	Balaï & au- tres choses de peu de valeur com- me l'équipa- ge & agrès du Bosseman, ou Con tre- maître & au- tre charge à ½ partie.	Avec la Char- ge.	Balaï & autres cho- ses de peu de valeur, comme l'é- quipage & agrès du Bosseman, & autre charge à ½ partie.	Avec la Char- ge.	Balaï & autres cho- ses de peu de valeur, comme l'é- quipage & agrès du Bosseman, & autre charge à ½ partie.	Avec la Char- ge.	Balaï & autres cho- ses de peu de valeur, comme l'é- quipage & agrès du Bosseman, & autre charge à ½ partie.
Un Doua- nier...	12 6	12 3	12 2	12 1	12 1	12 1	12 1	12 1
Contrôleur & Visiteurs, lorsque deux sont établis en un même lieu, chacun aura pour son.	3	2	1	1	1	1	1	1
Mais la où il y a un Con- trôleur & plus de deux Visiteurs éra- blis, on leur donnera en- semble à la place de ce qui leur est assigné plus haut dans la ligne, savoir	9	6	3	2	12	8	6	

NOUS FRIDERIC IV. par la Grace de Dieu Roi de Dannemarc, de Norwege, des Vandales, & Goths, Duc de Sleswic, de Holstein, de Stormaren, & de Ditmarsen, Comte d'Oldenbourg & de Delmenhorst &c. faisons savoir par la Présente, que de notre grace spéciale Nous avons trouvé à propos de faire une Ordonnance pour nos Officiers de la Douane dans

dans le Sond, combien chacun aura à recevoir à l'avenir de chaque Vaisseau passant par le Sond; savoir.

Notre Directeur de la Douane.	1 Richfd.
Pour les quatre Commis de la Douane, à un quart de Richfdale chacun.	1. Richfd.
Le Frappeur du Sceau, qui doit aussi fournir le Papier timbré pour les Passeports; & l'Huissier de la Douane, qui, lorsque les Maîtres de Navires arrivent, & lorsqu'il survient de devoir exécuter quelque autre chose de Notre part, l'annonce & fait savoir; jouissent ensemble, & pour le Papier timbré, en tout.	; Richfd.

Selon quoi tous ceux que cela regarde auront à se régler exactement, & à se donner de garde de ne pas prendre d'une ou d'autre manière plus qu'il n'est marqué ci-dessus; & cette Présente sera affichée dans le Bureau de la Douane pour l'Instruction de chacun.

TRADUCTION.

Comme on a très-humblement représenté à Sa Majesté le Roi de Danemark & de Norvegue &c., comme quoi les Maîtres de Navires & Bossemans (ou Contre-Maîtres) passant le Sond, avec des Vaisseaux Hollandois, ont joui jusqu'à présent par la Grace Royale d'un certain *tantum* pour Cent dans le paiement du Péage pour chaque Vaisseau & pour la Charge sous le nom d'Equipage & Agrais du Bosseman; Sa Majesté a bien voulu par Grace spéciale déclarer & ordonner, comme Elle déclare & ordonne par la Présente, que lesdits Maîtres & Bossemans des Vaisseaux Hollandois passant par le Sond jouiront de la même grace & faveur encore & aussi long-tems que durera le Traité de Péage conclu le 15. de Juin 1701. entre Sa Majesté & les Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies, & que cette Déclaration de Sa Majesté aura la même force & vigueur que si elle étoit insérée dans ledit Traité de Péage.

[YYY.]

TRAITE de Commerce entre la Grande-Bretagne, & les Etats Généraux des Provinces-Unies, conclu à Breda, le 31. Juillet 1667. Tiré du Recueil van de Tractaten &c.

Notum sit universis & singulis quorum interest, aut quomodo libet interesse potest. Cum annis proximè elapsis orta sint quædam dissidia

XVI.

De plus, les Vaisseaux appartenans à ceux des Provinces-Unies, portant dans les Royaumes de Sa Majesté quelques Denrées ou Marchandises, qu'elles y soient portées directement de la première main, ou de l'endroit où elles auront abordé, & ne voulant pas transporter ailleurs aucune ni quelques Denrées ou Marchandises hors des Royaumes de Sa Majesté, en ce cas ces Vaisseaux ne payeront pas un plus haut Péage que les propres Habitans ou Sujets de Sa Majesté, & par conséquent cessera aussi le quadruple Péage imposé sur les Denrées & Marchandises qui ne seront pas transportées par des Vaisseaux Hollandois dans des Royaumes de Sa Majesté hors de la première main ou du lieu où elles auront abordé. De même cessera la défense aux Vaisseaux Hollandois de transporter des Denrées ou Marchandises dans les Royaumes, Provinces, Diocèses, & Villes de Sa Majesté, comme aussi cesseront les Privilèges, Immunités, & Exemptions accordées par Sa Majesté aux Vaisseaux nommez *Exemptionsschepen*, & autres pareilles, tant à l'égard des Péages qu'on paye pour l'entrée & la sortie, qu'à l'égard du Péage du Sond. de même aussi les Habitans des Royaumes & Pais de Sa Majesté ne payeront pas dans les Provinces-Unies un plus gros Péage, ni de plus gros Impôts, que les propres Sujets de L. H. P.

XVII.

Si les Sujets de Sa Majesté, ou si quelques autres Nations, venoient à avoir ou à obtenir dans la suite dans les Royaumes & Pais de Sa Majesté quelque soulagement ou diminution, alors les Habitans des Provinces-Unies en jouiront de même (excepté l'exception du Péage du Sond accordée aux Suédois), de même aussi si les Sujets de L. H. P., ou quelque autre Nation, venoient à avoir ou à obtenir dans les Provinces-Unies quelque soulagement, la même chose sera aussi accordée aux Sujets de Sa Majesté.

XVIII.

Les Vaisseaux Hollandois ayant payé le Péage dans quelque Port de Danemarck ou de Norvegue, & ayant été là dessus visités, ne seront plus visités dans aucun autre Port de Danemarck ou de Norvegue, pourvu qu'ils n'y chargent ni déchargent pas, mais ils passeront librement, & pour prévenir qu'on ne fraude les Droits de Péage, on statue & ordonne que lesdits Maîtres de Navires, ayant reçu leur Expédition du Douanier ou Officier de la Douane & le vent favorable, auront à mettre aussi-tôt à la voile & à se retirer en haute mer, si non qu'ils en fussent empêchez par le vent contraire ou par quelque autre empêchement légitime, ou que pour attendre le Convoi ou de crainte des Capres ils fussent obligés de rester plus longtemps aux lieux où ils auroient pris leur charge, ou de devoir entrer dans quelque autre Port. La même chose s'entend des Vaisseaux des Sujets de Sa Majesté, qui viendront à entrer dans les différens Ports de L. H. P.

XIX.

Les Vaisseaux de Guerre de Sa Majesté, & ceux de L. H. P., s'ouvriront mutuellement & s'accorderont en tout temps leurs Rades, Ancrages, Riviers,

res, Bayes, & Havres, pour y entrer & en sortir, & y pouvoir rester à l'ancre aussi long-tems que la nécessité le demande, sans être vîsitez; & dès que les Capitaines des uns ou des autres seront arrivez en ces endroits-là, ils le feront savoir au Gouverneur ou Officiers Commandans, avec la raison de leur arrivée & de leur séjour, & qu'il ne pourra y venir dans un même endroit pas plus de six Vaisseaux de Guerre en un même tems, mais que s'il étoit nécessaire d'en envoyer un plus grand nombre vers l'un ou l'autre endroit, on notifiera auparavant dûement à Sa Majesté ou à L. H. P. dans quelles Rivières, Bayes, ou Havres tels Vaisseaux sont destinez, pour avoir là-dessus leur agrément & leur consentement.

XX.

Et d'autant que de tels Vaisseaux, aussi long-tems qu'ils restent dans ces endroits, s'y doivent tenir paisiblement & comme Amis, ainsi qu'il convient entre de Hauts Alliez, ils ne doivent aussi entreprendre aucune hostilité contre qui que ce soit, ni poursuivre de-là aucuns autres Vaisseaux quoi qu'Ennemis, hormis qu'ils n'ayent auparavant donné à ces Vaisseaux ennemis le tems de vingt-quatre heures pour se retirer.

XXI.

Le Passage & la Navigation par le Sond, aussi-bien que le Trafic dans les Royaumes & Pais de Sa Majesté, resteront libres & sans opposition, & par conséquent cessera aussi désormais la défense émanée ci-devant de Sa Majesté contre l'Entrée de diverses Dentrées Manufactures & Marchandises, & les Sujets de Sa Majesté seront traitez reciproquement sur le même pied dans les Provinces-Unies.

XXII.

En outre, on est convenu, que dans le cours de six mois après l'Echange du présent Traité, on travaillera à trouver, pour le contentement & satisfaction reciproque, une maniere convenable & exacte de mesurer ces Vaisseaux, & qui soit sùre, juste, & applicable aux presentes Fabriques; & que cependant le mesurage des Vaisseaux restera réglé selon ce qu'on en est convenu dans l'année 1669.

XXIII.

Les Lastes de Bois dans les Vaisseaux étant reglez & trouvez selon le mesurage arrêté dans l'Article précédent, Sa Majesté a trouvé à propos, que des Vaisseaux qui auront leurs véritables Billets de Mesurage signez & qui seront chargez de Bois de Norvegue, sera exigé & payé à la Douane de Sa Majesté pour chaque Laste une Rischdale & un huitieme; & qu'à l'égard du Péage on ne fera aucune difference entre le Bois, qu'il est permis de tirer de Norvegue, mais que tout sera compté par Lastes, comme on vient de le dire, sans qu'on puisse exiger aucun autre Péage ou Droit, quel nom qu'il puisse avoir, pendant la durée du present Traité; que par conséquent cessent & discontinueront, comme en effet doivent cesser & discontinuer, toutes autres Impositions sous quel prétexte que ce soit, & que les Douaniers & Officiers de la Douane en Norvegue, aussi-bien qu'en Dannemarc, se devront regler exactement selon l'Article IV. couché ci-dessus.

XXIV,

XXIV.

Un Vaisseau, qui aura chargé du Bois, a aussi permission de prendre dans les Ports a Bois, d'autres Marchandises, comme de la Poix, du Goudron, des Peaux, du Suif, ou autres choses qu'on peut transporter; cependant, on en payera le droit convenable de Péage par piece ou par poids, sur le pied que les propres Sujets de Sa Majesté le payent selon le Rôle de Péage. De ceux qui chargent plus que du Bois, savoir les autres marchandises qu'ils prennent aussi, seront sujets a la Visitation comme les autres; cependant, on déduira de la Taxation du Vaisseau autant de Lettres, auxquelles pourront monter les Effets dont le Droit de Péage est déjà réglé à part.

XXV.

En exigeant les Droits de Péage, on ne fera aucune distinction, si les Vaisseaux sont chargés de la meilleure, de la moindre, ou de la moyenne sorte de Marchandises de Bois, à l'égard de laquelle il ne se fera aucune visitation ni recherche: moins encore donnera-t-on du retardement sous présumption qu'ils pourroient avoir chargé quelques Marchandises de Bois défendues; mais toutes les Marchandises de Bois non permises ou défendues seront arrêtées, si on les trouve hors des Vaisseaux avant de les charger; outre cela, on ne fera aux Sujets des Provinces-Unies, sous aucun prétexte à ce sujet, le moindre chagrin ou empêchement, tant à l'égard de leurs Personnes qu'à l'égard de leurs Effets, mais ils pourront partir & faire leur voyage librement & sans empêchement, après avoir payé le susdit Péage.

XXVI.

Les Vaisseaux, qui auront pris toute leur charge dans un Port du Royaume de Norvegue, & qui y auront été visités & auront payé le Droit de Péage conformément & selon les précédens Articles XXIII. & XXIV., ne seront plus visités, s'ils viennent à rentrer dans le même Port ou dans quel autre que ce soit, mais les Maîtres de Navires, ayant montré leurs Billets de Péage, passeront librement; & lorsqu'ils prendront leur charge dans différens Ports, la teneur desdits Articles XXIII. & XXIV. sera observée.

XXVII.

Les Maîtres de Navires & Marchands Hollandais ne seront pas contraints en Norvegue de vendre ou d'acheter de certaines Personnes des Planches ou autres Bois, mais ils auront toute liberté de les acheter de la personne qu'il leur plaira; mais, la charge ne se fera qu'aux lieux où, par le passé, & actuellement de lieux à charger, & qu'en ceux qui dans la suite seront rendus propres & serviront aussi de lieux à charger.

XXVIII.

Il sera aussi permis aux Sujets des Provinces-Unies de faire en Norvegue commerce de tout, & de l'emporter; excepté ce qui est nécessaire pour son usage particulier ou tel cas la défense du transport de telles choses nécessaires devra être générale, & non particulière pour les

inter Serenissimum ac Potentissimum Principem ac Dominum, Dominum *Carolum*, ejus nominis Secundum, Magnæ Britanniae Regem, ab una: & Cellos ac Præpotentes Dominos Ordines Generales Fœderatorum Belgii Provinciarum ab altera parte, quæ eo usque interverunt, ut non modo in apertum & acre Bellum existerint, sed & Serenissimum & Potentissimum Principem ac Dominum, Dominum *Ludovicum XIV* Galliarum & Navarraz Regem Christianissimum, ut & Serenissimum & Potentissimum Principem ac Dominum, Dominum *Fredericum III* Daniæ & Norvegiæ Regem, ratione Fœderum, quæ is cum præfatis Dominis Ordinibus intercedebant in partes traxerint, unde multa Christiani Sanguinis effusio cum ingenti utriusque partis dispendio secuta est, tandem Divina bonitate tactam esse, ut Serenissimo ac Potentissimo Principe ac Domino, Domino *Carolo*, Sæcorum, Gothorum, ac Vandalorum Rege, pro singulari humanitate & affectu, quo Belligerantes hosce Reges & Dominos Ordines Generales, cumque respective Regna & Status complectitur, tum etiam publicæ Salutis & Quietis in Christiano orbe reintegrandæ ac conservandæ itano, meditationis suæ amica & sincera Officia interponente, de pace sit talis, la cogitatio, in cuius finem ex mutua partium conventionione Bredæ congressus Legatorum & Plenipotentiariorum locus constitutus sit, quo in negotiis ad finem optatum provehendo, cum aulicis nuntiis *Sacra Regis Majestatis Sæcæ Legati* extraordinarii, illustissimi Domini &c. &c. ad iudiciorum eorumdem tractatum subsignationem secundis Plenipotentiarum tabulis vigesimo Octavo hujus mensis Deputatos, ab altera parte, post tractatas Plenipotentiarum tabulas (quarum Apographa sub finem hujus Instrumenti de Verbo ad Verbum inserta sunt) ite commutatas in mutuas pacis, Amicitiz & Confederationis Leges consensus & conventum est, tenore sequenti.

I.

Imprimis, quod ab hoc die sit vera, firma, & inviolabilis pax, sincerior, intimior atque æstior Confederatio & Unio inter Serenissimum Magnæ Britanniae Regem, atque Cellos & præpotentes Ordines Generales fœderatarum Belgii Provinciarum, Terrarumque, Regionem, Civitatesque, subutriusque ditione sine distinctione locorum positas, earumque subditos & incolas cujuscunque demum gradus fuerint.

II.

Item, ut in futurum omnes inimicitie, hostilitates, discordiæ, & bella inter dictum Dominum Regem, & prædictos Dominos Ordines Generales eorumque Subditos & Incolas cessent & aboleantur: Et utraque pars ab omni direptione, depredatione, læsione, injuriisque ac infestatione qualicunque tam terræ, quam mari & aquis dulcibus, ubivis gentium, ac maxime per omnes alterutrius ditionis tractus Dominum, loca, & præfecturas, cujuscunque demum illæ sint conditionis, temperet, abstineatque prorsus.

III.

Item, uti omnes offensæ, injuriæ, damna, dispendia, quæ dictus Dominus Rex quibusque subditis vel prædicti Domini Ordines Generales eorumque

subditi altrinsecus, durante hoc bello, vel antehac, quibuscunque retro temporibus, qualicunque de causa aut quocunque sub prætextu alter ab altero pertulerunt, ex oblivioni tradantur, & à memoria eradantur planè, ac si nullæ unquam intercessissent, sed & ut prædicta pax, amicitia, & Confederatio firmis atque inconcussis fundamentis innitatur, utque ab ipso hoc die omnes novi diffidii & altercationis ansæ præcendantur, Convenit præterea est, ut utraque jam designatarum partium cum plenario jure summi Imperii, & possessionis, omnes ejusmodi terras, munimenta, Loca, & Colonias, teneat & possideat in posterum, quotquot durante hoc bello aut ante hoc bellum ullus retro temporibus vi & armis aut quoquo modo ab altera parte occupavit aut retinuit, cum prorsus in modum quo ea 20. die Maii proximè elapsi occupaverat & possedit, (nullis eorundem locorum exceptis.)

IV.

Quin etiam Naves omnes cum suis armamentis, mercimoniisque, & bonis cuncta mobilia, quæ durante hoc bello, vel ante hoc, ullus retro temporibus in potestatem unius vel alterius altè memoratarum partium vel ad earum subditos pervenerunt, sine ulla compensatione vel restitutione occupantium sint & maneant. Sicut quisquis horum, ejus quod ita occupatum fuit, sine ulla controversia, locive aut temporis aut rerum exceptione fiat, maneatque proprietarius & possessor in perpetuum.

V.

Tum, uti ad hæc omnes actiones & prætensiones, qualescunque demum illæ sint, aut quocunque modo ullis jam ante pacis aut foederum tabulis, specialiter etiam Articulo XV. earum, quæ anno 1662. subsignatæ sint, restrictæ, circumscriptæ, definitæ, aut reservatæ fuerint, quas dictus Dominus Rex, & dicti Domini Ordines Generales eorumve subditi sibi invicem ultro citrove intentare, instituere, aut movere possent aut vellent de ejusmodi negotiis aut rebus, quæ durante hoc bello aut ullis retro temporibus, tam ante quam post prædictum Anni 1662. Tractatum, ad diem usque hujus præsentis Confederationis initæ acciderunt, irritæ obliteratæ, cassæ nullæque sint, & manant, Quemadmodum dictus Dominus Rex, dictique Domini Ordines Generales declarabunt, sicuti & hoc ipso declarant, se omnibus ejusmodi actionibus & prætensionibus, pro se & successoribus suis, vigore præsentium, in perpetuum & penitus renunciaturos, quemadmodum & hoc ipso renunciant, ita ut earum nomine nihil unquam amplius hinc inde urgeri, nihilque controversiarum in posterum moveri possit aut debeat.

VI.

Sin autem post 20. diem Maii Articulo tertio superiore expressum, vel post instauratam pacem aut subsignatas hujus Confederationis tabulas pars alterutra, Terrarum, Insularum, Urbium, Munimentorum, Coloniarum aliorumve locorum quodcunque alterutri parti interceptis & occupaverit, omnia & singula horum absque ulla loci temporisve distinctione, bona fide in eodem plane Statu confestim restituantur: Quo cum temporis reperientur, quodocunque de instaurata pace in usdem locis constabit.

VII. Sed

VII.

Sed ad evitandam porro omnem litis & contentionum materiam, quæ ori interdum solet ex causa restitutionis aut liquidationis ejusmodi Navium, Mercium aliarumque Rerum mobilium, quæ in locis & oris longe distitis, post conclusam pacem & priusquam ea ipsa pax ibidem innotuerit, captæ aut occupatæ fuisset, utraque pars aut alterutra causari possit. Conventum est uti omnes ejusmodi Naves merces aliaque mobilia bona, quæ forte post conclusionem & publicationem præsentis Instrumenti occupari possent, intra Spatium duodecim dierum in Fretto Britannico, atque in Mari Boreali, intra spatium sex septimanarum ab ostio dicti Freti Britannici usque ad Promontorium Sancti Vincentii, ut & intra spatium decem hebdomadum ultra prædictum Promontorium & eam lineam Æquinoctialem vel Æquatorem, tum in Oceano & Mari Mediterraneo, quam alibi. Tum inde intra spatium octidies tre trans terminos prædictæ lineæ per universum Orbem, sine aliqua exceptione vel ulteriore temporis locivæ distinctione, ullæ restitutionis aut compensationis ratione habitâ, occupantium sint & maneat.

VIII.

Item, Conventum est quod in prædictæ renunciationis & stipulationis partem venire quoque debeant quæcunque Repraesalarum, Maræ, ac Contramaræ, quas vocant, tam generales & particulares aliaque ejus generis litteræ, quarum vi & tenore hostile quid in futurum exerceri queat, earumque publicâ utrimque hujus foederis autoritate inhibeantur ac revocentur. Quod si qui nihilominus ex alterutra gente post talem revocationem sub prætextu vel autoritate talium litterarum vel diplomatum jam revocatorum post conclusam jam pacem & elapsa tempora Articulo septimo superiore definita res novas machinabuntur, & hostile quid agent, eos, tanquam paci publicæ perturbatores, secundum jura Gentium plerendos esse, præter integram disceptæ rei restitutionem, aut plenum damni illati refarcimentum, quo tenebuntur, non obstante clausula qualicunque etiam contraria quæ prædictis litteris revocatis inserta fuerit.

IX.

Cumque in Regionibus longè distitis, ut in Africâ & Americâ, præcipuè in Guineâ, protestationes & declarationes quædam aliaque ejus generis scriptæ à Gubernatoribus & Officialibus nomine superiorum suorum hinc inde emissæ & promulgatæ sint, Commerci & Navigationis libertati adversa, itidem Conventum est, ut omnes & singulæ ejusmodi protestationes & declarationes, scriptæque prædictæ aboleantur, & pro nullis & irritis in posterum habeantur, eisdem quæ Commerci & Navigationis libertate, tam in Africâ, quam in Americâ, utraque antememoratarum partium, eorumque incolæ & subditi gaudeant & fruantur, quæ gaudebant & fruebantur, aut de jure gaudere & frui poterant id temporis, quo tractatus Anni 1662. subscriptum est.

X.

Item, ut Captivi utrimque ad unum omnes, cujuscumque denum digni-

tatis aut fortis sint, absque Lytris aut alio ullo redemptionis pretio in libertatem afferantur, dum persolvatur ab eis id aeris alieni, quod pro victis aut alia de causa legitima debebunt.

XI.

Item uti dictus Dominus Rex, distique Domini Ordines Generales maneant Amici, Confederati, Necessitudine & Amicitia conjuncti & adstricti, ad jura atque immunitates subditorum alterutrius contra quoscunque demum tuendus, qui utriusve Status pacem, Terrâ Marive disturbare conabuntur, vel qui infra alterutra Dominiâ degentes, publici utriusque Status hostes denuntiabuntur.

XII.

Item, quod dictus Dominus Rex, distique Domini Ordines Generales, nihil agent, facient, molientur, tractabunt, aut attentabunt adversus alterutrum quicumque in loco, sive terrâ, mari, portibus, districtibus, sinibus, & aquis dulcibus quacunque occasione, nec eorum alter vel subditi alterutrius, dabit, præstabit vel subministrabit ullum auxilium, Consilium seu favorem, nec quicquam agi, tractari, vel attentari ab alio quoviscunque assentiet in damnum aut præjudicium alterius, vel subditorum alterutrius, sed omnibus & singulis degentibus vel commorantibus, vel existentibus intra alterutrum Dominiâ, qui contra alterutrum quicquam agent, facient, tractabunt, uterque expresse & cum effectu contradicet, remittet, atque impedimentum realiter præstabit.

XIII.

Item, quod neque dictus Dominus Rex, vel dicta Respublica, neve ullus ex subditis alterutrius incolis, aliisve in eorum ditione commorantibus alterutrius Rebelles, quocunque subsidio, consilio, studio forebit & adjuvabit, sed expresse contradicet atque efficaciter obstabit, ne quid auxilii aut adjumenti ab ullo, qui aut ex subditis, incolis, aut commorantibus in alterutrius Dominiâ fuerit, ullis istiusmodi Rebellibus prædictis, seu sint viri, Naves, arma, bellicus apparatus, aliave Bona interdicta, neque etiam pecuniae aut commestus seu victualis, mari vel terra submittantur aut suppeditentur, atque omnes Naves, armas, bellicus apparatus, aliave bona interdicta, etiam pecuniae & commestus ad quancunque personam vel personas pertinentis, quæ contra sensum hujus Articuli submittentur aut suppeditabuntur, eidem parti (ubi personæ contravenientes fuerint) addicentur & in Fiscum cedent, quin & si, qui scientes & volentes quicquam contra sensum hujus Articuli fecerint, commiserint, attentaverint, consiliumque dederint, utriusque partis hostes judicabuntur, atque ibi perduellionis penas luent, ubi ad commissum aut perpetratum fuerit. De specificatione autem earum mercium, quæ prohibite censebuntur, postea provifum erit.

XIV.

Item, quod dictus Dominus Rex, distique Domini Ordines Generales, sibi invice sincerè & fideliter (prout opus fuerit) contra alterutrius Rebelles, terrâ marique opem ferant, viris & navibus, eâ proportionè eoque modo,

modo, iuxta conditionibus, de quibus post modum conveniret prout necessitas & rerum alterutrius ratio tulerit, sumptibus tamen & expensis illius partis, quæ auxilium rogaverit

XV

Item, quod neque dictus Dominus Rex, neque dicta Respublica, subditi-ve alterutrius Rebellen vel Rebelles, Profugum vel Profugos alterutrius declaratos, vel declarandos, in ejus Dominia, Terras, Regiones, portus, sinus, aut districtus, eorumve aliquod recipiet, neque in vel eorum alicui in prædictis locis, vel alio quocunque etiam extra sua Dominia, Patrias, Regiones, Terras, Portus, Sinus, aut Districtus, Auxilium, Consilium, Hospitium, Milites, Naves, pecunias, arma, apparatus Bellicum, vel comestum concedet, præstabit aut ministrabit, neve alteruter istiusmodi Rebellen, profugos, & quacunque persona, vel personis recipi permittet in sua Dominia, Patrias, Regiones, Terras, Portus, Sinus, Districtus, nec istiusmodi Rebellen profugis, ullum auxilium, consilium, hospitium, favorem, arma, apparatus, milites, pecunias, aut comestum præstari, ministrari aut concedi permittet, sed expresse & cum effectu contradicet, obstat, atque impedimentum realiter præstabit

XVI.

Item, quod si alteruter aliquem vel aliquos suum vel suos fuisse vel esse Rebellen vel Rebelles, Profugum, vel Profugos, & in sua Dominia, Territoria, Patrias, Portus, Districtus, vel eorum aliquod receptum vel receptos esse, vel ibidem commorari, latitare, vel pertugium sibi quaerere per litteras suas publicas & authenticas significaverit & declaraverit. Tunc illa pars quæ ejusmodi litteras receperit, vel cui taliter significatum vel declaratum fuerit intra spatium viginti octo dierum à die prædictæ Significationis proximæ & continuè numerandum tenebitur, dicto Rebelli vel Rebellen profugo vel profugis præcipere & mandare, ut extra sua Dominia, Patrias, Regiones, Terras, districtus, & eorum quodlibet singuli exeant & recedant. Et si quis prædictorum Rebellen aut Profugorum intra decimum quantum diem à die hujusmodi præcepti & mandati non recesserit & exiverit, singuli morte & amissione prædiorum & honorum muldebuntur.

XVII.

Item, quod nullus Rebellen dicti domini Regis Magnæ Britannie in aliqua Castra, Oppida, Villas, Portus, Districtus, vel alia loca, seu privilegio donata, vel non donata, quæ aliqua persona cujuscunque status & dignitatis existat, vel existet, infra Dominia & Territoria Fœderatorum Provinciarum quocunque jure vel titulo tenet vel possidet, vel deinceps tenebit vel possidebit, recipietur, nec in ea per aliquam personam cujuscunque status & dignitatis fuerit, recipi vel in eisdem commorari permittetur aut tolerabitur, neque dicti Domini Ordines Generales alicui hujusmodi Rebelli in locis prædictis in navibus, militibus, pecuniis, comestum, aut alio quocunque modo auxilium, Consilium, vel favorem per aliquam personam, con-

juscunque status aut dignitas fuerit, de cetero dari aut præstari permittent aut tolerabunt, verum ad publice & discrete prohibebunt atque efficaciter impedient. Et si aliqua persona vel personæ cujuscunque status aut dignitatis fuerint, manens vel degen, manentes vel degentes, infra domina Federatarum Provinciarum earumve potestates contra hujusmodi conventionem aliquid fecerit seu fecerint, quod tunc omnes & singulæ personæ, taliter facientes, omnibus hujusmodi Castris, Oppidis, Villis, Prædiis, cæterisque locis, quæ illi vel eorum alter eo tempore habent aut habet, vel quocunque jure aut titulo se habere prætendent vel prætendet, pro termino vitæ suæ exuentur & privabuntur. Pariter nullus Rebelli dictorum Dominorum Ordinum Federatarum Provinciarum in Castris, Oppidis, Portus, cæteraque loca, eorumve aliquot, siue privilegio donatum, siue non donatum, quod quilibet persona vel personæ cujuscunque status aut dignitatis existat aut existant, quocunque jure aut titulo tenet aut tenent, possidebit aut possidebunt, infra Regna vel Domina dicti Domini Regis Magnæ Britanniae recipietur vel à quocunque persona vel personis recipi, inibi que versari permittetur, neque dictus Dominus Rex Magnæ Britanniae alicui hujusmodi Rebelli in locis prædictis, in Navibus, Milibus, pecuniis, comæatu, aut alio quocunque modo auxilium, consilium, aut favorem per aliquam hujusmodi personam vel personas cujuscunque gradus sit, de cetero dari aut præstari permittet aut tolerabit, sed publice & discrete prohibebit, & efficaciter impediet. Et si quis è dicti Domini Regis Subditus, vel infra illius Domina contra hujusmodi conventionem quicquam fecerit vel attentaverit, omnes & singulæ personæ taliter facientes, omnibus istiusmodi Castris, Oppidis, Villis, prædiis, cæterisque locis, quæ illi vel eorum alter id temporis habent aut habet, vel quocunque jure aut titulo se habere prætendent aut prætendet, pari modo pro termino vitæ suæ exuentur & privabuntur.

XVIII.

Item, quod dictus Dominus Rex Magnæ Britanniae, Subditique ejus omnesque Majestatis Suae Dominorum Incolæ, item prædictæ Federatæ Provinciae earumque Subditi & Incolæ, cujuscunque ordinis & conditionis fuerint, ad se se mutuo rebus omnibus humaniter atque amice tractandum obligabuntur, uti terra vel aqua alterutrius, Regionem, Oppida, Pagos, siue muros civitates, siue non civitates, siue munita siue non munita, portus etiam & universam partem utriusque Ditionem in Europa libere & securè adire possint, in illis que versari & commorari quandiu voluerint, ibique sine ullo impedimento commercium sui usus, quantum necesse erit, coemere, atque etiam negociari & mercaturam facere, quocunque mercium genere ipsa videbitur, easque advehere suo arbitratu aut exportare, dummodoque statuta sunt, portoria solvant, sibi etiam alterutrius Domina Legibus ac Statutis omnibus, ita tamen, ut Subditi & Incolæ utriusque partis, commercium suum exercentes, in alterutro Regionibus & Ditionibus non obligentur impostum plus portoris, census, Vectigalium aut aliorum tributorum solve-re, quam pro rata proportionem, quam alii extranei solvunt, in illis locis mercaturam exercentes.

XIX.

XIX.

Item, quod Naves & Navigia dictarum Federatarum Provinciarum tam bellica & ad hostium Vim propulsandam instructa, quam alia, quæ alicui & Navibus bellicis dicti Domini Regis Magnæ Britannia: in Navibus Britannicis obviam dederint, vexillum suum à mali vertice detrahent & supremum velum demittent, eo modo, quo illis retro temporibus unquam observatum fuit.

XX.

Item, in majorem Commertii & Navigationis libertatem conventum & conclusum est, quod dictus Dominus Rex Magnæ Britannia:, dictique Domini Ordines Generales, in portus suos, Urbes, & Oppida non recipient neque suent, ut ullus ex subditis alterutrius recipiat Piratas aut Praedones, sive hospitum, auxilium, aut commertum præbeant, verum operam dabunt, ut prædicti Piratas aut Prædones, eorumve piraticæ participes, confecti & adjectores in aliorum terrorem intelligantur, capiantur & merito supplicio puniantur, omnesque Naves, bona, & merces piraticæ ab eis captae atque in portus alterutrius Domini advectæ, quæ quidem inveniri poterunt, imo etiam si venditæ sint, justis Dominis restituantur aut satisfactio dabitur vel earum Dominis, vel eis, qui per litteras procuratoris eorum res vindicaverint, modo per Domini debitum ex lege probationibus in Curia causarum maritimarum appareat.

XXI.

Item, non permissum erit subditis Regiæ Majestatis & incolis Regnorum aut terrarum illi obedientium, aut incolis & subditis Federati Belgii, hostile aliquid aut violentum invicem moliri aut facere, sive mari, sive terrâ, nullo pretextu aut colore, & per consequens non licitum erit dictis subditis aut incolis ab aliquo Principe aut statu, quibuscum alterutro Federatarum discordia aliqua aut bellum apertum est, litteras patentes (quas Commissiones vocant) aut represalias impetrare, & multominus vi istarum litterarum subditos alterutrius Federatarum aliqua molestia aut Damna efficere. Neque etiam permissum erit Armatoribus extraneis non subditis uni aut alteri Confederatarum habentibus Commissiones ab aliquo alio Principe aut statu, ut in portubus unius aut alterius partium prædictarum naves suas instruant eis, quæ ceperunt, vendant, redimere faciant, aut alio modo quocunque mutant, tam naves, mercimonia, quam alia onera quacunque, & ne quidem vastualia coemere illis licitum erit, nisi quæ necessaria erunt ad perveniendum ad portum proximum, illius principis, a quo Commissiones obtinuerunt: Et si forte aliquis subditorum Regiæ Majestatis aut dictorum Dominorum Ordinum Generalium emerit, mutatione aut alio quocunque modo sibi acquisiverit ejusmodi navem aut mercimonia, quæ a subdito unius aut alterius capta fuerunt, eo casu dictus subditus tenebitur dictam navem, bona aut mercimonia restituere proprietario sine ulla dilatione & sine ulla compensatione aut refusione pecuniæ, pro dictis rebus soluta aut promissa, modo eorum consilio Regio Majestatis aut dicti domini Ordinibus Generalibus probaverint sese eorum rerum proprietarios esse.

XXII.

XXII.

Item, si dictus Dominus Rex Magnæ Britannie, dñive Domini Ordinis Generales Federati Belgii, ullum Fœdus, Amicitiam, confederationem aut necessitudinem cum alio quovis Regibus, rebus publicis, Principibus aut statibus contrahant, aut paciſcantur, alter una alterum ejusque Dominia in his corumve qualibet comprehendet, si comprehendere voluerit atque de omnibus istius modi amicitie & confederationis Tractatibus alterum certiores reddet.

XXIII

Item, quod si acciderit, ut quando Fœdus, Amicitia, & Societas hæc duraverit ab ullo ex subditis aut incolis alterutrius partis contra hoc fœdus aut ullum ejus membrum, mari, terra, aut aquis dulcibus quicquam fiat aut tentetur, amicitia hæc, fœdus, & societas, inter has Nationes non ideo interruptentur aut infringentur, verum integra nihilominus persistabunt, vimque suam plenam obtinebunt, tantummodo illi ipsi, qui contra fœdus prædictum commiserint, singuli puniantur & nemo alius, justitiaque reddetur & satisfactio dabitur illis omnibus, qui terra, mari, aut aliis aquis contra hoc fœdus quicquam commiserint, ullâ in parte Europæ aut orbis locorum intra fretum Gaditanum, sive in America, vel per Africæ littora, ullive in terra, insulis, æquoribus, æstuariis, sinibus, fluminibus, ullive in locis Caput bonæ Spei intra anni spatium, quam justitia postulabatur, in omnibus autem, ut supra dictum est) ultra prædictum Caput, locis intra menses Octiduum, quæ justitia prædicto modo posceretur. Quod si verò Fœderis ruptores non comparuerint, neque se judicandos submiserint, neque Sacris Arionem dederint intra hoc vel illud spatium temporis pro loci longinquitate modo constitutum, prædicti illi utriusque partis hostes judicabuntur, eorumque bona, facultates, & quicunque redditus publicabuntur plenæque ac justæ Satisfactioni impendenda erunt earum injuriarum, quæ ab ipsis illatæ sunt, ipsique præterea, cum in alterutrius partis potestate fuerint, in pernis obnoxii erunt, quas suo quaque crimine commoverint.

XXIV

Item, quod dicti Domini Reges subditi, quicunque sub ejus ditione fuerint, possint libere tuto ac secure in Federati Belgii Provincias, & singulis suis ditionibus in Europa, perque eas terrâ vel aqua ad ulla in his loca vel ultra eas iterfacere, perque ulla earum Oppida, Præsidia, Munimenta transire, quæ illis in locis Federatorum Provinciarum aut alibi in earum ditionibus in Europa sunt vel erunt, mercaturam in omnibus illis locis facientes, eorumque Negotiatores, Insitores, Famulive, armati sive inermes (armati autem non amplius quadraginta simul) tam sine bonis suis & mercimoniis, quam cum his quocunque ite voluerint. Poterit autem Populus & Incolæ Federatarum Belgii Provinciarum eadem libertate frui in omnibus dicti Domini Regis ditionibus in Europa, dummodo in hujusmodi commercio & mercatura singuli alterutrius Domini legibus & statutis utrumque pereant moremque gerant.

XXV.

XXV.

Item, si Naves Mercatoriarum unius aut alterius subditorum per tempestatem, vel Piratas, vel aliam quamcunque necessitatem portum unius aut alterius Domini intrent, inde securè & liberè recedant cum navibus & mercimoniis, absque aliqua vectigalium aut aliorum jurium solutione, ita tamen, ut onus non distrahant aut dividant, aut venale quicquam proponant, nec molestiæ quælibet aut visitationi subjiciantur, modo nec personas aliquas, nec merces in Navem receperint aut quicquam egerint contra leges, statuta, aut consuetudines ejus loci, ubi portus (uti præmissum est) intraverint.

XXVI.

Item, quod Mercatores, Naucleri, Gubernatores, & Nautæ, alterutrius partis, eorumque Naves, bona aut mercimonia, in terris, portibus, Navium stationibus aut fluminibus alterius non præhendantur, vel sub arresto detinebuntur ex edicto quovis generali aut speciali, sive ad Bellum, sive ad alium quemlibet usum, nisi summa necessitate id cogente, iusta etiam satisfactione ob id data; ita tamen, ut detentionibus & arrestationibus quæ ex jure & legibus alterutrius Domini rectè atque ordine fiant, nihil hinc derogatum sit.

XXVII.

Item, ut mercatores utrinque, eorumque insitiores & famuli, atque etiam Naucleri, aliquæ nautæ tam eundo quam redeundo navibus per maria aliasque aquas, quam in portibus alterutrius aut in terra egressi sui suorumque bonorum defendi causa, omne genus arma, tam offensiva quam defensiva gestant, utanturque, verum ubi ad sua quisque hospitia ac diversoria pervenerint ibi arma sua deponet ac relinquet, donec rursus ad navem se receperit aut eo commercare velit.

XXVIII.

Item, quod Naves prædianæ seu Bellicæ alterutrius partis quæcumque in mari navem aut Naves mercatorias quæ ad alterum vel alterutrius subditos aut incolas pertinerint, quæ eundem cursum tenuerint, idemve iter fecerint, obviam habentes aut assequentes eis præsidio esse, easque defendere tenebuntur, quandiu cursum tenuerint, contra omnes & singulos qui eas vi adorientur.

XXIX.

Item, si qua Navis aut Naves quæ subditorum aut incolarum alterutrius partis aut neutralis alicujus fuerint in alterutrius portibus à quovis tertio capiantur qui ex subditis & incolis alterutrius partis non sit, illi quorum in portu aut ex portu aut quacunque ditione prædictæ Naves captæ fuerint pariter cum altera parte dare operam tenebuntur in prædictis nave vel navibus insequendis & reducendis, suisque Dominis reddendis; verum hoc totum fiet Dominorum impensis, aut eorum quorum id interest.

XXX.

Item, quod Scrutatores, cæterique id genus officiales ex utraque parte ad normam legum alterutrius Domini sese dirigant neque plus imponent exi-

gentve quam per authoritatem sibi commissam & accepta mandata liceant.

XXXI.

Item, si qua injuria alterutro Domino ejusve subditis aut incolis alterius subditis aut incolis illata sit, siue contra ullos hujus Foederis Articulos, siue contra jus commune, uti nullae litterae represaliae, mercæ aut contra-mercæ ab alterutro concedantur, donec justitia prius juxta leges ordinarias postulatur, sin autem illic justitia vel denegetur vel in longum detrahatur tum uti dictus Dominus Rex dictique Domini Ordines Generales aut Delegati ejus Domini, cujus subditi & incolæ injuria affecti sunt, ab altero in quo justitia (uti prædictum est) denegatur aut differtur, aut ab illa potestate quæ hujusmodi postulatu audiendus constituta erit, publicè justitiam postulent, ut omnes hujusmodi lites amice componantur vel ordinario Legum processu terminentur, sin autem mora adhuc interposita erit, neque jus reddetur neque satisfactio dabitur intra tres menses quam hujusmodi postulatio lata fuerit, tum demum uti litteræ Represaliæ, mercæ, vel contra-mercæ concedantur.

XXXII.

Item, conventum est: Si aliquando, quod Omnis Deus Optimus Maximus elementer aversum velit, sopitas similitates inter dictum Dominum Regem, dictosque Dominos Ordines Generales recrudescent, atque in apertum bellum denuo erumpere contingat, ut ex Naves, Merces, ac bona quævis mobilia partis alterutrius quæ in portibus atque in ditione partis adversæ hinc inde hærent atque extare deprehendantur, Fisco nihilominus haud quaquam addicantur, aut ullo incommodo afficiantur: Sed subditis civibusque alterutrius spatium semestris integrum hinc inde concedatur, quo res jam dictas ac aliud quidvis ex facultatibus suis quo visum libitumque fuerit omni sine molestia inde translatum erit.

XXXIII.

Item, quod illi qui specialia Diplomata aut Commissiones ab alterutra parte obtinuerint præquam illa Diplomata accipiant coram eo iudice qui ea ipsis exhibebit sufficientem fiduciariam cautionem interponent per ejusmodi homines, qui respondendo pares sunt, & non ejus Navis loci aut participes, se nullum damnum aut injuriam alterutrius subditis aut incolis illuros.

XXXIV.

Item, conventum & concordatum est quod utriusque partis subditis & incolis ad portus utriusque liber semper sit accessus. in iisque commorari, ac inde rursus recedere liberum ei licitumque erit non solum cum Navibus Mercatoris & oneratis, sed & cum Navibus Bellicis siue ad dictum Dominum regem dictosve Dominos Ordines Generales spectent, siue eorum sint qui specialia Diplomata obtinuerint, siue tempestatis vi aut maris periculo intraverint, siue ut Naves reparent aut commestum coeant, modo octonarium Navium Bellicarum numerum non excedant, si qua sponte intrave-

rint,

rint, nec diutius in portibus aut circa portus hœreant quam ad Navium reparationem coeunda victualia aliave necessitates fuerit necesse, & si major Navium Bellicarum numerus data occasione ad ejusmodi portus velit accideret, eas intrare nequaquam erit licitum, nisi prius impetrata ab eis venia ad quos portus illi prædicti pertinerint, nisi tempestate aut vi aliqua aut necessitate compulsæ fuerint, quo maris pericula effugerent. Quod cum accidit Præfectum ejus loci aut summum Magistratum statim de causa sui adventus certiores faciant, nec diutius ibi hærebunt quam illis à Præfecto aut summo Magistratu permissum erit, nec in his portibus commorantes hostile aliquid aut quicquam in præjudicium eorum molientur.

XXXV.

Item, conventum & conclusum est quod utraque pars verè & firmiter observabit atque executioni mandabit præsentem Tractatum, omniaque & singula in eo contenta & comprehensa, atque eadem alterius subditi & incolis observari & prætari efficaciter curabit.

XXXVI.

Item, ad maiorem cautelam & securitatem Tractatûs hujus & Considerationis à parte dictorum Dominorum Ordinum Generalium Fœderatarum Provinciarum eorumque populi sincerè & bona fide præstanda, conventum & conclusum est, sicut & dicti Domini Ordines Generales his præsentibus conveniunt sequè firmiter obligant & devinciunt, quod omnes & singuli, quos aut quam vel ipsi vel Ordines Provinciarum quocunque demum tempore eligens constituerit aut præficiant Capitaneum Generalem Gubernatorem seu Præsidentem primumve siue Stadtholder, Imperatorem Exercituum seu Militum in terra vel Admirallum seu Prætozem Classium, Navium, Copiarumve marinarum, obligabuntur & devinciuntur huic Tractatum & omnia ejus capitula, juramento confirmare, itaque sanctè & cum juramento spondere, id quantum possint, omnia ea religiose observaturos & executioni, quoad eos spectat, mandaturos, & curaturos, ut ab aliis observentur & executioni mandentur.

XXXVII.

Sub hoc præsentis pacis Tractatu comprehenduntur illi qui ante ratificationem vel intra sex menses post ea ab unâ alteraque parte ex communi consensu nominabuntur, interim tamen quemadmodum partes pacificentes grâtè agnoscunt sincera officia & indefessa studia, quibus Serenissimus Rex Suecæ, interpolatâ sua meditatione, hoc salutare pacificationis opus, divino adjuvante auxilio, ad exitum optatum promovit: ita ad testandum perem affectum communi partium omnium consensu sancitum & conventum est, ut altissime memorata Sacra Regia Majestas Suecæ cum omnibus suis Regnis, Dionibus, Provinciis, ac Juribus huic Tractatu sit inclusa, & præsentis pacificatione omni meliori modo comprehensa.

XXXVIII.

Item, conventum, conclusum, & concordatum est, quod præsentis Tractatus atque omnia & singula in eo contenta & conclusa à Dicto Domino Re-

ge Magnæ Britanniae, dictisque Dominis Ordinibus Generalibus Foederatarum Provinciarum, per patentes utriusque partis litteras sigillo magno munitas debita & authentica forma intra quatuor septimanas proxime insequentes (aut citius si fieri poterit) confirmabuntur & ratihabebuntur, mutuaque instrumenta intra prædictum tempus hinc inde Bredæ extradentur nec non & Tractatus hic & confederatio statim à traditis & permutatis instrumentis forma & loco solitis publicabitur. In quorum omnium & singulorum fidem, majusque robur, Nos prædicti Sacrae Regiae Majestatis Magnæ Britanniae Legati & Plenipotentarii, cum Illustrissimis & Excellentissimis Dominis Legatis extraordinariis & Mediatoribus huic pacis instrumento subscripsimus illudque Sigillis nostris signavimus.

Actum Bredæ trigésimo primo Julii anno millesimo sexcentesimo sexagesimo septimo.

(L. S.) GEORGIUS FLEMMINGH.

(L. S.) HOLLIS.

(L. S.) CHRISTOPHORUS DEL-
PHICUS IN DHONO.

(L. S.) HENRICUS CON-
VENTRY.

ARTICULUS SEPARATUS.

SI forte aliqua tapeta, peristromata aulica, picturae, vel suppellectiles cujuscunque generis vel lapides pretiosi, clenodia, monilia, gemmae, vel alia quaecunque bona mobilia, ad Regem Magnæ Britanniae spectantia penes dictos Ordines Generales aut aliquem subditorum suorum jam nunc sunt aut de futuro reperientur, dicti Domini Ordines promittunt sese nullo modo protecturos possessores aliquorum mobilium ad Dictum Dominum Regem pertinentium, quæ eis auferri poterunt eo modo, ut nulla iniquitate aut iniustitia afficiantur illi, qui gravabuntur illa sua sponte restituere, dictique Ordines promittunt sese modo quam efficacissimo operam duros, ut de plano & summanè in isto negotio procedatur sine ordinaria forma & modo procedendi in Curia usitato & ut iustitia administretur, qua satisfiat dictæ Regiae Majestati quantum fieri poterit, absque læsione alicujus.

Item, quod si qui eorum, qui rei sunt illius nefandi patricidii in Regem Carolum Primum Beatissimæ memoriæ admissi, ac legitime de eodem scelere atincti, condemnati, aut convicti vel jam sunt in Dominis dictorum Ordinum Generalium, vel postea illuc advenient, statim, quam primum dictis Ordinibus Generalibus, vel aliquibus Officiariis suis innoverit, vel relatum fuerit, præhensi in custodiam dentur, & victi in Angliam remittantur, vel in eorum manus tradantur, quos Dicitus Dominus Rex Magnæ Britanniae iis custodiendis domumque reveheris præfecerit. In quorum fidem, & quod præsens Articulus separatus de verbo ad verbum ejusdem tenoris est cum eo, qui 14. die mensis Septembris 1662. apud Whitehal conclusus est eodemque vigore observandus cum is, qui Tractatus principali inserti sunt. Nos prædicti Sacrae Regiae Majestatis Magnæ Britanniae

Legati extraordinarii & Plenipotentiarii illi subscripsimus & sigilla nostra apposuimus. Actum Bredæ trigésimo primo Julii anno millesimo sexcentesimo sexagésimo septimo.

(L. S.) GEORGIUS FLEMMINGH.

(L. S.) CHRISTOPHORUS DEL-
PHICUS IN DHONO.

(L. S.) HOLIER.

(L. S.) HENRICUS CON-
VENTRY.

Cum in Pacis, Unionis, & Confederationis Articulis, qui hodie inter Serenissimum Magnæ Britanniarum Regem, & Cellos ac Præpotentes Dominos Ordines Generales Fœderati Belgii, conclusi sunt, præcipue cautum & provisum sit, ut quanto ocius tunelli omnes & calamitosi Bellorum effectus cessent, desiderata autem & omnium votis expetita pax in omnibus utriusque partis Regnis & Ditionibus omnibusque earum subditis & incolis restituatur, & pro inde temporis & Negotiorum ratio non permiserit, æqua lance & ad amissam omnia & singula ponderare & ad æquare, quæ circa prædictos Articulos animadvertenda & consideranda fuerant; circa eos præsertim, qui ad liberæ Navigationis liberi que Commerci statuta pertinent, & verendum tamen sit ne in novas alterationes, novaque dissidia utriusque partis incolæ & subditi reincidant, & inde similitates jam sopitæ recrudescent, si non certis quibusdam legibus circa ea quæ Navigationem & Commerci usum concernunt coercerentur; ita inter prædictas alie memoratas partes mediantibus, amittentibus, & operam suam Conferentibus iisdem, qui in Tractatu principali Dominis Serenissimæ Regiæ Majestatis Succiæ extra ordinem Legati & ad Tractatus pacis mediatoribus, separatis hisce Articulis porro conventum & sancitum est.

I

Imprimis, ut omnia ejusmodi Edicta ac Senatus Consulta quæ ratione hujus Belli una part in præjudicium alterius contra libertatem Navigationis & Commerci promulgavit, hinc inde abrogentur.

II.

Secundo, ut ad elucidationem ejus Edicti quod à parte Magnæ Britanniarum Regis anno millesimo sexcentesimo sexagésimo, promulgatum fuit, ei genti excitandæ & iuvandæ ad rem Navalem promovendam pro peregrinis alias in Angliam merces invehere prohibentur, quam quæ in propriis unius cujusque terris enascæ aut manuum opera elaboratæ sunt, licitum sit Dominis Ordinibus Generalibus eorumque subditis suis navigis in Angliam præterea etiam adire omnia ejusmodi Mercimonia, quæ in Germania interiore vel superiore producta, enata, aut manibus elaborata, non nisi per territoria ac ditionis Uniti Belgii vel per Terram vel Flumina ad portus maritimos plerumque commodius & usitatus subrehi solent, inde per Mare transportentur.

III

Tertio, cum jam pridem insisteret Magnæ Britanniarum Rex, ut in certam

commodamque normam merces & mercaturæ hinc inde redigantur, Domini autem Ordines Generales in eum etiam scopum semper collimarint, ut certis quibusque perpetuoque observandis legibus eadem circumscribantur, & tamen ea res prolixioris videatur esse laboris, quam ut confectum ad utriusque partis nutum absolvatur, in opportuniorem occasionem hoc negotium, ita differre utrumque placuit, ut Commissarii quanto ocius fieri poterit, post conclusam hanc pacem, utrumque conveniant, qui super designandis & certo limite circumscribendis mercimoniorum speciebus, navigationisque legibus aliquid certi statuunt, novisque & mutuis conventionis tabulis designent. Ne tamen interea in suspensio hæreant & in ambiguo teneantur utriusque partis incolæ & subditi, incerti quas mercimoni species in modum aut formam Bellici apparatus vel suppetiarum, aut sub titulo aut prætextu Commerciorum hosti partis alterutrius subvehere aut subministrare aut licitum aut vetitum sit: Itidem conventum & sancitum est, ut ille Navigationis & Commerciorum Tractatus, qui Dominus Ordinibus Generalibus cum Rege Christianissimo intercedit, incipiendo ab Article vigesimo sexto ad Articulum usque quadragesimum secundum inclusivè, eo modo & tenore, quo Gallico idiomate inserti sequuntur, provisionaliter pro regula & norma sit, & ad uberio-rem de Commerciis Maritimis Tractatum, intra præmemoratas partes perficiendum viam sternat.

Sequuntur prædicti Articuli.

XXVI.

Tous les Sujets & Habitans de France pourront en toute sûreté & liberté naviger & trafiquer dans tous les Royaumes, Pais, & Etats, qui sont ou seront en Paix, Amitié, ou Neutralité avec la France, sans qu'ils puissent être troublés ou inquiétés dans cette liberté par les Navires, Galleres, Frégattes, Barques, ou autres Batimens de Mer, appartenans auxdits Seigneurs Etats ou aucuns de leurs Sujets, à l'occasion des hostilités, qui pourroient se rencontrer ci-après entre lefdits Seigneurs Etats Généraux, & les fudits Royaumes, Pais, & Etats, ou aucun d'iceux qui sont ou seront en Paix, Amitié, ou Neutralité avec la France.

XXVII.

Ce transport & trafic s'étendra à toutes sortes de Marchandises, à l'exception de celles de Contrebande.

XXVIII.

En ce genre de Marchandises de Contrebande, s'entend seulement être compris toute sorte d'armes à feu & autres assortimens d'icelles, comme Canons, Mousquets, Mortiers, Petards, Bombes, Grenades, Saucisses, Cercles Poissés, Affuts, Fourchettes, Bandolieres, Poudre, Mèche, Salpêtre, Balles, Piques, Epées, Morions, Casques, Cuirasses, Hallebardes, Javelines, Chevaux, Selles de Cheval, Foudreaux de Pistolets, Baudriers, & autres assortimens servants à l'usage de la guerre.

XXXIX

Ne seront compris, dans ce genre de Marchandises de Contrebandes, les Fromens, Bleds, & autres Grains, Legumes, Huilles, Vins, Sel, ni généralement tout ce qui appartient à la nourriture & sustentation de la vie, mais demeureront libres, comme autres Marchandises & Denrées non comprises en l'Article précédent, & en sera le transport permis, même aux lieux ennemis desdits Seigneurs Etats, sauf aux Villes & Places assiégées, bloquées, ou investies.

XXX.

Pour l'exécution de ce que dessus, il a été accordé qu'elle se fera en la manière suivante, que les Navires & Barques avec les Marchandises des Sujets de Sa Majesté étant entrés en quelque Havres desdits Seigneurs Etats, & voulant de-là passer en ceux desdits Ennemis, seront obligés seulement de montrer aux Officiers du Havre desdits Seigneurs Etats, d'où ils partiront, leurs Passeports, contenant la specification de la charge de leurs Navires, attestés & marqués du Seel & Seing ordinaire & reconnu des Officiers de l'Amirauté des lieux, d'où ils seront premierement partis, avec la Déclaration du lieu où ils seront destinés, le tout en forme ordinaire & accoutumée après laquelle exhibition de leurs Passeports en la forme susdite, ils ne pourront être inquiétés ni recherchés, detenus, ni retardés en leurs Voyages, sous quelque prétexte que ce soit.

XXXI.

Il en sera usé de même à l'égard des Navires & Barques Françoises, qui iront dans quelques Rades des terres de l'Obeissance desdits Seigneurs Etats, sans vouloir entrer dans les Havres, ou y entrant sans vouloir toutefois débarquer & rompre leurs charges, lesquels ne pourront être obligés de rendre compte de leur cargaison, qu'au cas qu'il y eut soupçon qu'ils portassent aux Ennemis desdits Seigneurs Etats des Marchandises de Contrebande, comme il a été dit ci-dessus.

XXXII.

Et au dit cas de soupçon apparent, lesdits Sujets de Sa Majesté seront obligés de montrer dans les Ports leurs Passeports, en la forme ci-dessus spécifiée.

XXXIII.

Que s'ils étoient entrés dans les Rades, ou étoient rencontrés en pleine Mer par quelques Navires desdits Seigneurs Etats, ou d'Armateurs particuliers leurs Sujets, lesdits Navires des Provinces-Unies, pour éviter tout desordre, n'approcheront pas plus près des François que de la portée du Canon, & pourront envoyer leur petite Barque ou Chaloupe au bord des Navires ou Barques Françoises, & faire entrer dedans deux ou trois hommes seulement, à qui seront montrés les Passeports & Lettres de Mer par le Maître ou Patron du Navire François, en la manière ci-dessus spécifiée selon le Formulaire desdites Lettres de Mer, qui sera inséré à la fin de ce Traité, par lesquels Passeports & Lettres de Mer il puisse paroître, nonseulement de la charge,
mais

mais aussi du lieu de la demeure & résidence, tant du Maître & Patron, que du Navire même, afin que par ces deux moyens on puisse connoître s'ils portent des Marchandises de Contrebande, & qu'ils s'aparoissent suffisamment tant de la qualité dudit Navire, que de son Maître & Patron, auxquels Passeports & Lettres de Mer se devra donner entière foy & créance, & afin que l'on connoisse mieux leur validité, & qu'elles ne puissent en aucune manière être falsifiées & contrefaites, seront données certaines marques & contre-seins de ladite Majesté & deldits Seigneurs Etats Généraux.

XXXIV

Et au cas que dans lesdits Vaisseaux & Barques Françoises destinés vers les Havres des Ennemis desdits Seigneurs Etats, se trouve par les moyens susdits quelques Marchandises & Denrées de celles qui sont ci-dessus déclarées de Contrebande & deffendues, elles seront déchargées, dénoncées, & confiscuées par devant les Juges de l'Amirauté des Provinces Unies, ou autres competans, sans que pour cela le Navire & Barque ou autres Biens, Marchandises, & Denrées libres & permises retrouvées au même Navire, puissent être en aucune façon saisis ni confiscuées.

XXXV.

Il a été en outre accordé & convenu, que tout ce qui se trouvera chargé par les Sujets de Sa Majesté en un Navire des Ennemis desdits Seigneurs Etats, bien que ce ne fut Marchandise de Contrebande, sera confiscuée avec tout ce qui se trouvera audit Navire sans exception ni réserve; mais d'ailleurs aussi sera libre & affranchi tout ce qui sera & se trouvera dans les Navires appartenans aux Sujets du Roy Très-Christien, encore que la charge ou partie d'icelle fut Ennemis desdits Seigneurs Etats, sauf les Marchandises de Contrebande, au regard des quelles on se reglera selon ce qui a été disposé aux Articles précédens

XXXVI.

Tous les Sujets & Habitans desdites Provinces Unies jouiront reciproquement des mêmes droits, libertés, & exceptions en leur Trafic & Commerce dans les Ports, Rades, Mers, & Etats de la dite Majesté, ce que vient d'être dit que les Sujets de ladite Majesté jouiront en ceux desdits Seigneurs Etats & en haute Mer, se devant entendre que l'égalité sera reciproque en toute maniere de part & d'autre, & même en cas que ci-après lesdits Seigneurs Etats fussent en Paix, Amitié, & Neutralité avec aucuns Rois, Princes, & Ecs, qui devinssent Ennemis de ladite Majesté, chacun des deux partis devant user reciproquement des mêmes conditions & restrictions exprimées aux Articles du présent Traité, qui regardent le Trafic & le Commerce

XXXVII

Et pour assurer davantage les Sujets desdits Seigneurs Etats, qu'il ne leur sera fait aucune violence par lesdits Vaisseaux de guerre, sera fait défense à tous Capitaines des Vaisseaux du Roy & autres Sujets de Sa Majesté, de ne les molester ni endommager en aucune chose que ce soit, sous peine d'être punis & tenus en leur personnes, & biens, des dommages & intérêts soufferts jusqu'à la due restitution & réparation.

XXXVIII.

XXXVII.

Et pour cette cause seront dorénavant les Capitaines & Armateurs obligés, chacun d'eux avant leur partement, de bailler caution bonne & solvable, par devant les Juges compétens, de la somme de quinze mille livres tournois, pour répondre chacun d'eux solidairement des malversations qu'ils pourroient commettre en leurs courses, & pour les contraventions de leurs Capitaines & Officiers au présent Traité & aux Ordonnances & Edicts de Sa Majesté, qui seront publiés en vertu & conformément à la disposition d'iceux, à peine de déchéance & nullité desdites Commissions & Congés, ce qui sera pareillement pratiqué par les Sujets desdits Seigneurs Etats Généraux.

XXXIX.

S'il arrivoit qu'aucun desdits Capitaines François fit prise d'un Vaisseau, chargé desdites Marchandises de Contrebande, comme dit est, ne pourront lesdits Capitaines faire ouvrir ni rompre les Coffres, Malles, Balles, Bonnettes, Tonneaux, ou autres Cassettes, ou les transporter, vendre, ou échanger & autrement aliéner, qu'elle n'ayent été descendues en terre en la présence des Juges de l'Amirauté, & après inventaire par eux fait desdites Marchandises, trouvées dans lesdits Vaisseaux, si ce n'est que les Marchandises de Contrebande ne faisant qu'une partie de la charge, le Maître ou Patron du Navire trouva bon & agréa de livrer lesdites Marchandises de Contrebande au dit Capitaine, & de poursuivre son voyage, auquel cas ledit Maître ou Patron ne pourra nullement être empêché de poursuivre sa route & le dessein de son voyage.

XL.

Sa Majesté voulant que les Sujets desdits Seigneurs Etats Généraux, soient traités dans tous les Pais de son obéissance, aussi favorablement que ses propres Sujets, donnera tous les ordres nécessaires pour faire que les jugemens & arrêts, qui seront rendus sur les prises qui auront été faites à la Mer, soient donnés avec toute justice & équité, par personnes non suspectes ni intéressées au fait dont sera question; & donnera Sa Majesté des Ordres précis & efficaces, afin que tous les arrêts, jugemens, & ordres de justice déjà donnés & à donner soient promptement & dûment exécutés selon leurs formes.

XLI.

Et lorsque les Ambassadeurs desdits Seigneurs Etats Généraux, ou quelqu'autre de leurs Ministres publics, qui seront à la Cour de Sa Majesté, feront plaintes desdits jugemens qui auront été rendus, Sa Majesté fera revoir lesdits jugemens en son Conseil, pour examiner si les ordres & précautions contenues au Traité auront été suivies & observées, & pour y faire pourvoir selon la raison; ce qui sera fait dans le tems de trois Mois au plus, & néanmoins avant le premier jugement ou après icelui pendant la révision, les Biens & Effets qui seront réclamés ne pourront être vendus ni déchargés, si ce n'est du consentement des parties intéressées pour éviter le déperissement desdites Marchandises,

XLII.

Quand Procès sera émeu en premiere ou seconde instance, entre ceux qui auront fait des prises de Mer & les interressés en icelles, & que lesdits interressés viendront à obtenir un jugement ou arrêt favorable, ledit jugement ou arrêt aura son exécution sous caution, nonobstant l'apel de celui qui aura fait la prise, mais non au contraire, & ce qui est dit au present Article & aux précédens pour faire rendre bonne & brieve justice aux Supers des Provinces Unies, sur les prises faites à la Mer, par les Sujets de Sa Majesté, sera entendu & pratiqué par les Seigneurs Etats Généraux. à l'égard des prises faites par leurs Sujets sur ceux de Sa Majesté.

IV.

Item, conventum est, quod supra scripti separati Articuli, & singula in iis contenta & conclusa à Dicto Domino Rege Magnæ Britanniar, Dictisque Dominis Ordinibus Generalibus Federatarum Provinciarum, per patentes utriusque partis litteras, Sigillo Magno munitas debita & authentica forma intra quatuor septimanas proximè sequentes (aut citius, si fieri poterit) confirmabuntur & ratihabebuntur, mutuaque Instrumenta intra prædictum tempus hinc inde Bredæ extradentur nec non à traditis & permutatis Instrumentis, forma & loco solitis publicabuntur. In quorum omnium & singulorum fidem majusque robur, nos prædicti Sacræ Regiæ Majestatis Magnæ Britanniar Legati extraordinarii & Plenipotentarii cum Illustrissimis & Excellentissimis Dominis Legatis extraordinariis & Mediatoribus hîsce separatim Articulis subscripsimus, illosque Sigillis nostris signavimus. Actum Bredæ 31. Julii Anno 1667.

(L. S.) GEORGIUS FLEMMINGH.

(L. S.) HOLLES.

(L. S.) CHRISTOPHORUS DEL-
PHICUS IN DHONA.

(L. S.) HENRICUS CON-
VENTRY.

Formulaire des Passeports & Lettres qui se doivent donner dans l'Amirauté de France, aux Navires & Barques qui en sortiront suivant l'Article du présent Traité.

CÆsar, Duc de Vendôme, Pair & Grand-Maître, Chef & Surintendant de la Navigation & Commerce, à tous ceux qui ces présentes Lettres verront, Salut. Sçavoir faisons, que nous avons donné congé & permission à . . . Maître & Conducteur du Navire, nommé . . . de la ville de . . . du port de . . . Tonneaux ou environ, étant de présent au port & Havre de . . . de s'en aller à . . . chargé de . . . après que Visitation aura été faite de son Navire: avant que partir, fera serment devant les Officiers, qui exercent la Jurisdiction de causes Maritimes, com-

comme ledit Vaisseau appartient à un ou plusieurs des Sujets de Sa Majesté dont il sera mis Acte au bas des présens, comme aussi de garder, & faire garder, par ceux de son Equipage, les Ordonnances & Reglemens de la Marine, & mettra au Greffe le Role signé & certifié, contenant les noms & surnoms, la naissance & demeure, des hommes de son equipage & de tous ceux qui s'embarqueront, les quels ils ne pourra embarquer sans le sçu & permission des Officiers de la Marine, & en chacun Port ou Havre où il entrera avec son Navire fera apparoir aux Officiers & Juges de la Marine du présent congé, & leur fera fidele raport de ce qui se sera fait & passé durant son Voyage & portera les pavillons, armes, & enseignes du Roy & les notres durant son voyage; en temoin dequoi nous avons fait apposer notre Seing, & le Seel de nos Armes à ces présentes, & icelles fait contresigner par notre Secretaire de la Marine à le jour de mil six cent. Signé, *Cesar de Vendôme*. Et plus bas, par Monsieur *Marbais*, & cacheté du Seel des Armes dudit Seigneur Amiral.

Formulaire de l'Acte contenant le Serment.

Nous de l'Amirauté de certifions que Maître du Navire, nommé au Passeport ci-dessus, a prêté le serment mentionné en icelui. Fait à la le jour de mil six cent &c.

L'autre Formulaire des Lettres qui se doivent donner par les Villes & Ports de Mer des Provinces-Unies aux Navires & Barques qui en sortiront suivant l'Article susdit.

Aux Sérénissimes, Très Illustres, Très Puissans, Très Nobles, Honorables, & Prudens, Seigneurs, Empereurs, Rois, Republiques, Princes, Ducs, Comtes, Barons, Seigneurs, Bourguemaîtres, Eschevins, Conseillers, Juges, Officiers, Justiciers, & Regens de toutes bonnes Villes & Places, tant Ecclesiastiques que Seculiers, lesquels ces présentes verront, ou liront. Nous Bourguemaîtres & Regens de la Ville de Sçavoir faisons, que Maître du Navire comparant devant nous, a déclaré le serment solennel, que le Navire nommé grand environ Lastes, sur lequel maintenant il est le Maître, appartient aux Inhabitans des Provinces-Unies, ainsi Dieu le vouloir aider. Et comme volontiers nous verrions ledit Maître de Navire aidé dans ses justes affaires, Nous vous requerrons tous en général & en particulier, où le susdit Maître avec son Navire & Denrées arrivera, qu'il leur plaise de le recevoir benignement, & traiter duement, le souffrant sur les Droits accoutumés des Péages & fraix dans, par, & auprès vos Ports, Rivières, & Domaines, le laissant naviguer, passer, fré-

quenter & négocier, là où il trouvera à propos. Ce que volontiers nous reconnaitrons. En unum de quoy nous y avons fait apuser le Sceau de notre Ville, &c.

*Sequitur Tenor Commissionis ex parte Serenissimi Domini Regis
Majestatis Britanniae.*

CAROLUS Secundus, Dei gratia Magnus Britanniae, Franciae, & Hiberniae Rex, Fidei Defensor &c. Omnibus & singulis hasce litteras inspecturis, Salutem. Cum differentis quibundam inter nos, & Celios ac Praeprerentes Dominos Ordines Generales Foederati Belgii, pridem exortis, Bellum inde exarsit, quod jam ultra biennium scribis amari & magno utrinque dispendio gestum est, cumque Serenissimus ac Potentissimus Rex Sueciae communi amico, suam in hac parte mediationem obtulerit (quam plurimum apud nos valuit) ac dicti etiam Ordines Generales a nobis tandem petierint, ut idoneos, ex parte nostra Ministros ad locum aliquem commodum & opportunum mitteremus, qui cum ipsorum Commissariis ac Deputatis adjunctis etiam Serenissimorum ac Potentissimorum Principum Regis Christianissimi Regumque Daniae Ministris congressu habito iidem differentias componendis, bello extinguendo ac paci demum restituendae operam darent. Nos qui ad arma capescenda invitè ad modum pertracti sumus & controversias quaecunque rationis arbitrio quam hostili contentione terminare semper maluimus, hinc Ordinum Generalium desiderio & propositione de Pacis Tractatu protinus intundo libenter annuimus, cumque in finem vires praestantes & ad hujusmodi Negotium aptos perquam fidelem ac dilectum Consiliarium nostrum *Druzi Hauer*, Baronem de *Heid*, & dictum nobis ac fidelem *Henricum Carverius*, Honoratissimi *Thomae* Baronis *Conventry*, Magni Angliae Sigilli quondam custodi, Virum, nobis a cubiculis intimis, in supremo Angliae Consilio sive Parlamento Senatorum & in Hyberniae Regno ad res agrarias judicandas Commissarium, Legatos nostros extraordinarios elegimus. Qui cum praedictorum Regum atque Ordinum Generalium Commissariis ac Deputatis congressu de praedicta pace tractent, conveniant, & concludant.

Sciatis igitur quod Nos prudentiam, integritatem, fidem, & industriam dictorum Legatorum nostrorum extraordinariorum saepius experti, iidemque ipsorum virtutibus plurimum confisi, ipsos veros & indubitatos Commissarios, Procuratores, ac Plenipotentarios nostros fecimus ordinavimus ac deputavimus ac per praesentes facimus, ordinamus, deputamus. Dantes eisdem & constantem plenam & omnimodam potestatem atque auctoritatem, pariter & mandatum generale & speciale, nomine nostro cum praefatis Ordinibus Generalibus ipsorumque ac praefato um Regum respective Commissariis, Deputatis, ac Procuratoribus ad hoc sufficientem potestatem habentibus de & super differentias praedictas tollendis, & pace inter Nos & Partes Res-

pectis.

spécifiquement utilissimis, & maximè convenientibus Articulis & Conditionibus restituenda ac stabilienda, communicandi, tractandi, conveniendi, & concludendi, cæteraque omnia faciendi, quæ ad prædictum finem faciant & conducant, atque super iis Articulis, Litteras, & Instrumenta necessaria conficiendi, & ab alteris respectivè partibus petendi & recipiendi, denique omnia ea, quæ ad præmissa vel circa eadem erunt necessaria & opportuna expediendi. Promittentes bona fide, & in verbo Regio, Nos omnia & singula, quæ inter dictos Legatos nostros extraordinarios atque Ordines Generales, ipsorumque ac prælatorum Regum Procuratores, Deputatos, aut Commissarios respectivè in præmissis seu præmissorum aliquo erunt facta, pacta, & conclusa, rata, grata, & firma habituros, nec unquam contra ipsorum aliquid aut aliqua contraventuros. Qui potius quidquid nomine nostro commissum fuerit, sanctè & inviolabiliter observaturos & observari curaturos. In cujus rei testimonium, hæc litteras fieri manuque nostra signatas Magnæ Angliæ Sigillo communiri fecimus. Quæ dabantur apud West-Monasterium, decimo quinto die mensis Aprilis anno Domini millesimo Sexcentesimo Sexagesimo Septimo, Regniq[ue] nostri decimo nono, Signatum erat.

CAROLUS R.

Sequitur tenor Commissionum ex parte Dominorum Ordinum Generalium.

LES Etats Généraux des Provinces-Unies des Pais-Bas, à tous ceux, qui ces présentes Lettres verront, Salut. Comme devant la guerre qui se fait depuis quelque tems entre l'Angleterre & cet Etat, nous avons toujours temoigné, que nous n'y étions entraînez, qu'avec repugnance, aussi désirons nous faire connoître à toute la Chrétienteté le Zele ardent avec lequel nous nous portons à la paix dès que l'occasion s'en présente. C'est pourquoi le Sérénissime Roy de la Grande-Bretagne nous ayant fait sçavoir qu'il enverroit au premier jour dans la Ville de Breda ses Ambassadeurs Plenipotentiaires, pour y traiter la paix avec cet Etat & avec ses Alliés, Nous avons bien voulu de notre côté contribuer à une si sainte résolution, voulans bien apporter ce que l'on peut désirer de Nous en cette occurrence. Nous avons jugé nécessaire de commettre pour la Négociation de ce Traité de paix des personnes du Corps de notre Assemblée, dont la suffisance & le mérite aussi bien que l'affection pour le bien de l'Etat sont en la dernière preuve & que Nous ne pouvions pas faire un plus digne choix, que des personnes des Sieurs *Hierôme de Beveningh, &c. Pierre de Hubert, Seigneur de Rengers-Kerck, Everliwaert à Bug & Haemstede, Conseiller Pensionnaire de la Province de Zelande, & Alard Pierre de Jonghstal, Premier Conseiller Président en la Cour de Justice de Frise, Députés en notre Assemblée de la part des Pro-*

vinces de Hollande, Zelande, & Frise, qui en plusieurs autres emplois très-importans ont donné des preuves de leur fidélité, & de leur adresse au manement des affaires publiques. A ces causes & autres à ce Nous mouvantes, Nous avons donné & donnons par ces présentes auxdits Sieurs de *Beverunght*, de *Hubert*, & de *Jonghesal*, & à aucuns d'entr'eux, si par maladie ou par d'autres empêchemens ils ne pouvoient tous être présens audit Traité, plein-pouvoir, autorité, pouvoir, & mandement special de conferer, negocier, & traiter en Nôtre Nom en qualité des Députés Plénipotentiaires, conjointement & de concert avec les Ministres des Rois Alliés de cet Etat, avec les Ambassadeurs extraordinaires dudit Seigneur Roy de la Grande-Bretagne, munis de pouvoirs suffisans, ladite paix, aux conditions les plus utiles & avantageuses au bien de cet Etat, d'en convenir, les résoudre, arrêter, conclure, & signer le Traité, & d'en passer les actes & instrumens en bonne & due forme, & de faire généralement tout ce que Nous pourrions faire, si Nous étions présens, quand même pour cela il seroit besoin de mandement plus special. Promettans en sincérité & de bonne foi d'avoir pour agréable, ferme & stable tout ce que par lesdits Sieurs Nos Députés Plénipotentiaires aura ainsi été négocié, promis, accorde, & signé en ladite qualité, pour l'observer, accomplir, & exécuter inviolablement en tous ses points, sans jamais aller au contraire directement ou indirectement en quelque manière que ce puisse être, de l'agréer, & ratifier en la meilleure forme que faire se pourra, & d'en faire expédier & délivrer nos Lettres de Ratification dans le tems & en la forme que se trouveront exprimés par ledit Traité.

Donné à la Haye en nôtre Assemblée, sous nôtre grand Sceau, & sous le Seing & Paraphe ordinaire de nôtre Greffier, le cinquième jour de May, l'an 1667. *J. v. Rugerberg*, " par Ordonnance desdits Seigneurs Etats Généraux.

N. Ruyssch.

Les Etats Généraux des Provinces-Unies des Pais-Bas, à tous ceux, qui ces présentes Lettres verront, Salut. Pour répondre au desir que le Sérénissime Roy de la Grande-Bretagne Nous remouyna il y a quelque tems, de vouloir faire cesser l'effusion de sang de Sang Chrétien qui se repand depuis quelques années, & de finir cette guerre par une bonne Paix, Nous, afin de ne retarder point une œuvre si Sainte & Chrétienne, nommâmes dès le premier jour du mois de May dernier, les Sieurs de *Beverunght*, de *Hubert*, & de *Jonghesal*, pour en notre nom en qualité des Députés Plénipotentiaires aller dans la Ville de Breda, y conferer, negocier, & traiter conjointement & de concert avec les Ministres des Rois Alliés de cet Etat, avec les Ambassadeurs extraordinaires dudit Seigneur Roi de la Grande-Bretagne, en attendant que nous pussions nommer à loisir un plus grand nombre de Députés pour se trouver à l'Assemblée de la dite Ville de Breda & d'autant que par la bonté de Dieu, & par la prudente & sage conduite de Nos dits Députés Plénipotentiaires & desdits Ministres des Rois Alliés de cet Etat,

leur

leur Négociation se trouve tellement avancée, que Nous ne pouvons plus douter de la conclusion du Traité,

Nous, pour rendre la Signature plus solennelle, & pour faciliter autant qu'en nous est ce qui peut être n'est pas encore ajusté, avons nommés & députés, nommons & députons, par les présentes les Sieurs *Adolph Henry de Ripperda à Buirse*, Seigneur de Heer-Jans-Dam, . . . *Jean de S. bruck*, Bourguemaitre de la Ville de Deventer, & *Lodolfe Tiarda de Sterkenburg*, Sieur de Weede, Surdyck, & Nienclooster, tous Députés Ordinaires en notre Assemblée de la part des Provinces de Gueldre, . . . & de la Ville de Groninge, & Pais circonvoisin respectivement, auxquels & à aucuns d'entr'eux si par la maladie, ou par d'autres empêchemens, ils ne pouvoient pas tous être présens, Nous avons donné & donnons Pleinpouvoir, Autorité, & Mandement spécial de traiter en Notre nom en qualité de Députés Plénipotentiaires conjointement avec lesdits Sieurs de *Brerwink*, de *Hubert*, & de *Jongesthal*, & avec les Ministres desdits Seigneurs Nos Alliés de cet Etat, la dite Paix, aux Conditions les plus utiles & avantageuses au bien de cet Etat, avec les Ambassadeurs extraordinaires dudit Seigneur Roy de la Grande-Bretagne, d'ajuster, régler, résoudre, arrêter, conclure, & signer le Traité, & d'en passer les Actes & Instrumens en due forme, & de faire généralement tout ce que nous pourrions faire, si nous y étions présens, quand même sur cela il seroit besoin d'un mandement plus spécial. Promettant en sincérité, & de bonne foi, d'avoir pour agréable, ferme, & stable, tout ce qui par lesdits Sieurs *Ripperda à Buirse* & *Sterkenburg*, conjointement avec lesdits Sieurs de *Brerwink*, de *Hubert*, & de *Jongesthal*, aura été ainsi négocié, promis, accordé, & signé en la dite qualité, pour l'observer, accomplir, & exécuter inviolablement & ponctuellement en tous ses points, sans jamais aller au contraire, directement ni indirectement, en quelque manière, que ce puisse être, de l'agréer & ratifier en la meilleure forme que faire se pourra, & d'en faire expédier & délivrer Nos Lettres de Ratification, dans le tems & en la forme, qui se trouveront exprimés par ledit Traité.

Donné à la Haye en notre Assemblée, sous notre grand Sceau & sous le Seing & Paraphe ordinaire de notre Greffier, le vingt-huitième jour de Juillet l'an mil six cent soixante sept. *J. van Gent*, " par Ordonnance desdits Seigneurs Etats Généraux.

N. R U Y S E N.

*Sequuntur Instrumenta Ratificationis Domini Regis Magnae
Britanniae.*

CAROLUS, Dei gratia Magnae Britanniae, Franciae, & Hiberniae Rex, Fidei Defensor, &c. omnibus presentes Litteras inspecturus, Salutem. Cum in vim facultatum & mandatorum respectivè datorum, tam à Nobis, quam à Dominis Ordinibus Generalibus Fœderati Belgii, Legatis nostris extraordinariis

D^o.

Dominis Baroni Holles & Conventrye, & Deputatis Plenipotentiaris Dictorum Ordinum Generalium Dominis *Adolphe Henrico de Rupperda, Hieronimo van Beverningk, Petro de Huybert, Alardo Petro Jongestai, & Ludolpho Tiarde de Sterckenborgh*, ipsi vigesima prima die mensis Julii, stylo veteri, stylo autem novo trigesima prima ejusdem mensis anni presentis, Tractatum pacis & reconciliationis Brædæ concluderint & subscripserint modo & tenore præcedenti.

Nos Pactum Fœdusque illud, singulosque Articulos in eo comprehensos gratos acceptosque habentes eos tam Nostro, quam Hæredum Successorum Regnorum, Regionum, Terrarum, Ditionum, Subditorum nostrorum nomine approbavimus, confirmavimus, acceptos gratosque habemus, totumque fide & jure-jurando Regio sub obligatione & hypotheca omnium & singulorum nostrorum Bonorum tam præsentium quam futurorum, nos servaturos & impleturos pollicemur, nec unquam quidquam contra facturos nec attentaturos directè nec indirectè aut alio quovis modo. In cujus rei fidem præsentem propria manu subscripsimus, easque Magno Angliæ Sigillo muniri jussimus. Datum apud West-Monasterium vigesimo nono die mensis Julii, stylo veteri, stylo autem novo octavo die mensis Augusti, anno reparatæ salutis millesimo sexcentesimo sexagesimo septimo, Nostri vero Regni decimo nono.

Signatum.

CAROLUS R.

GUIL. MORICK.

CAROLUS, Dei Gratia Magnæ Britanniæ, Franciæ, & Hiberniæ Rex, Fidei Defensor, &c omnibus præsentem Litteras inspecturis, Salutem. Cum in vim facultatum & mandatorum respective datorum tam à Nobis, quam à Dominis Ordinibus Generalibus Fœderati Belgii, Legatis nostris extraordinariis Dominis Baroni *Holles & Conventrye*, & Deputatis Plenipotentiaris dictorum Ordinum Generalium Dominis *Adolphe Henrico de Rupperda, Hieronimo van Beverningk, Petro de Huybert, Alardo Petro Jongestai, & Ludolpho Tiarde de Sterckenborgh*, ipsi vigesima prima die mensis Julii stylo veteri, stylo autem novo trigesima prima ejusdem mensis anni presentis, præcedentem Articulum Separatum Brædæ concluderint & subscripserint.

Nos dictum Articulum Separatum gratum acceptumque habentes, eum tam Nostro, quam Hæredum, Successorum, Regnorum, Regionum, Terrarum, Ditionum, Subditorum nostrorum nomine approbavimus, confirmavimus, acceptum gratumque habemus. In cujus rei fidem præsentem propria manu subscripsimus, easque Magno Angliæ Sigillo muniri jussimus. Datum apud West-Monasterium vigesimo nono die mensis Julii, stylo veteri, stylo autem novo octavo die mensis Augusti, anno reparatæ salutis mil-

millesimo sexcentesimo sexagesimo septimo. Nostri vero Regni decimo nono.

Signatum

CAROLUS R.

GUIL. MORICH.

CAROLUS, Dei gratia Magnæ Britanniae, Franciæ, & Hiberniæ Rex, Fidei Defensor, &c. omnibus presentes Litteras inspecturis, Salutem. Cum in vim facultatum ac mandatorum respectivè datorum tam à nobis quam à Dominis Ordinibus Generalibus Fœderati Belgii Dominis Baroni *Hollas Et Conventrye*, Legatis nostris extraordinariis, & Dominis *Adolpho Henrico de Ripperda a Buisse*, *Hieronymo van Beverningk*, *Petro de Huybert*, *Alardo Petro Jongestael*, & *Ludolpho Tiarda de Sterckenberg*, dictorum Dominorum Ordinum Generalium Deputatis Plenipotentiaris, ipsi trigesima prima die mensis Julii stylo novo, stylo autem veteri vigesima prima ejusdem mensis Anni præsentis Tractatum Pacis & Reconciliationis Brædæ concluderint & subscripterint, modo & tenore præcedenti.

Nos Pactum Fœdusque illud singulosque Articulos, in eo comprehensos gratos acceptosque habentes, eos tam nostro, quam Hæredum nostrorum nomine approbavimus confirmavimus, acceptosque ratos habemus, totumque fide & jure jurando Regio sub obligatione & hypotheca omnium & singulorum nostrorum bonorum tam præsentium, nec unquam quidquam contra facturos nec attenturos directè nec indirectè aut alio quovis modo. In cujus rei fidem præsentem propria manu subscripsimus, easque Magno Angliæ Sigillo munari jussimus. Datum apud West-Monasterium octavo die mensis Augusti stylo novo, stylo autem veteri vigesimo nono mensis Julii, anno reparatæ salutis millesimo sexcentesimo septimo. Nostri vero Regni decimo nono

Signatum

CAROLUS R.

GUIL. MORICH.

Sequitur Instrumentum Ratificationis Dominorum Ordinum Generalium.

Ordines Generales Fœderati Belgii, constare volumus omnibus & singulis, quorum interest, aut quo modo interesse poterit. Quoniam post Belli adeò cruenti incendium, quod aliquot retro annis inter Coronatam Angliamque hunc Statum, tantopere flagravat, justo desiderio ac propensâ voluntate moti sumus ad extinguendum illud Bellum, cum Serenissimo &

Potentissimo Principes Domino, Domino CAROLO Magno Britanniarum & Hiberniarum Rege, contrahere sinceram pacem & mire strictam, firmam, amicitiamque Amicitiam, Unionem, & Confederationem, pro defendenda & conservanda libertate ac jure utriusque Nationis & Commerci, & desiderantes hujus salutari operis progressum, necessarium duximus Brevelis, locum ad Pacis Tractatum destinatum, deputare atque eo ablegare extraordinarios Deputatos & Plenipotentiarios nostros, ut cum summe memoratæ Majestatis sue Legatis & Plenipotentariis, ibidem convenirent de *Amicitia*, firma, sincera, & mutua Amicitia, Unione, & Confederatione utrimque celebranda & observanda; illi igitur cunctis accurate deliberatis, ventilatis, & discussis, nomine utriusque Partis, fœdus mutuum pepigerunt, ac concluserunt, nec non de peculiaribus Articulis invicem convenerunt, quorum tenor est, qui hic & infra verbo tenus sequitur insertus.

Proinde prædictum ac supra hic insertum pacti fœderis æquum articulorum conventionum Instrumentum, cum Serenissimæ Majestatis sue Legatis & Plenipotentariis, per dictos Deputatos & Plenipotentarios nostros in ordinem reduitum in omnibus punctis & clausulis approbavimus, & ratum habuimus prout tenore ac vigore præsentium, illud approbamus & ratum habemus, spondentes Nos dictum Instrumentum in omnibus Punctis & Articulis suis inviolabiliter servaturos, ac impleturos, neque passuros esse, ut à quoquam ullo modo infringatur, lædatur, vel violetur. In quorum fidem & robur hæc per Nostri consensu præsidem signari, à Graphario subscribi, & majori Sigillo Nostro muniti fecimus. Dabantur Hagæ-Comitum die 20 Augusti 1667. *Et VAN GLINCKHA, " Ad Mandatum Altememoratæ Dominorum Ordinum Generalium. N. RUYCH.*

Comme ainsi soit, que durant la Négociation de la Paix entre le Seigneur Roi de la Grande-Bretagne, & Messieurs les Etats Généraux des Provinces Unies du Pais Bas, il y ait eu question & débat sur l'Application des Articles VI VII. VIII. de leur Traité de l'an 1662. touchant les Rebelles & Fugitifs qui se pourroient retirer dans les Royaumes & Terres reciproquement de l'un ou de l'autre.

Nous soussignés Ambassadeurs Extraordinaires de Sa Majesté de Suède, & Médiateurs pour les Affaires de cette Négociation, déclarons que l'on est convenu que lesdits Articles VI VII & VIII du dit Traité de l'an 1662. seront mis dans le Traité conclu ce jourd'hui sans aucune altération ou addition, ainsi qu'ils ont été insérés dans celui de l'an 1662. Et assurons en outre les Seigneurs Deputés des Seigneurs Etats Généraux de par les Seigneurs Ambassadeurs d'Angleterre, que ce n'est ni sera jamais l'intention du Roy de la Grande-Bretagne de se vouloir servir du contenu desdits trois Articles au préjudice d'aucun Officiers ou Soldats ou de quelqu'autres personnes de quelle qualité & condition pour avoir suivi le parti contraire, durant cette guerre, ou de les appliquer contre aucun Ministre de la Parole de Dieu ou des autres gens qui au regard de la Religion du Conte Dürin ou de la

la non-conformité dans les Cérémonies d'iceux, se sont déjà retirés ou se pour-
raient retirer encore dans les Terres & Domaines de l'obéissance de Messieurs
les Etats, pourvu qu'ils s'y comportent en autres choses modérément &
raisonnablement, & qu'ils ne soient pas coupables de quelque crime contre l'E-
tat qui les rende sujets à la peine que portent ces Articles.

En foy de quoi nous avons signé le présent Acte, à Breda, ce trente-troisième
juillet 1667.

(L. S.) GEORGE FLEMINGH.

(L. S.) CHRISTOPHE DELPHIQUE
DE DHONA.

Comme ainsi soit, que sur l'extension de l'Article deuxième de l'Acte Sé-
paré, contenant un interm, & une provision sur le fait des Placards du
Commerce dont Messieurs les Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipoten-
tiaires du Roi de la Grande-Bretagne, & Messieurs les Députés & Plenipoten-
tiaires des Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies sont convenus ce
jourd'huy, il y ait eu difficulté sur ces mots suivants *Infra muros opo-
ratus maritimusque per in Germania inferiori vel superiori prodelta, enata, aut
membra elaborata, non nisi per territoria ac districus omni Belgii vel per terras,
vel per flumina ad portus maritimos subinde saluti, ad inde per mare transportantur*;
à savoir si ceux de non nisi y seroient inclus ou non: Messieurs les Ambassa-
deurs d'Angleterre ayant soutenu qu'ils ne pouvoient consentir qu'ils fussent
rayés, parce qu'ils sont conformes au texte du Placat de l'encouragement de
l'an 1660. publié de par Sa Majesté de la Grande-Bretagne, avec connoissance
de son Parlement.

Et Messieurs les Députés & Plenipotentiaires des Seigneurs les Etats Gé-
néraux des Provinces-Unies appréhendant que l'on pourroit donner telle ap-
plication à cette période, que par-là on renverseroit toute la vigueur du dit
Article, sous prétexte que les Marchandises venantes & descendantes d'Al-
lemagne Haute & Basse le long des rivières ou par la voye de Terre jusques
au Pas des Provinces-Unies, peuvent aussi commodement être transférées par
des autres endroits ou par des autres Ports.

Nous soussignez Ambassadeurs extraordinaires de Sa Majesté de Suède, &
Mediateurs pour les Affaires de cette Négociation, attestons & déclarons
pour plus grande sûreté des Seigneurs les Etats susdits, que ce n'a nullement
été l'intention de Messieurs les Ambassadeurs de l'Angleterre de tirer cette
conséquence de cette clause ou desdits mots non nisi, mais au contraire ils se
sont déclarés interactivement en votre présence de bouche ou en effet aussi dans
le projet d'un Acte qu'ils avoient minué pour cette fin, qu'ils ne prétendent
pas que les sujets desdits Seigneurs Etats Généraux puissent être inquiétés par
aucune dispute de cette nature, mais qu'au contraire ils auront la faculté &
la liberté toute entière pour le transport de toutes les Marchandises venantes
& descendantes comme dessus pour les porter & débiter dans leurs Vaisseaux
en Angleterre; & afin qu'il y ait moins d'obscurité ou de contradiction

Receve

donc

dans ledite période qu'après les mots *ad portus Maritimas*, on a fait inferer de commun accord & concert les mots *plerumque commodius & usitatus* & qu'ainsi l'Article est demeuré dans les termes suivans: *Lacetum fit Dominibus Ordinibus Generalibus eorumque subditis suis Navigius in Angliam præterea etiam inferre omnia ejusmodi Mercimonia, quæ in Germaniâ inferiora vel superiora produlta, exata, aut manibus elaborata, non nisi per Territoria ac Ducatus Unius Belgii, vel per Terram vel per flumina ad portus maritimos, plerumque commodius & usitatus subvahi solent, ut inde per Mare transportentur.* En témoin de quoi nous avons signé la présente Déclaration. Fait à Breda le trente-unième Juillet 1667.

(L. S.) GEORGIUS FLEM-
MINGH.

(L. S.) CHRISOPHORUS DELPHICUS
B. AC C. IN QHONA.

[ZZZZ.]

Paix Publique, ou Transaction de Passau, du 2. Août
1552. Tiré de Heifs Histoire de l'Empire.

CHAPITRE II. (*)

Des choses qui regardent la Religion, l'affermissement de la Paix, & l'exercice de la Justice.

I. **P**OUR ce qui regarde les autres Articles qui ont été proposez en cette Pacification par l'Electeur de Saxe & les conjoints, & en premier lieu la Religion, la Paix, & la Justice, sa Majesté Impériale se conformera exactement à l'offre faite dernièrement de sa part à Linz, suivant la teneur de la réponse qui fut alors donnée, & sera convoquer dans six mois une Diète générale, où on traitera encore des moyens d'un Concile général, ou National, ou d'une Convocation ou Assemblée générale de l'Empire, pour assoupir & conduire, par une voye facile & prompte, à une concorde véritablement Chrétienne les dissensions de la Religion, & procurer par ce moyen cette union de Religion, par tel secours de la part de sa Majesté Impériale, qu'il sera jugé nécessaire à tous les Etats du saint Empire.

II. Et pour préparer les voyes à cette union, sera fait choix au commencement de cette Diète de quelques personnes sages, & d'un esprit doux, de nombre égal de l'une & l'autre Religion, auxquelles sera donné ordre de délibérer comment & par quels moyens on pourroit commodément entreprendre ou établir cette reconciliation & concorde, ce choix, toutefois sera fait sans préjudice des Princes Electeurs.

III. Et cependant sa Majesté Impériale, ni Nous, ni les Electeurs, Princes, & Etats du saint Empire, ne souffriront point que l'on violente aucuns des

(*) Nous ne raportons ici que les Chap. 2. & 3. de cette Convention, les autres, qui ont été exécuté dans le tems, n'étant plus d'usage.

Etats de la Confession d'Augsbourg, par voye de fait ou autrement, à cause de la Religion, contre la conscience & volonté, ou que l'on insulte & attaque personne pour ce regard par la force & la voye des armes, & qu'on lui fasse aucun tort, injure, ou mépris par ordre ou autrement; mais on le laissera vivre librement & paisiblement en sa loi & en sa Religion.

IV. Et réciproquement les Etats de la Confession d'Augsbourg ne molesteront en aucune maniere, pour raison de la présente guerre, les autres Etats du saint Empire de la Religion ancienne, tant Ecclesiastiques que Seculiers, en leur Religion, ceremonies, constitutions, biens, meubles, immeubles, domaines, fiefs, revenus, cens, rentes, supérioritez, & juridictions; mais les en laisseront user & jouir paisiblement & tranquillement sans rien attendre de dessein formé contre eux, par force, voye de fait, ou autrement, & se contenteront de la Justice ordinaire, les uns contre les autres, suivant nos Ordonnances & celles du saint Empire, les Constitutions, Edits, Decrets, & Recès de la Paix faite; & ce sous la peine contenue dans ledit Traité de Paix renouvelé depuis peu.

V. Ce que les Etats de l'Empire resoudront & accorderont ensemble avec sa Majesté Impériale, en la Diete prochaine, sera ensuite inviolablement observé, sans que personne y contrevienne en aucune maniere.

VI. Ne sera fait aucune chose contraire à cette Trêve, ou qui puisse lui préjudicier ou déroger, & tout sera garenti & ratifié en bonne & due forme, tant par la Majesté Impériale, que par Nous, & les Electeurs, Princes, & Etats, en vertu de cette présente Transaction. Sera pareillement ladite suspension d'armes signifiée & notifiée à la Chambre Impériale, & à ses Assesseurs, avec ordre, sur leur serment, de s'y conformer, & de rendre la justice nécessaire aux parties, qui la demanderont, de quelque Religion qu'elles soient, & particulièrement de laisser la liberté aux Assesseurs & aux parties, qui auront à faire serment, de le faire à Dieu & à ses Saints, ou à Dieu & sur les saints Evangiles.

VII. Sera aussi l'égalité observée dans les suffrages à donner & à demander, en faisant justice, & conservant le droit à un chacun. De même il a été résolu par le présent Traité, que si pour ce qui regarde la présentation des Assesseurs & les autres Articles qui concernent la Paix & la Justice, il arrivoit quelque chose de conséquence & de considération, qui regardât l'établissement de la Chambre Impériale autant que ledit établissement a été fait du consentement général des Etats, en une Diete de l'Empire, personne autre ne pourra par conséquent y rien changer, ou retrancher dans l'occurrence, que si Majesté Impériale & lesdits Etats de l'Empire, & ce par la voye ordinaire, levoit la visite, ou autres tels moyens.

VIII. En quoi Nous & les Ambassadeurs des Electeurs, les Princes présents, & les Deputés des absens, nous offrons & sommes prêts d'employer toute la diligence possible, à ce que dans les affaires de la Religion, les parties n'ayent pas sujet de rien apprehender les uns des autres par la pluralité des voix; que l'on évite la partialité, que ceux de la Confession d'Augs-

bourg ne soient pas exclus du Conseil Aulique de l'Empereur, que les autres sujets de plainte, s'il s'en trouve, soient levez, & que le tout soit terminé & décidé en la prochaine Diète.

IX. Et pour cet effet Nous, ensemble les Ambassadeurs des Electeurs, les Princes présens, & les Envoyez des absens, avons prié humblement, & avec révérence la Majesté Impériale, qu'elle daigne, pour l'avancement & le maintien de la Paix & de l'Union, résoudre, au plutôt qu'il se pourra, selon son plein-pouvoir, tous les points les plus nécessaires, & entre ceux-là l'article qui concerne la présentation, afin que ceux de la Confession d'Augsbourg ne soient pas exclus de la Chambre Impériale, comme il a été dit ci-dessus.

CHAPITRE III.

Concernant la Liberté de la Nation Allemande.

I. QUANT aux plaintes pour les choses qui se sont glissées dans l'Empire contraires à la Liberté de la Nation Germanique | desquel-
les on a fait une addition aux Articles de l'Electeur de Saxe, Nous aurions eu sans doute bonne volonté & un prompt desir, aussi bien que les Ambassadeurs des Electeurs, les Princes présens, & les Envoyez des absens, d'en entreprendre la décision, mais attendu, comme nous ont rapporté les Conseillers de la Majesté Impériale députez à ce présent Traité, qu'elle n'avoit eu jusqu'à présent aucune connoissance de la plupart desdites plaintes, ce qui avoit été cause qu'elle ne leur avoit donné aucun ordre ni instruction touchant lesdites affaires, qui d'ailleurs sont fort amples & de très-grande importance; comme aussi d'autant que le tems destiné à cette assemblée expire en bref, & que si on vouloit examiner & résoudre toutes lesdites plaintes, comme il conviendrait faire, cela tourneroit au préjudice de l'Electeur de Saxe, & de ses conjoints, aussi-bien qu'au dommage de leurs sujets, qui sont chargez de loger, & faire subsister leurs trou-
pes.

II. Il a été pour ces causes trouvé bon de renvoyer & remettre à la Diète prochaine ou à quelque autre Assemblée de l'Empire la Décision de telles affaires: & comme la Convention de Lintz, & les Conseillers de la Majesté Impériale qui sont ici présens, font espérer, à quoi même nous nous appliquerons aussi de notre part, que la Majesté Impériale remplira dignement son Conseil Aulique de Conseillers Allemands capables d'examiner & décider les affaires tant générales que particulières de l'Empire & de ses Etats, & que son intention étoit de faire traiter par des Allemands les affaires d'Allemagne, & de donner contentement à un chacun, étant si fort portée pour la Nation Allemande, qui est sa Nation, qu'elle aimeroit bien mieux augmenter & conserver autant qu'il est possible, que diminuer en aucune manière son ancienne Liberté, cette promesse a été par toute l'Assemblée reçue avec actions de grâces.

III. Et afin que l'Electeur de Saxe & ses adherans n'ayent pas sujet de craindre, que ce qui est icy promis soit négligé ou différé, Nous, notre très-cher fils le Roi Maximilien, les Electeurs & Etats du saint Empire, mettrons sur le tapis les plaintes alleguées, les représenterons à sa Majesté Imperiale, & ferons en sorte qu'après avoir vû sur ce la Bulle d'Or, les autres Constitutions & Ordonnances du saint Empire, & les louables & anciennes Coutumes de la Nation Allemande, toutes choses soient traitées & terminées en toute équité: Traiterons aussi & déciderons, par l'avis toutefois de sa Majesté Imperiale, au commencement de ladite Diète prochaine, des autres affaires, qui ne la regardent pas proprement, mais qui touchent les Etats particuliers & membres du saint Empire, à l'égard d'autres membres ou que les particuliers peuvent avoir les uns contre les autres, soit pour la forme & maniere de consulter ou de traiter, soit pour autre raison. Sur-quoi la Majesté Imperiale a bien voulu promettre, qu'en ce qui la concerne en particulier, elle agiroit avec des sentimens si pleins de bonne volonté, que les Etats en général connoîtront évidemment, qu'elle n'a pas de plus grand desir que de régler toutes choses selon l'équité, préférant en tout l'utilité publique à ses propres intérêts, & traitant toutes ces affaires d'une maniere que tous les Etats auroient sujet d'en être satisfaits.

IV. Quant à l'Article concernant le Roi de France, comme on a remarqué par la Negociation de son Ambassadeur, que l'on y a allegué quelques moyens & points, tant pour la paix générale, que pour les intérêts particuliers, & d'autant que les points & les affaires qui regardent la paix générale de la Nation Allemande ne touchent personne autre, que la Majesté Imperiale, Nous, & les Electeurs, Princes, & Etats du saint Empire, & que cette Assemblée n'est convoquée à autre fin, que pour procurer & maintenir la paix générale, aussi bien que pour lever les plaintes, dont il est question, il a été estimé inutile d'en faire d'autre Traité que le présent.

V. Mais, pour ce qui regarde les intérêts particuliers dudit Roi de France, l'Electeur de Saxe, en vertu de la Convention de Lintz, peut s'informer (si déjà ce n'a été fait) de son Ambassadeur, ce que Roi a à dire, désirer, & demander à sa Majesté Imperiale pour le regard de ses affaires particulières, & Nous en proposer ensuite les demandes, pour par Nous en être fait rapport à Sa Majesté Imperiale, & sçavoir quelles sont sur ce ses intentions.

[A A A A A ,]

*Paix de Religion, ou Règle de la Diste d'Augshourg de
1555 avec la Declaration de l'Empereur Ferdinand,
au sujet de la Religion. Tiré de Heus Histoire
de l'Empire.*

NOUS Ferdinand, par la grace de Dieu Roi des Romains Auguste, Roi d'Allemagne, Hongrie, Bohême, Dalmatie, Croatie, Esclavonie, &c. Infant d'Espagne, Archiduc d'Autriche, Duc de Bourgogne, Brabant, Stirie, Carinthie, Carniole, Lunembourg, Wurtemberg, haute & basse Silesie, Prince de Saxe, Marquis du Saint Empire Romain en Bourgogne, de Moravie, de la haute & basse Lusace, Comte Prince de Habsbourg, Tyrol, Ferrette, Kybourg, & Goris, &c. Landgrave d'Alsace, Seigneur de la March, de Sclavonie, du Port de Naon & de Salona. Certifiés & sçavoir faisons à tous & un chacun qu'il appartiendra, que diverses Deliberations de Paix ayant occupé long tems les Conseillers des Electeurs, les Princes & Etats presens, & les Deputés des absens, lesquels ont appren par experience, & par ce qui est déjà arrivé, que dans toutes les Dietes & Assemblies convoquées depuis plus de trente ans, on a fait & tenu en vain plusieurs Négociations & Conférences sur les moyens d'estabir une Paix générale, ferme & constante, entre les Etats du saint Empire, principalement touchant le point de la Religion, & que l'on n'en a jamais trouvé d'assez efficaces pour ôter la méfintelligence & la méfiance des uns à l'égard des autres. Ce qui seroit produit de grandes contestations, & de grands desordres dans l'Empire, en sorte que si on tâchoit s'y apporter du remede par quelque Traité, qui pût accorder la diversité des Religions, & faire voir à quoi les Etats de l'une & de l'autre Communion ont à s'en tenir, il y en auroit aucune parmi eux, & ils seroient perpetuellement exposez aux insultes les uns des autres. A ces causes, pour lever cette incertitude dangereuse, remettre les esprits des Etats & Sujets de l'Empire en repos, & dans une confiance mutuelle, & pour garantir en même temps l'Allemagne notre chere Patrie, de la ruine & dévotion totale, Nous nous sommes assemblez & avons délibéré avec les Concillers des Electeurs, les Princes & Etats comparus, & les Envoyez & Deputés des absens, & eus avec Nous

I En conséquence de ce, Nous statuons, ordonnons, voulons, & mandons, qu'à l'avenir personne, de quelque dignité, qualité & état qu'elle soit, pour aucun raison, quelque nom qu'elle puisse avoir, & sous quelque prétexte qu'on puisse trouver, n'ait à attaquer qui que ce soit, ou lui faire la guerre ou aucun tort, dommage, invasion, siege, soit par soy-même, soit en le servant pour cela d'autres personnes, à occuper ou prendre par force & voye de fait, ou endommager par incendie, ou aucune autre

manière,

manière, au préjudice d'autrui, aucun château, ville, bourg, forteresse, village, métairie, & hameau. Défendons pareillement de donner secours, logement, retraites, ou vivres, à tels destructeurs & usurpateurs, voulant au contraire, que chacun se traite avec amitié & charité Chrétienne.

II. Et pour cet effet nul Etat ou Membre de l'Empire n'interrompra ni ne coupera à quelqu'autre le libre passage des vivres, le commerce, & le trafic, n'empêchera les rentes, cens, & revenus, mais sa Majesté, & Nous, laisserons jouir tous les autres Etats, & les Etats pareillement laisseront jouir sa Majesté Impériale & Nous, & les Etats les uns les autres, de toute la teneur & étendue de la Pacification suivante de Religion & des Constitutions générales de Paix établies dans l'Empire.

III. Et afin que cette Paix puisse être faite, établie, & observée plus fermement & exactement entre sa Majesté Impériale, Nous, & les Electeurs, Princes, & Etats de l'Empire, & Nation Allemande (ainsi que la nécessité extrême de l'Empire le requiert, tant à cause de ces disputes de Religion, que pour autres raisons tres-importantes) a été convenu que ni sa Majesté Impériale, Nous, ni les Electeurs, Princes, & Etats du saint Empire, n'attaquerons, ni endommagerons, ni ne violenterons en aucune manière par voye de fait ou hostilité, aucuns Etats de l'Empire pour raison de la Confession d'Augsbourg, de la doctrine, Religion, & foi, ne les déporterons contre leur conscience & volonté de cette Religion, foi, usages, règles, & cérémonies d'Eglise, tant celles qui sont déjà instituées, que celles qu'ils pourroient encore instituer suivant la Confession d'Augsbourg.

IV. Que nous ne les troublerons en leurs Principautez, Pais, & Seigneuries, ni les molesterons ou mépriserons, par mandemens ou autres tels actes, mais les laisserons jouir tranquillement de l'exercice de cette Religion, foi, usages, règles, & cérémonies d'Eglise, aussi bien que de leurs facultez, biens, meubles, immeubles, Provinces, hommes, domaines, superioritez, dignitez, & juridictions. Et cette Religion différente ne sera ramenee à un sentiment & accord unanime, que par des moyens doux & paisibles, le tout sur la dignité Impériale & Royale, sur l'honneur & parole véritable de Prince, & sous la peine contenue en la Paix générale.

V. Pareillement, les Etats de la Confession d'Augsbourg laisseront reciproquement, sa Majesté Impériale, & Nous, aussi bien que les Electeurs, Princes, & Etats de l'Empire, qui professent la Religion ancienne, Ecclesiastiques & Seculiers, leurs Chapitres & Ecclesiastiques; quelque part où ils puissent avoir transféré leur résidence; (bien entendu toutefois, que l'on administrera ces Charges & Fonctions comme il en sera disposé ci-apres par un article particulier) dans le libre, paisible, & tranquille exercice de leur Religion, foi, usages, règles, & ceremonies d'Eglise, & dans la possession de leurs facultez, biens meubles & immeubles, Pais, hommes, domaines, superioritez, dignitez, & juridictions, rentes, cens, dixmes, sans y attenter, par voye de fait ou autrement, se contentans de la voye convenable & ordinaire de la Justice les uns envers les autres, conformément aux loix, ordon-

nances, & Constitutions du saint Empire, & à la Paix générale qui y est établie, le tout sur l'honneur & qualité de Prince, sous leur serment, & sous la peine contenue en la Paix générale.

VI. Et pour les autres, qui ne professent ni l'une ni l'autre de ces deux Religions, ils ne sont pas compris en cette Paix, mais en sont totalement exclus.

VII. Et comme sur la contestation qui s'est émue pendant la Négociation de cette Paix, on a agité si un ou plusieurs venoient à se séparer de la Religion ancienne, ce que l'on tenoit de leurs Archevêchez, Evêchez, Prélatures, ou Bénéfices, les Etats de l'une & de l'autre Religion n'ont pu rien régler; Nous, en vertu du pouvoir & de la permission de la Majesté Impériale, avons déclaré & ordonné, comme nous le déclarons & ordonnons par ces présentes, de notre certaine science, que si quelque Archevêque, Evêque, Prelat, ou autre Ecclesiastique venoit à se séparer de ladite Religion ancienne, il sera tenu d'abandonner en même temps sans répugnance ni délai son Archevêché, Evêché, Prélature, ou autre Bénéfice, avec tous les fruits & revenus qu'il y possédait, sans préjudice toutefois de son honneur, & il sera permis aux Chapitres, ou à ceux à qui il appartient de droit ou coutume d'Eglise, d'encre ou d'ordonner une personne de la Religion ancienne, laquelle demeurera de même paisiblement & sans empêchement avec les Chapitres & autres Eglises dans leurs fondations Ecclesiastiques, élections, présentations, confirmations, anciennetés, juridictions, & biens meubles & immeubles en, toutefois sans préjudice de l'accommodement à venir qui pourra se faire finalement touchant la Religion à l'amiable, & comme il appartient à des Chrétiens.

VIII. D'autant que quelques Princes, Etats de l'Empire, & leurs Prédecesseurs, ont usurpé & appliqué aux Eglises, Ecoles, & à autres usages, quelques Fondations, Monastères, & autres biens d'Eglise, lesquels n'appartiennent point à ceux qui sont immédiatement sujets de l'Empire, & sont cependant Etats de l'Empire, & dont les Ecclesiastiques n'avoient pas la possession du temps de la Transaction de Passau, ni ne l'ont pas eue depuis, lesdits biens seront compris dans la présente Pacification. Et on en demeurera pour ce regard à la disposition que chaque Etat se trouve avoir faite desdits biens usurpez & alienez, & lesdits Etats qui s'en sont emparez ne seront point recherchés ni poursuivis en Justice, ni hors de la Justice, pour raison de cesdits biens, & ce en vue de maintenir une Paix constante & perpétuelle; défendons pour cet effet, par cette présente Constitution, aux Juges & Assessors de la Chambre Impériale, d'en connoître, ni de decerner aucune sommation ou citation, mandement ou autre procédure, pour raison desdits biens usurpez & alienez.

IX. Et afin qu'un chacun de l'une & de l'autre Religion puisse être & demeurer ensemble en une parfaite Paix, concorde, & sûreté, la juridiction Ecclesiastique ne s'étendra ni n'aura aucun lieu contre ceux de la Confession d'Augsbourg, leur Religion & foi, conventions, usages, règles & cérémonies

monies d'Eglise déjà établies, ou qui pourroient encore s'établir jusqu'à la reconciliation finale des Religions: ce qui se doit entendre toutefois, sans préjudice des Ecclesiastiques Electeurs, Princes, & Etats, Colleges, Monastères & Religieux à l'égard de leurs rentes, cens, revenus, & dîmes, des fiefs seculiers, & autres droits & juridictions; mais à cette Religion & foi, les usages, regles, & ceremonies d'Eglise, les exercices & fonctions, sera laissé leur cours ordinaire, comme il sera spécifié ci-apres par un article particulier, sans qu'il leur soit apporté aucun trouble ou empêchement; au moyen de quoi cette juridiction Ecclesiastique demeurera, comme il a été dit, sur ce interdite & suspendue, jusqu'à la réunion finale des Religions; mais en toutes les autres affaires & rencontres qui ne touchent pas la Confession d'Augsbourg, la Religion & foi, les usages, regles, ceremonies d'Eglise, ni les fonctions des Ministres, ladite juridiction Ecclesiastique sera & pourra être à l'avenir, comme elle est à présent, exercée sans empêchement par les Archevêques, Evêques, & autres Prélats, ainsi que l'exercice en a été introduit en chaque lieu, & qu'il se trouve en usage, jouissance, & possession.

X. Comme aussi aux Etats qui sont de la Religion ancienne, demureront toutes leurs rentes, cens, censives, revenus, & dîmes, ainsi qu'il a été dit, réservant toutefois à chaque Etat, sous la justice duquel sont situés lesdites rentes, cens, revenus, dîmes, ou biens, la supériorité, rentes, & juridiction sur ceidits biens, en la même manière qu'il l'avait avant le commencement de cette division de Religion, & qu'elle étoit en usage, sans qu'il lui soit fait aucun tort. & ceux qui sont obligés d'administrer les fonctions des Eglises, Paroisses, & Ecoles, les aumônes, & les hôpitaux, retireront desdits biens ce qu'il convient pour y pourvoir; & de même qu'ils faisoient auparavant, ils le feront encore, de quelque Religion qu'ils soient.

XI. Que si on venoit à avoir quelque différend ou mesintelligence au sujet de cette administration, les parties nommeront, pour accommoder leurs différends, une ou deux personnes pour arbitres, lesquelles, cas avenant qu'elles ne puissent pas convenir entr'elles, choisiront un troisième qui ne sera point partial, & après avoir écouté sommairement les deux parties, déclareront dans six semaines, combien, & ce qui sera fourni pour l'entretienement desdites Charges; & cependant ceux qui seront recherchés pour ladite administration, ne pourront être dépouillés de ces biens qu'ils le trouveront occuper, & ces biens ne pourront être saisis ni arrêtés, avant que les arbitres aient prononcé leur sentence, pour la décision du différend; & ceux, qui d'ancienneté y ont pourvu, seront aussi tenus d'y pourvoir pendant ce temps-là, & jusqu'à ladite décision.

XII. Les Etats de l'Empire ne porteront entr'eux par force ni par adresse à leur Religion aucun Etat ni ses Sujets, ni ne les prendront en leur protection ou défendront en aucune manière contre leurs Seigneurs; ce qui toutefois ne doit point préjudicier, ni rien retrancher, à ceux qui ont auparavant accepté des Protecteurs.

XIII. Que si nos Sujets, ou ceux des Electeurs, Princes, & Etats de l'un ou de l'autre Religion, veulent, à cause de leur Religion, sortir de nos pais, Principautés, villes, & bourgs, ou de ceux des Electeurs, Princes, & Etats du saint Empire, & se retirer & demeurer avec leurs femmes & enfans en quelque autre lieu, cela leur sera permis & accordé à tous, comme aussi la vente de leurs biens & facultez, sans empêchement, & sans préjudice de leur honneur & de leur serment, moyennant un dédommagement raisonnable pour la propriété de leurs personnes, comme il a été pratiqué & observé d'ancienneté en chaque lieu: Ne dérogera toutefois la présente disposition ni ne préjudiciera en rien à la juridiction, que les Seigneurs ont d'ancienneté sur leurs sujets ou gens propres, pour en avoir déclaré quelques-uns libres ou non libres.

XIV. Et d'autant que l'on doit rechercher, par voyes raisonnables & équitables, une reconciliation parfaite dans ce qui concerne la Religion, & qu'il n'est pas bien facile d'y parvenir sans une Paix ferme & constante; Nous, ensemble les Conseillers des Electeurs en la place des Electeurs mêmes, les Princes, & Etats présens, & les Deputez & Envoyez des absens tant Ecclesiastiques que Seculiers, avons stipulé cette suspension d'hostilités en faveur de cette chere Paix, pour ôter la méfiance qui régne parmi les peuples à la ruine de l'Empire, garantir cette louable Nation de la dévotion dont elle est menacée, & pouvoir d'autant plutôt parvenir à une reunion Chrétienne, paisible, & finale des différentes Religions; observerons inviolablement la présente Pacification, & l'exécuterons fidèlement en tous les articles, jusqu'à la reunion Chrétienne, paisible, & finale des Religions; & arrivant que cet e union ne s'entrevit pas par la voye du Concile général, ni par celles des Assemblées Nationales, & Négociations qui s'en feront dans l'Empire, cette suspension néanmoins ne laissera pas de subsister & de demeurer dans la force & vertu en tous ses points & articles, jusqu'à ladite reconciliation finale de Religion; & pour cet effet, non seulement elle demeurera établie & conclue en la maniere susdite, mais passera même en tout événement pour une Paix ferme, constante, & perpétuelle, en vertu des présentes.

XV. La Noblesse, qui est immédiatement soumise à sa Majesté & à Nous, sera pareillement comprise en cette Paix; en sorte qu'elle ne soit en aucune maniere violente, molestée, ou grevée par qui que ce soit pour le sujet de la Religion.

XVI. Dans les Villes libres Impériales, où la Religion ancienne a eu cours & usage, aussi-bien que celle de la Confession d'Augbourg, depuis quelque temps, les Bourgeois & autres Habitans, tant Ecclesiastiques que Seculiers, demeureront ensemble paisiblement & tranquillement, ainsi que lesdits Etats supérieurs immédiats de l'Empire, en la possession & jouissance de leur Religion & foi, de leurs usages, réglez & cérémonies d'Eglise, de leurs facultez, biens, & autres choses, sans s'y troubler, inquieter, & donner aucun obstacle les uns les autres.

XVII. Tout

XVII. Tout ce qui se trouvera ou se pourroit alleguer contraire à cette trêve, & à tous les points & articles, dans les précédentes Constitutions, n'y prejudiciera ni dérogera en aucune manière, & on ne pourra procéder contre la présente Convention, ni par la voye de la justice, ni par aucune autre voye.

XVIII. Ce qui étant ainsi convenu & accordé, la Majesté Impériale & Nous, promettons sur nos dignitez & paroles Impériale & Royale, de l'observer & exécuter inviolablement, fermement, & sincèrement pour Nous & nos successeurs, à l'égard de chaque article concernant la Majesté Impériale & Nous, sans y contrevenir par nos propres authoritez, ou sous quelque autre prétexte ou nom que ce puisse être, ni permettre qu'on y contreviene, ou que l'on entreprenne, traie, ou publie quelque chose au contraire de la part de la Majesté Impériale ou de la nôtre.

XIX. Pareillement, Nous Conciliers Députés des Electeurs au lieu & places de leurs Alteſſes Electorales, & pour leur successeurs & héritiers, & Nous comparans Princes, Prélats, Comtes, & Barons, & de même, Nous Envoyez & Plénipotentiaires des abſens Princes, Prélats, Comtes, & Barons, & des Villes libres Impériales, au nom & de la part de nos Seigneurs & Supérieurs pour les successeurs & héritiers, consentons & promettons sur l'honneur & la dignité de Prince, en toute bonne conscience & parole de vérité, & aussi sur notre foi & fidélité autant que cela touche, ou pourroit toucher un chacun, comme il est dit ci dessus, de l'observer constamment, sincèrement, inviolablement, & de l'accomplir fidèlement.

XX. De plus, nous nous engageons & obligons réciproquement tous à toutes les parties stipulantes, que ni la Majesté Impériale, ni Nous, ni aucun Etat, sous quelque prétexte que ce puisse être, ne foulerons, usurperons, violerons, attaquons, pressurons, lèserons, ou molesterons qui que ce soit, de fait ou autrement, en aucune manière, secrètement, ou publiquement, par nous-même, ou par d'autres en notre nom, & si quelque partie & son Etat venoit présentement ou à l'avenir à faire la guerre à un autre, ou à la violenter ou molester de fait, secrètement ou publiquement, au prejudice de cette Paix faite, (ce que toutefois on n'espère pas) la Majesté Impériale, Nous & eux, aussi nous & leurs successeurs & héritiers, ne donnerons à cet usurpateur, ou à cette action violente aucun assistance, ni conseil, ni assistance, mais au contraire assisterons fidèlement la partie ou l'Etat violent & lésé au prejudice de cette Paix, contre celui qui fait & exerce cette guerre & cette violence.

XXI. Mandons & Ordonnons aussi par ces présentes, & en vertu de ce notre Recès & Résultat Impérial, aux juges & assesseurs de la Chambre Impériale, de se tenir & conformer à cette présente suspension & de rendre la justice aux parties qui réclameront cette pacification, de quelque Religion qu'elles puissent être, comme aussi de ne decerner ni action, ni mandement, & de ne faire ni traiter quoi que ce soit en aucune manière qui pût être contraire aux présentes.

Les autres Articles concernent les Affaires Seculieres de l'Empire, dont quelques uns furent renvoyés à la Diète suivante, pour y être réglés, Et entr'autres l'Article touchant la Réunion finale des deux Religions, pour y être par leurs Majestés Impériale & Royale, ensemble les Electeurs, Princes, & Etats de l'Empire, avisé aux moyens convenables de les reconcilier, Et toutes ces choses résolues, ledit Traité finit par la Conclusion suivante.

En foi de ce que dessus, Nous avons fait apposer à ce Recès de l'Empire notre Sceau Royal, & l'ont pareillement tous les Conseillers des Electeurs, les Princes & Etats, & Deputés des abiens, signé. Sçavoir Marquart de Stein grand Prévôt des Eglises de Mayence, Bamberg, & Augsbourg; Everhard de Groenrod Bailli d'Openheim, Conseillers Députés à cette Diète, de la part des Electeurs de Mayence, & Palatin, au nom de leurs Maîtres & des autres Electeurs; Michel Archevêque de Salzbourg Legat du Siege de Rome, & Albert Comte Palatin du Rhin, Duc de la haute & basse Baviere en leur nom; & de la part des autres Princes tant Ecclesiastiques que Seculiers; Christophe de Hausen Docteur au nom des Prelats; Pierre Audersguy, de la part des Comtes & Barons; & le Bourguemestre & Conseiller d'Augsbourg, tant de la part que de celle des autres villes libres de l'Empire. FAIT en notre Ville Imperiale d'Augsbourg, le vngt-cinquième jour du mois de Septembre l'an 1555. de notre Règne des Romains le vngt-cinquième, & de nos autres Règnes le vngt-neuvième.

Signé, FERDINAND.

DECLARATION DU ROT Ferdinand, fait aux Etats de l'Empire en la Diète d'Augsbourg le 14. Septembre l'an 1555. par laquelle il règle la maniere dont les Prelats Catholiques ont à user envers leurs Sujets qui sont adhérens à la Confession d'Augsbourg pour le fait de la Religion.

NOUS Ferdinand, par la grace de Dieu, Roi des Romains Auguste, Roi des Allemagnes, de Hongrie, de Bohême, de Croatie, de Slavonie, & Infant d'Espagne, Archiduc d'Autriche, Duc de Bourgogne, de Stirie, de Carinthie, de Carniole, de Wittenberg & Comte de Tirol. Reconnoissons & faisons sçavoir par ces présentes à tous qu'il appartiendra, que comme en cette présente Diète, les Etats & Deputés qui sont adonnés à la Confession d'Augsbourg nous auroient tres-humblement remontré, au sujet du Recès fait pour la Pacification de la Religion, que si la Noblesse, les Villes, & les Communautés de la Confession d'Augsbourg appartenant à quelques Archevêques, Evêques, ou autres Prelats Ecclesiastiques, étoient violentes en leur Religion, laquelle ils ont reçue & professée long-tems avant ladite Pacification, on n'en pourroit rien appréhender de plus certain
que

que des sujets & occasions dangereuses de guerre entre les Seigneurs & les sujets, & que pour les prévenir, leur très-humble prière étoit que nous voulussions disposer & porter les Prélats Ecclesiastiques, à ce que pour la Conservation & le maintien de la Paix & de la tranquillité générale, dont le saint Empire a tant de besoin en Allemagne, ils eussent non seulement à laisser en repos leurs sujets au regard de la Religion, sans les troubler dans l'exercice qu'ils ont eu depuis longtemps, mais au contraire le leur permettre, & consentir qu'il y fût pourvu par une constitution de Paix de Religion jusqu'à l'accommodement final de la Religion. Surquoi les Etats & Députés de notre Religion Orthodoxe auroient allégué plusieurs raisons & prières au contraire, en sorte que les deux parties n'en ayant pu convenir ensemble : Nous, en vertu du pouvoir & de la permission que Sa Majesté Impériale notre cher Frère & Seigneur nous a donnée, avons déclaré, ordonné, & arrêté, ainsi que de notre science certaine nous déclarons, ordonnons, arrêtons, par ces présentes, que la Noblesse immédiate, les Villes, & Communautés qui ont depuis longues années adhéré à la Religion de la Confession d'Augsbourg, en ont tenu & observé l'usage, les statuts, & cérémonies, & qui les tiennent & observent encore aujourd'hui, ne seront à l'avenir contrainsts par qui que ce soit d'abandonner ladite Confession, mais qu'ils en jouiront sans trouble & sans violence jusqu'à la finale union de Religion. Et afin que l'on puisse d'autant moins donner atteinte à cette notre Déclaration, les Etats Ecclesiastiques, en commun avec les Conseillers & Députés des absens, ont consenti pour nous faire honneur & plaisir, que cette dérogation à la Paix générale de Religion conclue en cette Diète Impériale, & dont les termes sont : *Qu'il ne sera accordé, obtenu, & reçu aucune Déclaration en aucune autre chose contraire à la Paix de Religion, & en cas qu'en l'accordât, obtint, ou reçut, elle ne sera d'aucune valeur* (ainsi qu'elle est plus amplement conçue) non seulement demeurera inviolable, mais qu'elle subsistera toujours en toute sa force, dignité, & vertu. Enfin, & pour plus grande sûreté de quoi nous avons soussigné le tout de notre propre main, & y avons fait apposer notre Sceau Royal. Donné en notre Ville Impériale d'Augsbourg le 24. Sept. 1555.

Signé, FERDINAND.

E. I. N.

TABLE

T A B L E

D E S M A T I E R E S

Contenues dans les Prevoies qui composent ce Tome III.

A.

- A**BBICATION volontaire des deux-Maisons Royales d'Espagne & de France, à se succéder mutuellement pag. 7
- Abdy Ben Mahomet*, Député pour signer le Traité de Commerce avec les Hollandois, en 1726. 544. & suiv.
- Accession* du Roi d'Espagne au Traité de la Quadruple Alliance en 1720. 232
- de l'Empereur des Romains, en 1726. au Traité de Stockholm, entre la Moscovie & la Suède. 437. & suiv.
- des Etats-Generaux au Traité de Hanovre, en 1726. 303. & suiv.
- de la Suède au Traité de Hanovre, en 1727. 311. & suiv.
- des Etats-Generaux au Traité de Seville, 1729. 329. & suiv.
- des Etats-Generaux en 1731. au Traité de Vienne de 1731. 339. & suiv.
- Acte* pour le Licent de Stein 407
- de Réhabilitation d'après le Traité de Seville, accordé par la Couronne d'Espagne à celle de la Grande-Bretagne 397
- de Garantie du Roi d'Angleterre, pour le Duché de Sleswick en faveur du Roi de Dannemarck 410. & 411
- de Garantie du Roi de France, pour le Duché de Sleswick en faveur du Roi de Dannemarck 419. & 419
- Additions* faites en 1731. au Traité conclu en 1726. entre les Hollandois & les Algériens 539. & suiv.
- Ahmed Han* (le Sultan) conclut la Paix avec l'Empereur. 187. & suiv.
- Albuquerque* (la Place d') restituée à la Couronne d'Espagne 101. & 103.
- Alexandre*: cédé au Duc de Savoie. 711
- Algeriens*: concluent un Traité de Commerce avec la Hollande, à Alger, en 1722. 544. & suiv.
- concluent un Traité de Navigation avec l'Empereur des Romains, à Constantinople, en 1727. 555. & suiv.
- le Sultan se charge de les engager à ne point faire de tort aux Impériaux. 192
- Altération*, l'Empereur Charles VI promet de n'en point faire des Biens de l'Empire. 748
- Allemands* de la Domination de l'Empereur peuvent commercer librement en l'Empire Ottoman. 526
- peuvent naviguer & commercer en Barbarie 554
- Allemande* (Nation) la Liberté confirmée par la Paix de Passau 870, 871
- Alliance* (la Triple) conclue à Londres, en 1716. 206. & suiv.
- (la Quadruple) conclue entre l'Empereur, la France, l'Angleterre, & la Hollande, à Londres, en 1718. 113. & suiv.
- Alliance* des Suisses avec la France, est la plus ancienne de toutes 166
- doit être réservée la première dans toutes celles que contractent les Suisses. 164.
- renouvelée entre la France & les Cantons Suisses Catholiques à Soleure, en 1715. 178. & suiv.
- Alliances*, l'Empereur n'en peut point faire avec les Etrangers sans le consentement des Electeurs, Princes, & Etats de l'Empire. 735. & 736
- Alpes*, doivent faire la séparation des Etats de France & de Savoye 75
- Alphon* Plénipotentiaire au Traité avec Berne. 821
- Alt-Raustadt*: Traité qui s'y fait entre l'Empereur Joseph & la Suède pour les Eglises

TABLE DES MATIERES.

<i>Eglises de Gileste.</i>	796 &c.	<i>Traité de Munster.</i>	575
<i>Amaux</i> (l'Abbaye de St) avec ses dépendances cédée à la France	89	<i>Ambas.</i> , comment le Droit en peut être exigé en Allemagne	637
<i>Amazones</i> (la Rivière des) les deux bords appartiennent au Roi de Portugal	96	<i>Ann.</i> , Reine d'Angleterre prend parti contre la France	750 &c.
- - - la France renonce à la Navigation.	104.	- - - conclut un Traité de Paix avec l'Espagne	24
<i>Ambassadeurs</i> , réglés entre les Cours de Vienne & de Constantinople.	194.	<i>Austrac.</i> , leur Droit en quoi consiste.	136
<i>Ambassadeurs</i> des Electeurs doivent avoir le pas sur ceux des Républiques.	732	<i>Austriennes</i> (les Villes) comprises dans le Traité de Munster, de la part des Etats-Generaux.	175
<i>Ambas.</i> (Mr.) Délégué de la part du Roi de France pour conclure un Traité de Commerce avec les Villes Anseatiques en 1714.	516 &c. <i>sur.</i>	- - - comprises dans le Traité d'Osnabrug.	646
<i>Amnistie</i> générale accordée à tous les Sujets de l'Empire & de la France.	88	- - - do. vent jouir en Espagne des mêmes Privilèges pour le Commerce, que les Hollandais	566
- - - accordée entre l'Empereur & le Roi d'Espagne	218	- - - tout confirmées dans leurs Immunités pour leur Commerce, en Espagne.	295
<i>Anvers</i> (Droit d') réglé en France, par rapport aux Hollandais.	471	- - - comprises dans le Traité d'Utrecht en 1713. entre la France & l'Angleterre.	20
- - - ce Droit réglé en Dannemark	836	- - - font un Traité de Commerce avec la France, à Paris en 1716. 515, &c. <i>sur.</i>	
<i>Andersson</i> (Mr Jean) Deputé de la Ville de Hambourg en France, pour conclure un Traité de Commerce	516, &c. <i>sur.</i>	- - - les Sujets des Villes de ce nom le sont réputés Neutres, par rapport à la France en temps de Guerre	313 &c.
<i>Angleterre</i> (la Reine d') Garantie du Traité entre la France & le Portugal en 1713	99	<i>Appenzel</i> (le Canton d') Catholique, renouvelle son Alliance avec la France.	178
- - - - - est Garantie du Traité entre la France & la Prusse.	111	<i>Araguari</i> (Fort de) en Amérique, le Roi de Portugal peut le faire rebâtir.	96
- - - - - est Garantie du Traité entre l'Espagne & le Portugal.	106	<i>Archevêques</i> Electeurs, comment ils doivent marcher en Cérémonie.	718
- - - garantit le Traité entre l'Empereur & la Republique de Hollande.	139	- - - comment ils doivent donner la Bénédiction devant l'Empereur.	719
<i>Angleterre</i> (le Roi d') compris dans le Traité d'Osnabrug.	646	<i>Argent de Chef</i> , ou Capitation que les Anglois paient en France, ne doit plus être exigé	466
- - - son Traité de Commerce avec la Hollande, à Breda.	840-888	<i>Armes</i> ne peuvent être transportées par ses Sujets de l'Empereur des Romains, dans l'Empire Ottoman	516
- - - s'unit l'Ecosse par un Traité	785	<i>Arguin</i> (le Fort d') cédé aux François par les Hollandais	361 & 362
<i>Ar.</i> Proportion de les Impôts avec ceux d'Ecosse	787	<i>Ascanio</i> (le R. P. Salvador) Plénipotentiaire d'Espagne à Florence, en 1731.	244. &c. <i>sur.</i>
- - - garantit la Renonciation du Roi d'Espagne aux Etats démembrés de sa Couronne	251 &c. <i>sur.</i>	<i>Ast.</i> , rendu au Turc par le Moscovite	
- - - est compris dans le Traité entre la Moscovie & la Suède, en 1721.	429		
- - - fait un Traité avec la France & l'Espagne, en 1721.	375. &c. <i>sur.</i>		
<i>Ambas.</i> (la Prince d') compris dans le TOME III.			

T A B L E

vite. 808, 810
Affaires doivent être rendus réciproque-
ment entre la France & la Suisse. 184
Assemblées des Princes Électeurs réglées
par la Bulle d'Or. 711. & suiv.
- - - l'Empereur Charles VI. promet de
ne les point empêcher. 732
Assens (le Contrat de l') réglé & con-
clu entre l'Angleterre & l'Espagne. 27.
& 29
- - - confirmé dans le Traité entre l'An-
gleterre & l'Espagne en 1721. 496
- - - signé à Madrid, en 1713, en faveur
de l'Angleterre. 498 & suiv.
- - - confirmé par le Traité de Seville.
324. & 325
- - - réservé dans
le Traité entre l'Espagne & la Répu-
blique de Hollande. 19
Assento de Portugal, réglé par rapport à
l'Espagne. 104
Asterabas (la Province d') cédée par le
Roi de Perse à la Russie. 441
Aubaine (Droit d') les Sujets des Villes
Anseatiques, en sont exempts en Fran-
ce. 516
- - - ne sera point païé en France par les
Hollandais. 473
- - - n'aura point lieu à l'égard des Sujets
respectifs de l'Empereur & du Roi
d'Espagne. 540
Aversberg: (le Comte d') Plénipotentia-
ire de l'Empereur au Traité de Turin.
784
Angsborg, Ville: Paix de Religion qui s'y
trouva en 1555. 872-879
- - - - - Doit être conservée
dans la Possession de ses biens & dans
la liberté de Religion, où elle étoit
en 1624. 604
Antique (le Conseil) comment l'Empe-
reur Charles VI. promet de le compo-
ser. 757. & 758
Autriche (la Maison d') comprise dans le
Traité d'Oshabrug. 646
- - - réservée dans l'Alliance des Suisses
avec la France. 186
- - - (le Cercle d') son Association avec
ceux de Franconie, de Suabe, du
Haut-Rhin, & l'Electoral du Rhin.
762 &c.
Aylus (le Baron d') Plénipotentiaire du

Prince d'Orange, en 1732. 371. &
suiv.

B

BAXMEISTER (Mr. Jean de): Ple-
nipotentiaire à l'Association de
Nordlingue. 774
Bade (le Traité de) est la Base de la Qua-
druple Alliance. 221
- - - rapellé dans le Traité entre la
France & la Lorraine. 153
Baden (la Maison de) ses Pretensions sont
régées à Oshabrug, en 1648.
198. & 199
- - - la France s'engage à lui faire resti-
tution. 86
Baile de Venise à Constantinople; regle-
ment qui le concernent. 199
Baks (la Ville de) & ses dependances,
cédées par le Roi de Perse à la Russie.
441
Bâle (la Ville de) est dans une quasi plei-
ne liberté & exemption de l'Empire.
621
Baleine coupée, Fanons, & Huile, ve-
nant des Villes Anseatiques, quels
Droits doivent paier, en France. 517
- - - quels Droits elle doit paier d'An-
gleterre en France. 466
Ban & *Relan*; promesses que fait l'Em-
pereur Charles VI. à ce sujet. 753
& 754
Bandits & Vagabonds seront punis par les
Turcs & les Vénitiens. 197
- - - On s'engage à les punir de part &
d'autre dans le Traité, entre l'Empe-
reur & le Sultan. 193
Bamberg cette Eglise restituée aux Protes-
tans. 602
Barberie (le Chevalier de) Plénipotentia-
ire de France, en 1714. 82. &
suiv.
Barrière (Traité de la) & de la Succes-
sion, entre l'Angleterre & la Hollande,
à la Haye, en 1709, est annullé. 116
- - - entre l'Empereur, l'Angleterre, &
la Hollande. 122. & suiv.
- - - garanti à la Hollande par l'Angle-
terre. 152
- - - confirmé en tous ses points. *ibid.*
- - - réservé dans le Traité entre l'Em-
pe-

DES MATIERES.

- pereur & la Couronne de France 1714. 88
Barrade. Les Hollandois peuvent fortifier & garnir ses Places autant qu'ils le jugent à propos. 118
 — elle est confiée à la République de Hollande, pour sa sécurité. 37
 — elle doit être gardée par des Troupes Hollandoises 39
Barrai (Mr. de) Plenipotentiaire du Duc de Lorraine, en 1718. 153 *Et fav.*
Bassewitz (Mr. de) Plenipotentiaire de l'Electeur de Hanovre, en Suède, en 1719. 382. *Et fav.*
Bavie (le Cercle de) doit être maintenu dans tous les Droits &c. 620
Bavie (la Maison de) rétablie dans ses Droits & Possessions. 86 & 87
Bavie (l'Electeur de) obligé de retroceder les Pais-Bas Espagnols, aux Hollandois, pour la Maison d'Autriche 38
 — compris dans le Traité entre l'Empereur & la France, en 1714. 86
Begb (Ismaël) Plenipotentiaire de Perse à Petersbourg, en 1723. 439. *Et fav.*
Benedictions des Archevêques Electeurs devant l'Empereur. 719
Bentheim (le Comte de) compris dans le Traité de Munster 575
Beretti Landi (le Marquis de) Plenipotentiaire d'Espagne à Londres, en 1720. 132 *Et fav.*
Berezan, Rebelle de Hongrie, doit demeurer en Turquie loin des Limites de l'Empire Romain. 193
Bergen-op-Zoom (le Marquisat de) reconnu par le Roi d'Espagne, appartenir aux Etats-Généraux 563
Berne (le Canton de) & celui de Zurich, traitent avec les Cantons Catholiques, en 1718. 260. *Et fav.*
 — fait un Traité avec l'Abbé de St. Gall, 1718. 262. *Et fav.*
 — Traité d'Alliance de ce Canton avec la Hollande. 816
Berninger (Mr George Frid) Plenipotentiaire à l'Association de Nordlingue. 777
Besnebes (M. de) Plenipotentiaire de Moscovie à Stockholm, en 1724. 432. *Et fav.*
Beuzgarde (la Ville de) & ses Dependances, cédée par le Roi d'Espagne au Prince d'Orange. 572
Bevernaght : Plenipotentiaire à Brede. 861 &c.
Biberach (la Ville de) doit être conservée dans la Possession de ses biens & dans la liberté de Religion où elle étoit en 1624. 604
Biberstein (Mr. Marschalch) Plenipotentiaire du Roi de Prusse, en 1713. 108. *Et fav.*
Blume (Mr. Otto) Plenipotentiaire du Roi de Dannemarck, en 1732. 765. *Et fav.*
Bohème (le Roi de) par qui il doit être conduit à l'Electon d'un Roi des Romains. 698
Bohème (le Royaume de) ne peut jamais être partagé. 722
 — Immunité du Roi & des Habitans dudit Royaume. 707 *Et fav.*
Bois de Valachie ; Amnistie que le Sultan leur accorde. 189
Bois : leurs Lastes ou Mesures réglées en Danemark. 834 &c.
Bois (l'Abbé du) Plenipotentiaire de France à la Haye, en 1717. 207. *Et fav.*
Bois-le-Duc (la Mayerie de) & toutes ses Dependances, reconnue par l'Espagne, appartenir aux Etats-Généraux. 563
Bois (la Ville de) Reglemens faits par rapport à sa Garnison. 87
Borch (le Baillage de) cédé à l'Electeur de Saxe par le Traité d'Osnabrug 630
Borcke (Mr de) Plenipotentiaire du Roi de Prusse, en 1732. 371 *Et fav.*
Borsela (Mr Philippe Jacob de) Plenipotentiaire des Etats-Généraux, en 1732. 840. *Et fav.*
Bourbon (Maison de) : Traité contre elle entre l'Empereur & le Duc de Savoie. 778 *Et c.*
Bourgeois de Francfort ; quelles sont leurs obligations pendant l'Electon d'un Roi des Romains. 700
Brabançons, sujets de l'Empereur, peuvent commercer librement en l'Empire Ottoman. 526
Brassanotte (le Comte de) Plenipotentiaire

T A B L E

- chaire d'Espagne à Munster en 1648. 562. *Et surv.*
Brackel (le Baron de) Plénipotentiaire de l'Impératrice de Russie, à Coppenhague, en 1732. 765. *Et surv.*
Brancas (le Marquis de) Plénipotentiaire de France à Seville, en 1720. 320. *Et surv.*
Brandebourg (le Marquis de) par qui il doit être conduit pour l'Élection d'un Roi des Romains. 699
Brandebourg (le Marquisat de) ne peut jamais être partagé. 722
Brandebourg (l'Électeur de) a Droit de présenter 6 Aïssesurs à la Chambre Impériale. 620
Brandesheim (la Maison de) est rétablie dans ses Possessions par le Traité d'Osnabrug. 600
Breda (la Baronnie de) reconnu par le Roi d'Espagne, appartenir aux États Généraux. 563
Breda Traité de Commerce qui s'y passe entre l'Angleterre & la Hollande. 840-868
Bremen & Verden (les Duchés de) cédés par la Suède à l'Électeur de Hanovre. 383
Bremen (la Ville de) comprise dans le Traité de Munster, de la part des États Généraux. 375
 — comprise dans le Traité d'Utrecht 1713. entre la France & l'Angleterre. 10
 — comprise dans le Traité entre la France & les Provinces-Unies. 47
 — fait un Traité de Commerce avec la France, à Paris, en 1716. 515. *Et surv.*
Bremen (Archevêché de) cédé à la Suède, par le Traité d'Osnabrug. 626
Bresle il est permis aux Hollandais d'y négocier. 685
Breslau (la Ville de) est maintenue dans ses Privilèges & Exercice libre de Religion. 614
 — Declaration qui s'y donne touchant les Eglises de Silésie. 805
 — ses Eglises Protestantes restituées. 807.
 Son Consistoire remis dans ses Fondions. 808
Brieg (les Ducs de) sont maintenus dans leurs Privilèges & Exercice libre de Religion. 614
 — Principauté: Liste des Eglises qui lui sont restituées. 806
 — Ville: ses Eglises Protestantes restituées. 801, 803
Brisac (le Vieux) doit être restitué, par la France, à l'Empereur. 83
Bristol (Jean Evêque de) Plénipotentiaire d'Angleterre, en 1713. 4. *Et surv.* 816
 — Plénipotentiaire de la Grande Bretagne à Utrecht. 449. *Et surv.*
Broekhuysen: Plénipotentiaire au Traité avec les Lignes Grises. 815. au Traité avec Berne. 821
Broglie (le Comte de) Plénipotentiaire de France à Hanovre, en 1725. 300. *Et surv.*
Brossan (Mr. Christophle) Député de Hambourg à Paris pour faire un Traité de Commerce avec S. M. T. C. 517. *Et surv.*
Brut (le Comte) Plénipotentiaire de Suède à Neustadt, en 1721. 421. *Et surv.*
Bruges (le Canal de) Règlement fait à son sujet. 130
Brus (le Chevalier) Plénipotentiaire d'Espagne à Munster, en 1648. 561. *Et surv.*
Brunswick-Hanovre (l'Électeur de) la France le reconnoît en cette qualité. 86.
Burmahia (Mr. van) Plénipotentiaire des États-Généraux, en 1717. 206. *Et surv.*
Burnia: Plénipotentiaire au Traité avec les Lignes Grises. 815. au Traité avec Berne. 821
Bustrino (la Forteresse de) cédée par les Turcs aux Vénitiens. 197
Balthazar, publiée par l'Empereur Charles IV en 1356. 695. *Et surv.*
Bays (Mr. Guillaume) Plénipotentiaire des États-Généraux, en 1713. 34. *Et surv.* 816

C.

CANDOGAN, (Mylord) Plénipotentiaire d'Angleterre, en 1715. 123. *Et surv.*
 Cala-

DES MATIÈRES.

- Calabres** peuvent naviger & commercer en Barbarie. 354
- Canal** (le Fort de) en Amérique; le Roi de Portugal peut le faire rebâtir. 96
- Canilh** (le Comte de) Plénipotentiaire de France à Copenhague, en 1727. 315. *Œ. serv.*
- Canis** (l'Evêché de) cédé à l'Electeur de Brandebourg, par le Traité d'Ofnabrug. 620. & 631
- Canaries** (Iles de) quel Commerce les Hollandois y peuvent faire. 59
- les Sujets de l'Empereur peuvent commercer dans ces Iles. 541
- Capt** (Mr. H.) Plénipotentiaire des Emps Généraux, pour leur Traité avec le Portugal. 684. *Œ. serv.*
- Cantons Suisses** font un Traité entre eux. 260. *Œ. serv.*
- Cantons**, on n'en peut creuser de nouveaux dans les Pais-Bas. 573
- Cap-Breton** (Ile du) confirmée par l'Angleterre à la France. 17
- Cap du Nord**, entre la Rivière des Amazones & celle de Japon; la France s'en défile absolument en faveur du Portugal. 96
- Captivité** respective entre les François & les Anglois, ne doit plus être exigée. 466. & 567
- Captivité** de l'Empereur Charles VI. 727. *Œ. serv.*
- Captivités** accordées aux Pais-Bas Espagnols, confirmées par l'Empereur. 133
- Captifs**, échangés entre les Impériaux & les Turcs. 192
- Carle**, cédée en partie par la Suède au Czar en 1721. 423
- Carles** (Don) reçoit l'Investiture ecclésiastique des Duchés de Toscane, Parme, & Plaisance. 235. *Œ. serv.*
- doit être Successeur immédiat du Grand-Duc de Toscane. 245
- Cartels** de Déf, interdits par le Traité entre l'Empereur & le Sultan. 191
- Carteret** (le Lord) Plénipotentiaire d'Angleterre en Suède. 387. *Œ. serv.*
- Catalans** compris dans le Traité entre l'Angleterre & l'Espagne, 1713. 30
- Cayenne**; les Habitans au peuvent naviger sur la Rivière des Amazones. 99
- Les Portugais n'ont pas permission d'y aller. *Ibid.*
- Cederholm** (le Baron) Plénipotentiaire de Suède en 1724. 432. *Œ. serv.*
- Cercles** de l'Empire, l'Empereur Charles VI promet de les maintenir dans leurs Droits & Privilèges. 744
- Cerge** (les Iles de) rendues par les Turcs aux Vénitiens. 197
- Certificats** que doivent prendre les Capitaines de Navires Anglois. 465
- Cession** que fait l'Electeur de Bavière des Pais-Bas Espagnols. 38
- faite par l'Empereur Leopold au Duc de Savoye confirmée. 78
- de la Sardaigne, faite par l'Empereur au Roi de Sicile, Duc de Savoye. 256. *Œ. serv.*
- Chambre Impériale**; Règlement qui la concerne. 618
- Chambre mi-partie**; son Etablissement dans les Pais-Bas. 566
- ses fonctions. 567
- Chancellerie Impériale**; ce que l'Empereur Charles VI. promet à ce sujet. 758. & 759
- Chapelle** des Ministres François dans les Villes Anseatiques; Règlement à ce sujet. 324
- Charleroi** (la Ville de) doit être gardée par les Troupes Hollandaises. 118
- Charles II** Roi d'Angleterre: son Traité de Commerce avec les Hollandois, à Breda. 840-868
- Charles XI** Roi de Suède: Médiateur à Breda entre les Anglois & les Hollandois. 841
- Charles XII** Roi de Suède: son Traité avec l'Empereur pour les Eglises de Silésie. 796 Sa Declaration à cet égard. 807 Son Retour stipulé dans les Traités du Pruth & de Constantinople. 808, 809
- Charles Archiduc**; déclaré Roi d'Espagne. 782
- Châteaufort** (le Marquis de) Plénipotentiaire de France à la Haye, en 1717. 206. *Œ. serv.*
- Chesterfield** (le Comte de) Plénipotentiaire de l'Empereur à la Haye, en 1732. 1732.

T A B L E

1732.	340. <i>Et suiv.</i>	Commerce rétabli entre les Vénitiens & les Ottomans.	401
<i>Christophe</i> (l'Isle de St.) cédée par la France à l'Angleterre.	17	— rétabli entre l'Empire & l'Espagne.	295
<i>Cienfuegos</i> (le Cardinal de) traite au nom de l'Empereur, avec le St. Siège.	280. <i>Et suiv.</i>	— réglé entre la France, l'Espagne, & l'Angleterre.	324
<i>Circassie</i> , Forteresse: Frontiere de Moscovie.	810	— de Bois licite & confirmé aux Suédois dans toute la Pomeranie.	401
<i>Colberg</i> (la Ville de) doit être restituée à l'Electeur de Brandenbourg.	631	— rétabli entre la Suède & le Danemark.	411
<i>Cologne</i> (l'Archévêque de) par qui il doit être conduit à l'Élection d'un Roi des Romains.	698	— doit être réglé entre la Moscovie & la Suède.	435
— rétabli dans ses Droits & Possessions.	86. & 87	— rétabli entre la France & l'Angleterre, en 1713.	449. <i>Et suiv.</i>
<i>Colyer</i> (le Comte) Plenipotentiaire Médiateur entre le Turc & le Moscovite.	803	— réglé entre la France & la Hollande, à Utrecht, en 1713.	469. <i>Et suiv.</i>
<i>Comacine</i> ; le St. Siège traite avec l'Empereur, pour la Restitution.	280. <i>Et suiv.</i>	— rétabli entre l'Angleterre & l'Espagne, à Utrecht, en 1713.	483. <i>Et suiv.</i>
Commerce établi entre la France & l'Angleterre.	15	— rétabli par un Traité entre la France & les Villes Anseatiques, à Paris, en 1716.	515. <i>Et suiv.</i>
— rétabli entre l'Espagne & l'Angleterre, sur le pié qu'il étoit sous le Roi Cath. Charles II.	26	— rétabli entre l'Empire Romain & l'Empire Turc, par un Traité à Passarowitz, en 1718.	525. <i>Et suiv.</i>
— de la France, par rapport à l'Espagne, doit être remis sur le pié qu'il étoit sous le Regne du Roi Cath. Charles II.	46	— rétabli entre l'Empire Romain & l'Espagne, en 1725.	533. <i>Et suiv.</i>
— réglé entre l'Espagne & la République de Hollande.	54	— rétabli entre les Républiques d'Alger & de Hollande, en 1726.	544. <i>Et suiv.</i>
— des Indes réglé sur le pié qu'il étoit sous Charles II.	58	— rétabli entre l'Angleterre & l'Espagne par un Traité, à Madrid, en 1667.	666. <i>Et suiv.</i>
— établi entre les Sujets du Duc de Savoye & les Espagnols.	71	— rétabli entre l'Angleterre & le Portugal, par un Traité d'Osnabrug.	624
— réglé entre la France & la Savoye.	79	— rétabli entre l'Angleterre & l'Espagne par un Traité, à Madrid, en 1667.	666. <i>Et suiv.</i>
— rétabli entre les François & les Imperiaux.	94 & 95	— rétabli entre l'Angleterre & le Portugal, par un Traité, à Londres, en 1642.	678. <i>Et suiv.</i>
— rétabli entre la France & le Portugal, en Europe.	97	— rétabli entre le Portugal & la Hollande, par un Traité à la Haye, en 1661.	684. <i>Et suiv.</i>
— entre l'Espagne & le Portugal, Article séparé à ce sujet.	106	— l'Empereur Charles VI. promet de le favoriser de tout son pouvoir.	736
— de l'Angleterre & de Hollande aux Pays-Bas, réglé.	138	— Traité entre les Anglois & les Hollandais pour celui des Pays-Bas Es-	pa-
— réglé entre la Lorraine & les trois Evêchés.	168		
— libre entre la France & la Suisse.	184		
— rétabli entre les Allemands & les Turcs.	192		

- paguols. 215. Traité entre la Danemarck & la Hollande. 818-840 Traité entre l'Angleterre & la Hollande, à Breda. 540 368
- Commissaires**; on en doit nommer pour régler les Limites entre les Empires Romain & Ottoman. 120
- on en doit aussi choisir pour l'exécution du Traité entre les deux Empires 121
- doivent être établis par les Turcs & les Vénitiens pour poser les bornes de leur Limites. 197
- doivent être établis pour régler les Griefs de Commerce entre l'Espagne & l'Angleterre 322 & 323
- doivent être nommés pour régler le Tarif des Pays-Bas Autrichiens 332
- Compagnie Française de Guinée**, ne peut transporter des Nègres aux Indes Espagnoles 101
- Compagnie d'Ostende**, l'Empereur promet de l'abolir 323
- Réglemens à ce sujet dans l'Accession des Etats Généraux au Traité de Vienne, 1731. 342
- Comtes immédiats de l'Empire**, quel Rang ils doivent avoir. 733
- Confession d'Augsburg** Paix publique accordée à ceux qui la professent 668 & 669
- — — — — Doit être librement exercée & professée dans le Palatinat 197
- Confirmation** (le Droit de) comment il peut être cédé en Allemagne. 607
- Comte** (Mr. Samuel) Plénipotentiaire des Etats Généraux, en 1717 206, au Traité avec Berne. 222
- Conscience**, elle ne doit point être gênée entre les Anglois & les Espagnols réciproquement 674 & 675
- elle ne doit point être gênée entre les Anglois & les Portugais réciproquement. 682. & 683
- Consul** (Mr. Caspar de) Plénipotentiaire de l'Empereur Charles VI, lors de la Capitulation de S. M. Imp 763
- Conservateurs** (Juges) Réglemens à leur sujet entre l'Espagne & la République de Hollande. 58
- Conservation des Principautés des Electeurs**, en leur entier. 231. & 722
- Consistoires** rétablis dans leurs Fonctions en Silésie 803
- Consuls Espagnols & Hollandais**; Réglemens qui les concerne 126
- Vénitiens dans les Echelles du Levant, Réglemens à leur sujet 200
- peuvent être établis respectivement entre la France & l'Angleterre 468
- ne doivent point être établis respectivement, entre la France & la Hollande. 478
- Nationaux seront établis réciproquement dans les Ports de l'Empereur & du Roi d'Espagne 139
- Hollandais à Alger, quelles sont leurs Prerogatives 148
- Impériaux à Tunis, leurs Prerogatives & leur Emploi. 152
- Impériaux à Tripoli, leurs prerogatives & leur Emploi. 154
- Impériaux à Alger, leurs prerogatives & leurs Fonctions 156 & 157
- Hollandais peuvent être établis en Espagne 166
- respectifs entre l'Angleterre & l'Espagne; leurs Privilèges. 674
- Anglois en Portugal, leurs Privilèges & Liberté de Conscience 680
- Conspiration**, défendues par la Bulle d'Or, & comment elles doivent être punies. 317. & 714
- Contrat** (Droit de) réglé en France, par rapport aux Hollandais. 473
- Contest** (Mr. de St.) Plénipotentiaire de France, en 1718 153 & 154
- Contingent** que doivent s'entre fournir la France, l'Espagne, & l'Angleterre, selon leur Traité de 1721 227
- Contrat** de l'Asiento en faveur de l'Angleterre, signé à Madrid, en 1713 425 & 426
- Contrabande**, qu'elles sont les Marchandises que l'on comprend sous ce nom. 590
- Réglemens faits entre la France & le Duc de Lorraine, pour l'empêcher sur leurs Terres respectives 175 & 176
- Convention**, sur le Traité de la Haye, à la Haye, 1719 142 & 143
- de Famille entre le Grand Duc de Toscane & le Roi d'Espagne, à Florence, 1731. 244 & 245

T A B L E

Convention entre la France & les Etats-Généraux, au sujet des Compagnies des Indes de l'une & de l'autre Nation. 361. *Et* *suiv.*

Consent de Barbarie, le Sultan se charge de les engager à ne point faire de tort aux Impériaux. 193

Cosaque Russiens, exceptés de l'Amnistie dans le Traité de Neustadt, entre le Czar & la Suède. 423

Cventry: Plénipotentiaire à Breda. 851, 853, 858

Cour Impériale: de quelle manière elle tient Séance. 722. & 723

— doit résider dans le sein de l'Empire 757

Cruels (le Cam de) compris dans le Traité entre l'Empereur & le Sultan. 195

Criminels d'Etat doivent être rendus réciproquement entre la France & la Suisse. 184

Cros (le Duc de) rétabli dans ses Possessions, par le Traité d'Osnabrug. 329

Crombuelm (le Comte) Plénipotentiaire de Suède, en 1719. 381. *Et* *suiv.*

Camba (Don Louis de) Plénipotentiaire du Roi de Portugal, en 1715. 96. *Et* *suiv.*

Czaki (Michel) Hongrois révolté, doit demeurer en Turquie, loin des Limites de l'Empire Romain. 198

Czeremietof: Plénipotentiaire Moscovite au Traité de Paix avec le Turc. 811

D.

DAM (la Ville de) & ses Dépendances, cédée à la Suède, par le Traité d'Osnabrug. 614 & 625

— rétrocédée par la Reine de Suède au Roi de Prusse. 403

Dam (le Baillage de) cédé à l'Electeur de Saxe par le Traité d'Osnabrug. 630

Damme (le Fort) doit être gardé par les Troupes Hollandoises. 118

Danemarch (le Royaume de) compris dans le Traité d'Osnabrug. 646

— (le Roi de) conclut un Traité avec la France & l'Angleterre. 315.

— s'engage à ne point disposer de ses

Troupes en faveur d'une tierce Puissance, sans le consentement de la France & de l'Angleterre. 312

— son Traité avec les Etats-Généraux. 128 &c.

Danzur (la Ville de) comprise dans le Traité d'Utrecht en 1713. entre la France & l'Angleterre. 20

— comprise dans le Traité d'Utrecht en 1713. entre l'Espagne & l'Angleterre. 32

Danzur; les Allemands peuvent y naviguer en toute sûreté. 189

— les Sujets de l'Empereur des Romains & du Grand-Signeur peuvent négocier librement sur ce Fleuve. 126

Danzur (le Comte de) ne doit point être inquiété par le Comte Palatin. 197

Déclaration au sujet des Garnisons Espagnoles dans les Places fortes de Toscane, Parme, & Plaisance. 334

— par rapport à la Succession de Parme. 335. *Et* *suiv.*

— des Ministres d'Angleterre & de Hollande, à ce sujet. 336

— des Etats-Généraux, concernant leur Accession au Traité de Hanovre, en 1716. 399

— des Etats-Généraux touchant les Affaires d'Oost-Frise. 344

— du Roi d'Espagne touchant le Droit de Réversion de la Sardaigne à la Couronne. 190 & 191

— de l'Ambassadeur d'Espagne en France annullée. 347

— au sujet des Garnisons Espagnoles en Italie. 350

— au sujet de la Succession de Parme. 349 & 350

— dans le Traité de Vienne 1731. touchant l'Oost-Frise. 337

— de la Reine de Suède sur quelques Articles du Traité qu'elle avoit conclu avec le Roi de Prusse à Stockholm, en 1720. 405 & 406

Defenheur-Scheper. ces Inhumaines imprimées. 837

Defu, sont défendus par la Bulle d'Or. 735

Démolition de certains Forts promises par la France à l'Empereur. 85

Dén-

DES MATIERES:

- Démolitions* de certains Forts: promises par la France à l'Empereur. 85
Dendermonde (la Ville de) la Garnison doit y être commune, entre l'Empereur & la Hollande. 125
 — Serment que doit faire le Gouverneur de cette Place. 132
Derbent (la Ville de) & ses Dependances cédées par le Roi de Perse à la Russie. 440. & 441
Dettes de la Couronne d'Espagne envers l'Amirauté de Hollande 61
Dhona, & *Dhona* Plenipotentiaire à Breda. 852, 853, 858, 867, 868
Dietes générales de l'Empire; Engagemens de l'Empereur Charles VI. à ce sujet. 744. & 745
Ditcheim (Droit de) qui sont ceux qui peuvent en jouir, dans l'Empire. 817
Ditlingue (Mr.) Député pour conclure, au nom de l'Empereur, un Traité avec la Regence d'Aiger, à Constantinople, en 1672. 555 & suiv.
Dixmude (la Ville de) avec ses Dependances, cédée par la France, aux Hollandois, pour l'Empereur 90
Duis (Mr. Wigbolt vander) Plenipotentiaire des Etats-Généraux, en 1718. 142. & suiv.
Duist (le Fort de St.) doit être gardé par les Troupes Hollandaises. 118
Duizert, clause par rapport à cette Ville. 606
Dumhoff (le Comte de) Plenipotentiaire du Roi de Prusse, en 1752. 103. & suiv.
Duis (Mr. François de) Plenipotentiaire des Etats Généraux, à Munster, en 1648 562 & suiv.
Durpi (la Ville de) cédée par la Suède au Czar, en 1721. 423
Dutanc (Droits de) réglés entre l'Empire Romain & l'Empire Ottoman 527
 — réglés entre les Turcs & les Vénitiens. 201
 — de la Meuse réglés pour le haut Quartier de Gueldre. 115
 — Réglemens qui les concernent, faits entre l'Espagne & la Hollande. 564
Duizerters. Droits de ceux du Sond, réglés 820 &c.
Drap, quels Droits on doit payer pour
 eux, de France en Angleterre. 466
Droits des Officiers de l'Empereur, lorsque les Princes font hommage de leurs Fiefs à l'Empereur. 726
 — d'Entrée & de Sortie le long de la Meuse, fixés 132
Droits, ou *Impôts* de Navigation réglés entre les Hollandois & les Danois. 838
Duben (le Baron van) Plenipotentiaire de Suède, en 1724. 432 & suiv.
Ducher (le Comte) Plenipotentiaire de Suède, en 1719 381. & suiv.
Duels défendus dans le Traité entre les deux Empereurs Romain & Ottoman. 191
Dummonde (la Ville de) cédée par la Suède au Czar en 1721. 432
Duncan (Mr. Jean) Plenipotentiaire du Prince d'Orange, en 1732. 371 & suiv.
Dunkenspel (la Ville de) doit être conservée dans la Possession de ses biens & dans la liberté de Religion où elle étoit en 1624. 604
Dunkerque. La Démolition de son Port promise par la France. 16
 — nouvelle Promesse que fait la France de le demolir 209
Durrheim (Mr. Frederic de) Plenipotentiaire à l'Association de Nordlingue. 774
Dussen (Mr. Bruno vander) Plenipotentiaire des Etats-Généraux, en 1713. & suiv. & 816
- E.
- E**CHANGE du Royaume de Sardaigne pour celui de Sicile. 219
Echelles du Levant, les Vénitiens peuvent y négocier librement. 204
Eckont (Mr. Antoine) Plenipotentiaire des Etats-Généraux, en 1718. 206. & suiv.
Ecluse (le Fort de l') doit être gardé par des Troupes Hollandaises. 118
Ecosse. Traité de son Union avec l'Angleterre. 785 &c. Proportion de ses Impôts avec ceux d'Angleterre. 787.
 Ses Pairs admis au Parlemens de la Grande-Bretagne. 793
Eglises Chrétiennes peuvent être réparées dans l'Empire Ottoman. 198
 VVVVV
 Eglises

T A B L E

Éclésiastiques : Traité d'Alt-Rand-
stadt pour la Restauration de celles de
Silecie 284. &c. Spécification de ces
Églises 805, 806
Électeurs, comment ils doivent être élus
selon la Bulle d'Or. 709. & suiv.
— comment ils doivent s'assembler
selon la même Bulle d'Or. 711. &
suiv.
— quelle est leur comparaison avec les
autres Princes communs. 707
— leur succession. 706
— comment & par qui ils doivent être
conduits au lieu où se doit faire l'E-
lection d'un Roi des Romains 696
& suiv.
— avec quel cortège ils peuvent en-
trer à Francfort pour l'Élection d'un
Roi des Romains 700
— doivent être réduits au pain & à
l'eau, s'ils n'ont pas fait l'Élection d'un
Roi des Romains, au bout de 30 jours
701
— comment ils doivent marcher se-
lon la Bulle d'Or 719
— compris dans le Traité d'Osnabrug.
646
Élection d'un Roi des Romains, com-
ment on y doit procéder. 701
— des Princes Électeurs, réglée dans
la Bulle d'Or. 709
Électorat, on en établit un huitième, en
favor des Comtes Palatins 999
Expédition du Traité entre le Danemarck
& la Suède, en 1720 417. & suiv.
Exécutif (la Ville d') comprise dans le
Traité de Munster, de la part des États-
Généraux 575
— comprise dans le Traité entre la
France & les Provinces-Unies 47
Exercer (M. Henri) Plénipotentiaire des
États-Généraux, en 1712 307
Empereur (l') Charles VI. renonce à la
Couronne d'Espagne 253. & suiv.
— conclut un Traité avec le St. Siè-
ge, en 1724. 280. & suiv.
— cède le Royaume de Sardaigne au
Duc de Savoie. 256
Empire (le St.) réservé dans l'Alliance
des Suisses avec la France. 256
Exercice (Droit d') réduits à 5 pour cent,
par les Algériens, par rapport aux Hol-

landois. 148
Essex (le Prince d') compris dans le
Traité entre la France & la Hol-
lande. 40
Establi (la Maison d') est rétablie dans
ses Possessions, par le Traité d'Osn-
brug 600
Erasmus (la Forteresse d') cédée par les
Turcs aux Vénitiens. 196
Escaut (la Rivière de l') appartient aux
États-Généraux. 165
Esclaves, Réglemens qui les concerne,
entre les Vénitiens & les Turcs 202
— remis en Liberté, entre les Turcs
& les Vénitiens 198
Espagne (le Roi d') renonce à tous les
Pais que possède l'Empereur, en Ita-
lie & dans les Pais Bas 122
— renonce à tout ce qui peut depen-
dre de la Succession de Toscane 189
Espagne (le Roi d') renonce aux États
démembrés de la Couronne en faveur
de l'Empereur 251. & suiv.
— & l'Angleterre & la France garan-
tissent cette Renonciation *ibid.*
— garant la Succession à la Couron-
ne d'Angleterre, dans la Branche Pro-
testante de Hanovre. 26
— compris dans le Traité d'Osn-
brug 646
— accède au Traité de la Quadruple
Alliance en 1720 232
— donne des Lettres Réversales par
rapport à l'investiture accordée par
l'Empereur à D. Carlos 238
— fait un Traité avec la France &
l'Angleterre, en 1721 275. & suiv.
— compris dans le Traité entre l'Em-
pereur des Romains & l'Impératrice de
Russie, en 1726. 449
Esau (Mr Jean van). Plénipotentiaire
des États Généraux en 1717. 106.
& suiv.
Esse (la Maison d') ses Droits sont ré-
servés dans le Traité entre l'Empe-
reur & le St. Siège 280
Eszterhazy, Rebelle de Hongrie, doit demou-
rer en Turquie loin des Limites de
l'Empire Romain. 193
Estime, cédée par la Suède au Czar, en
1721. 413
Esdras (la Maréchal d') Délégué pour con-

DES MATIERES.

- p conclure un Traité de Commerce avec les Villes Anſéatiques 326. & ſuiv.
-
- Etats-Généraux*
- (les) ſont invités à entrer dans le Traité entre la France, l'Eſpagne, & l'Angleterre, en 1721 279
-
- accèdent au Traité de Seville en 1729. 326. & ſuiv.
-
- ſont regardés comme Partie principale contractante dans le Traité de Vienne 1731 quoiqu'ils n'y aient pas ſigné 336
-
- accèdent au Traité de Vienne, de 1731. 339. & ſuiv.
-
- Voyez
- Hollande*
-
- Esclave*
- (l'Ordre Militaire de St.) doit être maintenu en Tofcane. 245
-
- Etrangers*
- , doivent tous ſortir de Francfort lors de l'Election d'un Roi des Romains. 701
-
- Evêques*
- de Metz; leur Traité avec les Ducs de Lorraine confirmé. 170
-
- Engel*
- (le Prince) Plénipotentiaire de l'Empereur, en 1714. 62. & ſuiv.
-
- Exemptions*
- des Suiffes en France. 180
-
- Exemptions-Schepen*
- : ces Exemptions & Privilège, abolis. 833, 837
-
- F.
- F**ANZA (Mr. Jean Fred.): Plénipotentiaire à l'Association de Nordlingue. 777
Fagel: Plénipotentiaire au Traité avec les Ligues Grifes. 815
Fargenruch demort. 808
Falckenſtein (le Chateau & Comté de) doit être reſtitué à qui il appartient, ſuivant le Traité d'Osnabrug 600
Famille (Traité de) entre le Grand Duc de Tofcane, & le Roi d'Eſpagne, à Florence, en 1731. 244. & ſuiv.
Famelon (le Marquis de) Plénipotentiaire de France, à la Haye, en 1726. 307
 — ſigne une Convention avec les Etats-Généraux, au ſujet des Diſputes nées entre les Compagnies des Indes, Françoisiſe & Hollandoiſe 361. & ſuiv.
Fendaux (les Biens) à qui doivent être ôtés, ſelon la Bulle d'Or. 712
Fer-blanc venant des Villes Anſéatiques, quel Droit il doit paier en France: 517
Festins réglés par la Bulle d'Or dans les Aſſemblées des Electeurs. 711
Fiefs de l'Empire, l'Empereur Charles VI. s'engage à recouvrer ceux qui ont été aliénés 741. & 742
 — caducs, l'Empereur Charles VI promet de n'en point diſpoſer ſans le conſentement de l'Empire. 743. & 744
Final (le Marquisat de) le Roi d'Eſpagne renonce aux Prétentions qu'il y avoit 215
 — cédé aux Genoïſ par l'Empereur. 249
Fisch (Mr) Plénipotentiaire d'Angleterre à la Haye, en 1716. 307
Finlande (le Grand Duché de) remis à la Suède par le Czar, en 1721. 423
Finnmark, les Limites en doivent être réglées par Commiſſaires, entre le Danemarck & la Suède. 415 & 416
Finne, ceux de cette Ville peuvent naviguer & commercer en Barbarie. 554
Fleiſchmann (Mr de) Plénipotentiaire de l'Empereur des Romains à laſſanowitz en 1718 526 & ſuiv.
Flemming: Plénipotentiaire à Breda 852, 853, 858, 867, 868
Flemming (le Comte de) Plénipotentiaire de l'Electeur de Saxe, à Vienne, en 1719. 357 & ſuiv.
Fladref (le Comte de) le Roi d'Eſpagne conſent à lui reſtituer ſes biens ſans. 575
Florence (la Seigneurie de) reſervée dans l'Alliance des Suiffes avec la France. 186
 — ſes Privilèges ſeront conſervés par l'Infant D. Carlos. 245
Fonctions des Princes Electeurs, lorsque l'Empereur tient ſolennellement ſa Cour. 723. & 724
Fondations, qui ſont ceux qui ont droit d'en jouir dans l'Empire 616
Furbans, ne doivent point être ſouſerits dans les Ports reſpectifs de France & de Hollande. 4-8
Furgaiſch, Hongrois révolté, doit ſeſſer en Turquie, loin des Limites de l'Empire Romain. 193
Forme des Lettres d'Intimation, ſelon la Bulle d'Or. 716
 — de Procuration que doivent donner les

V v v v v 2

- les Electeurs, lorsqu'ils n'assistent pas à l'Electon d'un Roi des Romains 716. & 717
- Formule* du Serment que doivent faire les Electeurs avant de procéder à l'Electon d'un Roi des Romains 701
- des Passeports que doivent avoir les Navires, en partant des Ports de France. 463. & 453
- de l'Acte du Serment que doivent porter avec eux les Capitaines de Navires Anglois. 464
- des Certificats que ces Capitaines doivent prendre. 465
- des Lettres de Mer que doivent avoir avec eux les Capitaines de Navires Hollandois. 480. & 481
- des Lettres de Mer, dont on convint entre l'Espagne & la Hollande, en 1650 592
- Forteresses* sur les Frontières des Empires Romain & Ottoman, peuvent être réparées par chacun des Monarques 190
- des Frontières des Turcs & des Venitiens peuvent être réparées. 198
- Fortes* ou Forteresses; on n'en peut construire de nouveaux dans les Pais-Bas. 173
- Frans* (les) leurs Immunités confirmées dans l'Empire Ottoman. 198
- France* (le Roi de) compris dans le Traité d'Osnabrug 646
- garant la Renonciation du Roi d'Espagne aux Etats démembrés de la Couronne. 251. Et suiv.
- renouvelle son Alliance avec les Cantons Catholiques, à Soleure, en 1715. 178. Et suiv.
- conclut un Traité de Paix avec les Provinces-Unies 34
- fait un Traité avec l'Espagne & l'Angleterre, en 1721. 275. Et suiv.
- Français*, ne peuvent servir chés les Ennemis des Suisses 182
- Frankfort* sur le Meyn; c'est dans cette Ville que se doit faire l'Electon d'un Roi des Romains 699
- Frankonie* (le Cercle de) de la Confession d'Augsbourg, a droit de présenter deux Assesseurs à la Chambre Impériale. 160
- la Noblesse de cette Province doit être laissée dans son état immédiat de l'Empire. 197
- Frankonie*: Association de ce Cercle avec ceux d'Autriche, de Suabe, du Haut-Rhin, & l'Electoral du Rhin. 769. &c.
- Fraudes*; Réglemens faits entre la France & la Lorraine pour l'empêcher, sur leurs Terres respectives. 179. & 176
- Fredéric IV.* Roi de Dannemarc, son Traité de Commerce avec la Hollande. 828-840
- Fret* (Droit de) les Sujets des Villes Anseatiques ne le doivent point payer en France. 517
- Freystadt*; obtient une nouvelle Eglise Protestante. 804
- Fuldaug*, doit être restitué par la France à l'Empereur. 83
- Erisburg* (le Canton de) renouvelle son Alliance avec la France. 178
- Frontières* des Empires Romain & Ottoman peuvent être fortifiées de côté & d'autre. 190
- des Turcs & des Venitiens, leurs Places peuvent être réparées. 198
- le Duc de Savoye peut fortifier celles de ses Etats 79
- Furmes* (la Ville de) & ses Dépendances cédées aux Hollandois pour l'Empereur 90
- doit être gardée par les Troupes Hollandoises. 178
- l'Empereur consent que les Hollandois y aient Garnison privative. 125
- G.
- G**AZ (l'Abbaye de St.) comprise dans le Traité entre la France & la Prusse. 111
- (la Ville de St.) comprise dans le Traité entre la France & les Provinces-Unies. 47
- (l'Abbé de St.); on en fait mention dans le Traité conclu entre les Cantons Suisses en 1718. 261. 262
- Gand* (la Ville de) doit être gardée par les Troupes Hollandoises 118
- Garantie* du Roi T. C. pour la Couronne d'Angleterre dans la Ligne-Protestante de Hanovre. 5
- de la République de Hollande, envers la France pour l'exécution de tout

DES MATIERES.

- ce qui a été stipulé concernant les Pais-Bas Espagnols. 49
- Garantie* de la Barrière, par l'Angleterre, aux Etats-Généraux. 115. *Et suiv.*
- - - des Etats Généraux pour la Succession Britannique. *ibid.*
- - - stipulée entre les Puissances de la Triple Alliance 210. *Et suiv.*
- - - stipulée entre l'Empereur & le Roi d'Espagne, pour leurs Etats respectifs 218
- - - stipulée entre l'Empereur & le Duc de Savoie, pour leurs Etats en Italie. 220
- - - stipulée entre la France, l'Angleterre, & la Hollande, pour leurs Etats respectifs. 221
- - - de l'Empereur, la France, & l'Angleterre, envers la République de Hollande. 223
- - - du Roi d'Angleterre, pour les Lettres Reversales du Roi d'Espagne à l'Empereur, par rapport à la Succession Eventuelle de D. Carlos en Italie. 239. *Et suiv.*
- - - du Roi de France pour le même sujet *ibid.*
- - - de la Renonciation du Roi d'Espagne, aux Etats démembrés de sa Couronne. 251
- - - réciproque, stipulée entre la France, l'Angleterre, & la Prusse. 301
- - - prêtée par l'Angleterre & la France pour la Succession éventuelle de D. Carlos en Italie 324
- - - de la Pragmatique-Sanction par les Parties contractantes du Traité de Vienne en 1731 330
- - - de la France envers le Roi de Dannemark, pour le Duché de Sleswick. 418. & 419
- - - de l'Angleterre envers le Roi de Dannemark, pour le Duché de Sleswick 420. & 421
- - - réciproque entre l'Empereur des Romains, l'Impératrice de Russie, & le Roi de Dannemark. 765
- Garde* (le Comte de la) Plenipotentiaire de Suède, en 1719. 382. *Et suiv.*
- Garnisons* Espagnoles doivent être mises à Livourne, Parme &c. 323
- Gars* (la Ville de) & ses Dependances, cédée à la Suède, par le Traité d'Osnabrug. 624. & 625
- Gelngen* (la Prévôté de) cédée à la Maison de Hesse-Cassel, par le Traité d'Osnabrug. 637
- Genes* (la Republique de) comprise dans le Traité d'Utrecht 1713. entre l'Espagne & l'Angleterre. 32
- - - comprise dans le Traité entre la France & les Provinces-Unies. 47
- Genève* (la Republique de) comprise dans le Traité entre la France & la Prusse. 111
- comprise dans le Traité d'Utrecht 1713. entre la France & l'Angleterre. 20
- Gent* (Mr. Bartolt) Plenipotentiaire des Etats-Généraux, à Munster, en 1648. 562. *Et suiv.*
- Gheel* (Mr. Cornille van) Plenipotentiaire des Etats-Généraux, en 1713. 34. *Et suiv.*
- Gblan* (la Province de) cédée par le Roi de Perse à la Moscovie. 441
- Gibraltar* (la Ville, Forteresse, & Port de) cédé à l'Angleterre par la Couronne d'Espagne. 28
- Article touchant la Restitution à l'Espagne. 398
- Giraldi* (le Chevalier) Plenipotentiaire du Grand Duc de Toscane à Florence, en 1731. 344. *Et suiv.*
- Glaris* (le Canton de) Catholique, renouvelle son Alliance avec la France. 178
- Glenorch* (le Lord) Plenipotentiaire d'Angleterre à Coppenhague, en 1727. 315. *Et suiv.*
- Glinstra* (Mr. van) Plenipotentiaire des Etats-Généraux, pour leur Traité avec le Portugal 684. *Et suiv.*
- Glogau* Ministres de ses Eglises augmentez. 801, 804 &c.
- Gonski* (Mr. Jean) Plenipotentiaire de Pologne, à Oliva, en 1660. 647. *Et suiv.*
- Gors* (Robert) Plenipotentiaire au Traité de Commerce avec le Dannemark 829
- Gorfi* (le Comte de) Plenipotentiaire de l'Empereur, en 1714. 82. *Et suiv.*
- Golauw* cette Eglise restituée aux Protestants. 802.
- Goluan* (la Ville de) & ses Dependances cédée.

T A B L E

cédée à la Suède, par le Traité d'Osnabrug.	624. & 525
— & ensuite rétrocédée, par la Reine de Suède, au Roi de Prusse	403
<i>Golofkin</i> (le Comte de) Plenipotentiaire de Russie, en 1723	440 & <i>suiv.</i>
<i>Gerze</i> (la Terre de) ses Péages réglés par rapport à la Lorraine	171
<i>Goslinga</i> (Mr. Sizzo de) Plenipotentiaire des Etats-Généraux, en 1713	62
<i>Grave</i> (la Ville de) & ses Dependances reconnue, par le Roi d'Espagne, appartenir aux Etats-Généraux	563
<i>Griefs</i> de Commerce, on y doit remédier réciproquement entre la Hollande & l'Espagne	327
<i>Grimalde</i> (le Marquis) Plenipotentiaire d'Espagne, en 1721.	495 & <i>suiv.</i>
<i>Grisons</i> , compris dans le Traité d'Osnabrug	646
— compris dans le Traité entre la France & la Prusse.	111
<i>Ommenigen</i> (le Monastère de) cédé au Duc de Brunswick-Lunebourg, par le Traité d'Osnabrug.	635
<i>Groninger</i> , le Député de cette Province ne signe point l'Accession au Traité de Vienne, de 1731.	343
<i>Grunfchwart</i> (le Port de) les Prussiens en doivent avoir le libre usage	400
<i>Guelde</i> (le Pais de) Réglemens faits dans ses Distriets.	88 & 89
— Espagnole cédée par la France au Roi de Prusse.	109
<i>Guelde</i> (haut Quartier de) cédé au Roi de Prusse, par l'Empereur	113
— demeure sous la Jurisdiction de l'Evêque de Ruremonde	114
<i>Gyllenbourg</i> (le Comte) Plenipotentiaire de Suède, en 1724.	432 & <i>suiv.</i>

H.

H ALBERSTADT (l'Evêché de) cédé à l'Electeur de Brandebourg, par le Traité d'Osnabrug	628
<i>Hambourg</i> (la Ville de) comprise dans le Traité de Munster, de la part des Etats-Généraux.	575
— (la Ville de) comprise dans le Traité d'Utrecht 1713, entre la France	

— & l'Angleterre.	20
— fait un Traité de Commerce avec la France à Paris en 1716.	515. & <i>suiv.</i>
<i>Hamilton</i> (Famille de) ses Droits & Pré-tensions en France réservés par le Traité de 1713. entre la France & l'Angleterre.	19
<i>Hanau</i> (la Maison de) rétablie dans ses Possessions par le Traité d'Osnabrug.	600
<i>Harang Salé</i> ; les Hollandois en peuvent porter librement en France.	472
<i>Haren</i> Plenipotentiaire au Traité avec Berne.	828
<i>Haut Comté</i> (le Droit de) comment & par qui doit être païé en Lorraine.	170
<i>Haut-Rhin</i> (le Cercle du) son Association avec ceux d'Autriche, de Franconie, de Suabe, & l'Electoral du Rhin.	769 & c.
<i>Headmoney</i> , ou Capitation, que les Français paient en Angleterre, ne doit plus être exigée.	466
<i>Henfius</i> (Mr. Antoine) Plenipotentiaire des Etats-Généraux, en 1718.	62
— Plenipotentiaire au Traité des Lignes Gênes. 815 : au Traité avec Berne.	821, 828
<i>Hesse-Cassel</i> ; les Intérêts de cette Maison sont réglés dans le Traité d'Osnabrug.	737
— (le Landgrave de) compris dans le Traité entre la France & les Provinces-Unies	47
— compris dans le Traité de Munster, de la part des Etats-Généraux.	573
<i>Heydenheim</i> - Association qui s'y conclut entre les Cercles de Franconie & de Suabe.	769, 777, & c.
<i>Heures</i> , & autres Impositions, quant & comment l'Empereur en peut mettre d'extraordinaires	733
<i>Hirschberg</i> - obtient une nouvelle Eglise Protestante	804
<i>Hirschfeld</i> (Abbaie de) cédée à la Maison de Hesse-Cassel, par le Traité d'Osnabrug.	637
<i>Holstein</i> (la République de) comprise dans	

DES MATIERES.

dans ses Possessions, par le Traité d'Osnabrug. 600
Hollande (la République de) comprise dans le Traité d'Osnabrug. 646
 — reconnue par l'Espagne pour un Etat Libre. 161. & 163
 — conclut un Traité de Paix avec la France. 34
 — son Traité avec les Lignes Grises en 1713. 811 &c son Traité avec le Canton de Berne. 816 &c Son Traité de Commerce avec le Danemarck. 828-840 Son Traité de Commerce avec l'Angleterre à Breda. 840-868 Leur Capitulation pour les nouvelles Levées de Berne. 822
Hollandais ne peuvent être faits Esclaves dans aucun lieu de la Domination d'Alger. 146. & 167
 — doivent avoir la même sûreté & liberté en Espagne que les Anglois. 166
 — entrent dans l'Alliance entre l'Empereur & le Duc de Savoie contre la France. 778 &c.
Holles : Plenipotentiaire à Breda. 852, 853, 858
Holstein (la Maison de) Garantie en sa faveur stipulée dans le Traité entre la Suède & la Prusse en 1720. 402
 — (le Duc de) compris dans le Traité entre la Moscovie & la Suède, en 1724. 436
 — la Reine de Suède promet de ne le point aider contre le Dannemark. 412
 — compris dans le Traité entre l'Empereur des Romains & l'Impératrice de Russie. 445
 — doit avoir un Million de Risdaltes s'il veut renoncer en faveur de S. M. Danoise à la partie du Sleswick qu'il possède. 767. & 768
Holstein (Maison de) maintenue dans l'Evêché de Lubec. 798
 — (le Chevalier de) Plenipotentiaire de Dannemark, en 1717. 315. & suiv.
Holsteinbourg (le Comte de) Plenipotentiaire de Dannemark, en 1727 & suiv.
Hongrie, les Eleveurs de Hanovre & de Saxe s'engagent envers l'Empereur de défendre ce Royaume. 358

Hongrois revoltés contre l'Empereur doivent demeurer en Turquie, loin des Limites de l'Empire Romain. 193
 — Leurs Femmes ont permission de les aller trouver. ibid.
 — ceux de cette Nation peuvent commercer librement en l'Empire Ottoman. 126
Hannovers & Dignités; l'Empereur Charles VI. promet de ne les désérer qu'au Mérite. 751. & 756
Hornéeck (Mr van) Plenipotentiaire des Etats-Generaux, en 1716. 307
Hopien (le Baron de) Plenipotentiaire de Suède, en 1719. 362. & suiv.
Horn (le Comte) Plenipotentiaire de Suède, en 1724. 432. & suiv.
Hubert (Pierre de) Plenipotentiaire à Breda. 861. &c.
Hudson (la Baie de) cédée, avec toutes ses appartenances & dependances, par la France à l'Angleterre. 16
Hundheim (Mr. Loth. Fred. de) Plenipotentiaire à l'Association de Nordlingue. 777
Huxelles (le Marechal d') Plenipotentiaire de France, en 1713. 4. & suiv.
Hypothèques des Hollandais sur les Pais-Bas Espagnols. 42
 — pour les Subsidés, réglée entre l'Empereur & les Hollandais. 140
Hypothé (la Ville de St) & ses Dependances restituées au Duc de Lorraine. 111

L

L
JAUNE : Ministres de ses Eglises augmentez. 801, 804.
Innocents du Roi de Bohême & des Habitans dudit Royaume. 707. & suiv.
Inoschi (la Forteresse d') cédée par les Turcs aux Vénitiens. 196
Imperaux ne peuvent être Esclaves à Tripoli. 114
Incursums défendus entre les Allemands & les Turcs. 191
Indes Orientales & Occidentales, Reglemens pour le Commerce qu'on y peut faire. 19
Infant Don Carlos doit être Successeur immédiat du Grand-Duc de Toscane.

- cané. 145
Ingermanie, cédée par la Suède au Czar, en 1721. 423
Inghyfen (le Comte de) Plenipotentiaire des Etats-Generaux, en 1713. 34. & *surv.*
Inondations, comment les Hollandois doivent les faire en Flandre 128, 129, 130
Inquisition; ce Tribunal ne doit exercer aucun Acte de Jurisdiction sur les Anglois, en Portugal 672
Institution des Princes Electeurs aux Langues, recommandée. 727
Insultes défendues entre les Turcs & les Impériaux. 191
Intimation, en quelle forme elle doit être faite selon la Bulle d'Or 716
Introduction des Troupes Espagnoles en Italie, déterminée dans le Traité de Vienne 1731. 331
Investiture Eventuelle des Etats de Parme, Plaisance, & Toscane, en faveur de D. Carlos. 235 & *surv.*
Investitures, l'Empereur Charles VI promet de les accorder à qui il appartient, sans délai & sans exaction 742 & 743
Jadov (Mr. Phil. Henri de) Plenipotentiaire à l'Association de Nordlingue. 727
Jagobstal, Plenipotentiaire à Breda. 661
Joseph, Empereur: son Traité avec la Suède, à Alt-Ransladt. 796 &c. Sa Déclaration à ce sujet. 801. &c.
Jpres (la Ville d') avec ses Dependances, remise par la France, aux Hollandois, pour l'Empereur. 50
 ——— l'Empereur consent que les Hollandois y aient Garnison privative. 125
Jsembourg (les Comte d') sont restitués dans leurs Droits par le Traité d'Osnabrug. 600
Jsselinden Plenipotentiaire au Traité avec les Lignes Grises. 815: au Traité avec Berne. 828
Italie (les Princes & Républiques d') comprises dans le Traité d'Osnabrug. 646
 ——— l'Empereur s'engage à en laisser tous les Princes dans la Possession de leurs Etats 21
Italiens, Sujets de l'Empereur, peuvent commercer librement en l'Empire Ottoman. 526
Jarsi peuvent avoir retraite en Bohême, suivant la Bulle d'Or 709
 ——— il leur est défendu de se mêler du Négoce des Impériaux, dans l'Empire Ottoman, à moins que ceux-ci neveulent les employer 530
Jalier (le Duché de) sa Succession devoit être réglée, suivant le Traité d'Osnabrug. 603
Jasser, l'Empereur Charles VI, promet de la rendre sans aucune acception des personnes 747 & *surv.*
 ——— Convention touchant son Administration. 864. & *surv.*
Jusuf, Grand Vizir, fait la Paix avec le Moscovie. 807, 812
Jutberboeb (le Baillage de) cédé à l'Electeur de Saxe par le Traité d'Osnabrug. 630
- K
- K** ALLENHOVEN (la Forêt de) située au Duc de Lorraine 163
Kamenitz: détruit. 808
Kabl, doit être restitué par la France à l'Empereur 84
Kempenaar (Mr. Dancker de) Plenipotentiaire des Etats-Generaux, en 1718. 142 & *surv.*
Kexholm (la Ville de) cédée par la Suède au Czar, en 1721 423
Kmiks (le Comte de) Plenipotentiaire de l'Empereur Charles VI, lors de la Capitulation de S. M. Imp. 763
Kerschuer (le Baron de) Plenipotentiaire de l'Empereur, en 1713. 113. & *surv.*
Krow: laissé au Czar. 809
Klappenbourg (la Ville de) & ses dependances, cédées par le Roi d'Espagne, au Prince d'Orange. 172
Kriphuyfen: Plenipotentiaire à Utrecht. 816
Kriphausen (le Baron de) Plenipotentiaire de Prusse à Stockholm, en 1720. 396 & *surv.*
Kroquis (le Fort de la) cédé aux Hollandois 604

DES MATIÈRES.

dois, pour l'Empereur. 90
Kuogo (la) doit être gardé par les Troupes
 Hollandoises. 118
 — l'Empereur consent que les Hol-
 landois y aient Garnison privative. 125
Kunt Tbos : Plenipotentiaire au Traité de
 Commerce avec les Hollandois. 828,
 837
Kunys (Mr. Jean de) Plenipotentiaire des
 Etats-Généraux, à Munster, en 1648.
 562 & suiv.
Kunysfegg (le Comte de) Plenipoten-
 tiaire de l'Empereur, en 1715. &
 suiv.
Kramischstadt (Mr. Franc. Alb.) signe la
 Déclaration de Breslau. 805
Kayt (le Pais de) reconnu, par le Roi
 d'Espagne, appartenir aux Etats-Géné-
 raux. 563

L.

L *ANCZINSKI* (Mr.) Plenipotentiai-
 re de Russie à Vienne, en 1726. 443.
 & suiv.
Landow (la Ville de) avec toutes ses
 Dependances, cédée à la France. 86
Lauderbat : obtient une nouvelle Eglise
 Protestante. 804
Langues doivent être enseignées aux
 Princes Electeurs, selon la Bulle d'Or.
 727
Laponie Norwegienne ; les Limites en
 doivent être réglées par Commissaires,
 entre le Dannemarck, & la Suède.
 415 & suiv.
Last-Geldt, ou Droit de Fret, ne peut
 être exigé des François dans les Ports
 des Villes Anseatiques. 523
Legniti (les Ducs de) sont maintenus dans
 leurs Privilèges & Exercice libre de Re-
 ligion. 614
Legoustedt (le Comte) Plenipotentiaire de
 Suède, en 1720. 410. & suiv.
Leiningen (le Comte de) ne doit point
 être inquiété par le Comte Palatin.
 597
Leusen : Plenipotentiaire au Traité de
 Commerce avec les Hollandois. 829,
 837
Lesens (le Comte de) Plenipotentiaire de
 Pologne à Oliva, en 1660. 647 & suiv.
 TOME III.

Lettres d'Indultion, selon la Bulle d'Or.
 716
Lettres Patentes du Roi de France, pour
 confirmer le Renoncement du Roi
 d'Espagne à la Couronne de France.
 9. 10. 11 & 12
Lettres Reversales du Roi d'Espagne par
 rapport à l'Investiture Eventuelle des
 Duchés de Parme, de Plaisance, & de
 Toscane, en faveur de D. Carlos.
 338
Leopold, Empereur : Association entre lui
 & divers Cercles. 747. & suiv. Traité
 entre lui & le Duc de Savoie. 778 &c.
Lettre de Protection ; Reglemens à ce su-
 jet dans la Capitulation de Charles VI.
 760
Lettre de la Reine de Suède à l'Empe-
 reur, sur la Cession de Stetin au Roi
 de Prusse. 407
Lettres expectatives d'Investiture Even-
 tuelle, promises par l'Empereur, en
 faveur de D. Carlos, pour les Etats
 de Toscane. 288
Lettres d'Investiture Eventuelle, en fa-
 veur de D. Carlos. 235 & suiv.
Lettres de Mer que doivent avoir les Na-
 vires François. 463 & 464
 — que doivent avoir les Vaisseaux
 Anglois. 464
 — de quelle manière elles doivent
 être concédées. 592
 — que doivent avoir avec eux les
 Capitaines de Navires d'Hollandois.
 480. & 481
 — : celles de France. 858.
 celles de Hollande. 859
Liberté de Conscience doit être entière
 dans la Livonie. 651
Liburme (la Ville de) doit être à jamais
 un Port libre. 216
Lieut de Stetin, cédé par la Suède, au
 Roi de Prusse. 407 & suiv.
Lige sa Citelle démolie. 138
Ligne comment elle doit être tirée en
 Flandre. 129
Lignitz, Principauté : Liste des Eglises
 qui lui sont restituées. 805
 — Ville : ses Eglises Protestantes
 restituées. 801, 803. On y établit une
 Academie. 802, 803
Lignes Grises : Leur Traité d'Alliance
 avec
 XXXIX

T A B L E

avec les Etats-Généraux en 1713. 811 &c
Lilienfeldt (Mr) Plénipotentiaire de Suède à Neustadt, en 1721. 421 &c *surv.*
Limbourg (Duché de) devoit être transporté à la Princesse des Ursins, & ne l'a pas été. 34
Limites de l'Empire Romain & de l'Empire Ottoman établies. 189
 — rétablies, en Europe & hors de l'Europe, entre les Royaumes d'Espagne & de Portugal. 101
 — (Traité de) entre la France & la Lorraine, conclu à Paris en 1718. 153 &c *surv.*
 — établies entre l'Empire Ottoman & la République de Venise. 197
 — de la République de Hollande réglées en Flandre. 128 & 129
 — réglées de nouveau. 143, 144 &c *surv.*
 — réglées entre la Suède & la Moscovie, en 1721. 424
Lingen (la Ville de) ainsi que sa Comté & Seigneurie, cédées par le Roi d'Espagne au Prince d'Orange. 172
Linsels (le Baron de) Plénipotentiaire des Etats-Généraux, en 1726. 306
Liria (le Duc de) Plénipotentiaire d'Espagne, à Vienne, en 1731. 352 &c *surv.*
Lisbonne (le Traité de) conclu en 1700. avec la France, annullé. 96 &c *surv.*
Livonie, cédée par la Suède au Czar, en 1721. 423
Livourne, doit être un Port-franc. 289
Lois publiées par l'Empereur Charles IV. en 1356. 720
Longwy (la Ville & Prévôté de) cédée à la France par le Duc de Lorraine. 176
Lorraine (le Duché de) ses Limites réglées avec la France. 153 &c *surv.*
 — (le Duc de) compris dans le Traité d'Osnabrug. 646
 — compris dans le Traité entre la France & l'Empereur 1714. 86
 — obligé de prêter foi & hommage aux Evêques des trois Evêchés. 166
Lombardie: Efforts que les Alliés y doivent faire. 729 &c.
Loffen. son Eglise rétablie. 802
Lobkowitz (le Général de) Plénipotentia-

ire du Danemarck à Stockholm. 410. &c *surv.*
Louis XIV s'oblige envers les Etats-Généraux à ne donner aucune atteinte au Traité de Westphalie, par rapport à la Religion. 46
 — s'engage envers la Reine Anne à obtenir de l'Empereur que le Traité de Westphalie soit observé dans l'Empire par rapport aux Affaires de Religion. 19
 — Médiateur à Breda entre l'Angleterre & la Hollande. 841
 — garantit la Couronne d'Angleterre à la Reine Anne & à ses Successeurs & il s'engage à ne pas souffrir le Prétendant dans les Etats. *ibid.*
 — confirme, par Lettres Patentes, la Renonciation de Philippe V. à la Couronne de France. 9
Louvenstein (les Comtes de) rétablis dans leurs Possessions, par le Traité d'Osnabrug. 600
Louvenstein-Wertheim (le Comte de) Plénipotentiaire de l'Empereur à l'Association de Norhugue. 771
Lubeck (la Ville de) comprise dans le Traité de Munster, de la part des Etats-Généraux. 771
 — fait un Traité de Commerce avec la France, à Paris, en 1716. 115 &c *surv.*
 — elle est comprise dans le Traité d'Utrecht 1713 entre la France & l'Angleterre. 20
Lux (le Comte du) Plénipotentiaire de France, en 1714. 82 &c *surv.*
Lucerne (le Canton de) renouvelle son Alliance avec la France. 178
Lynden (le Baron de) Plénipotentiaire du Prince d'Orange, en 1732. 371. &c *surv.*

M.

M *ACHUZZI* (le Baron de) Plénipotentiaire du Duc de Lorraine, en 1718. 153 &c *surv.*
Maffry (le Comte de) Plénipotentiaire du Duc de Savoie, en 1713. 64 &c *surv.*
Magdebourg (l'Evêché de) l'Expectative en est accordée à l'Electeur de Brand-

DES MATIÈRES.

- denbourg, par le Traité d'Osnabrug. 630
- Mabon* (le Port) Article touchant la Ré-
sultation à l'Espagne. 298
- Malthe* (la Religion de) ses Droits con-
firmés en Sicile. 72
- Mauvaisances* ne seront point sujettes à la
visite, entre la France & l'Angleterre. 466
- Maragnan*, Place des Portugais au Brésil;
les François ne peuvent y négocier 99
- Marche* des Archevêques E. e. e. e. e. e. e. e. e.
par la Bulle d'Or. 718
- des Princes Electeurs. 719
- Mardyck* (le Port de) la France s'oblige
de nouveau à ne s'en servir qu'autant
qu'elle le peut par les engagements. 209
- Mémoire à ce sujet. *ibidem* & *surv.*
- Marguerite* de France, la Succession de
cette feue Grande Duchesse est conser-
vée au Grand-Duc de Toscane. 246
- Marine* (Traité de) à la Haye, en 1650.
confirmé entre l'Espagne & la Hollan-
de. 59 & *surv.*
- Marques honoraires* de l'Empire, comment
elles doivent être portées par les Elec-
teurs. 719
- Marseille*, les Sujets des Villes Anscu-
ques jouiront dans ce Port des mêmes
Franchises que les François 517
- Marsstrand* (la Ville de) & ses dépendan-
ces, restituée à la Suède, par le Dan-
nemarck, en 1710. 412
- Massapa* (le Fort de) en Amérique, le Roi
de Portugal peut le faire rebâtir. 96
- Mastricht* (la Ville de) & ses dépendan-
ces, reconnu, par le Roi d'Espagne,
appartenir aux Etats-Généraux. 563
- Matheuse* (Mr. Jean de) Plénipotentia-
ire des Etats-Généraux, à Munster,
en 1648. 561. & *surv.*
- Mauvriev* (le Marquis de) Plénipoten-
tiaire de France, à Madrid, en 1721.
276. & *surv.*
- Maxanderan* (la Province de) cédée par
le Roi de Perse à la Russie 441
- Meyence* (l'Archevêque de) doit inviter
les Electeurs à l'Election d'un Roi des
Romains. 699
- Meders* (la Maison de) réservée dans
l'Alliance des Suisses avec la France. 186
- Meer* (Mr. van der) Plénipotentiaire des
Etats-Généraux, en 1729 326 & *surv.*
- Mellaredé* (Mr. Pierre) Plénipotentiaire
du Duc de Savoie, en 1713. 64 & *surv.*
- Mémoire* présenté par le Marquis de Fe-
nelon, Ambassadeur de France, aux
Etats-Généraux, par rapport au Fort
d'Arquin. 364 & 365
- de l'Argent avancé par les Hollan-
dois au Roi Catholique Charles II 134.
& 135
- touchant le Canal & les Ecluses de
Mardyck. 209. & *surv.*
- Menager* (le Chevalier) Plénipotentiaire
de France, en 1713. 4. & *surv.*
- Méru* (la Ville de) & ses dépendances
cédée par la France aux Hollandois,
pour l'Empereur. 69
- doit être gardée par les Troupes
Hollandoises. 118
- l'Empereur consent que les Hol-
landois y aient Garnison privative. 125
- Messagers*; Règlement par rapport à eux
dans les Places de la Barrière. 127
- Metz* (Négotiations de) en 1715. 153
- (le Diocèse de) les Habitans sont
privilegiés en Lorraine. 171
- (l'Evêque de) son Traité avec le
Duc de Lorraine confirmé 170
- Muse*: l'Empereur & le Roi de Prusse
s'engagent à ne point faire élever de
nouvelles Fortifications, le long de
cette Rivière, dans le District de Guel-
dre 115
- ses Péages fixés. 132
- Meyer* (le Comte) Plénipotentiaire de
Suède, en 1720 396. & *surv.*
- Meynertshagen* (Mr.) Plénipotentiaire de
Prusse à la Haye, en 1726. 307
- Michel* (le Fort de St.) le Roi de Prusse
promet de l'évacuer. 113
- cédé par l'Empereur aux Hollan-
dois 130
- Milan* (le Duché de) la France promet
de n'en point troubler la Possession à
l'Empereur 93
- Militzsch*: obtient une nouvelle Eglise
Protestante. 804
- Minden* (l'Evêché de) cédé à l'Electeur
de Brandebourg, par le Traité d'Otha-
brug XXXIX 2

T A B L E

brug 629
Mines d'Or, d'Argent, & d'autres métaux;
 Réglemens à ce sujet dans la Bulle
 d'Or. 708. & 709
Munroque (l'Isle de) cédée par la Couron-
 ne d'Espagne à l'Angleterre. 28
 — Article touchant la Restitution à
 l'Espagne. 298
Miranda (le Comte de) Plenipotentiaire
 de Portugal, à la Haye, en 1661. 684. *Et surv.*
Miron (la Commanderie de) cédée au
 Duc de Mecklenbourg, par le Traité
 d'Osnabrug. 633
Missionnaires, il est défendu à ceux de
 France d'aller dans les Colonies Por-
 tugaises. 99
Mort du Pape, comment il doivent être
 réglés en Allemagne. 607
Moldavie (la Province de) ses Limites
 réglées entre l'Empereur & le Sultan.
 188. & 189
Momaro (le Prince de) savoir s'il doit re-
 lever en partie du Duc de Savoye. 79
Monderren (la Forêt de) restituée au Duc
 de Lorraine. 163
Mouvoys; l'Empereur Charles VI. pro-
 met d'en reformer les abus. 740. &
 741
 — Reglemens qui la concernent dans
 la Bulle d'Or. 709
Mur (la Ville de) doit être gardée par
 les Troupes Hollandoises. 118
Murstan (Mr Jean André) Plenipotentia-
 ire de Pologne, à Oliva, en 1660. 647. *Et surv.*
Mortagne (la Ville de) non compris ses
 Dependances, cédée à la France. 89
Morville (le Comte de) Plenipotentiaire
 de France, à Londres, en 1720. 332
Et surv.
Monteleone (le Marquis de) Plenipotentia-
 ire d'Espagne en 1713. 24. *Et surv.*
Muniferran, l'Empereur Charles VI pro-
 met d'en faire expédier l'Investiture au
 Duc de Savoye. 759. & 760 & 781
Munster (l'Ammanie de) cédée par l'Em-
 pereur aux Hollandois 121
 — à quelles conditions. *ibid.*
Muscovite (le Grand-Duc de) compris
 dans le Traité d'Osnabrug. 647
Muscovites; Mesures prises contre eux,

en faveur du Roi de Danemarck. 318
Muscovites; leur Traité de Paix avec la
 Porte en 1712, avec celui du Pruth
 807 &c.
Muliers (Mr. B. J.) Plenipotentiaire des
 Etats-Généraux, pour leur Traité avec
 le Portugal. 684. *Et surv.*
Munster (le Traité de) de 1648. sert de
 Base à celui d'Utrecht, 1714, entre
 l'Espagne & la Hollande. 53
 — est pris pour Base par les Etats-Gé-
 néraux, en ce qui concerne le Com-
 merce & la Navigation aux Indes Orien-
 tales. 342
Munsterberg (les Ducs de) sont mainte-
 nus dans leurs Privilèges & Exercice
 libre de Religion. 614
Munsterberg, Ville: ses Eglises Protestan-
 tes restituées. 801

N.

NAMURA (la Ville de) l'Empereur
 consent que les Hollandois y aient
 Garnison privative. 125
Naples (le Royaume de) la France pro-
 met de n'en point troubler la Possession
 à l'Empereur 93
Napoléon, peuvent naviguer & com-
 mercialiser en Barbarie. 554
Nassau (les Princes de Feise) le Roi de
 Prusse s'engage envers la France à les
 faire renoncer à la Principauté d'Orange.
 110
Navigation, réglée entre les François &
 les Anglois. 451. *Et surv.*
 — rétablie entre l'Empereur & les Tu-
 nisiens, en 1725. 551. *Et surv.*
 — assurée par un Traité entre l'Empe-
 reur & la Regence de Tripoli, en 1726.
 558. *Et surv.*
 — assurée par un Traité entre l'Em-
 pereur & les Algériens, à Constantino-
 ple, en 1727. 555. *Et surv.*
 — réglée entre l'Espagne & la Hol-
 lande, en 1648. 563. *Et surv.*
 — réglée entre la France & la Hol-
 lande. 855. *Et surv.*
Navires Impériaux doivent avoir libre ac-
 cès dans tous les Ports d'Espagne, en
 Europe. 298
 — Espagnols & Impériaux, obligés de se
 dé-

défendre mutuellement *Ibid.*
Nauvot de Guerre, d'Espagne & de Hol-
 lande, comment peuvent entrer dans
 les Ports respectifs de ces deux Etats 96

— comment & en quel nombre peu-
 vent entrer dans les Ports respectifs de
 l'Empire & de l'Espagne. 133

Negoce rétabli entre les Vénitiens & les
 Turcs. 104

Négociations de Sommes, faites par les
 Hollandois en faveur du Roi Catholique
 Charles II 134. & 135

— Item pendant qu'ils gouvernoient
 les Pais-Bas, conjointement avec le
 Roi d'Angleterre. 136. & 137

Nègres, peuvent être vendus par les
 Anglois dans tous les Ports de la
 Domination d'Espagne. 501

Nemtau (la Commanderie de) cédée
 au Duc de Mecklenbourg, par le
 Traité d'Osnabrug 633

Nerva (la Ville de) cédée par la Suède
 au Caar, en 1721. 423

Neuf-Châtel (Ville & Comté de) com-
 prise dans le Traité entre la France &
 les Provinces-Unies. 47

— (Principauté de) le Roi de Fran-
 ce reconnoît que le Roi de Prusse en est
 Seigneur Souverain. 110

Neustadt (le Traité de) confirmé par
 celui de Stockholm, en 1724 432

Neutralité, l'Empereur & la France se la
 promettent réciproquement, pour leurs
 Possessions en Italie. 93

— (Traité de) conclu à Utrecht,
 1713, répété & confirmé. *Ibid.*

Neuwiclosser (le Baillage de) cédé à la
 Suède par le Traité d'Osnabrug. 626

Nice (le Comté de) doit être rendu au
 Duc de Savoie. 75

Nivelle (Mr. de) Plénipotentiaire des
 Etats-Généraux, en 1726. 306

Nimegue (le Traité de) confirmé, en
 ce qui concerne la Savoie. 73. & 80

Noey (Mr. Nicolas) Plénipotentiaire des
 Etats-Généraux, en 1726. 307

Nordlingue: Association qui s'y fait de
 cinq Cercles 769 &c.

Noudor (le Château de) avec son Ter-
 ritoire, doit être restitué au Portugal.
 101. & 103

O.

OBSEQUES des Sujets des Villes
 Antiques doivent se faire libre-
 ment en France. 324

Oder (la Rivière d') cédée à la Suède
 par le Traité d'Osnabrug. 624. & 625

Oels (les Ducs d') sont maintenus dans
 leurs Privilèges, & Exercice libre de
 Religion 614

Oels, Ville ses Eglises Protestantes res-
 tituées 801

Oettingen (le Comte d') doit être res-
 titué dans ses Possessions par le Traité
 d'Osnabrug. 600

Oliva (le Traité d') conclu en 1663
 647. *Et suiv.*

— non garanti par les Etats-Géné-
 raux. 306

— Restrictions du Roi de Suède à ce
 sujet 439

Oest-Prise (le Comte d') compris dans le
 Traité de Munster, de la part des E-
 tats-Généraux. 575

— (les Affaires d') la France, l'An-
 gleterre, & d'Espagne s'engagent à les
 faire terminer. 327

— Reglement fait dans le Traité
 de Vienne, en 1731 par rapport aux
 Diferens qui s'y sont élevés. 337. &
 338

Orange (la Principauté d') le Roi de Prus-
 se y renonce. 110

— cédée par le Prince de ce nom,
 au Roi de Prusse, qui l'avoit aussi ce-
 dée au Roi de France. 373

— le Roi de Prusse peut en retenir
 le Titre & les Armes. 110

Ordre militaire de St. Eueune doit être
 maintenu en Toscane 245

— de la Marche entre les Archévê-
 ques Electeurs. 718

— des Princes Electeurs. 719

Orléans (Philippe d') renonce à ses Pré-
 tentions sur la Couronne d'Espagne.
 20. 21. & 22

Osnabrug; Traité qui y est conclu entre
 l'Empire, la Suède, & la France en
 1648. 191 *Et suiv.*

— (l'Evêché d') doit être admini-
 stré alternativement par un Catholi-
 que

que & un Protestant. 633
Ormeffon (Mr. d') Plenipotentiaire pour
 le Traité entre le Roi de France & le
 Duc de Lorraine, en 1718. 153. *Et suiv.*
Offuna (le Duc d') Plenipotentiaire d'Es-
 pagne, en 1713. 24. *Et suiv.*
Offende (la Compagnie d') le Roi de Sué-
 de déclare qu'il ne la garantit point à
 l'Empereur. 439
 — la France, l'Angleterre, & l'Es-
 pagne s'engagent à procurer son Abolition.
 327
 — son Abolition s'opule dans le Trai-
 té de Vienne, en 1731. 332
Osternau (le Baron d') Plenipotentiaire
 de Moscovie, à Neustadt, en 1721.
 411. *Et suiv.*
Ottomano (le Prince d') Plenipotentiaire de
 l'Empereur, en 1720. 158. *Et suiv.*

P.

PAc (Mr. Christophle) Grand-Chan-
 celier de Lithuanie & Plenipotentiai-
 re à Oliva, en 1660. 647. *Et suiv.*
Palle de Famille entre le Grand-Duc de
 Toscane, & le Roi d'Espagne, à Flo-
 rence, en 1731. 244. *Et suiv.*
Pais-Bas Espagnols tout y doit être re-
 mis, par rapport à la Religion, sur le
 pié qu'il étoit avant la dernière Guerre
 44
 — restitués à l'Empereur, comme
 Héritage de la Maison d'Autriche. 113
 — doivent toujours rester dans cette
 Maison. *ibid.*
 — nombre de Troupes qu'on doit y
 entretenir *ibid.*
 — ne peuvent jamais être possédés,
 ou en tout, ou en partie, par aucun
 des Princes du Sang Royal de France.
 119
 — le Roi d'Espagne y renonce en fa-
 veur de l'Empereur. 249
 — ils sont entièrement remis aux
 Hollandois, par la Couronne de Fran-
 ce. 37
 — — — Traité touchant leur
 Commerce entre les Anglois & les
 Hollandois. 815
 — (Habitans des) Réglemens qui les
 concerne. 56. & 57

Paix conclue entre l'Empereur & le Turc,
 en 1718. 187. *Et suiv.*
 — conclue entre les Turcs & les
 Vénitiens à Passarowitz en 1718. 196.
Et suiv.
Palatin (le Comté) ne peut jamais être
 partagé 722
 — (le Comte) son Droit réglé par
 la Bulle d'Or 709
 — par qui il doit être conduit pour
 l'Election d'un Roi des Romains. 698
 — les Griefs de la Maison terminés
 à Osnabrug, en 1648. 595. *Et suiv.*
 — (l'Electeur) a droit de présenter
 6 Assesseurs à la Chambre Imperiale.
 620
 — Restitutions que la France doit
 lui faire. 86
Pallium (le Droit de) comment il peut
 être exigé en Allemagne. 607
Pape (le) & le St. Siège réservés dans
 l'Alliance des Suisses avec la France.
 186
Parlement: unique dans la Grande-Breta-
 gne, par l'Union entre l'Angleterre &
 l'Ecosse. 785.
Parne (le Duc de) compris dans le Trai-
 té d'Utrecht 1713. entre la France &
 l'Angleterre. 20
 — compris dans le Traité d'Utrecht,
 en 1713. entre l'Espagne & l'Angleterre.
 32
 — maintenu dans ses Droits & Pos-
 sessions. 290
 — doit être protégé par la France,
 l'Espagne, & l'Angleterre. 277
 — (le Duché de) doit retourner aux
 Enfans mâles de la Reine d'Espagne.
 216
 — l'Empereur en donne l'Investiture
 Eventuelle à D. Carlos 235. *Et suiv.*
Parricides de Charles I. Article contre
 eux. 852.
Partage réglé en 1661. entre le Roi d'Es-
 pagne & les Etats-Généraux, en con-
 séquence du Traité de Munster 577.
Et suiv.
Passau: Paix Publique qui s'y traite en
 1552. 868-871
Passage pour les Troupes, libre entre la
 France & la Suisse. 185
Passarowitz (le Traité de) entre l'Empe-
 reur

DES MATIERES.

sur & la Porte en 1718. 157. *cf. sup.*
Passports de France. 158
de Hollande 159
 — que doivent avoir les Vaisseaux
 Anglois. 164
 — que doivent prendre en France
 les Navires de ce Royaume 161 &
 164
 — que doivent avoir avec eux les
 Capitaines de Navires Hollandois 180.
 & 181
 — que doivent avoir les Vaisseaux
 Hollandois navigant aux Indes 149.
cf. sup.
 — entre les Hollandois & les Alge-
 riens doivent être renouvelles tous les
 ans 149
Patrimoine (Droit de) réglé entre la Fran-
 ce & la Lorraine. 166
Pauze (Mr) Plénipotentiaire d'Espagne,
 en 1729 320 *cf. sup.*
Patrimoine (Droit de) seront conservés à
 l'Infant D. Carlos en Toscane 246
Pavillon Convention à son Sujet entre
 l'Angleterre & la Hollande. 147
Paulucci (le Cardinal de) traite au nom
 du Pape avec l'Empereur, 150. *cf. sup.*
Pau (Mr Adran) Plénipotentiaire des
 Etats-Généraux, à Munster, en 1648.
 162 *cf. sup.*
Pae (le Marquis de la) Plénipotentiaire
 d'Espagne, en 1729 320 *cf. sup.*
Pages, l'Empereur Charles VI promet
 de n'en point mettre de nouveaux sans
 le consentement de l'Empire. 236
 — S. M. Imp. s'engage aussi à ne
 point souffrir que les Seigneurs parti-
 culiers en mettent sur leurs Terres.
 237 *cf. sup.*
 — réglés entre les Turcs & les Ve-
 nitiens 204
 — réglés dans les trois Evêchés par
 rapport à la Lorraine. 171
 — Celui du Sand réglé 119. *cf. sup.*
Pelme (la Rivière de) doit être commu-
 ne entre la Suède & la Prusse 400
 — sert de limites à ces deux Roiau-
 mes. 401
 — on ne doit point y établir de nou-
 veaux Péages 401
Perle (le Fort de la) doit être gardé par
 les Troupes Hollandoises. 218

— Reglemens faits à son Sujet entre
 l'Empereur & les Etats-Généraux. 230
Permis du Roi d'Espagne, pour que
 le Roi d'Angleterre envoiât tous les ans
 aux Indes un Vaisseau de 500 Ton-
 neaux 112 & 113
Pernau (la Ville de) cédée par la Suède
 au Czar, en 1721 423
Perturbateurs du Repos public doivent
 être rendus réciproquement entre la
 France & la Suisse 184
Pesme (Mr François Louis de) Plénipo-
 tentiaire de l'Electeur de Hanovre, à
 Vienne en 1719. 317 *cf. sup.*
Phalangers, ou Gens déchus du Droit
 de Bourgeoisie, comment ils doivent
 être traités, selon la Halle d'Or 714
Phalsbourg (la Place de) & ses dépendan-
 ces, cédée par le Duc de Lorraine à
 la France. 159
Philippe (le Fort) doit être gardé par les
 Troupes Hollandoises 113
Philippe V., Roi d'Espagne renonce aux
 Etats démembrés de la Couronne &
 possédés par l'Empereur 248 *cf. sup.*
 — conclut un Traité de Paix avec
 l'Angleterre. 24
 — reconnu pour Roi d'Espagne par
 l'Empereur 183
Piemont Troupes que les Alliés y doi-
 vent tenir 279 &c
Pierre L Czar de Moscovie, referré près
 du Pruth demande la Paix au Turc.
 107, 108. L'obtient, & renonce aux
 Affaires des Polonois 808
Pirats de l'Inde, ou Nègres, peuvent être
 vendus par les Anglois dans tous les
 Ports de la Domination d'Espagne 501
Piper (le Comte) Plénipotentiaire de Sué-
 de au Traité d'Alt-Ranstadt. 500
Pirats ne doivent point être soufferts dans
 les Ports respectifs de l'Empire, de Fran-
 ce, d'Angleterre, ni de Hollande. 222
 — ne doivent point être soufferts dans
 les Ports respectifs de France & de Hol-
 lande. 478
Plaisance (le Duché de) doit retourner
 aux Enfants mâles de la Reine d'Espa-
 gne 216
 — l'Empereur en donne l'investiture
 Eventuelle à D. Carlos. 235. *cf. sup.*
Plata

Place; les Anglois peuvent posséder quelques Terres le long de cette Rivière. 502

— ils peuvent y bâtir des Maisons pourvu qu'elles ne soient que de Bois. 502

Plen-Pouvoirs donnés par le Pape au Cardinal Paulucci. 282

— donnés par l'Empereur au Cardinal Cienuegos 282

— donné par l'Empereur pour remettre le Royaume de Sardaigne entre les mains du Duc de Savoye. 258

— ceux des Plénipotentiaires Anglois à Breda 862: ceux des Hollandois au même Congrès 861

Plessen (Mr. Louis de) Plénipotentiaire du Roi de Dannemarck, en 1732. 765. *Et suiv.*

Plessen Plénipotentiaire au Traité de Commerce avec la Hollande. 828, 837

Plessiers (Mr. Joachim George) Plénipotentiaire à l'Association de Nordlingue. 777

Plus van Amstel: Plénipotentiaire au Traité avec Berne. 821

Puebla (la Place de) restituée au Roi d'Espagne. 101. & 103

Plumes à écrire, venant des Villes Antéennes, quel Droit doivent payer en France. 517

Podeurals (Mr. de) Plénipotentiaire du Roi de Prusse en 1732. 371. *Et suiv.*

Poot (le Baillage de) cédé à la Suède, par le Traité d'Osnabrug. 626

Poisson salé, quels Droits on doit payer pour cette Marchandise d'Angleterre en France. 466

Police dans les Diètes Imperiales & d'Electiion, doit être réglé par l'Archimarchéchal. 733

Pologne, l'Empereur & l'Electeur de Hanovre s'engagent à en défendre le Roi & ses Etats. 359

— l'Empereur & le Roi d'Angleterre sont garants envers cette République que son Roi ne donnera aucune atteinte à leurs Droits &c. 359

Pologne (le Roi de) compris dans le Traité d'Osnabrug. 646

— renonce à ses Prétensions sur la Suède & sur la Grande Principauté de

Finlande.

— renonce aux Droits qu'il prétendait sur l'Estonie. 550

Pologne (le Roi & la République de) doivent être engagés à n'accorder point sur leurs Etats de Passage aux Moscovites. 320

— sont compris dans le Traité entre l'Empereur & le Sultan. 193

— compris dans le Traité du Czar avec la Suède, en 1721. 427

— sont compris dans le Traité entre l'Empereur des Romains & l'Impératrice de Russie. 445

Pomeranie Antérieure, cédée à la Suède, dans le Traité d'Osnabrug. 624. & 625

— le Roi de Dannemarck en restitue au Roi de Suède la partie dont il s'étoit emparé. 412

— plusieurs Villes & Places qui en dépendent sont cédées au Roi de Prusse, par la Reine de Suède. 397. *Et suiv.*

Porte-Mahon, cédé par l'Espagne à l'Angleterre. 28

Portes (Mr. des) Plénipotentiaire du Duc de Savoye, en 1720. 257. *Et suiv.*

Porto-longone doit être remis à l'Héritier de Tolcane. 289

Portugal (le Roi de) compris dans le Traité d'Osnabrug. 647

— le Roi Catholique consent à un Traité, entre cette Couronne, l'Espagne, & l'Angleterre. 33

Portugal (la Couronne de) comprise dans le Traité d'Utrecht 1713. entre la France & l'Angleterre. 19

— conclut un Traité avec la France, en 1713. 96

Potter, l'Empereur Charles VI promet de remédier aux abus qui s'y sont glissés dans toute l'étendue de l'Empire. 761 & 762

— Reglemens à leur sujet entre le Roi de Prusse & la Reine de Suède, par rapport à la Pomeranie. 402

Poudre à tirer, ne peut point être transportée par les Sujets de l'Empereur des Romains dans l'Empire Ottoman. 526

Prédicants de Serenissimes & Reverendissimes doivent être continués aux Electeurs, par l'Empereur. 731

Pres

DES MATIERES.

- Pragmatique Sanction** de l'Empereur Charles VI garantie par le Roi de Danemarck. 765. & 766
- garantie par les Parties contractantes du Traité de Vienne, en 1731. 330
- Restriction que font les Etats-Généraux, en la garantissant, dans leur Accession au Traité de Vienne 1731. 343
- Pratymowski** (l'Evêque) Plenipotentiaire de Pologne, à Oliva, en 1660. 647. *Et suiv.*
- Precepteurs**, doivent être donnés aux jeunes Princes Enfans des Electeurs, pour les instruire dans les Langues. 727
- Présens**, ou Chevalier de St. Georges; le Roi de France, s'engage à le faire sortir du Comtat d'Avignon. 208
- ne doit être secouru en aucune manière par la France. *ibid.*
- exclus pour toujours des Etats de France. *ibid.*
- ne doit point être souffert dans les Etats de l'Empire, en France, ni en Hollande. 222
- Prevesa** (la Forteresse de) cédée par les Turcs aux Vénitiens. 197
- Prsé** (le Marquis de) Plenipotentiaire du Duc de Savoye au Traité de Turin. 784
- Plenipotentiaire d'Espagne, en 1718. 142. *Et suiv.*
- Prêtres** (Prémières) à qui sont réservées, en Allemagne. 607
- Principaux** & Droits des Electeurs, comment doivent être unis. 717 *Et suiv.*
- doivent être conservées en leur entier. 721. & 722
- Prisonniers** de Guerre, doivent être rendus entre la France & le Portugal. 97
- Privileges**, quels sont ceux qui doivent être révoqués, selon la Bulle d'Or. 712
- des Suisses en France. 180
- des Anglois dans les Pais-Bas Espagnols. 120
- égaux des Sujets de Sa Maj. Portugaise en France & de ceux de Sa Maj. T. Chrét. en Portugal. 97
- Procès** particuliers, comment doivent être jugés entre les Suisses & les François. 185
- Procurator** que doivent donner les Electeurs qui n'assistent pas à l'Electio d'un Roi des Romains. 716 & 717
- Prosech** (la Tour de) cédée par les Turcs aux Vénitiens. 196
- Prusse** (le Roi de) reconnu en cette qualité par la France. 111. *Et suiv.*
- compris dans le Traité d'Utrecht 1713. entre l'Angleterre & la France. 20
- compris dans le Traité entre l'Empereur & la France en 1714. 88
- conclut un Traité avec la France. 107. *Et suiv.*
- Pruth**: Traité qui s'y fait entre le Turc & le Moscovite. 807 &c.
- Puissances Etrangères**, ne doivent point s'emêler des Affaires de l'Empire. 761
- Pyrenées** (le Traité des) confirmé, en ce qui concerne la Savoye. 73
- Q.
- QUADRUPLE Alliance**, conclue entre l'Empereur, la France, l'Angleterre, & la Hollande, à Londres, en 1718. 213. *Et suiv.*
- Querfurt** (le Baillage de) cédé à l'Electeur de Saxe par le Traité d'Osna-brug. 630
- R.
- RADSTAD** (Traité de) en 1714. 82. *Et suiv.*
- Ragotzki** (le Prince) doit demeurer en Turquie, loin des Limites de l'Empire Romain. 193
- Randwick** (Mr Jaques de) Plenipotentiaire des Etats-Généraux, en 1713. 34. *Et suiv.* & 816
- Rastenberg** (les Comtes de) rétablis dans leurs Possessions par le Traité d'Osna-brug. 600
- Ratification**, par le Pape Benoît XIII. du Traité qu'il a conclu avec l'Empereur, en 1714. 283
- de l'Empereur, pour le Traité qu'il a conclu avec le St. Siège, en 1714. 284
- du Traité de Neustadt, par le Roi de Suède. 430
- Yyy yy
Ka-

T A B L E

- Ratification* du Roi de Suède pour l'Accession de l'Empereur au Traité de Stockholm de 1724. 438 & 439
- Ravensburg* (l'Evêché de) cédé aux Ducs de Mecklembourg par le Traité d'Osnabrug. 632
- Ravensburg* (la Ville de) doit être conservée dans la Possession de ses biens & dans la liberté de Religion où elle étoit en 1624. 604
- Rebelles* à la France, ou à l'Angleterre, ne doivent point être soufferts en Hollande. 108
- d'Angleterre doivent être chassés de l'Empire, de la France, & de la Hollande. 222
- de France doivent être chassés de l'Empire, de l'Angleterre, & de la Hollande. *ibid.*
- de Hollande doivent être chassés de l'Empire, de la France, & de l'Angleterre. 223
- Rebelles*; Convention contre eux entre l'Angleterre & la Hollande. 844 &c
- Reicheren* (le Comte de) Plenipotentiaire des Etats-Généraux, en 1732. 340. & *surv.*
- Recrues* de Troupes Suisses; Reglemens à ce sujet. 182
- Reforme* (Droit de) à qui il appartient dans l'Empire. 615
- Reformés* doivent jouir dans l'Empire des mêmes Privilèges que les Luthériens. 611
- Regenscoles*, les Suisses ont cette qualité en France. 183
- Rehabilitation* de l'Angleterre aux Traités de Seville. 347
- Reichersdorf* (Mr Fanner de) Plenipotentiaire à l'Association de Nordlingue. 274
- Religion*: Paix Publique de Passau à son Sujet. 868—571. Paix de Religion, ou Recès d'Ausbourg. 879—879
- Religion* (la Paix de) confirmée par le Traité d'Osnabrug. 603 & 604
- son Exercice doit être libre dans la Province de Toggenbourg. 270. & *surv.*
- comment elle doit être conservée dans le Haut-quartier de Gueldre. 131
- elle doit être respectée réciproque-
- ment entre les Espagnols & les Hollandois. 166
- Reglemens faits pour que les Hollandois & les Portugais puissent exercer chacun la sienne dans les Etats respectifs. 690
- Religion Protestante*, le Roi de Prusse & la Reine de Suède promettent réciproquement de travailler à la maintenir. 404
- comment elle est permise dans les Places de la Barrière. 126
- les Garnisons Hollandoises dans les Places de la Barrière en auront l'Exercice libre. 44
- Religion Catholique-Romane*; le Sultan en accorde l'Exercice dans ses Etats. 191. & 192
- elle doit être conservée dans le haut Quartier de Gueldre. 114
- elle doit être conservée dans la Gueldre Espagnole. 109
- Remiens* d'Ost-Frise; Reglemens à leur sujet dans le Traité de Vienne, en 1731. 337. & *surv.*
- Renonciation* du Roi d'Espagne à la Couronne de France. 6. & *surv.*
- confirmée par Lettres Patentes de Louis XIV. 9. & *surv.*
- approuvée par les Cortes de ce Royaume, où l'on en trouve l'Acte. 15. & *surv.*
- Renonciation* du Duc d'Orleans à la Couronne d'Espagne. 10. & *surv.*
- Renonciations* mutuelles des Rois de France & d'Espagne, à la Couronne l'un de l'autre, stipulées dans le Traité de la France avec la République de Hollande. 46. & *surv.*
- confirmées dans le Traité entre l'Espagne & la Hollande. 60
- du Duc de Berry & du Duc d'Orleans au Royaume d'Espagne, stipulées. 81
- de l'Empereur aux Etats de la Couronne d'Espagne. 116
- du Roi d'Espagne à la Couronne de France confirmées par l'Empereur 1718. *ibid.*
- du Roi d'Espagne aux Etats que possède l'Empereur en Italie & dans les Pays-Bas. 116
- du Roi d'Espagne au Droit de Re-

- version sur le Royaume de Sicile. 217
Renonciation du Roi d'Espagne aux Etats dé-
 membrés de la Couronne & possédés
 par l'Empereur 245 & *suiv.*
 — de l'Empereur à la Couronne d'Es-
 pagne, 253 & *suiv.*
Renouvellement d'Alliance entre la France
 & les Cantons Suisses Catholiques, à
 Soleure, en 1715 178 & *suiv.*
Renouveau, Plénipotentiaire à Utrecht 816
Reproches, annulés & interdits entre
 les Sujets de l'Empereur & du Roi
 d'Espagne 542
 — interdits entre la France & les
 Etats-Généraux. 470. & 471
 — interdits entre la France & l'An-
 gleterre. 451
 — défendues entre l'Espagne & la
 Hollande.
Restitution faite réciproquement entre l'Es-
 pagne & le Portugal des Places & Pais
 qui avoient été pris pendant la Guerre
 102. & 103
Restitutions, faites par la France à l'Em-
 pereur. 84 & 85
Revel (la Ville de) cédée par la Suède
 au Czar, en 1721. 423
Revenant, Plénipotentiaire au Traité de
 Commerce avec les Hollandais 828.
 837
Revers de l'Empereur Charles VI. 763.
 & *suiv.*
Reversales du Roi d'Espagne par rapport
 à l'Investiture Eventuelle des Duchés
 de Parme, de Plaisance, & de Toscane
 235 & 232
Reversus (Droit de) le Roi d'Espagne
 y renonce par rapport à la Sicile. 289
Revocation de Privilège, Règlement à ce
 sujet dans la Bulle d'Or. 712
Rey (Mr. Uladissaus) Plénipotentiaire de
 Pologne, à Oliva, en 1660. 647 &
suiv.
Rhede (Mr. Godart de) Plénipotentiaire
 des Etats-Généraux, à Munster, en
 1648 562 & *suiv.*
Rhede (le Baron de) Plénipotentiaire
 des Etats-Généraux, en 1713 34. &
suiv.
 — Plénipotentiaire au Traité avec
 Berne. 828
Rhin (le Cercle Electoral du) son Affo-
 ciation avec ceux d'Autriche de Suabe,
 de Franconie, & du Haut Rhin 769 &c.
Rhin (le Cercle du Haut) a Droit de pré-
 senter deux Assesseurs à la Chambre
 Impériale. 260 Voyez Haut-Rhin.
Rhinberger (Place de) le Roi de Prusse
 doit l'évacuer. 112
Rhingraves (les) sont rétablis dans leurs
 Possessions, par le Traité d'Osnabrug.
 600
Richmond (le Duc de) ses Droits & Pré-
 tensions en France réservés par le
 Traité d'Utrecht 1713. entre la France
 & l'Angleterre 19
Riga (la Ville de) cédée par la Suède au
 Czar, en 1721. 423
Rinuccini (le Marquis de) Plénipotentia-
 ire du Grand-Duc de Toscane à Flo-
 rence, en 1731 244. & *suiv.*
Ripperda (Mr. Guillaume) Plénipoten-
 tiaire des Etats-Généraux, à Munster,
 en 1648. 562 & *suiv.*
 — Plénipotentiaire à Breda 863 &c.
 — (le Baron de) Plénipotentiaire
 d'Espagne à Vienne. 285 & *suiv.*
Robinson (le Chevalier) Plénipotentiaire
 d'Angleterre à Vienne, en 1731. 329.
 & *suiv.*
Rodenbury (Mr. Christophle) Plénipoten-
 tiaire des Etats-Généraux, pour leur
 Traité avec le Portugal 684 & *suiv.*
Rodenbuisen (le Fort de) doit être rasé
 entièrement. 118. & 130
Rohan (le Card. de) Evêque de Stras-
 bourg, compris dans le Traité entre
 l'Empereur & la France 1714. 86
Romani (Roi des) de quelle manière il
 doit être élu. 702
Rome (la Cour de) l'Empereur Charles
 VI. promet de s'opposer de toutes ses
 forces, à tout ce qu'elle voudrait en-
 tretenir dans l'Empire. 745. & 746
Rosenkrantz (Mr. Yver) Plénipotentiaire
 du Roi de Dannemark, en 1732. 765.
 & *suiv.*
Raus (Mr. Everhard) Plénipotentiaire
 des Etats-Généraux, en 1718. 152 &
suiv.
Rügen (l'Isle de) cédée à la Suède, dans
 le Traité d'Osnabrug. 624. & 625
 — la Principauté, restituée par le Dan-
 marc-
 Yyy yy 2

T A B L E

- nemarck à la Suède. 412
Ravennate; l'Empereur se réserve la Disposition & la Nomination de son Evêque. 114
 — Reglemens sur la Jurisdiction de son Evêque. 131
Rizzini (le Chevalier) Plenipotentiaire de Venise à Passarowitz, en 1718. 196. *Et suiv.*
Ryswick (la Paix de) Base du Traité de Radstadt. 83
 — elle est rappelée dans le Traité entre la France & la Lorraine en 1718. 153
 — (Traité de) la France s'engage à l'exécuter, en ce qui concerne le Duc de Lorraine. 86
 — confirmé, en ce qui regarde la Savoie. 73. & 80

S.

S A A R B O U R G (la Placede) & ses Dependances cedées par le Duc de Lorraine à la France 159
Saarlouis (la Ville de) cedée à la France par le Duc de Lorraine. 156
Saccia, Ile laissée, au Turc. 809
Sacramento (la Colonie du) restituée au Roi de Portugal. 101. & 102
Sagan obtient une nouvelle Eglise Protestante. 804
Salesiens ne peuvent aller vendre à Alger les prises qu'ils ont faites sur les Hollandois 546
Sara (la Veuve de Comte de) est rétablie dans ses Possessions, par le Traité d'Onnabrug. 600
Sr. Saphorsin: Plenipotentiaire de Berne au Traité d'Alliance entre ce Canton & la Hollande. 821, 828
Sr. Thomas (le Marquis) Plenipotentiaire de Savoie au Traité de Turin. 784
Salis (Mr Pierre) Plenipotentiaire des Ligues Grises. 815
Salut que les Algeriens doivent à un Amiral Hollandois abordant à leur Port. 548
Sardaigne (le Roiaume de) la France promet de n'en point troubler la Possession à l'Empereur. 93
 — doit être restituée à l'Empereur,

en 1718. 214
 — cedée par l'Empereur au Duc de Savoie. 219. & 256. *Et suiv.*
 — doit retourner à la Couronne d'Espagne, au défaut de la Maison de Savoie. 249
 — (le Roi de) doit être invité à accéder à la Quadruple Alliance. 227
Sava (la Rivière de) cedée à l'Empereur par le Sultan. 189
Savoie (le Duché de) doit être restitué par la France au Duc de Savoie. 75
 — ses Limites réglées. 72
 — (le Duc de) doit être le Centre invariable de la Balance. 2
 — & ses Descendans doivent être appelés à la Couronne d'Espagne au défaut des Descendans mâles de Philippe V. 7. 65. *Et suiv.*
 — peut disposer de ses Possessions en France, comme bon lui semblera. 80
 — compris dans le Traité d'Onnabrug. 646
 — compris dans le Traité entre l'Espagne & l'Angleterre. 1713. 32
 — devient Roi de Sicile. 65. & 66
 — devient Roi de Sardaigne. 256. *Et suiv.*
 — on lui donne le Titre de Roi de Sardaigne dans le Traité de la Quadruple Alliance. 227
Saxe (Haut Cercle de) a droit de présenter 4 Assesseurs à la Chambre Imperiale. 620
 — (le Bas Cercle de) a droit de présenter 4 Assesseurs à la Chambre Imperiale. *ibid.*
 — (le Duché de) ne peut jamais être partagé. 722
 — (le Duc de) son Droit réglé par la Bulle d'Or. 705
 — par qui il doit être conduit pour l'Élection d'un Roi des Romains, selon la Bulle d'Or 698
 — (l'Électeur de) a Droit de présenter six Assesseurs à la Chambre Imperiale. 620
 — il est compris dans le Traité entre l'Empereur des Romains & l'Impératrice de Russie. 445
Sgaffires: Plenipotentiaire Moscovite au Traité de Paix avec le Turc. 811
Schaff-

DES MATIERES.

Schaff-Guisb (les Comtes de) signent la Déclaration de Breslau. 805
Scharf (Mr. Jean Laurens) Plenipotentiaire à l'Association de Nordlingue. 774
Scheffede : Plenipotentiaire au Traité de Commerce avec les Hollandois. 829, 837
Schomannille (Mr. de) Député pour conclure, au nom de l'Empereur, un Traité de Navigation avec les Tunisiens. 551. *Et suiv.*
Schomborn (le Comte de) Plenipotentiaire de l'Empereur, en 1725. 293. *Et suiv.*
Schlegenberg (le Comte) de signe la Déclaration de Breslau. 805.
Schrieck Plenipotentiaire à Breda. 863 &c.
Schnitz (le Canton de) renouvelle son Alliance avec la France. 178
Schulenburg (Mr. J.) Plenipotentiaire des Etats-Généraux, pour leur Traité avec le Portugal. 684. *Et suiv.*
Schurman (Mr. van) Plenipotentiaire des Etats-Généraux, en 1726. 307
Schwartzemberg (le Baron Wolfg. de) Plenipotentiaire des Etats-Généraux, en 1732. 340. *Et suiv.*
Schwerdinitz ; Ministres de ses Eglises augmentez. 801, 805
Schwern (l'Evêché de) cédé aux Ducs de Meklenbourg par le Traité d'Osna-brug. 632
Seckendorff (le Comte de) Plenipotentiaire de l'Empereur à Copenhague, en 1732. 765 *Et suiv.*
Senne que doivent avoir les Archevêques de Trèves, de Cologne, & de Mayence. 703
 — des Princes Electeurs en commun. 704
Secours des Hollandois, stipulé, à l'égard de l'Angleterre, la France, & la Prusse. 307
 — de ces trois Couronnes, à l'égard de la République de Hollande. 308
 — que les Hollandois doivent fournir, en vertu du Traité de Seville. 327
 — que doivent se fournir mutuellement la France, l'Angleterre, & l'Espagne, par le Traité de Séville. 321
 — réglés entre la France, l'Angle-

terre, & la Prusse. 307
 — réglés entre les Puissances de la Triple Alliance. 210
 — surnuméraires de Troupes que doit fournir la Suède, à la France, & à l'Angleterre. 314
 — réglés entre l'Empereur, la France, l'Angleterre, & la Hollande. 223. & 224
 — maritimes, promis par le Roi d'Angleterre, à celui de Dannemarch. 318
 — réglés entre l'Empereur & les Electeurs de Hanovre & de Saxe, en 1719. 358. & 360
 — promis par le Roi de France aux Puissances Maritimes. *ibid.*
 — que doit fournir la Hollande aux Parties contractantes du Traité de Vienne 1731. 340
 — mutuels réglés entre l'Empereur & l'Espagne. 299
 — réglés mutuellement entre l'Angleterre & la Suède. 388. *Et suiv.*
 — stipulés entre la Hollande & l'Angleterre. 120. & 121
 — que doivent se fournir mutuellement les Electeurs de Saxe & de Hanovre suivant le Traité de Dresde 1731. 366. & 367
 — que doivent se prêter mutuellement la Moscovie & la Suède. 433. *Et suiv.*
 — mutuels stipulés entre l'Empereur des Romains & l'Impératrice de Russie en 1726. 444
 — que doivent se prêter mutuellement l'Empereur & les Electeurs de Saxe & de Hanovre. 358 & 360
Seriffulab Effendi , Plenipotentiaire du Grand Seigneur, à Passarowit, en 1718. 526. *Et suiv.*
Serlern (le Comte de) Plenipotentiaire de l'Empereur en 1714. 82. *Et suiv.*
Ses ; Reglemens faits par rapport à cette Marchandise, entre le Portugal & la Hollande. 624. & 625
 — le Roi d'Espagne permet aux Anglois d'en faire ramasser dans les Isles de la Tortue. 499
 — de toute espèce ne peut point être chargé d'impôt, ni par les Espagnols, ni par les Hollandois, respectivement. 565
 Y Y Y Y Y 3 *Sepul-*

T A B L E

<i>Sepulture</i> , réglée entre l'Espagne & la Hollande, par rapport à leurs Sujets respectifs. 57 & 58	<i>Stefwick</i> , Article qui le concerne dans le Traité entre la Suède & le Dannemarch, en 1720. 412
<i>Sermons</i> que doivent faire les Electeurs avant de procéder à Election d'un Roi des Romains. 701	— Article à ce sujet dans le Traité entre la Moscovie & la Suède. 436
— dont être prêté au Roi de France par les Troupes Danoises qui sont à la solde. 319	— Convention à ce sujet entre l'Empereur des Romains & l'Impératrice de Russie. 445
— à moins que le Roi de Dannemarch ne les commande en personne. <i>ibid.</i>	— Stipulations dans le Traité de Copenhague, en 1732. concernant ce Duché. 767 768
— du Gouverneur de Dendremonde. 139	<i>Slingeland</i> (Mr Simon de) Plénipotentiaire des Etats-Généraux, en 1732. 340. <i>Et suiv.</i>
— des Gouverneurs des Places de la Barrière. 139	<i>Sol Parisi</i> (Droit de) réglé en France, par rapport aux Hollandois. 471
— que doivent faire les Garnisons Espagnoles en Italie. 323	<i>Solar</i> (le Comte del Borgo) Plénipotentiaire du Duc de Savoie, en 1713. 64. <i>Et suiv.</i>
<i>Sicile</i> (l'île de) cédée au Duc de Savoie par l'Espagne. 67	<i>Solde</i> pour les Troupes Suisses en France, fixée. 181
— le Roi d'Espagne renonce au Droit de Réversion sur ce Royaume. 216	<i>Soleno</i> (le Canton de) renouvelle son Alliance avec la France. 178
— le transport qui en a été fait au Duc de Savoie, confirmé par le Roi de France. 76	<i>Salm</i> (le Comte de) rétabli dans ses Possessions par le Traité d'Osnabrug, en 1648. 600
— cédé par le Duc de Savoie à l'Empereur. 219	<i>Salmshobenfelmer</i> (la Maison de) rétablie dans ses Possessions par le Traité d'Osnabrug. 600
— Règlement au sujet du Commerce des Hollandois dans ce Royaume 333	<i>Sammerdyck</i> (l'Amiral) conclut à Alger un Traité de Commerce au nom de la République de Hollande. 544. <i>Et suiv.</i>
<i>Siciliens</i> , peuvent naviguer & commercer en Barbarie. 444	<i>Sophie</i> , Electrice de Hanover: appelée à la Succession de la Grande-Bretagne. 785
<i>Silège</i> (le St.) conclut un Traité avec l'Empereur en 1724. 280. <i>Et suiv.</i>	<i>Soyes</i> de Pore, venant des Villes Austriennes quel Droit doivent payer en France. 517
<i>Silesie</i> (les Princes de) sont maintenus dans leurs Privileges & Exercice libre de Religion. 614	<i>Spanbroeck</i> Plénipotentiaire au Traité avec les Lignes Grises. 815; & au Traité de Commerce des Pais-Bas Espagnols. 816
— Traité d'Alt-Ranstadt, pour la Restitution de ses Eglises Protestantes. 796. En obtient de nouvelles. 804	<i>Spécification</i> des Engagemens du Traité de Séville. 351
<i>Sinzendorff</i> (le Comte Philippe Louis de) Plénipotentiaire de l'Empereur à la Haye, en 1732. 340. <i>Et suiv.</i>	<i>Spire</i> (l'Evêque de) la France s'engage à lui faire restitution. 86
<i>Stefwick</i> (le Duché de) compris dans le Traité d'Osnabrug. 646	<i>Stefherß</i> (Mr Jean Fred. de) Plénipotentiaire à l'Association de Nordlingue. 774
— garanti par la France au Roi de Dannemarch. 418. & 419	<i>Stanhope</i> (Mr. Guillaume) Plénipotentiaire d'Angleterre à Madrid, en 1721. 276. <i>Et suiv.</i>
— garanti par l'Angleterre au Roi de Dannemarch. 420 & 421	
— mesures prises dans le Traité de Copenhague, en 1727 de peur que la Chrétienne ne vint à s'en emparer. 316	

DES MATIERES.

Stamhope (Mr.) Plenipotentiaire du Roi d'Angleterre à Seville, en 1729. 320. *Et fav.*

Stannan, Envoyé de la Grande-Bretagne : traite avec le Lignes Grises. 812

Staremborg (le Comte de) Plenipotentiaire de l'Empereur, en 1731. 329. *Et fav.*

Stodam (Mr Adrian Kland de) Plenipotentiaire des Etats-Généraux, à Munster, en 1648. 562. *Et fav.*

Storckberg Plenipotentiaire au Traité avec Berne. 821

Storckhusen : Plenipotentiaire au Traité avec Berne. 821

Storckhusen (le Comte de) Plenipotentiaire de Russie, en 1723. 440. *Et fav.*

Storckenburg : Plenipotentiaire à Breda. 863. &c.

Ström (la Ville de) & ses dependances, cédée à la Suède, par le Traité d'Onnabrug. 624 & 625

— cédée par la Suède au Roi de Prusse. 397. *Et fav.*

Stevensweert (le Fort de) cédé avec son Territoire par l'Empereur aux Hollandois. 130

Stornizza (la Forteresse de) cédée par les Turcs aux Vénitiens. 196

Storckflett (Mr Daniel) Deputé des Villes Anseatiques, en France, pour y conclure un Traité de Commerce en 1716. 516. *Et fav.*

Strafford (le Comte de) Plenipotentiaire de la Gr. Bretagne à Utrecht en 1713. 450. *Et fav.* & 816

Stralenheim (le Baron de) signe la Déclaration du Roi de Suède touchant les Eglises de Silesie. 807

Stralsund (la Ville de) & sa Forteresse restituée par le Dannemark à la Suède. 412

Stroemfeld (le Baron) Plenipotentiaire de Suède à Neustadt, en 1712. 421. *Et fav.*

Stube (le Cercle de) a Droit de présenter deux Aïssesseurs à la Chambre Imperiale. 260

— la Noblesse de cette Province doit être laïssée dans son état immédiat de l'Empire. 597

— Association de ce Cercle avec ceux de Franconie, d'Autriche, du Haut-

Rhein, & l'E. électoral du Rhin. 769 &c
Subordination ; l'Empereur Charles VI promet de l'entretenir dans l'Empire. 746. & 747

Subsides, leur paiement réglé entre l'Empereur & les Hollandois par rapport aux Places de la Barrière. 140. & 141

— dûs aux Hollandois par l'Empereur ; nouveaux Réglemens à ce sujet. 145. *Et fav.*

— en argent, stipulés par la France & l'Angleterre en faveur de la Suède. 314

— en argent promis au Roi de Dannemark, par la France. 316. *Et fav.*

Succession héréditaire du Royaume d'Angleterre dans la Maison de Brunswick-Hanover de la Ligne Protestante, garantie par la France. 5

— garantie aussi par l'Empereur, la France, & la Hollande. 222

— garantie aussi par les Etats-Généraux. 115. *Et fav.*

— celle des Electeurs est réglée par la Bulle d'Or. 706

— (l'ordre de) garanti à Philippes V. par l'Empereur. 290

— & reciproquement à l'Empereur Charles VI. par le Roi d'Espagne. *ibid.*

— dans la Maison Archiducal, en Ligne masculine ou féminine, garantie par le Roi de Dannemark 765 & 766

— éventuelle des Ducs de Savoye au Royaume d'Espagne, confirmée par la France. 77

— du Royaume de Sicile, garantie par l'Angleterre au Roi d'Espagne, la Maison de Savoye venant à manquer. 30

— de la Maison Regnante en France, garantie par l'Empereur, l'Angleterre, & la Hollande. 222

— de Toscane, Parme, & Plaisance, assurée à D. Carlos à ses Successeurs. 296

— le Roi de Prusse renonce à toutes celles qu'il pourroit prétendre dans le Royaume de France. 110

Sucre, quels Droits on doit payer pour cette Marchandise d'Angleterre en France. 466

— compris dans le Traité d'Utrecht, 1713 entre l'Espagne & l'Angleterre. 32

Suède

T A B L E

Saïde (le Roi & Royaume de) compris dans le Traité d'Utrecht 1713. entre la France & l'Angleterre. 20
 — compris dans le Traité entre l'Empereur des Romains & l'Impératrice de Russie, en 1726. 445
 — accède au Traité de Hanovre, en 1727. 311 & suiv.
 — ne garantit les Etats des Puissances contractantes, qu'en Europe seulement. 313
 — ne doit point envoyer de secours, ni en Italie, ni en Espagne. ibid.
Suisses (les Cantons) compris dans le Traité d'Osnabrug. 646
 — (Cantons Protestans) compris dans le Traité d'Utrecht 1713. entre l'Angleterre & la France. 20
 — (les XIII. Cantons) compris dans le Traité entre la France & la Prusse. 111
 — compris dans le Traité entre la France & les Provinces-Unies. 47
 — font un Traité entr'eux en 1718. 269 & suiv.
 — sont dans une quasi pleine Liberté & Exemption de l'Empire. 622
 — (les Cantons Catholiques) renouvellent leur Alliance avec la France. 128. & suiv.
 — privilégiés en France. 180
 — ne peuvent servir contre la France. 183
 — de combien doivent être leurs Compagnies en France 181
 — de quelles Nations leurs Corps peuvent être suppléés ou remplis. 822
Suéd (le Passage du) le Roi de Prusse & la Reine de Suède s'engagent à travailler de concert pour en faire avoir le Passage libre & franc à leurs Sujets, par un Traité conclu entre ces deux Puissances. 401. & 402
 — les Suédois consentent à en payer les Droits, dont ils avoient prétendu s'exempter. 412
 — son Péage réglé avec les Hollandois. 829 &c
Suren (le Chevalier) Plenipotentiaire Mediateur entre le Turc & le Moscovite 808

T.

T A A T A (Mr. Godart) Plenipotentiaire des Etats-Généraux, en 1718. 142. & suiv.
 — (le Chevalier) Plenipotentiaire des Etats-Généraux, en 1726. 307
Tabar; Règlement fait à ce sujet, entre l'Espagne & le Portugal. 105
 — quels Droits il doit payer en le transportant d'Angleterre en France. 455
Tables Impériales & Electorales, comment elles doivent être disposées dans les grandes Cérémonies. 724. & 725
Tahau (Mr. Michel de) Plenipotentiaire de l'Empereur à Passarowitz, en 1718. 188. & suiv.
Tanagra (Mr. Eger) Plenipotentiaire des Etats-Généraux, en 1718. 158. & suiv. & 828
Tarif réglé entre la France & l'Angleterre en 1713. 434. & suiv.
 — réglé entre l'Espagne & la République de Hollande. 542
 — de Commerce, doit être réglé par rapport aux Pais-Bas Autrichiens 332
 — pour le Commerce avec le Danemark. 838. 839
Tarouca (le Comte de) Plenipotentiaire de Portugal, en 1715. 96 & suiv.
Tartares, compris dans le Traité entre l'Empereur & le Sultan. 195
Tauke (le Comte) Plenipotentiaire de Suède, en 1719. 381. & suiv.
 — en 1720. 410. & suiv.
Terre-Neuve, (Ile de) cédée par la France aux Anglois. 17
Teschen obtient une nouvelle Eglise Protestante. 805
Tentative (l'Ordre) Restitutions que la France doit faire à son Grand-Maître. 86
Theyls (Mr. van) Député pour conclure, au nom de l'Empereur, un Traité de Commerce avec les Turcs, en 1725. 551 & suiv.
Thalmeier (Mr. de) Plenipotentiaire du Roi de Prusse en 1732. 371. & suiv.
Thorn (l'Affaire de) Article à ce sujet dans le Traité de Hanovre. 302
Thorn

Tourn comment les Etats-Généraux promirent en 1726 de s'employer pour la terminer. 306

Tumock (la Rivière de) commune entre les Empires Romain & Ottoman 189

Tiscovatz (la Forteresse de) cédée par les Turcs aux Vénitiens 196

Turcs (les) pris, ou omis, par l'Empereur & le Roi de France dans le Traité de Radstad & dans celui de Bade, ne pourront tirer à conséquence 95 & 96

— pris ou donnés par les Puissances contractantes de la Quadruple Alliance ne peuvent préjudicier. 223. & 224

— Philippe V. Roi d'Espagne, & Charles VI. Empereur, doivent porter, leur vie durant, ceux dont ils sont en possession, & n'en peuvent prendre d'autres. 190

— quels sont ceux auxquels le Roi de Suède renonce. 431

Toggenbourg (la Province de) l'Exercice de la Religion y doit être libre. 170 & 171

— reconnu de la Domination de l'Abbé de St. Gall. 263

— Reglemens concernant cette Province. 264 & 171

Turck (le Chevalier) Plénipotentiaire des Etats-Généraux, en 1732 340 & 171

Toscane. La France promet à l'Empereur de ne le point troubler dans la Possession où il est de plusieurs Ports dans ce Duché. 40

— (le Grand Duché de) doit retourner aux Enfants mâles de la Reine d'Espagne. 216

— l'Infant D. Carlos doit en hériter. 245

— l'Empereur en donne l'Investiture éventuelle à D. Carlos. 235. & 171

— (le Grand Duc de) compris dans le Traité d'Utrecht 1713. entre l'Espagne & l'Angleterre. 32

Toscans, leurs Franchises seront conservées en Espagne. 246

Toul (le Diocèse de) ses Habitans sont privilégiés en Lorraine. 171

Tournay (la Ville de) avec son Territoire 111

toire, cédée aux Etats-Généraux en faveur de la Maison d'Autriche. 40

— *Isen*. 89

— doit être gardée par les Troupes Hollandoises. 118

— l'Empereur consent que les Hollandois y aient Garnison privative. 152

Townsend (le Vicomte de) Plénipotentiaire d'Angleterre, en 1725 300. & 171

Transilvanie (le Prince de) compris dans le Traité d'Osnabrug. 646

Treves (l'Electeur de) Restitutions que la France doit lui faire. 86

Trieste, ceux de cette Ville peuvent naviguer & commercer en Barbarie. 554

Triple Alliance, entre la France, l'Angleterre, & la Hollande 206

Tripoli (la Regence de) conclut un Traité de Navigation avec l'Empereur en 1726. 553. & 171

Tripolitains ne peuvent aller vendre à Alger les prises qu'ils ont faites sur les Hollandois. 546

— le Sultan se charge de les engager à ne point faire de tort aux Impériaux. 192

Tunis (la Regence de) conclut un Traité de Navigation avec l'Empereur en 1725 551. & 171

Tunisien ne peuvent aller vendre à Alger les Prises qu'ils ont faites sur les Hollandois 546

— le Sultan se charge de les engager à ne point faire de tort aux Impériaux. 192

Turcs, sont la seule Puissance contre qui l'Angleterre & la Hollande ne garantissent point l'Empereur. 334

— Leur Traité de Paix avec les Moldaves en 1712. 807 & 171

— sont la Paix avec l'Empereur des Romains, à Passarowitz en 1718. 187. & 171

— sont la Paix avec les Vénitiens, à Passarowitz, en 1718. 196. & 171

— avec l'Empereur, en 1718. 187. & 171

Turcs (le Traité de) en 1696. confirmée, en ce qui regarde la Savoye. 73

T A B L E

Turin L'Empereur & le Duc de Savoye y font Alliance en 1703. 778 &c.
Tatelle, le Roi d'Espagne renonce à celle de D. Carlos, en Italie. 169

V.

VAISSEAUX de Guerre, comment peuvent entrer réciproquement dans les Ports d'Espagne & de Portugal 105
 — des Turcs & des Vénitiens, comment doivent être traités respectivement 203
 — Hollandois & Espagnols, comment ils peuvent entrer dans les Ports les uns des autres. 567
 — de France ou de Portugal, comment peuvent entrer dans les Ports respectifs 97
Valachie (la Province de) ses Limites assignées entre l'Empereur & le Sultan. 188 & 189
Valaches peuvent pêcher sur le Danube. 189
Valence; cédée au Duc de Savoye. 781
Vallais (le Pais de) renouvelle son Alliance avec la France. 178
Vallées, doivent être restituées par la France au Duc de Savoye. 75
Vallengin le Roi de France reconnoît que le Roi de Prusse en est Seigneur Souverain. 110
Vay (Adam) Hongrois revolté, doit demeurer en Turquie, loin des Limites de l'Empire Romain 193
Vellers (Mr. Adrien) Plenipotentiaire des Etats-Généraux, en 1718. 142. &c. *Idem*.
 — Plenipotentiaire au Traité avec Berne 829
Venise (la Republique de) comprise dans le Traité d'Utrecht 1713. entre l'Espagne & l'Angleterre 32
 — comprise dans le Traité d'Utrecht 1713. entre l'Angleterre & la France. 20
Vénitiens font la Paix avec les Turcs

à Passarowitz en 1718. 196. &c. *Idem*.
Vento (Traité de) en 1543, rapellé dans celui de l'Empereur avec le Roi de Prusse. 114
 — (la Ville de) cédée par l'Empereur aux Hollandois 130
 — (la Forteresse de) le Roi de Prusse s'oblige l'évacuer 113
Vercins (la Ville de) ses Privilèges par rapport à la Lorraine 171
Vicariat de l'Empire en Italie, est déferé au Duc de Savoye. 760
Viflor Amedée, Duc de Savoye devient Roi de Sardaigne. 256
Victoire d'Urban, la Succession de cette feue Grande Duchesse est conservée au Grand-Duc de Toscane. 246
Villars (le Duc de) Plenipotentiaire du Roi de France en 1714. 82 &c. *Idem*.
Virmont (le Comte de) Plenipotentiaire de l'Empereur, à Passarowitz, en 1718. 168 &c. *Idem*.
Viscouiti (le Baron de) Plenipotentiaire des Etats-Généraux, en 1732. &c. *Idem*.
Vivandiers Suisses en France. Règlement à leur égard 181
Undervald (le Canton de) haut & bas, renouvelle son Alliance avec la France 178
Union des Monarchies d'Espagne & de France, contraire à l'Equilibre du Povoir en Europe ?
 — des Principautés des Electeurs, & des Droits y annexés. 717 &c. *Idem*.
Ursula (la Forteresse de) cédée par les Turcs aux Vénitiens 196
Vermezza (la Forteresse de) cédée par les Turcs aux Vénitiens. 197
Volens, comment on doit en agir réciproquement entre la France & la Suisse. 185
Verdeys (l'Île de) avec son Territoire, restituée au Portugal. 101
Vranibuff (le Comté de) reconnu par le Roi d'Espagne, appartenir aux Etats-Généraux 563
Urfus (Princesse des) comprise dans le Traité, entre la France & les Provinces Unies 37
Ury (le Canton de) renouvelle son Alliance avec la France. 178
Usain

DES MATIERES.

Ufain Ifouff, Député pour signer le Traité de Commerce avec les Hollandois, en 1726. 544 & *suiv.*

W.

WALKENRIED (la Prévôté de) cédée au Duc de Brunswic-Lunebourg, par le Traité d'Osnabrug 635
Waldeck (la Maison de) est restituée dans ses Possessions par le Traité d'Osnabrug 400
Walvisch (le Fort de) cédée à la Suède par le Traité d'Osnabrug. 626
Wallenrodt (Mr de) Plenipotentiaire de Prusse, à Hanovre, en 1725. 300. & *suiv.*
Wallenstein (le Baron de) Plenipotentiaire de l'Empereur, en 1726. 443 & *suiv.*
Warnton (la Ville de) l'Empereur consent que les Hollandois y aient Garnison privative. 125
Wassenaar (le Baron de) Plenipotentiaire des Etats-Généraux, en 1732. 340 & *suiv.*
Werden (l'Evêché de) cédé à la Suède, par le Traité d'Osnabrug 626
Westminster (le Traité de) confirmé par celui de la Quadruple Alliance. 221
Westphalie (le Cercle de) a Droit de présenter deux Assesseurs à la Chambre Imperiale. 260
 — (la Paix de) Base du Traité de Radstad 83
 — Base du Traité entre la France & la Prusse, en 1713 108
 — non garantie par les Etats-Généraux. 306
 — Restrictions du Roi de Suède, à ce sujet. 439
 — garantie par la France, quant aux Réglemens de Religion. 19
 — confirmée dans le Traité de Hanovre, en 1725. 302
Wibourg (le Fief de) cédé par la Suède au Czar en 1721. 423

Wichers (Mr.) Plenipotentiaire des Etats-Généraux en 1718. 206. & *suiv.*
 — Plenipotentiaire au Traité avec les Logues Grises. 815
Wilshufen (la Ville de) & son Baillage cédée à la Suède par le Traité d'Osnabrug. 626
Windisgratz (le Comte de) Plenipotentiaire de l'Empereur Charles VI. lors de la Capitulation S. M. Imp. 763
 — Plenipotentiaire de l'Empereur à Londres, en 1720. 232 & *suiv.*
Wirttemberg (la Maison de) ses Préentions sont réglées à Osnabrug, en 1648. 598
 — la France promet de lui faire restitution. 86
Wisnar (la Ville de) & son Port, cédée à la Suède par le Traité d'Osnabrug 626
 — & toutes ses Dépendances, cédée au Roi de Dannemarck, par la Suède. 412
 — (la Ville de) ne doit jamais être rétablie. 417
Wis (Mr. Jean de) Plenipotentiaire des Etats-Généraux, pour leur Traité avec le Portugal. 684. & *suiv.*
Woblenz, Principauté: Liste des Eglises qui lui sont restituées. 806
Woblan: les Eglises Protestantes restituées. 801, 803.
Wolin (l'Isle de) & ses Dépendances, cédée à la Suède, par le Traité d'Osnabrug. 624 & 625
 — cédée par la Suède au Roi de Prusse. 397. & *suiv.*
Worms (l'Evêque de) la France s'oblige à lui faire restitution. 86
Wratzlaw (le Comte de) Plenipotentiaire de l'Empereur au Traité d'Alt-Randstadt. 798, 799
Wynbergen (Mr Jean van) Plenipotentiaire des Etats-Généraux, en 1718. 142. & *suiv.*

T A B L E

Z.

<p>ZUO (le Canton de) avec les Offi- ces extérieurs renouvelle son Al- liance avec la France. 178 — fait un Traité de Paix avec l'Abbé</p>	<p>de St. Gall. 262. & suis. — & celui de Berne traitent avec les Cantons Catholiques, en 1718. 260. & suis.</p>
---	--

FIN DE LA TABLE.



7.2.120

2

005800404

7.2.130

OPERAZIONI ESEGUITE

- Mending con carta e velo giapponese.
- Dorso con tubo.
- Restauro della coperta originale; nuovo cuoio sul dorso e consolidamento con MPC Klucel G.
- Titolo in oro su cartellino in pelle.

BIBLOS soc
Torre dei Passeri(Pe)

